





John Adams  
Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF NO.

ADAMS

61.3

v.1











# L'HISTOIRE

D E S

PROVINCES-UNIES,

D E S

P A I S - B A S.

Depuis le parfait Etablissement de cet Etat , par la  
Paix de Munster.

PAR M. DE W I C Q U E F O R T,

*Conseiller & Resident de L. A. S. les Princes de Brunswic-Lune-  
bourg , & Historiographe de N. S. les Etats de Hollande &c.*

T O M E P R E M I E R.

Où l'on trouve, une Description du Gouvernement de cette Republique;  
un précis des Negociations de Munster; la conclusion & publication de  
ce Traité; les Troubles & Disputes survenues ensuite entre les Etats de  
Hollande & leur Stadhouder le Prince d'Orange ; l'Emprisonnement de  
quelques Membres de l'Etat , par ce Prince ; son Entreprise sur la Ville  
d'Amsterdam ; sa Mort , & les changemens arrivés là-dessus ; avec plu-  
sieurs autres choses importantes.

*Le tout accompagné d'un Recueil ample & exact de Traités , Actes, Edits,  
Declarations , Resolutions , & autres Pieces Authentiques , qui servent de  
fondement & de Preuves à cette Histoire.*



A L A H A Y E,

Chez T. J O H N S O N,

M D C C X I X.

*Avec Privilege.*



THE T. O. R. I. S.

1888

THE T. O. R. I. S.

ADAMS

x<sup>r</sup> 61.3  
- 8.1



# A U R O Y DE LA GRANDE - BRETAGNE.



## I R E,

*S* I un Ouvrage rempli de grands evenemens, & qui traite des matieres très importantes, peut meriter la Protection d'un Grand Roy, j'ose esperer que VOTRE MAJESTE ne la refusera pas à l'Histoire des Provinces-Unies que j'ai l'honneur de lui presenter. On peut dire qu'elle a un droit particulier de pretendre à cette Royale Protection ; ayant été composée par feu M. de Wicquefort Ministre de L. L. A. A. S. S. GEORGE GUILLAUME & ERNEST AUGUSTE Ducs de Brunswic Lunebourg, Vos Illustres Predecesseurs, à qui il l'auroit apparemment dediée lui-meme, s'il eût pû la mettre au jour. Souffrez donc, S I R E, que je preme la liberté de la publier sous les heureux Auspices d'un Roy qui vient de travailler si glorieusement & avec tant de succès à retablir la Paix &

## D E D I C A C E

*la tranquillité dans le Nord, & à reconcilier les intérêts de divers Princes, qui par leurs différentes vûes & leurs animosités sembloient irreconciliables.*

*Quel bonheur inestimable pour nos jours ! de voir un si grand & si sage Monarque faire son unique occupation de procurer à toute l'Europe une Paix solide & durable, en réglant & fixant les Intérêts & les Pretensions des différents Princes & Etats, tant du Sud que du Nord, sur un pied ferme & solide, & en les unissant tous par des liens si forts, qu'il sera aussi difficile de les rompre que dangereux à celui qui osera l'entreprendre. Quelle Gloire ! de mériter avec justice les beaux Titres d'Arbitre & de Pacificateur de l'Europe ; de Chef & de principal soutien de la vraie Religion ; aussi bien que de Protecteur de la liberté des Peuples. Quelle félicité pour des Sujets d'être gouvernés par un Souverain qui ne cherche qu'à assurer la Liberté la Paix & l'abondance à eux & à leur Postérité.*

*Fasse le Ciel que VOTRE MAJESTE jouisse longtemps du fruit de ses glorieux Travaux, & que faisant toujours les délices des différens Peuples soumis à sa Domination, Elle regne toujours dans leurs cœurs. Ce sont les Vœux très ardens de celui qui est, & sera toute sa vie, avec un parfait dévouement, & un très profond respect,*

# SIRE,

## DE VOTRE MAJESTE

*Le très-humble, très-obéissant  
& très zélé Serviteur*

T. JOHNSON.



# AVERTISSEMENT

## D U

# LIBRAIRE.



'Histoire des Provinces-Unies, dont on donne présentement le premier volume au Public, ayant été composée, & en partie imprimée depuis plus de quarante ans, sans avoir pû voir le jour, à cause des malheurs de *M. de Wicquesfort*, qui en est l'Auteur, il est en quelque façon nécessaire d'informer les Lecteurs de quelques particularités qui concernent sa personne & son Ouvrage.

Les plus celebres Ecrivains de l'Europe ayant decrit avec beaucoup de succès les premieres Guerres des Pais-Bas, sans rien omettre des Grandes & Heroïques Actions faites pour le recouvrement & pour la defense de la Liberté, on trouva que les grands Evenemens qui suivirent le parfait établissement de la Republique des Provinces-Unies par la Paix de Munster, ne meritoient pas moins d'être transmis à la posterité par un bon Historien. L'exécution d'un dessein aussi interessant, ne devoit être confiée qu'à une personne capable de s'en bien acquiter: C'est ce qui determina N.S. les Etats de Hollande à choisir *M. de Wicquesfort* préférablement à tout autre. Né Hollandois, il avoit toujours été employé dans les Affaires, tant dans les Pais étrangers que dans sa Patrie. Outre la connoissance parfaite qu'il avoit de plusieurs Langues, c'étoit peut-être l'homme de son tems qui connoissoit le mieux les affaires & les intérêts de tous les Etats & de toutes les Cours de l'Europe. Comme il avoit fait une étude particuliere des affaires de son Pais, & de la constitution de son Gouvernement, on doit naturellement presumer qu'il en avoit aquis une connoissance parfaite. Sans parler de divers autres Ouvrages, fort estimez, qu'il a donné au public, son *Traité de l'Ambassadeur & ses fonctions* est une preuve suffisante, tant de ses grandes lumieres, par raport aux Affaires d'Etat & à l'Histoire, que de sa capacité pour bien remplir l'emploi d'Historiographe, qui lui avoit été conféré par leurs Nobles & Grandes Puissances. On sera d'autant mieux convaincu de cette verité, si on fait reflexion que notre Auteur composa cet excellent *Traité*\*, dans des circonstances très-facheuses, étant privé des secours nécessaires pour un Ouvrage de cette nature; & qu'il n'eut jamais la commodité de le digerer comme il auroit souhaité de le faire, bien loin d'y pouvoir mettre la dernière main. Mais comme je n'ai pas dessein de faire ici l'éloge d'un celebre Ecrivain, qui se recommande assez de lui même, je viens aux particularitez que j'ai promises.

*M. de Wicquesfort* ayant demeuré pendant un grand nombre d'années à Paris,

\* 3

s'é

\* De l'Ambassadeur.

## A V E R T I S S E M E N T

s'étoit appliqué à pénétrer dans les affaires & dans les intrigues de cette Cour ; & il en donnoit des nouvelles à divers Princes & Ministres d'Etat avec qui il entretenoit une correspondance réglée. Cela aiant de plu à ceux qui avoient la principale direction des affaires (gens, qui ne veulent jamais être éclairés de trop près) le *Cardinal Mazarin* lui fit dire qu'il eût à sortir du Royaume ; & ne trouvant pas qu'il se pressât d'obéir à cet ordre (car il y étoit Resident de l'*Electeur de Brandebourg*) il le fit mettre à la Bastille, d'où il ne sortit que pour être conduit à Calais, & de là passer en Angleterre. Etant revenu en sa Patrie en 1659. il trouva un puissant Protecteur en la personne de M. le Pensionnaire de *Witt*, avec qui il avoit long temps entretenu une correspondance secrète. Ce fut ce Ministre, qui connoissant bien la capacité & les talents de notre Auteur, le fit employer par les Etats, avec une bonne pension, pour écrire cette Histoire : & qui non seulement lui fournit les Memoires & les matériaux nécessaires pour la composer, mais qui se donna aussi la peine de la revoir & de l'examiner à mesure qu'il la composoit. Cela seul suffira pour recommander cet Ouvrage à tous ceux qui connoissent l'habileté la pénétration & les autres grandes qualités de ce Ministre.

Après la mort tragique du Pensionnaire, *M. de Wicquefort* n'étoit pas vu de bon œil de ceux qui étoient au timon des affaires : on le regardoit comme un homme dangereux, qui sachant les secrets de l'Etat, pouvoit en donner connoissance à d'autres. Et en effet quelques-unes de ses Lettres ayant été interceptées au mois de Mars 1675. on se saisit de sa personne & de ses papiers, & on le mit en prison. Quoi qu'il se réclamât de son Caractere de Ministre public d'un Prince étranger, & qu'il eut été reconnu par les Etats en cette qualité, on ne laissa pas de lui faire son procès, comme étant natif du Pais & aux gages aussi bien qu'au Serment de l'Etat. Il fut condamné par Sentence de la Cour de Hollande, du 20. Novembre 1675. à une prison perpetuelle, avec confiscation de tous ses biens. Son Fils fit imprimer en Allemagne en 1676. cette Sentence, avec des remarques, qu'il adressa à tous les Plenipotentiaires assemblés à Nimègue, les priant de s'intéresser pour la liberté de son Pere, & de maintenir la dignité de leur Caractere commun de Ministre public : mais cela ne lui servit de rien, & il resta toujours en prison jusqu'en Février 1679. qu'il trouva moïen de s'évader avec le secours d'une de ses Filles. Voilà en peu de mots ce qui regarde la personne de notre Auteur, disons quelque chose de son Ouvrage.

Après que *M. de Wicquefort* eût travaillé quelques années à cette Histoire, se trouvant en état d'en commencer l'Impression, il fit un Contract en Novembre 1669. avec *Jean & Daniel Steucker* Libraires à la Haye, par lequel il leur ceda & transporta le droit entier de la Copie, & du Privilege du Roi de France qu'il avoit déjà obtenu, aussi bien que de celui des Etats de Hollande, qu'il leur procura le 24. de Mars 1670. Ces Libraires en commencerent l'impresion bientôt après, mais elle fut arrêtée tout court en 1675. par l'emprisonnement de l'Auteur, & par la saisie de ses papiers ; & elle est toujours demeurée suspendue depuis ce tems-là, quoique les Libraires eussent obtenu un ordre du Prince d'Orange pour leur remettre tous les papiers saisis ; & une Resolution des Etats de Hollande du 23. Mars 1680. qui non seulement leur permit de continuer l'impresion, mais qui ordonna de leur fournir les Resolutions, Documents, & pieces authentiques dont ils pouvoient avoir besoin pour achever l'Ouvrage sur le même pied qu'il étoit commencé. Les Etats ont pris ensuite diverses autres Resolutions en faveur du



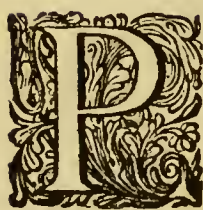
## D U L I B R A I R E.

du Libraire , par rapport à cette Histoire , qu'il seroit trop long de rapporter ici : Ils lui renouvelèrent aussi son Privilege , long tems après que le premier fût expiré , afin qu'il en pût jouir effectivement lorsque l'impression seroit achevée : Mais ils ne trouverent pas à propos de lui accorder une somme considerable d'argent , qu'il pretendoit pour le dedommager de ce qu'il avoit perdu par l'interruption & le retardement de son Ouvrage. Il insista pourtant sur cette demande si long tems & avec tant d'opiniâtreté , qu'il laissa deperir ses autres affaires , de sorte qu'il se trouva après quelque tems hors d'état de rien entreprendre ; & enfin il est venu à mourir dans un assez pauvre état , en 1717. Voila comment la publication de cet Ouvrage à resté suspendue depuis 1675. sans qu'il y ait jamais eu aucun ordre de l'Etat pour le supprimer , ou pour le deffendre , comme le Public a fausement cru.

On ne dira rien ici du stile & de la maniere d'écrire de *M. de Wicquefort* ; il y a déjà long tems qu'ils sont fort connus & approuvés des plus habiles. On observera seulement , qu'en homme versé dans les affaires , il a trouvé à propos de donner des preuves de tout ce qu'il avance dans son Histoire , & dans cette vuë de faire un grand Recueil de pieces authentiques , pour mettre à la fin de chaque volume , toutes rangées dans l'ordre qu'il les a citées à la marge de son Histoire. Les habiles gens lui sauront sans doute gré de la peine qu'il s'est donnée pour faire cet excellent Recueil. En effet on decouvre toujours mieux le fond des affaires par les pieces originales , que par tout ce que les Historiens nous donnent de leur crû , quelque bien tourné qu'il soit. Le Recueil d'*Aitzema* est fort estimé par cet endroit , & avec justice , mais outre qu'il ne peut être d'usage qu'à ceux qui entendent bien la langue Hollandoise , il n'est en aucune maniere comparable à celui-ci ; car on n'a qu'à les confronter pour voir qu'il n'a pas eu la moitié des pieces que *M. de Wicquefort* a rassemblées ; & d'ailleurs ce dernier a eu soin , pour la commodité des Etrangers , d'accompagner toutes les Pieces Hollandoises , Angloises &c. d'une bonne & exacte traduction Françoise.



E X T R A I T  
D U  
P R I V I L E G E  
D U  
R O Y D E F R A N C E.



PAR Grace & Privilege du Roy, donné à Paris le dixième jour de Mars, Mil six cent soixante neuf, signé **LABORUX**, & scellé du grand Sceau de cire jaune, il est permis & octroyé par grace speciale au *Sieur de Wicquesfort*, de faire imprimer par tel Imprimeur que bon lui semblera, & debiter separément, en un ou plusieurs Volumes, *l'Histoire des Provinces-Unies depuis l'an 1647. sur les Pieces Originales & Titres Authentiques*, durant le tems & espace de dix années entieres, à compter du jour qu'elle sera achevée d'imprimer; avec defenses à tous autres de l'imprimer, faire imprimer, vendre ni debiter, sans le consentement du dit *Sr. de Wicquesfort*, sous quelque pretexte que ce soit, à peine de deux mille livres d'amende, de confiscation des exemplaires contrefaits, & de tous depens dommages & Interêts: comme il est plus amplement porté par le Privilege.

Le dit *Sr. de Wicquesfort* a cédé son Droit & Privilege à *Mr. Steucker*, Libraire, par accord fait entre eux le 29 Novembre 1669. Et l'Heritier du dit *Steucker* a transporté & cédé le même Droit à *Thomas Johnson*, Libraire, selon l'accord fait entre eux le 26 Juin 1719.



# L I S T E

## Des TRAITEZ, ACTES, RESOLUTIONS, & autres pieces Authentiques, qui servent de preuves à ce premier Volume.

### L I V R E I.

1. **P**ragmatique de l'Empereur Charles V. de 1549. pour la réunion de toutes les Provinces des Pays-bas. 1.
2. Union & Alliance entre la Hollande & la Zeelande. 4.
3. Traité d'Union, ou Alliance perpetuelle & Concorde faite à Utrecht le 29 Janvier 1579. 24.
4. Edit des Etats Generaux, declarant le Roy d'Espagne dechu de la Souveraineté des Pays-bas en 1581. 51.
5. 6. Preuves que les Provinces sont souveraines; & que les Villes peuvent faire des levées de soldats. 68.
7. Deduction, touchant les Droits & Privileges des Nobles & des Villes de Hollande & de Zeelande, & touchant le Gouvernement des Villes &c. publiée par les Etats en 1587. 69.
8. Resolution des Etats de Zeelande, pour conferer la Dignité de premier Noble de leur Province, à S. A. le Prince d'Orange, avec certaines restrictions &c. en 1660. 74.
9. Acte des Etats d'Utrecht en 1512. pour faire voir que ces Etats sont composés du Clergé, de la Noblesse & des Deputés des Villes. 75.
10. Resolution des Etats d'Utrecht en 1667. contenant un Reglement sur la maniere d'augmenter le nombre des Nobles. 76.
11. Traité fait à Stockholm le 1 Septemb. 1640. entre la Suede & les Provinces-unies, pour la liberté & la seureté du Commerce & de la Navigation dans la Mer Baltique & dans l'Océan. 77.
12. Traité entre le Portugal & les Provinces-unies, fait à la Haye le 12 Juin 1641. 85.
13. Traité pour sept ans, fait à la Haye le 15 Avr. 1634. entre le Roy de France & les Etats Gen. 92.
14. Instructions des Etats Gen. à leurs Ambassadeurs en France, pour porter cette Couronne à une rupture avec l'Espagne. 98.
15. Traité d'Alliance fait à Paris le 8 Février 1635. entre le Roi T. C. & les Etats Gen. pour l'expulsion des Espagnols des Pays-bas, & pour en faire un partage entre la France & lesdits Etats Generaux 104.
16. Traité de Confederation fait à la Haye le 1 Mars 1644. entre Louis XIV. & les Etats Gen. pour traiter conjointement à Munster, & pour regler les operations à faire de concert aux Pays-bas Espagnols. 112.
17. Declaration des Etats de Hollande aux Etats Gen. du 6 Fev. 1647. qu'ils ne peuvent & ne veulent plus continuer la Guerre, & qu'ainsi on doit presser la Conclusion de la Paix. 118.
18. Memoire du Card. Mazarin, sur les grands avantages qui reviendroient à la France, par l'acquisition des Pays-bas Espagnols & de la Bourgogne. 118.
19. Raisons pour persuader aux Espagnols, de ceder les susdits pays à la France, en échange contre la Catalogne &c. 122.
20. Raisons pour persuader aux Etats Gen. de consentir à cet échange. 124.
21. Extrait des Resolutions des Etats de Hollande, touchant l'avis que le Prince leur donna du mariage proposé entre le Roy de France & l'Infante d'Espagne, en vertu duquel les Pays-bas Espagnols devoient être unis à la Couronne de France. 126.
22. 23. Memoires du Cardinal Mazarin, où il fait savoir aux Plenipotentiaires de France à Munster, que le P. d'Orange souhaitoit l'échange des Pays-bas avec la Catalogne &c. 128.
24. Rapport de deux Plenipotentiaires des Etats, venus de Munster pour notifier l'offre faite par le Roi d'Espagne, de se remettre de tout différent entre les deux Couronnes à l'arbitrage de la Reine Regente de France &c. 129.
25. Lettre de la Reine Regente contenant ses raisons pour ne pas accepter ledit Arbitrage. 133.
26. Lettre de ladite Reine, où elle prie le Roi C. son Frere de faire des offres raisonnables, & qu'elle les acceptera. 136.
27. Rapport d'une Conference des Etats, touchant les inconveniens de la susdite échange & alliance entre la France & l'Espagne. 137.
28. Rapport fait aux Etats de la part du Prince d'Orange, que M. d'Estrades varioit sur la susdite affaire. 138.
29. Memoire du Card. Mazarin aux Plenipotentiaires à Munster, donnant un moyen de l'enrayer le P. d'Orange avec le Marquisat d'Anvers, afin qu'il consentit à l'échange susdit. 139.
30. Rapport de quelques Plenipotentiaires venus de Munster, sur l'état des Negotiations, & sur les notices que leur avoient donné les Plenipotentiaires d'Espagne, de la chaleur avec laquelle on pouvoit des Negotiations secretes entre les Cours de France & d'Espagne. 140.
31. 32. 33. 34. 35. Memoires du Card. Mazarin &c. aux Plenipotentiaires à Munster, sur l'importance de cette échange, & sur les moiens & les precautions dont il usoit pour le faire réussir. 141 — 150.
36. Rapport fait aux Etats de Hollande, comme le Prince avoit déclaré que le succès des armes étant incertain, l'Etat ne devoit pas rejeter un Traité honorable & avantageux. 150.
37. Resolution des Etats pour garantir la France contre l'Espagne, en cas qu'on fasse la Paix dans trois semaines. 151.
38. Extrait des Resolutions des Etats, pour prouver que cet Etat n'est obligé de soutenir la France qu'en ce qui regarde les Pays-bas. 152.
39. Resolution des Etats de Hollande, pour justifier \* \*



## LISTE DE TRAITES, ACTES, &c.

stifier les Sieurs de Mathenesse & de Heemstede  
deux de leurs Plenipotentiaires, des accusations de  
M. de Servien. 162.

40. Traité de Garantie entre la France & les  
Etats, fait à la Haye le 29 Juillet 1647. 163.

41. 42. Extraits des Resolutions des Etats, tou-  
chant l'offre faite par l'Ambassadeur de France, de  
les faire Arbitres de ce qui restoit de différent en-  
tre la France & l'Espagne. 166.

43. Traité de Paix conclu à Munster le 3 Jan-  
vier 1648. entre l'Espagne & les Provinces Unies.  
168.

### LIVRE II.

1. **R**esolution des Etats, contenant des rai-  
sons pourquoi les Negociations de Mun-  
ster, qui se faisoient sur le pied d'une Trêve avec  
l'Espagne, changeroient de face & se feroient do-  
resnavant sur le pied d'un Traité de Paix perpe-  
tuelle. 185.

2. Extrait des Resolutions, où la Zeelande  
consent à ce changement, & la Resolution en est  
prise. 287.

3. Article de la Trêve faite en 1609, où les Etats  
sont reconnus pour Pais, Provinces, & Etats li-  
bres. 189.

4. Memoire donné aux Ambassadeurs de France  
le 21 Decembre 1643. de la part des Etats Gene-  
raux, pour demander au Roy T. C. que leurs Am-  
bassadeurs soient traités comme ceux de Venise.  
189.

5. 6. 7. Resolutions des Etats, de Janvier &  
Février 1644. où ils insistent sur le rang &c. pour  
leurs Ambassadeurs. 190 — 193.

8. 9. Extraits des Resolutions du 25 & 26  
Janvier 1645. où l'on rapporte que le Colonel a'E-  
strades avoit apporté le consentement du Roi T. C.  
à ce que les Etats demandoient touchant leurs Am-  
bassadeurs &c. 194.

10. Lettre du Roi de France aux Etats, du 4  
Mars 1646, où il accorde à leurs Ambassadeurs  
le titre d'Excellence, la Visite, & la main droite  
&c. 196.

11. Rapport des Negociations de Munster, où  
l'on voit que les Espagnols avoient cédé la main  
chez eux &c. aux Ambassadeurs des Etats, sans  
difficulté. 196.

12. 13. Extraits des Resolutions des Etats, où  
les Etats de Zeelande & d'Utrecht s'opposent à la  
Ratification du Traité avec l'Espagne, jusqu'à ce  
que l'on ait mis d'accord la France & l'Espagne.  
197 — 203.

14. Lettre des Ambassadeurs de l'Etat à Mun-  
ster, à L. H. P. du 18 Janvier 1648. où ils mar-  
quent les grandes difficultés qu'ils avoient à met-  
tre d'accord la France & l'Espagne, & combien  
ils y étoient avancés: & qu'étant convenu de tout  
entre l'Espagne & les Etats, ils avoient promis  
de signer le Traité dans 15 jours. 204.

15. Resolution des Etats, à la pluralité de cinq  
Provinces, pour la ratification du Traité, en lais-  
sant dix jours à la Zeelande, selon l'avis du Prin-  
ce, pour y entrer. 210.

16. Resolution des Etats d'Utrecht, pour rati-  
fier, conjointement avec les cinq autres. 212.

17. Lettre des Plenipotentiaires à Munster, con-

tenant le détail des solemnités pratiquées à l'échan-  
ge des Ratifications. 213.

18. Resolution des Etats Generaux, assistés du  
Prince d'Orange & du Conseil d'Etat, pour faire  
publier la Paix par tout le 15 Juin, avec les so-  
lemnités requises. 216.

19. Resolution des Etats de Zeelande, pour se  
joindre aux six autres Provinces, & faire publier  
la Paix aussi en leur Province. 219.

20. Acte des Plenipotentiaires d'Espagne pour  
comprendre l'Empereur & divers autres Princes  
dans le Traité. 221.

21. Resolution des Etats pour faire notifier la  
conclusion de la paix à tous les Ministres étrangers  
à la Haye. 221.

22. Article séparé, conclu à Munster le 4 Fe-  
vrier, pour la seureté du commerce &c. 222.

23. Traité particulier entre le Roy d'Espagne  
& le Prince d'Orange, fait à Munster le 8 Jan-  
vier 1657. 223.

24. Resolution des Etats de Hollande, pour se  
rendre en corps auprès du Prince Fred. Henry  
mourant. 226.

25. Resolution des Etats de Hollande du 21  
Mars 1647 pour prier le Pr. d'Orange Guillau-  
me II. de seconder leurs intentions pour l'avance-  
ment de la Paix. 227.

26. Resolution des Etats de Hollande, du 11  
Avril 1647. pour prier le Prince de ne pas faire  
à present la proposition qu'il vouloit faire aux Etats  
Generaux pour faire de nouveaux preparatifs de  
guerre &c. 228.

27. Resolution des Etats de Hollande, du 9 Mai  
1647. pour prier le Prince de faire retourner à  
leurs Garnisons les Troupes &c. qu'il avoit en-  
voies sur la frontiere, puisqu'ils ne pouvoient  
& ne vouloient mettre aucune Armée en Campa-  
gne &c. 229.

28. Rapport fait de la réponse du Prince, qu'il  
feroit revenir les susdites Troupes quand les Etats  
Generaux l'ordonneroient; ou quand les causes  
d'ombrage cesseroient. 231.

29. Traité particulier entre le Roy d'Espagne  
& le Prince d'Orange, du 7 Decembre 1647. 232.

30. Resolution des Etats de Hollande du 25  
Juin 1648. pour deporter les Magistrats Catholi-  
ques de Sevenbergue, & pour chasser le Prêtre  
&c. 234.

31. Resolution, pour donner au Prince la facul-  
té d'accorder des Lettres de Grace & remission à  
Maestricht. 235.

32. Resolution pour donner au Prince le Gou-  
vernement du Pais d'Outremense. 236.

33. Resolution pour donner au Prince le Gou-  
vernement de Wedde & de Westerwolderlandt.  
237.

34. Resolution pour donner au Prince la Charge  
de Grand Veneur & Maitre des Eaux & Forêts  
de Hollande. 238.

35. Resolution pour faire present au Prince d'u-  
ne somme de cent mille florins. 239.

36. Resolution pour donner à la Princesse Douai-  
riere d'Orange, une pension de 20 mille florins. 239.

37. Extrait, où l'on propose une pension de  
40000 florins pour la Princesse. 240.

38. Commission des Etats au Prince d'Orange  
comme Gouverneur, Capitaine General & Amiral  
de la Hollande. 240.

# LISTE DE TRAITES, ACTES, &c.

39. *Extrait, de la maniere que le Prince fut introduit dans l'Assemblée des Etats de Hollande pour prêter Serment en qualité de Gouverneur, Capitaine General, &c.* 244

40. *Verbal de l'Introduction du Prince comme Gouverneur &c. dans la Cour de Hollande.* 245

41. 42. *Extrait, & Deduction, contenant les raisons offertes par les Barons Nobles & Villes de Brabant, pour fonder leur demande d'avoir part à la Souveraineté, &c.* 247. &c.

43. *Extrait, touchant une instance faite par M. Brasset Resident de France, contre le progrès des Negociations entre l'Espagne & l'Etat à Munster.* 264

44. *Ecrit donné aux Etats Generaux par M. Servien, rempli de plaintes contre Messrs. Pauw & Knuyt Plenipotentiaires des Etats à Munster.* 264

45. *Extrait touchant une plainte du dit M. Servien contre M. de Meinerswyck.* 266

46. 47. 48. *Resolutions pour justifier les Plenipotentiaires des Etats, contre les plaintes de M. Servien.* 267

49. *Extrait, où M. Servien declare que, si l'Etat se veut joindre à la France, pour la garantie, l'on pourra venir à bout de la Negociation à Munster dans six semaines, &c.* 269

50. *Traité de Garantie, fait à la Haye le 29. Juillet 1647. entre le Roi T. C. & les Etats Generaux.* 270

51. 52. *Resolutions des Etats pour temoigner leur mecontentement de M. de Servien.* 272. 274

53. *Lettre de M. Servien aux Plenipotentiaires de l'Etat à Munster, contenant ses raisons contre l'échange des Ratifications qu'on alloit faire.* 274

54. *Extrait des Resolutions, avec une Lettre de S. M. T. C. aux Etats, contre leur Paix separée conclue avec l'Espagne.* 276

55. *Discours fait par M. de la Thuillerie Ambassadeur de France, dans l'Assemblée des Etats, contre le Traité fait à Munster.* 277

56. *Autre discours fait aux Etats par M. de la Thuillerie, contenant des offres de la France sur les points qui restoient encore indecis à Munster.* 280

57. *Reponse à la proposition de M. de la Thuillerie.* 281

58. *Extrait, contenant les moyens d'accommodement proposés par les Plenipotentiaires de l'Etat, pour les Articles encore en dispute entre la France & l'Espagne.* 284

59. *Passage de Sleidan sur la maniere dont Henry II. s'empara des trois Evechez.* 286

60. *Extrait des Resolutions des Etats du 23. May 1648. touchant le congé pris par M. de la Thuillerie, & les honneurs qu'on lui vouloit faire avant son depart.* 286

61. *Lettre de Munster touchant le depart du Duc de Longneville.* 288

62. *Traité fait à Paris le 18. Avril 1646. entre le Roi de France & les Etats Generaux, concernant le Commerce par Mer.* 288

63. *Article d'une Ordonnance de Henry III. en 1584. touchant les prises faites sur Mer.* 291

64. 65. *Resolutions touchant M. d'Oosterwyck Ambassadeur auprès du Roi de France.* 291

66. 67. *Arrêt d'union du Parlement de Paris avec le Grand Conseil, la Chambre des Comptes, & la Cour des Aides; avec l'Arrêt du Conseil du Roi pour casser le susdit Arrêt; & l'ordre pour le tirer des Registres.* 293

68. *Extrait du Journal du Parlement de Paris touchant deux Declarations du Roi.* 294

69. *Extrait du même Journal, contenant un détail des desordres & du soulèvement arrivé à Paris, sur l'arrêt de Messrs. Broussel & Blancmenil Conseillers au Parlement.* 295

70. *Extrait contenant ce qui se passa au Parlement, sur l'éloignement du Roi, & l'approche des Gens de Guerre, &c.* 300

71. 72. 73. *Extraits, touchant les mouvemens de la Cour, le retour du Roi à Paris, & sa nouvelle sortie le 6. Janvier 1649.* 302

74. *Lettre du Roi, aux Prevôt des Marchands & Eschevins de Paris.* 303

75. 76. 77. 78. *Autres Extraits, touchant les mouvemens du Parlement & de la Cour.* 304

79. *Lettre & Proposition de l'Archiduc Leopold, au Parlement de Paris.* 306

80. *Articles de Paix entre la Cour, & le Parlement, &c. arrêtés le 11. Mars 1649.* 307

81. 82. 83. *Defense faite en France contre les draps & étoffes de laine & de soie fabriquées en Angleterre & en Hollande; & Deliberations là-dessus.* 311

84. 85. *Extraits, sur des civilitez faites au Duc de York, & au Prince de Galles.* 321

86. *Memoire du Sr. Boswel Resident du Roi d'Angleterre, pour prier les Etats d'empêcher que la Flote du Roi, qui étoit à Helvoet, ne fut attaquée par la Flote du Parlement qui y étoit arrivée.* 322.

87. *Resolution des Etats Generaux, pour envoyer des Deputés aux Commandans des deux Flotes & les prier de ne point commettre d'Hostilités, &c. & pour ordonner aux Vaisseaux de cet Etat de s'y rendre au plus vite, pour y faire observer la Neutralité.* 323

88. 89. *Extraits touchant le Rapport des Deputés susdits, qu'ils avoient été honnêtement reçus & renvoyés avec reponse favorable de l'une & l'autre Flote: & que celle du Roi étoit entrée au Port de Helvoet.* 324

90. 91. 92. *Extraits, sur la Proposition faite aux Etats, par M. Dorelas Resident du Parlement d'Angleterre; & l'ordre des Etats là-dessus, pour empêcher la vente des Navires & Marchandises prises par les uns sur les autres; & sur le depart desdites Flotes.* 326

93. 94. *Extraits, sur l'Audience prise par le Prince de Galles, & sa demande faite aux Etats, pour le secours de son Pere qu'on alloit faire mourir en Angleterre.* 330

95. *Resolution des Etats de Hollande, pour envoyer d'abord M. Pauw Sr. de Heemstede Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, avec M. Joachimi l'Ambassadeur Ordinaire, afin d'interceder pour le Roi.* 333

96. *L'Article 68. du Traité de Munster touchant la demolition de quelques forts dans la Flandre, changé par les Plenipotentiaires.* 334

97. *Resolution des Etats Generaux pour employer le Domaine & autres revenus, tant spirituels que temporels de Boisleduc, &c.* 335

98. 99. *Declaration de L. H. P. contre les Prêtres, les Moines &c. sans le consentement de la Hollande.* 337

100. *Ordre des Etats pour desarmer les Habitans de Boisleduc & de la Mairie.* 340



## LISTE DE TRAITES, ACTES, &c.

101. 102. *Resolutions des Etats Gen. pour conserver la possession du pais d'Outremeuse &c. contre l'avis de la Hollande.* 341
103. *Raport fait aux Etats, sur l'inexecution de plusieurs Articles du Traité de Paix.* 346
104. *Ordre de L. H. P. au Commissaire Copes, de se rendre en Brabant, pour reclamer des Vaisseaux Hollandois &c. pris par les Espagnols.* 348
105. *Rapport du dit Sr. Copes après son retour, & qu'il eut obtenu restitution desdits vaisseaux.* 349
106. *Rapport touchant des plaintes des Habitans de la Mairie de Boisleduc.* 305
107. *Extrait, touchant la demande faite par l'Archiduc, de la Commanderie de Guemert, appartenant à l'Ordre Teutonique.* 351
108. 109. 110. 111. *Resolutions des Etats touchant la reception qu'on vouloit faire à Mr. de Souvré Ambassadeur du Grand Maître de Malthe, & sa Protestation & depart.* 354 &c.
112. *Extrait touchant une Audience donnée à l'Ambassadeur de Portugal, avec un grand Memoire qu'il donna à L. H. P. touchant les affaires de Bresil.* 359
113. 114. 115. *Resolutions touchant les Negotiations avec l'Ambassadeur de Portugal sur l'affaire de Bresil &c.* 367
116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. *Extraits & Resolutions touchant la Reception des Ambassadeurs de l'Electeur de Brandebourg & les negociations avec eux.* 370 &c.
125. 126. 127. 128. *Extraits touchant l'Audience de l'Envoyé de l'Electeur de Cologne, sa Proposition touchant la Neutralité de cet Archevêché, & ensuite la restitution de Rhinberg &c.* 379 &c.
129. *Extrait touchant l'evacuation de Ravestein demandée par le D. de Neubourg, & refusée.* 382
130. *Extrait touchant la demande des Etats de Juilliers & Berg, d'être delivrés des Logemens des gens de guerre, de Contribution &c.* 383
131. 132. 133. *Extraits, touchant les devoirs faits par les Etats, pour empêcher le Comte d'Oldenburg d'établir un peage sur le Weser.* 384
134. 135. 136. *Extraits, touchant l'Ambassade de M. Conradi Burch en Moscovie, & son retour.* 389

## LIVRE III.

1. **R** *Apport du Receveur General, que depuis la Paix sa recepte étoit diminuée de 740000. flor. par an.* 391
2. *Avis du Conseil d'Etat pour retablir les Finances.* 392
3. *Avis des Etats de Hollande different de celui du Conseil d'Etat.* 395
4. 5. 6. *Resolutions touchant la reduction des interets de la Generalité & de l'Amirauté.* 403
7. *Resolution pour ne plus desraier les Ambassadeurs étrangers.* 406
8. *Resolution pour congédier les Yachts, Fregates & autres Vaisseaux inutiles.* 406
9. *Etat de 3660116. florins que la Hollande devoit aux Gens de guerre à la fin de l'an 1648.* 408
10. *Rapport de l'Avis du Conseil d'Etat pour la reforme des Troupes.* 410

11. *Resolution des Etats de Hollande pour une plus grande reforme.* 410
12. *Avis du Prince d'Orange, conforme à celui de la Hollande.* 411
13. 14. 15. 16. *Extraits touchant l'opposition faite à cette reforme dans l'Assemblée des Etats Generaux, où elle passa pourtant le 30. Juillet 1648.* 412
17. *Avis des Etats de Hollande pour la reforme & reduction de plusieurs Officiers Generaux & autres.* 415
18. 19. *Resolutions des Etats de Hollande pour congédier 50. Compagnies étrangères, & pour diverses autres reformes & reductions.* 420
20. *Rapport d'une Conference avec le Prince sur cette reforme, qu'il n'approuve pas.* 424
21. *Resolution des Etats de Hollande pour reformer 20. hommes par Compagnie &c. outre ceux que le Prince & le Conseil d'Etat avoient reformés.* 425
22. 23. *Extraits des Resolutions prises par les Etats Generaux, conjointement avec le Prince, & le Conseil d'Etat, & des ordres qu'ils donnerent pour empêcher l'execution de ceux de Hollande.* 427
24. *Resolution des Etats de Hollande pour une nouvelle Cassation tant de Cavallerie que d'Infanterie.* 434
25. 26. 27. *Extraits touchant un autre projet de reforme offert par le Prince, les conférences tenues là-dessus, & les mesures ultérieures des Etats de Hollande pour faire entrer les autres Provinces dans leur projet.* 537
28. *Resolution des Etats Generaux de consentir à la reforme des Compagnies des Lieutenans Colonels étrangers &c.* 441
29. 30. 31. 32. *Resolutions des Etats de Hollande, pour rejeter l'état de Guerre & la Petition du Conseil d'Etat pour l'an 1650. pour insister sur leur plan de reforme; pour tâcher d'y mener les autres Provinces, & en cas que non, de le faire executer par rapport aux Troupes payées par la Hollande.* 443
33. *Resolution des Etats Generaux pour autoriser le Prince & le Conseil d'Etat d'empêcher la reforme ordonnée par la Hollande.* 449
34. 35. 36. *Extraits des Resolutions des Etats de Hollande, touchant une nouvelle Proposition du Prince, & des conférences là-dessus, après quoi l'on persiste dans son sentiment de part & d'autre.* 452
37. *Extrait, contenant un expedient proposé par les Deputés de Leide, avec une Protestation des Nobles contre la Resolution precedente pour la reforme, à laquelle plusieurs Villes s'y opposoient aussi.* 456
38. *Extrait touchant une conference avec le Prince sur la Proposition des Deputés de Leide, qu'il n'approuve pas.* 461
39. 40. 41. 42. *Extraits touchant une nouvelle proposition faite aux Etats Gen. par ceux de Hollande, & diverses conférences là-dessus, après quoi la Hollande donne ordre pour la reforme.* 462
43. 44. 45. *Resolutions des Etats Generaux, pour approuver les ordres donnés par le Prince & le Conseil d'Etat pour empêcher la reforme ordonnée par la Hollande; & pour envoyer une Grande De-*



## LISTE DE TRAITES, ACTES, &c.

- Deputation à toutes les Villes de Hollande composée du Prince & de quelques Membres des Etats Gen. & du Conseil d'Etat, non obstant l'opposition des Deputés de Hollande. 467 &c.
46. Verbal de ce qui s'est passé à Dort, entre le Prince avec les Deputés des Etats Gen. & les Magistrats &c. 475
47. Proposition faite aux Villes de Hollande en Juin 1650. par la susdite Deputation de L. H. P. &c. 480
48. Réponse du Magistrat d'Amsterdam, à la Proposition ou complainte faite par le Prince dans l'Assemblée des Etats de Hollande le 30. Juin 1650. 489
49. Rapport fait aux Etats Generaux par leurs Deputés, de ce qui leur est arrivé dans les Villes de Hollande &c. 502
50. Extrait, contenant la plainte faite par le Prince contre le Magistrat d'Amsterdam. 506
51. Resolution des Etats de Hollande pour desapprouver cette Deputation, & pour empêcher qu'il ne s'en fût de pareilles à l'avenir. 510
52. Extrait touchant une Deputation de l'Assemblée des Etats Generaux à celle des Etats de Hollande. 515
53. Resolution des Etats de Hollande de faire reprimander le Ministre Stermont pour ses discours seditieux en prêchant. 517
54. Nouvelle proposition faite par les Etats de Hollande pour la reforme. 518
55. 56. Extraits touchant les sentimens du Prince, & une nouvelle Proposition de S. A. & du Conseil d'Etat pour la Reforme, &c. 521
57. Extrait où les Nobles de Hollande se déclarent d'un sentiment différent des Villes. 528
58. Lettre circulaire des Etats de Hollande aux six autres Provinces pour justifier leur procédé, &c. 529
59. 60. 61. 62. 63. Extraits touchant la dispute entre les Etats Generaux & ceux de Hollande au sujet de l'emprisonnement de l'Admiral Witte Cornelissen de Witte. 538 &c.
64. 65. Resolutions des Etats de Hollande touchant la maniere dont on usera en faisant complimenter à S. M. B. Charles II. sur la mort de son Pere. 541
66. Resolution des Etats de Hollande, pour desapprouver le discours fait par les Ministres de la Haye au Roi Charles II., & pour leur défendre de se mêler d'affaires d'Etat étrangères ou domestiques. 545
67. Resolution des Etats de Hollande pour faire supprimer le Defensio Regis, de Saxmaise, à la requisition du Resident de la Republique d'Angleterre. 546
68. Resolution pour accorder un Aste de Sauvegarde au Sr. Strickland Resident d'Angleterre. 547
69. 70. 71. Resolutions prises au sujet de l'Assassinat du Resident d'Angleterre Dorislas, pour faire rechercher & punir les Auteurs &c. 548
72. 73. 74. Extraits touchant les instances faites par les Etats de Hollande auprès des Etats Generaux, pour faire donner Audience dans leur Assemblée au Sr. Strickland Resident d'Angleterre 553
75. Protestation des Etats de Hollande contre ceux des autres Provinces, sur leur refus d'entrer en Negociation avec ledit Resident d'Angleterre. 555
76. Réponse des Deputés des autres Provinces à ladite Protestation. 558
77. Declaration du Parlement d'Angleterre contre celui d'Ecosse. 561
78. 79. Memoires presentés à L. H. P. de la part du Roi Charles II. pour demander leur conseil & assistance pour retourner en ses Royaumes. 563
80. Resolution des Etats de Hollande, pour renvoyer aux Villes la demande du Roy d'Angleterre. 565
81. Extrait, touchant le depart du Resident Strickland, rapellé par le Parlement d'Angleterre. 566
82. 83. Extraits touchant le retour du Sr. Joachimi, Ambassadeur en Angleterre, renvoyé par le Parlement. 567
84. 85. Extraits touchant les instances faites aux Etats Gen. par ceux de Hollande pour envoyer nouvelles Lettres de creance au Sr. Joachimi Ambassadeur en Angleterre. 568
86. 87. Instructions données par les Etats de Hollande, au Sr. G. Schaep Pieterfon, envoyé Commissaire de leur part en Angleterre. 570
88. Memoire du Resident de France aux Etats pour leur notifier la detention des Princes, &c. 574
89. Lettre du Roi T. C. au Parlement de Paris, contenant les raisons de l'emprisonnement des Princes de Condé & de Conty & du Duc de Longueville. 575
90. 91. Resolutions sur le secours demandé par le Magistrat de Liege. 588
92. 93. Extraits touchant la venue & la reception de M. Brun, Ambassadeur d'Espagne. 589
94. 95. 96. Extraits touchant les Negociations dudit Ambassadeur, son depart pour Cambray, & son retour. 591
97. Extrait de la Notification faite aux Etats du Mariage de S. M. C. avec l'Archiduchesse. 594
98. 99. Deductions touchant le droit des Etats aux pais d'Outremeuse, & à certaines Abaies & Terres dans la Mairie de Boisleduc. 594 -- 598
100. Traité de Navigation & de Commerce entre le Roy d'Espagne & les Etats Gen. fait à la Haye le 17 Decembre 1650. 602
101. 102. Extraits touchant les Notifications faites aux Etats par les Ministres de France & d'Espagne, des Negociations pour un accommodement entre les deux Couronnes. 606. 607
103. Instruction des Etats à M. Boreel Ambassadeur en France, pour offrir la mediation de L. H. P. entre les deux Couronnes. 608
104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. Extraits & Lettres entre l'Archiduc & le Duc d'Orleans, touchant une entrevue proposée par le premier pour traiter de la Paix. 610. 618
112. Rapport d'une conference avec M. Brun Ambassadeur d'Espagne, touchant la Mediation des Etats, & les difficultez qu'il y fait entrevoir. 619
113. Réponse du Roy de France à la Mediation offerte par les Etats. 621
114. Traité fait à Compiègne le 10 Juin 1623 entre le Roy Louis XIII. & les Etats Gen. des Provinces Unies. 624
115. Resolution des Etats Generaux, fondée sur une Deduction du Conseil d'Etat pour maintenir

## LISTE DE TRAITES, ACTES, &c.

les droits du Magistrat de Rhyndergue contre l'Electeur de Cologne.	627
116. 117. Extraits touchant l'arrivée & l'Audience de Corvitz Uleselt Ambassadeur de Danemarck.	632
118. 119. 120. 121. Resolutions touchant la Negociation avec l'Ambassadeur de Danemarck.	634 &c.
122. Traité d'Alliance défensive, fait à la Haye le 9 Octobre 1649. entre le Roi de Danemarck & les Etats Generaux.	639
123. Traité entre les Etats Generaux & les Villes Hanseatiques, du 4 Août 1645.	647
124. Traité de Redemption du Peage du Sond, fait à la Haye le 9 Octobre 1649.	652
125. Extrait touchant l'Audience de Congé prise par l'Ambassadeur de Danemarck.	661
126. 127. Extraits touchant les difficultés sur la Ratification des Traités avec le Danemarck.	662
128. 129. 130. Extraits touchant les oppositions faites par la Suede contre les Traités faits avec le Danemarck.	664 &c.
131. Traité entre la Suede & les Provinces Unies, fait à Suderoka le 15. Août 1645.	671
132. Extrait, touchant l'opposition faite par les Villes Hanseatiques, aux Traités avec le Danemarck.	673
133. 135. Extraits, où les Etats sont conviés à être Mediateurs entre les Couronnes de Suede & de Pologne.	674 — 680
134. Traité entre la Suede & la Pologne, fait à Stumsdorf le 12. Septembre 1635.	674

## LIVRE IV.

1. <b>R</b> aport fait à l'Assemblée des Etats de Hollande de la part du Prince, qu'il avoit emprisonné six de leurs Membres, & envoié des troupes à Amsterdam.	681
2. Rapport fait aux Etats Generaux de la part de sa dite Altesse, de l'emprisonnement des Deputés de Hollande & de la marche des troupes à Amsterdam.	683
3. Declaration de G. van Aarsen S. de Sommeldysk, touchant l'expédition d'Amsterdam.	683
4. Lettre du Prince d'Orange au Magistrat d'Amsterdam.	692
5. Extrait, touchant les devoirs faits par les Cours de Justice pour detourner le Prince &c.	693
6. Lettre du Prince, aux six autres Provinces.	695
7. 8. Resolutions touchant les moyens de remédier à ces desordres.	697
9. Accord fait entre le Prince & le Magistrat d'Amsterdam.	700
10. Acte de Justification de la Ville d'Amsterdam, en faveur de leurs Deputés & Magistrats déposés.	704
11. Extrait, touchant le retour du Prince & de la Deputation, à la Haye.	707
12. Extrait touchant une Audience accordée à l'Ambassadeur d'Espagne, & ensuite refusée.	708
13. Extrait du Registre de Dort, pour la justification de M. de Witt, & touchant les mesures prises par le Magistrat & Conseil de Dort sur les affaires presentes.	708

14. Extrait, touchant l'élargissement du Sr. Duyft de Voorhout.	719
15. 16. Resolutions, de ne pas lire les Raisons du Prince pour son expedition &c.	720
17. Raisons & motifs de S. A. pour ce qu'il avoit fait, à l'égard des Prisonniers arrêtés, & a l'égard d'Amsterdam.	722
18. Resolution des Etats de Hollande pour consentir au Plan du Prince & du Conseil d'Etat pour l'état de guerre.	727
19. Resolution des Etats Gen. pour regler l'état de guerre sur le plan susdit.	728
20. 21. 22. 23. 24. Lettres de diverses Provinces en reponse à celle du Prince ci-dessus No.6.	732
25. Resolution des Etats Generaux, & ordres donnés, sur la mort du Prince.	737
26. Resolution du Magistrat de Dort pour retablir l'Ancien Bourguemaitre de Witt.	739
27. Proposition faite par les Etats de Hollande aux Etats Generaux, pour affermir la Paix & l'Union, & pour faire convoquer une Assemblée extraordinaire des Etats de toutes les Provinces &c.	740
28. Resolution des Etats Generaux pour fixer le jour de l'Assemblée extraordinaire.	743
29. 30. Rapport des Deputés de Hollande, de leur reception en Zeelande & à Utrecht: avec les Reponses de ces deux Provinces, aux Etats de Hollande.	744
31. Article de la Capitulation de Nimegue, qui donne au Prince la Nomination du Magistrat &c. provisionnellement.	750
32. Resolution des Etats de Hollande, pour laisser aux Villes l'élection des Magistrats.	751
33. Plainte de la Cour de Justice, sur ce qu'on lui avoit ôté la Nomination des Magistrats, & le mot du guet.	753
34. 35. 36. 37. Resolutions des Etats de Hollande pour se reserver la disposition des Charges Militaires, les Remissions & diverses autres choses.	754
38. Resolution des Etats Generaux pour recommencer à l'Ambassadeur d'Espagne les interêts des Princesses d'Orange, par rapport au Traité suivant.	758
39. Troisième Traité avec le Roy d'Espagne.	760
40. Extrait, contenant une Remonstrance de la Princesse de Hohenzolern aux Etats Gen. touchant le Marquisat de Bergopzoom.	765
41. 42. 43. Extraits touchant la naissance du jeune Prince, & une Lettre de la Princesse Douairiere pour le recommander aux Etats pour Gouverneur.	768
44. Rapport fait à L. H. P. comment le Comte de Nassau Gouverneur de Frise offre ses services &c.	772
45. Extrait des Registres des Etats de Zeelande, où ils suppriment la qualité de Premier Noble, & excluent de leur Assemblée le Sr. Knuyt qui le representoit.	773
46. Memoire de la Princesse Royale, aux Etats de Hollande, touchant la Tutelle du Jeune Prince son Fils.	780
47. Ordre du Prince, au Comte de Dona, touchant l'Orange.	781.
48. Extrait du Testament de Fred. Henry Pr. d'Orange.	781
49. Codicille du Prince Guill. en faveur de la Princesse son Epouse.	782
	50.



## LISTE DE TRAITES, ACTES, &c.

- |   |   |
|---|---|
| <p>50. Articles proposées à la Princesse Royale de la part de l'Electeur de Brandebourg. 785</p> <p>51. 52. Insinuations fortes &amp; menaçantes, faites de la part de l'Electeur de Brandebourg, aux Srs. de Beverweert, &amp; de Heemvliet. 287</p> <p>53. Resolution des Etats de Hollande pour prendre ces Messieurs en leur protection, &amp; desaprouver ces menaces &amp;c. 791</p> <p>54. 55. Resolutions des Etats pour renvoyer la dispute sur la Tutelle à la Cour de Justice; &amp; pour defendre à tous ceux de l'Etat d'y être employés. 793</p> <p>56. Sentence de la Cour de Justice, touchant la Tutelle du Prince. 794</p> <p>57. Sentence du Grand Conseil sur la Tutelle susdite. 795</p> <p>58. Accord fait entre les Tuteurs du jeune Prince d'Orange. 797</p> <p>59. 60. Resolutions des Etats Generaux &amp; des Etats de Hollande, pour assister comme Parains au batême du jeune Prince. 802</p> <p>61. Avis des Conseillers Deputés de Zeelande, touchant les droits du Seigneur de Vlessingue &amp; de Vere, a l'égard de la Magistrature &amp; de la Police. 803</p> <p>62. Reponse au susdit Avis, de la part des Tuteurs du Prince. 829</p> <p>63. Lettre de l'Ambassadeur des Etats à Paris, contenant ce que le Card. Mazarin lui dit sur la mort du Prince. 853</p> <p>64. 65. 66. Extraits du Journal du Parlement de Paris, touchant le changement de la garde des Seaux, &amp; la demande de l'élargissement des Princes, par la Princesse Douairiere de Condé. 857</p> <p>67. Extrait du Journal du Parlement de Bourdeaux, en faveur de la Princesse de Condé &amp; son Fils &amp;c. 859</p> <p>68. Remonstrance du Parlement de Paris, pour l'élargissement des Princes. 861</p> <p>69. 70. 71. Extraits, touchant l'élargissement des Princes &amp;c. 864</p> <p>72. Lettre du Prince de Condé à tous les Parlemens de France, sur sa retraite. 864</p> <p>73. Memoire de Mr. Brassët, Resident de France, aux Etats Generaux. 867</p> <p>74. Discours de Mr. Brun, Ambassadeur d'E-</p> | <p>spagne, fait dans l'Assemblée extraordinaire des Etats Generaux. 867</p> <p>75. 76. 77. 78. 79. 80. Extraits, touchant les depredations des Armateurs François sur les Navires Hollandois dans la Mediterranée; &amp; le remede qu'on y appliqua en continuant le Traité de 1646. 878</p> <p>81. Resolution des Etats Gen. d'armer &amp; équiper des Vaisseaux pour secourir la Compagnie Occidentale, en Bresil. 884</p> <p>82. Extrait, touchant le rapport fait par le Comte Maurice, de certains excès commis au Bresil. 886</p> <p>83. 84. 85. Resolutions sur l'Audience demandée par l'Ambassadeur de Portugal. 890</p> <p>86. Discours Latin fait par l'Ambassadeur de Portugal, à la grande Assemblée des Etats Generaux. 890</p> <p>87. Extrait, avec Projet d'un Traité à faire avec le Roy de Portugal, pour la restitution du Bresil &amp;c. 892</p> <p>88. 89. Extraits, touchant les conferences tenues avec l'Ambassadeur de Portugal, sa demande de traiter d'une Paix generale &amp; Alliance; &amp; l'offre de la Mediation de la Reine de Suede, avec la lettre de la dite Reine sur ce sujet, &amp; deux Memoires du dit Ambassadeur. 902</p> <p>90. Resolution des Etats de refuser civilement la Mediation offerte, &amp; de renvoyer l'Alliance &amp;c. après qu'on aura réglé l'affaire du Bresil &amp;c. 907</p> <p>91. Propositions categoriques, &amp; derniere resolution de l'Ambassadeur de Portugal, touchant les affaires de Bresil. 908</p> <p>92. Pleinpouvoir du Roy de Portugal à son dit Ambassadeur, pour traiter de la restitution du Bresil &amp;c. 914</p> <p>93. Resolution des Etats Generaux de ne plus traiter avec l'Ambassadeur de Portugal, &amp; de ne le regarder plus comme Ministre public. 915</p> <p>94. Resolution de faire proceder contre certains instrumens de l'Ambassadeur de Portugal, qui cherchoient à corrompre des Membres des Etats. 916</p> <p>95. Resolution touchant les demandes des Creanciers &amp; autres contre l'Ambassadeur de Portugal. 917</p> <p>96. 97. 98. Extraits touchant le Passeport &amp; le depart de l'Ambassadeur de Portugal. 918 &amp;c.</p> |
|---|---|



## Fautes à Corriger.

**P**Age 6. ligne 37. *effacez*, pour les affaires communes de leurs maitres, ou pour l'intéret de l'Alliance P. 17. l. 3. *pour* Deputés *lisez* Membres, P. 20. l. 32. *au lieu* d'avec *lisez* & le Conseiller l. 33. *effacez* perpetuelle P. 21. l. 2. *lisez* qui ait eu autrefois la dignité l. 27. Aussi ne s'assembloient-ils pas toujours dans un même lieu, ni dans une même P. 22. l. 21. *lisez* l'état de guerre. l. 47. *lisez* le dixieme jour P. 24. l. 28. *lisez* des droits d'entrée l. 35. *lisez* aussi, ou à ses Receveurs, à en rendre compte l. 42. *lisez* l'Etat. l. 44. *effacez* qui le representent. P. 32. l. 29. *lisez* qui succeda P. 33. l. 37. *lisez* menace P. 37. l. 1. *lisez* subsister, P. 40. l. 26. *lisez* avoit été pris, P. 42. l. 1. *lisez* de cet Etat; l. 5. *lisez* dignité Electorale l. 18. *lisez* les offenser, P. 53. l. 21. *effacez* non P. 64. l. 37. *lisez* contre leur volonté, & *effacez* des Etats ses Committents, P. 73. l. 7. *lisez* si bien qu'enfin, après la mort du Prince, qui arriva en Novembre 1650. personne n'en osa, P. 78. l. 46. *lisez* qu'auparavant. P. 79. l. 5. *lisez* qu'ils ne manqueroient pas d'y remedier. P. 82. l. 51. *lisez* qui se peuvent aisément passer d'un P. 85. l. 12. *lisez* mutinée. P. 97. l. 6. *lisez* des vaisseaux P. 103. l. 1. *lisez* 43 article du Traité de Paix, & en vertu P. 109. l. 39. *lisez* à Mariendal ou Mergentheim, P. 112. l. 22. *effacez* pas tant P. 113. l. 16. *lisez* ses interets P. 117. l. 29 & 30. *lisez* ignorer que des Membres considerables des Etats de Hollande étoient d'avis, l. 31, 32. *lisez* resolu P. 129. l. 50. *lisez* sur son avenement à la Couronne, P. 145. l. 18. *lisez* ils n'auroient pu souffrir P. 149. l. 19. *lisez* où l'on fit instance, à ce qu'avant toutes choses on obligeât l. 42. *lisez* qu'il n'avoit pretendu P. 165. l. 2. *lisez* qu'elle craignoit, que ni elle ni le Roy son Fils ne la pussent P. 180. l. 11. *lisez* leur Eglise l. 34. *lisez* Mars 1649. P. 189. l. 34. *effacez* se l. 38. *lisez* acheva de ruiner P. 203. l. 31. *effacez* son Successeur, P. 204. l. 21. *lisez* l'offre fut refusée avec P. 222. l. 17. *lisez* reconnoissoient l. 18. *lisez* point d'autre serment



# HISTOIRE DES PROVINCES UNIES.

## LIVRE PREMIER.

### SOMMAIRE.

*Le dessein de l'Auteur. La paix de Munster est le commencement de cette Histoire, & celle de Breda, ou d'Aix la Chapelle, en est la fin. L'Estat des Provinces des Pais-bas. Les Ducs de Bourgogne en possèdent plusieurs. Les Princes de la Maison d'Autriche y succèdent, & l'Empereur Charles V. fait des dixsept Provinces un seul corps. Philippes, son fils, en se retirant en Espagne, les neglige, & en perd quelques unes, qui s'unissent, & en font un Estat; mal assésuré & foible en ses commencements, mais presentement tres-considerable. L'Estat en general n'est Souverain qu'à de certains égards. La Souveraineté reside proprement aux Provinces. Estat succinét du Gouvernement des Provinces de Gueldre, de Hollande, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overijssel & de Groningue, avec le Pais circonvoisin. Des Estats Generaux: de l'assemblée de leurs Deputés a la Haye. L'estendue de la Souveraineté des Estats Generaux, sur les païs associés, sur les conquestes, tant en Europe que dans les autres parties du monde: & par occasion des deux Compagnies des Indes. Du Conseil d'Estat: de la Chambre des Comptes: de l'Admirauté & de ses Colleges. La liaison des interets de cet Estat avec ceux des Couronnes de France & d'Angleterre, & de l'Estat des affaires de ces deux Roiaumes, lors que la paix fut faite a Munster. Où l'on en estoit avec les Rois de Suede & de Dannemarc. Des differents que l'on avoit a démesler avec le Roy de Portugal. L'Empereur estoit plustost ennemy qu'amy de cet Estat, aussy bien que le Duc de Neubourg, & quelques autres Princes du voisinage. L'Electeur de Brandebourg n'estoit ny amy ny ennemy. Les Villes Anseatiques ne sont pas un Estat ny une Republique: Elles sont envieuses de la prosperité de ces Provinces: dont le Roy d'Espagne est le seul ennemy déclaré. Diverses Negotiations avec luy pour la paix, qui apres avoir esté rompües plusieurs fois, se renouënt, & s'achevent enfin à Munster. La France les traverse en plusieurs manieres; mais ses intrigues, & les moyens, dont elle se sert pour empescher la paix, la font avancer & conclurre au commencement de l'an 1648.*



*Les* premieres guerres des Pais-bas ont eu leurs Historiens, & l'on peut dire, que celles qui se sont faites depuis le commencement des troubles, jusques à la trefve de l'an 1609, ont esté l'object des meilleures plumes de l'Europe. Mesmes il ne s'est presque point fait de siege ny de combat depuis la trefve, qui n'ait eu son Historien, ou son Panegiriste particulier. Mais mon intention est de parler de ce qui s'est passé dans les Provinces Unies, & dans leur voisinage, depuis la paix de Munster, jusques au traité de Breda, qui vient de mettre fin à la guerre de cet Estat avec l'Angleterre, presque au mesme temps que je commence à escrire; ou bien, si Dieu me le permet, jusques à la paix d'Aix la Chapelle, où je pourray m'arrester, comme au plus illustre periode d'un ouvrage de cette nature.

*I. Partie.*

A

Je

*Le dessein de  
l'Auteur, est  
d'escrire  
l'Histoire  
de son temps,*

*Sans intro-  
rest & sans  
passion.*

Je sçay bien que mon entreprise n'est pas petite, & je connois assez, que l'exécution en sera tres-difficile; parce que c'est une chose tres-delicat que d'escrire les affaires du vivant de ceux qui les ont maniées, & de suivre la conduite de la Justice & de la verité, à travers de tant d'interests differents, & de tant de passions si directement opposées, sans que quelqu'un ne s'en tienne offensé, & ne s'imagine, que j'ay eu tout autre dessein que celui de satisfaire à mon devoir. Je tascheray neantmoins de conduire ma plume si regulierement, que ceux, qui liront mon livre avec le mesme esprit que j'y ay travaillé, reconnoistront, que je ne dis rien, que ce que je ne puis pas taire, sans manquer à la fidelité, que doit au public & à la posterité celui qui se mesle d'escrire l'Histoire.

En effect, je n'avance rien, que je ne puisse verifier par des preuves tirées des archives, des registres & des memoires, dont l'autorité ne peut pas estre revoquée en doute, & j'escriis dans un temps, où ceux, qui peuvent avoir esté témoins des actions dont je parle, seront aussy juges des verités que j'escriis. Je ne croy pas devoir porter mon jugement sur les choses: J'en feray le recit aussy simple que sincere, & sans louer ny blâmer les personnes, je me contenteray de parler des actions, qui condamneront ou couronneront la memoire de ceux qui les ont faites.

*Elle est de  
peu d'an-  
nées.*

Il est vray, que si l'on considere le petit nombre d'années que j'ay à traiter, l'on trouvera, que mon travail a peu d'estendue, aussy bien que le Pais, qui en fournit la matiere; mais si l'on considere, de l'autre costé, l'importance des mouvements qui y sont arrivés, la grandeur des affaires, que les Provinces Unies ont eu à démeller avec leurs voisins, & les merveilleux evenemens, qui s'en sont ensuivis, je m'assure, qu'il n'y aura personne qui n'advoüe, que cette Histoire pourra estre mise en parallele avec les plus belles Histoires des siecles passés.

Devant que d'entrer en matiere, il sera necessaire de donner quelque connoissance de cet Estat; tant parce que tous les estrangers, & j'ose dire, la plupart de ses habitants, se le representent tout autre qu'il n'est en effect, que parce que, sans cela, la connoissance, que je pretens donner de ses affaires, seroit confuse & imparfaite.

Meyer. PHILIPPES, surnommé LE HARDY, *Duc de Bourgogne*, fils  
P. Heuterus. de JEAN, Roy de France, épousa MARGUERITE, fille unique  
Ste. Marthe. de LOUIS DE MALE, *Comte de Flandre & d'Artois*, & succeda  
Hareus, &c. en ces deux Comtés apres la mort de LOUIS, qui deceda en l'an 1383.  
Philippe, ANTOINE DE BOURGOGNE, second fils de PHILIPPES, suc-  
Duc de Bour- ceda en 1406. aux Duchés de BRABANT & de LIMBOURG, & au  
gogne, succe- Marquisat du St. Empire, à JEANNE, sa grand' tante paternelle, fille  
de en Flandre de JEAN III. DUC DE BRABANT, & sœur de MARGUERITE,  
& en Artois. qui estoit femme de LOUIS DE MALE. Il laissa deux fils, JEAN  
IV, qui mourut le 17 Avril 1426. & PHILIPPES, qui deceda le 4  
Aoust 1430: l'un & l'autre sans enfants. Apres le decés du dernier, PHILIPPES LE BON, *Duc de Bourgogne*, leur Cousin germain, se mit en possession des Duchés, comme il avoit fait en l'an 1429 de la Comté de NAMUR, qu'il avoit achetée de Thierry, dernier Comte de NAMUR, en luy laissant le tiltre & l'usufruit de la Comté jusques à la mort. JEAN, pere de Philippe le Bon, avoit épousé MARGUERITE, fille d'ALBERT DE BAVIERE, *Comte d'Hollande*, & sœur de GUILLAUME, qui estoit pere de JACOBEOU JAQUELINE de BAVIERE, *Comtesse de Hainault, d'Hollande & de Zeelande*, &  
Le Hai- Dame

*Philippe le  
Bon, son pe-  
tit fils, y joint  
le Brabant,  
Limbourg &  
Anvers,  
comme aussy  
Namur.*



*Dame de Frise*, laquelle n'ayant point d'enfants des quatre maris, qu'elle avoit épousés, PHILIPPES LE BON, son Cousin, luy succeda en l'an 1436 en tous ses Estats, dont elle avoit esté obligée de luy ceder l'administration & le gouvernement quelques années auparavant. Le mesme PHILIPPES se saisit, en l'an 1443, de la *Duché de Luxembourg*, apres en avoir chassé *Guillaume, Duc de Brunsvic*, qui l'avoit usurpée sur ELISABETH, veufve d'ANTHOINE, *Duc de Brabant*, fille de JEAN DE LUXEMBOURG, *Duc de Gorlitz*, qui estoit frere de WENCESLAS & de SIGISMOND, Empereurs. CHARLES, fils de Philippes le Bon, achetta en l'an 1472 la *Duché de GUELDRÉ* & la *Comté de ZUTPHEN* d'*Arnoul d'Egmont*, pere d'ADOLFE, qui estoit prisonnier à Courtray; mais Charles ayant esté tué au siege de Nancy le 6 Janvier 1477, CATHERINE, sœur d'Adolfe, reprit la Gueldre pour CHARLES D'EGMONT, son neveu. MARIE, fille unique & heritiere de Charles, en épousant MAXIMILIAN D'AUSTRICHE, fils de Frideric III, Empereur, luy apporta en dot les *Duchés de Brabant, de Limbourg & de Luxembourg* (Louis XI, Roy de France, ayant reüny la *Duché de Bourgogne* à la Couronne) les *Comtés de Flandre, de Bourgogne, Hainault, Hollande, Zeelande, Artois & Namur*, & la *Seigneurie de Frise*. PHILIPPES D'AUSTRICHE, fils de MAXIMILIAN & de MARIE, épousa JEANNE, fille de FERDINAND, Roy d'Aragon, & d'ISABELLE, Reine de Castille, & par ce moyen il laissa CHARLES, son fils, heritier, non seulement de presque toute L'ESPAGNE, & de cette vaste estendüe de pais, que l'on avoit decouvert dans les Indes Occidentales; mais aussy de ces belles Provinces des Pais-bas, en consideration desquelles il fut élu Empereur, & preferé, en l'aage de dixneuf ans, à François, Roy de France. CHARLES y joignit, vers la fin de l'année 1527, le *Temporel de l'Evesché d'Utrecht*, tant deçà que delà l'Yssel, dont Henry de Baviere, fils de Philippes, Electeur Palatin, ennuyé des rebellions continuelles des habitants, traitta avec l'Empereur. En 1536 il acquit de Charles d'Egmont l'esperance de la succession de la *Duché de Gueldre & de la Comté de Zutphen*, en cas que Charles vinst à deceder sans enfants. En la même année la ville de *Groningue* luy fit le serment de fidelité, & en l'an 1543 il mit garnison dans la ville de *Cambray*, & y fit bastir une Cittadelle: achevant, par ce moyen, de former le Corps des dixsept Provinces des Pais-bas. Charles, ayant uny toutes ces belles Provinces comme en un corps, voulut qu'à l'avenir elles demeurassent dans une mesme masse, sous un seul Prince, & qu'elles ne fussent point démembrées ny separées, pour quelque cause que ce fust. Pour cet effect il ordonna, par sa Pragmatique du mois de Novembre 1549, comme par une loy perpetuelle & irrevocable, tant en qualité d'Empereur, que comme Prince Souverain de ces Pais, du consentement & à la requisition des Estats de toutes les Provinces, qu'à l'avenir la representation y auroit lieu, à l'égard de la succession du Prince, ou de la Princessé de ces Pais, tant en ligne directe que collaterale, jusques à l'infini: nonobstant toutes les coustumes locales à ce contraires. Et c'est ce qui y a esté inviolablement observé, jusques aux revolutions, dont il sera parlé à la fin de la deuxième partie de cette Histoire.

PHILIPPES & CHARLES, qui estoient nés, & qui avoient esté élevés dans le pais, avoient eu pour ces Provinces la tendresse, que les hommes ont naturellement pour le lieu de leur naissance, & jugeant de

*nault, la Hollande, Zeelande & Frise.*

*Le Luxembourg.*

*Ces Provinces entrent dans la Maison d'Austrie.*

*Philippes d'Austrie épouse l'heritiere de Castille & d'Aragon.*

*Charles V. y joint le Temporel de l'Evesché d'Utrecht.*

*La Gueldre & Zutphen, Groningue & Cambray.*

*Et en fait un seul corps.*

*Preuve I. pag. 1.*

*Philippes & Charles, comme Flamens, aiment les Pais-bas.*

Philippe II.  
fils de Char-  
les, comme  
Espagnol, ne  
les aime  
point.

Il les trait-  
te avec tant  
de severité,

Que pre-  
mierement  
la Hollande  
& la Zee-  
lande,  
Preuve II.  
pag. 4.  
Et en suite  
plusieurs  
autres Pro-  
vinces s'u-  
nissent,  
par la Paci-  
fication de  
Gand.

Preuve III.  
pag. 24.  
Par l'U-  
nion d'U-  
trecht :

D'abord  
contre les Ef-  
pagnols.

l'humeur & des inclinations des habitants par la leur, ils avoient eu grand soin de leur conserver les privileges & les libertés, que les Princes, leurs predecesseurs, leur avoient octroyés, & souffroient sans repugnance, que les Estats du Pais, qui en estoient les conservateurs, partageassent par ce moyen, en quelque façon, la Souveraineté avec eux. PHILIPPE II, fils de Charles, qui estoit né en Espagne, & d'une mere Portugaise, n'avoit pas la mesme inclination, ny aussy les sentiments, que le pere avoit tasché de luy inspirer pour ces peuples. Au contraire il ne consideroit que l'Espagne, & il negligeoit tellement les Provinces des Pais-bas, qu'en se retirant d'icy, il les abandonna à la foiblesse du gouvernement d'une femme, à la conduite de l'esprit orgueilleux & insupportable du Cardinal de Granvelle, & à l'ambition déreglée de quelques Seigneurs du Pais, qui faisant leur profit des imprudences continüelles du Conseil d'Espagne, trouvoient leur interest particulier dans le desordre, qu'elles devoient necessairement produire. Philippes, au lieu des lenitifs, dont ses predecesseurs s'estoient si utilement servis, comme plus propres aux humeurs de ces peuples, y voulut appliquer des caustiques, qui, bien loin de guerir le mal, l'aigriront si fort, qu'il en devint incurable. Les Espagnols, qu'il y envoyoit, nourris & élevés dans une Monarchie Despotique, jaloux de la liberté, & envieux des richesses de ces peuples, violoient leurs privileges, & les traittant presque de la mesme façon, qu'ils avoient traitté les habitants de leurs nouvelles & injustes conquestes dans les Indes, ils jetterent les peuples dans le desespoir, & les Estats du Pais dans une necessité indispensable d'une juste & legitime défense.

Les Provinces d'HOLLANDE & de ZEELANDE, qui depuis plusieurs siecles ne reconnoissoient qu'un mesme Prince, & qui avoient joiuy sous luy d'une plus grande liberté que la pluspart des autres, furent les premieres à s'unir contre ces violences, par une alliance particuliere, qu'ils firent en l'an 1576. Leur exemple obligea plusieurs autres Provinces voisines à s'unir entr'elles, & en suite avec ces deux Provinces, par un traitté, qui fut conclu au mois de Novembre de la mesme année, & nommé, du lieu ou il fut signé, *La Pacification de Gand*. Toutefois ce traitté n'ayant pas produit l'effet que l'on s'en estoit promis, parce que quelques uns des alliés rentrerent dans les interests d'Espagne; les uns y estant forcés par les armes, & les autres ayant esté débauchés par l'entremise de certaine sorte de gens, dont la race n'est pas encore esteinte, qui sacrifioient la liberté du Pais aux desirs du Prince, pour leur interest particulier, les Estats d'Hollande & de Zeelande, avec ceux de Gueldre, d'Utrecht & de Frise, & du Pais qui est entre les rivières d'Ems & de Lauwer, firent le 23 Janvier 1579. une plus estroite *ALLIANCE & UNION* entr'eux dans la ville d'*Utrecht*, & jetterent, par ce traitté, les premiers fondemens de la grandeur, à laquelle on voit l'Estat des Provinces Unies élevé presentement.

Les armes des Alliés ne furent employées d'abord que contre les instruments de la tyrannie, & ils eurent de la peine à se resoudre à perdre le respect, & à manquer à la soumission, qu'ils avoient jusqu'alors rendüe au Prince; mais considerant enfin, que pour guerir le mal il estoit necessaire de porter la main jusques à la racine, pour l'arracher, & ne pouvant plus esperer de soulagement de celui, qui estoit la veritable cause de leur perte, ils resolurent de secoier



le joug d'une domination insupportable, & declarerent solennellement en l'an 1581, que PHILIPPES, second de ce nom, Roy d'Espagne, s'estoit rendu indigne & incapable de gouverner des peuples libres, & qu'en violant les privileges, qu'il avoit juré de leur conserver, il estoit déchu de la propriété de ces Provinces, aussi bien que de la Souveraineté, & de tous les autres droits qu'il y avoit. L'on peut dire, que c'est par cette action, que ces Provinces se sont acquis la pretieuse liberté, dont elles jouissent encore; mais il y faut ajoûter, qu'il seroit bien difficile de juger, si elles en sont plus obligées à leur courage & à leur conduite, ou bien à leur bonne fortune. Il est certain, qu'elles connoissoient si peu le prix inestimable de ce tresor, qu'elles venoient d'acquérir, & d'ailleurs l'Estat de leurs affaires estoit si déplorable, que quelques unes des Provinces renoncèrent volontairement à leur liberté, en faveur d'un Prince estranger, & les autres la prostituerent au premier venu; de sorte que l'on est obligé d'avoüer, que c'est par la seule providence de Dieu, & comme par miracle, qu'elles se la sont conservée entiere jusques icy.

*Et enfin  
contre le Roy  
d'Espagne  
même.*

*Lequel elles  
abjurent.*

*Preuve IV.  
pag. 51.*

*C'est le  
commence-  
ment de la  
liberté des  
Provinces  
Unies.*

Les Provinces, qui ont esté assez heureuses, pour en considérer & estimer le prix, apres la retraite & la mort de ceux, entre les bras desquels elles s'estoient desja jettées, ou estoient sur le point de se jeter, sont, la GUELDE avec la COMTE' de ZUTPHEN, la HOLLANDE & WEST-FRISE, ZEELANDE, UTRECHT, FRISE, OVERYSSEL & GRONINGUE, avec le PAÏS CIRCONVOISIN, que nous appellerons, du nom ordinaire, *Ommelandes*. Ce sont elles qui forment aujourd'hui ce que l'on appelle l'Estat des Provinces Unies des Pais-bas. Non comme la Picardie, la Champagne, la Bourgogne, la Normandie & les autres provinces de France, tant deçà que delà la Loire, composent le corps du Roiaume de France: ou comme la Castille, l'Aragon, la Catalogne &c. font la Monarchie d'Espagne; mais en la même maniere que les treize Cantons & les Ligues Grises font la Republique des Suisses, & en quelque façon comme les Princes & villes libres d'Allemagne forment le corps de l'Empire. Je dis, en quelque façon; parce que ces Princes & villes sont aucunement obligés, par des devoirs de vassallage, à l'Empire & à l'Empereur, qui represente le Souverain en plusieurs rencontres. Ce qu'il faut necessairement remarquer: parce que toutes ces Provinces, bien que tres-estroitement alliées & unies entr'elles, sont indépendantes, absolües & Souveraines, les Estats de chaque Province ne reconnoissant point de superieur, non pas mêmes le corps de toutes les Provinces Unies ensemble. Ou, pour parler plus clairement, l'on peut dire, qu'en cet Estat il n'y a point de Souveraineté abstraite, qui reside ailleurs, hors des mêmes Provinces: tant s'en faut que l'on puisse reconnoître pour Souveraine l'assemblée de ceux, que l'on appelle communement les Estats Generaux; veu qu'ils ne sont en effect que des Deputés des Estats de toutes les Provinces Unies, & que ceux qui la composent ne prennent point d'autre qualité. Il n'y a personne, qui ait tant soit peu de connoissance de la constitution de cet Estat, qui ne sçache cette verité tres-constante, que de ces sept Provinces Unies il n'y en a pas une, qui ne possède la Souveraineté, avec toutes ses dépendances, au même, sinon en un plus haut degré, que les plus puissants Monarques de l'Europe la possèdent. Car il n'y a point de Roy Chrestien, quelque absolu qu'il soit, qui a son advenement à la Couronne, ne soit tenu de jurer, qu'il regnera selon les loix, &

*Les sept Pro-  
vinces Unies.*

*Preuve V.  
pag. 68.*

*L'Estat en  
general n'a  
point de Sou-  
verain.*

*Les Estats  
de chaque  
Province  
sont Souve-  
rains.*

félon les maximes fondamentales du Roiaume, & qui ne partage son autorité & sa puissance avec ses Etats; au lieu que les Etats des Provinces ne font serment à personne, parce qu'ils sont en effect les Souverains & la Souveraineté mesme. C'est dont toutes les Provinces sont d'accord, & c'est ce que pas un de leurs habitants ne peut revoquer en doute, à moins de se rendre coupable du crime de lèse Majesté au premier chef. Sur ce supposé, comme sur une chose constante & indubitable, nous dirons, qu'il est certain, qu'il n'y a point d'autre Souveraineté en cet Estat que celle qui reside dans les Provinces, dont il est composé: parce que s'il y avoit encore un autre Souverain dans l'Estat, avec, ou au dessus des Etats des Provinces, il s'en ensuivroit nécessairement, ou que ceuxcy ne seroient pas Souverains, ou qu'il y auroit deux Souverains dans un mesme Estat: ce qui formeroit un monstre en la politique aussi bien qu'en la nature, qui dans l'ordre ordinaire de son Economie ne souffre pas qu'un corps ait deux testes. Il est constant aussi, que si les Etats Generaux estoient Souverains, ce seroient proprement les Etats de toutes les Provinces Unies, en cas qu'on les assemblast tous en corps, ce qui est moralement impossible, & non leurs Deputés, dont le pouvoir est preciaire, puis que leur commission peut-estre revoquée. Mais je dis de plus, que quand mesmes l'on pourroit convoquer les Etats de toutes les Provinces en un mesme lieu, ils ne seroient pas pour cela tous ensemble Souverains de l'Estat de toutes les Provinces conjointement. Car comme les Rois de France, d'Espagne & d'Angleterre, s'ils estoient assemblés dans une des villes des trois Roiaumes, ou bien dans un lieu qui leur appartint à tous en commun, hors de l'estendue de leurs Etats, ne seroient pas Rois & Souverains de tous les trois Roiaumes indistinctement; estant tres-certain, que le Roy de France ne seroit pas pour cela Souverain d'Espagne; non plus que le Roy d'Espagne Souverain de France & d'Angleterre, ny aussi le Roy d'Angleterre Souverain de France & d'Espagne, posé que ces trois Rois fussent aussi estroitement alliés entr'eux, que ces Provinces le sont entr'elles: Ainsi les Etats de Gueldre, non plus que ceux de Hollande, Zeelande &c. ne peuvent pas estendre leur Souveraineté sur les autres Provinces. Cela ne peut pas estre contesté. De sorte que sur cette position l'on peut conclurre infalliblement, que puis que ces trois Rois, ainsi unis & alliés, ne seroient pas Souverains de tous les trois Roiaumes indistinctement, leurs Ambassadeurs, qui seroient assemblés pour les affaires communes de leurs maistres, ou pour les interets de l'Alliance, en quelque endroit de ces trois Roiaumes, pour les affaires communes de leurs maistres, ou pour l'interet de l'Alliance, pourroient bien moins pretendre la Souveraineté, ou y exercer territoire ny juridiction, puis qu'ils n'en ont point mesme dans les Etats de celuy des Rois qu'ils representent.

*Les Etats  
Generaux  
sont Ambas-  
sadeurs de  
Souverains.  
Leur pou-  
voir est li-  
mité;*

*enoy que*

C'est une tres-Auguste assemblée que celle des Etats Generaux, estant composée d'Ambassadeurs Plenipotentiaires d'autant de Souverains qu'il y a de Provinces Unies, & d'un grand nombre de personna- ges graves, qui sçavent, qu'ils sont Deputés avec plein pouvoir, limité pourtant par cette instruction, expresse ou tacite, de ne point souffrir, que l'on donne la moindre atteinte à la Souveraineté de la Province, qui les a deputés: ce qui estant tresjuste, & tresconforme à l'intention de ceux qui les ont deputés, ils ne peuvent, & ne voudroient pas mesmes, entreprendre sur la Souveraineté des autres. Ce n'est pas que l'assemblée  
des



des Estats Generaux n'ait une grande autorité en l'exécution de l'alliance perpetuelle & indissoluble, qui unit les Provinces, & qu'à l'égard des estrangers elle ne represente, en quelque façon, la Souveraineté de l'Estat: Il faut avoüer aussi, que les estrangers, qui n'en regardent & n'en connoissent que l'exterieur, la considerent comme Souveraine; mais ceux, qui ont une connoissance parfaite de cet Estat, savent que cette assemblée ressemble aucunement à celle des anciens Amphictions, qui representoient la Souveraineté de plusieurs Republiques en quelques occasions, & en de certaines affaires, encore que les villes, qui avoient député ceux qui se trouvoient à ces assemblées, fussent Souveraines & indépendantes entr'elles. C'est aux Estats Generaux, à qui les Rois, les Estats & les Princes adressent leurs lettres & leurs Ambassadeurs. Ce sont eux qui leur donnent audience, & qui font réponse aux lettres. Ce sont eux qui font les traittés & les alliances, qui declarent la guerre & qui font la paix, qui nomment aux Ambassades & qui instruisent les Ambassadeurs; mais ce n'est qu'au nom & du consentement, & mesmes le plus souvent de l'ordre exprés des Estats des Provinces; c'est à dire de tous les alliés qui composent l'Union.

*leur autorité  
soit grande.*

*Ils agissent  
au nom des  
Estats des  
Provinces.*

Pour donner un peu plus de lumiere à ce que nous venons de dire, il fera à propos de faire connoître chaque Province en particulier, & par ce moyen la veritable constitution de l'Estat par ses fondements. Il faut supposer, comme une chose indubitable, ainsi que nous venons de remarquer, qu'il n'y a point de Province qui ne soit Souveraine, & que cette Souveraineté reside aux Estats de chaque Province: non en la personne des Deputés, qui s'y assemblent de temps en temps, ou pour les affaires de la Province en particulier, ou bien pour celles de l'Estat en general, veu que ceux-cy ne font que représenter le Souverain; mais en ceux qui ont le droit de nommer ces Deputés, & qui donnent au pouvoir, dont ils les accompagnent, une estendue limitée & conditionnée, ou si en quelques Provinces ce pouvoir n'est pas limité, il n'est pas perpetuel pourtant. Il faut sçavoir aussi, que ce n'est pas non plus le corps de la Noblesse, ny les villes, qui font chacune une partie de la Souveraineté separément; mais que c'est tout le corps de la Noblesse & des Magistrats des villes conjointement, c'est à dire tout le composé des uns & des autres, qui fait, & est effectivement le Souverain de chaque Province. Ce sont eux, qui tous ensemble ont seuls le droit de faire des loix en leur Province, de lever des gens de guerre & de les payer, (bien que toutes les villes pretendent avoir, & ayent en effect, le droit de lever des soldats, pour leur défense & pour leur conservation) de declarer la guerre & de faire la paix, de faire les Magistrats, de créer des offices & d'en disposer. Ce sont eux qui font juger en dernier ressort toutes les causes, civiles & criminelles, en leur nom, qui donnent les graces, les remissions & abolitions, qui imposent & levent des droits & des contributions, qui battent monnoye, qui reglent la discipline Ecclesiastique, qui fondent du Canon, qui font faire des fortifications: Et en un mot qui agissent avec un pouvoir Souverain & absolu en toutes les choses, aussi bien que les plus grands Rois de la terre. J'ose dire mesme, que les Estats des Provinces Unies ont quelque chose de plus absolu que les Rois; parce que c'est en eux que reside proprement, naturellement & au dernier degré, la Souveraineté, & ce à l'exclusion de tous les autres, sans qu'ils en puissent estre empeschés ny controllés, ny par les autres Provinces, ny par les Estats

*Les assemblées des  
Estats des  
Provinces, ne  
sont composées que de  
Deputés du  
Souverain:*

*dont le  
pouvoir est  
limité.*

*Tout le  
composé des  
Estats de la  
Provinces est  
le Souverain.*

*Preuve VI.  
Pag. 69.*

Ge-

Generaux; au lieu que les Rois & Princes ne possèdent les droits de Souveraineté absolüe, que parce qu'ils les ont usurpés par force, ou bien parce que le peuple les leur a cedés, à de certaines conditions, qui servent de bride à leur pouvoir, & de loy fondamentale à leurs Estats & à leurs Roiaumes. Il est vray que ces Provinces ont bien voulu s'imposer la necessité de demeurer dans les termes de l'alliance, qu'elles ont avec leurs voisins; mais c'est ce qu'elles ont aussy de commun avec tous les autres Souverains du monde.

*Estat particulier des Provinces.*

J'ay dit, que ce sont les Nobles & les Magistrats des villes, qui font la Souveraineté des Provinces, & je n'ay nommé que ces deux membres, parce qu'à la reserve de quelque petite difference, qui se trouve en quelques unes, ainſy que je remarqueray bien-tost, presque toutes les Provinces sont gouvernées d'une mesme façon.

*De la Gueldre. Composée de trois quartiers, Nimmegue, Zutphen, Veluwe. Jo: If: Pontanus Hist. Geld. lib. 1.*

Celle de *Gueldre* est composée de trois quartiers; ſçavoir de celui de *Nimmegue*, de celui de la Comté de *Zutphen*, & de celui d'*Arnhem*, ou de la *Veluwe*: le quatriesme, que l'on appelle le haut quartier, où sont les villes de *Gueldre*, *Venlo* & *Ruermonde* &c. estant demeuré au Roy d'Espagne. Au premier quartier sont les trois villes, *Nimmegue*, *Tiel* & *Bommel*: au second *Zutphen*, *Doesbourg*, *Doetechem*, *Lochem* & *Grolle*, & au troisieme *Arnhem*, *Harderwic*, *Wagueninguen*, *Hattem* & *Elburg*, qui envoient toutes leurs Deputés aux assemblées des Estats de la Province. Chaque quartier fait, par maniere de dire, un Estat particulier; ayant un College composé de trois Nobles, & de trois Deputés des villes de son ressort. Les premiers changent de trois en trois ans, & sont tirés des baillages, par tour, mais les autres sont continués, ou revoqués à la volonté des villes qui les commettent. La ville de *Nimmegue* est en possession de presider à toutes les assemblées de son quartier, & a le droit d'en convoquer les Estats, en la mesme maniere que la Cour de Justice convoque ceux de toute la Province. Le *Burggrave*, ou Vicomte, de *Nimmegue* est toujours la premiere personne, & est president né de toutes les assemblées des Estats de *Gueldre*, mais la ville n'a sa seance & n'opine qu'apres la Noblesse de tous les trois quartiers. La ville de *Zutphen* preside aux Estats de toute la Province, non seulement quand ils sont assemblés dans sa ville, mais aussy quand ils s'assemblent dans les autres villes de son quartier. Elle preside toujours aux Estats du quartier, lesquels elle convoque, & a seule autant de pouvoir de nommer aux Commissions, tant de la Province qu'aux estrangeres, que toutes les autres petites villes de son quartier ensemble. Ce quartier a aussy un College, composé de six Deputés de la Noblesse & des villes de son ressort. Au quartier de la *Veluwe* la ville d'*Arnhem* a le droit d'en convoquer les Estats, & y preside; mais elle n'y a qu'une seule voix; de sorte qu'en cela elle n'a point d'avantage sur les quatre petites villes de son quartier. Le Drossart de la *Veluwe* preside toujours en son quartier, en quelque lieu que ce soit que les Estats de *Gueldre* s'assemblent. Ceuxcy sont convoqués par la Cour de Justice, laquelle est establie dans la ville d'*Arnhem*, & a un pouvoir approchant de celui, que les Conseillers Deputés ont dans les autres Provinces. Il y a outre cela à *Arnhem* un College, composé de six Deputés ordinaires, pour l'administration des finances. Le Magistrat y est perpetuel & à vie, bien que les fonctions n'en soient pas perpetuelles, & l'on y admet aussy les Gentils-hommes: ce qui n'est pas un petit avantage

*Le Burggrave ou Vicomte de Nimmegue est President perpetuel des Estats.*

*La Cour de Justice les convoque.*

*La Chambre des Comptes.*



tage pour eux. La Noblesse de Gueldre a aussi celui de partager également la Souveraineté de la Province avec les Magistrats des villes; toutes les villes de chaque quartier ne formant ensemble qu'une seule voix; de sorte que dans les assemblées générales des États de la Province elles n'ont que trois voix, & la Noblesse en a autant. Tous ceux de la Province qui sont d'extraction noble, & qui y possèdent des fiefs nobles, ont droit de se trouver aux assemblées des États de la Province, qui a un fonds, bien qu'il ne soit pas égal en tous les quartiers, affecté aux Députés de la Noblesse, pour subvenir à la dépense qu'ils sont obligés d'y faire.

*La Souveraineté y est également partagée entre la Noblesse & les villes.*

En HOLLANDE, au contraire, il dépend des Nobles, je parle de ceux qui sont déjà en possession du droit de comparoître aux États de la Province, d'en augmenter le nombre, & d'y en convier encore d'autres, en demeurant dans les termes du règlement, qu'ils ont fait pour cela depuis quelques années: dont nous aurons occasion de parler au second volume de cette Histoire. La Noblesse y a la première séance aux États de la Province, & la première voix des dix-neuf, dont l'assemblée des États de Hollande est composée. Elle a encore de très-grands avantages d'ailleurs: entr'autres la disposition du revenu de quelques Convents, qui lui est affecté, parce que leurs prédécesseurs ont eu bonne part à leurs fondations.

*De la Hollande.*

*La Noblesse. Ses avantages.*

Elle possède les plus belles charges de la Province, tant politiques que militaires, & elle a une place affectée & perpétuelle dans l'assemblée des États Généraux, au Conseil d'État des Provinces Unies, au Collège des Conseillers Députés, & à la Chambre des Comptes de la Province, aux Collèges de l'Admirauté de Rotterdam & d'Amsterdam, & elle a encore deux charges affectées en la Cour de Justice de Hollande, que l'Ordre de la Noblesse prétend devoir être remplies par les États de la Province, à sa nomination; bien que ce droit leur soit contesté par les villes.

Les villes, qui ont droit de députer à l'assemblée des États d'Hollande sont, *Dordrecht, Haerlem, Delft, Leyde, Amsterdam, Goude* (lesquelles l'on appelloit autrefois les six grandes, parce qu'elles représentoient seules, avec la Noblesse, les États de cette Province, mêmes du temps de Philippes Roy d'Espagne, dernier Comte d'Hollande) *Rotterdam, Gornichem, Schiedam, Schoonhoven & Briele* en Zuyt-Hollande, *Alcmar, Hoorn, Enckhusen, Edam, Monnekendam, Medenblick & Purmerent*, dont celles de *Hoorn, Enckhusen & Medenblick* sont en West-Frise, & les autres en Nort-Hollande: & font en tout le nombre de dix-huit. Cette distinction de grandes & de petites villes se remarque encore aujourd'hui, en ce qu'en Zuyt-Hollande il n'y a que les sept premières, qui deputent aux États Généraux, & *Gornichem*, qui est la huitième, depute seulement à son tour au Conseil d'État, comme en Nort-Hollande & West-Frise il n'y a que les trois premières villes, qui deputent aux États Généraux & au Conseil d'État. Ces villes sont toutes gouvernées presque d'une même façon, bien que le nombre des Conseillers, dont le Senat des villes est composé, ne soit pas égal en toutes. Dans les unes il y en a quarante, trentesix ou trentequatre, & dans les autres vingthuit, vingtquatre, vingt, dixsept, seize ou quatorze, tirés des plus riches & plus anciennes familles de la ville. La dignité de Conseiller est à vie, & ne se perd que par forfait, ou par la mort, ou bien en renonçant volontairement au droit de bourgeoisie: ce qui arrive quand quelqu'un sort d'une ville, pour fixer domicile dans une au-

*Ses dix-huit villes.*

*comment elles sont gouvernées. Preuve VII. pag. 69.*

*La Noblesse  
et les villes  
font ensemble  
les Souve-  
rains de la  
Province.*

*Le Magi-  
strat des  
villes.*

tre, sans lequel elle ne peut pas subsister, comme en étant inséparable. L'on ne depute ordinairement à l'assemblée des Etats de la Province que des personnes, qui sont du Conseil des villes, & les Nobles y viennent de leur chef, quand ils y ont esté une fois conviés. C'est dans le Conseil des villes que l'on acquiert une qualité, que l'on appelle radicale, parce que c'est la racine & la source de toutes les dignités & de tous les emplois de la Republique. Mais quelquefois, & en quelques villes, l'on depute aussi à l'assemblée ceux du Magistrat, c'est à dire des Bourguemaîtres ou des Eschevins, qui ne sont pas du Conseil, & qui n'en peuvent pas estre, parce qu'ils en sont empêchés par des parents en degré de consanguinité ou d'affinité si proches, qu'ils excluent les autres. Ce sont ces Conseillers, qui, conjointement avec les Bourguemaîtres & avec la Noblesse, sont le Souverain, s'il est permis de parler ainsi, de la Province, & qui ont la disposition absolue de tout ce qui la regarde. Il est vray neantmoins, qu'il y a des villes, où l'on prend quelquefois les Bourguemaîtres & les Eschevins du corps des bourgeois, qui ne sont pas du Conseil, pour la raison que nous venons de dire. Les Bourguemaîtres ont à peu près la même fonction, bien qu'avec une autorité plus étendue, que le Prevost des Marchands à Paris, ou le Maire dans plusieurs autres villes de France; c'est à dire la direction des affaires politiques, & les Eschevins ont l'administration de la Justice, tant civile que criminelle. Il y a des villes pourtant, où les Eschevins ont aussi, pendant le temps qu'ils sont en fonction, part aux deliberations, qui se font des affaires, où le Souverain doit agir. Le nombre de ceux, que l'on depute aux assemblées des Etats de la Province, n'est pas réglé, & dépend entièrement du Conseil de la ville qui les depute. L'on y envoie ordinairement un ou deux Bourguemaîtres, & quelques uns du Conseil, assistés du Pensionnaire, ou du Secrétaire de la ville. Le nombre des Bourguemaîtres & des Eschevins est bien réglé en chaque ville, mais non en toutes les villes également; encore que les fonctions de ces deux dignités ne soient qu'annuelles presque en toutes les villes.

Les Etats d'Hollande s'assemblent ordinairement quatre fois l'année, pour remplir les places des offices vacants, tant politiques que militaires, pour renouveler les baux à ferme des Aides, & pour consentir à la continuation de la levée des droits & des impositions pour l'année suivante. Ils s'assemblent aussi extraordinairement, quand la nécessité le requiert, & toutes les fois que les Conseillers Deputés jugent nécessaire de les convoquer. Le Conseiller Pensionnaire y propose les affaires, y va aux opinions & conclut.

*Le College  
des Conseil-  
lers Deputés.*

LES CONSEILLERS DEPUTÉS forment un College, que l'on pourroit appeller le Conseil d'Etat d'Hollande, puis qu'il l'est en effet. Il est composé de dix Deputés. Le Conseiller Pensionnaire de Hollande & West-Frise, & le Secrétaire des Etats de la Province, y ont séance aussi, en qualité de Ministres, dont le premier y a une voix deliberative, propose les affaires & forme les conclusions, comme dans les assemblées des Etats de la Province. Les Nobles y deputent un de leur corps, qui, bien qu'il n'ait sa commission que pour trois ans, a jusques icy esté presque toujours continué. Les villes de Dordrecht, Haerlem, Delft, Leyde, Amsterdam, Goude, Rotterdam & Gornichem y envoient chacune un Deputé, qui changent de trois en trois ans, si on ne les continue par dispense: ce qui se fait quelquefois, mais rarement:

& les



& les trois dernières Villes de Zuyt-Hollande, sçavoir Schiedam, Schoonhoven & Briele, n'y envoient toutes ensemble qu'un Deputé, qui change de deux en deux ans, par tour.

Ces Conseillers Deputés possèdent, avec la première dignité, la première autorité dans la Province. Ils ont l'intendance de la milice & l'administration des finances, & sont executeurs des résolutions & des ordonnances des États de la Province, avec un pouvoir fort ample. Ce sont eux qui les convoquent, & qui leur envoient les points, sur lesquels l'Assemblée doit délibérer; & c'est d'eux que les États prennent avis en plusieurs affaires importantes. Il y a aussi un College de Conseillers Deputés en Nort-Hollande, composé de Deputés de toutes les Villes de ce quartier-là, qui changent de deux en deux ans, & ont un Secrétaire particulier, qui fait aussi la fonction de Commis aux finances.

Il y a en Hollande deux Chambres des Comptes; l'une pour le Domaine, composée de quatre Maîtres, d'un Fiscal, de deux Auditeurs & d'un Greffier. Cette Chambre sert souvent de retraite honorable aux Ministres qui ont vieilli dans les Emplois. Elle a la direction & l'administration du Domaine des anciens Comtes de Hollande, & en fait rendre compte aux Receveurs. L'autre Chambre fait la révision des comptes de tous les Receveurs pour les aides, ou pour le revenu extraordinaire de la Province, qui est devenu comme ordinaire, parce que l'on n'a pas discontinué de le lever depuis le commencement de la guerre; quoiqu'il faille tous les ans un nouveau consentement unanime, de la Noblesse & de toutes les Villes, pour en continuer la levée. Dans cette dernière Chambre il y a un Deputé de la Noblesse, deux Deputés d'autant de Villes de la Province, par tour, & deux Secrétaires.

C'est à la Haye que s'assemblent tous ces Colleges, aussi bien que les deux Cours de Justice, sçavoir, la Cour Provinciale, composée d'un Président, de huit Conseillers de Hollande & de trois de Zeelande, de deux Procureurs Generaux, d'un Greffier & de six Secrétaires; & le Haut Conseil, auquel on peut appeler des Sentences de l'autre, & qui est composé d'un Président, de six Conseillers de Hollande & de trois de Zeelande, d'un Greffier & d'un Substitut. Le *Stadhouder* ou Gouverneur de la Province, lors qu'il y en a un, y fait aussi sa demeure ordinaire: & tous les Ambassadeurs & Ministres des Princes étrangers y font aussi leur séjour; à cause que l'Assemblée des États Generaux s'y est fixée, aussi bien que le Conseil d'État, & la Chambre des Comptes de la Generalité. L'on y voit aussi un Conseil de Brabant, qui est juge en dernier ressort de tout ce que l'État possède en cette Province-là, & au pays d'Outre-Meuse, à la réserve de la Ville de Maastricht, où les États Generaux envoient, de deux en deux ans, deux Deputés de leur corps, en qualité de Commissaires Deciseurs, qui jugent, avec ceux de l'Evêque & Prince de Liege, tous les procès, que les habitants Brabançons ont avec les habitants Liegeois, tous instruits, & en état d'estre jugés devant qu'ils y arrivent. La Cour des Monnoyes reside aussi à la Haye.

La ZEELENDE n'a eu qu'un même Comte avec la Hollande pendant plusieurs siècles; & depuis que ces deux Provinces n'en ont plus, elles ont toujours fait choix d'un même Gouverneur. Elle a encore, comme on vient de dire, ses Conseillers dans les deux Cours de Justice de Hollande, où ses habitants plaident en cas d'appel: Il n'y a pas longtemps qu'une même Chambre des Comptes avoit l'administration du

Domaine de l'une & de l'autre Province; & mesmes l'on a veu, au commencement des premieres guerres civiles, les Estats des deux Provinces s'assembler pendant quelque temps en un mesme corps, comme si elles n'eussent fait qu'une mesme Province. Cette liaison estroite fut serrée d'un nœud indissoluble par l'union particuliere de l'an 1576, devant que celle d'Utrecht fust faite. Les Assemblées ordinaires des Estats de cette Province se font deux fois l'année; en Mars & en Septembre; & les extraordinaires toutes les fois que les Conseillers Deputés les convoquent pour les affaires extraordinaires. Les Familles nobles de Zeelande sont presque toutes esteintes; au moins il n'y a personne, qui aujourd'hui ait seance dans l'Assemblée des Estats à cause de sa naissance, ou en vertu des Fiefs nobles qu'il y possède. Guillaume Prince d'Orange, premier Gouverneur de la Province de cette Maison, étant Marquis de Vere & Seigneur de Vlissingue & de St. Martensdicq, obtint des Estats de Zeelande la qualité de premier Noble, avec une Commission de représenter dans leurs Assemblées, ou en personne, ou bien par Procureur, toute la Noblesse de leur Province. Les Princes Maurice & Henry, ses fils, Guillaume son petit fils, & Guillaume Henry son arriere petit fils, y ont succédé; non comme heritiers & successeurs de l'autre, ny aussi comme Seigneurs des terres qu'ils possedoient en Zeelande; mais par une pure gratification, & en vertu d'une Commission particuliere des Estats de Zeelande. C'est aussi en vertu de leurs Commissions, que ceux que les Princes ont substitués en leur place, sont comparus aux Estats & à la Chambre des Comptes de la Province, & de la part de celle-cy aux Estats Generaux. En Zeelande il n'y a que le premier Noble & les six Villes, sçavoir *Middelbourg, Ziriczee, Goes, Tolen, Vlissingue & Vere*, qui sont en possession de deputer aux Assemblées des Estats. Les quatre premieres, qui autrefois estoient immediatement sujettes au Comte de Zeelande, pretendent quelque avantage sur les deux autres, qui avoient des Seigneurs particuliers, Vassaux du Comte, qui comme tels estoient appellés aux Assemblées des Estats de la Province: comme encore aujourd'hui le Prince d'Orange, en qualité de Marquis de Vere & de Seigneur de Vlissingue, fait hommage aux Comtés de Hollande & de Zeelande, bien que la Hollande pretende que ce sont des fiefs de sa Province. Le College des Conseillers Deputés de Zeelande est composé du premier Noble, ou de son Substitut, & d'un Deputé de chacune des six Villes. Le Conseiller Pensionnaire & le Secretaire y ont les mesmes fonctions qu'en Hollande. Ce College a cela de particulier, que ceux qui le composent sont aussi Deputés au College de l'Admirauté, & sont en cette qualité serment aux Estats Generaux. La constitution de l'Estat de cette Province est au reste toute semblable à celle de Hollande; sinon en ce que l'employ des Conseillers Deputés de Zeelande est perpetuel & à vie, ne dépendant que de la volonté absolüe des Commitments, au lieu qu'en Hollande on ne les continue jamais après qu'ils y ont esté trois ans, à la reserve de celui qui y est de la part des Nobles.

*Le premier Noble.*

*Preuve VIII. pag. 74.*

*Le premier Noble & les six Villes deputent aux Estats de la Province.*

*Les Conseillers Deputés,*

*le sont aussi à l'Admirauté.*

*Le Conseil de Flandre.*

Il y a en Zeelande une Cour de Justice, pour les affaires des habitants de cette partie de la Flandre, que l'on considere comme une conquête de l'Estat en General. Elle est composée d'un President & de huit Conseillers, d'un Procureur General, d'un Greffier & d'un Receveur des amendes. Les Estats Generaux pourvoient à ces offices: c'est devant eux que les appellations des sentences de cette Cour relevant; & ce sont eux qui les jugent, sur l'avis prealable de quelque Cour  
de



de Justice, & ordinairement, à cause de la commodité, ils s'adressent pour cela au Grand ou Haut Conseil, qui juge les appellations des deux Provinces à la Haye.

La Province d'UTRECHT avoit autrefois son Evêque, qui en estoit aussi Seigneur temporel, aussi bien que du païs, qui est connu sous le nom d'Over-Yssel, pour estre situé au delà de la riviere d'Yssel, qui le separe d'avec l'Evêché, & le distinguoit anciennement en Diocèse de deçà & de delà la riviere, ou en haut & bas Diocèse. Depuis que l'Empereur Charles V. en a fait l'acquisition, la Province a eu fort souvent un mesme Gouverneur avec la Hollande & la Zeelande. Les Estats d'Utrecht sont composés de trois Ordres : du Clergé, de la Noblesse & du Tiers Estat. Trois Ordres à Estats en cette Province. Le Clergé. On tire les Deputés du Clergé des cinq premiers Chapitres de la ville : qui sont le Dome, le vieux Moustier, St. Pierre, St. Jean & N. Dame. L'on appelle ces Deputés *Eleus*, parce que lors qu'un d'eux, qui sont au nombre de huit, vient à deceder, le Magistrat de la ville Capitale a le droit de presenter à la Noblesse & aux quatre petites villes, qui sont *Amersfort, Rhenen, Wyck & Montfort*, deux Chanoines, afin qu'elles en élisent un. De ces huit Eleus les quatre sont ordinairement nobles, bien que ce ne soit pas une necessité, & qu'il n'y ait point de loy pour cela, & les autres quatre ne le sont pas. Le nombre des Nobles, qui sont le second ordre, n'est pas réglé, ceux qui ont l'avantage d'en estre, & qui ont le droit de se trouver aux assemblées des Estats de la Province, le pouvant augmenter, du consentement des deux autres Ordres, & apres en avoir donné connoissance aux Deputés ordinaires, qui en convoquant les Estats, en font un article, pour en estre deliberé à leur premiere assemblée. Ces Nobles doivent avoir les qualités requises ; sçavoir la profession de la religion reformée, la naissance, une terre noble de la valeur de vingt cinq mille livres, l'age de vingt quatre ans accomplis, & point de charges, ny militaires ny politiques. Le tiers Estat se forme des Conseils des cinq villes : encore que la ville d'Utrecht pretende, que les Deputés des petites villes n'ont qu'une voix deliberative, comme en effect elle peut bien faire conclure sur son avis, sans l'acquiescement des petites villes ; mais celles cy ne peuvent pas faire considerer le leur sans le consentement de l'autre. Le College des Conseillers Deputés, que l'on y nomme les Deputés ordinaires, est composé de quatre Eleus, de quatre Nobles, de deux Deputés de la ville d'Utrecht, qui sont les deux Bourguemaistres pendant l'année de leur fonction, d'un de la ville d'Amersfort, & d'un des trois autres petites villes, qui y envoient un Deputé de quatre en quatre mois, par tour. Preuve IX. pag. 75. La Noblesse. Preuve X. pag. 76. Les Villes.

La Province de FRISE est gouvernée d'une façon assez bizarre & extraordinaire. Elle comprend quatre quartiers ; sçavoir le quartier d'*Ostergo*, celui de *Westergo*, celui de *Sevenwolden*, & les Villes. Du premier de ces quartiers dépendent onze *Gritenies* ou Baillages, du second neuf, & du troisieme dix, & il y a en cette Province onze villes, qui ont droit d'envoyer leurs Deputés aux assemblées des Estats. Quand les Estats de la Province sont convoqués, chaque Baillage & chaque ville y envoie deux Deputés, qui representent tous ensemble la souveraineté de la Province. Quand les Deputés sont arrivés au lieu de l'assemblée, où chaque quartier preside à son tour, ils se separent en quatre chambres, les trois quartiers ayant chacun la sienne, & toutes les villes ensemble la leur, & chaque Chambre nomme deux Deputés, qu'ils

*De la Frise.*Ub. Em-  
mius Rer.  
Fris. Hist.  
lib. 1.

qu'ils appellent *le petit nombre*, auxquels s'adressent toutes les personnes qui ont des affaires, pour lesquelles il faut avoir recours aux Estats de la Province. Ces huit Deputés examinent & preparent ensemble toutes les affaires, & en font en suite leur rapport aux Chambres, qui forment sur leur rapport les avis, qui font les résolutions & conclusions des Estats de la Province. Dans les autres Provinces c'est la Noblesse, & ce sont les Magistrats des villes, qui nomment les Deputés qu'ils envoient aux assemblées des Estats; mais en Frise l'on en use tout autrement. Les Baillis (que l'on y appelle *Grietmans*, & qui sont les chefs de plusieurs villages, dont les Baillages, ou *Gritenies*, sont composés, & dont le nombre n'est pas réglé, puis qu'il y en a de trois, & d'autres de quinze, vingt & même de vingthuit villages, & sont, avec leurs assesseurs, Juges, en première instance, de toutes les causes civiles) étant advertis du jour de l'assemblée des Estats, convoquent toutes les personnes, qui possèdent en leurs villages autant d'arpents de terre qu'il en faut pour avoir droit de se trouver à ces assemblées: & c'est cette multitude, qui nomme premièrement deux Deputés de chaque village, & ces deux Deputés se réduisent à deux Deputés de chaque Baillage, qui sont ceux qui représentent les Estats de la Province. Ce qui est d'une si vaste étendue, que ceux qui possèdent assez de terre en plusieurs villages se peuvent trouver aussi, en personne ou par procureur, aux assemblées de tous les villages où ils ont cette étendue de terre. Cette deputation se fait ordinairement au commencement du mois de Février, & dans un même jour & à une même heure par toute la Province: & deux jours après les Baillages nomment, en la présence du Bailly, ou *Gritman*, de ses Assesseurs & du Secrétaire, les deux Deputés Plenipotentiaires, qui se trouvent à toutes les assemblées d'Estats, qui se font en cette année là. La Noblesse ne tient point de rang en cette Province, & il n'y a point de fiefs, toutes les terres y étant tenues en Franc aleu. Le College des Conseillers Deputés, que l'on y appelle Estats Deputés, y est composé de neuf personnes; sçavoir de deux de chacun des trois quartiers, & de trois des villes. Ceux des quartiers changent tous les ans, s'ils ne sont continués par une Commission expresse; mais ceux des villes y sont continués trois ans. La Cour de Justice a cela de particulier en cette Province, qu'elle est seule juge de tous les crimes qui se commettent dans la Province, s'ils sont sujets à peine corporelle.

D' Over-  
ysel.

Les Deputés des Baillages de *Zalant*, de *Twente* & de *Vollenhoven*, avec les trois villes, *Campen*, *Deventer* & *Swolle*, font les six membres qui représentent les Estats de la Province d'OVER-YSSEL. Le Bailly, ou *Droffart* de *Zalant*, est celui qui les convoque; sçavoir les Deputés de son quartier immédiatement, & ceux de *Twente* & de *Vollenhoven* par le moyen de leurs *Droffarts* ou Baillis. Les gentils-hommes de ces trois Baillages, qui ont droit de s'y trouver, s'ils y possèdent des terres Seigneuriales de la valeur de vingtquatre mille livres, pour le moins, & les Magistrats des trois villes, font ensemble la Souveraineté de la Province, également partagée entre la Noblesse & les villes. Tellement que si un seul gentil-homme se détache du corps de la Noblesse, & joint son avis aux trois villes, il formera avec elles les résolutions, qui se prennent en cette Province là à la pluralité des voix. Semblablement aussi si la troisieme partie de la Noblesse se joint, avec un seul gentil-homme, à deux villes; ou si les deux tiers de la Noblesse, avec un gentil-homme, se



se joignent à une des trois villes, ils feront le mesme effect. Le Bailly de Zalant ne convoque pas seulement l'assemblée des Estats, mais il y preside aussi; il y propose les affaires; il va aux opinions, & conclut. Les trois Villes, qui ont esté autrefois de l'Empire, pretendent estre encore souveraines dans l'enceinte de leurs murailles, & dans l'estendue de leur banlieue; & soustiennent, que l'on ne peut pas appeller de leurs sentences. Il y a encore dans cette Province un College, composé d'un Deputé de chaque Baillage, & de chacune des trois Villes, pour servir de Conseil d'Etat à la Province; en laquelle il n'y a point de Cour de Justice reglée pour les procès. A la campagne on plaide pardevant les Juges ordinaires, & l'on appelle de leurs sentences aux Baillis, qui jugent en dernier ressort: & il n'y a point de remede de droit contre leurs sentences; sinon que de temps en temps, c'est à dire de quatre en quatre, ou de cinq en cinq ans, les Estats de la Province font une Assemblée de Deputés, que l'on y appelle *Klaegen*; c'est une espece de grands jours, où ceux qui se croient grevés par les premieres sentences, peuvent faire revoir les procès par maniere de requeste civile, ou, comme l'on dit icy, par revision.

La Province de GRONINGUE est composée de deux membres, sçavoir de la Ville de Groningue, & du Pais circonvoisin, ou *Omme-landen*, qui s'estend entre les rivières d'Ems & de Lauwers: ces deux font ensemble une Province Souveraine. Le Magistrat de la ville est composé de huit Bourguemaistres & de seize Conseillers, dont la dignité est perpetuelle & à vie, mais leur fonction n'est qu'annuelle. Il y a tousjours quatre Bourguemaistres & douze Conseillers en fonction; parce qu'il y a tous les ans deux Bourguemaistres & six Conseillers qui sortent de fonction pour une année, pendant laquelle ils sont employés ailleurs en d'autres charges. Ceux qui sont en exercice ne disposent pas seulement, avec un pouvoir absolu, de toutes les affaires politiques, mais ils sont aussi Juges Souverains de toutes les causes, civiles & criminelles. Les places, qui viennent à vaquer dans le Magistrat, par mort ou par crime, sont remplies par un autre College, composé de vingtquatre personnes, que l'on nomme la Communauté assermentée; si ce n'est que quelqu'un du Magistrat vienne à deceder dans le temps de sa fonction; car alors le Senat, ou le Conseil mesme, en peut disposer; mais il est obligé de remplir la place du defunct dans les premiers dix jours après son enterrement. Et pour conserver ce nombre de seize personnes, sçavoir de quatre Bourguemaistres & de douze Conseillers, qui representent la premiere moitié de l'Etat de la Province, la Communauté assermentée s'assemble une fois l'an, par un privilege particulier que la Ville luy a donné, & ordinairement le 8. Février, pour remplir le Magistrat: ce qui se fait en la maniere suivante. Celuy des Bourguemaistres qui preside, met dans son chapeau autant de fèves qu'il y a d'Electeurs, c'est à dire cinq noires & dixneuf blanches, & ceux, qui tirent les noires, ont la disposition absolue des charges, & l'élection des personnes, qui doivent remplir les places vacantes.

Le Pais circonvoisin, ou le plat pais de la Province, que l'on appelle *Omme-landen*, est divisé en trois quartiers, & leurs anciennes loix portent, que tous ceux qui y possèdent trente arpents de terres, de la valeur de mille livres, monnoye d'Emden, & qui payent huit florins à l'Etat, à chaque subside qu'on nomme *Verpondinge*, ont droit de comparoître

*De Groningue & des Omme-landen.*

Ub. Em-mius en son traité de Agro Frisiæ inter Am. & Lau. & de Urbe Gron.

paroître à l'Assemblée. Les trois quartiers, qui sont *Hunfingo*, *Five-lingo* & le quartier du *West*, ne forment ensemble qu'une voix dans les assemblées des États de la Province, & partagent l'autorité Souveraine également avec la Ville. Ces trois quartiers sont sousdivisés chacun en trois autres quartiers, que l'on appelle *Onderquartiers*, dont il y en a par conséquent neuf, & l'on n'y sçauroit prendre aucune résolution formelle pour les affaires de l'État en general, ou pour celles de la Province en particulier, que les deux tiers, c'est à dire six de ces quartiers subalternes ne soient d'accord. Dans lesdits quartiers il y a plusieurs Jurisdictions, tant civiles que criminelles, mais l'on appelle de leurs sentences à une Chambre établie dans la Ville, composée d'un Lieutenant qui est nommé alternativement par la Ville & par les *Omme-landen*, & de huit Assesseurs ou Conseillers, dont quatre sont les Bourguemaîtres de la Ville pour le temps, & les quatre autres sont perpetuels, & sont nommés un par la Ville & trois par les *Omme-landen*. La Ville & le pais Circonvoisin ont souvent eu de très-fâcheux demêlés ensemble, dont il sera parlé dans la suite de cette Histoire.

*Drente.*

Le pais de *D R E N T E*, frontiere de cet État du costé de la Westfalie, en fait aussi une partie, parce qu'il y contribue, & est obligé d'exécuter les Résolutions des États Generaux, à l'Assemblée desquels il n'envoie pas pourtant ses Deputés, comme les autres Provinces: quoy que ce ne soit pas un pais de conquête, dont la Souveraineté dépende de l'État en general. Au contraire, à la reserve de ce seul droit, d'envoyer des Deputés à l'Assemblée des États Generaux, bien qu'il ait souvent fait instance pour cela, il jouit de tous les avantages, que les autres Provinces possèdent; ayant l'administration absolue de ses finances, & toutes les libertés, que les autres ont acquises par les armes.

*L'État est un composé de plusieurs États Souverains.*

Les sept Provinces, dont je viens de parler, forment l'État des Provinces Unies des Pais-bas, lequel par ce moyen, à proprement parler, n'est pas un seul État, mais un assemblage de plusieurs États Souverains, que plusieurs intérêts communs ont liés ensemble, & obligent de s'assembler en un lieu commode, pour deliberer des moyens de leur conservation mutuelle. Tellement qu'il ne se peut que le tout, dont toutes les parties sont Souveraines, ne soit Souverain aussi; sur tout à l'égard des Puissances étrangères, qui considèrent cet État, non comme plusieurs Provinces unies & alliées, mais comme un seul corps, & une seule République.

*La Souveraineté de l'État en general.*

Il est Souverain aussi à l'égard des places, qui sont annexées à l'État, ou qui ont été conquises sur le Roy d'Espagne par les armes communes de tous les Alliés: comme Boisleduc, Breda, Bergues sur Zoom, Grave, Willemstadt, & Mastricht en Brabant (bien que le Domaine & la Souveraineté de cette dernière place soit possédée, par l'Evesque de Liege, & par les États Generaux, comme Seigneurs de cette partie du Duché de Brabant conjointement) le pais d'Outre-Meuse, Hulst, l'Escluse, Aerdenbourg, & plusieurs autres places en Flandres. Mais pour ce qui est de l'État en foy, toutes les Provinces Unies sont Souveraines, & ne tiennent ensemble, sinon par un lien d'alliance, & non par une obligation de sujétion; c'est à dire par un traité, qui lie bien les Souverains entr'eux, mais ne les assujettit pas les uns aux autres. Ce qui est tellement veritable, que les États de Hollande, non plus que ceux des autres Provinces, comme Souverains de leur Province, ne souffrent pas que les États Generaux y aient autre Jurisdiction,

*Chaque Province est Souveraine.*

ou



ou droit de territoire, que celui qu'ils leur donnent pour les actions, *En jalouse de son droit de territoire.* où la Souveraineté de l'Estat en General doit paroître avec éclat. Car encore que les Deputés de l'assemblée des Estats Generaux ayent cet avantage sur ceux des assemblées particulieres des Provinces, que les committents des Deputés de celle-là sont Souverains, & ceux de celles cy ne le sont pas; neantmoins les derniers ont le droit de territoire, avec tout ce qui en depend. La raison de cette difference est, que bien que ny le corps de la Noblesse, ny les Magistrats des villes, dont les Estats des Provinces sont composés, ne soient pas les Souverains, si on les considere comme tels separement, leurs Deputés ne laissent pas de représenter la Souveraineté de la Province dans la Province mesme; au lieu que les Deputés aux Estats Generaux n'y peuvent estre considérés que comme Ambassadeurs de puissances estrangeres, tres-estroitement alliées entr'elles. Ce qui vient d'estre dit; sçavoir que les Estats Generaux, c'est a dire les Estats de toutes les Provinces, conjointement considérées, sont Souverains des conquestes, que leurs armes communes ont faites en Brabant & en Flandres, est vray; mais avec cette difference, que les places, dont le domaine appartenoit autrefois au Roy d'Espagne, sont devenues domaine de l'Estat, & celles qui estoient à des Seigneurs particuliers, leur sont demeurées en propre, & n'ont fait que changer de Souverain; parce que les Estats ne peuvent avoir acquis par les armes d'autres droits, que ceux que son ennemy avoit. Ainsy les domaines de Breda & de Bergues sur Zoom sont demeurés au Prince d'Orange, & à la Princessè de Hohenzolleren, & la moitié de la ville de Mastricht, tant pour le spirituel que pour le temporel, est demeurée à l'Electeur de Cologne, comme Evêque de Liege, & Comte de Lo; l'Estat ne s'en reservant que le droit de garnison. Les armes des alliés ont encore pris sur les Espagnols plusieurs autres places, parce que ceux cy y avoient leurs garnisons, qui, incommodoient celles de l'Estat, comme Orsoy, Wesel, Buderic, Rees, Emmeric, Guennep, Rhinberg, Meurs, Ravestein &c, qui, à la reserve de la dernière, sont toutes situées hors l'estendüe des Pais-bas, dans l'Empire, & appartiennent aux Electeurs de Cologne & de Brandebourg, au Duc de Neubourg, & au Prince d'Orange; qui n'y jouissent pas seulement du revenu de leur domaine, mais y possèdent aussi tous les droits de la Souveraineté. Ce que l'on peut dire aussi du Prince & des Estats d'Ost-Frise, qui sont absolus dans les places de cette Province, où les Estats n'ont leurs garnisons, que de peur qu'une puissance voisine ne s'en saisissè. Les Estats Generaux disposent absolument du gouvernement de toutes ces places, & créent les Magistrats en celles, dont le domaine appartient à l'Estat. *Les Estats Generaux sont Souverains des conquestes communes.*

La Souveraineté de Estats Generaux, qui sont représentés par l'assemblée de la Haye, s'estend aussi bien avant dans les deux Indes, Orientale & Occidentale, où des marchands particuliers de ces païs ont fait des conquestes fort considerables, sous les auspices de l'Estat: & à cette occasion je me trouve obligé de dire icy un mot du commencement & des progrès de ces deux Compagnies, qui ont fait ces glorieux establissemens dans les autres parties du monde. *La Souveraineté de l'Estat s'estend jusques en Afrique, Asie & Amerique.*

Henry, troisième fils de Jean I, Roy de Portugal, a esté le premier, qui en l'an 1439 fit équiper quelques vaisseaux pour la decouverte de la coste d'Afrique. Il la decouvrit jusques à environ cent lieues au delà de Cabo-Verde; mais estant decedé en l'an 1453, ce dessein ne fut pas

I. Part.

C

bien

*par les Por-  
tugais.*

bien poursuivvy par Ferdinand Duc de Viseo, son neveu, à qui Alfonso V, son Frere, avoit fait don des conquestes du defunct. D. Jean II, Roy de Portugal, poursuivit ce que son predecesseur avoit negligé, fit fortifier, par Diego d'Azambuja, la Mina, à qui il fit donner le nom de St. George, & fit découvrir les Roiaumes de Congo & de Benin, & en suite toute la coste jusques au Cap, à qui il donna le nom de Bonesperance, au lieu de celuy de Tormentoso, que les premiers decouvreurs luy avoient donné. Mais encore que le Roy Jean fist partage avec le Roy de Castille de ce que de part & d'autre avoit esté, ou seroit decouvert à l'avenir, dans les deux Indes, il est certain neantmoins que c'est à Emanuel, son successeur, à qui le Roiaume de Portugal est principalement obligé de cette conqueste. Ce Prince, jaloux de la puissance du Roy de Castille, pour qui l'on avoit decouvert le Perou, & plusieurs autres Provinces dans les Indes Occidentales, s'appliqua entierement à celle des Orientales, où les Portugais s'establirent, ou par le moyen du commerce, ou par la force, dans les meilleurs postes de la terre ferme, & des Isles de Sumatra, Ceilon &c. Les richesses, dont ils remplirent l'Europe, donnerent à quelques marchands de ces Pais l'envie d'en aller prendre leur part, & de chercher un passage par le Nort, qui est sans comparaison plus court, & moins exposé aux perils, que sont contraints d'essuyer ceux, qui passent sous la Ligne, & qui doublent le Cap de Bonesperance. Mais ces voyages n'ayant pas eu le succès, que l'on s'en estoit promis, quelques marchands d'Amsterdam escouterent les ouvertures, que leur fit faire un nommé Corneille Houtman, que l'on avoit mis en prison à Lisbonne, pour avoir voulu s'informer trop particulièrement de l'Estat des affaires de ces quartiers là. Sur ses instructions, & sous sa conduite, neuf marchands d'Amsterdam envoyerent en l'an 1595 quatre vaisseaux aux Indes, par la route ordinaire des Portugais, le long de la coste d'Afrique, & en doublant le Cap. Au bout de deux ans le nombre des interessés s'estant augmenté, ils firent un second equippage, & quelque temps après, des marchands de Rotterdam & de Zeelande équiperent, à l'exemple des premiers, & avec succès. Mais d'autant que ce n'estoient que des particuliers, & que les Portugais taschoient de les faire passer pour des gens sans adveu, pour des escumeurs de mer & pour des pirates, & mesmes que ces marchands, qui n'avoient point d'intérest commun, eussent pû ruiner le commerce les uns des autres, les Estats Generaux les disposerent, en l'an 1602, à former une Compagnie, à qui ils donnerent un privilege de naviger, traiter & trafiquer dans les Indes, sous leur nom & autorité, à l'exclusion de tous les autres habitants du Pais, pour vingt & un an. Cette Compagnie est composée de six Chambres, dont la premiere est à Amsterdam, la seconde à Middelbourg en Zeelande, la troisieme & quatrieme à Delft & Rotterdam sur la Meuse, & la cinq & sixieme à Horn & Enckhuse en Nort-Hollande, ou West-Frise. La premiere fait la moitié de l'equippage : la deuxieme un quart, & celles de la Meuse & de Nort-Hollande toutes ensemble un autre quart. La Chambre d'Amsterdam est composée de vingt Directeurs, celle de Middelbourg de douze, & routes les autres chacune de sept. De ces quatre Chambres particulieres il se fait une Chambre generale, composée de dixsept personnes, qui ne s'assemblent que pour des affaires generales de la Compagnie, & alors la Chambre d'Amsterdam y deputé huit Directeurs, celle de Zeelande quatre, & les quatre autres, chacu-

*La naviga-  
tion des Hol-  
landois par  
le Nort, mais  
sans succès.*

*En suite le  
long de la  
coste d'Afri-  
que.*

*Ils forment  
une Compa-  
gnie,*

*composée de  
six Cham-  
bres.*



chacune un, & le dixseptième est nommé par les cinq dernières Chambres; chaque Chambre en nommant un à son tour. Le premier fonds de cette Compagnie estoit de six millions, six cens mille livres, <sup>Son premier fonds.</sup> mais si l'on pouvoit faire une juste estimation de ce qu'elle possède presentement, en argent, marchandises, vaisseaux, maisons, artillerie & places, l'on trouveroit que cela monteroit à des sommes immenses. Je me contenteray de dire, que dès l'an 1613 le fonds s'estoit presque triplé, & qu'il y a bien des Princes en Europe, qui n'ont rien d'approchant des establissemens considerables, que la Compagnie a dans les Indes. Elle possédoit en l'an 1648, sous la Souveraineté de cet Estat, l'Isle d'Amboine, avec les autres Isles qui en dependent, & qui <sup>Ce qu'elle possédoit en l'an 1648.</sup> presque seules fournissent de cloux de giroffle tout le reste de l'Univers: les Isles de Banda, qui produisent les noix muscades & le macis: les Moluques en partie, Manado, à l'extremité de l'Isle de Celebes, Timor, Malacca, dans le Roiaume & sur le détroit du mesme nom, avec les villes de Tanasserim & Gudjanfalang: le fort Gueldria & les villes de Paleacatte & Ulegapatnam en la coste de Coromandel, avec la ville de Jacatra ou Batavia, dans l'Isle de Java la grande. Elle a aussi un fort auprès du Cap de Bonesperance en Afrique, & l'Isle Maurice: à quoy elle a depuis ajousté plusieurs places en la riche Isle de Ceilon, ou Zeilan, & les villes de Couchin, Cranganor, Coulan, Cananor & Porca, en la coste de Malabar.

La Compagnie des Indes Occidentales, au contraire, est tellement decheüe de ce qu'elle estoit autrefois, que l'on peut dire, qu'il ne luy en reste presque que le nom. Elle fut érigée en l'an 1621 par des personnes, qui avoient dessein, non seulement de trafiquer en la coste Occidentale d'Afrique & dans l'Amerique, mais aussi de faire des conquestes, & d'attaquer le Roy d'Espagne dans les Indes, d'où il tire ses plus grandes richesses, & obtinrent un privilege pour vingtquatre ans. Elle est composée de cinq chambres, dont celle d'Amsterdam à vingt Directeurs, & l'administration des quatre parts, les neuf faisant le tout, du fonds & de l'equippage que la Compagnie fait faire. La chambre de Zeelande a douze Directeurs & la direction de deux parts, & celles de la Meuse, de Nort-Hollande & de Groningue, chacune quatorze Directeurs & l'administration d'une neuvième part. La Chambre generale est composée de dixneuf personnes, & Amsterdam y en depute huit: la Zeelande quatre, les trois autres chambres chacune deux, & les Estats Generaux y envoient un Deputé de leur corps, qui est le dix-neuvième. Dans les premieres années de l'establissement de la Compagnie, elle conquist au Bresil plus de trois cens lieues de pais, à le prendre de delà la Capitainie de Siara, auprès de la Ligne equinoxiale, jusques à la Bahia de Todos los Santos: mais elle n'a pas conservé longtemps ces importantes conquestes, ainsi que nous verrons en la suite de cette Histoire. Il ne luy reste aujourd'hui que le Chasteau de St. George del Mina, & quelques forts en la coste de Guinée, Cabo Verde & quelques unes des Isles, à qui les Espagnols ont donné le nom d'Antilles: le fort de Seriname, en la terre ferme de l'Amerique, estant une conqueste de l'Estat, auquel il est demeuré par la paix de Breda. <sup>Ce qu'elle possède presentement.</sup>

L'ASSEMBLÉE DES ESTATS GENERAUX resout, avec <sup>Le pouvoir des Estats Generaux est limité.</sup> une tres grande autorité, toutes les affaires ordinaires, les Deputés demeurant toutesfois dans les termes du pouvoir & des ordres, qu'ils ont

des Estats de leurs Provinces, & en cette sorte d'affaires, qui regardent l'union & la defense commune, les resolutions se forment ordinairement à la pluralité des voix des Provinces. Mais d'autant que presque tous les articles de l'Union d'Utrecht, qui sert de loy fondamentale à l'Estat, sont conçus en des termes negatifs, & pour ainsy dire, prohibitifs, les Estats Generaux ne peuvent presque rien resoudre de ce qui regarde l'essence de l'Alliance, que du consentement unanime de tous les Alliés. Ainsy l'assemblée des Estats Generaux, quand mesme ils y feroient en corps, au lieu qu'elle n'est composée que de Deputés, ne peut pas entreprendre une guerre, qui se doit faire aux frais communs de l'Estat, lever des deniers, ny faire une alliance, qui oblige tout l'Estat, c'est à dire toutes les Provinces, si ce n'est de leur consentement exprés & unanime; parce que l'Estat Uny ne forme pas une Souveraineté particuliere & abstraite de celle des Provinces, mais il n'est Souverain, que parce que les Provinces, dont il est composé, sont Souveraines.

*Ils ne peuvent pas déclarer la guerre, que du consentement de leurs committents.*

*Le nombre des Deputés aux Estats Generaux n'est pas réglé.*

*L'on y compte les suffrages des Provinces & non ceux des Deputés.*

*Ceux de Gueldre.*

*Ceux d'Hollande.*

*Ceux de Zeelande.*

*Ceux d'Utrecht.*

*De Frise.*

*D'Over-Yssel.  
De Groningue.*

*Les Provinces president par-tour.*

Le nombre des Deputés à l'assemblée generale n'est point réglé, ny égal entre toutes les Provinces; parce que n'opinans point de leur chef, mais de la part leurs Provinces, & ne formant qu'autant de suffrages qu'il y a de Provinces Unies, il n'importe pas combien de Deputés elles y envoient, puis qu'aussy bien c'est aux dépens des Provinces qu'ils s'y trouvent. Les trois quartiers de la Province de Gueldre y deputent chacun un gentil-homme, & chacune des grandes villes un de leur Magistrat. Il s'y trouve aussy souvent de la part de la mesme Province plusieurs Deputés extraordinaires; tous les gentils-hommes, qui ont droit de se trouver aux Estats de Gueldre, ayant aussy celuy de se faire deputer à l'assemblée des Estats Generaux, pourveu qu'ils y viennent à leurs dépens. La Province d'Hollande y depute ordinairement un du corps de la Noblesse, deux ou trois des sept premieres villes de Zuyt-Hollande, & un des trois premieres villes de Nort-Hollande ou de West-Frise, qui changent au premier jour de May de trois en trois ans. Le College des Conseillers Deputés envoie aussy à l'assemblée deux Deputés, qui y vont par tour & roulent tous les mois, avec le Conseiller Pensionnaire, qui y peut aller tous les jours, en vertu d'une commission perpetuelle. Les six villes de Zeelande y ont presentement chacune leur Deputé, & le Prince d'Orange, qui a esté déclaré premier Noble depuis quelque temps, y a aussy le sien. Les premiers sont perpetuels, & leur Commission est à vie, aussy bien que celle des Deputés du Clergé & de la Noblesse d'Utrecht, mais celuy de la ville est continué de temps en temps. Les Estats de Frise prennent dans les trois quartiers, & dans les premieres villes de leur Province, les personnes qu'ils deputent à l'assemblée des Estats Generaux, au nombre de quatre; sçavoir deux de la part des quartiers, & autant de la part des villes. Depuis quelques années il y a un cinquième, qui est extraordinaire, & est nommé par les villes & par les trois quartiers alternativement, de trois en trois ans. Semblablement les trois quartiers & les trois villes d'Over-Yssel, & en la Province de Groningue la ville & le Pais Circonvosin, qui sont ensemble les Souverains de ces Provinces respectivement, ont droit de deputer une, ou plusieurs personnes, à leur discretion, & pour le temps qu'ils jugent à propos. Chaque Province preside une semaine, à compter depuis la minuit du Dimanche au Lundy, & à commencer par la Gueldre; à laquelle on defere cet honneur, comme aussy la preface dans les

Am-



Ambassades, deputations & conferences; non point parce que c'est la seule de toutes les Provinces Unies, qui ait la dignité de Duché, mais parce qu'elle estoit en possession de cet avantage devant l'Union, qui luy a conservé tous ceux qu'elle avoit auparavant. Le premier Deputé de la Province preside toute la semaine, & prend sa place dans une chaize à bras, posée au milieu d'une table, qui regne tout du long de la salle de l'assemblée. C'est luy qui propose ordinairement les affaires, bien que tous les Deputés des Provinces ayent le droit de proposer ce qu'ils veulent: c'est luy qui va aux opinions, qui conclut, & qui dicte les conclusions au Greffier, & qui signe les resolutions. Le Greffier est au bas bout de la table assis & couvert, sinon pendant que le President dicte ses conclusions, ou quand il le fait venir derriere sa chaize, pour y lire les lettres, qui s'adressent aux Estats, ou les memoires & requestes qu'on leur presente. Si le President refuse de conclurre à la pluralité des voix dans les affaires où la pluralité a lieu, parce que c'est contre l'avis de sa Province ou contre ses sentimens, il fait place au President de la semaine precedente, qui se met dans la chaize & conclut, & si celuy cy en fait difficulté aussi, celuy qui l'a precedé s'y met & conclut.

*Le President de l'assemblée.*

*Ses fonctions.*

Autrefois cette assemblée n'estoit pas perpetuelle ny sedentaire, comme elle l'est aujourd'huy. Les Estats des Provinces n'envoyent leurs Deputés aux assemblées generales, que lors qu'ils y estoient conviés par le Conseil d'Estat, pour les affaires extraordinaires, en la mesme maniere que l'on convoque encore aujourd'huy les Estats des Provinces, & après qu'ils les avoient réglées par de bonnes resolutions, l'assemblée se separoit, & en laissoit l'exccution, aussi bien que la disposition des affaires ordinaires & des finances, au Conseil d'Estat. Aussi ne s'assembloient pas tousjours en un mesme lieu, ny aussi dans une mesme Province, mais là où la necessité pressante des affaires les appelloit. Le pouvoir & l'autorité, que le Conseil s'acquitt par ce moyen, particulièrement sous le Comte de Licestre, qui bien qu'Anglois, estoit Gouverneur de ces Provinces, & y avoit seance, aussi bien que l'Ambassadeur d'Angleterre, donnerent de l'ombrage aux Estats des Provinces, qui pour s'opposer à l'autorité, que les Anglois avoient usurpée, & alloient establir, trouverent bon, à ce que l'on croit, de faire continuer l'assemblée des Estats Generaux. C'est par ce moyen qu'elle est devenue insensiblement perpetuelle & sedentaire à la Haye en la Province d'Hollande, où elle a fixé sa residence, depuis plusieurs années. Pour ce qui est des Deputés, il faut qu'ils soient tous politiques, les gens d'espée en estant absolument exclus; bien qu'il n'y ait point de resolution formelle pour cela.

*L'Assemblée n'estoit pas perpetuelle autrefois.*

LE CONSEIL D'ESTAT, tel qu'il est presentement, n'a esté institué avec son instruction, par les Estats Generaux, qu'en l'an 1588, après la retraitte du Comte de Licestre. C'est un corps fort considerable, estant composé de Deputés de toutes les Provinces, aussi bien que l'assemblée des Estats Generaux; mais d'une autre maniere. Car les uns sont Deputés, representans la Souveraineté de leurs Provinces respectivement, qui leur donnent leur Commission, au lieu que les autres sont Conseillers de l'Estat en general, & font serment dans l'assemblée des Estats Generaux, comme c'est d'eux aussi qu'ils recoivent leur Commission. Le nombre de ces Deputés est réglé, à peu près sur le pied des sommes, que les Provinces contribuent. Je dis à peu près; parce

*Le Conseil d'Estat.*

*Borre Hist. lib. 24.*

que bien que la Gueldre ne contribue pas tant que la Province d'Utrecht, ou celle de Groningue, elle ne laisse pas d'y avoir plus de Deputés que les deux autres. Car la Gueldre y en a deux, la Hollande trois, la Zeelande deux, Utrecht un, la Frise deux, & Over-Yssel & Groningue, y compris le Pais Circonvoisin, chacune un : faisant en tout le nombre de douze. Ce ne sont pas les Provinces qui y president, comme dans l'assemblée des Estats Generaux, mais chaque Conseiller y preside à son tour ; parce qu'il n'advise pas au nom de sa Province, mais de son chef, & dit son avis & sentiment particulier, comme Conseiller d'Etat : & pour la mesme raison le President du Conseil peut tousjours conclurre, & faire prendre les resolutions à la pluralité des voix, en toutes les affaires dont on leur a laissé la disposition. Ce College à la direction des affaires de la guerre, conjointement, mais sub-ordinement, avec les Estats Generaux ; & d'autant qu'il a aussi la connoissance de l'administration des finances de l'Etat en general, & qu'il en est l'ordonnateur, le Tresorier general y a séance aussi, mais avec une voix deliberative seulement, pour dire son avis sur les affaires de cette nature : & le Receveur general s'y trouve, afin que tous les jours le Conseil sçache pertinemment l'Etat du fonds, qui est entre ses mains. C'est le Tresorier general, qui sous l'autorité du Conseil, dresse tous les ans l'Etat de la guerre, c'est à dire l'Etat du fonds necessaire pour la dépense ordinaire de l'Etat ; pour la subsistance des gens de guerre qui sont ordinairement entretenus : pour les gages d'un grand nombre d'Officiers, militaires & politiques ; pour les frais des voyages, que les Deputés des Estats Generaux & du Conseil d'Etat font hors du pais, c'est à dire, hors des Provinces & des lieux qui dépendent de la Generalité : pour les appointements & pour les pensions des Ambassadeurs, Residents & autres Ministres, que l'Etat employe dans les Cours estrangeres, & pour le payement des interets des sommes qui sont deües par l'Etat en general, & pour lesquels il n'y a point de fonds affecté dans le pais qui est immediatement sujet à la Generalité. Pendant la guerre, lors que le fonds ordinaire ne peut pas fournir à la dépense necessaire, le Conseil demande que les Provinces fassent un fonds pour l'extraordinaire de la guerre, & pour la dépense qu'il faut faire, tant par mer que par terre, & l'on appelle cette demande une *Petition*. La charge de Tresorier general donne une grande autorité à celui qui la possède quand elle est exercée par une personne de merite, & qui se puisse recommander par sa capacité ; parce que sa fonction estant perpetuelle, au lieu, qu'à la reserve du Deputé qui y est de la part des Nobles d'Hollande, & ceux de Zeelande, tous les autres Deputés n'y sont que pour quelques années, il peut acquerir une connoissance d'affaires, qui le fasse considerer, & qui le rende necessaire. L'on en peut dire autant du Secretaire, qui est encore un Officier de grande consideration ; particulierement quand il possède des qualitez, qui le fassent considerer comme Ministre de tout l'Etat plustost, que comme Ministre du Conseil. Les Provinces sont obligées de consentir à la levée du fonds pour l'ordinaire de la guerre, devant le premier jour de May, ou leur silence passe pour consentement. Ce qui a esté ainsi réglé par les Alliés, afin que l'Etat en fust assuré devant que les Armées allassent en campagne : mais quant à l'extraordinaire, elles y consentent quand il leur plaist ; bien entendu qu'il faut necessairement que le consentement

soit

L'on y  
compte les  
avis des  
Deputés,  
sans avoir  
égard aux  
Provinces.

Il a la di-  
rection des  
affaires de  
la guerre,  
& l'admini-  
stration  
des finances.

Le Tresorier  
& Receveur  
General.

Le Secre-  
taire du  
Conseil.



soit toujours Universel & unanime, parce que si une seule Province refusoit de consentir, son refus détruiroit le consentement des six autres, qui ne peut jamais obliger celle qui ne consent pas.

Comme toutes les Provinces sont Souveraines, aussi se sont elles réservées la disposition de la religion & de leurs finances, chacune dans l'étendue de sa Province; non seulement pour l'imposition des droits sur les marchandises que l'on y débite, sur les denrées qui s'y consomment, & même sur les personnes qui y demeurent; mais aussi pour l'employ des deniers qui en proviennent. Il est vray que l'Union d'Utrecht oblige toutes les Provinces d'imposer certains droits par tout également, pour en estre le revenu appliqué aux nécessités communes, & à la conservation de l'Estat en general. C'est sans doute un des principaux articles de l'Alliance perpetuelle, & qui fut jugé très-nécessaire à sa subsistence; mais jusqu'icy l'on n'en a pas pu obtenir l'exécution, & il n'y a point d'apparence qu'on l'obtienne jamais. Pour dire la vérité, ce point ne fut pas si tost résolu, que l'on jugea, que l'exécution en seroit impossible, ou du moins très-difficile; parce que les Provinces, qui ont peu ou point de commerce, ne peuvent pas exiger de leurs habitants les mêmes droits, que ceux des Provinces, qui ont l'avantage de la navigation & du commerce, peuvent payer sans s'incommoder. C'est pourquoy, bien que par l'Union elles soient obligées de charger les denrées également par tout, l'on a souffert qu'elles se soient taxées elles mêmes au fonds general, à proportion, ou de leur pouvoir, ou bien selon l'affection & le zele, avec lequel elles se chargeoient d'un fardeau, dont elles esperoient estre déchargées bien tost, & qui neantmoins est devenu perpetuel, & presque insupportable à celles, qui ont esté plus faciles que les autres, à y prester le dos & les épaules. Aussi les Provinces, au lieu de commencer par un reglement juste entre elles, afin que l'on puisse juger par là du fonds, dont l'Estat puisse disposer, ne le font qu'après que le Conseil d'Estat a fait sa petition, ou demande; chaque Province se contentant d'y consentir, & en suite de se servir des moyens, qu'elle juge les plus propres, & les plus commodes, pour lever sur ses sujets la somme, qu'elle est obligée de contribuer aux nécessités de l'Estat. Aujourd'hui la Hollande, qui a toujours esté la plus chargée, contribue encore seule bien plus que toutes les autres Provinces ensemble. Celles d'Utrecht & de Groningue payent chacune la dixième partie de la quote d'Hollande, & ces deux Provinces payent ensemble autant que la Frise seule. La Zeelande ne paye qu'environ la sixième partie de la quote d'Hollande, & les Provinces de Gueldre & d'Over-Yssel toutes deux ensemble autant que la Zeelande seule. Par le dernier reglement que les Provinces ont fait entr'elles, chaque Province contribue en la somme de cent livres, & aux autres sommes plus grandes à proportion, en la maniere suivante :

	Livres. Sols. Deniers.											
Gueldre	-	-	-	-	-	-	-	5	-	12	-	3.
Hollande	-	-	-	-	-	-	-	58	-	6	-	2 $\frac{1}{4}$ .
Zeelande	-	-	-	-	-	-	-	9	-	3	-	8.

Utrecht

<i>Utrecht</i>	-	-	-	-	-	-	5	-	16	-	7 $\frac{1}{2}$ .
<i>Frise</i>	-	-	-	-	-	-	11	-	13	-	2 $\frac{3}{4}$ .
<i>Over-Yffel</i>	-	-	-	-	-	-	3	-	11	-	5.
<i>Groningue</i>	-	-	-	-	-	-	5	-	16	-	7 $\frac{1}{2}$ .
							<hr/>				
							100	-	0	-	0.

*La Drente.*

Outre cela le petit Pais de Drente contribue un pour cent au dessus du fonds de toutes les Provinces: en sorte que quand l'Estat fait un fonds d'un million, elle paye dix mille livres: de dix millions cent mille livres &c.

*La chambre des Comptes.*

Pour regler les comptes entre les Provinces, & pour ouïr ceux du Receveur general & des Receveurs particuliers, des deniers dont ils ont le maniement, comme aussy du Domaine, qui appartient à l'Estat en General, l'on a estably à la Haye une CHAMBRE DES COMPTES, composée de Deputés de toutes les Provinces, & de deux Secretaires, qui font aussy les fonctions d'Auditeurs & de Correcteurs. Elle examine les Comptes des Receveurs des Admirautés: Elle voit & regle les cahiers des frais des Deputés, des Estats Generaux & du Conseil d'Estat, qui font des voyages, & qui executent des Commissions pour le service de l'Estat: ceux des dépenses extraordinaires des Ambassadeurs, des Deputés Extraordinaires & des autres Ministres, qui sont employés dans les Cours estrangeres, & fait tenir un registre exact de toutes les ordonnances, que le Conseil d'Estat fait expedier. Car outre le compte des deniers des fonds, que les Provinces portent, ou envoient au bureau du Receveur general directement, ou qui se payent dans les Provinces mesmes, sur des décharges, ou sur des assignations du Receveur general, verifiées & enregistrées au Conseil d'Estat, celui du revenu des Aides, du Don gratuit & du revenu du Domaine du pais de conqueste, qui est immédiatement sujet à l'Estat en General, les droits d'entrée & de sortie de toutes sortes de marchandises & de denrées, par mer & par terre, en toutes les Provinces, se fait aussy en cette chambre. Mais comme c'est l'Admirauté, qui fait faire la recepte de ces droits, parce que les Provinces consentent tous les ans à ce qu'elle les fasse recevoir elle mesme, par provision, pour estre employés à l'équipage des vaisseaux de guerre, qui servent d'escorte ordinaire aux navires marchands, c'est à elle aussy à en compter à la Chambre. Le nombre de ces vaisseaux n'est réglé que sur le pied du revenu ordinaire de chaque College: tellement que lors que la guerre fait diminuer le commerce & augmenter la dépense, il faut que le Conseil d'Estat prie les Estats des Provinces de faire aussy un fonds extraordinaire pour l'Admirauté.

*L'Admirauté,**divisée en cinq Colleges.*

L'ADMIRAUTÉ est encore une assemblée composée de Deputés de toutes les Provinces, qui ont la direction des affaires de la Marine, & de ce qui en dépend, au nom de tout d'Estat. Ce qui est la raison pourquoy eux, aussy bien que ceux du Conseil d'Estat, prestent le serment de fidelité entré les mains des Estats Generaux, qui le representent. Elle est divisée en cinq Colleges, dont il y en a trois en Hollande, un à Middelbourg en Zeelande, & le cinquième en Frise. Le premier est celui de la Meuse, qui est estably à *Rotterdam*, par provision, à cause de la com-



commodité de son port, qui est sans doute le plus beau & le plus commode de tout le païs, nonobstant la barre qui est à l'entrée de la riviere. Quand le Lieutenant Admiral General est en mer, il mesle les vaisseaux de tous les Colleges, & en forme des Escadres, ainsy qu'il le trouve bon, pour estre commandées par les Officiers generaux dans leur rang. Il preside dans le College de la Meuse, quand il s'y trouve, comme aussy dans les autres Colleges de Hollande: mais il ne s'y trouve que rarement, & lors que les affaires & équipages extraordinaires l'y appellent. La Noblesse de Hollande y a un Deputé perpetuel, de même que la Province de Zeelande; mais les Deputés des villes de Dordrecht, Delft, Rotterdam, Gornichem, Schiedam & Briele, & ceux que les autres Provinces y envoient, changent de trois en trois ans. Le second College est celui d'*Amsterdam*, qui est le plus puissant de tous. Aussy fait-il seul une troisiéme partie de tous les équipages; & prend la troisiéme partie du fonds extraordinaire, quand les Provinces ont consenti à un Armement extraordinaire. Mais comme les droits d'entrée & de sortie rendent plus en cette ville-là, qu'en tous les autres Colleges ensemble, il a aussy plus de moyens de faire des Armemens pour les escortes particulieres, sans ceux qu'il fait pour le service de l'Estat en general. L'Ordre des Nobles de Hollande y a aussy un Deputé perpetuel, aussy bien que la Province de Zeelande. Ceux des villes de Haerlem, Leyde, Amsterdam, Goude, & Edam, & des six autres Provinces changent de trois en trois ans. Le troisiéme College est à *Middelbourg* en Zeelande, & est composé du Deputé du premier Noble, quand il y en a un, & d'un de chacune des six villes de la Province (qui forment aussy le College des Conseillers Deputés) d'un Deputé de la Meuse, c'est à dire des villes de Dordrecht, Delft, & Rotterdam, par tour, d'un de la ville d'Amsterdam, & d'un de la Province d'Utrecht. Le quatriéme College, qui est celui de *Nort-Hollande*, ou West Frise, est ambulatoire, & a sa seance à Horn ou à Enchuyfen, alternativement, de trois en trois mois, à commencer par le premier jour de Decembre. Le cinquiéme College est à *Harlinguen*, en Frise, & est composé de Deputés des deux Provinces de Frise & de Groningue, à quoy quelques autres Provinces joignent aussy les leurs. Ce sont ces Colleges, qui ont la direction de l'équipage & de l'armement qui se fait par mer, le distribuant entr'eux en sorte que celui d'Amsterdam fournit tousjours deux fois autant de vaisseaux, qu'aucun des autres Colleges.

Par raport à la situation de ces Provinces; il est remarquable, qu'à la source & à l'emboucheure du Rhin il s'est formé deux puissants Estats libres; composés l'un & l'autre de plusieurs Cantons & Provinces Souveraines. Ils se sont tous deux soustraits de la Domination de la Maison d'Autriche, & sont tous deux très-considerables; tant à cause de l'estroite union qu'elles ont faite entr'elles, que par leur situation: l'un dans les montagnes qui separent l'Italie & la France de l'Allemagne, & l'autre sur la mer, à la veüe de la France & de l'Angleterre d'un costé, & de l'Allemagne, & des Roiaumes de Suede & de Dannemarc de l'autre. Cette assiette, au milieu de toutes les autres Puissances de l'Europe, oblige les mesmes Puissances à s'interesser à la subsistance de l'un & de l'autre, & à contribuer à la conservation de leur liberté, que l'on ne peut pas ruiner ni alterer, que l'une des grandes Puissances ne s'en for-

tiſſe au prejudice de l'autre. Les Suiffes ſont les maîtres des plus importants paſſages d'Italie, du coſté de l'Allemagne, & les Provinces Unies poſſèdent un coin de terre, qui donneroit un avantage incomparable à celui des trois premiers Monarques de la Chreſtienté, qui les uniroit à ſa Couronne. Il y a cette difference entre ces deux Eſtats, que les Cantons n'ont pas tous les meſmes intereſts, ny les meſmes alliances; comme auſſy ils ne font pas tous profeſſion d'une meſme religion. Les Provinces Unies, au contraire, font toutes profeſſion de la religion Reformée, & ont toutes les meſmes intereſts & les meſmes alliances. D'ailleurs les alliances des Suiffes ont pour objet le profit de chaque Canton en particulier, qui fait des Traittés & des Alliances, ſans la participation des autres Cantons, & qui loüe & preſte ſes gens à ſes alliés particuliers, au lieu que celles des Provinces Unies ont pour objet quelque choſe de plus relevé; ſçavoir l'interet commun, & la ſeule conſervation de tout le compoſé des alliés, de laquelle celle des Provinces, dont il eſt compoſé, dépend entierement. C'eſt cet interet commun, qui a fait ſubſiſter cet Eſtat juſques icy avec tant de reputation & de gloire, qu'il n'y a point de Puiffance dans l'Europe, qui n'ait recherché ſon amitié, & qui n'ait trouvé de l'avantage en ſon alliance. C'eſt auſſy ce qui lie ſon interet avec celui de ſes voiſins ſi eſtroitement, que l'on ne peut pas eſcrire l'Histoire de l'Eſtat des Provinces Unies, que l'on ne ſoit obligé de parler auſſy des affaires de ſon voiſinage: de ſorte que devant que de la commencer, il ſera neceſſaire de faire voir en quel eſtat ſe trouvoient celles des Princes & Eſtats de l'Europe, avec leſquels celui-cy avoit quelque liaiſon & interet commun, lors que la paix fut faite à Munſter.

*Comparaiſon avec les Cantons Suiffes.*

*La France & l'Angleterre aident à former cet Eſtat:*

*& particulièrement la France.*

*Traité de ligue offenſive & défenſive avec la France.*

*Le ſiege de Louvain ruine l'armée de France.*

La France & l'Angleterre, jalouſes de la puiffance formidable du Roy d'Eſpagne, & de la Maïſon d'Autriche, qui pouvoit avoir quelque penſée pour la Monarchie univerſelle, lors que ces Provinces prirent les armes contre lui, ont fort aidé à la naiſſance de cet Eſtat, qui a le premier découvert la foibleſſe de l'Eſpagne, & a fait voir au monde, qu'elle n'eſtoit pas en eſſect ce que ſes partiſans en vouloient faire accroire: & meſmes l'on peut dire, qu'il ſ'eſt rendu ſi conſiderable avec le temps, qu'il n'a pas eſté inutile aux Couronnes, qui l'avoient protégé incontinent après ſa naiſſance. L'on ne peut pas nier, que la France, laquelle n'avoit point encore de Miniſtre, qui ſ'appliquaſt particulièrement à l'eſtabliſſement du commerce, & laquelle ne pouvoit point prendre d'ombrage de cet Eſtat, a continué de le ſecourir d'hommes & d'argent, pluſtoſt à deſſein de divertir & d'occuper les armes d'Eſpagne, qu'avec intention de faire des conquêtes dans les Païs-bas. Le Cardinal de Richelieu, le plus puiffant genie que noſtre ſiecle ait eu pour les affaires, & le plus grand Miniſtre que l'on ait jamais veu en France, eut des penſées plus relevées, & fit enfin faire en l'an 1635 avec cet Eſtat, après pluſieurs traittés de ſecours & de ſubſides, un traitté d'alliance offenſive & défenſive; dont on ne ſe promettoit pas moins que l'expulſion entiere des Eſpagnols, & le partage des Provinces des Païs-bas, obeïſſantes au Roy d'Eſpagne. La premiere ville, qui apparemment ne devoit pas ſouſtenir les premieres attaques des armées des Alliés, les fit perir: au moins celle de France, qui eſtoit la plus belle & la plus nombreuſe, que l'on euſt vetie en campagne depuis plus d'un ſiecle, fut entierement ruinée, ou par la negligence de ſes Chefs, ou par l'adreſſe de celui qui com-

man-



mandoit l'armée de ces Provinces. L'on commença à juger dès lors, du succès de la première entreprise, que la conquête de ces Provinces n'étoit pas l'ouvrage d'une campagne. Il y avoit trop de bonnes villes à forcer, & les alliés ne purent pas longtemps dissimuler, que c'étoient des intérêts bien différents, qui les avoient engagés. Il importoit à la France d'étendre ses frontières, & d'élever sur les conquêtes des Pays-bas, un boulevard inexpugnable à la ville de Paris; en sorte que ce seroit alors, qu'on la pourroit, à ce que le Cardinal Mazarin dit depuis, appeler véritablement le cœur de la France; parce qu'elle seroit placée à l'endroit le plus seur de tout le Roiaume. Les États n'avoient point d'autre intérêt, que celui de fortifier leurs frontières contre toutes les puissances voisines, quelles qu'elles fussent. La France faisoit la guerre en attaquant : cet État ne la faisoit qu'en défendant. La France venoit de rompre la paix, pour entrer en guerre, & cet État ne faisoit la guerre, que pour la finir par une bonne paix. L'une trouvoit chez elle un fonds inépuisable de finances, par le moyen de ses partisans, qui découvroient tout les jours, dans ses riches minières, de nouvelles veines d'or & d'argent, & l'autre soutenoit la guerre de la substance de ses peuples, & se chargeoit de tant de frais, que l'on ne pouvoit plus payer du revenu ordinaire de l'État les intérêts des sommes immenses, qu'il avoit esté contraint d'emprunter. Aussi est il certain, qu'il n'y avoit que la France, qui profitast de cette alliance : puis que l'on a vu que Breda, Guennep, le Sas de Gand & Hulst, ont esté toute la recompense de la profusion de tant de trésors, que cet État a consumés, & le fruit de tant de campagnes, qui ont diverti les armes d'Espagne, pour donner à la France le loisir de faire ces belles & importantes conquêtes, qui luy sont demeurées par la paix des Pyrénées, & qui lui ont donné le moyen d'y joindre celles, qui lui ont esté laissées par le traité d'Aix la Chapelle.

*Les intérêts  
différents de  
la France &  
de cet État.*

Depuis l'an 1643 regnoit en France Louis, XIV du nom, sous la Régence d'Anne d'Autriche, sa Mere, Princesse Espagnole de naissance, mais toute Françoisise d'inclination; particulièrement depuis la mort du Roy, son mary. La Reine Regente se servoit avec succès, sur tout pour ses intérêts particuliers, du Conseil du Cardinal Jules Mazarin; non seulement en la conduite des affaires du Roiaume, mais aussi à l'éducation du jeune Roy, son fils, qui a acquis sous les soins de ce Ministre, que l'on ne peut pas nier avoir esté un homme extraordinaire, quelque chose de plus grand, que ce qu'il doit à sa naissance, bien que sans contredit la première de l'Europe. Jules avoit eu cela de commun avec plusieurs autres grands hommes des siècles passés, qu'il n'avoit pas eu la naissance fort avantageuse, & son éducation, dans la maison du Connestable Colonne, où il avoit esté page, n'avoit pas si bien effacé la bassesse de son extraction, qu'elle ne lui eust laissé des marques, qui défiguroient aucunement ce qu'il avoit de beau & de grand de la nature. Il avoit succédé, en la qualité de premier Ministre, au Cardinal de Richelieu, qui l'avoit introduit dans les affaires de la Cour de France, ou parce qu'en effect il l'avoit jugé capable de cet employ, ou parce qu'il esperoit, qu'après sa mort il protegeroit les parents de celui, à qui il devoit toute sa fortune & son avancement. Ceux qui ont connu le Cardinal Mazarin demeurent d'accord, qu'il avoit l'esprit plus fin qu'élevé, & qu'il estoit intéressé & infidèle; mais l'on ne peut pas nier aussi, qu'il n'ait eu de si excellentes par-

*L'état de  
la France  
en 1648.*

*Le Cardi-  
nal Maza-  
rin, premier  
Ministre.*

*n'a point de  
naissance ny  
d'éducation.*

*Ses bonnes  
& mauvai-  
ses qualités.*

ries d'ailleurs, que s'il eust esté un peu plus religieux de sa parole, plus severe aux occasions, & plus juste dispensateur des graces du Roy, son maistre, il eust sans doute eu de l'avantage sur son predecesseur. Jamais homme n'eut tant d'adresse à démesler les intrigues du Cabinet, & quelque temps après le decés de Louis XIII, il témoigna une si grande fermeté en ses disgraces, qui estoient capables certes d'estonner l'homme du monde le plus constant, & la resolution la plus déterminée, que bien qu'il fut contraint deux fois de sortir du Roiaume, & qu'il se vist abandonné de la plus part de ses amis, il relevoit luy mesme le courage abattu de ceux de sa suite, & au lieu de leur demander de la consolation, il leur répondoit du reſtablishement de sa fortune, comme d'une chose infaillible. Dès que la Reine Regente eust jetté les yeux sur lui, pour se servir de ses advis, plusieurs Princes & Seigneurs, à qui l'on donna le nom d'Importants, dont les Ducs de Vendosme & de Beaufort estoient les chefs, tâcherent de l'empescher de s'establir dans le Conseil & dans l'esprit de la Reine, & voulurent faire entrer dans le Ministère l'Evesque de Beauvais; mais il dislipa cette faction sans peine, & maintint le repos du Roiaume & de la Cour, pendant que Henry de Bourbon, Prince de Condé, appuya son credit de l'autorité qu'il avoit dans le Conseil.

*Henry de  
Bourbon,  
premier  
Prince du  
sang.*

*Le Duc  
d'Enguien,  
son fils.*

Henry estoit premier Prince du sang, lequel s'estant mis plus d'une fois à la teste des mécontents, sous la Regence de Marie de Medicis, pendant la minorité de Louis XIII, y avoit si mal reüssy, & sa detention au Chasteau de Vincennes, pendant plusieurs années, l'en avoit si bien chastié, qu'il estoit devenu le meilleur sujet, & le plus habille & le plus sage Prince de toute la France, où il faisoit respecter & obeir le Roy & la Reine Regente, non seulement par la prudence de ses Conseils, mais aussy par son obeissance & par son exemple. Le Duc d'Enguien, son fils aîné, n'avoit point d'autre application en ce temps là qu'à la guerre, & n'avoit point d'autre ambition que pour la gloire qu'il y pouvoit acquerir. Il se contentoit du commandement des armées, & ne demandoit qu'à donner des batailles, où il a presque tousjours esté si heureux, que si sa naissance ne lui eust pas donné un si illustre rang en France, il eust pû esperer des services, qu'il a rendus à la Couronne, la dignité la plus approchante de celle de Prince du sang. Mais après la mort du pere, qui deceda vers la fin de l'année 1646, en prenant sa place dans le Conseil, il commença aussy à prendre d'autres mesures. Il vouloit gouverner la Cour, & faire dépendre de sa volonté celle du premier Ministre. Le Cardinal y estoit disposé, & se feroit mis en la protection du Prince, si celui-cy n'eust témoigné du mépris pour son alliance, en rejettant l'ouverture, que le Cardinal luy fit faire, du mariage de Mancini, son neveu, avec la fille unique & heritiere du Comte d'Alet, qui estoit Cousin germain du Prince, parce que la Duchesse d'Angoulesme mere, du Comte, estoit sœur, bien que d'un autre liét, de la Princessse Doüairiere de Condé, l'une & l'autre filles de Henry de Montmorency, Connestable de France. Cette mauvaise intelligence, qui partagea la Cour, & arresta le progrès des armes de France dans les Pais-bas, & dans les autres parties de l'Europe, jettâ le Roiaume dans l'estrange confusion, dont les premiers mouvements commencerent à paroistre dans le temps, que cet Estat avoit conclu la paix avec le Roy d'Espagne.

*L'estat de  
l'Angleterre.  
La Reine*

Cet Estat avoit aussy tiré des secours tresconsiderables de l'Angleterre, au commencement de son establissement: mais la Reine Elisabeth, qui y re-



y regnoit alors, ne les donnoit qu'en femme ; c'est à dire, d'assés mauvaises graces, & sur de bonnes assurances, de deux ou trois des meilleures places d'Hollande & de Zeelande, où elle mit garnison Angloise. Non pas que son intention fust, en secourant l'Estat, de contribuer à ce qu'il s'erigeast une nouvelle puissance dans son voisinage. Elle ne le fit pas non plus pour l'amour de la religion protestante, dont elle faisoit profession; mais elle y estoit portée par un mouvement de vengeance contre les Espagnols, qui avoient plus d'une fois fait attenter à sa vie & à sa Couronne. Jaques, son Successeur, qui aimoit naturellement les plaisirs & le repos, & qui au sortir de l'Ecosse, vouloit gouter la douceur de l'air de l'Angleterre, & jouir de la vie, se contentoit de demeurer dans les termes d'une amitié presque indifferente, & de vivre en bon voisin avec l'Espagne, aussy bien qu'avec cet Estat. Le Roy Charles, son fils, vouloit aussy conserver l'amitié de l'un & de l'autre; quoy que l'on ait tousjours remarqué en ses Ministres un peu plus de penchant vers l'Espagne que vers ces Provinces : jusques là mesmes qu'ils ont pû rendre le Roy tout à fait insensible à l'affront qu'il receut à Madrid, au voyage, qu'il y fit, n'estant encore que Prince de Galles; le Roy, son pere s'estant laissé persuader, que la Cour de Madrid n'oseroit pas refuser l'Infante d'Espagne au Prince de la Grand Bretagne. Il n'eut pas plus de ressentiment de l'outrage, que les Espagnols avoient fait au Roy de Boheme, son beau-frere, sur lequel ils avoient pris le Palatinat, avec tout ce que ce Prince possédoit en Allemagne.

*Elisabeth assiste ces Provinces.*

*Jaques, Roy d'Angleterre.*

*Charles son fils.*

Pour ce qui est de la nation, les Anglois avoient souvent eu des demeslés tresfâcheux avec les habitants de ces Provinces, à cause du commerce, & particulièrement pour celui des Indes Orientales. Les Hollandois s'y estoient establis les premiers, & tâchoient d'empescher les Anglois de profiter de leurs establissemens. Il semble, que les humeurs brusques & interessées de ceux qui se résolvent à ces grands voyages, en s'éloignant des frontieres de la Chrestienté, s'éloignent bien souvent aussy des principes du Christianisme. Il faut avouer, que les uns & les autres se sont servis en ces quartiers là de moyens peu legitimes, pour acquerir, & pour se maintenir : ou du moins l'on doit dire, que si ces moyens ont esté innocents, ils n'ont pas paru tels aux yeux de l'Univers. Les Hollandois, aussy bien que les Anglois, ont fait passer leurs jalousies & animosités des Indes dans l'Europe, où les habitants de ces Provinces ont un grand avantage dans le commerce sur toutes les autres nations; tant à cause de l'inclination naturelle qu'ils ont au ménage, que parce qu'ils ont trouvé le moyen de faire des voyages avec peu de gens & peu de dépense; au lieu que les Anglois se plaisent à en faire beaucoup, & font gloire de leur maniere de vivre, splendide & delicieuse. Ils pretendoient quelque supériorité en la mer, & vouloient, que les Hollandois la reconneussent; non seulement en baissant le pavillon, & en amenant les voiles, sans que les officiers Anglois voulussent s'obliger à répondre à ces civilités, particulièrement dans les mers, qui baignent les costes des trois Roiaumes; mais aussy en payant le droit du dixième hareng de celui qui se pèche sur leurs costes. La plus part des Princes donnent le nom de droit de regale aux violences & aux usurpations, qu'ils font sur la mer & ailleurs, contre le droit des gens, & mesmes contre celui de la nature. Toutes les nations, interessées en la liberté du commerce & de la navigation, s'y

*La principale cause des demeslés, que cet Estat a eus avec les Anglois.*

*La jalousie du commerce.*

*Les Hollandois sont ménagers.*

*Les Anglois au contraire, magnifiques & dépensiers.*

*Ils pretendent quelque supériorité en la Mer.*

devroient opposer, & joindre ce qu'elles ont de forces, pour abolir toutes ces vexations illegitimes, & pour tâcher d'en effacer tout à fait la memoire.

*Les commencements des troubles.*

*Le mariage de Guillaume, Prince d'Orange, avec la Princesse d'Angleterre,*

Charles avoit succédé à son pere dès l'an 1625, & avoit épousé Henriette, fille de Henry IV, Roy de France & de Navarre, & de Marie de Medicis. Cette Princesse se servoit de la facilité du Roy, son mary, en des rencontres, qui pouvoient faire soupçonner, que les sentiments du Roy, en matiere de religion, n'estoient pas fort éloignés de ceux que la Reine avoit : & d'ailleurs les Anglois disoient, qu'il estoit trop opiniastrément attaché à des maximes assez ordinaires aux esprits mediocres & foibles, mais qui n'estoient pas fort compatibles avec ses veritables interets. Il preferoit la conservation de la dignité Episcopale, & l'observation des ceremonies de l'Eglise Anglicane, bien qu'indifferentes d'elles mesmes, à la conservation de sa vie, de sa Couronne & de son Estat. Le peuple d'Angleterre, alors presque tout superstitieusement ennemy des ceremonies de l'Eglise Romaine, murmuroit de tout ce que le Roy faisoit, & le Roy, qui estoit extremement bon, voulant donner quelque satisfaction au peuple, avoit convoqué en l'an 1640 le Parlement, à dessein de se servir de ses Conseils contre les desordres, dont le Roiaume estoit menacé, & dont l'on voyoit desja les commencements de ce temps là. Le Parlement ne fut pas sîtôt assemblé, que le Roy lui resigna une partie de l'autorité Souveraine, en lui permettant de ne se separer point, tant que les deux Chambres jugeroient la continuation de leur seance necessaire pour le bien des affaires du Roiaume. L'alliance, qu'il fit en la mesme année avec le Prince d'Orange, par le moyen du mariage de sa fille aînée avec le fils unique heritier presomtif du Prince, qui avoit esté receu en la survivance des charges du pere, ne luy donna pas l'avantage, qu'il pretendoit en tirer ; parce que les peuples, préoccupés d'une mauvaise, mais faulse opinion, n'en furent pas plus persuadés de son zele pour la religion protestante. Aussi ne fut-ce pas par cette consideration principalement que le Roy prefera l'alliance de ce Prince à toutes les autres, qu'il eust pû choisir dans la Religion Romaine ; puis que les Princesses d'Angleterre ont en mariage, outre leur dot, l'esperance de la succession de la Couronne ; mais à cause du secours, qu'il esperoit tirer de ces Provinces, où le credit du Prince d'Orange estoit si grand, qu'il approchoit du pouvoir souverain. Neantmoins il ne l'estoit pas assez, pour pouvoir obliger les Estats à épouser les interets du Roy contre le Parlement : au contraire le Prince se rendit suspect par cette alliance inégale, & ruina ses affaires domestiques, tant par la dépense, qu'il fut contraint de faire pour cette recherche, que par les sommes considerables, dont il fut en suite obligé de secourir les affaires du Roy, & de soulager l'incommodité de la famille Royale. De l'autre costé les Ministres de France aiderent fort aux desordres de ce Roiaume ; non seulement à cause de l'affection, que le Conseil de Londres avoit tousjours eüe pour l'Espagne, mais aussi par un ressentiment particulier du Cardinal de Richelieu. Ce Ministre avoit envoyé en Angleterre le Colonel Destrades, pour tâcher d'obliger la Reine, qui gouvernoit le Roy son mary, de le disposer à entrer dans les interets de la France contre ceux d'Espagne ; mais elle parla avec tant de mépris du Cardinal, que jamais personne n'offensa impunément, qu'il resolut de s'en venger, & de mortifier la fierté



de la Reine. Et de fait il lui fit des affaires, qui ont continué d'affliger ce Roiaume, & la maison Royale, longtemps après la mort de ce Ministre, & qui ont, sans doute, fait avancer celle du Roy d'Angleterre. Cependant le Parlement, fortifiant son autorité de la foiblesse du Roy, lui osta ses plus confidens Ministres, en faisant mourir Thomas Wentworth, Comte de Straffort, Viceroy d'Irlande, & Guillaume Laud, Archevesque de Cantorbery. De sorte que le Roiaume tombant en peu de temps dans une si horrible confusion, que dès la fin de l'an 1642 cet Estat, qui voyoit la Souveraineté du Roy, sinon abattüe, du moins fort affoiblie par l'autorité du Parlement, & que les factions alloient deschirer tout le Roiaume, declara, qu'il ne se mesleroit point des differents des deux partis, mais qu'il demeureroit dans une parfaite neutralité à l'égard de l'un & de l'autre, & il tâchoit de s'y conserver en effect. Le pretexte de reformer la religion & l'Estat avoit engagé aux interets du Parlement, non seulement ceux qui jugeoient la reformation necessaire; mais aussy tous les sectaires, fanatiques, & mesme les mécontents & les rebelles, qui firent degenerer les aigreurs & les animosités en une guerre civile formelle, & en des hostilités declarées. Le Roy ayant levé une armée pour le secours des Protestants d'Irlande, où sous ce pretexte, le Parlement, à qui ses intentions estoient suspectes, vouloit qu'on lui permist de donner le commandement de ces troupes à une personne, qui ne fust pas dans la dépendance de la Cour. Le refus du Roy, & le dessein qu'il eut, & qu'il tâcha d'executer, de faire enlever cinq Deputés de la Chambre basse, dans le Parlement mesme, irritèrent si fort toute l'assemblée, qu'il n'y avoit presque plus de reconciliation à esperer. De sorte que le Roy, croyant que sa personne n'estoit plus en seureté dans la ville de Londres, qui s'estoit declarée pour le Parlement, en sortit, & en fit sortir les Princes, ses fils, envoya la Reine en Hollande, déploya son estendart à Nottingham, & donna la bataille au Comte d'Essex, Général du Parlement, laquelle il gagna. Mais ces beaux commencements eurent une tres-fâcheuse suite. Car Thomas Fairfax, à qui le Comte d'Essex avoit cédé le commandement de l'armée quelque temps après, repara cette perte par la victoire, qu'il remporta à Naseby, où le Roy, dont l'armée avoit esté affoiblie au siege de Gloucester, perdit, avec son Canon, avec son bagage & son cabinet, ce qui lui estoit demeuré de reste de sa bonne fortune, qui lui tourna le dos, & ne lui fut plus favorable depuis ce temps là. Non seulement il ne se pût jamais relever de cette perte, mais il sembloit qu'il s'abandonnast lui mesme; veu que l'on remarqua, que depuis cette heure-là il n'y eut plus de resolution dans ses Conseils, plus de prudence en la conduite de ses Ministres, & point de vigueur dans l'execution.

Le mauvais estat de ses affaires le fit resoudre à se mettre entre les mains des Escossois, qui l'envoyerent à Neufchastel, mais quelque temps après ils en traiterent avec les Deputés du Parlement d'Angleterre, qui le firent mener au Chasteau de Holmby, d'ou il fut tiré par l'armée vers la fin de l'année 1647, & peu de jours devant la conclusion du Traitté de Munster.

La navigation & le commerce avoient rendu l'amitié des deux Rois, de Dannemarc & de Suede, necessaire à ces Provinces, & particulièrement à celle d'Hollande, mesme quelques siècles devant que l'Union d'Utrecht en eust formé ce grand Estat. Elles en avoient obtenu, sur

*La resolution est du 1 Novembre 1642.*

*Le Roy arme,*

*Et combat l'armée du Parlement,*

*d'abord avec succès:*

*mais perdit la bataille de Naseby.*

*Se met entre les mains des Escossois, qui le livrent au Parlement d'Angleterre.*

*Dannemarc & Suede.*

tout

tout du Roy de Dannemarc, plusieurs beaux privileges, en faveur du commerce, & elles en avoient paisiblement joiuy jusqu'au commencement du quinziesme siecle; que Christierne, ou Chrestien II, ayant esté chassé par ses sujets, ces Provinces, qui appartennoient alors à l'Empereur Charles V, néveu d'alliance de Christierne, entrerent en guerre, pour l'amour de lui, avec Frideric, Duc de Holstein, qui avoit esté appelé à la Couronne par les Danois. Cette guerre dura jusques à l'an 1544, & finit par le traité hereditaire, qui fut fait à Spire, entre Charles, tant pour lui, que pour toute la Maison d'Austriche, & entre Frideric, tant pour lui, que pour les Rois de Dannemarc, ses Successeurs, & par ce moyen les habitants des Pais-bas rentrerent en la possession & en la premiere joiissance de leurs anciens privileges. En ce temps là chaque navire, qui passoit par le destroit du Sond, ne payoit point d'autre peage, sinon un noble à la rose, pour les frais des fares & des feux, que le Roy de Dannemarc estoit obligé de faire allumer & d'entretenir sur les costes de Schone & de Zeelande, pour la conduite des mariniers, pendant la nuit, & pour l'adresse des navires en cette mer là. Mais dès le commencement des premiers troubles de ces Pais, sous le gouvernement de la Duchesse de Parme, Frideric II, Roy de Dannemarc, s'avisa de faire payer le peage au Sond, à proportion de la grandeur & de la capacité des vaisseaux qui y passioient.

*Ancien-  
nement chaque  
navire ne  
payoit qu'un  
noble à la  
rose au de-  
stroit du  
Sond.*

*Frideric  
II aug-  
mente le  
peage.*

*Chrestien  
IV, peu af-  
fectionné à  
cet Estat :*

*qui traite  
avec la Sue-  
de.*

Ce changement s'estant fait en l'an 1566. le Duc d'Albe, qui succeda à la Duchesse de Parme au Gouvernement des Pais-bas, & qui commandoit les armes du Roy d'Espagne, en qualité de Capitaine General, en escrivit au Roy de Dannemarc, & obtint de lui ce qu'il avoit désiré pour l'avantage des Flamens: mais les divisions & les desordres s'augmentant tous les jours en ces Pais, le Roy de Dannemarc, qui en voulut profiter, recommença à faire exiger les mesmes droits. Chrestien IV, qui a succeda au Roiaume de Dannemarc en l'an 1596, avoit d'abord des attachements fort particuliers à la Cour d'Espagne, & prenant plaisir à incommoder le commerce des habitants de ces Provinces, chargea leurs vaisseaux & marchandises au passage du destroit du Sond de droits excessifs, qu'il augmentoit selon son caprice, & bien souvent au double, au prejudice du traité de Spire, qu'il pretendoit avoir fait avec les Princes, & non avec les Estats du Pais. Il faisoit aussy lever des droits à Gluckstadt, place du Duché du Holstein, qu'il avoit fait fortifier sur la riviere d'Elbe, au dessous de Hambourg, & vivoit d'ailleurs avec cet Estat d'une maniere, qui faisoit connoistre, qu'il ne le craignoit pas beaucoup, & qu'il ne l'aimoit point du tout. Pour cette raison, & pour quelques autres considerations, les Estats Generaux avoient fait dès l'an 1614. un traité d'alliance avec Gustave Adolfe, Roy de Suede, qui n'estant aagé que de dixhuit ans, venoit alors de succeder à cette Couronne là, & croyoit n'avoir pas moins de sujet qu'eux de se plaindre du procedé du Roy de Dannemarc. Ce Prince, sans doute, un des plus grands, que l'on ait veus depuis plusieurs siecles, estant sorti glorieusement des guerres, qu'il avoit eües avec le Roy de Pologne, & avec le Moscovite, fut convié en l'an 1630 par la France, & par quelques Princes Protestants de l'Empire, à entrer en Allemagne en faveur de ceux, qui avoient interest de s'opposer à la grandeur formidable de la Maison d'Austriche. Cet Estat s'y joignit, & tira un grand avantage de la prosperité, qui accompagna



les armes de Suede dans l'Empire, jusques à la bataille de Lutzen, en la Saxe Electorale, où Gustave fut tué le 16 Novembre 1632. Quelques années après son décès, la Suede, incommodée des vexations, que le Roy de Dannemarc faisoit faire aux navires Suedois; non seulement dans le Sond & sur l'Elbe, mais aussi sur le Weser, où elle avoit plusieurs places considerables, escouta les ouvertures, que cet Estat lui fit faire, pour le renouvellement des traittés precedents. De sorte que l'an 1640 l'on en fit un avec Christine, fille unique & heritiere de Gustave Adolfe, pour la seureté & liberté de la navigation & du commerce en la mer Baltique, & dans l'Océan jusques au Pas de Calais, contre tous ceux qui le voudroient troubler ou incommoder. Environ ce temps là l'on fit aussi défenses aux navires de ce pais de passer par le Sond, & d'entrer, pendant quelque temps, dans les ports & havres du Roy de Dannemarc, tant en la mer Baltique qu'en Norwege. Le Roy de Dannemarc, de son costé, envoya en Espagne Hannibal Zeeftet, tousjours amy des ennemis de cet Estat, & y fit faire un traitté, qu'il croyoit devoir estre extremement prejudiciable à ces Provinces, ou du moins leur donner une grande jalousie. Toutesfois craignant que les affaires ne se portassent à de plus grandes extremités, d'où il auroit eu de la peine à revenir, il s'avisá de moderer les droits du Sond, par l'entremise de l'Archevesque de Breme, son fils, de sorte que le tarif fut réglé sur le pied de celui de l'an 1637, & ce par provision pour cinq ans. Le temps du traitté ne fut pas sitost expiré, que dès l'an 1643 il recommença à hausser le tarif, & à établir de nouveaux droits, capables de ruiner la navigation & le commerce des habitants de ces Provinces en ces quartiers là. Cet Estat en alloit témoigner son ressentiment, quand on sceut vers la fin de la mesme année, que l'armée Suedoise, qui estoit employée contre l'Empereur, & contre la ligue Catholique en Allemagne, estoit entrée en Holstein, & qu'elle y prenoit ses quartiers d'hiver. Ce fut alors que le Roy de Dannemarc reconnut, quoy que bien tard, que l'on ne peut pas tousjours offenser impunément, sans sujet, les puissances voisines. Il fit prier les Estats de ne donner point de secours aux Suedois, & de ne leur payer plus les subsides, qu'ils continuoient d'en tirer pour la guerre d'Allemagne. Neantmoins comme c'estoit une grande ame, qui se plaisoit à faire les choses, & à les emporter de hauteur, il ne se pût pas empêcher d'accompagner ses prieres d'une espece de menaces, & de declarer, qu'il alloit s'allier avec l'Empereur & avec le Roy d'Espagne, si l'on continuoit d'assister les Suedois. Mais ses prieres & menaces furent inutiles, & ne purent pas empêcher que l'on ne permist aux Suedois d'acheter, de fretter & d'equiper des vaisseaux de guerre en ce pais, & d'y choisir des officiers, qui leur firent remporter de grands avantages sur les Danois. Toutesfois encore que l'on ne fust pas marry de voir la fierté du Roy de Dannemarc un peu mortifiée, il importoit de faire balancer les forces des deux Rois du Nort, & l'on devoit empêcher, qu'elles ne passassent pas toutes dans une main, qui les pourroit employer mal à propos. Il est vray que l'on n'eut pas beaucoup de sujet de l'apprehender pendant le regne de la Reine Christine, fille du grand Gustave Adolfe, en laquelle on remarquoit dès ce temps là beaucoup de foiblesse, & une conduite fort irreguliere: neantmoins les Estats ne laisserent pas d'envoyer leurs Ambassadeurs en Dannemarc & en

Part. I.

E

Suede,

*Traité de  
Stockholm.  
Preuve XI.  
pag. 77.*

*Hannibal  
Zeeftet en-  
nemy de cet  
Estat.*

*Rupture en-  
tre la Suede  
& Danne-  
marc.*

*La Reine  
Christine.*

*Les États  
arment con-  
tre le Roy de  
Dannemarc.*

*L'Espagne  
ne le peut pas  
secourir,*

*non plus que  
l'Empereur.*

*Premier  
traité de la  
Haye.*

Suede, à dessein de porter les esprits à un accommodement, tandis que le Roy de Dannemarc, au lieu de reconnoître les bons offices, que l'État lui rendoit, ne se contentoit pas de continuer ses vexations, mais augmentoit mesme les peages, presque à la veüe des Ambassadeurs, qu'on lui avoit envoyés. Alors les États, croyant ne devoir plus souffrir cette ingratitude, résolurent de s'en ressentir, firent un puissant armement, envoyèrent une flotte considerable dans l'Orifont, & firent dire au Roy, qu'ils alloient joindre leurs forces à celles des Suedois, s'il ne se resolvoit à estre plus raisonnable. L'Espagne, dont les armes estoient occupées contre la France, & contre les Provinces Unies en mesme temps, & qui avoit à combattre dans ses entrailles les Portugais & les Catalans, n'estoit pas en estat de le secourir, non plus que l'Empereur, qui avoit sur les bras la France, la Suede & une partie des Princes Protestants d'Allemagne. Tellement qu'il fut contraint de souffrir enfin, qu'au mois d'Aoust 1645 l'on fist à Christianople un traité, par lequel on pretendoit avoir réglé par provision tous les differents, que cet État avoit avec la Couronne de Dannemarc: au moins ceux que l'on avoit eus pour le peage du Sond. Ce traité, qui devoit durer quarante ans, ayant fait connoître au Roy de Dannemarc, que l'amitié de ces Provinces ne lui pouvoit pas estre indifferente, veu la puissance & le voisinage des Suedois, il envoya à la Haye en l'an 1646 Coruitz Ulefelt, Grand Maistre de son Roiaume, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, & fit faire en l'an 1647 un traité, qui acheva de regler les droits d'entrée & de sortie, que les navires de ce païs dévoient payer en Norwege: & ce traité estoit, ainsi que le precedent, pour quarante ans. En l'an 1649, sous le regne de Frideric III, qui avoit succédé à Christian IV, le mesme Coruitz Ulefelt fit deux autres traités, dont il sera parlé aux livres suivans. Cet Ambassadeur arriva en Hollande dans un temps, où les habitants de cette Province n'estoient pas fort satisfaits de la maniere d'agir des Suedois.

La Couronne de Suede s'estoit rendue fort considerable, par les progrès que ses armes avoient faits, premierement en Moscovie & en Pologne, & en suite en Allemagne, sous Gustave Adolfe. L'alliance, que les Suedois avoient avec la France & avec cet État, qui les avoient secourus de subsides, y avoit contribüé beaucoup. Mais ils ne se souvenoient plus de leur premiere condition, ny des subsides & du secours qu'ils en avoient tirés, sans lesquels ils n'eussent pas pû reüssir en leur dernière guerre, & ils tâchoient de rüiner le commerce de ces Provinces, par les grands avantages qu'ils accordoient, non seulement aux Suedois naturels, & aux autres sujets de cette Couronne là, mais aussi aux habitants de ces Provinces, qui en acquerant le droit de Bourgeoisie en Suede, où l'on ne le refuse à personne, jouïssöient effectivement des mesmes exemptions, encore qu'ils n'y demeurassent point: & ce directement contre le traité, que l'on avoit fait avec eux en l'an 1640. Cette raison convia depuis les États à faire avec le Roy de Dannemarc le traité, qui se négocioit encore, lors que la paix fut conclue à Munster en l'an 1648.

*Different  
avec Portu-  
gal.*

Les démesslés, que ces Provinces ont eus, & ont encore avec les Portugais, nous obligent à reprendre les affaires du Roiaume de Portugal de plus haut, & à en donner une connoissance plus particuliere. Emanuel, qui succeda à la Couronne de Portugal après la mort de Jean II, son Cousin germain, en l'an 1495, épousa en l'an 1497 Isabelle, fille de Fer-



Ferdinand & d'Isabelle, que l'on appelloit les Rois Catholiques, & avoient reüny, par leur mariage, les deux Couronnes de Castille & d'Aragon en leurs heritiers. *Emanuel* eut de sa premiere femme un fils, qui mourut jeune. Il épousa en secondes nopces *Marie*, sœur d'Isabelle, & en eut plusieurs enfans; sçavoir *Louis*, pere d'*Anthoine*, Prieur d'Ocrate, dont la posterité vit encore en ce país. *Ferdinand*, qui mourut sans enfans. *Jean. Alphonse* & *Henry* Cardinaux, & *Edüard*: Posterité d'Emanuel, Roy de Portugal. *ISABELLE*, femme de l'Empereur Charles V. & *BEATRIX*, femme de Charles, Duc de Savoye. La troisième femme d'Emanuel fut *Eleonor*, fille de *Philippes* d'Austriche, que les Espagnols ont surnommé *el hermoso*, & de Jeanne d'Espagne, niepce d'Isabelle & de Marie, sa premiere & deuxième femme, laquelle épousa depuis en secondes nopces François I, Roy de France. Emanuel eut de ce dernier mariage un fils & une fille, qui ne laissèrent point d'enfans. *Edüard*, fils d'Emanuel, qui fut Duc de Guimarins, épousa Isabelle, fille de Jaques, Duc de Bragance, & de ce mariage nâquirent *MARIE*, femme d'Alexandre Farnese, Duc de Parme: *CATHERINE*, femme de Jean, Duc de Bragance, & *Edüard*, qui mourut jeune. *Jean III*, Roy de Portugal, fils d'Emanuel & de Marie, sa deuxième femme, épousa *Catherine*, fille de *Philippes* d'Austriche & de Jeanne d'Espagne, sœur de sa belle mere, & en eut *Marie*, premiere femme de *Philippes II*, Roy d'Espagne, & mere de *Don Carlos*, lequel eust succédé sans contestation à la Couronne de Portugal, s'il eust vescu, & *Jean*, qui épousa Jeanne, fille de l'Empereur Charles V, dont nâquit un fils posthume, nommé *Sebastien*, qui succeda à *Jean III*, son ayeul, au Roiaume de Portugal, & fut tué à la bataille d'Alcazarquivir en Afrique, le 4 Aoust 1578. Il ne laissa point d'enfans; de sorte que *Henry*, son Oncle, qui estoit Cardinal & Prestre, lui succeda. Celui-cy estant aussy decédé sans enfans, la Couronne de Portugal fut contestée par *Philippes II*, Roy d'Espagne, fils d'Isabelle, laquelle estoit fille aînée du Roy Emanuel; par *Jean*, Duc de Bragance, qui avoit épousé Catherine, fille d'un fils du mesme Roy, ainly que nous venons de dire; par *Alexandre* Duc de Parme, qui la demandoit pour son fils, né de Marie, sœur aînée de la Duchesse de Bragance, & par *Anthoine*, qui pretendait estre fils legitime de Louis, se mit en devoir d'en prendre possession. Mais *Philippes*, plus fin & plus puissant que tous ses competeurs, envoya en Portugal, à la teste d'une armée, le mesme Ferdinand Alvarez de Toledo, Duc d'Albe, qui avoit esté Gouverneur des Pais-bas: dissipa les troupes, que *Don Antonio* avoit ramassées, & se fit couronner & reconnoistre Roy de Portugal. Il y a une antipatie presque naturelle entre ces deux nations voisines, de sorte que *Philippes* & les Rois, ses successeurs, ont toujours esté l'averfion des Portugais; qui au contraire conservoient leur affection entiere & pure pour les Princes de la Maison de Bragance. Ils en avoient donné des preuves en plusieurs rencontres, jusques à ce qu'enfin, pendant les derniers jours de l'an 1640, ils chasserent les Ministres & Officiers de Castille, & proclamerent Roy de Portugal *JEAN*, fils de *Theodose II*, & petit fils de Jean, Duc de Bragance, & de Catherine de Portugal. Les particularités de cette revolution, une des remarquables de nostre temps, ne sont pas du sujet de cette Histoire, puis que les affaires de ce Roiaume là n'ont rien de commun avec celles de cet Estat, que

*envoie son  
Ambassa-  
deur aux  
Estats,*

*qui conclut  
une trêve  
avec eux.  
le 12 Juin  
Preuve XII.  
pag. 85.*

que depuis que Don Tristan de Mendoga de Furtado vint en ce pais, en l'an 1641, comme Ambassadeur Extraordinaire du nouveau Roy de Portugal. Les Estats ne firent point de difficulté de reconnoistre, comme Roy legitime, un Prince du sang Royal de Portugal, qui avoit esté appellé à la Couronne du consentement universel, & presque unanime de tous les Portugais, & qui détachoit de la Couronne d'Espagne, avec laquelle ils estoient en guerre ouverte, des Provinces si considerables en Espagne & dans les deux Indes, & conclurent en l'an 1641 avec lui une trêve de dix ans. L'Ambassadeur voulut, qu'il y fut stipulé expressément, que la trêve ne commenceroit dans les Indes Orientales, que dans un an après que la ratification du Roy de Portugal auroit esté apportée en ce pais; n'estoit que l'on eust dans les Indes une connoissance publique & certaine de la trêve devant ce temps là: auquel cas les hostilités y cesseroient du jour que la trêve y auroit esté signifiée, & dans les Indes Occidentales du jour de l'échange des ratifications. Le Roy de Portugal ratifia le traité à Lisbonne le 18 Novembre de la même année, & sa ratification arriva en Hollande au mois de Fevrier 1642.

*Compagnie  
des Indes Oc-  
cidentales,*

*prend St.  
Salvador,*

*et la perd.*

*Prend Fer-  
nambouc.*

*Le Comte  
de Nassau,  
Gouverneur  
du Bresil.*

Nous avons dit ailleurs, qu'en l'an 1621 une Compagnie avoit esté erigée pour les Indes du West, que l'on appelle communement en France les petites Indes. Elle obtint des Estats un Privilege pour vingt quatre ans, à commencer du premier jour de Juillet de la même année, comprenant en son estendue toute la coste d'Afrique, depuis le Tropique de Cancer jusques au Cap de Bonesperance, & toute l'Amerique; c'est à dire, toutes les Indes Occidentales, Isles & Terre ferme, depuis la partie meridionale de Terre neuve jusques au destroit d'Anian, le long des deux mers, de Nort & de Sud. Ses commencements furent plus beaux & plus grands, que l'on n'avoit osé esperer, & promettoient la conquête de tout le Bresil; laquelle eust esté infailible, si les Ministres, ou Directeurs de la Compagnie eussent eu autant de soin de conserver leurs conquestes, qu'ils avoient eu de bonheur & de facilité à les faire. Au mois de May 1624, elle avoit pris la ville de St. Salvador en la Bahia de Todos los Santos, qui estoit la capitale de tout le Bresil; mais elle l'avoit perdue au mois d'Avril de l'année suivante, faute de conduite, ou plustost par la lâcheté de ceux, à qui la Compagnie en avoit confié la garde. Elle conquit au mois de Fevrier 1630, ses armes estant alors commandées par le General Lonck, la ville d'Olinda de Fernambouc, que les Hollandois nomment communément Pernambouc, & les François Farnambourg, & se rendirent par ce moyen maistres d'une des plus grandes Capitainies de toute la coste du Bresil, ayant prés de soixante lieues de longueur, depuis la riviere de St. Francisco, jusques à la Capitainie d'Itamarica. Ses armes y joignirent en suite les Capitainies & places de Siara, St. André, Rio grande, Conhahu, Paraiba, le Cap de St. Augustin, le Recif de Fernambouc, Porto Caluo &c. & plusieurs Isles, de celles que l'on appelle Antilles. La Compagnie n'avoit pas encore perdu l'esperance de reconquerir la Bahia, lors que le Roiaume de Portugal se détacha de la Couronne de Castille. Jean Maurice, Comte de Nassau, qui avoit fait prendre le Chasteau de St. George del Mina en la coste de Guinée, dès l'an 1637, se trouvant encore au Bresil en l'an 1641, en qualité de Capitaine general de la Compagnie, sous l'autorité de l'Estat, & jugeant, que cette importante conquête du Bresil seroit inutile à la Compagnie,



pagnie, & mesmes que l'on auroit de la peine à y subsister, si l'Afrique ne lui fournissoit des Negres, qui y sont extrêmement nécessaires; parce que sans eux les *ingenhos*, ou moulins à sucre, manquoient d'ouvriers, & l'on ne pouvoit pas suffire à la culture de la terre; particulièrement à celle de la Mandihoca, qui sert de pain aux habitants, forma une entreprise sur quelques places de ces quartiers là. Il employa à l'exécution de ce dessein une flotte de vingt & un vaisseaux, montée de deux mille soldats & de neuf cens matelots, sous le commandement de Corneille Jol, que les Espagnols nommoient ordinairement Pie de palo, ou jambe de bois, & du Lieutenant Colonel Henderfon. Ils partirent de Fernambouc le 30 May 1641, & arriverent à Loanda de St. Paolo le 24 Aoust. Henderfon ayant fait débarquer ses gens de guerre, rencontra d'abord Cesar de Meneses, Gouverneur du lieu, à la teste de quelques troupes mêlées de Portugais & de Negres, en bataille; mais dès la premiere attaque les Negres plierent & l'abandonnerent; de sorte que Jol n'eut pas beaucoup de peine à se rendre maistre de la ville, & des forts qui la défendoient. Apres cela Cesar de Meneses escrivit à Jol une lettre, toutes remplie de reproches, d'avoir violé le traité, que le Roy, son maistre, venoit de conclurre avec les Estats, & demandoit, avec la restitution de la ville de Loanda, reparation de la violence qu'il lui avoit faite, en l'attaquant contre la foy du traité, & de la trêve, que leurs Maistres avoient faite. Jol, au lieu de lui donner la satisfaction qu'il demandoit, lui répondit, qu'il avoit eu tort de ne l'avertir point de ce traité, devant que le succès du combat, que les Portugais avoient bien voulu hasarder, l'eust rendu maistre de la place: pour lui, qu'il n'avoit point de connoissance de ce prétendu traité, & qu'il n'en avoit point où il parloit: lui ordonnant en mesme temps de se retirer à seize lieues de là, plus avant dans le pais. Meneses alla loger, avec ses gens, sur la riviere de Bengo, où il fortifia son logement en sorte, qu'il commença à donner de l'ombrage aux Hollandois, qui pour se délivrer de cette inquietude, l'attaquerent en son quartier, désirerent ses gens, & l'emmenerent prisonnier à Loanda. Toutefois cette derniere disgrâce n'arriva que vers la fin de l'année, après que Jol se fut rendu maistre de l'Isle de St. Thomé, au commencement d'Octobre de la mesme année, & de St. Louis de Maranhan, vers la fin de Novembre. Le Comte de Nassau sçavoit bien que le Duc de Bragance s'estoit fait couronner Roy de Portugal, parce que les Portugais du Bresil s'estoient en mesme temps souslevés contre la Castille; mais il n'avoit point eu d'avis de l'Ambassade, que le nouveau Roy avoit envoyée en Hollande, non plus que de la trêve qui s'y devoit faire, & ne pouvoit pas mesmes avoir avis de la conclusion du traité, puis qu'il n'estoit pas conclu en effect, lors qu'il fit partir ces troupes, ny mesmes lors qu'il fit cette conquête. Du moins est il certain, qu'elle fut faite avant que les ratifications du traité fussent échangées, & mesmes avant que le Roy de Portugal l'eust ratifié. Les Portugais en firent pourtant de grandes plaintes, & disoient, que la bonne foy devoit servir de fondement, & comme d'ame, à tous les traités qui se font entre les Souverains, qui ne font pas decider leurs differents par la chicane du droit civil: & que la Compagnie, sçachant que l'intention du Roy de Portugal & de cet Estat estoit, de faire cesser les hostilités, qui n'avoient esté exercées par les armes des Provinces Unies

Loanda de  
St. Paolo.

L'Isle de  
St. Thomé  
& St. Louis  
de Maran-  
han.

Les Portu-  
gais s'en  
plaignent.

contre les Portugais, que comme contre des sujets du Roy d'Espagne, ne devoit pas se couvrir d'un mauvais pretexte d'ignorance affectée, pour les continuer après le détachement de cette Couronne de celle de Castille.

*La Compagnie des Indes Orientales continue ses conquêtes sur les Portugais.*

*Ces conquêtes sont en partie cause de la perte du Bresil,*

*après la retraite du Comte de Nassau.*

Et de fait l'Estat eust bien voulu, que cela ne fust pas arrivé; mais l'affaire estant faite, l'on prit avantage du texte du traité, dont le sens littéral, qui estoit formel & exprés, justifioit ce que la Compagnie avoit fait; & comme elle estoit encore tres-considerable en ce temps là, on ne la voulut pas obliger à restituer ce qui avoit esté pris: ou legitiment, ou du moins avec quelque apparence de Justice. Les hostilités avoient esté continuées par les Portugais dans les Indes Orientales, & particulièrement dans l'Isle de Ceilon; bien que l'on y sceust, que la trêve avoit esté conclue en Hollande, & que le General Hollandois l'eust fait publier dès le mois de Septembre, & eust offert, conformément au 2 article du traité, de faire cesser les hostilités. Mais pour ce qui est de la Compagnie des Indes Occidentales, pour dire la verité, ses entreprises n'ont pas esté si bien Justifiées, qu'il ne faille avouer, que si elles n'ont pas esté la cause de sa ruine, elles en ont esté l'occasion, & ont au moins couvert d'un beau pretexte toutes les violences & toutes les supercheries, que les Portugais ont faites depuis dans le Bresil; où la Compagnie, bien loin de conserver ses nouvelles conquestes, a mesmes perdu les anciennes. Les Portugais, à qui la perte des places, que les Hollandois avoient prises sur eux en la costé d'Afrique, estoit extremement sensible & importante, particulièrement à cause du commerce des Negres, dissimuloient neantmoins leur ressentiment, pendant que le Conseil de Lisbonne travailloit avec application aux moyens de réunir à la Couronne de Portugal tout ce qu'elle avoit autrefois découvert & conquis dans les deux Indes. L'on estoit persuadé en ces pais que c'estoit l'intention des Portugais; puis qu'au lieu de s'asseurer de l'amitié des Provinces Unies par une paix perpetuelle, laquelle on ne leur auroit point refusée, si Don Jean l'eust fait demander incontinent après son advenement à la Couronne, ils ne voulurent faire qu'une trêve de peu d'années, & que l'on peut dire qu'ils en donnerent une preuve évidente au souslevement des Portugais dans le Bresil. Le Comte de Nassau, qui l'avoit gouverné pendant quelques années, avec une grande conduite, avoit donné aux Portugais un respect pour sa personne, qui les empêcha de remuer pendant le temps de son Gouvernement; mais après qu'il eust quitté cet employ, & qu'il en fust party en l'an 1644, la direction des affaires demeura à des gens de negoce & de métier, aussy incapables de Gouverner un si grand pais, & des peuples, dont les humeurs & les inclinations estoient si differentes, que de conserver une nouvelle conquête, qui avoit des traistres dans son sein, & des ennemis irreconciliables dans le voisinage.

Les Portugais de l'obeissance du Roy entretenoient leurs intelligences avec ceux de leur nation, qui demeuroient sous la protection de la Compagnie. Ils se voyoient tous les jours, & on le souffroit, parce qu'ils remplissoient les coffres des Directeurs d'or & d'argent, pendant qu'ils tiroient des magasins les vivres & les munitions, dont dépendoit la conservation de tout ce que la Compagnie y possédoit. Les Portugais, sujets du Roy, avoient aussy l'adresse, en achetant des Hollandois les Negres, que la Compagnie faisoit venir d'Angola, de ne les payer point comptant

aux



aux Directeurs, mais de les prendre à credit, & de donner pour répondants d'autres Portugais, sujets de la Compagnie. Ces derniers en achetoient aussi pour eux, & comme il falloit nécessairement passer par les mains des Directeurs, qui tiroient un tresgrand profit de ce commerce, les esclaves en devenoient tous les jours plus chers, & les interets montoient à des sommes si immenses, qu'excédant dans peu d'années la somme principale, il estoit impossible aux Portugais de les acquiter; de sorte que se trouvant dans une dernière extrémité, & mesmes dans l'impossibilité de payer, ils se portèrent enfin à une revolte generale. Antonio Telles de Silva estoit Viceroy du Bresil pour D. Jean IV, Roy de Portugal, & entretenoit correspondance, par l'entremise d'André Vidal, avec les autres Portugais, & particulièrement avec Jean Fernandez Viera, Mulâtre, c'est à dire né d'un pere Portugais & d'une mere Negre. Cet homme tenoit à ferme les droits, que la Compagnie levoit sur les *ingenios*, ou moulins à sucre, & s'estoit si bien estably dans l'esprit de quelques uns des Directeurs, qui s'y fioient entierement, qu'ils ne lui cachioient rien de l'estat de leurs affaires. Il en donnoit de temps en temps avis à la Bahia, & fournissoit cependant de mousquets, & d'autres armes les autres Portugais mécontents. Leur dessein estoit de se servir de l'occasion du mariage de la fille d'Antonio Cavalgante, un des conjurés, aux nopces de laquelle on devoit prier, avec les principaux Portugais, tous ceux du Conseil de Fernambouc; à dessein de leur couper la gorge, de se saisir en mesme temps du Recif, & des forts de Paraiba & Rio grande, où il n'eust pas esté difficile de surprendre tout les autres Hollandois, & par ce moyen de se rendre maistres de tout le reste du país. L'execution de cette trahison se devoit faire le jour de la St. Jean 1645, & pour la favoriser, le Gouverneur de la Bahia faisoit marcher deux regiments de gens de pied Portugais. Deux hommes de la mesme nation, & quelques Juifs, qui n'y voulurent point tremper, en donnerent avis; de sorte que Jean Fernandez Viera & ses complices, craignant que la mine éventée ne se renversast sur eux, & ne les accablât, s'enfuirent dans les bois, où ils se sousleverent ouvertement. Il n'y avoit en ce temps là qu'un seul vaisseau Hollandois dans le havre du Recif, peu de munitions dans les magasins, point de Soldats dans le país, peu de resolution au Conseil, & qui pis est point de conduite ny de probité parmy ceux qui avoient le plus de part aux affaires. Les Tapuyes, qui sont les habitants naturels du país, s'estoient divisés: les uns demeurèrent constants dans le parti des Hollandois, & les autres se declarerent pour les Portugais: mais les uns & les autres estoient fort d'accord entr'eux à s'abandonner à toutes sortes de cruautés & d'inhumanités, qu'ils exercoient continuellement sur leurs ennemis, & sur ceux qui se declaroient pour eux. Les deux regiments Portugais, commandés par Martin Suarez Moreno & par Henrique Diez Camarron, estoient entrés dans la Capitainie de Fernambouc, & presque en mesme temps Don Salvador Correa de Benavides se presenta à la veüe du Recif, avec une flotte de trentedeux voiles, qui débarquerent douze cens hommes à Tamandere, où ils firent toutes les hostilités, que des ennemis declarés pouvoient commettre. Ils prirent plusieurs forts, & entr'autres ceux de Serinham & du Cap de St. Vincent, qui estoient les plus importants de tous de ces quartiers là; veu que leur perte entraïnoit après elle celle de tout le país, depuis le Recif jusques à la Bahie. Tellement

*Conspiration  
des Portugais  
au Bresil;*

*laquelle n'  
ayant pas  
reüssy,*

*ils se sousle-  
vent ouver-  
tement.*

*Les Portu-  
gais sujets  
du Roy se  
declarent,*

*et se rendent  
maistres de  
presque tout  
le país.*

ment que dans fort peu de mois les Hollandois se trouverent reduits à de si grandes extremités, que si le secours, qu'on leur envoya, l'année suivante, commandé par Walter Schonenbourg, eust tardé de trois jours, ils eussent esté contraints de se rendre à discretion, & d'abandonner ce qu'ils possédoient encore au Bresil. Ce secours fut secondé d'un autre plus considerable en l'an 1647, mais les affaires y estoient dans un estat si deplorable, que l'on n'en pouvoit plus esperer le restablissement. La Compagnie ne possédoit plus dans le Bresil que les trois forts, du Recif, de Rio grande & de Paraiba. Le Recif estoit bloqué du costé de la terre par la ville d'Olinde, par le Cap de St. Augustin & par les autres forts, que les Portugais y avoient pris ou faits. Le plat pais, depuis Olinde jusqu'à Siara, estoit abandonné & desert, les maisons & les moulins à sucre avoient esté brûlés & ruiñés, & les arbres-fruítiers coupés ou arrachés. Les Portugais, au contraire, estoient maistres absolus de tout le bon pais, qui estant labouré & cultivé les faisoit subsister, aussy bien que de tous les ports, havres & rades du Bresil, jusques à Rio Jencro.

*Le Conseil  
de Portugal  
auteur du  
soulève-  
ment.*

L'on ne doutoit point icy, que ce soulèvement, avec ses suites, ne fust l'ouvrage de la Cour de Lisbonne; mais d'autant que le Roy de Portugal le désavoüoit, & protestoit qu'il feroit punir severement ceux de ses sujets, que l'on trouveroit avoir esté auteurs de la revolte, les Estats, qui n'avoient pas encore traité avec l'Espagne, estoient obligés de dissimuler de leur costé. Les Ambassadeurs Portugais tâchoient de justifier l'intention de leur maistre, en faisant des instances continues pour un accommodement: & afin d'y réussir, ils offroient tantost de faire restituer tout ce qui avoit esté pris, tantost de dédommager la Compagnie, & enfin de sousmettre le différent à des amis communs. François de Sousa Coutinho, en prenant audience dans l'assemblée des Estats Generaux vers la fin de l'an 1647, leur dit de bouche & par escrit: Que depuis deux ans il avoit fait plusieurs propositions, qui, à son advis, estoient capables de restablir la bonne intelligence entre les deux nations. Qu'il avoit offert d'aller en personne au Bresil, & de faire restituer à la Compagnie ce qui avoit esté pris sur elle. Qu'il y avoit adjousté l'alternative, & offert de la rembourser de son fonds, si elle vouloit ceder ses droits à la Couronne de Portugal: mais que ce remboursement ne se pourroit pas faire, que la paix entre la Castille & le Portugal ne fust conclue; parce que cette guerre consumoit toutes les finances du Roiaume. Le mesme Ambassadeur offrit après cela, de faire agir les armes du Roy, son maistre, pour la reduction du Bresil; mais qu'il falloit que les Estats les dégageassent auparavant d'avec la Castille, qui les occupoit entierement, & fissent faire la paix entre les deux Couronnes: mais prevoiant bien que cette proposition seroit rejetée, il revint à celle de la restitution pure & simple. Elle fut agréée; mais comme l'on ne se fioit pas aux paroles d'un Ministre, qui tâchoit de sauver la reputation de son maistre & de sa nation, on lui fit dire, que les Estats ne se pouvoient pas assurer de l'exécution de cette parole, si l'on ne mettoit entre les mains de la Compagnie la Bahia de Todos los Santos, ou bien l'Isle de Tercere. L'Ambassadeur repartit que l'un & l'autre estoit impossible, & sa repartie, fut suivie de sa retraite: car il partit vers la fin de l'année, laissant les Estats fort persuadés de la mauvaise intention du Conseil de Lisbonne, & des artifices des Ministres Portugais.

An-



Antonio de Soufa Macedo succeda à son employ ; mais il n'y avoit plus moyen de faire rapprocher des esprits trop aigris , pour recevoir de nouvelles ouvertures. Les Portugais accusoient les Hollandois d'avoir pris leur avantage au commencement de la trêve , & les Hollandois reprochoient aux Portugais leurs trahisons & leurs cruautés , capables de détruire tous les principes, sur lesquels l'on eust pû fonder un bon traité d'amitié & d'alliance. Les Portugais s'en sentoient convaincus en eux mêmes, & dans l'apprehension, qu'ils avoient, du grand équipage, auquel ils voyoient travailler tous les jours, ils promettoient tout; mais l'on vouloit icy quelque chose de plus que des promesses d'un Ambassadeur, qui eust fait gloire de tromper , pour le service du Roy , son maistre , ceux qu'il ne pouvoit considérer que comme les ennemis de sa patrie. Ils sçavoient que la France ne manqueroit pas de parler tousjours pour leurs intérêts, mais qu'elle tâcheroit de détourner tout ce qui pourroit divertir leurs armes, & ils ne craignoient point le Roy d'Espagne , qui estoit tellement occupé ailleurs , que tout ce qu'il pouvoit faire c'estoit de couvrir son Roiaume du costé du Portugal , & de se tenir sur la défensive dans les Indes. Lors que la paix de Munster fut faite, les Portugais tenoient encore quelques places fortes du Bresil bloquées, avec le succès dont il sera parlé cy après.

*Les Portugais en rejettent la faute sur les Hollandois.*

L'Estat estoit en guerre ouverte avec l'Espagne ; c'est pourquoy il ne pouvoit pas vivre dans une amitié fort estroite avec L'EMPEREUR, Prince de la Maison d'Autriche, & comme tel intéressé en sa fortune. C'estoit Ferdinand-Ernest, fils de Ferdinand II & de Marie-Anne de Baviere , qui avoit succédé aux Roiaumes d'Hongrie & de Boheme, & avoit esté élu Empereur en l'an 1636. Il avoit eu le déplaisir de voir cet Estat favoriser assez ouvertement les armes des Suedois en Allemagne , aussy bien que les desseins de ceux, qui s'opposoient aux pensées, que cette Maison pouvoit avoir pour la souveraineté de l'Allemagne, & à l'exécution du dessein que l'on y formoit, de rendre la dignité Imperiale hereditaire en sa famille. Les Estats avoient mesme meslé leurs troupes avec celles des Suedois, & les avoient secourus de subsides pendant plusieurs années. Ils souffroient que celles du Landgrave de Hesse demeurassent dans les quartiers, qu'elles avoient pris en Oost-Frise, & les secouroient de temps en temps d'Artillerie, de vivres & de munitions ; comme de l'autre costé l'Empereur faisoit passer des armées entieres au service des Espagnols contre ces Provinces. L'on avoit vu ses Generaux & ses estendarts dans le cœur du païs, & jusques aux portes d'Utrecht, & il donnoit des jalousies continüelles aux frontieres de l'Estat. Neantmoins l'on vouloit sauver les apparences, & faire croire que de part & d'autre l'on demouroit dans les termes d'une parfaite neutralité. L'on vivoit presque de la mesme façon avec la pluspart des Princes voisins. Les Catholiques, qui en ce temps là estoient presque tous partisans de la Maison d'Autriche, & dans les mesmes intérêts de religion, ne vivoient bien avec cet Estat, que parce qu'ils apprehendoient qu'il ne leur fist plus de mal, qu'ils ne lui en pouvoient faire.

*En quels termes l'Estat en estoit avec l'Empereur*

Wolfgang-Guillaume, fils de Philippes-Louis de Baviere, Comte Palatin du Rhin, Duc de Deux-ponts & de NEUBOURG, & d'Anne de Juillers, qui possédoit les Duchés de Juillers & de Berg, suivant les maximes de ceux, qui changent de religion ou de party, estoit celui de tous les voisins qui estoit le plus chagrin de la grandeur & de la prof-

*Le Duc de Neubourg.*

perité cet Estat; pastant à cause de sa ville de Ravestein, dépendance de la succession de Juillers, bien qu'elle soit située en Brabant, où les Estats avoient alors, & ont encore leur garnison, que parce que Frideric Guillaume, Electeur de Brandebourg, qui avoit succédé en la dignité l'Electorale à George Guillaume, son pere, depuis l'an 1640, & qui estoit son competeur & ennemy, avoit trouvé en cet Estat plus d'amis & plus de protection que lui.

*L'Electeur  
de Cologne.*

Ferdinand, fils de Guillaume, Duc de Baviere, & de Renée de Lorraine, ELECTEUR & Archevesque de COLOGNE, estoit aussi Evêque de Liege, de Paderborn, de Hildesheim & de Munster, & ainsi un des plus considerables voisins de cet Estat. C'estoit un bon Prince, & moderé en toutes ses actions, qui à l'exemple de l'Electeur de Baviere, son frere, n'estoit que mediocrement affectionné à la Maison d'Austriche, quoy que fort attaché aux interets de sa religion. Mais il ne vouloit point avoir de démêlé avec ses voisins; bien qu'il ne fust pas fort satisfait du procédé des Estats, à cause de la ville de Rhinberg, où ils avoient leur garnison depuis longtemps. C'est pourquoy n'osant pas l'offenser, il se contentoit de favoriser le party contraire sous main, & se laissoit forcer aux choses, où son consentement trop expres lui eust pu attirer les armes de l'Estat sur les bras.

*L'Electeur  
de Branden-  
bourg.*

L'ELECTEUR DE BRANDENBOURG mesme, bien qu'obligé à cet Estat de ce qui lui est resté de la succession de Juillers & de Cleves, vivoit avec lui comme les Princes ont accoustumé de vivre avec les Republiques puissantes & voisines, en des jalousies continüelles. George-Guillaume, pere de Frideric-Guillaume, avoit laissé la direction & la conduite des affaires au Comte de Süartzenbourg, son favori, dont il suivoit les sentimens & les conseils aveuglement. Ce ministre avoit de l'esprit; mais comme il faisoit profession d'une religion contraire à celle de son maître, il lui inspira aussi des sentimens contraires à ses interets, pour le faire entrer en ceux de la Maison d'Austriche. L'Electeur avoit laissé, lors de son décès, ses finances fort épuisées, & toute sa Cour remplie de creatures du Comte, qui pendant la vie du pere, avoit affecté de tenir le Prince son fils éloigné du Conseil & des affaires. De sorte que Frideric-Guillaume n'en ayant pas beaucoup de connoissance, & tombant, à son avenement aux Estats de son pere, entre les mains d'un premier Ministre, qui ne connoissoit pas les interets de son maître, ny les siens, ce Prince negligea de faire son profit de l'alliance, qu'il fit en l'an 1646, en épousant la fille aînée du Prince d'Orange. Il est vray, que l'autorité du Prince estoit assez grande en ce temps là, pour lui rendre de fort bons offices: au moins si l'on peut dire, que la possession des villes de la Duché de Cleves, qui l'obligeoit à une dépense, à laquelle le pais n'auroit pas pu fournir, & qui l'auroit consumé, rendoit l'Electeur ou plus heureux ou plus considerable. Il avoit avec cet Estat des démêlés assez importants, tant à cause des villes de Wesel, Rees, Emmeric & Guennep, où les Estats avoient leurs garnisons, qu'à cause d'une dette de cent mille escus, contractée par l'Electeur defunct dès l'année 1616, laquelle on pretendoit faire monter à une somme immense, par l'accumulation des interets, & des interets des interets, à quoy le defunct s'estoit particulièrement obligé. L'Estat estoit aussi en quelque façon arbitre des differents, que l'Electeur avoit, non seulement avec le Duc de Neubourg, pour le parta-

*Le Comte  
de Süartzen-  
bourg son  
favori.*



partage des pais de la succession de Juillers, mais aussy avec les Estats du pais de Cleves, ses sujets, en vertu du traité de Santen, fait en l'an 1614. C'est pourquoy l'Electeur ne le pouvoit considerer, que comme l'on a accoustumé de considerer un trop puissant voisin, dont on envie la fortune, & dont l'on redoute la puissance.

Ceux qui croient, que les VILLES ANSEATIQUES sont un Estat, ou une Republique, qui tiennent rang parmy les Souverains, se trompent. Elles ne sont pas mesme un corps politique; mais seulement une société, semblable à celles que les marchands ont accoustumé de faire entr'eux pour la commodité, ou pour la seureté du commerce. Ceux qui ont tant soit peu de connoissance de la langue, & des affaires d'Allemagne, savent, que les villes Anseatiques ne sont que des villes situées sur la mer, sujettes à l'Empire immédiatement, ou bien à des Princes de l'Empire, qui n'ont autre liaison entr'elles, que celles, que la conservation de la liberté du commerce leur a fait faire. Car quelque chose que l'on ait dit, ou escrit de la Hanse Teutonique, ce n'est en effect autre chose qu'une société de marchands, que quelques unes des villes situées sur la mer Baltique, & sur l'Océan en la basse Saxe, commencerent à faire, pour la seureté de la navigation, vers la fin du douzième siecle. La ville de Breme, qui avoit son commerce en Livonie, fut la premiere qui s'associa avec quelques autres villes du voisinage, & le nombre s'en est augmenté depuis jusques à soixante douze; mais aujourd'huy & depuis plusieurs années, elles n'ont presque plus d'interests communs; jusques là mesme, que les villes de Lubec, Breme & Hambourg, qui seules semblent avoir encore quelque liaison d'interests, considerent si peu leurs intereests communs, que l'on peut dire, que l'on n'y voit aujourd'huy, que la seule ombre du nom de l'ancienne Hanse Teutonique. Dés l'an 1613 & 1614, elles avoient fait un traité avec cet Estat, à l'occasion & au sujet du peage, que le Roy de Danemarck faisoit payer au Destroit du Sond, & en l'an 1616 elles en avoient fait un pour la seureté de la navigation en la mer Septentrionale, jusques au Pas de Calais; comme aussy pour la conservation des droits, libertés & privilèges des habitants des villes Anseatiques, qui sont situées sur l'Elbe & sur le Weser, & ce traité avoit esté renouvelé en l'an 1645, le 4 Aoust. Mais l'on a remarqué, que ces villes ont seules tiré tout l'avantage de ces traités, & que, jalouses qu'elles sont du commerce qui fleurit en ces Provinces, il ne s'est point offert d'occasion, qu'elles n'ayent embrassée avec chaleur, pour tâcher de le rüiner, & pour l'attirer à elles. Aussy n'y a il point eu de guerre, où elles n'ayent favorisé les ennemis, & incommodé les habitants de cet Estat. C'est pourquoy si on ne les a pas voulu considerer comme des ennemis declarés, du moins l'on a esté obligé de les mettre au nombre des amis interessés, indifferents & inutiles.

L'on vivoit avec la REPUBLIQUE DE VENISE dans une grande indifferance. En l'an 1619 elle avoit fait avec cet Estat un traité d'alliance défensive pour quinze ans; en vertu duquel celui des alliés qui seroit attaqué, devoit estre secouru d'un subside de cinquante mille livres par mois. En l'an 1622, l'Estat estant rentré en rupture avec le Roy d'Espagne, après l'expiration de la trêve, somma la Republique de payer les subides. Elle le fit pendant quelque temps; mais elle s'en lassä bientost, & ce changement commença à alterer l'amitié, qui avoit esté

*Les Villes Anseatiques ne sont pas un Estat ny une Republique;*

*mais seulement une société.*

*Elles n'ont presque point d'intereßt commun.*

*Traittent avec cet Estat.*

*Et en tirent tout l'avantage.*

*Venise.*

si heureusement liée entre ces deux puissants Estats. Mais ce qui acheva de la détruire toute à fait, ce fut le refus que la Republique fit, de faire donner aux Ambassadeurs des Estats le rang & l'honneur qui leur sont deus. Ce fut une des raisons, pourquoy les Estats negligerent de donner un successeur à Guillaume de Lier, Seigneur d'Osterwicq, qui après avoir achevé le temps de son Ambassade de Venise, estoit passé à celle de France en l'an 1636: outre que la Republique n'exécutoit pas les traittés d'alliance, comme elle y estoit obligée, ainsi que nous venons de dire. Et bien que de temps en temps l'on ait mis en deliberation, & mesmes que l'on ait resolu d'y envoyer un Ambassadeur, l'on a esté bien aisé neantmoins de s'en dispenser, comme la Republique, de son costé n'a point donné de successeur au Sieur Justiniani, qui fut revoqué en l'an 1641. Tellement que depuis que le Turc a fait descente dans l'Isle de Candie en l'an 1646, où il se rendit d'abord maistre de quelques postes tres-importants, la Republique a esté contrainte de soutenir presque seule toute cette guerre, contre une des premiers puissances du monde, avec un avantage incomparablement plus grand pour sa gloire, qu'elle n'auroit pû acquerir, dans une autre occasion, par de grandes conquestes, & par plusieurs triumphes. Mais comme cet Estat n'a point d'autre interest en cette guerre, que celui qui lui est commun avec tous les autres Princes & Estats Chrestiens, ny elle, ny la Republique de Venise mesme, bien que la premiere & la plus ancienne de celles qui subsistent aujourd'huy, ne pourront pas avoir beaucoup de part à cette histoire.

*Le Roy  
d'Espagne  
seul ennemy  
declaré de  
l'Estat.*

*Premiere ne-  
gociation  
après la tré-  
ve:*

Le ROY D'ESPAGNE estoit celui, que l'on pouvoit proprement appeller le veritable ennemy de cet Estat. L'Edict solennel de l'an 1581, qui avoit fait retourner la puissance Souveraine à ceux à qui elle appartenoit originairement, c'est à dire aux Estats de chaque Province, avoit aussy converti la guerre civile, dont les peuples avoient esté affligés pendant plusieurs années, en une guerre estrangere, avec des succès plus favorables, qu'ils n'eussent osé esperer en ses commencements. D'abord ils ne luitterent pas seulement, sous les Gouverneurs que l'Espagne leur envoyoit, avec l'oppression cruelle & violente des Espagnols; mais ils furent aussy contraints de combattre l'envie de quelques uns de leurs voisins, qui en les secourant, en vouloient faire leur conqueste, ou leur usurpation. Après cela les Estats ont esté assés heureux, pour se défaire de leurs amis incommodés, & pour forcer leur ennemy redoutable, à leur demander une suspension d'armes. Les combats continuels l'avoient mis hors d'haléne, & la guerre, qu'il avoit esté contraint de soutenir pendant cinquante ans, avoit consumé ses tresors, & épuisé ses forces. Le Roy d'Espagne se trouva si bien de la trêve de douze ans, que devant qu'elle fut expirée, Albert & Isabelle, Archiducs d'Autriche, à qui il avoit cédé les Pais-bas en faveur de leur mariage, tâcherent de faire renoüer une negociation, pour faire continuer la cessation d'hostilités. Mais les avantages, que la Maison d'Autriche avoit remportés sur l'Electeur Palatin en Allemagne, & les progrès que les armes d'Espagne avoient faits dans le Palatinat sous le Marquis Spinola, faisant esperer aux Archiducs, que Peckius, Chancelier de Brabant, trouveroit icy les esprits disposés à la sousmission, ils y firent proposer la réunion de toutes les Provinces des Pais-bas en un seul corps, sous un seul & mesme Souverain, ainsy qu'elles avoient esté unies sous l'Empe-  
peur



perceur Charles V, & au commencement du regne de Philippes II, son fils. C'estoit vouloir remettre les Provinces Unies aux fers de leur premiere servitude, d'où elles ne faisoient que de fortir, & qui leur faisoient horreur. D'ailleurs Maurice de Nassau, Prince d'Orange, qui avoit eu le loisir d'apprendre pendant la trêve, que la guerre donnoit à ses charges de Capitaine general des armes de cet Estat, par mer & par terre, des avantages & un lustre, qu'il ne pouvoit pas esperer de la paix, & qui avoit une autorité approchante de la Souveraine, & telle que les armes ont accoutumé de donner à celui, qui les commande avec un pouvoir presque absolu dans une Republique, employa tout ce qu'il avoit de credit, pour faire rompre cette negociation, & la fit rompre en effect. *sans succès.*

Elle fut renouïée en l'an 1626, à l'occasion du traité, qui se faisoit presque tout les ans pour l'échange des prisonniers de guerre. L'on se servoit ordinairement à cela de l'entremise de l'officier criminel de Rosendal, village de la Baronie de Breda, à qui le Sr. de Marquette en fit quelques ouvertures au nom d'Isabelle, qui depuis la mort d'Albert, decédé le 13 Juillet 1621, gouvernoit les Provinces de delà pour le Roy d'Espagne. Mais après plusieurs allées & venues, qui furent continuées jusques en l'an 1629, cette negociation fut rompue par l'invasion, que les Espagnols firent dans le Veluwe, pendant laquelle les Estats surprirent Wesel, & se rendirent maîtres de Boisleduc. Au commencement de l'an 1632, Henry, Comte de Berg, à qui les Espagnols se prenoient du mauvais succès de l'expédition dans le Veluwe, & le Comte de Warfusé, de la Maison de Renesse, estant venus à la Haye, firent espérer au Prince d'Orange, que les Provinces des Pais-bas, de l'obeïssance du Roy d'Espagne, se joindroient aux Provinces Unies, si celles-cy se pouvoient refoudre à faire une conquête importante du costé de la Meuse. Sur cette ouverture le Prince entreprit le siege de Mastricht. Et bien que cependant le Comte de Berg, ayant esté déclaré criminel & rebelle, fut contraint de se retirer de Bruxelles, si est-ce pourtant que la reduction de cette place, & la conquête de la ville & du pais de Limbourg, d'une partie du haut quartier de Gueldre & des Pais d'Outre Meuse, estonnerent tellement les Estats des autres Provinces, qu'ils trouverent necessaire, mesmes du consentement de l'Infante, d'envoyer leurs Deputés au Prince d'Orange, & aux Deputés des Estats, qui estoient encore à Mastricht, pour y faire ouverture d'un accommodement, & de reünion entre les Provinces, à l'exclusion des Espagnols. L'Infante le souffroit; tant parce qu'elle ne le pouvoit pas empescher, que parce qu'elle jugeoit, que cette negociation donneroit aux Flamens le loisir de se reconnoistre. Les Deputés de part & d'autre demurerent d'abord d'accord, de plusieurs points; ce qui faisoit esperer, que l'on n'auroit pas beaucoup de peine à regler aussy les autres: mais les Deputés des Estats estant obligés de reprendre le chemin de la Hollande, le congrès fut transferé, premierement à Boisleduc, & en suite à la Haye, où l'Ambassadeur de France commença à s'opposer à cette negociation. Il pretendoit, que suivant le traité de l'an 1630, qui n'expiroit qu'en 1637, il n'estoit pas permis aux Estats de traiter avec l'Espagne, sans l'avis du Roy, son maître: & de l'autre costé les Deputés des Provinces de Zeelande, de Frise & de Groningue firent naître tant de difficultés, que ceux de Bruxelles, remarquant que cet Estat n'avoit point d'inclination à conclurre le traité, à moins que l'on promist

*Deuxième negociation.*

*Troisième negociation.*

mist de renvoyer les Espagnols, ce que les Deputés des Estats de Flandres ne pouvoient pas promettre absolument, quelques uns d'entr'eux commencerent à se retirer. La mort de l'Infante, qui deceda le 1 Decembre 1633, acheva de faire évanouir ce que l'on pouvoit encore avoir d'esperance du succès du traité. Et ainsy cette troisième negociation n'eut pas un meilleur succès qu'avoit esté celui des deux precedentes.

*sans succès.*

Dés que les Deputés des Provinces de Flandres furent partis, cet Estat, obligé & résolu de continuer la guerre, commença aussy-tost à songer à une plus étroite alliance avec la France, & se servit pour cet effect de l'entremise de Hercules de Charnassé, que le Cardinal de Richelieu avoit employé aux plus importantes negociations de ce temps là, tant en Suede & en Allemagne, qu'à la Haye, où il avoit rendu un tres-grand service à son Roy, en travaillant à empêcher la conclusion de la paix avec l'Espagne. Les Ministres & Favoris, qui avoient eu la direction des affaires de France depuis la mort de Henry IV, devant

*C'est pour quoy les Estats songent à continuer la guerre, & à s'unir plus étroite ment avec la France :*

*où La Reine Mere ne veut pas rompre avec l'Espagne ;*

*non plus que le Connestable de Luynes,*

*et le Cardinal de la Rochefoucault.*

*Le Cardinal de Richelieu s'y résout.*

*Le traité du 15 Avril 1634, Preuve XIII. pag. 92.*

le Cardinal de Richelieu, avoient eu de l'aversion pour la rupture avec la Maison d'Autriche. La Reine Mere, en faisant une double alliance avec l'Espagne, s'estoit tout à fait éloignée des intentions & des maximes du Roy defunct. Le Connestable de Luynes, qui eut la principale direction des affaires après elle, en faisant rechercher pour un de ses freres la riche heritiere de Pequigny, que l'on à conneüe depuis sous la qualité de Duchesse de Chaune, laquelle les parents faisoient élever alors à Bruxelles à la suite de l'Infante, cet interest particulier produisit l'Ambassade du Duc d'Angoulême, du Comte de Bethune & de Chasteauneuf contre les interests de l'Electeur Palatin, & de la pluspart des Princes Protestants d'Allemagne, anciens alliés de la Couronne de France. Le Cardinal de la Rochefoucault, qui fut fait chef du Conseil après la mort de Luynes, ne faisoit que prescher la paix, par foiblesse d'esprit, & par scrupule de religion. Mais le Cardinal de Richelieu ne fut pas si-tost estably dans le Ministère, qu'il donna ses premiers soins aux affaires domestiques du Roiaume, lesquelles il régla si bien, par la réduction de la Rochelle, & en dissipant le party de ceux de la Religion en Guyenne & en Languedoc, où toutes les places de seureté qu'on leur avoit données, receurent garnison, qu'il n'y avoit plus rien, qui püst empêcher ce Ministre de s'appliquer entierement aux estrangeres. Les desseins qu'il avoit contre la Maison d'Autriche, se découvrirent au desaveu du traité, que du Fargis Ambassadeur du Roy de France en Espagne, avoit fait le 26 Mars 1626 à Mouson, pour l'accommodement des affaires des Grisons & de la Valtoline: dans les intrigues, qu'il fit faire par M. de Leon Bruflart & par le Pere Joseph auprès de l'Electeur de Baviere à Ratisbone: en la protection, que la France donna au Duc de Mantoue & de Nevers contre les armes de l'Empereur: au traité qu'elle fit avec Vittorio Amedé, Duc de Savoye, pour l'acquisition de Pignerol, & en la guerre, qu'elle fit au Duc de Lorraine: mais principalement aux traités, qu'elle fit avec Gustave Adolfe, Roy de Suede, & en suite avec ces Provinces Unies. Le dernier, que le Baron de Charnassé fit en l'an 1634, obligeoit la France à rompre avec le Roy d'Espagne, à guerre ouverte, par mer & par terre, si en suite de ce traité les Estats faisoient un traité de paix ou de trêve avec le Roy d'Espagne, & que celui-cy vinst à le violer.

Aprés la conclusion de ce traité, les Estats envoyerent une Ambassade



de Extraordinaire en France, pour en remercier le Roy, & pour tâcher de le porter à une rupture ouverte avec le Roy d'Espagne. Il y auroit dequoy s'estonner, de ce qu'en ce temps-là on poursuivoit avec tant de chaleur, ce qui fait aujourd'hui l'âversion de toutes les Provinces, & que l'on recherchoit avec tant de passion le voisinage de la France, lequel l'on considere presentement comme le plus grand malheur qui puisse arriver à cet Estat, si l'on ne sçavoit pas que c'estoit le sentiment de celui, qui estoit l'oracle que l'on consultoit en toutes les affaires d'importance. Ils firent représenter à la Cour : Que les Deputés d'Espagne, qui estoient venus à la Haye, l'année precedente, pour y faire des propositions d'un accommodement, n'avoient pas pû dissimuler, qu'ils ne faisoient la paix avec cet Estat que pour faire la guerre à la France, & que c'estoit une des raisons, pourquoy l'on avoit icy rompu la negociation avec les Espagnols. Mais qu'il falloit, que sa Majesté considerast, que la haine, que les Espagnols avoient pour la France, estoit irreconciliable, que sans doute ils en donneroient des preuves à la premiere occasion, & qu'il vaudroit mieux les prevenir, qu'en estre prevenus. Qu'on le pouvoit faire presentement avec avantage, pendant que le mécontentement de plusieurs grands Seigneurs des Pais-bas partageoit les esprits en Flandres, & que les armes de Suede & de ces Provinces avoient reduit les affaires de la Maison d'Austriche dans un tres mauvais estat en Allemagne, & en toutes les autres parties de l'Europe. Les Ambassadeurs n'eurent pas beaucoup de peine à y disposer le Cardinal de Richelieu, qui ne faisoit que chercher l'occasion de rompre avec l'Espagne. De sorte que les mesmes Ambassadeurs conclurent au commencement de l'an 1635 à Paris un traité d'alliance offensive, pour l'expulsion des Espagnols; & pour le partage des Provinces des Pais-bas de l'obeissance du Roy d'Espagne entre la France & cet Estat.

*Les Ministres de cet Estat presentent la France de rompre avec l'Espagne. Preuve XIV. pag. 98.*

Mais la guerre ne fut pas si-tost commencée, que l'on reconnut, qu'elle finiroit plustost par un accommodement, ou chacun des alliés tâcheroit de trouver son avantage, que par la conquête des Pais-bas. Et de fait leurs armes n'ayant pas réussi devant Louvain, & les Espagnols, ayant en la mesme année surpris le fort de Schencq, un des plus importants postes de tout le pais, situé sur la pointe, qui separe le Rhin d'avec le Waal, ou plustost qui fait changer de nom à une des branches du Rhin, ils commencerent à se dégouter de la guerre, & à se défier les uns des autres.

*Le traité d'alliance offensive & défensive, du 8 Fevrier 1635. Preuve XV. pag. 104.*

*La France déclare la guerre à l'Espagne.*

Le Prince d'Orange avoit mis le siege devant le fort incontinent après la surprise, & le voisinage des deux Camps donna occasion à Don Martin d'Aspe de recommencer une negociation de paix, premierement en la petite ville de Cranembourg, sur les frontieres de Gueldre & de Cleves, & apres cela à Arnheim & à Turnhout; bien qu'avec le mesme effect qu'avoient eu toutes les autres allées & venues. De l'autre costé Louis XIII, Roy de France, Prince incommodé en sa santé, difficile & chagrin, qui n'avoit déclaré la guerre au Roy d'Espagne, que par complaisance pour les Conseils du Cardinal de Richelieu, qui lui avoit fait la conquête des Pais-bas fort facile, se rebuta du premier mauvais succès, & s'en prit au Cardinal; & le Ministre, pour contenter le Roy, envoya en Espagne Bautru l'aîné des deux freres, qui avoient sa confidence. Il avoit l'esprit fort agreable, & de l'estude, mais il n'avoit point de con-

*L'on recommence à traiter avec l'Espagne. Quatriesme negociation;*

*le Cardinal de Richelieu envoie faire ouverture d'accommodement à Madrid.*

noissance d'affaires ; de sorte que l'on pouvoit dire, qu'il estoit plus propre pour le divertissement que pour la negociation. Aussi n'executa il pas, avec toute la punctualité nécessaire, l'ordre, que le Cardinal lui avoit donné, de faire adroitement quelque ouverture d'accommodement au Comte Duc d'Olivares, premier Ministre du Roy Catholique. Ces démarches firent bien connoître, que les alliés, qui estoient entrés en guerre pour des interets differents, tâcheroient d'en sortir dès qu'ils pourroient faire la paix avec quelque apparence de reputation, & avec avantage. Comme en effect dès le mois d'Aoust 1636, l'Ambassadeur de France ne craignit point de dire aux Estats, que le Pape avoit fait faire quelques ouvertures d'accommodement au Roy, son maistre, & mesme qu'il avoit proposé deux ou trois villes, où les Ministres des Princes interessés se pourroient rendre, pour traiter de la paix ; mais qu'il n'y envoyeroit pas ses Plenipotentiaires, que ses alliés n'eussent aussi les passeports nécessaires pour la seureté des leurs. Cette negociation preliminaire fut continuée, mais traînée par le Ministre de France, qui vouloit la paix en apparence, mais qui en effect la jugeoit incompatible avec la subsistance de sa fortune. Car encore qu'à la Cour de France l'on parlât tousjours de paix, on ne laissoit pas de se preparer encore à la continuation de la guerre, lors du decés du Cardinal de Richelieu, qui mourut le 3 Decembre 1642. Louis XIII, son maistre, le suivit le 14 May de l'année suivante, tout resolu de donner la paix à la Chrestienté ; & la Reine Regente, qui aimoit naturellement l'aise & le repos, & qui le jugeoit nécessaire pendant la minorité du Roy, son fils, estoit d'ailleurs de trop bon naturel, pour ne faire point en faveur du Roy d'Espagne, son frere, tout ce que l'interest du Roy, son fils, lui pouvoit permettre, voulut commencer sa regence par un témoignage public de son inclination à la paix, en faisant aller à Munster les Ministres, que le feu Roy avoit nommés pour y travailler. Elle desiroit que ce fust son ouvrage, & nous verrons en la suite de cette histoire, que c'estoit à elle que cette gloire estoit reservée ; mais dès qu'elle eust donné la principale direction des affaires au Cardinal Mazarin, l'on remarqua en elle d'autres sentiments & une autre conduite. Ce Prelat, qui avoit succédé dans le Ministère au Cardinal de Richelieu, avoit aussi succédé à ses maximes : avec cet avantage pourtant qu'il estoit le maistre du cabinet, & s'estoit rendu, non seulement utile à l'Estat, mais aussi tres-agreable & nécessaire à la Reine Regente ; au lieu que le Cardinal de Richelieu n'avoit jamais pû s'asseurer de l'affection de son maistre, ny penetrer ses sentiments, & mesme vers la fin de ses jours, estoit devenu l'objet de son averfion, & de sa haine ; tellement que vivant dans une défiance continuelle avec lui, les intrigues du cabinet & du petit coucher ne lui donnoient pas moins de peine & d'inquiétude, que les plus importantes affaires du Roiaume. Les Comtes d'Avaux & Servien, Plenipotentiaires de France, dont le dernier avoit esté substitué à Chavigny-Bouthiller, devant que de se rendre au lieu de l'assemblée, passerent à la Haye, où ils convierent les Estats de faire partir leurs Ambassadeurs au plustost ; afin que les uns & les autres pussent avancer leur negociation d'un mesme pas, ménager les interets communs des alliés, & conclurre leurs traittés en mesme temps.

*Mort du  
Cardinal de  
Richelieu,  
& de Louis  
XIII. Roy de  
France.*

*D'Avaux  
& Servien  
passent à la  
Haye.*

Nous venons de dire, qu'en l'an 1635 la France & cet Estat avoient fait un traité, qui obligeoit les alliés à faire la guerre jusques à l'entiere expul-



expulsion des Espagnols, & jusques à la conquête de toutes les Provinces de Pais-bas de l'obéissance du Roy d'Espagne, dont ils avoient fait le partage par le mesme traité. Ils en avoient perdu l'esperance, & mesmes l'envie, dès la premiere campagne; c'est pourquoy les deux Ambassadeurs Plenipotentiaires de France, se trouvant à la Haye devant que d'aller à Munster, y proposerent, & firent enfin en l'an 1644. un traité, qui avoit pour objet la paix, comme celui du traité de l'an 1635. l'avoit esté la guerre.

*Traité de  
1644.  
Preuve  
XVI. pag.  
112.*

Pour le faire reüssir, il fut jugé, qu'il falloit que les alliés demeurassent inseparablement unis; de peur qu'en traittant séparément, l'ennemy commun ne fust son profit de leur division. L'intention de cet Estat, ou du moins de la pluspart des Provinces, estoit de faire negocier serieusement, à dessein de sortir d'affaires; jusques là, que les Estats d'Hollande deputerent extraordinairement à l'assemblée des Estats Generaux, pour y faire déclarer expressement, que l'Estat de leurs finances leur ôtoit & la volonté & le moyen de mettre en campagne; afin que les François, & leurs partisans, ne se flattassent plus de l'esperance de pouvoir faire continuer la guerre. Les Ministres, qui devoient negocier à Munster de la part des Estats, avoient esté nommés, & l'on avoit travaillé à leur instruction dès l'an 1643; mais les longueurs, qui sont inevitables aux deliberations, qui se font dans un Estat composé de plusieurs Republicques, & qui pouvoient en quelque façon estre excusées en cette rencontre, dont toutes les circonstances devoient estre examinées & arrestées d'un consentement unanime dans les Provinces, firent retarder leur voyage jusques à la fin de l'année 1645. Aussi ne les pressoit on pas beaucoup de partir; tant parce que depuis quelques années la France, qui avoit bien voulu donner le tiltre d'Altesse au Prince, Ministre de cet Estat, refusoit de rendre à l'Estat mesme, & à ses Ambassadeurs, les honneurs, que le Roy Henry IV, avoit reglés à leur égard; que parce que l'on pouvoit bien juger, par les premiers commencements de la negociation des Ministres des deux Couronnes, que c'estoit un ouvrage, qui donneroit aux Deputés des Provinces Unies le loisir de se preparer au voyage, sans precipitation. Les Ambassadeurs des Provinces Unies n'arriverent à Munster qu'au commencement de l'année 1646, mais assez tost, pour reconnoistre, que ce n'estoit pas leur absence, qui avoit arresté le progrès de la negociation des Ministres de France. Le Cardinal Mazarin, qui sçavoit, que ce seroit un avantage incomparable à la France, si l'on pouvoit unir les Pais-bas à cette Couronne, avoit employé des annés entieres à faire accroire aux Mediateurs, c'est à dire au Nonce & à l'Ambassadeur de Venise, que l'échange des Provinces des Pais-bas, qui sont de l'obéissance du Roy d'Espagne, avec la Catalogne, & avec les Provinces qui en dépendoient, de deçà les Pirenées, lesquelles la France avoit conquises après la prise de Perpignan, seroit aussi l'avantage des Espagnols, & de cet Estat: & sur tout celui du Prince d'Orange. Mais les Mediateurs, qui n'en pûrent pas estre persuadés, ne croyoient pas pouvoir faire goûter cette proposition aux Plenipotentiaires d'Espagne, qui de leur costé rejettoient ces ouvertures, & ne pouvant pas ignorer, que les Provinces Unies desiroient la paix, & que leurs Ministres avoient apporté cette inclination & cet ordre à Munster, tâchoient de profiter de cette conjoncture. C'est pourquoy ils commencerent à negocier un traité particulier avec cet Estat,

*Preuve  
XVII. pag.  
118.*

*La France  
fait difficulté  
de ceder  
la main aux  
Ambassadeurs  
de cet  
Estat.*

*Ils arrivent  
à Munster.*

*La France  
vouloit faire  
un échange  
des Pais bas  
et de la Ca-  
talogne.*

*Preuve  
XVIII.  
XIX. &  
XX. pag.  
118. & seq.*

*I. Part.*

*G*

*dont*

dont le succès les delivroit d'un puissant ennemy , ou du moins obligeoit la France à leur accorder des conditions plus supportables , que celles que les Ministres leur faisoient proposer.

*Les raisons  
qui obligent  
l'Estat à fai-  
re la paix :*

Les Provinces Unies n'avoient pris les armes que pour la conservation de la liberté , & ne faisoient la guerre que pour obtenir une bonne paix : mais elles , & sur tout la Province d'Hollande , avoient des raisons plus particuliers & plus pressantes , qui la lui faisoient desirer.

*Les desor-  
dres des fi-  
nances.*

Les finances estoient tellement épuisées , que la plupart des Provinces ne faisoient la guerre que des prests sur prests , que l'on estoit obligé de faire tous les ans , pendant que leur revenu ne pouvoit pas suffire au payement des interets , & aux autres dépenses ordinaires. Il y en avoit même , qui considéroient , que les conquestes , qui estoient si glorieuses à l'Estat , & particulièrement à celui qui commandoit ses armes , bien loin de couvrir , & de conserver les Provinces qui contribuent le plus à la subsistance de l'Estat , les minoient insensiblement , & ne servoient qu'à les faire abîmer dans peu de temps. Le fonds , que l'on faisoit au commencement de chaque année pour la guerre , montoit à plus de vingt deux millions , dont la Hollande , payoit bien plus de la moitié , & elle devoit plus de cent quarante millions , en contrats ou constitutions , dont elle ne se pouvoit pas dispenser de payer les interets punctuellement , y non compris les treize millions qu'elle devoit d'ailleurs. Les Estats de cette Province en avoient de temps en temps fait des plaintes à ses alliés ; mais la plupart des autres , ou plusieurs de ceux , qui y avoient part aux affaires , profitoient de la guerre , en demandoient la continuation , ou du moins ne pressoient pas fort la paix ; de sorte qu'elle se trouva obligée de s'en expliquer enfin , & de declarer , que l'une lui estant absolument impossible , & l'autre extrêmement nécessaire , elle ne pouvoit plus différer de prendre party.

*La Hollan-  
de doit plus  
de cent qua-  
rente mil-  
lions.*

*Destrades  
dit qu'il se  
fait un ma-  
riage du Roy  
de France  
avec l'Infan-  
te d'Espagne.  
Preuve  
XXI. pag.  
126.*

Mais ce qui donnoit le plus d'aversion pour la continuation de la guerre , c'estoit l'apprehension du voisinage des François , dont la puissance , qui estoit desja incommode , deviendroit formidable , & entraîneroit après elle la ruïne du commerce de ces Provinces , si celles de l'obeissance du Roy d'Espagne venoient à s'unir à la Couronne de France. L'on en vid une preuve dans l'allarme , que l'on prit de ce qui arriva à la Haye au mois de Fevrier 1646 , parce que cette rencontre , acheva de determiner absolument à la paix , même ceux qui jusques alors n'y avoient qu'un penchant bien mediocre , & particulièrement la Hollande , qui sans cela y estoit desja assez disposée. Ce fut , que le Prince d'Orange fit dire aux Estats d'Hollande , qui estoient alors assemblés en corps , & en suite aux Estats Generaux , que Destrades , qui avoit un regiment d'Infanterie au service de cet Estat , & qui depuis le traité de 1635 venoit tous les ans en ce pais , faire un traité de campagne , & concerter avec le Prince les desseins , que l'on y devoit executer , l'estoit venu trouver le jour precedent , & qu'au lieu de lui parler des affaires de la campagne , comme il avoit accoutumé de faire , lui avoit fait confidence d'une affaire tresimportante. Qu'il l'avoit asseuré , que le Roy d'Espagne avoit fait proposer à la Reine Regente le mariage du Roy de France avec l'Infante sa fille , laquelle lui apporteroit en dot les Provinces des Pais-bas de son obeissance ; moyennant que la France restituaist à l'Espagne la Catalogne , avec le Roussillon & leurs dépendances ; & que la negociation estoit si avancée , qu'il y avoit apparence qu'elle seroit

*Le Prince  
en donne ad-  
vis,*



seroit conclue, & peut estre executée dans trois semaines. Avec cette reserve pourtant, que les deux Couronnes conserveroient aux Provinces Unies la possession & la jouissance entiere de la liberté & de la Souveraineté, que leurs armes leur avoient acquises. Le Prince y ajouta, que Destrades lui avoit bien demandé ses sentiments sur cett'affaire, mais qu'il avoit fait difficulté de s'en expliquer; parce qu'il avoit crû en devoir faire part aux Estats, devant que de répondre à une question de cette nature. Cet avis fut trouvé si important, que les deux assemblées firent prier le Prince de prendre la peine de s'y trouver en personne, & de rapporter lui mesme ce qui s'estoit passé entre lui & Destrades sur ce sujet. Il y fut, & repeta ce qu'il avoit fait dire aux uns par le President de l'assemblée, & aux autres par le Conseiller Pensionnaire; ajoutant à ce qu'il avoit dit auparavant, que Destrades l'avoit assuré encore, que les Pais-bas demeureroient unis à la Couronne de France, quand mesmes ce mariage ne produiroit point d'enfants. L'assemblée voulut sçavoir l'avis du Prince sur cette importante conjoncture; mais comme cet esprit & ce jugement, qui l'avoient fait considerer comme un des plus habilles Princes de son temps, n'estoient plus ce qu'ils avoient esté autrefois, l'on n'en pût tirer autre chose; sinon qu'il jugeoit, que les Estats ne pourroient pas empêcher l'execution de ce projet, si les deux Rois en estoient d'accord: & que tout ce qu'ils pourroient faire, ce seroit de demander le partage, dont l'on estoit convenu en l'an 1635.

Les Ministres de France eurent l'adressé de faire courir le bruit, que le Prince d'Orange n'approuvoit pas seulement le party de l'échange des Pais-bas avec la Catalogne, mais qu'il le souhaittoit mesme avec passion, pour ses interets particuliers. Le Cardinal Mazarin en parle dans les mesmes termes dans le memoire, qu'il envoya aux Plenipotentiaires de France le 27 Mars de la mesme année. Il y ajoute, que si le Prince eust pû s'assurer de l'échange de Mastricht avec Anvers, & que la France ratifiast la cession, que l'Espagne feroit à ces Provinces de ses droits & pretensions, il eust estimé, que le succès de cette negociation n'auroit pas esté moins glorieux à lui, qu'il auroit esté avantageux à l'Estat.

Certes si ce que le mesme Cardinal dit ailleurs est vray; sçavoir que Destrades lui avoit escrit du 16 Fevrier; qu'en la premiere conference, qu'il avoit eüe avec le Prince d'Orange, celui-ci lui avoit témoigné une si grande passion pour l'échange, que l'on ne pouvoit plus douter du succès de la negociation de Destrades, ny de l'affaire mesme: si, disje, il est vray, que le Prince ait eu, dès le 16 Fevrier, connoissance de l'affaire, qu'il dit aux Estats le 27, n'avoir apprise que le jour precedent sur le midy, l'on ne peut rien dire pour la justification du procedé du Prince, sinon qu'en ce temps là sa memoire estoit tellement affoiblie, qu'il y avoit des intervalles, où il n'en avoit point du tout: ce qui est tresveritable; si ce n'est que l'on aime mieux douter de la verité des paroles d'un Ministre, qui ne l'a jamais dite, que lors qu'elle lui estoit utile.

Le mesme jour que le Prince fit ce rapport, deux des Plenipotentiaires de cet Estat, qui estoient venus de Munster exprés, rapporterent dans l'assemblée des Estats, que les Ambassadeurs de France leur avoient communiqué, que les Mediateurs leur avoient dit, que ceux d'Espagne avoient reçu ordre du Roy, leur Maistre, par un Courrier extraordinaire, de déclarer de sa part; que son intention estoit de tâcher de

*Et va en  
personne fai-  
re rapport  
aux Estats  
Generaux  
Et à ceux  
d'Hollande  
de son entre-  
tien avec  
Destrades.*

*Les Fran-  
çois disent  
que le Prince  
d'Orange  
approuve  
leur dessein.*

Preuve  
XXII.  
pag. 128.

Preuve  
XXIII.  
pag. 129.

*Deux des  
Plenipoten-  
tiaires de cet  
Estat disent  
quelque cho-  
se d'appro-  
chant.*

Preuve  
XXIV.  
don- pag. 129.

*L'Espagne  
veut sous-  
mettre les  
différents à  
la Reine de  
France.*

donner le repos à la Chrestienté, & afin d'y pouvoir reüssir, qu'il estoit prest de sousmettre tous les différents, qui n'estoient pas encore ajustés entre les deux Couronnes, à la Reine Regente de France, pour estre réglés par elle; de l'advis du Duc d'Orleans, du Prince de Condé, du Cardinal Mazarin & des autres Ministres de cette Cour là. Qu'il acquiesceroit à tout ce qu'ils en jugeroient, & qu'il ne feroit point de difficulté de le signer; dans l'assurance qu'il avoit, que la Reine Regente considereroit également, d'un costé les interets du Roy, son fils, & de l'autre ceux de la Maison, où elle avoit pris naissance; afin de mesurer sur cette consideration les interets & la reputation de l'une & de l'autre Couronne. Mais que les Ambassadeurs de France avoient répondu aux Mediateurs, qu'il y avoit une si estroite liaison entre la France & les Provinces Unies, qu'ils ne pouvoient rien faire l'un sans l'autre, quand mesmes l'on cederoit à la France la moitié de l'Espagne. Que les mesmes Ambassadeurs de France y avoient ajousté, en la conversation qu'ils avoient eüe en suite, que peuteestre la Reine Regente ne voudroit pas se charger de l'arbitrage des demeslés de deux Rois, dont l'un estoit son Fils, & l'autre avoit tousjours esté son bon Frere. Que l'on pouvoit donner une grande estendue à ces paroles, *de ménager les interets & la reputation de l'une & de l'autre Couronne.* Que les Espagnols faisoient peuteestre cette sousmission, pour tâcher de gagner du temps, & d'obtenir une suspension d'armes, ou bien pour faire transferer toute la negociation de Munster à Paris; à dessein de détacher la France de ses alliés; & de l'engager à une negociation particuliere: & neantmoins qu'ils estoient d'advis, qu'il ne falloit pas negliger les avantages, que l'on pourroit tirer de ces propositions. Qu'ils s'assüeroient, que la Reine ne consentiroit pas à une negociation particuliere, de peur de s'exposer aux sanglants reproches, que les alliés lui pourroient faire, avec justice. Au reste qu'il falloit que l'Espagne fust extremement foible, ou qu'en cette proposition il y eust un grand mystere caché, lequel le temps feroit decouvrir, & qu'ils jugeoient, que pour ne rien hazarder, il estoit necessaire de se tenir bien unis, & de faire agir avec vigueur les armes des alliés pendant la prochaine campagne.

*La Reine  
ne se veut  
pas charger  
de cet arbi-  
trage.*

Preuve  
XXV.  
pag. 133.

Preuve  
XXVI.  
pag. 136.

Et de fait la Reine Regente, ayant sçeu, que les Ministres d'Espagne avoient fait faire ces propositions par les Mediateurs, escrivit aux Plenipotentiaires de France: qu'elle avoit reçu avec tendresse & avec grande estime le témoignage, que le Roy d'Espagne, son Frere, lui avoit voulu donner de son affection & de sa confiance; non comme une pure civilité, mais comme une preuve effective de l'envie, qu'il avoit de faire cesser les maux, dont la Chrestienté se trouvoit affligée: & neantmoins qu'elle estoit persuadée, que cette ouverture ne pouvoit pas produire l'effect qu'il en faisoit esperer. Qu'elle se trouvoit trop interessée, pour pouvoir prendre la qualité de Juge, ou de Mediatrice, aux différents des deux Couronnes, & ainzy qu'elle leur ordonnoit de faire dire aux Plenipotentiaires d'Espagne: qu'elle avoit tant de confiance en la vertu du Roy, son Frere, & si grande opinion de son équité, qu'elle vouloit bien le conjurer, de faire lui mesme ouverture des moyens, par lesquels il croyoit, que la paix se püst faire entre la France & l'Espagne: en l'assurant qu'elle accepteroit les conditions, qu'il jugeroit raisonnables; supposant qu'elles seroient proportionnées à la constitution presente des affaires de part & d'autre, aux avantages, que la France avoit desja,



desja, & à l'apparence que l'on voyoit de les pouvoir augmenter à l'avenir. De sorte que les Ministres de France, croyant avoir découvert l'artifice & la malice des Espagnols, pretendoient aussi, que les Plenipotentiaires de cet Estat devoient continuer à vivre avec eux dans la premiere confiance. De l'autre costé Brasset, Resident de France, & un de ses plus zelés Ministres, fut trouver le President de l'assemblée des Estats Generaux, protesta de la sincerité des intentions du Roy, son Maistre, & l'assëura, que le mariage d'Espagne n'estoit qu'un bruit de ville, dont l'on n'avoit pas seulement oüy parler en France. Mais ny les protestations des ces Ministres, ny les artifices de leurs Emissaires ne furent pas capables d'effacer les impressions, que le discours & le procedé de Destrades avoient faites. On le connoissoit pour estre entierement devoüé à la Cour, & l'on sçavoit, qu'il avoit une obeïssance aveugle pour les volontés du premier Ministre. L'on sçavoit aussi, qu'il estoit trop aviisé, pour faire des propositions contraires à ses ordres, & aux intentions du Cardinal, qui lui pourroient faire perdre la reputation de tres-habile & tres-adroit negociateur, qu'il avoit, & qu'il a tousjours conservée depuis.

En effect la maniere d'agir de Destrades n'estoit pas moins suspecte que la proposition mesme. L'on y remarquoit, qu'il s'en estoit caché aux Estats. Qu'il n'en avoit pas mesmes parlé au Prince, non comme à un Ministre de cet Estat, mais comme à un Prince vieilli & consommé dans les affaires, & comme à un des plus grands politiques du temps, du conseil duquel, il disoit que la Reine Regente se vouloit servir en cette importante rencontre, & que tant s'en faut que son intention fust d'en parler aux Estats, il ne dissimuloit point, qu'il faisoit estat de s'en retourner dans deux ou trois jours. L'on jugeoit que cette action estoit contraire à l'alliance. On se representoit desja cette redoutable puissance de France, avec l'humeur inquiète & entreprenante de la nation, dans le voisinage, & sur la frontiere. Elle avoit ajousté à ses conquestes Gravelines & Dunquerque, dont l'on n'avoit jamais osé entreprendre le siege sous le Ministère du Cardinal de Richelieu, & avoit porté ses armes jusques dans le cœur de la Flandre, où elle avoit pris, & faisoit fortifier Courtray, & plusieurs autres petites places sur le Lis: Brisach avec Philipsbourg, la Lorraine & l'Alsace en Allemagne, Piombino & Portolongone en Italie. L'on en estoit jaloux, & l'on apprehendoit le tort, que le progrès de ses armes & son voisinage pourroient faire au commerce des habitants de ces Provinces. Pour sortir de tous ces embarras, l'on proposa plusieurs expedients & remedes. Il y en avoit, qui donnoient dans les sentiments du Prince d'Orenge, & qui estoient d'avis, que l'Estat devoit demander l'effect du partage de l'an 1635: mais ceux qui n'aimoient point les François, & qui avoient de l'averfion pour leur voisinage, soustenoient, que pour les tenir éloignés des frontieres de ce pais, il n'y avoit point d'autre moyen que celui de faire la paix avec l'Espagne: Ils representoient, qu'il y avoit apparence, que la perte des Pais-bas, laquelle ils voyoient estre infaillible, si la France & cet Estat continuoient de joindre leurs armes, pour en poursuivre la conqueste, pourroit obliger l'Espagne à écouter les ouvertures, qu'on lui feroit pour le mariage & pour l'échange: mais aussi qu'elle pouvoit en esperer la conservation, en s'accommodant avec les Provinces Unies. Il est vray que Destrades, voyant le méchant effect, que sa proposition

*Le 7 Mars  
1647.*

*Le procedé  
de Destrades  
est suspect.  
Preuve  
XXVII  
pag. 137.*

*Le jugement que les  
Estats en  
font.*

*Destrades  
change de  
langage.*

*Les François disent ,  
que c'est un  
artifice*

*d'Espagne.*

*Preuve*

*XXVIII.*

*pag. 138.*

*Preuve*

*XXIX.*

*pag. 139.*

*Preuve*

*XXX. pag.*

*140.*

tion avoit fait , ne continuoit pas de parler du mariage du Roy avec l'Infante dans les mesmes termes , ny avec la mesme assurance , & les Ministres de la Cour de France en accusoient les Espagnols , comme si c'eust esté un artifice , pour semer la division entre les alliés , en advertissant les Plenipotentiaires de cet Estat de la negociation secrete , qui se faisoit pour cela à Madrid. Ce qui estoit vray. Car les Espagnols leur avoient dit bien positivement , que la France faisoit faire en Espagne cette negociation particuliere & séparée par des Emissaires & des Moines , & que les François la pressoient avec plus de chaleur , que du temps de l'Empereur Charles V ils n'avoient pressé à Crespy en Valois , le mariage du Daufin avec l'Infante d'Espagne. Que depuis la mort du Prince d'Espagne , elle y insistoit plus que jamais : que l'Empereur ne s'y osoit pas opposer , parce qu'il ne pouvoit pas empescher l'Espagne de faire la paix , laquelle lui estoit necessaire. Que le Roy , leur Maistre , ayant voulu prendre sur ce sujet l'avis de ses Plenipotentiaires , ils lui avoient conseillé de n'en rien faire , parce que les Pais-bas & le Milan servant comme de cittadelles à la Monarchie d'Espagne , l'on ne pouvoit pas les en détacher , sans hasarder le Roiaume mesme. Mais que le Conseil d'Espagne , composé la plupart de Ministres , qui n'estoient jamais sortis du pais , & qui ne sçavoient pas ce que les Pais-bas valent à l'Espagne , ne faisoient que conseiller la reunion de la Catalogne & du Roussillon , & que cependant le Roy , se trouvant entre ces deux extremités , estoit obligé de prendre party. Tellement que le procedé des François , ne faisant que confirmer ces avis , leur desadveu ne fit qu'augmenter le soupçon & la défiance , laquelle se trouvant fortifiée par la consideration du mauvais estat des finances , obligea enfin l'Estat , & particulierement la Province d'Hollande , à prendre une resolution déterminée de traiter avec l'Espagne , & de prevenir ceux , qui en voulant faire croire , qu'il ne tenoit qu'à eux de la conclurre , quand ils voudroient , ne pouvoient pas empescher aussy que l'on ne crust , qu'ils la feroient , quand ils la pourroient conclurre avec avantage.

*Destrades a  
ordre de fai-  
re la propo-  
sition du  
mariage.*

*Preuve*

*XXXI.*

*pag. 143.*

Au reste il est certain , que Destrades avoit fait le voyage de la Haye , & la proposition du mariage & de l'échange au Prince d'Orange , par ordre exprés du Cardinal Mazarin. Parce que comme en cette pretendüe negociation du mariage , qui n'estoit en effect qu'une chimere , & une production de la passion , que ce Ministre avoit , de joindre les Pais-bas à la Couronne de France , il n'avoit rien à apprehender , à ce qu'il disoit , que la jalousie des Estats , il vouloit se guerir de cette inquietude , en tâchant de se persuader , & aux Ministres de France , & en suite aux Estats mesmes , qu'ils n'avoient pas moins d'intérêt que la France de desirer l'échange de la Catalogne , y compris le Roussillon , avec la Flandre , & la Comté de Bourgogne. Sur ce fondement il pretendoit faire travailler à cette negociation , de concert & du consentement du Prince , afin de ne donner pas aux Espagnols l'avantage de pouvoir dire , que la France faisoit un traité particulier , sans la participation de ses alliés , puis que le Prince en avoit connoissance , & y donnoit les mains. Pour y obliger le Prince , Destrades avoit ordre de lui faire esperer , que le Roy le gratifieroit du Marquisat d'Anvers , à condition de le relever de la France. Le Cardinal , en écrivant aux Plenipotentiaires de France , qui estoient à Munster , leur avoit fort exaggué les avantages , que le Roy y trouveroit , & c'est dont ils estoient fort

*Preuve*

*XXXII.*

*pag. 144.*



fort persuadés, mais ils advoüoient, qu'ils n'y voyoient pas si clairement les avantages de l'Espagne. Au contraire ils représenterent au Cardinal, qu'il n'y avoit point d'apparence, que l'Espagne acceptast ce party; parce qu'après la perte des Pais-bas, l'Espagne ne se pourroit plus faire considérer, ny dans l'Empire ny en Angleterre, pendant que les Rois de France deviendroient presque seuls arbitres des affaires de l'Allemagne & de l'Élection des Empereurs: & que la negociation, que l'on feroit pour cela, offenseroit en mesme temps les Provinces Unies, les Catalans & les Portugais; parce que moyennant le mariage & l'échange, la France abandonnoit les uns & les autres. Le Cardinal s'y opiniastra neantmoins, & voulut faire proposer l'affaire par Destrades; de sorte que quand les Plenipotentiaires en virent le succès, que le Prince avoit découvert l'affaire aux États, & qu'il en avoit parlé comme d'une chose arrêtée entre la France & l'Espagne, ils trouverent bon de reparer, en quelque façon, cette faute; en assurant les Ambassadeurs Hollandois, qu'il ne leur en avoit jamais esté rien proposé de la part des Espagnols. Mais les États Generaux, au moins la pluspart des Deputés des Provinces, ne laisserent pas de se disposer à un accommodement avec l'Espagne, puis que mesmes après le mauvais succès du voyage de Destrades l'on donna ordre aux ministres de France, de tâcher de faire reüssir le party de l'échange.

Preuve  
XXXIII.  
pag. 149.

Preuve  
XXXIV.  
pag. 149.

Preuve  
XXXV.  
pag. 150.

Le Prince d'Orange mesme, soit qu'il voulust donner un avis desinteressé à ses Maistres sur la fin de ses jours, ou que sentant sa santé alterée, & sa memoire affoiblie, il ne püst pas souffrir, que de son vivant les emplois passassent en d'autres mains, son fils mesme lui donnant ombrage, pria les Deputés, qui l'avoient accompagné à l'armée, pour lui servir de conseil à la campagne, de représenter aux États leurs Committents, que le succès des armes n'estant pas tousjours également heureux, ils feroient bien de preferer une paix honorable, seure & avantageuse, aux événements incertains d'une guerre, qui pourroit enfin devenir ruineuse à l'État. La Princesse, sa femme, qui avoit tousjours eu grand pouvoir sur son esprit, & qui le gouvernoit en ce temps là avec quelque empire, écoutoit les Espagnols, & trouvoit son compte dans la paix; parce que par un traité, que le Prince fit avec les Ministres d'Espagne, l'on faisoit à elle en son particulier des avantages, que la France ne lui vouloit pas faire; soit que le Cardinal Mazarin ne se püst pas resoudre à s'abaisser jusques à la recherche de cette Princesse, ou qu'il se voulust servir de ce pretexte, pour flatter son humeur, un peu trop ménagere, pour pouvoir profiter des occasions de cette nature.

Le Prince  
conseille la  
paix.  
Preuve  
XXXVI.  
pag. 150.

La Princesse,  
sa femme, y  
travaille de  
son côté,

Et en tire des  
avantages.

Toutesfois les États, devant que d'exécuter la resolution, qu'ils avoient prise de conclurre avec l'Espagne, & pour n'offencer pas la France irreconciliablement, firent prier ses Plenipotentiaires de tâcher de faire moderer leurs pretensions, & de se contenter des offres, que les Espagnols avoient faites, & firent en mesme temps dire aux Plenipotentiaires d'Espagne, qu'il estoit necessaire, non seulement qu'ils exécutassent effectivement ce qu'ils avoient promis à la France, mais aussi qu'ils lui accordassent encore ce que leurs amis communs jugeroient estre juste & raisonnable. Ils représentoient aux uns la necessité indispensable, en laquelle l'État se trouvoit, de faire la paix, faute de pouvoir fournir aux frais de la guerre, & ils faisoient dire aux autres, que cet État estoit si estroitement lié avec la France, qu'il ne pouvoit pas trait-

L'on presse  
la France &  
l'Espagne de  
conclurre.

ter

*L'on offre  
la garantie  
à la France.*

*Preuve  
XXXVII.  
pag. 151.*

*L'Estat ne  
croit pas estre  
obligé de fai-  
re la guerre,  
tant que la  
France le  
trouve bon,  
Preuve  
XXXVIII.  
pag. 152.*

*ses raisons ,*

*qui lui per-  
mettent de  
traitter sepa-  
rément.*

*La France  
soutient le  
contraire.*

ter sans elle, ny conclurre qu'elle ne fust satisfaite. Ils offrirent de plus de garantir la France par un traité solennel, & de la secourir d'hommes & de vaisseaux, si après la conclusion de la paix les Espagnols l'attaquoient, mesme dans ses autres Estats & conquestes; encore que l'Estat ne fust obligé de la garantir que dans les Pais-bas, & dans les conquestes qu'elle y avoit faites. Mais ce fut avec cette reserve expresse, que si la France ne se satisfaisoit point de tous ces avantages, & ne faisoit la paix avec l'Espagne dans trois semaines, ces offres ne les obligeroient plus, & ils ne laisseroient pas de conclurre avec elle; parce qu'outre que l'estat de leurs affaires les necessitoit de faire la paix, il n'y avoit point de traité, qui les obligeast à la continuation de la guerre, pour faire plaisir à la France, & tant qu'il lui plairoit la faire de son costé. L'on disoit, que le traité de l'an 1634, qui oblige l'Estat à faire & à continuer la guerre, n'avoit esté fait que pour sept ans, & ainſy qu'il estoit expiré dès l'an 1641. Que le traité de l'an 1635 n'obligeoit les armes de l'Estat d'agir que dans l'estendue des Provinces que le Roy d'Espagne possedoit aux Pais-bas, la conqueste desquelles estoit le seul objet de ce traité; & ce seulement jusques à ce que les Espagnols en auroient esté chassés: & ne l'obligeoit pas à contribuer aux conquestes, que le Roy voudroit faire en Italie, en Espagne, ou ailleurs. Que l'on ne pouvoit plus esperer l'expulsion des Espagnols, & que l'Estat n'estant point tenu de faire la guerre pour les interets de la France, dans les autres parties de l'Europe, ou le Roy mesme s'estoit reservé le pouvoir de faire la paix, ou bien une trêve, sans participation des Estats, on ne pouvoit pas forcer les Estats de continuer la guerre pour des interets estrangers, où ils n'avoient point de part. Que le traité de l'an 1644 dit bien, que la France & les Estats soustiendront avec vigueur les interets l'un de l'autre indifféremment. Mais que cela ne se peut entendre, sinon des interets, que la guerre avoit rendu communs, & dont il estoit parlé au traité de 1635, parce que celui de 1644 n'ayant esté fait que pour sortir de la guerre, il se trouveroit, que bien loin de la finir, elle auroit esté rendue éternelle, si l'Estat eust esté obligé de la continuer jusques à ce que la France auroit esté satisfaite, mesmes à l'égard des interets qu'elle a hors des Pais-bas. L'on consideroit aussi, que les alliés de la France, interessés avec elle en la guerre d'Allemagne, comme la Suede & la Hesse, ne souffriroient point, qu'elle traittast avec l'Espagne, qu'en mesme temps elle ne fust conclurre la paix de l'Empire. Car ils s'attiroient toutes les forces de la Maison d'Autriche sur les bras, & se chargeoient de la haine de tous les autres Protestants, qui s'estoient desja détrompés du pretendu zele, dont les estrangers avoient coloré la guerre qu'ils faisoient en Allemagne; ennuyée de ces troupes auxiliaires, qui n'y estoient que pour la ravager, & pour subsister aux dépens des amis & ennemis indistinctement.

Les Ministres & les partisans de France disoient au contraire, que s'estoient les Espagnols, qui avoient osé dire, que les traittés, que la France a avec les Estats, ne regardent que les Pais-bas. Que la France ayant rompu avec l'Espagne par tout, à l'instance des Estats, elle ne pouvoit pas faire la paix dans les Pais-bas, & continuer la guerre dans les autres quartiers de l'Europe. Que ce n'estoit pas aux Estats à expliquer seuls les termes d'un traité qui leur est commun avec la France, & qu'ils ne se pourroient pas donner cette autorité, sans offenser tous leurs autres amis



amis & alliés. Que le traité de l'an 1634 fut fait sur un memoire de M. de Charnassé, où il estoit parlé des Grisons, de la Valteline, de Casal, de Mantoue, de Pignerol, de la Lorraine, & generalement de tous les interets du Roy de France, en quelque part du monde qu'il püst estre attaqué. Que le terme de sept ans, dont il est parlé au traité de 1634, a esté rendu indefiny par celui de l'an 1635, qui s'estend jusques à la paix, & jusques à l'expulsion entiere des Espagnols. Que ce dernier traité n'est qu'en execution des 11 & 12 articles du premier, qui disent, que le Roy, en rompant avec l'Espagne, sera déchargé des subsides qu'il donnoit à cet Estat: que l'on partagera les conquestes, & que l'un des alliés ne traittera pas sans l'autre. Que la France n'auroit pas rompu, si elle n'eust esté assurée de la garantie de toutes ses conquestes. Qu'il est vray, que les forces devoient agir principalement dans les Pais-bas; mais que cela n'empeschoit pas, que le Roy ne fust obligé d'agir aussi ailleurs. Au contraire, qu'en portant ses armes en Italie & en Espagne, il a diverty les forces, qui seroient toutes tombées sur les bras de cet Estat. Que puis que les Estats vouloient, que la France s'interessât pour eux aux Indes, il estoit juste aussi, qu'ils prissent part aux interets, que le Roy a hors de son Roiaume, & ailleurs qu'aux Pais-bas, où il ne peut faire ny paix ny trêve sans les Estats. Que le traité de l'an 1644 faisoit toute la decision, en ce qu'il oblige les deux alliés à s'aider l'un l'autre à conserver les conquestes indistinctement. Ils y ajoûterent, que l'impuissance, que les Estats alleguoient, n'estoit qu'imaginaire, & un mauvais pretexte pour manquer à l'alliance, à la fidelité, aux obligations qu'ils avoient à la France, à l'honneur de la nation & à leur interest propre. Ce sont les termes dont les Ministres de France se servoient, pour tâcher d'empescher la paix particuliere, & pour exprimer l'excès de leur mécontentement. Le Comte de la Roche Servien estant à la Haye en l'an 1647, s'emporta mesmes jusques là, que d'accuser publiquement quelques uns des Plenipotentiaires de cet Estat d'avoir pris de l'argent des Espagnols, & nomma les Sieurs de Heemstede & de Knuyt dans un'écrit, qu'il fit imprimer & debiter par tout le pais. Les Estats d'Hollande trouverent ce procedé fort mauvais, justifierent les Ministres de leur Province, & declarerent, qu'ils avoient agy en gens d'honneur, conformément à l'intention de leurs superieurs, qui estoient fort satisfaits de leurs fidelité & conduite, & qui ne doutant point qu'à l'avenir ils ne donnassent des preuves de leur zele & de leur probité, promettoient de proteger leurs personnes, & de maintenir leur honneur & leur reputation. S'il est permis d'ajoûter à cette déclaration publique une conjecture particuliere, l'on pourroit dire, qu'il n'y a point d'apparence, que les Espagnols, à qui toutes les resolutions de l'Estat estoient revelées ou vendües, par des gens qui ont servi d'exemple à ceux qui le font encore presentement, ayent fait une dépense inutile, en donnant de l'argent à des Ministres, qui par le devoir de leur employ estoient obligés de travailler à la paix avec chaleur. Mais nonobstant ce procedé, & plusieurs autres emportements du Comte de Servien, l'on ne laissa pas de conclure avec lui, & avec la Thuillerie, son collegue, le 29 Juillet 1647, un traité de garantie, où l'on comprit; avec la France & les conquestes des Pais-

*Servien accuse quelques uns des Plenipotentiaires d'avoir pris de l'argent des Espagnols.*

*Preuve XXXIX. pag. 162.*

*Les Estats d'Hollande les justifient.*

*Preuve XL. pag. 163.*

*Les sentiments particuliers de la Zeelande & d'Utrecht.*

*Les François disent, que les Espagnols ne veulent pas la paix.*

Preuve  
XLI. pag.  
166.

Preuve  
XLII. pag.  
167.

*La Thuillerie desire que l'Estat prenne connoissance des differents qui restent à régler avec l'Espagne :*

*Et offre mesmes de l'en faire juge, quoy qu'il n'eust point de pouvoir pour cela.*

*La France traite avec le Duc de Lorraine sous main.*

Les Provinces de Zeelande & d'Utrecht estoient d'avis, qu'il falloit différer la conclusion du traité jusques à ce que la France fust satisfaite. Les François protestoient continuellement de l'inclination qu'ils avoient à faire la paix. La Thuillerie dit, dans une audience, qu'il eut le 23 Octobre, que les Espagnols vouloient rejeter l'affaire de Portugal à la fin de la negociation, pour se réserver le moyen de la rompre. Qu'ils continuoient de faire instance pour le rétablissement du Duc Charles, bien qu'ils eussent déclaré plus d'une fois, que l'affaire de Lorraine n'empescheroit pas la conclusion du traité. Que les Espagnols, en cedant les conquestes des Pais-bas, pretendoient ne donner que le corps des places, sans le territoire & sans leurs baillages. Qu'ils refusoient de régler les limites & les fortifications des places du Roussillon, à dessein de charger la France de l'entretienement d'une armée. Qu'ils demandoient un temperament pour Portolongone & Piombino; au lieu de les laisser à la France, sans réserve, comme les autres conquestes: & qu'ils vouloient, que la garnison Françoisse sortist de Casal, & trouvoient mauvais, que les François les empeschassent de se rendre maîtres de cette place. Il pria les États de prendre connoissance de tous ces differents; non comme arbitres, disoit il, mais comme amis, qui estoient obligés de marcher d'un mesme pas en la negociation de la paix, à s'aider à conserver les conquestes, & à procurer les uns aux autres la satisfaction, qui leur estoit due. Au commencement de l'année suivante, sçavoir le 11 Janvier 1648. le mesme la Thuillerie, voulant faire encore un dernier effort, pour empescher la conclusion du traité, fut trouver le President des États Generaux, & lui dit: que les Plenipotentiaires de France les feroient juges des cinq poincts, & après qu'ils seroient réglés, l'on tâcheroit d'accommoder l'affaire de Lorraine, & qu'en attendant qu'elle fust ajustée, l'on donneroit une pension de cent mille escus au Duc, quarente mille à la Duchesse, & autant au Duc François. Mais ces discours ne servoient de rien: les Plenipotentiaires de France n'avoient point de pouvoir pour cela, & ils sçavoient bien que les États ne se chargeroient pas seuls de cet arbitrage. Cependant les Ambassadeurs des Provinces Unies, voyant la fermeté de ceux de France, qui s'opiniâtroient à demander des choses, que leurs alliés ne jugeoient pas raisonnables, & se trouvant pressés par les Espagnols, qui protestoient, qu'ils seroient obligés de prendre d'autres mesures, si l'on ne concluoit pas avec eux, avoient promis le 16 Janvier, qu'ils signeroient le traité dans quinze jours, & les Espagnols les sommoient de l'effect de leur parole, parce qu'ils avoient avis, que les François faisoient negocier sous main avec le Duc de Lorraine. Les Plenipotentiaires de France lui faisoient offrir la restitution de l'ancienne Lorraine, le Duché de Bar demeurant annexé à la Couronne de France, aussi bien que ce que les Evêques de Mets & Verdun avoient autrefois aliéné au profit des Ducs de Lorraine, & le Marquisat de Nomeny, s'il se trouvoit qu'il ne faisoit pas partie de l'ancienne Lorraine, & ils insistoient aussi à ce que les fortifications de Nancy fussent démolies. C'est ce qui se négocioit à Munster; mais les Espagnols disoient, que la France traittoit avec lui à Bruxelles, & qu'elle lui faisoit faire des propositions bien plus plausibles, à dessein de le détacher du party d'Espagne. Les autres differents, que les Mediateurs n'avoient pas encore pû ajuster, estoient pour le moins aussi importants. Celui de Portugal, sur lequel l'Espagne ne pouvoit,



& la France ne vouloit pas se relâcher, avoit esté rejetté à la fin du traité, & estoit capable de tout rompre, quand les deux Couronnes seroient d'accord de tout. Les dépendances des conquestes de la France ne faisoient pas une petite difficulté, aussy bien que les limites & les fortifications du Roussillon & de Catalogne, & on ne les pouvoit pas faire demeurer d'accord touchant Portolongone & Piombino, ny touchant la garnison de Casal : poste le plus considerable de toute l'Italie, après celui de Milan. Tellement que les Plenipotentiaires de cet Estat, voyant qu'il n'y avoit point d'apparence de faire joindre les deux Couronnes, mesmes au jugement des Mediateurs : ne pouvant pas se dédire de la parole formelle qu'ils avoient donnée, & se sentant necessités, par des ordres exprés & reiterés qu'on leur envoyoit continuellement, plusieurs raisons pressantes l'emporterent enfin sur la consideration, que l'on pouvoit avoir pour un allié, qui vouloit continuer la guerre pour des interets, où cet Estat n'avoit point de part ; en Portugal, en Catalogne, en Lorraine & en Italie, où les traittés permettoient au Roy de France de faire la paix, sans la participation de ses alliés. Et de fait, après que la Hollande eut déclaré plusieurs fois, qu'elle ne vouloit & ne pouvoit pas souffrir, que l'on mist une armée en campagne, ou que l'on fist rien, qui pust faire esperer la continuation de la guerre, & que les Espagnols eurent déclaré aux Plenipotentiaires, qu'il falloit ou conclurre, ou leur laisser la liberté de prendre d'autres mesures, la plupart des autres Provinces entrèrent, les unes après les autres, dans les mesmes sentiments, & consentirent à la conclusion de la paix. Elle fut donc signée à Munster, dans l'Hostel des Plenipotentiaires de ces Provinces, où ceux d'Espagne s'estoient rendus pour cet effect, le 30 Janvier mille six cens quarante huit.

*La paix est  
signée.  
Preuve  
XLIII. pag.  
168.*



# HISTOIRE

## DES

# PROVINCES UNIES.

### LIVRE DEUXIÈME.

#### SOMMAIRE.

*La premiere intention des Estats & des Espagnols estoit de faire une trêve. La Zeelande juge, qu'il la faut mesmes preferer à une paix perpetuelle; mais voyant les sentiments des autres Provinces, & les raisons, qui les obligent à faire une paix perpetuelle, elle y acquiesce. La paix confirme la Souveraineté à l'Estat; quoy que la plupart des Princes de l'Europe l'eussent reconnu pour Souverain longtemps auparavant. La Cour de France fait difficulté de donner aux Ambassadeurs de ces Provinces le rang qui leur est deu. Contestations, & la fermeté des Estats sur ce sujet. Elle accorde pourtant enfin ce que les Estats avoient désiré; mais tard, & d'assés mauvaise grace. Les Espagnols, au contraire, previennent les Ministres de toutes les civilités imaginables, & commencent par là à gagner l'affection de ces peuples. Les Estats de Zeelande ne veulent pas ratifier le traité de Munster. Ceux d'Utrecht font aussy les difficiles, & desirent que l'on verifie les devoirs, qui ont esté faits pour l'accommodement des deux Couronnes; mais acquiescent enfin; de sorte que les ratifications sont eschangées, & la paix est publiée à Munster. La Zeelande y donne aussy les mains, & permet que la publication de la paix se fasse dans sa Province, aussy bien que dans les autres. L'Espagne & cet Estat comprennent leurs amis au traité. L'on fait sçavoir aux Ministres estrangers, que la paix est conclüe; & que la publication s'en fera, & elle se fait en effect. Article separé pour la navigation & pour le commerce. Les avantages, que le Prince & la Maison d'Orange tirent de la paix. Leurs traittés particuliers avec le Roy d'Espagne. Les Estats font encore plusieurs autres avantages au Prince Guillaume, qui n'est pas satisfait du traité de Munster, & tâche d'en empescher la ratification. Son introduction à la Cour de Justice, comme Gouverneur de Hollande, West-Frise & Zeelande. Plusieurs Ministres preschent contre la paix. Les Nobles & les villes de Brabant pretendent devoir représenter une Province, & estre receus dans l'Union. La France est extrêmement mécontente du traité. Elle fait faire de grands efforts, pour en empescher, premierement la signature & la conclusion, & ensuite la ratification. La Thuillerie, Ambassadeur de France, se retire. Le Sr. d'Osterwic, Ambassadeur ordinaire en France, apprehendant l'indignation de cette Cour là, fait difficulté d'y retourner, & on l'en dispense. L'estat des affaires de France en l'an 1648 & au commencement de 1649. Le Roy sort de Paris & l'assiege: mais ne pouvant pas reduire la ville par la famine, & les Espagnols fomentant les divisions, la Cour s'accommode avec le Parlement. La paix de Munster est indifferente aux Anglois, à cause de l'estrange confusion des affaires de ce Roiaume, dont l'on marque quelques particularités. Le Duc de York se sauve des mains des Parlementaires, & se retire en Hollande, où le Prince de Galles estoit desja. Plusieurs vaisseaux de guerre Anglois, de l'un & de l'autre party, viennent à l'emboucheure de la Meuse. Les Estats les empeschent de s'y combattre. Le Prince de Galles va en personne à l'Assemblée, lui demande conseil & secours, afin d'aider à destourner le dessein, que quelques uns du Parlement ont de faire mourir le Roy. Les Estats y envoient une ambassade extraordinaire: mais elle ne peut pas empescher l'exécution du Roy d'Angleterre. Les Estats reforment la religion en Brabant & en Flandre: se mettent en possession du domaine de la Mairie de Boisleduc & du Baillage de Hulst. Etablissent des Consuls dans les villes maritimes d'Espagne, d'Italie & de Sicile, & commencent à regler l'estat*



l'estat de leurs finances. La paix ne regle pas bien le different de la possession du païs d'Outre-Meuse, ny l'équivalent du Haut quartier de Gueldre. La Chambre m'y partie. Different sur l'explication de l'article séparé touchant la navigation & le commerce. Les Estats se plaignent de l'inexécution de plusieurs articles. Les Espagnols s'en plaignent aussi de leur côté : entr'autres de l'usurpation de la Commanderie de Guemert, de l'Ordre Teutonique. Le Commandeur de Souvré vient en Hollande, à dessein de réclamer les biens de l'Ordre de Malthe; mais s'en retourne sans prendre audience. Le démêlé avec le Roy de Portugal. La Negociation avec les Ministres de Brandebourg : avec ceux de l'Electeur de Cologne, & avec les Deputés du Duc de Neubourg & des Estats des Duchés de Juillers & de Berg. La conclusion de la paix de l'Empire. L'Estat des affaires d'Ost-Frise & l'Ambassade de ces Provinces en Moscovie.



La premiere intention des Estats & des Espagnols avoit esté de ne faire negotier à Munster, qu'une trêve de plusieurs années, & dans cette intention ils avoient fait dresser les premieres instructions de leurs Plenipotentiaires. Ils s'estoient persuadés d'abord, qu'ils auroient bien moins de peine à conclurre une suspension d'armes, ou une cessation d'hostilités, sur le modelle de celle de l'an 1609, qu'à faire un traitté, qui obligéast le Roy d'Espagne à renoncer absolument à la propriété de toutes les places qu'ils possédoient, & à la Souveraineté de ces Provinces; parce qu'en y renonçant, il approuvoit indirectement la declaration, par laquelle ils avoient justifié leurs armes en l'an 1581. Les Estats de Zeelande preferoient la trêve à la paix, pas tant pour cette consideration, que parce qu'ils ne vouloient pas que l'on parlât seulement de paix, & ce n'estoit pas sans une grande repugnance, qu'ils consentoient à tout ce qui faisoit cesser les hostilités. Mais les Estats des autres Provinces, voyant que la negociation tiroit en longueur : que l'on n'auroit pas moins de difficulté à convenir des conditions d'une trêve, qu'à conclurre une paix perpetuelle, & que les Espagnols mesmes, qui vouloient détacher cet Estat de la France, avoient bien autant d'inclination pour l'une que pour l'autre, quitterent bientost leurs premieres pensées, pour s'appliquer entierement à la paix. Ils consideroient, que par la trêve l'on n'acqueroit pas la Souveraineté à l'Estat; parce que l'on ne pouvoit pas obliger le Roy d'Espagne à y renoncer, puis qu'en ne faisant qu'une trêve, il se reservoit la liberté de recommencer la guerre après qu'elle seroit expirée, & en renonçant à la Souveraineté, il ne lui restoit plus de sujet ny de pretexte pour cela. L'on consideroit aussi, que la trêve n'asseroit pas le repos à l'Estat, parce qu'après l'expiration de la trêve, l'on auroit de la peine à engager la France à une nouvelle rupture. Que ceux, qui avoient presentement la principale direction des affaires de ces Provinces, seroient responsables à la posterité de tous les malheurs & de tous les desordres, qui sont inseparables de la guerre, si en la conjoncture presente, où on leur offroit la paix, ils negligeoient de la faire, & en perdoient malheureusement l'occasion. Que ceux là mesmes, qui avoient fait la trêve en l'an 1609, eussent sans doute fait la paix, si on la leur eust offerte aux mesmes conditions, qu'on la pouvoit faire presentement, & si le Roy d'Espagne eust pû dès lors se resoudre à abandonner le Païs, & à renoncer à sa Souveraineté. Les Estats faisoient aussi reflexion sur les bruits, qui avoient couru l'année passée, & non sans fondement, du mariage du Roy de France avec

L'Estat ne veut d'abord qu'une trêve.

Preuve I. pag. 185.

La Zeelande de la prefere à la paix.

Les autres Provinces preferent la paix à une trêve.

Leurs raisons.

l'Infante d'Espagne, & ils se representoient l'estat, où ils se trouveroient, si le Roy d'Espagne, qui, en faisant la trêve, se reservoit les droits & les pretensions qu'il avoit sur ces Provinces, les cedoit un jour à la France, comme il pourroit faire, si les armes des François faisoient de plus grands progrès au delà les Pirenées. Et d'autant que les Estats de Zeelande, en parlant pour la trêve contre la paix, avoient dit, entr'autres choses, que pendant la paix le service de l'Estat seroit negligé, & que les Provinces ne contribueroient pas avec la mesme promptitude, & avec le mesme zele, qui les animoit pendant la guerre, les autres Provinces répondoient: qu'il ne falloit pas craindre, que la paix produisist ce desordre plustost que la trêve, puis que la negligence & la securité ne sont pas plus attachées à l'une qu'à l'autre, & que ce sont des effets de la mauvaise conduite des Ministres, plustost que des productions nécessaires du repos de l'Estat. Au reste, qu'il estoit bien facile de se guerir de cette apprehension, en continuant de lever, pendant quelques années, les mesmes droits & les mesmes impositions, que le peuple estoit accoutumé de payer sans repugnance, & mesmes que l'on pourroit faire un fonds, qui serviroit à acquitter les dettes de l'Estat, & à faire subsister les gens de guerre dans les places frontieres. La Zeelande se rendit enfin à ces raisons, & sur son acquiescement il fut resolu, le 26 Novembre 1646, que l'on ne parleroit plus de trêve, mais que les Plenipotentiaires travailleroient incessamment à la conclusion d'une paix perpetuelle.

*La Zeelande y acquiesce.*

Preuve II.  
pag. 187.

*Les Archiducs, en faisant la trêve, ne renoncent pas à la Souveraineté.*

Preuve III.  
pag. 189.

Et de fait, la premiere trêve n'avoit point donné d'avantage du tout à l'Estat. Les Archiducs Albert & Isabelle, à qui Philippes II, Roy d'Espagne, avoit cédé les Pais-bas, en faveur de leur mariage, declarerent bien, au premier article du traité de la trêve de l'an 1609, qu'ils traittoient avec les Estats Generaux des Provinces Unies en qualité, & comme les tenant pour Provinces, Pais & Estats libres; mais ny eux, ny le Roy d'Espagne ne voulurent jamais declarer, que les mesmes Provinces, Pais & Estats estoient effectivement & absolument libres, independants & Souverains, nonobstant tous les devoirs & efforts, que les Ambassadeurs de France & d'Angleterre firent pendant la negociation. Au contraire, dès que la trêve fut expirée en l'an 1621, les mesmes Archiducs ne parloient des Estats & des habitants de ces Provinces, que comme de sujets rebelles, & comme de Provinces revoltées, dont la possession, & non la propriété, estoit demeurée aux Estats, & ils protestoient à toutes les occasions, que ce n'avoit pas esté leur intention de reconnoître les Estats pour Souverains. Mais le Roy d'Espagne, bien loin de se servir de ces termes offensants, renonce expressement, & formellement, dans le premier article du traité de Munster, à la Souveraineté de cet Estat, & des Provinces dont il est composé. Declare & reconnoist, que les Estats Generaux des Pais-bas Unis, & leurs Provinces, avec tous leurs Pais associés, villes & terres, sont libres & Souverains Estats, sur lesquels, ny sur leurs pais, villes & terres, il ne pretend rien. Jusques là qu'il leur cede mesme tous les droits de Souveraineté & de superiorité, sans rien excepter, des villes, places & forts, qu'ils tenoient lors de la conclusion du traité, dans les Provinces de Brabant & de Flandre, dont il se reservoit le tiltre avec la Souveraineté, la propriété & la possession, en partie. Tellement que l'on peut dire, que ce n'est que par la paix de Munster proprement, que l'Estat a acquis sa  
pleine

*Le Roy d'Espagne y renonce formellement.*



pleine liberté, & que ce n'est que depuis ce temps là, que la Souveraineté ne lui peut plus estre contestée.

Ce n'est pas que les armes ne lui eussent donné la mesme liberté, & que longtemps devant la trêve il n'eust esté reconnu pour Souverain par la plupart des Princes & Estats de l'Europe. Les Rois de France & de la Grand' Bretagne, de Dannemarc & de Suede avoient donné rang à ses Ambassadeurs immédiatement après ceux de la Republique de Venise, & après ceux des Testes Couronnées. Mais la mesme France, qui avoit le plus contribué à l'establissement de leur liberté, estoit celle qui s'estoit rendüe souvent fort incommode sur ce sujet. Sous la regence de Marie de Medicis, & pendant la minorité de Louïs XIII, l'on avoit souvent disputé le rang aux Ambassadeurs de cet Estat; ou par complaisance pour la Cour d'Espagne, avec laquelle on avoit fait un double mariage, ou par le caprice & l'interest des Ministres. Le Duc de Luines, qui possédoit toute la faveur, après avoir fait tuer le Mareschal d'Ancre, ménageoit si peu les interests du Roy, son maistre, que pour obliger l'Infante d'Espagne, Princesse des Pais-bas, en la consideration d'un petit avantage domestique, qu'il rechercha & obtint pour un de ses puisnés, que contre l'intention du Roy defunct, & contre les anciennes maximes de la France, il prit party pour la Maison d'Austriche, contre les Princes Protestants d'Allemagne, ainſy que nous avons dit ailleurs. Le mesme favori, qui negligea, ou trahit les interests de son Roy dans l'Empire, eut aussi du mépris pour les autres alliés de la Couronne. Mais les Estats, qui depuis ce temps là n'avoient pas pû faire regler le rang par les Ministres de France, s'en voulurent assurer, devant que d'envoyer leurs Plenipotentiaires à Munster. Les Comtes d'Avaux & Servien, qui passerent à la Haye au commencement de l'an 1644, devant que d'aller au lieu de l'assemblée generale, firent difficulté de promettre, qu'ils traitteroient & recevroient les Plenipotentiaires des Estats à Munster, avec les mesmes honneurs qu'ils estoient obligés de rendre à ceux de Venise. Le Prince d'Orange mesme, tousjours complaisant pour la France, jugeoit que l'on se devoit accommoder, & partager les honneurs avec elle, sans prejudice de la grandeur & de la Souveraineté de cet Estat. Il disoit, que tout ce que les Ambassadeurs de cet Estat pouvoient pretendre de ce costé, estoit la premiere visite, la qualité d'Excellence, & la main & le pas chez les Ambassadeurs de France, quand ils les visiteroient. Qu'il n'y auroit plus de contestation sur le premier point, si les Ministres de cet Estat se rendoient les premiers à Munster; parce qu'alors ils ne pourroient pas refuser de rendre la premiere visite aux Ambassadeurs de France; cet honneur estant deu aux Ambassadeurs qui arrivent les derniers. Que dans la conversation l'on seroit obligé de se servir de la langue Françoisse, en laquelle on pourroit éviter de parler en troisieme personne, & par ce moyen d'employer le tiltre d'Excellence; puis que ces façons de parler, qui aident assés heureusement à l'elegance de quelques autres langues, estant encore barbares en France, l'on se pourroit servir plus avantageusement de leur façon de parler ordinaire. Et pour ce qui est de la main & du pas au logis des Ambassadeurs François, que l'on pourroit mesler cet honneur entre le grand nombre des Plenipotentiaires de cet Estat; en sorte qu'en entrant & sortant les uns prissent place devant, & les autres après les Plenipotentiaires de France. Mais les Estats, au lieu d'agréer cette ouverture, défendirent à leurs Plenipoten-

*L'Estat avoit esté reconnu pour Souverain longtemps devant la trêve.*  
Preuve IV. pag. 189.  
*La France fait difficulté de donner le rang aux Ambassadeurs de cet Estat.*

Liv. 1. pag. 46.

*Les Estats le veulent faire regler.*  
*Les Plenipotentiaires de France font les difficultés.*

Preuve V. pag. 190.  
*La complaisance du Prince d'Orange.*  
Preuve VI. pag. 191.

*Les Estats ne relâchent point.*  
Preuve VII. pag. 193.

Preuve  
VIII. pag.  
194.

*Destrades  
ne demande  
que la pre-  
miere visite.*

Preuve  
IX. pag.  
195.

*La France  
accorde tout.*  
Preuve X.  
ibid.

*Les Espa-  
gnols n'en  
font point de  
difficulté,*

Preuve XI.  
pag. 196.

*Ça gagnent  
par la l'af-  
fection de ces  
peuples.*

*Les Etats  
de Zeelande  
ne veulent  
pas ratifier  
le traité de  
Munster.*

Preuve  
XII. pag.  
197.

tentiaires de voir ceux de France chez eux, jusques à ce qu'ils eussent promis de les traiter en la mesme maniere, qu'ils avoient accoutumé de traiter les Ambassadeurs de la Republique de Venise. Un an après cette declaration, c'est à dire au commencement de l'année 1645, Destrades declara, en arrivant à la Haye, que la Cour de France avoit consenty à ce que les Estats avoient desiré, & que l'on se pouvoit asseurer, que leurs Ministres seroient traittés à Munster, & ailleurs, comme les Ministres de la Republique de Venise: à la reserve de la seule premiere visite, que l'on pretendoit faire rendre aux Plenipotentiaires de France; s'en remettant à ceux de cet Estat, à le faire en ceremonies, ou bien sans cortége, sur le soir, ou autrement. Et bien qu'il fist cette declaration de l'ordre exprés de la Cour, à ce qu'il disoit; si est ce que six semaines après il rendit une lettre, par laquelle le Roy asseuroit les Estats, que ses Ambassadeurs traitteroient à l'avenir ceux de cet Estat, du tiltre d'Excellence, leur donneroient la main droite en leur logis, & leur rendroient la premiere visite aux lieux ou ils arriveroient les derniers. Le Roy y ajouste, qu'il donne cela à l'affection, qu'ils ont témoignée pour sa Couronne, & à l'intercession du Prince d'Orange. Pour dire la verité, ce fut la fermeté des Estats, qui extorqua à la Cour de France cet acquiescement, qu'elle lui eust pû accorder plustost & de meilleure grace. Les Espagnols, au contraire, bien que grands ménagers de ces civilités, en usèrent d'une maniere bien plus galante, & y réussirent mieux pour le service du Roy, leur maistre. Ils alloient au solide, & forçant leur gravité naturelle, & devenant mesme prodiges des choses, qui en effect ne leur coustoient rien, ils rendirent, sans marchander, aux Ambassadeurs des Provinces Unies les mesmes honneurs, qu'ils avoient rendus aux Plenipotentiaires de l'Empereur & du Roy de France. Aussi commencerent ils à gagner par là l'affection de ces peuples, & à y occuper petit à petit la place, que les François y tenoient auparavant.

La paix aida bien fort à les establir; mais non pas si generalement, qu'il n'y eust des Provinces, que l'on ne put pas guerir de l'aversion qu'elles avoient pour les Espagnols, laquelle estoit devenue comme naturelle à la pluspart des habitants de ces Pais, dans l'opiniâtreté d'une cruelle guerre de quatrevingts ans. Les Estats de Zeelande n'estoient point satisfaits de la conduite de Knuyt, leur Ambassadeur à l'assemblée de Munster, qui avoit signé le traité contre la volonté des Estats ses Committents, & mesmes contre le sentiment du Prince d'Orange, qu'il devoit suivre en quelque façon, comme son substitut en la qualité de premier Noble de Zeelande. Ils y ajoustoient, que tout l'Estat estant obligé de faire faire une paix generale, & de faire donner satisfaction à la Couronne de France, ils ne le pouvoient pas faire, si non en ne la conclüant point sans elle. Leurs Deputés declarerent le dernier jour de Mars, que les obligations, que cet Estat avoit à la France, estant presque infinies, la reconnoissance devoit estre infinie aussi. Que l'on n'avoit pas travaillé avec assés d'application à l'ajustement des differents, qui empeschoient encore la conclusion de la paix entre la France & l'Espagne, & que les Estats, après avoir si sensiblement offensé la France, en ratifiant un traité, qu'ils ne devoient pas avoir conclu sans elle, n'en avoient point d'autre garand, sinon un peu de parchemin & de cire, & la seule parole & bonne foy du Roy d'Espagne; c'est à dire,



à dire, d'un ennemy reconcilié en apparence, mais irreconciliable en effect. Outre que cette paix particuliere & separée estoit inutile à ces Provinces, puis que la continuation des hostilités entre les deux Couronnes feroit voir continuellement leurs armées sur les frontieres de cet Estat, qui seroit obligé de demeurer armé, & que le commerce n'en seroit pas moins incommodé à l'avenir, qu'il l'avoit esté cydevant pendant la guerre. Ainsy que ce seroit une derniere imprudence à l'Estat, de ratifier un traité, lequel il ne pouvoit pas signer sans ingratitude & sans injustice. Ils vouloient aussi, que l'on alterast le traité mesme en plusieurs points. Que l'on déclarast aux Ministres d'Espagne : que cet Estat se maintiendrait en la possession du païs d'Outremeuse, & qu'il n'entendoit point, que la Chambre my-partie decidast ce different. Qu'il estoit necessaire de fixer le lieu de l'assemblée de la Chambre, & de faire regler les limites de l'un & de l'autre Souverain, en Flandre & ailleurs. Que l'article, qui parle de la démolition des forts de Flandre, fust reformé : Que l'Empereur fist assurer l'Estat de la neutralité de l'Empire, & que l'on expliquast plus clairement ce qui est dit dans l'article separé, des marchandises, dont le commerce seroit défendu.

Pour ce qui est des Estats d'Utrecht, Godard de Reede, Seigneur de Nederhorst, qui dès l'année passée n'avoit pas voulu signer les articles, que les Plenipotentiaires des autres Provinces avoient ajustés avec les Ministres d'Espagne, non content d'avoir encore absolument refusé de signer le traité du 30 Janvier, avoit justifié son refus par un escrit public. Les libelles, qui ont esté publiés pour & contre Nederhorst, qui ont esté imprimés, & qui feroient un assés bon volume, ne justifioient pas moins les intentions de la France, & les actions de ses Ministres, que son procedé propre, & les Deputés de la Province mesme faisoient difficulté de consentir à la ratification du traité, si les Plenipotentiaires ne faisoient voir quels devoirs ils avoient faits auprès des deux Couronnes, pour les porter à un accommodement, & que c'estoit la France qui le refusoit. Il estoit bien facile de le faire: car les Ministres d'Espagne & de cet Estat estant d'accord de tout, en sorte que pour perfectionner le traité, il n'y manquoit que la signature, ceux-cy avoient fait des diligences tres-grandes & continuelles, pour tâcher de faire conclurre la paix entre la France & l'Espagne en mesme temps. Mais les mesmes devoirs leur attiroient sur les bras l'une & l'autre Couronne. La premiere agréoit bien leur entremise, mais elle vouloit que les Plenipotentiaires des Estats s'obligeassent à n'achever point leur traité, si leurs offices ne produisoient point l'effect, qu'ils s'en promettoient: & l'autre pretendoit, qu'il n'y avoit rien, qui les pust dispenser de donner la derniere perfection à un traité, dont presque tous les articles avoient esté signés, & auquel il ne manquoit qu'une simple formalité. Pegnaranda & le Brun protesterent mesme, que si les Plenipotentiaires de cet Estat en faisoient difficulté, ils ne pretendoient plus estre obligés à quoy que ce soit; mais vouloient sortir de cette incertitude, & prendre leurs mesures ailleurs. Les Plenipotentiaires Hollandois, pour se dégager de cet embarras, voulurent faire un dernier effort, en proposant des moyens d'accommodement touchant les points les plus difficiles, & entr'autres touchant celui de la Lorraine. Les Espagnols parloient pour les interets du Duc Charles, qui estoit à leur service, & les François ne pouvoient pas souffrir que ce different fust debatù à

I. Part.

I

Mun-traitté.

Ceux d'Utrecht sont aussi les difficiles.

Et veulent que l'on fasse voir les diligences, que l'on a faites pour accommoder les deux Couronnes.

Preuve  
XIII. pag.  
203.

Les deux Couronnes agréent bien les offices des Ministres de cet Estat:

Preuve  
XIV. pag.  
204.

mais la France veut, qu'ils ne concluent point leur traité, s'ils ne reussissent pas.

Les Espagnols disent au contraire, qu'il n'y a rien qui puisse empêcher la conclusion du

*Difficultés  
sur l'affaire  
de Lorraine.*

Munster. Neantmoins sur ce qu'on leur fit entendre, qu'on laisseroit à la France la Duché de Bar, & les villes & terres, que les Ducs de Lorraine avoient cy devant usurpées sur les trois Evechés, de Metz, Toul & Verdun, avec les villes de Clermont, Stenay, Jametz & Dun, ils commencerent à prester l'oreille à cette ouverture; mais ils ne la voulurent pas agréer absolument, sans le consentement & l'ordre exprés de la Cour, pour lequel ils dépeschèrent un courrier, qu'ils pretendoient faire revenir dans quinze jours, & demanderent qu'on leur donnast ce delay. Les Espagnols s'en fâcherent, & menacerent de rompre, particulièrement lors que les François adjousterent à ces conditions celle de la démolition des fortifications de Nancy & des autres places de Lorraine, & plusieurs autres interêts touchant la dote de l'Infante Doña Catherine d'Austriche, de Marguerite de Savoye, Sabionnette, Bossolo, les Barberins, Don Eduard de Portugal, l'Électeur de Treves, le Duc de Gastualla, le Duc d'Atrie & autres: De sorte que les Plenipotentiaires des Provinces Unies, prevoyant qu'après les quinze jours, l'accommodement entre les deux Couronnes ne seroit pas plus avancé, qu'il l'estoit alors, & craignant de l'autre costé, que les Espagnols ne se rebutassent de leur maniere d'agir, demeurèrent d'accord avec eux, que l'on ne changeroit rien aux articles du traité, & que si dans quinze jours, qui devoient expirer à la fin du mois de Janvier, les deux Couronnes n'achevoient point d'ajuster leurs differents, l'on passeroit outre à la signature & à la conclusion de la paix entre l'Espagne & cet Estat.

*Les Plenipotentiaires de cet Estat promettent de signer dans quinze jours.*

Les Deputés d'Utrecht vouloient un plus grand éclaircissement des devoirs, que les Ambassadeurs avoient faits auprès de l'une & de l'autre Couronne: mais ceux de Hollande, considerant qu'il n'estoit plus question de faire la paix ou la trêve, ou de n'en faire point, parce que cela avoit esté resolu du consentement unanime de toutes les Provinces, il y avoit quatre ans, & depuis encore par une resolution du 26 Novembre 1646, mais seulement d'exécuter ces resolutions, & de ratifier un traité, que le Deputé de Zeelande mesme avoit signé à Munster, jugeoient qu'il falloit faire conclurre la ratification à la pluralité des voix, nonobstant l'opposition de quelque Province, que des mouvements estrangers faisoient agir, plustost que ses propres interêts. Le 4 Avril l'on avoit convié le Prince d'Orange de se trouver à l'assemblée des Estats Generaux, & après que le President lui eust demandé son avis touchant la ratification, il dit, qu'il jugeoit, que dans un'affaire de cette importance il ne falloit pas conclurre à la pluralité des voix, mais surfoir la deliberation pendant huit ou dix jours; afin que dans ce temps là les Deputés de Zeelande & d'Utrecht pussent informer leurs Committents de l'estat des affaires, & apprendre leurs sentiments sur ce sujet. Les Deputés d'Utrecht dirent, qu'ils ne demandoient point de temps, & firent connoître, que si dès à present l'on resolvoit la ratification, ils ne s'y opposeroient pas: ce qui obligea ceux d'Hollande à faire de nouvelles instances à ce que la ratification fust resolüe presentement. Le Deputé Zeelandois, qui presidoit de la part de sa Province à son tour de semaine, ne voulut pas conclurre contre le sentiment de ses Maistres, mais

*Cinq Provinces resolvent, que le traité sera ratifié.*  
Preuve XV.  
pag. 210.

*La Hollande concluent, au refus de la Zeelande:*

après avoir achevé les deliberations de ce jour-là, il se leva, & Æmile de Bouchorff, Seigneur de Wimmenum, l'un des Deputés d'Hollande, trouvant la chaise du President vuide, s'y assit aussytost, & conclut à la



la ratification du traité, qui avoit esté signé à Munster le 30 Janvier: & ce del'advis & du consentement de cinq Provinces. Il y adjousta, que suivant l'advis du Prince d'Orange, l'on donnoit aux Deputés de Zeelande le temps de huit ou dix jours, pour en pouvoir informer leurs Superieurs: mais qu'après ce temps-là les Estats prendroient une dernière & generale resolution sur cett' affaire. Les Estats d'Utrecht, voyant cette resolution, declarerent le 10 Avril, qu'ils eussent bien souhaitté, que la paix entre les deux Couronnes se fust faite en mesme temps que cellecy, parce que leur intention avoit tousjours esté, que l'on ne conclust rien à Munster, sinon conjointement avec la France; mais que pour éviter les malheurs, dont l'Estat estoit menacé inévitablement, si les Provinces se divisoient, ils ne se vouloient plus opposer à la ratification du traité de Munster.

*Les Estats d'Utrecht se joignent aux cinq Provinces.*  
Preuve  
XVI. pag. 212.

Les six Provinces ayant ainsy ratifié le traité, les Plenipotentiaires de part & d'autre, prirent jour pour l'échange des ratifications, & le firent le 15 May, dans la grand' salle de l'hostel de ville de Munster. Les bourgeois estant sous les armes, avoient fait une haye, au milieu de laquelle les Plenipotentiaires de cet Estat, & en suite ceux d'Espagne, s'y rendirent, & furent receus des deux Bourguemaistres au sortir du carosse, & conduits dans l'appartement, où les ceremonies de l'échange & du serment se devoient faire. Elles se firent publiquement, les portes de la salle estant ouvertes, en la presence de quelques uns du Magistrat, & d'un grand nombre de domestiques de la plupart des Ministres, qui se trouvoient dans la ville. Les Plenipotentiaires de cet Estat firent le serment, en levant les deux doigts de la main droite, & ceux d'Espagne en la mettant sur les Evangiles, sur lesquels on avoit posé une croix d'argent, & en la levant en suite vers le Ciel. La publication se fit le lendemain, 16 May, avec les solemnités ordinaires, sur un theatre, que le Magistrat avoit fait faire exprés devant l'hostel de ville.

*Les ratifications sont échangées à Munster.*  
Preuve  
XVII. pag. 213.

Dés que l'on en eut advis à la Haye, les six Provinces firent instance, à ce que l'on ne differast plus de mettre en deliberation la forme de l'exécution: mais la Zeelande continuoit de s'y opposer, jusques-là que le Sr. de Knuyt, president le 19 May, refusa d'en faire l'ouverture. Ce qui obligea les Deputés des autres Provinces de requerir la Hollande, qui avoit presidé la semaine precedente, d'en user comme elle avoit fait le 4 Avril. Elle le fit. Le mesme Sr. de Wimmenum ouvrit les deliberations, & ayant fait resoudre, que le Prince d'Orange & le Conseil d'Estat seroient priés de s'y trouver, il conclut en leur presence, que la publication de la paix se feroit en toutes les Provinces, & en toutes les villes & places de cet Estat, le 5 Juin prochain, en la maniere arrestée le 25 Avril dernier. Ce fut alors, que les Estats de Zeelande, commencerent à considerer ce que les Estats Generaux leur avoient fait représenter quelque temps auparavant, par une deputation expresse, qu'ils ne pouvoient pas estre singuliers dans un'affaire, dont l'Estat ne se pouvoit, & ne se vouloit pas dédire: qu'ils ne pouvoient pas seuls faire un party, & faire seuls la guerre à l'Espagné, pendant que les autres Provinces vivoient en bonne intelligence avec elle. Tellement que le 30 May ils prirent enfin une resolution, qui portoit: que bien que plusieurs raisons les obligassent à ne ratifier point la paix, & à ne permettre point qu'elle fust publiée en leur Province, ils jugeoient pourtant, qu'ils ne se devoient point charger du reproche, qu'on leur pourroit faire, d'avoir

*Les six Provinces la veulent exécuter.*  
Preuve  
XVIII. pag. 216.

*La Zeelande se rend enfin.*  
Preuve  
XIX. pag. 219.

troublé le repos au dedans, pendant que l'on travailloit à la paix au dehors, & ainſy qu'ils permettoient, que la publication de la paix ſe fiſt auſſy en Zeelande: en proteſtant neantmoins, qu'ils ne vouloient point avoir de part aux deſordres & aux malheurs, dont le traité ſeparé menaçoit l'Eſtat, & que ce n'eſtoit pas leur intention d'approuver par cet acquieſcement le procédé des Eſtats Generaux, ny pluſieurs reſolutions, qu'ils avoient priſes ſur ce ſujet.

*Le Roy  
d'Eſpagne  
comprend  
pluſieurs  
Princes au  
traitté.  
Preuve  
XX. pag.  
221.*

Les Plenipotentiaires du Roy d'Eſpagne, en faiſant l'échange des ratifications, declarerent, que le Roy, leur Maiſtre, entendoit comprendre au traité, l'Empereur, l'Archiduc Leopold Guillaume, ſon frere, tant en cette qualité, que comme Chef & Grand Maiſtre de l'Ordre Teutonique: les Electeurs, Princes, villes & Eſtats de l'Empire, & nommément les Comtes d'Oldembourg & de Swartzembourg. Le Comte d'Oldembourg avoit ſujet d'apprehender d'eſtre troublé au peage du Weſer, & l'autre avoit quelque pretenſion ſur la ville de Huyſſen, au païs de Cleves, contre l'Electeur de Brandebourg. Les Eſtats y comprirent la Maiſon de Heſſe-Caſſel: le Prince Jean d'Anhalt-Zerbſt: Jean Comte de Naſſau: Herman Comte de Berg, bien qu'habitant & officier de ce Païs: les Comtes d'Oſt-Friſe, de Benthem & de Teklenbourg: la ville d'Emde & les villes Anſeatiques. Les uns par un article du traité, & les autres quelque temps après la concluſion.

*On fait  
ſçavoir aux  
Miniftres  
eſtrangers,  
que la pu-  
blication de  
la paix ſe  
fera par tout.  
Preuve  
XXI.  
pag. 221.*

Incontinent après l'échange des ratifications les Eſtats ordonnerent, qu'il en ſeroit fait part aux Miniſtres eſtrangers reſidents à la Haye, ſçavoir aux Ambaſſadeurs, & aux Reſidents des Teſtes Couronnées, à leur logis, par deux Deputés de l'Aſſemblée: aux autres Miniſtres dans la grande antichambre par les meſmes Deputés, & aux Agents par l'officier des Eſtats qu'il employent auprès des Miniſtres eſtrangers, & au Greſſe, en la meſme qualité d'Agent.

*Article ſe-  
paré pour le  
commerce.*

Dans la ratification, que les Eſpagnols fournirent, il n'eſtoit point parlé de l'article particulier, qui avoit eſté fait pour le commerce; parce que l'on n'en eſtoit convenu qu'après la concluſion du traité. L'on avoit toujours eſperé, que la France & cet Eſtat conclurroient avec l'Eſpagne en meſme temps, & ainſy qu'il ne ſeroit pas neceſſaire de prendre des meſures contre les deſordres, qui pourroient troubler le commerce, que les habitants de ces Provinces font en France. C'eſt la raiſon pourquoy les Deputés de cet Eſtat n'en avoient rien arreſté pendant tout le cours de leur negociation. Mais dès que la paix fut conclüe & ſignée ſans la France, les Plenipotentiaires ayant ſujet de craindre, que la continuation des hoſtilités entre les deux Couronnes ne continuâſt d'incommoder le commerce des habitants de ces Provinces, firent inſtance à ce que l'on en aſſeurâſt la liberté & la ſeureté par un article ſeparé. Les Miniſtres d'Eſpagne en demeurerent bientoſt d'accord: de ſorte que cet article fut ſigné le 4 Fevrier, c'eſt à dire cinq jours après la concluſion du traité; mais le Roy d'Eſpagne, qui n'en eut pas avis par un exprés, comme il l'avoit eu de la concluſion de la paix, ne le ratifia que le 16 Juin.

*Preuve  
XXII.  
pag. 222.*

Cet article portoit: Que les habitants des Provinces Unies pourroient librement, & ſans empêchement, naviger & trafiquer en tous les païs, qui vivoient en amitié ou neutralité avec elles, & y porter toutes ſortes de marchandises, à la reſerve de celles de contrebande. Que pour prevenir tout ce qui pourroit troubler, ou incommoder le commerce, les navires de ces Païs, qui ſe trouveroient en quelqu'un  
des



des ports du Roy d'Espagne, & voudroient aller de là dans un des ports de ses ennemis; feroient obligés de produire leurs passeports, qui contiendroient la quantité & la qualité des marchandises de leur cargaison. Qu'après avoir fait voir leur passeport, ils pourroient partir librement, sans que les officiers du Roy les pussent arrester ou visiter, ny dans les ports, ny en les rencontrant en pleine mer; veu les défenses, que les Estats feroient à leurs sujets, de porter des marchandises de contrebande aux ennemis du Roy d'Espagne. Pour ce qui est de la navigation & du commerce, que les habitants de ces Provinces font en France, le mesme article leur permettoit de le continuer, comme ils avoient fait auparavant: à condition toutesfois, qu'ils n'y porteroient point de denrées ny de marchandises du crû, ou de la façon des païs du Roy d'Espagne, dont les François se pourroient servir contre le mesme Roy, ou contre ses Estats. Que les marchandises de cette sorte, qui seroient trouvées dans un navire Hollandois, seroient confisquées; sans que neantmoins le navire mesme, ou le reste de la cargaison pût estre arresté ou incommodé, à cause de cela. Cet avantage, bien que reciproque en apparence, ne regardoit pourtant en effect que les habitants de ces Provinces, qui establissoient par ce moyen la continuation de la liberté du commerce qu'ils faisoient en France, mesmes celui des marchandises de contrebande: c'est à dire de toutes sortes d'armes, offensives & defensives, de vivres & de munitions, pourveu qu'elles n'eussent pas esté fabriquées dans les païs de l'obeissance du Roy d'Espagne. Tellement qu'il faut avoïer, que le traité, que l'Estat venoit de conclurre, lui estoit extrêmement glorieux, & lui donnoit des avantages incomparables, qu'il n'eust pas osé esperer, lors qu'il fut convié d'envoyer ses Ambassadeurs à Munster.

La Maison d'Orange tira, en son particulier, de si grands avantages du traité, qu'elle y eust pû trouver sa satisfaction, si l'ambition, passion dominante des Grands, n'eust donné au Prince du mépris pour tout ce qui le pouvoit éloigner de la gloire, qu'il pretendoit acquerir à la guerre. La paix estoit son aversion, bien qu'il y trouvast dequoy relever en quelque façon l'éclat de sa maison, & l'estat de ses affaires. C'estoit Guillaume, qui avoit succédé à Frederic-Henry dès le mois de Mars de l'année passée. Le pere avoit conseillé aux Estats de faire la paix, & avoit désiré, que leurs Deputés parlassent à Munster pour ses interets, & qu'ils les reglassent. Ils le firent; non seulement en stipulant, que le Prince rentreroit en la possession des droits, que la Maison de Nassau avoit aux salines de la Comté de Bourgogne, & des bois qui en dépendent: comme aussy de ce qui lui appartenoit ailleurs dans la mesme Comté, & en celle de Charolois, & mesme aux biens, qui après l'expiration de la trêve avoient esté adjudés au Comte Jean de Nassau, & en la terre de Chastel-Belin: mais aussy en demeurant garands, & en faisant leur interet de ce que les Espagnols lui avoient promis par un traité particulier, comme s'il eust esté formellement inseré au traité de paix. Car il avoit lui mesme, au commencement de l'an 1647, peu de mois devant son decés, fait faire par Jean de Knuyt, l'un des Plenipotentiaires de cet Estat, & son Conseiller, un traité avec le Comte de Pegnaranda, D. Gaspar de Bracamonte, par lequel le Comte promet, au nom du Roy, son Maistre, de lui donner, ou à ses heritiers, en cas qu'il vinst à deceder, la terre de Montfort, auprès de Ruermon-

*Les avantages, que la Maison d'Orange en tire:*

*Le Prince recouvre les biens qu'il avoit en la Comté de Bourgogne. Traité de Munster.*

*art. 25. 26. 27. & 28.*

*Fait un traité particulier, par lequel le Roy d'Espagne lui donne deux belles terres,*

*Preuve XXIII. pag. 223.*

*Et une à la  
Princesse sa  
femme.*

*Lui promet  
le Marquisat  
de Bergues-  
op-Zoom :*

*Et de faire  
eriger la  
Comté de  
Meurs en  
Duché.*

*La dernière  
maladie du  
Prince.*

*Sa mort.*

*Les États  
d'Hollande  
vont en corps  
dans son an-  
tichambre.  
Preuve  
XXIV.  
pag. 226.*

*Le Prince  
Guillaume  
son fils Capi-  
taine Gene-  
ral.*

*Il promet de  
travailler à  
la paix,  
Preuve  
XXV. pag.  
227.*

de, au Haut quartier de Gueldre, & celle de Turnhout en Brabant : l'une de vingt-cinq, & l'autre de douze mille livres de rente ; & à la Princesse, sa femme, la ville & Seigneurie de Sevenbergue : à la charge de les tenir en fief du Roy d'Espagne, & d'y laisser l'exercice de la religion Catholique Romaine en l'estat où elle se trouvoit alors. Moyennant quoy le Prince cedit au profit du Roy d'Espagne toutes les terres, qu'il avoit en cette partie des Pais-bas qui ne demouroit point à cet Estat, & renonçoit à tous les droits, & à tout ce qu'il pouvoit pretendre d'ailleurs du mesme Roy. Le Prince possédoit la moitié du Marquisat de Bergues-op-Zoom, une des premieres terres du Brabant, & desiroit fort en acquérir aussy l'autre moitié de la Princesse de Hohenzollern, qui la possédoit en vertu d'un arrest du Conseil establi à la Haye pour les affaires de Brabant, pardevant lequel elle avoit institué sa demande pour tout le Marquisat. C'est pourquoy le Roy d'Espagne promit au Prince, par le mesme traitté, de lui conserver la moitié, de dédommager la Princesse de l'autre moitié, & de faire ériger la Comté de Meurs, à la quelle il annexeroit une terre voisine de dix mille livres de rente, en tiltre de Duché, relevant de l'Empire.

Ce traitté n'eut point d'effect, à cause du decés du Prince, qui nous oblige à faire une digression de peu de lignes sur quelques circonstances de sa maladie & de sa mort. Vers la fin du mois de Decembre 1646 il avoit achevé le mariage de sa fille aînée avec l'Electeur de Brandebourg ; mais dès ce temps-là il estoit sujet à de si grandes infirmités, de corps & d'esprit, que l'on en voyoit des marques en toutes les fonctions de sa vie. Et de fait au commencement du mois de Mars de l'année suivante, il eut des redoublements de fièvre & de ses autres maladies, qui le firent mourir le 14 du mesme mois. Nous sommes obligés de remarquer icy, comme une chose fort extraordinaire, que dans l'extremité de sa maladie, les États Generaux l'envoyerent visiter par deux Deputés de chaque Province, & le President de l'Assemblée mit en deliberation, s'il ne seroit pas à propos, que deux Deputés, qui se releveroient de temps en temps, demeurassent continuellement dans l'antichambre du Prince, pour y recevoir ses derniers ordres. Les États de Hollande & de West-Frise, Souverains de la Province & du Prince, estant alors assemblés, furent en corps dans l'antichambre : mais il n'y eut que le Conseiller Pensionnaire, à qui l'on permit d'entrer dans la chambre, & d'approcher du lit du Prince agonisant.

Guillaume, son fils, avoit esté dès l'an 1633 receu en la survivance des charges de Capitaine & d'Admiral General, & au mois de May 1646 on lui en avoit fait expedier la Commission en bonne forme : de sorte qu'il n'y avoit rien, qui le pust empêcher d'en prendre possession immédiatement après la mort du pere : ainsy qu'il fit le mesme jour, en prestant le serment de fidelité entre les mains des États Generaux en leur assemblée. Mais comme la paix le mettoit tout à fait hors de fonction de ces charges, aussy avoit il employé tout ce qu'il avoit d'amis & de moyens, pour en empêcher la conclusion. Les États de Hollande lui firent représenter, incontinent après le decés du pere, le mauvais estat de leurs finances, & le firent prier de suivre les avis & les sentimens du Prince defunct, qui les avoit mesme exhortés de faire la paix. Il promit d'abord qu'il seconderoit leurs intentions, & qu'il ne manqueroit pas de contribuer à l'avancement de la negociation de la paix : mais



mais quelques jours après il pria leur Conseiller Pensionnaire, de dire à ses Maîtres, que l'estrange conjoncture des affaires du monde, & les levées, qui se faisoient de tous costés, lui faisoient apprehender, que quelques armées estrangeres n'approchassent des frontieres de cet Estat, & que par bonne politique un Prince, qui voit son voisin armé, doit armer aussi. Qu'il croyoit estre obligé de prier les Estats Generaux de considerer, s'il n'estoit pas à propos de remplir dès à present les magasins de vivres & de munitions, & d'ordonner aux Capitaines de tenir leurs Compagnies completes, & de faire ce qui seroit necessaire pour le service de l'Estat: mais que devant que de leur en faire l'ouverture il avoit bien voulu sçavoir l'intention de ceux de Hollande. Il fut remercié de ses soins, & de sa maniere d'agir, & prié de n'en parler point presentement; de peur que le bruit des preparatifs de guerre ne donnast aux Plenipotentiaires d'Espagne mauvaise opinion de la sincerité de leur intention. Cela se passa au mois d'Avril 1647. Au commencement du mois de May il fit dire aux Estats de Hollande, qu'ayant eu avis, que l'Archiduc Leopold assembloit un corps d'armée en Flandre, son devoir l'avoit obligé à pourvoir à la seureté des frontieres, en y envoyant six Cornettes de Cavallerie, vingt Compagnies d'Infanterie, & quelques pieces de Canon, qu'il avoit fait tirer de l'arsenal de Dordrecht: parce que cet Estat n'ayant point de suspension d'armes avec les Espagnols, l'on en pouvoit craindre un insulte. Ils le firent prier de les renvoyer en leurs garnisons, afin de n'allarmer point les Espagnols, qui se fioient en l'assurance, qu'on leur avoit donnée, que l'on ne mettroit pas en campagne: mais il répondit, que la charge de Capitaine General lui ayant esté donnée par les Estats Generaux, il estoit de son devoir d'asseurer les frontieres, & que c'estoit à leurs ordres qu'il obeiroit; ou bien qu'il feroit revenir les troupes, lors que les Espagnols cesseroient de donner de l'ombrage aux frontieres. Vers la fin de la mesme année il envoya le Rhingrave, Gouverneur de Mastricht, aux Pais d'Outremeuse, avec des troupes, afin d'en assurer la possession à l'Estat; parcé que l'on estoit convenu, qu'ils demeureroient à celui des deux Souverains, qui les possèderoit lors de la conclusion du traité. Les Estats d'Hollande protestoient continuellement contre ce procedé; mais le Prince ne laissoit pas d'en user, non comme si l'on estoit au point de faire la paix, mais comme si l'on eust esté à la veille d'une nouvelle rupture. Neantmoins comme il prevoyoit bien, que la paix se feroit indubitablement, il confirma, vers la fin de l'année 1647, le traité, que le Pere avoit fait au commencement de la mesme année avec le Roy d'Espagne, pour ses interets particuliers; l'alterant seulement, en ce que le Roy promettoit de faire monter le revenu de la terre de Montfort à trente deux mille livres, & de donner les deux terres de Sevenberguen & de Turnhout à la Princeesse Douairiere.

L'on remarquoit en ces deux traittés, que le Prince, qui demeurait obligé au Roy d'Espagne par des devoirs de Vassallage, y promettoit aussi de maintenir la religion Catholique R. & les gens d'Eglise, qui en faisoient profession, quoy que la terre de Sevenberguen estant située en Hollande, il n'y eust que les Estats, Souverains de la Province, qui en pussent avoir la disposition. Comme en effect incontinent après la paix ils y changerent le Magistrat, en osterent les Catholiques Romains, & firent retirer le Curé, ou Prestre, qui y avoit demeuré pendant la guerre. L'on y remarquoit encore deux choses: l'une, que

*En change  
de sentiment:  
Preuve  
XXVI. pag.  
228.*

*mais le con-  
vre.*

*Il envoya  
des troupes  
en Flandre,  
Preuve  
XXVII.  
pag. 229.*

*En refuse de  
les renvoyer  
à leurs gar-  
nisons, à l'in-  
stance des  
Estats  
d'Hollande.  
Preuve  
XXVIII.  
pag. 231.*

*Le Prince  
Guillaume  
fait un  
autre traité  
avec le Roy  
d'Espagne.  
Preuve  
XXIX. pag.  
232.*

*Les Princes  
d'Orange  
permettent  
l'exercice de  
la religion  
Catholique  
Romaine  
dans les ter-  
res, que le  
Roy d'Espa-  
gne leur don-  
ne.*

*Les Estats  
d'Hollande*

ces

*se défendent  
à Serenber-  
gue.*

*Preuve  
XXX. pag.  
234.*

*Le Prince  
ne desire pas,  
que le Roy  
d'Espagne  
execute le  
traité,*

*ny qu'il le  
fasse mettre  
en la posses-  
sion du Mar-  
quisat de  
Bergues-op-  
Zoom.*

*Les Estats  
font plu-  
sieurs avan-  
tages au  
Prince.*

*Lui don-  
nent la fa-  
culté d'ac-  
corder des  
lettres de  
Grace & de  
remission à  
Mastricht.*

*Preuve  
XXXI.  
pag. 235.*

*Le Gou-  
vernement  
des Pais  
d'Outre-  
meuse,*

*Preuve  
XXXII.  
pag. 236.  
avec celui de  
Wedde &c.*

*Preuve  
XXXIII.  
pag. 237.*

*Les Estats  
d'Hollande  
lui donnent  
la charge de  
Grand Ve-  
neur,*

*Preuve  
XXXIV.  
pag. 238.*

*Et un pre-  
sent de cent  
mille livres.*

*Preuve  
XXXV.  
pag. 239.*

ces deux traittés ne prenoient leur force que de celui, que les Estats alloient conclurre, parce qu'ils devoient estre considerés comme s'ils y avoient esté inserés de mot à mot, & neantmoins ils ne leur furent communiqués que le 6 Mars 1648, cinq semaines après la conclusion du traitté de Munster. Et l'autre, que les Prelats de Brabant, qui estoient intervenus au premier traitté, comme garands de la parole du Roy d'Espagne, ne parurent pas au second; quoy que les nouvelles conditions de celui-cy changeassent toute la nature du premier, & le Prince ne les en pressa pas. Dont l'on jugeoit, que le Prince, qui sçavoit, qu'il seroit toujours en estat de se faire faire raison, tant qu'il commanderoit les armes de ces Provinces, ne se mettoit pas beaucoup en peine de l'execution de ce traitté; puis que l'Estat mesme en estoit garand, & l'auroit garanty en effect, si le Prince eust assés vescu pour en demander l'execution. Pour la mesme raison il ne negligeoit pas seulement de demander l'execution du mesme traitté à l'égard de la Princesse de Hohenzollern, mais il lui ceda mesmes, de son mouvement, cette partie du Marquisat de Bergues-op-Zoom, qu'il avoit possédée pendant la guerre. Son dessein estoit de s'en faire rembourser par le Roy d'Espagne, aussy bien que de l'autre moitié du mesme Marquisat, ou à son refus, de se plaindre de l'inexecution du traitté de paix, dont celui qu'il avoit fait en son particulier, faisoit partie.

Les Estats Generaux, pour obliger le Prince d'Orange à s'accommoder à l'Estat present des affaires, & à se satisfaire, lui donnerent tout ce qu'il pouvoit desirer d'eux. Les habitants de Mastricht, & des lieux de son ressort, ne sont pas sujets à la Jurisdiction de la Cour de Justice de Brabant; mais les procès qu'ils ont, s'instruisent par des Commissaires sur les lieux, pour estre en suite jugés par les Commissaires deciseurs, que l'Electeur de Cologne, comme Evêque & Prince de Liege, & les Estats Generaux, comme Souverains de cette partie du Duché de Brabant, où la ville de Mastricht est située, y envoient de deux en deux ans. Les quatre Commissaires jugent ensemble les procès, que ceux des habitants, qui sont Liegeois d'extraction, ont avec des Brabançons; mais la decision de ceux de Liegeois à Liegeois, ou de Brabançons à Brabançons, sont jugés par les Commissaires de Liege, ou bien par ceux des Estats, séparément. Pour ce qui est des graces, pardons & remissions, il n'y a que le Souverain qui les donne; mais les Estats en donnerent la disposition au Prince d'Orange le 30 Janvier, & quelque temps apres ils lui donnerent le Gouvernement des Pais d'Outre-meuse, avec la charge de Grand Veneur & de Grand Maistre des eaux & forests en ces quartiers-là, avec une pension de trois mille livres. Ils y adjousterent le Gouvernement du petit pais de Wedde & de Westwoldingerlandt, & les Estats d'Hollande lui donnerent la charge de Grand Veneur & Maistre des eaux & forests de leur Province, & en suite un present de cent mille livres, & offrirent de consentir à ce que l'on donnast à la Princesse Doüairiere, sa mere, une pension viagere de vingt mille livres par an, à l'exemple de celle, que les Estats avoient autrefois donnée à Louïse de Coligny, mere de Frederic-Henry, après la mort de Guillaume de Nassau, son mary. Mais la Princesse, qui se flattoit de l'esperance, que quelques Deputés des autres Provinces lui donnoient, que l'on pourroit faire doubler la pension, & la faire monter à quarante mille livres, comme en effect l'on en fit la proposition



sition dans l'assemblée des Etats Generaux, n'ayant pas reçu cette gratification avec la reconnaissance, que l'on en attendoit, ceux qui n'y avoient consenti que par complaisance, changerent de sentiment, & sa froideur morfondit mesmes l'affection de ceux, qui avoient esté les plus échauffés à lui faire obtenir cette faveur; en sorte que toutes les fois que l'on mettoit l'affaire en deliberation, il s'y rencontroit tousjours de nouveaux obstacles : Si bien qu'enfin personne n'en osa, ou n'en voulut plus parler.

Guillaume, Prince d'Orange, avoit eu la survivance du Gouvernement des Provinces de Hollande & de Zeelande dès le 29 Avril 1631, n'ayant pas encore atteint l'age de cinq ans: dans un temps, où l'on ne faisoit pas seulement tout ce que le pere vouloit, mais où l'on alloit mesmes audevant de ses desirs. Il fut mesmes reconnu en cette qualité incontinent après le décès du pere, & neantmoins il n'en prit pas possession en la Cour de Justice immédiatement après sa mort, mais le 23 Janvier 1648, & ainsy peu de jours avant la conclusion de la Paix de Munster; parce que les deux Provinces ne pouvoient pas demeurer d'accord des termes de la commission, & cependant la Cour avoit fait faire les dépesches & expéditions de justice, au nom du President & des Conseillers, suivant l'ordre exprés des Etats de Hollande. Ceux de Zeelande desiroient, que l'on fît expedier sa commission sur le modèle de celle, que l'on avoit donnée au Prince defunct en l'an 1625; mais lors que l'on en fit la lecture dans l'assemblée des Etats d'Hollande, les villes de Horn, Enckhuyse & Medemblic, qui font cette partie de la Province, que l'on appelle West-Frise, protesterent, qu'elles ne souffriroient pas, que dans la commission les Etats de Zeelande fussent nommés devant elles, & prissent la mesme place, qu'on leur avoit donnée en la commission precedente. Dans les assemblées des Etats de Hollande les Deputés de Horn & d'Enckhuyse ont séance immédiatement après la premiere ville de Nort-Hollande, & en plaçant les Deputés de Zeelande devant eux, on les obligeoit à ceder aux villes qui leur cedent par tout: contre l'ordre, qui les mesle inseparablement avec les Deputés de Nort-Hollande. Sur cette difficulté l'on tint plusieurs conférences avec les Deputés Ordinaires & Extraordinaires de Zeelande, pour tâcher de les disposer à un temperament; en permettant que dans la commission l'on employast ces termes: *au nom des Etats de Hollande & West-Frise, comme aussy au nom des Etats de Zeelande*, ou du moins à consentir, que l'on fît expedier deux commissions separées; puis qu'en effect l'on alloit disposer du Gouvernement de deux Provinces Souveraines, qui n'avoient rien de commun, sinon la Justice, & ce en partie seulement, & que neantmoins l'introduction se fît par les deux Conseillers Pensionnaires conjointement, & en mesme temps. Ce fut là le seul moyen de les accommoder, & sur ce pied les Etats d'Hollande firent expedier leur commission particuliere le 19 Decembre 1647, & le lendemain le Prince presta le serment de fidelité en leur assemblée, en touchant en la main du Seigneur de Brederode, qui estant le premier de l'Ordre de la Noblesse, le receut au nom de tout le corps des Etats. Les Deputés des deux Provinces demurerent d'accord du jour de l'introduction, & qu'elle se feroit par leurs Conseillers-Pensionnaires, qui feroient un discours, chacun au nom de ses Maistres. Ces ceremonies se firent le 23 Janvier 1648, en la maniere suivante.

I. Part.

K

Les

Il consent à une pension de 20000 livres pour la Princesse Dowai-  
riere.

Preuve  
XXXVI.  
pag. 239.

Elle ne s'en contente pas.  
Preuve  
XXXVII.  
pag. 240.

Le Prince avoit la survivance du Gouvernement de Hollande & de Zeelande dès l'an 1631.

Different entre les deux Provinces pour la forme de la commission.

La West-Frise ne veut pas céder à la Zeelande.

Les deux Provinces font expedier chacune une commission.

Preuve  
XXXVIII.  
pag. 240.

Preuve  
XXXIX.  
pag. 244.

*Le Prince  
prend séance  
en la Cour de  
Justice.  
Preuve  
XL. pag  
245.*

Les deux Ministres de Hollande & de Zeelande allerent sur les dix heures du matin prendre le Prince dans son appartement, & le conduisirent jusques au bas de l'escalier, qui est au bout de la salle des merciers, où ils trouverent trois Conseillers, que la Cour avoit envoyés audevant d'eux. Le President, accompagné des autres Conseillers, les receut dans la chambre du Conseil, où le Prince se plaça dans la chaise ordinaire du Gouverneur, que l'on a fait oster depuis quelques années, ayant à sa main droite le President, qui prit sa place ordinaire, & à sa gauche les deux Conseillers-Pensionnaires. Les Conseillers s'estoient rangés auprès des bancs, des deux costés de la Chambre: l'Advocat Fiscal & le Procureur General à l'un des bouts du bureau, & le Greffier vis à vis du President: mais ces derniers estoient debout & découverts. Après que les deux Conseillers Pensionnaires, & en suite le President, eurent fait chacun un petit discours, au sujet de l'introduction, le Prince fit à tous un compliment de remerciement.

Cela fait, les deux Conseillers-Pensionnaires, ayant pris congé, furent conduits par trois Conseillers jusques au mesme lieu, où ils avoient esté receus. Dès que les trois Conseillers furent rentrés, toute la Compagnie, ayant devant elle le Greffier, passa dans la Grand' Chambre, où l'audiance ayant esté ouverte, l'on plaida une cause, qui fut jugée en la presence du Prince. Après que la sentence eust esté prononcée, la Cour se leva, & après avoir fait un tour dans la Chambre du Conseil, alla en corps conduire le Prince jusques à son appartement, traversant à pied la Cour, qui la separe du quartier, que les Etats de Hollande ont laissé à la Justice. J'ay crû devoir marquer icy ces petites particularités, bien que peu considerables; parce que la charge de Gouverneur de la Province d'Hollande ayant depuis quelque temps esté supprimée, du consentement unanime des Nobles & de toutes les villes, la posterité fera, sans doute, bien aisé de lire icy ce que peut-estre elle ne verra plus à l'avenir.

*Plusieurs  
Ministres  
preschent  
contre la  
paix.*

Entre ceux, qui témoignioient de n'estre point satisfaits de la paix, se trouva un tresgrand nombre de pasteurs, ou ministres de la parole de Dieu, qui au lieu de prescher la paix, comme disciples de J. Christ, & de la recommander, à son exemple, comme un don tresprecieux du Ciel, la recevoient de sa main comme un fleau, & comme une malediction: au moins ils en parloient en ces termes en leurs sermons, & continuoient de prescher la guerre. Il y en avoit qui le faisoient par une pure complaisance pour la Maison d'Orange, qui avoit plusieurs pensionnaires parmy eux, & les autres y estoient poussés par le mouvement d'un faux zele: plusieurs par un principe, qui leur est commun avec ceux, qui ne se souvenant plus de la bassesse de leur naissance, & de leur premiere fortune, souffrent avec peine des superieurs, qui humilient leur orgueil: mais tous par un esprit de vanité & d'estourdissement, dont l'on verra plus d'un exemple dans la suite de cette Histoire. C'est un mal, que la bonté des Magistrats n'ayant pas pû vaincre jusques icy, il en faut attendre le remede d'une puissance plus haute, & du temps, qui peutestre appuyera à l'avenir plus fortement l'autorité & la vigueur des uns, & inspirera plus d'obeissance, de sousmission & de respect aux autres, & les obligera à demeurer dans les termes de leur vocation. Je sçay bien, que parmy ceux de cette profession il y en a, dont la doctrine, accompagnée d'une vie & d'une conduite Chrestienne &

exem-



exemplaire, merite qu'on les revere; c'est pourquoy je ne pretens pas les comprendre sous ces termes generaux, que je n'employe, que pour ménager l'honneur de tout l'ordre, en ne nommant pas les personnes, jusqu'à ce que le Magistrat les ait publiquement censurées, & ait bien voulu que leurs noms se trouvassent dans les registres publics. Comme de l'autre costé, je n'ay pû ne dire point, que l'emportement de quelques uns fut si grand, qu'il y eut un pasteur, qui, en profanant la parole de Dieu, fit à l'honneur du Prince, un'espece de Panegirique, composé d'un grand nombre de passages de l'Ecriture Sainte, qui n'estant applicables qu'à Dieu, sont appliqués par lui à un homme mortel, parce qu'il avoit tâché d'empescher la conclusion du traitté de Munster.

Les Barons, les Nobles & les villes de Brabant, dont les unes sont associées à cet Estat, & les autres en sont des conquestes, croyant devoir profiter de la paix, qui achevoit de le former, & d'affermir le repos & la veritable constitution de ces Provinces, pretendoient se faire considerer comme parties essentielles de l'Union. Il est vray, que le Duché de Brabant est une des Provinces, que l'Empereur Charles V avoit unies en un seul corps, par sa Pragmatique Sanction de l'an 1549, dont il a esté parlé ailleurs. Il est vray aussy, que les Deputés de Brabant avoient signé la Pacification de Gand en l'an 1576: que ceux d'Anvers & de Breda avoient signé l'Union d'Utrecht en l'an 1579, & que cette Union avoit esté publiée dans la ville de Boisleduc, capitale d'un des quatre quartiers de la Province. L'on y peut adjouster, qu'en l'an 1581 quelques Deputés de Brabant signerent, avec ceux des autres Provinces, le decret, par lequel le Roy d'Espagne fut déclaré estre décheu de la Souveraineté de cet Estat. Les villes de Brabant, au moins quelques unes, avoient continué depuis ce temps là d'envoyer leurs Deputés aux assemblées des Estats Generaux; jusques à ce que la ville d'Anvers ayant esté reduite par le Duc de Parme en l'an 1585, ceux de Brabant prirent congé de l'assemblée, & se retirerent; & c'est depuis ce temps là que l'on ne voit plus de Deputés Brabançons dans l'assemblée des Estats Generaux. En l'année suivante quelques Seigneurs de Brabant, & entr'autres Maurice, Comte de Nassau, comme Baron de Breda, avec le Magistrat de la ville de Bergues-op-Zoom, envoyèrent leurs Deputés à la Haye: mais ces Messieurs, au lieu d'aller droit à l'assemblée, & d'y prendre seance, ou de faire instance du moins à ce qu'ils y fussent receus, se contenterent de demander, qu'on laissât à la Province l'administration de ses finances, & qu'il ne s'y fît point de levée de deniers, sinon du consentement des Estats du Pais. Les Estats Generaux, voyant la retenüe de ces gens, qui pouvoient pretendre quelque chose de plus, que ce qu'ils demandoient, répondirent, qu'ils ne connoissoient point d'Estats de Brabant, & qu'ils ne consideroient les Seigneurs & les villes de cette Province, que comme des associés de l'Estat des Provinces Unies en General. Cependant, afin de desinteressier, & de dédommager en quelque façon Maurice, & afin de le détacher des autres Seigneurs & des villes, que l'on ne consideroit point sans lui, ils lui donnerent la qualité de Capitaine General, & le commandement General des villes, des forts & des gens de guerre de Brabant; donnant en mesme temps l'administration des affaires, & la direction des finances de ces quartiers là au Conseil d'Estat, pour en

*Les villes de Brabant pretendent devoir avoir part à la Souveraineté.*

disposer au nom de l'Estat, par provision. En l'an 1591 les Estats Generaux erigerent à la Haye une Cour de Justice pour les habitants de Brabant: & les affaires demurerent en cet estat plus de quarante ans. En l'an 1637 plusieurs Barons, Nobles & villes de Brabant, dont le nombre estoit devenu fort considerable, par la reduction, ou par la conqueste des villes de Boisleduc, Grave, Breda, Steenbergue & Mastricht, si bien qu'avec Bergues-op-Zoom & Willemstadt, & avec les petites villes de Ravestein, Megue, Eindhove & Helmont, ils faisoient plus de la moitié de la Province, firent nouvelle instance, à ce qu'ils fussent considerés comme membres essentiels, & non comme places & parties conquises, associées ou dépendantes de l'Estat. L'on n'eut point d'égard à leurs remonstrances en ce temps là; c'est pourquoy ils resolurent de redoubler leurs efforts après la conclusion de la paix; ne doutant point que le Prince d'Orange, qui y estoit interessé, & qui pouvoit tout, n'appuyast leurs instances, & ne les fist réussir. Le memoire, qu'ils présenterent pour cet effect le 23 Avril, mesmes avant l'échange des ratifications, ne contenoit que les mesmes raisons qu'ils avoient desja représentées; sçavoir, que les villes de Bergues-op-Zoom & Willemstadt ne s'estoient jamais séparées de l'Union. Que celle de Boisleduc l'avoit acceptée, & l'avoit fait publier chez elle. Que Breda, qui l'avoit aussy signée, ne s'estoit jamais détachée de l'Union; mais que c'estoit à son grand regret, qu'elle en avoit esté arrachée par la violence des armes de leurs ennemis communs: & puis que les armes de leurs amis l'avoient comme ravie d'entre les bras des Espagnols, que ce seroit une injustice & une cruauté d'en faire une conqueste; veu que l'on ne pouvoit pas, sans faire une grande violence à la justice, refuser de la remettre en l'estat de sa premiere liberté. Que l'Estat ne s'en pouvoit pas dédire, comme y estant obligé, non seulement par l'Union mesme, mais aussy par le traité, qu'il avoit fait avec la France en l'an 1635, où les alliés s'estoient promis de recevoir en leur protection & en leur alliance toutes les villes, qui secoüeroient le joug de la domination Espagnole, & que s'il y en avoit trois ou quatre, qui se liguaissent volontairement ensemble, l'on en composeroit un corps, libre & indépendant des autres Provinces. Ils se plaignoient aussy, de ce qu'au préjudice des privileges de Brabant, les Estats avoient erigé une Cour de Justice à la Haye, pour les Brabançons, qui tiroit les habitants hors de la Province, & les obligeoit à plaider, & à poursuivre leurs affaires en Hollande. Ils demandoient enfin; qu'on leur donnast seance dans l'assemblée des Estats Generaux, à l'exemple des autres Provinces Confederées, ou du moins qu'on leur laissast l'administration des affaires & des finances de leur Province. On leur fit connoistre, que les villes de Boisleduc & de Mastricht avoient esté prises, non seulement sur le Roy d'Espagne, mais aussy sur les habitants, qui les avoient défendues avec plus d'opiniastreté & de resistance, que la garnison Espagnole mesme: & ainfty que les Deputés de Brabant appliquoient mal à propos à leur avantage le traité de l'an 1635, qui ne parle que des villes, qui se rendroient volontairement, & qui se soustrairoient de la domination Espagnole, & non de celles, qui seroient forcées par les armes des alliés, ou de celles que l'Estat avoit desja conquises. L'on voyoit bien, que l'Estat, qui estoit desja composé de sept Provinces Souveraines, ne vouloit, & ne pouvoit pas augmenter le nombre des Souveraines.

Pour cet  
effect ils pre-  
sentent un  
memoire

après la con-  
clusion de la  
paix.

Preuve  
XLI. pag.

247.

Leurs rai-  
sons.

Preuve  
XLII. pag.  
248.

Boisleduc  
& Mas-  
tricht sont  
des conquê-  
tes.

Il, n'obtien-  
nent rien.

veraine-



verainetés, sans en affoiblir la puissance & l'autorité, & n'avoit garde de donner rang à une Province, qui de tout temps avoit précédé toutes les autres. Il n'estoit pourtant pas à propos d'entrer en la discussion d'une affaire, que l'on ne pouvoit pas faire réussir sans quelque incommodité de l'Estat, & que l'on ne pouvoit pas refuser sans injustice; parce que ceux qui n'estoient jamais sortis de l'Union, & qui l'avoient signée comme alliés, ne pouvoient pas estre considérés comme des peuples conquis.

La France témoigna un dernier mécontentement de la paix séparée. D'abord elle avoit fort pressé cet Estat d'envoyer ses Ministres à Munster; mais dès qu'ils y furent arrivés, & qu'elle eust vu que c'estoit tout de bon qu'ils avançaient leur negociation, elle commença à s'en plaindre, & à faire du bruit. Brasset avoit déclaré dès l'onzième Janvier 1647, que si les Plenipotentiaires passoient outre à la signature des soixante douze articles, dont ils estoient convenus avec ceux d'Espagne, le Roy, son Maistre, le prendroit pour une contravention au traité, & Servien, qui estoit arrivé à la Haye en ce temps là, parla sur ce sujet, en sa premiere proposition, avec si peu de respect de cet Estat, que l'on fut obligé de lui en faire témoigner du ressentiment, en des termes, qui lui firent connoître que l'on en avoit beaucoup. Il s'emporta à publier par escrit, & à faire imprimer, que parmy les Plenipotentiaires des Estats il y en avoit, qui avoient esté corrompus par l'argent d'Espagne: que d'autres, surpris par les artifices des Espagnols, donnoient des advis contraires à la verité, & que presque tous vivoient assés mal avec ceux de France. C'estoient des calomnies, dont Pauw de Heemstede, que Servien avoit nommé entr'autres, se trouva obligé de se purger par serment dans l'assemblée des Estats d'Hollande, ses Maistres, & de déclarer, que bien loin d'avoir reçu des presents des Espagnols, ou de leur part, directement ou indirectement, jamais personne ne lui en avoit offert, en quelque maniere que ce fust: mais qu'il ne pouvoit pas dire, que les Ministres de France en eussent usé de la mesme maniere. Mathenesse en fit autant: de sorte que sur leur defense, & sur d'autres preuves, qu'ils produisirent pour leur justification, les Estats de Hollande declarerent le 14 Aoust 1647, que ces deux personages avoient fait tout ce que l'on pouvoit desirer de bons & fideles Ministres, qui meritoient, que l'on reconnust leurs services. Que l'Estat en General, & la Province d'Hollande en particulier, avoient sujet d'en estre satisfaits, & desiroient qu'ils continuassent de donner des preuves de leur zele & de leur affection à l'Estat, comme la Province de son costé protegeroit leurs personnes, & maintiendrait leur honneur & leur reputation envers & contre tous. Et de fait, après la conclusion de la paix, les Estats de Hollande les remercierent encore, par une resolution formelle, des devoirs qu'ils avoient faits en cette negociation: declarerent qu'ils estoient entierement satisfaits de leur conduite, & voulurent que leurs registres en fussent chargés, afin que les marques en demeurassent à la posterité.

Nonobstant ces emportements de Servien, l'on ne laissa pas d'entrer en conference avec lui, & avec la Thuillerie, pour la garantie des traités, qui se negocioient à Munster; encore que cette negociation ne servist en effect qu'à gagner du temps, pendant lequel ce Ministre tâchoit de gagner aussi des personnes, qui eussent pû empêcher, ou re-

*La France est mécontente.*

*Brasset proteste contre la premiere signature.*

*Preuve XLIII. pag. 264.*

*Servien accuse quelques Plenipotentiaires d'avoir pris de l'argent d'Espagne.*

*Preuve XLIV. pag. 264.*

*Brasset d'avoir donné de faux advis.*

*Preuve XLV. pag. 266.*

*L'un s'en justifie.*

*Preuve XLVI. pag. 267.*

*Les Estats d'Hollande justifient Mathenesse & Heemstede.*

*Preuve XLVII. pag. 267.*

*Preuve XLVIII. pag. 269.*

Preuve  
XLIX.  
pag. 269.

*L'on fait  
un traité de  
garantie  
avec la  
France,*

Preuve L.  
pag. 270.

*qui n'a point  
de suite.*

*Servien  
part. L'on  
n'en est point  
satisfait.*

Preuve LI.  
pag. 272.  
Preuve LII.  
pag. 274.

*La veille  
de l'échange  
des ratifica-  
tions il tâche  
de l'empê-  
cher.*

Preuve  
LIII. pag.  
274.

*La Thuil-  
lerie fait des  
devoirs, pour  
empêcher la  
ratification.*

tarder la conclusion de la paix. L'on sçavoit l'intention de la France, où le Ministre ne vouloit pas que la paix se fît, à moins de l'acquisition des Pais-bas, & que la garantie ne pouvoit avoir son effet, qu'après la conclusion du traité entre les deux Couronnes. Toutesfois, comme Servien continuoît d'asseurer, que la garantie ne seroit pas sitôt conclue, que la paix entre la France & l'Espagne ne le fust aussi, on voulut bien avoir la complaisance d'entrer pour cela en une negociation tresennuyeuse, & de la conclurre enfin avec eux. Elle fut signée le 29 Juillet 1647, & le Roy de France s'y obligeoit de garantir cet Estat, & les places, que les Estats possèderoient lors de la conclusion du traité, en cas que le Roy d'Espagne, ou quelque autre Prince de la Maison d'Autriche, les attaquaît à force ouverte, ou contrevinst au traité, en sorte que la contravention fust suivie de rupture. Les Estats s'y obligeoient de leur costé, de garantir toutes les places, qui demeureroient au Roy par la conclusion de la paix, en France, y compris Pignerol, au Roussillon, en Lorraine & aux Pais-bas, & de rompre, si la France estoit attaquée, mesmes en Catalogne, pendant la trêve, en sorte qu'il y eust rupture. L'on voyoit bien de part & d'autre, que ce traité n'auroit point de suite; tellement que Servien, n'ayant pas pû obtenir ce qu'il esperoit, ny empêcher que l'on allât à grands pas à la conclusion de la paix, partit de la Haye, aussi peu satisfait de sa negociation, qu'on l'estoit icy de sa conduite. Ce que les Estats d'Hollande ne dissimulerent pas, en refusant de consentir à ce qu'on lui fît le present ordinaire, lors qu'il partit. La veille de l'échange des ratifications, il représenta encore aux Plenipotentiaires de cet Estat, qui estoient retournés à Munster, que cette action seroit contraire aux traittés d'alliance, & mesmes à l'intention des Estats, comme elle l'estoit au desir & aux protestations d'une des plus considerables Provinces, de plusieurs villes, & d'un grand nombre de personnes de qualité. Que ce n'estoit pas là le moyen d'asseurer le repos de l'Estat, mais bien d'exciter de nouveaux troubles au dehors, & des divisions au dedans. Que bien loin de faire cesser la guerre, ce traité séparé la feroit continuer: & que les Plenipotentiaires n'avoient pas satisfait aux ordres de leurs Superieurs, puis que tous les devoirs, qu'ils avoient faits, ne consistoient qu'en de simples demandes, qu'on avoit faites aux parties, si elles vouloient s'accommoder ou non; ou en des instances, qu'on lui avoit faites, de se relâcher, ou de faire quelque ouverture, qui pût contenter les Espagnols, & qu'ils n'en avoient point fait du tout depuis leur retour à Munster. Qu'en rompant volontairement les traittés, ils se chargeroient de tous les inconvenients, que cette separation produiroit, au prejudice des franchises & exemptions, que les Rois de France avoient accordées aux habitants de ces Provinces, en consideration de ces alliances. Que l'Estat, en abandonnant la France, se chargeoit du blâme d'une grande ingratitude, & que les Plenipotentiaires trouveroient, qu'après l'échange il seroit bien plus difficile d'ajuster les differents entre les deux Couronnes, que devant.

La Thuillerie, aussi habille, mais moins violent que Servien, continuoît cependant les mesmes offices contre la paix, mais avec le mesme succès. Les offres, qu'il fit au commencement de l'année, n'ayant pas pû empêcher la conclusion, il redoubla ses efforts pour empêcher la ratification du traité. En l'audience, qu'il prit le 3 Mars, il rendit aux Estats,



Estats, une lettre du Roy, son Maistre, remplie de ressentiment & d'indignation de cette paix particuliere & separée, qu'il y dit avoir esté faite, non par tous les Ambassadeurs unanimement, mais par quelques uns d'entre eux, contre l'intention des Estats: & ainsy qu'il esperoit qu'ils n'auroient pas manqué d'y remedier. L'Ambassadeur l'accompagna d'un discours, qui exprimoit, bien mieux que la lettre, les pensées que l'on n'avoit pas voulu faire paroistre sur le papier. Il n'estoit remply que de reproches, d'avoir manqué à la foy des traittés: d'avoir abandonné le plus fidelle allié de l'Estat, & d'avoir payé d'une derniere ingratitude ce que la France avoit fait pour le bien & pour la grandeur de cet Estat, à sa sollicitation, & pour l'avantage de la cause commune: & l'on n'y voyoit que des justifications du procedé de la France & de ses Ministres. En parlant du mariage de l'Infante d'Espagne, & de l'échange des Pais-bas, il disoit, que c'estoit un artifice des Espagnols, qui s'en estoient servis pour desunir les alliés, & pour faire apprehender la puissance & le voisinage de la France; c'est à dire d'un allié, dont la prosperité ne pouvoit pas estre suspecte à l'autre, à la grandeur duquel il avoit tousjours si sincerement contribué. Il conclut son discours, en disant, que les Estats avoient les mains liées, & qu'ils ne pouvoient pas ratifier le traitté, sans violer les traittés qu'ils avoient avec le Roy, son Maistre: sans manquer à la foy & à la reconnoissance, qu'ils lui devoient, & sans faire tort à l'opinion que l'on avoit de leur sincerité & probité. Toutesfois, comme on ne lui faisoit point de réponse à sa proposition, & qu'il n'avoit pas encore tout à fait perdu l'esperance de pouvoir empescher, ou du moins faire retarder l'échange des ratifications, qui devoit donner la derniere perfection à cet ouvrage, il alla le 17 du mesme mois à une deuxième audience: en laquelle il dit. Que le Roy, son Maistre, considerant, que la pluspart des propositions, que ses Ministres avoient faites à Munster, bien que fort nettes, & non sujettes à equivoque, avoient esté alterées, devant qu'elles eussent esté portées jusques à l'assemblée des Estats, lui avoit ordonné de declarer, qu'il ne leur vouloit pas seulement donner le moyen de jouir en leur particulier d'un repos seur & perpetuel, mais aussy les faire arbitres de la seureté & de la tranquillité publique. Que bien que l'on ne pust pas obliger le Roy à souffrir, que l'on parlât de l'affaire de Lorraine à Munster, il vouloit bien neantmoins declarer, qu'il restitueroit au Duc Charles l'ancienne Lorraine, après que les fortifications des places auroient esté démolies, & que l'on n'y comprendroit pas la Comté de Clermont, ny les places de Stenay & Jametz, qui demeureroient annexées à la Couronne de France, avec le Duché de Bar, & ce qui dépend des trois Eveschés de Metz, Toul & Verdun. Et quant aux cinq points du traitté, qui se negotioit avec les Espagnols, qui estoient encore indecis, il les sousmettoit au jugement des Estats & du Prince d'Orange; pourveu que la decision s'en fist devant l'échange des ratifications du traitté, que cet Estat venoit de conclurre avec l'Espagne.

Les Estats d'Hollande estoient d'avis, que dans la réponse, que l'on feroit à la Thuillerie, il fust dit: que l'accommodement entre les deux Couronnes estant de la derniere importance à cet Estat, l'on devoit croire, que ses Ministres avoient fait tous les devoirs imaginables, pour les y porter. Mais que ceux qu'ils ont faits jusques icy avoient esté inutiles, & qu'il n'y avoit rien à esperer de ceux, que l'on pourroit continuer à l'avenir,

*Le Roy  
escriit aux  
Estats sur ce  
sujet.*

*Preuve  
LIV. pag.  
276.*

*Secondé  
d'un discours  
de l'Ambas-  
sadeur;*

*Preuve  
LV. pag.  
277.*

*qui l'adou-  
cit dans une  
autre audi-  
ance,*

*Preuve  
LVI.  
pag. 279.*

*Et offre de  
sousmettre  
les points in-  
decis aux  
Estats Et au  
Prince d'O-  
range.*

*Les Estats  
Hollande  
sont d'avis  
que l'on y ré-  
ponde.*

*Preuve  
LVII. pag.  
281.*

venir, mesmes au jugement des Mediateurs. Que le Comte Servien avoit assuré icy, que la paix entre les Couronnes seroit conclue dans vingtquatre heures après que l'on seroit demeuré d'accord de la garantie. Que l'Estat croyoit avoir satisfait à ce qu'il devoit à la France, & que la paix entre l'Espagne & cet Estat estant une chose faite & achevée, l'on ne pouvoit plus s'en dédire. Que c'estoit bien l'intention de l'Estat de faire continuer ses offices auprès des deux Couronnes, & qu'il avoit ordonné à ses Ministres d'y travailler incessamment. Qu'en la conjoncture présente des affaires il ne pouvoit pas accepter la sousmission, que l'Ambassadeur de France venoit d'offrir, parce qu'elle se trouvoit accompagnée d'une condition, qui pourroit jetter les affaires en des longueurs tresprejudiciables; mais que ses Ministres avoient ordre d'accepter la sousmission, en cas qu'elle n'empeschast, ou ne retardast point l'échange des ratifications de ce qui avoit desja esté fait & conclu. Les autres Provinces ne s'en expliquèrent pas, & cependant la resolution du 4 Avril ayant esté prise, touchant la ratification du traité de Munster, l'on ne parla plus des propositions de l'Ambassadeur de France.

*Les points  
indécis entre  
les deux  
Couronnes.  
Preuve  
LVIII.  
pag. 284.*

Ces differents indecis estoient, la Lorraine: Les dépendances des conquestes de Flandres: Casal: le secours de Portugal, & la trêve de Catalogne. L'on avoit bien parlé aussy de la liberté de D. Duarte, ou Edüard de Bragance, frere du Roy de Portugal, qui estoit prisonnier à Milan depuis la revolution des affaires de ce Roiaume là: mais il mourut en ce temps là, & sa mort fit cesser la contestation, que son emprisonnement avoit fait naistre entre les deux Couronnes. Le Duché de Bar avoit esté confisqué par le Parlement de Paris sur le Duc Charles, & annexé à la Couronne, quoy que la Duchesse, sa femme, heritiere du Duché de Bar, aussy bien que de la Lorraine, n'eust point eu de part à la felonie, dont le Duc avoit esté accusé. Il avoit cédé à la France, par le traité de Paris du 29 Mars 1641, la Comté & la place de Clermont, Stenay, Jametz & Dun. Pour ce qui est des trois Eveschés, Metz, Toul & Verdun, Henry II, Roy de France, sous pretexte de prendre les armes pour la liberté de l'Empire, contre l'Empereur Charles V, s'en saisit, contre la foy publique, & contre la protestation particuliere & formelle, qu'il avoit faite, que ce n'estoit pas à dessein de profiter de cette guerre, qu'il portoit ses armes en Allemagne. De sorte que n'ayant esté qu'une usurpation, jusques à ce qu'elle ait acquis un tiltre par le dernier traité de Munster, la France ne pouvoit pretendre que les droits & le domaine, qui y estoient annexés, lors qu'elle les usurpa; puis que c'estoit au prejudice de l'Empire, qui ne les avoit point réclamés, qu'ils en avoient esté alienés. La France ne se contentoit pas des offres, que l'Espagne lui faisoit, des villes & places conquises aux Paisbas, mais pretendoit aussy, & avec justice, les Chastelenies, les Baillages & les Mairies, qui en dépendoient. Elle vouloit que l'on mist des Suisses dans Casal, qui promettoient de remettre la place entre les mains du Duc de Mantouë dans un temps, dont l'on conviendrait, & dont neantmoins l'on ne pouvoit pas demeurer d'accord. Les Espagnols estoient resolus de souffrir, que la France continuast de secourir le Portugal, mesmes après que la paix seroit faite; mais ils vouloient, que le secours François ne fust employé que dans les villes, defensivement, & qu'il ne servist point à la campagne, & que les François ne fissent point de

*Preuve.  
LIX.  
pag. 286.*



dé nouvelles fortifications en Catalogne pendant la trêve. Mais ce que l'Espagne vouloit, la France ne le vouloit point : & comme il n'y avoit point d'apparence de les pouvoir mettre d'accord, aussy n'y en avoit il point de differer l'échange des ratifications, jusques à ce qu'elles le fussent.

La Thuillerie voyant, après la resolution du 4 Avril, qu'il n'y avoit plus rien à esperer, changea de langage, & dit, qu'il avoit ordre de declarer, que le Roy, son Maistre, ne pouvoit pas souffrir, que les differents, qu'il avoit avec le Roy d'Espagne, fussent jugés par ceux qui venoient de lui manquer de parole, en faisant un traité séparé, qui destruisoit la bonne opinion, qu'il avoit eu auparavant, de la sincerité de leurs intentions. Quelques jours après cette declaration, ayant sçeu que l'échange des ratifications avoit esté fait à Munster, & que les Estats avoient pris jour pour la publication de la paix en ces Provinces, il prit son audience de congé le 23 May, & partit aussytost ; témoignant, non seulement par le refus qu'il fit, des honneurs, que l'on a accoustumé de rendre aux Ambassadeurs, quand ils sortent de la ville, aussy bien que quand ils y entrent, encore qu'il ne refusast pas le present de l'Estat, mais aussy en ses entretiens particuliers, qu'il remportoit fort peu de satisfaction, & ne craignant point de dire, que le Roy Tres-Chrestien ne manqueroit pas de donner des marques de son ressentiment, quand il en trouveroit l'occasion. Il ne l'avoit pas mesmes dissimulé en sa dernière audience. Car en prenant congé des Estats, il dit, que le Roy adresseroit à l'avenir ses ordres à Brasslet, qui demeureroit icy en qualité de Resident. Et comme s'il eust esté bien assuré, qu'on ne lui donneroit point de successeur, en la mesme qualité, il fit rendre les clefs de la maison, que l'on avoit affectée à la demeure de ceux qui venoient icy de la part du Roy de France, revestus de ce caractère.

*La Thuillerie part, & ne dissimule pas son mécontentement.*  
Preuve  
LX. pag.  
286.

Le Duc de Longueville partit de Munster incontinent après que la paix entre l'Espagne & cet Estat fut conclue, & le Comte d'Avaux fut rappelé deux mois après. Toutesfois ce ne fut pas par un ressentiment du procédé des Plenipotentiaires de cet Estat ; mais parce qu'en l'absence du Duc de Longueville il n'y avoit point d'autorité capable de faire vivre les deux autres en bonne intelligence entr'eux. Quoy que d'ailleurs en France l'on ne considerast plus les Estats comme amis de cette Couronne là, mais comme partisans d'Espagne.

*Le Duc de Longueville part de Munster.*  
Preuve  
LXI. pag.  
288.

Guillaume de Liere d'Osterwijck, Ambassadeur de ces Provinces à la Cour de France, & Jean Reinft, qui en retournant à Venise, où il demouroit depuis plus de vingt ans, s'estoit chargé de cette commission, & de la qualité de Commissaire Extraordinaire, avoient fait le 18 Avril 1646 un traité, pour la seureté de la navigation & du commerce, en attendant que l'on fît un bon reglement, capable de remedier aux desordres, que les vaisseaux de guerre du Roy, & plusieurs armateurs François faisoient sur la mer, & principalement en la mer Mediterannée. Il y a une ordonnance du Roy Henry III, de l'an 1584, qui porte, que robbe d'ennemy confisque robbe d'amy : c'est à dire, que quand dans un navire il se trouve des marchandises, qui appartiennent aux ennemis de la France, elles sont confisquer toutes les autres marchandises, qui y sont chargées, & le navire mesme. Sous ce pretexte plusieurs Capitaines commandans les vaisseaux de guerre du Roy, la plus-

*Traité de 1646 pour le commerce.*  
Preuve  
LXII. pag.  
288.

*Ordonnance de Henry III.*  
Preuve  
LXIII. pag.  
291.

part Chevaliers de l'Ordre de Malthe, c'est à dire puisnés de Maisons Illustres ou Nobles, écumoient la mer, & incommodoient extrêmement le commerce. Et comme ces Chevaliers, en entrant dans l'Ordre, font profession de pauvreté, & sont obligés de laisser à leurs parents tout le bien de la famille, & que d'ailleurs le Roy ne payoit point les Capitaines, ils interessoit en leurs pirateries quelques uns des premiers Ministres de la Cour, qui faisoient l'équipage à leurs dépens. Toutes les plaintes, que l'Ambassadeur Hollandois en avoit faites, avoient esté inutiles; jusqu'à ce que la Cour, qui ne pouvoit pas faire réussir sa negociation à Munster sans cet Estat, & particulièrement le party de l'échange des Pais bas, permist enfin, qu'après une poursuite de huit mois l'on fist le traité, dont nous venons de parler, en attendant que l'on fist un reglement perpetuel pour le commerce. Il rendoit les navires, qui trafiqueroient avec la patente de l'Admiral des Estats, ou bien avec celle de quelque ville, ou lieu, aux habitants desquels les navires appartiendroient, libres, aussy bien que les marchandises, dont ils seroient chargés: & ce traité devoit durer quatre ans. Mais dès que la paix de Munster fut conclue, l'on recommença à lâcher la bride à ces armateurs, & la Cour, qui les advoüoit hautement, ne craignoit point de dire, que les Estats ne pouvoient pas trouver mauvais, qu'elle se dispensast de continuer aux habitans de ces Provinces les graces, qu'elle ne leur avoit accordées, que parce qu'elle esperoit, que ces faveurs les empescheroient de prendre des mesures si contraires à leurs anciennes maximes, & aux interets de ses anciens alliés.

*Osterwijck  
demande à  
estre dechar-  
gé de l'Ambas-  
sade de  
France.  
Preuve  
LXIV.  
pag. 291.*

Sur les plaintes, que les marchands, & particulièrement ceux d'Amsterdam en faisoient, les Estats presserent le Sieur d'Osterwijck de se rendre à son poste de l'Ambassade ordinaire. C'estoit un Gentilhomme, qui après avoir esté, pendant quelques années, Conseiller en la Cour de Justice, en avoit esté tiré, pour estre employé à l'Ambassade de Venise, d'où il avoit passé à celle de France. Depuis quelques mois il avoit demandé & obtenu permission de faire un voyage en ce Pais, pour donner ordre à ses affaires domestiques, & depuis la conclusion de la paix on l'avoit pressé plusieurs fois de retourner aux fonctions de son employ en France. Mais comme il estoit fort avisé, & dans un aage, où la prudence n'est pas si pure, qu'il n'y entre quelques mélange de timidité, on ne le put jamais faire retourner à la Cour de France, où, pour dire la verité, il n'avoit pas fait grand' figure cydevant, & où il sçavoit qu'il ne seroit pas fort agreable à l'avenir. Il s'en excusa d'abord sur l'estat de ses affaires particulieres, qu'il disoit estre fort déperies en son absence: & il demanda une Compagnie pour son fils, & le payement de ce qui lui estoit deu; mais voyant qu'on lui alloit accorder tout, il s'en excusa sur son indisposition: & à la fin il s'en expliqua, en refusant absolument d'y retourner. Tellement que les Estats lui accorderent enfin sa demission le 5 May 1648. Ceux de Hollande, qui sont en possession de presenter à l'Ambassade de France une personne capable, proposerent & firent agréer Guillaume Boreel, Pensionnaire de la ville d'Amsterdam. Ce Ministre avoit donné de grandes preuves de sa capacité en plusieurs emplois de la mesme nature, tant en Suede qu'en Angleterre, & particulièrement en celui qu'il avoit à Amsterdam: mais comme le Magistrat y est composé d'un grand nombre de personnes treshabilles, qui ne peuvent pas souffrir longtemps un habille

*Il obtient sa  
demission.  
Preuve  
LXV. pag.  
292.  
On lui fait  
succéder  
Guillaume  
Boreel,*

Ministre,



Ministre, ils se défirent sans peine de celui-cy, qui pour plusieurs considerations voulut bien sortir de son employ, pour accepter l'Ambassade de France. Il le fit avec d'autant moins de repugnance, que l'on augmenta ses appointements de quatre mille livres par an, & qu'on lui en accorda six mille pour son ameublement. Mais d'autant que l'on fut près de deux ans à ajuster tout cela, en sorte qu'il ne put partir qu'en l'an 1650, nous aurons occasion d'en parler, quand nous traiterons les affaires de ce temps là. *qui ne part qu'en l'an 1650.*

Les plaintes continuelles, que la France faisoit de la paix séparée, faisoient croire, qu'elle n'en seroit pas demeurée là : & en effect l'on auroit pû apprehender quelque chose de pis, si elle eust pû achever son traité avec l'Espagne, à sa mode, ou du moins éviter la guerre civile qui l'en empecha, & qui nous oblige d'en dire icy quelques particularités fort considerables.

La guerre estrangere, dont l'on avoit veu le commencement sous le regne de Louïs XIII, & sous le Ministère du Cardinal de Richelieu, & la facilité de la Reine, qui, à l'entrée de sa Regence, avoit fait des profusions prodigieuses des finances du Roiaume, avoient entierement absorbé tous les fonds, tant du revenu ordinaire, que de l'extraordinaire, que les partisans faisoient trouver tous les jours, & non seulement ceux du courant, mais aussy celui de plusieurs années suivantes. De sorte que tout le revenu ayant esté consumé par avance, l'on fut contraint d'avoir recours à plusieurs moyens extraordinaires, violents & fâcheux, pour fournir à la dépense necessaire de la Maison Royale, de la guerre & des Ambassades, & particulièrement pour payer les gages des Officiers de Justice & des finances, & les rentes de l'hostel de ville de Paris, qui montoient à plusieurs millions. Le Cardinal Mazarin se servoit pour cet effect du Ministère de Michel Particelli d'Emery, Surintendant des finances de France. Il estoit Italien d'extraction, & estant marchand à Lion, il estoit sorty de la boutique, pour entrer dans les partis, où il se rendit capable des premiers emplois dans les finances. Les impositions continuelles ayant rendu ce Ministre fort odieux au peuple, il tâchoit de se décharger de la haine publique sur le Cardinal, qui estant en effect celui qui profitoit le plus de toutes les levées de deniers, il n'eut pas beaucoup de peine à y reussir. *Causés & commencement de la guerre civile de France.*

Après une infinité d'edits bourreaux, dont l'on avoit fait enregistrer quelques uns au Parlement, à la Chambre des Comptes & à la Cour des Aides, & d'autres, par une nouvelle invention, au sceau seulement, pour l'establissement & pour l'alienation de nouveaux droits, pour la creation de nouveaux offices, & pour le retranchement des gages & des droits des officiers, d'Emery s'advisa de faire resoudre au Conseil le toisé des maisons de Paris, & l'augmentation du nombre ordinaire des Maistres des Requestes. Le corps de ces Officiers de robe est fort considerable, tant parce que c'est le seminaire des Ambassades, des Intendances de justice & de finances dans les armées & dans les Provinces, d'où l'on prend aussy ordinairement les Presidents du Grand Conseil & du Parlement, que parce qu'outre la fonction particuliere qu'ils ont au Conseil d'Estat, où ils servent par quartiers, & sont rapporteurs de tous les procès, ils ont aussy une jurisdiction particuliere, que l'on appelle les Requestes de l'Hostel : & en cctte qualité ils font partie du Parlement, où ils ont seance immediatement après les Presidents au Mortier. Ils s'y opposerent, & *Nouveaux edits. Creation d'offices: retranchement des gages: le toisé. Ceste de Maistres des Requestes.*

*Le Cardinal menace le Parlement de la révocation de la Paulette.*

*Le Parlement s'unit avec les autres Cours Souveraines.*

Preuve  
LXVI.  
pag. 293.

*La Cour veut faire arracher l'arrêt de l'Union des registres.*

Preuve  
LXVII.  
pag. 293.

*La Reine accorde une déclaration au Parlement.*

Preuve  
LXVIII  
pag. 294.

*La Reine fait prendre quelques Conseillers.*

Preuve  
LXIX.  
pag. 295.

*Le peuple de Paris se soulève.*

portèrent leurs plaintes au Parlement, qui promit de les protéger. Le Cardinal, qui estoit estranger, & Ministre confident d'une Reine estrangere, l'objet de l'envie des Grands & des plaintes de tout le Roiaume, dont il ne connoissoit point la constitution, croyant pouvoir intimider le Parlement, suivit le conseil d'Emery, & le menaça de la suppression de la Paulette (c'est un droit inventé, du temps du Roy Henry IV, par un nommé Paulet, & les Officiers de Justice & des finances le payent tous les ans pour la conservation de leurs charges) & fit interdire aux Maistres des Requestes l'entrée du Conseil. La plupart des meilleures familles de Paris, & j'ose dire, de toute la France, ne subsistent que par la Paulette; parce que c'est par ce moyen, que les offices y estant rendus hereditaires, ceux qui les possèdent ne peuvent pas seulement en disposer par testament, mais aussi les engager & aliener, comme une maison, ou quelqu'autre heritage; de sorte qu'il n'y en avoit point qui n'eust raison d'apprehender cette suppression. Mais ce qui devoit apparemment faire peur aux officiers, ce fut ce qui acheva de les irriter. Car toutes les Chambres s'estant assemblées le 13 May de cette année, le Parlement s'unit avec les trois autres Cours Souveraines, qui sont le Grand Conseil, la Chambre des Comptes & la Cour des Aides, & ordonna, que deux Deputés de chaque Chambre confereroient avec ceux des autres Compagnies. La Cour le trouva fort mauvais: ordonna par un arrêt du Conseil d'en haut, que l'arrêt du Parlement seroit tiré des registres: envoya mesmes un des quatre Secretaires d'Estat, accompagné d'un Lieutenant & de quelques archers de la garde du corps, pour l'arracher des registres, & fit défenses bien expressees & reiterées au Parlement de s'assembler. Mais le Parlement ne laissa pas de continuer ses assemblées, & d'envoyer ses Deputés à la Chambre de St. Louis, qui entreprit d'examiner & de s'indiquer la conduite des Ministres, & mesmes celle de la Reine, & forma, par maniere de dire, un second Estat dans l'Estat, & une espece de Republique dans le Roiaume. La Cour fut contrainte de se relâcher: rétablit les Maistres des Requestes: éloigna Emery des affaires, & accorda aux Cours Souveraines presque tout ce qu'elles avoient demandé; mais à dessein de n'en rien tenir, & de se venger des uns & des autres de cette desobeissance: comme en effect elle n'y manqua pas à la premiere occasion.

Les armes de France, commandées par le Prince de Condé, avoient remporté une victoire tresaccomplie sur l'armée Espagnole, commandée par l'Archiduc Leopold Guillaume, auprès de Lens en Artois, dont le Roy voulut faire rendre graces solennelles à Dieu dans l'Eglise de Nostre Dame de Paris le 26 Aoust de cette année. Toute la Cour y avoit esté, & le Parlement y avoit assisté en corps; mais à peine s'estoit il séparé, les gardes estant encore sous les armes, que l'on alla prendre deux Conseillers, & l'on en envoya en exil deux autres, de ceux qui avoient acquis une reputation particuliere de probité; ou parce qu'ils estoient en effect d'une vie & d'une conduite exemplaire, ou parce qu'ils avoient le plus crié contre le Ministre & contre le Ministère. Le peuple, qui aime tousjours ses Tribuns, ayant sceu la violence, que l'on avoit faite à ces Conseillers, se sousleva brusquement, prit les armes, ferma les boutiques, fit des barricades, & les poussa jusques à la veüe du Palais Royal, qui par ce moyen se trouva investy & assiégé, aussi bien que le Roy mesme, par cette bourgeoisie armée. Le lendemain



main le Parlement alla en corps au Palais Royal, ayant à la teste Matthieu Molé, son Premier President, homme sage, habille, resolu & ferme, qui representa à la Reine Regente le mauvais estat de la ville, avec les fâcheuses suites, que ces desordres ameneroient indubitablement, si elle ne faisoit remettre en liberté les Conseillers prisonniers, & revenir les exilés. Mais la Reine, soit qu'elle crust qu'on lui faisoit le mal plus grand qu'il n'estoit en effect, ou qu'elle fust persuadée de le pouvoir vaincre en s'y opposant fortement, rejetta avec fierté les remontrances & les prieres du Parlement: en protestant qu'elle ne se reprocheroit jamais d'avoir eu assés de foiblesse, pour prostituer l'autorité du Roy, son fils, dont le deposit lui avoit esté confié, à l'insolence d'une populace muntinée. Le bonheur du Roy & du Roiaume voulut, que le Parlement, en retournant au Palais, à dessein de prendre une resolution importante sur la conjoncture presente des affaires, fut forcé par le peuple de retourner sur ses pas, & d'aller trouver encore la Reine, & de l'obliger à rendre les Conseillers prisonniers presentement. Le Parlement estant retourné auprès de la Reine, le Premier President, secondé du President de Mesme, combatit la fausse constance de la Reine de tant de raisons invincibles, que la Reine commençant à faire reflexion sur l'estat ou son opiniâtreté alloit reduire le Roiaume, & la personne du Roy mesme, elle se laissa vaincre enfin, & commanda que l'on expediait les lettres necessaires pour la liberté & pour le retour des Conseillers prisonniers & exilés. Ils revinrent le lendemain; le peuple demeurant cependant sous les armes, jusques à ce qu'après avoir veu revenir ses Tribuns, & content d'avoir triomphé de l'autorité de la Cour, & d'avoir vaincu l'orgueil des Ministres, il défit ses barricades, quitta les armes, & rouvrit les boutiques, avec tant de joye, qu'en moins de deux heures l'on vid la ville dans un estat aussy paisible, qu'elle avoit esté deux jours auparavant.

Ce fut un heureux effort, que l'on fit ce jour là sur l'esprit de la Reine, en la forçant de sauver la Couronne, la personne du Roy, & toute la famille Royale, qui ne se trouvoit pas en seureté entre les mains d'un peuple armé & enragé: de sorte que les Ministres, avec tout ce qu'il y avoit de personnes de qualité à la Cour, & le Cardinal mesme, qui s'estoient enfermés avec elle au Palais Royal, furent obligés d'appuyer les remontrances du Parlement, de combattre la fermeté de la Reine, & de la prier de se laisser fléchir. Elle ceda en effect; mais ce ne fut qu'à dessein de se ressentir de cet insulte, & de se venger du Parlement & de la ville de Paris. Son courage ne se pouvoit pas resoudre à demeurer dans une ville, où elle venoit de recevoir un si sanglant outrage, où toutes ses actions estoient observées, & où la personne du Cardinal n'estoit pas en seureté. C'est pourquoy elle en sortit un des jours du mois de Septembre à six heures du matin, & emmena le Roy à Ruel chez la Duchesse d'Eguillon, qui avoit esté autrefois sa plus forte aversion. Elle fit en mesme temps arrester au Chasteau de Vincennes, & conduire en suite au Havre de Grace, Bouthiller-Chavigny, cydevant Secretaire d'Estat, sous le Ministère du Cardinal de Richelieu, & éloigner & exiler Chasteauneuf, Garde des sceaux, & Goulas, l'un des Secretaires des Commandements du Duc d'Orleans: directement contre la declaration, qu'elle avoit quelque temps auparavant accordée aux instances du Parlement. Chavigny avoit donné au Cardinal des

*Le Parlement demande la liberté & le retour des Conseillers emprisonnés & exilés.*

*La Reine le refuse.*

*Elle se laisse vaincre,*

*Et le soulèvement de Paris cesse.*

*Elle sort de Paris & emmene le Roy.*

*Preuve LXX.*

*pag. 300. Et fait arrester & éloigner quelques Ministres: entr'autres Chavigny.*

*Auteur de  
la fortune du  
Cardinal  
Mazarin.*

conseils assés violents contre les Conseillers, que l'on avoit arrestés au mois d'Aoust : soit qu'il jugeast, qu'il estoit nécessaire d'user de la mesme severité, dont l'on s'estoit servi, avec tant de succès, pendant le dernier Ministère, ou que son intention fust de perdre le Cardinal Mazarin, entre les mains duquel les moyens forts & vigoureux, que son predecesseur avoit si heureusement employés, devenoient malheureux & funestes. Le Cardinal, qui ne se souvenoit plus, ou qui ne se vouloit plus souvenir des extremes obligations, qu'il avoit à Chavigny, premier & presque seul auteur de sa fortune, l'avoit abandonné au ressentiment de la Reine, qui haïssoit tous ceux qui avoient esté dans les interêts du Cardinal de Richelieu, & particulièrement Chavigny, qui en avoit possédé la plus intime confidence. Il s'imaginoit, que Chavigny s'entendoit avec le Parlement, où il avoit quantité d'amis & de parents, & que son intention estoit de le faire chasser, afin de pouvoir prendre sa place, dont on ne le jugeoit pas indigne. Châteauneuf fut disgracié ; tant parce que sa gravité & sa severité affectée le rendoient incommode, particulièrement à la Cour, que parce qu'il n'estoit pas agreable au Prince de Condé, pour avoir presidé au jugement du procès du Duc & Marechal de Montmorancy, oncle maternel du Prince, qui s'estoit rendu tresnécessaire à la Cour. Pour ce qui est de Goulas, on l'éloigna d'auprès du Duc d'Orleans, parce que l'Abbé de la Riviere, qui de fils d'un frippier de Paris estoit devenu favory du Duc, & depuis Eveque de Langres, Duc & Pair de France, & Commandeur des Ordres du Roy, ne pouvoit pas assés bien gouverner son maistre, au gré du Premier Ministre, des volontés duquel il dépendoit alors entierement, pendant que Goulas, qui estoit un des plus anciens Officiers de la Maison, y avoit quelque creance.

*La Reine  
fait appro-  
cher l'armée  
de Paris.*

La Reine faisoit cependant approcher de Paris l'armée, que le Prince avoit commandée en Picardie & en Flandre, & les gens de guerre vivoient avec tant de licence dans les villages voisins, & particulièrement dans les belles maisons de plaisance, que les habitants de Paris y ont, qu'il estoit bien facile de voir, que son intention estoit de se ressentir du souslevement du peuple, & de la desobeissance du Parlement.

*Le peuple  
s'en allar-  
me, & le  
Parlement  
continue ses  
assemblées,*

L'un & l'autre s'en allarmerent. Le Parlement, qui ne peut pas continuer ses assemblées pendant les vacations, sans la permission expresse du Roy, ne laissoit pas de s'assembler tous les jours, contre l'intention, & nonobstant les défenses de la Cour : & le peuple, redoublant son animosité contre le Premier Ministre, commença à s'en prendre au Cardinal, & à parler de lui, comme de la seule cause des malheurs & des desordres du Roiaume. Tellement qu'entre les autres suffrages des Conseillers, il y en eut qui vouloient, que l'on renouvellast contre lui l'arrest, que le Parlement avoit donné en l'an 1617, à l'occasion de la faveur, & apres la disgrace du Marechal d'Ancre, contre les estrangers, qui s'ingereroient au Ministère. Le Parlement envoya enfin demander à la Reine le retour du Roy, l'élargissement de Chavigny, la seureté publique, & la permission de continuer les assemblées, pendant les vacations. Elle leur accorda tout, & ramena le Roy à Paris le dernier jour d'Octobre ; esperant de rompre, par sa présence, les assemblées, que le Parlement vouloit continuer apres la St. Martin. Cependant elle negligeoit de faire executer la declaration du Roy, qu'elle avoit fait expedier, & verifier au Parlement, pour la reformation de plu-

*& demande  
que l'on ra-  
mene le  
Roy.*

*Elle le fait.  
Preuve  
LXXI.  
pag. 302.*

plu-



plusieurs desordres du Roiaume, & elle souffroit, que les gens de guerre fissent une infinité de desordres à la campagne, dans le voisinage de la ville. Les Parisiens croyoient, que la Reine n'y connivoit pas seulement, mais que c'estoit mesmes de son ordre qu'ils se commettoient, quoy qu'en effect elle ne les pust pas empescher, parce qu'elle n'avoit pas de quoy contenter les Soldats, qui n'ont point de respect pour les ordres de ceux, qui les veulent faire subsister sans argent. Car le peu que l'on apportoit à l'épargne, ou que l'on tiroit des partisans, devoit servir à l'exécution du dessein, que la Reine avoit, d'emmener encore le Roy : les uns disoient à Blois, ou à Tours, & les autres à Dijon ou à Lion. Vers les festes de Noël il en courut un bruit, qui s'espanoit par toute la ville, mais les emissaires de la Cour le firent évanouir petit à petit; bien qu'il soit certain, que dès ce temps là ce malheureux dessein auroit esté exécuté, si l'Abbé de la Riviere, que l'on flattoit de l'esperance d'un chapeau de Cardinal, y eust pû faire consentir le Duc d'Orleans, qui s'y opposoit, comme à une entreprise, laquelle entraînoit après elle de tresfâcheuses suites. Il y consentit au commencement de l'année 1649, & le dessein fut exécuté en la maniere suivante.

Preuve  
LXXII.  
pag. 302.

Le Mareschal de Grammont, qui s'estoit aucunement fait considérer à la Cour par son merite, & par sa naissance, quoy qu'il fust principalement obligé de son establissement à la faveur du Cardinal de Richelieu, dont il avoit épousé une proche parente, estoit celui, dont la Reine se vouloit servir en cette occasion, comme d'une personne, de la fidelité de laquelle elle se pouvoit asseurer. Il lia une partie de divertissement avec le Cardinal Mazarin, & donna à souper au Roy, & à toute la Cour, la veille de la feste des Rois, & l'on y fit une Roiauté de fêve; contre la coustume de cette Cour là, qui ne permet pas que l'on jouie le Roy en sa presence. Au sortir de la Comedie, qui y fut représentée après le soupé, l'on ramena le Roy coucher au Louvre, mais on le fit lever dès les quatre heures du matin, & on le conduisit, par le jardin des Tuilleries, au Cours, où les confidents avoient leur rendez vous, & où le Duc d'Orleans, les Princes de Condé & de Conty, le Cardinal Mazarin & plusieurs autres Seigneurs & Ministres l'attendoient, pour l'accompagner à St. Germain. La Reine d'Angleterre, qui ne fut pas advertie de la retraite du Roy, & qui ne croyoit pas pouvoir subsister à la Cour, qui ne lui payoit pas sa pension depuis six mois, demeura dans la ville. Le Chancelier, le Conseil, & tous les Officiers de la Cour le suivirent à la pointe du jour, qui ne commença pas si tost à paroistre, que toute la ville fut remplie du bruit de l'enlèvement du Roy.

Le Roy sort  
encore de Pa-  
ris.

Preuve  
LXXIII.  
pag. 302.

Et se reti-  
re à St. Ger-  
main.

Ce Prince n'avoit en ce temps là gueres plus de dix ans; de sorte qu'il suivoit par tout où on le vouloit mener, & neantmoins ce fut en son nom, que l'on escrivit dès le grand matin au Prevost des Marchands, & aux Eschevins de la ville de Paris, que ne se trouvant pas en seureté dans une ville, où plusieurs Officiers du Parlement avoient intelligence avec les ennemis déclarés de l'Estat, & dessein de se saisir de sa personne, il avoit esté contraint de sortir de Paris, pour se mettre à couvert de leurs attentats. Le Roy leur ordonna dans la mesme lettre, de faire en sorte que le repos de la ville ne fust point alteré, en attendant qu'il leur fit sçavoir sa volonté. Il envoya aussy ordre au Parlement d'aller à Montargis, à la Chambre des Comptes d'aller à Orleans, & au Grand

Preuve  
LXXIV.  
pag. 303.

Dit, que sa  
personne  
n'est pas en  
seureté dans  
la ville.

Accuse  
quelques uns  
du Parle-  
ment d'intel-  
ligence avec  
les Espa-  
gnols.

Con-

*Second sou-  
levement de  
Paris, de  
l'ordre du  
Parlement.*

Preuve  
LXXV.  
pag. 304.

*De Parle-  
ment declare  
le Cardinal  
ennemy du  
Roy,*

Preuve  
LXXVI.  
pag. 304.

*Ça fait faire  
des levées.*

*Plusieurs  
Princes s'en-  
ferment dans  
la ville.*

*Le Parle-  
ment de  
Rouen se de-  
clare contre  
la Cour.*

Preuve  
LXXVII.  
pag. 305.  
Preuve  
LXXVIII.  
pag. 305.

Conseil d'aller à Mantes. La Chambre envoya représenter à la Cour l'impossibilité, qui se trouvoit dans l'exécution de cet ordre, parce qu'elle ne pouvoit pas emporter les registres ny les comptes, & le Conseil fit mine de vouloir obeïr, mais on ne le voulut pas laisser sortir de la ville, non plus que les Maîtres des Requestes du quartier. Le Parlement avoit encore quelque autorité, mais les autres Magistrats n'y estoient plus respectés ny obeïs. Les bourgeois s'estoient saisis des portes de la ville, le Parlement fit tendre les chaines des rues, fit poser des corps de garde & des sentinelles en plusieurs endroits de la ville, & fit plusieurs reglements nécessaires pour sa conservation. Il envoya le lendemain faire des remonstrances à la Reine par les Gens du Roy; mais elle ne les voulut pas admettre. Et le Parlement, croyant le Cardinal auteur de ce refus, aussy bien que de toutes les autres résolutions qui se prenoient à la Cour, ordonna, qu'il en fortiroit dans ce jour là, & du Roiaume dans huit jours: enjoignant à tous les sujets du Roy de lui courir sus après ce temps là, & leur défendant de le recevoir & de le loger. Après cet arrest il n'y avoit plus de mesures à prendre. C'estoit offenser la Reine trop sensiblement, que de lui oster son Conseil, & de proscrire la teste qui lui estoit la plus precieuse, après celles de ses enfants. Les gens de guerre occuperent toutes les avenues, par où les Parisiens avoient accoustumé de recevoir des vivres, & particulièrement le pain de Gonesse, de St. Denijs & de Corbeil, pendant que le Parlement, de son costé, faisoit faire des levées, & se mettoit en estat, non seulement de defendre la ville, mais aussy de faire des sorties sur les assiegeants. Le Prince de Conty, le Duc de Longueville, son beaufrere, les Ducs de Chevreuse & d'Elbeuf, Princes de la Maison de Lorraine, les Ducs de Beaufort, de Buillon, de Brissac & de Luines, & la Morthe Haudancourt, Marechal de France, se vinrent enfermer dans la ville: les uns avec intention d'y faire leurs affaires: les autres pour faire celles de la Cour, & pas un presque à dessein de s'employer pour le bien public, ou de servir le peuple & le Parlement. Aussy ne firent ils pas une seule action memorable. Le Duc de Longueville alla en Normandie, où il fit grand bruit, en faisant declarer le Parlement de Rouen contre la Cour. A quoy il n'eut pas beaucoup de peine à réussir, parce que le Parlement ayant esté fait semestre depuis quelques années, il ne faisoit que chercher l'occasion de s'en ressentir, & de se défaire de ses nouveaux Conseillers. Cet interest lui estoit commun avec celui de Provence, qui fit aussy demander la jonction & union aux interests du Parlement de Paris. Mais pour ce qui est des Seigneurs, qui lui avoient offert leur service, ils lui estoient à charge. Le Prince de Conty s'estoit venu rendre au Parlement; tant pour ne quitter point de veüe la Duchesse de Longueville, sa sœur, qui y attira aussy le Prince de Marillac, que pour faire ses affaires & celles du Prince de Condé, son frere, dans la ville. Le Duc de Buillon faisoit accroire, qu'il avoit la goutte, & sous ce pretexte il gardoit la chambre, & les Ducs de Brissac & de Luines estoient pour la negociation: Le Duc de Chevreuse n'avoit jamais esté ny grand Capitaine ny grand negociateur, & n'estoit pas en aage de pouvoir agir, & le Duc d'Elbeuf, avec les Princes ses enfants, se contentoit de toucher de l'argent, de subvenir par là à l'incommodité de sa maison, & de faire des reveües continues. Il n'y eut que le Duc de Beaufort, qui s'estant depuis quelque temps



temps sauvé du Chasteau de Vincennes, estoit en effect ennemy du Cardinal; pour plusieurs considerations. La Cour de son costé, détrompée de l'esperance presque infallible, qu'on lui avoit donnée, que la ville seroit affamée dans fort peu de jours, & qu'elle se viendroit rendre à discretion, & voyant que l'Archiduc, Gouverneur de Flandres pour le Roy d'Espagne, à qui le Cardinal Mazarin avoit fait faire quelques propositions de paix par Vautorte, Maistre des Requestes, qui mourut depuis à Ratisbonne, se promettoit quelque chose de plus du souslevement de la ville de Paris, & des desordres du Roiaume, que ce que le Cardinal lui faisoit offrir, consentit enfin à ce que l'on portast les affaires à un accommodement. Le Parlement y estoit tout disposé; parce que ce n'estoit qu'une horrible confusion, & pour dire la verité qu'une cohue, que de toutes ses assemblées, aussy bien que des mouvements des autres provinces, qui suivoient la plupart ceux de la ville capitale. Il n'est que trop vray, que quelques Conseillers avoient leurs correspondences à Bruxelles, & que ce fut à leur instigation, que l'Archiduc envoya à Paris Don Joseph de Illescas Arnolfini, qui assura le Parlement, que ce Prince employeroit une armée de vingt mille hommes, pour la conservation de son autorité contre l'oppression d'un Ministre estrangier & criminel: qu'il mettroit entre les mains de cet Illustre Senat les interets du Roy d'Espagne, & qu'il le feroit arbitre de ceux des deux Couronnes. Ces offres d'un ennemy déclaré de la France estoient suspectes aux uns, & faisoient horreur aux autres; de sorte que le Parlement, afin de ne se jeter point en des extremités sans retour, accepta l'amnistie, que la Cour accorda au Parlement & à la ville, & arresta l'onzième Mars 1649 son traité, à l'exclusion des Espagnols.

*L'Archiduc  
Leopold offre  
des troupes  
au Parle-  
ment.  
Preuve  
LXXIX.  
pag. 306.*

*La Cour  
& le Parle-  
ment s'ac-  
commodent.  
Preuve  
LXXX.  
pag. 307.*

Ces mesmes desordres, dont les commencements avoient esté, sans comparaison, bien plus violents que ceux des revolutions d'Angleterre, furent en partie cause de la resolution, que le Conseil de France prit quelques mois après la conclusion de la paix de Munster, de faire aussy son traité avec l'Empereur, & qui l'obligerent à le conclurre le 20 Octobre: au mesme temps que la Suede fit conclurre le sien à Osnabrug. En l'estat où estoient les affaires de France, il lui estoit impossible de soutenir deux guerres estrangeres, pendant qu'elle estoit menacée d'une troisième dans le Roiaume mesme, dont il sentit les effects l'année suivante, & pendant que la Suede estoit entierement resoluë de sortir de l'embaras de la guerre d'Allemagne.

*La France  
conclut la  
paix d'Al-  
lemagne.*

J'ay esté obligé de parler de ces affaires, tant parce qu'elles ne sont pas purement estrangeres; puis que non seulement elles empêcherent les Ministres de la Cour de France de se ressentir de la paix separée de Munster, mais parce qu'elles l'obligerent mesmes à rechercher l'amitié de cet Estat, & à le prier, de ne point souffrir, que les rebelles trouvassent icy dequoy se fortifier contre le Roy. Ce fut à cette intention, que Brasslet fit instance auprès des Estats Generaux, à ce qu'ils ne permissent point aux habitants de ces Provinces de vendre ou de prester des vaisseaux de guerre, méche, poudre à canon, ou autres armes & munitions à des François, & particulièrement à ceux de Diepe, de Roüen & de Bordeaux, qui avoient la commodité de s'en faire apporter, à cause de leurs ports & des rivières. Les habitants de ces Provinces s'y trouvoient encore interessés à cause de la declaration, que le Roy de France fit verifier au Parlement le 24

*Brasslet prie  
les Estats de  
ne souffrir  
point, que  
les François  
rebelles trou-  
vent icy des  
secours.  
Preuve  
LXXXI  
pag. 311.*

*Le Roy de France défend les manufactures estrangeres, a l'instance du Parlement.*

Preuve  
LXXXII.  
pag. 311.

*Ces défenses sont contraires aux traittés.*

*Le debit des manufactures estrangeres n'n. commode pas le commerce de France.*

Preuve  
LXXXIII.  
pag. 313.

Octobre 1648, portant défenses aux estrangers d'apporter dans le Roiaume des draperies de laine & de soye, fabriquées en Angleterre, ou en Hollande. Les Deputés des quatre Cours Souveraines, qui, comme nous avons dit, avoient formé la Chambre de St. Loüis, & avoient entrepris de reformer tout le Roiaume, avoient representé, que la quantité d'estoffes de laine & de soye, que l'on y apportoit de dehors, reduisoit un nombre infiny de menu peuple à la mendicité, & obligeoit plusieurs familles à transporter leur domicile ailleurs: comme aussy que pour les faire venir, il estoit necessaire de transporter quantité d'or & d'argent monnoyé hors du Roiaume, contre les ordonnances, anciennes & modernes, & qu'il y falloit remedier en defendant ce trafic, à peine de confiscation. Ces défenses estoient directement contraires à tous les traittés, que cet Estat avoit faits avec la France depuis le regne de Henry IV, & faisoient un prejudice irreparable au commerce de plusieurs villes de Hollande, qui ne subsistent que par le debit de leurs manufactures; c'est pourquoy l'on en fit faire des plaintes à la Cour, & l'on en demanda la revocation. La Reine Regente avoit esté forcée d'accorder au Parlement tout ce qu'il lui demandoit, & entr'autres cette declaration; & ainsi il n'eust pas esté fort difficile de la faire revoquer, s'il eust esté en sa puissance de faire agir l'autorité Royale; mais on ne la reconnoissoit point en France, & ainsi il estoit inutile d'y chercher un remede, qui en dépendoit absolument. Il est vray que ces défenses cessèrent avec les autres desordres du Roiaume; de sorte que nous pourrions nous dispenser de nous étendre encore sur cette matiere; mais dautant qu'aujourd'hui les Ministres de cette Cour là se servent des mesmes principes, qu'ils tâchent d'establir le commerce du Roiaume de France sur la ruine de celui de leurs voisins, & qu'ils en veulent particulierement à celui des habitants de ces Provinces, il ne sera pas hors de propos de marquer icy les raisons, que les Deputés des Estats de Hollande employerent dans les conferences, où cet article de la declaration fut examiné & debatue en ce temps là, pour destruire celles de quelques officiers de justice & des finances, qui pretendoient reformer le Roiaume, en perdant le commerce, dont ils n'avoient point de connoissance. Ces Deputés presenterent donc aux Estats de la Province, que quand mesme les traittés ne permettroient pas aux habitants de ces pais de debiter leurs marchandises & manufactures en France, les avantages, que le Roy en tiroit, le devroient obliger à les convier d'y en porter. Que les laines, que l'on envoyoit d'icy toutes préparées en France, pour estre filées, y faisoient subsister plusieurs pauvres familles, & payoient de grands droits, en entrant & en sortant, aussy bien que les draps, qui après qu'ils estoient fabriqués, faisoient un revenu fort considerable au Roy. Que ceux qui s'imaginoient, que par ce moyen l'on tiroit quantité d'or & d'argent monnoyé du Roiaume, se trompoient; tant à cause des défenses rigoureuses, qui estoient exactement executées pour cet égard; que parce que les marchands aimoient bien mieux remettre leur argent par lettres de change, que de l'envoyer en espee; si ce n'est lors qu'ils trouvoient un profit extraordinaire sur les especes, & alors les banquiers en faisoient un commerce particulier, d'argent pour argent, qui n'a rien de commun avec celui des manufactures. Au reste que la quantité de vin, d'eau de vie, de sel & d'autres denrées & marchandises, dont la France fournit ces Provinces, & par elles tout le Nord, tiroit

quatre



quatre fois plus d'argent d'icy, que l'on ne pourroit tirer de la France par le moyen des manufactures fabriquées en ces païs; puis que les seules merceries, qui se font, & se débitent à Paris aux marchands Hollandois, & dont l'on pourroit defendre l'usage, parce que l'on s'en peut aisément passer, & qu'elles ne servent qu'au luxe & à la superfluité, enrichissoient le Roiaume de plusieurs millions tous les ans.

Pour ce qui est de l'Angleterre, elle avoit regardé avec indifférence tout ce qui s'estoit fait à Munster, & elle ne prenoit point de part à ce qui s'estoit passé entre le Roy d'Espagne & cet Estat; parce que ses affaires domestiques l'empeschoient de se mesler de celles des estrangers. C'estoit une si horrible confusion que l'estat de ce Roiaume là, que l'on aura bien de la peine à la démesler, pour en former icy une idée, quoy qu'imparfaite. Les premieres broüilleries d'Angleterre avoient commis le Roy avec le Parlement; mais quelque temps après, le Parlement & l'armée se broüillèrent, particulièrement vers la fin de l'année 1646.

Le Roy de la Grand' Bretagne, qui s'estoit jetté entre les bras des Escossois, fut par eux mis entre les mains des Anglois, qui le firent conduire au Chasteau de Holmby, en la Comté de Northampton, sous l'escorte de deux regiments de Cavallerie. Au commencement de l'an 1647 il se fit plusieurs ouvertures d'accommodement, qui devoient apparemment réussir; parce que le Roy les escoutoit, & que le Parlement y trouvoit ses seuretés & ses avantages. Le Parlement, en traittant avec les Deputés d'Escoffe, n'avoit point eu de repugnance à promettre, qu'il licentieroit l'armée, dont il estoit jaloux, & qu'il ne feroit subsister que quatre mille hommes, que l'on devoit envoyer en Irlande, & les troupes qui seroient jugées necessaires pour la garde des places, dont le Parlement croyoit estre le maistre.

Mais c'estoit un'affaire d'autant plus delicate, que les gens de guerre ne recevoient point leurs ordres du Parlement, & ne reconnoissoient que leurs chefs, qui estoient effectivement les maistres des places fortes, par le moyen des garnisons, qui dépendoient d'eux; de sorte qu'ils n'avoient garde de consentir au licentierement des troupes, qui les faisoient considerer, & qui faisoient toute leur seureté: tellement que le Parlement le pouvoit bien proposer, mais il n'estoit pas en son pouvoir de l'executer. Et de fait, dès que l'armée approcha de la ville de Londres, elle fit bien connoistre, qu'elle y venoit pour donner la loy, & non pour la recevoir.

Thomas Fairfax, qui la commandoit, protestoient bien, qu'il obeïroit aux ordres du Parlement: mais il ne laissa pas d'oster le commandement aux Comtes d'Essex & de Manchester, comme aussy à Waller, & ne put, ou ne voulut pas empescher l'armée de presenter une requeste, qui faisoit bien juger, que le Parlement ne la licentieroit pas quand il voudroit. Elle demanda, que devant que la licentier, on lui fist expedier une amnistie, & que le Roy la confirmast: qu'on la fist payer de toutes les monstres qui lui estoient deües: que l'on recompensast les soldats estropiés, & les veuves & enfants de ceux qui avoient esté tués à la guerre: qu'en attendant on leur envoyast une bonne somme d'argent: que l'on fist un fonds certain pour les troupes, que l'on alloit faire passer en Irlande, & qu'on leur nommast les chefs qui les commanderoient. Après cela tous les regiments, tant d'infanterie que de cavallerie, nommerent chacun un Syndic, à qui ils donnerent la qualité d'*Agitateurs*, pour solliciter leurs affaires auprès du Parlement. Ces nou-

*Les affaires d'Angleterre.*

Salmonet en son Histoire des troubles d'Angleterre l. 7. 8 & 9.

*Les Escossois mettent le Roy entre les mains des Anglois.*

*Le Parlement & l'armée se broüillent.*

*Fairfax General de l'armée.*

*Cromwel  
& Ireton  
Chefs de  
l'armée,*

*La rendent  
irreconcilia-  
ble avec le  
Roy.*

*L'armée se  
saisit de la  
personne du  
Roy.  
Le Parle-  
ment est di-  
visé.*

*La défian-  
ce du Roy de  
l'intention  
des Chefs de  
l'armée.*

veaux plenipotentiaires arresterent incontinent entr'eux, qu'ils ne souffriroient point que l'on desarmast les troupes, & qu'il falloit qu'elles s'asséurassent de la personne du Roy. Olivier Cromwel, & Henry Ireton, son gendre, s'engagerent avec les *Agitateurs*, & fortifioient tous les jours la desobeissance des gens de guerre, en les infatuant de cette opinion, fausse & pernicieuse, qu'ils faisoient une partie considerable de l'Estat, non seulement comme soldats, parce qu'il n'y a point d'Estat qui s'en puisse passer; mais aussi comme citoyens, qui estoient obligés, aussi bien que les autres membres de ce corps politique, de donner leurs soins & leurs veilles à la conservation de la Republique. Ils representoient continuellement aux gens de guerre, qu'ils en estoient venus trop avant, pour s'en pouvoir dédire; parce qu'il n'y avoit rien, qui les pust mettre à couvert de la rigueur des loix, qui condamnent comme criminels de haute trahison, c'est à dire de lèse Majesté, ceux qui sont assés temeraires, pour faire la guerre à leur Roy, qui attendent à sa vie, ou qui le retiennent prisonnier, pour lui extorquer des choses, qu'il ne leur veut pas accorder volontairement. Cette consideration, & la reflexion, qu'ils faisoient sur leurs actions passées, leur representant qu'ils ne pouvoient pas devenir plus criminels, qu'ils l'estoient desja, les fit resoudre à suivre aveuglement les mouvements, que Cromwel leur inspiroit, & à se porter aux dernieres extremités. Un petit officier de cavallerie, cornette d'une compagnie, eut l'audace de se mettre à la teste de cinq cens chevaux, & d'aller, sans ordre, tirer le Roy du chasteau de Holmby, pour le mettre entre les mains de l'armée, laquelle tenant le Roy en son pouvoir, osa tout entreprendre, & acheva de perdre le peu de respect, qu'elle avoit encore pour le Parlement. Il estoit composé de Presbiteriens & d'Independants; c'est à dire de deux factions, qui en se couvrant d'une hypocrisie abominable, se servoient du pretexte de la religion & de la pieté & se déchiroient entr'elles, abattirent la puissance & l'autorité du Parlement, en ruinant celle du Roy & depouillerent la ville de Londres mesme de celle qu'elle avoit jusques alors conservée parmy tant de divisions. D'abord l'armée rendoit au Roy un tresprofond respect. Elle le logeoit parfaitement bien, & le faisoit fort bien traiter. Les Princes & les Princesses, ses enfants, le voyoient, quand il le desiroit. Ses ausmoniers assistoient à ses devotions, & on le faisoit servir par les officiers de sa Maison. Mesmes Cromwel & Ireton entrerent en negociation avec lui, & mirent sur le papier quelques propositions, dont la signature lui pouvoit faire esperer letablissement en sa premiere dignité. Mais le Roy, qui se défoit d'eux, aussi bien que de l'intention de l'armée, n'avoit pas assés de retenüe, pour dissimuler sa défiance, & refusoit avec mépris tout ce qu'elle desiroit de lui. Il avoit auprès de lui des personnes, qui lui faisoient accroire, que cette recherche de l'armée estoit une marque de sa foiblesse, & qui lui persuadoient qu'elle seroit tousjours bien aise de s'accommoder avec lui, de peur d'estre prevenüe par les Presbiteriens, qui de leur costé apprehendoient que l'armée ne les previnst. C'est pourquoy le Roy, croyant qu'il seroit tousjours maistre du traité, pour le conclurre avec les uns ou avec les autres, à des conditions plus avantageuses, rejettoit, avec un peu trop de fierté, les propositions, que l'armée lui faisoit faire: & l'on peut dire, que ce pro-



procédé desobligeant fut une des premières causes de sa perte & de sa mort.

D'ailleurs la ville de Londres, qui haïssoit l'armée, animoit le Roy contre elle; de sorte que se tenant assuré de l'affection de la première ville de son Roiaume, il commença à mépriser les chefs des Independants, & particulièrement Ireton, qui avoit de bons sentiments, ou qui vouloit faire croire au moins qu'il en avoit, & de ce mépris il passa au refus absolu de signer les articles, que l'armée lui avoit fait proposer. Elle en eut de l'indignation, entra dans la ville de Londres, & envoya le Roy prisonnier à Hamptoncourt. Il n'y estoit pas si bien observé pourtant qu'il ne trouvast moyen d'en sortir, & de se sauver dans l'Isle de Wigt, à dessein d'y achever avec plus de liberté son traité avec le Parlement, s'il pouvoit convenir des conditions, sinon, avec l'armée, ou bien avec les confederés d'Escoffe: resolu, en cas que tous ces desseins lui manquaissent, de passer la mer, & d'abandonner pour quelque temps le Roiaume. Pendant qu'il négocioit en Angleterre, il conclut secretement son traité avec les Escoffois: mais les Consistoires d'Escoffe, qui sous pretexte d'avancer le regne de Christ, dispoient des plus importantes affaires de l'Estat, & ceux de leur cabale, n'estant point satisfaits du traité, le Comte d'Argyle, leur chef, sçeut si bien ménager les esprits, par le moyen des ministres, que le Duc de Hamilton ne put pas faire marcher l'armée, qui avoit esté levée pour le secours du Roy; de sorte que par ce retardement il lui devint entierement inutile.

Cependant le Parlement, où plusieurs officiers de l'armée s'estoient fait deputer, & avoient pris séance, faisoient faire au Roy des propositions, qui le dépouilloient de tout ce qu'il lui restoit d'autorité, & ne lui laissoient que le seul nom de Roy: tellement que ne se pouvant pas résoudre à les accepter, & sa réponse genereuse ostant à ses ennemis toute l'esperance d'accommodement, ils lui firent doubler ses gardes, & lui ôterent, avec ses domestiques, le moyen de sortir de l'Isle. Ils n'en demeurèrent pas là; mais après que Cromwel & Ireton, qui estoient aussi Deputés de la Chambre basse, y eurent fait lire la réponse du Roy; ils leverent le masque, declamerent contre lui, comme contre l'ennemy de la Republique, firent résoudre que l'on ne negocieroit plus avec lui, & mesmes que l'on ne souffriroit pas que l'on eust aucune communication ou commerce avec lui, sans la permission expresse du Parlement, à peine de haute trahison. Il est vray que cette resolution ne fut pas si universellement approuvée de tout le Parlement, qu'il n'y eust plusieurs Deputés qui s'y opposassent, mais ceux qui avoient la force en main la firent passer, & firent taire les autres.

Les Escoffois, voyant que les Independants d'Angleterre violaient assés ouvertement le Covenant, qui avoit esté fait entre les deux nations, & que l'armée n'avoit plus de respect pour l'autorité Royale, laquelle elle tâchoit d'opprimer, aussi bien que sa personne, résolurent d'entrer avec une puissante armée en Angleterre, où l'on decouvroit tous les jours de nouveaux mécontentements contre le Parlement & contre les Chefs de l'armée. Philippes Musgrave & Thomas Glenham surprirent Carlisle, & Marmaduc Langdal surprit Barwic. Le Chasteau de Pomfrast se rendit aussi, & celui de Scarborough se declara pour eux. Laghorn, le Colonel Powel, & Poyer, Gouverneur de Pembroc, firent un petit corps d'armée, mais incapable de faire une

*La ville de Londres l'entretient.*

*Le Roy resserré dans Hamptoncourt.*

*Il se sauve dans l'Isle de Wigt.*

*Il traite avec les Escoffois.*

*On lui ôte ses domestiques, & on lui double ses gardes.*

*Cromwel & Ireton se declarent contre lui,*

*& font defendre de negocier avec lui.*

*Les Escoffois arment,*

*& entrent en Angleterre,*

*où plusieurs Seigneurs prennent les armes pour le Roy.*

grande diversion en la Province de Galles. Le Duc de Buckingham, le Comte de Hollande, le Lord Cappel & Charles Lucas parurent à la teste de quelques troupes en la Comté d'Essex, & Goring, que le Roy avoit fait Comte de Norwich, avoit de fort bonnes intelligences dans la ville de Londres, où l'on ne souffroit la domination insolente de l'armée qu'avec impatience. Le Duc de York avoit trouvé le moyen de se sauver de l'hostel de St. James, où le Parlement le faisoit garder avec le Duc de Glocheſter, son frere, & de se retirer de deçà la mer.

*Le Prince de Galles fait des levées.*

Le Prince de Galles, son aîné, qui y estoit desjà, donnoit des commissions, pour faire des levées, & une partie de l'armée navale, que Rainsbourg commandoit sous le Comte de Warwic, s'estoit déclarée pour le Roy : de sorte que de cette favorable disposition des affaires il eust pû esperer le rétablissement de celles de son Roiaume, si les Escossois l'eussent bien ménagée. Et de fait il y avoit grande apparence, que la marche de l'armée Escossoise leur auroit donné une autre face,

*Les Escossois negligent l'occasion d'en profiter.*

si le Duc de Hamilton eust pû marcher au secours du Roy, pendant que les forces du Parlement estoient diverties & occupées en tant d'endroits en Angleterre. Mais ce qui sembloit devoir relever les esperances du party du Roy, ce fut ce qui acheva de les perdre ; parce que ce ne fut qu'un dernier & leger effort, que la fortune voulut faire, pour flatter & pour trahir ce Prince. Toutes ces belles apparences furent

*Les Anglois, partisans du Roy, défaits :*

dislipées en fort peu de temps. Tous les petits partis furent défaits & ruinés devant que l'armée Escossoise y entraſt : la plupart des chefs furent pris, & tout le pais rentra dans l'obeïſſance du Parlement, à la reserve de la ville de Colcheſter, & de quelques petites bicoques, qui n'estoient point d'importance, & qui ne pouvoient pas tenir, faute d'esperance de secours. Pour ce qui est de l'armée Escossoise, la mauvaise conduite & la foiblesse du Chef, & la desobeïſſance des gens de guerre la firent disliper presque au mesme temps qu'elle entra en Angleterre, & sa perte acheva d'establir la domination du party contraire, mais particulièrement celle de l'armée, dont les Chefs estoient devenus extremement fiers après tous ces grands avantages.

*aussy bien que les Escossois.*

*Le Parlement traite avec le Roy.*

Les deux Chambres du Parlement continuoient cependant de faire negocier avec le Roy d'Angleterre : lequel ayant appris dans la solitude de sa prison à mieux connoistre ses veritables intereſts, qu'il n'avoit pû faire lors qu'on le flattoit de plusieurs vaines esperances, avoit si bien répondu aux propositions, qu'elles lui avoient fait faire, qu'elles en estoient demeurées fort satisfaites, & estoient d'avis qu'il falloit que le Roy signast le traité, & qu'incontinent après il vinst à Londres, pour le confirmer en plein Parlement. Les desordres, qui ruinoient les Provinces voisines de la ville de Londres, le mécontentement du Magistrat & des habitants de cette grande ville, & le déplaisir, que le Parlement avoit, de voir son autorité méprisée & prostituée à l'insolence des gens de guerre, l'avoient obligé à traiter avec le Roy, qui à la faveur de cette negociation, & de la facilité qu'il y apportoit, obtint la liberté de se promener par toute l'Isle, & de faire venir auprès de sa personne ceux de sa maison & de son Conseil, en qui il se fioit le plus. Il cedoit à ses sujets toute la Souveraineté, & ne se reservoit que la seule qualité de Roy, destituée de son autorité & de sa puissance legitime. De sorte que le Parlement y trouvoit de quoy se contenter, & il s'en contenta en effect ; mais les gens de guerre, & sur tout Fairfax,

Crom-



Cromwel & Ireton, qui ne s'y osoient pas fier, condamnerent le procédé & les sentiments du Parlement, & Cromwel, qui craignoit tout du reſtabliſſement du Roy, & qui eſperoit tout de ſa perte, eut l'audace d'ordonner ſeul, & de ſon mouvement, au Colonel Hammond, Gouverneur de Wigt, de reſerrer le Roy dans un des châteaux de l'Iſle. Il appuya en meſme temps ſes ordres de quelques compagnies d'infanterie & de Cavallerie, qui tirent le Roy de Wigt, & le conduiſirent au château de Hurſt, ſitué dans un lieu mareſcageux & mal ſain, ſur le bord de la mer, en la province de Soudthampton. Le Parlement deſadvoia Cromwel, & blâma fort cette action; mais l'armée, qui ne reconnoiſſoit point d'autorité que la ſienne, marcha droit à Londres, & changeant les prieres & les remonſtrances, qu'elle avoit employées juſques alors, en menaces, contraignit le Parlement de chaſſer les Deputés qui avoient fait revoquer les deſenſes, que l'on avoit faites, de ſ'adreſſer au Roy, & qui avoient eſté d'avis, qu'il falloit continuer de traiter avec lui. Des menaces elle en vint aux effets. Elle fit arreſter quarante & un Deputés, & empeſcha les autres, au nombre de plus de cent ſoixante, d'y prendre ſeance. Tellement que la meilleure & plus ſaine partie du Parlement ayant eſté renvoyée chez eux, ce qui y reſtoit n'eſtoit qu'une cohue, qui dépendoit entierement des gens de guerre, maiſtres absolus du Roy & du Roiaume.

*L'armée le deſadvoie :*

*en en chaffe partie.*

C'eſtoit là l'eſtat des affaires d'Angleterre, lors qu'au mois d'Avril de cette année 1648 l'on vid arriver à la Haye Jaques, Duc de Yorc, qui s'eſtoit ſauvé des mains des ennemis du Roy ſon pere. Le Parlement le faiſoit nourrir, avec le Duc de Glocheſter, ſon frere, & avec les deux petites Princeſſes, ſes ſoeurs, dans l'hoſtel de St. James, d'ou le Colonel Bamfield trouva le moyen de le faire ſortir. Ce Colonel, que l'on ne peut pas nier avoir rendu pluſieurs grands ſervices à la Maiſon Royale d'Angleterre, voulut bien lui rendre encore celui-cy, à l'inſtance du Roy, qui le deſira de lui comme une dernière preuve de ſon zele & de ſa fidelité, & ce fut lui, qui en eut toute la conduite. Pour le faire reüſſir, il fit paſſer le Prince par le jardin de l'hoſtel au Parc, où l'eſtant allé trouver, il lui oſta ſon ordre, cacha ſes cheveux blonds ſous une perruque noire, le couvrit d'un, manteau, & le conduiſit en cet eſtat à la ville, où il le fit travestiſt en damoiſelle, & le fit en ſuite paſſer en Hollande. Le Duc fit ſon premier ſéjour dans une des maiſons de campagne du Prince d'Orange, ſon beaufrere, à deux ou trois lieües de la Haye, & comme il eſtoit encore fort jeune, & que les premières eſperances de la Couronne regardoient le Prince de Galles, ſon frere ainſné, les Eſtats Generaux ſe contenterent de l'envoyer ſaluer par deux Deputés de leur Corps. Les vaiſſeaux de guerre d'Angleterre, qui avoient quitté le parti du Parlement, eſtoient dans un des ports de Hollande, & les officiers, auſſy bien que l'équippage, vouloient que le Duc de Yorc, qui eſtoit, & eſt encore, Admiral d'Angleterre, les commandaſt en perſonne, & le Colonel Bamfield, qui gouvernoit ce jeune Prince, lui conſeilla de leur donner cette ſatisfaction: à deſſein, à ce qu'il dît en de certains memoires qu'il a faits pour ſa juſtification, de paſſer dans l'Iſle de Wigt, & de mettre le Roy en liberté. Les ennemis de Bamfield publioient, que ſon intention eſtoit de conduire le Prince en Eſcoſſe, & de l'y faire reconnoiſtre Roy, au prejudice des droits du Prince de Galles, ſon frere ainſné. Quoy qu'il en ſoit,

*Le Duc de Yorc ſe ſauve, & arrive en Hollande.*

*Memoires MS du Colonel Bamfield.*

*Les Eſtats lui ſont faire civilité. Preuve LXXXIV. pag. 321.*

le

*Le Prince de Galles arrive en Hollande.*

*Les Etats Generaux, lui font faire compliment.*

*Preuve LXXXV. pag. 321.*

*Il va aux costes d'Angleterre ;*

*mais il n'y fait rien, & revient en Hollande.*

*Le Comte de Warwic le suit.*

*Preuve LXXXVI. pag. 322.*

*Le Prince demande secours à l'Etat.*

*Les Etats les empêchent d'en venir aux mains.*

*Preuve LXXXVII. pag. 323.*

le Prince d'Orange, fâché de ce qu'on lui avoit fait un secret de cet embarquement, en advertit la Reine d'Angleterre & le Prince de Galles, & cet advis obligea celui-cy, qui estoit en France, à venir incontinent, & à joindre la Flotte qui estoit à Helvoet. Les Etats Generaux lui envoyerent faire compliment, & offres de service par quatre Deputés de leur Corps : mais les Etats de Hollande ne voulurent pas permettre, que le compliment passast les termes de civilité, en sorte qu'il n'engageast pas l'Etat à sortir de ceux de la neutralité.

Le Prince conduisit l'armée navale aux costes d'Angleterre, où il publia un manifeste : comme si les caracteres, dont il estoit composé, eussent esté capable de guerir ces esprits obstinés dans la rebellion, ou de les ramener de leur égarement. Il forma aussy une entreprise sur Yarmouth ; mais n'y ayant pas reüssy, il alla se poster aux Dunes, d'ou il escrivit au Magistrat de Londres, & à la Compagnie des marchands aventuriers, pour les prier de le secourir d'une somme de deux millions. Il fit aussy un effort, pour tâcher de secourir le chasteau de Sandoun, & escrivit à Fairfax en des termes fort touchants, pour plusieurs personnes de condition, qui depuis quelque temps ayant pris les armes pour le service du Roy, estoient prisonniers du Parlement. Après cela il entra dans la Tamise, à dessein de combattre les vaisseaux, que le Comte de Warwic commandoit pour le Parlement : mais ne le pouvant faire qu'avec désavantage, & les vivres commençant à lui manquer, il voulut se retirer. La plupart de l'équipage refusa d'obeir, & demanda le combat : ou par un excés de zele pour la cause du Roy, ou bien, selon l'opinion de quelques uns, à dessein de mettre le Prince entre les mains de ses ennemis. A quoy il y avoit d'autant plus d'apparence, que quelques jours après plusieurs vaisseaux s'allerent rendre au Comte de Warwic ; bien qu'il y en eust aussy qui demandoient le combat, parce qu'ils esperoient, que dans l'occasion quelques vaisseaux du Parlement suivroient leur exemple, & se viendroient rendre au Prince. Tant y a, qu'il est certain que le Prince, dans le desespoir où il estoit, auroit hazardé le combat, s'il n'en eust pas esté empêché par le vent contraire, qui le ramena à son premier poste à Helvoet, lors qu'il n'avoit plus que pour deux jours de vivres. Le Comte de Warwic le suivit, & mit sa Flotte sur les fers à la veüe de celle du Prince, qui manquant de toutes les choses necessaires, demanda aux Etats Generaux leur protection, & une somme d'argent pour la subsistance de sa maison & de sa personne ; mais ceux de Hollande, qui ne se vouloient pas dédire de la declaration de l'an 1642 touchant la neutralité, qu'ils avoient promise aux deux partis, s'en excusèrent : comme de l'autre costé ils se mirent en estat d'empêcher que les Parlementaires ne fissent insulte au Prince. En la necessité où il estoit, il ne se pouvoit pas assurer de la fidelité de ses matelots ; comme en effect, quelques vaisseaux se laisserent débaucher, & prirent party avec le Comte. Les Etats craignant, que deux ennemis, si animés l'un contre l'autre, n'en vinsent à quelque extremité, leur envoyerent quatre Deputés, pour exhorter l'un & l'autre de ne rien entreprendre dans le territoire & dans la Souveraineté de l'Etat, & donnerent en mesme temps ordre à l'Admirauté de Rotterdam d'armer promptement tous les vaisseaux de son ressort, & de les faire descendre jusques au lieu, où ils pourroient empêcher les Anglois d'en venir aux mains. Les Deputés furent receus de



de l'un & de l'autre avec grande civilité. Le Prince de Galles répondit, que ce n'estoit pas son intention d'attaquer le Comte : qu'il se tiendrait sur la défensive, & qu'il se contenteroit de repousser la violence, dont l'autre le menaçoit. C'estoit en effet tout ce qu'il pouvoit faire : car non seulement les matelots & les soldats desertoient tous les jours, mais comme nous venons de dire, mesme les vaisseaux entiers l'abandonnoient : de sorte que n'en ayant enfin plus que quatorze, & craignant que cette rebellion contagieuse n'infectast tout le reste, il ordonna au Prince Palatin Robert, qui commandoit les vaisseaux en son absence, d'entrer dans le havre de Helvoet, & de se mettre à couvert du canon de la batterie. Le Comte de Warwic, qui commandoit une flotte composée de vingt-six bons vaisseaux, montés d'un équipage & de soldats résolus & bien payés, dit aux Deputés, qu'il ne pouvoit pas considérer les vaisseaux, qui se trouvoient sous le pavillon du Prince de Galles, comme des vaisseaux du Roy, parce que c'estoient des transfuges & des deserteurs, qui après avoir fait serment au Parlement, avoient quitté son parti, & qu'il avoit l'autorité de les punir, ou bien de leur offrir leur pardon, s'ils le demandoient : mais que l'on devoit croire, qu'il avoit trop de respect pour l'Estat, pour rien entreprendre dans son territoire, au prejudice de sa grandeur & de sa Souveraineté. Walter Striclant & Isaac Dorislas, Ministres du Parlement de Londres, avoient représenté la mesme chose, & vouloient, qu'en vertu du traité d'Entrecours, fait entre les deux nations du temps du Roy Henry VII & de Philippes d'Autriche, les Estats Generaux, ou du moins ceux d'Hollande, empeschassent les vaisseaux, qu'ils disoient avoir esté dérobés au Parlement, d'entrer dans les ports de ces pays, & mesme qu'ils les contraignissent de rentrer dans l'obéissance du Parlement; mais les Estats d'Hollande répondirent, qu'ils ne pouvoient pas violer la neutralité, laquelle ils avoient jusques icy religieusement observée entre les deux partis, & laquelle ils sçavoient n'avoir pas esté desagréable au Parlement. Après cela le Prince & le Comte entrerent en contestation sur la forme de leur separation. Le Prince pretendoit devoir partir le premier, tant à cause de sa qualité, que le Comte devoit respecter, que parce qu'il estoit arrivé le premier, & vouloit que les Estats obligassent le Comte à demeurer vingtquatre heures sur les fers, après qu'il seroit parti de la rade, afin qu'il ne le put pas contraindre de combattre avec désavantage : mais le Comte, qui ne vouloit pas qu'on lui donnast la Loy, & qui vouloit faire voir, qu'il ne craignoit rien, partit le premier, & prit sa route vers les costes d'Angleterre; quoy qu'en ce pays il n'y eust point de disposition du tout à rien faire au prejudice de la neutralité, que l'Estat devoit aux uns & aux autres. Le Prince de Galles vint voir le Prince d'Orange, son beaufrere : & les Princes Palatins Robert & Maurice, freres, qui s'estoient embarqués avec le Prince, allerent chercher fortune avec le reste des vaisseaux; mais avec si peu de succès, qu'au bout de quelque temps l'un eut de la peine à sauver sa vie du naufrage, & l'on n'a jamais ouï parler depuis de l'autre.

Tandis que cela se démesloit à l'emboucheure de la Meuse, l'armée d'Angleterre travailloit à l'instruction du procès du Roy, que la plus-part des Officiers avoient resolu de faire mourir. J'ay horreur de le dire, & neantmoins il est tresvray, qu'un homme, qui faisoit profession

I. Part.

N

de

*Le Prince & le Comte deservent aux exhortations des Estats.*  
Preuve  
LXXXVIII.  
pag. 324.

*Le Prince entre dans le havre de Helvoet.*  
Preuve  
LXXXIX.  
pag. 325.

*Le Comte de Warwic considere les vaisseaux du Prince comme des rebelles.*  
sup. preuve.  
87 pag. 323.

*Les Ministres du Parlement veulent, qu'on les empesche d'entrer dans les ports.*  
Preuve  
XC. pag.  
326.

*Les Estats d'Hollande s'en défendent.*  
Preuve  
XCI. pag.  
327.

*Le Comte se retire.*  
Preuve  
XCII. pag.  
329.

*L'armée fait faire le procès au Roy.*

*Hug: Peeters presche  
contre le  
Roy.*

de prêcher l'Evangile, osa bien se servir de son caractère, du temple, de la chaire & de la parole de Dieu même, pour arracher des cœurs de ses auditeurs l'obéissance, que les Chrétiens doivent à leurs Souverains, non seulement par crainte, mais aussi pour la conscience: & cependant ce Ministre profane ne craignit point d'appliquer plusieurs passages de l'Ecriture sainte au funeste dessein, que ses nouveaux Maîtres avoient, de faire exécuter le Roy. Il a eu, sur la fin de sa vie, le loisir de reconnoître l'énormité de son crime, & a servi d'exemple à ceux de sa robbe, qui prostituent les plus sacrés mystères de la religion Chrétienne, en décrivant en chaire les actions, même les plus innocentes, de leurs Supérieurs, pour faire soulever les sujets contre les Magistrats, qui sont les Souverains des pasteurs, aussi bien que des derniers hommes de leur République. Les desordres de l'Estat en Angleterre en avoient produit d'autres dans les Eglises de ces pays là, & pour le moins d'also pernicieux. Tout le monde faisoit le Maître, & dans cette anarchie les sectes s'estoient multipliées à l'infini, & celles qui ne reconnoissoient point de puissance supérieure, ny au temporel, ny au spirituel, poursuivoient avec chaleur la mort du Roy & l'abolition de la Roiauté. Ce furent eux, qui ordonnerent au commencement de l'année 1649, que le procès seroit fait au Roy, & qui nommerent des Commissaires, pour l'instruire, & pour le juger. La Chambre haute, composée de Seigneurs, & des Pairs du Roiaume, en eut horreur, & refusa de consentir à ce funeste decret: mais la Chambre basse, remplie de creatures de Cromwel, ordonna, qu'il seroit passé outre, mêmes sans le consentement des Pairs, bien qu'ils fassent une des parties essentielles du Parlement, & declara, que c'estoient les Communes, qui representent proprement le peuple d'Angleterre, & en qui reside originairement l'autorité supreme & la puissance Souveraine de l'Estat du Roiaume. Sur ce principe, bien que directement contraire aux loix de l'Angleterre, quelque peu de Deputés, qui en effect ne faisoient pas la huitième partie du véritable Parlement, & qui n'avoient point de pouvoir particulier pour cela de leurs Committents, entreprirent de changer, & changerent en effect, la forme du gouvernement, qui subsistoit en Angleterre depuis plusieurs siècles. La Chambre basse, laquelle lors qu'elle estoit encore composée de Deputés legitiment convoqués, dans les Provinces, par l'autorité Royale, ne se presentoit jamais devant le Roy, mêmes quand elle y venoit en corps, que tous les Deputés ne se tinssent debout & découverts, osa lui faire faire son procès, en y employant plusieurs officiers de guerre, qui ayant porté les armes contre lui, comme ses ennemis déclarés, ne pouvoient pas estre ses juges. Dès que le Roy se vid referré au chasteau de Carisbourg, dans l'Isle de Wigt, il jugea bien qu'il estoit perdu; c'est pourquoy il recevoit agreablement toutes les propositions, que ses bons serviteurs lui faisoient pour sa liberté, & n'en rejettoit pas une. Il l'entreprit plusieurs fois, mais tousjours sans succès; encore qu'au chasteau de Windsor, où on l'avoit conduit au sortir de celui de Hurst, on lui eust donné un passe-par-tout, par le moyen duquel il se pouvoit dérober à ses gardes, & descendre dans le fossé, qui le conduisoit au bord de la riviere. Mais son dessein ayant esté découvert par des billets interceptés, on le mena Londres, & on le logea au Palais de St. James, où il demeura jusques au jour de l'exécution.

*La Cham-  
bre basse fait  
instruire le  
procès du  
Roy.*

*Elle ne  
peut pas sen-  
le former le  
Parlement.*

*Le Roy sa-  
che de se  
sauver.*

*Mais sans  
succès.*



Le Prince de Galles, qui estoit à la Haye, ayant appris le danger, où le Roy, son pere, se trouvoit, & le cruel dessein que l'armée machinoit contre sa personne, fit prier les Estats Generaux de lui donner audience sur une affaire qu'il disoit estre extremement pressante. On la lui accorda pour le lendemain 22 Janvier 1649. Six Deputés tirés d'autant de Provinces, en l'absence de ceux de Frise, l'allerent prendre dans la chambre, que le Prince d'Orange lui avoit donnée dans son appartement, & le conduisirent avec un grand cortège de carosses, bien qu'il n'eust pas cinquante pas à faire par la Cour, jusques au bas de l'escalier, par lequel on monte dans la salle des merciers. Il la traversa à pied, ayant à ses costés six Seigneurs Anglois, qui les lui serroient si bien, qu'il sembloit que ce fust à dessein d'empescher les Deputés de l'Estat de le joindre. Estant entré dans la salle ordinaire de l'Assemblée, on le fit assoir dans une chaise à bras de velours, que l'on avoit posée sur un tapis de pied, vis à vis du President, au lieu où les Ambassadeurs & Ministres des Princes & Estats estrangers ont accoustumé de prendre leurs audiences. Le Prince, qui en ce temps là ne sçavoit point d'autre langue que l'Angloise, après avoir dit un mot ou deux au sujet de son audience, fit signe à Boswel, Resident du Roy, son pere, auprès des Estats, de parler, & de dire, pourquoy il avoit esté obligé de s'y trouver en personne. L'on avoit mis pour le Resident une autre chaise à bras de drap auprès de celle du Prince, & un peu plus éloignée de la table; mais la presence du Prince, heritier presomtif de la Couronne d'Angleterre, obligeant le Resident à demeurer dans le respect, il parla debout & decouvert, & dit. Qu'il y avoit desja long-temps, que le Prince avoit resolu de demander audience aux Estats, pour les remercier de toutes les civilités, qu'il en avoit receües depuis le premier jour qu'il estoit entré en ces pais; mais que depuis quelques jours il n'avoit pas pû se dispenser de la demander, pour une affaire, qui le pressoit extremement, & qui lui estoit de la derniere importance. Que le Roy de la Grand' Bretagne, pere du Prince, après avoir negocié pendant plusieurs jours avec les deux Chambres du Parlement, avoit crû le traitté tellement avancé, qu'il ne pouvoit presque plus douter de la conclusion, non plus que du reestablissement de sa personne au thrône, & de son autorité Royale en son premier lustre, quand l'armée, offensée du procédé du Parlement, qui avoit fait traiter sans elle, avoit dissipé presque toute cette assemblée, en sorte que de cinq cens Deputés, dont la Chambre des Communes devoit estre composée, à peine en restoit il cinquante. Que ce n'estoit plus qu'une cohue, dépendante entierement du Conseil, que l'armée avoit establi, avec un pouvoir absolu de disposer des plus importantes affaires du Roiaume. Que le Roy estoit si estroitement gardé, que personne n'en pouvoit plus approcher, & que cette inhumanité ne marquoit que trop la cruelle & execrable resolution, que l'armée avoit prise, de le faire mourir. Que la seule pensée de ce barbare attentat lui faisoit horreur, & neantmoins qu'il ne se pouvoit pas empescher de dire encore, que les advis, qu'il en avoit, n'estoient que trop certains. Qu'une entreprise si abominable devoit exciter la pieté de tous les Princes de la Chrestienté à en prevenir l'execution, par tous les moyens possibles & imaginables, afin de conserver, en la personne du Roy d'Angleterre, le sacré caractere de toutes les Testes Couronnées. Que son Altesse Royale ne doutoit point, que

*Le Prince de Galles prie les Estats de faire office pour le Roy.*  
Preuve  
XCIII.  
pag. 339.

*Son audience & le sujet.*  
Preuve  
XCIV.  
pag. 331.

les Etats n'en fussent sensiblement touchés, & ainſy qu'elle eſperoit qu'ils ne reſuſeroient pas de la ſecourir de leurs bons conſeils en cette fâcheuſe conjoncture. Le Prince d'Orange ſe voulut bien trouver à cette audience, afin d'appuyer de ſa preſence les inſtances du Prince, ſon beaufrere. Les Etats jugerent, que tout ce que l'on pouvoit deſirer d'eux, eſtoit qu'ils envoyaffent une Ambaſſade extraordinaire à Londres, pour tâcher d'arreſter l'exécution de cette ſanglante reſolution.

*Les Etats  
envoyent  
une Ambaſ-  
ſade en An-  
gleterre.  
Preuve  
XCV.  
pag. 333.*

Les Etats de Hollande, qui eſtoient aſſemblés, nommerent à cette Ambaſſade Adrian Pauw de Heemſtede, le premier des Maiſtres des Comptes en la Chambre des domaines de leur Province, & le preſſerent de partir inceſſamment, avec Albert Joachimi, qui pendant pluſieurs années avoit fait la charge d'Ambaſſadeur ordinaire de cet Eſtat en Angleterre, & qui ſans cela eſtoit ſur le point de partir, pour retourner à ſon employ. Le premier, qui eſtoit celui, qui avoit eu le plus de part à la negociation de la paix de Munſter, ne reſuſa pas abſolument d'y aller; mais il voulut, qu'on lui permiſt de revenir incontinent après que ſa negociation ſeroit achevée, ou dès qu'il ne verroit plus d'apparence de pouvoir reüſſir, en ſorte qu'il dépendiſt de lui de juger, ſi ſa preſence ſeroit neceſſaire en Angleterre, ou non: ſans que pour cela il euſt beſoin de demander autre permiſſion à l'Eſtat. On le lui accorda, en derogant expreſſément pour cette fois à toutes les reſolutions, que l'on avoit cydevant priſes ſur ce ſujet. Les deux Ambaſſadeurs s'eſtant embarqués à Rotterdam, arriverent à Londres le 5 Février, & descendirent à l'hoſtel de l'Ambaſſadeur ordinaire. Ils y trouverent le Maiſtre des Ceremonies du Parlement, qui leur offrit une reception ſolemnelle, & une entrée accompagnée de tous les honneurs, que le Parlement vouloit bien faire rendre aux Miniſtres d'un Eſtat, de l'amitié duquel il faiſoit une eſtime toute particuliere. Mais comme ils vouloient éviter tout ce qui les pouvoit embarſſer, ou retarder l'exécution de leurs ordres, & que tous les moments leur eſtoient precieus, ils s'en defendirent, & preſſerent le Maiſtre des Ceremonies de leur faire avoir audience. Ils ne la purent pas obtenir le lendemain: parce que ce jour là le Roy, ayant eſté amené pour la derniere fois devant les Commiſſaires, il y fut condamné, & on lui prononça ſon arreſt de mort. Ce procedé obligea les Ambaſſadeurs à redoubler leurs inſtances, & à demander l'audience avec empreſſement; mais ceux qui la leur devoient donner, & qui pouvoient ſeuls alterer l'Arreſt, ou en faire ſurſoir l'exécution, eſtoient tellement occupés à cette importante action, & à faire les preparations du dernier acte de cette tragedie, que tout ce que les Ambaſſadeurs purent obtenir, ce fut, que le lendemain de la condamnation, qui fut le Dimanche 7 Février, Fairfax & Cromwel, l'un Capitaine & l'autre Lieutenant General de l'armée du Parlement, ſouffrirent qu'ils les viſſent. Les Ambaſſadeurs les conjurèrent de faire differer l'exécution du Roy, laquelle, à ce que l'on diſoit, ſe devoit faire le Lundy: du moins juſques à ce qu'ils euſſent pris audience des deux Chambres. Ces Chefs, dont le dernier eſtoit celui qui depuis quelque temps pourſuivoit la mort du Roy avec le plus de paſſion, s'en excuſerent; en diſant, que ce n'eſtoit pas à eux, mais au Parlement à en diſpoſer, & que les Ambaſſadeurs auroient le loifir d'y prendre audience, puis que l'exécution ne ſe devoit faire que mardy, 9 du mois. Et de fait le Parlement la leur donna, & ils l'eurent aſſés favorable de la Cham-  
bre

*Les Am-  
baſſadeurs  
ont de la  
peine à avoir  
audience.*

*Ils preſent  
Fairfax &  
Cromwel de  
faire ſurſoir  
l'exécution.*

*Ils ont au-  
dience du  
Parlement:*



bre Haute, qui leur offrit d'entrer incontinent en conference avec la Chambre des Communes sur leur proposition. Ils y avoient representé, comme ils representeroient aussy à la Chambre basse : Que les Estats des Provinces Unies, en les chargeant de cet employ, & en leur ordonnant de partir avec precipitation, n'avoient eu autre intention, que de donner au Parlement une forte preuve de la reconnoissance, qu'ils devoient aux faveurs, que cet Estat avoit de temps en temps receües de l'Angleterre. Qu'ils avoient crû n'en pouvoir pas donner de plus veritables, ny de plus éclatantes, qu'en travaillant avec affection, à aider à lever les divisions & les animosités, qui depuis quelques années déchiroient si cruellement le Roiaume. Qu'ils ne pretendoient pas se mesler des affaires, où ils n'avoient point de part, que celle que la compassion leur y donnoit ; mais qu'ils croyoient estre obligés à ce devoir, parce que de tous les Estats de l'Europe celui des Provinces Unies avoit le plus d'interests communs avec l'Angleterre, & par consequent estoit le plus obligé à apporter du remede aux desordres, dont elle estoit travaillée. Que le mal n'estoit pas encore desespéré, mais qu'il n'admettroit plus de remede, après que l'on auroit porté les affaires à la derniere extremité, à l'égard de la personne du Roy. Qu'en lui conservant la vie, on le rendroit capable de tous les bons conseils, que le Parlement lui voudroit faire donner. Qu'un profond oubli couvrirait bientôt tout ce qui s'estoit passé de part & d'autre, & que cette douceur gueriroit, non seulement toutes les aigreurs & les animosités, qui troubloient le Roiaume presentement, mais aussy celles qui alloient infalliblement commettre l'Angleterre avec l'Ecosse : au lieu qu'en attendant à la vie du Roy, l'on offenseroit irreconciliablement tous les Rois de la Chrestienté, qui estant la pluspart ses plus proches parents, croiroient estre necessités de s'en ressentir, & d'abolir la memoire d'un si grand exemple. Que le seul moyen de rendre le repos à l'Angleterre estoit de conserver la vie au Roy. Qu'il y avoit plusieurs considerations, qui les devoient assurer, qu'elle leur estoit extrêmement precieuse, & qu'ils ne doutoient point, que le Parlement n'en demeurast persuadé en effect, s'il lui plaisoit leur donner des Commisaires, avec lesquels ils en pussent conferer plus particulierement. Dès qu'ils furent sortis de l'audiance de la Chambre basse, laquelle estoit composée d'un grand nombre d'officiers de guerre, & mesme de juges du Roy, elle fit dire aux Ambassadeurs, que l'heure l'obligeant à se separer, elle ne pouvoit pas ce jour là deliberer des points de leur proposition. Les Ambassadeurs la firent traduire en Anglois, & l'envoyerent à la Chambre par escrit, mais elle ne daigna pas de la lire, de peur d'estre obligée à déferer à la force de leurs raisons, & de faire sursoir l'exécution, contre son intention. Le 9 Fevrier Londres vid Charles, Roy de la Grand' Bretagne, conduire sur un eschaffaut, & laisser la vie entre les mains de plus d'un bourreau; puis que les juges, qui le condamnerent par contumace, se rendirent complices d'une action, qui a esté depuis désavouée, par un Parlement legitimement convoqué, & condamnée comme scelerate & détestable, & laquelle l'on ne peut pas nier avoir esté informe en toutes ses circonstances.

*mais ils  
n'obtiennent  
rien.*

*Le Roy est  
executé.*

La part, que cet Estat a eüe à ces affaires estrangeres, nous a obligés à une digression, laquelle estant necessaire n'aura pas esté ennuyeuse peuteestre. Maintenant nous reviendrons aux affaires domestiques :

*Les Plenipotentiaires altèrent un article du traité.*

Preuve  
XCVI.  
pag. 334.

*Les Etats se mettent en possession de ce qui leur est cédé par le traité.*

Preuve  
XCVII.  
pag. 335.  
Resol. du  
25 May  
1648.

*Il font une declaration contre les presbiteres & les moines.*

Preuve  
XCVIII.  
pag. 337.

*Les Etats d'Hollande ne l'approuvent pas :*

Preuve  
XCIX.  
pag. 339.  
*mais ils veulent que l'on desarme les habitants de la Mairie.*

Preuve C.  
pag. 340.  
*Les Etats font faire un état du domaine du pais conquis.*

aux effets, & à l'exécution du traité de Munster. Dès devant qu'il fust ratifié, les uns & les autres trouvoient tant de difficulté à exécuter l'article 68, qui parle de la démolition des forts de Flandre, que les Plenipotentiaires demeurèrent d'accord, que les Etats ne seroient pas obligés de démolir les deux forts de Cadfand, mais bien ceux qu'ils avoient du costé Oriental de l'Escault, excepté celui de Lillo, & aussi que le Roy d'Espagne feroit démolir le fort de la Perle sur la mesme riviere, au lieu de ceux de S. Job, de S. Donas & S<sup>te</sup>. Isabelle auprès de l'Escluse.

Incontinent après l'échange des ratifications, les Etats, en exécutant le troisiéme article du traité, se mirent en possession de la Souveraineté de la Mairie de Boisleduc, & des autres parties de Brabant & de Flandres, dépendantes de Bergues-op-Zoom, de Breda & de Mastricht, de la Comté de Vroonhof, de Grave & du pais de Cuyck, de la ville & du baillage de Hulst, d'Axel &c. Resolurent de reformer l'estat des Eglises en ces quartiers: nommerent des ministres, à qui ils en donnerent la direction, & firent ôter les images & les ornements des temples. Par une declaration particuliere ils ordonnerent aux prelatz, curés, prestres & moines, dont quelques uns s'estant mis en possession de leurs Convents, cures & benefices incontinent après la conclusion de la paix, troubloient l'exercice de la religion dominante, & empeschoient les pasteurs Protestants de travailler à sa propagation, d'en sortir dans huit jours, & de n'y rentrer jamais, sans permission expresse, à peine de six cens livres d'amende, & de correction arbitraire. Ils ne firent en effect sinon renouveler les anciennes declarations des années 1622 & 1629, & particulierement celle du 2 Decembre 1636. La dernière parloit des Jesuites, comme de gens, dont ils disent, que le Pape se sert, pour faire souslever les sujets contre les Souverains, qui débauchent les enfants de l'obeïssance qu'ils doivent à leur pere & mere, & qui font des assemblées illicites, contre le bien & le repos de l'Estat: avec défenses aux sujets de l'Estat, & aux habitants de ces Provinces, d'entretenir correspondance avec eux, & de faire élever & instruire leurs enfants par des gens de cette profession. Mais à l'égard des gens d'église, qui avoient esté souffierts devant l'an 1622 dans les Provinces, qu'ils eussent à se faire connoître au Magistrat du lieu de leur séjour, dans huit jours après la publication de l'ordonnance, & à s'abstenir de faire des conventicules & des assemblées pour l'exercice de leur religion, & des collectes pour leurs pretendus religieux. Les Etats d'Hollande ne firent pas publier cette declaration dans leur Province: tant parce qu'elle n'avoit pas esté prise du consentement unanime de toutes les Provinces, que parce que l'on y avoit fait couler des periodes, qu'ils ne pouvoient pas approuver. Mais d'autant que l'on recevoit tous les jours de nouvelles plaintes des violences & des insultes, que les païsans de la Mairie de Boisleduc, tous Catholiques Romains, faisoient aux pasteurs Protestants, & à ceux qui alloient à leurs sermons, les Deputés de cette Province representerent vers la fin de l'année 1649, qu'il estoit tresnécessaire de les desarmer, pour leur ôter les instruments de leur insolence: de sorte que le Prince d'Orange & le Conseil d'Estat furent requis d'adviser aux moyens d'exécuter cette resolution. Les Etats Generaux firent aussi faire un inventaire des biens d'église, & du domaine que le Roy d'Espagne avoit possédé en ce pais là, pour les réunir à celui de l'Estat: en demeurant, à l'égard des biens d'église, dans



dans les termes du 43 article & en vertu du 16 article du mesme traité, ils s'establirent des Consuls dans les ports & dans les villes maritimes d'Espagne, d'Italie & de Sicilie, pour la seureté du commerce des habitants de ces Provinces. Mais ils travaillerent avec une application toute particuliere au reglement de l'estat de leurs finances, que la continuation d'une si longue guerre avoit entierement épuisées. La paix, en faisant cesser les hostilités, faisoit aussy cesser les contributions, que le país, exposé aux courses des ennemis, estoit contraint de payer pendant la guerre, le profit des passeports, des sauvegardes, des confiscations & des represailles, dont le Receveur general avoit accoustumé de faire un fonds, pour payer les interets des sommes, que la Generalité avoit empruntées : & avec cela les Provinces estoient tellement engagées, & particulierement celle de Hollande, que le revenu ordinaire pouvoit à peine suffire au payement des interets. C'estoit un mal extremement pressant, & l'on ne se pouvoit plus servir du remede, que l'on avoit employé pendant la guerre; parce qu'il n'y avoit point d'apparence de charger le peuple de nouvelles impositions durant la paix, laquelle l'on n'avoit faite principalement, que pour l'en soulager, & d'en venir à de nouveaux, c'estoit rendre le mal incurable, & mettre la gangrene dans un corps, qui estoit desja tellement extenué, qu'il avoit de la peine à se soutenir. C'est pourquoy il fallut avoir recours au ménage, en retranchant les dépenses qui estoient inutiles & superflues pendant la paix : mais c'est dont il sera plus amplement parlé au livre suivant.

Au reste il ne suffisoit pas d'avoir fait la paix, & de ne l'executer qu'en partie; mais il la falloit observer en tous ses points. Le troisieme article du traité de Munster portoit, que les trois quartiers du país d'Outre-Meuse, qui sont Fauquemont, Daelhem & Rodeleduc, conquistes ou acquisitions des anciens Ducs de Brabant & de Limbourg, qui les avoient unis à leur domaine, demeureroient en l'estat, où ils se trouveroient lors de la conclusion du traité, & qu'en cas de contestation la Chambre Mypartie en prendroit connoissance, & jugeroit le different. C'est pourquoy les Ministres du Roy d'Espagne d'un costé, & ceux qui commandoient les armes des Estats en ces quartiers là de l'autre, avoient tâché de se mettre en possession de ce país, ou de la conserver devant que le traité fust signé. Au mois de Decembre de l'année precedente 1647, les Espagnols avoient fait emmener prisonniers au fort de Navagne quelques officiers, establis par les Estats au país d'Outre-Meuse, pour l'administration de la justice, pour la police & pour les finances. Les Estats Generaux, qui estoient de l'avis du Prince d'Orange & du Conseil d'Estat, vouloient que le Comte de Solms, oncle maternel du Prince, & Gouverneur de Mastricht, se servist des troupes de sa garnison, laquelle estoit fort nombreuse en ce temps là, pour chasser les officiers Espagnols du país. Mais les Estats d'Hollande, craignant que les Espagnols, qui pouvoient tirer du secours de Stevensweert, de Navagne, d'Argenteau, de Limbourg & des places du Haut-quartier de Gueldre, n'en vinssent à des hostilités, qui pourroient retarder la conclusion de la paix, ou en empescher l'execution, n'y voulurent pas consentir. Ils jugeoient, qu'un si petit país, si éloigné du coeur des Provinces Unies, n'estoit pas d'assés grande importance à l'Estat, pour devoir servir de pretexte, ou d'occasion à ceux, qui ne respiroient que la guerre, & qui la vouloient continuer en toutes

*Comment-  
cent à regler  
l'estat de  
leurs finan-  
ces.*

*La paix di-  
minue le re-  
venu de la  
Generalité.*

*Ménage.*

*Contesta-  
tion pour la  
possession des  
païs d'Ou-  
tre-Meuse.*

*Les Estats  
Generaux  
veulent, que  
l'on en con-  
serve la pos-  
session par les  
armes.*

*Preuve CI.  
pag. 341.  
à quoy ceux  
d'Hollande  
s'opposent.*

tes les façons. Ces prisonniers ne furent mis en liberté qu'après que le traité de Munster fut signé, & les officiers Espagnols continuoient d'y maintenir leur possession, en contraignant les habitants de venir plaider pardevant eux, & en se faisant payer les aides, le don gratuit, les tailles & les autres impositions, qu'ils pretendoient estre dûes au Roy d'Espagne, comme Duc de Brabant & prétendu Souverain de ces quartiers là. Les Etats de leur costé, qui avoient leurs garnisons dans les trois chasteaux, prestoient main forte à leurs officiers, usoient des mesmes contraintes, se faisoient payer les mesmes droits & impositions, & faisoient des prisonniers par forme de represailles. De sorte que leurs Plenipotentiaires, qui estoient demeurés à Munster, ou qui y estoient retournés, pour faire l'échange des ratifications, considérant que de ces petites violences l'on en pourroit venir à de plus grandes, & que de ces represailles l'on passeroit aisément à des hostilités déclarées, furent d'avis, que l'on se tint dans les termes du 3 article du traité, & demeurèrent d'accord avec les Espagnols, que les prisonniers seroient mis en liberté de part & d'autre, & que la connoissance du différent seroit renvoyée à la Chambre mypartie, qui devoit estre erigée, en vertu du mesme traité. Ce n'est pas que les Deputés de la pluspart des Provinces ne fissent de temps en temps de nouvelles instances, à ce que l'on asséurast à l'Estat la possession de ces trois Seigneuries, & à ce qu'il fust resolu, que l'on y employast la main forte, & que l'on enlevast dans le pais de l'obeissance du Roy d'Espagne, & particulièrement au Duché de Limbourg, deux fois autant de prisonniers, que les Espagnols feroient au pais d'Outre-Meuse. Mais comme c'estoit presque la mesme chose, que de declarer la guerre, & de faire des hostilités pendant la paix, la Hollande continuoit de s'y opposer fortement, comme à une chose directement contraire au traité de Munster. Tellement que la possession du pais d'Outre-Meuse demeurant litigieuse entre les deux Souverains, à cause de cette contestation, & la Chambre Mypartie ne decidant point le différent, tant parce que l'on eut de la peine à l'establir, que parce que mesmes après son établissement elle ne produisit pas l'effet que l'on s'en estoit promis, ce n'a esté qu'après plusieurs conferences, & après des negociations de plusieurs années, que ce différent a pû estre réglé par un traité, qui a esté conclu quatorze ans, ou peu s'en faut, après celui de Munster.

Preuve  
CII. pag.  
344

La Cham-  
bre Mypartie.

Ce n'estoit pas le seul différent, que le traité renvoyoit à la connoissance de la Chambre Mypartie. Elle devoit aussy regler tous les autres, dont les Plenipotentiaires n'avoient pas pû convenir, & dont il n'estoit pas parlé au traité: & entr'autres celui qui pouvoit naître de l'échange du Haut-quartier de Gueldre, sur lequel la Chambre devoit prononcer dans six mois après la conclusion & ratification du traité, si devant ce temps là l'on n'estoit pas demeuré d'accord de l'équivalent. Le traité portoit, que cette Chambre seroit composée d'un certain nombre de Juges, que les deux Souverains nommeroient, & feroient assembler, tantost dans une des villes des Provinces de l'obeissance du Roy d'Espagne, & tantost dans une des villes des Provinces Unies, alternativement, après qu'ils auroient fait le serment de fidelité sur la commission & instruction, que les deux Souverains leur feroient expedier conjointement, pour juger les differents, qui naistroient des levées & impositions, qui se feroient sur les marchandises,



ses, & pour faire reparer les inexecutions & contraventions au traité.

Les uns & les autres se plaignoient de l'inexecution de plusieurs articles, & de la violence manifeste, que l'on faisoit à quelques autres. L'on disoit du costé des Estats, que les Espagnols continuoient d'incommoder le commerce, au prejudice du traité, & particulièrement celui de la Meuse, en continuant de lever des droits, tant au fort de Navagne, qu'ils avoient basti sur les terres de l'Evesque de Liege, qu'à Ruermonde, au prejudice des 9 & 12 articles du traité, & qu'ils troubloient la navigation & le commerce, en arrestant & en emmenant dans les ports de Flandre les navires de ces païs, qui faisoient leur trafic en France. Il est vray, que les habitants de ces Provinces, & particulièrement ceux de Zeelande, soulageoient fort les villes de Picardie & de Normandie, en y portant du bled & des legumes, & mesme des chevaux, & quelques autres marchandises de contrebande; mais l'article particulier, qui avoit esté fait pour la seureté de la navigation & du commerce, le leur permettoit; puis qu'il ne leur défendoit que le transport & le trafic des denrées & des marchandises qui fussent du cru, ou de la façon des païs du Roy d'Espagne, & dont les François se pussent servir contre lui, & contre ses Estats & sujets, en leur permettant expressément d'en user de la maniere, qu'ils en avoient usé avant la rupture entre les deux Couronnes. C'est ce que l'on fit représenter à l'Archiduc Leopold, Gouverneur des Païs-bas, par un Commissaire, que l'on envoya reclamer les navires pris par les armateurs d'Ostende. Le Commissaire, en arrivant à Anvers, y trouva le Comte de Fuenfaldagne, Capitaine General des armes du Roy d'Espagne aux Païs-bas sous l'Archiduc, & le Comte de Pegnaranda, & leur dit: que ses Maistres entendoient, que le mot d'*auparavant*, employé dans l'article separé, ne marquoit pas le temps de la dernière guerre, pendant laquelle les Espagnols empeschoient les habitants de ces Provinces de trafiquer de toutes sortes de marchandises indistinctement, mais celui de la trêve, pendant laquelle on leur avoit permis de trafiquer en France de toutes sortes de marchandises, sans en excepter celles de contrebande. Qu'il falloit considérer, que cette liberté n'avoit esté troublée, après l'expiration de la trêve, que par la nouvelle rupture entre la Couronne d'Espagne & cet Estat, laquelle venant à cesser par la paix de Munster, il falloit remettre les affaires en l'estat, où elles estoient devant la rupture; parce que ce ne pouvoit pas estre l'intention du Roy d'Espagne, ny de ses Ministres, qui avoient fait l'article separé, de rendre la condition des habitants de ces Provinces plus mauvaise pendant la paix, qu'elle avoit esté pendant la trêve.

Mais les Ministres d'Espagne n'estoient pas d'accord de l'explication, que les Estats donnoient à l'article separé, & firent connoistre au Commissaire, que la liberté, que les marchands de ces païs avoient eüe pendant la trêve, de trafiquer de toutes sortes de marchandises, sans en excepter celles de contrebande, avoit esté fondée sur la paix, qui estoit alors entre les deux Couronnes: mais que l'on n'en pouvoit pas tirer de conséquence pour le present, parce que ce ne pouvoit pas avoir esté l'intention du Roy, ny de ses Plenipotentiaires, d'asseurer la liberté du commerce aux Hollandois, afin de leur donner le moyen de continuer de leur faire la guerre en pleine paix, en fournissant aux ennemis du

*I. Part.*

O

Roy,

*L'en se  
plaint de  
l'inexecution  
du traité.  
Preuve  
CIII.*

*pag. 346.  
Les Espa-  
gnols conti-  
nuent d'in-  
commoder le  
commerce  
sur la Meus-  
se, ibid.  
& sur la  
mer. ibid.*

*Les Estats  
font recla-  
mer les na-  
vires pris  
par les ar-  
mateurs de  
Flandre.  
Preuve  
CIV.  
pag. 348,  
Différent  
sur l'expli-  
cation de  
l'article par-  
ticulier.*

Roy, leur Maître, toutes sortes des munitions & d'armes. Neantmoins, comme le Comte de Pegnaranda estoit celui qui avoit le plus contribué à la conclusion du traité, aussy croyoit il estre le plus obligé à le faire executer, mesme aux points les plus difficiles, auxquels l'on auroit pû donner une explication moins favorable, sans faire grande violence au texte. Le Commissaire avoit ordre exprés de rendre les lettres, dont il estoit chargé, à l'Archiduc mesme, de n'en attendre la réponse que trois ou quatre jours, & de s'en revenir, si on ne lui donnoit satisfaction dans ce temps là. En voyant Pegnaranda à Anvers, il ne lui avoit pas dissimulé, qu'il avoit cet ordre, & celuicy disposa l'Archiduc à faire donner mainlevée de tous les navires, que les armateurs de Flandre avoient pris sur les marchands de Hollande & de Zeelande; qui sont celles des Provinces Unies, qui ont seules leur commerce en France.

*On obtient  
mainlevée  
des navires.  
Preuve  
CV. pag.*

349.

*Loüis Descortes vient  
à la Haye  
pour l'explication de  
l'article séparé.*

Mais l'Archiduc, pour faire voir, que c'estoit une faveur, qu'il vouloit faire aux Estats en cette rencontre, & qu'il n'acquiesçoit point à l'explication que l'on donnoit icy à l'article séparé, envoya à la Haye Loüis Descortes, qui non content de la débattre fortement, & de soutenir, que l'on ne pouvoit pas prendre avantage de ce que le Roy d'Espagne avoit souffert pendant la trêve, parce qu'alors il n'avoit rien à démêler avec la France, au lieu qu'en fournissant presentement des armes & des munitions à la France, cet Estat continuoit de faire la guerre au Roy, son maître, par elle, pretendoit aussy que les marchandises des habitants de ces Provinces, qui se trouveroient dans un vaisseau ennemy, devroient estre déclarées de bonne prise. C'estoit en effect destruire tout l'article séparé; de sorte que pour éviter les desordres, dont la navigation se voyoit menacée, par les explications différentes & contraires, que l'on donnoit aux paroles de cet article, l'on demeura d'accord, qu'il seroit nécessaire de faire un reglement pour le fait de la Marine, dans un traité formel, capable d'establir la seureté du commerce & de la navigation. L'on commença à y travailler, & l'on en fit un projet dès l'an 1648; mais d'autant qu'il estoit nécessaire de le faire agréer par les Estats des Provinces, & que Descortes se retira à Bruxelles, pour leur donner le loisir de l'examiner, le traité ne fut achevé qu'au mois de Decembre 1650; ainsy que nous ferons voir, quand l'ordre des affaires nous aura conduit jusques à celles de ce temps là.

*Les Espagnols ne  
fournissent  
pas la neutralité de  
l'Empire,  
art. 53  
Preuve 103  
cy dessus.  
pag. 346*

*En n'exécutent pas  
plusieurs autres articles  
du traité.*

Le traité obligeoit aussy le Roy d'Espagne à obtenir, tant de l'Empereur que des Estats de l'Empire, la continuation de la neutralité pour ces Provinces; du premier dans deux mois, & des autres dans un an après la conclusion & la ratification du traité: parce que sans cette neutralité l'Espagne pouvoit continuer de faire la guerre, & la paix de Munster leur estoit inutile. Mais c'est à quoy le Roy, qui se contenta de fournir une declaration particuliere de l'Empereur, ne satisfaisoit point, non plus qu'à ce qu'il avoit promis touchant la démolition des forts de Flandre, & la communication du dernier traité, qui avoit esté fait entre l'Espagne & l'Angleterre. Il faisoit difficulté aussy de boucher la riviere de Soute, en la mesme Province. Il ne faisoit pas communiquer aux Estats les articles secrets du traité, que le Conestable de Castille avoit négocié en Angleterre, quoy que ce fust une des choses, qui avoient esté formellement promises, & il continuoit d'en-



d'enfler ses tiltres de ceux des Provinces, qu'il avoit expressément cédées, & sur lesquelles il avoit protesté qu'il ne pouvoit plus rien pretendre. L'on se plaignit encore de ce que le Conseil de Bruxelles mettoit en vente la ville de Wachtendonc, & quelques autres chasteaux, terres, droits & peages du Haut-quartier de Gueldre, au prejudice de l'échange, que le Roy d'Espagne avoit promis d'en faire, par le 52 article du traité.

Les Espagnols de leur costé faisoient les mesmes plaintes de l'inexécution & contravention des Estats à plusieurs points du traité. Pierre Stockmans, Conseiller au Conseil Souverain de Bruxelles, qui estoit venu à la Haye avec des lettres de creance de l'Archiduc, representa le 16 Septembre, que plusieurs Prelats, & autres Ecclesiastiques de Brabant, avoient esté dépossédés par force de la jouissance des dixmes, & des autres biens, qui leur appartenoient en la Mairie de Boisleduc & ailleurs, comme dependants d'Eglises, benefices & colleges qui estoient de l'obeissance du Roy d'Espagne, ou de la collation, ou du droit de patronat de ses sujets, & qui en vertu du 43 article devoient estre restitués. Que les Estats donnoient trop d'étendue aux limites de la Mairie, en y comprenant des terres & des villages, qui n'en estoient pas, & qu'ils pretendoient annexer au Marquisat de Bergues-op-Zoom des villages, qui estoient effectivement du quartier d'Anvers. Que les officiers, que les Estats employoient à regler cela, passoient par dessus toutes les formes, & se mettoient en possession de tout ce qu'ils trouvoient à leur bienfaisance. Que l'Archiduc, qui estoit bien persuadé, que l'intention des Estats estoit d'exécuter la paix fidèlement, ne pouvoit pas croire, que ce fust de leur ordre, que leurs officiers y procedoient avec tant de violence, & que l'on chassoit toutes les personnes Ecclesiastiques des villes de Brabant & de Flandre, & mesmes qu'on ne leur permettoit pas d'y venir pour leurs affaires particulieres, contre l'intention du 4 article du traité. Que l'on avoit plus de dureté pour eux, que pour les prestres, lesquels l'on ne souffroit pas seulement, mais qui jouissoient mesme d'une liberté presque entiere dans les villes des Provinces Unies. Que les Ambassadeurs Plenipotentiaires de cet Estat avoient promis à Pegnaranda, qu'il en seroit usé tout autrement. Qu'il les en sommeroit dès qu'il seroit dans le país, où le Roy, son maistre, l'alloit envoyer en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, pour y faire les civilités necessaires sur la conclusion de la paix, & qu'ils avoient trop d'honneur pour s'en dédire. Qu'il n'estoit pas en la puissance du Roy d'Espagne, ny de ses Ministres, de rendre la condition de la religion & des gens d'Eglise plus mauvaise qu'elle estoit devant la paix, & que ce n'estoit pas là le moyen de faire faire l'échange du Haut-quartier de Gueldre, que de faire voir, en l'exemple de ceux de la Mairie, ce que la religion & l'Eglise Catholique devoient esperer de leurs nouveaux Souverains. Quant aux país d'Outre-Meuse, que les Estats s'y faisoient justice eux mesmes, au lieu de l'attendre de la Chambre Mypartie.

Les Estats lui répondirent. Que pour ce qui estoit de la religion & des gens d'Eglise, puis que le Roy d'Espagne leur avoit cédé, avec la Souveraineté, la juridiction temporelle & spirituelle de la Mairie, & des autres quartiers de Brabant, ils ne faisoient rien qui ne leur fust permis de faire en vertu du traité. Qu'ils ne vouloient pas prendre connoissance, & qu'ils n'estoient pas obligés de demeurer garands de ce

*Les plaintes  
des Espagnols;  
Preuve  
CVI.  
pag. 350.*

*de ce que Estats ne restituent pas les biens dependants de corps étrangers.  
Qu'ils donnent trop d'étendue à leurs frontieres.*

*Qu'ils traitent les gens d'Eglise avec trop de dureté.*

*Et qu'ils se font justice eux mesmes à l'égard des país d'Outre-Meuse.*

que leurs Plenipotentiaires pouvoient avoir promis, contre l'intention de l'Estat, & contre leur instruction. Au reste, que les habitants de la Mairie ne pouvoient pas, sans crime, rechercher une intercession, ou une protection estrangere, & que ce n'estoit pas au Roy d'Espagne à se mesler des affaires de leurs sujets, ny à les proteger contre leur Souverain. Et à l'égard des autres points, que l'on s'en rapporteroit à la Chambre Mypartie. Cette réponse faisant connoistre à Stockmans, que sa negociation seroit plus longue & plus ennuyeuse, qu'il ne s'estoit imaginé, il alla à Bruxelles en rendre compte à l'Archiduc.

*L'Archiduc fait reclamer la Commanderie de Gue-mert.*

*Preuve*

*CVII.*

*pag. 351.  
Le commen-  
cement de  
l'Ordre Teu-  
tonique.*

*Qui se rend  
maître de la  
Prusse & de  
la Livonie.*

*La Prusse  
se donne à la  
Pologne.*

*Qui la par-  
tage avec le  
GrandMai-  
stre,*

Le Licentié Verheye estoit venu à la Haye avec une commission particuliere, que l'Archiduc, comme Chef & Grand Maistre de l'Ordre Teutonique, lui avoit donnée, pour reclamer la Commanderie de Gue-mert. Cet ordre fut institué vers la fin du douzième siecle, presque au mesme temps que celui de St. Jean de Jerusalem eut son commencement sous Frideric, Duc de Suabe, fils de Frideric I, Empereur, qui commandoit en ce temps là l'armée des Croisés en la Terre Sainte. Les Chevaliers prirent leur nom de l'Eglise de Nostre Dame des Teutons, que quelques pelerins Allemans firent bâstir à Jerusalem, & Celestin III, Pape, qui confirma l'Ordre, leur ordonna de vivre selon la regle de St. Augustin, qu'il avoit aussy donnée à ceux de St. Jean: avec la seule difference des habits blancs & de la croix noire, au lieu que ceux de Malthe sont habillés de noir & portent la croix blanche. Le premier Maistre de l'Ordre Teutonique fut Henry de Walpot, mais celui à qui cet Ordre doit presque tout son lustre & toute sa grandeur, c'est Herman Zaltza. Car les freres ayant esté contraints, après la reduction de Ptolemaïde, qui fut suivie de celle de toute la Terre Sainte, de se retirer en Europe, Frideric II Empereur, leur proposa la conquête de la Prusse, laquelle en ce temps là estoit encore toute peuplée de payens. Herman l'entreprit, & se rendit maître de tout le país, de la Courlande & de toute la Livonie, depuis la Vistule jusques au Golfe de Finlande, & aux frontieres de Lituanie. Ils ne laissoient pas de faire cependant des acquisitions fort considerables en Allemagne & ailleurs, tant par achat, que par le moyen de plusieurs fondations. Mais l'insolence, l'avarice & la tyrannie des GrandMaistres, des Maistres Provinciaux & des Commandeurs, ayant rendu leur gouvernement odieux & insupportable, la noblesse, & generalement tous les habitants de Prusse, se jetterent entre les bras de Casimir III, Roy de Pologne, & lui offrirent tout à la fois cinquante six villes, d'où les Commandeurs & les officiers de l'Ordre avoient esté contraints de se retirer. Il n'y a point de Prince, qui refuse d'estendre ses frontieres, quand il en trouve l'occasion. Casimir receut la Prusse en sa protection, & mit le siege devant Marienbourg, Stume & Strasbourg, où l'Ordre avoit encore ses garnisons; mais il y trouva plus de resistance, qu'il n'avoit attendu de gens qu'il croyoit perdus, & le GrandMaistre, recevant de temps en temps du secours de ses amis d'Allemagne, la Pologne se vid engagée dans une guerre, qui ne finit qu'au bout de treize ans, par le partage que le Roy & l'Ordre firent entr'eux de toute la Prusse le 19 Octobre 1466. Albert, fils de Frideric, Marquis de Brandebourg, & de Sophie de Pologne, ayant esté élu GrandMaistre en l'an 1511, le Roy & le Senat de Pologne confirmerent son election; mais à condition, que suivant le traité de Torn, il presteroit le ser-  
ment



ment de fidélité à la Couronne. Il s'en voulut défendre, comme Prince de l'Empire, & prit les armes contre le Roy de Pologne, esperant tirer de grands secours d'Allemagne; mais la guerre de France empeschant l'Empereur Charles V de songer à celle de Prusse, Albert pria George, Marquis de Brandebourg, & Frideric, Duc de Lignitz, d'aller negocier son accommodement à la Cour de Pologne. Sigismond, qui y regnoit alors, estoit oncle d'Albert; de sorte que les entremetteurs n'eurent pas beaucoup de peine à réussir. Et de fait, ces Princes ayant disposé Sigismond à une entreveüe, & Albert estant allé en personne à Cracovie, il s'y fit donner la partie Orientale de la Prusse en tiltre de Duché, pour le tenir à foy & hommage de la Couronne. Depuis ce traité, qui fut conclu le 8 Avril 1525, l'Ordre Teutonique n'a plus rien possédé en Prusse. Il est vray, que le mesme Empereur Charles, qui avoit convoqué les Estats de l'Empire à Augsbourg en l'an 1530, cassa, & fit condamner tout ce qui avoit esté fait entre le Roy de Pologne & Albert, parce que la Prusse estant un membre de l'Empire, le GrandMaistre n'en pouvoit pas disposer, ny se soustraire de l'obeïssance de l'Empereur, & que quelque temps après la Chambre de Spire, laquelle voulut prendre connoissance de cett'affaire, mit Albert au ban de l'Empire, nonobstant les efforts, que le Roy de Pologne fit faire pour empescher cette proscription. Mais comme les Estats de l'Empire ne se sont jamais mis en devoir d'exécuter la sentence de la Chambre, & que les Empereurs, successeurs de Charles, bien loin de reconquerir la Prusse, n'ont pas seulement pû conserver d'autres Provinces plus importantes à l'Empire, les Princes de la Maison de Brandebourg, de la posterité d'Albert, ne se sont pas seulement maintenus en la paisible possession de cette Province, sous la protection de la Couronne de Pologne, mais ils en ont aussi acquis la Souveraineté depuis quelques années.

Frideric, fils d'Albert Eleeteur de Brandebourg, faisant son profit de la guerre que la Pologne faisoit à l'Ordre, se saisit du país qui est entre l'Oder & la Pologne, & qui faisoit en ce temps là partie de la Casube, comme elle l'est aujourd'hui de la Marc-Brandebourg. Le mesme Ordre à perdu la Livonie avec la Courlande, presque de la mesme façon qu'il avoit perdu la Prusse: mais il ne laisse pas de posséder encore des places & des terres fort considerables en Allemagne, & dans les Provinces des Pais-bas. En Allemagne le GrandMaistre de l'Ordre Teutonique tient rang de Prince, immédiatement après les Archevesques. Sa demeure ordinaire est à Marguetheim, sur la riviere de Tauber en Franconie, & il possède plus de soixante mille escus de rente. L'on ne peut pas nier, que la Commanderie de Guemert ne dépende de cet Ordre, sans aucune contestation, & qu'elle ne soit du ressort du Baillage de Biefen, ou Haute Biese, au país de Liege. Le Baron de Hondsbrouck, qui la possédoit en l'an 1648, lors de la conclusion de la paix de Munster, avoit un démesele, pour lequel le Bailly l'avoit fait assigner par devant lui au chapitre de la Province, & faute de comparoir il avoit fait saisir sa Commanderie, dont l'administration avoit esté donnée à deux Commandeurs de son voisinage. Le Commandeur alla à Bruxelles, se plaindre à l'Archiduc Leopold, comme au Chef de son Ordre, du tort qu'il croyoit lui avoir esté fait: mais il fut renvoyé à son Bailly. De sorte que voyant, qu'il ne pourroit pas éviter la condamnation, s'il tom-

boit entre les mains du juge, qui avoit desja disposé de l'administration de sa Commanderie, il s'advisa de venir à la Haye: où il representa aux Estats Generaux, que la Commanderie de Guemert, estant située dans la Mairie de Boisleduc, & dans leur Souveraineté, c'estoit à eux à prendre connoissance de cett'affaire, & à lui faire rendre justice. Les Estats l'écouterent, le mirent en possession de la Commanderie, & promirent de l'y maintenir. Ils avoient desja reconnu tacitement, que la Commanderie n'estoit point du ressort de la Mairie de Boisleduc, le Commandeur mesme en estoit demeuré d'accord, & les Agents de l'Archiduc pretendoient le verifier par des preuves invincibles. Verheye soustenoit aussy, que la Souveraineté de la Mairie, quand mesmes il eust esté constant, que la Commanderie y eust esté située, ne donnoit aux Estats autre droit, que celui qu'ils avoient acquis du Roy d'Espagne, comme Duc de Brabant, dont les predecesseurs n'avoient jamais pretendu exempter les Commandeurs de l'Ordre Teutonique de la jurisdiction de leurs Baillis, ou du GrandMaistre de l'Ordre. Le Conseil de Brabant, qui est establi à la Haye, sans l'advis duquel les Estats ne vouloient rien resoudre en cett'affaire, advisa, qu'il trouvoit, que dés l'an 1270 Jean, Duc de Brabant, avoit déclaré, que la terre de Guemert appartenoit aux freres de l'Ordre Teutonique, & que tout ce qu'il y pretendoit, c'estoit le droit de protection. Qu'il se trouvoit d'autres actes, posterieurs à cette declaration, où les Ducs de Brabant parlent en des termes, qui font croire, qu'ils pretendoient estre Souverains de la terre de Guemert; mais que leur tiltre ne paroist point, & qu'il ne se trouve point comment les Ducs de Brabant ont acquis cette Souveraineté; si c'est par achapt, prescription, ou autrement: & mesmes que l'on ne peut pas dire positivement, si cette terre est située en la Mairie de Boisleduc, ou non. Tellement que les Estats ne pouvant rien resoudre sur des avis si incertains, renvoyerent l'affaire au Grand Conseil d'Hollande, & Verheye, voyant que leur intention estoit de la tirer en longueur, se retira cependant à Bruxelles.

*Pretensions  
de l'Ordre  
de Malthe.*

Entre les autres articles du traité, il avoit esté stipulé au 43, que les biens d'Eglises, colleges & autres lieux pieux, situés en ces Provinces, qui sont membres dependants d'Eglises, benefices ou colleges, qui sont de l'obeissance du Roy d'Espagne, seroient rendus & restitués, pourveu qu'ils n'eussent pas esté aliénés devant la conclusion de ce traité, & s'ils l'avoient esté l'on en payeroit le revenu à raison du denier seize. C'estoit une suite de ce qui avoit esté accordé par la Pacification de Gand, par l'Union d'Utrecht, & par le traité de trêve faite avec les Archiducs, fondée sur ce que la paix remettoit les particuliers en la possession des biens qu'ils avoient devant la guerre: tellement que si cela devoit avoir lieu à l'égard des ennemis déclarés, l'on ne pouvoit pas refuser le mesme benefice à ceux, avec lesquels l'Estat n'avoit point eu de guerre, ny de demeslé. Ce fut sur ce principe que le Commandeur de Souvray, alors Bailly, Grand'croix, & depuis Grand Prieur de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem en France, & Ambassadeur ordinaire du Grand Maistre de Malthe en cette Cour là, partit de Paris cet Esté, & arriva en Hollande au mois d'Aoust 1648; à dessein de reclamer les terres & Commanderies de ces Provinces, que l'Ordre pretend lui appartenir.

*Le Com-  
mandeur de  
Souvray  
vient en  
Hollande.*

Afin



Afin de pouvoir juger de la justice de cette pretension, & afin de pouvoir parler pertinemment d'une affaire, où la plupart des Princes de la Chrestienté ont bien voulu s'interessér, il ne sera pas hors de propos de dire icy un mot de l'institution & de la nature de cet Ordre, sans doute le plus illustre de tous ceux, dont les Chevaliers font profession de donner des preuves continuelles de leur valeur contre les infidelles; puis qu'ils n'y entrent qu'avec cette obligation indispensable & perpetuelle, ou de faire la guerre aux ennemis de la Chrestienté, ou bien de combattre par des prieres ardentes & continuelles pour ceux qui y exposent leur vie tous les jours. Ils font aussy, à l'exemple de tous les autres religieux, les trois vœux, de pauvreté, de chasteté & d'obeissance: mais avec cette reserve, que les Commandeurs & officiers de l'Ordre ne laissent pas de jouir de revenus fort considerables, & de vivre en Princes, dans leur pauvreté, qu'ils appellent dispensée.

Cet Ordre eut son commencement presque au mesme temps, qu'à l'occasion de la guerre de la Terre Sainte, l'on commença à connoître l'Ordre Teutonique. Ce n'estoit d'abord qu'une société, que quelques devots avoient faite, pour recevoir & traiter dans leur hospital les pelerins, que l'ignorance de ce temps là faisoit aller en cette partie de la Syrie, que l'on appelle la Terre Sainte; parce que l'on y voit encore quelques vestiges, vrais ou faux, de la conversation de Nostre Seigneur en la terre: & c'est de cet hospital qu'ils prirent d'abord la qualité d'Hospitaliers. Godefroy de Buillon, fils d'Eustache, Comte de Bologne, & d'Ide, soeur de Godefroy le Bossu, Duc de la Basse Lorraine, ayant fait vœu d'aller à la guerre de la Terre Sainte, vendit la terre de Buillon à Obert, Evêque de Liege, & s'estant mis à la teste d'une armée de croisés, il prit la ville de Jerusalem le 15 Juillet 1099. Mais Godefroy estant decédé le 19 Juillet de l'année suivante, Baudouin, son frere, se trouva incontinent après son avenement à la Couronne, assailly de tout ce qu'il y avoit de Sarasins en Syrie & en Egypte; provinces qui en estoient toutes peuplées en ce temps là: de sorte qu'estant contraint de soutenir une furieuse guerre, il tira de tres-grands services de Raimond du Puy, gentilhomme de Daulfiné, Maître de l'Hospital de Jerusalem. Baudouin voulut reconnoître son zele, en donnant à l'Ordre plusieurs villes, chasteaux & terres en ces quartiers là, & Baudouin II le recommanda si bien au Pape Honnoré II, qui tenoit le siege de Rome depuis l'an 1124, qu'il exemta l'Ordre de la jurisdiction spirituelle du Patriarche de Jerusalem, & de celle de tous les autres prelates subalternes: bien qu'en cela le Pape, en renversant l'ordre de l'hierarchie de l'Eglise Romaine, ne pust avoir pour objet que sa propre gloire, & l'avantage du siege de Rome. Le zele de Baudouin & de ses successeurs ayant reveillé celui de plusieurs autres Empereurs, Rois, Princes, & mesmes celui de quelques particuliers, on les a veu de temps en temps faire des fondations fort considerables en faveur de cet Ordre, pour lui donner le moyen de subsister, & de faire la guerre aux infidelles.

Après que les desordres & les fureurs, qui armerent les Chrestiens de ces quartiers là les uns contre les autres, avec plus d'animosité que contre les Turcs & contre les Sarasins, eurent achevé de détruire le nouveau Roiaume de Jerusalem, & de faire tomber leurs conquestes entre les mains de leurs ennemis, le Maître de l'Ordre, estant contraint

*L'institution de l'Ordre de Malthe.*

*Le siege de  
l'Ordre dans  
Chypre.*

*Surprend  
l'Isle de  
Rhodes.*

*Soliman II  
la prend.*

traint d'abandonner avec eux le païs, & tout ce qu'il y possédoit, transférera le siege de sa residence dans l'Isle de Chypre. Il s'y maintint jusques à ce que Foulques de Villaret, vingtquatrième Maistre de l'Ordre, s'estant, en l'an 1309, ligué avec Clement V, Pape, & avec Philippes le Bel, Roy de France, auxquels se joignit quelque temps après Charles II, Roy de Naples, ils lui donnerent le moyen de surprendre l'Isle de Rhodes, sur un nommé Gualla, qui s'estoit revolté contre l'Empereur de Constantinople.

L'Ordre estant ainſy en possession d'une des plus belles Isles de la Mer Mediterranée, l'on commença à connoistre les freres, dont il estoit composé, sous le nom de Chevaliers de l'Ordre de Rhodes, du lieu de leur residence, & non de celui de leur patron, qui est Jean Baptiste. Il a possédé cett'Isle deux cens treize ans, & jusques à ce que Soliman II, Empereur des Turcs, faisant son profit des guerres civiles, qui déchiroient la Chrestienté pour les interets des Couronnes de France & d'Espagne, ou plustost pour satisfaire à l'ambition de Charles V & de François I, assiegea & prit le 25 Decembre 1523 la ville & l'Isle de Rhodes, après que Philippes de Villers de Lis'Adam, gentilhomme François, & Grand Maistre de l'Ordre, eust defendu la place plus de sept mois; avec tant de valeur & de conduite, que la perte de ce poste lui acquit plus de reputation & de gloire, que plusieurs grands Capitaines n'en ont pas tant remporté de leurs plus illustres victoires. Il soustint le siege contre une armée de deux cens mille combattants, & de soixante mille pionniers, commandée par un Prince d'un merite incomparable, & qui pour sa valeur, pour sa justice, pour sa prudence & pour plusieurs autres grandes qualités, pouvoit estre mis en parallele avec tous les plus grands hommes, non seulement de ce temps là, mais aussy de tous les siècles passés.

*Charles V  
lui donne  
l'Isle de  
Malthe.*

Au sortir de sa place il alla trouver le Pape, l'Empereur, qui estoit aussy Roy d'Espagne, & les Rois de France & d'Angleterre, pour leur rendre compte de la conduite qu'il avoit tenue en defendant ce boulevard commun de la Chrestienté. Ils le receurent tous avec les honneurs que meritoient sa qualité, son aage & le service, qu'il venoit de rendre. L'Empereur, comme Roy de Sicile, fit present à l'Ordre de l'Isle de Malthe, située en distance presque égale entre les costes de cett'Isle là & celles d'Afrique; à condition de le tenir à foy & hommage de la Couronne d'Espagne, & de le reconnoistre tous les ans d'un faulcon blanc. C'est depuis ce temps là, que l'on appelle les freres de l'Ordre de St. Jean Chevaliers de Malthe, & c'est en ce poste, où ils ont resisté à des terribles efforts de la puissance Ottomane, & particulièrement en l'an 1565 sous le GrandMaistre de la Valette, qui contraignit Mustapha Bascha & Piali de lever le siege, apres y avoir perdu plus de vingt mille hommes. Ils se trouvent encore tous les jours dans les occasions, pour la cause commune de l'Europe Chrestienne, laquelle pour cette raison est en quelque façon obligée à s'interessier à la conservation des belles terres & Commanderies, que l'Ordre possède en toutes ses parties.

*L'Ordre  
possede plu-  
sieurs Com-  
manderies  
dans les  
Provinces  
Unies.*

Il en possédoit aussy en toutes les Provinces Unies, sinon en celle d'Over-Yssel, par fondation ou par acquisition, dont il a joüy, au moins en partie, non seulement au plus fort de la guerre d'Espagne, & pendant la suspension d'armes de douze ans, mais aussy quelques années



nées après l'expiration de la trêve. Les Eſtats & la Cour de Juſtice de Gueldre ont jugé, que les Commanderies, qui ſont ſituées en leur Province, appartenoiſent à l'Ordre à ſi bon tiltre, qu'ils lui ont conſervé celle d'Arnhem, & ont condamné la ville de Nimmegue à la reſtitution de celle qui eſt dans l'enclos de ſes murailles, avec les fruits perçus depuis le temps qu'elle en jouït.

Le GrandMaître, qui eſt fort éloigné de ces païs, & qui n'a pas grande connoiſſance de l'Eſtat des affaires, que l'Ordre a en ces quartiers, n'a pas pû ſe reſoudre d'abord à faire pourſuivre la reſtitution des biens, qui ſont ſitués dans les autres Provinces, par les voyes ordinaires de la Juſtice; tant parce qu'en ſon particulier il en tire peu de profit, & ſeroit obligé de faire une grande dépenſe, que parce qu'à l'exemple de tous les gens d'Egliſe, il n'a pas voulu faire des frais, ny ſe donner de l'inquietude pour le recouvrement de quelques terres, qui ne rapporteroient rien à lui; mais ſeulement à ſes ſucceſſeurs. C'eſt pourquoy il ſ'eſt contenté d'abord de recommander les intereſts aux Maîtres Provinciaux, & à des Commandeurs en Allemagne & aux Païs-bas, qui y eſtoient autant & plus intereſſés que lui. Et d'autant qu'il n'avoit pas laiſſé de donner cependant retraitte dans ſes ports, & de faire civilité, non ſeulement aux navires marchands, mais auſſy aux vaiſſeaux de guerre de ces païs, quand les vents contraires, ou quelques autres accidents les obligeoient à relâcher à Malthe, meſmes pendant la plus grande chaleur de la guerre d'Eſpagne, le Maître Provincial d'Allemagne avoit ſujet d'eſperer, que les Eſtats feroient faire raiſon à l'Ordre, quand il le feroit demander. Loüis Guillaume, Prince de Portugal, néveu, par ſa mere, de Maurice de Naſſau, Prince d'Orange, ſ'eſtant fait Chevalier de l'Ordre de Malthe, & croyant ſe pouvoir ſervir du credit du Prince, ſon oncle, ſe fit au commencement de l'an 1625 donner des lettres de creance & commiſſion du Grand Maître, pour demander la reſtitution des Commanderies de ces Païs. Mais Maurice eſtant decedé vers la fin du mois d'Avril de la meſme année, le Prince de Portugal ne ſe voulut plus charger de cette pourſuite, dont il ne ſe promettoit point de ſuccés; puis que le Magiſtrat de Haerlem reſuſoit de reſtituer la Commanderie, dont elle ſ'eſtoit ſaiſie depuis quelque temps, & les Eſtats de Hollande ne le pouvant pas contraindre, les Eſtats Generaux firent difficulté de prendre connoiſſance de l'affaire. En l'an 1638 Walrave de Merode, Chevalier du meſme Ordre, & Commandeur d'Arnhem, en fit la premiere pourſuite formelle: & depuis ce temps là l'Ordre a preſque tousjours eu ſes Miniſtres, ou ſes Agents à la Haye.

Le Commandeur de Souvré, qui eſtoit fils de M. de Souvré, Mareſchal de France, & gouverneur du Roy Loüis XIII, lors qu'il eſtoit encore Daulfin, eſtoit dans les divertiffemens & dans la confiance du Cardinal Mazarin, & croyoit pouvoir obtenir, par l'interceſſion preſſante de ſon Roy, ce que Merode n'avoit pas pû obtenir par ſes ſollicitations; c'eſtpourquoy il ſe fit donner cette commiſſion, dont il eſperoit des avantages d'autant plus grands, que le Grand Maître lui avoit promis le revenu, ſa vie durant, de tout le bien que ſa diligence feroit reünir à l'Ordre. Merode, qui n'avoit pas eſté remboursé des frais qu'il avoit faits en tous les voyages, & de toutes les pourſuites qu'il avoit faites à ſes dépens, & qui n'avoit pas eſté legitimeſement revoqué, ſe plaignit à

*Le Prince de Portugal ſe fait donner commiſſion pour en demander la reſtitution.*

*Le Commandeur de Souvré ſ'en charge,*

*Se fait  
donner la  
qualité  
d'Ambassa-  
deur Ex-  
traordinaire.*

Preuve  
CVIII.

pag. 354.

*Les Estats  
font difficul-  
té de le re-  
connoître.*

*aussy bien  
que le Grand  
Maître, à  
l'égard des  
Commande-  
ries de ces  
païs*

Preuve  
CIX. pag.  
355.

*Souvré pro-  
teste & part.*

Preuve  
CX. pag.  
356.

*On renvoye  
après lui :  
mais on ne le  
trouve plus.*

Preuve  
CXI.  
pag. 358.

la Cour de Rome, de la substitution de Souvré, & se fit maintenir en sa commission : mais estant decedé quelque temps après, Souvré fut confirmé, & estant desja Ambassadeur ordinaire de l'Ordre en France, il se fit donner la qualité d'Extraordinaire vers les Estats. Estant arrivé à Rotterdam vers la fin du mois d'Aoust, il en fit donner advis par le Chevalier d'Esclojaux, afin que l'on donnast les ordres necessaires pour son entrée & pour sa reception. Ils lui firent dire d'abord, que jusqu'icy l'on n'avoit point veu d'Ambassadeur du GrandMaistre de Malthe en ce païs, & ainsy qu'ils ne pouvoient rien determiner touchant la maniere & les ceremonies de sa reception, qu'ils ne sceussent auparavant les sentiments des Estats de toutes les Provinces, leurs Committents. Au bout de quelques jours ils s'adviserent de faire dire au Chevalier d'Esclojaux, qu'il pouvoit asseurer l'Ambassadeur qu'il seroit le bien venu, & qu'on lui rendroit les mesmes honneurs, que l'on avoit accoustumé de rendre aux Ministres des Princes Souverains, qui se trouvent revestus de ce caractere : mais qu'il ne devoit pas trouver mauvais, qu'ils ne reconnussent point le Grand Maistre à l'égard des Commanderies, qui sont situées en ces Provinces. Le Commandeur de Souvré, surpris & indigné de ce message, fit faire une forte protestation contre leur resolution, & partit en mesme temps, pour s'en retourner en France. Les Estats la lui renvoyerent ; mais considerant en mesme temps, qu'ils ne pouvoient pas estre juges en leur propre cause, & qu'ils ne pouvoient pas renvoyer de cette façon l'Ambassadeur d'un Prince, que tous les autres Monarques & Estats de la Chrestienté reconnoissent pour Souverain, sans l'offenser cruellement, & mesmes sans incommoder le commerce, que les habitants de ces Provinces font au Levant, ils envoyerent un exprés à Delft, pour lui faire dire, qu'il pouvoit venir quand il lui plairoit, & qu'ils lui donneroient audience, quand il la demanderoit. Cette resolution, au moins l'extraict que l'on envoya à Delft, ne parloit point de la reserve, que l'on avoit ajoustée à la premiere, & qui avoit fait partir le Commandeur ; mais on ne laissa pas de l'y ajouster dans le registre des affaires secretes. Les Deputés de la Province d'Utrecht, qui y estoit fort interessée, parce que c'estoit celle de toutes les Provinces Unies qui possédoit le plus de biens de cette nature, dont une partie avoit esté alienée, & l'autre partie estoit entre les mains de ceux, qui y avoient la principale direction des affaires, ne vouloient point que l'on alterast en aucune façon les premieres resolutions, & soustenoient, que l'on n'y pouvoit rien changer, sans le consentement unanime de tous les alliés, qui les avoient formées. Ils craignoient encore, qu'en consentant à la restitution des biens de Malthe, l'Ordre Teutonique en Allemagne n'en prist occasion de reclamer ceux, qu'il pretend lui appartenir en la mesme Province. La ville de Nimmegue demouroit en la possession de la Commanderie, nonobstant l'arrest solennel des Estats & de la Cour de Justice d'Arnhem ; c'estpourquoy ses Deputés s'opposoient aussy à la reception de l'Ambassadeur, comme ceux de la ville de Haerlem s'estoient tousjours opposés aux resolutions, que les Estats d'Hollande avoient voulu prendre sur ce sujet. Neantmoins cette Province, interessée au commerce de la Mer Mediterranée, ne laissa pas d'ouvrir dans l'assemblée des Estats Generaux l'advis, sur lequel la derniere resolution fut prise. Celui qui la porta à Delft, trouva que le Commandeur en estoit party : fort resolu de faire agir le Grand Maistre contre cet Estat,



Estat, & de se ressentir de l'outrage, qu'il croyoit avoir esté fait à sa personne. Il a donné des marques de son ressentiment quand il a pu rendre de mauvais offices à cet Estat dans la Cour de France; mais l'Ordre, bien loin d'entrer dans les sentiments du Commandeur, a continué de faire negocier ses interets avec toute la civilité, que l'on pouvoit desirer de lui & de ses Ministres.

Le démeslé, que l'on avoit avec le Roy de Portugal, estoit d'une autre nature, & d'une autre importance. Nous avons commencé à en dire quelque chose au livre precedent, où nous avons parlé des commencements de la rupture entre les deux nations. En voicy la suite. François de Sotomayor & Barthelemy de Vasconcelles estoient partis en l'an 1645, le premier de la Bahie de Todos los Santos, & l'autre de la riviere de Jeneiro, avec ordre d'attaquer Loanda de St. Paulo, située en la coste d'Afrique, au Roiaume d'Angola, que les autres appellent Dungo, entre les rivières de Danda & de Coanza, que les Hollandois avoient pris sur les Portugais quelques années auparavant. Mais leur premiere entreprise n'ayant pas reüssy, le Roy de Portugal en donna la conduite à Salvador Correa de Sà & Benavides, qui partit de la riviere de Lisbonne vers la fin de l'année 1647. Il ne commandoit alors qu'un'escadre de sept vaisseaux, mais s'estant renforcé de quelques autres bastiments en la riviere de Jeneiro, il parut le 5 Aoust de l'année suivante, avec une flotte de trente voiles, à la veüe de St. Paulo. Il investit aussy tost la place du costé de la mer, & ayant, deux jours après, fait débarquer ses gens de guerre, il n'eut point de peine du tout à se rendre maistre d'une grande ville, qui n'a ny portes ny murailles. La reddition des forts, qui défendoient l'entrée du havre, suivit celle de la ville; parce que l'air, qui y est fort dangereux, & presque insupportable aux estrangers, ayant fort éclairci les troupes Hollandoises, ceux qui estoient demeurés dans les forts, estoient incapables de faire la moindre resistance, & ceux qui s'estoient retirés & dispersés dans le pais, furent contraints de se rendre à discretion peu de jours après la descente des Portugais.

*Les affaires de Portugal.*

Cependant François de Sousa Coutinho, Ambassadeur de Portugal, voyant l'équipage que l'on faisoit icy pour le secours des places, que la Compagnie des Indes Occidentales possédoit encore au Bresil, avoit pris une audience expresse le 28 Novembre 1647, où il dit. Que dans une conference, qui estoit la seule qu'il avoit eüe depuis six mois, il avoit offert à ses Commissaires, entr'autres choses, de se transporter en personne au Bresil, à dessein d'y faire cesser la rebellion, & de ramener les rebelles à leur devoir, & qu'il leur avoit répondu du succès de son travail & de sa negociation. Que si la Compagnie aimoit mieux ceder ses droits & pretensions au Roy de Portugal, il la rembourseroit de son fonds, sur le pied de l'estimation qui en seroit faite alors, ou bien sur le pied de son premier fonds, si elle se vouloit donner patience jusques à ce que les deux Rois, de Castille & de Portugal, fussent d'accord d'un traité de paix ou de trêve. Que ces offres ayant esté rejetées, il avoit offert au mois d'Aoust dernier, de faire agir les armes du Roy, son maistre, contre les rebelles du Bresil jusques à l'entiere reduction de tout le pais: mais qu'il ne le pourroit pas faire, que cet Estat n'eust moyenné son accommodement avec la Castille; parce que cette guerre occupoit toutes les forces, qu'il pourroit employer contre

*Offres de l'Ambassadeur de Portugal. Preuve CXII. pag. 359.*

tre les rebelles. Que ces dernières offres n'ayant pas été mieux reçues que les premières, il avoit, au mois de Septembre, fait une troisième proposition, par laquelle il avoit offert, sur les ordres exprès du Roy, son maître, la restitution pure & simple de tout ce qui avoit été pris sur la Compagnie. Que cette proposition avoit été agréée : mais que les Députés des États avoient demandé, que pour assurance de l'exécution de cette promesse, l'on mît entre leurs mains, ou en celles de la Compagnie, la Bahie de Todos los Santos, ou bien l'Isle de Tercere, première des Açores. Qu'il avoit représenté, qu'il n'étoit pas en la puissance du Roy de Portugal d'engager l'un de ces deux postes, sans le consentement exprès des États de son Roiaume, & qu'il ne l'obtiendrait point, parce que de l'une dépendoit la conservation de tout ce que les Portugais possédoient au Brésil, & de l'autre la sûreté de la navigation aux Indes Orientales : l'une & l'autre de la dernière importance à la Couronne de Portugal : mais qu'au lieu d'une de ces deux places, il avoit offert un des ports, ou villes maritimes de ce Roiaume. Que les Députés avoient remarqué quelques défauts en son pouvoir, mais qu'il étoit bon & suffisant : que toutes les formalités nécessaires y avoient été observées, & que si l'on avoit péché contre les formes, ce défaut pouvoit être réparé par la ratification, ou bien par l'exécution du traité même. Que les Commissaires, qui traittoient avec lui de la part de l'État, vouloient comprendre en la restitution les Capitainies de Siara & de Maranhan ; bien que l'une eût été reprise par les Portugais dès l'an 1638, & que celle de Maranhan eût été prise de mauvaise foy par les Hollandois en l'an 1641. Que le Roy, son maître, ne pouvoit, & ne se vouloit pas obliger, sinon à la restitution de ce qui avoit été effectivement pris & usurpé par les rebelles : & que le dédommagement de vingthuit millions, que la Compagnie demandoit, étoit d'autant plus impertinent, que tout son fonds, & tout ce qu'elle avoit possédé, n'approchoit pas de cette somme ; mais au contraire, que mêmes devant le soulèvement du Brésil le fonds avoit été diminué de plus de la moitié, & ne pouvoit être alors que de cinq millions, ou environ. Il représenta enfin, que le puissant armement, que l'on faisoit icy, ne serviroit de rien : offrit encore de faire le voyage en personne, & assura les États, que sa présence seroit capable de ramener les Portugais rebelles à leur première obéissance. Ces offres de la restitution pure & simple de tout le pays revolté, que l'Ambassadeur Portugais faisoit, sembloient d'autant plus étranges à quelques uns, qu'après cela l'on ne pouvoit plus douter, que le Roy, son maître, n'eût eu bonne part à cette revolte, puis qu'il pouvoit disposer les revoltés à retourner dans l'obéissance de l'État ; si ce n'est que son intention fust d'amuser, comme l'on dit, le rapit, & de faire quelque négociation, à dessein de gagner du temps & d'achever la conquête de tout le Brésil. L'on n'en pouvoit presque pas douter ; puis que le Roy, en écrivant aux États le 10 Mars 1646, avoit protesté, qu'il n'étoit pas en sa puissance de rétablir les affaires de ces quartiers là, & avoit témoigné, qu'il ne falloit point espérer que cette restitution se pût faire par son moyen. L'Ambassadeur eut même l'audace de communiquer aux États les premières nouvelles de la réduction de Loanda de St. Paulo & de l'Isle de St. Thomé par les Portugais : ce qui fut trouvé si insolent, qu'on lui fit rendre son mémoire. Il avoit fait espérer jusques alors, & en avoit mêmes donné quel-



quelque assurance, que le Roy, son maistre, agréeroit les conditions, que les Deputés des Estats lui avoient proposées : qu'il feroit restituer à la Compagnie toute cette partie du Brésil, qui s'estend depuis la riviere, que l'on appelle *Rio Real*, jusques à *Rio Grande*, y compris la Capitainie de Seregippe del Rey, avec les esclaves & les materiaux necessaires au service des moulins à succe, que les Portugais appellent *ingenhos* : qu'il lui feroit donner tous les ans mille bœufs, propres à labourer la terre : autant de vaches : deux cens chevaux ; trois cens moutons : & ce pendant quelques années de suite, dont le nombre feroit réglé entre eux ; & que pour achever de la dédommager, il lui donneroit tous les ans, pendant dix ans, mille caisses de succe, & lui laisseroit Loanda de St. Paulo & l'Isle de St. Thomé. Mais dès qu'il sceut, que ces deux places avoient esté occupées par les armes du Roy, son maistre, il dit, que cette reduction changeoit tout l'estat des affaires, & que sans un ordre exprés de sa Cour, il ne pouvoit plus rien promettre ny signer à l'égard de ces deux postes. Les Estats, qui n'estoient desja que trop persuadés du peu de sincerité de ce Ministre, prirent occasion de cette declaration, de lui faire dire, que toutes ces suites & remises estoient trop offensantes & insupportables, & que son procedé estant ridicule, & aussi prejudiciable à la Compagnie qu'injurieux à l'Estat, il falloit qu'il advoüast ou desadvoüast, de la part du Roy son maistre, le traitté, dont le projet lui fut mis entre les mains, sans y alterer quoy que ce soit, afin que l'Estat sceust ce qu'il auroit à faire à l'égard du Roy de Portugal & de ses sujets. L'Ambassadeur répondit, qu'il n'avoit point d'ordre de restituer Angola & St. Thomé, & ainſy qu'il ne pouvoit pas signer le traitté dans les termes qu'il estoit couché. Ce n'estoit qu'un pretexte. Les Portugais ne vouloient rien restituer : mais quand mesmes l'Ambassadeur auroit eu le pouvoir de promettre la restitution de ces places, il n'avoit garde de le faire, puis qu'il ne pouvoit pas ignorer que la ville d'Amsterdam estoit d'avis, que l'on acceptast ses offres, plustost que d'en venir à une rupture avec le Roy de Portugal. Neantmoins il fut relu au commencement de l'année 1649, que l'Estat presteroit ses forces à la Compagnie, pour l'aider à recouvrer les conquestes, qu'elle avoit faites en la coste meridionale d'Afrique, devant que la paix y eust esté publiée. Tellement que de cette conjoncture d'affaires l'on prevoyoit une disposition à une nouvelle guerre, ou à de nouvelles negociations avec les Ministres de Portugal, qui feront, sans doute, une bonne partie de cette Histoire ; mais qui peut estre ne finiront pas avec elle.

Les Princes voisins de cet Estat, à qui la paix, que l'on venoit de faire avec l'Eſpagne, ne pouvoit pas estre indifferente, n'en receurent pas les avis d'une mesme façon. L'Electeur de Brandebourg fit faire un compliment à l'Assemblée. Les Estats le consideroient, tant à cause de la religion, dont il faisoit, & fait encore profession, & de la vaste étendue des provinces, qu'il possède depuis les frontieres de Brabant & de Gueldre de deça le Rhin, jusques en Pologne & en Lituanie, qu'à cause de son merite personnel, & de l'alliance qu'il avoit prise en la Maison d'Orange. L'Electeur de son costé estoit obligé de considerer les Estats ; parce que ce n'est qu'à eux qu'il estoit obligé de la possession des provinces de la succession de Juillers, qui lui sont demeurées, & où il a esté maintenu contre la pretension de plusieurs autres Princes d'Allemagne, parents, au mesme degré que lui, du dernier Duc de Juillers &

L'Ambassadeur de Portugal se dédit de ses offres,

Et refuse de restituer Angola & St. Thomé.

Preuve CXIII. pag. 367.

Amsterdam veut que l'on accepte ses offres.

Preuve CXIV. & CXV. pag. 368. & 164.

La disposition des Princes voisins.

De l'Electeur de Brandebourg,

heritier de la succession de Juillers.

de Cleves. Car *Guillaume*, qui mourut le 25 Janvier 1592, laissa plusieurs enfants de l'un & de l'autre sexe : sçavoir *I. Charles Frideric*, qui mourut à Rome le 9 Février 1575, n'ayant pas encore vingt ans accomplis. C'est de lui dont *Stephanus Wigandus Pighius* a fait l'éloge, sous le nom de *Hercules Prodicus* : *II. Jean-Guillaume* : *III. Marie-Eleonor*, qui épousa *Albert-Frideric* de Brandebourg, Duc de Prusse, & de ce mariage nâquit *Anne*, femme de *Jean Sigismond*, Electeur de Brandebourg : *IV. Anne*, femme de *Philippes-Louis* de Baviere, Comte Palatin du Rhin à Neubourg sur le Danube : *V. Magdelene*, femme de *Jean* de Baviere, Comte Palatin du Rhin à Deuxponts, & mere de *Jean-Casimir*, pere de *Charles Gustave*, Roy de Suede, dernier decedé, & *VI. Sibille*, femme de *Charles d'Austriche*, Marquis de Burgou, qui estoit fils de *Ferdinand d'Austriche*, Comte de Tirol, & de *Philippine Welfer*, sa premiere femme. *Jean Guillaume* estant decedé sans enfants le 25 Mars 1609, sa succession fut contestée principalement entre *Jean Sigismond*, Electeur de Brandebourg, au nom de sa femme, seule fille de *Marie-Eleonor*, sœur aînée de *Jean-Guillaume*, & par *Wolfgang-Guillaume*, au nom d'*Anne* de Juillers sa mere, sœur puîsnée de *Jean-Guillaume*, laquelle vivoit encore. Ces deux princes se mirent en possession de presque tout le païs ; en sorte qu'il n'y eut que la ville de Juillers, & deux ou trois petites villes, qui receussent garnison de *Leopold d'Austriche*. Ce Prince, qui estoit alors Evêque de *Strasbourg* & de *Passau*, ayant dessein de se saisir de tout le païs, s'estoit fait donner la qualité de Commissaire de l'Empereur ; afin de le restituer à celui des Princes à qui il appartiendrait de droit, ou bien pour le réunir à l'Empire ; c'est à dire pour le faire entrer dans la Maison d'Austriche, s'il se trouvoit que l'Empereur en pût disposer, comme y estant devolu, faute de masles. *Albert d'Austriche*, Prince d'une partie des Païs-bas, le secouroit continuellement de troupes, pendant que les deux Princes interessés demandoient du secours à la France, à l'Angleterre, aux Provinces Unies & aux Princes Protestants d'Allemagne. *Henry IV*, qui vouloit mortifier la Maison d'Austriche, qui formoit de grands desseins du costé de l'Empire, & qui estoit bien aise d'avoir rencontré cette occasion de pouvoir faire marcher ses troupes, sans donner de l'ombrage aux Protestants, leur preparoit un puissant secours, quand il fut tué le 14 May 1610. Cette mort ayant retardé la marche de l'armée Françoisé, les Princes Protestants d'Allemagne, qui avoient fait une Union entr'eux, fortifiés des troupes des Estats, mirent le siege devant Juillers, Capitale du Duché, & en donnerent la conduite à *Maurice de Nassau*, Prince d'Orange, qui l'avança si bien en peu de temps, que lors que le Marechal de la Chastre y arriva, avec dix mille hommes de pied, & deux mille chevaux François, la place, qui ne pouvoit plus tenir, capitula & se rendit. Les deux Princes, possesseurs en commun de cette belle succession, laquelle chacun d'eux pretendoit toute entiere, ne purent pas longtemps demeurer d'accord entre eux ; de sorte que de costé & d'autre ils tâchoient de se fortifier d'amitiés & d'alliances. Le Duc de Neubourg maria le 15 May 1613 le Prince, son fils, dans la maison de Baviere, & ce jeune Prince, faisant par ce moyen des amis parmy les Catholiques Romains, qui consideroient le Duc de Baviere comme leur chef, entra aussy dans leur party & dans leur religion, au grand regret du pere. Ce mariage & ce changement de religion aug-

Le Duc de  
Neubourg  
la pretend  
aussy.

& change  
de religion.

mente-



menterent si fort la défiance entre les Princes pretendants, qu'après quelques entreprises sur des places, qu'ils devoient posséder en commun, ils se declarerent enfin : l'Electeur en se jettant entre les bras des Estats des Provinces Unies, & le Duc entre ceux de l'Archiduc Albert. Ce dernier, ayant mis sur pied une armée de trente mille hommes, comme Commissaire de l'Empereur, en avoit donné la conduite au Marquis Spinola, qui sous pretexte d'exécuter la sentence de proscription contre la ville d'Aix la Chapelle, en qualité de Lieutenant du Commissaire Imperial, se saisit de Wesel, & de quelques autres villes des Duchés de Cleves & de Juillers : & le Prince Maurice de son costé, mit garnison dans Rees, dans Emmeric, & en quelques autres villes où les Estats ont leurs garnisons depuis ce temps là, & qui obligent l'Electeur à vivre bien avec eux. Frideric-Guillaume, qui avoit succédé à George-Guillaume, son pere, depuis le 1 Decembre 1640, avoit confié la principale direction de ses affaires à un gentilhomme du país de la Marc Brandebourg, nommé Conrad de Burgstorf. Ce Ministre, qui n'avoit point de connoissance du tout des affaires de l'Estat de l'Electeur, son maistre, non plus que des interets des Princes & Estats voisins, & qui n'avoit pas mesme les principes necessaires pour l'acquérir, lui avoit conseillé d'épouser la fille aînée du Prince d'Orange, dans un temps, où l'esprit & la memoire du Prince estoient desja tellement affoiblis, qu'il n'estoit plus capable de lui procurer les avantages, qu'il en auroit pû tirer dans une autre saison, & le peu qu'il en eust pû esperer encore, fut negligé de ceux, aux conseils desquels il s'estoit entierement abandonné. Au premier voyage qu'il fit à la Haye en l'an 1646, il avoit fait faire ouverture aux Estats d'une alliance plus particuliere que celle qu'il avoit avec eux, & depuis ce temps là il en avoit fait continuer la negociation de temps en temps : mais trois mois après la conclusion du traité de Munster, il envoya à la Haye une deputation solemnelle, composée des plus considerables Ministres de son Conseil. C'estoient Philippes de Horn, Otton de Schwerin, Wirich de Bernsau de Bel-  
linchove & Jean Portman, qui bien qu'ils n'eussent que la qualité d'Envoyés en leurs lettres de creance, pretendoient estre receus & traittés comme Ambassadeurs. Cette pretension embarassoit les Estats d'autant plus, que les ceremonies, avec lesquelles on traite les Ministres publics, n'estant pas encore bien reglées en cette Cour, & cette qualité, qui est de l'invention des Princes, ou des Ministres d'Allemagne, estant encore fort nouvelle, ils ne sçavoient pas comment s'y prendre. Je diray icy en passant, qu'il n'y a pas longtemps, que l'on y fait distinction entre la qualité de *Gesanter* & celle d'*Abgesanter*, & que la premiere y marque le caractere d'Ambassadeur, & que l'autre y signifie un Ministre du second ordre ; puis que l'on a veu, que depuis quarante ans l'Electeur de Saxe a donne chez lui la premiere place par tout à un nommé la Grange aux Ormes, medecin de Metz, que le Roy Louïs XIII employa, à cause de la connoissance qu'il avoit de la langue Allemande, quoy que ce ne fust qu'un simple porteur de lettres, sans aucune creance. J'y ajousteray encore, qu'il n'y a pas fort longtemps, que les Ambassadeurs se font traiter d'Excellence. Louïs de Gonzague, Duc de Nevers, estant en l'an 1593 Ambassadeur à Rome pour Henry IV, Roy de France, se faisoit donner la qualité d'Excellence, qui estoit deüe à sa naissance, & à son exemple les partisans, que l'Espagne y avoit, la don-  
nerent

L'Electeur  
se jette entre  
les bras de  
l'Estat.

Les Espa-  
gnols se de-  
clarent pour  
le Duc de  
Neubourg.

L'Electeur  
envoie une  
Deputation  
solemnelle à  
la Haye.

Preuve  
CXVI.  
pag. 370.

nerent à l'Ambassadeur de cette Couronne là. Quelques années après Foscarini & de Jacob, étant Ambassadeurs de Venise & de Savoye en France, se donnerent entr'eux la même qualité, & par ce moyen ils se la firent donner par ceux qui avoient à negocier avec eux, & se mirent en la possession, où ils se sont conservés depuis.

*On leur  
fait des hon-  
neurs extra-  
ordinaires.  
ibid. Preuve  
116. pag.  
370.*

*Preuve  
CXVII.  
pag. 371.  
Ils se font  
donner le ca-  
ractere  
d'Ambassa-  
deur.  
Preuve  
CXVIII.  
pag. 372.*

*Les confe-  
rences se  
tiennent en  
leur logis.  
Preuve  
CXIX.  
pag. 373.*

*Ils deman-  
dent la resti-  
tution des  
villes de  
Cleves, mais  
sans succès.  
Preuve  
CXX.  
pag. 373.*

On vouloit obliger l'Electeur de Brandebourg, non seulement comme un tres puissant Prince de l'Empire, & comme un voisin tres considerable, mais aussi comme beaufrere du Prince d'Orange, à qui l'on faisoit honneur, en honorant les Ministres de l'Electeur, & en cette consideration on leur fit des civilités, que l'on n'a accoustumé de faire qu'aux Ambassadeurs. Deux Deputés de l'Assemblée les allerent prendre à leur logis, & les conduisirent à l'audiance, suivis d'un grand cortège de carrosses. Leur discours ne fut qu'un compliment, accompagné d'une forte instance pour l'alliance, à laquelle l'Electeur, leur maître, aspirait avec d'autant plus de passion, qu'il ne doutoit point, qu'après une poursuite de tant d'années l'on ne fît le traité, que l'on n'avoit differé de conclure, à ce que l'on disoit, que parce que pendant la guerre d'Espagne l'Estat n'avoit pas pû prendre des mesures bien justes touchant cette affaire. Cependant ils ne pressoient pas trop leur negociation, parce qu'ils vouloient qu'on leur fît les mêmes honneurs, que l'on fait aux Ambassadeurs des Testes Couronnées, & que les conférences, que l'on vouloit faire tenir dans une des antichambres, se tinssent dans leur logis. Ils y réussirent, mais ce ne fut qu'après qu'ils eurent fait venir d'autres lettres de creance, où l'Electeur leur donnoit le caractère d'Ambassadeur. Il n'estoit pas fort difficile de l'obtenir d'un premier Ministre, qui n'en connoissoit pas la force, & qui ne sçavoit pas en quoy il differoit d'avec la qualité d'Envoyé, laquelle, comme nous venons de dire, est fort nouvelle, n'étant en effect, celui qui s'en trouve revêtu, qu'un Resident Extraordinaire. Sur les nouvelles lettres de creance, qu'ils presenterent, l'on ne fit point de difficulté de leur faire tous les honneurs qu'ils avoient desirés, & de tenir les conférences chés eux : mais dès que l'on commença à entrer en matiere, l'on y rencontra des obstacles, qui firent bien juger du mauvais succès de leur negociation. Les traités, que cet Estat avoit cydevant faits avec les Electeurs, ses predecesseurs, n'avoient eu pour objet que la conservation des Provinces de la succession de Juillers, & ces Ministres pretendoient faire comprendre aussi au traité tous les Estats, que l'Electeur possédoit, mêmes à l'autre extremité de l'Allemagne, sur la mer Baltique, comme la Prusse, & cette partie de la Poméranie, que le traité qui se négocioit, & que l'on estoit sur le point de conclure à Osnabrug, lui devoit laisser. Ils faisoient aussi instance à ce que les Estats remissent entre les mains de l'Electeur les villes du Duché de Cleves, où ils ont leurs garnisons, ou du moins la ville d'Emmeric, sur le Rhin, & Guennep, au Conflans de la Meuse & du Niers. On leur representa, que toutes les villes, que les Estats possédoient au païs de Cleves, avoient esté prises sur le Roy d'Espagne, & qu'ils y avoient mis garnison, pour prevenir les estrangers, & pour les empêcher de les occuper. Que les Espagnols ne les auroient jamais restituées, & que l'Electeur ne les y eust pas pû contraindre par la force de ses armes. Qu'il estoit juste de rembourser les Estats de la dépense qu'ils avoient faite à tant de sieges, & à entretenir les garnisons depuis tant d'années. Aussi ne se pût on pas résoudre à s'engager à un

trait-



traitté, qui obligeroit les Estats à la defense de provinces, que l'on ne pouvoit pas secourir qu'en traversant une bonne partie de l'Allemagne, ou bien par mer, avec une dépense disproportionnée à ce que l'on pouvoit esperer de l'Electeur. Tellement que les Ambassadeurs, voyant qu'il y avoit peu d'apparence de réussir, se retirerent au mois de Juillet, sous pretexte d'aller faire rapport à leur Cour de l'estat de leur negociation. Ils vouloient faire croire, que leur intention estoit de la continuer, c'est pourquoy ils laisserent à la Haye Chrestien Moll, à qui la faveur du premier Ministre avoit fait donner le caractere d'Ambassadeur. Il avoit auparavant eu la qualité de Resident, & estoit si jeune, que se voyant, au sortir du college, élevé à un poste, que les hommes les plus consommés dans les affaires ont de la peine à remplir dignement, il se perdit dans sa vanité, qui lui fit tourner l'esprit, en sorte qu'il n'a jamais pû s'en remettre. Cet Ambassadeur ordinaire redoubloit de temps en temps ses instances pour l'alliance, & vers la fin de l'année il fit ressouvenir les Estats d'une priere, que l'Electeur leur avoit fait faire, de le secourir d'un prest de deux cens mille escus. Il disoit, que l'Electeur, son maistre, étant vassal de la Couronne de Pologne, à cause de la Prusse, estoit obligé de lever des troupes pour la secourir contre les Cosaques, qui joints au Tartares, menaçoient la Pologne d'une invasion, dont la Prusse mesme ne se pourroit pas defendre. Pour la seureté du remboursement de cette somme il offroit d'engager aux Estats les droits d'entrée & de sortie, que l'Electeur leve au Pillau, à l'emboucheure de la riviere de Peguel, par laquelle les vaisseaux marchands montent jusques à la ville de Königsberg, capitale de la Prusse Ducale. Le Ministre de Brandebourg faisoit monter le revenu de ces droits à soixante mille escus par an, & y ajoutoit, qu'il y avoit des années, qui rendoient jusques à quatrevingts mille escus. Mais cet Estat, qui n'avoit pas grand'envie de faire cette alliance, où il ne trouvoit pas ses avantages, les Provinces n'étant pas d'accord entr'elles de la qualité & quantité du secours, en avoit bien moins de prester une somme si considerable à un Prince, qui, à ce que l'on croyoit en ce temps là, lui devoit encore plusieurs millions. L'on venoit de conclurre le traitté de Munster, & il n'y avoit point d'apparence, qu'une autre puissance estrangere voulust inquiéter cet Estat, qui avoit contraint l'Espagne de faire les premieres avances pour un accommodement. Et quant au prest de deux cens mille escus, l'on jugeoit, que l'Electeur devoit auparavant acquitter, ou du moins regler la dette de cent mille escus, qui avoient esté prestés à l'ayeul de l'Electeur, il y avoit plus de trente ans, & qui avec les interêts, & les interêts des interêts, montoient à une somme immense. L'on apprehendoit aussi, qu'une partie des droits du Pillau ne fust desja engagée ailleurs, ou que l'Electeur n'en eust pas une disposition assez absolue, pour les pouvoir engager, sans la permission de la Couronne de Pologne, à laquelle cette partie de la Prusse estoit encore sujette en ce temps là. Mais ce que l'on consideroit le plus, c'estoit que cet engagement n'estoit qu'imaginaire, & n'asseuroit point du tout l'Estat; puis que l'Electeur, étant maistre du Pillau, par le moyen de la garnison qu'il y entretenoit, il l'estoit aussi de l'argent, & du commis que les Estats y establiroient à la recepte des droits d'entrée. Les Ambassadeurs Extraordinaires, qui estoient cependant revenus à la Haye, pour seconder la negociation de l'ordinaire, remarquant le peu d'inclina-

Ils se reti-  
rent.Preuve  
CXXI.  
pag. 374.Laisserent à  
la Haye un  
Ambassa-  
deur ordi-  
naire :Preuve  
CXXII.

pag. 375.

qui demanda  
un prest de  
deux cens  
mille escus.Preuve  
CXXIII.

pag. 376.

Cy offre d'en-  
gager pour  
cela les droits  
du Pillau.  
ibid.L'on s'en exa-  
cuse.Les Am-  
bassadeurs  
Extraordi-  
naires re-  
viennent,

mais ne font  
rien.

Les Estats  
parains du  
Prince de  
Brandebourg.

Preuve  
CXIV.  
pag. 377.

Preuve  
CXXV.  
pag. 378.

Envoyé de  
l'Electeur de  
Cologne.  
Sa proposition.

Preuve  
CXXVI.  
pag. 379.

clination, que l'on y avoit à traiter avec l'Electeur aux conditions qu'ils proposoient, & que ce n'estoit pas un ouvrage de peu jours, que l'ajustement de deux points si importants, le prest d'argent & l'alliance, s'en retournerent à Cleves, ou l'Electeur faisoit son séjour depuis son mariage. Tellement que tout ce qu'ils obtinrent fut, que l'Electrice de Brandebourg estant accouchée d'un Prince le 16 Avril de cette année, & l'Electeur ayant voulu, parmy les autres parains, prier aussi les Estats Generaux, de le presenter au baptesme, ils deputerent à cette ceremonie Henry la Capelle de Rijssel, Jacob de Wassenæer d'Opdam, & Corneille de Stavenisse, Conseiller Pensionnaire de Zeelande, Deputés à l'assemblée des Estats Generaux des trois premieres Provinces de l'Union.

L'Electeur de Cologne envoya à la Haye Adolfe de Lutzenrade de Clarenbeecq, en qualité d'Envoyé. La civilité, qu'il fit aux Estats au sujet de la paix, servoit de pretexte à son voyage; mais il avoit ordre de les prier de faire continuer la neutralité avec l'Archevesché de Cologne, & avec l'Evesché de Liege: de ne souffrir point, que son pais fust incommodé de passages, ou de logements de gens de guerre, ennemis de l'Empire, & sur tout de ne favoriser point les troupes de Hesse, quand elles voudroient passer le Rhin. Il leur representa, qu'il y avoit six ans, qu'ils avoient jugé eux mesmes, qu'il seroit necessaire de faire sortir les garnisons de toutes les places, qui sont situées entre le Rhin & le Weser. Qu'en ce temps là la France s'y estoit opposée, en faveur des Suedois, à cause de la part, qu'elle prenoit aux affaires d'Allemagne. Qu'ils ne devoient plus avoir ces considerations pour des interets particuliers, & qu'ils rendroient un service tresconsiderable à la cause commune, si presentement, après la conclusion de la paix, ils executoient cette bonne intention; puis qu'aussy bien ces garnisons estrangeres à la veüe de ces frontieres, incommodoient sans doute l'Estat, & le commerce de ses habitants. Que les deux Couronnes, de France & de Suede, les consideroient assés, pour donner quelque chose à leur intercession, & pour retirer, à leur priere, les garnisons des places, qui pouvoient donner de l'ombrage. Que peut estre la Landtgrave Princeesse Regente de Hesse demanderoit une somme de deniers pour son pretendu dédommagement. Qu'elle avoit desja tiré des tresors incroyables de l'Archevesché de Cologne; en sorte qu'elle n'y devroit plus rien pretendre: & neantmoins, si les Estats jugeoient, que pour l'obliger à retirer ses troupes, il falloit lui donner quelque autre satisfaction, l'Electeur ne feroit pas le difficile, & suivroit volontiers le conseil, qu'ils lui donneroient en cette rencontre: parce qu'il vouloit bien croire, que cette Princeesse seroit assés raisonnable, pour ne demander pas une somme excessive. Ce que l'Electeur de Cologne faisoit représenter estoit vray, & ce qu'il demandoit estoit raisonnable: mais les Estats, qui ne se pouvoient pas commettre avec les deux Couronnes, de France & de Suede, ne s'en voulurent pas mesler. Lutzenrade, n'ayant pû rien obtenir, s'en retourna vers la fin de l'année 1648. Cependant la paix de l'Empire ayant esté conclüe, & l'Electeur n'ayant plus besoin de l'entremise des Estats, pour faire retirer les garnisons qui l'incommodoient, de sorte qu'il croyoit se pouvoir passer de leur amitié, il leur envoya demander par le Docteur Bouchorst, en l'an 1649, la continuation de leur amitié & de la neutralité: qu'ils eussent à retirer leur

il leur en  
voye un au-  
tre Deputé



leur garnison de la ville de Rhinberg : à restituer aux Catholiques Romains l'Eglise, & les biens dependants de quelques convents, & autres fondations : à restablir dans le Magistrat quelques personnes, qu'ils avoient jugé à propos d'en oster : & que le Rhingrave, Gouverneur de Mastricht, lui fist le serment de fidelité : à l'exemple du Duc de Buillon & du Comte de Solms, ses predecesseurs, qui le lui avoient fait, comme estant Seigneur de la ville, conjointement avec les Estats, en qualité d'Evesque de Liege. Mais ils ne voulurent rien faire au prejudice de l'Estat & de la Religion Reformée, & se contenterent de le renvoyer chargé de paroles civiles & obligeantes.

*qui fait des demandes plus hautes*  
Preuve CXXVII.  
pag. 380.  
*mais avec le mesme succès.*  
Preuve CXXVIII.  
pag. 381.

Le Duc de Neubourg fit presque en mesme temps faire les mesmes instances & les mesmes offres, avec le mesme succès. Il avoit envoyé à la Haye Jean Bertram de Wespenning, Baron de Scheidt, qui y estant arrivé au mois d'Aoust, dit dans l'assemblée des Estats : que puis qu'à l'occasion de la paix ils reformeroient, ou licentieroient, sans doute, une partie de leurs troupes, & qu'il y avoit de l'apparence, qu'ils diminueroient les garnisons de leurs frontieres, le Duc, son maistre, esperoit, qu'ils retireroient aussy celle qu'ils avoient dans la ville & dans le chasteau de Ravestein, qui estoit de son partage, depuis le dernier traitté particulier, qu'il avoit fait avec l'Electeur de Brandebourg pour la succession de Juillers & de Cleves. Mais on lui fit connoistre, qu'il falloit du temps, pour deliberer d'une affaire de cette nature. Que la paix ne venoit que d'estre conclue & publiée, & que les habitants de Ravestein avoient d'autant moins de sujet de se plaindre, que les soldats de la garnison estant payés par prests toutes les semaines, & fort bien disciplinés, les Bourgeois en tiroient un grand avantage, en leur debitant les denrées, dont ils auroient de la peine à se défaire sans cela. Que les villes du Duché de Cleves, bien loin de demander d'estre déchargées de leurs garnisons, seroient bien marries, qu'on leur ostast les gens de guerre, & mesme que celles des Provinces Unies, qui ont part au gouvernement de l'Estat, demandoient tous les jours, qu'on leur en donne.

*Le Duc de Neubourg demande Ravestein.*  
Preuve CXXIX.  
pag. 382.

*Les Estats s'en defendent.*

Les Estats des Duchés de Juillers & de Berg firent en ce temps là seconder, par leurs Deputés, les instances, que le Duc faisoit faire, pour este déchargés des troupes, dont la Lantgrave de Hesse incommodoit son pais. Ils representerent icy a la Haye, que dés l'an 1630 le Roy d'Espagne & cet Estat estoient convenus, du consentement de l'Empereur & du College des Electeurs, que les uns & les autres retireroient les troupes, qu'ils entretenoient dans les places de la succession de Juillers, & qu'à l'avenir on ne les chargeroit plus de logements ny de passages de gens de guerre. Qu'au prejudice de cette convention la Princeesse Lantgrave de Hesse avoit rempli tout le pais de ses garnisons, qui l'épuisoient par leur contributions, lesquelles estoient d'autant plus insupportables, qu'on les exigeoit de toutes sortes de personnes indistinctement, des gentilshommes, quoy qu'exemts par les loix de l'Empire de cette forte d'exactions, aussy bien que des roturiers. Que les Generaux des armées de l'Empereur leur demandoient, & avec justice, les mesmes contributions, qu'ils payoient à leurs ennemis, & que les officiers de Hesse, qui rançonnoient toutes les marchandises, qui passaient par leurs quartiers, n'incommodoient pas seulement, mais ruinoient mesmes le commerce des habitants de ces Provinces. Au reste, qu'ils

*Les Estats de Juillers & de Berg seconcent ses instances.*  
Preuve CXXX.  
pag. 383.

n'estoient pas jaloux du bonheur des sujets de l'Electeur de Brandebourg, qui ne sentoient plus ces incommodités, mais qu'il sembloit, que les avantages, dont ceux de Cleves jouïssôient, ne devoient pas estre refusés à ceux de Juillers & de Berg. Il est vray que la Lantgrave avoit retiré ses troupes du pais de Cleves, non à la priere des Estats, mais parce qu'elle vouloit obliger l'Electeur, en consideration du mariage du Lantgrave, son fils, avec la sœur de ce Prince. C'est pourquoy les Estats se contenterent d'entretenir ces Deputés d'esperances, & de leur faire connoistre, que c'estoit de la paix, qui s'alloit apparemment conclurre en Allemagne, qu'ils devoient attendre leur soulagement, & le remede aux maux, dont ils estoient travaillés.

Le Comte  
d'Oldem-  
bourg.

Le Comte d'Oldembourg, qui s'estoit fait comprendre au traité de Munster de la part du Roy d'Espagne, y vouloit estre aussi compris de la part des Estats; mais comme ils avoient à demesler avec lui le different du peage du Weser, ils n'estoient ny en estat ny en humeur de lui faire plaisir: Au contraire il y avoit une disposition universelle à le contraindre de renoncer à l'establissement de ce droit, qu'il pretendoit établir sur la riviere de Weser. Nous n'aurons plus d'occasion de parler du Comte d'Oldembourg, parce que n'ayant point fait de figure dans le grand monde, & ayant vescu en bon Oeconome, plustost qu'en homme de sa qualité & de sa naissance, à cause de l'application particuliere qu'il avoit au mesnage, & à nourrir plusieurs haras de chevaux de toutes sortes de races, il ne sera pas hors de propos d'employer icy quelques lignes à le faire connoistre. *Antoine Gunther*, dernier Comte d'Oldembourg, qui est decedé sans enfants depuis le 29

Voyez ce  
que le Sca-  
vant Ub.  
Emmius dit  
de cet au-  
teur.

Jun 1667, ayant fait escrire l'Histoire de son pais par Herman Hamelman, Premier pasteur, ou comme l'on parle en Allemagne, Surintendant des Eglises de son pais, a voulu faire present à la posterité d'un livre tout rempli de fables, & d'une genealogie, non seulement destituée de toutes les preuves necessaires, mais aussi notoirement fausse & impertinente. Reusner, Henninges & Dresserus, aussi infideles, mais plus sçavants que Hamelman, aimant mieux donner une origine fausse à la Maison d'Oldembourg, que de la relever, en avoüant qu'elle a cela de commun avec plusieurs autres maisons illustres, que la recherche de son commencement se perd dans l'antiquité, font descendre les Comtes d'Oldembourg de *Walpert*, petit fils de *Witikind le Grand*, souche des anciens Ducs de Saxe, dont la posterité est faillie depuis plusieurs siecles. Il est vray, que *Helmold* & *Albert*, Abbé de Stade, auteurs graves, en traitant des affaires de l'unzième & du douzième siecles, parlent des Comtes d'Oldembourg: Il est certain aussi, que la Maison est fort ancienne; mais ny eux, ny plusieurs autres grandes maisons de l'Europe, ne peuvent pas produire une descende, ou filiation bien verifiée depuis trois ou quatre siecles, & ne laissent pas pour cela d'estre bien illustres: comme celles, qui n'ayant aucune marque de noblesse en leur famille, ny de generosité en leurs personnes, se font descendre des premieres Maisons de l'Europe, ne laissent pas de demeurer roturieres & vilaines. *Thierry*, surnommé l'Heureux, reünit en sa personne les Comtés d'Oldembourg & de Delmenhorst, & en épousant, en secondes nopces, *Avoje*, fille de Girard I, & sœur de Girard II & d'Adolfe, Ducs de Sleswic & Comtes de Holstein &c. fit entrer ces Estats dans sa Maison. De *Christian*, fils aîné de *Thierry*, descendent les Rois de

Les Com-  
tes d'Oldem-  
bourg ne des-  
cendent pas  
de *Witikind*.

Le Roy de  
Dannemarc

Dan-



Dannemarc & les Ducs de Holstein, & *Girard*, son fils puisné, succeda est l'aîné de la Maison d'Oldembourg. aux Comtés d'Oldembourg & de Delmenhorst. *Jean*, son fils, laissa *Antoine*, pere de *Jean II*, & ayeul d'*Antoine Gunther*, lequel estant de-

cedé sans enfants, comme nous venons de dire, les Comtés sont re-

tournées à la branche des aînés, qui en est en possession presentement. *Antoine Gunther*, qui nasquit le 1 Novembre 1583, en succedant à son frere le 12 Novembre 1603, trouva la Maison fort incommodée

*Antoine Gunther, dernier Comte d'Oldembourg: Sa naissance.*

& endettée; mais comme toute sa vie n'a esté qu'un ménage perpétuel, il n'a pas seulement acquitté toutes les dettes de ses predecesseurs, mais il a aussi trouvé le moyen de réunir à son domaine tout ce

que les gentilshommes particuliers possédoient en son pais. Tellement qu'ayant avec cela eu l'industrie d'exemter les Comtés d'Oldembourg & de Delmenhorst de passages & de logements de gens de guerre, pendant que toutes les autres Provinces d'Allemagne en estoient ravagées, & qu'il a mêmes eu l'adresse de profiter de la guerre, en se faisant accorder un peage sur la riviere de Weser, il a laissé une tres-opulente succession à ses heritiers.

*Le Comte se fait accorder un peage sur le Weser.*

Pour ce qui est du peage du Weser, la ville de Breme a fait voir, qu'en vertu des lettres de l'Empereur Henry V, elle jouissoit depuis plus de cinq cens ans, de la juridiction, & du droit de protection & de défense sur la riviere de Weser, depuis la ville jusques à la mer, de l'un

*La ville de Breme a la protection du Weser jusques à la Mer.*

& de l'autre costé de la riviere. Cet avantage lui avoit esté confirmé par l'Empereur Guillaume d'Hollande, & en suite par l'Empereur Charles V, qui en ses lettres, données à Ratisbonne le 20 Juillet 1541, confirme expressement au Magistrat de la ville de Breme le privilege, la liberté, la juridiction & le droit de nettoyer la riviere de Weser de pirates: d'y mettre des balises, ou tonneaux flottants: d'y planter des masts, & d'y eriger des fares, & d'autres marques pour la seureté de la navigation, d'y pescher & d'y trafiquer librement, d'y faire prendre les pirates, & d'en faire faire punition exemplaire. Et neantmoins

*Les lettres patentes de l'Empereur Charles V, se trouvent dans Limnæus: de Jure Imper. Rom. aux additions du liv. 7. chap. 7.*

*Antoine Gunther* osa bien, en l'an 1612, supplier l'Empereur Matthias, de lui permettre d'establir un peage sur le Weser, & l'avoit obtenu; mais la ville de Breme, qui y estoit fort interessée, s'estoit tousjours opposée à cet establissement, & son opposition avoit esté depuis secondee de quelques Electeurs, & de presque tous les Princes Protestants d'Allemagne. La plupart des villes libres s'y joignirent, parce que les uns & les autres jugeoient, que l'on ne pouvoit pas lever ces droits, sans faire tort au commerce, & sans faire violence aux privileges de quelques Princes & Estats de l'Empire. Ils avoient la mesme consideration pour les Estats voisins & estrangers, qui avoient sujet de s'en plaindre & de s'en ressentir. *Antoine*, Comte d'Oldembourg, ayeul de celui duquel nous parlons, avoit poursuivi cet establissement auprès de l'Empereur Ferdinand I, qui le lui avoit refusé, & Ferdinand II avoit ordonné à celui-cy de verifier ce qu'il avoit exposé en sa requeste; Sçavoir que la juridiction de la riviere lui appartenoit. Mais c'est ce qu'il ne faisoit point, & ne pouvoit pas faire, & cependant il ne laissoit pas d'entretenir ses negociations dans les Cours, qui pouvoient aider à faire réussir son dessein, qui estoit d'en faire faire un article dans l'instrument de la paix d'Allemagne. Les Estats de ces Provinces s'y trouvoient interessés, tant à cause du traité, qu'ils avoient fait avec les villes Anscatiques en l'an 1643, pour la liberté du commer-

*Le Comte l'obtient de l'Empereur Matthias.*

*Son intention est d'incommoder les habitants de ces Provinces.*

ce, que pour l'amour des habitants de ces Pais, que le Comte pretendoit incommoder plus que les autres. Il ne l'avoit pas dissimulé au memoire, qu'il avoit joint à la requeste, qu'il avoit présentée à l'Empereur Matthias; où il avoit bien osé dire, que le peage du Weser n'incommoderoit principalement que les habitants des Provinces Unies. Que l'on y chargeoit tous les jours les sujets de l'Empire de nouveaux droits, & d'impositions extraordinaires. Qu'il demandoit cette grace, comme une recompense des services, que ses predecesseurs avoient rendus à l'Empereur Charles V, en l'aidant à conquerir une de ces Provinces, & qu'il ne manqueroit pas de suivre leur exemple, en aidant à reduire celles, qui s'estoient soustraies de l'obeissance du Roy d'Espagne. De sorte que les Estats, n'ayant que trop de preuves de la mauvaise volonté du Comte, ne le voulurent pas comprendre au traité de Munster, & receurent avec assez de froideur le compliment, qu'il leur fit faire à l'occasion de la paix. Ils ordonnerent à leurs Plenipotentiaires d'aller à Osnabrug, & de prier ceux de l'Empereur & des Electeurs, de ne consentir point à cette vexation: firent exhorter le Comte de desister de sa pretension, & lui firent connoître, que s'il s'y opiniastroit, ils opposeroient leurs armes à cet injuste établissement. Mais leur voyage fut inutile, & ils ne purent pas empêcher que l'on n'en fît un article de l'instrument de la paix de l'Empire. Les Estats avoient de temps en temps pris des resolutions fort vigoureuses sur ce sujet, & l'on avoit mesmes proposé d'envoyer des vaisseaux de guerre sur le Weser; mais la Hollande avoit de l'averfion pour tout ce qui pouvoit engager l'Estat à une nouvelle rupture, & quelques unes des Provinces, qui d'abord avoient témoigné le plus d'animosité contre le Comte, furent les premières à se relâcher; de sorte qu'il ne s'en trouva plus enfin, qui se voulussent opposer à l'execution d'un decret de l'Empire.

*Les Estats ne veulent pas qu'il soit compris au traité de Munster.*

Preuve  
CXXXI.  
pag. 384.  
*font prier ceux de l'Empire de ne consentir point au peage.*

La ville de Breme est située dans le Cercle de la Basse Saxe, & Auguste, Duc de Brunswic à Wolfembüttel, qui comme estant alors l'aîné de la Maison, estoit l'un des directeurs du Cercle avec l'Archevesque de Magdebourg, fut requis de s'en charger, & à son refus l'on en donna la commission à l'Electeur de Cologne. Ce Prince, qui n'avoit point de part à la direction de ce Cercle, bien qu'il soit un de ses membres, à cause de l'Evesché de Hildesheim, se fit commettre, nonobstant les devoirs, que les Estats firent, pour tâcher de l'en empêcher. Ils n'avoient pas tousjours eu de la complaisance pour lui; c'est pourquoy il ne considéra pas beaucoup leur intercession en cette rencontre; mais ayant de bonnes troupes sur pied, & les villes Anseatiques ne faisant rien pour la ville de Breme, l'Electeur n'eut pas besoin d'employer la force pour faire établir le peage du Weser. Toutesfois cela ne se fit qu'après la conclusion de la paix d'Allemagne, qui fut signée le 24 Octobre entre l'Empereur & le Roy de France à Munster, & entre le mesme Empereur, la Couronne de Suede & les Estats de l'Empire, à Osnabrug.

*L'Electeur de Cologne se fait commettre pour l'établissement du peage.*

Preuve  
CXXXIII.  
pag. 386.

Devant que d'achever ce livre, je diray un mot de l'estat des affaires d'Ost-Frise, & de l'Ambassade, que les Estats avoient envoyée en Moscovie, afin de n'interrompre point la suite des affaires, dont je feray obligé de parler au livre suivant. Depuis plus de soixante ans il ne s'en est pas passé un seul, que l'on n'ait parlé de l'Ost-Frise dans l'assemblée des Estats Generaux: mais comme ce ne sont la plupart que  
des



des différents particuliers & domestiques entre le Comte & les États du pays, entre le Comte & la ville d'Emde, & entre les États d'Ost-Frise & la même ville, je n'ay pas crû en devoir remplir cette Histoire, parce que ce ne sont que des querelles & des contestations, dont le récit, que j'en pourrois faire, troubleroit le divertissement, que l'on doit trouver en la lecture de cette sorte de livres. Je me contenteray de parler des commencements de ces démêlés, qui obligent encore aujourd'hui cet État, & quelques uns des Princes voisins, à y prendre part.

L'Ost-Frise, c'est à dire la Frise Orientale, est ainsi nommée, La Situation de l'Ost-Frise. non à l'égard de la West-Frise, qui fait partie de la Hollande, & qui comprend les villes de Horn, Enckhuysen & Medemblic; mais parce qu'elle est située au Levant de la Frise, qui fait une des Provinces Unies. Elle s'étend le long de la mer entre les emboucheures du Weser & de l'Ems, comprenant les villes d'Emde, Norden, Aurich &c. & ayant pour voisins le Comte d'Oldembourg, l'Évêque de Munster, & les États des Provinces Unies, à cause de la Frise, Groningue & Drente. *Ulric*, fils d'Enno, & petit fils d'Edzard Zitzena, gentilhomme riche & puissant en Frise, fit en l'an 1453 eriger le pays en Comté Erigée en Comté il y a deux cents ans. par l'Empereur Frideric III, & acquit, du Magistrat de Hambourg, la ville d'Emde, & le bourg de Lier, qui n'étoit pas de son ancien domaine, pour une somme fort médiocre. *Jean*, fils d'un autre Enno, & petit fils d'Ulric, qui devint Seigneur d'Emde, par le partage, qu'il fit avec son Frere, la voulant rendre considérable & marchande, y donna retraite à ceux qui, pendant les premiers troubles des Pays-bas, furent contraints d'abandonner leur pays, à cause de la religion dont ils faisoient profession, & qui leur étoit commune avec les Suisses, avec la ville de Geneve, & avec une bonne partie de la France, & à cause du gouvernement cruel & insupportable du Duc d'Albe. Les Princes d'Allemagne, qui étoient la plupart de la confession, d'Augsbourg, ne vouloient pas souffrir l'exercice de la religion Reformée en leur pays: comme en effet ce n'est que depuis la dernière paix d'Allemagne, que les Princes & États, qui en font profession, sont compris dans la paix de l'Empire. *Jean*, qui étoit aussi Lutherien, ou de la confession d'Augsbourg, étant decédé sans enfants, *Edzard II*, son frere, lui succéda. Il avoit épousé une fille de *Gustave*, Roy de Suede, laquelle étant fort glorieuse, & opiniâtement attachée aux sentiments les plus grossiers de quelques Lutheriens, ne pouvoit pas souffrir, que le Magistrat d'Emde permît l'exercice de la religion Calviniste, sans le consentement du Comte, son mary. Il écouta le Conseil de sa femme, & s'étant laissé persuader, que son autorité y étoit intéressée, il la voulut appuyer de moyens, que la ville ne croyoit pas légitimes, & les habitants employèrent les mêmes moyens: prirent les armes contre le Comte, & surprirent le Chastell, dont ils abbatirent une partie, afin qu'il ne se fortifiât point du costé de la ville. Le Comte, résolu de punir cette rebellion, entreprit de boucher le havre, en faisant fortifier un poste dans le voisinage, d'où il pouvoit embarrasser la navigation de la rivière d'Ems: mais les États de ces Provinces, jaloux de la liberté du commerce, ayant licencié quelques troupes, pour les faire passer au service de la ville, le Comte changea de dessein, & souffrit que par leur entremise il se fît, vers la fin du dernier siècle, un accommodement en la ville de

Different entre le Comte & la ville d'Emde.

*Le traité  
de Delfziel.*

*Le Comte  
met Lieroort  
entre les  
mains des  
Estats.  
L'accord  
d'Osterhu-  
sen,*

*dont les Es-  
tats demeu-  
rent ga-  
rantis.*

*Le Comte  
est suspect  
aux Estats*

*qui y font  
loger le Com-  
te de Mants-  
felt.*

*Les trou-  
pes de Hesse  
y prennent  
leurs quar-  
tiers.*

de Delfziel, dont les Estats garantirent l'exécution en l'an 1600, du consentement des parties intéressées. En l'an 1611 le Comte, craignant que les Estats n'eussent mauvaise opinion de la sincérité de ses intentions; parce que ses deux oncles, qui n'avoient pas pû faire agréer icy le service qu'ils y avoient offert, estoient allé servir le Roy d'Espagne, & voulant s'establir dans leur amitié & confiance, il mit entre leurs mains, de son mouvement, le fort de Lieroort, afin qu'ils y missent leur garnison pendant cinq ans. En la mesme année se fit entre le Comte & les Estats de son pais le traité, que l'on appelle communement l'accord d'Osterhusen. Ce traité porte entr'autres choses, que les Estats des Provinces Unies seront suppliés d'aider à maintenir cet accord, de le proteger, & de tenir la main à ce qu'il soit punctuellement executé, & en cas de contravention, de secourir & de defendre la partie lésée & offensée: de contraindre à main forte ceux qui y contreviendront: de faire executer & accomplir les accords & conventions precedentes; de se charger de l'explication des termes obscurs & équivoques, que l'on y pourroit avoir fait glisser, & de regler & decider les differents, que l'on pourroit faire naistre à cause de cela. Mais ce qu'il y a de plus remarquable en cecy est, que le Comte, après avoir signé le traité, remercia les Estats des bons offices, qu'ils lui avoient rendus, en le faisant conclurre par leur entremise, & ne fit point de difficulté de declarer, qu'il leur avoit une derniere obligation; parce que sans la peine, qu'ils avoient prise de disposer les esprits à un accommodement, la ruine de sa Maison & de son pais eust esté inévitable. Les Estats se chargerent de la garantie de l'accord, de l'explication des mots & des termes obscurs, ambigus ou equivoques, & de l'arbitrage de tous les differents, qui naistroient entre le Comte & les Estats du pais, bien que ce dernier poinct ne leur fust particulièrement déferé qu'en l'an 1620. Le Comte n'estoit pas seulement mal avec la ville d'Embde, mais il se broüilloit souvent aussy avec ses sujets, & d'ailleurs la ville d'Embde n'estoit pas bien d'accord avec les autres villes, ny avec l'Ordre de la Noblesse; de sorte qu'il ne se passoit point d'année, que l'on ne portast quelque nouvelle plainte à la Haye, & cependant l'Estat demouroit en possession de Lieroort. En l'an 1621, après l'expiration de la trêve de douze ans, le Comte demanda à rentrer en possession de cette place, & en poursuivit la restitution, avec assés de chaleur pour se rendre suspect, & le soupçon fut confirmé par des lettres interceptées, qui faisoient connoistre, qu'il avoit des correspondances assés engageantes avec l'Espagne. C'est cette défiance qui fut cause que l'on permit au Comte de Mantsfelt, qui avoit aidé à secourir Bergues-op-Zoom, que le Marquis Spinola avoit assiégé, de prendre dans l'Ost-Frise les quartiers, que l'on ne lui pouvoit pas donner dans la petite estendue de l'Estat des Provinces Unies. Les desordres, les exactions, & les violences, que ces troupes y firent, ne se peuvent pas exprimer, & neantmoins elles ne furent pas capables d'arracher des cœurs des habitants l'animosité, qu'ils avoient contre le Comte, qui estoit en partie cause de leur incommodité. Quelques années après, la Lantgrave, Regente de Hesse-Cassel, que l'on peut dire avoir esté la gloire de son sexe, continuant de suivre les interets, que son mary avoit pris avec la France & la Suede contre l'Empereur, & ne pouvant pas faire subsister ses troupes dans son pais, des subsides que la France lui donnoit, en logea



logea une partie dans l'Ost-Frise; sans autre pretexte que celui de la necessité de ses affaires. Le païs en fut presque ruiné, & cette desolation commune ne fit qu'augmenter l'aigreur & l'animosité, dont le Comte aussy bien que ses sujets, estoient preoccupés; jufques à les rendre irreconciliables. Au mois de Septembre 1648, c'est à dire, sept ou huit mois après la conclusion de la paix de Munster, ils firent un accord à la Haye, par l'entremise des Estats, pour la collecte des contributions: pour le licentement des nouvelles levées, & pour l'administration de la justice. Mais ce ne fut qu'un accord plastré, comme tous les precedents l'avoient esté, & comme seront tous ceux qu'ils feront à l'avenir: mais je ne pretens pas en parler en la suite de cette Histoire; parce que ce ne sont que des procès & des démêlés particuliers, plustost que des affaires d'Estat. Il n'y en avoit qu'une seule, que le Comte & ses sujets faisoient poursuivre conjointement; sçavoir la suppression des droits, que le Comte d'Oldembourg entreprenoit de faire lever sur le Weser, dont il a esté parlé cydessus.

Vers la fin de l'année 1647 les Estats avoient envoyé en Moscovie *Albert Conradi Burg*, Bourguemaistre de la ville d'Amsterdam, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire. Ceux qui ont tant soit peu de connoissance de l'Histoire & de la Geographie, sçavent, que les Moscovites sont les mesmes peuples, que l'on appelloit anciennement Scythes, ou Sarmates Européens, separés de ceux de l'Asie par la riviere Tanaïs, que l'on appelle aujourd'hui le Don. Il est vray que l'Empire du Czaar, c'est la qualité que ce Monarque se donne, s'estend mesmes bien avant dans l'Asie, jufques à Astrachan & à la Mer Caspie, comptant entre ses sujets les Tartares de Crim & de Nagaya: mais ce ne sont que des conquestes, qui font bien partie de sa Monarchie, & non de la Moscovie. Ses habitants sont Chrestiens depuis quelques siecles, & ils font gloire d'estre membres de l'Eglise Grecque: mais comme ils sont tout à fait barbares & ignorants, ils ne peuvent pas avoir beaucoup de connoissance de la religion Chrestienne, ny de grands sentiments du Christianisme: car puis qu'ils ne connoissent point les principes de la civilité & de l'humanité, ils ne peuvent pas sentir les mouvements de la charité, qui en doivent estre inseparables. Aussy sont ils plongés dans une si profonde & si brutale ignorance, & en des superstitions si grossieres & si ridicules, qu'il n'y a presque point de difference entre leur religion & le paganisme. Le Czaar mesme a si peu de commerce avec les autres Princes & Estats de l'Europe, qu'il n'y en a pas un avec qui il ait alliance: auprès duquel il entretienne un ministre, ou qui ordinairement en entretienne un en sa Cour: à la reserve du Roy d'Angleterre, qui y a bien souvent un Resident, qui fait les fonctions de Consul, & du Roy de Suede, qui a souvent de grands démêlés avec lui, à cause de leurs frontieres. S'il a quelque traité avec les Rois de Pologne & de Suede, avec le Turc & avec les Tartares, ses voisins, ce n'est que pour faire cesser les hostilités entr'eux, & pour l'interest du commerce, dont les particuliers ne se peuvent pas bien passer. Le Czaar *Michel Frederouitz* estant decédé le 12 Juillet 1645, les Estats se servirent de cette occasion, & du pretexte de la civilité, qui les obligeoit à faire faire civilité à *Alexei Michaelouitz*, son fils & successeur, sur le decés du defunct Empereur, & sur son avancement à la Couronne, pour faire partir cette Ambassade. Mais le veritable fujet estoit la conservation de la liberté du commerce,

*Ambassadeur d'Albert Conradi Burg en Moscovie.*

*Les Moscovites sont les Sarmates des anciens.*

*Sont Chrestiens de nom.*

*N'ont point d'alliance avec les autres Princes ou Estats.*

*Alexei Frederouitz, Czaar de Moscovie.*

merce, que les habitants de ces Provinces font en ces quartiers là, qui souffroit beaucoup, & estoit sujet à des vexations enormes, sous des ministres injustes, avaricieux & violents. L'Ambassadeur estant arrivé à Novogorod, y mourut la veille de Noël 1647. Conrad Burg, son fils, qui l'avoit accompagné en ce voyage, & qui est presentement Tresorier General des Provinces Unies, ne laissa pas de le continuer avec une partie de la famille du defunct, & bien qu'il n'eust ny caractère ny qualité, il permit qu'à Moscou on lui fist une entrée publique, avec les mesmes ceremonies, que l'on auroit faites à l'Ambassadeur. Il n'en eut la qualité qu'à la fin du mois de Mars 1648, & à peine avoit il commencé à se faire connoître, que le peuple de la ville de Moscou, capitale de tout le pais, se sousleva si brusquement, & avec tant de furie, que l'on ne pouvoit pas douter, que ces commencements ne menaçaissent cet Empire d'une ruine inévitable. S'il est vray, qu'il y ait des constellations, qui produisent les maladies epidemiques, l'on peut croire qu'elles font le mesme effect sur l'esprit qu'elles font sur le corps, & qu'elles produisent les desordres & les dereglements dans les corps politiques, aussy bien que les indispositions dans les corps naturels. Cette contagion se communiqua presque en mesme temps aux villes de Londres, de Paris, de Naples, de Messine & de Constantinople, & le Roy d'Angleterre, aussy bien que Sultan Ibrahim, Empereur des Turcs, en sentirent les funestes effects. Le mal fut plus violent d'abord, mais moins dangereux en ses suites à Moscou qu'ailleurs. La revolte n'y dura que fort peu de jours, pendant lesquels le peuple pillla la Maison de Boris Ivanoüitz Morosou, Premier Ministre, & beaufrere du Grand Duc, tua le Chancelier, déchira en pieces Leponti Steppanoüitz Pleffeou, juge de la ville, pendant qu'on le menoit au suplice, & fit toutes les insolences, & tous les desordres, que la rage pouvoit inspirer à des gens desesperés, qui ne hasardoient rien, sinon le chetif reste d'une vie languissante dans un esclavage perpetuel & insupportable. Ce souslevement, qui avoit empêché l'Ambassadeur de cet Estat de negocier, ayant esté appaisé, on lui donna le 14 Juillet une deuxième audience, en laquelle l'on commença à parler d'affaires, & quinze jours après on lui fit dire, qu'il n'avoit qu'à se preparer au retour, parce que le Czaar le congédieroit à la premiere audience, qu'il lui donneroit. Ce procedé, qui auroit esté trouvé fort extraordinaire par tout ailleurs qu'en Moscovie, surprit l'Ambassadeur, qui demanda qu'on lui fist réponse à la proposition qu'il avoit faite, & pria que l'on achevast de regler les choses, qu'il avoit ordre de negocier. Mais il avoit à faire à une Cour barbare, qui l'obligea à prendre son audience de congé le 1 jour d'Aoust, & à partir le 18, après avoir fait toutes les diligences imaginables, pour se faire donner quelque resolution sur les affaires qui faisoient le sujet de son Ambassade. Voyant donc qu'il n'en pouvoit rien esperer, il prit le chemin de St. Michel l'Archange, où il s'embarqua: arriva à la Haye au commencement du mois de Novembre de l'an 1648, & y fit rapport de sa negociation, ou plustost de ce qu'il n'avoit pas pû negocier dans une Cour, ou l'on ne considere pas tant l'esprit & la capacité, que la barbe & la taille des Ministres dont ils se servent, & qu'on leur envoie.

*L'Ambassadeur meurt.*

*Preuve CXXXIV. pag. 389.*

*Conrad Burg, son fils, lui succede.*

*Preuve CXXXV. ibid.*

*Souslevement en la ville de Moscou.*

*Olearius en dit les particularités en son voyage de Moscovie. Liv. 3. pag. 208 & suiv.*

*L'on congédie l'Ambassadeur.*

*Il arrive à la Haye.*

*Preuve CXXXVI. pag. 390.*



# HISTOIRE

## DES

# PROVINCES UNIES.

### LIVRE TROISIÈME.

#### SOMMAIRE.

*La paix diminue le revenu de l'Estat en General, & incommode la recette generale. Le Conseil d'Estat tâche d'y remedier par des moyens, que les Estats ne jugent pas fort propres. Ils reduisent les interets du denier seize au denier vingt, & retranchent plusieurs autres dépenses superflues & inutiles. Ils ne veulent plus loger les Ambassadeurs estrangers aux dépens de l'Estat, & licentient quantité de paraches & de fregattes. Les Estats de Hollande, extremement incommodés en leurs finances, veulent qu'on licentie une bonne partie des gens de guerre : officiers & soldats. Estat des troupes lors de la paix de Munster. Le Conseil d'Estat est d'avis qu'on les reforme. La Hollande voulant faire la reforme plus grande, & les Estats Generaux n'y consentant point, elle declare qu'elle la fera de son chef. Grande contestation pour cela avec les Deputés des autres Provinces, auxquels se joignent le Prince d'Orange, le Comte de Nassau, Gouverneur de Frise, & le Conseil d'Estat. La Hollande veut licentier plusieurs Compagnies : Le Conseil ordonne aux officiers de les faire subsister, & de les tenir completes. Les esprits s'aigrirent de part & d'autre. Les Estats Generaux envoient des Deputés de leur corps & du Conseil aux villes de Hollande, nonobstant l'opposition des Deputés de cette Province. Le Prince se met à la teste de cette deputation : n'y réussit pas bien ; n'ayant pas pu obtenir audience à Haerlem, Delft, Amsterdam & Medemblic. A son retour il se plaint du peu de respect que l'on avoit eu pour lui en quelques villes, & particulièrement à Amsterdam. Les Estats de Hollande declarent, que la deputation avoit esté faite contre les formes, parce que ce sont les Provinces, & non les villes, qui sont alliées entre elles. L'on recommence les conferences pour l'ajustement des sentiments, touchant la cassation & la reforme des troupes ; mais elles sont rompues par l'emprisonnement de quelques Deputés de Hollande, & par le siege d'Amsterdam, dont l'on dit les particularités au livre suivant. Different de la Hollande avec le Prince, & avec les Deputés des autres Provinces pour Witte Cornelissen de Witte, que le Prince est obligé de tirer de la prison, où il l'avoit fait mettre. Les affaires d'Angleterre. L'execution du Roy. Les civilités que les Estats Generaux & de Hollande font faire au successeur. Les Ministres lui en font aussy, contre l'intention des Estats de Hollande leurs Souverains. Saulmaise justifie la memoire & les actions du feu Roy. L'assassinat de Dorella, Resident du Parlement d'Angleterre. Contestations entre les six Provinces & la Hollande pour l'audience de Stricland, autre Ministre du Parlement, qui se retire, & après sa retraite le Parlement ordonne à l'Ambassadeur de cet Estat de sortir du Roiaume. Le Roy traite avec les Escossois, mais ne conclut rien jusques en l'année suivante, & sort cependant de ce pais, à dessein de passer en Irlande. Nouvelles broüilleries en la Cour de France, où personne n'est satisfait. Les estranges intrigues qui s'y font entre la Cour & la fronde contre le Prince de Condé, qui est enfin arresté prisonnier, avec le Prince de Conty & le Duc de Longueville. Antoine le Brun, premier Ambassadeur d'Espagne, arrive à la Haye. Les Deputés de Zeelande & d'Utrecht s'opposent à sa reception ; mais sans effect. Les qualités de sa personne, & sa negociation, à la Haye & en France. Fait part aux Estats du mariage du Roy, son maistre, avec la fille de l'Empereur. Démesslés avec l'Electeur de Cologne, qui se rend maistre de la ville de Liege, où il fait bastir une citadelle. Corvitz Ulfelt arrive à la Haye, en qualité d'Ambassadeur de Dannemarc, & y conclut un traité d'alliance de-*

*sensive, & un autre pour le for fait du peage du Sond, dont la Reine de Suede & les villes Anseatiques se plaignent ; mais inutilement.*



P R E'S avoir parlé au livre precedent de plusieurs affaires, qui sont en partie estrangeres, nous employerons le commencement de celui-cy à en demesler une qui est purement domestique. Elle se trouvera d'autant plus importante, que d'un costé la necessité indispensable de reestabli l'estat des finances avoit esté, sinon la seule, du moins la plus prochaine cause de la paix, & de l'empressement, avec lequel la Hollande l'avoit demandée, & que de l'autre l'on verra les esprits portés à de si grandes extremités, que sans une rencontre tout à fait surprenante, & presque miraculeuse, qui a donné une autre face aux affaires, il eust esté apparemment impossible d'éviter une revolution, qui auroit changé la forme du gouvernement de ces Provinces. J'en diray le détail tout d'une suite, & sans interruption ; jusques à ce qu'un incident tres-considerable me permette de faire une nouvelle digression, & de parler de ce qui s'est fait au temps dont nous parlons, dans les Roiaumes & pais voisins de celui-cy.

*La paix diminue le revenu de l'Estat.*

*Preuve I. pag. 391.*

La paix ne fut pas si tost conclue & publiée, que l'on s'apperceût, qu'elle faisoit perdre à l'Estat en general une bonne partie du revenu, qu'il tiroit des pais conquis & associés. Pendant la guerre ils avoient contribué à l'un & à l'autre party: l'on tiroit de l'argent des confiscations, & l'on donnoit des represailles : Il estoit necessaire d'expedier des passeports & des sauvegardes, & plusieurs autres choses, qui faisoient une somme de sept cens quarante mille livres tous les ans, laquelle le Receveur General employoit au payement des interets & des rentes que l'Estat devoit, & qui montoient à environ cinq cens mille livres. Mais la paix, en faisant cesser les contributions, & les autres petits profits de la mesme nature, faisoit aussy tarir un fonds, sans lequel le credit public, & l'Estat mesme, ne pouvoit pas subsister.

*Le Conseil d'Estat pretend y pouvoir remedier.*

*Preuve II. pag. 392.*

Le Conseil d'Estat, qui a la direction des finances, & qui en est l'ordonnateur, croyant y pouvoir remedier, representa aux Estats Generaux, peu de jours après la publication de la paix: Que la Mairie de Boisleduc, le Marquisat de Bergues-op-Zoom, la Baronnie de Breda, & les autres quartiers de Brabant, n'estant plus contrains de payer des contributions aux Espagnols, & de prendre des passeports & des sauvegardes, l'on n'estoit pas obligé aussy d'avoir pour eux la consideration, que l'on avoit eüe pendant la guerre. Que presentement l'on y pourroit establi les tailles reelles ; c'est à dire les droits, que l'on appelle icy *verpondingen*, qui se levont tous les ans sur les immeubles, & que l'on y pourroit imposer tous les autres droits, que les habitants des Provinces Unies payent des denrées qu'ils consomment, veu qu'il n'estoit pas juste, que les Provinces Souveraines & dominantes fussent plus chargées, que les places conquises & sujettes aux mesmes Provinces. Qu'il ne seroit pas bien difficile de faire ces establissemens, mais qu'il seroit necessaire de distinguer entre les Villes & le plat pais, & qu'il falloit considerer, que tous les quartiers ne pourroient pas estre traittés d'une mesme façon. Que les habitants de Boisleduc payoient les mesmes droits que ceux d'Hollande payent : mais que l'on

ne



ne les pourroit pas exiger de ceux de la Mairie; parce que n'estant composée que de landes & de bruyeres, dont la sterilité est presque invincible, en sorte que les terres n'y peuvent estre cultivées qu'avec une tres-grande dépenſe, cette dureté feroit retirer les habitants au païs de Liege, & reduiroit une partie du Brabant en desert. Que d'ailleurs l'on ne pourroit pas imposer dans la Ville de Breda les mesmes droits qui se levent à Boisleduc; parce que lors de sa derniere reduction en l'an 1637 il fut promis aux habitants, qu'on ne leur feroit point payer d'autres droits, que ceux qu'ils avoient payés depuis l'an 1590 jusques en 1625: c'est à dire, depuis qu'elle fut supprimée par le Prince Maurice, jusques à ce qu'elle fut reprise par les Espagnols. Que cette difficulté faisoit juger, qu'il vaudroit mieux continuer de lever dans les païs conquis les droits, sur le pied, sur lequel ils avoient esté levés pendant la guerre, que d'y faire quelque changement; jusques à ce que les Provinces Unies ayant regalé les droits & les impositions entre elles, conformément au 5 article de l'Union, c'est à dire par tout également, elles pussent, avec la mesme justice, & avec le mesme succès, faire le mesme establissement dans les païs de conquête.

Cet advis ayant esté secondé au commencement de l'année 1649, d'un autre, sur le mesme sujet, les Estats de Hollande, qui l'avoient fait examiner par des commissaires, jugerent qu'il estoit à propos d'imposer & de lever les droits en Brabant, par tout également; tant dans les Villes qu'à la campagne, sur le mesme pied qu'on les levoit en Hollande; c'est à dire en celle des Provinces Unies, où les denrées qui se consomment sont plus chargées qu'en aucune des autres. Ils disoient, que ce que le Conseil d'Estat avoit remarqué de la sterilité de la Mairie de Boisleduc, pouvoit bien estre considéré à l'égard des droits, que l'on voudroit lever sur les immeubles; mais non à l'égard de ceux, que les denrées payent, à mesure qu'on les consume. Qu'il ne falloit point craindre, qu'en augmentant ces droits, l'on obligéast les habitants à chercher une autre demeure hors du païs; parce qu'à mesure que le Souverain augmente les droits, l'ouvrier augmente le prix de son travail, & le marchand encherit ses denrées: mais qu'il falloit apprehender, qu'en soulageant les Brabançons, pendant que les Hollandois, & les habitants des autres Provinces, sont chargés d'impositions, l'on ne contraignist ceux-cy de quitter leur séjour, pour aller demeurer en Brabant, ou bien ailleurs dans les païs associés, ou conquis. Que ceux qui se persuadoient, qu'on les en empêchera, en chargeant de nouveaux droits les manufactures & estoſſes qui se fabriquent à la campagne, se trompoient; parce qu'ils ne considéroient point, que c'est une chose que l'on ne peut pas faire, sinon à l'égard des estoſſes qui se font dans les païs estrangers, & non dans l'estendue de cet Estat. Tellement qu'au lieu de soulager ses finances, on les rüineroit; parce que l'on trouveroit, que les mesmes habitants, qui seroient sortis des Provinces Unies, pour s'establir dans le païs de conquête, voyant que l'on y chargeoit les manufactures de nouveaux droits, bien loin d'y revenir, s'ils quittoient leur nouvelle demeure, se retireroient chez quelqu'un des Princes voisins: particulièrement si la paix leur permettoit de choisir la retraite, qui leur seroit la plus commode. Au reste, qu'il y avoit fort peu d'apparence, que ceux qui se trouvent establis dans les villes, en sortissent, pour aller demeurer à la cam-

*Les Estats  
d'Hollande  
ne l'approu-  
vent pas.*

*Leurs rai-  
sons.  
Preuve III.  
pag. 395.*

*Les habitants de Brabant payent les mêmes droits, qui se levent en Hollande.*

pagne, où la premiere rupture les exposeroit aux logements des gens de guerre, tant amis qu'ennemis, ny que ceux qui demeurent presentement à la campagne, preferassent le sejour de quelqu'une des Provinces voisines à celui du país; parce que la paix entre la France & l'Espagne n'estant pas encore faite, & celle d'Allemagne n'estant pas encore executée, ils n'y trouveroient pas le repos, dont ils jouissent icy. Pour ce qui est de la Ville de Breda, qu'on la pourroit disposer à souffrir, que les droits s'y levassent sur le mesme pied, sur lequel elles se leveroient dans les autres quartiers de Brabant; parce que l'on trouveroit le moyen, en la dédommageant, de l'asseurer d'ailleurs de la conservation de ses privileges. Ces raisons l'emporterent sur celles du Conseil d'Estat, & il fallut que le Brabant s'accommodast à la volonté du Souverain, & souffrist que l'on y imposast les droits sur le mesme pied qu'ils se levent en Hollande.

*Reduction des intersts au denier vingt.  
Preuve IV. pag. 403.  
Preuve V. pag. 405.  
Preuve VI. pag. 405.*

Mais d'autant que l'Estat ne profitoit point de cet establissement, parce qu'il ne faisoit que reparer ce que la paix lui faisoit perdre, il falloit necessairement trouver le moyen de ménager le revenu, en sorte que ses finances en fussent soulagées. Les Estats de Hollande avoient dès l'an 1644 reduit les intersts & les rentes de leurs obligations & constitutions, du denier seize au denier vingt. Ils jugeoient que les Estats Generaux se pouvoient faire le mesme avantage, & faire la mesme reduction à l'égard des sommes deües par l'Estat en General. Le Conseil d'Estat, craignant que les rentiers & les creanciers ne vinssent tous à la fois demander leurs fonds, avoit de la repugnance à y consentir, parce que n'ayant pas dequoy les rembourser, il prostituoit son credit, & jouïoit à le perdre sans ressource. Mais la Hollande promit de l'appuyer, & de fournir de l'argent, sur le credit qu'elle avoit conservé, nonobstant les dettes infinies, qu'elle avoit contractées pendant la guerre. Tellement que les Estats Generaux, suivant ces sentiments, ordonnerent, qu'à l'exemple de ce qui s'estoit fait à l'égard des Receveurs de l'Admirauté vers la fin de l'an 1648, les rentes & les intersts ne se payeroient plus qu'à raison du denier vingt, & que cette reduction commenceroit à avoir lieu du premier jour de Septembre 1649: laissant aux creanciers, & aux acquereurs des rentes la faculté de retirer leur fonds, en le faisant signifier au Receveur General trois mois devant le jour de l'écheance. Ce que les Estats d'Hollande avoient heureusement executé en leur Province, il y avoit desja quelques années, arriva aussy aux Estats Generaux. Il ne se trouva personne qui voulust retirer son fonds: si bien que leur credit subsistait si entier, qu'ils n'avoient pas besoin de proxenete pour trouver de l'argent, ils retrancherent aux Receveurs le courtage, que l'Estat avoit accoustumé de leur payer des sommes, qu'ils empruntoient de temps en temps pour son service.

Nous avons remarqué au livre precedent, que la Thuillerie, Ambassadeur de France, après avoir pris son audience de congé au mois de May 1648, avoit renvoyé les clefs de la maison, qui avoit esté affectée jusques alors au logement des Ambassadeurs de cette Couronne, & qu'il avoit fait entendre en mesme temps, que le Roy, son maistre, ne lui donneroit point de successeur, qui eust la mesme qualité; mais qu'il se contenteroit d'entretenir icy un Ministre du second ordre. Il y avoit fort long temps que l'Angleterre n'y avoit point d'Ambassadeur,

&c



& il n'y avoit point d'apparence, que de long temps elle y pût envoyer un ordinaire. L'Espagne n'y en avoit pas encore envoyé. L'on n'estoit point satisfait de la Couronne de Portugal, & les autres Rois n'y avoient que des Residents. Les Estats de Hollande en prirent l'occasion de faire proposer dans l'assemblée des Estats Generaux, que cette dépense, de loger les Ambassadeurs, estant superflüe, on la pouvoit facilement retrancher, & y firent refoudre le 6 May 1649, qu'à l'ave-  
 nir les Ambassadeurs estrangers ne seroient plus logés aux dépens de l'Estat. Le Resident de France s'en trouva scandalisé; pretendait faire considerer le Roy, son maistre, comme l'un des premiers auteurs de la liberté du país, & le tirer hors de pair d'avec les autres Rois de l'Europe, à qui l'on n'avoit pas la mesme obligation. Mais l'on vouloit ménager, & la pretension du Resident estoit d'autant plus injuste, qu'en France les Ambassadeurs ne jouissent pas de la moindre exemption, & n'ont point d'avantage, à cet égard, sur le dernier bourgeois de Paris.

*L'Estat ne  
 veut plus lo-  
 ger les Am-  
 bassadeurs  
 estrangers.  
 Preuve  
 VII. pag.  
 406.*

Les Estats Generaux avoient dès l'année passée retranché quelques autres dépenses superflües, & ils s'estoient déchargés de plusieurs bouches, pensions & appointements inutiles. Ils avoient congédié toutes les pataches, qu'ils avoient entretenues pendant la guerre pour la commodité des Gouverneurs de quelques places, à la réserve de celle du Prince d'Orange, & presque toutes les fregattes & barques armées en guerre, qui avoient servi sur les rivières, contre les surprises des ennemis, & contre les bateliers, qui fraudoient les droits & les impositions, que la paix devoit faire cesser. L'on avoit aussi ordonné à l'Admirauté d'Amsterdam de congédier les deux vaisseaux garde-costes, qu'elle entretenoit depuis quelque temps aux emboucheures du Texel & du Vlie: aussi bien que tous les officiers de la Marine, que la paix mettoit hors de fonction.

*Licentie  
 des pata-  
 ches, fregat-  
 tes & bar-  
 ques.  
 Preuve  
 VIII. ibid.*

Mais comme ces dépenses ne faisoient pas le plus grand mal de l'Estat, ainsi ces remedes foibles n'estoient pas capables de le guerir. Les puissantes armées, que l'on avoit esté obligé de mettre en campagne: le grand nombre des gens de guerre, dont non seulement les places frontieres; mais aussi presque toutes les villes du país estoient remplies, avec les pensions, & les appointements considerables, que l'on payoit aux Colonels, & aux autres officiers Majors & Generaux, avoient tellement épuisé ses finances, qu'au commencement de l'année 1649 la Hollande seule devoit aux gens de guerre trois millions, six cens soixante mille, cent seize livres, dix huit sols: sans ce qu'elle devoit à l'Admirauté & à la Compagnie des Indes Occidentales, & sans les sommes immenses, qu'elle devoit à des particuliers, par obligations ou constitutions, dont elle payoit les interets & les rentes, rachetables ou viageres. Les autres Provinces n'estoient pas moins incommodées que la Hollande; mais cellecy ne subsistoit presque que par le moyen des prests, qu'il falloit renouveler souvent, & qui ne servoient qu'à payer les interets, & à abîmer l'Estat, en accumulant ses dettes jusques à l'infiny.

*La Hollan-  
 de doit aux  
 gens de  
 guerre plus  
 de trois  
 millions &  
 demy.  
 Preuve IX.  
 pag. 408.*

Lors que la paix fut conclue à Munster, cet Estat entretenoit encore soixante huit cornettes de Cavallerie, distribuées en douze regiments, sans les deux Compagnies de gardes du Prince d'Orange, & quatre cens onze compagnies d'infanterie, en trente regiments: savoir quinze Flamens, cinq François, quatre Anglois, trois Escossois &

*L'Estat des  
 troupes lors  
 de la paix de  
 Munster.*

*Premiera  
proposition  
pour la re-  
forme.*  
Preuve X.  
pag. 410.

*La Hollan-  
de en de-  
mande une  
plus grande.*  
Preuve XI.  
pag. 410.

*Le Prince y  
acquiesce.*  
Preuve  
XII. pag.  
411.

*Les Estats  
Generaux  
n'y veulent  
point consen-  
tir.*

Preuve  
XIII. pag.  
412.

*La Hollan-  
de refuse de  
la faire sans  
eux.*

Preuve  
XIV. pag.

413.  
Preuve  
XV. pag.

414.  
*Ils y ac-  
quiescent en-  
fin.*

Preuve  
XVI. pag.

415.  
Supr. preu-  
ve 11. pag.

410.  
*La Hollan-  
de veut que  
l'on retran-  
che les gages  
des officiers.*

Preuve  
XVII. pag.  
415.

& trois Allemans. Peu de jours après la publication de la paix, sçavoir le 22 Juin, le Conseil d'Etat escrivit aux Estats Generaux, que pour soulager les finances, en sorte que la seureté publique n'en fust point alterée, l'on pourroit reformer quarante maistres de chaque compagnie de Cavallerie, à la reserve des deux des gardes, & que des compagnies d'Infanterie, l'on pourroit reformer des unes cinquante, & des autres trente hommes: que par ce moyen l'on reformeroit deux mille six cens chevaux, & dix huit mille cinq cens soixante dix hommes de pied, & l'Etat en profiteroit tous les ans de deux millions, cinq cens quarante quatre mille, cent soixante dix neuf livres. Les Estats de Hollande, jugeant que cette reforme n'estoit point proportionnée au mauvais estat de leurs finances, ne s'en contenterent pas; mais insisterent à ce que l'on ostant cinquante hommes de toutes les compagnies indistinctement, à la reserve de celle des gardes du Prince d'Orange, de celle du Gouverneur de Frise & de celle du Marechal de Camp. Ils communiquerent leur pensée au Prince d'Orange, qui, après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat, entra dans leur sentiment, & desira mesmes, que l'on en fist la proposition en son nom. Mais ils ne trouverent pas l'assemblée des Estats dans la mesme disposition; les Deputés des autres Provinces faisant difficulté d'y consentir, sans l'ordre exprés de leurs Committents. De l'autre costé la necessité des affaires de la Province d'Hollande ne souffrant point de delay ny d'excuse, elle resolut de faire entendre, qu'ils feroient escrire aux officiers des Compagnies qu'elle payoit, qu'ils eussent à les reformer dans le 20 Juillet, parce qu'après ce jour là ils ne les payeroient que sur ce pied là, pour voir de quelle façon cela seroit receu des Estats Generaux. Ceuxcy, au lieu de s'y accommoder, déclamerent fort contre ce procédé, comme si les Estats d'Hollande violoient par là l'Union, & destruisoient les loix fondamentales de l'Etat: toutefois voyant la fermeté de ceux de Hollande, ils y acquiescerent enfin, & consentirent à la reforme de cinquante hommes de toutes les compagnies de gens de pied indistinctement.

Les Estats de Hollande avoient tousjours protesté, en parlant de cette reforme, qu'ils entendoient, qu'elle ne se feroit que par provision, en attendant que toutes les Provinces pussent demeurer d'accord d'une plus grande, ou d'une cassation formelle de quelques troupes. Ils connoissoient l'estat & le desordre de leurs finances, & en sentoient les incommodités; c'est pourquoy ils ne pouvoient pas souffrir, que les alliés se rendissent arbitres des interets de leur Province. Ils avoient dès le mois d'Aoust 1648 fait examiner, par des Deputés, l'estat des pensions & des appointements, qu'ils payoient tous les ans aux officiers Generaux, aux Gouverneurs des places, aux Colonels & aux autres officiers de guerre, & suivant l'avis de ces Deputés ils desiroient que l'on supprimast la charge de General de la Cavallerie, puis qu'elle se trouvoit unie avec celle de Capitaine general en la personne du Prince d'Orange: que l'on convertist en des pensions mediocres les grands appointements des officiers Generaux, Gouverneurs & Colonels, & que l'on supprimast les autres officiers majors des regiments. Mais le Conseil d'Etat, appuyé de l'autorité du Prince d'Orange, & du Gouverneur de Frise, en produisant au commencement de Decembre de la mesme année l'Etat de la guerre pour l'année suivante, après avoir re-

pre-



présenté aux Estats, qu'il falloit considerer les services de ceux, qui avoient exposé leur vie, & donné leur sang pendant la guerre, à dessein de jouir du fruit de leurs travaux pendant la paix: dit, que son avis estoit, qu'il estoit necessaire de continuer au Prince les pensions & les appointements, que l'on avoit accordés à ses predecesseurs après l'expiration de la trêve: de conserver la charge de General de la Cavallerie dans sa maison: de contenter les autres Generaux, & de faire subsister les officiers majors; c'est à dire les Lieutenant-Colonels & les Majors des regiments, aussi bien qu'un grand nombre d'autres officiers, que la paix rendoit inutiles. Les Estats d'Hollande, au lieu de l'agréer, s'adresserent au Prince d'Orange, comme au Gouverneur de leur Province, & lui declarerent au mois de May 1649, qu'à moins de licentier cinquante compagnies d'Infanterie estrangere, au lieu d'autant de Flamendes, qui avoient esté levées extraordinairement en l'an 1628, & pour six mois seulement, il estoit impossible de remedier aux desordres de leurs finances. Le Prince leur representa, que les Princes voisins estant encore armés, & que de puissantes armées estrangeres paroissant sur les frontieres, l'on ne pouvoit pas licentier tant de troupes, sans hazarder la fortune de l'Estat. Ils redoublerent leurs instances au mois d'Octobre, tant auprès du Prince d'Orange qu'auprès des Estats Generaux, à ce que l'on convertist les compagnies de cuirassiers, qui estoient un espece de compagnies d'ordonnance, ou de gens d'armes, en arquebusiers, ou chevaux legers: à ce que l'on retranchast les utiles aux soldats, en les payant punctuellement: Que les regiments estrangers, dont les uns estoient de 23. 18. 17. 14, & les autres de dix compagnies, fussent tous reduits à dix: moyennant quoy on licentioit encore cinquante cinq compagnies: que l'on reformast cinq cens quatre vingts cinq hommes, des vingtdeux compagnies, qui n'avoient pas esté reformées avec les autres, & qu'on licentiaist la moitié, ou du moins une bonne partie de la Cavallerie; comme estant de peu de service en ce pais, & de tresgrande dépense. Mais ils rencontrerent les mesmes difficultés, tant dans l'esprit du Prince, que dans l'assemblée des Estats Generaux. De sorte que les Conseillers Deputés, en executant l'ordre des Estats de Hollande, leurs Maistres, escrivirent aux Lieutenant-Colonels, & à quelques autres officiers estrangers, qu'ils eussent à licentier encore vingt hommes de chaque compagnie, & par ce moyen ils reformoient encore cinq cens quatre vingts cinq hommes. Les officiers en ayant fait leurs plaintes aux Estats Generaux, & au Prince d'Orange, celuicy, le Comte de Nassau, Gouverneur de Frise, & le Conseil d'Estat, considerant, qu'en ostant cinquante hommes de toutes les compagnies indistinctement, comme l'on avoit fait, l'on ménageoit desja tous les ans trois millions six cens mille livres, representerent dans l'Assemblée le tort, que les Estats de Hollande avoient de faire cette reforme de leur mouvement, sans la participation des Estats Generaux & du Conseil d'Estat, & dirent, qu'ils estoient d'avis, qu'on obligeast les Conseillers Deputés à en venir rendre compte à l'Assemblée. Mais elle se contenta d'en demander la raison aux Deputés ordinaires de la Province, & sur ce qu'ils n'alleguerent que la volonté & l'ordre des Estats, leurs Committents, le mesme Conseil d'Estat, tousjours appuyé de la presence & de l'autorité du Prince d'Orange & du Comte de Nassau, fut d'avis, que les Estats Generaux ordonnassent, que les Estats de Hol-

*Qu'on licentie 50 Compagnies estrangeres.*  
Preuve  
XVIII. pag. 420.

*Ils redoublent leurs instances: avec le mesme succès.*  
Preuve  
XIX. pag. 421.

*Le Prince ne l'approuve pas.*  
Preuve  
XX. pag. 424.

*La Hollande reforme 585 hommes.*  
Sup. preuve 11. pag. 410.

*Preuve*  
XXI. pag. 425.

*Les Estats Generaux, le Prince & le Conseil s'y opposent.*  
Preuve  
XXII. pag. 427.

*Le Conseil d'Estat est d'avis, que l'on empesche la Hollande d'exercer sa resolution.*

*Ibid.*

*La Hollande veut empescher les Estats Generaux de conclurre.*  
*Ibid.*

*Les six Provinces font conclurre contre les sentiments de la Hollande,*

*Et defendent aux Lieutenant-Colonels de reformer 20 hommes.*  
*Ibid.*

*La Hollande proteste.*  
*Preuve XXIII.*  
*pag. 432.*

lande feroient disposés à s'abstenir de cette sorte de reforme, sans la participation des Estats Generaux, & que les Conseillers Deputés seroient exhortés d'en faire surseoir l'execution. Les Deputés ordinaires de Hollande dirent, qu'ils ne pouvoient pas permettre, que leur Province presidant à son tour, l'affaire fust mise en deliberation, sans leur consentement; tant s'en faut qu'ils pussent souffrir, que l'on prist une conclusion si contraire aux intentions de leurs Committents; parce que c'estoit à elle à la proposer pendant qu'elle presidoit, si elle le jugeoit à propos. Ils firent instance à ce que l'on différast d'en parler jusques au lendemain, afin que cependant ils en pussent parler aux Conseillers Deputés; & les autres insisterent à ce que le President formast la conclusion à la pluralité des voix, ou que selon la forme du Gouvernement il cedast sa place à la Province, qui avoit presidé la semaine precedente. De sorte que les Deputés de Hollande estant contraints de prendre party, descendirent, pour aller trouver les Conseillers Deputés de la mesme Province dans un autre appartement du Palais, où tous ceux qui composent le Gouvernement de l'Estat s'assemblerent: mais à peine furent ils sortis de la salle, que le premier Deputé de la Province de Gueldre, laquelle avoit presidé la semaine precedente, prit la place du President, fit continuer la deliberation, & conclut, que les Estats Generaux escriroient à ceux de Hollande, & en leur absence aux Conseillers Deputés de la mesme Province, qu'à lettre veüe ils eussent à revoquer l'ordre, qu'ils avoient donné pour la reforme, & à faire expedier les ordonnances pour le payement des troupes, sur le pied de la reduction faite le 30 Juillet 1648. Ils y adjousterent, que les mesmes Conseillers Deputés seroient priés de s'assembler à quatre heures après midy, & de faire sçavoir au sortir de leur assemblée leur intention aux Estats Generaux, qui resolurent en mesme temps de s'assembler à cinq heures, & que faute de satisfaction de la part de la Hollande l'on defendroit aux Lieutenant-Colonels d'obeir à l'ordre des Estats de Hollande, & on leur commanderoit de tenir leurs compagnies complettes de soixantedix hommes. Les Deputés ordinaires protesterent, mais inutilement, contre cette resolution, & contre toute cette maniere de proceder; puis que ny eux ny les Conseillers Deputés ne pouvoient pas contremander un ordre du Souverain de la Province, & les Estats Generaux, rejettant l'offre, que les autres firent, de convoquer les Estats leurs Maistres au premier jour, firent partir les lettres, qu'ils avoient resolu le matin d'escrire, & ordonnerent aux Gouverneurs des places de tenir la main à ce que leur volonté fust punctuellement executée. Tout ce que les Deputés de Hollande purent faire, ce fut de reïterer la protestation, qu'ils avoient faite le matin, & de reserver la connoissance & la reparation de toute l'affaire aux Estats leurs Maistres. J'ay cru devoir icy toucher toutes ces particularités, parce que de cette contestation, où parurent les premiers commencements de l'animosité entre les Estats Generaux & ceux de Hollande, nâquit le desordre, qui fera une des plus considerables parties de cette Histoire.

Les uns & les autres s'opiniastrant ainſy à soustenir leurs sentiments & leurs resolutions, les Estats de Hollande, qui s'estoient assembles au mois de Novembre, & qui n'avoient pour objet de toutes leurs deliberations que le ménage, declarerent, que puis que leurs Alliés les

blâ-



biâmoient d'avoir manqué aux formes, & accusoient la Province d'avoir fait en son particulier ce qui n'appartenoit qu'à l'Estat en General, ils souffriroient volontiers que la reforme se fît au nom de la Generalité & par le Conseil d'Estat : & le Prince d'Orange de son costé, qui vouloit faire respecter son autorité, disposa le Conseil d'Estat à permettre que la reforme subsistât, pourveu qu'elle se fît au nom du Conseil, & que les compagnies fussent payées complètes sur le pied de soixantedix hommes, jusques au jour qu'elle auroit esté ordonnée par le Conseil. Mais comme ce n'estoit qu'une des moindres difficultés qui broüilloient la Hollande avec les autres Provinces, on ne la pouvoit pas bien regler, que l'on n'accommodast aussi les autres.

Les Estats de Hollande insistoient à ce qu'on licentiaât cinquante compagnies estrangeres, au lieu d'autant de Flamendes, qui n'avoient esté levées en l'an 1628 qu'à condition qu'elles ne subsisteroient que six mois: que l'on reduisist à dix compagnies tous les regiments estrangers, dont les uns estoient de 23, & les autres de 14 & de dix Compagnies, & que l'on cassast la moitié, ou du moins une bonne partie de la Cavallerie. Et d'autant que l'assemblée des Estats Generaux faisoit difficulté d'y consentir, ils firent représenter le mauvais estat de leurs finances au Prince d'Orange, le firent prier de ne remplir point les charges vacantes dont il avoit la disposition, & resolurent le 1 Decembre 1649, de l'en presser encore, & d'y faire declarer, que si les autres Provinces continuoient de faire les difficiles, ils feroient à l'égard des vingt-neuf compagnies, car ils en payoient autant des cinquante qui faisoient la contestation, ce qu'ils jugeroient devoir faire pour le bien de la Province. Le Prince, qui tâchoit de conserver les estrangers, proposa une conference avec des Deputés des autres Provinces, & leur vouloit faire comprendre, qu'il faudroit licentier une compagnie de chaque petit regiment & deux des grands, tant Flamens qu'estrangers, & qu'au lieu de reduire tous les regiments estrangers à dix compagnies, l'on pourroit mettre toutes les compagnies Flamendes à soixante hommes & les estrangeres à quarante-cinq. Pour ce qui est de la Cavallerie, qu'en licentiant douze compagnies, & en reduisant les autres à quarante maîtres, & en convertissant les cuirassiers en arquebusiers, les Estats de Hollande obtiendroient presque l'effect de leur intention. Que par ce moyen l'Estat esparagneroit tous les ans un million, trois cens cinquante mille, sept cens livres, & que si la Hollande y acquiesçoit, l'Estat pourroit aussi approuver la reforme, qu'elle avoit fait faire par ses Conseillers Deputés. Au reste qu'il ne falloit pas chercher tout le ménage en la reforme des gens de guerre, mais considerer, qu'il y avoit plus de soixante places à garder, & que l'on ne pouvoit pas licentier tant de troupes, sans hazarder une partie de l'Estat. Mais les Estats de Hollande, après avoir fait faire un estat pertinent de leurs finances, considerant que la dépense excedoit encore la recepte de beaucoup, & que pour soulager leurs finances il falloit licentier, & non reformer les troupes, en diminuant le nombre des officiers aussi bien que celui des soldats, ne voulurent pas agréer la proposition du Prince, ny la conference, à laquelle les Deputés des Provinces les convioient: toutesfois ils leur voulurent bien donner le loisir d'en escrire aux Estats leurs Committents, & de les informer aussi eux mesmes de leurs intentions & de leurs interets.

Après que les Estats Generaux eurent consenty à la reforme des Com-

*Elle veut bien que la reforme se fasse au nom de la Generalité.*

*Les Estats de Hollande veulent licentier 29 compagnies.*  
Preuve  
XXIV. pag. 434.

*Le Prince les veut engager à une conference avec les autres Provinces.*  
ibid.  
*et à leur refus, fait une autre proposition.*  
Preuve  
XXV. pag. 437.

*et représente l'Estat des frontieres.*  
Preuve  
XXVI. pag. 438.

*Les Estats d'Hollande n'y déferent pas.*  
Preuve  
XXVII.

*Ils somment  
les autres  
Provinces  
d'avisier.  
Preuve  
XXVIII.  
pag. 441.*

*Ils ne veu-  
lent pas en-  
trer en confé-  
rence.*

*Preuve  
XXIX.  
pag. 443.*

*veulent li-  
centier seuls  
quelques  
compagnies.*

*Preuve  
XXX.  
pag. 445.*

*Preuve  
XXXI.  
pag. 446.*

*Les Etats  
Generaux  
s'y opposent.*

*Preuve  
XXXII.  
pag. 448.*

*Preuve  
XXXIII.  
pag. 449.*

*Preuve  
XXXIV.  
pag. 450.*

*Le Prince  
fait une au-  
tre proposi-  
tion*

*Preuve  
XXXV.  
pag. 452.*

*La Hollan-  
de la rejette.*

*Preuve  
XXXVI.  
pag. 455.*

*La ville de  
Leyde fait  
une autre  
ouverture.*

pag. 441. pagnies des Lieutenant-Colonels, pourveu qu'elle se fist au nom du Conseil d'Estat, la Hollande fit au commencement de l'an 1650 sommer les Deputés des autres Provinces de s'expliquer, & de rapporter l'avis de leurs Committents sur les points qu'elle avoit fait proposer : mais ils dirent tous, que devant que de s'en pouvoir expliquer, ils falloit entrer en conference, & voir si ce grand licentement se pouvoit faire sans exposer l'Estat à un peril eminent, & il y en eut qui protestèrent, mais avec beaucoup de moderation, qu'ils ne demandoient cette conference, que pour sortir d'affaires, & non pour les tirer en longueur. La Hollande estoit si éloignée de cette pensée, qu'elle declara au contraire, que l'estat de la guerre n'estant en effect autre chose sinon une petition ou demande, que le Conseil faisoit d'un fonds extraordinaire, elle pretendoit se conserver la liberté, qu'elle s'estoit réservée par l'Union, de consentir ou de ne consentir pas à cette sorte de demandes : & puis que cellecy alloit à luy imposer des charges, qui lui estoient insupportables, elle n'y vouloit pas prester le dos, de peur d'y succomber. Que si les autres Provinces ne faisoient point de reflexion sur la necessité de ses affaires, & refusoient d'entrer dans ses sentiments, elle seroit obligée de faire seule chez elle ce qu'elle ne pouvoit pas esperer pouvoir faire de concert avec ses Alliés. Et de fait les Etats de Hollande, après avoir inutilement prié le Prince d'Orange, de représenter l'estat de leurs finances aux autres Provinces, & de les disposer à consentir au licentement des troupes, ordonnerent aux Conseillers Deputés, devant que de se separer vers les festes de Pasques, d'exécuter les resolutions, qu'ils avoient prises de temps en temps touchant la reforme & la cassation des troupes. Les Etats Generaux, qui ne le pouvoient pas ignorer, s'estant assemblés le jour de Pasques, prièrent le Prince & le Conseil d'Estat, de donner ordre à ce qu'une Province n'entreprist pas de licentier seule des gens de guerre, obligés par serment à l'Estat en General. Ils en escrivirent aux Conseillers Deputés, de Hollande, en des termes, qui les obligerent à differer la cassation jusques au retour des Etats de la Province. Au mois de May le Prince fit une autre proposition, par laquelle il vouloit obliger la Hollande à suivre l'avis des autres Provinces touchant la reduction des gens de pied : à souffrir, que moyennant la conversion des cuirassiers en arquebusiers, & le licentement de vingt cornettes de Cavallerie, celles que l'on continueroit d'entretenir, fussent de soixante maistres : à se contenter du retranchement de la moitié des utensiles : à promettre qu'elle ne parleroit plus de reforme, que la paix entre la France & l'Espagne ne fust faite, & qu'alors il ne s'en feroit point, sinon du consentement commun de toutes les Provinces : à payer aux officiers reformés les pensions, que les Etats Generaux & le Conseil d'Estat leur avoient destinées, & à agréer l'estat de la guerre, lequel elle avoit jugé estre si contraire à ses intentions & à ses interets.

Elle rejetta cette proposition, & alloit exécuter ses premieres resolutions, nonobstant l'opposition de la Noblesse & de quelques villes, quand les Deputés de Leyde firent une ouverture, par laquelle ils croyoient pouvoir porter les Nobles & les villes à un consentement unanime, & les autres Provinces à s'accommoder avec celle de Hollande. Ce fut, qu'en licentiant cinquante cinq compagnies d'Infanterie, & vingt de Cavallerie, à quoy les Provinces consentoient, l'on reduisist celles qui

sub-



subsisteroient, les unes de soixantedix à soixante hommes, & les autres de soixante à cinquante maîtres, les Provinces se réservant la liberté de consentir, ou de ne consentir point aux demandes extraordinaires, que le Conseil d'Etat pourroit faire à l'avenir, ainſy qu'elles le jugeroient à propos pour le bien de leurs affaires. Cette proposition ayant esté trouvée assés raisonnable, l'Assemblée la communiqua au Prince d'Orange, & le fit prier de l'agréer, & de disposer les Estats Generaux à l'agréer aussi: mais le Prince répondit, qu'il ne la pouvoit pas approuver, ny s'employer non plus à la faire approuver des autres Provinces. C'est pourquoy les Estats de Hollande, voulant éviter tout ce qui pouvoit jeter les Alliés dans une division tres-dangereuse, & desirant embrasser tout ce qui pouvoit faciliter l'accommodement entre eux, declarerent, que conformément à l'avis des autres Provinces ils se contenteroient, que dès à present on ne licentiaſt que cinquante cinq compagnies d'Infanterie, & douze de Cavallerie, en reformant encore dix maîtres de chaque cornette de Cavallerie, & en convertiſſant les cuirassiers en arquebuſiers, & que les Deputés des six Provinces seroient requis de disposer leur Committents à s'expliquer favorablement, dans un mois ou six semaines, touchant les autres points de ménage proposés par cette Province. Mais cette ouverture n'ayant pas esté agréée, non plus que la precedente, les Estats d'Hollande resolurent enfin, que l'on n'en parleroit plus aux Estats Generaux, mais que l'on passeroit outre à l'execution des resolutions, qu'ils avoient cydevant prises sur ce sujet; c'est à dire à la cassation d'une partie des troupes, suivant leurs premieres intentions. Les Estats Generaux en ayant esté advertis, les envoyerent prier, par un Deputé de chaque Province, de faire surseoir l'execution de leur resolution, & de faire en sorte que toute l'affaire fust réglée de concert avec tous les Alliés. Ils n'en remporterent autre réponse, sinon que l'Assemblée feroit ſçavoir son intention aux Estats Generaux, par des Deputés qu'elle y enverroient. Elle leur fit faire les mesmes offres, qu'elle y avoit fait faire quelques jours auparavant: & d'autant qu'elles y furent encore rejetées, elle fit partir les lettres qu'elle faisoit tenir prestes, par lesquelles l'on faisoit ſçavoir aux Capitaines, tant d'Infanterie que de Cavallerie, qu'on les remercioit de leur service, & qu'on ne les payeroit plus à l'avenir: & cette resolution ayant esté prise de cette façon, les Estats de Hollande se separerent le mesme jour, à cause des festes.

Le lendemain, jour de la Pentecoste, le Prince d'Orange, le Gouverneur de Frise & le Conseil d'Etat en corps allerent représenter à l'assemblée des Estats Generaux, qu'ayant appris, que les Estats de Hollande, devant que de se separer, avoient licentié plusieurs compagnies, tant d'Infanterie que de Cavallerie, ils avoient, en vertu de l'autorité, que les Estats Generaux leur avoient donnée par leur resolution du 10 Avril, qui ordonnoit au Conseil d'empescher les cassations particulieres, escrit aux Capitaines, de se souvenir du serment qu'ils avoient aux Estats Generaux, & de ne point souffrir qu'on les licentiaſt ſans leur ordre. Qu'ils alloient faire partir leur lettre, & qu'ils estoient d'avis, que les Estats Generaux escriviſſent sur le mesme sujet, & dans les mesmes termes, aux Gouverneurs des places, où ces compagnies estoient en garnison, afin d'empescher l'effect des ordres de Hollande. Au reste qu'il estoit necessaire de songer aux moyens, dont l'on se pourroit servir en cette importante conjoncture pour la conservation du re-

pos de l'Estat. La plus part des Deputés des six Provinces n'estoient pas seulement dans les mesmes sentiments, mais ils suivoient aveuglement ceux du Prince; c'est pourquoy il n'eût point de peine à y faire prendre cette remarquable & dangereuse resolution, du 5 Juin, après l'avoir concertée avec Corneille Musch, Greffier de l'Assemblée, Ministre dépendant entierement de ses volontés, auquel les Estats donnerent ordre d'en dresser la minute.

*Resolvent  
d'envoyer  
une deputa-  
tion aux  
villes d'Hol-  
lande,*

*Et donnent  
un pouvoir  
ample au  
Prince :*

*qui donne  
une explica-  
tion bien  
estendue a la  
resolution.*

*Cette reso-  
lution est  
prise par un  
petit nombre  
de Deputés.*

*Le Prince  
se met à la  
teste de la  
deputation.  
Preuve  
XLIV.  
pag. 471.*

*Les Depu-  
tés d'Hollan-  
de tâchent  
de l'em-  
pêcher.  
Preuve  
XLV.  
pag. 473.*

Elle portoit qu'il seroit escrit aux Gouverneurs conformément à l'avis du Conseil d'Estat : que l'on enverroit une deputation solennelle aux villes d'Hollande, pour les obliger à s'abstenir de toute cassation séparée ou reformation de gens de guerre, qui sont au service & au serment de l'Estat en general, & que ce seroit le Prince qui ordonneroit de quelle façon cette deputation se feroit, de combien & de quelles personnes elle seroit composée. Et que cependant le Prince seroit requis & autorisé, de donner les ordres nécessaires, & de faire en sorte, que le repos & la paix fussent conservés, & sur tout que l'Union, avec ce qui la regarde, fust maintenue & affermie, & que tout ce que l'on pourroit entreprendre contre elle fust empêché & destourné. J'ay bien voulu employer icy les propres termes des dernières périodes de cette celebre resolution; parce que le Prince a fondé sur elle cette grande action, dont le souvenir fait encore horreur à ceux qui considèrent, que l'estendue, que l'on donna au sens de cette resolution, pouvoit & faillit de jeter l'Estat en des desordres capables de l'abîmer.

L'on doit remarquer icy, que les Deputés de Gueldre, qui se trouverent à l'Assemblée au nombre de neuf, n'approuverent point cette resolution : que ceux de Hollande s'y opposerent formellement, & que les deux Provinces de Frise & d'Over-Yssel n'y avoient chacune qu'un Deputé, & celle de Groningue deux. De sorte que ce petit nombre de personnes osa bien, sans ordre de leurs Committents, disposer de toute la fortune de la Republique. Dès le lendemain le Prince declara dans l'Assemblée, qu'il se mettroit lui même à la teste de la deputation, & qu'en vertu du pouvoir, qu'on lui avoit donné le jour precedent, il la composeroit de quatre Deputés, choisis parmy ceux de Gueldre, de Zeelande, d'Utrecht & de Groningue, de deux Deputés du Conseil d'Estat & du Tresorier General. Son offre fut agréée, & son choix fut approuvé. Les Deputés de Hollande représenterent, que cette deputation estant une nouveauté, & se faisant contre les formes, elle ne pouvoit pas produire l'effect que l'Assemblée s'en promettoit; mais que si elle vouloit différer l'exécution de la resolution, qu'elle avoit prise sur ce sujet, ils convoqueroient les Estats de la Province presentement, & qu'elle leur pourroit faire proposer les mesmes choses, qu'elle vouloit faire dire aux villes. On leur reparti, qu'on le feroit, pourveu qu'ils revoquassent l'ordre qu'ils avoient donné pour la cassation séparée de tant de compagnies de Cavallerie & d'Infanterie : mais ils répondirent, que c'estoit l'affaire de Estats de Hollande, & non la leur, & que ce n'estoit pas à eux à alterer la resolution de leurs Maistres.

Sur cette declaration le Prince partit, accompagné de ces Deputés, & suivy d'un grand nombre d'officiers de guerre. Estant arrivé à Dordrecht, première ville de la Province, le Bourguemaître lui declara, que c'estoit en sa consideration qu'on lui accordoit l'audiance, qu'il desiroit prendre dans le Senat; avec cette protestation expresse, que ce seroit

*Les Depu-  
tés partent.  
Preuve  
XLVI.  
pag. 475.  
Leur recep-*



feroit sans prejudice de la Souveraineté des Estats de Hollande, & de la liberté de leurs suffrages dans leurs assemblées. Alexandre de la Capelle, Seigneur d'Aertsbergue, un des Deputés, au lieu de dire de bouche le sujet de la deputation, y leut un escrit, qu'il laissa au Bourguemaistre, contenant. Que les Estats de Hollande avoient jetté l'Estat dans un grand desordre, en licentiant de leur chef, sans la participation de leurs Alliés, quelques compagnies de Cavallerie & d'Infanterie. Que les Deputés des autres Provinces s'y estoient opposés, comme à une chose contraire à l'Union, qui a donné le commandement supreme, & le pouvoir de lever & de licentier les troupes, au Conseil d'Estat. Que les Deputés de la ville de Dordrecht avoient consenty à cette cassation séparée, nonobstant l'ordre contraire qu'ils avoient du Magistrat. Que cette entreprise d'une seule Province donnoit d'autant plus d'inquietude au Prince & au Conseil, qu'ils en apprehendoient la dissolution de l'Union, la dissipation de l'Estat, la ruine de ses habitants, & par conséquent celle de la Religion Reformée. Que l'un & l'autre avoient jugé, que pour la prevenir il n'y avoit point de meilleur remede que celui de cette deputation, à la teste de laquelle le Prince avoit bien voulu se mettre, afin de représenter aux villes, avec d'autant plus d'efficace & d'effect, ce que nos predecesseurs avoient souffert pour l'amour de la profession de la Religion. Que Guillaume, Prince d'Orange, touché de compassion des miseres du peuple, avoit fait armer les Provinces, & les avoit fait réunir comme dans un seul corps. Que cette Union avoit rendu l'Estat formidable à ses ennemis, & considerable à tout le monde : mais que les premieres années de la paix le menaçoient d'une revolution, qui en altereroit le repos, si l'on souffroit, que les Provinces se dispensassent de l'obligation qu'elles ont à l'Union. Que pour la prevenir, le Conseil d'Estat avoit envoyé aux Provinces un estat des troupes, qu'il avoit jugé necessaires pour la garde des places frontieres. Que la Hollande ne l'avoit pas voulu recevoir, & avoit mesmes refusé de venir en conference avec les Deputés des Estats Generaux sur les difficultés, qu'elle y formoit. Qu'elle avoit insisté à ce qu'on licentiait la moitié de la Cavallerie, & cent cinq compagnies d'Infanterie. Que les mesmes Estats Generaux l'avoient fait prier, tant de bouche par des Deputés, que par des lettres qu'ils ont écrites aux villes, de n'y plus insister, & de s'accommoder aux sentiments des six autres Provinces : mais que nonobstant leurs prieres, & l'opposition formelle de quelques uns des principaux membres de la Province mesme, les Estats d'Hollande avoient resolu, en leur derniere assemblée, de licentier un bon nombre de gens de guerre. Que ce procedé extraordinaire avoit obligé le Prince & le Conseil d'Estat à y remedier par des moyens extraordinaires, & qu'ils n'en avoient point trouvé de plus propre, que celui de le faire représenter aux villes mesmes, par une deputation solennelle. Que l'on ne doutoit point, que la Hollande ne fust incommodée en ses finances; mais qu'il falloit considerer, que les autres Provinces ne l'estoient pas moins. Que c'estoit une guerre de près d'un siecle qui les avoit jettées dans cette incommodité, mais que c'estoit la mesme guerre, qui leur avoit acquis la précieuse liberté, dont ils jouissoient maintenant. Qu'il estoit juste de soulager la Hollande; mais que ce soulagement ne se pouvoit trouver que dans le consentement unanime de tous les Alliés, & que ceux qui l'avoient voulu chercher ailleurs,

tion a Dordrecht.

Discours  
d'Aertsbergue.  
Preuve  
XLVII.  
pag. 480.

*Le Magistrat de Dordrecht en est fort scandalisé.*  
 Sup. pr. 46.  
 pag. 475.  
*Repartie d'Aertsbergue.*

*Les Deputés n'y obtiennent rien.*

ailleurs, avoient rencontré des oppositions tresfortes de la part des autres Provinces. Qu'ils prioient le Magistrat d'y faire reflexion ; de demeurer inseparablement attachés à l'Union : de continuer de payer les gens de guerre , & de reparer ce qui avoit esté fait contre l'Union. Le Magistrat , quoy que fort offensé de ce discours , fit répondre au Prince, qu'il en delibereroit , & que lors de l'assemblée des États de la Province, qui avoit esté convoqué, la ville expliqueroit ses sentiments, ainsy qu'elle le jugeroit à propos pour le bien de l'État. Mais les Deputés ne se pouvant pas satisfaire de ces termes Generaux , & ayant obtenu une seconde audience le lendemain, le mesme Aertsbergue y dit, qu'ils ne se pouvoient pas contenter de la réponse generale, qu'on leur avoit faite le jour precedent. Qu'ils ne sortiroient point de la ville, que le Magistrat ne leur eust fait une declaration expresse, si elle vouloit rentrer dans l'Union, dont elle s'estoit separée, qu'ils ne remportassent une réponse par escrit nette, positive, cathégorique & peremptoire sur leur proposition, & que Messieurs de Dordrecht n'eussent fait une reparation prompte & effective, parce qu'ils avoient violé l'Union, à l'exemple de plusieurs autres villes de la Province, qui aussy bien qu'eux estoient criminels, & punissables en leurs corps & en leurs biens. Aertsbergue y adjousta, que s'ils n'y satisfaisoient pas presentement, il seroit contraint de leur tenir un autre langage, & de faire d'autres ouvertures. Il est certain, que la presence du Prince le sauva de l'effect du juste ressentiment du Magistrat, qui voulut bien dissimuler en quelque façon son indignation pour l'amour de lui ; mais les Deputés n'en remporterent pas plus de satisfaction. Le Magistrat leur fit dire, qu'il se trouvoit extremement scandalisé des paroles fâcheuses & menaçantes d'Aertsbergue, & qu'il en rémoigneroit son ressentiment en toutes les occasions. Et d'autant qu'en son discours il avoit aussy parlé contre la Souveraineté & contre la liberté de la Province, & contre la reputation & la bonne intention des villes, dont elle est composée, ils ne manqueroient pas d'en faire rapport à la premiere assemblée, & d'en faire demander reparation. Le Prince voulut obliger le Magistrat à entrer en conference, mais il fut resolu, d'un consentement unanime, que l'on n'auroit plus de commerce avec les Deputés.

*Le Magistrat d'Amsterdam fait prier le Prince de ne venir point dans la ville.*  
 Preuve  
 XLVIII.  
 pag. 489.

*Et reiterer cette priere :*

Les Deputés, après avoir fait leur affaire à Dordrecht, allerent à Gornichem, où ils furent mieux receus & traittés, aussy bien qu'en quelques autres villes voisines : mais estant arrivés a Goude, ils y trouverent deux Bourguemaistres d'Amsterdam, que la Magistrat de la mesme ville y avoit envoyés, en suite d'une resolution qu'il avoit prise, qu'à l'exemple de ce qui y estoit arrivé en l'an 1639 il ne pourroit pas admettre cette deputation, comme ayant esté faite contre les formes, ny recevoir ou reconnoistre le Prince, comme Deputé des États Generaux, pour le prier de ne se donner pas la peine de venir dans leur ville ; parce qu'il seroit contraint de manquer au respect qu'il avoit pour personne, en ne le considerant pas, & en refusant de l'ouïr en plein Senat en cette qualité, & avec la suite qui l'accompagnait. Et d'autant que le Prince ne laissoit pas de poursuivre son voyage, & de faire connoistre, qu'il y iroit, le Magistrat envoya encore un Bourguemaistre, avec le President des Eschevins & un Secretaire au devant de lui jusques à Edam, & lui fit dire, que s'il lui plaisoit venir à Amsterdam comme Gouverneur de la Province, il y seroit reçu avec tout le respect



pect, & avec tous les honneurs imaginables; mais le Prince répondit, qu'il y iroit avec sa compagnie, & avec toutes les qualités, dont il se trouvoit revêtu. Et de fait, cette seconde deputation ne l'ayant pas pu empêcher d'y aller, il demanda qu'on lui donnât audience en plein Senat, & parce qu'il déclara, qu'il s'y trouveroit avec sa qualité de Député, & comme porteur des lettres de creance des Estats Generaux, les Bourguemaîtres ne voulurent pas convoquer le Senat, & refuserent de lui faire donner audience; mesmes après qu'il eust déclaré, qu'il la demandoit comme Gouverneur de la Province, mais qu'il ne se depoüilleroit pas de la qualité de Député, & qu'il parleroit en son audience au sujet de sa commission. Les Bourguemaîtres soustenoient, qu'ils pouvoient & devoient en user ainsi; parce que c'estoit à eux à juger, si l'affaire, dont le Prince avoit à parler, estoit de la nature de celles, qui doivent estre proposées à eux, ou bien au Senat en corps. Que la commission de Gouverneur de Province ne donnoit pas au Prince la faculté de se trouver dans le Senat des villes, & à leurs deliberations, quand bon lui sembleroit, & qu'ils avoient aussi jugé, qu'ils devoient proceder de cette maniere, parce qu'ils n'auroient pas souffrir l'insolence d'Aertsbergue, qui y auroit, sans doute, tenu le mesme langage qu'il avoit tenu à Dordrecht. Le Prince trouva la mesme difficulté à Haerlem, qu'il avoit rencontrée à Amsterdam, & ne fut pas mieux traité à Delft, où le Magistrat offrit de lui donner audience en qualité de Gouverneur de Hollande, mais il ne voulut pas admettre les autres Députés, ny mesme les loger par fourrier: de sorte que le Prince aima mieux les ramener à la Haye. Il avoit veu toutes les villes de Zuyt-Hollande devant que d'aller en Nort-Hollande; d'où il revint assés satisfait, sinon de la ville de Horn. Mais il fut extremement indigné du procédé du Magistrat de Medemblic, qui envoya au devant de lui, & lui fit dire, que le chemin estant tresfascheux, & la ville trop petite pour recevoir & pour traiter tant de personnes de qualité, le Prince feroit bien de ne se donner pas la peine de faire ce voyage; puis qu'auſſy bien il n'en pourroit pas remporter autre réponse, que celle que le Magistrat lui faisoit presenter par ses Députés: ayant resolu que ceux que la ville enverroient à l'assemblée des Estats de Hollande, y porteroient leurs sentimens.

*mais inutilement.*

*On ne lui veut pas donner audience.*

*Il trouve la mesme refus à Haerlem & à Delft.*

*Il ne va point à Medemblic.*

Les Députés estant de retour à la Haye, Aertsbergue, qui en estoit le premier, fit rapport dans l'assemblée des Estats Generaux de la disposition, qu'ils avoient trouvée dans les villes de Hollande, & dit, que la réponse qu'on leur avoit faite estoit fort différente. Que dans les unes le Magistrat avoit protesté de son inclination à ne se separer jamais de l'Union: que dans les autres l'on en avoit parlé froidement: que dans quelques unes l'on n'en avoit point parlé du tout, & qu'à Haerlem, Delft, Amsterdam & Medemblic l'on avoit refusé de leur donner audience. Le Prince y adjousta, qu'en cette commission il avoit eu des rencontres, qui regardoient sa personne en particulier; mais qu'il en entretiendrait la compagnie une autre fois. Les Estats le remercièrent, aussi bien que les autres Députés, de la peine qu'ils y avoient prise, de la mesme maniere qu'ils ont accoustumé d'en user à la fin des commissions.

*Les Députés reviennent à la Haye:*

*Leur rapport.*

*Preuve*

*XLIX. pag. 502.*

Trois jours après le Prince dit dans l'assemblée des Estats de Hollande, qu'ayant bien voulu se charger de la commission d'aller représen-

*Le Prince se plaint de la ville d'Am-*

*I. Part.*

**T**

*ter*

*Amsterdam,*  
Preuve L.  
pag. 506.

ter aux villes de cette Province les desordres, dont son licentement séparé & précipité menaçoit l'Estat, le Magistrat d'Amsterdam avoit bien eu l'assurance d'envoyer au devant de lui, & de lui faire dire, que l'on n'y recevroit pas les Deputés, & que par une seconde deputation il l'avoit fait prier de n'y point aller, parce que l'on seroit peutestre obligé d'en user d'une façon, qui ne lui seroit pas agreable. Qu'il n'avoit pas laissé d'y aller, mais que les Bourguemaistres n'avoient pas voulu permettre qu'il prist audience en plein Senat; mesmes en qualité de Gouverneur de la Province. Qu'il avoit sujet d'en estre sensiblement offensé, & que le Magistrat, ayant manqué au respect qu'il devoit à la dignité de sa personne, comme représentant le Souverain de la Province, il estoit obligé de lui en faire reparation.

*qui justifie  
son procédé.  
Sup. preuve  
48. pag.  
489.*

Ce discours ayant esté imprimé, afin que le peuple en eust connoissance, le Magistrat d'Amsterdam fit représenter aux Estats de Hollande par escrit. Qu'il estoit bien marry de voir le peuple informé de plusieurs choses, dont il eust mieux valu garder le secret, & de se voir accusé seul, puis que dans l'assemblée des Estats Generaux le Prince avoit nommé plusieurs autres villes, dont il n'estoit pas plus satisfait que de celle d'Amsterdam. Que ce procédé les forçoit de dire. Qu'ayant appris, que le Prince, prestant l'oreille au Conseil de quelques gens mal-intentionnés, avoit pris commission des Estats Generaux d'aller dans les villes de Hollande, pour tascher d'y faire renverser les résolutions, que les Estats de la Province avoient prises pour le soulagement de leurs finances. Qu'il estoit party de la Haye, nonobstant les remonstrances des Deputés de Hollande, qui lui avoient représenté les dangereuses suites de cette nouveauté, & nonobstant les offres qu'ils lui avoient faites de convoquer les Estats de la Province au premier jour. Que puis qu'il venoit dans leur ville, accompagné d'un grand nombre de Deputés des Estats Generaux & du Conseil d'Estat, le Conseil de la ville avoit jugé tout d'une voix, qu'ils ne pouvoient pas recevoir dans leur ville une deputation, qui venoit s'opposer à l'exécution des résolutions des Estats, Souverains de la Province: & afin de ne se trouver pas dans la nécessité de faire un affront au Prince, en le renvoyant lors qu'il seroit arrivé, qu'il valoit mieux envoyer au devant de lui, & le prier de n'y pas venir. Que ces sentiments se rapportoient entierement à ceux des Deputés des Estats de Hollande, qui après avoir examiné tout le détail de la deputation, l'avoient condamnée. Qu'ayant sçeu depuis, que le Prince estoit persuadé, que l'on refusoit de le recevoir dans la ville comme Gouverneur de la Province, ils l'avoient fait assurer par deux de leurs Bourguemaistres, qu'ils estoient si éloignés de cette pensée, de ne le point admettre dans leur ville en cette qualité, qu'au contraire ils le recevroient avec respect, & avec toutes les ceremonies ordinaires, quand il seroit l'honneur à leur ville d'y venir. Comme en effet qu'on lui avoit fait une entrée fort honorable, & que les Bourguemaistres lui avoient fait toutes les civilités qu'il pouvoit desirer. Mais que le Prince leur ayant déclaré, qu'il pretendoit y estre reconnu en sa qualité de Deputé des Estats Generaux, aussy bien qu'en celle de Gouverneur de la Province, ils avoient résolu de ne lui donner point d'audience en cette qualité. Qu'ils avoient cru en pouvoir user ainsi, sans pécher contre le respect, qu'ils devoient à la personne du Prince; tant parce qu'ils ne le pouvoient pas reconnoître en cette qualité de

Deputé



Deputé des Estats Generaux, sans la permission de ceux de la Province, que parce qu'ils ne trouvoient point dans la commission de Gouverneur, qu'entre les éminents avantages qu'on lui fait, on lui donne aussi la faculté d'entrer, quand il lui plaist, dans les Conseils des villes, qui avec la Noblesse composent la Souveraineté de la Province. Au reste qu'ils estoient persuadés, que les Estats de Hollande ne trouveroient pas bon, que celui qui gouverneroit la Province en leur nom, se donnast la liberté d'aller de ville en ville, intimider les Magistrats, ainsi qu'Aertsbergue avoit fait à Dordrecht, pour tascher de renverser les resolutions du Souverain, quand il ne les approuveroit pas. Que ce seroit une chose de mauvais exemple, & de tresmeschante consequence: & que quand mesmes l'on auroit pû le reconnoistre, il falloit que toutes les deputations fussent adreslées aux Bourguemaistres immediatement, afin qu'ils pussent juger de la proposition des Deputés, si c'est à eux à y répondre, ou bien à la faire examiner par le Senat en corps. Que le Magistrat d'Amsterdam en avoit usé de la mesme maniere en l'an 1639, & en ce temps là les Estats de Hollande avoient approuvé leur procedé, comme ils avoient desja condamné tout le procedé des Estats Generaux en cette rencontre. Qu'ils l'avoient fait examiner par des Deputés, qui avoient esté d'avis, que les Estats de Hollande le condamnasent, comme une chose nouvelle & sans exemple, & qu'ils defendissent aux villes de la Province d'admettre cette sorte de deputations à l'avenir. Qu'en la proposition mesme il y avoit plusieurs termes impertinents & contraires à la verité. Qu'il en falloit informer les Provinces alliées, conserver & ménager la reputation du Prince, lui représenter l'estat des affaires de la Province, & tascher de s'accommoder avec lui pour celles de la guerre.

*Resolution  
des Estats de  
Hollande  
contre cette  
deputation.  
Preuve LI.  
pag. 510.*

Les mesmes Deputés de Hollande, dont cet escrit parle, avoient remarqué, qu'entre autres choses Aertsbergue avoit dit, que les Estats de Hollande avoient reformé & licentié une partie de leurs gens de guerre, sans la participation de leurs Alliés: mais qu'il n'estoit pas vray; veu qu'ils avoient employé plusieurs mois à tascher de faire entrer les Alliés dans leurs sentiments sur ce sujet. Que l'on ne pouvoit pas verifier non plus, que ce fust au Conseil d'Estat à lever & à reformer & licentier les gens de guerre; puis que son instruction n'en parle point, & que les Provinces ne lui ont jamais cédé ce droit. Qu'on leur faisoit tort, en leur reprochant d'avoir violé l'Union quand ils ont voulu retrancher le nombre de leurs gens de guerre, & que l'on y interessoit la religion mal a propos, sans sujet, & à dessein de descrier la conduite & les sentiments des Magistrats auprès des peuples. Ils alleguoient, ainsi que les Estats de Hollande firent depuis en leur lettre circulaire, l'exemple des Estats d'Utrecht, qui au plus fort de la guerre avoient refusé de contribuer à la subsistance des vaisseaux gardecostes, bien qu'en effect ils fassent partie des forces maritimes de l'Estat: & celui de Frise, qui continuoit de refuser de contribuer aux subsides, dont les autres Provinces secourent de temps en temps la Compagnie des Indes Occidentales. Ils disoient, que si les autres Alliés estoient assés opulents, pour faire subsister un plus grand nombre de gens de guerre, que celui que les Estats de Hollande jugeoient pouvoir entretenir de leur revenu, il falloit faire un nouveau regalement entre les Provinces, décharger la Hollande, & charger celles qui ont de l'argent de reste.

*Remarques  
sur le discours  
d'Aertsbergue.*

*Les Pro-  
vinces font  
partie de l'U-  
nion, & non  
des villes.*

Ceux qui jugeoient de cette deputation sans passion disoient, que ceux qui l'avoient conseillée, devoient avoir considéré, que les Estats Generaux ne pouvoient envoyer leurs Deputés qu'à la Province de Hollande, leur Alliée, non aux villes, qui ne font pas partie de l'alliance, mais sont seulement membres d'une Province alliée; parce que les villes estant sujettes aux Estats des Provinces, qui sont proprement ce que l'on appelle le Souverain, il sembloit que leur intention fust de les faire souslever contre leurs superieurs, en s'adressant aux sujets au prejudice des Estats.

*Deputation  
des Estats  
Generaux  
à ceux de  
Hollande:  
Preuve  
LII. pag.  
515.*

Ils s'estoient assemblés sur le premier advis, qu'ils avoient eu de la deputation, & ils l'estoient encore lors que les Deputés firent leur rapport. Deux jours après les Estats Generaux envoyerent le mesme Aertsbergue, & quelques autres Deputés, à leur Assemblée, les prier de consentir, avec les autres Provinces, à la subsistance des gens de guerre, suivant les sentiments du Prince & l'advis du Conseil d'Estat, & cependant de continuer de payer les compagnies, qu'ils avoient licenciées. Mais les esprits estoient trop ulcerés, & une certaine fatalité les entraisoit insensiblement à des extremités inevitables.

*predicateurs  
seditieux.  
Preuve  
LIII.  
pag. 517.*

Il y avoit des predicateurs, qui par leurs sermons seditieux aigrissoient le mal, & qui, en accusant les Estats de Hollande d'ingratitude envers ceux, qui avoient hasardé leur vie pour le service de l'Estat, taschoient de donner au peuple une tres-meschante impression de la sincerité des intentions de leurs Souverains, & en descroient la conduite publiquement. Les Estats en firent parler à celui qui l'avoit fait avec le plus d'impudence; mais il ne s'en corrigea point, jusques à ce qu'ils lui fissent voir quelque temps après, qu'ils en avoient le moyen, & qu'ils lui en fissent sentir l'effect.

*La Hollan-  
de fait une  
proposition:  
Preuve  
LIV.  
pag. 518.*

Le 12 Juillet les Estats de Hollande firent représenter, par des Deputés, au Prince d'Orange, qu'à leur advis il ne seroit pas fort difficile d'ajuster le different, si on licentioit cent & cinq compagnies d'Infanterie, dont les officiers seroient payés de la moitié de leurs appointements; puis que par ce moyen l'Estat payeroit cinq cens cinquante hommes plus qu'il n'auroit payé, si la proposition, que le Prince avoit faite le 8 Decembre 1648, eust esté agréée. Que si les Deputés des autres Provinces faisoient difficulté d'y consentir, sans l'ordre exprés de leurs Committents, l'on pourroit cependant licentier, par provision, celles que leurs superieurs vouloient bien qu'on licentiaât. Que l'on continueroit d'entretenir une compagnie de Cavallerie de cent cinquante maîtres: trois compagnies de cent, trentehuit de soixante maîtres, & une de cinquante carabins, & que l'on en licentieroit vingt six, dont les officiers seroient payés de la moitié de leurs gages: & que parce moyen l'Estat entretiendrait encore deux mille huit cens quatre vingts quatre chevaux; c'est à dire quarante quatre chevaux plus, que le Prince faisoit subsister par sa proposition dont nous venons de parler: mais si les autres Provinces ne pouvoient pas agréer cette ouverture, qu'ils insisteroient à ce que le licentierement se fît par le Conseil d'Estat, sur le pied de leurs resolutions. Toutefois comme toutes les villes n'estoient pas d'accord entre elles, l'on s'advisa d'un temperament, que l'on jugeoit ne devoir pas estre desagréable aux autres Provinces. L'on consentoit à ce que l'on ne licentiaât presentement que cinquante cinq compagnies d'Infanterie, & que celles qui subsisteroient seroient reduites à soixan-

*fort appro-  
chante de  
celle du  
Prince.*



te hommes. Pareillement qu'on licentieroit vingt compagnies de Cavallerie, & que les autres ne seroient que de cinquante maîtres, à la reserve de celles du Prince & du Gouverneur de Frite. Que le Prince & le Conseil d'Estat feroient cette cassation. Que l'on conserveroit au Marechal de Camp ses appointements: aux Capitaines de Cavallerie mille, & à ceux d'Infanterie sept cens livres par an, & que le Prince pourroit remplir les charges vacantes des Compagnies, qui estoient à sa disposition. La Hollande croyoit avoir donné à leurs Alliés, par cette offre, la satisfaction qu'ils pouvoient desirer, en acquiesçant, par provision, à ce que les Provinces avoient resolu sur ce sujet, & que d'ailleurs elle ne perdoit pas le respect pour le Prince, & ne se ressentoit point de ce qui s'estoit passé en la deputation. Mais le Prince se plaignoit des affronts, qu'il disoit y avoir receus, & particulièrement de ce que les Estats de Hollande parloient de la deputation, dont il avoit esté le chef, en des termes, qui ne lui pouvoient pas plaire: tellement que meslant son ressentiment avec l'interest, qui l'avoit fait parler jusques alors contre les resolutions des Estats de Hollande, au lieu d'agréer leurs offres, il se rendit le 15 Juillet en personne, avec le Conseil d'Estat, dans l'Assemblée des Estats Generaux, où fit instance, à ce qu'avant toutes choses l'on obligeast la Hollande à continuer le payement des compagnies qu'elle avoit licenciées. Ils y adjousterent, que pour donner quelque satisfaction à la Hollande, en la consideration de l'estat de ses finances, l'on pourroit licentier seize cornettes de Cavallerie, & que des cinquante deux compagnies de Cavallerie & une de carabins, que l'on continueroit d'entretenir, les dix Colonelles seroient de soixante maîtres, & les autres de cinquante; à la reserve des trois compagnies du Prince, & de celle du Comte Maurice de Nassau, Lieutenant General de la Cavallerie, dont la premiere seroit de cent cinquante, & les trois autres de cent maîtres chacune. Que l'on convertiroit les cuirassiers en arquebusiers. Qu'on licentieroit cinquante cinq compagnies d'Infanterie de cinquante hommes, & que de chacune des deuxcent & une compagnie, qui estoient de soixante dix hommes, l'on reformeroit cinq hommes. Que par ce moyen l'on ne feroit subsister que quatre cens quinze compagnies, qui ne feroient que vingt six mille trois cens quinze hommes; encore que lors de la trêve, pendant laquelle il n'y avoit pas tant de places à garder, l'on en eust entretenu davantage. Ils vouloient aussi que l'on continuast de donner des appointements & des pensions considerables, tant aux officiers qui seroient licenciés, qu'à ceux qui continueroient de servir l'Estat.

Les Estats de Hollande remarquoient sur cette proposition, que par ce moyen le Prince faisoit subsister cent soixante chevaux, & mille six cens soixante dix hommes de pied plus, qu'il avoit pretendu faire subsister par sa proposition du 8 Decembre, & que l'Estat demeurant chargé de la pension d'un grand nombre d'officiers reformés, cette derniere ouverture estoit bien plus éloignée de leurs intentions que l'autre. Neantmoins par complaisance pour leurs Alliés, & pour obliger le Prince, ils voulurent bien souffrir, que l'on ne licentiait que cinquante cinq compagnies d'Infanterie, & que l'on reduisist celles de soixante dix hommes à soixante: que l'on ne licentiait que vingt cinq cornettes de Cavallerie, & que l'on reduisist les autres de soixante maîtres à cinquante, & dirent qu'ils permettroient que tout cela se fît au nom du Prince & du Conseil

*Le Prince  
ne l'agréa  
pas;*

*Preuve  
LV. pag.  
521.*

*Et fait une  
autre propo-  
sition,*

*Preuve  
LVI. pag.  
523.*

*plus éloignée  
des inten-  
tions de la  
Hollande que  
celle du 8  
Decembre  
1648.*

*il y a quel-  
que apparen-  
ce d'accom-  
modement.  
Sup. preuve  
54. pag. 518.*

*La Nobles-  
se de Hollan-  
de y met ob-  
stacle.  
Preuve  
LVII. pag.  
528.*

*Lettre cir-  
culaire des  
Estats de Hol-  
lande.  
Preuve  
LVIII.  
pag. 529.*

d'Estat. Ils proposerent aussy quelque chose de fort approchant de ce que le mesme Prince & le Conseil avoient desiré, touchant les appointements & les pensions des officiers, tant de ceux qui seroient conservés, que des reformés. Cette ouverture faisoit esperer, que les differents s'ajusteroient au contentement des uns & des autres; mais ceux de l'ordre de la Noblesse de Hollande declarerent, qu'ils estoient d'avis, que le moyen le plus facile & le plus propre de faire entrer toutes les Provinces dans un mesme sentiment, estoit, de s'accommoder à la dernière proposition du Conseil d'Estat, parce qu'elle n'estoit pas fort éloignée de celle que l'on avoit faite dans l'assemblée des Estats de Hollande, pour tâcher de regler l'estat des gens de guerre du consentement unanime de tous les Alliés. Les villes travaillerent inutilement à la ramener à leur avis, & firent encore d'autres ouvertures, mais ne les pouvant pas faire agréer, particulièrement aux Estats Generaux, ceux d'Hollande escrivirent une lettre circulaire aux six Provinces, & leur presenterent.

Qu'ils n'estoient pas en peine de justifier le zele, qu'ils avoient eu de tout temps pour la conservation de l'Estat, de la Religion & de la Liberté. Qu'ils n'en avoient donné que trop de preuves; & particulièrement en ce qu'ils avoient bien voulu souffrir, qu'au prejudice du 5 article de l'Union, qui porte bien expressement, que les droits seront imposés & levés sur les denrées & sur les marchandises, dont il y est parlé, en toutes les Provinces sur un mesme pied également, les habitants de leur Province ayent esté tellement chargés, qu'elle contribue seule incomparablement plus que toutes les autres Provinces ensemble. Que non contents de cela, ils avoient avancé des sommes fort considerables pour le comte des autres Provinces, & pour le service de l'Estat. Que ces avances ayant jetté leurs finances dans un dernier desordre, en sorte que se trouvant entierement épuisées, ils avoient esté contraints, par une necessité extreme, de se servir de l'occasion de la paix, pour, en arrestant l'effusion du sang, que la guerre avoit fait épandre, ménager aussy leur bourse & leur revenu. Qu'ils ne s'y estoient pas si fort appliqués, qu'ils n'eussent songé en mesme temps à la conservation de l'Estat, & à la seureté de ses frontieres. Que l'on ne pouvoit pas empêcher la ruine de l'un & la perte des autres, en temps de paix, aussy bien que pendant la guerre, si l'on ne diminuoit la dépense excessive, à la continuation de laquelle le revenu du païs ne pouvoit pas suffire. Qu'ils n'avoient pas tellement pressé le licentierement & la reforme des gens de guerre, qu'en faisant l'un & l'autre sur le pied de leur dernière proposition, l'Estat n'entretinst encore deux mille sept cens chevaux, & vingt six mille hommes de pied. Qu'ils avoient eu sujet d'esperer, que les Deputés des autres Provinces y auroient acquiescé, & qu'ils se seroient rendus à la raison, qui estoit devenue palpable, quand on leur a fait voir, qu'en faisant subsister plus de soldats & d'officiers que l'on ne peut payer, l'on affoiblit & ruine les forces de l'Estat. Mais que les mesmes Deputés, bien loin de l'escouter, n'avoient pas seulement voulu consentir à ce que, par provision, on licentiaist les compagnies, à la cassation desquelles les Estats des Provinces, & le Conseil d'Estat avoient bien voulu consentir, en attendant qu'on les pust disposer à s'accommoder aux sentiments de la Hollande. Que ce refus les avoit obligés à songer aux interets de leur Province, & à faire



escrire aux officiers de quelques unes des compagnies, qui sont assignées sur leurs bureaux, qu'on ne les payeroit plus. Que dans l'assemblée des Estats Generaux il y avoit des Deputés, qui avoient bien voulu soutenir, qu'une Province particuliere ne se pouvoit pas donner cette liberté; parce qu'en discontinuant de payer elle licentioit indirectement les troupes, & violoit l'Union. Que les mesmes deputés y adjoustoient, que ç'a voit autrefois esté le sentiment des Estats de Hollande, & qu'en effect tous les Alliés, qui avoient donné au Prince le commandement en chef de leurs troupes, lui avoient aussi donné, & au Conseil d'Estat, la faculté d'en lever, & de les licentier. Mais qu'ils esperoient, que les Estats des Provinces n'en feroient pas le mesme jugement, que leurs Deputés en avoient fait; puis qu'elles ont toutes conservé avec la Souveraineté la liberté de consentir, ou de ne consentir point à des levées de deniers, sans lesquels il ne se fait point de levée de gens de guerre: & mesmes que ce n'est pas ny au Prince ny au Conseil d'Estat à disposer des gens de guerre, pour en lever ou pour les congédier, sans le consentement des Provinces. Qu'elles permettent bien au Conseil de recevoir le serment de fidelité des officiers, mais qu'il ne le reçoit qu'au nom de l'Estat & des Provinces, & que ce pouvoir n'est que preciaire; puis que mesme dans les monarchies les officiers le font entre les mains de ceux, que le Souverain a establis pour cela. Que si les Estats de Hollande, ou leurs Deputés, avoient autrefois empesché une seule Province de licentier une partie des troupes qu'elle payoit, ce n'avoit esté, que parce qu'elle le faisoit au prejudice d'un consentement precedent, qui lui estant commun avec les autres Provinces, l'obligeoit aussi à l'exécuter: ou parce qu'elle les vouloit licentier sans la participation des Alliés. Que l'on ne pouvoit pas empesché la Province de Hollande de joüir, pendant la paix, de la mesme liberté, qu'elle avoit si pretieusement conservée pendant la guerre, & laquelle ses premiers Princes mesmes ne lui avoient pas enviée. Que la resolution, qu'elle avoit prise sur ce sujet, estoit d'autant plus avantageuse à l'Estat, qu'elle reparoit la bresche, que la guerre avoit faite aux finances, dont la bonne administration lui donneroit une reputation d'autant plus grande, qu'en payant punctuellement les gens de guerre, il seroit assuré d'en avoir tousjours de bien disciplinés; au lieu que si l'on pretendoit entretenir plus de soldats que l'on ne peut payer, ou ils deserteroient, faute de pouvoir subsister, ou ils se jetteroient dans une licence, capable de perdre l'Estat. Qu'ils n'avoient rien fait, qu'ils n'eussent auparavant communiqué à leurs Alliés, & à quoy ils n'eussent esté portés par une derniere necessité, afin de prevenir leur ruine, qui sans cela estoit inévitable, & afin de demeurer en estat de se pouvoir acquitter de ce qu'ils devoient à l'Union, à laquelle ils protestoient vouloir demeurer attachés inseparablement.

La verité est, que tout le different entre les Estats de Hollande d'un costé, & le Prince avec le Conseil d'Estat, & les Deputés des six Provinces de l'autre, n'estoit pas de si grande importance, qu'on ne l'eust pu ajuster sans peine, si la contestation opiniastrée de part & d'autre n'eust rendu les esprits presque irreconciliables. Les uns vouloient qu'on licentiaست vingt cornettes de Cavallerie, & que l'on reduisist les compagnies d'Infanterie, qui estoient de soixantedix hommes, à soixante, & celles de soixante à cinquante, & les autres ne vouloient consentir qu'à la cassation de seize cornettes de Cavallerie, & que de deux cens

*Le different n'est pas d'importance,*

*ce,*

*en quoy il consiste,*

&

Sup. pr. 58.  
pag. 529.

& une compagnie d'Infanterie l'on reformast cinq hommes de chacune. De sorte que le Prince faisant subsister trois mille chevaux, & vingt six mille trois cens quinze fantassins, & la Hollande deux mille sept cens chevaux, & un peu moins de vingt six mille hommes de pied, le différent ne meritoit pas que l'on en parlaſt, & neantmoins il servit de pretexte à un scandale, que le temps n'a pas encore pu guerir, & dont la posterité conservera sans doute la memoire, avec plus d'opiniaſtre-té qu'il ne faudroit pour le repos de la Province. Le Prince desiroit encore, que l'on donnast une pension de douze cens livres aux Capitaines de Cavallerie reformés, & une de mille à ceux d'Infanterie, en les obligeant de servir l'Eſtat, quand il en auroit beſoin. La Hollande ne vouloit donner que mille livres aux uns & sept cens aux autres, en les dispensant de servir, parce qu'elle jugeoit leur service inutile en temps de paix: & ne vouloit rien donner aux officiers ſubalternes. Le Prince vouloit que l'on continuast de payer la moitié des utenſiles. Que les appointements des Gouverneurs de Boisleduc, de Maſtricht, de Breda & de l'Eſcluse fuſſent réglés à deux cens cinquante livres par mois: ceux de Weſel, de Bergues-op-Zoom & de Hulſt à deux cens livres, & ceux du Gouverneur de Willemſtadt, qui comprend auſſy le Clundert, à cinquante livres par mois; & ce à l'égard des preſents, & à ſix vingts livres par mois pour les absents, & qu'à meſure que les Colonels de Cavallerie viendroient à mourir, l'on reduiſiſt le nombre à ſix: celui des Majors de Cavallerie ſur le meſme pied, à cinquante livres par mois, & ceux d'Infanterie à cinquante deux. Les Eſtats de Hollande inſiſtoient au contraire à ce que l'on ne payaſt plus les utenſiles, & à ce que tout le reſte fuſt réglé ſur le pied, que le Prince meſme avoit pris au mois de Decembre 1648, & il n'y eut pas moyen de les faire rapprocher davantage. Et bien que l'on ne puiſſe pas nier, qu'il y avoit pour le moins autant de fermeté d'un coſté que de l'autre, on ne laiſſoit pas d'accuſer ceux de Hollande qui temoignoient d'en avoir le plus, de vouloir deſchirer l'Union, & diviſer & diſſiper l'Eſtat. Les Eſtats de Hollande s'en juſtifierent par la lettre, dont nous venons de parler; mais devant qu'ils puiſſent ſçavoir l'effect qu'elle produiroit dans les Provinces, le Prince decida le différent d'une maniere d'autant plus ſurprenante, qu'à la reſerve de ceux à qui il avoit communiqué ſon deſſein, & qui y avoient trempé, il n'y avoit perſonne, qui le cruſt capable d'une action de cette force: à laquelle il ne ſe ſeroit, ſans doute, jamais porté de ſon mouvement, & ſans la violence que firent ſur ſon bon naturel les mauvais conſeils de quelques eſtrangers, & Hollandois dénaturés, qui y croyoient trouver leur avantage particulier. Ce fut que le Samedi 30 Juillet il fit arreſter les Deputés de quelques villes de Hollande, & faillit de ſurprendre la ville d'Amſterdam, par les troupes, qu'il avoit tirées des garniſons de pluſieurs Provinces, & des places immédiatement ſujettes à l'Eſtat.

*Le Prince  
fait arreſter  
quelques De-  
putés de Hol-  
lande.*

Nous en dirons les particularités ailleurs, & parlerons icy d'une autre rencontre, qui commit les Eſtats de Hollande avec les Eſtats Generaux & avec le Prince d'Orange, à l'occasion de l'emprisonnement de Witte Corneliiſſon de Witte, qui avoit ſervy la Compagnie des Indes Occidentales en qualité d'Admiral au Breſil, & en eſtoit party ſans la permission du Conſeil, qui y avoit la direction des affaires ſous la Souveraineté de l'Eſtat. Witte eſtant arrivé dans le païs, alla voir

*Le Prince  
fait arreſter  
Witte Cor-  
neliiſſon de  
Witte.*



voir le Prince, comme Admiral en chef, pour lui rendre compte de sa conduite. Le Prince, après avoir pris l'avis de quelques Deputés des Estats Generaux, ses confidents, le fit arrester & emmener à l'hostellerie, où il estoit logé, & sur le soir il le fit conduire à la prison ordinaire, pendant que les Estats Generaux avoient fait saisir, par ceux de Admirauté d'Amsterdam, quelques capitaines de l'esquadre de Witte. Les Estats Generaux leur donnerent des juges, tirés de tous les colleges de l'Admirauté, & les Estats de Hollan- La Hollande de se plaint, que les Estats Generaux ont violé son territoire. de s'en plainirent, comme d'un attentat à leur Souveraineté, & comme d'une violence faite au territoire de leur Province, où les Estats Generaux n'ont point de Jurisdiction, dont le droit d'emprisonner fait une partie. Ils le firent représenter au Prince d'Orange, mais ils n'en eurent point de satisfaction. Le Magistrat d'Amsterdam, jaloux de son autorité, ne pouvant pas souffrir, que l'Admirauté l'usurpast dans sa ville, la fit sommer de lui remettre les prisonniers, & sur le premier refus qu'elle en fit, les serrures de sa prison furent forcées & les prisonniers mis en liberté. Les Estats Generaux, scandalisés de ce procédé, en escrivirent à ceux de Hollande. Ils se fortifioient de la possession, en laquelle ils estoient, & se servoient de plusieurs exemples, pour faire voir, qu'ils n'avoient rien fait qui ne fust dans l'ordre & dans les formes. Ils représenterent, qu'ils en avoient usé de la mesme maniere en l'an 1625, à l'égard des soldats, qui avoient rendu la *Bahia de Todos los Santos*. Qu'on ne leur avoit pas contesté ce pouvoir lors qu'en l'an 1633 ils firent arrester les capitaines de la Flotte de l'Admiral Pater, & quelques autres encore en 1635 & 1639; de sorte qu'il falloit croire, que l'Admirauté d'Amsterdam n'avoit fait que ce qui s'estoit pratiqué auparavant, depuis plus de cinquante ans: & ce du consentement de toutes les Provinces. Ceux qui justifioient le procédé des Estats Generaux, disoient, qu'il falloit les considerer comme Souverains dans les pais associés & conquis, qui comprennent aussi les Indes & le Bresil. Que ceux qui sont à leur serment sont aussi sujets à leur Jurisdiction; particulièrement à l'égard de leur commission: sur tout si le crime se commet dans un lieu, où ils ont une Cour de Justice, comme ils avoient au Bresil. Que celui qui est employé par les Estats Generaux dans une commission hors du pais est obligé d'en rendre compte à eux, & est responsable à eux de ses actions, jusques à ce qu'il en ait esté déchargé: & enfin que sans cela il y auroit dans une mesme cause plusieurs Tribunaux & plusieurs Sentences, bien souvent differentes & contraires. Les Estats de Hollande répondirent, que les Estats Generaux n'ayant point de Jurisdiction dans les Provinces qui composent l'Union, ils n'y pouvoient pas usurper le droit d'emprisonner qui ce soit, sans la permission du Souverain, ou du juge qui le représente. Que la mesme Union, qui conserve aux Provinces leur Souveraineté & leur Jurisdiction, conserve aussi aux habitants leurs privileges, & entr'autres celui de ne pouvoir estre jugés que par leurs juges naturels & competents, & que ceux de Hollande ont de tout temps eu celui de *non evocando*, non pas mesmes par devant le Prince du pais. Que tout ce que les Estats Generaux peuvent pretendre, c'est la judicature des gens de guerre, pour des crimes commis au fait de leur employ, & ce par prevention seulement. Qu'ils le reconnoissent bien, puis qu'ils ne font point faire de capture. Que les

Portugais avoient pris tout le Bresil, de sorte que les Estats Generaux n'avoient plus de Jurisdiction au lieu, où le pretendu crime avoit esté commis. Que les Estats mesmes, Souverains d'une Province, ne pouvoient pas estre juges de leurs sujets, ny leur donner des juges delegués; mais qu'ils estoient obligés de les renvoyer à la Justice ordinaire. Que si quelquefois il en avoit esté usé autrement, ç'avoit esté du consentement des Estats de la Province, ou de leurs Deputés. Que ceux cy y avoient consenty, ou de l'ordre de leurs Committents & superieurs, ou bien sans leur ordre. Que s'ils y avoient consenty ou connivé sans ordre, ils avoient trahi les interests de leur Province: & que si les Estats mesmes y avoient consenty, ils l'avoient fait ou par negligence, ou par ignorance, ou bien pour des considerations particulieres, & en tout cas qu'ils n'avoient pas pû, en quelque maniere que ce fust, faire prejudice à la Souveraineté de la Province. Ils firent prier le Prince d'Orange de faire ramener de Witte à son hostellerie, & de le mettre entre les mains de ses juges naturels, & parce que le Prince en fit difficulté, ils resolurent de le faire tirer de la prison par le Procureur General, & de le renvoyer à l'Admirauté de Rotterdam: si bien que le Prince, pour ne recevoir point cet affront, prevint le Fiscal, & le fit ramener à son hostellerie.

*Les Estats de Hollande: font prier le Prince de tirer Witte de la prison, Preuve LXI. pag. 540.*

*Et l'en veulent faire tirer par le Procureur General. Preuve LXII. pag. 541.*

*Le Prince les previent. Preuve LXIII. pag. 541.*

*Les affaires d'Angleterre.*

*La mort du Roy d'Angleterre.*

*Le Parlement abolit la dignité Royale.*

*Difficultés sur le compliment à faire*

Le ressentiment que le Prince en témoigna, aussy bien que de l'opposition des Estats de Hollande à ses volontés, touchant la reforme des gens de guerre, eut des suites si grandes, si fâcheuses & si importantes, qu'elles nous obligent à en reserver le recit pour le livre suivant; afin de ne pas trop enfler celui cy, où nous parlerons de quelques autres affaires, arrivées dans le voisinage du pais pendant cette grande contestation.

Entre les raisons, avec lesquelles le Prince combattoit celles que les Estats de Hollande employoient, pour appuyer la necessité du ménage de leurs finances, il se servoit souvent de la mauvaise volonté des Anglois, qui après avoir fait mourir leur Roy sur un eschaffault, estoient capables de toutes les dernieres extremités. Les premieres nouvelles de cette sanglante execution furent apportées au Prince d'Orange, qui en fit faire part au Prince de Galles, son beaufrere, par un de ses aumosniers, & les porta lui mesme à la Princessse Royale, sa femme. L'intention de ceux qui composoient le Parlement, c'est à dire la lie de ces Deputés, qui avoient esté convoqués par une autorité legitime, estant de destruire la Roiauté en la personne du Roy, ils avoient fait publier dans la ville de Londres, dès le lendemain de l'execution, laquelle avoit esté faite le dernier jour de Janvier 1649, que personne n'eust à proclamer, ou à reconnoistre le Prince de Galles en la qualité de Roy d'Angleterre, sans le consentement du peuple, & supprima en suite, par un acte particulier & solennel, la dignité Royale mesme. C'est pourquoy les Estats Generaux, qui en cette conjoncture ne se pouvoient pas dispenser de faire faire civilité au Prince, legitime successeur du defunct, & qui avoit desja pris la qualité de Roy de la Grand' Bretagne, se trouvoient d'autant plus embarrassés, qu'ils ne le pouvoient pas saluer en cette qualité, sans condamner l'action du Parlement. Le Prince d'Orange, gendre du Roy defunct, & les Deputés des Provinces, qui n'estoient point interessées au commerce, estoient d'avis, qu'en lui faisant compliment sur cette funeste rencontre, on lui en fist aussy un



un sur son advenement à la Couronne d'Angleterre : mais ceux de Hol-  
 lande & de Zeelande, qui ne se pouvoient pas passer du commerce  
 d'Angleterre, craignant d'irriter des gens, qui venoient de faire voir,  
 qu'après avoir fait mourir leur Souverain par la main d'un bourreau, ils  
 ne considereroient pas beaucoup leurs voisins, vouloient que l'on de-  
 meurast dans les termes d'un compliment propre pour son affliction.

Les Estats Generaux le firent en corps, & les Estats de Hollande le fi-  
 rent faire par deux Deputés de l'ordre de la Noblesse, & de chacune  
 des villes, suivis du Conseiller Pensionnaire & du Secretaire; les uns  
 & les autres en manteaux longs. Ceux qui portoient la parole, lui don-  
 nerent la qualité de Roy, & le traiterent de Majesté; parce qu'encore  
 que le Parlement d'Angleterre l'eust exclus de la succession, & qu'il eust  
 aboly & supprimé la dignité Royale, celui d'Ecosse ne s'en estoit pas  
 encore expliqué, & l'on ne croyoit pas qu'il fust dans les mesmes sen-  
 timents.

Les Pasteurs ou Ministres de l'Eglise de la Haye se donnerent la liber-  
 té de lui faire un compliment en leur particulier, afin qu'il sceust, qu'en  
 ces Pais ceux de leur robbe avoient pour les Rois & pour les Princes des  
 sentiments aussy respectueux, que ceux des Pasteurs d'Angleterre, où  
 les sermons seditieux de quelques uns avoient fort contribué à la mort  
 du feu Roy, estoient inhumains & detestables. Leur discours estoit rem-  
 plly de termes, qui exprimoient l'horreur qu'ils avoient de cette cruel-  
 le execution; dont ils parloient comme d'un parricide execrable & sans  
 exemple. Ils disoient, que le meurtre commis en la personne du Saint  
 Oinct de Dieu, qui estoit celui de tous les Rois de la Chrestienté, qui  
 faisoit seul profession de la religion Reformée, estant tres-execrable,  
 ceux qui la preschoient, ne pouvoient pas ne condamner point un atten-  
 tat si contraire à l'Evangile, & aux principes de la raison & de l'humani-  
 té mesme. Et afin qu'il ne manquast rien à la flatterie, que la plupart  
 des Pasteurs ne se peuvent pas empescher de mesler avec ce qu'il y a de  
 plus sacré dans la liturgie, ils firent une comparaison entre le Roy de-  
 funct & St. Estienne, premier martyr de l'Eglise, comme s'il eust souf-  
 fert pour la profession de la religion Chrestienne, & mirent mesmes sa  
 mort en parallele avec les souffrances de Jesus Christ. Les Estats de  
 Hollande se trouverent extrêmement offensés de ce procedé, tant par-  
 ce que ce compliment affecté n'estoit proprement qu'une honteuse bas-  
 sesse, qu'ils rendoient aux Parents & aux Alliés des deux Rois, que par-  
 ce que ce discours pouvoit donner aux Anglois une tresméchante im-  
 pression des sentiments de tout l'Estat; mais principalement parce que  
 les Estats de Hollande jugeoient, que les Pasteurs, qui hors de l'encein-  
 te de leur chaire ne peuvent pas estre distingués de leurs autres fujets,  
 ne devoient pas former un corps dans le corps de l'Estat, ny se produi-  
 re à des Rois & des Princes estrangers, sans la permission du Souverain,  
 qui doit avoir part à toutes les deliberations des consistoires. Les Pasteurs  
 voulurent faire croire, que ce n'avoit esté qu'un office de consolation,  
 auquel ils avoient esté obligés par le devoir de leur charge; mais comme  
 l'on connoissoit leur intention, on ne voulut pas recevoir leur excuse,  
 & en les censurant avec severité de leur imprudence, on leur defendit  
 de publier leur harangue, de parler de ces affaires en chaire, & d'entre-  
 tenir correspondance en Angleterre. L'on n'a pas laissé de voir leur  
 harangue imprimée, mais on les a empeschés de faire un corps parti-  
 culier

culier dans le corps de l'Estat, & de paroistre en cette qualité de vant les Princes estrangers.

Le Roy defunct estoit oncle d'alliance de celui de France : beaufriere du Roy d'Espagne & cousin germain de celui de Dannemarc, & neantmoins pas un de ces Rois ne fit dire un seul mot de civilité ou de consolation à son fils. La France, qui avoit autrefois fait de si grands devoirs, pour sauver la vie à la Reine d'Escoffe, bisayeule du Roy d'Angleterre d'à present, quoy que convaincüe d'avoir attenté à la vie & à l'Estat de la Souveraine, qui lui faisoit faire son procès, n'avoit pas fait faire le moindre office pour le defunct, & ne fit rien pour son successeur. Corvitz Ulefeldt, qui estoit à la Haye de la part du Roy de Dannemarc, pour les affaires, dont nous aurons occasion de parler cy après, rencontrant un jour le Roy à la Cour de la Reine de Boheme, sa tante, eust l'incivilité de lui faire un compliment en passant; mais il ne lui parla point du tout de l'estat des affaires d'Angleterre, ny de l'inclination du Roy, son maître, à contribuer ses forces à son reftablissement. Il n'y eut que Christine, Reine de Suede, qui par le principe d'une fausse generosité, dont toutes les actions de son regne n'ont esté qu'une suite continuelle, qui lui escrivit une lettre fort obligeante. Elle y condamnoit & detestoit l'action des mesmes Anglois, dont elle envoya quelque temps après rechercher l'amitié, par un mouvement bien contraire à celui qui l'avoit fait parler en sa lettre. Aussi n'en pouvoit on esperer qu'un compliment, sans suite & sans effect; puis que les moyens lui manquoient, aussi bien que la volonté, dans la plus estrange profusion & dissipation du domaine & du revenu de la Couronne, dont l'on ait jamais ouï parler.

*Saulmaise  
escrit pour le  
Roy.  
Preuve  
LXVII.  
pag. 546.*

*Milton y  
répond.*

Claude Saulmaise, tres sçavant critique, & Professeur honnoraire en l'Université de Leide, entreprit, moyennant une bonne recompense, de defendre la conduite, la memoire & les droits du Roy defunct, contre l'injustice & l'attentat du pretendu Parlement: mais comme ce n'estoit pas une maniere d'escole, au lieu de satisfaire à ce que l'on attendoit d'un personnage, qui avoit acquis une si vaste reputation dans le monde lettré, ceux qui en parloient avec le plus de moderation & d'avantage pour lui, disoient, qu'il avoit employé une quantité de fort belles paroles, & plusieurs raisons foibles & mauvaises, pour patrociner une bonne cause. Les Ministres du Parlement s'en plainquirent, & l'on en defendit la vente. Le livre, qui parut quelque temps après pour la defense du peuple d'Angleterre, contre les maximes posées par Saulmaise, fut trouvé sans comparaison plus fort, & fut reçu avec plus d'approbation, mesme par ceux qui condamnoient celles des Anglois, & qui jugeoient les peuples bien plus heureux sous un Monarque que dans une Republique Aristocratique, ou bien dans un Estat populaire.

Il y avoit des Deputés, dans l'assemblée des Estats Generaux, qui estoient d'avis, que l'on fist revenir les deux Ambassadeurs, qui estoient de la part de l'Estat en Angleterre: mais ceux de Hollande & de Zeelande jugeoient, qu'il suffisoit de revoquer l'extraordinaire; tant parce que le Sieur de Heemstede n'y ayant esté envoyé, qu'à la priere du Prince de Galles, pour tâcher d'empescher l'execution du Roy, sa commission estoit expirée, & son sejour y estoit inutile; que parce que cet Estat, en revoquant l'Ambassadeur ordinaire, témoigneroit mal à propos un ressentiment mal fondé & inutile, pendant que les premiers



miers Rois de l'Europe, tous fort proches parents du Roy defunct, ne laissoient pas de rechercher l'amitié & l'alliance de ceux qui l'avoient fait mourir.

Il y avoit desja quelque temps, que Walter Striclandt & le Docteur Isaac Dorefflas, estoient à la Haye de la part du Parlement. Ce dernier, Hollandois de Naissance, fils d'un Pasteur de l'Eglise d'Enckhuise en Nort-Hollande ou West-Frise, s'estoit depuis plusieurs années estably en Angleterre, où le Roy defunct lui avoit donné une chaire pour lire l'Histoire dans l'Université de Cambridge. Il la quitta pour plaider, en qualité d'Advocat, devant l'Admirauté d'Angleterre à Londres, où il avoit achevé d'acquérir une parfaite connoissance de la langue du pais, & d'apprendre à se former à l'humeur de la nation. Pendant les desordres du Roiaume le Parlement jetta les yeux sur lui, à dessein de s'en servir au procès du Roy, où il auroit esté employé en la qualité de Procureur general, si le Roy eust pû se résoudre à reconnoistre les juges qu'on lui avoit donnés, & à répondre par devant eux. Et comme il sçavoit aussy la langue Flamende, & qu'il avoit des parents & des habitudes en Hollande, il y fut envoyé, à l'occasion des deux Flottes, du Prince de Galles & du Comte de Warwyck, qui se trouverent à l'emboucheure de la Meuse, vers la fin de l'année 1648. Il avoit ordre de faire en sorte, que les Estats ne permissent point aux vaisseaux, qui s'estoient declarés pour le Roy, de prendre port en ces pais, ou d'entreprendre quoy que ce soit contre le service du Parlement. Mais ny lui ny son collegue ne pûrent jamais obtenir audience des Estats Generaux, nonobstant les instances continuelles, qu'ils faisoient de temps en temps pour cela, & que les Estats de Hollande faisoient pour eux. Guillaume Boswel, Resident du Roy d'Angleterre, s'y opposoit, & il y en avoit, qui faisoient accroire, que l'on n'estoit pas obligé de reconnoistre deux Ministres d'un mesme Estat, quand il est divisé, parce qu'il n'y peut avoir qu'un Souverain. Mais ce pretexte cessoit depuis que cet Estat avoit promis de demeurer dans les termes d'une parfaite neutralité, & principalement depuis qu'il n'y avoit plus de Roy en Angleterre, & que l'on ne laissoit pas d'y entretenir un Ambassadeur auprès du Parlement, qui representoit la Souveraineté de la nouvelle Republique. Neantmoins les Estats Generaux, qui dépendoient la pluspart de la volonté du Prince d'Orange, s'opiniâstrerent à refuser l'audience aux Ministres du Parlement; mesmes après l'accident qui arriva à Dorefflas le 12 May 1649. Incontinent après la mort du Roy d'Angleterre, les domestiques & les autres Anglois, partisans du Successeur, commencerent à menacer les deux Ministres du Parlement, de sorte que Striclandt, intimidé de ces menaces, demanda & obtint la protection particuliere des Estats de Hollande dès le mois de Mars 1649. Et soit qu'il en usast avec plus de precaution, ou qu'il fust plus heureux que Dorefflas, celui cy le paya pour tous les deux. Le 12 May, veille de l'Ascension, il soupoit en la compagnie de plusieurs personnes, qui estoient logées dans la mesme hostellerie, quand quatre hommes masqués, ayant doucement frappé à la porte de la rüe, & se l'estant fait ouvrir, entrèrent, & soufflerent la chandelle, qui esclairoit le vestibule, pendant que quelques uns de leurs compagnons se rendirent maistres de la porte, pour asseurer la retraite à ceux qui feroient l'execution. En mesme temps deux des premiers, qui estoient armés à

*Striclandt  
& Dorefflas  
Ministres du  
Parlement.*

*Le sujet de  
leur l'envoy.  
Sup. liv. 2.  
pag. 97.*

*Striclandt  
demande la  
protection  
des Estats de  
Hollande.  
Preuve  
LXVIII.  
pag. 547.*

*Dorefflas  
est assassiné.  
Preuve  
LXIX.  
pag. 548.*

l'espreuve, se jetterent dans la Salle. Mais comme ils ne connoissoient pas bien le visage de Doreflas, ils déchargerent leurs premiers coups sur un gentilhomme de Gueldre, qui estoit logé dans la mesme hostellerie & qui soupoit à table d'hoste en la mesme compagnie, & le blessèrent en sorte qu'il en mourut quelques jours après. Doreflas, voulant profiter de leur erreur, tâcha de se sauver dans une chambre voisine, mais le desordre de son esprit ne lui permettant pas d'ouvrir la porte à propos, il fut reconnu & tué de plusieurs coups, que les assassins lui donnerent à la teste & au cœur. Striclandt, effrayé de cet accident, redoubla les instances, qu'il avoit desja faites pour la seureté de sa personne, demanda aux Estats de Hollande leur protection contre les violences, qu'il devoit craindre après celle-là: que l'on en punist les auteurs & les complices, & que l'on mist entre ses mains les memoires qui s'y trouveroient touchant leur commune negociation, avec l'argent du defunct. On lui rendit les papiers, mais l'argent avoit trouvé un autre maistre.

*Striclandt  
s'en plaint.  
Preuve  
LXX.  
pag 550.*

*La Cour de  
Justice en in-  
forme.  
Sup. preuve  
69-pag-548.*

*Les Estats  
envoyent les  
informations  
en Angleter-  
re.  
Preuve  
LXXI.  
pag 552.*

La Cour de Justice fut en Corps sur le lieu, en informa elle mesme, ordonna au Procureur General de faire ses diligences, & promit une recompense de mille livres à celui, qui découvreroit quelqu'un des auteurs de l'assassinat: mais comme la Haye est un lieu ouvert de tous costés, & qu'il estoit remply d'Anglois & d'Escoffois disgraciés, que ceux du party contraire appelloient malignants, exilés & desesperés, qui en se ressentant de la persecution qu'ils souffroient en leur particulier, faisoient plaisir au Roy d'Angleterre & au Prince d'Orange, ils ne manquerent point de protection ny de retraite; de sorte que toute la recherche, que l'on fit du crime & des criminels, fut inutile. Le Parlement en fit faire des plaintes à l'Ambassadeur, qui estoit de la part de cet Estat à Londres, en des termes qui marquoient un dernier ressentiment, & l'Ambassadeur, que les Estats de Hollande avoient informé de toutes les particularités de cette rencontre, leur representa le déplaisir que l'on en avoit en Hollande, les devoirs que l'on y avoit fait faire, pour en découvrir les complices, & les ordres qu'ils avoient donnés pour la seureté de la personne de Striclandt. Il l'assura aussy, que l'on y feroit continuer les mesmes diligences, jusques à ce que l'on auroit trouvé les complices d'une action, que les Estats de Hollande mesmes avoient interest de faire punir, quand mesmes elle n'auroit pas esté commise en la personne d'un Ministre public. Le Parlement, dont l'autorité & la puissance n'estoit pas encore bien establie ny reconnue, qui voyoit l'Escoffe armée, & qui consideroit, que l'amitié de cet Estat lui estoit plus necessaire que celle de tous les autres Princes & Estats voisins, dont les forces maritimes n'estoient pas capables de reestabli le Roy, se satisfit de la réponse de l'Ambassadeur, ou du moins voulut faire croire qu'il en estoit satisfait. Les Estats Generaux trouverent si mauvais, que leur Ambassadeur eust fait cet office, de l'ordre particulier d'une seule Province, parce qu'il ne devoit pas reconnoistre le Parlement ny negocier avec lui, sinon de l'ordre expres de tout l'Estat, qu'ils furent sur le point de le rappeler, & l'auroient rappelé en effect, s'ils n'eussent pas apprehendé de se faire un'affaire, qu'ils auroient eu de la peine à démeller, en s'engageant à une rupture avec cette nouvelle Republique, pendant que les Grandes Puissances de l'Europe, embarassées de guerres domestiques

&



& estrangeres, la caressioient, & travailloient, à l'envy les uns des autres, à l'establissement de sa grandeur. Mais quelque assurance que les Estats de Hollande donnaissent à Striclandt, elle ne put pas guerir son inquietude; si bien que voyant, que les Estats Generaux, qui ne vouloient pas offenser le Prince d'Orange, refusoient avec opiniastré de lui donner audience, au mesme temps qu'ils ne faisoient point de difficulté d'admettre les Ministres du Roy & du Parlement d'Escosse, il fit sçavoir enfin, que le mépris, que les Estats Generaux temoignoient avoir pour le Parlement, & pour l'Alliance estroite, qu'il desiroit faire avec cet Estat, puis qu'ils rejettoient les offres, qu'il faisoit d'envoyer icy ses Ambassadeurs, ou d'attendre ceux qu'ils lui voudroient envoyer, ne lui permettoit pas de s'y exposer davantage, & le contraignoit de partir. Les Estats de Hollande, craignant que le mécontentement & la retraitte de ce Ministre ne fist tort à tout l'Estat, & particulièrement au commerce des habitants de leur Province, firent représenter aux Estats Generaux: que ce procedé offensant estoit directement contraire à la resolution, qui avoit esté prise dès le commencement des troubles d'Angleterre, touchant la neutralité de cet Estat entre le Roy & le Parlement, & que sans la violer l'on ne pouvoit pas refuser l'audience au Ministre de l'un, pendant qu'on la donnoit à celui de l'autre. Mais les Deputés de toutes les Provinces, à la reserve de ceux de Gueldre, continuant de faire les difficiles, la Hollande fit en fin enregistrer une protestation expresse, & fit declarer dans l'assemblée des Estats Generaux. Que les Deputés des six Provinces avoient eludé les instances, qu'ils avoient fait faire pour cela de temps en temps, & qu'ils couvroient leurs delais & remises d'un méchant pretexte; comme si sans un ordre exprés de leurs Committents ils ne pouvoient pas donner audience à l'Envoyé du Parlement, contre lequel l'Estat ne se pouvoit pas declarer, sans sortir des termes de la neutralité qu'il lui avoit accordée. Que le mesme Parlement ne manqueroit pas de se venger de cet affront sur la personne de l'Ambassadeur, que l'on faisoit demeurer en Angleterre en cette qualité, pendant que l'on refusoit de reconnoistre le Parlement & son Ministre. Qu'il ne manqueroit pas de faire retirer l'Ambassadeur, & qu'il y avoit lieu de craindre, qu'il ne passast à de plus grandes extremités contre cet Estat. Qu'il ne se pouvoit que l'on n'en souffrist enfin, & ainsy qu'ils ne se pouvoient pas dispenser de témoigner le déplaisir & la crainte qu'ils en avoient, par une protestation solennelle. Que le traitement, qu'ils recevoient des autres Provinces les forçoit de declarer, qu'ils ne s'y estoient pas attendus: qu'elles manquoient à ce qu'elles devoient à la fidelité de l'alliance, & qu'ils s'en prendroient à elles de tous les malheurs & de tous les desordres, que ce procedé & ce refus produiroient infailliblement. Cette protestation ayant esté lüe dans l'Assemblée, les Deputés des autres Provinces, tâcherent d'en empêcher l'enregistrement; mais voyant que nonobstant leur opposition le registre en avoit esté chargé, ils dirent. Que puis que Messieurs de Hollande refusoient de retirer leur protestation, ils se trouvoient obligés de declarer, que les Deputés de Hollande se trompoient, s'ils croyoient que ce fust du mouvement particulier des Deputés des Provinces, qu'ils faisoient difficulté de donner audience à l'Envoyé du Parlement d'Angleterre. Qu'ils n'estoient pas assés imprudents, pour n'avoir pas sondé l'intention & la volonté de leurs Committents dans une

Preuve  
LXXII.  
pag. 553.

Striclandt  
declare qu'il  
va partir.  
Preuve  
LXXIII.  
pag. 554.  
Lu l. o'lan-  
de tâche de  
lui faire don-  
ner audience  
des Estats  
Generaux.  
Preuve  
LXXIV.  
pag. 555.

La Hollan-  
de proteste.  
Preuve  
LXXV.  
pag. 555.

Les autres  
Provinces  
font une pro-  
testation con-  
traire.  
Preuve  
LXXVI.  
pag. 558.

affai-

affaire de cette importance, devant que de la résoudre, ny assés malicieux pour la déguiser à l'Assemblée. Que les Deputés de Hollande ne les pouvoient pas rendre responsables des malheurs & des desordres que ce refus pourroit produire; parce que ne voulant rien faire sans les ordres de leurs Supérieurs, & leur action estant tout à fait innocente, ils ne devoient pas craindre les maux & les mauvaises suites d'une protestation faite hors de saison, & contre les formes. Qu'ils avoient jugé, que la conjoncture présente estoit trop delicate, pour prendre une resolution formelle dans cett'affaire, sans l'ordre exprès des Estats des Provinces, & qu'ils s'en expliqueroient plus particulièrement quand ils les auroient receus.

*Estat des  
affaires  
d'Angleterre.*

*Les Escossois proclament Charles II, Roy de la Grande Bretagne & d'Ecosse.*

*Preuve  
LXXXVII.  
pag. 561.*

*Les Anglois en sont offensés.*

*Ibid.*

*Le Conseil du Roy partagé.*

*L'Ecosse est aussi divisée.*

*Le Roy ne veut pas reconnaître le Parlement d'Ecosse.*

Le nouveau Roy d'Angleterre estoit cependant en ce pais; où il n'estoit demeuré que pour recevoir les Deputés du Parlement d'Ecosse: lequel estant assemblé à Edimbourg, l'avoit fait proclamer Roy de la Grande Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, incontinent après que l'on y eust advis de la mort violente du Roy defunct. A condition toutesfois, que le Roy, pour donner quelque satisfaction au Roiaume, signeroit le Convenant, ou la confederation estroite, que quelques uns y avoient faite en l'an 1638, contre l'intention & contre la volonté du Roy defunct. Ceux qui composoient le Parlement de Londres trouverent fort mauvais, que les Escossois entreprissent de disposer de la Couronne d'Angleterre, où la Roiauté avoit esté abolie par un edict formel de ceux qui pretendoient représenter tous les Estats du Roiaume. Les sentimens des Seigneurs Anglois, qui estoient auprès du Roy en Hollande, estoient fort partagés sur ce sujet. Les uns estoient d'avis, que le Roy partist incontinent, pour passer en Ecosse: qu'il ne fust point de difficulté de signer le Convenant, & qu'il se fust couronner devant que les Anglois fussent en estat de pouvoir aller en Ecosse, pour l'en empêcher. Les autres soustenoient, qu'il ne feroit pas en seureté en Ecosse, & lui représenterent, qu'il ne pouvoit pas signer le Convenant, sans blesser son honneur & sa conscience, & sans trahir l'intérêt de ses amis. Qu'il s'exposoit à la discretion d'un peuple, qui se laissoit gouverner par les Conseils du Comte d'Argyle, chef des confistoriaux, qui en venant de faire mourir le Comte Huntley, un des plus passionnés Serviteurs du Roy, mesmes depuis sa proclamation, faisoit bien voir à quel traitement il se devoit attendre. Ceux qui estoient dans ce dernier sentiment estoient tous Episcopaux, ou comme on les appelloit en Ecosse, *Non confederés*, qui sçavoient bien, qu'on ne leur permettroit pas de suivre le Roy, ou qui n'eussent pas osé aller en Ecosse; puis que les Commissaires Escossois, qui arriverent à la Haye au mois de Mars 1649, l'avoient prié de les éloigner d'auprès de sa personne. Neantmoins quatre ou cinq confidents, qui possédoient & gouvernoient le Roy, lui sçurent si bien représenter le mauvais traitement, que les Escossois avoient fait au Roy defunct, & lui firent si bien apprehender celui, qu'ils disoient qu'il y devoit recevoir, qu'ils l'obligerent à faire dire aux Commissaires, qu'il ne les pouvoit pas considerer comme Deputés du Parlement d'Ecosse; veu qu'ils ne pouvoient pas ignorer, qu'il n'y avoit que le Roy, qui pût convoquer un Parlement legitime. Il est vray, que les indignités & les outrages, que les Escossois continuoient de faire aux plus zelés, & aux plus fidelles serviteurs du Roy, fortifioient bien les avis de ceux, qui travail-

loient



loient incessamment à lui donner une tresmauvaise impression de leur intention : de sorte qu'elle lui devint si suspecte, qu'il resolut de faire dire aux Estats Generaux, par quelques uns de ses Ministres, que les affaires d'Angleterre estoient dans un si fâcheux estat, qu'il n'y avoit pas un de ses amis, qui lui voulust conseiller de s'y retirer. Que les Escossois l'avoient proclamé Roy, & qu'ils le convioient d'aller prendre possession de leur Couronne; mais qu'ils exigeoient de lui des conditions, qui le dépoüilloient entierement de la dignité & de l'autorité Royale, & qui ne lui laissoient que le seul nom de Roy: & que cela faisoit juger, qu'ils avoient encore fort peu de disposition à le recevoir en cette qualité, revestue de toutes ses preeminences. Qu'il ne refusoit pas de maintenir les loix du Roiaume, & de les faire observer exactement; mais que les Escossois ne se devoient pas persuader de le pouvoir obliger à alterer celles de ses autres Roiaumes: & qu'en attendant qu'ils devinssent plus raisonnables qu'ils n'estoient, il passeroit en Irlande. Qu'il estoit asseuré, qu'il y trouveroit presque tout le peuple dans l'obeïssance, & qu'il esperoit, qu'après la reduction de la ville de Dublin, qui temoignerait sans doute, qu'elle avoit horreur du meurtre du feu Roy, tout le reste du Roiaume rentreroit dans son devoir. Les mesmes Ministres prièrent les Estats d'assister le Roy de leur conseil, de l'accommoder de quelques vaisseaux, pour le transport de sa personne, & de le secourir d'une somme d'argent, afin qu'il püst acquitter les dettes, qu'ils avoit contractées dans le païs. Ils offrirent aussy de renouveler les anciennes alliances cydevant faites entre les Rois d'Angleterre & cet Estat. Le Prince d'Orange, & les Deputés de quelques unes des autres Provinces seconderent leurs instances; mais les Estats de Hollande, qui jugeoient, qu'il n'y avoit point d'apparence de traiter avec le Roy, en l'estat où estoient ses affaires, & qu'ils ne le pouvoient pas secourir, sans manquer à la neutralité, où ils s'estoient engagés, se contentèrent de s'en rapporter aux Magistrats des villes, qui s'en defendirent par leur silence, lequel n'estoit en cette rencontre, où le consentement unanime de tous les Alliés estoit necessaire, qu'un refus trop formel. Les Commissaires d'Escoffe pressoient cependant le Roy de signer le Conventant, tant celui qu'ils avoient fait entre eux, que celui qu'ils avoient fait avec le Parlement d'Angleterre, de supprimer la Liturgie, les prieres communes & les Evesques, d'éloigner de sa Cour, & d'auprès de sa personne quelques Seigneurs, qui en ce temps là faisoient tout son conseil: de ratifier tout ce que le Parlement avoit fait, & particulierement d'approuver l'execution de Huntley. Le Roy n'en voulut rien faire, & les renvoya avec une réponse fort generale, resolu de partir en mesme temps, & de passer en Irlande. Et de fait il partit au commencement du mois de Juin 1649, prenant son chemin par le Brabant & par la France, à dessein de s'embarquer à saint Malo. Le Prince d'Orange se chargea du payement de ses dettes, & les acquitta dans fort peu de temps.

Aitzema dit, que les Commissaires Escossois, devant que de partir, prirent audience dans l'assemblée des Estats Generaux, pour les remercier des civilités, que le Roy en avoit receües pendant le séjour qu'il avoit fait en ces païs: mais d'autant que les registres des Estats Generaux, qui marquent fort pertinemment toutes les particularités de cette sorte de ceremonies, n'en parlent point du tout, l'on a sujet d'en

*Les Escossois le reconnoissent en apparence seulement.*

*Preuve LXXVIII, pag. 563.*

*Fait estat de passer en Irlande.*

*Le Roy d'Angleterre demande conseil, secours d'argent, des vaisseaux pour son transport, Preuve LXXIX.*

*pag. 565. Et a renouveler les anciennes alliances. La Hollande s'en defend. Preuve LXXX.*

*pag. 565.*

*Striclandt  
part.  
Preuve  
LXXXI.  
pag. 566.*

*Le Parle-  
ment renvoye  
l'Ambassa-  
deur des  
Estats.  
Preuve  
LXXXII.  
pag. 567.  
Preuve  
LXXXIII.  
pag. 567.*

*Preuve  
LXXXIV.  
pag. 568.  
Preuve  
LXXXV.  
pag. 569.  
Les Estats  
d'Hollande  
envoyent un  
Ministre en  
Angleterre,  
en qualité de  
Commissaire.  
Son instruc-  
tion.  
Preuve  
LXXXVI.  
pag. 570.  
Gerard  
Schaep Pi-  
terfon Com-  
missaire.  
Preuve  
LXXXVII.  
pag. 573.*

douter, aussy bien que de plusieurs autres choses que cet auteur debite sans garand. Striclandt, Deputé du Parlement d'Angleterre, qui depuis dixhuit mois n'avoit pas pû obtenir audience des Estats Generaux, qui offrirent de le faire ouïr par des Deputés de leur corps, pendant qu'ils l'accordoient si facilement aux Ministres du Roy, s'en trouva fort offensé, & declara au President de l'Assemblée, qu'il avoit ordre d'aller rendre compte du succès de sa negociation, & qu'il alloit partir. On le souffrit, & il partit en effect, presque au mesme temps que le Prince d'Orange fit arrester quelques Deputés de Hollande & faillit de surprendre la ville d'Amsterdam, aussy indigné du procedé des Estats Generaux, qu'il estoit satisfait de la maniere d'agir de ceux de Hollande. Le Parlement n'avoit pas laissé de souffrir, qu'Albert Joachimi demeurast à Londres, en qualité d'Ambassadeur de cet Estat, bien qu'il n'eust point eu de nouvelles lettres de creance depuis la mort du feu Roy: mais quelque temps après que Striclandt y fust arrivé, & qu'il eust fait rapport du traitement qu'il avoit receu à la Haye, l'on fit dire à Joachimi, que puis que l'on ne pouvoit pas negocier avec lui, veu qu'il n'avoit point de lettres de creance, il n'avoit qu'à se retirer, & à fortir du Roiaume dans un mois. Il demanda du temps, pour en advertir ses Maistres, & pour faire venir l'ordre de reconnoistre la Republique; mais il ne put rien obtenir, ny en Hollande ny en Angleterre, de sorte qu'il fut contraint de se retirer.

Les Estats de Hollande, prevoyant bien ce qui en arriveroit, avoient au commencement de l'an 1650 fait declarer aux Deputés des autres Provinces, que s'ils continuoient de refuser d'envoyer à Joachimi des lettres de creance, semblables à celles qu'on lui avoit données lors du dernier voyage qu'il avoit fait en Angleterre avec le Seigneur de Heemstede, ils seroient obligés de songer à l'interest de leur Province, & d'y envoyer un Ministre, qui pourroit travailler à le conserver. Et de fait les Estats Generaux continuant de se rendre difficiles, & ne voulant pas reconnoistre la Nouvelle Republique, de peur d'offenser le Prince d'Orange, la Hollande resolut d'envoyer en Angleterre un Ministre, à qui elle donneroit la qualité de Commissaire, avec ordre de reconnoistre la Republique, de lui donner les tiltres & les qualités, qu'il jugeroit lui estre les plus agréables, & d'y agir pour les interests particuliers de la Province & de ses habitans. Cet employ, en la mesme qualité, fut donné à Gerard Schaep Piterfon, Conseiller de la ville d'Amsterdam, qui partit de ce pais au mois de May, & fut parfaitement bien receu en Angleterre.

Cependant le Roy d'Angleterre, n'ayant pas jugé à propos de passer en Irlande, parce qu'il n'estoit pas trop asseuré de la ville de Dublin, s'estoit arresté dans l'Isle de Jerzay jusques au mois de Mars 1650. Il en partit, tant à cause de l'avis qu'il eut de l'equippage qui se faisoit en Angleterre, & du dessein que le Parlement avoit de le venir attaquer ou enfermer dans l'Isle, que parce qu'il avoit desiré, que les Commissaires Escossois se rendissent dans ce temps là à Breda, avec les dernieres intentions de leurs Committents. Les Estats, ayant sçeu que le Roy y estoit arrivé, l'envoyerent complimenter par quatre Deputés de leur corps, & lui firent donner par tout la qualité de Roy de la Grand'Bretagne. Le Prince d'Orange, & mesmes la Reine mere d'Angleterre, qui estoit bien revenue de ses premiers sentiments, aussy



aussy bien que les Ducs de Hamilton, quoy qu'ennemy déclaré d'Argile, & de Buckingham, & le Comte de Neufchastel, qui estoient du conseil secret, lui conseilloyent de s'accommoder avec les Commissaires en toutes les façons. Mais les autres Seigneurs, à qui les Escossois avoient donné l'exclusion, continuoient de lui représenter, qu'en signant le Convent il abandonnoit ses plus affectionnés & ses plus fidèles serviteurs & amis, les Evesques & tous leurs partisans en Angleterre, qui après cela seroient contraints de prendre d'autres mesures, & qui n'y manqueroient pas. Que les Escossois n'estoient pas assés puissants, pour le proteger contre les forces du Parlement d'Angleterre : qu'ils avoient fait connoistre au Roy son Pere ce que le fils en devoit attendre, & qu'en se jettant entre les bras de cette nation il perdoit l'amitié des Irlandois, & de tous les Catholiques Romains de ses trois Roiaumes. Le Roy le sçavoit bien, mais il consideroit aussy, qu'il n'y avoit point d'autre party à prendre, & que les Commissaires ayant ordre de ne relâcher rien du tout, il falloit ou conclurre presentement, ou tout rompre, sans esperance de retour.

C'est pourquoy il passa par dessus toutes sortes de considerations, & signa aveuglement tous les points de leur proposition. Le Prince d'Orange, voyant leur fermeté & leur maniere d'agir, dit d'assés bonne grace, que puis que les Escossois en vouloyent user ainfy, ils n'avoient qu'à envoyer les articles au Roy par un tambour ou par un trompette, pour les faire signer, comme la capitulation d'une ville forcée, & qu'il n'estoit pas nécessaire d'envoyer des Commissaires, pour faire mettre l'affaire en negociation. Le traitté demeura fort secret, de peur que les Anglois n'en fussent advertis, & n'entraissent en Escosse, devant qu'elle fust en estat de s'y opposer. Le Roy y alla, mais la fortune ne s'estant pas encore lassée de le persecuter, son voyage n'eut pas le succès qu'il s'en estoit promis. Nous en dirons la suite, après que nous aurons parlé des autres affaires, qui nous pourront conduire à celles de ce temps là.

L'accommodement qui avoit esté signé au mois de Mars 1649 entre la Cour de France & le Parlement de Paris, faisoit bien cesser les hostilités, mais non les animosités entre les chefs des deux partis. Ce n'estoit qu'une paix plastrée, où personne ne trouvoit son compte. Elle ne restablissoit pas l'autorité du Roy. La Reine Regente n'estoit pas mieux obeïe, & elle ne se vengeoit point du Parlement. Le Parlement de son costé n'avoit pas obtenu l'éloignement du Cardinal, & le Cardinal ne demouroit pas le maistre des affaires, mais dépendoit entierement des volontés du Prince de Condé; à qui la Reine mesme ne pouvoit plus rien refuser, après l'obligation qu'elle lui avoit de la conservation du Cardinal. Le Duc de Longueville, beaufrere du Prince, avoit envie d'annexer au gouvernement de la Province de Normandie celui du Pont-de-l'Arche, passage de tresgrande importance sur la riviere de Seine, & le Cardinal avoit esté obligé de la lui promettre, comme une condition, sans laquelle le Duc faisoit difficulté de consentir à l'accommodement de Paris, & le Prince estant demeuré garand de la parole du Cardinal, de l'ordre exprés de la Reine, parce que personne vouloit traiter sans cela, il la vouloit faire executer. Il s'estoit aussy opposé à l'alliance que le Cardinal vouloit faire, & qu'il fit depuis, d'une de ses nièces avec le Duc de Mercueur, fils aîné du Duc de Vendosme. Le Prince estoit ennemy de cette Maison, & il ne vouloit point d'ailleurs que le Cardi-

*Le Roy conclut avec les Escossois.*

*Les affaires de France. Journal du Parlement. Memoires du Duc de la Rochefoucault. Ben: Priol: Hist:*

*Le Prince de Condé est incommode au Cardinal.*

nal fist autre establissement que celui qu'il lui feroit faire ; c'est pourquoy il lui proposa Bouteville, de la Maison de Montmorancy, & Toulangeon, frere du Marechal de Grammont, comme des partis tres-avantageux pour ses parentes : mais le Cardinal, qui croyoit que l'on devoit considerer sa fortune & non sa naissance, receut cette proposition avec mépris, & en témoigna du ressentiment au Prince.

*La Reine  
apprehende  
d'aller à Pa-  
ris.*

Cependant la Reine, au lieu de ramener le Roy à Paris, comme elle avoit fait esperer, se servant de l'occasion de la saison, car les interets des Princes ne furent réglés, & l'on ne commença à executer le traitté, qu'au commencement du mois d'Avril, alla à Compiègne, sous pretexte de fortifier l'armée de Picardie de la presence du Roy & du voisinage de la Cour. L'intention du Cardinal estoit de faire connoistre aux Espagnols, que le feu de la guerre civile avoit esté si bien esteint en France, qu'il n'y en restoit pas une seule estincelle, & que le Roy estoit en estat d'executer une entreprise, à laquelle l'on n'avoit pas osé songer sous le dernier regne. Les troupes que le Parlement avoit levées, avoient pris party dans l'armée du Roy, laquelle se trouvant par ce moyen fort considerable, le Cardinal Mazarin en voulut faire donner le commandement au Prince de Condé, à dessein de l'éloigner de la Cour & des affaires : mais il le refusa, & à son refus on le donna au Comte de Harcourt, de la Maison de Lorraine. C'estoit Henry, frere puiné de Charles II Duc d'Elbeuf. Il avoit épousé une parente du Cardinal de Richelieu, & sous son ministère il avoit eu des emplois, où il avoit acquis une treshaute reputation, par le secours de Casal, par le siege de Turin, où Thomas de Savoye, Prince de Carignan, s'estoit enfermé avec plus de trois mille hommes, & par la reduction des Isles de St. Honorat & de St. Marguerite ; de sorte que l'on esperoit, qu'il executeroit avec le mesme succès l'ordre qu'on lui donna d'assiéger Cambray. Les Espagnols, qui jugeoient de son dessein par sa démarche, y firent entrer deux regiments d'Infanterie, devant que la circonvallation fust commencée, & le Comte, prevoyant qu'il y trouveroit plus de resistance, que l'on ne s'estoit imaginé, leva le siege, & se contenta d'achever la campagne par la prise de la petite ville de Condé. Ce mauvais succès donna un grand avantage aux ennemis du Cardinal, qui en prirent pretexte de décrier sa conduite, & se servirent de cette occasion, pour tâcher de le perdre. Le Prince de Condé, qui avoit promis à la Reine de le ramener à Paris, & qui vouloit faire voir, qu'il n'y avoit rien qu'il n'osast entreprendre, puis qu'il n'y estoit pas moins hay que le Cardinal, qu'il avoit protégé contre le Parlement, conseilla à la Reine d'y retourner, & de rompre les cabales, qui s'y faisoient contre la Cour, par la presence du Roy. Le Cardinal, qui estoit naturellement timide, jusques là qu'il avoit deliberé de sortir du Roiaume, lors que le Prince de Conty, & les Ducs de Longueville & de Buillon se retirerent de la Cour, pour se declarer en la faveur du Parlement & de la ville de Paris, eut de la peine à s'y resoudre, mais le Prince l'y obligea, & voulut bien paroistre avec lui à une mesme portiere dans le carosse du Roy. Ils furent descendre à l'Eglise de Nostre Dame, & toute la Cour estant après cette action arrivée au Palais Royal, le Prince dit à la Reine, qu'il lui avoit promis de ramener le Cardinal à Paris, & qu'ayant satisfait à sa parole, il esperoit qu'elle avoit aussi sujet d'en estre satisfaite.

*Le Comte  
de Harcourt  
commande  
l'armée de  
France.*

*Assiége  
Cambray.*

*Leve le  
siege.*

*La Reine  
ramene le  
Roy à Paris.*

La



La Reine lui repartit, que l'obligation qu'elle lui avoit estoit si grande, qu'elle croyoit, que ny elle ny le Roy son fils la pussent jamais assés reconnoître. Cette repartie fit trembler les amis du Prince, qui considéroient, que les trop grands services sont incommodes aux Souverains : qu'on ne les peut pas trop obliger sans un extreme peril, & que l'on ne peut pas les en faire souvenir sans crime. Le Prince, en representant à la Reine ce qu'il avoit fait pour elle, lui faisoit une espee de reproche, & lui faisoit connoître, que celui qui avoit fait des choses si extraordinaires, estoit capable d'en faire de plus grandes à l'avenir. En effect l'on remarqua que depuis ce temps là la Reine ne le souffroit qu'avec peine, & qu'il estoit devenu insupportable au Cardinal. Celui cy, pour achever de le destruire dans l'esprit du peuple, qui ne l'aimoit point, mais qui le craignoit, & qui le respectoit, tant à cause de sa qualité de Prince de sang, que pour ses grandes actions, parloit de lui comme de l'auteur de tous les conseils violents, qui avoient esté pris & executés depuis quelques mois : & le Prince de son costé s'estudioit à faire remarquer la foiblesse des Conseils du Cardinal, & tâchoit de le perdre auprès de la Reine. Dans la défiance qu'il avoit des intentions du Premier Ministre, & pour se rendre redoutable à la Cour, il escoutoit les emissaires de la fronde, & souffroit qu'ils lui fissent des ouvertures d'accommodement, & des propositions qui alloient à la perte du Cardinal ; quoy qu'en effect il eust du mépris pour les frondeurs, parce qu'estant naturellement fier, il se croyoit assés estably par l'avantage de sa naissance, par la reputation qu'il avoit acquise à la guerre, par les amis & par les creatures qu'il y avoit faites, par les services qu'il avoit rendus à la Reine, & par la necessité, en laquelle elle se trouvoit de se servir de sa personne & de ses conseils. Il faisoit tout de hauteur : il obligea le Cardinal à donner au Duc de Longueville le Gouvernement du Pont-de-l'Arche, qu'il lui avoit promis pendant la guerre de Paris, & il s'opposoit ouvertement au mariage du Duc de Mercœur ; non seulement en conseillant au Duc de Vendosme, pere du Duc, de ne consentir point à cette alliance, mais aussy en faisant dire au Cardinal mesme, que s'il faisoit ce mariage, il ne pouvoit pas demeurer son amy. Le Cardinal y estoit trop engagé : il en avoit donné advis à ses amis à Rome, on l'avoit publié à la Cour, & c'estoit pour lui une alliance tresavantageuse. D'ailleurs le Comte d'Alet, Gouverneur de Provence, estoit fort mal avec le Parlement, qui s'opposoit au semestre que le Comte y vouloit introduire de l'ordre de la Cour. Le Prince, qui estoit son Cousin germain, le protegeoit, bien que la Reine ne fust pas fort satisfaite de la conduite du Comte, & de l'autre costé il se declara pour le Parlement de Bourdeaux, contre le Duc d'Espéron, Gouverneur de Guyenne, que le Cardinal protegeoit hautement. Mais une des choses, qui déplurent le plus à la Cour, ce fut le mariage, que le Prince fit faire du Duc de Richelieu avec la fille du Baron de Vigean, veufve du Marquis de Pons, aîné de la maison d'Albret, en le faisant entrer en mesme temps au Havre de Grace, dont le Cardinal de Richelieu lui avoit laissé le gouvernement. La Duchesse d'Eguillon, qui sous la qualité de Tante & de tutrice aimoit le Duc avec une tendresse de mere, & qui negocioit une alliance plus avantageuse pour l'heritier du nom & du bien du Cardinal, son Oncle, fut tellement outrée de douleur, de se voir dépossédée du Havre, dont elle avoit la garde

*C'est un-  
espece de  
crime que  
d'obliger trop  
les Souve-  
rains.*

*Mesintelli-  
gence entre le  
Prince & le  
Cardinal.  
Le Prince  
s'oppose au  
mariage du  
Duc de Mer-  
cœur.*

*Se declare  
pour le Com-  
te d'Aletz :*

*& contre le  
Duc d'Esper-  
non.*

*Il favorise  
le mariage  
du Duc de  
Richelieu :*

*La Duchesse  
d'Eguillon  
irrite la Cour  
contre le  
Prince.*

pendant la minorité du Duc, & de voir tous les desseins, qu'elle formoit à son avantage, ruinés, qu'elle osa la première faire l'ouverture de l'emprisonnement du Prince. Elle représenta à la Reine & au Cardinal ce qu'ils devoient craindre d'un Prince, qui de l'humeur qu'il estoit, entreprendroit tout, après avoir mis le Duc de Richelieu, qu'elle disoit estre creature du Prince, en la possession du plus important poste du Roiaume. Le Cardinal, qui avoit formé son dessein sur le riche héritier du Cardinal de Richelieu, pour une de ses niépces, se voyant frustré de ses esperances, & d'ailleurs peu satisfait de la conduite du Prince, fut bien aisé de faire une affaire publique d'un intérêt particulier, & acquiesça sans repugnance à la proposition de la Duchesse. Mais le Prince vivoit dans un si grand respect avec le Duc d'Orleans, que sa conduite ne lui donnant point d'ombrage, il ne lui envioit point le credit, que le Prince témoignoit ne vouloir tenir que du Duc; de sorte que la Cour ne l'osa pas entreprendre. Le Prince avoit aussi eu l'adresse de s'asseurer tellement de l'Abbé de la Riviere, confident du Duc, qu'il ne se faisoit rien au Palais d'Orleans, ny mesmes au Palais Royal, qu'il n'en fust punctuellement adverti. De sorte que pour faire consentir le Duc à l'emprisonnement d'un premier Prince du sang, avec une tresmeschante consequence pour lui mesme, il estoit nécessaire de perdre auparavant dans son esprit l'Abbé de la Riviere. Le Prince ayant rompu tout commerce avec le Duc de Beaufort & avec le Coadjuteur de Paris, chefs de la fronde, qui estoient fort bien avec le Duc d'Orleans, & la Duchesse de Cheureuse, qui estoit de tous leurs Conseils, gouvernoit la Duchesse d'Orleans, & par elle le Duc son mary, ceuxcy eurent l'adresse de gagner le Duc, de le disposer à consentir à l'emprisonnement du Prince, & à s'en cacher à l'Abbé son favory.

*Disgrace de  
l'Abbé de la  
Riviere.*

*La fronde  
gagne le Duc  
d'Orleans,*

*Et concerte  
avec la Cour  
l'emprison-  
nement du  
Prince.*

*Artifices du  
Cardinal.*

Pendant que cela se négocioit au Palais d'Orleans, le Coadjuteur continuoit de traiter avec le Cardinal, qu'il voyoit souvent, mais tousjours de nuit & travesty. Le Prince en fut adverti, & en parla un jour au Cardinal, qui lui dit, qu'effectivement le Coadjuteur le voyoit, & qu'il avoit plus d'une fois voulu lui en donner le divertissement, en lui faisant voir le Coadjuteur, qui estoit d'Eglise, & qui n'avoit pas la mine ny la taille fort avantageuse, avec des chausses d'escarlate, l'espée au costé & la plume sur l'oreille; mais qu'il le surprenoit tousjours, & qu'il rendoit ses visites aux heures où il n'osoit pas donner au Prince l'incommodité de venir voir cette farce. Or pour lui faire accroire qu'il estoit ennemy des frondeurs, & afin de perdre les uns & les autres, en les rendant irreconciliables, il se servit d'une rencontre; au moins si l'on peut croire, qu'il ne l'avoit pas fait naistre, qui fit tant de bruit, qu'elle merite bien que l'on en sçache toutes les particularités.

*Estranges  
intrigues  
contre le  
Prince.*

Les Rois de France ont de temps en temps, en la nécessité de leurs affaires, emprunté des sommes fort considerables de leurs sujets, à qui ils ont aliéné des rentes, qu'ils ont assignées sur la gabelle, ou sur la taille, ou bien sur le revenu que le Roy tire du Clergé de son Roiaume. Sous le Roy Henry IV, & au commencement du regne de Louis XIII, ces rentes avoient esté assés punctuellement payées: mais d'autant qu'à cause de la dernière guerre, qui eut son commencement en l'an 1635, il y avoit tous les ans beaucoup de nonvaleurs aux tailles, & mesme aux gabelles, dans les lieux ou le sel estoit imposé, & que le Roy avoit besoin de tout son revenu, pour soutenir la dépense de la guerre, l'on commença sous



sous le ministère du Cardinal de Richelieu à reculer les termes du paiement des rentes, & mesmes à en retrancher une partie. La severité de ce Ministre, & le respect que l'on avoit pour lui, empêcherent les peuples d'en murmurer; de sorte qu'y estant accoustumés depuis quelques années, ils le souffroient aussy sous la minorité du Roy qui regne aujourd'hui: jusques à ce que les desordres de la guerre civile eussent fait connoistre la foiblesse du ministère du Cardinal Mazarin, & épuisé tous les fonds, affectés au paiement des rentes. Ceux qui ne vivoient presque que de leurs rentes, qui sont en assés grand nombre dans Paris, & qui avoient du mépris pour le Premier Ministre, faisoient des Assemblées continuelles depuis le dernier accommodement, & demandoient justice au Parlement, d'une façon si tumultuaire, que l'on avoit sujet de craindre une nouvelle sedition. Le Premier President, qui dépendoit entierement de la Cour, & qui dispoisoit assés absolument des affaires du Parlement, quand il pouvoit empêcher les assemblées des Enquestes, fit donner arrest à la Grand'Chambre, portant defences aux interessés de s'assembler & de solliciter en troupe: & les rentiers, ennuyés de ces Assemblées continuelles, plustost que par respect pour ses defences, creèrent six Sindics, qui se chargerent de la sollicitation de leurs interets communs, sous la protection du Duc de Beaufort & du Coadjuteur: Le Cardinal avoit une horrible aversion pour ces Sindics, qui servoient comme d'enfants perdus à la fronde, & neantmoins ils le fervirent admirablement bien à l'execution du dessein, qu'il avoit de faire arrester le Prince. Vers la fin de l'année 1649, ce fut l'onzième Decembre, Joly, Conseiller au Chastelet de Paris, un des Sindics des rentiers, estant le matin dans son carosse, un cavallier se presenta à la portiere, & lui tira un coup de pistolet, qui lui perça la manche de son pourpoint, & lui effleura le bras. Charton, Conseiller au Parlement & President aux Enquestes, autre Sindic des rentiers, qui demouroit dans la mesme rue où l'accident arriva, en prit l'allarmie, & en porta sa plainte au Parlement, comme si c'estoit lui que l'on avoit voulu tuer, & en mesme temps le Marquis de la Boullaye, gendre du Duc de Buillon la Marc, faisant du bruit dans le Palais & dans les rues de Paris, tâchoit de faire souslever le peuple, & de faire fermer les boutiques: mais il n'y trouva point de disposition du tout au souslevement. Le mesme jour le Prince estant au Conseil chez la Reine, le Cardinal lui dit à l'oreille, que l'on venoit de lui donner advis bien certain, que les frondeurs avoient dessein sur sa vie, & qu'ils avoient resolu de le tuer sur le Pontneuf, lors qu'après le Conseil il retourneroit chez lui, & que pour s'en éclaircir il n'avoit qu'à faire passer ses carosses sur le Pont, où il ne manqueroit pas d'en voir l'effect. Le Prince le fit, & dès que les carosses parurent devant le cheval de bronze, quelques cavalliers, qui s'estoient tenus tout le soir devant la place Daufine, s'avancerent, visiterent le premier carosse, & l'ayant trouvé vuide, tirerent un coup dans le second, & y blessèrent un laquais à mort. Le Prince ne doutant plus après cela, que l'advis du Cardinal ne fust veritable, acheva de se declarer contre les frondeurs: porta les plaintes du pretendu assassinat au Parlement, & demanda que l'on en informast. Il y eut des témoins gagés & protégés de la Cour, qui deposerent contre le Duc de Beaufort, le Coadjuteur, Broussel, Conseiller au Parlement & Charton: mais comme les témoins avoient pris des noms

*Bruit pour les rentes de l'hôtel de ville.*

*Les rentiers creent des Sindics.*

*Un des Sindics est attaqué dans son carosse.*

*Le Cardinal fait accroire au Prince qu'on le veut assassiner.*

*Le fait declarer contre la fronde,*

*et il en accuse les chefs.*

em-

*qui s'offen-  
sent de ce  
qu'en les  
soupçonne  
de cette lâ-  
cheté.*

*Le Prince  
donne des or-  
dres contre lui  
mesme.*

*Le Prince  
est arresté  
prisonnier.*

empruntés, qu'ils deposingent des choses mal concertées & contraires, en sorte qu'ils commencèrent à estre suspects aux juges, ils s'absenterent tous devant que l'on en vinst au recollement. Cependant le Coadjuteur, irreconciliablement offensé de l'outrage que le Prince lui faisoit, en le croyant capable de faire assassiner un Prince du sang, alla offrir tous ses amis au Cardinal, conspira avec lui la perte du Prince, & en concerta avec lui les moyens. Plusieurs ont crû, & on l'a escrit mesmes, que le Prince fut adverti du dessein, que l'on avoit contre sa personne, & qu'il méprisa tous les advis qu'on lui en donna; parce qu'il ne croyoit pas, que la Reine, après les obligations qu'elle lui avoit, lui voulust faire un insulte, ou si elle en avoit la pensée, qu'elle l'osast executer. Le Prince a tousjours dit, qu'il n'en a jamais eu advis, ny mesmes le moindre soupçon: mais il est vray, qu'estant allé le matin du 18 Janvier 1650 au Palais Royal, le Cardinal lui dit, qu'il sçavoit, que Descoustures, l'un des Syndics des rentiers, que l'on disoit avoir aussy trempé au prétendu assassinat, s'estoit venu cacher dans une maison voisine de la Porte Montmartre: que l'on apprendroit de lui tous les auteurs & toutes les particularités de cett'affaire, tellement qu'il seroit à propos de donner ordre à quelques gensd'armes & chevaux legers de la garde du Roy, de se tenir prests, pour le conduire seurement par la porte de Richelieu au Chasteau du Vincennes. Le Prince trouva son advis fort bon, & fit lui mesme donner l'ordre à ceux, qui le devoient mener en prison. Car le mesme jour la Reine, ayant fait dire aux Princes & aux Ministres, qu'il y auroit conseil, & les Princes de Condé & de Conty & le Duc de Longueville s'estant rendus dans son antichambre sur les quatre ou cinq heures du soir, quoy qu'auparavant ils fussent demeurés d'accord, qu'ils ne s'y trouveroient pas tous trois ensemble, ils n'y rencontrèrent que le Chancelier & Servien, & quelque temps après ils y virent entrer Guitault, Cominges & Cressly, Capitaine, Lieutenant & Enseigne des gardes de la Reine, qui leur dirent, qu'ils avoient ordre de les arrester. Le Prince en voulut d'abord faire une raillerie, mais voyant que c'estoit tout de bon qu'il estoit prisonnier, il pria le Chancelier de lui aller obtenir un moment d'audiance de la Reine, & Servien fut prié de faire en sorte qu'il püst parler au Cardinal: mais le Chancelier lui vint dire, que la Reine se trouvant indisposée & couchée sur son liest, il ne lui avoit pas pû parler, & l'autre ne revint point. Incontinent après les gardes du Roy & de la Reine estant entrés, on les fit descendre par le petit escalier, qui donne dans le jardin, lequel ils traverserent en des chaises jusques à la porte de derriere, où on les fit monter en carosse. Le Prince, qui ne s'est jamais trouvé estonné dans les occasions d'ou son courage ou sa prudence le pouvoit tirer, a dit souvent depuis, qu'il fut fort surpris quand il vid l'escalier tout bordé de gardes armés de pertuisanes, parce qu'il ne doutoit point que le Cardinal, en le faisant passer par là, n'eust dessein de le faire tuer, presque de la mesme façon, que Duc de Guise fut tué aux Estats de Blois. Miossans, que l'on a connu depuis sous la qualité de Marechal d'Albret, les escorta avec quatorze chevaux de la garde du Roy, pendant que les autres, au nombre de près de deux cens, attendoient les ordres au rendezvous qu'on leur avoit donné derriere l'hostel de Vendosme. Ils sortirent par la porte de Richelieu, & prirent leur chemin le long du fossé, au pied de Montmartre, où le carosse versa & se rompit. Le Prince se voyant à pied, & accompagné de si peu de



de gardes, dit à Mioffans, qu'il lui pouvoit rendre un service, qu'il n'oublieroit pas tant qu'il vivroit: mais Mioffans lui repartit, qu'il estoit au Roy, & le pria de ne tenter point sa fidelité. Estant arrivés au chaste-  
Est conduit au Chasteau de Vincennes.  
 au de Vincennes, ils y furent enfermés au Donjeon, que l'on n'avoit pas osé meubler, de peur de decouvrir le dessein; de sorte qu'il ne s'y trou-  
On arreste l'intendant de sa Mai-son.  
 va pas un seul liêt, où l'on pust coucher les Princes prisonniers. Le mesme soir l'on arresta prisonnier Perrault, President en la Chambre des Comp-  
 tes, & intendant des affaires du Prince, & l'on mit garnison dans sa maison. Les deux Princeffes, la mere & la femme du Prince, se retirerent à la Campagne, par ordre de la Cour, & l'on voulut arrester la Duchesse de Longueville, sa soeur; mais le Duc de la Rochefoucault la fit sauver dans une maison particuliere, d'où elle se retira en Normandie, & ensuite par les Pais-bas à Stenay. Les amis du Prince, qui eussent, sans doute, couru une mesme fortune, se sauverent dans les Provinces, où ils avoient des places de retraite, ou des amis, & y firent des affaires à la Cour, dont nous trouverons occasion de parler en un autre endroit de cette Histoire.

Nous dirons seulement icy, que Brasset, Resident de France, en fit part à l'Estat, & en parla comme d'une action juste, sage & gene-  
Le Resident de France en donne avis aux Etats.  
 reuse, dont les ennemis de la France n'auroient pas grand sujet de se re-  
Preuve LXXXVIII pag. 574.  
 joüir; quoy qu'ils en eussent publié les premieres nouvelles, comme d'une affaire, qui devoit apporter de grands avantages à la Couronne d'Espagne. Il y adjousta, qu'une nouvelle de cette nature leur pouvoit bien donner quelque petite émotion de joye; mais qu'il s'estonnoit de ce qu'ils avoient osé la faire éclatter dans un Estat, qui ne pouvoit pas n'aimer point la France, & ne compatir point à ses malheurs.

La Reine, pour justifier une si grande action qu'elle venoit de faire pendant la minorité, par le conseil d'un Ministre estrange, envoya au Parlement une lettre de cachet sous le nom du Roy, ou Servien, qui l'a-  
La Reine s'en justifie: Preuve LXXXIX. pag. 575.  
 voit fabriquée, n'avoit rien oublié de ce qui pouvoit rendre les prisonniers criminels, ou du moins suspects d'un crime, qui menaçoit la Monarchie d'un bouleversement universel. Et bien que l'ingratitude soit bien un vice mais non un crime d'Estat, la lettre commençoit par une grande enumeration des bienfaits que le Prince, & feu son Pere, avoient receus  
accuse le Prince de crime d'Estat,  
 du Roy defunct & de celui cy, lesquels elle disoit estre si grands, que jamais Souverain n'avoit fait un si puissant sujet. Après cela elle marquoit les demarches, que le Prince avoit faites, pour aller à la Souveraineté. Qu'il avoit demandé une armée, pour aller conquerir la Comté de Bourgogne; à dessein de la posséder sans aucune dependance de la Couronne. Qu'il avoit pretendu qu'on lui donnast Gravelines, Dunquerque & les autres conquestes de Flandere en tiltre de Souveraineté. Qu'il avoit voulu traiter avec le Duc de Mantoüe de la Souveraineté de Charleville, & avec Aiguebère du gouvernement du Montolimpe, & qu'il avoit voulu détacher de l'armée qu'il commandoit une partie de la Cavallerie, à dessein de favoriser l'Election du Prince de Conty, son frere, que l'on pretendoit faire Coadjuteur de l'Evesché de Liege, & de se cantonner en ces quartiers là, où il possédoit desja Stenay, Clermont & Jamets, & où il esperoit de se faire donner Sedan. Que son intention estoit d'affoiblir & d'abattre entierement l'autorité Royale, en sorte que le Roy, lors qu'il seroit majeur, n'en eust eu que le nom & les apparences, & que toute l'autorité & toute la puissance fust demeurée  
qu'il se veut rendre Souverain: faire son frere Eveque & Prince de Liege.

entre les mains du Prince. Que pendant qu'il commandoit les armées du Roy il avoit tâché d'en gagner les officiers, & particulièrement les estrangers. Qu'il avoit exigé de ses creatures, à qui il avoit confié la garde de ses places, un serment de fidelité & d'obeissance aveugle, envers & contre tous, sans exception & sans reserve. Que sa maison avoit servi de retraite & d'azile aux criminels, & qu'il avoit mesme protégé hautement des personnes, qui avoient offensé la Reine irremissiblement. Qu'il avoit voulu capituler avec la Reine pour la charge de Connestable, quoy qu'elle eust esté supprimée par le Roy defunct. Que par le moyen du Duc de Richelieu il s'estoit rendu maistre du Havre de Grace, le plus important poste de tout le Roiaume, & que son dessein estoit d'y joindre la charge d'Admiral de France: marchant ainsy droit à une puissance redoutable, à des si grands pas, que les ennemis de la Couronne ne différoient de faire la paix, que parce qu'ils s'attendoient au succès des pretensions du Prince, qui ne pouvoient avoir pour vetie que le bouleversement de la Monarchie. Ce que la mesme lettre disoit du Prince de Conty & du Duc de Longueville n'estoit pas de la mesme force: tellement que l'on y remarquoit, que s'ils estoient criminels, ce n'estoit que par contagion, & par reflexion au Prince.

*Qu'il avoit  
gagné les of-  
ficiers de  
l'armée:*

*retiré & pro-  
tége les cri-  
minels.*

*Demande  
l'espée de  
Connestable.*

*Est cause de  
la continua-  
tion de la gu-  
erre.*

Ce n'est pas nostre intention de le justifier. Une personne illustre, qui estoit interessée en sa fortune & en sa reputation, l'a fait si judicieusement, & avec tant de succès, qu'il est impossible d'y rien ajoûter. Nous n'en pouvons dire autre chose, sinon qu'il est certain, qu'en France mesme il n'y avoit que les amis du Cardinal & les ennemis du Prince, qui approuvassent cette execution, & que les plus moderés disoient, que peuestre le Prince n'auroit pas esté criminel dans l'esprit de la Reine, s'il eust en un peu plus de deferance & de consideration pour le Ministre, & en parloient comme d'une chose, qui seroit jugée bonne ou mauvaise, par le bon ou mauvais effect qu'elle produiroit. La suite a fait voir, que les Auteurs de ce conseil avoient mal pris leurs mesures, & que si le Prince eust pû se resoudre à une fidelité inviolable pour ceux qui le tirèrent depuis de la prison, il eust ruiné ses ennemis, se seroit rendu redoutable à la Cour, & auroit esté le maistre des affaires.

*Les affai-  
res de Liege.*

Ce que la lettre du Roy disoit du dessein, que le Prince avoit de faire élire son frere Coadjuteur de Liege, est proprement du sujet de cette Histoire; parce que cet Estat a eu quelque part à ses suites. L'Evesque de Liege est aussy Prince temporel de ce grand & beau pais, mais il ne gouverne pas ces peuples avec une Souveraineté si absolüe, qu'il ne leur reste plusieurs marques de liberté. L'Evesché estoit depuis plusieurs années dans la Maison de Baviere, laquelle estant attachée par alliance & par interest à celle d'Austriche, les ennemis de la France y trouvoient de grands avantages. Le Cardinal de Richelieu, qui ne perdoit point d'occasion de ménager ceux du Roy, son maistre, leur voulut oster ces commodités, en attirant ces peuples dans les interests de la France, ou bien en les disposant à la neutralité. Le Resident, que le Roy y envoya, sceut si bien fortifier la faction François, que sans la mort du Bourguemaistre Ruelle, que le Comte de Warfusé fit assassiner, après l'avoir prié à dîner, le party Bavaois estoit entierement ruiné, puis que nonobstant cet accident, elle se releva tellement quelque temps après, que les Chanoines, ennemis des François, furent contraints de sortir de la ville & de se retirer à Huy. Le pretexte de leur restablis-

*Ce fut  
l'Abbé de  
Mousson.*

ment



ment fit en l'an 1649 armer l'Evesque sous le commandement de Maximilian Henry son neveu, Coadjuteur de l'Archevesché de Cologne, & sous le Lieutenant General Spar, qui se servant du pretexte du refus, que les Liegeois faisoient de payer leur part de la somme, que l'Empire avoit promis par le traité d'Osabrug, de payer à la Couronne de Suede oferent avec sept ou huit mille hommes assieger, ou plustost bloquer une ville peuplée de plus de cinquante mille combatants. Elle avoit envoyé implorer le secours du Roy de France, qui estoit obligé de la secourir pour son honneur & pour son interest, au lieu de s'amuser à fortifier la petite ville de Condé, au cœur du pais ennemy, sans riviere & sans passage. Elle demandoit le Prince de Conty, & peu de troupes; mais le Cardinal, soit qu'il enviait cette grandeur à la Maison de Condé, où qu'il y eust quelque interest particulier, caressa les Deputés de Baviere, & les assura que la ville de Liege n'avoit point de secours à esperer de la France. Dans cette extrémité les Bourguemaistres eurent recours aux Estats des Provinces Unies, & le Prince d'Orange estoit d'avis, que l'on envoyast quelques troupes de Cavallerie & d'Infanterie à Hereftal, sous le Canon de la ville, afin qu'estant maistre d'une des portes, l'on y pust faire entrer le secours, que l'on jugeroit necessaire: mais les Estats, sçachant que le magistrat aimoit mieux qu'on licentiait icy quelques troupes, pour les faire passer au service de la ville, y acquiescerent. Mais devant que la ville en pust profiter, la division la fit tomber entre les mains de ses ennemis. La dernière resolution des Estats ne fut prise que le dernier jour d'Aoust, & dès le 28 la faction des Schiroux ayant fait une suspension d'armes avec les assiegeants, permit qu'ils logeassent une partie de leurs troupes dans un des bastions, & que quelques compagnies entrassent dans la ville. Le lendemain plusieurs bourgeois de la même faction firent ouvrir une porte, par laquelle entrèrent cinq Cornettes de Cavallerie, & en suite toutes les autres troupes. Le Coadjuteur se voyant maistre de la ville, voulut s'en assurer la conservation par la mort de quelques uns des principaux du party contraire, & par le moyen d'une espee de Cittadelle qu'il y fit bastir, & qui lui sert de bride en apparence, mais qui en effect est tresnecessaire pour le repos de la ville, que les habitants n'avoient point gousté depuis plusieurs siecles.

Celui qui se rejoüissoit le plus des desordres dont la France estoit travaillée, & qui parloit le plus judicieusement des meschantes suites que cette rencontre devoit entraîner après elle, estoit Antoine Brun, Ambassadeur d'Espagne. Il avoit esté Procureur General au Parlement de Dole en la Comté de Bourgogne, d'où il avoit esté tiré pour estre employé à la negociation de Munster, en qualité d'Ambassadeur Plenipotentiaire du Roy d'Espagne, qui lui donna en suite celle d'Ambassadeur ordinaire auprès des Estats des Provinces Unies. Le Comte de Pegnaranda, chef de la même Ambassade de Munster, qui vouloit que l'on crust que la paix estoit son ouvrage, comme elle l'estoit en partie, avoit dit aux Ambassadeurs de cet Estat, que ce seroit lui qui viendrait à la Haye faire les premiers offices sur ce sujet: mais soit que l'Estat des affaires de France, qui estoient fort brouillées en ce temps là, l'appellast ailleurs, où qu'il considerast qu'à la Haye il n'y avoit que des plaintes à faire, ou des reproches à recevoir de l'inexecution de plusieurs articles du traité, il refusa cet employ, & y fit nommer A. Brun.

*l'Evesque  
la fait assie-  
ger. Elle implo-  
re le secours  
du Roy de  
France.*

*Comme  
aussy ce-  
lui des  
Estats des  
Provinces  
Unies, Preuve  
XC pag.  
588.  
qui resol-  
vent de faire  
passer quel-  
ques troupes  
au service de  
la ville.*

*Preuve  
XCI. pag.  
589.  
Elle est  
prise.*

*A. Brun  
premier Am-  
bassadeur  
d'Espagne.*

*Le Roy  
d'Espagne  
reconnoist  
par là la Sou-  
veraineté de  
cet Estat.*

*Ceux de  
Zeelande &  
d'Utrecht  
s'opposent à  
son admission.*

*Preuve  
XCII. pag.  
589.*

*Sa premiere  
audiance.*

*Preuve  
XCIII. pag.  
590.*

*Il part pour  
aller nego-  
cier la paix  
avec la  
France.*

*Preuve  
XCIV. pag.  
591.*

*Il regle l'es-  
change des  
prisonniers.*

*Preuve  
XCV. pag.  
591.*

*Sa negocia-  
tion ne reus-  
sit pas.*

Cette Ambassade fut d'autant plus glorieuse à l'Estat, que par ce moyen le Roy d'Espagne confirmoit aux yeux de tout le monde ce qu'il avoit accordé à Munster, en le reconnoissant pour independant & Souverain. L'Ambassadeur arriva à la Haye au mois de Juin 1649, & bien que les Deputés de Zeelande & d'Utrecht, qui n'avoient consenti à la paix qu'avec quelque repugnance, jusques là que les Estats de Zeelande ne l'avoient pas encore ratifiée formellement, s'opposassent à sa reception, on ne laissa pas de le recevoir à son entrée, & de le traiter avec les mesmes honneurs & avec les mesmes civilités, que l'on a accoustumé de rendre aux Ambassadeurs des autres Testes Couronnées.

Il eut sa premiere audiance le 26 Juin : & bien que ce ne fust qu'un compliment, son discours fut prononcé de si bonne grace, & l'on y remarqua tant de sincerité, que de cette premiere action l'on fit un jugement fort avantageux de son merite, & l'on commença à se persuader dès lors que sa conduite ne seroit pas d'un homme ordinaire. Il estoit aussy chargé de lettres de creance de l'Archiduc Leopold Guillaume, Gouverneur des Provinces des Pais-bas de l'obeissance du Roy d'Espagne, & avoit amené avec lui pour lui servir de conseil en sa negociation, Philippes le Roy, Commis aux finances des Pais-bas à Bruxelles, qui avoit fait plusieurs voyages en Hollande, mesmes devant que la paix fust conclüe. Elle estoit d'autant plus fâcheuse & difficile, que les quatre Ministres, qui y avoient esté employés devant lui, n'avoient pas encore pû faire regler une seule affaire. Mais à peine avoit il commencé à negocier, & à presser en sa premiere conference l'establissement de la Chambre Mypartie, que l'Archiduc lui envoya ordre d'accompagner le Comte de Pegnaranda à Cambray, où il se devoit aboucher avec Hugues de Lionne, alors Secretaire des Commandemens de la Reine de France & du Cardinal Mazarin.

Le Brun, devant que de partir de la Haye, demeura d'accord avec les Commissaires de l'Estat de l'échange des prisonniers, qui avoient esté faits par forme de reprefailles, aux pais d'Outre-Meuse, en la Mairie de Boisleduc & au quartier d'Anvers. Il fit aussy instance à ce qu'on laissast aux gens d'Eglise des pais d'Outre-Meuse, pendant l'année courante, le revenu du bien dont ils avoient joiüy l'année precedente : que les Estats revoquassent la declaration, qu'ils avoient fait publier contre les Prestres, curés & moines, & qu'on laissast au gens d'Eglise, sujets du Roy d'Espagne, la jouissance des terres & dixmes, qu'ils avoient eu en ces pais. Les Commissaires ne pouvant pas se resoudre à cette complaisance, & n'ayant point d'ordre pour cela, l'Ambassadeur témoigna en estre fort peu satisfait, & l'on dit mesmes, qu'il s'emporta à quelques paroles de ressentiment, que l'esperance, qu'il avoit de conclurre la paix avec la France, lui firent dire. Mais cette esperance s'estant esvanoüie dès la premiere entrevenue des Ministres des deux Couronnes, ses menaces n'eurent point d'effect, & l'Ambassadeur continua de negocier icy avec une tres grande moderation.

Les Espagnols, qui avoient offert d'envoyer une armée au secours du Parlement de Paris, voyant l'accommodement fait, entrèrent en negociation avec la Cour pour l'adjustement des interets des deux Couronnes, qui devoient faire trouver leurs Ministres à Cambray : mais comme ils estoient persuadés, que la France alloit tomber dans les mesmes desordres, qui avoient destruit toute la forme du gouvernement de  
l'An-



l'Angleterre, ils ne voulurent pas faire la paix, sinon aux mêmes conditions qu'elle avoit esté faite en l'an 1598 à Vervins, & les François ne la voulant pas acheter à ce prix là, cette negociation fust presque aussytost rompue que commencée.

De Brun estant de retour à la Haye au mois d'Octobre, prit audience, où il parla du mauvais succès de son voyage & de sa negociation, & offrit de renouier celle qu'il avoit commencée devant que de partir. Il delivra dans la même audience l'acte de l'Empereur pour la neutralité avec cet Estat, daté du 6 Juillet 1649, que le Roy d'Espagne avoit obtenu conformément au 53 Article du traité de Munster. Mais d'autant que le même article obligeoit le Roy à en obtenir autant de l'Empire, c'est à dire de tous les Estats de l'Allemagne, assemblés en corps dans une diète solennelle, & que l'autre estoit comme inutile, parce que l'Empereur de son chef, & comme Roy de Hongrie & de Bohême, & Archiduc d'Autriche, ne pouvoit point avoir de démêlé avec cet Estat, l'on insista dès lors, & l'on a tousjours insisté depuis, à ce que l'Empire s'en expliquast aussy : mais c'est à quoy le Roy d'Espagne ne satisfit point, & n'a pas satisfait encore. Au mois de Novembre de la même année l'Ambassadeur fit part aux Estats du mariage de Philippes IV, Roy d'Espagne, son maistre, avec Anne Marie d'Autriche, sa nièce, fille de l'Empereur Ferdinand III & de Marie, sœur de Philippes. Les ceremonies des épousailles se firent à Madrid le 8 du même mois, & Brun en fit des rejoüissances publiques, accompagnées d'un grand festin : où ceux qui parlent des affaires de ce temps là remarquent mal à propos, comme une chose extraordinaire, que l'on y avoit donné au Prince seul une chaise à bras, quoy qu'il s'y trouvast avec plusieurs Deputés des Estats Generaux. Car puis que les Estats lui font le même honneur dans leur Assemblée, où ils représentent tous les Alliés, & tout l'Estat en corps, ils lui pouvoient bien ceder le même avantage dans un festin, où ils n'avoient point de rang, & où ils n'estoient que comme particuliers, ou au plus comme Deputés de l'Assemblée.

Au commencement de l'an 1650 il reprit le fil de sa negociation pour le différent des Pais d'Outre-Meuse : pour quelques Abbayes & autres biens Ecclesiastiques, dont l'on estoit en contestation : touchant la liberté, qu'il pretendoit ne devoir pas estre refusée aux gens d'Eglise de venir en ces Pais, & au sujet d'un reglement pour le fait de la Marine. Stocmans, Edelheer, Verheyen & Descortes avoient commencé ces negociations longtemps devant que l'Ambassadeur fust arrivé ; mais ils n'avoient rien pû faire regler. L'Ambassadeur y rencontra les mêmes difficultés. Son intention estoit de faire faire un accommodement provisionnel pour la possession des Pais d'Outre-Meuse, & que la connoissance du fonds de l'affaire fust renvoyée à la Chambre Mypartie, suivant le 3 Article du traité de Munster. Mais les Estats soustenoient, que suivant la premiere partie du même article la possession ne leur devoit pas estre contestée ; puis qu'ils l'avoient eüe lors de la signature du traité, par le moyen des garnisons qu'ils avoient dans Fauquemont, Daelhem & Rodeleduc, & que les Espagnols les y ayant troublés, c'estoit à eux à reparer l'attentat, & à ne les y troubler plus à l'avenir. Pour ce qui est des Abbayes & des autres terres, dont l'Ambassadeur pretendoit la Souveraineté pour le Roy son maistre, le Conseil d'Estat fit voir, qu'elles estoient situées dans la Mairie de Boisleduc, dont le

*Il revient à la Haye. Preuve XCVI. pag. 593.*

*Il donne avis du mariage du Roy d'Espagne. Preuve XCVII. pag. 594.*

*Contestation pour la possession du Pais d'Outre-Meuse : Preuve XCVIII. pag. 594.*

*pour des Abbayes. Preuve XCIX. pag. 598.*

*Fait un  
traitté pour  
la naviga-  
tion & pour  
le commerce.*

Roy d'Espagne avoit cédé la Souveraineté par le traitté de Munster. Tellement que de toutes ses negociations il n'y eut que celle du traitté de la Marine qui reussist. Louis Descortes y avoit travaillé longtemps: mais l'Ambassadeur, qui sçavoit que le commerce est de la dernière importance à cet Estat, & que l'on y est extrêmement sensible à tout ce qui le peut troubler, & incommoder la navigation, s'y rendoit assés facile, ménageant par ce moyen l'affection de ces peuples à l'avantage du Roy son maistre, en la conjoncture de la guerre civile de la France, & des depredations continuelles, que les François faisoient continuellement sur la mer.

*Le contenu  
du traitté.  
Preuve C.  
pag. 602.*

Nous avons remarqué ailleurs, que les Espagnols ne pouvoient pas souffrir que l'on donnast icy une explication, qui estoit si avantageuse, à l'Article separé, qui avoit esté arresté pour le commerce peu de jours après le traitté de paix, & qu'ils n'entendoient pas, que les marchands se donnassent la licence de porter aux ennemis de l'Espagne, & particulièrement en France, toutes sortes de denrées & de marchandises indistinctement. Prés de trois ans passerent en des contestations continüelles devant que l'on püst demeurer d'accord d'un traitté formel, qui ne fut conclu que le 17 Decembre 1650. Ce traitté portoit, que les habitants de ces Provinces feroient leur commerce, en toute seureté & liberté, dans tous les Roiaumes, Estats & Païs, & mesmes en France, de toutes les marchandises & denrées, dont l'on y trafiquoit devant qu'il y eust rupture entre les deux Couronnes: à la reserve toutefois de celles qui seroient du crû ou de la façon des Païs de l'obeïssance du Roy d'Espagne, & dont l'on se pourroit servir contre lui. Et pour ce qui est des autres Estats, avec lesquels le Roy d'Espagne estoit en guerre, les habitants de ces Provinces n'y pourroient pas porter des marchandises de contrebande, c'est à dire des armes offensives & defensives, des chevaux & autres, ainsy qu'elles y sont exprimées. Comme de l'autre costé il y estoit expressement stipulé, que les vivres, c'est à dire le bled, toutes sortes de grains & de legumes, le vin, le sel & l'huile ne seroient pas compris au nombre des marchandises de contrebande. Que pour prevenir les fraudes, dont les marchands ont de la peine à s'abstenir, & aussy pour ne troubler pas le cours du commerce, sous ombre de la recherche que l'on en voudroit faire, les patrons des navires seroient tenus de se munir de passeports & de lettres de mer de l'Admirauté du lieu, d'où ils partiroient, pour les faire voir dans les ports de mer, d'où ils voudroient partir, pour aller aux havres des ennemis, & faire connoistre par là la qualité des marchandises, dont le navire seroit chargé. Que lors qu'on les rencontreroit en pleine mere, ou bien à quelque rade, on ne les pourroit pas rechercher, sinon qu'il y eust lieu de soupçonner, qu'ils seroient chargés de marchandises de contrebande: mais que pour cela l'on ne pourroit pas incommoder le navire, ny toucher aux autres marchandises. Que les marchandises, qu'un des habitants de ces Provinces auroit chargé dans un navire appartenant aux ennemis du Roy d'Espagne, seroient confisquées avec le navire: comme de l'autre costé les marchandises des ennemis d'Espagne, chargées dans un navire de ces païs, ne seroient pas sujettes à confiscation, si elles n'estoient de contrebande: & que les avantages stipulés par ce traitté, seroient reciproques aux sujets du Roy d'Espagne & de cet Estat.

*Fait part  
aux Estats*

L'Ambassadeur, devant que de mettre la dernière main au traitté de



de la Marine, fit part aux Estats de ce qui s'estoit passé entre le Duc de la ne-  
 d'Orleans & l'Archiduc Leopold, touchant l'ouverture que le dernier <sup>gociation</sup>  
 avoit faite d'une entreveüe pour l'adjustement des differents, que l'on <sup>entre les deux</sup>  
 n'avoit pas encore pû regler entre les deux Couronnes. Braslet en avoit <sup>Couronnes.</sup>  
 fait autant, & en avoit parlé dans l'assemblée des Estats Generaux <sup>Preuve CI.</sup>  
 comme du commencement & du progrès d'une negociation, qui pro- <sup>pag. 606.</sup>  
 mettoit un grand succès, après les premieres démarches que l'on en <sup>Braslet en</sup>  
 avoit faites de part & d'autre. Les Estats, qui avoient envoyé Guillau- <sup>fait autant.</sup>  
 me Boreel, en France au mois de Juin 1650, en la qualité d'Ambassa- <sup>Preuve</sup>  
 deur Ordinaire, lui avoient ordonné ensuite d'y offrir leur media- <sup>CII. pag.</sup>  
 tion pour l'accommodement des differents entre les deux Couronnes; <sup>607.</sup>  
 faisant en mesme temps faire les mesmes offres à l'Espagne, qui <sup>Les Estats</sup>  
 temoignoit bien la desirer aussy, quoy qu'elle ne la vouloit point en ef- <sup>offrent leur</sup>  
 fect. Ses Ministres protestoient continuellement que c'estoit leur in- <sup>mediation.</sup>  
 clination, & cependant ils s'y prenoient de si mauvaise grace, qu'ils <sup>Preuve</sup>  
 laisserent tout le monde persuadé du contraire. <sup>CIII. pag.</sup>  
 608.

L'Archiduc, dont tout le Conseil estoit composé d'Espagnols, au  
 lieu de profiter des desordres de la France, & de faire une paix raison-  
 nable, fit connoistre qu'il la pretendoit trouver dans les ruines de cette <sup>Estrange.</sup>  
 Monarchie. Le peuple de Paris, estoit armé contre le Roy, & irrité <sup>façon de</sup>  
 contre le Cardinal, qui, à ce que l'on disoit, avoit empesché les Plenipo- <sup>negociier.</sup>  
 tentiaires de conclurre la paix d'Espagne. L'Archiduc y envoya un <sup>Preuve</sup>  
 trompette, qui en passant à la Croix du Tiroir le 2 Sept: 1650 fit une cha- <sup>CIV. pag.</sup>  
 made, à laquelle les bourgeois estant accourus, il y declara, qu'il venoit <sup>610.</sup>  
 de la part de l'Archiduc demander la paix, & que si on la lui refusoit, il  
 estoit suivy de forces qui la lui pourroient faire donner. Après avoir al- <sup>Lettre de</sup>  
 larmé le peuple, il alla porter une lettre au Duc d'Orleans, à qui l'Archiduc <sup>l'Archiduc</sup>  
 escrivoit, que le Roy Catholique, son maistre, lui ayant donné l'au- <sup>au Duc</sup>  
 torité de faire la guerre & de conclurre la paix, il aimoit bien mieux ne- <sup>d'Orleans,</sup>  
 gociier l'une que de faire l'autre, particulièrement avec un Prince, de la <sup>Preuve</sup>  
 bonne intention duquel il estoit tellement persuadé, qu'il ne doutoit <sup>CV. pag.</sup>  
 point qu'il n'y contribuast tout ce qui dépendroit de lui. Le Duc d'Orle- <sup>611.</sup>  
 ans receut le défy agreablement, & répondit à l'Archiduc, que le Roy, <sup>sa réponse</sup>  
 son neveu, & la Reine Regente lui avoient donné la mesme autorité, & <sup>Preuve</sup>  
 qu'ayant aussy le mesme pouvoir & la mesme inclination de faire la <sup>CVI. pag.</sup>  
 paix, il lui envoyoit le Baron de Verderonne, pour sçavoir de lui le <sup>612.</sup>  
 lieu & le temps de l'assemblée, aussy bien que le nom & le nombre des <sup>L'Archiduc</sup>  
 personnes, qu'il députeroit pour cela. L'Archiduc, prenant cette ci- <sup>envoie</sup>  
 vilité pour une sousmission absolüe, escrivit au Duc, par Verderonne & <sup>D. Gab. de</sup>  
 par Dom Gabriel de Toledo: que puis qu'il lui demandoit le temps & <sup>Toledo à</sup>  
 le lieu de l'assemblée, & quelles personnes il y deputeroit, il lui vou- <sup>Paris,</sup>  
 loit bien dire, que son intention estoit, que tous les differents se re- <sup>Preuve</sup>  
 glassent entre eux deux, & que pour cet effect ils se trouvassent en per- <sup>CVII. pag.</sup>  
 sonne entre Rheims & Rhetel le 18 Septembre. La lettre estoit datée <sup>612.</sup>  
 du 8, & Don Gabriel n'arriva à Paris que le 12: de sorte que le Duc n'a- <sup>Et veut que</sup>  
 vant que six jours, pour se preparer à cette illustre entreveüe & <sup>la paix se</sup>  
 pour faire le voyage, & ne trouvant pas bon que l'Archiduc reglast seul <sup>traitte par les</sup>  
 ces importants preliminaires, lesquels ils devoient concerter ensemble, <sup>deux Princes</sup>  
 dît à Don Gabriel, que si l'Archiduc vouloit envoyer des passeports <sup>en personne.</sup>  
 pour le Nonce & pour le Ministre de la Republique de Venise, Media- <sup>Preuve</sup>  
 teurs reconnus par les deux Couronnes, il y ajoüsteroit le Comte <sup>CVIII. pag.</sup>  
 d'A- <sup>613.</sup>  
 Le Duc la  
 veut faire  
 negocier par  
 des Ministres

*Mediateurs.*Preuve  
CIX. pag.  
614.*Les fait par-  
tir.**L'Archiduc  
refuse de la  
faire nego-  
cier ainſy.*Preuve  
CX. pag.  
615.*Les Espa-  
gnols ne ven-  
lent pas la  
paix.*Preuve  
CXI. pag.  
617.*L'Ambassa-  
deur ne le  
dissimule  
pas.*Preuve  
CXII. pag.  
619.*Sa réponse  
aux Deputés  
touchant la  
mediation  
Ibid.*

d'Avaux, cydevant Plenipotentiaire du Roy aux traittés de Munſter, qui regleroient avec lui ce que l'on jugeroit à propos pour l'avancement d'une ſi bonne oeuvre. Don Gabriel partit avec cette réponſe, & promit de faire tenir les paſſeports dans peu de jours, & ſur cette aſſurance le Duc fit partir les Miniſtres, qui devoient negocier la paix. Mais après qu'ils les eurent attendus quelque temps à Soiſſons, le Nonce reçut une lettre, dans laquelle l'Archiduc lui eſcrivait, qu'ayant ſatisfait à ce que le Duc d'Orleans avoit deſiré de lui, en lui marquant le temps & le lieu de l'aſſemblée, & les perſonnes qui pourroient negocier, il n'y avoit plus de preliminaires à ajuster. Que l'on ne ſe pouvoit pas engager à une longue negociation: qu'il falloit traiter & conclurre en meſme temps: que les mouvements continuels de ſon armée ne lui permettoient pas de ſejourner longtemps dans un meſme quartier, & que dans une autre ſaiſon, où l'on pourroit negocier avec plus de loisir, il ne refuſeroit pas les bons offices du Nonce du Pape & du Miniſtre de la Republique. C'eſt ainſy que cette negociation ſe rompit devant qu'elle fuſt commencée; parce que d'un coſté le Duc d'Orleans ne croyoit pas devoir laiſſer à l'Archiduc ſeul la diſpoſition du temps & du lieu, ny expoſer ſa perſonne à la diſcretion d'une armée eſtrangere & ennemie, ſans prendre les ſeuretés neceſſaires pour ſa conſervation, & parce que de l'autre l'on ne vouloit point la paix du tout.

Les Eſpagnols ſomentoient les deſordres du Roiaume par des ſecours foibles & impuiſſants, qu'ils donnoient au Parlement de Paris, & à ceux qui s'eſtoient ſouſlevés contre le Roy, & n'avoient garde de donner la paix à la France, ſur laquelle ils ne pretendoient pas ſeulement reprendre toutes les places qu'ils avoient perdues depuis le commencement de cette guerre, mais auſſy faire des conquêtes tres-considerables. L'affectation de l'Archiduc eſtoit aſſés groſſiere, mais Brun ne le diſſimula point, lors que les Eſtats lui offrirent leur mediation pour cet effect. Le Prince d'Orange, qui s'eſtoit mieux démeſlé de l'affaire d'Amſterdam, dont nous parlerons cy après, qu'il n'avoit oſé eſperer après avoir manqué à la ſurprendre, eſtoit devenu plus puiſſant & plus conſiderable qu'il n'avoit eſté auparavant, & commençoit à ſonger à une nouvelle rupture avec l'Eſpagne; c'eſt pourquoy il vouloit que les Eſtats, en faiſant offrir leur mediation à Brun, lui fiſſent declarer en meſme temps, que ſi le Roy d'Eſpagne faiſoit difficulté de l'accepter, il ne pourroit pas trouver mauvais, qu'ils ſe declaraffent pour la France, en vertu de l'eſtroite alliance qu'ils avoient avec elle. La Hollande ne trouva pas bon, que l'on employaſt ces termes: mais ſit ordonner, que les offres ſe feroient aux deux Couronnes avec les meſmes civilités. Le Brun répondit aux Deputés qui lui en parlerent: Qu'il ſçavoit, que le Roy, ſon maiſtre faiſoit une eſtime particuliere de l'amitié des Eſtats, & qu'il en feroit tousjours beaucoup de leurs bons offices: que l'on n'en pouvoit pas douter icy après les preuves, qu'il en avoit données à Munſter, où il avoit ſouſmis à l'arbitrage & à la deciſion de cet Eſtat les differents, qu'il avoit encore avec la France, pour n'avoir pas pû eſtre ajustés par les Mediateurs de puis pluſieurs années. Qu'il croyoit bien auſſy, que les Eſtats, quoy qu'eſtroitement alliés avec la France, & bien qu'ils euſſent pluſieurs intereſts communs avec elle, auroient neantmoins plus de conſideration pour leur honneur & pour leur reputation que pour leur intereſt: mais qu'ils de-  
voient



voient considerer aussy, que depuis l'an 1637 le Roy, son maistre, avoit agréé la mediation du Pape & de la Republique de Venise; qu'il ne la pouvoit pas rejeter presentement, après que leurs Ministres y avoient travaillé pendant tant d'années, & que quand il accepteroit celle de cet Estat, il se rencontreroit dans les congrès, que l'on seroit obligé d'avoir avec le Nonce & avec l'Ambassadeur de Venise, des difficultés capables de rompre toute la negociation. Que nonobstant cela il ne laisseroit pas d'en escrire à sa Cour.

Les offres de mediation furent tout autrement receües en France, & les mesmes Ministres, qui s'estoient si fort emportés contre cet Estat, lors qu'il se voulut mesler des differents des deux Couronnes immediatement après le traité de Munster, y tenoient un tout autre langage. Boreel s'estant rendu à la Cour, qui estoit à Bourg sur mer, au Conflans de la Garonne & de la Dordogne, la trouva occupée au siege de Bourdeaux, & en estat d'escouter les propositions d'accommodement avec l'Espagne, qu'il fit en sa premiere audience. On lui répondit neantmoins de la part du Roy: que ce n'estoit pas l'intention des Espagnols de faire la paix. Que s'ils en eussent eu l'envie, ils n'eussent point fait de difficulté de s'en rapporter de leurs differents au jugement des Estats. Que la France avoit déclaré plus d'une fois, que si les Estats ne s'en vouloient pas mesler en qualité d'arbitres, que du moins comme alliés ils pouvoient concerter avec les Ministres du Roy les conditions, sous lesquelles ils jugeroient que l'on pourroit & devroit faire la paix. Que le Roy n'avoit jamais rejeté les mediations qu'on lui avoit proposées; non pas mesmes celle de la Reine de Suede, dont les Espagnols avoient parlé les premiers, ny celle des Estats de l'Empire. Que le traité qu'ils venoient de conclurre avec les Anglois, la recherche qu'ils faisoient de l'alliance du Turc, la difficulté de restituer Frankendal à l'Electeur Palatin, l'opposition qu'ils formoient contre la paix de l'Empire, & les protestations, qu'ils faisoient faire contre tout ce qui avoit esté arrêté à Munster, estoient autant de marques de l'aversion qu'ils avoient de la paix. Mais que la derniere rencontre, que le Duc d'Orleans venoit d'avoir avec l'Archiduc Leopold, Gouverneur des Pais-bas, en estoit une preuve infallible. Que le Roy au contraire recevoit avec agrément les offres de mediation, que les Estats lui faisoient faire, & qu'il seroit bien aise, qu'ils prissent part à celle du Pape & de la Republique de Venise; pour y travailler conjointement avec eux, ou bien separemment, ainzy qu'ils le trouveroient à propos. Que pour y reüssir, & pour donner le repos à la Chrestienté, il falloit que les Estats, en rappelant à leur memoire les bienfaits, qu'ils avoient continuellement receus des Rois de France, songeassent à leur donner un autre secours que celui de la mediation; puis que l'Espagne en empescheroit sans doute l'effect, comme elle avoit fait par le passé. Qu'ils y estoient obligés par des considerations si fortes, qu'ils ne s'en pourroient pas dispenser, quand mesmes il n'y auroit point de traittés, qui les obligeassent à rembourser le Roy de plusieurs millions, qu'il leur avoit prestés. Que les mesmes traittés disoient, que lors que le Roy seroit en guerre, le secours qu'ils seroient tenus de lui donner, seroit de la moitié de la somme, dont il les avoit auparavant secourus en de semblables occasions: qu'ils lui renvoyeroient les regiments François, & qu'ils l'assisteroient d'un bon nombre de vaisse-

*La France y est disposée. Preuve CXIII. pag. 621.*

*mais pretend quelque chose de plus qu'une simple mediation.*

aux de guerre. Que les devoirs de la reconnoissance, les regles de la prudence & la raison d'Estat les convioient à en user ainſy, auſſy bien que la gloire qu'ils acquerroient, en reſtabliſſant le repos de la Chreſtienté.

*Le traité  
de Compie-  
gne.*

*Preuve  
CXIV.  
pag. 624.*

*L'Eſtat pre-  
tend ne rien  
devoir à la  
France,*

*pour l'a-  
voir ſe-  
courüe.*

*Les depre-  
dations des  
François.*

*Les Eſtats  
demandent  
la neutralité  
de l'Empire.*

*Différent  
avec l'Elec-  
teur de Co-  
logne,*

Pour l'intelligence du contenu en cette réponſe, il faut ſçavoir, qu'en vertu du traité, qui fut fait à Compiègne au mois de Juin 1624, le Roy de France avoit preſté à cet Eſtat la meſme année la ſomme de douze cens mille livres, & pendant chacune des deux années ſuivantes un million, à condition que la France ſeroit remboursé de ces ſommes dans neuf ans, après que cet Eſtat ſeroit convenu avec l'Eſpagne d'un traité de paix ou de trêve; & ce à pluſieurs termes. Le meſme traité portoît, que cet Eſtat aſſiſteroit le Roy de la moitié de cette ſomme, quand il ſeroit en guerre, ou quand il en auroit beſoin. Il vray que jamais il en eut plus à faire: c'eſt pourquoy l'on avoit bien preveu, que la Cour de France ne manqueroit pas de faire inſtance pour le remboursement & pour le ſecours, & l'on avoit ordonné à l'Ambaſſadeur d'y repreſenter, que le terme n'eſtoit pas encore eſcheu: que des l'année ſuivante 1625 l'Eſtat avoit ſatisfait à l'autre article, en envoyant au Roy un ſecours de vingt vaiſſeaux de guerre, ſous la conduite de Hautain, Lieutenant Admiral de Hollande: que l'equippage de ces vaiſſeaux revenoit à un million ſeptcents ſoixante mille livres, & que de cette ſomme, avec ſes intereſts il falloit faire une compenſation avec les pretenſions de la Cour de France. Qu'il en falloit rabattre encore cent quatorze mille livres, que cet Eſtat avoit payées depuis ce temps là aux chefs & officiers des regiments François, ſuivant l'article particulier du meſme traité, & que l'on y pouvoit àjoûter le dédommagement du vaiſſeau du Vice Admiral de Hollande, qui perit devant la Rochelle, eſtant au ſervice du Roy, & la valeur de dix ſept canons de fonte, qui avoient eſté tirés d'un vaiſſeau eſchoüé aux coſtes de Picardie, & avoient eſté ferrés dans l'Arſenal de Calais.

L'on n'avoit pas ſujet d'eſtre fort ſatisfait icy de la Cour de France, qui permettoit, ou diſſimuloit au moins, les depredations continüelles, que les vaiſſeaux de guerre du Roy, commandés la pluspart par des Chevaliers de Malthe, faiſoient continüellement, & particulièrement en la Mer Mediterranée. L'on en portoît tous les jours de nouvelles plaintes aux Eſtats, qui ordonnerent à leur Ambaſſadeur d'en demander réparation, & de faire continuer pour ſix mois le reglement qui avoit eſté fait pour quatre ans en l'an 1646, & qui venoit d'eſpirer depuis le mois d'Avril, en attendant que l'on puſt faire un traité formel pour le fait de la navigation & du commerce. Mais la foibleſſe du gouvernement, pendant la minorité du Roy, eſtoit ſi grande, & les deſordres du Roiaume occupoient tellement les Miniſtres, que tout ce que l'Ambaſſadeur put faire, ce fut d'entamer ſa negociation, & d'aller à Paris, attendre le retour du Roy, dont nous parlerons cyaprès.

Les Eſtats preſſoient continüellement l'Ambaſſadeur d'Eſpagne de leur obtenir la neutralité de l'Empire, laquelle ils avoient d'autant plus de ſujet de demander, que l'on avoit tous les jours de nouveaux démêlés avec les Princes voiſins, & particulièrement avec l'Elector de Cologne, qui ſe plaignoit inceſſamment des incommodités qu'il ſouffroit de la garniſon de Rhinberg. Cette ville eſt de l'Archeveſché de Cologne,



gne, bien qu'elle soit en quelque façon enclavée au Duché de Cleves ; *à cause de Rhinberg.* & elle demeura, avec quelques autres places, en la puissance de Guebhard Truchses, qui estant Archevesque & Electeur de Cologne, & croyant que le mariage n'estoit pas incompatible avec sa dignité, avoit épousé en l'an 1583 Agnes, fille de Jean George, Comte de Mansfelds. Le Pape, l'Empereur, & tout ce qu'il y avoit de Catholiques Romains en Allemagne, s'armerent contre cette nouveauté, & donnerent le moyen à Ernest, fils de Guillaume, Duc de Baviere, qui avoit esté élu par le Chapitre, de déthrôner & de chasser Truchses. Il se retira en Hollande, auprès de Guillaume de Nassau, Prince d'Orange, d'où il ne laissa pas d'incommoder son compétiteur, ou successeur, par le moyen des garnisons qu'il avoit dans les places qui lui estoient demeurées, jusques à ce que les Espagnols s'en fussent rendus les maistres. Charles, Comte de Mantsfelt, prit Rhinberg en l'an 1590: Maurice de Nassau, Prince d'Orange, la reprit en 1597, & depuis ce temps là elle a esté prise & reprise plusieurs fois, jusques à ce qu'en l'an 1633 les armes victorieuses de l'Estat la joignirent aux autres conquestes de Frideric Henry, Prince d'Orange. Cette réduction acheva de couvrir les Provinces de delà le Rhin, d'où les Espagnols tiroient des contribu- *Les Estats prennent Rhinberg sur les Espagnols.* tions jusques en Frise, & du plat pais de Groningue. Le premier article de la capitulation, qui fut faite lors de la réduction, conservoit la ville en la jouissance de ses droits & privileges ; parmy lesquels il y en a un qui porte, que le premier dimanche après la feste de la Conversion de St. Paul, c'est à dire le dernier dimanche de Janvier, les bour- *Le sujet du différent. Preuve CXV. pag. 627.* geois, qui sont divisés en quatre quartiers, se doivent assembler dans l'hostel de ville, pour élire un nouveau Bourguemaistre pour cette année là, sans qu'il soit besoin, que celui qui a esté ainsi legitiment élu, en demande la confirmation à l'Archevesque, où qu'il soit obligé de lui faire autre serment, que celui que le Magistrat fait ordinairement entre les mains du Bailly du lieu. Le mesme privilege dit, que lors qu'une charge d'Eschevin ou de Conseiller vient à vaquer, par mort ou autrement, c'est aux autres Eschevins & Conseillers à nommer un autre en la place du defunct. Au prejudice de ce privilege, & de l'ancienne coustume, le Seneschal, ou Bailly de Rhinberg, avoit obligé les bourgeois dès le mois d'Octobre 1648 à s'Assembler dans sa maison, & d'y proceder à l'élection d'un nouveau Bourguemaistre, en nommant un Catholique Romain que l'Electeur lui avoit recommandé. *L'Electeur viole les privileges de la ville.* Les Estats en ayant esté avertis, ordonnerent à George Frideric, Comte de Nassau, qui commandoit leurs armes dans Rhinberg, d'en faire sortir le Bailly, & de faire faire une autre election dans les formes, & conformément aux privileges de la ville. L'Electeur leur écrivit, qu'en vertu du traité d'Osnabrug il pouvoit disposer du fait de la Religion dans une ville de son Diocese, & que les Estats ne l'en pouvoient pas empescher, *L'Electeur pretend en faire un'affaire de religion.* sans violer la neutralité, qu'ils pretendoient entretenir avec l'Empire, & demandoit le reestablishement de son Bailly. Les Estats lui répondirent, que c'estoit à eux à faire executer la capitulation, qui avoit esté faite lors de la réduction de la ville, & que ce n'estoit pas à l'Electeur à faire élire le Magistrat selon son caprice. Que le Magistrat mesme *Le Magistat se plaint de l'Electeur.* s'estoit plaint de la violence, qui lui avoit esté faite, & à ses privileges, en le contraignant de s'Assembler ailleurs que dans l'hostel de ville. Que le Bailly ne s'en devoit pas mesler, & qu'ils avoient eu rai-  
son

*Les Eſtats  
renvoyent  
ſon Miniſtre.*

*L'Eleſteur  
veut que le  
Gouverneur  
de Maſtricht  
lui preſte ſer-  
ment.*

*Affaire de  
Dannemarc,  
cydeſſus  
pag. 34.*

*Corvitz U-  
leſelt revient  
à la Haye.  
Preuve  
CXVI.  
pag. 632.  
Sa premie-  
re audience.  
Preuve  
CXVII.  
pag. 633.  
ſes quali-  
tés.*

ſon de le faire ſortir de la ville, parce qu'il avoit oſé faire violence au Magiſtrat d'une ville, où ils avoient leur garniſon. Que ce qu'ils avoient fait en cette rencontre ne faiſoit point de prejudice à la paix d'Allemagne, ny à la neutralité qu'ils pretendoient entretenir avec l'Empire, & n'eſtoit qu'une ſuite de l'obligation, en laquelle ils s'eſtoient conſtitués par la capitulation, de conſerver les droits & les privileges de la ville. L'Eleſteur non content de cette réponſe, envoya à la Haye Jean Arnould de Bouchorſt, par lequel il fit demander la continuation de la neutralité, & faire inſtance à ce que les Eſtats retiraffent leur garniſon de la ville de Rhinberg, ou du moins qu'ils reſtituaſſent aux Catholiques Romains Eglife & aux Convents leur revenu, comme auſſy à ce qu'ils reſtabliſſent quelques perſonnes de la meſme Religion dans le Magiſtrat. Mais les Eſtats le renvoyerent chargé de compliments & de civilités, auſſy bien que le Sieur de Lutzenrade, qui vint preſque en meſme temps repreſenter, que le Duc de Buillon & le Comte de Solms, predeceſſeurs du Rhingrave, au gouvernement de Maſtricht, ayant preſté le ſerment de fidelité à l'Eleſteur de Cologne, comme Eveſque & Prince de Liege, en la qualité de Gouverneur de Maſtricht, il falloit que le Rhingrave le fiſt auſſy à leur exemple : mais les Eſtats, fort reſolus de ne rien faire au prejudice de la Religion & de leur Souveraineté, s'en excuſerent, & defendirent au Rhingrave de reconnoiſtre l'Eleſteur.

Pendant le grand démeſlé, que les Provinces eurent entre elles pour l'eſtat de la guerre, elles ne laiſſerent pas de s'appliquer à des affaires tres-importantes, dont il fera à propos de dire icy un mot, devant que de parler de celles des années ſuivantes. Nous avons remarqué au commencement de cet ouvrage, que dès l'année 1646 Corvitz Uleſelt, Grand maiſtre de Dannemarc, eſtoit venu à la Haye, & y avoit fait en 1647 un traité, qui regloit les droits d'entrée & de ſortie des marchandises de Norüegue. Après l'avoir achevé il alla en France, remercier le Roy des offices, qu'il avoit fait faire auprès des deux Couronnes du Nort, pour les porter à la paix, qui avoit eſté conclue par ſon entremiſe à Bromſebro, le 13 Aouſt 1645. Ce fut le ſujet ou le pre-texte de ſon voyage. Il revint à la Haye au mois de Mars 1647, & y arriva incognito. En ſa premiere audience, qu'il eut le dernier jour du meſme mois, il fit un compliment ſur la paix de Munſter, & parla de la mort du Roy Chreſtien IV, qui eſtoit decedé dès le 28 Fevrier de l'année precedente, & de l'Election de Frideric III, ſon Succelleur. Cet Ambaſſadeur avoit de l'eſprit, & eſtoit fort habille, mais il eſtoit fier, glorieux & vain, & ſa femme, née d'un mariage de conſcience du Roy defunct, & qui ſe vouloit faire conſiderer comme eſtant de la Maiſon Royale, l'entretenoit en cette humeur, de ſorte que l'un & l'autre voulant faire croire qu'ils eſtoient tout puiffants en Dannemarc, ſe plaiſoient à parler avec peu de reſpect de la perſonne du Roy & de l'autorité Royale. Il ne craignoit point de dire, qu'eſtant le premier officier de la Couronne, & eſtant parent ou allié des premieres familles du Roiaume, il auroit pû empêcher l'élection du Roy, & qu'il n'y avoit point de gentilhomme Danois, qui ne puſt aspirer à la Couronne, auſſy bien que le Prince meſme. Et croyant ſe rendre agreable à cet Eſtat, libre & independant, il ne parloit, en ſon entretien ordinaire, que de l'autorité des Senateurs de Dannemarc, & diſoit que l'Eſtat de

ce



ce Roiaume estoit bien monarchique en apparence, mais que ce n'estoit en effect qu'une Republique, où le Roy n'estoit pas le Souverain, mais le premier. Il en estoit quelque chose en ce temps là ; mais ce n'estoit pas à Ulefelt, qui ne parloit qu'au nom du Roy, & qui ne pouvoit estre considéré icy que par le caractère, dont son Roy l'avoit revestü, à en descrire la puissance & l'autorité. Aussi lui a il fait connoistre depuis, qu'il en avoit assez pour l'humilier, & pour le faire servir d'exemple à ceux qui croient pouvoir mépriser leurs Souverains impunément. Il est mort dans l'exil : sa femme se trouve confinée dans une prison perpetuelle, & de ses enfants il y en a qui sont allé chercher leur retraite dans les convents, pour n'en trouver plus dans le monde.

Ulefelt ne parla d'abord que d'une alliance defensive, & trouva assez de disposition pour cela, pourveu que par ce nouveau traité l'on ne fist point de prejudice à ceux que cet Estat avoit cydevant faits avec d'autres Rois, Princes, Republiques & villes Anseatiques, & particulièrement avec la Couronne de Suede. Après les premieres conferences, qu'il eut sur ce sujet, il fit une proposition pour la facilité du passage du Sond, en sorte que les navires marchands ne fussent plus retardés en leur voyage. Ils estoient obligés de s'y arrester, de declarer la qualité de leur cargaison, & d'y payer le peage. L'Ambassadeur proposa d'abord, que l'on en fist un forfait de deux cens mille Rixdalers par an, dont l'une moitié se payeroit à la St. Jean & l'autre à la St. Martin, & que l'on avançast au Roy, son maistre, une somme de quatre cens mille Rixdalers, dont l'on se rembourseroit en vingt ans, en rabattant tous les ans vingt mille escus sur le forfait. La Suede, en faisant le traité de Bromsebro, dont nous venons de parler, avoit stipulé, que les navires & les marchandises de ses sujets seroient exemts du peage du Sond, & plusieurs marchands Hollandois, afin de jouir de la mesme exemption, ou achettoient le droit de bourgeoisie en quelque ville de Suede, ou bien chargeoient leurs marchandises sous le nom de quelque marchands Suedois, & par ce moyen ils ne fraudoient pas seulement les droits du Roy de Dannemarc, mais ils prenoient aussi un grand avantage sur les autres marchands de ces Provinces, qui ne se servant point de ces artifices, ne pouvoient pas vendre leurs denrées au mesme prix, ny continuer leur commerce. C'est pourquoy les Estats de Hollande, qui esperoient tirer un grand avantage de ce traité, parce que par ce moyen tous les navires qui trafiquoient en la mer Baltique, sans aucune distinction, estoient obligés de payer les droits, devant que de sortir des ports de ce pais, prestèrent aussytost l'oreille à cette ouverture, & resolurent de faire conclure le traité, après avoir obligé l'Ambassadeur à se contenter d'une somme plus raisonnable. Il n'y avoit point de Deputés à la Haye de la part de la Province de Groningue, & celles de Zeelande, d'Utrecht & d'Over-Yssel, qui n'ont point de commerce en ces quartiers là, jugeoient, que l'alliance defensive, que l'on feroit avec le Roy de Dannemarc, offenseroit la Couronne de Suede, & refusoient de contribuer à la somme, que le Roy de Dannemarc demandoit par avance, de sorte qu'il n'y eut que les Deputés de Gueldre, de Hollande & de Frise, qui lierent la partie & conclurent avec l'Ambassadeur, quoy que les mesmes Deputés n'eussent point d'ordre ny de pouvoir de leurs Committents. L'on donna au traité d'alliance, qui fut signé aussi bien

*il ne parle d'abord que d'une alliance defensive.*

*Preuve CXVIII. pag. 634.*

*Il fait ouverture d'un traité pour le peage du Sond,*

*Preuve CXIX. pag. 635.*

*demande deuxcens mille Rixdalers par an.*

*Preuve CXX. pag. 636.*

*L'Ambassadeur se relâche.*

*Peu de Provinces consentent aux traittes particulièrement.*

*Preuve CXXI. pag. 637.*

*Ils sont conclus & signés.*

*Les Alliés  
s'y obligent  
à un secours  
de quatre  
mille hom-  
mes.*

*Preuve  
CXXII.*

*pag. 639.*

*Sans pre-  
judice des  
autres Al-  
liés.*

*Traité  
avec les vil-  
les Anseati-  
ques.*

*Preuve  
CXXIII.*

*pag. 647.*

*Le peage  
du Weser.*

que l'autre, le 9 Octobre 1649, toute l'estendue que l'on peut donner à une alliance purement défensive : en limitant pourtant le secours à quatre mille hommes, ou effectifs, ou en argent, à raison de quatre Rixdalers par mois pour homme, dont l'Allié seroit obligé de secourir celui qui seroit attaqué, ou dont le commerce seroit troublé, dans deux mois après qu'il auroit esté averty de l'attaque : & ce traité ne devoit expirer que le 13 d'Aoust 1685, c'est à dire au bout de trente six ans. Le tout sans prejudice des traittés, que cet Estat avoit avec la France, avec la Suede & avec les villes Anseatiques.

L'on y parloit particulièrement des villes Anseatiques, parce que les Estats, s'estant obligés par le traité qu'il avoit fait avec elles en l'an 1645, de maintenir la liberté de la navigation sur la riviere de Weser, que le Comte d'Oldembourg tâchoit de troubler par l'establissement de son peage, & de violer les droits, prerogatives & privileges de la ville de Breme, pretendoient pouvoir rompre avec celui de ses voisins qui voudroit maintenir le peage, sans que pour cela ils sortissent des termes de cette alliance. Ce qui ne pouvoit pas estre exprimé en des termes formels dans le traité ; parce que le Roy de Dannemarc, qui estoit parent & heritier presomtif du Comte d'Oldembourg, au moins en partie, ne s'en pouvoit pas expliquer, ny rien stipuler contre ses interets, qui l'obligeoient à maintenir le peage, où il devoit succeder aussy bien qu'au Comté.

*Traité de  
redemption.*

*Preuve  
CXXIV.*

*pag. 652,*

Le traité de redemption, car c'est ainsy que l'on appella celui que l'on fit pour le forfait du peage du Sond, portoit, que tous les navires appartenants aux Estats, ou aux habitants des Provinces Unies, qui sortiroient des ports & havres de ces païs, comme aussy toutes les marchandises & denrées, dont ils seroient chargés, sans aucune reserve ou exception, passeroient par le Sond librement, sans qu'on les pust obliger à payer aucuns droits, ou à souffrir aucune recherche ou retardement en leur voyage, sous quelque pretexte que ce pust estre : mais seulement que les patrons des navires, qui repasseroient de la Mer Baltique dans l'Océan, seroient tenus de monstrier leurs lettres de mer & les acquits de la doïane, & de permettre que les officiers establis par le Roy, à la requisition des Estats, en fissent la recherche. Que les Estats pourroient envoyer dans la Mer Baltique jusques à cinq vaisseaux de guerre à la fois, sans en donner advis au Roy de Dannemarc, ou bien une armée navale entiere, en l'advertissant trois semaines auparavant : avec cette seule obligation d'amener la huniere du grand mast à la veüe du Chasteau de Cronembourg, & de le salüer de deux coups de canon, & qu'en cas qu'il s'y rencontrast des vaisseaux de guerre, ou bien une flotte du Roy de Dannemarc, le salut seroit reciproque, de deux coups de canon de part & d'autre. Que le Roy seroit tenu de faire exiger le peage de tous les autres navires indistinctement ; n'estoit qu'ils en eussent obtenu l'exemption devant la conclusion du present traité. Qu'il seroit confisquer les marchandises de ceux, qui sous un faux pretexte d'exemption oseroient frauder les droits. Qu'il seroit mettre & entretenir à ses dépens les feux, fares & balises aux costes de Jutlande, de Dannemarc & de Schone. Et dautant que parce moyen le Roy renonçoit aux droits reglés par le traité de Christia-nople en l'an 1645, les Estats promettoient de lui payer tous les ans la somme de cent quarente mille Rixdalers, ou trois cens cinquante mil-  
le



le livres, payables en deux termes, à la St. Jean & à la St. Martin, & de lui payer par avance, incontinent après la signature du traité, cent mille Rixdalers, & deux cens mille après la ratification : laquelle somme de trois cens mille Rixdalers feroit rabbatue sur le forfait, dans quinze ans; c'est à dire à raison de vingt mille tous les ans; en sorte que l'Estat ne payeroit en effect que six vingts mille Rixdalers tous les ans, pendant ce temps là. Ce traité se fit pour le mesme temps, qui avoit esté stipulé au traité d'alliance, c'est à dire pour trente six ans, à commencer du premier jour de Janvier 1650. Le College de l'Admirauté d'Amsterdam prit à interest les cent mille Rixdalers, que l'on avoit promis de payer incontinent après la signature, sur l'ordre des Estats de Hollande, qui promirent de le dédommager.

Ulefelt n'eut pas si tost conclu le traité, qu'il prit son audience de congé & partit, regalé d'un grand festin, parce qu'il n'avoit pas voulu estre défrayé lors qu'il arriva, & d'un present de la valeur de six mille florins. Ce traité devoit estre ratifié dans trois mois : mais d'autant que le Roy de Dannemarc devoit encore toucher deux cens mille Rixdalers lors de l'échange des ratifications, il voulut bien anticiper le terme, & envoya icy au mois de Decembre Chrestien Roch, en qualité de Resident. Il estoit porteur de la ratification des deux traités, & en pressant que l'on en fît l'échange, il demandoit le paiement des deux cens mille Rixdalers, restans des trois cens, que l'on avoit promis de payer par avance. Les Deputés de Zeelande offroient de ratifier le traité d'alliance, mais protestoient contre l'autre, comme ayant esté pris contre les formes, par les Deputés de trois Provinces, ceux des quatre autres estant ou absents, ou s'y opposant ouvertement. Ils ne dissimuloient pas pourtant, qu'ils ne feroient point de difficulté de passer par dessus ces considerations, si les autres Provinces se portoit à secourir la Compagnie des Indes Occidentales contre le Roy de Portugal de troupes capables de conserver les places, que l'Estat possédoit encore au Bresil. Ils n'entendoient point, que l'Estat se chargeast du paiement de la somme, que l'on promettoit au Roy de Dannemarc, mais qu'on la prist sur les navires & sur les marchandises, & que les navires de ces païs, qui sortoient des ports de France & d'Angleterre, pour aller à la Mer Baltique, payassent les droits en passant par le Sond.

La Suede, jalouse de toutes les negociations que le Roy de Dannemarc faisoit faire, croyoit se devoir opposer particulièrement à celle que Corvitz Ulefelt faisoit à la Haye, pour l'exemption des droits qui se payent au Sond. Pierre Spiring Silvercroon, Resident de cette Couronne, representa le 4 Septembre, qu'il avoit ordre de la Reine de se rendre auprès d'elle pour lui faire rapport de l'estat de cett'affaire. Qu'il esperoit qu'on ne la conclurroit point, que la Reine n'en eust esté avertie : que l'Estat ne feroit rien au prejudice de l'alliance qu'il avoit faite avec la Suede, & particulièrement contre les articles 4. 6. 8. & 13 du traité fait à Stocholm en l'an 1640, & que les sujets de la Couronne de Suede, qui de tout temps avoient esté exemts de ce peage, n'y feroient point assujettis indirectement par ce traité. C'est ce que l'on craignoit en Suede : & d'autant que l'on ne laissa pas de l'achever, la Reine envoya à la Haye au commencement de l'année 1650 Laurens Canterstein, Secrétaire de ses commandements, qui ne dissimula point en sa pre-

*Ulefelt  
part.  
Preuve  
CXXV.  
pag. 661.*

*Le Roy de  
Dannemarc  
offre de rati-  
fier les trait-  
tes.  
Preuve  
CXXVI.  
pag. 662.  
Il se trouve  
de la diffi-  
culté à la  
ratification.  
Preuve  
CXXVII.  
pag. 663.*

*La Suede  
est jalouse  
de ces trait-  
tés.  
Preuve  
CXXVIII.  
pag. 664.*

*La Reine  
de Suede en-  
voye Can-  
miere*

*zerstein à la Haye.*  
Preuve  
CXXIX.  
pag. 666.

miere audience, que le Conseil de Suede estoit persuadé, que les traittés, que l'on venoit de conclurre avec le Roy de Dannemarc, estoient incompatibles, & ne pouvoient pas subsister avec ceux que l'on avoit faits auparavant avec la Couronne de Suede, & particulièrement avec celui qui avoit esté conclu à Stocholm en l'an 1648, & celui de Suderokra en 1645.

Preuve  
CXXX.  
pag. 667.  
*Le traité de Suderokra.*  
Preuve  
CXXXI.  
pag. 671.

*Les villes Anseatiques s'en plaignent aussi.*  
Preuve  
CXXXII.  
pag. 673.

Harald Appelboom, qui succeda à Canterstein, continua de remontrer l'incompatibilité qu'il pretendoit trouver en ces traittés. Mais celui de Bromsebro avoit annexé à cette Couronne plusieurs grandes Provinces, & celui d'Osnabrug y avoit ajousté tant de beaux fleurons, qu'estant devenue trop considerable, il falloit necessairement, que pour balancer en quelque façon les deux puissances du Nort, l'on relevast un peu l'autre, & que l'on donnast quelque avantage à celle de Dannemarc par cette nouvelle alliance. La ville de Lubec fit représenter aussy, tant pour elle, que pour les autres villes Anseatiques, que de tout temps leurs habitants avoient esté exemts du peage du Sond, & que cette exemption leur avoit esté confirmée par le traité d'Odenzé. Que le Roy de Dannemarc d'aujourd'hui leur avoit promis, à son avenement à la Couronne, qu'ils seroient traittés comme les sujets des Provinces Unies. Qu'il estoit vray, qu'ils n'avoient pas tousjours joui de cette exemption, & ainsi qu'elle auroit sujet de craindre, que l'article du dernier traité, par lequel le Roy promet, qu'il ne l'accordera pas à ceux qui n'en jouissent pas presentement, ne leur fust d'un dernier prejudice; mais qu'elle esperoit, que l'Estat, qui leur avoit promis, & qui avoit temoigné avoir quelque interest de favoriser le commerce de la Hanse Teutonique, expliqueroit favorablement cet article. Mais comme les villes Anseatiques, & particulièrement celle de Hambourg, ne perdoient pas l'occasion de traverser le commerce des habitants de ces Provinces, ces remonstrances ne firent point d'impression. Il est vray, que le traité de redemption, qui estoit celui qui faisoit le plus de bruit, ne subsista pas long temps; parce que ne se pouvant executer qu'avec de tres-grandes difficultés, & les Estats ne trouvant rien d'approchant de ce qu'Ulefelt avoit fait accroire du revenu du peage du Sond, l'on s'en desdit de part & d'autre, & l'on demeura d'accord, que les droits s'y payeroient à l'avenir en la mesme maniere qu'on les avoit payés devant la conclusion du traité, ainsi que nous verrons cyaprès.

*Le traité de redemption des avantages à cet Estat.*

*Les Estats comme Mediateurs entre la Suede & la Pologne sont conviés de se trouver à Lubec.*  
Preuve  
CXXXIII.  
pag. 674.  
*Le traité de Stumsdorf.*  
Preuve  
CXXXIV.  
pag. 674.

Ce que nous venons de dire de la ville de Lubec, nous oblige à y ajouster, qu'environ ce temps là les Ministres de Suede & de Pologne firent sçavoir aux Estats, que devant l'expiration de la trêve, que ces deux Couronnes avoient faite à Stumsdorf en Prusse le 12 Septembre 1635, leurs Ambassadeurs se trouveroient à Lubec, & tâcheroient de la faire convertir en une paix perpetuelle, & les prierent d'y envoyer aussy leurs Ministres. Le traité de Stumsdorf avoit esté conclu par l'entremise des Ambassadeurs de France, d'Angleterre & de cet Estat, entre Christine, Reine de Suede, & Vladislas Roy de Pologne, pour vingt six ans. Christine Regnoit encore en Suede, mais en Pologne l'on avoit veu succéder à la valeur d'Vladislas, qui estoit decédé le 10 May 1648 Jean Casimir, son frere, qui n'aimant ny les armes ny les affaires, dont la Reine sa femme, Louïse Marie de Gonzague, esté obligée de prendre la conduite, pour soutenir la gloire du Roiaume,



me, tant qu'elle a vécu, avec beaucoup de succès & de réputation, n'eut point de peine à consentir à la paix & à préférer le repos à une guerre, qui pouvoit troubler ses divertissements. Les États promirent d'y envoyer; mais comme le plus souvent leurs résolutions ne se prennent qu'après de grandes délibérations, ils croyoient qu'il n'y avoit rien qui les pressât de nommer des Députés, qui ne devoient partir que dans deux ans.

*Ils ne s'en  
pressent pas  
fort.*

*Preuve  
CXXXV.  
pag. 680.*



# HISTOIRE

## DES

# PROVINCES UNIES.

### LIVRE QUATRIÈME.

#### SOMMAIRE.

*Le Prince d'Orange fait arrester six Deputés des Estats de Hollande : Leur pretendu crime. Il en donne advis aux Estats de Hollande , qui s'en allarment & se separent avec confusion. Il fait dire aux Estats Generaux , que c'est en vertu de leur resolution du 5 Juin qu'il a fait cette execution. Les Prisonniers sont conduits à Louvestein. Le Comte de Nassau , que le Prince avoit envoyé avec quelques troupes vers Amsterdam, manque de la surprendre. Le Magistrat se met en estat de soutenir le siege. Il envoie des deputés au Comte, qui lui font voir, avec quelle facilité l'on peut faire perir les assiegeans. Comme en effect les assiegés inondent une partie de la Campagne. Le Prince va à l'armée, & devant que de partir de la Haye il escrit aux six Provinces , pour justifier son procedé. Voyant le peu d'apparence de reussir, il tâche de faire accommoder les affaires par l'intervention des Estats Generaux , qui s'y disposent ; mais devant que leurs Deputés se pussent rendre au camp , la ville capitule, promet d'agréer l'estat de la guerre , & souffre que les deux freres Bickers s'abdiquent de la Magistrature. Le siege est levé , & le Prince, au lieu d'entrer dans la ville, s'en retourne à la Haye. Le Magistrat d'Amsterdam, se défiant de l'intention de ses ennemis, fait fortifier la ville. Celui de Dordrecht justifie les actions de Jacob de Witt, promet de dédommager sa personne & ses enfants , & défend aux Deputés , qui vont à l'Assemblée, de se trouver aux deliberations , que les prisonniers ne soyent mis en liberté : mais leurs bonnes intentions sont que bien faiblement secondées. Les parents des prisonniers intercedent pour eux , & obtiennent leur liberté, en promettant qu'ils sortiront du Magistrat. Le Prince envoie aux Estats Generaux, & à ceux de Hollande, les raisons qui l'ont obligé à les faire arrester, mais l'on ne les lit pas. Les Estats de Hollande consentent à l'estat de la guerre. Ceux de Zeelande approuvent & louent l'action du Prince. Ceux des autres Provinces en parlent en des termes plus réservés. Le Prince va se divertir à la chasse en Gueldre, où il tombe malade : se fait ramener à la Haye & meurt. Flatteries des Ministres envers le Prince agonisant & decédé : son aage & ses qualités. Les uns s'affligent, les autres se réjoüissent de sa mort. Les sentiments differents des deux Princesses, mere & veuve du defunct. L'assemblée des Estats Generaux donne advis de cet accident aux Provinces. Changement de toute la forme du Gouvernement. Ils ordonnent aux Gouverneurs de ne reconnoistre point d'autres ordres que ceux de l'Estat immédiatement. Les villes de Hollande retablissent les personnes, que l'on avoit depossédées de leur dignité. Les Estats de cette Province sont convoqués. Ils levent tous les ombrages, que les autres Provinces pouvoient avoir de leur ressentiment, & tâchent de retablir l'ancienne confidence entr'elles. Ils proposent la convocation d'une Assemblée extraordinaire : a quoy les Estats Generaux acquiescent. Les Estats d'Utrecht pretendent qu'elle se doit tenir au lieu, où l'Union a esté faite. Les autres Provinces s'y opposent. La Hollande envoie des Deputés par tout, pour les y convier, & témoigne à la Zeelande de l'inclination à faire une liaison plus estroite de leurs interests. Ils reunissent à leur Souveraineté plusieurs droits, que les Princes avoient laissés aux Gouverneurs. Ils permettent aux villes, qui ont seance en leurs Assemblées, de créer leurs Magistrats, dont le Prince defunct n'avoit pas toujours bien usé. L'Exemple de Nimmeque & de Dordrecht. Ils se reservent la disposition de tous les offices, de police, de justice, de finances & de guerre, &*



la dispensation des graces & des pardons. Pretensions du Prince sur le Marquisat de Bergues. Traité pour cela avec le Roy d'Espagne. Comment la nouvelle de cette mort est reçue en France : en Espagne. Le jugement, que le Cardinal Mazarin en fait. La Princesse Royale accouche d'un fils. Les Estats Generaux en donnent advis à ceux des Provinces. La Douairiere recommande le jeune Prince à l'Estat; mais sans effect. Les Estats de Groningue donnent le Gouvernement de leur Province au Comte de Nassau. Ceux de Zeelande suppriment la qualité de Premier Noble. Demeulé entre les deux Princesses pour la tutele. Plusieurs autres Princes la demandent, & entr'autres l'Eleveur de Brandebourg, qui y est admis, tant par la justice, que par l'accord que les Princesses font entr'elles. Grand demeulé des quatre premieres villes de Zeelande avec les Tuteurs du Prince. Les affaires de France. Intrigues de la fronde. Mouvements de Bourdeaux. Le Parlement de Paris parle pour la liberté des Princes, & contre la conduite du Cardinal. Les Princes sont mis en liberté. Le Cardinal sort du Roiaume. Le Prince de Condé se broüille avec la fronde, & en suite avec la Cour, & se retire en Guyenne. Les Espagnols profitent des desordres de la France. Les dispositions des deux Couronnes à la paix. Depredations des François. Le demeulé avec le Roy de Portugal, & la negociation de son Ambassadeur.



NOUS avons promis au livre precedent de rapporter en celuicy toutes les particularités d'une des plus grandes actions, que l'on ait veües en cet Estat depuis qu'il subsiste. Le Prince d'Orange, animé par ses propres interests, mais bien plus par les mauvais conseils de quelques gens qui l'approchoient, accusoit les Estats de Hollande, ou quelques uns de leurs Deputés, d'avoir voulu se détacher de l'Union, diviser l'Estat, & y jetter des semences de desordres, capables de le dissiper & de l'abîmer. Les Estats de Hollande de leur costé, pour justifier leur intention & leur procedé, escrivirent aux six Provinces la lettre circulaire, dont il a esté parlé cy devant. Mais à peine estoit elle partie, que le Prince, que les Estats de la Province avoient obligé de faire sortir de la prison un officier de la Marine, parce que les Estats Generaux, au nom desquels il l'avoit fait arrester, n'ont point de Jurisdiction en cette Province, arresta sur un pretendu ordre des mesmes Estats, qui fût desavoué depuis, six Deputés aux Estats, ou au Conseil d'Estat de Hollande, dont le Prince estoit Ministre & sujet. En voicy les circonstances.

Le Prince d'Orange, comme Gouverneur de la Province, estoit en possession d'envoyer querir, ou le Conseiller Pensionnaire, ou bien quelques uns des Deputés de l'assemblée des Estats de Hollande, pour leur recommander les affaires, qu'il desiroit faire resoudre, ou bien pour leur dire son advis & son sentiment touchant celles que l'on y devoit mettre en deliberation. Sous ce pretexte il envoya dire Samedy 30 Juillet, à huit heures du matin, à Jacob de Witt, alors ancien Bourguemaistre de Dordrecht, & Deputé au Conseil d'Estat de Hollande, qu'il seroit bien aise de lui parler devant qu'il entraist dans l'Assemblée. Il en usa de la mesme maniere à l'égard de Jean de Wael & d'Albert Ruyl, dont l'un estoit Bourguemaistre, & l'autre Pensionnaire de la ville de Haerlem, de Jean Duyft de Voorhout, Bourguemaistre de Delft & Deputé au Conseil d'Estat de la Province, de Naning Keyser, Pensionnaire de la ville de Horn, & de Nicolas Stellingwerve, Secretaire de Medemblick; tous Deputés à l'assemblée des Estats de Hollande. Ils y allerent tous, & à mesure qu'ils arrivoient dans l'antichambre un vallet du Prince, qui les attendoit, les faisoit passer en

Le Prince  
d'Orange  
fait arrester  
six Deputés.

*Les Etats  
de Hollande  
le prennent  
comme un  
attentat à  
leur Souve-  
raineté.*

des quartiers séparés de l'appartement de la Princesse Royale, qui estoit à la Campagne, & incontinent après Cuyck de Meteren, Lieutenant Colonel de ses gardes, les vint arrester, & les fit en suite monter au second estage, où il les enferma separemment sous la clef, en la garde de quelques soldats de sa compagnie. Ceux qui se souvenoient de ce qui s'estoit passé en l'an 1618, lors que le Prince Maurice, qui s'estoit fait autoriser par les Estats Generaux, avoit fait arrester quelques Ministres de la Province Hollande, remarquoient en cette rencontre, que le Prince, qui imitoit en cela l'exemple de son Oncle, en usoit d'une mesme maniere: comme en effect c'estoit le mesme principe qui faisoit agir l'un & l'autre, & le mesme esprit qui regnoit en leurs Conseils, par un insigne attentat, à ce que les Estats de Hollande disoient, à la Souveraineté de leur Province.

*Pourquoy il  
en vouloit à  
ces Messieurs.*

Le Prince en vouloit particulièrement à de Witt, parce que lors de la grande Deputation il avoit répondu, au nom du Magistrat de Dordrecht, avec trop de generosité, & avec beaucoup de vigueur & de fermeté au discours d'Aertsbergue. Il se trouvoit bien offensé du refus, que la ville de Delft avoit fait de lui donner audience, mais non de la personne de Duyft de Voorhout, qui en l'aage qu'il avoit, & de l'humeur qu'il estoit, n'estoit pas capable d'une grande resolution. Stellingwerve s'estoit fait deputer par la ville de Medemblick, pour lui aller dire, qu'il ne prist pas la peine d'aller jusques à cette extremité de la Province, & pour lui porter la resolution, que le Magistrat y avoit prise contre l'intention du Prince. Il lui avoit aussy parlé dans l'assemblée des Estats de Hollande, au sujet de la cassation des troupes, avec plus de liberté, que les Princes, qui sont nourris dans une flatterie perpetuelle, ne peuvent souffrir, mesme de ceux qui ne dépendent pas d'eux. Il n'avoit pas esté fort bien receu à Harlem & à Horn, mais il n'avoit point de ressentiment particulier contre les Ministres de ces deux villes, qu'il avoit fait emprisonner. Du moins il n'en avoit point de sujet, & il y en eut mesme qui croyoient, qu'il ne les avoit fait arrester, que pour les purger du soupçon que l'on avoit de leur intention. Je ne le voudrois pas assurer, & comme je n'avance cecy que sur ce que j'en ay ouï dire à des personnes, qui ont grande part aux affaires de cette Province, & beaucoup de connoissance de celles de ce temps là, sans autre preuve, je ne pretens pas laisser dans l'esprit du Lecteur un mauvais prejudgé contre la probité de ces deux personages; mais j'aime mieux en parler comme d'une conjecture plustost que comme d'une chose bien averée. Il est vray pourtant, que le Prince donna sa confidence & son amitié à Ruyl bientoist après son élargissement, & qu'il fit avoir un employ considerable à Keyser.

*Le Prince  
le fait sça-  
voir aux  
Estats de  
Hollande,  
Preuve I.  
pag. 681.*

Après que le Prince eut en cette maniere fait arrester & enfermer les six Deputés, il envoya querir Jacob Catz, Conseiller Pensionnaire de Hollande & West-Frise, & lui ordonna de dire aux Estats de la Province, que n'ayant pas pû dissimuler plus longtemps la mauvaise conduite de quelques Deputés de l'Assemblée, qui semoient la division entre les villes & les Provinces, il avoit fait arrester six des principaux, & que pour faciliter cette execution, il avoit fait venir à la Haye cinq compagnies Colonelles, & renforcer les Corps de gardes de la Cour. Qu'il avoit aussy envoyé le Comte Guillaume de Nassau, Gouverneur de Frise, avec de bonnes troupes d'Infanterie & de Cavallerie, à Amsterdam,



sterdam, & que son intention estoit de le suivre le même jour; parce qu'il ne doutoit point qu'elles n'y fussent déjà entrées. Au même temps qu'il envoya Catz aux Etats de Hollande, il fit dire aux Etats Generaux, par le President de leur Assemblée, qu'en vertu de leur resolution du 5 Juin, il avoit fait arrester quelques Deputés de Hollande, & qu'il avoit envoyé de l'Infanterie & de la Cavallerie à Amsterdam, sous la conduite du Gouverneur de Frise. Qu'il avoit fait l'un & l'autre pour des raisons fort importantes, lesquelles il leur communiqueroit par escrit. Il avoit fait dire la même chose aux Etats de Hollande, qui voyant cependant la Cour du Palais se remplir de gens de guerre; parce que toute la compagnie des gardes, qui n'entroit ordinairement en garde que par brigades, avoit eu ordre de se rendre au drapeau, sous pretexte de faire exercice, & d'aller tirer au blanc dans les dunes, & que les Compagnies Colonelles, qui estoient toutes estrangeres, avoient occupé les portes & les avenues, en sorte qu'ils se trouvoient comme assiégés dans la salle de leur assemblée, ordonnerent que les villes feroient partir quelques uns de leurs Deputés, pour en faire rapport à leurs Committents, à dessein de revenir dans le premier jour d'Aoust. Les Deputés prisonniers demeurèrent cependant arrestés sous la clef du Prince, jusques au lendemain au soir, qu'il les fit conduire, sous une bonne escorte d'Infanterie & de Cavallerie, au Chasteau de Louvestein, où ils furent enfermés separemment, & gardés comme des criminels de lèse Majesté.

*Et aux Etats Generaux.*

*Preuve II. pag. 683.*

*Il promet d'en dire les raisons par escrit.*

*Fait venir des gens de guerre à la Haye.*

*Fait conduire les Prisonniers à Louvestein.*

La Cavallerie, tirée de plusieurs garnisons, prenoit cependant la route d'Amsterdam, & le Comte de Nassau estoit party pour l'aller recevoir à deux lieues de là des mains de Corneille d'Aerffens de Somelsdyck, Colonel de Cavallerie, & de Frideric de Dona, Colonel du regiment de Gueldre, l'un confident & l'autre cousin germain du Prince d'Orange, qui la devoient aller prendre à Scherpenzeel, & l'amener à Abcoude. Le malheur voulut qu'une partie de la Cavallerie, conduite par le capitaine Mom, s'égara si fort dans l'obscurité de la nuit, qui estoit extrêmement noire & pluvieuse, que faute de guides qui sceussent bien le chemin, elle se trouva au même lieu d'où elle estoit partie, après avoir marché plus d'une heure & demie: de sorte que ne se pouvant pas arriver au rendez-vous à l'heure qui lui avoit esté donnée, le Comte de Nassau ne put pas se mettre en estat d'exécuter son entreprise, qu'il ne fust grand jour, & c'est ce qui l'empescha de le hasarder. Mais ce qui acheva le ruiner son dessein, ce fut que le Messager de Hambourg, se rencontrant vers le point du jour au milieu de ces troupes, les Officiers, qui, à la reserve de deux ou trois, n'avoient point de connoissance du tout du dessein du Prince, ny ordre d'arrester qui que ce soit, le laisserent passer, & le Messager, en entrant dans la ville à l'ouverture de la porte, y donna l'allarme, en y portant les premières nouvelles de la marche de ces troupes. Le Prince y avoit fait entrer le soir precedent Gentillot, Major du regiment François de Douchant, homme d'exécution, & capable de tout entreprendre avec succès, si le cœur suivoit toujours les mouvements de la raison. Il s'estoit fait accompagner de cinquante hommes choisis de toutes les nations, afin de ne charger point les François seuls de l'envie de cette action, & ne leur avoit donné pour toutes armes que des espées & des pistolets de poche. Il avoit ordre de se saisir d'une des portes, & de donner par là entrée aux troupes:

*mais n'y réussit pas.*

*Le Messager de Hambourg y donna la première allarme.*

ce qui lui estoit d'autant plus facile, que la garde s'y faisoit negligemment, comme en temps de paix, & dans une ville, laquelle estant au cœur du Pais, & éloignée des frontieres, ne pouvoit pas craindre les surprises. De sorte qu'il y a grande apparence, que sans l'avis du Messager, il n'y avoit rien qui pût empêcher le Comte de Nassau de se rendre maistre de la ville. Une partie de l'armée Suedoise estoit logée au Pais de Liege, pour l'obliger de contribuer à la somme qui avoit esté promise à la Couronne de Suede par la paix de l'Empire, & dans le premier estonnement d'une nouvelle si surprenante, ceux d'Amsterdam se persuaderent aisement, que c'estoient ces troupes, ou bien celles du Duc de Lorraine, qui approchoient souvent des frontieres, qui venoient piller la ville.

*La ville se met en défense.*

Des quatre Bourguemaistres, qui sont ordinairement en fonction à Amsterdam, l'un estoit decedé, & les autres estoient absents, ou à l'assemblée des Estats & en d'autres emplois à la Haye, ou bien pour leurs affaires particulieres à la Campagne; tellement que Corneille Bicker, Seigneur de Swieten, se trouvant seul Bourguemaistre, & faisant agir sous lui Jean Huidecoper, Seigneur de Marſveen, en ce temps là Eschevin & depuis Bourguemaistre de la ville, fit hausser les pontlevis, mettre les bourgeois & les soldats sous les armes, traîner l'artillerie, qui y est tresbelle, sur le rempart, battre le tambour, & faire des levées de soldats & de matelots, les uns à dix & les autres à vingt sols par jour. Cette ville est remplie de quantité de gens, qui vivent, comme l'on dit, du jour à la journée, & qui sentant les incommodités d'un siege, qui les empêcheroit de gagner leur vie, eussent esté fort inquietés, & eussent incommodé les autres, au lieu qu'en se faisant enroller ils avoient dequoy subsister, & entroient dans les interets du Magistrat. L'on en forma plusieurs compagnies en fort peu d'heures: L'on mit en estat huit vaisseaux de guerre, & l'on arma quelques fregattes, pour la feureté du port du costé de la Mer, & pour celle de la riviere au dessus de la ville.

*On a advis du siege d'Amsterdam quelque temps auparavant.*

*La situation de la ville.*

C'est une chose estrange, & neantmoins tresveritable, que plus d'un mois devant que ces troupes eussent ordre de marcher vers à Amsterdam, plusieurs marchands avoient des lettres de Londres, de Dantſig & d'ailleurs, qui parloient du siege d'Amsterdam, comme d'une chose presente, où qui devoit arriver infailliblement. Mais ceux qui connoissent la situation de cette ville, au bout d'un golfe, que la Mer Septentrionale forme au milieu de la Gueldre, de la Hollande, d'Utrecht, de Frise & d'Over-Yssel, sur la riviere d'Amstel, en des marais qui la rendent inaccessible, sinon par de petites levées & chaussées, savent qu'il est impossible de l'assiéger, & que le succès du dessein du Prince dépendoit absolument de la surprise. Le premier jour du siege ne permit pas aux assiégés de partager le travail & la garde entre eux pour leur soulagement commun; parce que tout le monde indistinctement vouloit donner des preuves de son zele & de son affection pour la conservation de la ville: mesme jusques aux Anabaptistes, qui bien qu'ils condamnent le port & l'employ des armes, ne manquerent point de se trouver armés aux postes qu'on leur assignoit. Quelques mestiers, qui ont un serment particulier à la ville, & qui sont tous composés de gens forts & robustes, furent les premiers à offrir leur service & à travailler aux fortifications, que l'on repara autant que le temps & l'estat de leurs

bas-



bastions irreguliers le pouvoient permettre Ils avoient des moyens plus faciles pour faire déloger ces nouveaux voisins. Ils n'avoient qu'à ouvrir leurs escluses, & à percer quelques digues, pour inonder la Campagne, & pour faire perir ceux qui y avoient leurs quartiers; mais les Estats Generaux, qui avoient sujet de l'apprehender, prièrent ceux de Hollande de l'empescher, & le Magistrat mesme consideroit, qu'en perdant ces troupes il destruisoit les plus considerables forces de l'Estat, & incommodoit extremement la Province, aussy bien qu'une partie des habitants de la ville, en couvrant leurs terres d'eau salée.

Le Comte de Nassau, voyant son entreprise faillie, envoya dans la ville un Trompette avec une lettre, quoy qu'il eust ordre de la rendre lui mesme, parce que sans cela elle estoit inutile. Le Prince escrivoit au Magistrat; qu'il avoit esté si mal receu au dernier voyage qu'il avoit fait à Amsterdam, qu'il avoit esté obligé d'y envoyer le Comte de Nassau, à la teste de quelques troupes, avec ordre de disposer les esprits & les affaires en sorte, que ceux qui venoient de lui donner tant de marques de leur mauvaise volonté, ne le pussent plus empescher, quand il y seroit arrivé, de représenter au Magistrat ce qu'il jugeroit estre du service de l'Estat & du bien de la ville. Jusques alors l'on pouvoit encore douter de l'intention du Prince; mais cette lettre ayant achevé de la découvrir, le Seigneur de Marseveen, accompagné d'une autre personne du Magistrat, fut trouver le Comte dans son quartier, à la portée du Canon de la ville, & lui dit de la part du Magistrat, que les Bourguemaistres avoient agreablement receu la lettre, que le Prince leur avoit escrite; mais qu'ils auroient souhaitté, que le porteur n'eust pas esté si bien suivy. Qu'incontinent après les premiers advis, qu'ils avoient eus de la marche de ces troupes vers leur ville, ils avoient envoyé prier les Estats de Hollande, par un exprés, de les assister de leur Conseil & de leur autorité en cette rencontre; de sorte qu'ils ne pouvoient pas faire réponse à la lettre du Prince, qu'ils ne sceussent l'intention du Souverain de la Province. Que les Bourguemaistres prioient de ne presser pas la ville, & de ne l'incommoder pas davantage, en faisant approcher ses troupes; parce qu'ils seroient contraints de se servir des moyens & des armes, que Dieu & la nature leur avoit mis entre les mains, pour la défense de leur ville.

Ce discours resolu ayant surpris le Comte, jusques à le mettre hors de replique, Marseveen, le voyant tout estonné, continua de lui dire, qu'en lui parlant, comme il venoit de faire, il avoit executé l'ordre des Bourguemaistres, ses Committents; mais qu'il y vouloit bien ajoûter: que comme son amy & Serviteur particulier il lui conseilloit de se retirer, parce que ny sa personne ny ses troupes n'estoient pas en seureté dans leurs quartiers. Que la ville estoit remplie d'un peuple, composé de toutes sortes de nations & d'humeurs, qui se pourroit emporter à des extremités, que le Magistrat n'approuveroit pas, mais qu'il ne pourroit pas empescher. Qu'il estoit fort facile de le faire perir avec toute son armée, & que l'on commençoit desja à y parler si haut, qu'il y avoit lieu de craindre, que les Bourguemaistres ne fussent contraints, quoy qu'avec regret, d'employer les derniers remedes; violents en effect, mais que plusieurs jugeoient necessaires & topiques pour la conservation de la ville.

De fait l'on avoit mis en deliberation dans l'hostel de ville, si l'on ne couperoit pas la digue, qui couvre la terre le long de l'Yé, du costé de la porte

*Lettre du Prince à la ville.*  
Preuve IV.  
pag. 692.

*Le Magistrat député au Comte de Nassau.*

*Discours libre du Sr. de Marseveen.*

*L'on propose d'envoyer le Pâ.*

Journal du  
siege d'Am-  
sterdam.

porte St. Antoine, pour y faire entrer l'eau de la Mer, qui auroit inondé une partie des deux Provinces, de Hollande & d'Utrecht, & des trente six personnes, dont le Conseil de la ville est composé, il n'y en eut que deux, qui empêcherent que l'on ne conclust à l'affirmative. Neantmoins pour donner quelque satisfaction au peuple, le Magistrat fit ouvrir deux escluses, & couper quelques petites levées, dont les ouvertures attirerent assés d'eau dans le pais, pour faire connoistre au Prince, qu'il ne tenoit qu'à la ville de le noyer, avec tout ce qu'il y avoit fait venir de troupes.

Le Prince  
est averty,  
que l'entre-  
prise a man-  
qué.

Il ne laisse  
pas de se ren-  
dre à l'ar-  
mée.

Les Cours  
de Justice tâ-  
chent de l'en-  
empescher.

Preuve V.  
pag. 693.

Il écrit aux  
Provinces,  
Preuve VI.  
pag. 695.

mais se  
trouve em-  
barassé.

Le Comte avertit le Prince du mauvais succès de l'entreprise, & le surprit tellement par cet avis, que le Prince ne pouvant pas dissimuler son déplaisir, se leva brusquement de table, & ne put pas se donner la patience d'achever son souper, mais alla s'enfermer dans son Cabinet. Il ne laissa pas de partir le lendemain après le presche, dans l'esperance qu'il avoit de pouvoir forcer la ville de ployer, en la menaçant des incommodités d'un long siege, qui auroit ruiné son commerce. Devant que de partir de la Haye il donna audience aux deux Cours de Justice, qui allerent en corps le prier de n'entreprendre pas le voyage, & de ne s'opiniastrer point à un'affaire, dont l'evenement ne pouvoit pas estre favorable à l'Estat, ny à sa personne. Mais il leur répondit, qu'il agissoit en vertu de l'ordre des Estats Generaux, & que si elles jugeoient, que l'on y dуст proceder autrement, elles pouvoient s'adresser à eux, & y faire leurs remonstrances, & que s'ils lui donnoient d'autres ordres, il les executeroit punctuellement. Neantmoins comme il n'estoit pas bien assuré, si les Estats des six Provinces approuveroient ce qu'il faisoit en vertu d'une resolution, que quelques uns de leurs Deputés avoient prise touchant un'affaire, qui avoit si mal reussy, & dont les suites estoient capables de ruiner l'Estat, il leur escrivit le mesme jour, 31 Juillet: Que les Estats Generaux ayant desiré, qu'il donnast ordre à ce que le repos de l'Estat ne fust point troublé, & à ce que tout ce qui y pourroit contribuer fust destourné, il avoit, en vertu de leur resolution du 5 Juin dernier, fait arrester quelques Messieurs de Hollande, après avoir inutilement employé tous les moyens imaginables, pour tâcher de ramener les esprits égarés à la raison par la douceur, & d'autant qu'entre les villes de Hollande celle d'Amsterdam avoit le plus traversé ses bonnes intentions, il y avoit envoyé quelques troupes, sous la conduite du Comte de Nassau, afin d'empescher cette ville de se détacher de l'Union: & qu'il esperoit, que les Provinces n'approuveroient pas seulement ce qu'il avoit fait, mais aussy qu'elles tiendroient la main à ce que ce qui restoit encore à faire fust executé.

Dans l'esperance qu'il avoit, que cette lettre produiroit son effect, il se mit en chemin; mais en arrivant à la Maison qui fait la moitié du chemin de Harlem à Amsterdam, Louis de Nassau, Seigneur de Beverweert, Sergent de bataille de l'armée de ces Provinces, & Gouverneur de Bergues-op-zoom, qui n'avoit point eu de part à cett'affaire ny de connoissance de son dessein, en lui faisant voir de dessus la digue qui couvre le pais d'un costé la Mer qui en bat le pied, & de l'autre toute la Campagne inondée, l'épouvanta estrangement par cet horrible spectacle, & par l'apprehension, qu'il lui donna de la perte de ses troupes. Elle dépendoit absolument du caprice de ses ennemis, & entraisoit après elle celle de son honneur, & de la fortune de sa Mai-  
son,



son, c'est pourquoy il pria Beverweert d'aller à la Haye, & de faire en sorte que les Estats Generaux lui envoyassent des Deputés, qui l'obligeassent à y retourner; afin de couvrir par là une retraite, qui sans cela ne lui pouvoit pas estre avantageuse. Le Seigneur de Mathe-  
*Il envoie le  
 Sieur de Be-  
 verweert à  
 la Haye.*

Les Deputés de Hollande, ayant sçeu que le Prince avoit répondu aux Cours de Justice, qui l'avoient voulu empêcher d'aller à Amsterdam, que ce qu'il faisoit estoit de l'ordre des Estats Generaux, & en vertu de leur resolution du 5 Juin, presenterent à l'assemblée des Estats Generaux, Lundy 1 jour d'Aoust, que puis que le Prince se servoit de ce pretexte, c'estoit à eux à faire cesser le desordre present, & à prevenir celui que l'on devoit craindre encore. On dit aux Deputés de Hollande, que sentant le mal, & connoissant la constitution du corps de leur Province, il leur seroit bien plus facile qu'à ceux des autres Pro-  
*Les Estats  
 de Hollande  
 somment les  
 Estats Gene-  
 raux d'y re-  
 medier.  
 Preuve  
 VII. pag.  
 697.  
 Ceuxcy s'en  
 defendent.*

vinces, de trouver le remede qu'ils leur demandoient. Sur cela les Estats de Hollande se trouverent le lendemain en Corps dans l'assemblée des Estats Generaux, & y firent dire, que puis que l'on s'en rapportoit à eux de ce qu'ils jugeroient le plus propre, pour tirer la Province de la confusion, où elle se trouvoit, qu'il falloit disposer le Prince, par le moyen d'une deputation considerable, à revenir à la Haye, pour y assister aux deliberations importantes de l'Assemblée, à faire cesser les hostilités, & à n'incommoder point le commerce d'Amsterdam. L'on ne pouvoit pas faire un plus grand plaisir au Prince, qui ne voyoit point d'apparence d'en sortir avec honneur: c'est pourquoy ses amis firent resoudre cette deputation tout d'une voix, mesmes du consentement des Deputés ordinaires de Zeelande, quoy qu'ils n'eussent pas un pouvoir suffisant pour cela, à ce qu'ils disoient.  
*Ils resol-  
 vent en fin de  
 deputer au  
 Prince.  
 Preuve  
 VIII. pag.  
 698.*

Cette resolution ne disoit pas un mot des troupes; parce que ceux qui l'avoient prise vouloient éviter adroitement l'occasion d'en parler, afin de se reserver la liberté d'advoier ou de désavoier l'action du Prince, après qu'ils auroient veu le succès du siege. Ils croyoient aussi obliger la ville d'Amsterdam, & les autres villes de la Province, par cette entremise, à s'accommoder aux sentiments des autres Alliés, & à consentir à ce que l'on ne licentiait les troupes que suivant l'avis du Conseil d'Estat. Mais ce que l'on y considera le plus ce fut la reputation du Prince d'Orange, dont ils avoient desja appris l'intention par le Sieur de Beverweert.  
*à dessein d'o-  
 bliger le  
 Prince:*

Le Prince sçavoit, qu'après la démarche qu'il venoit de faire, il ne pouvoit pas retourner sur ses pas, sans se faire un tort irreparable. Que sa retraite, sous quelque pretexte qu'il la fît, lui seroit honteuse, & que mettant l'affaire en negociation, il y pourroit rencontrer les mesmes difficultés qui l'avoient jetté dans ces desordres. C'est pourquoy, resolu de traiter avec la ville directement, & sans l'intervention d'un tiers, s'il y voyoit tant soit peu d'apparence, il escrivit au Magistrat, devant que Beverweert fust revenu: que son intention estoit d'entrer dans la ville. Le Magistrat ayant reçu cette lettre, lui envoya quatre Deputés: Corneille de Graef, Baron de Zuitpolsbrouck, Bourguemaître: Simon vander Does & Nicolas Tulp, Eschevins, & Pier-  
*Qui traite  
 avec la ville  
 immediate-  
 ment.*

*Et conclut  
avec elle.  
Preuve IX.  
pag. 700.*

*Les condi-  
tions du  
traitté.*

re Cloucq, Conseiller, qui le prièrent de s'expliquer un peu plus amplement sur ce qu'il leur avoit escrit, & de quelle façon il pretendoit entrer dans la ville. Il leur dit, que son intention estoit d'y entrer avec des troupes, & d'y laisser garnison. Les Deputés de leur costé le preserent d'éloigner celles qu'il avoit amenées, & le Prince repartit, qu'il les renvoyeroit à leurs premieres garnisons, dès qu'ils seroient d'accord des conditions. On le fut dès le lendemain, & après quelques allées & venues le traitté fut signé. Il portoit: Que la ville d'Amsterdam s'accommoderoit à l'advis des six Provinces touchant l'estat de la guerre. Que le Prince tâcheroit de le faire regler sur le pied de la proposition, que lui & le Conseil d'Estat avoient faite le 15 Juillet, & qu'en attendant le consentement des autres Provinces, il subsisteroit ainfty qu'il avoit esté arresté de l'advis du Conseil d'Estat, tant que la guerre entre la France & l'Espagne dureroit; c'est a dire trois ou quatre ans au plus: & que si dans ce temps là la paix entre les deux Couronnes ne se faisoit point, les Provinces s'en accommoderoient entre elles, ainfty qu'elles le jugeroient à propos pour le bien de l'Estat. Que la ville consentiroit à ce que les Compagnies, que les Estats de Hollande avoient licenciées, fussent payées de leurs arrerages, & aideroit à donner ordre à ce qu'elles fussent bien payées à l'avenir. Que s'il plaisoit au Prince d'entrer dans la ville, il y feroit reçu en la mesme maniere que ses Predecesseurs, Gouverneurs de la Province, y avoient esté reçeus, & mesmes qu'en la mesme qualité on lui donneroit audience dans le Conseil, s'il le desiroit. Que la ville d'Amsterdam feroit des devoirs dans l'assemblée des Estats de Hollande, afin que l'ancienne amitié & confiance fust restablie, & qu'il ne fust plus parlé du passé: & qu'après que ces articles auroient esté signés, les troupes seroient renvoyées à leurs garnisons.

*Il y fait à-  
jouter un  
article se-  
cret.*

*Et fait sor-  
tir deux  
Bourgue-  
maîtres du  
Magistat.  
Preuve X.  
pag. 704.*

*Après qu'ils  
ont donné  
leur dimis-  
sion volon-  
taire.*

L'on y ajousta un article séparé, & comme secret, par lequel André & Corneille Bicker, freres; l'un ancien Bourguemaître, & l'autre Bourguemaître en fonction, dont ils s'estoient acquittés en gens d'honneur, estoient obligés de s'abdiquer de la Magistrature, & d'y renoncer pour l'avenir: quoy qu'en toute leur conduite ils eussent donné des preuves continuelles d'une probité sans exemple, & d'un zele tresardent pour le bien de l'Estat & de la ville. C'estoit une chose bien dure de traiter de cette façon deux personnes d'un merite extraordinaire, & qui avoient tresdignement servi en toutes les occasions. C'est pourquoy le Conseil de la ville eut de la repugnance à y consentir, & ne les auroit pas sacrifiés en effect au ressentiment du Prince, sans les artifices de quelques uns, qui ont bien sçeu occuper le poste des disgraciés, & s'y maintenir tant qu'ils ont vescu; & si ces deux personnages, en renonçant volontairement aux dignités, qu'ils possédoient dans la ville, n'eussent protesté, qu'ils preferoient le repos de la ville à leur satisfaction particuliere, & à l'intereit de leur famille. Le Conseil les en remercia, promit de reconnoistre cet important service en leurs personnes & en leur posterité, & voulut qu'il fust expressément stipulé, que cette abdication se feroit sans prejudice de leur honneur & de leur reputation. Le Prince y consentit, & destruisit par ce moyen lui mesme tout ce qu'il avoit publié contre ces prerendus criminels, en les accusant d'avoir voulu diviser l'Estat & violer l'Union; c'est a dire d'un crime d'Estat, qui approchoit de celui de Lese Majesté au premier chef.

Ce



Ce procédé du Prince à l'égard des deux freres surprit extrêmement ceux, qui sçavoient quels services ils avoient rendus à la Maison d'Orange, & particulièrement celui des deux, qui avoit de fort bonne grace, quelques mois auparavant fait faire present au Prince, de cent cinquante mille livres, qu'il y vouloit seulement faire emprunter par le Sieur de Heemvliet, en employant le credit de la ville; afin d'avoir dequoy pouvoir faire partir le Roy d'Angleterre, qui ne subsistoit icy qu'à ses dépens, & qui incommodoit extrêmement ses finances. L'on sçavoit aussi, qu'ils avoient fait de grands devoirs pour lui faire donner satisfaction, lors que la mesme ville lui presta deux millions de livres, pour le soulagement de ses affaires domestiques: estant vray que ce furent ces deux freres qui s'y employèrent avec le plus de zele, & à qui il estoit le plus obligé du plaisir qu'on lui fit en l'une & l'autre de ces deux rencontres.

Si le Prince pressa fort la conclusion de ce traité, parce qu'il craignoit, que la deputation des Estats Generaux n'apportast du changement aux affaires, & il sembloit que du costé de la ville l'on en eust usé avec aussi grande precipitation, soit par la prudence ou par foiblesse de ceux qui avoient la conduite de cett'affaire, ou bien par l'envie & l'emulation de quelques uns du Magistrat, qui vouloient faire leur profit de l'éloignement des deux Bourguemaistres. Il est certain que ce ne fut pas la seule consideration du bien public, qui fit faire cette capitulation, mais

qu'il y eut beaucoup d'intérêt particulier meslé. Le Prince ayant manqué de surprendre la ville, il lui estoit comme impossible de la reduire par la force, & il estoit tresfacile à la ville de faire lever le siege, & de ruiner l'armée: & neantmoins il y avoit de l'apparence, que l'intention du Prince fust de continuer le siege, quoy qu'il se trouvast converty en blocus; puis qu'il avoit envoyé ordre à des Compagnies qui estoient dans Embde, & en d'autres garnisons éloignées, de le venir trouver: que d'autres Compagnies arriverent auprès de la ville après que l'armée en fut délogée, & mesmes qu'il y eut des ordres expédiés, qui ne furent rendus que huit ou dix jours après que le siege fust levé. De l'autre

costé tous les moments estoient precieux aux habitants d'Amsterdam. Il importoit à leur commerce de faire l'accommodement, avant que le bruit du siege fust porté aux pais estrangers, où il auroit fait protester les lettres de change, & affoibly & ruiné le credit des marchands. Il faut remarquer aussi, que pas une seule ville de Hollande se declara pour celle d'Amsterdam. Il n'y eut, que le Magistrat de Goude, qui ne voulust pas permettre, que sa garnison allast joindre le Prince, bien qu'elle eust ordre de marcher & de se rendre devant Amsterdam. Au contraire il y en eut, à qui la crainte, ou la flatterie fit faire ouvrir les magasins au Prince, & qui lui fournirent, de leur mouvement, tout ce qui pouvoit servir à la reduction de cette grande ville. Tellement que ceux qui avoient fait l'accord pouvoient faire accroire, qu'elle ne pouvoit pas prendre d'autre party que celui de l'accommodement, & avoient un pretexte fort plausible, pour se mettre à couvert de ce que l'on pouvoit dire de leur procédé.

Dans le mesme temps les ennemis de la ville firent imprimer & distribuer quelques articles d'un pretendu traité, qu'ils disoient que la ville d'Amsterdam avoit fait avec le Parlement de Londres. Le dessein de ceux qui faisoient courir ce bruit estoit de rendre son Magistrat odieux, & de l'exposer à la discretion de ses habitants, qui

*Le Prince leur estoit obligé.*

*Les raisons qui obligent le Prince à conclurre le traité.*

*Les raisons qui obligent la ville à faire sa capitulation.*

*On accuse la ville de correspondre avec le Parlement de Londres.*

*Sup. pr. 3.*

avoient sujet de haïr les Anglois, parce qu'ils incommodoient extrêmement leur commerce.

Ceux qui se servoient de cet artifice, pour rendre la ville odieuse, publioient, afin de donner quelque couleur à ce qu'ils en debitoient, que le Magistrat avoit fait négocier ce prétendu traité par Gerard Schaep Pietersen, Conseiller de la ville d'Amsterdam, que les Etats de Hollande avoient envoyé à Londres, en qualité de Commissaire, pour y ménager les intérêts de la Province, pendant que le Parlement n'y vouloit pas souffrir un Ambassadeur de l'Estat. Or comme la ville ne pouvoit pas avoir fait traiter sans un attentat manifeste à la Souveraineté de la Province, & sans crime, ceux qui publioient ces nouvelles, tâchoient de persuader, qu'elle meritoit d'estre traitée en criminelle.

Je ne voudrois pas dire, que ç'ait esté l'intention du Prince d'Orange, mais l'on ne peut pas nier aussi, qu'il n'auroit pas esté fort facile d'éviter les desordres, qui sont presque inseparables des surprises des places: ou du moins qu'il y pouvoit arriver des accidents, qui nonobstant toutes les prevoiances & precautions imaginables, eussent déconcerté tous les ordres qu'il eust pû donner: & ainsi qu'il jettoit dans le dernier peril une ville, dont le commerce fait fleurir celui de toutes les voisines, & sans laquelle l'Estat ne se pourroit pas faire considerer, ny subsister comme il fait.

*Le Prince  
s'en retour  
ne a la Haye.  
Preuve XI.  
pag. 707.*

Incontinent après que l'accord eust esté signé, le Prince, au lieu d'entrer dans la ville, reprit le chemin de la Haye, & renvoya les troupes en garnison, & les Deputés que les Etats Generaux lui avoient envoyés, aussi bien que les Deputés des Etats de Hollande & les Conseillers Deputés de la mesme Province, qui s'estoient aussi mis en chemin, retournerent sur leurs pas, après que les uns & les autres eurent appris, que l'acc commodement s'estoit fait sans eux, & qu'ils ne trouveroient plus le Prince devant Amsterdam.

*D'abord  
la ville ne  
licentie pas  
ses nouvelles  
levées.*

La capitulation portoit, que la ville licentieroit les gens de guerre, qu'elle avoit levés pendant le siege; mais elle témoigna en toute sa conduite qu'elle n'estoit point satisfaite de celle du Prince, & qu'elle ne trouvoit pas sa seureté en la capitulation. En qualité de Capitaine General il n'avoit point de fonction, sinon à la Campagne & dans l'armée, & comme Gouverneur de Hollande il ne se pouvoit pas faire députer de la part des Etats Generaux, ny agir dans la Province sinon de l'avis des Etats de Hollande, ses maîtres, & en leur absence de celui des Conseillers Deputés qui les representent. L'on estoit aussi entièrement persuadé, aussi bien que plusieurs autres l'estoient, que l'intention du Prince d'Orange estoit d'engager l'Estat dans une nouvelle guerre avec l'Espagne. Et comme c'estoit l'aversion de la Province d'Hollande, & de la ville d'Amsterdam, qui n'y auroit consenty que par force, elle croyoit avoir sujet d'apprehender, que le mauvais Conseillers du Prince, qui estoient la pluspart officiers de guerre, & qui avoient bien pû lui faire entreprendre un'affaire de cette nature, sans l'ordre exprés de ceux qui seuls le lui pouvoient donner, ne le portassent à de plus grandes extremités, & que le Prince, qui avoit la disposition absolue des armes de l'Estat, & qui n'estoit pas fort de l'affaire d'Amsterdam, comme il eust bien desiré, n'en demeurassent pas là, mais lui fissent prendre d'autres mesures, pour en venir à une dernière violence.

Le



Le Magistrat d'Amsterdam, pour se defendre des insultes qu'il croyoit devoir craindre encore, & pour se mettre à couvert des sur-  
 prises, fit nettoyer le fossé de la ville, fit mettre des palissades aux  
 endroits necessaires, & rangea sous cinquante quatre drapeaux la bour-  
 geoisie, qui ne consistoit auparavant qu'en vingt quatre Compagnies.  
 L'on visitoit les bateaux & les barques, qui venoient des villes voisi-  
 nes, & il fit venir d'Anvers un Ingenieur, dont il se vouloit ser-  
 vir, à reparer & achever ce qui manquoit aux fortifications du rem-  
 part & des bastions. Ce qui n'empescha pas pourtant, que quelques  
 jours après il ne licentiaست les gens de guerre, & qu'il n'ordonnast aux  
 Deputés, qu'elle envoya à l'assemblée des Estats de la Province, d'ac-  
 quiescer de sa part à ce que le Prince & le Conseil d'Estat avoient pro-  
 posé le 15 Juillet precedent, conformément à la capitulation.

A l'occasion de cet accommodement l'Ambassadeur d'Espagne de-  
 manda audience aux Estats Generaux, qui la lui accorderent, sans  
 s'informer autrement du sujet: mais ayant appris depuis, que c'estoit  
 à dessein d'y parler de l'estat present des affaires, on le fit prier, quoy  
 qu'il fust desja arrivé au pied de l'escalier, où on le devoit recevoir au  
 fortir du carosse, de trouver bon, qu'on ne la lui donnast pas en cette  
 rencontre, & sur le sujet dont il vouloit parler; de sorte qu'il fut obligé  
 de s'en retourner chez lui.

L'avis de l'emprisonnement des six Deputés ayant esté cependant  
 porté dans les autres villes de la Province, il n'y fut pas reçu d'une me-  
 me façon par tout. Le Magistrat de Dordrecht, ayant appris, qu'entre les  
 autres Deputés le Prince avoit aussy fait arrester Jacob de Witt, ancien  
 Bourguemaistre de leur ville, resolut dès le lendemain, bien qu'il fust  
 dimanche, qu'un bon nombre de Deputés de son corps iroit trouver le  
 Prince, pour tâcher de l'obliger à le remettre en liberté, au moins à la  
 caution de la ville, qui promettrait de le représenter à la justice: tant el-  
 le consideroit les services, que lui & ceux de sa maison avoient ren-  
 dus à la ville & à l'Estat, de leur bien & de leur sang, depuis le com-  
 mencement des troubles. Il declara aussy formellement, que le mesme  
 de Witt n'avoit rien advisé, touchant la reforme & le licentement des  
 gens de guerre, qu'en suite des resolutions formelles qui avoient  
 esté prises, & des ordres exprés, qui lui avoient esté donnés, & à ses  
 Collegues, par le Conseil de la ville. Que pour faciliter la liberté de sa  
 personne, non seulement ils pourroient consentir à ce que la derniere  
 proposition du Prince & du Conseil d'Estat, & le dernier estat de la  
 guerre fussent agréés, mais aussy qu'ils tâcheroient d'y disposer les au-  
 tres villes de la Province: sans prejudice toutefois de la liberté qu'elles  
 ont, & que l'Union leur a laissée, de pouvoir deliberer tous les ans  
 touchant le consentement des subsides extraordinaires, que le Con-  
 seil d'Estat a accoustumé de demander. Que le Prince seroit prié par  
 des Deputés, qui furent nommés en mesme temps, & qui devoient par-  
 tir le lendemain, de permettre que les Estats de la Province se pussent  
 assembler en seureté, & de retirer les armes de l'Estat de devant la vil-  
 le d'Amsterdam, afin de n'incommoder point le commerce de cette  
 grande ville. Que les Deputés offriroient leur mediation pour l'accom-  
 modement de cett'affaire.

Cette deputation n'ayant point eu d'effect, parce que l'on apprit  
 sur le soir, que le Prince estoit le mesme jour party de la Haye, pour

se rendre à l'armée, le mesme Magistrat fit deux jours après expedier un acte en forme, pour la justification de Jacob de Witt & de sa conduite, & pour le dédommagement de sa personne & de ses enfants de tout ce qui leur estoit arrivé, ou pourroit arriver à l'avenir à cause de cette rencontre. Il resolut aussy, que les Deputés feroient dans l'assemblée des Estats de Hollande les mesmes offres que les premiers Deputés avoient eu ordre faire; moyennant qu'il remist les prisonniers en liberté, & qu'il retirast les armes de l'Estat de devant la ville d'Amsterdam; à quoy l'on tâcheroit de le convier par une deputation expresse de la part des Estats Generaux & des Estats de Hollande. Il defendit mesmes aux Deputés, qui alloient de la part de la ville à l'assemblée des Estats de Hollande, de se mesler d'aucune affaire publique, que celle cy ne fust réglée, où d'entrer en aucune conference, que les prisonniers ne fussent remis en liberté, & effectivement reestablis en leurs premieres charges & dignités. Mais leur zele, pour n'avoir esté secondé par les autres villes interessées que bien foiblement, leur estant inutile, & les amis des autres prisonniers ayant plus de compassion & de tendresse pour leurs personnes, que de constance & de fermeté à soutenir les droits de la Province, & à faire respecter le caractere des Deputés de ses Estats, le Magistrat de Dordrecht, ne pouvant pas seul entreprendre de faire reussir une affaire commune, & desirant neantmoins obtenir en toutes les manieres la liberté de leur Bourguemaistre, ordonna à ses Deputés d'y travailler de concert avec les autres, & de suivre leur exemple & leurs advis.

*Il s'employe  
avec vigueur  
pour de Witt:*

*mais n'est  
pas bien se-  
condé.*

*Le Magi-  
strat de Delft  
obtient la li-  
berté de  
Duyft de  
Voorhout.  
Preuve  
XIV. pag.  
719.*

*De Witt prie  
le Magistrat  
de Dordrecht  
de le licen-  
tier.*

*Sup. pr. 13.  
pag. 708.*

Ces Messieurs estoient plustost prisonniers du Prince d'Orange que de l'Estat. C'estoit lui qui les avoit fait arrester: c'estoit lui qui les avoit fait conduire au Chasteau de Louvestein, & l'Officier qui les gardoit, & qui commandoit au Chasteau, ne recevoit point ordre sinon de lui. C'est pourquoy il falloit necessairement s'adresser à lui pour les tirer d'un lieu, où ils estoient si estroitement resserrés, qu'ils n'avoient point de commerce avec qui que ce soit. Le Magistrat de Delft, & les parents de Jean Duyft de Voorhout furent les premiers qui parlerent pour la liberté du prisonnier. C'estoit un homme aagé de près de soixante dix ans; & cet aage, suivant la coustume de la ville, l'obligeoit à s'abdiquer de la Magistrature dans peu de mois, & ainsi il n'eut point de peine à y renoncer presentement, & à acheter sa liberté à ce prix là. Le Prince, qui consideroit qu'il ne pourroit pas empescher, que la connoissance de l'affaire des prisonniers ne fust renvoyée à la justice ordinaire, & qu'après que l'affaire d'Amsterdam avoit manqué les Estats de Hollande ne souffriroient pas qu'on les fist juger par des Commissaires, de forte qu'il seroit impossible de les faire declarer criminels, y acquiesça, & fit sçavoir aux Estats Generaux, qu'il l'avoit mis en liberté, en vertu du pouvoir, qu'ils lui avoient donné par leur resolution du 5 Juin. Toutes les autres villes suivirent son exemple. De Witt pria le Magistrat de Dordrecht de le décharger de l'employ, qu'il avoit au College des Conseillers Deputés de Hollande, & de le dispenser à l'avenir de toutes les fonctions, dont jusques icy il l'avoit jugé capable pour le service de la ville & de l'Estat. Le Magistrat declara, qu'il le lui accorderoit, quoy qu'avec regret & repugnance, parce qu'il le desiroit, mais qu'on lui reservoit le rang qu'il tenoit dans la ville, aussy bien que l'honneur, la reputation & la bonne renommée de sa per-



personne & de sa famille : & moyennant cette declaration , que le Magistrat envoya au Prince , celui cy lui fit ouvrir la prison , comme aussi aux autres prisonniers , & ne parla plus du crime qui l'avoit obligé , à ce qu'il disoit , à faire arrester ces Deputés , qui faisoient une partie des Estats de la Province.

Il est vray , que le Prince , pour justifier son action , donna le 15 Aoust au President de l'assemblée des Estats Generaux un escrit cacheté , contenant les raisons , qui l'avoient obligé à faire arrester les Deputés en vertu de leur resolution du 5 Juin. Mais les Estats jugerent , qu'il n'estoit pas à propos d'ouvrir le paquet , & le firent serrer , à l'exemple de ceux de Hollande , à qui le Prince l'avoit fait donner dès le 8 du mesme mois ; de peur de toucher à une playe qui saignoit encore , & qui ne demandoit pas ce remede. Le Conseiller Pensionnaire eut ordre de le garder , & le garda en effect , jusques à ce qu'ayant obtenu sa demission l'année suivante , il le mit entre les mains de son successeur avec les autres papiers publics , dont il se trouvoit chargé.

Nous verrons en son lieu l'effect qu'il produisit , & la réponse que les Estats de Hollande y firent pour leur justification , & pour celle de leurs Deputés. Nous nous contenterons de dire icy en passant , que le Prince , après y avoir parlé en des termes generaux de quelques personnes , qu'il ne nomme pas , qui avoient fait dans l'Estat des cabales capables de le ruiner , & de destruire l'Union & la Religion , comme aussi du pouvoir que les Estats Generaux , qui composent le Souverain gouvernement de ces Provinces , dit il , lui avoient donné , de le prevenir par toutes sortes de moyens , declare , qu'ayant inutilement employé les remedes doux & faciles , il avoit esté obligé d'y en appliquer de forts & de caustiques. Qu'il avoit fait arrester les chefs de la cabale , & qu'il s'estoit fait accompagner de quelques gens de guerre vers Amsterdam , à cause du refus , qu'on lui avoit fait , par les intrigues de quelque peu de personnes , de l'oüir comme Gouverneur de la Province : se remettant à une autrefois à dire les raisons particulieres , qui l'avoient obligé à faire arrester ces six Deputés plustost que d'autres.

L'avantage , que le Prince tira de cette grande action , fut , que les villes , intimidées par l'exemple d'Amsterdam , & par l'emprisonnement de tant de personnes de qualité , pour lesquelles pas une ville n'avoit osé parler , sinon en suppliant , avec de grandes sousmissions , souffrirent que dès le 13 d'Aoust les Estats de Hollande arrestassent , par une resolution formelle , que la proposition , que le Conseil d'Estat avoit faite le 15 Juillet precedent , seroit agréée ; pourveu que moyennant cela les prisonniers fussent mis en liberté. L'on y travailloit , & l'on ne doutoit point du succès ; c'est pourquoy dès le 18 du mesme mois les Estats Generaux agréerent & arresterent , d'un consentement unanime de toutes les Provinces , le mesme estat de la guerre , qui avoit esté cause du scandale qui estoit arrivé , dans les mesmes termes , qu'il avoit esté proposé par le Prince & par le Conseil d'Estat. Ils ordonnerent , que suivant la resolution du 15 Juillet , on licentieroit cinquante cinq Compagnies d'Infanterie & douze de Cavallerie , & que le licentiaement se feroit au nom du Prince & du Conseil d'Estat. Que les quatre Compagnies de Cavallerie , & les mille hommes de pied , qui faisoient tout le sujet de la contestation , ne seroient entretenus , que jusques à ce que les Provinces auroient fait sçavoir leur

*Le Prince  
dit les rai-  
sons de la de-  
tention des  
Deputés.  
Preuve  
XV. pag.  
720.*

*Preuve  
XVI. pag.  
721.*

*Raisons &  
mots &c.  
Preuve  
XVII. pag.  
722.*

*Le Prince  
obtient ce  
qu'il veut.  
Preuve  
XVIII. pag.  
727.*

*Toutes les  
Provinces  
arrestent  
l'estat de la  
guerre.  
Preuve  
XIX. pag.  
728.*

in-

*On ne licen-  
tie que des  
Compagnies  
estranteres.*

intention sur ce point : ce qu'elles seroient tenües de faire dans cinq ou six Sémains au plustard, & que faute de s'en expliquer dans ce temps là, ils seroient licentiés effectivement. Que tous les gages, appointements, arrerages, & tous les autres postes compris en l'estat de l'an 1621, comme aussi les gens de guerre, Infanterie & Cavallerie, compris dans les estats des années 1626 & 1627, seroient payés jusques au dernier jour de Decembre 1648 : que le dernier estat commenceroit à avoir lieu du 1 jour de l'année suivante, & qu'à l'avenir ce ne seroient pas les Provinces particulieres, qui se donneroient l'autorité de licentier les gens de guerre, mais qu'on la laisseroit à l'Estat en general, qui en disposeroit de l'avis du Conseil : sans prejudice toutefois de la liberté, que les Provinces ont, de consentir ou de ne consentir point à la continuation des subsides necessaires pour la subsistance des gens de guerre. Les Deputés de Frise & de Groningue protestèrent, qu'ils n'y consentoient, qu'à condition, que les cinquante cinq Compagnies, que l'on alloit licentier, seroient toutes estrangeres. Le Prince avoit bien fait connoistre en toutes les conferences, que ce n'estoit pas son intention; mais comme les sentiments de la plupart des autres Provinces se rapportoient à ceux de ces deux, on licentia vingt Compagnies Françoises, trente deux Angloises & trois Escossoises.

*La Zeelan-  
de remercie  
le Prince.  
Preuve  
XX. pag.  
732.*

*Les autres  
Provinces le  
font aussi,  
mais avec  
plus de mode-  
ration.  
Preuve  
XXI. XXII.  
XXIII &  
XXIV. pag.  
733. & seq.*

Voilà le succès de l'affaire d'Amsterdam. Les Estats de Zeelande, en faisant réponse à la lettre que le Prince leur avoit escrite, aussi bien qu'aux Estats des autres Provinces le 3 Aoust, devant qu'il partist de la Haye, l'advouierent & l'approuverent par une resolution formelle, & ordonnerent à leurs Deputés, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui estoient venus à la Haye en grand nombre, de remercier le Prince de ce qu'il avoit fait à l'égard d'Amsterdam de l'emprisonnement des Deputés, & de le prier de continuer de donner des preuves de son zele pour le bien de l'Estat. Ceux de Gueldre le remercièrent aussi, mais en des termes, qui n'approuvoient ny ne condamnoient pas absolument ce qu'il avoit fait. Ceux de Frise l'approuverent, mais en des termes generaux, & ceux d'Over-Yssel se contenterent de le remercier de la peine qu'il y avoit prise; ne doutant point, disoient ils, qu'il n'eust eu des raisons tresimportantes, qui l'eussent obligé à arrester ces Messieurs, & à employer les armes de l'Estat contre la ville d'Amsterdam. Les Estats d'Utrecht lui escrivirent, qu'ils avoient veu ce qu'il avoit fait en toute cette affaire, & qu'ils avoient sçeu depuis, qu'il avoit envoyé aux Estats Generaux les raisons qui l'y avoient obligé. Qu'ils ne doutoient point, bien que l'on en eust fait un secret, qu'elles ne fussent bonnes & fortes, & ainsi qu'ils le vouloient bien remercier de la peine qu'il y avoit prise. Ceux de Groningue ne dirent mot, parce que les Estats de la Province ne s'estoient point assemblés, & ceux de Hollande, bien loin de le remercier, en avoient un ressentiment, qu'ils firent esclatter incontinent après la mort du Prince, & dont l'on voit encore tous les jours les effets & les suites.

Je me dispenseray de nommer icy celui qui contribua le plus à faire prendre cette resolution en Zeelande : tant parce qu'il estoit parent des personnes de la premiere qualité en la Province, que parce qu'il eut bientôt sujet de se repentir du zele aveugle & passionné qui l'avoit porté à faire parler la Province en ces termes. Mais je ne me puis pas

em-



empescher de dire, que cette civilité flatteuse estoit d'autant plus dangereuse, qu'elle n'approuvoit pas seulement ce que le Prince avoit fait par le conseil de quelques estrangers, & de trois ou quatre personnes mal affectonnées à l'Estat, mais elle estoit capable aussi de lui inspirer de plus vastes pensées pour l'avenir. Un autre Prince, plus ambitieux, ou plus emporté que celui-cy, en auroit pris occasion d'aller bien plus loin, & de se donner un pouvoir si absolu sur les gens de guerre, que rien ne l'auroit pû empescher de s'en servir à l'exécution de ses intentions, s'il en avoit, & de ses interets particuliers, de changer les Magistrats des villes à son caprice, & de passer du commandement precare, qu'il avoit comme Capitaine General, & Gouverneur de la pluspart des Provinces, à une autorité absolue, independante & hereditaire. L'on y remarquoit encore, que les Estats de Zeelande s'y donnoient la liberté de juger de l'autorité & de la puissance, que le Prince, comme Gouverneur Hollande, se pouvoit donner en celle de Hollande, & d'une action dont les Estats de cette Province, comme les maistres & les Souverains du Prince, estoient seuls juges, à l'exclusion de tous leurs Alliés.

Les six semaines, dans lesquelles les six Provinces devoient se declarer touchant le licentiment des quatre Compagnies de Cavallerie & des mille hommes de pied, estant expirées, les Deputés de Hollande ne manquerent pas d'en faire souvenir ceux des autres Alliés, & de les fommer d'excuter la resolution, qui avoit esté prise sur ce sujet. Mais il n'y en eut pas un, qui osast y mettre la main sans la permission du Prince, qui estoit allé en Gueldre se divertir à la chasse. Ils ne furent pas si difficiles après le decés du Prince : au contraire le Conseil d'Estat, qui pendant sa vie s'estoit opposé à ce licentiment avec une fermeté qui tenoit de l'obstination, fut le premier à y consentir après sa mort, & en fit lui mesme l'exécution.

Le Prince, pour se donner quelque relâche, après l'application, avec laquelle il avoit travaillé à ces fascheuses affaires, estoit allé, comme je viens de dire, en Gueldre, où il avoit depuis quelque temps acquis la terre & Seigneurie de Dieren, située dans un pais de chasse, dont il aimoit le divertissement avec une passion extrême. Il y en avoit qui croyoient, que son intention estoit, en faisant cette acquisition, de se donner par ce moyen entrée aux assemblées des Estats de la Province, comme gentilhomme du pais, & comme y possédant un fief noble, à dessein de s'y faire declarer Premier Noble, & que ce fust mesmes le principal sujet de son voyage. Mais ce n'est qu'une conjecture, puis que pendant le sejour qu'il y fit, il ne fut qu'une seule fois à Zutphen, où les Estats de la Province estoient Assemblés en ce temps là ; de sorte que l'on ne peut pas dire bien certainement, s'il s'en découvrit à quelques uns de ses confidents, ou non : au moins l'on n'en a pas sceu la suite, & personne n'avoit garde de se faire honneur de cette confidence après le decés du Prince.

La saison estoit assés avancée, & extraordinairement mauvaise & déreglée, & comme le Prince se portoit à tous les exercices & divertissements avec excès, il s'abandonna à celui de la chasse avec tant de plaisir, que negligant sa fanté, & les remedes qui la pouvoient conserver, il ne se pût pas resoudre à le quitter, que lors qu'il fut contraint de ceder à la violence de la fievre, dont il sentit les premiers accès vers la fin du mois d'Octobre. Le lieu, où il se trouvoit, ne lui pouvant pas

*se fait ramener à la Haye.*

*Et mourut. Preuve XXV. pag. 737.*

*Le peuple s'en prend aux Medecins.*

fournir toutes les commodités necessaires en l'estat où il estoit, il se fit porter par eau à la Haye, où les symptomes de son mal firent bientost connoistre, que c'estoit la petite verole, dont il estoit malade. Les Medecins le traitterent dans les formes, & avec tant de soin, qu'ils le croyoient presque hors de danger lors qu'il mourut le 6 Novembre, sur les neuf heures du soir, en l'aage de vingt quatre ans & six mois. Le peuple, & particulièrement celui de la Haye, qui consideroit le Prince d'Orange, non comme Gouverneur de la Province, ny comme Capitaine General, mais comme le Souverain de l'Estat, parce qu'il n'en connoist pas la difference, & qui aime & haït avec emportement & sans discernement, accusoit les Medecins, ou de negligence, ou de malice, & mesme il y en avoit parmy ceux, qui, comme plus sages, faisoient reflexion sur la constitution des affaires de ce temps, qui jugeoient, que cette mort ne pouvoit pas estre tout à fait naturelle, puis qu'elle arrivoit trop à propos pour ceux, que venoient de sentir l'effect de son indignation & de son pouvoir, & qui avoient sujet d'en apprehender quelque chose de pis à l'avenir. La verité est, que les Medecins, qui estoient sans doute, des plus habilles & des plus experts de leur profession, l'avoient traitté dans les formes, & selon les regles de leur art, qui ne sont pas si certaines que les principes de la Mathematique: de sorte que s'ils y avoient manqué, ce fut en ce qu'ils furent les premiers trompés par un mal, qui bien souvent ne decouvre son venin, que lors qu'on le craint le moins, & avec tant de violence, qu'il n'est pas en la puissance des Medecins de le vaincre. Et de fait, il mourut lors qu'ils faisoient esperer sa reconvalescence comme une chose indubitable. Ils avoient si peu d'apprehension du mauvais succès de leurs remedes, que pendant tout le cours de sa maladie ils ne firent pas exhorter le malade de songer au dernier & plus important periode de sa vie. Lors qu'on lui en voulut parler, il n'estoit plus en estat de l'escouter, mesmes au jugement du Ministre, qui y fut appelé, & qui le trouva à l'extremité & sans connoissance, lors qu'il entra dans la chambre. Je ne me puis pas empescher d'admirer icy abominable flatterie de certaine sorte de gens, à qu'il ne devoit jamais arriver de déguiser la verité, & qui ne devroient point faire de distinction de personnes, particulièrement à l'article de la mort. Le Ministre, dont je viens de parler, au lieu de représenter au Prince agonisant l'horreur de ses pechés, qui en son aage & en sa fortune ne pouvoient par estre petits, ny en petit nombre, & au lieu de lui faire apprehender les jugements épouvantables de Dieu, afin de tâcher de tirer de lui quelques marques de repentance, ne laissa pas de faire un effort, pour lui persuader, en le traittant tousjours d'Altesse Serenissime, que des yeux de sa foy il voyoit les Cieux ouverts, & que le fils de Dieu, assis à la dextre du Pere, lui tendoit les bras de sa misericorde pour le recevoir. Le mesme Ministre, non content d'avoir fait imprimer son discours flatteur, ne manqua pas de s'étendre, tant en chaire, qu'ailleurs dans les conversations particulieres, sur le merite & sur les eminentes qualités du Prince, & donnant dans la profanation, il appliquoit impudemment à la personne du defunct ce que l'Ecriture Ste. dit de Jesus Christ, & de ses membres indivisibles; Sçavoir que le monde n'en estoit pas digne. L'on n'a pas pû comprendre, comment des gens de cette robbe, particulièrement dévoués à la profession de la verité, à la sincerité & à la simplicité, ont osé



osé se servir de cette sorte d'expressions, tant en leurs sermons, que dans les libelles, qu'ils ont fait imprimer, jusques à ce que l'on ait sçeu qu'il y en avoit parmy eux, qui vendoient leur langue aux Princes d'Orange, & que les autres, attirés par l'esperance des pensions, dont leurs collegues jouïssent, encherissoient par dessus eux.

En effect c'estoit un Prince, qui avoit fait connoître en l'aage de vingt quatre ans, qu'il possédoit d'aussy grandes qualités, que celles qui ont élevé les Princes ses predecesseurs à une gloire & reputation immortelle. Il avoit relevé le lustre de sa naissance, tant par celui de son mariage, qui l'allioit avec tous les plus grands & plus puissants Monarques de la Chrestienté, que par l'alliance qu'il avoit avec l'Electeur de Brandebourg. Il estoit jeune, infatigable, quoy qu'un peu usé par les exercices continuels & trop violents, vaillant, entreprenant, civil & liberal; mais avec excés, jusques à en estre incommodé en ses affaires: qualités illustres & eminentes certes, mais qui lui estoient communes avec plusieurs grands personages, qui les avoient employées à la ruine de la liberté de leur Patrie, & qui estoient plus capables de le faire craindre, que de le faire aimer dans une Republique libre.

Le dernier respect, que l'on avoit eu pour la personne du defunct en sa vie, parut en la dernière licence, que les langues & les plumes se donnerent après son decés: sur tout à Amsterdam, & dans les villes qui croyoient avoir esté mal traitées en leurs Deputés & Ministres. L'on y considéroit la dernière heure de la vie du Prince comme la première de la liberté du pais, & particulierement de la Province de Hollande. Au contraire l'affliction de ses domestiques, de ses partisans, des officiers de guerre & de ceux qui le regardoient comme l'auteur de leur fortune, estoit inconcevable. Les deux Princesses, dont l'une estoit veufve, & l'autre mere du Prince, n'en furent pas touchées d'une mesme maniere. La première perdoit en la personne de son mary toute la consolation, qui lui restoit après la mort sanglante de son Pere, & dans l'exil & les persecutions du Roy, son successeur, & des Princes ses freres: mais l'autre, qui avoit esté toute puissante pendant la vie de son mary, & qui croyant devoir gouverner son fils de la mesme façon, n'y avoit pas trouvé toute la disposition qu'elle auroit désirée, avoit fait connoître, il y avoit longtemps, que l'ambition de Princesses & la tendresse de mere ne sont pas tousjours des qualités fort compatibles dans une mesme personne. A peine eurent elles le loisir d'essuyer leurs premières larmes, que la belle mere & la bru changerent leur tristesse en des animosités irreconciliables, dans les contestations, qu'elles eurent au sujet de la Tutelle du Prince posthume, qui nâquit le 14. du mesme mois de Novembre, huit jours après la mort de son Pere, & les poursuivirent avec tant de chaleur & d'opiniastreté, qu'il ny a eu que la mort, qui les en ait pû guerir.

Cette grande nouvelle de la mort du Prince ayant esté répandue par la Haye, Jean de Guent, des Nobles de Gueldre, & Deputé à l'assemblée des États Generaux de la part des États de la mesme Province, qui presidoit à son tour de semaine, parce que selon la constitution du Gouvernement, elle ne finit qu'à l'heure de minuit du Dimanche au Lundy, les convoqua incontinent, & leur representa l'estrange changement, que cette mort apportoit aux affaires de l'État. Le defunct en avoit eu la principale direction, aussy bien que ses predecesseurs.

*Les qualités du Prince.*

*L'on est diversement touché de cette mort.*

*Les sentiments des deux Princesses.*

*Naissance du jeune Prince.*

*Resolution des États touchant la mort du pere. Sup pr. 25. pag. 737.*

Car les Estats Generaux ne mettoient point d'affaire importante en deliberation, qu'ils ne le consultaient, comme l'oracle & le genie de l'Estat, & mesmes les Princes avoient accoustumé le President de l'Assemblée, qui est sans doute la premiere personne de l'Estat, dont il represente en quelque façon la grandeur & la Souveraineté, de se trouver dans leur antichambre, pour y apprendre leur volonté, & pour y recevoir leurs ordres. D'ailleurs il n'y avoit plus de Capitaine General, de qui les Officiers de guerre pouvoient recevoir les leurs: de sorte que la forme du Gouvernement estant presque toute changée, les Estats Generaux, en donnant à ceux des Provinces avis de la mort du Prince, les prierent d'envoyer au plustost à leurs Deputés les sentiments, qu'ils jugeroient necessaires & salutaires en la conjoncture presente. Ils ordonnerent aussy au Comte Guillaume de Nassau, Gouverneur de Frise, au Seigneur de Brederode, Marechal de Camp, & aux Gouverneurs & Commandeurs des villes & des places, de demeurer dans les termes de leur devoir, de veiller à la conservation de celles qui leur avoient esté confiées, & de ne recevoir à l'advenir leurs ordres que de l'Estat immediatement, à qui ils avoient fait serment de fidelité.

*Rencontre  
particuliere.*

En cette Assemblée il y eut cela d'extraordinaire, que l'heure de minuit estant sonnée, la Gueldre offrit de faire place à la Hollande, & de ceder la chaise à un de ses Deputés: mais l'offre fut receüe avec civilité; car la Hollande voulut que l'autre achevast la deliberation, & qu'elle eust l'honneur de conclurre l'action. Il est vray, que les Registres ne parlent point du tout de cette particularité, mais M. de Guent, qui est encore en vie, & qui l'a dit plus d'une fois, en peut rendre témoignage, aussy bien que plusieurs autres Deputés, qui sont dans l'Assemblée depuis ce temps là.

*Les villes  
de Hollande  
retablissent  
les personnes,  
que le Prince  
avoit fait  
sortir du  
Magistrat,  
enir'autres  
celle de Dor-  
drecht.  
Preuve  
XXVI. pag.  
739.*

Dés que le bruit de la mort du Prince fut porté dans les villes de Hollande, celles que l'on avoit contraint d'éloigner de leur Conseil les personnes, que l'on avoit veu arrester & emmener prisonniers au Chateau de Louvestein, & qui avoient esté obligées de resigner leurs dignités, pour sortir de leur detention, les retablirent tous dans leurs premieres charges, avec une joye, qui marquoit le ressentiment qu'ils avoient du passé, & la satisfaction qu'ils trouvoient en la revolution presente. Le Magistrat de Dordrecht, qui s'estoit si hautement déclaré pour l'innocence de son Bourguemaistre, Jacob de Witt, fut la premiere à lui témoigner l'estime qu'il avoit pour sa personne, & les autres villes suivirent son exemple. Celle d'Amsterdam rappella à leur premier employ les deux freres, que l'on avoit fait sortir du Magistrat, avec des eloges, qui sembloient reprocher à la memoire du Prince defunct la violence, qui leur avoit esté faite, & justifier la conduite de ces deux personnages, qui en cedant à la volonté du Prince, mesmes contre le sentiment de quelques uns de leurs amis, avoient bien voulu sacrifier leur satisfaction particuliere, & l'interest de leur famille à son ressentiment, pour le repos de la ville.

*La Hollan-  
de s'applique  
à reunir  
des Provin-  
ces.*

Les Estats de Hollande & West-Frise, qui avoient esté convoqués incontinent après le decés du Prince, considerant, que quelques unes des autres Provinces, dont ils avoient sujet de n'estre pas fort satisfaits, pourroient se defier de leur intention, après avoir si hautement loüé l'emprisonnement de leurs Deputés, & l'affaire d'Amsterdam, les voulurent bien guerir de cette défiance, en faisant dire aux Deputés, qui estoient



estoyent de leur part dans l'assemblée des Estats Generaux, que comme l'Union, l'amour, l'amitié, la bonne intelligence & confiance entre les Provinces estoient les seuls fondemens, sur lesquels il falloit bastir la subsistence & la conservation de l'Estat, ils estoient prests de donner à leurs Alliés, en toutes les occasions, toutes les preuves de la sincerité de leur intention, que l'on pourroit desirer d'eux. Qu'ils estoient resolu de maintenir la religion Reformée, ainsy qu'elle estoit publiquement enseignée en ces Provinces, conformément aux decrets du Synode de Dordrecht: de conserver l'Union, ainsy qu'elle avoit esté arrestée à Utrecht en l'an 1579, & de faire regler le nombre des gens de guerre, suivant la resolution qui avoit esté prise sur ce sujet en l'an 1646, à l'occasion des preliminaires du traité de Munster, que l'on regla en ce temps là.

Preuve  
XXVII.  
pag. 740.

L'assemblée des Estats Generaux estoit presque toute composée de personnes affectionnées à la Maison d'Orange, qui avoient eu part aux resolutions du 5 & 6 Juin, à la grande deputation & à ses suites: & d'ailleurs les affaires que l'on devoit mettre en deliberation, estoient de si grande importance, que les Deputés ordinaires, qui ordinairement n'ont pas un pouvoir assés ample, pour resoudre de leur chef celles de cette nature, ne les pouvoient pas regler. C'est pourquoy les Estats de Hollande, jugeant qu'il estoit necessaire de convoquer une Assemblée qui fust composée d'un nombre extraordinaire de Deputés, munis d'un plein pouvoir de leurs Committents, firent dire à l'Assemblée ordinaire, que leur intention estoit d'envoyer des Deputés aux Estats des six Provinces, pour les y convier, & qu'ils prioient les Deputés de l'Assemblée de seconder de leur offices particuliers ceux de cette Province, & de souffrir, qu'en attendant l'ouverture de la grande Assemblée, les affaires demeurassent en l'estat où elles estoient, jusques à ce qu'il en auroit esté autrement ordonné par tous les Alliés. Ils protesterent en suite, qu'ils donnoient au repos de l'Estat le ressentiment qu'ils pourroient avoir de ce qui s'estoit passé depuis quelque temps en leur Province, qu'ils en enseveliroient la memoire dans un obly eternal, & qu'ils ne s'en souviendroient non plus que s'il ne fust jamais arrivé. L'on remarqua aussy, que quand ils estoient obligés de parler du Prince defunct, non seulement ils le faisoient sans aigreur, mais qu'ils vouloient mesmes, que l'on crust, qu'ils avoient encore de la tendresse & du respect pour sa memoire.

Les Estats d'Utrecht firent représenter, à l'occasion de la convocation de cette Assemblée extraordinaire, qu'elle ne se pouvoit tenir que dans la ville Capitale de leur Province, suivant le 19 article de l'Union: qui dit en effect, que lors que les Estats des Provinces Unies se voudront assembler pour les affaires importantes qui surviendront, ils choisiront pour cela la ville d'Utrecht. Mais l'on jugea que ce reglement ne regardoit que la conjoncture de ce temps là, auquel l'assemblée des Estats Generaux n'estoit pas encore ny continuelle ny sedentaire, & il n'avoit pas encore esté arresté entre les Alliés, qu'elle se feroit à la Haye, comme dans un lieu fixe, commode, & depositaire des archives & des registres de l'Estat.

Les Estats  
d'Utrecht  
veulent  
qu'elle se  
tienne en leur  
ville.  
Preuve  
XXVIII.  
pag. 743.

Les Estats de Hollande, non contents d'avoir ainsy protesté de la sincerité de leurs intentions, envoyerent des Deputés aux Estats de toutes les Provinces, pour leur renouveler les mesmes protestations, & pour les prier d'envoyer un nombre extraordinaire de Deputés à la

Les Estats  
de Hollande  
envoyent des  
Deputés aux  
Provinces,

Sup. pr. 27.  
pag. 740.

qui y sont  
bien receus.  
Preuve  
XXIX. pag.  
744.

Haye : bien instruits & autorisés , afin que les Alliés pussent regler les affaires avec une puissance plus absolüe , & avec plus d'eclat dans une assemblée si solennelle. Jacob de Wassenacr, Seigneur d'Opdam , du corps de la Noblesse , Corneille de Graef, Seigneur de Zuidpolsbrouck , ancien Bourguemaistre d'Amsterdam , & François Ricxen, Conseiller & Pensionnaire de la ville de Purmerende , furent envoyés en Gueldre & en Over-Yssel. Nicolas Ruysch , Conseiller & Pensionnaire de la ville de Dordrecht : Charles van Zyl, Conseiller & President de la ville de Gornichem , & Corneille de Sonnevelt, ancien Bourguemaistre de la ville d'Alcmar , allerent en Zeelande. Le Seigneur de Brederode , du corps de la Noblesse , Corneille de Beveren, Seigneur de Strevelshouck , & Hierôme de Beverning, Eschevin de la Ville de Goude , furent à Utrecht , & Conrad van Beuninguen , Conseiller Pensionnaire de la ville d'Amsterdam , Guillaume Nieuport, Conseiller de la ville de Schidam , & Receveur des Domaines en Nort-Hollande , & Corneille Rippers, Bourguemaistre de la ville de Horn , firent cet office en Frise & en la Province de Groningue. Ils firent donner des assurances particulieres aux Estats de Zeelande de leur inclination à appuyer les interets de la Compagnie des Indes Occidentales , où la Zeelande avoit plus de part qu'aucune des autres Provinces , & à favoriser le commerce d'Angleterre , auquel ces deux Provinces estoient particulièrement interessées. Les fâcheux démestlés , qui avoient broüillé la Hollande avec les autres Provinces , n'empescherent pas , que ses Deputés ne fussent parfaitement bien receus par tout. Ils n'y trouverent que de la civilité & de la tendresse , avec la quelle on remercioit la Hollande du soin , qu'elle apportoit à la conservation de l'Union & de l'Estat , & toutes les Provinces promirent de faire trouver leurs Deputés à la Haye au jour , qu'on leur marqueroit pour l'ouverture de l'Assemblée. Il fut d'abord fixé par les Estats de Hollande au 15 Decembre, & les Estats Generaux l'agréerent ; & neantmoins l'ouverture ne s'en fit pourtant qu'au mois de Janvier de l'année suivante 1651. Mais comme les affaires importantes , qui y furent traittées , meritent bien un recit plus particulier , nous en ferons le sujet du cinquième livre de cette Histoire.

Les Estats  
de Zeelande  
y répondent  
bien.  
Preuve  
XXX. pag.  
746.

Les Estats de Zeelande declarerent , qu'ils consideroient ceux de Hollande comme leurs plus anciens , plus confidens & plus fidelles Alliés , avec lesquels ils avoient plusieurs interets communs. Qu'ils recevoient avec agrément les preuves de leur zele pour la religion Reformée , & de leur affection pour la conservation de l'Union : & qu'ils ne manqueroient pas de faire en sorte que leurs Deputés fussent à la Haye au premier jour , pour y concerter avec ceux de Hollande les interets communs des deux Provinces , devant l'ouverture de l'Assemblée. Ceux d'Utrecht & des autres Provinces en userent de la mesme maniere , & renvoyerent les Deputés fort satisfaits.

Les Gouverneurs  
des Provinces

La Hollande se trouvant sans Gouverneur depuis le decés du Prince , les Estats de la Province reunirent à leur Souveraineté plusieurs droits , dont les Princes du país , & particulièrement ceux de la Maison de Bourgogne , qui le plus souvent faisoient leur séjour en Brabant ou en France , avoient laissé la jouissance aux Gouverneurs & Lieutenants Generaux des Provinces , & entr'autres celui de l'élection du Magistrat , qu'ils faisoient dans la plupart des villes de Hollande , sur la présentation



tion qu'elles lui en faisoient d'un certain nombre de personnes. Les Princes d'Orange, qui se trouvoient revestus de la mesme qualité, avoient aussi succédé à la mesme autorité, & au moyen de remplir les Magistrats de leurs creatures, & d'élever sur ces fondements une grandeur & une puissance en quelque façon plus considerable que celle que les Princes hereditaires & Souverains du pais avoient autrefois.

*créent les  
Magistrats  
en la plus-  
part des vil-  
les.*

Le Prince defunct en avoit disposé assés absolument en quelques rencontres, parmi les quelles celle de la ville de Nimmegue est fort remarquable. Devant que les armes de l'Estat, commandées par Maurice de Nassau, Prince d'Orange, eussent joint cette ville au corps du Duché de Gueldre, dont elle est la premiere, les mestiers y creoint les Magistrats, à l'exemple de ce qui se faisoit dans la pluspart des autres villes de la mesme Province. Lors de sa reduction en l'an 1591, il fut dit par la capitulation, que le Prince d'Orange, comme Gouverneur & Lieutenant General de Gueldre, y feroit le Magistrat : toutefois que ce ne seroit que par provision, & pendant la guerre, sans prejudice des privileges de la ville. La paix de Munster estant faite, le Magistrat & les bourgeois de Nimmegue, pretendait rentrer en la jouissance de leurs anciens droits, envoyerent leurs Deputés au Prince, qui se divertissoit à la chasse dans leur voisinage : le firent remercier de la peine, qu'il avoit prise jusques alors d'élire le Magistrat pendant la guerre, & lui firent dire, qu'ils ne l'en importuneroient plus à l'avenir ; parce que suivant les anciens privileges de leur ville, ils en ordonneroient ainsi qu'ils le jugeroient à propos. Le Prince surpris de la liberté de ce discours, répondit au compliment, qu'il aviseroit à ce qu'il auroit à faire, & s'estant cependant fortifié de l'autorité qu'il avoit dans la Province, il sceut si bien ménager celle de la Cour de Justice, l'inclination de la Noblesse, & de la pluspart des autres villes, jalouses de la prosperité de Nimmegue, que les Estats de Gueldre maintinrent le Prince en la possession d'y créer le Magistrat, comme il avoit fait jusques alors. Cette Assemblée, pour donner quelque couleur à son procedé, disoit, que le droit de créer le Magistrat avoit esté autrefois particulierement affecté au mestier de St. Nicolas, & ce mestier ne subsistant plus, la ville ne pouvoit pas, sans la permission expresse, & sans l'octroy des Estats Souverains de la Province, usurper un droit qui ne lui appartenoit pas. Le Magistrat repartit, que tout le corps de la bourgeoisie pouvoit bien se mettre en possession d'un droit, qu'un seul mestier, qui y avoit esté reuni, avoit eu autrefois : mais ses remonstrances furent inutiles, & on lui ordonna d'obeir. Elle se plaignit de ce que le Prince, qui comme Ministre de l'Estat en general, & de la Province en particulier, estoit obligé de maintenir & de conserver les droits, libertés & privileges de la ville, faisoit gloire de les violer, & se servoit de l'adveu des Estats, pour faire des choses, que les Gouverneurs les mieux établis sous l'autorité des Princes de la Maison de Bourgogne, ny les Ducs de Gueldre & le Roy d'Espagne mesme, n'avoient pas voulu entreprendre, au plus fort des desordres du pais. Que le Gouverneur se donnoit un pouvoir, que le Souverain n'auroit pas osé pretendre, & que les Estats de la Province dispoisoient d'un droit, dont la connoissance ne leur appartenoit pas. Mais ces raisons & ces plaintes ne firent point d'impression. Celui qui commandoit la garnison de la ville estoit au Prince ; de sorte que sentant approcher le temps de l'élection,

*Le Prince  
en usi ainsi  
à Nimmegue  
contre les  
privileges de  
la ville,*

*conservés  
par la capi-  
tulation.  
Preuve  
XXXI.  
pag. 750.*

*Les Estats  
de la Provin-  
ce approu-  
vent son pro-  
cedé.*

lection, qui se fait le second jour de Janvier, il se renforça insensiblement d'un bon nombre de gens de guerre, qu'on lui envoyoit des garnisons voisines. La Cour de Justice y envoya quatre Conseillers, & le Prince s'y rendit en personne. Estant à l'hostel de ville, il voulut que le Magistrat fît en sa presence la nomination des personnes, qui devoient entrer en fonction cette année, & à leur refus, il fit l'élection sans nomination precedente. Il changea le Magistrat : il le remplit de ses Creatures, & en mesme temps il sortit de la ville ; ne se mettant pas fort en peine du mécontentement des bourgeois, affligés de voir moissonner en herbe les premiers fruits, qu'ils s'estoient promis de la paix.

*Il en use de  
mesme à  
Dordrecht.*

Il estoit arrivé quelque chose de semblable dans la ville de Dordrecht, où il changea une partie du Magistrat contre l'intention de la ville, & sans l'avis de la Cour de Justice, sans lequel le Gouverneur de la Province ne doit & ne s'en peut pas mesler. Tout le ressentiment que la ville en put témoigner en ce temps là, ce fut que l'année suivante, au lieu de lui envoyer la presentation par des Deputés du Magistrat, comme elle avoit accoustumé de faire, elle la lui fit tenir par un Messager dans une lettre cachettée.

*Les Estats  
de Hollande  
permettent  
aux villes de  
créer leurs  
Magistrats  
Preuve  
XXXII.  
pag. 751.*

Les Estats de Hollande, voulant prevenir ces irregularités, & donner des bornes à cette grande autorité, que les Gouverneurs & Lieutenants Generaux de la Province s'estoient donnée en l'absence du Souverain, s'il leur arrivoit jamais de disposer de cette charge en faveur d'une personne de naissance ou de merite, ordonnerent, que le privilege de l'élection du Magistrat seroit conservé aux villes, qui l'avoient desja : que celles qui ne l'avoient point, le pourroient demander, & qu'on ne le refuseroit pas à celles qui estoient en possession de se trouver & d'avoir seance aux assemblées des Estats de la Province : mesmes qu'on le leur accorderoit si ample, qu'elles pourroient regler le nombre des personnes, dont le Magistrat seroit composé, & la maniere de les élire, ainzy qu'elles jugeroient la plus propre pour l'avantage & pour le service de leur ville. Avec cette reserve, que le Magistrat ne seroit composé que de personnes de la religion Reformée, suivant les Canons du Synode de Dordrecht, ou du moins qui n'y seroient point contraires. Que les Estats de Hollande, & en leur absence les Conseillers Deputés, feroient l'élection du Magistrat des villes qui n'ont point de seance en leurs Assemblées, & auroient la mesme disposition de toutes les offices de justice & de police, que le Gouverneur de la Province avoit auparavant.

*La Cour de  
Justice pre-  
tend qu'ils  
lui font tort.  
Preuve  
XXXIII.  
pag. 753.*

La Cour de Justice, qui estoit accoustumée de faire l'Election des Magistrats, pendant l'absence du Gouverneur, se voyant frustrée de ce beau droit, que les Estats de Hollande avoient reuni à leur Souveraineté, leur fit remonstrer par quatre Conseillers, que ce changement lui estoit d'un dernier prejudice, & la dépossédoit d'un droit dont elle jouïssoit depuis plusieurs siecles. Elle fit représenter au mesme temps le tort qu'on lui faisoit, en faisant donner l'ordre, ou le mot du guet par le premier des Conseillers Deputés, au lieu que c'estoit le President de la Cour, qui avoit accoustumé de le donner en l'absence du Gouverneur. Mais la Cour de Justice, qui ne faisoit que représenter le Gouverneur en ces occasions, & qui n'estoit employée qu'en son absence, ne pouvoit plus agir lors qu'il n'y avoit plus de Gouverneur, & les Estats de Hollande, qui vouloient estre reconnus pource qu'ils estoient en effect ;  
c'est



c'est à dire pour Souverains de la Province, s'estoient remis en la possession de tous leurs droits, dont les Gouverneurs avoient eu une disposition plus absolüe, pendant la guerre, que sous les Princes.

Les mesmes Estats donnerent aussy à leur Assemblée la disposition absolüe de toutes les charges militaires que la Province paye, jusques à celles de Capitaine inclusivement. Ils resolurent que sur la presentation de l'Université de Leide elle nommeroit le Recteur, & qu'à la nomination du Corps de la Noblesse, elle disposeroit aussy de la charge de Lieutenant de la Vennerie, laquelle comprend aussy celle de Maître des eaux & forests en cette Province. Mais les mesmes Estats, en se reservant la nomination des Officiers subalternes qui en dépendent, avec le pouvoir de faire des reglements pour les fonctions de cette charge, firent bien connoistre, que leur intention estoit de supprimer celle de Grand Veneur en chef, que les derniers Prince d'Orange avoient possédée. Ils se reserverent encore la disposition des graces, pardons, remissions & abolitions des crimes, & reunirent par ce moyen à la Souveraineté de la Province tout les droits, que les Gouverneurs, & les Princes d'Orange avoient autrefois eus en cette qualité. Les gardes à pied & à cheval du Prince defunct n'ayant plus de Capitaine General, ny de Gouverneur de Province à garder, devinrent aussy gardes des Estats de Hollande, qui firent quelque temps après de celles à pied un regiment de dix Compagnies.

*Ils disposent aussy des charges militaires, Preuve XXXIV. pag. 754. & de plusieurs autres charges. Preuve XXXV. XXXVI. & XXXVII. pag. 756. & suiv :*

Deux jours après le decés du Prince, la Princesse Doüariere, sa mere, fit représenter aux Estats Generaux, que le defunct, ne se trouvant pas satisfait des traittés qui avoient esté faits à Munster pour ses interests particuliers en l'an 1647, estoit depuis quelque temps demeuré d'accord avec l'Ambassadeur d'Espagne des conditions d'un autre traité, qui n'avoit pas pû estre signé, à cause du voyage, & en suite de la maladie & de la mort du Prince, mais qu'apparemment le mesme Ambassadeur ne feroit point de difficulté de le signer, devant que de partir, pour aller à Bruxelles, où il devoit faire un voyage, s'il leur plaisoit lui recommander l'interest de la Maison. Ils lui en firent parler par des Deputés; mais il s'en defendit, en leur faisant voir, que faute de procuration, qui venoit d'expirer par la mort du Prince, il ne pouvoit pas signer, & quand il signeroit tout ce qu'il feroit ne serviroit de rien, & seroit sujet à desadveu. Il promit pourtant de faire de si bons devoirs, tant auprès du Roy, son maistre, qu'auprès de l'Archiduc Leopold, Gouverneur des Provinces de l'obeïssance du Roy d'Espagne, que la Doüariere s'en pouvoit promettre la satisfaction qu'elle demandoit. Il s'en acquitta fort obligeamment; car s'estant fait envoyer un nouveau pouvoir, il fit l'année suivante un traité avec elle, & avec les autres tuteurs du Prince pupille, par lequel tout ce qui avoit esté stipulé aux premiers traittés, touchant le Marquisat de Bergues-op-zoom, fut entierement changé.

*La Princesse Doüariere demande que l'Ambassadeur d'Espagne achève le traité commencé avec le Prince defunct. Preuve XXXVIII. pag. 758. Le traité est conclu. Preuve XXXIX. pag. 760.*

Ce Marquisat avoit esté possédé, pendant les dernieres années de la guerre, en partie par Elisabeth de Berg, veufve d'Eitel-Frideric, Prince de Hohenzollern, & en partie par le Prince d'Orange, à qui les Estats avoient donné la possession de l'autre moitié, pour laquelle la Princesse estoit en procès avec le Roy d'Espagne, aussy bien que de tout ce qui appartenoit aux sujets du mesme Roy en ces païs, pour le recompenser de ce que les Espagnols lui detenoient & confisquoient en

*Diffèrent pour Bergues-op-zoom.*

*Le Roy  
d'Espagne le  
promet au  
Prince d'O-  
range.*

*Sup. Liv.  
2. pr. 23.*

*pag. 223.  
Sup. Liv.*

*2. pr. 29.  
pag. 232.*

*La Prin-  
cesse de Ho-  
henzollern  
se le fait  
adjudger.*

*L'Ambas-  
sadeur d'Es-  
pagne la  
veut faire  
contraindre  
de le ceder.*

*Preuve  
XL. pag.  
765.*

*Le Prince*

la Comté de Bourgogne, en Brabant, au païs de Luxembourg, & ailleurs. Le Prince Frideric Henry, voyant que la paix s'alloit conclurre, & voulant s'asseurer de cette belle acquisition, qui lui estoit de tres-grande importance, à cause du voisinage de sa Baronnie de Breda, qui y touche, se servit de l'occasion de la negociation qui se faisoit à Munster, & en fit faire quelque ouverture aux Ambassadeurs d'Espagne, par Jean de Knuyt, un des Plenipotentiaires de cet Estat, & un des plus affidés Ministres du Prince. Et comme les Espagnols demandoient la paix avec passion, & que le Prince les y pouvoit servir, comme il les y servit en effect, ils convinrent avec lui du traité, dont nous avons parlé ailleurs, par lequel le Roy d'Espagne lui promettoit, non seulement de lui conserver la moitié du Marquisat, dont il jouïssoit desja, mais aussi de le mettre en possession de l'autre moitié, & de l'acquérir pour lui de la Marquise. Mais dautant que ce traité ne pouvoit pas produire son effect, que celui de la paix ne fust conclu, & que le Prince mourut devant que le traité de Munster fust achevé, le Prince Guillaume, son fils & heritier, en fit faire un autre avec les mesmes Plenipotentiaires d'Espagne au mois de Decembre de la mesme année. La paix n'estoit pas encore faite lors que la Princesse se fit adjudger l'autre moitié du Marquisat, par le Conseil de Brabant qui est estably à la Haye, & n'ayant pas assés de complaisance pour le Roy d'Espagne, qui n'estoit pas son Souverain à l'égard du Marquisat, elle refusa de le ceder au Prince d'Orange, & de se faire recompenser d'autres terres, qui ne le valoient pas, ny à l'égard du revenu ny pour la qualité, ou bien de simples esperances, dont elle n'auroit jamais eu l'effect. Elle disoit, que le Roy d'Espagne & le Prince n'avoient pas pû mettre le Marquisat en commerce, sans sa participation & sans son consentement. Qu'elle l'avoit bien donné, mais que ce n'avoit esté, qu'après que le Prince l'eust asseurée, qu'il ne pretendoit pas le Marquisat, si le Roy d'Espagne ne l'en recompensoit, en sorte qu'elle fust satisfaite. Qu'elle ne l'estoit pas, & mesmes qu'on ne lui avoit pas fait la moindre offre de la part du Roy. Que ses Ministres avoient bien offert de faire une juste estimation du Marquisat & de son revenu, pour regler en suite la recompense, mais que ce n'estoit pas à eux à juger du prix & de la valeur du bien d'autrui, qui est situé dans le territoire des Estats. L'Ambassadeur d'Espagne, croyant pouvoir vaincre la fermeté de la Princesse, en y employant l'autorité des Estats Generaux, Souverains du Marquisat, les pria de nommer trois arbitres, qui avec les trois que l'Archiduc avoit desja nommés, feroient l'estimation des terres, que le Roy d'Espagne pretendoit donner en eschange de Bergues-op-zoom, de se servir de leur pouvoir & autorité, pour en deposseder la Princesse, si elle continuoit de faire la difficile, & de la contraindre de prendre recompense en d'autres terres, ou bien en argent, au dire des arbitres. Les Estats en nommerent trois; mais le Prince considerant, que cette maniere d'agir seroit extremement odieuse dans un païs, où la justice seule dispose de la propriété & de la possession des biens, & ce dans les formes, declara en mesme temps, que ce n'estoit pas son intention de contraindre la Princesse de lui ceder le Marquisat; mais qu'il entendoit qu'elle le fust volontairement: tellement que les Estats ne s'en voulurent plus mesler. Le Prince d'Orange, en faisant cette civilité apparente à la Princesse de



de Hohenzollern, ne renonça pas pour cela au Marquisat : au contraire *fait mine d'y renoncer,* il prit d'elle des feuretés, qui faisoient bien connoître, que son dessein estoit de se l'acquérir, & qu'en y renonçant en apparence, il vouloit se réserver un pretexte contre le Roy d'Espagne. Elle fut obligée de lui *mais prend des contre-* donner des contrelettres, par lesquelles elle promettoit de lui céder le Marquisat, toutes les fois qu'il lui feroit donner en échange d'autres terres de la même valeur & de la même nature. Il vouloit obliger le Roy d'Espagne à lui donner satisfaction, & presser les États, garants du traité, parce qu'il faisoit partie de celui de Munster, de l'exécuter, & de lui accorder des repesailles contre les Prelats de Brabant, qui estoient intervenus comme cautions au premier contrat, & qui avoient promis de le faire exécuter. On n'y pouvoit pas obliger le Roy d'Espagne, sinon en exécutant les Prelats, & cette exécution ne se pouvant faire qu'à main armée, & en faisant des violences fort approchantes d'hostilités déclarées, la rupture en estoit une suite, sinon infallible, au moins très-apparente. Les Espagnols demeuroient cependant dans les termes du traité, & offroient de dédommager la Princesse; de sorte qu'il ne tenoit qu'au Prince qu'il ne fust satisfait, en pressant la Princesse de souffrir qu'on la dédommageât, en argent ou en terres.

L'affaire estoit en ces termes, lors que le Prince permit à son Conseil de faire un troisième traité avec l'Ambassadeur d'Espagne, qui est celui dont nous parlons. Il portoit, qu'au lieu du Marquisat de Bergues-opzoom le Roy d'Espagne donneroit au Prince une bonne somme d'argent. Mais le Prince, qui n'avoit pas grand'envie de prendre de l'argent, assura qu'il estoit de pouvoir obliger la Princesse, en vertu de ses contrelettres, de lui céder le Marquisat, cherchoit tous les jours de nouveaux *Project d'un troisième traité,* pretextes, pour en différer la signature. L'Ambassadeur d'Espagne l'en pressoit continuellement, & se fit enfin promettre, lors que le Prince partit pour aller en Gueldre, qu'il le signeroit incontinent après son retour : mais sa maladie, & ensuite son décès l'empêcherent de donner la dernière perfection au traité. La Princesse Douairière vouloit que l'Ambassadeur l'achevât avec elle. Le pouvoir de l'Ambassadeur ne parloit que de la personne du Prince, lequel n'estant plus, il ne lui estoit pas permis de l'étendre jusques aux héritiers & aux tuteurs. D'ailleurs le Roy d'Espagne, son maître, considéroit le Prince défunt, comme le Capitaine General des armes de cet État, & comme Gouverneur de la plupart de ces Provinces, où il avoit une autorité fort approchant de la Souveraine : tellement qu'il en pouvoit tirer des avantages, qu'il ne pouvoit plus espérer, après son décès, de celui qui lui succéderoit. La Princesse Douairière, en faisant négocier avec l'Ambassadeur d'Espagne, tâchoit aussi de profiter des contrelettres de la Princesse de Hohenzollern, qui avoient été trouvées parmy les papiers du Prince défunt, & la vouloit obliger à céder le Marquisat de Bergues-opzoom : mais elle répondit, que ces lettres lui avoient été extorquées par le Prince, qui lui avoit fait dire, que si elle faisoit difficulté de les lui donner, il se joindroit au Roy d'Espagne, & se feroit mettre en possession de ce qui lui avoit été promis. Qu'elle avoit été obligée de céder à la force, & à l'autorité du Prince : toutefois qu'elle n'auroit point de répugnance à exécuter ce qu'elle avoit promis par ses contrelettres, si l'on jugeoit qu'elle y fust obligée, pourveu qu'elle en fust recompensée en des terres de la même valeur & de la même nature, *que le décès du Prince laisse imparfait.*

sous la Souveraineté de cet Estat, & que la Baronnie de Breda, ou d'autres terres de la mesme qualité, pouvoient seules servir de compensation au Marquisat de Bergues-op-zoom. La réponse de la Princesse de Hohenzollern fit renouër la negociation avec l'Ambassadeur d'Espagne, lequel ayant cependant reçu de nouveaux ordres de Madrid sur ce sujet, consentit à la conclusion du troisieme traitté, & le signa. Il portoit, que le Prince d'Orange demeureroit en la possession des terres, qu'il avoit cedées au Roy d'Espagne par les deux traittés precedents, & que le Roy, pour le recompenser du Marquisat, lui payeroit la somme de cinq cens mille livres, en deux termes, & lui constitueroit une rente de quatre vingts mille livres, rachetable au dernier vingt.

Ce traitté ne fut conclu neantmoins, qu'après que les deux Princesses, Royale & Doüariere, veufve & mere du Prince defunct, eurent aucunement réglé entre elles la tutele du jeune Prince, qui avoit esté contestée avec des aigreurs & des animosités, dont il sera necessaire de dire icy les particularités, devant que d'entrer au recit de celles de la grande Assemblée, qui feront la meilleure partie du livre cinquieme de cette Histoire.

*La Princesse Royale accouche d'un fils.*

Preuve  
XLI. pag.  
768.

*La Doüariere le recommande aux Provinces.*

Preuve  
XLII. pag.  
768.

*Elle leur escrit.*  
Preuve  
XLIII. pag.  
769.

*Sans succès.*

*Le Comte Guillaume de Nassau est fait Gouverneur de Groningue.*

*Lui & le Comte Maurice se recommandent.*

Preuve  
XLIV. pag.  
772.

*Les Estats de Zeelande suppriment la qualité de Premier Noble.*

Preuve  
XLV. pag.  
773.

La Princesse Royale, dont la grossesse estoit fort avancée lors que le Prince mourut, accoucha d'un fils posthume le 14 Novembre, c'est à dire huit jours après le decés du Pere. Cinq ou six jours après qu'elle fut accouchée, la Princesse Doüariere escrivit aux Estats de toutes les Provinces, que la perte inestimable, que la Maison d'Orange venoit de faire, par le decés du Prince Guillaume, ayant esté en quelque façon réparée par la naissance du jeune Prince, elle les prioit de considerer, quelle reflexion ils devoient faire sur sa personne, lors qu'ils parleroient de donner un autre Capitaine General à l'Estat, & un autre Gouverneur à leur Province, à cause des importants services, que ses predecesseurs avoient rendus à l'Estat, qui leur devoit sa grandeur & sa prosperité. Elle fit sçavoir aux Estats Generaux, qu'elle avoit envoyé cette lettre aux Provinces; mais ils se contenterent de le sçavoir, & de s'en rapporter à la réponse que leurs Committents y feroient. D'ailleurs la lettre, bien loin de produire l'effect, que la Princesse Doüariere s'en promettoit, en produisit de tous contraires en quelques unes des Provinces, & particulièrement en celle de Groningue & des Omme-landes, dont les Estats donnerent le Gouvernement, vacant par le decés du Prince defunct, au Comte Guillaume de Nassau, qui le joignit parce moyen à celui de Frise: & dans les autres l'on n'y fit point de reflexion du tout. Le mesme Comte Guillaume, comme aussy Jean Maurice de Nassau, Lieutenant General de la Cavallerie & Gouverneur de Wesel, firent offre de leur service à l'Estat, en des termes qui faisoient juger, qu'ils recommandoient plus leurs personnes, que l'interest general de la Maison.

De l'autre costé les Estats de Zeelande declarerent, que la qualité de Premier Noble, representant toute la Noblesse de la Province, dont le Prince se trouvoit revestu lors qu'il mourut, avoit esté purement personnelle: que les Princes d'Orange ne la pouvoient pas pretendre à cause des terres qu'ils possèdent en certe Province là: qu'elle ne leur avoit esté donnée qu'en la seule consideration de leur naissance, de leur merite personnel, & des importants services qu'ils avoient rendus



à l'Estat, & qu'elle avoit esté esteinte avec la personne du Prince dernier decédé. Et de fait Jean de Knuyt, qui avoit représenté la personne du Prince, en cette qualité de Premier Noble, tant dans l'assemblée des Estats Generaux, qu'en celle des Estats particuliers de la Province, & au College de l'Admirauté, voulant continuer de prendre sa place dans l'assemblée des Estats de Zeelande, les Deputés des villes s'y opposerent, bien que le Conseil du Prince, à qui les Estats de Hollande, comme intendants de la tutele du jeune Prince, avoient laissé la direction des affaires de la Maison, en attendant que celles de la tutele fussent réglées, fissent de grands devoirs pour l'y maintenir. Il protesta contre la resolution des Estats, & s'opiniastra à tenir la premiere place dans l'Assemblée, jusques à ce qu'il vist, qu'on lui alloit faire violence, s'il refusoit de ceder à la raison, & à l'ordre de ses superieurs. Mais c'estoit un interest de la Province, ou le mesme Conseil eut de bien plus importants démêlés, dont il sera parlé cy-après.

La Princesse Royale, se voyant mere, pretendoit la tutele de son fils, tant comme tutrice naturelle, que parce qu'elle y avoit esté designée par la derniere volonté du Prince, son mary. La Princesse Doüariere disoit, que sa bru estant mineure, & ayant elle mesme besoin de Tuteur, ou du moins de Curateur, elle ne pouvoit pas estre tutrice, & que la derniere volonté du defunct ne se trouvoit exprimée que fort imparfaitement, dans un Testament, lequel estant destitué de toutes ses formes & solemnités, ne pouvoit estre considéré que comme une feuille volante, & comme un broüillon, sans date, sans signature, & sans aucune marque qui le püst rendre authentique. La Princesse Royale soustenoit, que sa qualité & son mariage la mettoient hors de tutele, en l'aage où elle estoit, & qu'il suffisoit, que le Prince, son mary, l'eust jugée capable d'élever leurs enfants communs, & d'administrer les biens de la succession, & que l'on ne pouvoit pas douter de l'intention du defunct, puis que les dernieres actions de sa vie estoient des preuves indubitables de la derniere confiance, qu'il avoit en elle.

Cette confiance avoit paru principalement dans l'ordre, qu'il avoit donné peu de mois devant son decés à Frideric, Comte de Dona, lors qu'il l'envoya à Orange pour y commander en qualité de Gouverneur. Ce brevet, que le Prince avoit fait cachetter devant que de le donner au Comte, & qui estoit accompagné d'un commandement exprés de ne l'ouvrir qu'après la mort du Prince, portoit, qu'il auroit à garder la place après le decés du Prince, pour la Princesse Royale, son épouse, de la maintenir envers & contre tous, & de suivre les ordres, qu'elle lui donneroit. Le Comte estoit néveu, fils d'une sœur, de la Princesse Doüariere, & c'estoit en sa consideration que le Prince lui avoit donné le gouvernement d'Orange. La Principauté avoit esté substituée, avec tous les autres biens de la Maison, par le Prince Henry, en faveur de l'Electrice de Brandebourg, sa fille aînée, & de ses enfants. Il estoit sujet de l'Electeur, & l'intention de la Princesse Royale estoit, à ce que l'on disoit avec beaucoup d'apparence, de donner ce gouvernement au Baron de la Vieville, alors Lieutenant Colonel du regiment de Douchant, & presentement Evêque de Rennes en Bretagne. Tellement que le Comte, qui pouvoit couvrir son interest du pretexte de celui de la Maison, & qui y mesloit encore celui de la religion, parce que la Vieville faisoit profession de la religion Romaine, ne confide-

*La Princesse Royale pretend la tutele. Preuve XLVI. pag. 780. Demeulé avec la Doüariere.*

*Le Prince veut que la Princesse Royale dispose de la Principauté d'Orange après son decés. Preuve XLVII. pag. 781.*

*Elle est substituée. Preuve XLVIII. pag. 781.*

*La Princesse  
Royale tâ-  
che de s'en  
saisir.*

roit pas beaucoup les ordres, qui ne lui venoient point de la part de la Doüariere, sa tante. La Princesse Royale, ayant trouvé une copie du brevet dans le cabinet du Prince, dont elle s'estoit saisie, & sçachant que le Comte dépendroit entierement des volontés de la Doüariere, employa un nommé Rafaëlis, qui après avoir esté pasteur de l'Eglise François de la Haye, avoit quitté le Ministère pour entrer au Conseil du Prince. Il avoit des amis & des habitudes à Orange, qui estoit le lieu de sa naissance, & il faisoit esperer, qu'il trouveroit le moyen d'y faire reconnoître l'autorité de la Princesse Royale. Il fit le voyage en effect, mais le Comte de Dona en ayant esté averty, le fit arrester deux heures après qu'il y fut arrivé; prevenant par ce moyen le succès des cabales qu'il avoit commencé à faire, pour de posséder le Comte du gouvernement, & pour le faire sortir du Chasteau. La Princesse Royale se plaignit de son procedé: elle lui reprocha son ingratitude, & l'accusoit d'avoir manqué à sa parole, & au serment qu'il avoit fait lors que le Prince lui donna le gouvernement. Mais le Comte ne laissa pas de s'y faire maintenir, par les trois Estats & par le Parlement de la Principauté, qui se declarerent pour l'Electeur de Brandebourg, & pour la Doüariere: jusques à ce que la Princesse Royale, engageant en ses interets la Cour de France, où la Reine d'Angleterre, sa mere, estoit fort considerée, trouva le moyen de l'en faire sortir quelques années après, en faisant donner recompense au Comte: mais elle ne put pas empêcher que la place ne fust démantelée.

*Codicille du  
Princes Guil-  
laume.  
Preuve  
XLIX. pag.  
782.*

*Plusieurs  
Princes de-  
mandent la  
tutele du  
jeune Prince,*

*comme aussi  
l'Electeur de  
Brandebourg.*

Le Prince avoit aussi témoigné l'estime qu'il faisoit de la Princesse Royale, par le codicille qu'il avoit fait vers la fin de l'année 1649, dans lequel il avoit augmenté son Doüaire d'un tiers, c'est à dire celui de cent mille livres, qui lui avoit esté promis par son contract de mariage, à cent cinquante mille livres, s'il arrivoit qu'il laissast des enfants, & à deux cens mille livres, s'il decedoit sans enfants, quoy qu'elle ne lui eust apporté autre dot, que l'avantage d'une tresillustre alliance. La Princesse Royale fit dire aux Estats de Hollande, qu'elle estoit preste de s'en rapporter à la Cour de Justice de la Province, & de la faire juge de ses pretensions, & des intentions du feu Prince son mary, si elle vouloit prendre la peine de faire examiner ses dernieres dispositions, qu'elle leur mettoit entre les mains. Philippes Louis & Frideric Louis de Baviere, Princes Palatins du Rhin, dont le premier estoit fils de Frideric IV. Electeur Palatin, & de Julienne de Nassau, fille de Guillaume, Prince d'Orange & de Charlotté de Bourbon Montpensier, sa troisième femme, & l'autre estoit fils de Frideric Casimir, Prince Palatin, de la branche de Deuxponts, qui avoit son appennage à Landsberg, & d'Amilie, fille du mesme Guillaume de Nassau, & de Charlotté de Bourbon, pretendoient aussi la tutele. D'ailleurs Emanuel & Louis Guillaume, Princes de Portugal, nés d'Anne, fille de Maurice, Electeur de Saxe, deuxième femme du mesme Prince Guillaume, & ainsi aussi proches parents paternels du pupille que les autres, demanderent aussi d'y estre admis. Mais celui qui y fut le plus consideré, après les deux Princesses, ce fut l'Electeur de Brandebourg. Il avoit épousé la sœur aînée du Prince, substituée par le Testament du Prince Henry, son Pere, ainsi que nous venons de dire, de sorte qu'il y intervint pour la conservation des droits de l'Electrice sa femme, & vouloit avoir part à la tutele; de peur, disoit il, que les biens de la Maison ne passassent en des mains



maines estrangeres. Les deux derniers Princes d'Orange avoient fait de grandes dépenses, pour soustenir la Maison Royale d'Angleterre; l'un par un mouvement d'ambition & de generosité, & l'autre par devoir, & l'Electeur craignoit, que la Princesse Royale, qui avoit témoigné qu'elle estoit de trop bon naturel pour abandonner ses freres, n'achevast de ruiner les affaires de la maison, qui se trouvoit desja fort incommodée. Il offrit le premier d'administrer la tutele à ses dépens, & se joignit à la Princesse Doüariere, tant par respect & interest, que parce que d'ailleurs il y avoit quelque démeslé entre l'Electrice sa femme & la Princesse Royale, laquelle comme fille de Roy, ne vouloit pas quitter le rang, qu'elle pretendoit estre deu à sa naissance, & refusoit de ceder à l'Electrice, qui dans l'Empire ne cedit qu'aux Testes Couronnées.

*Il se joint à la Doüariere,*

L'Electeur, pour donner plus de vigueur à ses poursuites, vint en personne à la Haye, & ne pouvant pas souffrir, que la justice ordinaire fust juge d'une affaire de cette nature, entre des personnes de cette qualité, & que la Princesse Royale depostast le Comte de Dona du gouvernement d'Orange, il la fit prier par un escrit, que le Baron de Sueryn lui delivra, de s'accommoder aux sentiments de la Doüariere, & de ne porter pas les affaires à l'extremité. Il estoit persuadé, que Louis de Nassau, Seigneur de Beverweert, & Jean de Kerckhoven, Seigneur de Heemvliet, les aigrissoient par les Conseils qu'ils donnoient à la Princesse Royale. Et comme il avoit une deference presque aveugle pour les desirs de sa belle mere, sachant qu'elle haïssoit ces deux Seigneurs, il fit dire au premier par deux de ses Ministres, accompagnés d'un Nottaire, qu'il trouvoit estrange de le voir meslé si avant dans l'affaire de la tutele. Que ses Conseils n'avoient pas esté utiles, ny à la Maison, ny à la personne du Prince d'Orange. Qu'il le vouloit bien faire avertir, qu'à l'avenir il eust à s'en abstenir, & à donner d'autres Conseils à la Princesse Royale. Qu'il devoit sçavoir qu'elle obligation il avoit à la Maison, & que s'il manquoit de rendre à la Doüariere le mesme respect, qu'il lui avoit rendu pendant la vie du Prince, son mary, il sçauroit bien s'en faire faire raison. Beverweert répondit, qu'il n'estoit ny aux gages ny au serment de la Princesse Royale, mais que si elle avoit besoin de ses Conseils, il ne refuseroit pas de les lui donner, à cause du respect qu'il conservoit pour la memoire du Prince defunct: mais qu'il ne lui en donneroit jamais, qui pussent faire tort aux affaires du Prince, son fils. Qu'il ne manqueroit pas à celui qu'il devoit à l'Electeur, comme à un Prince d'une treseminente qualité; mais qu'estant sujet des Estats de Hollande, ses Souverains, & non de son Altesse Electorale, c'estoit à eux & non à elle, à qui il avoit à rendre compte de ses actions. Et pource qui est du respect que l'Electeur vouloit qu'il rendist à la Doüariere, que n'ayant point d'obligation à la personne de la Princesse, il sçavoit quelle consideration il devoit avoir pour sa qualité. L'Electeur fit dire au Sieur de Heemvliet, qu'il n'estoit pas de condition à manier des affaires de cette nature, & que se contentant de faire celles de la Maison, il ne se devoit pas mesler de celles de la tutele. L'autre répondit, que c'estoit le feu Roy d'Angleterre, qui l'avoit placé auprès de la Princesse sa fille, en qualité d'Intendant de sa Maison. Que le Roy d'à present avoit désiré qu'il continuast de la servir. Qu'il ne se mesloit point des affaires du Prince: mais que ny l'Electeur, ny qui que ce soit l'em-

*En presse la Princesse Royale de s'accommoder avec elle.*

*Preuve L. pag. 785.*

*Il s'en prend au Sieur de Beverweert de l'animosité qui est entre les deux Princesses,*

*Preuve LI. pag. 787.*

*En au Sieur de Heemvliet.*

*Preuve LII. pag. 789.*

*La réponse du Sieur de Beverweert.*

*Celle du Sieur de Heemvliet.*

l'empescheroit de servir la Princesse de ses Conseils. Et comme il sçavoit, que l'Electeur protegeoit ses Ministres, quand ils executoient ses ordres, aussy ne doutoit il point, que le Roy d'Angleterre ne le maintinst en la fonction de son employ.

Beverweert estoit du corps de la Noblesse de Hollande, & en cette qualite Deputé aux Estats de la Province, qui estoient assemblés. Il leur fit rapport de ce qui lui estoit arrivé, & la Princesse Royale, y joignant ses plaintes, demanda leur protection contre les menaces de l'Electeur, qui vouloit empescher l'Intendant de sa Maison, & un de ses amis de l'assister de leurs Conseils dans l'affaire de la tutele, & les pria d'en prevenir les effects par leur prudence. La Princesse Doüariere voulut excuser le procedé de l'Electeur, mais les Estats de Hollande firent dire aux Ministres & à ceux du Conseil de l'Electeur, qu'ils trouvoient ce procedé, comme incompatible avec la constitution de cet Estat, fort mauvais, & qu'ils prenoient Beverweert & Heemvliet en leur protection & Sauvegarde particuliere. Ils firent prier & exhorter la Doüariere de faire en sorte, que l'Electeur, son gendre, n'en usast plus de cette maniere: qu'il laissast à la justice la decision des affaires, dont elle se trouvoit faisie, & qu'il n'entreprist plus à l'avenir de menacer & de mal traiter les personnes qui s'approchent de la Princesse Royale, ou qui l'assistent de son Conseil. Les mesmes Estats de Hollande, pour témoigner combien cette action leur déplaisoit, voulurent bien faire connoistre, qu'à l'avenir ils ne souffriroient pas que les Princes estrangers entraissent dans la Province, sans les en avertir, & sans avoir obtenu leur consentement.

Dés le commencement de l'année 1651 ils avoient renvoyé la connoissance du different de la tutele à la Cour de Justice de Hollande, comme aux juges naturels de cette sorte d'affaires, & intendants perpetuels de la tutele de tous les enfants mineurs de la Province, & en mesme temps ils avoient resolu, que ceux qui ont part à la direction des affaires de la Province, n'en pourroient point prendre à l'administration de la tutele; parce que l'intention des Princesses estoit d'y appeller quelques uns de leurs amis, qui eussent pû appuyer leurs interests dans l'Assemblée. La Cour de Justice, qui avoit ordre de proposer des moyens d'accommodement aux parties, suivant la coustume & son instruction, devant que de les engager dans un procès formel, tâcha d'y disposer les Princesses; mais dautant que la Princesse Royale vouloit estre reconnüe en la qualité de tutrice naturelle, devant que de faire part de l'administration à la Doüariere, & que cellecy pretendoit d'y estre admise de son chef, & d'exclurre mesmes l'autre, à cause de son aage, il fallut que la Justice reglast le different. Comme en effect la Cour, en prononçant en la faveur de la Princesse Royale, la maintint en la possession de la tutele, où elle s'estoit mise. L'Electeur de Brandebourg, comme le plus proche Allié du costé du pere, y fut joint, tant pour l'administration des biens, que pour l'education de la personne du jeune Prince, & la Princesse Doüariere fut surrogée. Mais la collation des offices & des benefices vacants fut laissée à la Princesse Royale, avec la faculté de disposer, au nom du Prince son fils, de toutes les charges qui n'estoient point affectées à son doüaire. & de remplir en son propre nom celles dont son contract de mariage lui avoit acquis la disposition absolüe. La Doüariere & l'Electeur appellerent de cette sentence, & ce fut pen-

*La Princesse Royale s'en plaint.*

*Preuve LIII. pag. 791.*

*Les Estats de Hollande s'en trouvent offensés, Ibid.*

*Et en font parler à la Doüariere.*

*Renvoient l'affaire de la tutele à la Cour de Justice.*

*Preuve LIV. pag. 793.*

*ne veulent pas que ceux de l'Estat s'en meslent.*

*Preuve LV. pag. 793.*

*La Cour maintient la Princesse Royale.*

*Preuve LVI. pag. 794.*

*L'Electeur*



pendant l'appel, que l'Electeur, qui estoit cependant arrivé à la Haye, fit faire quelque ouvertures d'accommodement. Depuis que l'Allemagne a commencé à connoître le droit Romain, sous l'Empereur Lothaire II, il y a plus de cinq cens ans, la plupart de ses Princes ont remply leurs Conseils de gens, qui pour tout raisonnement n'employent que l'autorité de Justinien, & les distinctions de ceux que l'on appelle Jurisconsultes. Ce ne sont en effect que des sophistes, plus capables de brouiller que de démesler les affaires, & c'est de cette sorte de Ministres que l'Electeur se servit en cette negociation: aussy n'eut elle pas le succès, que l'on eut pû esperer de Ministres plus moderés, & moins attachés à leur sens. De sorte qu'il fallut que la Justice les mist d'accord. Le Grand Conseil, où l'Electeur & la Princesse Doüariere avoient relevé leur appel, ordonna par son arrest du 29 Juillet, que la Princesse Royale, l'Electeur, la Doüariere & le Prince de Landsberg feroient appellés à la tutele. La Princesse Royale, qui n'y trouvoit pas les avantages, que la Cour Provinciale lui avoient adjudés, & qu'elle croyoit estre deus à une mere, declara qu'elle les chercheroit dans une requeste civile que l'on appelle icy revision. L'Electeur & la Doüariere esperoient l'en pouvoir faire exclurre à cause de son aage, & le Prince de Landsberg déplaisoit aux uns & aux autres.

*Et la Doüariere en appellent.*

*Le Grand Conseil appelle les deux Princes & l'Electeur à la tutele. Preuve LVII. pag. 795.*

Ces contestations faisoient un prejudice irreparable aux affaires du Prince pupille. Le defunct avoit emprunté à Amsterdam deux millions de livres peu de mois devant son decés, & la Doüariere soustenoit que cette somme avoit esté divertie, pendant que les creanciers, qui estoient en grand nombre, & particulièrement les marchands de la Haye, demandoient leur payement avec importunité. Les doüaires des deux Princesses, qui montoient à environ deux cens mille livres, absorboient le plus clair revenu de la Maison, qui ne touchoit rien des sommes considerables qui lui estoient deües en Angleterre & en Espagne; tellement qu'elle alloit tomber dans la derniere confusion. C'est pourquoy les Princesses furent enfin conseillées de souffrir que leurs Ministres reglassent entr'elles le different, que la Justice n'avoit pas pû decider au contentement des uns & des autres. Leur accommodement, qui fut signé un mois après l'arrest du Conseil, portoit: que la tutele seroit administrée par les deux Princesses & par l'Electeur conjointement, à l'exclusion du Prince de Landsberg: en sorte neantmoins que la Princesse Royale y auroit seule autant de part que l'Electeur & la Doüariere ensemble. Pource qui est de la Principauté d'Orange, de laquelle la Princesse Royale pretendoit pouvoir disposer, en vertu de l'ordre qui avoit esté donné au Comte de Dona, & à l'égard de la collation des offices & des benefices dependants de son doüaire, qui viendroient à vaquer, les parties s'en rapportèrent au jugement des deux Cours de Justice. En suite de cet accommodement la Princesse Royale ne refusa plus aux autres Tuteurs la clef du cabinet, qu'elle avoit fait ouvrir, & dont elle avoit disposé depuis le decés du Prince. Ils la voulurent obliger à declarer, en faisant un serment solennel, qu'elle n'en avoit rien destourné; mais l'on demeura enfin d'accord, qu'à cause de sa qualité on l'en croiroit à sa parole.

*Les Princesses & l'Electeur s'accordent. Preuve LVIII. pag. 797.*

Les animosités des deux Princesses ne parurent pas seulement, avec esclat, pendant toute la poursuite de ce procès, mais aussy dans une rencontre de moindre importance, où il n'y avoit point d'intérest

*I. Part.*

*E c*

*meilé,*

*Les Etats  
offrent de  
présenter le  
jeune Prin-  
ce au bap-  
tesme.*

*Preuve  
LIX. & LX.  
pag. 802.  
Démesslé des  
Princesses au  
baptême.*

messé. Les Estats Généraux, aussy bien que ceux de Hollande, avoient fait offrir aux deux Princesses incontinent après la naissance du jeune Prince, de le présenter au baptême, dont les ceremonies se devoient faire le 15 Janvier 1651. Elles receurent cet honneur avec civilité, mais elles entrèrent en contestation sur le nom, que l'on donneroit à l'enfant. La Princesse Royale témoigna desirer qu'on le nommast Charles, & la Doüariere refusa de se trouver au baptême, si on lui donnoit un nom qu'elle croyoit funeste & de mauvais augure, après le desastre qui venoit d'affliger la Maison Royale d'Angleterre. De l'autre costé le Duc de York, qui venoit d'arriver au pais, & qui avoit fait esperer, qu'il serviroit de Chevalier d'honneur à la Doüariere en cette ceremonie, n'en voulut rien faire, & s'en excusa sur ce qu'il ne pouvoit pas de bonne grace paroistre, disoit il, dans une assemblée, où se trouveroient plusieurs personnes de qualité & des Deputés de l'Estat, puis qu'il ne les avoit pas encore veu chez eux depuis qu'il estoit arrivé. Ce fut son pretexte; mais en effect il ne vouloit pas faire plaisir à la Doüariere, pour déplaire à la Princesse sa soeur.

*Ses parains  
& maraines.*

*Les pre-  
sents qu'ils  
font au jeune  
Prince.*

*Démesslé  
des Tuteurs  
avec les vil-  
les de Zee-  
lande.*

Ce n'est pas mon intention d'enfler cette Histoire de toutes les circonstances de cette ceremonie, & de la pompe des funerailles du defunct, puis que l'on en a fait des relations particulieres: mais je diray seulement, que l'on y remarqua en ce temps là, que celle du baptême estoit accompagnée d'un faste trop esclatant pour la fortune presente de la Maison. Les uns en prirent occasion de parler des vastes desseins du defunct, & les autres y trouvoient des marques de l'ambition déreglée des deux Princesses. Le Pere avoit eu ses gardes du corps, comme Capitaine General & Gouverneur de Province. Le fils n'estoit ny l'un ny l'autre, & neantmoins l'on vid marcher des archers, ou haliebardiens, aux deux portiers du carosse qui portoit l'enfant. L'hermine, dont il estoit couvert, & la suite des Princesses, qui faisoient une partie du cortège, marquoient quelque chose de plus que la Souveraineté de la Principauté d'Orange, & une grandeur, que ses predecesseurs n'avoient pas affectée. Les Deputés des Estats Generaux, des Estats de Hollande & de Zeelande, & des villes de Delft, de Leide & d'Amsterdam, y assisterent comme parains, & Elisabeth d'Angleterre, Reine de Boheme, tante de la Princesse Royale, s'y trouva comme maraine; mais la Princesse Doüariere lui donna le nom, & le fit appeller Guillaume-Henry. Les Estats Generaux lui envoyerent dans une boüette d'or, de la valeur de cinq cens escus, un brevet d'une pension viagere de huit mille livres, à l'exemple de ce qui s'estoit fait en l'an 1626 à l'égard de son Pere. Les Estats de Hollande lui donnerent une pension de cinq mille livres: ceux de Zeelande lui firent present d'une somme de vingt mille livres une fois payée, & les trois villes chacune une pension, l'une de six cens, l'autre de douze cens & la troisième de mille livres.

Le démesslé, que les Tuteurs avoient en Zeelande, estoit bien plus fâcheux, & de bien plus grande importance pour le jeune Prince. La Princesse Royale tâchoit d'y faire revivre la qualité de Premier Noble, & ses amis ne lui faisoient pas seulement esperer cet avantage, mais aussy qu'ils le feroient declarer, ou du moins designer Gouverneur de la Province. Les Estats de Hollande, qui en estoient bien avvertis, se servirent de l'occasion de quelques Deputés, qu'ils envoyerent en Zeelande pour des affaires, dont il sera parlé ailleurs, pour découvrir ces intrigues, & pour

en



en destourner les effets. Henry Thibault, Seigneur de St. Agathequerque, & Jean van Landsberguen, Docteur en Medecine, tous deux Bourguemaîtres de la ville de Middelbourg, estoient ceux qui avoient le plus de credit dans la Province, & qui y travailloient pour l'intereſt de la Maison d'Orange avec plus de zele que de succès. Les Eſtats de cette Province là avoient reſolu de ſuivre l'exemple de ceux de Hollande, & de reunir à leur Souveraineté la faculté, que les Princes du païs avoient laiſſé à leurs Lientenants Generaux dans la Province, de créer les Magiſtrats, tant pour la police que pour la Juſtice. Les Princes d'Orange l'avoient exercée en toutes les villes de Zeelande, à la reſerve de celle de Goes, & en leur abſence, la Cour de Juſtice, eſtablie à la Haye, & compoſée de Conſeillers Hollandois & Zeelandois, avoit eu la meſme autorité. Mais d'autant qu'il y avoit bien plus de Conſeillers Hollandois que Zeelandois en cette Cour, les villes de Zeelande ne la voulurent pas reconnoiſtre, ny recevoir de ſes mains les perſonnes, qui devoient avoir la principale direction des affaires de la Province, & demanderent aux Eſtats la permiſſion & la privilege de créer leurs Magiſtrats. Ce changement ne ſe fit point dans Middelbourg, ſans alterer en quelque façon les droits des habitants, qui de tout temps y ont quelque part, par ce que la nomination des perſonnes, que l'on preſentoit au Gouverneur, pour en choiſir un certain nombre, ſe faiſoit, & ſe fait encore, dans Middelbourg par douze bourgeois, à qui l'on donne la qualité d'Electeurs. Ce ſont autant d'eſtrangers, qui ayant acquis le droit de bourgeoisie dans la ville, nomment un certain nombre de perſonnes, dont le Prince, comme Gouverneur de la Province, choiſiſſoit la moitié, pour en faire le Magiſtrat pour une année. A cette occaſion Thibault & Landsberguen avoient fait faire un nouveau reglement, qui obligeoit les Electeurs, qui prenoient le plus ſouvent leurs candidats du corps de la bourgeoisie, à en prendre une partie dans le Magiſtrat meſme; ce qui faiſoit tort aux bourgeois, à qui l'on fermoit en quelque façon l'entrée au Magiſtrat par ce reglement. Les pasteurs ne manquerent pas de le faire remarquer en leurs ſermons, & d'animer le peuple au reſſentiment, en ſorte qu'un jour il ſ'advifa de courir en troupes à l'Abbaye, qui eſt le lieu où les Eſtats de la Province ſ'aſſemblent, à deſſein de ſ'en venger ſur les deux Bourguemaîtres. Ils furent aſſés heureux pour ſe tirer des mains de la Canaille, qui les contraignit de ſortir de la ville & de la Province, pour ſauver leur vie, mais la maiſon de Landsberguen fut pillée, & preſque rafée. Ses livres, ſes tableaux, ſa vaiſſelle & ſes autres meubles furent jettés par les fenestres, briſés, rompus & deſtruits, avec la meſme brutalité, que l'on avoit veu quelques années auparavant dans la ville de Naples. Les meſmes pasteurs, qui estoient en partie cauſe de ce ſoulevement, furent ceux qui arreſterent le fureur du peuple, lors qu'il ſe voulut jeter ſur la maiſon de Thibault, & aiderent à faire ſupprimer le nouveau reglement, qu'il avoit fait.

Après la retraite de ces deux Bourguemaîtres, les quatre premieres villes de la Province voulurent obliger celles de Vlissingue & de Vere, à ſe faire donner auſſy par les Eſtats le privilege de créer leur Magiſtrat politique, qui, à ce que les quatre villes ſouſtenoient, n'avoit eſté fait juſques alors par les Princes d'Orange, que parce qu'ils estoient Gouverneurs de la Province, & non comme Seigneurs de ces deux villes. Elles diſoient, qu'en cette derniere qualité ils n'y avoient point eu autres

*Les quatre villes de Zeelande ſe declarerent contre le Prince d'Orange. Preuve LXXI. pag. 803.*

droits, ny d'autre pouvoir, que ceux qui se trouvent ordinairement annexés aux fiefs, auxquels les Souverains ne prétendent pas affecter d'autres avantages, que ceux qui se trouvent exprimés dans les lettres d'acquisition : & qu'il ne se trouveroit pas, qu'en celles que les Estats de la Province avoient données aux Princes d'Orange, en alienant les Seigneuries de Vlissingue & de Vere, ils se fussent dépoüillés de ce droit de Souveraineté, de créer les Magistrats dans les deux villes, où qu'ils leur eussent osté les privileges, que les Princes de la Maison de Bourgogne, ou bien leurs predecesseurs, leur avoient accordés. Les Tuteurs du jeune Prince, allarmés de cet advis des Conseillers Deputés de Zeelande, sur lequel les Estats devoient deliberer dans la premiere Assemblée, y firent représenter. Que les Princes d'Orange avoient de tout temps eu le droit de créer les Bourguemaîtres, aussy bien que les Eschevins, dans les villes de Vlissingue & de Vere, non comme Gouverneurs & Lieutenants Generaux de la Province, mais comme Marquis & Seigneurs de ces deux villes, en vertu de leurs lettres d'acquisition, & des anciennes lettres d'investiture. Ils firent faire un escrit sur ce sujet, par lequel ils pretendoient destruire la force des raisons des Conseillers Deputés, mais ceux des quatre villes, jugeant que les Tuteurs les combattoient trop foiblement, & avec des armes inégales, preschoient leur Conseiller Pensionnaire de conclurre, suivant l'advis des Conseillers Deputés, nonobstant l'opposition & protestation des deux autres. Ils firent enregistrer leur resolution au greffe & à la Chambre des Comptes; mais comme elle ne fut pas prise du consentement unanime de tous ceux qui estoient en possession de se trouver à l'assemblée des Estats, & que les Deputés des Assemblées suivantes n'ont pas toujours esté dans les mesmes sentimens, elle n'a pas pû estre executée jusques icy, & ne le fera pas, tant que le Prince aura en Zeelande le credit qu'il y a presentement.

*Ses Tuteurs  
defendent ses  
droits.*

*Preuve  
LXII. pag.  
829.*

*Les senti-  
ments des  
estrangers  
touchant la  
mort du  
Prince.*

La mort du Prince d'Orange, qui changeoit en quelque façon la constitution de cet Estat, parce qu'il se trouvoit sans Capitaine General, & la pluspart des Provinces sans Gouverneur, ce que l'on n'avoit pas veu depuis sa fondation, ne pouvoit pas estre indifferente à ses voisins, avec lesquels il avoit quelque liaison d'amitié ou d'interest, & particulièrement à la France & à l'Espagne. Cellecy avoit apprehendé, que le Prince defunct ne recommençast la guerre, & celle là l'avoit esperé. Il y en a mesme qui croient, qu'il s'y estoit engagé, & qu'on lui avoit promis un puissant establissement en Brabant, s'il pouvoit porter les affaires à une nouvelle rupture. Le Cardinal Mazarin, qui sçavoit de quelle façon l'on en auroit usé ailleurs, après les dernieres actions de la vie du Prince, en parloit, en toutes les Compagnies où il se trouvoit, en des termes, qui marquoient l'opinion qu'il avoit, que cette mort n'avoit pas esté tout à fait naturelle, par les éloges qu'il faisoit de l'adresse & de la prudence de ceux, qui à son advis, avoient trouvé le moyen de s'en défaire. Et neantmoins lors qu'il en parla à Guillaume Boreel, qui estoit depuis quelque temps en France, en qualité d'Ambassadeur ordinaire de cet Estat, il le voulut bien asséurer, que la perte du Prince n'estoit pas moins sensible à la France qu'à ces Provinces. Au moins Boreel en escrivit en ces termes aux Estats, & que le Cardinal y avoit ajousté, que Brun Ambassadeur du Roy Catholique à la Haye, estant allé à Bruxelles incontinent après le decés du

*Discours du  
Cardinal  
Mazarin  
sur ce sujet.*

*Preuve  
LXIII. pag.  
853.*

*La France  
s'en afflige.*

du



du Prince, y avoit dit publiquement, que toutes les conquestes, que les armes du Roy, son maistre, avoient faites cette année, tant en Catalogne qu'en Italie & en Flandres, ne lui donnoient pas les avantages, qu'il trouvoit en la mort du Prince d'Orange. Que les Espagnols s'en rejoüissoient, parce qu'ils esperoient qu'elle jetteroit l'Estat dans un dernier desordre, en divisant les Provinces en autant de Republiques destâchées: mais au contraire que la France estoit persuadée, que cet accident les obligeroit à s'unir plus estroitement que jamais, & qu'elles en prenoient occasion & sujet de s'appliquer continuellement à la conservation du repos de l'Estat au dedans, & à une opposition vigoureuse aux artifices & aux entreprises des ennemis de dehors. Que le Roy Treschrestien ne se contenteroit pas d'y contribuer ses veaux, mais qu'il y travailleroit conjointement avec eux, & que pour cet effect il feroit partir dans peu de jours le President de Bellievre, pour en concerter les moyens avec les Estats. Que si l'Espagne n'avoit point fait de mal à ces Provinces, elles n'en avoient l'obligation qu'à son impuissance: au lieu que la France n'avoit fait la guerre au Roy d'Espagne, que pour lui en oster le moyen & la volonté, & qu'elle y auroit reussi, sans la precipitation, avec laquelle les Estats avoient bien voulu faire conclurre leur traitté à Munster. Au reste, que les Espagnols ne feroient jamais la paix avec la France, si cet Estat ne leur faisoit connoistre, que c'estoit une necessité absolüe, & s'il ne leur offroit sa mediation, en lui declarant en mesme temps, qu'il prendroit party contre celle des deux Couronnes, qui la refuseroit, ou qui rejetteroit les conditions justes & raisonnables qu'on lui offriroit. Les Ambassadeurs font quelquefois parler en leurs dépesches les Princes & les Ministres des Cours où ils resident, quand ils n'osent pas decouvrir leurs propres sentimens, & l'on soubçonnoit Boreel d'avoir fait parler le Cardinal, afin de se pouvoir décharger par ce moyen de ce qu'il avoit envie de dire. Ce soubçon se fortifia extremement lors que l'on vit sa lettre imprimée: tellement que les Estats de Hollande, qui penetrerent jusques au fonds des intentions de l'auteur, voulant prevenir les mauvaises impressions qu'elle pouvoit donner, firent enlever les exemplaires, & en firent defendre la vente. Il est certain, que quand en ce temps là le Cardinal parloit de la mort du Prince d'Orange, & particulierement à ses confidens, il ne craignoit point de dire, que cet Estat n'estoit pas malheureux d'avoir perdu un jeune Prince, qui venoit de faire voir en toute sa conduite, la verité de la maxime, qui dit, que du commandement absolu des armes à la Souveraineté il n'y a qu'un pas à faire, & que dans une Republique comme celle-cy, il y a peu de gens, qui sçavent donner à la liberté le prix qu'elle merite.

Nous dirons un mot, à cette occasion, de l'estat où se trouvoient les affaires de France en ce temps là. Pendant que les Princes de Condé & de Conty, & le Duc de Longueville estoient detenus dans le donjeon du Chasteau de Vincennes, leurs amis, qui auroient, sans doute, couru la mesme fortune, estoient montés à cheval, & s'estoient retirés dans les Provinces. La Duchesse de Longueville alla à Stenay, où elle trouva le Marechal de Thurenne. La Princesse Douïariere de Condé eut ordre de se retirer dans une de ses maisons hors de Paris. Elle y obeit, & emmena avec elle la Princesse, sa bru, & le Duc d'Enguien, son petit fils, que le Duc de la Rochefoucaut emmena quelque temps après à Bourdeaux, où le Duc de Bouillon se rendit aussy, après avoir fait

*L'Espagne  
s'en rejoüit.*

*Le President  
de Bellievre  
destiné à  
l'Ambassade  
des Pais-bas.*

*La France  
demande  
l'entremise  
de cet Estat  
pour la paix  
entre les  
deux Cou-  
ronnes.*

*L'on defend  
la vente de  
la lettre de  
Boreel.  
Ibid.*

*L'Estat des  
affaires de  
France.*

*Les amis  
des Princes  
dissipés.*

*Les Provin-  
ces sont re-  
duites.*

*L'armée  
Espagnole  
seretire.*

*La fronde  
est puissante.*

*Elle fait  
oster les  
sceaux au  
Chancelier,  
Preuve  
LXIV. pag.  
857.  
pour les don-  
ner à Chas-  
teauneuf.*

*La Cour  
part de Pa-  
ris.*

quelque séjour au Limousin, en sa terre de Thurenne. Ceux qui estoient dans Stenay firent un traité à Bruxelles, pendant que ceux qui estoient à Bourdeaux en faisoient negocier un à la Cour de Madrid ; mais non avec le mesme succès. Ce qui incommodoit le plus le Cardinal, c'estoit l'obligation qu'il avoit à de certaines gens, qu'il avoit esté contraint d'employer à l'exécution du plus grand dessein, que jamais estranger forma en France. Dès qu'il fut revenu de la premiere émotion de joye, que cette action lui pouvoit donner, & qu'il eust le loisir d'en considerer l'importance, il commença à en apprehender les suites. La presence du Roy, qui partit de Paris au commencement de Février, fit obeir la Normandie : Le Duc de Vendosme reduisit presque toute la Bourgogne, & eut pour recompense la charge d'Admiral de France, avec la survivance pour le Duc de Mercueur, son fils aîné. Le Comte de St. Aignan avoit nettoiyé le Berry, qui estoient les Provinces, où les Princes avoient le plus d'amis, & les plus considerables establissemens. Clermont, Damvillers & Jametz, où le Prince de Condé avoit des garnisons, qui ne reconnoissoient point la Cour, & dont les gouverneurs n'avoient point d'autre serment qu'aux Princes, avoient esté reduits. Les Espagnols avoient esté contraints de lever le siege de Guise, & de ramener en Flandres leur armée, qui n'avoit pas pû subsister en France, faute de vivres. Tellement que tout rioit à la Cour, & neantmoins il y avoit quelque chose qui l'inquietoit encore après la dissipation de la cabale des Princes, & après la retraite de l'armée Espagnole. C'estoit l'autorité importune des frondeurs, ennemis irreconciliables du Cardinal. Il s'estoit servi d'eux pour perdre le Prince de Condé, à dessein de les perdre eux mesmes après celà. Mais il avoit à faire à des gens resolus, fermes, entendus & fins, qui avoient beaucoup de credit dans le Parlement, & de puissants amis à la Cour, & mesmes dans le cabinet. La premiere chose qu'ils firent, ce fut de faire oster les sceaux à Pierre Seguier, Chancelier de France, pour les faire donner à Chasteauneuf l'Aubespine, qui les avoit eus pendant quelque temps sous le Ministère du Cardinal de Richelieu, & en fut chassé, & envoyé prisonnier au Chateau d'Engoulesme, où il demeura jusques à la mort de ce Ministre. Il estoit amy intime de la Duchesse de Cheureuse, du Duc de Beaufort, du Coadjuteur de Paris & du President de Bellievre, & il avoit assés d'ambition pour aspirer à l'autorité, que le Cardinal Mazarin avoit dans le Conseil. Lors qu'ils en firent la premiere proposition à la Reine, ils lui vouloient faire accroire, que c'estoit par un mouvement & excès de zele & d'affection, qu'ils lui recommandoient ce personnage, parce que Chasteauneuf estant l'aversión du Prince de Condé, pour avoir esté President au jugement de mort du Duc de Montmorancy, oncle maternel du Prince, elle pouvoit s'asseurer entierement de sa fidelité, & se servir utilement de ses Conseils en toutes les affaires, & particulièrement en celle des prisonniers. Mais la Reine, qui les connoissoit, & qui jugeoit fort bien de leurs intentions, aussy bien que le Cardinal, voyant qu'elles alloient à se rendre maistres des affaires, & du cabinet, s'ils pouvoient, resolut de se delivrer de l'importunité de leurs demandes continüelles, & le Cardinal se servant du pretexte du desordre, qu'il vouloit faire croire, que l'on devoit craindre en Bourgogne & en Normandie, obligea la Cour à y faire un voyage; quoy qu'en effect ces deux Provinces, à la reserve des deux ou trois meschantes bi-  
coques,



coques, incapables de faire la moindre résistance, eussent esté entièrement reduites, ainſy que nous venons de dire. Le Roy partit dès que la saison lui permit d'aller à la campagne, & la Princesse Doüïeriere de Condé, qui s'estoit tenue cachée depuis qu'elle estoit partie de Chantilly, pour aller à Montrond en Berry, où elle avoit eu ordre de se retirer, se servant de l'avantage de l'absence de la Cour, se rendit à Paris vers la fin du mois d'Avril, & parut dès la pointe du jour au Palais. Elle presenta requeste au Parlement pour la liberté de ses fils & de son gendre; insistant à ce que du moins on les fist transferer à la conciergerie, & mettre entre les mains de leurs juges naturels, si le Procureur general les trouvoit coupables. Elle en parla en passant au Duc d'Orleans, qui l'escouta favorablement, & promit de lui faire rendre justice; mais il y ajouta, qu'il falloit qu'elle obeïst aux ordres du Roy, & qu'elle sortist de la ville de Paris. Le Duc de Beaufort & le Coadjuteur, à qui elle en parla aussi, ne lui osterent pas tout à fait l'esperance de reussir un jour. Tellement que la Princesse y pouvoit trouver sujet de consolation; mais voyant que les affaires n'estoient pas encore si bien disposées, qu'elle pust jouir de l'effect presentement, & ne se pouvant pas resoudre à l'attendre avec un peu de patience, elle s'abandonna à la violence de la douleur, qui la fit mourir vers la fin de l'année 1650.

*La Princesse Doüïeriere de Condé arrive à Paris, Preuve LXV. pag. 857. demande la liberté des Princes. Preuve LXVI. pag. 858.*

*Elle Meurt.*

Cependant la Princesse, sa bru, s'estoit allé jetter aux pieds du Parlement de Bourdeaux, qui lui donna, & au Duc d'Enguien son fils, retraite & protection dans la ville; dont il donna advis au Roy, & le fit supplier de le trouver bon, & de renvoyer la connoissance de l'affaire des Princes à leurs juges naturels. Les Ducs de Bouillon & de la Rochefoucault s'y estoient enfermés, & avoient leurs intrigues & negotiations particulieres avec les Espagnols. Le Cardinal vouloit sauver la ville de Bourdeaux, tant pour l'interest general du Roiaume, & de la Province de Guyenne, dont elle est la capitale, qu'à cause du Duc d'Espèrnon, qui en avoit le gouvernement, avec l'esperance de la survivance pour le Duc de Candale, son fils unique, qui devoit épouser une des nièces du Cardinal. Les Bourdelois avoient contraint le Duc d'Espèrnon de sortir de la ville, où le menu peuple s'estoit soulevé à l'occasion d'une grande quantité de bled, que quelques particuliers vouloient faire sortir de la Province, en vertu d'une passeport, que le credit du Duc leur avoit fait expedier à la Cour. Le Parlement le fit revoke, & ayant en suite fait supprimer le droit de six livres, que l'on avoit imposé sur chaque tonneau de vin, le Duc s'en plaignit à la Cour, & le voulut faire passer pour une rebellion, & pour un attentat à la Souveraineté du Roy. Il obtint la permission de faire une cittedelle à Libourne sur la Dordogne, & se saisit de la ville de Marmande sur la Garonne; se rendant par ce moyen le maistre de ces deux rivières, qui font subsister la ville de Bourdeaux, & qui nourrissent ses habitants. Cela fait, le Duc y retourna; mais n'osant pas se fier au peuple, il s'enferma au Chasteau Trompette, & estant en suite entré en contestation avec le Parlement, qui le vouloit obliger à éloigner les gens de guerre, que le Duc avoit postés dans les villages voisins, il sortit du Chasteau & de la ville, de peur d'y recevoir un affront, & depuis ce temps là il ne songea plus qu'à se venger de celui qu'il avoit desja reçu. Le Parlement & le peuple se mirent en estat de défense: firent des barricades contre le

*La femme du Prince de Condé se jette aux pieds du Parlement de Bourdeaux. Preuve LXVII. pag. 859.*

*Troubles de Bourdeaux. L'Histoire des mouvements de Bourdeaux en dit toutes les particularités.*

*Le Duc d'Espèrnon se saisit des avenues de la ville,*

*il en sort.*

Chas-

*Hostilités.**Accommodement.**Reprend les armes.**Le Parlement de Paris parle contre le Cardinal, & pour la liberté des Princes.**Preuve LXVIII. pag. 861.**Le Duc d'Orléans y donne les mains,**comme aussi la Duchesse.*

Chasteau Trompette, pour empêcher la garnison de faire des sorties, leverent deux regiments d'Infanterie, & se saisirent de quelques postes avancés hors de la ville, qui les engagerent à des hostilités ouvertes, & à plusieurs rencontres & combats, qui furent suivis de quelques petites negociations, & enfin d'un traité de paix, qui leur fut accordée presque au même temps que les Princes furent arrestés à Paris. Mais comme c'estoit le Prince de Condé qui l'avoit obtenue pour eux, & qui en estoit demeuré comme garand, les Bourdelois, qui sçavoient que le Cardinal ne manqueroit pas de faire restablir le Duc d'Espéron en son gouvernement après l'emprisonnement du Prince, receurent la Princesse dans la ville, & reprirent les armes avec plus de chaleur qu'auparavant. Le Cardinal bien aisé d'avoir trouvé un pretexte pour s'éloigner de Paris, resolut de mener le Roy en Guyenne, nonobstant les grandes chaleurs du mois de Juillet, encore qu'une armée Espagnole menaçast encore les frontieres de Champagne & de Picardie, & que la fronde commençast à se declarer assés ouvertement contre lui. Dès le mois d'Aoust l'on proposa dans le Parlement, qu'il falloit prier la Reine de mettre les Princes en liberté, & d'éloigner le Cardinal. L'on y disoit ouvertement, que ce Ministre estoit cause de tous les maux, dont le Roiaume estoit affligé, & que les Princes estoient ou criminels ou innocents. S'ils estoient criminels, qu'il leur falloit faire leur procès par le Parlement & les mettre entre les mains de leurs juges naturels. Que s'ils estoient innocents c'estoit un crime de les detenir plus longtemps, & que si on ne les avoit arrestés que sur des soupçons, l'on avoit eu le loisir de s'en esclaircir depuis tant de mois qu'ils estoient prisonniers. Les frondeurs vouloient disposer des Princes, & faisoient instance à ce qu'on les amenast à la Bastille. Ils demandoient aussi que l'on fist un Prevost des marchands qui fust à leur devotion, & que la survivance de la charge d'Admiral fust donnée au Duc de Beaufort, fils puîné du Duc de Vendosme, parce que l'aîné ayant épousé une des nièces du Cardinal, ils ne vouloient pas que cette importante charge, à laquelle le Cardinal de Richelieu avoit fait annexer l'intendance de la navigation & du commerce, tombast entre les mains d'un de ses partisans. Il y en eut même qui proposerent, qu'il falloit aller secourir Bourdeaux. Que le Cardinal, en emmenant le Roy en Guyenne, & en l'engageant au siege d'une ville située dans un climat extrêmement chaud, en la saison la plus incommode de toute l'année, pendant les jours caniculaires, ne travailloit point pour la gloire, ny pour l'avantage de la France, mais à l'establissement de ses propres interêts, & de ceux du Duc d'Espéron, pendant qu'il exposoit ce jeune Monarque aux incommodités d'un fâcheux voyage, & aux derniers perils de la vie. Qu'il falloit croire, que son intention estoit ou de s'accommoder avec les Princes, ou bien de les confiner dans une prison perpetuelle, s'il n'y pouvoit pas trouver ses avantages. Le Duc d'Orléans, qui ne pouvoit pas aimer le Cardinal, parce qu'il avoit usurpé l'autorité que le Duc devoit avoir, & la disposition absolüe des affaires, & qui n'avoit consenty à l'emprisonnement des Princes qu'avec quelque repugnance, & par complaisance pour la Duchesse sa femme, commençoit à gouter les propositions, que la fronde faisoit en faveur des Princes prisonniers. La Duchesse même estoit revenue de l'esperance, qu'on lui avoit donnée, que la disgrâce du Prince de Condé reüniroit en la personne du Duc toute l'au-



l'autorité de la Regence, & voyoit au contraire, que la prison des Princes avoit augmenté la puissance de la Reine, & le credit que le Cardinal avoit à la Cour; c'est pourquoy elle ne cessoit point d'animer son mary contre le Ministre. Mais celui qui acheva de le gagner, ce fut l'Archevesque de Corinthe, Coadjuteur de l'Archevesque de Paris, son oncle, un des plus forts & des plus entreprenants genies du Roiaume. Ce Prelat, qui possède sans doute toutes les eminentes qualités, qui forment les plus grands personnages, s'estant rendu maistre de l'esprit du Duc d'Orleans, qui se laissoit gouverner, n'eut point de peine à lui faire comprendre, que le Cardinal, qui se vouloit maintenir auprès des puissances Souveraines, n'auroit pas plus de consideration pour sa personne, qu'il en avoit eu pour les Princes, s'il entreprenoit de s'opposer à son credit & à son autorité, & il ne lui pouvoit pas donner ces impressions, sans destruire entierement l'amitié & la bonne intelligence, que le Duc avoit jusques icy entretenue avec la Reine. L'exemple du Duc d'Orleans, & la permission, qu'il donna à l'Ordre de la Noblesse de s'assembler, firent opiniastrer le Parlement à l'éloignement du Cardinal.

L'armée du Roy, qui assiegeoit cependant Bourdeaux, estoit en tres-  
L'Estat de la ville de Bourdeaux.  
mauvais estat, faute d'argent, & de l'autre costé la ville, qui estoit remplie d'un peuple, dont l'humeur bouillante, emportée & inconstante donnoit tous les jours de nouvelles inquietudes à ceux qui y commandoient, se laissoit de souffrir pour la querelle des Seigneurs, qui n'y estoient que pour faire leurs affaires aux dépens de la ville, & qui negotioient cependant avec la Cour. Tellement que le Cardinal, qui estoit en des allarmes continüelles, & qui recevoit à toutes les heures du jour des avis des courtes & de la marche de l'armée Espagnole, qui estoit revenue en France, aussy bien que des deliberations qui se faisoient au Parlement pour son éloignement, voulut empescher la fronde de se saisir des Princes prisonniers, en les faisant transferer au Chasteau de Marcouffy, qui mettoit les rivières de Seine & de Marne entre eux & la ville de Paris, & resolut de porter les affaires de Bourdeaux à un accommodement. Il executa cette resolution avec tant de precipitation, Les Princes prisonniers transferés à Marcouffy.  
que le traitté fut commencé & achevé presque en mesme temps. La Bourdeaux s'accommoda.  
Princesse de Condé estant sortie de la ville, fut conseillée d'aller à la Cour, & d'y conduire le Duc d'Enguien, son fils. Elle vit la Reine, lui fit ses sousmissions pour la liberté du Prince, son mary, & en remporta d'assés bonnes paroles. L'on ne peut pas dire bien certainement, si cette entreveüe se fit de concert, & de l'ordre de la Reine & du Cardinal, à quoy il y a grand'apparence, ou bien par rencontre; mais il est vray qu'elle fit un tresmauvais effect dans l'esprit du Duc d'Orleans. Sa fille aînée, qui estoit auprès de la Reine, & qui remarquoit tout ce qui se faisoit à la Cour, ne manqua pas de lui en donner avis, aussy bien que de plusieurs conferences secretes, que les Ducs de Bouillon & de la Rochefoucaut eurent avec le Cardinal. Le premier fut à la Cour, à dessein de se donner à la faveur, & s'y engagea en effect, en faisant les Le Duc de Bouillon quitte le party des Princes.  
premieres ouvertures du mariage du Prince de Conty avec une des nièces du Cardinal Mazarin, pendant que le Coadjuteur engageoit le mesme Prince avec la fille de la Duchesse de Cheureuse. Les memoires qui ont esté publiés sous le nom du Duc de la Rochefoucaut, disent que lui & le Duc de Bouillon presenterent au Cardinal, qu'il ne pouvoit

rien faire de plus glorieux, ny mesmes de plus avantageux pour l'establissement de sa fortune, que de s'acquérir les Princes, en les mettant en liberté de son mouvement, devant que le Duc d'Orleans & les frondeurs les eussent gagnés, ou fait transferer à la bastille, où ils pourroient disposer de leurs personnes, & s'en servir à la ruine de l'autorité de la Reine & du Cardinal. Qu'il ne se devoit pas flatter du traitté de Bourdeaux. Que les esprits y estoient aussy ulcerés que jamais, & que la Cour ne se feroit pas si tost éloignée de la Province, que le Parlement ne s'unist avec celui de Paris, & avec tout le reste de la France, pour conjurer sa perte. Le Cardinal, qui n'en estoit que trop persuadé, après avoir réglé les affaires de Guyenne, au lieu de revenir à Paris, où il sçavoit qu'il n'y avoit point de feureté pour lui, fit aller la Cour à Fontainebleau, & fit donner ordre à Bar, à qui le Cardinal avoit confié la garde des Princes, de les transferer de Marcouffy dans la Cittadelle du Havre de Grace. Ils y furent conduits sous l'escorte de mille hommes, commandés par le Comte de Harcourt, qui dans la necessité de ses affaires domestiques voulut bien ne refuser point cet employ, quoy que bien different de ceux qui lui avoient autrefois acquis la reputation du plus vaillant & du plus heureux Capitaine de son temps. Les Princeesses de Condé & l'Enguien, qui sçavoient que le Duc d'Orleans & la fronde n'avoient pas trouvé bon, que l'on eust tiré les Princes hors du ressort du Parlement de Paris, en prirent occasion de redoubler leurs instances au Parlement pour la liberté des Princes. De l'autre costé la Duchesse de Cheureuse, en ce temps là ennemie irreconciliable du Cardinal, comme elle l'avoit esté de son predecesseur, considerant qu'elle ne le pouvoit pas perdre que par les cabales du Parlement, & si la Cour n'estoit dans Paris, alla à Fontainebleau, & sceut si bien faire accroire à la Reine, qu'il n'y avoit que la presence de leurs Majestés, qui pust calmer les esprits du peuple, & dissiper les cabales qui se faisoient contre leur autorité, qu'elle resolut d'y ramener le Roy. Mais le Cardinal n'y fut pas sitost arrivé, qu'il reconnut que le séjour de la ville lui seroit malheureux, tellement qu'il en sortit presque en mesme temps, pour aller assieger Rhetel, que les Espagnols avoient pris, & dont la garnison couroit la Champagne, la Brie & une partie de l'Isle de France. Cesar de Choiseul du Plessis Pralin, Marechal de France, commandoit l'armée du Roy, laquelle devint assés considerable dans fort peu de jours; parce que le Cardinal avoit fait courir le bruit, en partant de Paris, qu'il emportoit de l'argent, pour la payer. Cette petite ville, plus commode à cause du passage de la riviere d'Aisne, que considerable à cause de ses fortifications, ayant esté reprise par les armes de France, le Marechal fut assés heureux, pour défaire en bataille rangée le Marechal de Thurenne, qui avoit détaché quelques troupes de l'armée Espagnole, à dessein de faire lever le Siege de cette place. Cette victoire, qui n'estoit deüe en effect qu'aux Conseils du Cardinal Mazarin, & qui devoit apparemment restablir sa fortune, fut celle qui pensa la renverser, & qui lui fit plus de mal, qu'il n'eust pû apprehender de la perte de la bataille, qu'il venoit de gagner. Après cela ses amis & ses ennemis le presserent également de venir à la Cour, recevoir les reconnoissances qui estoient deües aux services, qu'il venoit de rendre. Le Cardinal, qui ne pouvoit pas douter des intentions des uns & des autres, ne voulut pas croire leurs Conseils, & refusa d'aller à Paris, jusques à ce qu'il s'y trouva obligé par la maladie de la Reine, qui le fit

*Les Princes  
sont transfe-  
rés au Havre  
de Grace.*

*La Cour ar-  
rive à Paris.*

*Le Cardi-  
nal en sort.*

*Bataille de  
Rhetel.*

pas-



passer par dessus toutes les considérations, qui l'en pouvoient empêcher. Il y arriva le dernier jour de l'année 1650, dans le temps que les amis du Prince s'estoient joints à la fronde pour le perdre. Jamais homme n'entendit si bien la Cour, & les intrigues du cabinet, & jamais homme ne fut si puissant dans l'esprit d'une Reine: mais la jonction des deux factions, dont il croyoit les interêts incompatibles, comme ils l'estoient en effect, sinon en ce que l'une & l'autre avoient pour objet sa perte, le contraignit de céder à leur puissance & à leurs artifices. Anne de Gonzague, femme d'Edüard de Baviere, Prince Palatin, travailloit depuis plusieurs mois à reunir ces esprits. Marie de Rohan, femme de Claude de Lorraine, Duc de Cheureuse, y donna les mains; pas tant à cause de l'assurance qu'on lui donna par escrit du mariage de sa fille avec le Prince de Conty, que par un mouvement de generosité, & à dessein de faire chasser le Cardinal. La Reine tâcha de détacher de cette cabale le Duc d'Orleans, qui avoit tousjours fort bien vescu avec elle, tant pendant leurs persecutions communes, sous le Ministère du Cardinal de Richelieu, que depuis la mort du Roy defunct: mais quelque effort qu'elle fist faire par leurs amis communs, elle ne le put pas vaincre, & mesmes il refusa absolument de s'aboucher avec elle, qu'elle n'eust consenty à l'élargissement des Princes, & qu'elle n'eust fait expedier les ordres pour leur liberté. Elle avoit sujet de craindre, que le peuple de Paris, extremement animé contre le Cardinal, ne lui fist violence; c'est pourquoy elle fit doubler les gardes, & fist venir au Palais Royal toutes les personnes, qui avoient encore conservé quelque affection pour elle, & qui n'avoient pas tout à fait perdu le respect qui estoit deu au Roy, resoluë de n'abandonner point le Cardinal. Mais soit que le Cardinal n'eust pas la mesme resolution & fermeté que l'on voyoit en la Reine, ou qu'à son ordinaire il voulust faire trop tard, ce qu'il eust pû faire de meilleure grace, s'il eust pu s'y resoudre, il se travestit en Cavalier, & sortit ainſy de la ville le 6 Février 1651, à onze heures du soir. Il alla d'abord à St. Germain, où il ne demeura qu'un jour, & de là, à de petites journées, au Havre de Grace, où il voulut bien porter aux Princes les premieres nouvelles de la resolution, que la Reine avoit prise de les mettre en liberté.

*Intrigues  
de la Cour.*

*La Reine  
est resoluë de  
conservier le  
Cardinal.*

*Qui sort de  
Paris.*

Elle n'y estoit pas encore bien resoluë lors que le Cardinal sortit de Paris, & le bourgeois, s'imaginant que le sejour qu'il faisoit en France, & dans le voisinage de la ville, ne servoit qu'à y attirer aussi la Cour, gardoit si soigneusement les portes, & observoit si exactement tout ce qui se faisoit au Palais Royal, que si le Roy & la Reine n'estoient pas prisonniers en effect, l'on ne pouvoit pas dire pourtant, qu'ils jouissoient d'une liberté bien entière. Dès que le Cardinal fut party, le Parlement envoya remercier la Reine de son éloignement; mais craignant qu'il n'allast au Havre de Grace, pour se saisir des Princes, & pour les emmener, au lieu de les delivrer, il fit de nouvelles instances pour leur liberté. La Reine répondit aux Deputés, que c'estoit une chose resoluë, mais que pour faire une affaire si importante dans les formes & dans l'ordre, elle estoit obligée de prendre des mesures, pour lesquelles elle demandoit le secours des Conseils du Duc d'Orleans, & de l'avis des Grands du Roiaume, & que pour cet effect elle verroit le Duc au lieu qu'il lui plairoit lui assigner: au Palais Royal, au Palais de Luxembourg, ou bien ailleurs, à son choix. Son dessein estoit d'amuser le Par-

*Les bourgeois  
ont gardé  
de aux por-  
tes.*

*Preuve  
LXIX.  
pag. 863.*

*La Reine  
tâche d'em-  
mener le Roy.  
Preuve  
LXX.  
pag. 863.*

*Elle consent  
à la liberté  
des Princes.*

*Le Cardi-  
nal leur en  
porte les pre-  
mieres nou-  
velles.  
Preuve  
LXXI.  
pag. 864.*

*Ils sortent.*

*La Reine  
travaille à  
diviser les  
Princes &  
les fron-  
deurs.*

*La Prin-  
cesse Palati-  
ne la secon-  
de.*

lement jusques au jour de la Majorité du Roy, qui estoit au Duc d'Orleans, avec la qualité de Lieutenant general, toute l'autorité, qu'il avoit pendant la Regence. Mais le Duc qui connoissoit son foible, & qu'il estoit incapable de resister à ce que la Reine desireroit de lui, ne voulut pas se commettre avec une personne, à qui il n'avoit jamais rien refusé, & évita l'entrevue. De sorte que la Reine se voyant frustrée de cette esperance, fit encore un dernier effort, pour tâcher de sortir de la ville, & d'emmener le Roy; mais n'y ayant pas reussy, elle ne s'en put plus dédire, & consentit enfin à la liberté des Princes, & fit expedier les ordres necessaires pour cela.

La Vrilliere Phelippeaux, l'un des Secretaires d'Estat & des Commandements du Roy, en fut le porteur, & on le chargea aussy des despêches du Duc d'Orleans, sans lesquels Bar avoit ordre exprés de ne les pas laisser sortir du Havre de Grace. Le Cardinal, qui estoit punctuellement averty, à toutes les heures du jour, de ce qui se faisoit à Paris, ayant sçeu, que la Vrilliere estoit en chemin avec les ordres, prit les devants, & arriva le premier au Havre. Estant entré dans la Cittadelle, & ayant fait la reverence au Prince avec de tresgrandes sousmissions, il lui voulut faire accroire, qu'il n'avoit fait qu'acquiescer aux propositions, que d'autres avoient avancées pour son emprisonnement, & qu'il avoit simplement consenty à ce que le Duc de Beaufort & le Coadjuteur avoient pressé & resolu. Il y ajousta, qu'il dépendoit encore de lui de le retenir, ou de lui donner la liberté, mais qu'il ne s'y vouloit pas opposer, & qu'il pouvoit sortir quand il lui plairoit. Après avoir disné avec les trois Princes, il les fit sortir, faisant encore respecter ses ordres & sa parole dans une affaire de cette importance, quoy qu'éloigné des affaires, & à la veille de sortir du Roiaume. Il ne laissoit pas d'estre toutpuissant à la Cour, parce qu'il ne s'y faisoit rien sans son avis, & sans ses ordres, & que ses Creatures, Servient, le Tellier & Lionne, secondoient les intentions de la Reine contre les avis de Chasteauneuf, & des autres Ministres, ennemis du Cardinal, à qui la fronde avoit fait donner entrée dans le Conseil. Mais il n'y avoit rien qui le fist tant considerer, que l'affection que la Reine conservoit entiere pour lui, & dont elle donnoit des preuves à toutes les rencontres. Elle desiroit son retour avec passion, & ne le pouvant pas esperer, si elle ne divisoit les Princes d'avec la fronde, elle commença à y travailler dès qu'ils furent arrivés à Paris. Ils estoient obligés de leur liberté à la Duchesse de Cheureuse & au Coadjuteur, & le Prince de Condé s'estoit engagé par escrit au mariage de son frere avec la fille de la Duchesse. Le Prince de Conty l'aimoit, & avoit de l'inclination au mariage; mais son frere vouloit retenir dans la famille les biens d'Eglise que le puiné possedoit, & conserver à ses enfants cette ample succession qu'il estoit obligé de partager, si l'autre se marioit. D'ailleurs la Duchesse de Longueville, qui ne vouloit pas voir dans la Maison une personne qui y fust plus considerée, & que ses freres aimassent plus qu'elle, secondoit puissamment les intentions de la Reine, s'estant liée d'intelligence avec la mesme Princesse Palatine, qui estoit rentrée dans les interets de la Cour, il ne lui fut pas difficile de donner au Prince de Condé un dégoust du mariage de Mademoiselle de Cheureuse. Il ne pouvoit pas s'en dédire, sans se declarer contre la fronde; mais comme c'estoit elle qui l'avoit fait arrester, & que sans elle le Car-

dinal



dinal ne l'auroit pas osé, ny pû entreprendre, le ressentiment de l'outrage qu'on lui avoit fait l'emporta sur l'obligation, que la fronde venoit d'acquiescer sur lui, & sur la parole qu'il leur avoit donnée. Il escouta & agreea les avantages & les puissants establissemens, que la Reine lui faisoit offrir par la Princesse Palatine, par Servient & par Lionne: se declara pour la Cour, & s'en expliqua à un souper, qui se fit chez la mesme Princesse.

La Duchesse de Cheureuse, aussy bonne & genereuse qu'habille, en ayant esté avertie, prevint le Prince, & pour lui faire voir, que c'estoit sans interest qu'elle avoit sollicité sa liberté, & qu'elle n'avoit escouté les propositions du mariage de sa fille, que pour asséurer le Prince de sa fidelité par cet engagement, jetta la promesse au feu en sa presence. Mais les offres, que la Reine faisoit faire au Prince estoient plustost apparentes & generales, que solides & effectives, & la Cour ne pouvoit pas assés dissimuler l'intention qu'elle avoit de diviser les Princes d'avec les frondeurs, pour perdre les uns & les autres. Le Prince de son costé ne pouvoit pas rompre brusquement, & comme en vi-  
fiere, avec des gens; qui venoient de le tirer des mains du Cardinal, & qui estoient encore assés puissants dans Paris pour en faire l'object de la haine & de l'indignation du peuple; c'est pourquoy il eut de la peine à les abandonner d'abord, pour se lier avec la Reine, & se contenta de souffrir, que l'affaire fust mise en negociation. Elle ne put pas estre si secre-  
te, que les chefs de la fronde n'en fussent avertis & allarmés; puis qu'aus-  
sy bien il importoit à la Cour qu'ils le sceussent. Ils furent entierement éclaircis de l'intention du Prince par les défenses, que la Reine fit au Prince de Conty, du consentement du Prince son frere, d'épouser la fille de la Duchesse de Cheureuse, & par l'éloignement de Chasteauneuf, à qui l'on osta les sceaux, comme à une personne desagréable au Prince, & fort incommode à elle mesme, parce que les interests de ce Ministre estoient inseparables de ceux des chefs de la fronde. Dès lors le Prince, croyant n'estre plus obligé à sa parole, se declara ouvertement contre le mariage de son frere, & la Reine se contentant de l'avoir broüillé avec ses nouveaux amis, en sorte qu'ils estoient devenus ses ennemis irreconciliables, ne voulut plus acheter son amitié au prix qu'elle lui avoit fait esperer. Elle desadvoüa les paroles que Servient & Lionne lui avoient portées, & le traitta d'ailleurs d'une maniere, qui lui fit reconnoistre, mais trop tard, qu'il avoit mal pris ses mesures. Le Roy approchoit du jour de sa Majorité, qui donnoit à la Reine une autorité bien plus absolüe qu'elle n'avoit eu pendant la Regence; de sorte qu'il ne falloit point douter qu'elle ne fust revenir le Cardinal; pour le faire rentrer dans le mesme credit, qu'il avoit devant son éloignement. Le Prince, voyant qu'il ne le pourroit pas empêcher, & qu'il ne pouvoit pas trouver sa seureté dans Paris, où la fronde estoit encore trespuissante, se retira d'abord en sa Maison de St. Maur, au dessus de Charanton, la nuit du 6 Juillet 1651. Il vouloit faire croire, qu'il avoit esté poussé par quelques compagnies du regiment des gardes, dont une partie devoit occuper les avenues du Faubourg St. Germain, & l'autre avoit ordre, à ce qu'il disoit, de l'investir dans son hostel. La Reine protesta qu'il n'en estoit rien. Le Duc d'Orleans justifia d'abord les intentions de la Reine, & le Premier President condamna les soupçons & les défiances du Prince, qui les fondeoit sur le credit que Servient, le

*Le Prince y consent.*

*La Reine défend au Prince de Conty d'épouser Mademoiselle de Cheureuse, & oste les sceaux à Chasteauneuf.*

*Des advoües Servient & Lionne, & traite le Prince avec mépris.*

*Il se retire à S. Maur. Preuve LXXII. pag. 864.*

*il revient à  
Paris, mais  
ne veut pas  
voir la Rei-  
ne.*

*Dessain de  
l'arrestar.*

*Il se retire  
tout à suit.*

*Il traite  
avec les Es-  
pagnols.*

*Le Cardi-  
nal sort du  
Roiaume.*

Tellier & Lionne, Ministres du Cardinal plustost que du Roy, avoient à la Cour. La Reine les éloigna, à la priere du Parlement, mais comme leur genie ne laissoit pas d'y regner, le Prince, qui retourna à Paris, & qui se trouvoit à toutes les assemblées du Parlement, où l'on continuoit de fronder le Cardinal, refusoit neantmoins de voir la Reine, & mesmes d'envoyer ses regiments & ceux de Conty & d'Enguien à l'armée. Il disoit qu'on les vouloit faire tailler en pieces, afin d'avoir d'autant plus de moyen de se défaire de lui. Il sçavoit, qu'il y en avoit, qui avoient offert leur service pour cela, & qu'elle avoit escouté les propositions, qu'on lui avoit faites de l'arrestar : que le Coadjuteur & Lionne, qui estoit revenu à la Cour, s'estoient souvent veus sur ce sujet, & qu'ils en avoient concerté les moyens chez le Comte de Montresor, de la Maison de Bourdeilles, confident du Coadjuteur, & un des plus habilles de leur cabale. La Reine avoit fait dire au Prince, qu'il la pouvoit voir en toute seureté, & offroit de faire le Parlement depositaire & garand de sa parole ; mais le Prince, n'estant plus assuré de l'affection du Premier President, & craignant que la puissance du maître, qui se trouvoit entre les mains de ses ennemis, ne l'accablât pour la deuxième fois, jugea que sa plus grande seureté consistoit en la défiance, & que pour ne donner pas un second avantage à ses ennemis, il feroit bien de ne se plus commettre. Tellement que ne se pouvant pas refoudre à se trouver aux ceremonies de la Majorité du Roy, il se retira, & suivit la Princesse sa femme, le Prince de Conty & la Duchesse de Longueville, qui estoient desja partis de Paris, à dessain de s'enfermer au Chasteau de Montrond, place forte en la Province de Berry. La Cour, qui ne pouvoit plus prendre de creance en lui, avoit fait attaquer & dissiper ses regiments en leurs quartiers auprès de Guise, Marle & Vervins, sur les frontieres de Picardie & de Champagne. Elle estoit bien assurée, qu'il avoit traité avec les Espagnols, & qu'il faisoit encore negocier avec Cromwel en Angleterre : c'est pourquoy, le Prince sçachant que la Reine ne le pouvoit pas ignorer, & qu'il n'y avoit plus de seureté pour lui, il se resolut à la guerre civile. Il s'y jetta aveuglement, quoy que la plus part de ses amis l'eussent abandonné, & que pour tout fonds il n'eust que les promesses de la Cour d'Espagne, les esperances, quoy qu'incertaines, que lui donnoient ceux qu'il employoit auprès de Cromwel, & la chaleur emportée des peuples de son gouvernement de Guyenne, dont il s'estoit fait pourvoir depuis qu'il estoit sorti de la prison.

Cependant le Cardinal, après avoir fait sortir les Princes du Havre, y demeura encore quelques jours, & alla après cela à Dourlans, où Berlinguen, Premier Escuyer de la petite Escurie, & Ruvigny, que la Cour employoit souvent en des affaires de cette nature, le trouverent, & le prierent de la part de la Reine de sortir du Roiaume au plustost. Il le fit, & prenant son chemin par les villes frontieres de Picardie & de Champagne, il alla en Allemagne, & se retira à Bruel, où l'Electeur de Cologne lui avoit permis de faire son sejour. Et dautant qu'il n'y pouvoit pas aller sans toucher quelques unes des Provinces des Pais-bas de l'obeïssance du Roy d'Espagne, l'Archiduc & le Comte de Fuenfaldagne ne lui donnerent pas seulement toutes les seuretés pour cela, mais ils le firent aussy escorter par une troupe de Cavallerie, commandée par Antoine Pimentel, Gouverneur de Nieuport. Ce que j'ay bien voulu remarquer,



quer, parce que cette rencontre ayant fait connoître ce Cavalier au Cardinal, il lui fit dès lors les premières ouvertures du traité, qu'il ébaucha depuis, qu'il continua de négocier quelques années après à Paris, & qu'il fit conclure aux Pyrénées en l'an 1659.

L'Espagne, qui avoit fait faire les propositions d'accommodement, dont il a esté parlé au livre précédent, n'avoit garde d'en venir à la conclusion, pendant qu'elle croyoit pouvoir profiter des desordres de la France. Et de fait. D. Jean d'Autriche & le Comte d'Ognate, Viceroy de Naples, reprirent en Italie Orbitello & Portolongone, & le Marquis de Mortara réduisit en Catalogne le Chasteau de Flix, place forte & importante sur l'Ebre, Tortose, Miravet & Falsset : mais l'Archiduc, au lieu de s'attacher à quelque bon poste, se contenta de faire des courses jusques à la riviere d'Oyse, & de prendre quelques petites places, comme le Castelet, Mouson, Furnes & Bergues St. Winox, qui servirent depuis à faciliter aux Espagnols les importantes conquestes, dont il sera parlé ailleurs.

*Les Espagnols reprennent plusieurs places.*

Les Ministres des deux Couronnes, qui estoient à la Haye, tâchoient de justifier cependant les intentions de leurs Maistres, & de faire croire, qu'ils desiroient la paix avec passion : & il en estoit quelque chose ; mais elles ne pouvoient pas demeurer d'accord des conditions.

*Contestations entre les Ministres des deux Couronnes.*

Celui de France produisoit, comme une preuve indubitable de l'inclination de son Roy, la réponse, que la Cour avoit faite aux offres de mediation, que l'Ambassadeur de cet Estat avoit eu ordre d'y faire, & pressoit les Estats d'obliger l'Ambassadeur d'Espagne de s'en expliquer. Il representa pour cet effect le 21 Janvier 1651, que le silence de ce Ministre estoit une marque infailible de son aversion pour la paix, & de l'ambition & du dessein des Espagnols pour la Monarchie Universelle. L'Ambassadeur d'Espagne au contraire se plaignoit des mauvais offices, que la France rendoit continuellement au Roy, son maistre, les mauvaises impressions qu'elle tâchoit de donner de ses intentions, des efforts qu'elle faisoit pour porter cet Estat à une nouvelle rupture, & des mauvais rapports, que l'on faisoit de ses sentiments particuliers, comme s'il avoit insulté à la perte, que cet Estat avoit faite en la personne du Prince d'Orange. Il prit pour cet effect une audience expresse dans la grande assemblée fort peu de jours après l'ouverture. Le Resident de France y repliqua dans une autre audience, & l'on en vint de part & d'autre à des injures & à des invectives, indignes de personnes revestues d'un caractère public, qui ne doivent jamais sortir des termes de la gravité & de la civilité, quelque animosité qu'il y ait entre leurs Maistres, qui se font, le plus souvent la guerre pour l'intérêt plustost que par un ressentiment d'honneur. Le Resident prit beaucoup de peine à justifier les Ministres de France des bruits, qui avoient couru des propositions du mariage du Roy, son maistre, avec l'Infante d'Espagne, & neantmoins ils n'estoient que trop veritables, aussy bien que plusieurs autres choses que l'Ambassadeur lui avoit reprochées. Il y avoit longtemps, que l'on sentoit icy les incommodités des depredations continuelles, que les François faisoient sur la mer, mais particulièrement en la Mer Méditerranée. Ces armateurs, la plupart Officiers, qui commandoient les vaisseaux de guerre du Roy, & qui faisant les armemens à leurs dépens, parce que la Cour n'y pouvoit pas fournir pendant les desordres du Roiaume, vouloient s'en rembourser aux dépens du com-

*Celui de France dit que l'Espagne ne veut pas la Paix. Preuve LXXIII. pag. 867.*

*Celui d'Espagne se justifie. Preuve LXXIV. pag. 869.*

*Sup. Liv. 1. pr. 18. 19. 20. & 23. &c. pag. 118. & suiv.*

*Les depredations des François. Preuve LXXV. pag. 878.*

mer-

*Quelques  
uns des Mi-  
nistres y ont  
part.*

Preuve  
LXXVI.

pag. 879.  
*La perte des  
marchands  
d'Amster-  
dam est de  
7500000.*

Preuve  
LXXVII.

pag. 879.  
*Le Duc de  
Vendosme  
arme aussy.*

Preuve  
LXXVIII.  
pag. 882.

*Ceux  
d'Amster-  
dam veulent  
que l'on y  
oppose la  
force.*

Preuve  
LXXIX.

pag. 883.  
*La France  
continue le  
traité de  
l'an 1646.*

Preuve  
LXXX.

pag. 883.

*L'Estas  
resout de se-  
courir la*

*Compagnie  
des Indes Oc-  
cidentales.*

Preuve  
LXXXI.

pag. 884.

merce, que les habitants de ces Provinces font en Italie, en Espagne & au Levant. C'estoit un des principaux points de l'instruction que l'on avoit donnée à l'Ambassadeur, qui y estoit depuis quelque temps, & une des causes pourquoy on l'avoit si fort pressé de se rendre à la Cour en diligence. Mais comme quelques uns des Ministres avoient part à ces armementz, & que d'ailleurs l'on n'avoit pas beaucoup de consideration pour les ordres du Roy, il n'y avoit personne, qui pust ou voulust executer les arrests, qu'il y obtenoit pour la mainlevée & pour la restitution des vaisseaux. Cependant ces armateurs s'emporterent à de tels excès, qu'au commencement de l'année 1651 la perte des marchands d'Amsterdam montoit à sept millions cinq cens mille livres, & ces depredations estoient accompagnées de cruautés, qui ne s'exercent pas mesme en des guerres declarées. Ceux du College de l'Admirauté de la mesme ville porterent les plaintes des marchands aux Estats Generaux, & leur remonstrerent, que par ce moyen les François, en ruinant le commerce des habitants de ces Provinces, attaquoient indirectement l'Estat, & en sapoient les fondements. L'on eut avis en mesme temps, que le Duc de Vendosme, Admiral de France, faisoit aussy armer quelques vaisseaux, à dessein d'achever de ruiner la navigation, au lieu de s'opposer à ces pirateries. L'on en estoit desja tellement incommodé en Italie, que les Gennois, aussy bien que ceux de Ligourne & de Luques, qui avoient accoustumé de se servir des navires Hollandois, pour le transport de leurs pretieuses marchandises, tant au Levant, en France & en Espagne, que dans les autres Provinces d'Italie, comme estant assés bien armés & montés, pour ne craindre point les Turcs, n'y vouloient plus rien hazarder, parce que les armateurs François les visitoient & les prenoient tous. Les Estats ordonnerent à l'Admirauté d'envoyer leurs Deputés à la Haye, afin de deliberer avec eux des moyens, dont l'on se pourroit servir, pour empescher le progrès de ces violences. Les Deputés de la ville d'Amsterdam, se trouvant à l'assemblée des Estats de Hollande, furent d'avis, que les vaisseaux trafiquants en la Mer Mediterranée, attaquaissent tous les bastiments François qu'ils rencontreroient à la mer, pour se dédommager sur eux de leurs pertes: mais les autres villes, moins interessées au commerce qu'elles, n'y voulurent pas consentir. Pour empescher, que l'on n'en vinst à ces extremitez, & afin que la France, qui n'avoit que trop d'affaires, ne s'en fist encore d'autres, elle promit de faire subsister le traité, qui n'avoit esté fait que pour quatre ans au mois d'Avril 1646, & qu'il seroit executé punctuellement, jusques à ce que l'on fust d'accord d'un reglement formel pour la marine. Nous verrons cyaprès de quelle façon il fut executé.

L'on apprehendoit desja, que le commerce ne fust diverty par le démeslé que l'on avoit avec le Roy de Portugal. Il avoit esté resolu dès le mois d'Octobre de l'an 1649, que la Compagnie des Indes Occidentales seroit assistée d'une secours considerable, pour le restablissement des affaires du Bresil: mais la Hollande, considerant que la France & le Portugal avoient leurs interests communs contre l'Espagne, & que l'on ne pouvoit pas rompre avec les Portugais, que l'on ne vist la mer couverte d'armateurs, qui troubleroient la navigation en prenant des commissions Portugaises, s'y rendoit fort difficile. Neantmoins afin de s'obliger les Provinces, qui avoient le plus de part à la direction de la



la Compagnie, & pour les convier à ratifier les traittés, que l'on avoit faits avec le Roy de Dannemarc, elle y donna les mains, & les Estats de la Province furent en corps dans l'assemblée des Estats Generaux, pour y porter leur consentement, & mesmes pour porter les autres Provinces à la rupture avec le Roy de Portugal. Il est vray, que ceux qui avoient eu le maniment des affaires au Bresil en avoient fort mal usé, & le Comte Maurice de Nassau ne l'avoit pas dissimulé lors qu'il revint en ce país: mais leur crime ne pouvoit pas excuser les trahisons & la perfidie des Portugais; bien que leur Roy prist bien de la peine à s'enjustifier.

*Des ordres  
au Bresil.  
Preuve  
LXXXII.  
pag. 886.*

Les affaires de la Compagnie y estoient en fort mauvais estat. Depuis deux ou trois ans l'on y avoit envoyé deux flottes considerables, sous de bons Chefs, & des troupes, capables non seulement de reduire ce que la Compagnie y avoit perdu, mais aussi de conquerir tout le reste du país, à ce que l'on croyoit; mais le Portugais y avoient des avantages, qu'on ne leur pouvoit pas oster. Ils estoient la pluspart nés au Bresil, ou ils y estoient establis depuis tant d'années, que l'air qu'ils y respiroient, leur estoit devenu comme naturel, au lieu qu'il estoit extremement incommode aux Hollandois, & qu'il les rendoit incapables de resister aux travaux & à la fatigue des fonctions & exploits de guerre. Les Portugais estoient unis entre eux, comme les conjurés le sont ordinairement, au lieu que l'ambition & l'avarice divisoient & ruinoient les Hollandois. Ceux cy avoient en l'an 1648 perdu dans une rencontre deux Colonels & plus d'unze cens de leurs meilleurs soldats. Ils tenoient encore la mer, par le moyen des flottes que l'on faisoit partir d'icy de temps en temps, & qui se faisoient voir quelquefois aux costes; mais les Portugais tenoient les ports & les places, & estant maistres de la Campagne, l'on ne pouvoit pas secourir les garnisons de vivres ny de rafraischissements. Ceux qui estoient dans les magasins estoient fort mal ménagés, parce que les Officiers qui en avoient la disposition, les laissoient moisir & pourrir entre leurs mains, ou les distribuoient inégalement & mal à propos. La pluspart des Tapuyes, qui sont les habitants naturels du país, s'estoient souslevés contre la Compagnie, & empeschoient les autres, qui avoient encore conservé quelque affection & fidelité pour elle, de prendre les armes. La Compagnie avoit confié la conduite de ses affaires à des gens interessés, qui faisoient leurs affaires, & non celles de leurs maistres. Les uns n'avoient pas les lumieres ny l'experience necessaire pour des emplois de cette nature, & les autres les ruinoient par une meschanceté affectée. Ils avoient negligé d'y faire des Colonies, & de peupler le plat país de gens en qui ils se pussent fier, & avoient souffert au contraire, que les Portugais continuaissent d'y demeurer, & en si grand nombre, que mesme les places fortifiées n'estoient pas en seureté. On les avoit aussi appellés aux offices de judicature, & par ce moyen ils avoient eu occasion de prendre connoissance des plus importantes affaires du país, pendant que le nombre des gens de guerre se trouvoit tellement esclairecy, qu'à peine y avoit il de quoy garder un seul poste, devant que les deux derniers secours y arrivassent en 1647 & 1648. Toutes les forces de la Compagnie n'estoient pas capables d'y reestabli les affaires; c'est pourquoy les Estats Generaux s'en meslerent, quoy que toutes les Provinces n'y fussent pas également portées, & que la Frise n'y voulust point contribuer du tout.

Ils deliberoient du secours, qu'ils y envoyeroient, lors qu'Antonio

*Antonio de*

*I. Part.*

G g

de

*Sousa de Macedo Ambassadeur de Portugal, donne avis de son arrivée.*

Preuve  
LXXXIII.  
pag. 887.

*Il demande audience & exemption,*

Preuve  
LXXXIV.  
pag. 887.  
*on lui accorde l'audience.*

Preuve  
LXXXV.  
pag. 889.

*Son discours.*

Preuve  
LXXXVI.  
pag. 890.

*La satisfaction que l'Estat demande*

*Les Deputés*

de Sousa de Macedo arriva à la Haye, pour succéder à Francisco de Sousa Coutinho en l'Ambassade de Portugal, au mois de Septembre 1650. Il en donna avis dès qu'il fut à Delft; mais l'on estoit si ennuyé des artifices & de la maniere d'agir de son predecesseur, laquelle on avoit traitée de ridicule en elle mesme, de tresprejudiciable à la Compagnie, & comme estant outrageuse à l'Estat, que lors que son successeur fit sçavoir qu'il estoit arrivé dans la Province, l'on n'y fit point de reflexion, & on ne le voulut pas recevoir avec les civilités que l'on a accoustumé de faire aux Ambassadeurs à leur entrée; de sorte qu'il resolut de venir à la Haye *incognito*. Il demanda plusieurs fois audience, & exemption des droits, qui se levent icy sur les denrées, & que les Estats de Hollande ne font pas payer aux Ambassadeurs & Residents des testes Couronnées & des Electeurs, mais il en fut autant de fois refusé. Neantmoins il fut enfin resolu au bout de cinq mois, sur l'ouverture des Deputés de Hollande & de Zeelande, que devant que de lui donner audience, les Provinces demeureroient d'accord des forces, que l'Estat employeroit en faveur de la Compagnie contre les Portugais, tant dans l'Europe que dans les autres parties du monde, si l'Ambassadeur ne se mettoit pas à la raison, ou si le Roy, son maistre, n'exécutoit pas ce dont l'on seroit demeuré d'accord avec lui, & qu'on l'obligeroit à agréer ou à rejeter dans peu de jours les articles qu'on lui proposeroit pour l'avantage de la Compagnie. En suite de cette resolution D. Antonio de Sousa de Macedo eut audience en la Grande Assemblée le 4 Mars 1651. Et d'autant qu'il l'avoit attendue longtemps, il fit connoistre au commencement de sa harangue, que par le refus, que l'on avoit fait depuis tant de mois de l'admettre à l'audience, l'Estat avoit violé le droit des gens en sa personne. Il y ajouta, que la recherche que le Roy de Portugal faisoit faire de l'amitié des Estats, n'estoit pas une marque de sa timidité ou de sa foiblesse, mais bien une preuve de sa generosité, qui ne pouvoit pas consentir à l'effusion de tant de sang Chrestien, dont cette mauvaise intelligence entre la Couronne de Portugal & cet Estat menaçoit les sujets de l'un & de l'autre. Il parla des anciennes amitiés & alliances, que les Comtes de Flandres & de ce pais avoient entretenues pendant plusieurs siecles, & du secours, que le Roy Sebastian avoit envoyé au Prince Guillaume d'Orange contre les Espagnols, & il y ajouta, que c'estoit du costé du Portugal, que cet Estat pouvoit attaquer & incommoder l'Espagne avec grand avantage & peu de dépense; en y employant des termes, qui eussent pû faire croire, que icy l'on faisoit encore la guerre à l'Espagne, ou que l'on eust dessein de la recommencer.

La satisfaction que l'on demandoit à l'Ambassadeur, estoit d'une assés grande estendue, & engageoit les Portugais à une restitution prompte & effective de toutes les Capitainies, places & forts, pris & usurpés sur la Compagnie des Indes Occidentales de ces pais au Bresil, depuis *Rio Real* jusques à *Siara* inclusivement, avec les Esclaves, le sucre, le bestail, & les autres choses qui en dépendoient: à donner à la mesme Compagnie une certaine quantité de beufs, de vaches, & de moutons une fois, & mille caisses de sucre tous les ans pendant dix années, pour la dédommager du degast & des desordres qu'ils y avoient faits: à lui restituer l'Isle de St. Thomé: à partager avec elle la coste d'Afrique, & à lui laisser celle qui s'estend depuis le *Cap de Lope Gonçales* jusques à la riviere de *Coança*. Les Deputés, qui lui por-



portèrent ces articles, lui dirent, que M<sup>rs</sup>. les Estats desiroient, qu'il lui porters les conditions. les examinast, & qu'il leur donnast une dernière réponse dans huit jours, ou dans dix au plus tard. L'Ambassadeur repartit, qu'il y pourroit répondre dans vingt quatre heures: mais qu'il prioit les Estats de lui faire sçavoir, s'ils agreoient la mediation, que la Reine de Suede leur faisoit offrir pour l'accommodement de leurs differents, comme il l'acceptoit de son costé, & si leur intention estoit de faire une paix perpetuelle avec la Couronne de Portugal; parce qu'en cette consideration il accorderoit des choses, à quoy il ne pourroit pas consentir, si l'on ne faisoit qu'une trêve pour quelques années. Les Deputés lui dirent, qu'ils n'avoient point d'autre ordre, sinon de lui communiquer ces articles, qui ne contenoient en effect, que ce qui avoit esté concerté avec son predecesseur, & de le convier à s'en expliquer dans le temps qu'ils venoient de lui marquer. Ce fut l'unzième Mars 1651 que les Deputés lui porterent cette resolution, & deux jours après il fit sçavoir aux Estats, par deux memoires, ce qu'il avoit dit aux Deputés de bouche. Mais voyant que la mediation de Suede n'estoit pas agreable ny de saison, & que l'on insistoit tousjours à ce qu'il s'en expliquast dans le temps, que les Deputés lui avoient marqué, il répondit enfin par escrit. Qu'il estoit vray, que son predecesseur avoit promis la restitution entiere de la Capitainie de Pharnambouc, mais qu'il ne s'y estoit engagé, que parce qu'il esperoit, que d'un costé l'autorité du Roy, son maistre, seroit assés grande, pour obliger les peuples du pais à se remettre dans l'obeissance de cet Estat, en quoy il avoit esté trompé: & que de l'autre costé il pretendoit, que ces offres empescheroient la Compagnie d'y envoyer des troupes, qui y avoient changé la face des affaires, par les ravages & par les desordres qu'elles y avoient faits. Que le Roy de Portugal, voyant l'obstination des Portugais du Bresil, & desesperant de les pouvoir ramener par la douceur, avoit resolu d'y employer la force; mais qu'il en avoit esté empesché, tant par les Estats de son Roiaume, que par la guerre, qu'il avoit esté contraint de soustenir contre l'Espagne. Qu'il consideroit aussy, que s'il pressoit trop ceux du Bresil, l'averfion qu'ils avoient pour la domination des Hollandois les jetteroit dans le desespoir, & les porteroit à rechercher la protection d'une puissance estrangere. Tellement que la restitution effective du Bresil ne se pouvant pas faire, le Roy, son maistre, en donneroit la valeur à la Compagnie. En permettant aux habitants de ces Provinces de faire leur commerce, avec un certain nombre de navires, non seulement dans cette partie du Bresil qu'elle a possédée autrefois, mais aussy en toutes les autres Capitainies: En permettant de charger du sel à Setubal: En payant huit millions en argent à la Compagnie, huit cens mille livres pour les orphelins de Zeelande, qui y sont interessés, & en acquittant ce qui estoit deu aux particuliers. Il declara que c'estoit là la dernière intention du Roy, son maistre. Qu'il n'avoit point d'autre ordre, & que si sur cela l'on se vouloit icy resoudre à la guerre, il faudroit qu'il s'en consolast.

Il tâchoit de persuader, que ces offres n'estoient pas seulement justes & raisonnables en elles mesmes, mais aussy honorables, utiles & avantageuses à l'Estat & à la Compagnie. Mais comme elles estoient fort éloignées des intentions des Estats, qui ne pouvoient pas ignorer, qu'il avoit ordre de traiter de la restitution du Bresil, puis que son pouvoir le portoit expressément, ils resolurent dès le lendemain, que l'on n'entre-

lui porters  
les condi-  
ons.

Preuve  
LXXXVII.  
pag. 892.

Sa repartie  
de bouche,  
Preuve

LXXXVIII.  
pag. 902.

Et par escrit.  
Preuve  
LXXXIX.

pag. 904.  
Preuve  
XC. pag.

907.  
Sa dernière  
réponse &  
resolution.

Preuve  
XCI. pag.  
908.

Il avoit or-  
dre de trait-  
ter de la res-  
titution du  
Bresil.

Preuve  
XCII.

pag. 914.

*L'on rompt  
commerce  
avec lui.*

*Preuve  
XCIII.  
pag. 915.*

*Il tâche de  
corrompre  
quelques  
uns*

*Preuve  
XCIV.  
pag. 916.*

*Ses créan-  
ciers le per-  
secutent.*

*Preuve  
XCV. pag.  
917.*

*Le Prince  
de Portugal  
demande  
permission de  
saisir les ef-  
fects du Roy.  
ibid.*

*Les Députés  
de Zeelande  
venant  
qu'on le con-  
gedie.*

*Preuve  
XCVI.  
pag. 918.*

*Il se retire  
Preuve  
XCVII.  
pag. 919.*

*L'on ex-  
horte le Con-  
sul de se re-  
tirer.*

*Preuve  
XCVIII.  
pag. 919.*

*La Com-  
pagnie des  
Indes Orien-  
tales d'atta-  
quer les Por-  
tugais.*

roit plus en conference , & que l'on n'auroit plus de commerce avec lui , & qu'à l'avenir il ne seroit plus considéré comme Ambassadeur , mais comme une personne privée & particuliere. Il faisoit remarquer une grande fierté en toute sa conduite , & neantmoins quelque indifférence qu'il témoignast pour les dispositions , qu'il voyoit icy à la guerre , il ne laissoit pas de les apprehender , & d'employer toutes sortes de moyens pour conjurer la tempeste , dont il voyoit le Portugal menacé , jusques à employer plusieurs personnes , qui promettoient des presents fort considerables à des Deputés de l'assemblée des Estats Generaux , qu'il croyoit pouvoir contribuer le plus à l'accommodement. Et ce avec tant de scandale , qu'il fut ordonné à la Justice d'en informer , & de proceder contre les courtiers de ce sale commerce. D'ailleurs les creanciers de l'Ambassadeur , & de son predecesseur , dont il estoit demeuré caution , ayant sceu que l'Estat ne le consideroit plus en cette qualité , & craignant qu'il ne se retirast , voulurent s'asseurer de sa personne & de ses meubles. Mais la Cour de Justice ne le voulut pas permettre , sans le consentement des Estats de Hollande , qui lui renvoyerent bien la connoissance de l'affaire , mais ils lui ordonnerent en mesme temps de n'avoir point d'égard à ce que les Estats lui avoient fait declarer , qu'il ne seroit plus considéré comme Ministre public : parce que cela ne pouvoit pas empescher , que l'on ne conservast en sa personne le droit des gens , qui fait respecter le caractere , mesmes en la personne du Ministre d'un ennemy déclaré , jusques à ce qu'il soit sorty du pais. Je ne parleray point des diligences que le Prince de Portugal fit contre les deniers & les effects , que le Roy de Portugal pouvoit avoir en ces Provinces , pour avoir usurpé sur lui , à ce qu'il pretendoit la Couronne qui lui appartenoit , comme estant descendu en ligne directe & masculine de Louïs , fils d'Emanuel , Roy de Portugal ; parce que l'Estat ne voulut pas prendre connoissance de ses pretensions , pour lesquelles pas un Prince de l'Europe ne s'estoit pas encore déclaré : Antonio , fils de Louïs , n'ayant jamais esté reconnu pour Roy , ny traité en cette qualité , mesmes en France , où on lui avoit donné retraite. Les Deputés de Zeelande firent instance à ce qu'on le congediast , & qu'on le renvoyast ; mais ceux de Hollande , qui jugeoient , que c'estoit une espece de rupture , après laquelle les Portugais ne manqueroient pas d'incommoder le commerce , & de s'en prendre aux marchands de ces pais qui s'estoient establis en Portugal , n'estoient pas du mesme avis , & vouloient qu'on leur donnast le loisir de retirer leurs effects , en les faisant avertir , que la trêve allant expirer au mois de Juin , ils feroient bien de les mettre à couvert. Comme en effect dès que l'Ambassadeur eut demandé un passeport pour sa personne , pour ses Domestiques & pour ses meubles , & qu'il eut fait connoistre qu'il alloit partir , l'on fit avertir les marchands de ne plus rien hazarder après que la trêve seroit expirée , & l'on envoya ordre au Consul , qui estoit pour les interets de cette nation à Lisbonne , de se retirer de bonne heure ; puis qu'aussy bien l'on permit quelque temps après à la Compagnie des Indes Orientales d'attaquer & de combattre les Portugais , tant deça que de là la Ligne , comme des ennemis déclarés de cet Estat. L'Ambassadeur prit le chemin de Hambourg , où il s'embarqua , presque au mesme temps que le Parlement d'Angleterre fit retirer celui qui estoit de la part du mesme Roy à Londres.



# HISTOIRE

## DES

### PROVINCES UNIES.

#### LIVRE CINQUIÈME.

##### SOMMAIRE.

*La grande Salle du Palais de la Haye destinée à l'Assemblée Extraordinaire, dont l'ouverture se fait par un des Députés de la Province de Frise. Le C. Pensionnaire d'Hollande remercie les autres Provinces, & leur dit, que l'intention de ses Maîtres est de faire regler la Religion, l'Union, & la Milice. Il fait connoître que les Provinces qui n'ont point de Gouverneur peuvent bien s'en passer, & qu'en tems de paix l'on n'a pas besoin de Capitaine Général. Il y a des Provinces qui veulent interrompre l'Assemblée; mais les autres s'y opposent, & sur tout la Hollande. La Gueldre dit son Avis touchant les trois points, & approuve celui de la Hollande. La Zélande dit le sien, & ne parle point de faire un Capitaine Général. Les Députés de Frise & de Groningue au contraire prétendent en faire une nécessité, fondée sur l'Union même, & veulent que l'on confère cette Dignité au jeune Prince d'Orange, & qu'on lui donne un Lieutenant. Ceux de Hollande s'y opposent, & répondent aux raisons des autres. Ceux de Zélande travaillent pour le jeune Prince, & la Princesse Douairière parle pour lui. La Princesse Royale tâche de faire revivre la qualité de Premier Noble en Zélande, mais l'une & l'autre inutilement; la Hollande dissipant les intrigues qui s'y font pour cela. La grande Assemblée règle la Religion. Elle fait un Règlement contre les corruptions. Elle règle aussi l'expédition des Routes ou Patentes pour la marche des gens de guerre, & les Correspondances secrètes. Elle fait une nouvelle Instruction pour le Conseil d'Etat, & renvoye à l'Assemblée Ordinaire les autres Délibérations. La Hollande fait examiner l'Ecrit, par lequel le Prince défunt avoit voulu justifier ce qu'il avoit fait à l'égard des Députés qu'il avoit fait arrêter, & du Siège d'Amsterdam. Les Villes justifient leurs Députés, & celle d'Amsterdam les deux freres Bicker, que le Prince avoit fait sortir du Magistrat. Les Etats de Hollande justifient les uns & les autres, répondent à l'Ecrit du Prince, & font procéder contre le Sieur de Somelsdyck. Les Députés de Frise parlent pour lui, & le font comprendre dans l'Amnistie, sans laquelle l'Assemblée se seroit séparée sans Résolutions. Elle supprime les Résolutions des 5. & 6. Juin 1650. & abolit la mémoire de ce que le Prince avoit fait en vertu de ces Résolutions. Clôture de l'Assemblée, & les affaires qui y furent réglées. Les Députés de Drenthe demandent qu'on leur donne séance dans l'Assemblée: ceux de Brabant en font autant; mais les uns & les autres inutilement. Les Etats de Hollande réunissent à leur Souveraineté les droits que les Princes avoient autrefois attribués aux Gouverneurs, & font changer la qualité des Gardes. La Gueldre accorde aux Villes le droit d'élire leurs Magistrats. Désordre à Dordrecht. L'Ambassadeur d'Espagne, & le Résident de France prennent audience à la Grande Assemblée. Leurs plaintes, & contestations. Le Président de Bellièvre, Ambassadeur Extraordinaire de France, arrive à la Haye. Son audience. Ses difficultés sur le Cérémoniel, & à cette occasion on fait une digression sur les cérémonies qui s'observent à la Haye avec les Ambassadeurs & autres Ministres Etrangers. Bellièvre part.*

Hh

Lc

*Le commerce des habitans de ces Provinces, troublé par les Déprédations des François, & des Anglois. Offres considérables de deux marchands d'Amsterdam. Corsaires de Salé, avec qui on fait un Traité. St. John & Strickland, Ambassadeurs de la République d'Angleterre arrivent à la Haye, après que toutes les Provinces l'ont reconnue pour telle. Leur première audience, & leurs offres d'une plus étroite liaison & amitié, pendant que le Parlement défend le Commerce aux Isles Caraïbes, qu'il incommode la Navigation en Portugal, & qu'il prend ombrage même des actions les plus innocentes des Etats. Aussi après les premières Conférences ils font connoître qu'ils ne veulent pas traiter, puisque cet Etat ne veut pas entrer dans tous les intérêts de la N. République. Ils veulent se retirer, parce que les partisans du Roi d'Angleterre leur font insulte, & en effet ils partent assez brusquement, sans rien conclure, bien qu'on eût mis quelques Articles par écrit. A leur retour ils rendent des mauvais offices à cet Etat. L'on publie en Angleterre la Déclaration touchant l'augmentation du Commerce, très préjudiciable à celui de ces Pais. L'on résout ici d'envoyer une Ambassade Extraordinaire en Angleterre. L'entre de l'Armée Ecossoise en Angleterre; sa défaite, dont le Roi a de la peine à se sauver. La guerre de l'Electeur de Brandebourg & du Duc de Neubourg, qui après quelques exploits de peu d'importance, s'accroissent entr'eux, à l'exclusion, de la Médiation de cet Etat. Démêlé de cet Etat avec le Duc de Neubourg pour la Seigneurie de Ravestein. Propositions du Duc de Curlande.*

1651.

*La grande  
Salle du Palais  
destinée pour  
l'Assemblée.  
Preuve I.  
Page 1.*



*Les Etats Gé-  
néraux approu-  
vent cette dé-  
cision.  
Pr. II. p. 2.*

**L'**ETAT se trouvant par le décès du Prince d'Orange sans Capitaine, & Amiral Général, & toutes les Provinces, à la réserve de la Frise, sans Gouverneur, il falloit voir qui l'on feroit dépositaire de cette autorité vaste & presque souveraine, que lui & ses prédécesseurs avoient possédée. Et c'est pour cet effet principalement que les Etats d'Hollande avoient prié tous leurs Alliés d'envoyer un nombre extraordinaire de Députés à la Haye, bien instruits de leurs intentions, afin de secourir la République de leurs avis & conseils dans cette importante conjoncture. Les Etats d'Hollande n'avoient point trouvé de lieu plus propre pour cette Assemblée solennelle que la Grande Salle qui est à l'entrée du Palais, où est le siège de la Justice & des Chambres des Comptes du Domaine & des Aides de la Province; & les Etats Généraux avoient approuvé ce choix, parcequ'en effet il n'y avoit point de lieu plus commode à la Haye. On en avoit fait ôter les Boutiques des Libraires & des Merciers qui en occupent les quatre murailles, & par ce moyen on y avoit fait un vuide de cent vingt-trois piés de long, sur cinquante sept de large, dans lequel les Etats d'Hollande avoient fait faire des bancs, revêtus de drap verd; & élevés, en forme de théâtre, le long des murailles à droite & à gauche. Vis à vis de la cheminée, qu'on découvre dès l'entrée, & presque au milieu de la Salle entre les deux rangées de bancs on avoit placé une table oblongue, accompagnée de dix sièges, dont l'un, qui étoit placé du coté de la cheminée, étoit pour le Président, & un autre, qu'on avoit mis du coté de la porte, étoit pour le Greffier. Les autres sièges devoient servir aux Ambassadeurs & Ministres Etrangers; mais avec cette difference, qu'aux Audiences des Ambassadeurs le Président se mettoit au milieu de la table, du coté droit, & l'Ambassadeur vis à vis, de l'autre coté de la table.

La



La plupart des Députés étant arrivés dès le mois de Décembre 1650, & au commencement de l'année suivante, on demeura d'accord, que l'ouverture de l'Assemblée se feroit le 18. Janvier. 1651.

Tellement que ce jour là ils se rendirent de bonne heure au Palais, les uns dans la Salle de leur Assemblée Ordinaire, & les autres dans la Grande Antichambre que l'on appelle communément, *La Chambre de la Trêve*, parce que ce fut là que les Députés s'assembloient tous les jours, pour traiter celle de douze ans au commencement de ce siècle. Les deux Appartemens ont chacun une porte dans un passage, ou Corridor, qui conduit à la Grande Salle, & où se rangèrent les Députés, pour aller, comme en procession, au lieu de l'Assemblée. Les Députés ayant pris leurs places dans le rang des Provinces, celle de Frise qui présidoit à son tour de semaine, fit l'ouverture par la bouche de M. Pibo de Doma, un de ses Députés Extraordinaires. Il remercia ceux des autres Provinces de s'être rendu sur le lieu en si grand nombre, & après avoir touché légèrement le sujet de cette célèbre Convocation, & prié l'Assemblée, de travailler avec application au bien de l'Etat, il se tourna vers le banc des Députés d'Hollande, & leur dit: „ Que puisque c'étoit à l'instance des Etats de „ leur Province principalement que cette Assemblée avoit été „ convoquée, elle seroit bien aise d'apprendre d'eux les raisons „ particulières qui les avoient obligé à y convier les Alliés.

Après ce petit Discours M. Jacob Catz, Conseiller Pensionnaire d'Hollande & Westfrise, étant sorti de sa place ordinaire, qui étoit au bout du banc des Députés de cette Province, & s'étant allé asseoir à la table auprès du Greffier, il fit, à son ordinaire, un Discours assez long, & plus poli que fort ou touchant. „ Il commença sa Harangue par les Actions de grâces „ que l'Etat devoit à Dieu, de ce que cette Grande & Solem- „ nelle Assemblée se trouvoit presentement au lieu où leurs pré- „ décesseurs avoient autrefois abjuré le Roi d'Espagne, & dé- „ claré publiquement, qu'il étoit déchu des droits qu'il pouvoit „ avoir sur ces Provinces. Il ajouta que Dieu en avoit beni le „ succès, & que les Drapeaux & les Etendars dont la voute & „ les murailles de la Salle étoient tapissées, en étoient des marques & des trophées immortels. Que par le décès du Prince „ d'Orange, qui n'avoit laissé qu'un fils posthume, l'Etat se trou- „ voit dans une conjoncture où il ne s'étoit pas encor vu depuis „ sa fondation, & depuis qu'il s'étoit formé par l'Union des sept „ Provinces, puis qu'il n'y avoit plus de Prince de la Maison d'Oran- „ ge qui fût capable de commander les armées. Que les Etats „ d'Hollande après y avoir fait une sérieuse réflexion, & après „ avoir donné une infinité de preuves de leur affection au bien „ de l'Etat en général depuis le commencement de l'Union, avoient „ bien voulu en donner une plus expresse dans la conjoncture „ présente, en conviant leurs Alliés de s'assembler extraordinairement pour délibérer ensemble de l'état présent des affaires. „ Que cette Assemblée nombreuse marquoit le zèle qui les fai- „ soit accourir aux nécessités de l'Etat, & faisoit esperer que le „ même esprit qui l'avoit excité en eux, présideroit aussi à leurs

*Les Députés  
de Frise font  
l'ouverture de  
l'Assemblée.*

*Le Pensionnaire  
d'Hollande  
en expose le su-  
jet.  
Pr. III. p. 3.*

*Changement  
dans l'Etat  
causé par la  
mort du Prince.*



1651. „ Délibérations. Que la Concorde étant le seul fondement de  
 „ cet Etat, ils jugeoient qu'il falloit, avant toutes choses, que les Pro-  
 „ vinces fussent d'accord entre elles, & réglassent les points qui  
 „ regardent la Religion, l'Union des Provinces, & la Guerre.  
 „ Que depuis l'Alliance perpétuelle & indissoluble, qui avoit été  
 „ faite en l'an 1579, on n'avoit point remarqué d'altération ni en  
 „ la Religion, ni en l'Union. Que les Decrets du Synode Na-  
 „ tional de Dordrecht subsistoient dans toute leur vigueur, & qu'il  
 „ n'y avoit rien qui eût affoibli l'Union; mais qu'il se trouvoit  
 „ trois changemens fort remarquables au fait de la Guerre. I. Que  
 „ l'Etat n'en avoit plus depuis la conclusion de la paix avec le  
 „ Roi d'Espagne. II. Que dans la Maison d'Orange il n'y avoit  
 „ personne qui pût aspirer au commandement des Armées.  
 „ Et III. Que depuis quelques années on avoit fait un Maréchal  
 „ de Camp, qui pouvoit, & devoit commander les Armées en  
 „ l'absence du Capitaine Général. Que les Etats d'Hollande é-  
 „ toient d'avis, que puisque de tout tems le Conseil d'Etat avoit  
 „ eu la direction des affaires de la guerre, il falloit la lui laisser,  
 „ & au Maréchal de Camp, & aux autres Officiers les fonctions  
 „ de leurs emplois. Pour ce qui est des Compagnies que l'on  
 „ voudra faire changer de garnison, ou faire marcher d'un lieu  
 „ à un autre, que le Conseil d'Etat en fit expédier les Ordres ou  
 „ Routes, que l'on appelle ici *Patentes*; mais du consentement  
 „ exprès des Etats Généraux, & des Colléges des Conseillers  
 „ Députés des Provinces, tant de celles d'où on voudroit les  
 „ faire sortir, que de celles où elles entreroient, logeroient, ou  
 „ passeroient. Que les Etats des Provinces disposassent des Char-  
 „ ges des Hauts Officiers qu'ils payent, & les Etats Généraux  
 „ des Gouvernemens & Commandemens des Places situées dans  
 „ les Pays Associés & Conquis. Que les Officiers & Soldats fissent  
 „ le serment de fidélité, non seulement aux Etats Généraux,  
 „ mais aussi à ceux des Provinces qui les payent. Qu'ils ne  
 „ croyoient pas qu'en l'état où étoient les affaires, on pût procé-  
 „ der à la nomination d'un Capitaine Général ou d'un Gouver-  
 „ neur de Province, sans faire le dernier préjudice à l'Etat; mais  
 „ qu'il seroit plus à propos de suivre l'exemple du Peuple d'Is-  
 „ raël, & de se former sur leur République avant qu'elle eût  
 „ pris du mépris pour le Gouvernement que Dieu même y avoit  
 „ établi, laquelle ne faisoit point de Général d'Armée que lors-  
 „ qu'elle en avoit besoin, & pour une Expédition seulement. Que  
 „ les Romains, à l'imitation de ce Peuple, en avoient usé de la  
 „ même manière sous l'Etat Populaire. Que les Athéniens &  
 „ les Lacédémoniens, sages Républicains, n'avoient point eu de  
 „ Capitaine perpétuel; & que les Républiques de Venise, des  
 „ Suisses, & de Genes n'en avoient point encor aujourd'hui. Au  
 „ reste, qu'ils ne croyoient pas qu'il y eût de l'avantage à faire  
 „ un Capitaine Général présentement, ni pour celui sur lequel on  
 „ pourroit jetter les yeux, ni pour son Lieutenant, ni pour l'E-  
 „ tat même.

*La Religion,  
l'Union & la  
Milice.*

*Les Etats  
d'Hollande ne  
veulent point de  
Capitaine Géné-  
ral, ni de Gou-  
verneur de Pro-  
vince.*

*Les Députés  
de Frise tâchent  
de faire séparer  
l'Assemblée.*

Les Députés de Frise qui n'étoient arrivés que depuis peu de  
 jours, qui avoient apporté des intentions toutes contraires à cel-  
 les que le Conseiller Pensionnaire venoit d'exprimer, & qui tâ-  
 choient



choient de faire disposer des Charges vacantes par le décès du Prince, en faveur de son Fils, voyant que la Hollande ne pourroit pas y être disposée, firent connoître dès le lendemain de l'ouverture: „ Qu'ils jugeoient à propos d'interrompre l'Assemblée, blée pour quelques jours afin que les principaux points de la „ *Proposition* de la Hollande pussent être mis en délibération „ dans les Provinces. „ Mais les Députés de Gueldre, de Zéelande, & d'Utrecht, qui en avoient conféré avec ceux d'Hollande, & digéré la matière avec eux, la firent continuer. Ce qui n'empêcha pas pourtant que les Provinces de Frise & de Groningue ne continuassent de parler de la surseance de l'Assemblée. De sorte que la Hollande craignant qu'on ne la dissipât à son ouverture, & ainsi que l'on n'éludât ses bonnes intentions, si on ne pouvoit la faire changer de sentiment, déclara: Qu'elle entendoit, que l'Assemblée qui avoit été si solennellement convoquée, fût continuée jusqu'à ce que tous les points qu'on prétendoit y faire mettre en délibération, fussent résolus. Qu'elle n'abandonneroit point l'Etat en la conjoncture présente; mais qu'elle se joindroit aux Provinces qui en aimoient la prospérité & la conservation, & prendroit pour cela les mesures qu'elle jugeroit nécessaires. Et de fait M. Eysing présidant à l'Assemblée au nom de la Province de Groningue, ayant conclu contre l'avis de la plupart des Provinces: „ Que l'Assemblée seroit discontinuée dès „ que les autres Provinces auroient dit leurs sentimens sur la première „ *Proposition*, „ la Hollande fit réformer la conclusion, & ordonner „ que l'Assemblée seroit continuée: sans préjudice „ néanmoins de la liberté qu'on laissoit aux Députés des Provinces d'envoyer quelques-uns d'entr'eux consulter leurs Com- „ mittens; pourvu que leur banc ne fit point de vuide dans l'Assemblée. „

165 I.

Pr. IV. p. 11.

Les autres  
Provinces s'y  
opposent.

Et particuliè-  
rement la Hol-  
lande.

Pr. V. ibid.

La Frise &  
Groningue ven-  
lent rompre  
l'Assemblée.

La Hollande  
l'empêche.

Pr. VI. p. 12.

Cependant les Députés de Gueldre, à qui ceux d'Hollande avoient communiqué leurs pensées devant l'ouverture de l'Assemblée, opinant sur les trois points que le Conseiller Pensionnaire avoit touché en sa *Proposition*, dirent: „ Qu'ils étoient d'avis „ qu'il falloit laisser la direction des affaires de la Guerre à l'Assemblée Ordinaire des Etats Généraux, avec la faculté d'en „ disposer souverainement, après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat. Que lorsqu'une guerre, ou autre nécessité pressante obligeroit l'Etat à donner un Capitaine, ou un Lieutenant Général à ses Armées, les Etats Généraux fissent une Instruction pour „ celui qui y seroit employé, & que les Provinces présentassent „ celui qu'elles jugeroient le plus capable & le plus propre pour „ le bien de l'Etat, pour être ensuite nommé du consentement „ unanime de tous les Alliés, & non autrement. Que les mêmes „ Provinces disposassent par le moyen des Députés qu'elles en- voyent à l'Assemblée Générale, de toutes les Hautes Charges „ Militaires, jusqu'à celle de Colonel exclusivement, tant de „ celles dont les Etats Généraux avoient la disposition, que de „ celles qu'on avoit laissé à la nomination du Prince d'Orange. „ Que les Provinces Unies disposassent des charges de Colonels, „ & des autres Charges subalternes; mais que les Compagnies, „ tant de Cavalerie que d'Infanterie fussent données par les Etats

Avis des Dé-  
putés de Guel-  
dre.

Pr. VII. p. 13.

Touchant les  
Affaires de la  
Guerre.

La disposition  
des Charges Mi-  
litaires.



1651. „ des Provinces qui les payent. Que les Commandeurs, & les  
 „ Majors des Places & Forts situés dans une des Provinces Unies  
 „ fussent nommés par les Etats de la même Province, & que  
 „ leur Commission fût expédiée par les Etats Généraux, ou bien  
 „ par le Conseil d'Etat; mais que les clefs des portes fussent gar-  
 „ dées par les Magistrats des villes qui ont voix & séance aux  
 „ Etats de la Province. Que le Conseil de Guerre n'étendît sa  
 „ juridiction que sur les crimes & délits purement Militaires, &  
 „ commis de Soldat à Soldat. Que les Etats Généraux eussent  
 „ la disposition des Gouvernements des Places situées dans les  
 „ Pays Associés ou Conquis & immédiatement sujets à l'Etat en  
 „ Général. Que les Etats Généraux eussent seuls l'autorité de  
 „ tirer les garnisons d'une Province ou d'une place, pour les en-  
 „ voyer dans une autre, après en avoir pris l'avis du Conseil  
 „ d'Etat, en avertissant les Etats des Provinces d'où ils tireroient  
 „ les Gens de guerre, aussi bien que les Etats de celles où ils  
 „ les envoyeroient, & par lesquelles ils les feroient passer. Que  
 „ les Etats de chacune des Provinces Unies eussent la même au-  
 „ torité chez eux de changer les garnisons d'une place à l'autre;  
 „ dont ils donneroient en même tems avis au Conseil d'Etat.  
 „ Que les Magistrats des Villes qui ont séance aux Etats de leur  
 „ Province, se fassent faire le serment de fidélité par les Gens de  
 „ guerre qu'on y mettra en garnison, suivant le VII. Article de  
 „ l'Union. Que les correspondances secretes fussent entretenues  
 „ à l'ordinaire par les Etats, & par le Conseil d'Etat, de la ma-  
 „ nière qu'ils jugeroient la plus avantageuse pour l'Etat. Que les  
 „ differends qui pourroient survenir entre les villes d'une même  
 „ Province fussent décidés par les Cours de Justice, conjointe-  
 „ ment avec des Députés de la Province, en cas qu'elles en pus-  
 „ sent prendre connoissance; ou par les mêmes Députés, & par  
 „ des Commissaires d'autres Cours de Justice non intéressées. Que  
 „ ceux qui naîtroient entre les Provinces fussent réglés par les  
 „ Députés des autres Provinces non intéressées, qui seroient nom-  
 „ més par les Etats Généraux. Que si elles s'y trouvoient tou-  
 „ tes intéressées, l'on nommât des Juges délégués pour accom-  
 „ moder les differends à l'amiable, ou bien pour les décider dans les  
 „ formes, & ce dans un mois, & en laissant aux parties la liber-  
 „ té de récuser les suspects. Que les Juges, ou Commissaires,  
 „ jurassent, qu'ils n'auroient point de considération pour l'intérêt  
 „ d'aucune Province. Que leurs sentences fussent exécutées,  
 „ nonobstant opposition, ou appellation quelconque; & que les  
 „ Etats Généraux y tinssent la main, sans qu'il fût permis néan-  
 „ moins à une Province d'user de représailles, de voyes de fait,  
 „ ou d'autres moyens violens contre l'autre. Pour ce qui est de  
 „ la Religion, que suivant la Résolution du 16. Novembre 1646.  
 „ on ne permît que l'Exercice de la Religion Réformée de la  
 „ manière qu'elle étoit prêchée dans les Temples de ce Pays, &  
 „ qu'elle avoit été expliquée par les Decrets du Synode de Dord-  
 „ recht. Que les Etats de chaque Province la réglassent chez  
 „ eux, & la maintinssent de toute leur autorité; ne permettant  
 „ point qu'il s'y fit aucune infraction, ou altération. Que l'on exé-  
 „ cutât les Ordonnances ou Déclarations faites contre les Ca-  
 „ „ tholiques

*Les Gouverne-  
mens & Com-  
mandemens  
des Places.*

*Touchant les  
Routes ou Pa-  
tentés.*

*Les Correspon-  
dances secretes.*

*Differends entre  
les Provinces.*

*Et la Religion.*



„ tholiques Romains, & que l'on fit un Règlement contre les  
 „ Prêtres & Moines étrangers qui viennent dans le Pays sans per-  
 „ mission. ” Ils ne dirent rien de l'*Union*, parce qu'ils jugeoient,  
 que jusqu'alors on n'y avoit point donné d'atteinte. Et de fait  
 c'étoit le sentiment de la plupart des autres Provinces; même de  
 celles qui venoient d'en accuser la Hollande. Car M. Adrien  
 Veth, Conseiller Pensionnaire de Zéelande, prenant la parole,  
 après que l'on eut achevé de lire les *Considerations* des Députés  
 de Gueldre, dit: „ Que l'on voyoit subsister l'*Union* faite à U-  
 „ trecht sans altération; mais qu'il y avoit lieu de craindre qu'un  
 „ Etat composé de sept Provinces souveraines & indépendantes;  
 „ chaque Province de plusieurs Membres & Villes; & chaque  
 „ Ville d'un si grand nombre de personnes, dont les humeurs sont  
 „ souvent aussi incompatibles que leurs intérêts sont différens,  
 „ ne pût pas longtems subsister sans que cette harmonie ne fût  
 „ déconcertée. Qu'il étoit impossible que de cette différence  
 „ d'humeurs & d'intérêts, & de la différente nature des Affaires  
 „ qui sont l'objet de leurs délibérations, l'on ne passât à des sen-  
 „ timens différens & contraires, & ensuite à des divisions entre  
 „ les Villes, & les Provinces mêmes. Que l'*Union* y avoit  
 „ en quelque façon pourvu, en ordonnant: Que si quelques dif-  
 „ ferends partageoient les Provinces, & qu'elles y fussent toutes  
 „ intéressées, les Gouverneurs de ce tems-là pourroient les ré-  
 „ gler, ou décider; ou si elles n'y étoient pas toutes mêlées, cel-  
 „ les qui ne feroient pas intéressées les feroient régler ou ac-  
 „ commodier par leurs Députés. Que la plupart des Provinces  
 „ se trouvant presentement sans Gouverneur, par le décès du  
 „ Prince d'Orange, il falloit nécessairement avoir recours à un  
 „ autre moyen capable de réparer ce défaut, qui feroit sans dou-  
 „ te une grande brèche dans l'*Union*, si on souffroit que l'on en  
 „ retranchât deux de ses principaux Articles. Qu'il prioit donc  
 „ l'Assemblée de considérer: S'il ne seroit pas à propos, que pour  
 „ régler les différends qui pourroient naître entre les Provinces,  
 „ l'on employât quelques Conseillers des Cours de Justice, ac-  
 „ coutumés à manier & décider des Affaires très importantes,  
 „ & qui n'ayant point de part au maniment des Affaires de l'E-  
 „ tat, n'y sont point intéressés; ou bien quelques personages gra-  
 „ ves & habiles, élevés dans les affaires de l'Etat, & accoutumés  
 „ à faire rapprocher les esprits par la douceur, & avec adresse,  
 „ en les accommodant aux Affaires, plutôt qu'en décidant les dif-  
 „ ferends par la rigueur des Loix, ou selon leur caprice: si on  
 „ n'aimoit mieux s'en remettre à des amis, & Alliés communs, &  
 „ étrangers. Quant à la Religion, que ses Committens étoient  
 „ d'avis, avec les Etats de Gueldre & d'Hollande, que chaque Pro-  
 „ vince maintint la Religion Réformée chez elle, & que les Etats  
 „ Généraux en eussent soin dans le Ressort de la Généralité. Que  
 „ l'on réfrénât la licence des Sectaires. Que l'on obligeât les Am-  
 „ bassadeurs & Ministres des Princes Etrangers, de ne faire prê-  
 „ cher chez eux qu'en leur langue; & que l'on achevât la Réfor-  
 „ mation Ecclésiastique & Politique dans la Mairie de Bois-le-Duc,  
 „ & dans les autres Quartiers Associés & Conquis. ” Il ne par-  
 la point du tout de la Charge de Capitaine Général, ni de celle  
 de

*L'Avis des  
Députés de  
Zéelande.  
Pr. VIII. p. 19.*

*Touchant la  
décision des dif-  
ferends entre les  
Provinces.*

*Et la Religion.*

1651.

de Gouverneur de Province, & en ne touchant point aux Affaires de la guerre il témoignoit que les sentimens de la Zéelande étoient conformes à ceux des deux autres Provinces. Elle s'en expliqua le dernier jour de Janvier, en faisant entendre: Qu'elle étoit d'avis, " que le Conseil d'Etat eût la direction des Affaires  
 „ de la guerre; mais qu'il ne pourroit pas tirer des Compagnies  
 „ d'une des Provinces, ou y en faire entrer, sans la permission de  
 „ cette même Province. Que l'on affectât un certain nombre de  
 „ Compagnies aux Garnisons des places frontières, & que l'on  
 „ n'employât les autres qu'en campagne. Que les Etats Géné-  
 „ raux continuassent à disposer des Gouvernemens & des Com-  
 „ mandemens des Places de la Généralité, & chaque Province  
 „ des Places de son Ressort, ou bien assignées & affectées à leur  
 „ Province." Ce qu'elle y fit ajouter, parce que les Etats de  
 Zéelande prétendent pouvoir disposer des Gouvernemens des  
 Forts de Lillo, Liefkenfoort, Axel, Terneuse, & Bier-Vliet,  
 quoique situés en Brabant, ou en Flandre; & ce en vertu d'un  
 ordre que le Conseil d'Etat donna le 30 Août 1588, que ceux de  
 Zéelande appellent, *Lettres de Committimus*, en vertu desquel-  
 les ils se font maintenus jusqu'ici en possession de ce prétendu  
 droit, que les autres Provinces leur contestent de tems en tems.

Ceux de Frise  
 veulent que les  
 Provinces se  
 donnent un  
 Gouverneur &  
 Capitaine Gé-  
 néral.

Pr. IX. p. 33.

Et recomman-  
 dent le Prince  
 d'Orange.

Pr. X. p. 34.

Ceux de Gro-  
 ningue les secon-  
 dent.

Pr. XI. p. 39

La Hollande y  
 répond.

Pr. XII. p. 47.

Touchant les  
 affaires de la  
 guerre.

Les Députés de Frise étant cependant entré en Conférence avec ceux d'Hollande, au sujet de la *Proposition* que ceux-ci avoient faite à l'ouverture de l'Assemblée, tâchoient de tirer des Articles IX. & XVI. de l'*Union* une nécessité indispensable pour les Provinces de se donner un Gouverneur & Capitaine Général. Ils disoient: " Que les Etats d'Hollande soutenoient, qu'en tems de  
 „ paix un Capitaine Général étoit inutile, & que dans la Maison  
 „ d'Orange il n'y avoit qu'un enfant, qui en étoit incapable.  
 „ Mais qu'en tems de paix il ne falloit pas laisser de se préparer  
 „ à la guerre. Que le Roi d'Espagne étoit encor armé, & que  
 „ ses troupes étoient à nos portes. Et qu'encor que dans la Mai-  
 „ son d'Orange il ne se trouvât personne presentement qui en fût  
 „ capable, il s'en trouveroit en celle de Nassau. Que l'Etat ac-  
 „ quéreroit une gloire immortelle en faisant le jeune Prince d'O-  
 „ range Capitaine Général, pour entrer dans l'exercice de cet  
 „ emploi lorsque l'âge lui permettroit de joindre sa propre capa-  
 „ cité & son mérite personnel aux services de ses prédécesseurs,  
 „ avec une autorité que sa Commission limiteroit, ainsi que l'Etat  
 „ le jugeroit à propos."

Et d'autant qu'ils s'en expliquèrent dans la Grande Assemblée, & qu'ils y furent secondés par ceux de la Province de Groningue, les Etats d'Hollande y firent représenter, pour l'éclaircissement de ce qu'ils avoient fait proposer à l'ouverture: " Que la direction & la disposition des Affaires de la guerre ayant été confiées au Conseil d'Etat depuis l'*Union*, il étoit à propos de la lui laisser: " les Alliés se réservant la faculté de changer son Instruction ainsi qu'ils le jugeroient nécessaire pour le bien de l'Etat. Qu'il fal- loit laisser aux Provinces particulières la liberté de disposer des Compagnies qui y sont en garnison pour les tirer d'une place & les envoyer à une autre dans la même Province. Que pour les envoyer d'une Province à une autre, il faudroit que le Con- seil



1651.

*Pour les Rou-  
tes ou Patentes.*

„ feil d'Etat envoyât ses Patentes ou Routes en blanc aux Etats  
 „ de la Province, ou bien à leurs Conseillers Députés, pour être  
 „ par eux remplis, & accompagnés d'autres Ordres par foriné  
 „ d'Attache. Qu'en cas que les Etats de la Province fissent dif-  
 „ ficulté de faire marcher les Compagnies; & que le Conseil  
 „ d'Etat n'approuvât pas les raisons de leur refus, ils fussent obli-  
 „ gés de les faire marcher sur un second Ordre du même Con-  
 „ seil, n'étoit qu'elles fussent payées par les Etats de la Province  
 „ ou elles seroient en garnison. Que l'on ne pût pas obliger les  
 „ Provinces à recevoir garnison dans leurs Places, si ce n'est de  
 „ leur consentement exprès; ou de celui de leurs Conseillers Dé-  
 „ putés. Qu'il faudroit loger les Compagnies dans les Provinces  
 „ qui les payent, ou bien dans les Places voisines; & que ce ne  
 „ fût que de leur consentement que le Conseil d'Etat les en pût  
 „ tirer pour les envoyer ailleurs. Que les Etats des Provinces  
 „ particulières eussent la disposition des Gouvernemens; & des  
 „ Commandemens des Places de leur Province & les Etats Gé-  
 „ neraux celle des Places du Ressort de la Généralité. Que tous  
 „ les Gens de guerre fissent le serment de fidélité non seulement  
 „ aux Etats Generaux; & à ceux des Provinces qui les payent,  
 „ mais aussi à ceux des Provinces; & des Magistrats des villes  
 „ où ils seroient en garnison; & qu'en la conjoncture présente des  
 „ Affaires il n'étoit pas nécessaire de nommer un Capitaine Gé-  
 „ neral. Qu'ils jugeoient que pour fortifier cet Avis de raisons per-  
 „ tinentes, il suffisoit d'alléguer l'Instruction que l'on avoit faite  
 „ pour le Conseil d'Etat, en l'an 1588, qui lui donne la disposi-  
 „ tion des affaires de la Guerre. Qu'on ne pouvoit pas nier que les  
 „ Gouverneurs des Provinces n'eussent eu la disposition du chan-  
 „ gement des Garnisons dans l'étendue de leurs Gouvernemens,  
 „ dès le tems de l'Empereur Charles Quint, & depuis la Fonda-  
 „ tion de cet Etat, même sans l'avis du Capitaine Général. Que  
 „ le Prince Maurice d'Orange l'avoit eue sous le Comte de Ley-  
 „ cester. Que les Gouverneurs de Frise & de Groningue en  
 „ usoient encor présentement de la même manière; & que sur  
 „ ces deux principes on pouvoit facilement justifier tous les autres  
 „ points. Qu'ils se trouvoient obligés de dire au sujet de la Char-  
 „ ge de Capitaine Général, que depuis l'abjuration du Roi d'E-  
 „ spagne cet Etat n'avoit eu qu'un seul Gouverneur General;  
 „ mais que les Provinces qui avoient donné cette charge au  
 „ Comte de Leycester, avec le commandement absolu des Gens  
 „ de guerre, non seulement quand ils étoient en campagne en  
 „ corps d'armée, mais aussi sur les Garnisons, & qui plus est,  
 „ sur les Villes, & sur les Provinces mêmes, furent tellement dé-  
 „ goûtées de ce Gouvernement qu'elles la supprimèrent après sa  
 „ retraite. Que le même Prince Maurice, comme Gouverneur  
 „ General de Gueldre, d'Hollande, de Zéelande, d'Utrecht,  
 „ d'Overissel, & de la ville & Pays de Groningue, c'est à dire  
 „ de chacune de ces Provinces en particulier, avoit bien com-  
 „ mandé les Gens de Guerre dans les mêmes Provinces de la part  
 „ des Etats de chaque Province; mais qu'en qualité de Capitaine  
 „ Général de toute la République il n'avoit commandé les ar-  
 „ mées que lors qu'elles étoient en campagne dans les Provin-

*Les Gouverne-  
mens.**Le serment des  
Troupes.**Elle ne veut  
point de Capi-  
taine Général.**Le Comte de  
Leycester Gou-  
verneur Gène-  
ral: son pou-  
voir.**Chaque Pro-  
vince avoit son  
Capitaine Gé-  
neral.*



1651.

Mauvaise ex-  
plication des  
Textes de l'U-  
nion.

La charge de  
Capitaine Gene-  
ral ne doit pas  
être donnée à  
un enfant.

On n'en doit  
pas disposer au  
préjudice de la  
postérité.

ces Associées ou Conquises, ou bien en Pays ennemi. De forte  
que ce n'étoit pas à tous les Alliés en corps, mais à chaque  
Province en particulier, à juger, si l'état de ses Affaires l'obli-  
geoit à se donner un Gouverneur & un Capitaine Général, ou  
non. Au reste que les Etats de Frise & de Groningue don-  
noient une explication bien forcée au texte de l'Union, en  
voulant tirer des IX & XVI Articles, une nécessité indispen-  
sable de se donner un Gouverneur & Capitaine General; vu  
qu'en ce tems-là les Provinces étant encor sujettes du Roi d'Es-  
pagne, c'étoit à lui de leur en donner un: comme présente-  
ment, qu'elles sont libres & indépendantes on ne les y peut  
pas contraindre, à moins de leur ravir la Souveraineté qu'elles  
se sont réservée par l'Union. Qu'elle porte: *Que les Provin-*  
*ces soumirent la décision de leurs differends aux Gouverneurs*  
non absolument, mais par provision; non à la qualité, mais  
aux personnes de ceux qui vivoient alors, dont on connoissoit le  
mérite, le zèle, & l'affection; & non à leurs Successeurs, dont  
on ne pouvoit pas connoître les inclinations, ni les qualités per-  
sonnelles. Qu'il étoit bien vrai que le XXIV. Article de la  
même Union porte: Que les Gouverneurs à venir seront tenus  
de jurer solenniellement, qu'ils ne feront rien au préjudice de  
l'Union: paroles qui n'imposoient pas aux Provinces une néces-  
sité absolue de se donner un Gouverneur; mais bien aux Gou-  
verneurs celle de faire serment, quand quelqu'une des Provin-  
ces auroit jugé à propos d'en nommer un. Et ainsi que pour  
l'ajustement des differends qui pourroient naître entre les Pro-  
vinces, elles se pourroient servir de quelque un des moyens que les  
Députés de Gueldre, de Zéelande, & d'Utrecht avoient pro-  
posés. Que l'Etat jouissant d'une profonde paix, & n'ayant  
point d'armée en campagne, ce seroit une grande incongruité  
de créer un Chef qui n'eût point de Corps. Que quand  
même les Etats auroient une armée sur pié, & jugeroient né-  
cessaire de lui donner un Capitaine Général, ils ne s'aviferoient  
jamais de l'aller chercher dans le berceau. Qu'il n'y auroit point  
de raison de donner cet important Emploi à un enfant, des qua-  
lités duquel personne ne pouvoit encor juger, non plus que de  
celles qu'il pourroit acquérir dans un âge plus avancé, & qui  
de quinze ou seize ans ne seroit pas capable de rendre le moins  
de service. Que pour la même raison les Etats d'Hollande,  
& à leur exemple ceux de plusieurs autres Provinces, avoient,  
par des Résolutions formelles, supprimé les Survivances, &  
particulièrement celle de Capitaine Général. Que ce seroit une  
injustice de disposer présentement d'une chose qui ne pouvoit  
pas avoir son effet de plusieurs années, au préjudice de la li-  
berté de ceux qui seront en droit d'en disposer lorsque l'E-  
tat jugera nécessaire de faire un Capitaine Général; parce que  
la postérité auroit raison de reprocher à la mémoire de ses pré-  
décesseurs le tort qu'ils lui feroient, en lui ravissant la liberté  
de pouvoir disposer en son tems d'une affaire dont la connois-  
sance & la disposition ne peuvent pas lui être ôtées. Qu'il  
importoit de faire connoître à ceux que l'Etat appelle à cette  
éminente Charge, qu'ils ne la possèdent pas en vertu d'un  
droit



droit héréditaire ; mais qu'ils en ont toute l'obligation à ceux qui la leur donnent gratuitement ; afin qu'ils aient pour eux, & pour l'Etat l'affection & le respect que l'on ne pourroit pas se promettre du jeune Prince, s'il s'en trouvoit revêtu avec les premiers caractères du Christianisme, avant qu'il eût l'usage de la raison. Que bien loin de rétablir par là la première forme du Gouvernement que nos Pères avoient jugé la plus propre pour l'humeur de ces peuples dans la première enfance de cet Etat, ce seroit introduire une nouveauté qui n'a point d'exemple ni ici, ni ailleurs, personne n'ayant jamais oui dire, que dans une République libre on ait donné la Charge de Capitaine General à un enfant qui étoit encor au maillot. Que la qualité de Lieutenant General étoit aussi incompatible avec la Constitution de cet Etat. Que c'étoit une autre nouveauté, qui ne seroit pas moins dangereuse que la première. Qu'on ne la pouvoit pas donner à Guillaume, Comte de Nassau, Gouverneur de Frise, sans faire un outrage irréparable au Seigneur de Bréderode, & sans le dégrader en quelque façon ; après l'autorité que les Provinces lui avoient donné ; de commander, comme Maréchal de Camp, les armes de l'Etat immédiatement après le Capitaine General, & en Chef en l'absence, ou après le décès du même General, & qu'en traitant le Maréchal de Camp d'une manière si sanglante, l'Etat se chargeoit du reproche d'une ingratitude inexcusable, après les services que la Maison de Bréderode lui avoit rendu. Que la même raison parloit pour Martin Herperts Tromp, Lieutenant Amiral, ou Lieutenant General de l'Etat par mer. Qu'il exerçoit cette charge avec applaudissement ; qu'il ne pouvoit point reconnoître d'autre supérieur qu'un Amiral, & qu'on ne lui en pouvoit point donner sans faire tort à son mérite, & au service de l'Etat, lequel on jetteroit par ce moyen en des désordres & confusions inevitables."

*La qualité de Lieutenant General incompatible avec la Constitution de l'Etat, & préjudiciable au Seigneur de Bréderode.*

*Comme aussi à Tromp.*

La Hollande n'étoit pas encor revenue du ressentiment qu'elle avoit du procédé du Comte Guillaume de Nassau, qui avoit eu bonne part aux Conseils qui avoient produit de si funestes effets, l'année passée ; & qui avoit aidé à former les desseins, & à les exécuter en partie. C'est pourquoi elle representa : „ que le choix que l'on feroit de sa personne ne seroit pas moins préjudiciable au Prince d'Orange même qu'à l'Etat, parce que le Comte pourroit si bien s'établir pendant la minorité que le Prince auroit de la peine à se faire faire place quand il seroit en âge & en état d'agir." Il alloit épouser Albérine Henriette, seconde fille de Frederic-Henri, & étant de la Maison de Nassau il avoit fait voir, en profitant du Gouvernement de Groningue ; après le décès du Prince défunt qu'il ne manqueroit pas de profiter aussi des autres emplois s'il en trouvoit l'occasion.

*La Hollande mécontente du Gouverneur de Frise.*

*Il se fait donner le Gouvernement de Groningue.*

Les Députés de Frise répliquèrent aux raisons des Etats d'Hollande, mais trop foiblement, au jugement des Etats d'Hollande, pour forcer les inclinations des Provinces qui n'en avoient point du tout à se donner un Gouverneur. La Frise en avoit un, & n'avoit pas pris l'avis des autres Alliés touchant le choix qu'elle en avoit fait, parce qu'elle avoit jugé que c'étoit une affaire pu-

*La Frise réplique.*  
Pr. XIII. p. 18.

1651. rement domestique, dont elle pouvoit disposer sans eux. C'étoit le sentiment de la Hollande; & les Deputés d'Utrecht en opinant sur les trois points sur lesquels l'Assemblée devoit principalement délibérer, n'avoient pas dit un seul mot de la Charge de Capitaine Général, ou de Gouverneur de Province: comme aussi ceux d'Overissel avoient bien témoigné, que c'étoit aux Provinces à juger, si elles avoient besoin d'un Gouverneur, ou non? Dans les Conférences particulières que les Deputés d'Hollande avoient eu avec ceux de Zéelande, tant devant qu'après l'ouverture de l'Assemblée, les premiers avoient déclaré, „ que tout ce „ que leurs Principaux pourroient faire en faveur du jeune Prince d'Orange, c'étoit de promettre, que lorsqu'il seroit parvenu à l'âge de Majorité, l'on considéreroit le mérite de ses Ancêtres, & les bonnes qualités de sa personne, autant que le service de l'Etat le pourroit permettre. Et sur ce que ceux de Zéelande les vouloient obliger à les assurer, qu'ils ne souffriroient pas que pendant la Minorité du Prince l'on nommât un autre Capitaine; qu'étant parvenu à l'âge de Majorité on le préféreroit à tous les autres Sujets, & qu'il seroit jugé de sa capacité à la pluralité des voix, „ ils témoignèrent qu'ils ne pouvoient pas changer de sentiment; & qu'avant toutes choses il falloit arrêter: „ Qu'il ne seroit point procédé à la nomination d'un „ Capitaine General, sinon du consentement unanime de toutes „ les Provinces. „

*Differend entre la Hollande & la Zéelande au sujet du Prince d'Orange.*  
Pr. XVI.  
p. 104.

*La Princesse Douairière recommande le Prince.*  
Pr. XVII.  
p. 106.

Pendant les Délibérations de la Grande Assemblée la Princesse Douairière y presenta un Mémoire, au Mois de Février, où elle disoit. „ Qu'ayant appris que les Etats déliberoient, entr'autres „ choses, touchant les Charges tant Politiques que Militaires, vacantes par la mort du feu Prince d'Orange, elle esperoit qu'ils se souviendroient du jeune Prince son petit-fils. Que c'étoit le seul héritier des vertus de ces Illustres personages, qui non „ contens d'avoir jetté les premiers fondemens de ce puissant Etat, l'avoient encor élevé à cette grandeur en laquelle on le voyoit aujourd'hui. Que les habitans de ces Provinces leur étoient obligés de la paix dont ils goûtoient présentement les fruits, à l'ombre des lauriers que ces Grands Capitaines avoient planté & cueilli aux dépens de leurs biens & de leurs vies. Qu'elle ne doutoit point que l'Assemblée ne considérât le jeune Prince, même sans qu'il fût besoin qu'elle leur en rafraîchît la mémoire; mais qu'elle ne pouvoit pas manquer à ce qu'elle croyoit devoir à l'âge & à l'innocence du Prince, son petit-fils: en protestant pourtant, qu'elle savoit bien que les éminens emplois que les Princes ses prédécesseurs avoient possédés en „ ce Pays, n'étoient pas héréditaires en la famille; mais que le „ Prince ne les pouvoit recevoir que des mains des Etats comme „ une pure grace & faveur; & comme des marques de la tendresse & de l'affection qu'ils avoient encor pour la mémoire des „ Princes défunts, & pour toute la Maison d'Orange: comme le „ jeune Prince le reconnoîtroit par un zèle, & par une fidélité „ inviolable pour le service de l'Etat pendant tout le cours de sa „ vie. „ Ce Mémoire ne fit point d'effet du tout, d'autant que la plupart des Provinces n'ayant point d'inclination à disposer de ces



ces Charges, elle se contentèrent de se faire donner une Copie du Mémoire pour le communiquer à leurs Committens : ce qu'elles font ordinairement quand elles ne veulent pas ouvertement rejeter une affaire qu'elles n'ont pas envie de faire.

La Princesse Royale ne réussit pas mieux en Zéelande. Elle y fit remontrer : „ Que la qualité de Premier Noble, qui représente tout le Corps de la Noblesse en cette Province, laquelle avoit été fort longtems possédée par les prédécesseurs du Prince ; son fils, & étoit comme Héritaire en sa famille, tant à cause des importans services que les Princes d'Orange ont rendu à l'Etat en général & à la Zéelande en particulier, qu'à cause des belles Terres & grandes Seigneuries qu'ils y possèdent, ayant été comme supprimée par le décès du Prince, son mari ; il étoit nécessaire de réparer la brèche qu'on avoit faite dans le Gouvernement des affaires de la Province. Qu'il ne se trouvoit plus personne de la part de la Noblesse aux Etats, ni dans les autres Colléges de la Province, & qu'en remplissant cette place ils rendroient aux Résolutions des Etats de Zéelande la forme essentielle qui leur manquoit présentement. ” Les Princes n'avoient pas toujours fait un choix fort juste des personnes qui les représentoient en cette qualité dans la Province, & ceux qui s'y en trouvoient revêtus se tiroient du pair d'avec les autres personnes de qualité, & abusoient de l'autorité que le Prince leur donnoit ; tellement que ceux qui en étoient jaloux, & qui étoient bien aises de voir cette qualité éteinte avec la personne du Prince défunt, n'avoient garde de la faire revivre.

*La Princesse Royale le reconnoît en Zéelande.*

Toutes fois comme dans les Etats Populaires tous les sentimens de ceux qui ont part aux affaires ne sont pas également généreux, quelques esprits intéressés travailloient à faire réussir l'intention de la Princesse Royale ; nonobstant la Déclaration que les Deputés de la Province avoient faite quelque tems auparavant à ceux d'Hollande : „ Qu'ils jugeoient qu'on pouvoit bien differer d'élire un Capitaine Général sans que l'intérêt de l'Etat en souffrît du préjudice. ” Les Etats d'Hollande qui en étoient bien avertis, jugeant qu'il étoit nécessaire de s'opposer de bonne heure à ces intrigues capables de diviser les Provinces & de faire rompre la Grande Assemblée, envoyèrent en Zéelande M. Jacob de Wassenaer, Seigneur d'Obdam, du Corps de la Noblesse, M. Jean De Witt, Conseiller Pensionnaire de la Ville de Dordrecht ; M. Guillaume Nieuwpoort, Conseiller & Receveur General de Nord-Hollande ; & M. Frederic Ryccen, Conseiller Pensionnaire de Purmerend. Ils avoient ordre „ de prier les Etats de cette Province-là de ne plus lever les Droits de passages, non plus que ceux qu'on avoit établis sur les rivières pendant la guerre, par forme de représailles, & de consentir à l'Erection d'une Chambre mi-partie, à laquelle l'Etat s'étoit solennellement obligé par le Traité de Munster. ” Ce fut là le prétexte ; mais ce fut en effet pour tâcher de dissiper les intrigues qui s'y faisoient pour le Prince d'Orange. Et de fait dans le Discours que ces Deputés firent dans l'Assemblée des Etats de la Province, ils ne parlèrent que de la Charge de Capitaine General. Ils représenterent : „ Que les autres Princes d'Orange avoient sous cette qualité exercé le pou-

*La Hollande y envoie des Députés.  
Pr. XVIII.  
p. 109.*

*Leur Proposition.  
Pr. XIX.  
p. 111.*

1651.

*Déclaration  
des Etats de  
Zélande.  
Pr. XX.  
p. 121.*

*Les Synodes  
députent à la  
Grande Assem-  
blée.  
Pr. XXI.  
p. 123.*

*Ils par'ent  
contre la Réli-  
gion Romaine.*

*Contre les  
Sectaires.*

*Contre les  
Juifs.*

voir & l'autorité de Gouverneur Général: qualité que les Etats avoient trouvé bon de supprimer après la mauvaise conduite, & la retraite du Comte de Leycester. Que l'Etat ne pouvoit pas s'obliger à ne point faire de Capitaine Général pendant la Minorité du Prince; non plus qu'à le revêtir de cette qualité après sa Majorité; parce qu'il pourroit arriver que la République se trouvant engagée dans une guerre; ne pourroit pas se dispenser de mettre un Capitaine Général à la tête de ses armées pendant sa Minorité; comme pendant sa Majorité on pouvoit jouir d'un si profond repos, qu'un Capitaine Général lui feroit aussi inutile alors qu'il l'étoit présentement. En tout cas; que les deux Provinces étoient liées entr'elles d'une union si étroite & si particulière que l'une ne pouvoit pas délibérer d'une affaire de cette nature sans la participation de l'autre, à moins que de manquer aux Traités faits entre les deux Provinces en 1575. & 1576." Les Etats de Zélande déclarèrent en termes assez généraux: „ Qu'ils louoient le zèle & l'affection que la Hollande témoignoit pour le Bien de l'Etat; & que de leur côté ils y repondroient parfaitement. Que comme depuis la Grande Assemblée ils avoient agi de concert avec elle, aussi ne permettroient-ils pas que sans sa participation on alterât rien dans cette importante affaire: & qu'ils envoyeroient leurs Députés à la Haye, pour y faire régler les affaires générales conjointement avec les Etats d'Hollande." Les Députés Hollandois y répliquèrent, en représentant les mauvaises suites que l'élection d'un Capitaine Général entraîneroit après elle, & l'opposition qu'elle rencontreroit en Hollande. Mais ils ne remportèrent point d'autre satisfaction; & quelques jours après il survint à Middelbourg des révolutions qui firent chasser de la ville ceux qui s'étoient le plus hautement déclarés pour les intérêts du Prince d'Orange.

Ces intérêts étoient l'objet des plus grandes contestations de l'Assemblée, qui demeura bientôt d'accord des autres points de ses Délibérations: Car pour ce qui est de la Religion, elle fut bientôt réglée sans aucune difficulté. Les Synodes qui avoient été convoqués en plusieurs Provinces au commencement de l'an 1651. députèrent cinq Pasteurs; à qui l'Assemblée donna audience deux jours après l'ouverture. Ils y remontrèrent: „ Que pour affermir la Religion, l'unique moyen de conserver l'union avec les Provinces, & la seule source des bénédictions que l'Etat pouvoit espérer du Ciel, il étoit nécessaire de s'opposer avec vigueur à l'établissement de la Hiérarchie Romaine, que l'on voudroit établir en ce pays, & d'empêcher l'exercice de la même Religion, comme étant directement contraire à la Parole de Dieu, & opposée à la sûreté de l'Etat. Pour cet effet, qu'il falloit empêcher les Jésuites, les Prêtres, & les Moines d'entrer dans le Pays, comme des gens dépendans d'une Puissance étrangère, qui font profession de dispenser, & même de débaucher les Sujets des devoirs de fidélité & d'obéissance auxquels ils sont tenus à l'égard de leurs Supérieurs & de leurs Souverains. Qu'il étoit nécessaire encor d'obliger ceux des autres Religions & Sectes que la Charité Chrétienne fait tolérer, de demeurer dans les termes de la liberté qu'on leur a accordée: & qu'il falloit „ ôter



1651.

„ ôter aux Juifs, ennemis déclarés de la Religion Chrétienne, cel-  
 „ le qu'on leur donnoit dans plusieurs Villes de l'Etat : de défen-  
 „ dre l'impression & le débit de plusieurs Livres Hérétiques, A-  
 „ riens, & Sociniens, dont le Pays se trouvoit rempli ; & faire  
 „ en sorte que l'autorité des Loix & des Magistrats fût employée  
 „ contre les crimes atroces & crians qui animoient la colère & la  
 „ vengeance Divine contre ceux qui les souffrent, aussi bien que  
 „ contre ceux qui les commettent. ”

*Contre les Hé-  
 rétiques.  
 Contre les  
 Crimes.*

L'Union d'Utrecht n'avoit pas réglé l'exercice de la Religion,  
 & n'avoit eu garde d'exclure celui de la Romaine, parce qu'en  
 ce tems-là plusieurs Provinces & Villes en faisoient encor profes-  
 sion ouverte ; & même il y en avoit qui s'étoient expressément  
 réservé la faculté d'en disposer ainsi qu'elles le jugeroient à propos  
 pour le bien de leurs affaires. De sorte qu'on peut dire que ce  
 fut cette Assemblée qui la régla. Elle approuva le zèle des Pa-  
 steurs ; mais considérant qu'il n'y a rien de si dangereux qu'un  
 zèle passionné & destitué de la prudence qui en doit être insépa-  
 rable, elle modéra celui de ces Députés ; & ordonna. ” Que cha-  
 „ que Province donneroit ordre chez elle à ce que la Religion  
 „ Chrétienne y fût prêchée & enseignée en sa pureté, confor-  
 „ mément à la Parole de Dieu, en la manière que les Decrets du  
 „ Synode de Dordrecht l'ont expliquée. Que les Etats Généraux  
 „ donneroient les mêmes ordres dans l'étendue des Pays Conquis  
 „ & Associés ; & qu'ils ne permettroient point qu'il s'y fit la moin-  
 „ dre alteration. Que les Sectes qui sont tolérées, & qui ne sont  
 „ pas sous la protection particulière de l'Etat, continueroient de  
 „ jouir de la liberté qui leur avoit été accordée ; mais qu'on ne  
 „ leur permettroit pas de faire de nouveaux établissemens aux lieux  
 „ où ils n'en avoient point. Que les Ordonnances & Déclarations  
 „ qui ont été faites contre les Catholiques Romains, & publiées,  
 „ seroient exécutées selon leur forme & teneur. Que l'on ne  
 „ permettroit aux Prêtres & aux Moines de venir dans le Pays  
 „ qu'autant qu'on ne le pourroit pas empêcher sans violer le Trai-  
 „ té de Munster, qui permet aux Sujets du Roi d'Espagne, sans  
 „ distinction de leur qualité, de fréquenter ces Provinces pour  
 „ leurs affaires particulières. Que l'on feroit savoir aux Ambassa-  
 „ deurs, & autres Ministres des Princes Etrangers, que l'Exer-  
 „ cice de leur Religion leur seroit laissé en toute liberté dans l'en-  
 „ ceinte de leurs Hôtels, & pour leurs familles ; mais que l'on ne  
 „ permettroit pas que leurs Chapelles fussent ouvertes aux Sujets  
 „ de cet Etat, ni qu'en leurs Sermons on se servît de la Langue  
 „ Flamande. Que les ordres qui avoient été autrefois donnés pour  
 „ la Réforme des Officiers en la Mairie de Bois-le-Duc, dans le  
 „ Marquisat de Berg-op-zoom, & dans la Baronie de Bréda,  
 „ seroient ponctuellement observés. Qu'on licenciéroit tous les  
 „ Officiers Catholiques Romains, & que l'on n'en recevrait plus  
 „ qui ne fissent profession de la Religion Réformée. ”

*L'Union ne  
 régle point la  
 Religion.*

*Chaque Pro-  
 vince la régle  
 chez elle.  
 Pr. XXII.  
 p. 133.*

*Et les Etats  
 Généraux dans  
 la Généralité.*

Les Députés des Synodes en remercièrent l'Assemblée ; soit  
 qu'ils fussent en effet satisfaits de cette Résolution ; ou qu'on leur  
 fit entendre qu'il falloit qu'ils le fussent. C'étoit avec un déplai-  
 sir bien sensible que les Zélés voyoient les sièges des Magistrats  
 des premières Villes d'Hollande remplis de personnes que les Pères

*On renvoie les  
 Députés des  
 Synodes.  
 Pr. XXIII.  
 p. 135.*

du



1651.

du Synodé de Dordrecht, & les cabales de ce tems-là en avoient fait chasser. Mais ils n'osoient toucher cette corde, & les Etats de cette P<sup>ro</sup>vince se sentant importunés de la Députation des Synodes, la vouloient renvoyer. Ils ont pour l'Ordre de ceux que Pon appelle, *Ecclesiastiques* toute la considération qu'ils croient leur être due. Mais comme il est composé d'hommes, c'est à dire de personnes qui n'agissent pas toujours par un principe de charité & de désintéressement, ils les souffrent, & les honorent même tant qu'ils demeurent dans les termes de leur profession, en prêchant le pardon des péchés pour le passé, & l'amendement de vie pour l'avenir. Mais aussi quand ils veulent s'élever au dessus de leur Sphère, & s'ériger en juges des actions politiques des Magistrats, & de la conduite de leurs Souverains, on fait bien les ramener à leur devoir, & les faire obéir.

Un Pasteur de la Haye ne veut point prier pour les Etats d'Hollande.

Pr. XXIV.  
p. 136.

Il est interdit par les Etats d'Hollande.

Pr. XXV.  
p. 137.

Publication d'un jour de jeûne & de prières.

Pr. XXVI.  
p. 139.

Les Députés de Zéelande parlent contre les corruptions.

Pr. XXVII.  
p. 140.

Un des Pasteurs de la Haye, qui dans ce tems-là étoit assez extravagant pour s'étendre dans les Prières publiques sur les éloges des personnes à la conservation desquelles l'Etat ne s'intéressoit pas beaucoup, jusqu'à donner dans la profanation, refusoit cependant avec opiniâtreté, & au grand scandale de l'Eglise, de prier Dieu pour le Souverain qui le protégeoit, & qui le faisoit subsister: tellement que les Etats d'Hollande lui en firent faire une réprimande par leurs Conselliers Députés en des termes capables de faire revenir tout autre esprit plus modéré que celui-ci, qui ne laissa point de déclamer contre l'Etat, jusqu'à ce qu'on lui eût interdit la Chaire, & qu'on lui eût imposé silence en lui retranchant ses appointemens.

On avoit remarqué dans le Discours que ces Deputés firent en la première audience qu'on leur donna, qu'ils vouloient faire croire que la dépravation & le dérèglement des mœurs, & l'indulgence que l'on avoit pour les Catholiques Romains & pour les autres Sectaires, avoit attiré la colère de Dieu sur cet Etat, & que l'on en ressentoit l'effet dans la perte que l'on venoit de faire de la personne du Prince d'Orange. Toutefois ce sentiment ne passoit pas seulement pour un Paradoxé, mais même dans l'esprit de plusieurs pour téméraire, & même pour impie. Et de fait les Etats en publiant un jour de jeûne en ce tems-là, bien loin de parler dans leurs Lettres Circulaires de fleaux ou de misères dont le Pays se trouvât affligé, disoient bien expressément: „ Que leur „ intention étoit de rendre grâces à Dieu de la paix, & des autres „ benédictiones qu'il lui avoit plu de verser sur les Provinces „ Unies pendant le Cours de l'année précédente. ”

Le point de la Religion ayant été ajusté, & les Députés de toutes les Provinces ayant dit leur sentiment sur les deux autres, ceux de Zéelande en prirent un jour occasion de déclamer contre ceux qui se laissoient corrompre par des pensions, ou par des présens. On ne pouvoit pas nier que ces corruptions n'eussent gagné les plus nobles parties de l'Etat, puisque quelques Députés à l'Assemblée des Etats Generaux, du Conseil d'Etat, & même des Conselliers des Cours de Justice n'en étoient pas exemts. J'épargne ceux qui vivent encor, aussi bien que les enfans de ceux qui sont décédés, quoiqu'ils mériteroient bien que la postérité les connût, & qu'elle marquât les uns & les autres. Cette corruption



tion avoit passé à de tels excès, que les Etats d'Hollande avoient ordonné à la Cour de Justice de faire informer contre plusieurs personnes de qualité qui en avoient été accusées, ou soupçonnées, & firent même emprisonner quelques gens de moindre étoffe, qui avoient été les entremetteurs & les Courtiers de cet infâme commerce. Aussi agréèrent-ils volontiers le lendemain la Proposition des Etats de Zéelande ; & comme ceux-mêmes qui favorisent le plus le crime sous main, affectent le plus de le détester devant le monde, on demeura bientôt d'accord de faire un Règlement contre les corruptions, „ portant défenses à ceux qui seroient dé-  
 „ putés de la part des Provinces à l'Assemblée des Etats Géné-  
 „ raux, au Conseil d'Etat, à la Chambre des Comptes, & aux  
 „ Collèges de l'Amirauté ; comme aussi aux Officiers de Justice  
 „ des Cours de Brabant & de Flandre, de prendre des présens,  
 „ de quelque nature qu'ils pussent être, à peine d'infamie, & d'être  
 „ déclarés inhabiles & incapables de tenir office ou bénéfice ; ce  
 „ dont ils seroient tenus de prêter serment lors de leur récep-  
 „ tion." Ce serment se fait en effet ; mais comme les méchans en corrompant ceux dont ils espèrent de l'avancement, ne font point de difficulté de violer les Loix, ainsi ceux qui se laissent corrompre, ne se font point conscience de faire un faux serment. J'ose dire qu'en cet Etat il ne se donne presque point de Charges sans argent, ou sans l'intervention d'un intérêt qui est sans comparaison plus dangereux que l'argent-même. Les Loix n'ont jamais pu empêcher ces intrigues, ni prévenir ces désordres, & il y a toute apparence que celles que l'on fera à l'avenir n'auront pas plus de force que celles qui ont été faites depuis tant de Siècles.

*Les Etats  
d'Hollande en  
font informer.*

*Ordonnance  
de la Grande  
Assemblée con-  
tre les Corrup-  
tions.  
Pr. XXVIII.  
p. 158.*

Après ces premières ouvertures que les Etats de Zéelande firent de leur Avis touchant les corruptions, il fut résolu : „ Que les  
 „ Députés qui négocioient de la part des Etats Généraux avec  
 „ les Ambassadeurs & Ministres Etrangers, seroient tenus de fai-  
 „ re le même serment, & de se justifier de toute corruption,  
 „ de ne point avoir reçu de présens de la part de ceux avec qui  
 „ ils alloient négocier, & qu'ils ne souffriroient point qu'on leur  
 „ en fit à l'avenir, ni directement, ni indirectement." Il y avoit en ce tems-là à la Haye des Ambassadeurs Extraordinaires de France, & d'Angleterre, & les Députés qui furent nommés pour négocier avec eux, firent ce serment ; mais cela ne s'est plus pratiqué depuis ce tems-là : les Députés des Etats Généraux ne faisant point d'autre serment après celui qu'ils ont fait à la Province qui les députe, sinon pour l'Expédition des Routes ou Patentes, ou bien dans quelque occasion importante où l'Etat a intérêt que le secret des Délibérations soit ménagé. Ils font aussi un serment particulier sur ce sujet lorsqu'on les envoie en Ambassade, ou bien à quelque autre Emploi hors du Pays. Ce qui s'observoit encore si exactement avant la Révolution de 1672, que ceux qui vouloient s'acquitter bien ponctuellement de leur devoir, ne craignoient pas de passer par dessus les premières Régles de la civilité, que les Ambassadeurs semblent détruire quand ils refusent non seulement les présens que les Rois & autres Souverains leur font, non tant en leur considération, que comme des marques de l'estime qu'ils font de leurs Maîtres, mais aussi les vivres & les rafraîchissemens de

*Règlement  
pour les Com-  
missaires qui  
négocient avec  
les Ambassa-  
deurs.  
Pr. XXIX  
p. 161.*

1651. peu d'importance, que l'on ne peut refuser fans renoncer au commerce de la Société Civile. Il est vrai que l'intention de ceux qui ont voulu abolir une coûtume dont le tems, & le consentement des Peuples ont fait une espèce de point du *Droit des Gens*, ne peut pas avoir été de faire passer pour corruptibles tous ceux que l'Etat employe; encor que l'on connoisse des familles qui doivent toute leur fortune aux Ambassades dans les Pays étrangers, mais seulement d'éloigner de cette sorte d'emplois les personnes qui, nonobstant leur incapacité, ne s'y jettent qu'à dessein d'y faire fortune.

Les principaux points que l'Assemblée règle.  
Pr. XXX.  
p. 162.

Il avoit été résolu à l'ouverture de la Grande Assemblée, " qu'elle ne délibérerait que des points sur lesquels elle avoit été particulièrement convoquée, & que l'Assemblée Ordinaire continueroit de résoudre les affaires courantes. " Mais d'autant que tous les Ambassadeurs s'adressoient à l'Extraordinaire, dont ils interrompoient de tems en tems les Délibérations, & que l'on y parloit de toutes sortes d'affaires indistinctement, les Députés d'Hollande proposèrent: " Qu'il faudroit que les Provinces arrêtaient entr'elles, avant toutes choses: Si la direction des affaires de la Guerre demeurerait au Conseil d'Etat, suivant les premières intentions des Alliés; ou si on y feroit quelque changement? Qui seroit celui qui seroit expédier des Ordres ou Routes pour les Compagnies qu'on seroit marcher hors de l'étendue des Provinces Unies; & de quelle façon ces Ordres seroient expédiés? Comment les Garnisons seroient reçues dans les Provinces respectives? Comment les Etats des Provinces permettroient aux Gens de guerre d'y passer, & comment on les feroit fortir d'une Province pour passer dans une autre? Qui disposeroit des Gouvernemens, & des Charges de Majors dans les Pays Conquis & Affociés; aussi bien que de celles des Hauts Officiers, jusqu'à celle de Colonel exclusivement, dont le Prince d'Orange avoit eu la disposition? Si on pourroit donner ces Charges à des gens qui ne font pas profession de la Religion Réformée? Si on céderoit à l'Election d'un Capitaine Général? Quand, & en quelle manière elle se feroit? Qui seroit l'Arbitre, le Médiateur, ou le Juge des différends qui pourroient naître entre les Provinces? Enfin comment les Correspondances secrètes seroient entretenues?

Les Provinces demeurent d'accord des principaux points.  
Pr. XXXI.  
p. 167.

Règlement pour les Routes.

Après quelques contestations les Provinces demeurèrent enfin d'accord: " Que ce seroit l'Assemblée des Etats Généraux qui seroit expédier les Ordres ou Routes pour la marche des troupes; après en avoir pris l'Avis du Conseil d'Etat. Que le même Conseil seroit tenu d'avertir de tems en tems l'Assemblée de l'état des Fortifications des Places Frontières, afin que sur cet avis elle pût régler, & changer les Garnisons, conformément à la nouvelle Instruction que les Provinces arrêteraient en même tems. Que les Députés qui seroient commis à l'expédition des Routes, jureroient de l'observer ponctuellement; même sans aucune considération du serment qu'ils auroient aux Provinces qui les auroient députés au dit Conseil; & qu'ils donneroient ordreaussi à ce que les Villes & Places ne manquassent point de vivres, ni de munitions. Que lorsqu'il seroit nécessaire de faire sortir une, ou plusieurs

,, Com-



„ Compagnies d'une des Provinces-Unies, on le feroit trouver bon  
 „ aux États de cette Province; à qui les Ordres seroient en-  
 „ voyés en blanc, afin qu'eux-mêmes les remplissent des noms des  
 „ Capitaines qu'ils voudroient faire marcher. Bien entendu que,  
 „ de l'avis de toutes les Provinces, on fixeroit un certain nombre  
 „ de Compagnies qu'il seroit nécessaire de laisser dans chaque  
 „ Province, tant pour la garde des Places, que pour l'exécution  
 „ des Ordres politiques des Magistrats, en sorte qu'après ce Ré-  
 „ glement on ne pût les diminuer, ni changer, sinon en cas de  
 „ nécessité indispensable, & du consentement des États de la Pro-  
 „ vince: Comme aussi on ne pourroit pas en augmenter le nom-  
 „ bre, sinon de leur consentement. Qu'on seroit tenu d'avertir  
 „ les États d'une Province, & même les Magistrats des Villes;  
 „ quand il seroit nécessaire d'y faire passer des troupes. Qu'il dé-  
 „ pendroit des États de chaque Province de changer les Garni-  
 „ sons de Places, ainsi qu'ils le trouveroient à propos; pourvu  
 „ qu'ils en donnassent avis au Conseil d'Etat. Qu'il leur seroit  
 „ aussi permis lorsqu'ils s'y trouveroient obligés par une nécessité  
 „ pressante, d'envoyer, sur leurs Ordres particuliers, quelques-unes  
 „ de leurs Compagnies dans les Places du Ressort de la Généra-  
 „ lité qu'ils verroient menacées d'un péril éminent; pourvu qu'en  
 „ même tems ils en donnassent avis aux États Généraux, & au  
 „ Conseil d'Etat. Que les Gens de guerre seroient tenus de  
 „ faire le serment de fidélité, non seulement aux États Généraux,  
 „ mais aussi à ceux de la Province qui les paye, aux États de cel-  
 „ le où ils seroient logés, & au Magistrat de la Ville où ils se-  
 „ roient en garnison. Que les Garnisons seroient changées de  
 „ tems en tems; & que l'on en feroit un bordereau général, dont  
 „ on donneroit copie aux Provinces qui la demanderoient." Les  
 „ Députés des Provinces de Frise, d'Overysse & de Gronin-  
 „ gue, approuvèrent cette Résolution; quoiqu'avec quelque réser-  
 „ ve: ce qui n'empêcha pourtant point qu'elle ne fût enrégistrée,  
 „ & qu'on ne passât outre à l'exécution. Car deux jours après plu-  
 „ sieurs Officiers firent le serment touchant les Routes & Patentes;  
 „ & vers la fin de Juin tous les autres Officiers qui étoient à la  
 „ Haye, renouvelèrent le serment de fidélité. Le Comte Guillau-  
 „ me de Nassau le fit aussi, & on lui fit l'honneur dans l'Assemblée  
 „ de lui présenter un siège, à cause de sa qualité de Gouverneur de  
 „ Province; mais en prêtant le serment comme Grand Maître de  
 „ l'Artillerie, & comme Colonel, il se tint debout, & découvert.

*Les Officiers  
font un nou-  
veau serment.  
Pr. XXXII.  
p. 172.*

Pour ce qui est des Correspondances secrètes, il fut arrêté: *Correspondan-  
ces secrètes.*  
 „ Que l'Etat entretiendrait un Ministre à la Cour de l'Empereur,  
 „ un autre à Madrid, un à Stockholm, & un à Bruxelles, & il  
 „ fut jugé qu'il étoit absolument nécessaire d'envoyer un *Orateur*  
 „ ou quelqu'autre Ministre à Constantinople, tant parce que M.  
 „ Corneille Haaga, en sortant de cet Emploi, où il s'étoit rendu  
 „ assez agréable aux Ministres de la Cour Ottomane, y avoit fait  
 „ espérer que les États lui donneroient bientôt un successeur, que  
 „ parce que l'on y est persuadé que les Princes & les États qui  
 „ n'entretiennent point de Ministres à la Porte, ont du mépris  
 „ pour son amitié, & se soucient peu de vivre en bonne in-  
 „ telligence avec elle." On considéroit aussi que les autres Nations

1651.

ne manquent pas de profiter de l'interruption de cette correspondance, en obligeant celles qui n'y ont point de Ministres, d'y trafiquer sous le Pavillon de celles qui y ont leurs Ambassadeurs, ou Résidens, & de rechercher une protection étrangère. Il fut encor résolu : „ Que les Ministres de cet Etat résidant en d'autres Cours „ adresseroient leurs Lettres ordinaires à l'Assemblée des Etats „ Généraux, en réservant les choses secrètes pour une Dépêche „ particulière, qu'ils feroient au Greffier, qui l'ouvriroit en présence de quelques Députés que l'Assemblée nommeroit pour cela. „ Que les Gouverneurs des Places frontières continueroient d'entretenir leurs Correspondances, & pour l'adresse de leurs Lettres qu'ils en useroient de la même manière que les Ministres. ” Mais l'on n'envoya point d'Orateur à Constantinople, par épargne, ou par négligence ; & le Règlement qui fut fait pour les Correspondances & pour les Dépêches n'a jamais été bien exactement observé.

*Nouvelle Instruction pour le Conseil d'Etat.*

Pr. XXXIII.  
P. 172.

La nouvelle Instruction que l'Assemblée fit pour le Conseil d'Etat lui attribuoit bien quelque chose de plus que ce que les Provinces lui avoient donné par leur Instruction de l'an 1588. Mais il ne laissa pas de faire difficulté de la recevoir, & refusa de prêter serment pour l'exécution. Il s'excusa d'abord sur l'absence de la plupart des Députés dont il étoit composé ; mais il déclara enfin : „ Qu'il ne pouvoit pas souffrir que l'on y changeât, & ajoutât „ plusieurs Articles sans son avis. Qu'il y en avoit dont la pratique étoit absolument impossible, & d'autres qui étoient couchés en des termes qui demandoient un éclaircissement, sans lequel la plupart des Députés ne pourroient pas se résoudre à faire le serment que les Etats Généraux désiroient d'eux. ” Comme en effet pas un ne l'a voulu faire jusqu'ici.

*On résout la clôture de la Grande Assemblée.*

Pr. XXXIV.  
P. 197.

Il y restoit plusieurs autres points à régler, & entr'autres celui de l'expédition des Congés ou Passeports des gens de guerre, dont l'Assemblée des Etats Généraux & le Conseil d'Etat n'étoient pas d'accord entr'eux : comme les Provinces de leur coté ne l'étoient pas de la manière d'accommoder les différends qui pourroient naître entr'elles, & dont l'*Union* avoit réservé la connoissance aux Gouverneurs des Provinces qui vivoient en ce tems-là. On avoit fait plusieurs ouvertures pour cela, mais sans succès ; tellement que la plupart des Députés de la Grande Assemblée ennuyés de la longueur de ses délibérations, qui bien souvent étoient interrompues par des affaires qui n'avoient rien de commun avec celles qui l'avoient fait convoquer, firent résoudre : „ Que la clôture s'en

*La Frise propose une Amnistie Générale.*  
Pr. XXXV.  
Ibidem.

feroit le 22 Juillet. ” Ceux de Frise voyant qu'on alloit la congédier, représentèrent : „ Qu'il étoit nécessaire de faire régler auparavant les correspondances secrètes, & les moyens d'ajuster „ les différends qui pourroient naître entré les Provinces ; & que „ cette Illustre Assemblée ayant été convoquée par les Etats d'Hollande principalement pour renouveler & affermir l'*Union*, la „ concorde, l'amitié, & la bonne correspondance, comme le seul „ fondement de la conservation de l'Etat, ils jugeoient qu'elle ne „ produiroit pas l'effet qu'on s'en étoit promis, si on n'ensevelissoit dans un profond & perpétuel oubli tout ce qui s'étoit passé „ entr'elles l'année dernière, & si par une Amnistie Générale on „ n'abolissoit la mémoire de tout ce qui avoit été fait, soit de „ Pro-



„ Province à Province, ou par des personnes particulières. Qu'a-  
 „ près la clôture de l'Assemblée on pourroit s'aviser de recher-  
 „ cher les actions du feu, Prince d'Orange, ou bien celles des  
 „ autres personnes qui pourroient avoir agi sous ses ordres: ce  
 „ qui rouvriroit une playe qui deviendrait sans doute incurable,  
 „ & jetteroit les Provinces dans des divisions, qui détruiroient  
 „ l'amitié, qu'elles se doivent, d'une manière qu'il seroit impossi-  
 „ ble de la rétablir." Ils parloient ainsi à cause des poursuites  
 que les États d'Hollande faisoient faire contre ceux que l'on croyoit  
 avoir eu part aux conseils qui avoient produit les troubles de l'an-  
 née passée, l'emprisonnement des six Députés, & le siège de la  
 Ville d'Amsterdam. Il importe donc de savoir l'occasion & les parti-  
 cularités de la recherche qui en fut faite alors, & qui empêcha pour  
 quelque tems la clôture de la Grande Assemblée.

M. Jacob Catz, Conseiller Pensionnaire, & Garde des Sceaux *Le Conseiller  
Pensionnaire  
d'Hollande de-  
mande sa dé-  
mission.  
Pr. XXXVI.  
p. 200.*  
d'Hollande & Westfrise, se trouvant dans un âge fort avancé,  
 & ayant amassé de grands biens, en vouloit jouir en repos, &  
 pour cet effet se retirer du monde; quoiqu'il n'y eût jamais fait  
 grand' figure. Il avoit de tems en tems demandé sa démission;  
 & comme on la lui faisoit espérer de jour à autre, avec quelqu'as-  
 surance de l'obtenir, il déclara dans l'Assemblée des États de la  
 Province: „ Qu'il se trouvoit saisi d'un Acte que le feu Prince  
 „ d'Orange lui avoit mis entre les mains, le 9 Août de l'année *Il produit  
deux Ecrits du  
Prince d'Oran-  
ge.  
Pr. XXXVII.  
p. 201.*  
 „ passée, avec ordre de le cacheter & garder; contenant la justifica-  
 „ tion de ce que Son Altesse avoit fait à l'égard des six Députés qu'il  
 „ avoit fait arrêter. Que le même jour lui Pensionnaire l'avoit com-  
 „ munié à l'Assemblée; mais qu'elle n'avoit pas jugé à propos  
 „ de le faire lire. Qu'il avoit encor sous sa clé un autre Ecrit  
 „ touchant l'Affaire d'Amsterdam, duquel il étoit aussi demeuré  
 „ chargé depuis l'année passée." Et d'autant que l'un n'étoit  
 qu'une feuille volante, écrite d'une main inconnue & sans sou-  
 scripture, en sorte qu'il pouvoit être désavoué, les États d'Hol-  
 lande désirèrent, „ que M. Catz déclarât sur le serment qu'il avoit  
 „ à l'Etat, qu'il n'avoit pas été changé ni alteré depuis qu'il étoit  
 „ entre ses mains." Il ne fut pas fort difficile de le vérifier, puis-  
 que les mêmes Informations découvrirent les noms de ceux qui y *Dont le Gref-  
fier des Etats  
Généraux étoit  
Auteur.*  
 avoient travaillé, & on apprit que M. Corneille Musch, Greffier  
 des États Généraux, en avoit dressé ou dicté la minute. Ceux  
 d'Hollande les firent examiner par des Députés, qui rapportèrent:  
 „ Qu'ils étoient d'avis, que les États de la Province devoient ju-  
 „ stifier l'intention, & le procédé de ceux qui, en l'an 1650, *Rapport &  
Avis sur ces  
deux Ecrits.  
Pr. XXXVIII.  
p. 202.*  
 „ avoient pressé le licenciement des Troupes, & qui n'avoient  
 „ pas voulu consentir à la levée du fonds extraordinaire que le  
 „ Conseil d'Etat avoit demandé. Et qu'il étoit nécessaire que  
 „ cette Justification fût envoyée aux États Généraux, pour être  
 „ lue dans leur Assemblée. Qu'il importoit de faire voir au Pu-  
 „ blic, que cette Grande Députation que les Provinces avoient  
 „ faite aux Villes d'Hollande, renversoit les Loix fondamentales  
 „ de l'Etat, & étoit un attentat manifeste contre la Souveraineté  
 „ des États de cette Province, en ce qu'elle ôtoit à leurs Assem-  
 „ blées la liberté de leurs suffrages. Qu'il falloit faire des défen-  
 „ ses aux Villes d'Hollande, d'admettre à l'avenir ces sortes de

1651. „ Députations, & faire instances auprès des autres Provinces, à  
 „ ce que les Résolutions prises par les Etats Généraux les 5. & 6.  
 „ Juin 1650, fussent tirées des Régîtres du Greffé; & particuliè-  
 „ rement la première, sur laquelle le Prince avoit fondé l'autori-  
 „ té qu'il disoit lui avoir été donnée de faire arrêter les six Dé-  
 „ putés, & d'envoyer les Troupes de l'Etat devant la Ville d'Amster-  
 „ dam. Que l'on avoit remarqué, que lorsque cette Résolution  
 „ fut prise, l'Assemblée des Etats Généraux n'étoit composée que  
 „ d'un fort petit nombre de Députés. Que le consentement ex-  
 „ près des Etats des Provinces, sans lequel elle ne pouvoit pas  
 „ prendre une Résolution de cette nature, y manquoit; & qu'il  
 „ n'y avoit personne qui ne sçût, qu'elle leur avoit été comme  
 „ extorquée par l'autorité presque absolue du Prince. Qu'il étoit  
 „ nécessaire de faire condamner, & supprimer les Lettres d'appro-  
 „ bation qui avoient été mandées de quelques-unes des Provin-  
 „ ces. Qu'il falloit que les Etats d'Hollande déclarassent: Que le  
 „ Prince en faisant arrêter leurs Députés, leur avoit fait une vio-  
 „ lence outrageante, & qu'en attaquant la Ville d'Amsterdam, il  
 „ avoit entrepris sur la Liberté & sur la Souveraineté de la Provin-  
 „ ce. Qu'il étoit encor nécessaire, que les Villes dont les Dé-  
 „ putés avoient été emprisonnés, les justifiasent par écrit, &  
 „ déclarassent: Qu'ils n'avoient rien fait qui ne fût conforme aux  
 „ intentions de leurs Committens, & aux ordres qu'on leur avoit  
 „ donné. ”

*Les Villes ju-  
stifient leurs  
Députés.*

*Voyez pour  
Dord. Liv.  
IV. Pr. XIII.  
p. 708.*

*Haerl. Pr.  
XXXIX. p.  
206.*

*Goude. Pr.  
XL. p. 210.  
Gorinm. Pr.  
XLI. p. 212.*

*Hoorn. Pr.  
XLII. p. 215.  
Medenblick.*

*Pr. XLIII. p.  
220.*

*Amsterdam.  
Pr. XLIV.  
p. 223.*

Mais les Etats d'Hollande craignant d'effaroucher les autres Pro-  
 vinces, à la veille de la Clôture de la Grande Assemblée, si on les  
 vouloit obliger à réparer le passé, jugèrent: Qu'il suffisoit de fai-  
 re une Réponse en forme aux raisons du Prince, & d'exhorter les  
 Villes de justifier le procédé de leurs Députés. La ville de Dor-  
 drecht l'avoit fait incontinent après l'emprisonnement de M. Jacob  
 de Witt, & celles de Haerlem, de Delft, de Hoorn & de Me-  
 denblick, & celles de Goude & de Gornichem le firent même si  
 hautement, & en des termes si forts, & si avantageux pour leurs  
 Députés, que l'on ne peut nier que la gloire dont leur persécution  
 fut couronnée, ne la condannât hautement, & ne vérifiât  
 l'innocence & la droiture des intentions des Deputés.

Le Magistrat d'Amsterdam déclara particulièrement: „ Qu'ayant  
 „ vu l'Ecrit par lequel on accusoit plusieurs Membres de la Provin-  
 „ ce, d'avoir manqué à leur devoir, parce qu'ils avoient pressé la Ré-  
 „ forme de quelques Troupes, & s'étoient opposés à la Grande Dé-  
 „ putation que les Etats Généraux avoient faite aux Villes d'Hollan-  
 „ de, il se trouvoit obligé de déclarer: Que MM. André & Cor-  
 „ neille Bicker, Bourguemaîtres de leur Ville, étoient gens d'hon-  
 „ neur, & très affectionnés au bien & au service de l'Etat. Que bien  
 „ loin d'avoir travaillé à la dissolution de l'Union, & à la ruine de la  
 „ Religion Réformée, ils avoient employé tous leurs soins & bons  
 „ conseils à la conservation & à l'affermissement de l'une & de l'autre.  
 „ Qu'il ne se pouvoit que la Ville ne fût très satisfaite de leurs  
 „ intentions & de leur conduite, & particulièrement à l'égard de  
 „ ce qu'ils avoient fait pour le licenciement des troupes, & l'Etat  
 „ de la guerre, parce qu'ils n'avoient rien avisé qui ne fût confor-  
 „ me aux Résolutions formelles du Conseil de la Ville. ” Il y ajou-

ta ;



ta: „ Que la Ville protégeroit & dédommageroit ceux qui à cette 1651.  
 „ occasion avoient souffert, ou pourroient souffrir encor: comme  
 „ de son côté elle prétendoit qu'on lui fit réparation, & qu'on lui  
 „ donnât satisfaction de la violence qui lui avoit été faite.” Elle  
 l'obtint en effet quelque tems après, comme il sera dit en son lieu.

Le Magistrat de Delft en justifiant ses Députés, & particulière- *Delft. Pr.*  
 ment les actions de M. Jean Duyft van Voorhout déclara: „ Que *XLV. p. 226.*  
 „ ce que le Prince d'Orange disoit en son Écrit à leur sujet, étoit  
 „ contraire à la vérité; & qu'en arrêtant, & détenant sa personne,  
 „ l'on avoit fait violence aux Loix & à la Liberté du Pais. Que  
 „ l'on avoit dissimulé, & qu'on avoit été contraint de souffrir qu'on  
 „ dépouillât M. van Voorhout de ses Dignités & Emplois, par-  
 „ ce que les tems étoient mauvais; mais qu'on n'en avoit pas été si  
 „ tôt délivré par le décès du Prince, qu'on l'avoit rétabli, & dé-  
 „ puté à l'Assemblée des Etats de la Province.”

Après ces Justifications particulières les Etats d'Hollande dé- *Justification*  
 clarèrent le 23. d'Août: „ Que l'emprisonnement de quel- *générale.*  
 „ ques-uns des Députés de leur Assemblée, & le siège de la Ville *Pr. XLVII.*  
 „ d'Amsterdam, qui avoit été entrepris presqu'en même tems, *p. 285.*  
 „ pouvant faire de mauvaises impressions dans l'esprit de ceux qui  
 „ ne connoissoient que l'extérieur de cette Affaire, au préjudice irré-  
 „ parable de l'honneur & de la reputation de ces MM, & même de la  
 „ conduite du Magistrat d'Amsterdam, ils étoient obligés de détrom-  
 „ per ceux qui pourroient être prévenus de quelque mauvaise o-  
 „ pinion contre eux, & de faire voir que Messieurs de Witt, de  
 „ Wael, Ruyl, Duyft van Voorhout, Keyser, & Stellingwerff,  
 „ & les deux frères, André, & Corneille Bicker n'avoient rien fait  
 „ qui ne fût entièrement conforme aux Ordres de leurs Commit-  
 „ tens, & au zèle, & à la fidélité qu'ils devoient à leur patrie.” Il  
 n'y eut que les Députés de la Ville de Leyde, qui étoit en ce tems- *Protest. de*  
 là fort passionnée pour la mémoire du Prince d'Orange, & pour les *Leyde.*  
 intérêts de sa Maison, qui au lieu d'acquiescer à une Résolution que *Pr. XLVII.*  
 toutes les autres Villes approuvoient, déclarèrent: „ Qu'elle avoit *p. 289.*  
 „ été prise contre les formes, & contre l'intention du Magistrat de  
 „ leur Ville, & ainsi qu'ils n'y pouvoient pas consentir.”

Cependant les Etats d'Hollande continuoient de faire informer *On informe*  
 contre les Auteurs de ces deux Écrits, aussi bien que contre ceux *contre les Au-*  
 qui les avoient copié. Ils firent interroger par des Commissaires *teurs des deux*  
 un nommé Heylersich, qui ayant été Précepteur, & ensuite Secré- *Écrits.*  
 taire du Prince d'Orange, en avoit eu la confidence comme aussi *Pr. XLVIII.*  
 quelques Clercs du Greffe des Etats Généraux, qui dirent *p. 290.*  
 assez dans leurs dépositions pour faire croire, que c'étoit le  
 Greffier qui en avoit dressé la minute, ainsi que nous venons de  
 dire, & qui avoit été un des principaux Auteurs de la Pièce qui  
 avoit été représentée l'année passée. Il étoit décédé quelque tems  
 après le Prince, & fort à propos, tant pour sa personne, que pour  
 l'honneur de sa famille, laquelle a trouvé le moyen de faire cesser  
 les recherches que la Justice avoit ordre de faire de sa vie & de  
 ses actions.

On découvrit aussi par les mêmes dépositions que Guillaume, *Contre le Sei-*  
 Comte de Nassau, Gouverneur de Frise, & Corneille van Aerstiens, *gneur de Som-*  
 Seigneur de Sommeldyk, avoient eu bonne part aux conseils du *melsdyk.*  
 Prin-

1651.

Prince aussi bien qu'à l'exécution de l'affaire d'Amsterdam. Van Aerfsens étoit Colonel de Cavalerie, & commandoit la Garnison de Nimé- gue, & en cette qualité il avoit été obligé d'obéir aux ordres du Prince d'Orange, qui étoit son Capitaine Général, & Gouver- neur des deux Provinces de Gueldre & d'Hollande. Mais d'au- tant qu'avec cela il avoit un serment particulier aux Etats d'Hol- lande, tant parce qu'il étoit né leur Sujet, & leur Vassal, & que c'étoit eux qui le payoient, & sur tout qu'étant du Corps de la Noblesse de la Province, il s'y étoit trouvé dans toutes les Déli- berations, & avoit acquiescé à toutes les Résolutions des Etats, on parla de faire informer contre lui. C'étoit un homme d'esprit, & de cœur, aussi capable de répondre de son poste dans l'Assemblée des Etats, qu'à la tête de son Régiment, & à la garde de sa Place. Il avoit été appelé aux Etats en qualité de Gentilhomme de la Pro- vince d'Hollande après le décès de François, van Aerfsens, son père, qu'un mérite extraordinaire, & la faveur du Prince Frédéric Henry avoit fait entrer. Corneille étoit né à Paris pendant que son père y étoit Ambassadeur, & ayant pris sa première éducation dans une Cour où le père étoit extrêmement considéré, il y avoit sucé avec le lait des sentimens fort favorables pour le Gouvernement Monar- chique, & s'y étoit accoutumé à vivre d'une manière bien diffé- rente de celle des habitans de ces Provinces. Il étoit aussi parti- culièrement attaché à la personne, & aux intérêts du Prince d'O- range, qui lui avoit fait confidence de l'affaire d'Amsterdam, & l'y a- voit employé. Il savoit que le Marquis de la Vieuville, qui étoit en ce tems là Lieutenant Colonel, & fut depuis Evêque de Ren- nes, dont le Prince s'étoit servi aussi, avoit été interrogé, & que deux personnes du Magistrat d'Haerlem avoient rapporté quelque chose qui le regardoit.

*Il offre de se justifier, & de se retirer.*  
Pr. XLIX.  
p. 291.

*La même.*

*Sa Déclara- tion. Voyez.*  
Pr. III. du Li- vre IV. p. 683.  
& suiv.

*Sa Confession.*  
Pr. L. p. 292.

C'est pourquoi étant un jour entré dans l'Assemblée des Etats d'Hollande, il y dit : „ Qu'ayant appris que l'on faisoit informer de ce qu'il avoit fait, l'année passée, dans l'Affaire d'Amsterdam, „ il étoit venu à la Haye exprès pour en rendre compte à ses „ Souverains; & qu'afin que sa présence ne troublât point la „ liberté des suffrages, il se retireroit, & attendroit chés lui ce qu'il „ leur plairoit d'en ordonner. ” Il se leva en effet, & sortit en même tems de l'Assemblée; donnant par ce moyen un grand avantage à ses ennemis, qui sans cela n'auroient pas osé dire leurs sentimens aussi librement qu'ils le firent en son absence, & auroient eu de la peine à y faire passer la Résolution qui y fut prise : „ Qu'il se- „ roit interrogé par des Commissaires, & qu'il seroit oui en ses „ défenses, pour en être ordonné ensuite ce qui seroit jugé à pro- „ pos. ” Il ne se contenta pas de dire aux Commissaires plus qu'ils ne lui demandoient; mais il confirma même par un Ecrit de sa main, „ que le Prince lui avoit confié l'affaire d'Amsterdam longtems „ devant l'exécution; ” en quoi les Etats jugeoient, qu'il avoit violé le serment qu'il avoit fait, & la fidélité qu'il devoit à l'Assem- blée & à la Province, par préférence à celui qu'il avoit fait à la Généralité. Il confessa entr'autres choses, „ qu'étant dans son „ Quartier au siège d'Amsterdam, il avoit dit à quelques Dépu- „ tés que le Magistrat d'Haerlem y avoit envoyé, parce qu'il ap- „ préhendoit qu'après l'emprisonnement de deux de ses Députés „ ces



„ ces démarches ne menaçaient leur Ville, que ce n'étoit pas à 1651.  
 „ eux que le Prince en vouloit, & qu'il souhaiteroit que la Ville  
 „ d'Amsterdam ne fut pas plus criminelle que celle d'Haerlem.  
 „ Que sur l'empressement avec lequel ces Députés avoient désiré  
 „ savoir, ce qui faisoit le crime d'Amsterdam, il leur avoit ré-  
 „ pondu: Que le Prince avoit été averti de très bonne part, que  
 „ le Magistrat d'Amsterdam avoit fait un Traité particulier avec  
 „ le Parlement d'Angleterre pour un secours de 13000 hommes,  
 „ commandés par des Colonels & d'autres Officiers, dont les avis  
 „ que l'on avoit donné au Prince marquoient les noms & les qua-  
 „ lités. ” M. Aerstiens voulut se justifier, en disant, „ qu'il n'en  
 „ avoit parlé aux Députés d'Haerlem que par manière de discours,  
 „ & en s'entretenant avec eux des nouvelles & des bruits qui  
 „ couroient. Il dit aussi, qu'étant Colonel, il ne pouvoit pas sans  
 „ crime refuser d'obéir à son Capitaine Général, & qu'il n'avoit  
 „ pu divulguer un secret dont il n'avoit point de preuve, de peur  
 „ d'être désavoué, & de passer pour calomniateur. ”

*Sommelsdyk  
tâche de se ju-  
stifier.  
La même.*

Mais les États d'Hollande trouvèrent sa défense & sa justifica-  
 tion d'autant plus foible, que comme Officier il étoit aussi à leur  
 serment, & n'étoit pas obligé de marcher sans un Ordre par Ecrit,  
 & en ayant un il ne pouvoit pas être soupçonné de mensonge &  
 de calomnie. De sorte que jugeant l'affaire de la dernière impor-  
 tance, ils en renvoyèrent la connoissance à la Cour de Justice, à  
 dessein de lui faire faire son procès; bien que contre l'avis des  
 Députés de Leyden. Ceux qui avoient encor quelque confide-  
 ration pour la mémoire du Prince défunt disoient, „ qu'il étoit  
 „ entré dans les emplois de Gouverneur, & de Capitaine Géne-  
 „ ral étant encor fort jeune. Que pendant la vie de son Père il  
 „ ne s'étoit pas fort appliqué aux affaires, & n'avoit cherché de  
 „ l'occupation que dans les divertissemens. Que personne n'avoit  
 „ pris soin de lui enseigner ce qu'il devoit à l'État, qu'il ne con-  
 „ noissoit pas bien, non plus que la Province d'Hollande, dont  
 „ il étoit Sujet, Officier, & Ministre. Mais que ceux qui avoient  
 „ eu part à ses conseils si opposés au repos de l'État, ne pouvoient  
 „ pas se couvrir du prétexte de cette ignorance ” On croyoit  
 pouvoir rendre M. de Sommelsdyk criminel, tant parce qu'il a-  
 voit fait partie de l'Assemblée qui avoit pris des Résolutions si for-  
 melles contre les intentions & les intérêts des États d'Hollande,  
 que parce qu'étant Sujet d'une Province, il avoit aidé à l'attaquer  
 dans ses entrailles; tellement que quand il n'auroit pas fortifié le  
 Prince de ses Conseils, ni aidé à l'exécution, son silence n'auroit  
 pas laissé d'être criminel, & il méritoit pour le moins la même  
 peine dont on menaçoit celui qui avoit bien osé justifier l'action du  
 défunt. Que le bruit qu'il avoit fait courir du prétendu Traité  
 de la Ville d'Amsterdam avec le Parlement d'Angleterre étoit d'au-  
 tant plus dangereux qu'il étoit capable de ruiner la Ville, & d'ex-  
 poser le Magistrat, avec tout ce qu'il y avoit de personnes accom-  
 modées; au pillage & à l'insolence du petit peuple, qui étoit ex-  
 trêmement animé contre les Anglois à cause de leurs déprédations.

*Il est renvoyé  
à la Justice.  
Pr. Ll. p. 297.*

M. de Sommelsdyk avoit parlé dans sa déposition du Comte de  
 Nassau, Gouverneur de Frise, & bien que celui-ci ne fût pas Su-  
 jet des États d'Hollande, si est ce que les Députés de Frise croyoient

*Le Comte de  
Nassau compris  
dans l'accusa-  
tion.*

1651. devoir faire son accommodement. Sommelsdyk de son côté avoit pris femme dans une des plus considérables familles de Frise, & comme d'ailleurs il étoit serviteur de la Maison d'Orange, & ami particulier de leur Gouverneur, ils firent de grands efforts pour sauver l'honneur de l'un, & la vie de l'autre. Dans cette vue ils représentèrent à la Grande Assemblée: „ Que pour la faire clorre „ au contentement de tous les Alliés, il ne suffisoit pas de recon- „ cilier les Provinces entr'elles, mais qu'il étoit nécessaire aussi „ d'ensevelir dans un profond & éternel oubli toutes les actions „ des particuliers, sans aucune réserve. ” Les Etats d'Hollande jugeoient que pour faire perdre le souvenir de ce qui s'étoit passé l'année dernière, il suffisoit d'ôter des Régîtres les Résolutions des 5. & 6. Juin 1650, & d'abolir la mémoire des complimens que quelques Provinces avoient faits au Prince sur l'emprisonnement des Députés, & sur le siège d'Amsterdam; & que les Alliés devoient se contenter de la sincérité de leur intention. Ils disoient. „ Qu'incontinent après la mort du Prince d'Orange ils avoient „ protesté, qu'ils oublieroient volontiers ce qui s'étoit passé du- „ rant sa vie; & qu'ils protestoient encor qu'ils ne s'en souve- „ noient plus. Mais que ce n'étoit pas à leurs Alliés à se mêler „ des affaires domestiques de leur Province, ni à les empêcher de „ faire agir la Justice Ordinaire contre un de leurs Sujets, à qui „ on conserveroit son bon droit dans toute son étendue. ” La plupart des Provinces avoient approuvé l'action du Prince, & en craignoient les suites, aussi bien que les justes reproches que la Hollande leur pouvoit faire. C'est pourquoi elles vouloient que l'Amnistie fût générale, & qu'elle s'étendît à toutes sortes de personnes sans exception, & que pour cet effet on fit ôter des Régîtres du Greffe tout ce qui pourroit faire revivre le souvenir de ce qui s'étoit passé, & particulièrement les Résolutions des 5. & 6. Juin, sans lesquelles le Prince n'auroit pas osé entreprendre d'arrêter les Députés d'Hollande, ni de se servir des armes de l'Etat contre la Ville d'Amsterdam; avec les Lettres, & Actes qui contenoient l'approbation des Provinces au sujet de ces deux actions.

Les Etats d'Hollande se trouvant pressés par la forte intercession de la Noblesse de la Province, qui s'employoit avec chaleur pour un Gentilhomme de son Corps, y donnèrent enfin les mains, tant par complaisance pour leurs Alliés, que pour d'autres raisons pressantes qui les y convioient. Ce leur étoit une grande gloire & un avantage incomparable d'un côté de se voir priés d'agréer un Acte, qui défavouoit & condamnoit non seulement tout ce que le feu Prince avoit fait, mais aussi l'autorité que quelques-uns des Députés de l'Assemblée Ordinaire des Etats Généraux lui avoient donné en effet, ou prétendoient lui avoir donné, de violer la liberté de la Province en arrêtant ses Députés, & en entreprenant le Siège d'Amsterdam: comme de l'autre côté ce leur étoit une grande satisfaction de voir les Etats Généraux eux-mêmes presser le défaveu & la suppression des remerciemens offensans & scandaleux dont quelques-unes des Provinces avoient flatté le feu Prince d'Orange. Aussi ne vouloient-ils point se charger du reproche que la postérité leur auroit pu faire, s'ils avoient permis que cette Illustre Assemblée se séparât sans rien résoudre ou

con-

Livre IV. Pr.  
III. p. 683.

*La Frise veut  
sauver Som-  
melsdyk.*

*La Hollande  
dit que c'est une  
affaire domesti-  
que.*

Pr. LII. p.  
298.

*La Noblesse  
d'Hollande in-  
tercede pour M.  
Sommelsdyk.*

Pr. LIII. p.  
299.

*Les raisons  
pour lesquelles  
la Hollande se  
désiste.*

La même.



conclure, parce que cela entraînoit indubitablement la ruine de l'Etat & la dissipation de l'Union. Ce fut là la principale raison pour quoi ils permirent que Sommelsdyck fut compris dans l'Amnistie : à condition toutefois qu'il n'auroit point d'entrée dans l'Assemblée des Etats de la Province que le tems n'eût effacé la mémoire du passé, en sorte qu'ils pussent trouver bon de l'y admettre un jour à la prière que l'Ordre de la Noblesse leur en feroit.

Ce fût sur cette Déclaration que la Grande Assemblée arrêta l'Amnistie „ par laquelle les Alliés se promettoient mutuellement „ qu'ils ne se souviendroient plus ni ne témoigneroient point de „ ressentiment de ce qui s'étoit passé en l'année 1650, ni contre „ les Provinces en général, ni contre aucune famille, ou person- „ ne particulière : mais qu'au contraire ils en banniroient le souve- „ nir de leur esprit comme si cela ne fût jamais arrivé. Et pour „ cet effet que les Résolutions des 5. & 6. Juin 1650 seroient ti- „ rées des Régîtres du Greffe, biffées, annulées, & regardées „ comme si elles n'avoient jamais été prises ; & de regarder tout „ ce qui avoit été fait ensuite de ces mêmes Résolutions comme „ des choses odieuses, & dont il importoit d'abolir la mémoire „ à perpétuité.”

Après cela il n'y avoit plus rien qui pût justifier le Prince d'Orange sur l'emprisonnement des Députés, & le siège d'Amsterdam, dont quelques-unes des mêmes Provinces qui venoient de condamner ces actions l'avoient autrefois remercié, & dont elles l'auroient remercié encor s'il eût été en vie. Ce fut là la plus grande & la plus considérable Résolution qui fût prise dans la Grande Assemblée : tellement que donnant la dernière perfection à tout ce qui s'y étoit fait, il n'y avoit plus rien qui en pût empêcher la clôture.

Mais devant que de parler des affaires étrangères qui peuvent avoir quelque rapport à celles-ci, nous dirons que les plus importantes Résolutions qui furent prises dans la Grande Assemblée à l'égard de l'Etat en général, peuvent être à peu près réduites aux points suivans. „ Que l'Union subsisteroit à l'avenir ainsi qu'elle „ avoit subsisté jusqu'alors, & dans les termes qu'elle avoit été con- „ clue à Utrecht en 1579. Que chaque Province maintiendrait „ dans l'étendue de sa Souveraineté la Religion Réformée, en la „ même manière qu'elle a été expliquée par le Synode de Dordrecht. Que chaque Province en particulier, & l'Etat en Gé- „ neral à l'égard des Places qui sont immédiatement du Ressort „ de la Généralité ; empêcheroient de tout leur pouvoir, qu'on „ n'y fit aucun changement ou alteration. Que les Religions & „ les Sectes qui avoient été tolérées jusqu'alors, & qui n'étoient „ point en la protection particulière de l'Etat, continueroient de „ jouir de la liberté qu'on leur avoit accordé ; pourvu qu'elles ne „ fissent rien qui put troubler le repos public ; & qu'on ne per- „ mettroit pas qu'elles fissent de nouveaux établissemens dans les „ endroits ou elles n'en avoient point eu jusqu'alors. Que les Or- „ donnances & les Déclarations publiées contre les Catholiques „ Romains seroient exécutées selon leur forme & teneur ; & qu'on „ s'opposeroit, autant qu'on le pourroit faire sans contrevenir au

Sommelsdyck  
compris dans  
l'Amnistie.  
La même.

L'Amnistie  
Générale.  
Pr. LIV. p.  
302.

La Clôture de  
la Grande As-  
semblée est ar-  
rêtée.  
La même.

Ses plus im-  
portantes Résol-  
utions.

Touchant l'U-  
nion d'Utrecht.  
La Religion.

1651.

La Milice, &  
les Routes ou  
Patentes.

„ Traité de Munster, à la licence que les Gens d'Eglise se don-  
 „ noient d'entrer dans le Pays sans la permission des Etats. Que  
 „ les Résolutions qui avoient été prises touchant le service que  
 „ les Ambassadeurs font faire chez eux, & touchant la Réformation  
 „ dans la Mairie de Bois-le-Duc, & des autres Quartiers immé-  
 „ diatement sujets à la Généralité, seroient ponctuellement exéc-  
 „ cutées, en remplissant toutes les Charges des Baillifs, des Se-  
 „ cretaires, & des autres Officiers, de personnes qui feroient  
 „ profession de la Religion Réformée. Pour les affaires de la  
 „ guerre; Que les Etats Généraux en disposeroient de l'avis du  
 „ Conseil d'Etat, & ce par provision jusqu'à ce qu'il en auroit  
 „ été autrement ordonné. Que les Etats Généraux feroient aussi  
 „ expédier les *Routes* ou *Patentes*, de l'avis du même Conseil.  
 „ Qu'après que le Président & deux Députés, c'est à dire un de  
 „ chacune des Provinces qui se suivent, les auroient signé, & que  
 „ le Greffier les auroit contresigné, on les enverroient au Conseil  
 „ d'Etat, scellées du Grand Sceau, pour les y faire signer par le  
 „ Président, contresigner par le Secrétaire, & sceller, afin que  
 „ le dit Conseil les envoie en cet état au lieu où elles doivent  
 „ être exécutées. Que le dit Conseil d'Etat auroit soin d'avertir  
 „ de tems en tems les Etats Généraux de l'Etat des Places Frontières,  
 „ de leurs Garnisons & Fortifications, afin qu'ils puissent don-  
 „ ner les ordres nécessaires pour les unes & pour les autres. Que  
 „ les Provinces feroient un Règlement par lequel elles obligeroient  
 „ ceux qu'elles députeroient à l'avenir à l'Assemblée des Etats  
 „ Généraux, de faire serment: Qu'ils feront expédier les *Routes*  
 „ ou *Patentes* ainsi qu'il jugeront en conscience devoir faire pour  
 „ le bien de l'Etat, sans considération de l'intérêt de la Province  
 „ qui les employe, & du serment qu'ils lui ont. Que la même  
 „ Assemblée auroit le soin, de l'avis du Conseil d'Etat, de pour-  
 „ voir, les places frontières de Garnisons suffisantes, de diverses  
 „ Nations; que les Compagnies soyent logées dans les Villes voi-  
 „ sines, afin de pouvoir être à portée d'être employées au lieu  
 „ où on en auroit besoin: & que les Magasins soyent remplis des  
 „ munitions nécessaires. Que lorsqu'on voudroit faire sortir des  
 „ Troupes d'une Province il faudroit en donner avis aux Etats de  
 „ cette Province, ou bien à leurs Conseillers Députés, leur  
 „ marquer les raisons qui y obligent l'Etat, & leur envoyer les  
 „ *Routes*, en laissant les noms des Capitaines en blanc, pour être  
 „ remplis par eux ainsi qu'ils le jugeront à propos, & pour qu'ils  
 „ y joignent leurs Lettres d'Attache. Que pour faciliter l'exécu-  
 „ tion de ce point, les Alliés demeureroient d'accord: Que l'on  
 „ affecteroit un certain nombre de Compagnies à chaque Provin-  
 „ ce, tant pour la garde des Villes, que pour appuyer l'autorité  
 „ des Magistrats; & que ce nombre ne pourroit pas être diminué,  
 „ sinon du consentement exprès des Etats de la Province, à la-  
 „ quelle elles seroient affectées; & avec cette condition expresse,  
 „ d'être renvoyées dans la même Province dès que le péril & la  
 „ nécessité qui les auroient fait sortir, viendroient à cesser. De  
 „ même que l'on ne feroit pas entrer des Troupes dans une des  
 „ Provinces Unies, sinon du consentement, par l'autorité, & sur  
 „ les Patentes des Etats de la même Province. Que cela auroit  
 „ aussi



„ aussi lieu à l'égard du passage des Gens de guerre par une des  
 „ Provinces-Unies, ou par une de leurs Villes closes, où le con-  
 „ sentement des Etats & du Magistrat seroit aussi d'une nécessité  
 „ absolue: comme de l'autre côté les Magistrats étant de bonne  
 „ heure avertis de la marche des Gens de guerre, donneroient  
 „ ordre à leur passage, en leur faisant ouvrir les portes, & en  
 „ établissant des Etapes. Que les Etats de chaque Province pour-  
 „ roient changer les Garnisons des Places de leur Ressort ainsi  
 „ qu'ils le jugeroient à propos, en avertissant le Conseil d'Etat de  
 „ leur intention, & même envoyer quelques Compagnies de leur  
 „ Province dans les Places frontières immédiatement sujettes à la  
 „ Généralité, s'ils jugeoient qu'elles pourroient être attaquées, ou  
 „ surprises: comme aussi les faire revenir dans leur Province sur  
 „ leurs ordres particuliers après que le danger seroit passé; en don-  
 „ nant avis de l'un & de l'autre au Conseil d'Etat; si ce n'est que  
 „ ces Compagnies fussent affectées à de certaines Garnisons, ou que  
 „ les Etats Généraux eussent envoyé ordre aux Capitaines d'y de-  
 „ meurer devant que les Etats de la Province qui les paye, les  
 „ eût rappelé. Que les Gens de guerre feroient le serment de  
 „ fidélité non seulement aux Etats Généraux, qui représentent  
 „ l'*Union*; mais aussi à ceux de la Province qui les paye, à ceux  
 „ de la Province où ils sont logés, & encor aux Magistrats de la  
 „ Ville où ils sont en garnison, & même aux Officiers des Bourgs  
 „ & des Villages, lorsqu'on sera obligé de les loger à la campa-  
 „ gne. Que les Garnisons seroient changées selon les occasions,  
 „ & selon la conjoncture des Affaires; & que l'on en feroit un  
 „ Bordereau fort exact, dont on donneroit copie aux Provinces  
 „ qui la demanderoient. Que les Gouverneurs & Commandans  
 „ des Places de la Généralité dépendroient de tous les Alliés, qui  
 „ en pourroient disposer par les Députés que l'on appelle com-  
 „ munement les Etats Généraux: comme le Conseil d'Etat dispo-  
 „ seroit des Charges de Majors des mêmes Places. Que les mê-  
 „ mes Alliés continueroient de disposer des Hautes Charges, tant  
 „ de celles dont ils ont disposé de tout tems, que des autres dont  
 „ ils avoient laissé la disposition au Prince d'Orange comme Ca-  
 „ pitaine Général; & qu'elles ne seroient données à l'avenir qu'à  
 „ des personnes qui feroient profession de la Religion Réformée.  
 „ Qu'en cas de differend ou de mésintelligence entre les Provin-  
 „ ces pour des Affaires qui ne pourroient pas être résolues à la  
 „ pluralité des Voix, suivant le Texte de l'*Union*, on nommeroit  
 „ sept personnes, c'est à dire une de chacune des sept Provinces  
 „ Unies, y compris les Gouverneurs de celles qui en auroient alors,  
 „ lesquelles proposeroient des moyens d'acomodement entre les  
 „ Provinces intéressées. Et si ces Commissaires ne pouvoient pas  
 „ réussir à terminer ces differends, les parties nommeroient des  
 „ Arbitres, qui avec les sept Commissaires feroient un nombre  
 „ égal; comme si, par exemple, le démêlé étoit entre une seule  
 „ Province d'un côté, & les six autres Provinces de l'autre, la  
 „ Province qui seroit seule nommeroit encor onze Arbitres, &  
 „ les six Provinces six autres Arbitres, en sorte qu'il y en auroit  
 „ douze d'un côté aussi bien que douze de l'autre. Que si deux  
 „ Provinces avoient quelque differend avec les cinq autres, les

*La Disposition  
des Charges  
Militaires.*

*L'Accommo-  
dement des dif-  
ferends entre les  
Provinces.*

*Pr. LV. p.  
305.*

1651. „ deux nommeroient encor huit Arbitres, & les cinq, cinq autres  
 „ Arbitres, en sorte que de chaque coté il y en auroit dix. Et en-  
 „ fin, si le différend étoit de trois Provinces à quatre, les trois  
 „ nommeroient neuf autres Arbitres, & les quatre en nomme-  
 „ roient huit, tellement qu'il y en eût encor douze de part &  
 „ d'autre. Que les mêmes Arbitres pourroient nommer un Sur-  
 „ arbitre à la pluralité des voix ; & si elles étoient partagées  
 „ que le sort en décideroit. Qu'ils prendroient le rang des  
 „ Provinces qui les employeroient, & feroient un serment parti-  
 „ culier, de juger sans passion & sans intérêt ; mais qu'ils tâche-  
 „ roient toujours de porter l'affaire à un accommodement devant  
 „ que de la décider, & réserveroient aux uns & aux autres les  
 „ moyens de récusation. Que les Provinces tiendroient la main à  
 „ ce que les Sentences fussent exécutées nonobstant opposition,  
 „ ou appellation quelconque. Que l'on continueroit d'entretenir  
 „ les Correspondances secrètes, ainsi qu'elles avoient été entrete-  
 „ nues auparavant ; les Ministres qui servent l'Etat dans les Cours  
 „ Etrangères adressant leurs Lettres Ordinaires à l'Assemblée des  
 „ Etats Généraux directement, & les affaires dont le secret de-  
 „ vroit être ménagé, au Greffier, qui ouvreroit les Lettres en  
 „ présence des Députés que l'Assemblée nommeroit pour cela,  
 „ afin d'en faire rapport à l'Assemblée des Etats Généraux, & que  
 „ ces mêmes Députés communiqueroient aux Ministres de l'Etat  
 „ les Résolutions, Lettres, & Mémoires qu'ils jugeroient devoir  
 „ leur être communiqués.”

*Les Correspondances  
secrètes.*

L'autorité que les Princes d'Orange avoient eue de faire mar-  
 cher les Troupes sur leur Ordre particulier, & ce qui en étoit ar-  
 rivé, il n'y avoit qu'un an, au sujet de la Ville d'Amsterdam,  
 obligèrent les Etats d'Hollande à apporter cette grande circon-  
 spection au Reglement que l'on fit pour l'expédition des *Routes*  
 ou *Patentes*, afin de n'être point surpris, comme ils l'avoient été,  
 par une armée qui s'étoit tout à coup trouvé au cœur de la Pro-  
 vince, devant qu'ils sçussent qu'elle étoit en marche. Ils n'acquies-  
 cérent point non plus à ce que les autres Provinces vouloient fai-  
 re arrêter touchant l'accomodement des différends qui pourroient  
 naître entr'elles, parce qu'ils ne vouloient point que leurs Alliés  
 s'arrogeassent l'autorité de les contraindre de consentir à des Con-  
 tributions extraordinaires, contre leur sentiment. Les Provinces  
 de Frise & de Groningue insistoient de leur coté à ce que les dif-  
 férends qui ne pourroient pas être ajustés à l'amiable par les Al-  
 liés, fussent réglés par les Gouverneurs & Lieutenants Généraux  
 des Provinces ; bien que les Députés demeurassent presque tous  
 d'accord, que l'Union n'avoit rien réglé à cet égard, sinon par  
 provision, & qu'elle avoit considéré les personnes & le mérite,  
 & non les Charges de ceux à qui elle avoit laissé l'honneur de la  
 décision de ces sortes de différends. Tellement que ce point ne  
 pouvant pas être absolument arrêté & résolu, on le renvoya à l'As-  
 semblée Ordinaire des Etats Généraux, laquelle ne l'ayant pas en-  
 cor réglé, il faudra nécessairement, si à l'avenir il arrive quelque  
 mésintelligence entre les Provinces, que l'on en arrête les suites par  
 les moyens ordinaires dont les Souverains qui sont étroitement Con-  
 fédérés entr'eux, ont acoûtumé de se servir en pareilles rencontres ;  
 c'est



c'est à dire par des Conférences amiables, ou par l'entremise de leurs amis communs, & non par celle d'un Ministre, qui peut bien servir ses Souverains & ses Maîtres de ses avis & de ses Conseils; mais à qui on ne doit pas donner la puissance de régler & de décider leurs differends.

Ce fut le Samedi, 19. Août, que l'on demeura d'accord des termes de l'Amnistie, & qu'il fut résolu: Que la Grande Assemblée se sépareroit le Lundi suivant. Ce jour-là le Conseiller Pensionnaire d'Hollande qui en avoit fait l'ouverture, en fit aussi la clôture par un Discours fort poli, „ou il rendit grâces, à Dieu d'avoir beni les Délibérations de l'Assemblée par une parfaite Union des cœurs & des esprits d'un si grand nombre de Députés, qui s'étoient trouvés disposés à former de si importantes Résolutions, d'un consentement unanime de toute l'Assemblée.” Un des Pasteurs de la Haye fit ensuite un Sermon, & des Prières solennelles pour la prospérité de l'Etat; & après cette Action les Députés prirent congé les uns des autres, & se retirèrent en leurs Provinces.

Les Etats d'Hollande avoient permis quelque tems auparavant à M. Jacob Catz, leur Conseiller Pensionnaire, de résigner sa Charge entre leurs mains; mais ils avoient désiré qu'il continuât d'en faire les fonctions jusqu'à la fin de la Grande Assemblée, & jusqu'à ce qu'ils eussent fait choix de son successeur; tellement que ce fut la dernière action publique qu'il fit en cette qualité. Ils lui laissèrent la Garde des Sceaux, avec la Charge de Lieutenant des Fiefs, qui est proprement celle de Président de la Cour Féodale de la Province, avec laquelle il fit une retraite assez honorable, & fort propre à son génie, qui est si naturellement représenté dans les Poésies qu'il a publiées, qu'il est impossible de rien ajouter au caractère qu'il en fait lui-même. M. Adrien Paw Seigneur de Heemstede, à qui M. Catz avoit succédé en cet emploi, lui succéda à son tour, après avoir résisté longtems aux desirs des Etats d'Hollande, & aux prières de ses amis, qui eurent bien de la peine à le tirer de la Chambre des Comptes des Domaines de la Province pour le faire entrer dans une Charge plus honorable en apparence, mais très pénible & très fâcheuse en effet, dans un âge où le repos lui étoit aussi nécessaire que le travail lui étoit dangereux & incommode. Il entra dans l'exercice de sa Charge le 27. Septembre 1651. Nous aurons occasion de dire quelque chose de plus au sujet de la Charge de Conseiller Pensionnaire, quand il sera nécessaire de parler du Ministère de M. Gaspar Fagel.

Lorsque l'Assemblée Ordinaire des Etats Généraux trouva bon, immédiatement après le décès du Prince d'Orange, d'en donner avis aux Etats des Provinces, & de les prier de s'assembler pour délibérer des moyens de conserver le repos de l'Etat après un accident qui changeoit toute la forme de leur Gouvernement, leur Greffier, qui est celui qui fait expédier les Lettres Circulaires en ces rencontres, en avoit aussi envoyé une à la Noblesse & aux Officiers du Pays de Drenthe, & les avoit conviés comme les autres Etats des Sept Provinces Unies, d'envoyer leurs Députés à la Haye, pour aviser avec ceux des autres Provinces, ce qu'il étoit à propos de faire en cette fâcheuse rencontre. Ces Députés étant arri-

1651.

La clôture de la Grande Assemblée.

Catz, Pensionnaire d'Hollande, se retire.

A. Paw lui succède.

Ceux de Drenthe conviés à la G. Assemblée. Pr. LVI. p. 308.

vés

1651.

vés à la Haye vers la fin du Mois de Fevrier, eurent audience dans la Grande Assemblée le 2. Mars, & demandèrent „ qu'on „ leur assignât leur rang, & leurs places, où ils pussent opiner à „ leur tour sur les affaires présentes, & qu'à l'exemple des autres Provinces Unies il leur fut permis d'envoyer leurs Députés „ à l'Assemblée des Etats Généraux, au Conseil d'Etat, à la Chambre des Comptes, à l'Amirauté, & dans les autres Colléges de „ la Généralité.” L'Assemblée qui ne fut pas fort surprise de leur discours parce qu'ils avoient sollicité les Députés des Provinces avant que de se produire, ordonna: „ Qu'on examineroit dans les „ Régîtres ce qui avoit été résolu sur les prétentions que ceux de „ Drenthe avoient formé de tems en tems depuis le commencement de la République.” Ils avoient des l'année 1618, & ensuite en 1643, fait représenter: „ Que de tout tems ils avoient formé un Corps de Province séparé de celle d'Overysse, & que „ comme tels ils avoient envoyé leurs Députés aux Assemblées de „ toutes les Provinces, tant sous les Ducs de Bourgogne, & les „ Evêques d'Utrecht, que sous les Princes de la Maison d'Autriche. Que l'Empereur Charles Quint voulant résigner solennellement les Provinces à Philippe, son fils, y convia particulièrement les Etats de Drenthe, qui y furent nommément dispensés du serment qu'ils avoient fait à Charles, & admis à en faire „ un nouveau à Philippe. Que comme Etats d'une Province particulière ils avoient signé l'Union d'Utrecht, & que comme les „ autres Alliés ils avoient envoyé leurs Députés à l'Assemblée des „ Etats Généraux; & aux autres Colléges, jusqu'à ce que les Espagnols s'étant, sous le commandement du Comte de Renneberg, rendu maîtres de la Ville de Groningue, & ensuite de Coeworden & „ de Steenwyck, cette Province qui n'a point de Villes, ni de places fortes, fut arrachée avec violence du Corps de l'Etat. Qu'elle „ étoit assez glorieuse pour participer au bonheur des autres Provinces voisines, qui se trouvoient délivrées de l'oppression des „ étrangers par les armes de l'Etat; de sorte qu'elle avoit sujet „ d'espérer qu'on la remettroit en possession de la liberté & des „ mêmes avantages & prérogatives dont jouissent les autres Provinces Unies, & dont elle avoit ci-devant joui, puisqu'aussi bien elle „ conservoit encor sa Souveraineté, ses maximes, ses droits, ses „ juridictions, ses Magistrats, ses Sceaux, ses Armes, ses Loix, „ ses finances, & son épargne, séparées de celles des autres Provinces. Et que dans l'occasion présente, ils avoient encor été „ conviés de venir aviser sur l'état des affaires générales.” Mais comme ces raisons n'avoient point fait d'impression en ce tems-là aussi n'en firent-elles point en celui-ci. Il fut vérifié d'ailleurs, „ que c'étoit une bévue que le Greffier avoit faite, en écrivant à ceux de Drenthe comme à une des Provinces Unies, quoique ses prédécesseurs ne l'eussent jamais fait auparavant. Toute la satisfaction qu'ils remportèrent fut qu'on leur dit: „ Que les Etats feroient „ examiner leurs raisons, & y feroient toute l'attention qu'ils jugeroient convenable.”

On fit la même réponse aux Barons, Gentilshommes, & Députés des Villes de Brabant. Nous avons dit au Livre II. de cette Histoire, qu'en l'an 1648, in continent après la conclusion du Traité

Par la bévue  
du Greffier.  
Pr. LVII. P.  
309.

Les Barons &  
Villes de Brabant  
font les



té de Munster, ils avoient fait instance, „ à ce que cette portion du <sup>1651.</sup>  
 „ Brabant, qui fait partie de l'étendue de cet Etat, fût reçue au <sup>mêmes instan-</sup>  
 „ nombre des Provinces-Unies, & qu'étant considérée en cette <sup>ces.</sup>  
 „ qualité elle pût avoir part au Gouvernement, & envoyer ses Dé- <sup>Pr. LVIII. p.</sup>  
 „ putés à l'Assemblée des Etats Generaux, comme aussi aux au- <sup>310.</sup>  
 „ tres Colléges de la Généralité." Et d'autant qu'ils n'obtinrent  
 rien en ce tems-là ils crurent devoir redoubler leurs instances à  
 l'occasion de la Grande Assemblée. Leurs Députés y demandé- <sup>On leur refuse</sup>  
 rent audience au Mois de Mars; mais on leur fit dire „ qu'ils pou- <sup>audience.</sup>  
 „ voient faire leurs remontrances par écrit, & y ajouter les rai-  
 „ sons dont ils croyoient pouvoir appuyer leurs prétentions." On  
 en usa ainsi à leur égard parce qu'on n'a pas laissé une marque de  
 Souveraineté aux Brabançons. Ce sont les Etats Généraux, ou le  
 Conseil d'Etat en leur nom qui y dispose des finances; c'est la Gé-  
 neralité qui y fait les loix, qui y crée les Magistrats, & qui y fait  
 rendre la justice: au lieu que le Pays de Drenthe est demeuré en  
 possession de tous ses droits, & s'est conservé tout ce que l'on a  
 ôté aux Villes de Brabant. Elles firent leurs remontrances le 22.  
 du même mois, & elles y représenterent: „ Qu'en l'an 1648, im-  
 „ médiatement après la conclusion du Traité de Munster, elles  
 „ avoient demandé à jouir des effets de la paix, & à être reçues  
 „ au nombre des Provinces-Unies. Que Philippe le Bon, Duc  
 „ de Bourgogne, ayant formé un seul état de plusieurs Provinces,  
 „ l'Empereur Charles Quint qui avoit succédé à toutes, ordonna <sup>La Pragmatique</sup>  
 „ par sa Pragmatique Sanction de 1549, qu'elles demeureroient tou- <sup>que de Charles</sup>  
 „ tes Unies comme dans un même corps, & comme dans une mê- <sup>Quint. Voy.</sup>  
 „ me masse, sans qu'elles pussent être séparées pour quelque cau- <sup>Liv. I. Pr. I.</sup>  
 „ se que ce fût. Que c'étoit la chose du monde que ce Prince <sup>P. I.</sup>  
 „ avoit le plus désiré, & qu'il avoit le plus fortement recomman-  
 „ dé à Philippe, son fils, lorsqu'il lui résigna ces Provinces. Qu'au <sup>Le Brabant est</sup>  
 „ commencement des troubles de ces Pays ceux de Brabant avoient <sup>la première Pro-</sup>  
 „ été les premiers qui avoient signé la Requête que quelques Sei- <sup>vince qui se sou-</sup>  
 „ gneurs présentèrent à la Duchesse de Parme, Gouvernante <sup>leve.</sup>  
 „ des Pays-Bas. Que la Ville de Brusselles étoit le lieu où on  
 „ avoit jetté les premiers fondemens de la Liberté, par l'opposi-  
 „ tion que les habitans formèrent contre la levée du Dixième de-  
 „ nier, en présence du Duc d'Albe, & pour ainsi dire, sous sa  
 „ moustache. Que si la Province de Brabant ne suivit point l'é-  
 „ xemple de la Hollande, qui prit les armes, & se déclara contre  
 „ les Espagnols après la surprise de la Briel, ce ne fut pas qu'elle  
 „ manquât de courage, d'affection pour le bon parti, ou d'aver-  
 „ sion pour celui d'Espagne, mais parce qu'elle en fut empêchée <sup>Mais est bridée</sup>  
 „ par les Citadelles, & par les fortes Garnisons étrangères dont elle <sup>par des Cira-</sup>  
 „ étoit contrainte de souffrir la tyrannie. Que la même Provin- <sup>delles.</sup>  
 „ ce, & entre ses autres Villes, celle de Bois-le-Duc avoit été  
 „ unè des premières à signer la *Pacification de Gand* en l'an 1576. <sup>Et signe la Pa-</sup>  
 „ & qui avoit le plus aidé à chasser les Garnisons Espagnoles, Italien- <sup>cification de</sup>  
 „ nes, & Allemandes de plusieurs Villes qui sont aujourd'hui par- <sup>Gand.</sup>  
 „ tie des Provinces-Unies. Que les Seigneurs, & les Villes de Bra- <sup>Et l'Union d'</sup>  
 „ bant assemblés en Corps d'Etat s'étoient joints à l'*Union* d'Utrecht. <sup>Utrecht.</sup>  
 „ Et que depuis que la publication s'en étoit faite dans la Ville de  
 „ Bois-le-Duc ils avoient envoyé leurs Députés à l'Assemblée des Etats

1651.

„ Généraux. Que l'*Union* n'avoit eu pour objet que l'expulsion  
 „ des Espagnols & de leurs partisans d'un coté, & l'affermisse-  
 „ ment de l'Etat de l'autre, pour remettre les Provinces, & les  
 „ Villes dans la possession de leurs anciens droits, libertés, fran-  
 „ chises, & privilèges, & n'avoit eu d'autre but que de les dé-  
 „ livrer du joug & de l'oppression des étrangers. Que l'on ne pou-  
 „ voit pas refuser aux Villes de Brabant, qui ont été retirées des  
 „ mains des ennemis communs, la jouissance entière de leurs li-  
 „ bertés, puisqu'on l'accordoit bien aux Villes du Pays de Cleves,  
 „ qui ne sont proprement que des Conquêtes. Que les Villes de  
 „ Zutphen, de Déventer, & de Campen avoient été prises sur les  
 „ Espagnols, & qu'il y en avoit même qu'il avoit fallu forcer de quit-  
 „ ter le parti auquel elles s'étoient attachées avec opiniâtreté, com-  
 „ me Nimégue, Amsterdam, Schoonhove, Middelbourg, & au-  
 „ tres, qui pour cela ne laissoient pas de jouir présentement des  
 „ mêmes avantages qu'elles possédoient auparavant, & qui leur  
 „ sont communs avec les premières de l'Etat. Que le Prince d'O-  
 „ range, Seigneur de Breda, avoit signé l'*Union* comme l'un des  
 „ Barons de Brabant, & qu'il ne l'avoit jamais quittée. Que les  
 „ Villes de Berg-op Zoom & de Willemstadt n'ont jamais chan-  
 „ gé de parti; & que si celle de Bois-le Duc, de Breda, de Gra-  
 „ ve, & de Steenberg en ont été arrachées par la violence des  
 „ armes ennemies, leur malheur ne doit pas leur en attirer un  
 „ autre, puisque ce n'étoit qu'avec le plus sensible déplaisir qu'el-  
 „ les ont souffert qu'on les ait contraint de se charger d'une gar-  
 „ nison étrangère, pendant que leur affection les tenoit indépara-  
 „ blement attachées à l'*Union*, & pendant que quelques autres  
 „ Villes de la même Province, qui ont la gloire de s'être défen-  
 „ dues avec valeur contre les Espagnols, & d'avoir courageuse-  
 „ ment soutenu les sièges & les persécutions, n'y pouvoient pas  
 „ être admises. Que lorsqu'en l'an 1581 on abjura le Roi d'Espa-  
 „ gne, les Etats de Brabant l'abjurèrent aussi bien que les autres  
 „ Provinces qui composent aujourd'hui l'*Union*. Que lorsqu'en  
 „ 1584 on traita avec le Roi de France pour lui offrir la Souve-  
 „ raineté du Pays & de l'Etat où le Brabant étoit compris, il fut  
 „ dit expressément: Que les Provinces ne pourroient jamais être  
 „ séparées les unes des autres, pour quelque cause que ce fut.  
 „ Qu'il étoit bien vrai que lorsque l'année suivante, après la ré-  
 „ duction d'Anvers, les Députés de la même Province prirent  
 „ congé de l'Assemblée des Etats Généraux, ils recommandèrent  
 „ la conservation des Libertés & des Privilèges des habitants des  
 „ Villes, & de cette partie de la Province qui demouroit anné-  
 „ xée à l'Etat; mais que cette action, qui n'étoit en effet qu'une  
 „ civilité & un compliment que leurs Principaux ne leur avoient  
 „ pas ordonné de faire, & qu'une action sujette à désaveu, ne pou-  
 „ voit pas faire préjudice à la Liberté de la Province. Que quel-  
 „ ques Seigneurs de Brabant ayant insisté en l'an 1586, & les deux  
 „ années suivantes, à ce qu'on leur permît de bailler à ferme le  
 „ Domaine de la Province, & qu'on leur laissât l'administration  
 „ de ses finances, les Etats Généraux déclarèrent bien: Qu'ils  
 „ ne pouvoient pas considérer ces Messieurs comme Députés des  
 „ Etats de la Province, mais seulement comme Députés de leurs  
 „ „ Affo-

Le Prince d'  
Orange signe l'  
*Union* comme  
Baron de Breda.

Le Brabant  
abjur: le Roi  
d'Espagne.



„ Associés, & voulurent que le Conseil d'Etat se chargeât de la <sup>1651.</sup>  
 „ direction des affaires, & de l'administration des finances de la  
 „ Province ; mais ils y ajoutèrent : Que ce ne seroit que par pro-  
 „ vision, & déclarèrent : Que si jamais on entroit en négociation  
 „ pour traiter de la paix, ou qu'on mît en délibération d'offrir  
 „ la Souveraineté de l'Etat à un Prince étranger, on ne le feroit  
 „ qu'avec la participation des Barons & des Nobles du Brabant,  
 „ & particulièrement avec la communication des Députés de la  
 „ Ville de Berg-op-Zoom ; & même qu'on les appelleroit à toutes  
 „ les Délibérations que l'on feroit pour cela. Que cette Dé-  
 „ claration devoit donc avoir lieu, & produire son effet présente-  
 „ ment que les frontières de l'Etat se trouvoient merveilleusement  
 „ étendues, & fortifiées d'un bon nombre de grandes Villes qui  
 „ y ont été jointes. Que les Etats Généraux en 1591, en érigeant  
 „ à la Haye une Cour de Justice pour les affaires de Brabant, au  
 „ lieu de l'ancienne Cour des Fiefs, avoient déclaré bien expres-  
 „ sément : Que ce seroit sans préjudice des Droits & des Privilé-  
 „ ges des Barons, des Nobles, & des Villes de Brabant : quoi-  
 „ qu'on les violât ouvertement en établissant une Cour fixe &  
 „ sédentaire hors de la Province. Qu'au préjudice du Droit d'*Im-*  
 „ *digenat*, dont la Province de Brabant jouit par un Privilège  
 „ particulier, l'on donnoit les Offices du Pays à des Etrangers :  
 „ ce que les Espagnols n'avoient jamais entrepris de faire au plus  
 „ tort de la violence de leur Gouvernement. Que l'on y impo-  
 „ soit des tailles, & des autres droits sans leur communication, &  
 „ sans les ouïr : ce qui étoit directement contre leurs anciens Pri-  
 „ vilèges, & contre ce qu'on leur avoit expressément promis en  
 „ l'an 1600 ; en quoi l'on usurpoit même quelque chose de plus  
 „ que ce que la puissance légitime donne au Souverain du Pays,  
 „ à qui il n'est pas permis d'y lever des droits sans le consente-  
 „ ment des Etats de la Province, & qui n'en a jamais usé autre-  
 „ ment. Qu'on leur donnoit la qualité d'Associés ; mais que cette  
 „ Société étoit bien misérable pour eux, & peu différente d'un  
 „ véritable esclavage. Que non seulement les grandes Villes de  
 „ Brabant, mais aussi les petites, étoient en possession de tout  
 „ tems de députer aux Etats de la Province, & que celles pour  
 „ qui les Députés parloient, avoient toujours joui de ce droit, &  
 „ eu part au Gouvernement. Que ce qui se trouvoit joint à l'U-  
 „ nion consistoit en six Villes, non compris Maastricht, & que ce  
 „ que cet Etat possède en Brabant avoit plus de trente lieues de  
 „ longueur, sur dix de largeur, & faisoit plus de la moitié de  
 „ toute la Province. Mais qu'il falloit considérer sur tout, que  
 „ quand un Pays n'a plus de Prince, la Souveraineté qui résidoit  
 „ en sa personne, retourne aux Etats, c'est à dire à la Noblesse,  
 „ & aux Villes de la Province. Ils représentèrent encor : Que  
 „ tout ainsi que l'Etat des Suisses est composé de Cantons, d'Al-  
 „ liés, & de Conquêtes, on pourroit aussi faire une distinction  
 „ entre les uns & les autres, & considérer les Associés comme  
 „ Alliés & Souverains, & les autres comme des Conquêtes que  
 „ les armes de l'Etat ont faites." Ils employèrent encor plusieurs  
 „ autres raisons ; mais ils ne furent pas plus heureux que ceux de  
 „ Drenthe, & n'eurent pas plus de satisfaction.

*Le Conseil d'Etat a la direction des affaires de Brabant.*

*Plaintes des Brabançons.*

*Les Villes de Brabant députent aux Etats.*

1651.

Pendant que les Etats Généraux étoient occupés à faire des Réglemens pour le fait de la Milice à l'égard de tout l'Etat en général, ceux d'Hollande s'appliquoient à en faire d'autres pour leur Province en particulier, & se mettoient petit à petit en possession de ce qui faisoit, il n'y avoit pas long-tems, toute la grandeur & la puissance de leur Gouverneur. Ils avoient permis aux Villes, incontinent après la mort du Prince d'Orange de demander des Octrois pour la création de leurs Magistrats. Au commencement de cette année la plupart des Villes en demandèrent, & se mirent en possession du droit qu'elles venoient d'acquérir. Ils ordonnèrent qu'à la tête des Réglemens & des Déclarations qui se font pour la levée des deniers publics, on n'emploieroit plus le nom du Prince d'Orange, que l'on avoit accoutumé d'y mettre à cause de sa qualité de Gouverneur de la Province. Ils changèrent la Commission du Capitaine qui avoit commandé les Gardes qu'ils entretenoient pour le service, & pour la Dignité du Prince, en la même qualité. Ils firent faire un nouveau serment de fidélité aux Soldats, & en firent enfin des Gardes pour la Province, dont ils formèrent quelque tems après un Régiment de dix Compagnies. Ils ôtèrent aussi aux Majors des Villes lesquelles ont séance dans l'Assemblée des Etats, les clefs des portes dont ils avoient eu la garde jusqu'alors, & les firent donner aux Magistrats.

*On ôte le nom du Prince d'Orange des Déclarations publiques.*

Pr. LIX. p. 321.

*On change la Commission du Capitaine des Gardes.*

Pr. XL. p. 322.

*On fait faire un nouveau serment aux Soldats.*

Pr. LXI. p. 322.

*On en fait des Gardes pour la Province.*

Pr. LXII. p. 323.

*Les Villes de Gueldre font leurs Magistrats.*

Nimegue.  
Thiel.

*Soulevement à Dordrecht.*  
Pr. LXIII.  
p. 323.

Les Députés de Gueldre en avoient fait la première ouverture dans la Grande Assemblée, la Ville de Nimégue se souvenoit de la violence qui lui avoit été faite en l'an 1649 ; de sorte que la Province se trouvant sans Gouverneur, au commencement de cette année 1651, la Ville fit l'élection de son Magistrat sans contradiction. Celle de Thiel qui n'avoit pas le même Privilège, l'avoit obtenu des Etats de la Province depuis la mort du Prince, & fit aussi son Magistrat, nonobstant l'opposition de la Cour de Justice d'Arnheim, qui vouloit se maintenir dans la possession où elle étoit d'élire le Magistrat en l'absence du Gouverneur. Mais on lui fit connoître, que pendant la vie du Prince d'Orange elle avoit usé de ce droit par une espèce de délégation, & en représentant le Gouverneur de la Province. Mais que présentement qu'il n'y en avoit point elle ne pouvoit pas le représenter, & qu'ainsi on ne pouvoit pas admettre ses Commissaires, qui ayant trouvé les portes fermées, s'en retournèrent sur leurs pas.

Presqu'au même tems que les Etats d'Hollande travailloient avec ceux des autres Provinces à établir le repos de l'Etat, & la bonne correspondance entre les Alliés, quelques habitans de la Ville de Dordrecht se soulevèrent contre leur Magistrat, à qui ils demandèrent la restitution d'un prétendu Livre, qu'ils appelloient le *Livre de Bois*, parce que, à ce qu'ils disoient, au lieu de velin, ou de cuir, il étoit relié de deux planches, & contenoit les Privilèges de la Ville & des Corps de Métiers. Ils avoient fait du bruit sur le même sujet en l'an 1647 ; mais la Cour de Justice fit en ce tems-là entre les Magistrats & les Métiers un Accord qui fit cesser le tumulte. Il y avoit bien dix ou douze ans que le Peuple avoit demandé de tems en tems ce Livre, & le Magistrat avoit fait de grandes diligences pour le découvrir ; mais leur peine avoit été inutile, tant parce que personne n'avoit jamais vu ce



Livre, qui n'existoit en effet que dans l'imagination du peuple, 1651. que parce que les Originaux de tous les Privilèges de la Ville se gardant dans un Coffre à douze serrures, dont chaque Corps de Métier a une clé, on n'avoit que faire de les chercher ailleurs. Les Métiers s'en étoient contenté en ce tems-là; mais en 1651 ils ne se voulurent pas tenir à l'Accord de 1647. Au contraire ils voulurent obliger le Magistrat de leur permettre de s'assembler toutes les fois qu'ils le jugeroient à propos, même sans le consentement du Bourgeois, à leur laisser l'Élection du Conseil des Huit, dont ils n'avoient que la Présentation; à souffrir que le même Conseil des Huit créât le Bourgeois de la Ville; & à ne point donner entrée dans le Sénat à deux personnes de même nom & d'une même famille. Ils y ajoutèrent plusieurs autres demandes de la même force, & si contraires au repos de la Ville, & à l'autorité du Magistrat, que les États d'Hollande voulant empêcher que ce mal qui pouvoit devenir contagieux en ses suites, n'infectât tout le reste de la Province, y envoyèrent le Seigneur de Bréderode, accompagné de quelques Députés des Villes voisines, qui ramenèrent le peuple à son devoir, & l'obligèrent d'obéir au Magistrat.

La Grande Assemblée n'avoit été convoquée que pour régler les trois points qui devoient servir de fondement au repos de l'Etat, la Religion, l'Union, & la Milice. Mais quelques-unes des Provinces considérant, qu'elle ne pouvoit pas être toujours occupée aux Délibérations de cette nature, & craignant que les autres ne se servissent de ce prétexte pour en demander la séparation, ou la surseance, comme elles avoient déjà fait, ou bien pour ne se point trouver à l'Assemblée, furent d'avis qu'on y donnât audience aux Ambassadeurs quand ils la demanderoient. Nous avons commencé à dire au Livre précédent, que celui d'Espagne la demanda le premier, pas tant pour le service du Roi, son Maître, dont l'intérêt ne s'y trouvoit mêlé qu'indirectement, que parce qu'il y étoit en quelque façon obligé pour sa justification particulière. Il y fit un long Discours, à l'entrée duquel après avoir fait des vœux pour l'Assemblée, & pour le succès de ses délibérations, il s'étendit fort sur la sincérité des bonnes intentions du Roi d'Espagne, & sur son inclination à exécuter le Traité de Paix avec la dernière ponctualité, & à vivre en très bonne intelligence avec ces Provinces. Il parla ensuite des mauvaises intentions, & du faux raisonnement de ceux qui jugeoient la continuation de la guerre plus avantageuse, & plus nécessaire au repos de cet Etat que la Paix. Et à cette occasion il déclama fort contre la Lettre que M. Guillaume Boreel, Ambassadeur de la République à Paris, avoit écrite aux États au sujet de la mort du Prince d'Orange, & qui avoit été imprimée en ces Pays. M. Boreel en faisant parler le Cardinal Mazarin, y disoit: Que l'Ambassadeur d'Espagne avoit publiquement déclaré à Bruxelles, que les succès des deux dernières Campagnes ne donnoient pas tant d'avantages aux affaires du Roi, son Maître, qu'il en tiroit de la mort du Prince d'Orange; & que les Espagnols en témoignaient une joye extrême, parce qu'ils espéroient que cet accident jetteroit l'Etat dans la confusion d'une guerre Civile. Ceux qui avoient publié cette Lettre

*L'Ambassadeur d'Espagne prend audience dans la Grande Assemblée.*

P. 231.

1651. ne vouloient pas seulement décrier la conduite des Espagnols, mais leur intention étoit principalement de détruire la bonne opinion que l'on commençoit à avoir de la probité de l'Ambassadeur d'Espagne; & c'est ce qui l'obligeoit à y répondre. Il se contenta de dire, „ que le discours dont on le faisoit auteur ne lui étoit ja-  
 „ mais échappé. Qu'il avoit toujours respecté le mérite du Prin-  
 „ ce défunt, & que le Roi, son Maître, qui n'avoit plus sujet  
 „ de le haïr, ou de le craindre depuis que la Paix étoit faite,  
 „ l'avoit considéré depuis ce tems-là comme le neveu de la Rey-  
 „ ne, son épouse, & l'avoit aimé comme son proche parent.”  
 Après avoir ainsi donné un démenti tacite à ceux qui l'avoient accusé, il passa sur toutes les périodes de la même Lettre, qui vouloient faire croire que les Espagnols se promettoient une révolution inévitable de la mort du Prince Gouverneur. Il pria l'Assemblée de faire comparaison du procédé de l'une & de l'autre Couronne, & de mettre en parallèle le bon traitement que les Navires Hollandois recevoient en Espagne avec les Déprédations continuelles dont les François infestoient la Navigation, & incommodoient le Commerce des habitans de ces Provinces, avec plus de licence que des ennemis n'en prendroient dans une guerre déclarée. Il parla ensuite de ce qui étoit dit dans la même Lettre, des desseins & de la conduite des Espagnols, aussi bien que de celle que la République devoit encor tenir à l'avenir, pour porter les deux Couronnes à un accommodement, en se déclarant contre celle qui rejetteroit les conditions que les Etats jugeroient raisonnables. Il dit sur ce sujet: „ Que les desseins de l'Espagne ne  
 „ pouvoient pas être suspects, & que ses Conquêtes ne pouvoient  
 „ pas donner de l'ombrage, puisque ses armes n'avoient pour ob-  
 „ jet que la réduction des places que la France avoit prises sur  
 „ elle, & non de nouvelles Conquêtes, ni les visions d'une Mo-  
 „ narchie universelle. Qu'on ne pouvoit pas blâmer la conduite que  
 „ la République avoit tenu à Munster, puisqu'elle avoit produit de  
 „ si admirables effets. Qu'elle lui avoit donné le repos, & fait  
 „ acquérir à juste titre la Souveraineté qu'Elle ne possédoit aupara-  
 „ vant que par la force des armes, & comme une usurpation.  
 „ Qu'il n'y avoit personne qui ne sçût que l'Etat avoit plus de su-  
 „ jet d'apprehender le voisinage de la France que celui de l'Es-  
 „ pagne. Que le Roi, son Maître, n'avoit jamais rejeté la Mé-  
 „ diation de cet Etat; mais que la France vouloit que la Média-  
 „ tion fût armée, menaçante, & intéressée, à dessein de replon-  
 „ ger l'Etat dans la guerre dont il ne faisoit que sortir. Il y ajou-  
 „ ta: Que le Prince d'Orange, qui étoit bien informé des inten-  
 „ tions de la France, lui avoit dit, peu de jours avant son der-  
 „ nier voyage en Gueldre, que son opinion étoit que cet Etat ne  
 „ pourroit pas se dispenser de secourir la France si l'Espagne re-  
 „ fusoit de faire la paix à des conditions qu'il lui feroit proposer,  
 „ & même qu'il pouvoit le faire sans contrevenir au Traité de  
 „ Munster. Mais que le Prince avoit été enfin obligé d'acquiescer  
 „ aux raisons qu'il lui avoit opposées, & qu'il lui avoit fait avouer,  
 „ qu'en l'état présent des affaires il étoit nécessaire d'éviter la rup-  
 „ ture, laquelle étoit inévitable si cet Etat résolvoit de secourir la  
 „ France.”

*il se plaint de* Devant que d'achever son discours il fit des plaintes de



de ce qu'on ne faisoit point de réponse aux Mémoires qu'il avoit 1651.  
présenté de tems en tems au sujet de l'inexécution de plusieurs Articles du Traité de Munster, & fit de grandes instances pour l'établissement de la Chambre Mi-partie, dont il parloit comme du seul remède capable de guerir les défiances, & d'ajuster les démêlés, qui ne permettoient pas qu'on pût dire encor, qu'il y avoit une parfaite amitié & intelligence entre l'Espagne & cet Etat.

*Inexécution  
du Traité de  
Munster.*

Toute la Lettre de M. Boréel étoit de sa façon & de son invention. Le Cardinal Mazarin n'étoit point du tout satisfait de ce qui s'étoit passé à Munster; mais il n'avoit pas pour cela meilleure opinion du Prince d'Orange, & bien loin de croire que sa mort pût faire tort à la liberté du Pays, il ne dissimuloit point que si on ne s'étoit défait d'un Ministre, qui dans l'affaire d'Amsterdam avoit bien fait voir que la liberté de la Hollande n'étoit pas plus en sureté entre les mains du Prince d'Orange, que celle de Milan sous le commandement de François Sforce, il l'auroit entièrement détruite & anéantie. Le Cardinal s'en étoit même expliqué assez publiquement. Mais M. Boreel le faisoit parler, & se servoit de son nom, parce qu'il n'osoit exprimer ses propres sentimens. M. Mülert qui présidoit à son tour à l'Assemblée de la part de la Province d'Overyssel, repassant sur les principaux points du Discours de M. Brun, se servit dans sa réponse de termes si brutiques & si choquants, que celui-ci ne pouvant pas dissimuler le ressentiment qu'il en avoit, en témoigna quelque chose aux Députés qui le conduisirent jusqu'à son carosse au sortir de l'audience. M. Mülert étoit dans le sentiment de ceux qui préféroient la guerre à la paix, & qui ne craignoient point d'offenser l'Espagne pour complaire à la France. L'Ambassadeur s'en plaignit aussi au Conseiller Pensionnaire d'Hollande, & cette Province qui avoit de l'aversion pour tout ce qui pouvoit troubler ou alterer son repos, vouloit que l'on désavouât, & même que l'on censurât M. Mülert. Celui-ci n'eut pas beaucoup de peine à prévenir cette Résolution dans une Assemblée peu affectionnée à l'Espagne, & où la France avoit ses partisans. Mais il ne put empêcher que la Hollande ne fit résoudre dans la même Assemblée: „ Qu'à l'ave-  
„ nir le Président, qui n'a pas toujours la commodité & le loisir  
„ de faire opiner les Députés des Provinces en la présence des  
„ Ambassadeurs, ne leur feroit qu'une réponse générale qui n'en-  
„ gageroit pas l'Etat, & qui ne consumeroit pas la matinée. ”

L'Ambassadeur d'Espagne avoit présenté un Mémoire aux Etats Généraux peu de jours devant l'ouverture de la Grande Assemblée, où il s'étoit plaint „ de l'inexécution de plusieurs Arti-  
„ cles du Traité de Munster, & particulièrement de ce qu'au pré-  
„ judice du XXII. les Etats de Zéelande négligeoient de payer les  
„ Sujets du Roi, son Maître, des rentes constituées devant l'an 1572,  
„ sur les droits que cette Province leve sur l'Escaut. Qu'en con-  
„ trevenant aux XI & XXIV. Articles du même Traité on persé-  
„ toit & emprisonnoit les Religieux & autres Ecclésiastiques, à qui  
„ le Traité permettoit d'entrer dans ces Pays. Qu'en ceux d'Ou-  
„ tremeuse on ne voyoit que des attentats au préjudice de la pos-  
„ session en laquelle le Roi d'Espagne s'étoit trouvé lorsque la  
„ Paix fut conclue à Munster, & il ajoûtoit, qu'il étoit impossi-  
„ ble

*Plaintes de  
l'Espagne.  
Pr. LXIV.  
p. 325.*

*La Zéelande  
ne paye pas les  
Rentes.*

*On persécute  
les Gens d'E-  
glise.*

*Désordres au  
Pays d'Outre-  
meuse.*

1651. „ ble de prévenir le désordre & la confusion qui menaçoient ce  
 „ Pays-là sans l'ouverture de la Chambre Mi-partie, dont les Plé-  
 „ nipotentiaires de cet Etat avoient parlé les premiers à Munster,  
 „ comme du moyen le plus capable de régler les différends que  
 „ le Traité ne pouvoit pas ajuster. Qu'en y contrevenant ma-  
 „ nifestement l'on dépouilleroit, sans forme de procès, & comme  
 „ par force, l'Evêque de Ruremonde du Doyenné de S. Oedenro-  
 „ de, en la Mairie de Bois-le-Duc, qui est annexé à l'Evêché  
 „ depuis sa Fondation. ”

*Contraventions  
 au Traité de  
 Marine.*

Pr. LXXV.  
 p. 328.

Après la clôture de la Grande Assemblée M. Brun redoubla  
 ses plaintes, & y ajouta : „ Que l'on ne se contentoit pas de con-  
 „ trevenir au Traité de Munster, mais qu'on faisoit la même  
 „ violence au Traité de Marine, qui avoit été ratifié & con-  
 „ clu avec une satisfaction réciproque, & publié le 15. Mai dans  
 „ le Pays de deça, & en Espagne & en Italie le 17. Juillet.  
 „ Que les Maîtres des Navires de ces Provinces portoient conti-  
 „ nuellement dans les Ports d'Espagne, & dans les Havres des au-  
 „ tres Etats du Roi Catholique, des marchandises de contreban-  
 „ de tirées des pays de ses ennemis. Que pour s'en justifier ils  
 „ s'aïdoient des Déclarations de personnes particulières, passées  
 „ par devant de prétendus Notaires, dont la qualité ne se trou-  
 „ voit vérifiée par aucune preuve authentique. Que les Espagnols  
 „ qui prenoient plaisir à secourir & à protéger les Navires Hol-  
 „ landois contre les Corsaires & Pirates, n'en recevoient pas le  
 „ même traitement, ni le même secours, mais en étoient aban-  
 „ donnés dans les rencontres. Que le Roi d'Espagne permettoit  
 „ à tous les Vaisseaux de guerre des Provinces Unies indistincte-  
 „ ment, d'entrer dans ses ports ; pendant qu'on s'opposoit ici au  
 „ débarquement des Gens de guerre Espagnols, qui se trouvoient  
 „ par hazard sur les Côtes, Que la Compagnie des Indes Occi-  
 „ dentales avoit pris un Vaisseau Espagnol mal à propos ; & que  
 „ les Etats de Gueldre avoient publié des Défenses particulières  
 „ contre les Gens d'Eglise qui entrent dans le Pays sans permis-  
 „ sion, quoique le Traité de Munster la leur donne. ”

*Réponse des  
 Etats.*  
 La même.

On lui répondit : „ Que les VIII. & XI. Articles du Traité de  
 „ Marine qui parlent des marchandises de contrebande, seroient  
 „ ponctuellement exécutés. Que l'on ordonneroit aux Capitaines  
 „ & aux autres Officiers de guerre que l'Etat employe dans la  
 „ Mer Méditerranée, de secourir & protéger les Navires amis &  
 „ neutres contre les Corsaires & Pirates, & pour cet effet d'en-  
 „ tretenir bonne correspondance avec ceux d'Espagne, confor-  
 „ mément au LXXV. Article du Traité de Munster. Que les Vaif-  
 „ seaux de guerre de cet Etat qui entrent dans les ports du Roi  
 „ d'Espagne pour se radoubler, ou pour s'y rafraîchir, ne sont  
 „ montés que d'un équipage raisonnable, & de l'artillerie qui leur  
 „ est nécessaire pour se défendre contre les Corsaires, en sorte  
 „ qu'ils ne peuvent pas donner ombrage, & ne contreviennent  
 „ point au XXIII. Article du même Traité. Mais que les Vaif-  
 „ seaux Espagnols à qui on avoit refusé l'entrée des ports de ce  
 „ Pays, avoient servi au transport des Gens de guerre, que l'on  
 „ ne peut pas faire entrer dans le Pays d'un autre Souverain sans  
 „ sa permission ; & que ces Provinces en sont si jalouses qu'elles

„ ne



„ ne permettent pas même que les Gens de guerre de leurs Al- 1651.  
 „ liés, qui ne font qu'un même Etat avec elles, y entrent, ou  
 „ y passent, si on ne les en a averti auparavant, & si elles n'y ont  
 „ consenti. ”

On y vouloit bien marquer particulièrement cette circonstance, Les Espagnols veulent débarquer des Soldats en Zéelande.  
 parce qu'au Mois de Juillet 1651 on avoit vu arriver à la rade de Rammekens, en Zéelande, quatre grands Vaisseaux chargés de Pr. LXVI. p. 332.  
 treize ou quatorze cent Soldats Napolitains, que les Officiers  
 qui les commandoient prétendoient faire passer en de petits bâ-  
 timens en Brabant & en Flandre. Mais l'Amirauté de Zéelande  
 à qui ces Officiers s'adressèrent pour cela, ne voulant pas s'en  
 mêler, ils furent contraints de gagner la Côte de Flandre, & d'y  
 aller débarquer leurs foldats.

La Zéelande eut une seconde allarme au commencement de Des Officiers du Duc de Lorraine y arrivent.  
 de l'année suivante. Plusieurs Officiers & Soldats s'avouant du  
 Duc de Lorraine, y étoient arrivés avec quantité d'armes & de  
 munitions de guerre, à dessein, à ce qu'ils disoient, de passer en Pr. LXVII. p. 334.  
 Irlande, pour y faire une diversion en faveur du Roi d'Angleter-  
 re. Le peuple qui s'en apperçut, & qui en prit ombrage, parce LXVIII. p. 335. & Pr. LXIX. p. 335.  
 qu'il voyoit qu'il voyoit qu'on s'en vouloit cacher, fut sur le point  
 de se jeter sur eux. Mais le Magistrat prévint sagement le dé-  
 fordre en obligeant ces étrangers à se retirer, & à aller chercher  
 passage ailleurs.

Les Provinces en empêchant le débarquement des Soldats Na- Plaintes du Résident de France.  
 politains, ne confideroient pas seulement leurs propres interêts,  
 mais aussi ceux de la France, qui regardoit avec un déplaisir sen-  
 sible tout ce qu'on faisoit ici pour l'Espagne; quoique l'on y demeurât  
 dans les termes d'une civilité que l'on ne peut pas refuser, même à des  
 personnes indifférentes. M. Brasset, Résident de France, faisoit néan-  
 moins des plaintes continuelles de la complaisance qu'il disoit que  
 l'on avoit ici pour les Espagnols, en souffrant qu'ils y frêtassent & ar-  
 massent des Vaisseaux, & qu'ils y fissent des levées de Gens de  
 de guerre; & marquoit même qu'en ces Pays on faisoit des pré-  
 paratifs pour le siège de Dunkerque. Il avoit dit dans un Mémoi-  
 re, qu'il avoit présenté au commencement de l'année, „ qu'il y  
 „ avoit cinq mois que l'on avoit pressé l'Ambassadeur d'Espagne,  
 „ de dire comment le Roi, son Maître, avoit reçu les offres que  
 „ les Etats lui avoient faites de leur Médiation pour la paix entre  
 „ les deux Couronnes. Que son silence faisoit bien connoître que  
 „ la Cour de Madrid n'y avoit point d'inclination, & que son in-  
 „ tention étoit de continuer la guerre pour satisfaire son ambi-  
 „ tion. Que la puissance de la France étoit si considérable, & le  
 „ Conseil du Roi si sage qu'il ne devoit pas appréhender celle de  
 „ ses voisins. Qu'il lui importoit néanmoins de savoir leurs inten-  
 „ tions, & de prendre ses mesures sur celles du Roi d'Espagne.” Le  
 dessein de Brasset étoit d'engager cet Etat dans une nouvelle rupture,  
 & à joindre ses armes & ses conseils à ceux du Roi de France,  
 pour contraindre les Espagnols de faire la paix à sa mode. Il en  
 vouloit particulièrement à la personne de l'Ambassadeur d'Espa-  
 gne, qui l'avoit traité assez mal dans la Harangue qu'il avoit faite  
 à la Grande Assemblée, & où il n'avoit pas fort ménagé la répu-  
 tation de la France, non plus que l'honneur du Résident. Celui-

1651. ci y répondit, mais foiblement, contre sa coutume, parce que quelqu'inclination que l'on témoignât en France de vouloir faire la paix, ce Ministre faisoit bien connoître, qu'en l'état où étoient les affaires elle ne la feroit qu'à des conditions fort avantageuses. Il dit en l'audience qu'il prit en la Grande Assemblée qu'il n'entreroit pas en matière, parce que le Roi, son Maître, alloit faire partir un Ministre, qui avec un autre Caractère, & des qualités personnes infiniment au dessus des siennes, apporteroit aussi d'autres Ordres, & d'autres Instructions.

*Bellièvre Ambassadeur de France arrive.*  
Pr. LXX.  
P. 342.

C'étoit M. Pomponne de Bellièvre que l'on vit arriver en Hollande au commencement de Mars, avec le Caractère d'Ambassadeur Extraordinaire de France. Il y apporta un grand nom, & un grand mérite. Il avoit succédé à son père dans la Charge de Président à Mortier au Parlement de Paris, & avoit fait réussir les intentions de la Cour de France en Angleterre, où il avoit été Ambassadeur pendant les troubles de ce Royaume-là. Mais ce qui le faisoit le plus considérer c'étoit l'étroite amitié qui l'attachoit aux intérêts de M. de Châteauneuf-l'Aubépine, son proche parent, à qui la Reine avoit donné avec les Sceaux l'apparence de la principale autorité dans le Conseil, en l'absence du Cardinal Mazarin. Bellièvre avoit d'ailleurs de quoi soutenir la dépense & la dignité de l'Ambassade du revenu de son bien, & une manière de vivre si agréable & si magnifique, que le Cardinal sachant les amis & le crédit qu'il avoit dans le Parlement, n'a pu s'empêcher depuis de le mettre à la tête de cet auguste Senat, contre ses propres intentions, & contre ses intérêts.

Le soulèvement presque universel de ce Royaume, dont il a été parlé ci-devant, & les Déprédations continuelles que les François faisoient par tout, mais principalement dans la Mer Méditerranée, commençoient à effacer de l'esprit des peuples de ces Provinces l'estime & le respect qu'ils avoient autrefois pour la France, aussi bien que l'affection qu'ils avoient eu pour cette Couronne; pendant que l'Espagne au contraire en favorisant leur commerce, se mettoit peu à peu en possession de la place que les François y occupoient autrefois. Ceux ci au contraire tâchoient de rendre l'amitié des Espagnols suspecte, & vouloient faire croire, que l'on devoit encor appréhender leur prétendue Monarchie Universelle, & qu'ils en pourroient jeter les fondemens sur les désordres de la France, & sur ceux que la mort du Prince d'Orange pourroit produire en ces Pays.

*Comment on reçoit les Ambassadeurs en Hollande.*

Le démêlé qu'on eut avec Bellièvre au sujet du rang, m'oblige à faire ici une digression, pour faire voir de quelle façon on en use dans cet Etat à l'égard des Cérémonies avec lesquelles il reçoit, & traite les Ambassadeurs & Ministres des Princes Etrangers à leur arrivée, & aux audiences, afin de ne pas interrompre la suite des affaires pour entretenir le Lecteur de toutes ces particularités qu'il doit nécessairement savoir, & qu'il suffira de marquer une fois pour ne le point ennuyer par des répétitions. Quand un Ambassadeur Ordinaire, ou Extraordinaire est arrivé dans une des Villes voisines de la Haye, (il choisit ordinairement celle de Delft) il en donne avis aux Etats Généraux, qui l'envoyent aussitôt visiter par un de leurs Officiers, qui a la qualité de Maître d'Hô-



d'Hôtel. Cet Officier en arrivant à Delft fait traiter l'Ambassadeur aux dépens de l'Etat ce jour-là, & le lendemain à son dîner. Au sortir du dîner on fait partir l'Ambassadeur avec tout son train, & le Maître d'Hôtel qui est à sa suite, le fait arriver à l'heure qui a été concertée entre les Etats & l'Ambassadeur, à un pont que l'on appelle le *Hoorn-brug*, qui n'est éloigné de la Haye que d'une petite demie lieue. Là il trouve deux Députés des Etats, avec un Cortège de plus de trente Carosses. Ces Messieurs le font entrer dans le second Carosse de l'Etat, pour le conduire à l'Hôtel des Ambassadeurs Extraordinaires à la Haye, où ils prennent congé de lui. Les Princes d'Orange faisoient autrefois cet office, jusqu'à ce que le Prince Henri, qui le jugeoit incompatible avec l'Altesse, ne voulant plus faire ces corvées, s'en dispensa sous prétexte des gouttes dont il étoit souvent travaillé. Son Successeur qui a suivi son exemple, n'a pas voulu s'en donner la peine. Les Ambassadeurs font ordinairement leur Entrée sur les quatre à cinq heures après midi, ou de meilleure heure en hyver. Et quelque tems après sept Députés des Etats, c'est à dire un de chaque Province, leur vont faire le premier Compliment, & à l'heure du souper deux ou trois Députés lui font compagnie à table. Les deux jours suivans l'on y envoie deux ou trois Députés des Etats Généraux, du Conseil d'Etat, ou de la Chambre des Comptes. Le quatrième jour l'Ambassadeur prend sa première audience publique, à laquelle il est conduit par deux Députés, qui le vont prendre à son logis dans le premier Carosse de l'Etat, suivi de 30 à 35 autres. Il sort du Carosse au pié de l'escalier de la Grande Salle, laquelle il traverse pour aller à celle de l'Assemblée Ordinaire. Dès qu'il y entre tous les Députés se levent, se découvrent, & se tiennent debout jusqu'à ce que l'Ambassadeur se soit mis à sa place, & qu'il se soit assis. Il se met dans un fauteuil de velours verd, garni d'un carreau de la même étoffe, & placé au milieu de la table, vis à vis du Président de l'Assemblée, qui garde toujours sa place, & ne l'a jamais cédé, que je sache, sinon au Roi de la Grande Brétagne, lorsqu'il y prit audience en l'an 1660. Après que l'Ambassadeur a fait son compliment, & que le Président y a répondu, les mêmes Députés le reconduisent à son logis avec le même cortège, & lui font compagnie au dernier repas qu'il fait aux dépens de l'Etat. Après cela on ne le loge plus, quoiqu'on souffre bien quelque fois qu'il demeure encor quelque tems dans l'Hôtel des Ambassadeurs Extraordinaires, s'il n'arrive point d'autre Ambassadeur qu'il faille loger & recevoir.

Ces cérémonies du cortège des Carosses se font toutes les fois que l'Ambassadeur Extraordinaire demande audience. Mais à l'égard des Ambassadeurs Ordinaires elles ne se font qu'à la première & la dernière. Aux autres audiences ils vont dans leurs Carosses jusqu'au bas de l'escalier par lequel on monte à la Salle de l'Assemblée, & au sortir du Carosse deux Députés les reçoivent à la portière, & les conduisent, & reconduisent de la même manière que les Extraordinaires sont conduits; mais ce n'est que jusqu'au Carosse. Ni les uns, ni les autres ne prennent pas souvent audience, mais ils font la plupart de leurs affaires ou par des Mémoires qu'ils présentent au Président de l'Assemblée, ou dans des Conférences qu'ils ont avec les Députés des Etats. Ils les demandent aux

1651. Etats, ou bien ils y sont conviés par eux ; & en l'une , & en l'autre rencontre elles se tiennent presque toujours chez les Ambassadeurs, qui en ces cas-là sont obligés de faire les honneurs de la Maison, de recevoir les Députés à la portière, & de leur céder la main, & le pas par tout. A ces Conférences se trouvent ordinairement huit Députés, savoir un de chaque Province, & deux de la Hollande, avec le Greffier.

Les Ministres du second Ordre, c'est à dire les Résidens; ne sont ni reçus, ni logés, parce qu'ils n'ont pas le Caractère qui représente proprement le Maître. Je comprends sous la qualité de Résident celle d'Envoyé, parce qu'il n'y a pas plus de différence entre ces deux qualités qu'il y en a entre l'Ambassadeur Extraordinaire & l'Ordinaire. Comme en effet la Cour de France n'y en fait point du tout. Et néanmoins puisque l'Allemagne a bien voulu produire des Ministres qui ne sont ni Ambassadeurs, ni Résidens, & que la plupart des autres Cours de l'Europe ont jugé à propos de suivre son exemple, les Etats des Provinces Unies ont été obligés d'avoir de la complaisance pour ceux qui ont voulu qu'on rendît à leurs Ministres des honneurs qu'ils ne pouvoient pas prétendre avec justice. Nous aurons occasion d'en parler ci-après; c'est pourquoi nous ajouterons ici seulement, que depuis que l'on fait à la Haye quelque distinction entre les qualités d'Envoyé & de Résident, on fait aussi distinction entre les réceptions des uns & des autres. Mais comme ces Cérémonies ne sont pas absolument réglées, on les change si souvent qu'on n'en peut rien dire de certain. Pour ce qui est des Résidens, l'Agent des Etats les va prendre chez eux dans un Carosse à deux chevaux, & les conduit à leur première audience jusqu'au haut du grand escalier, où deux Députés des Etats les reçoivent, & les conduisent à leur place, qui est vis à vis du Président, dans un fatueil de drap verd. Les Conférences que l'on a avec les Ministres du second Ordre se tiennent le plus souvent dans une des Antichambres des Etats Généraux, & leurs Députés y prenoient autrefois la place d'honneur. Mais depuis fort peu d'années ils la cèdent, non seulement aux Envoyés des Têtes Couronnées, & des Electeurs, mais aussi aux Résidens des Princes auxquels on donne la qualité de *Sérénissimes*, à qui on a communiqué cet avantage, aussi bien qu'aux Ambassadeurs, & aux Résidens des Couronnes, qui jouissent de l'exemption des droits que la Province d'Hollande leve sur les denrées qui se consomment dans leurs Maisons, ainsi qu'il sera plus amplement remarqué ci-après.

*Bellièvre refuse  
de d'admettre  
les Députés des  
Etats.  
Pr. LXXI.  
P. 344.*

Ces Cérémonies sont aujourd'hui une des plus essentielles parties des Ambassades, & furent un des premiers obstacles qui s'opposèrent au succès de la Négociation de Bellièvre. Une heure après qu'il fut arrivé les Députés des Etats envoyèrent savoir s'il avoit la commodité de recevoir les premiers complimens de l'Etat. Mais il refusa de les admettre, & les renvoya jusqu'à l'heure du souper. Ceux qui lui avoient fait compagnie à ses repas, rapportèrent le lendemain, „ que bien qu'ils eussent fait avertir l'Ambassadeur qu'ils le venoient voir, il les avoit fait attendre long-tems dans une Salle basse devant que de se produire, & qu'en „ les conduisant il avoit toujours affecté de prendre la main, & le

*Et prend la*

„ pas



„ pas sur eux. Qu'ils l'avoient bien remarqué ; mais qu'ils l'avoient  
 „ dissimulé, parce qu'ils avoient bien voulu lui faire la civilité en-  
 „ tière pendant qu'il étoit logé, & défrayé dans la Maison de l'E-  
 „ tat." Mais quand on vit qu'il prétendoit en user comme d'un  
 droit acquis, & qu'il croyoit qu'on ne lui en pouvoit pas disputer  
 la possession, après celle dont ses prédécesseurs avoient joui sans  
 contradiction, les Etats Généraux jugèrent qu'ils lui en devoient  
 marquer leur ressentiment. Ils lui firent donc représenter, „ Que  
 „ les affaires n'étoient plus en l'état où elles étoient autrefois.  
 „ Que le Roi d'Espagne avoient reconnu ces Provinces pour un  
 „ Etat libre, indépendant, & Souverain, & que ses Ambassadeurs,  
 „ &, à leur exemple, les Plénipotentiaires de France avoient ren-  
 „ du à ceux de cet Etat, même avant la Conclusion du Traité  
 „ de Munster, les mêmes honneurs, & les mêmes civilités qu'ils  
 „ avoient fait aux Ministres de la République de Venise. Que la  
 „ Cour de France en étoit demeuré d'accord, & que ce n'étoit  
 „ qu'à cette condition expresse que les Etats avoient envoyé leurs  
 „ Ambassadeurs Plénipotentiaires à Munster, parce qu'ils ne vou-  
 „ loient pas souffrir que leurs Alliés fissent rien au préjudice de la  
 „ liberté de l'Etat ; & que sans l'assurance que les Ministres de  
 „ France donnèrent pour cela, ils ne seroient jamais entré en Né-  
 „ gociation." Ils lui firent dire encor : „ Que l'Ambassadeur d'  
 „ Espagne protestoît, qu'il ne permettroit pas que celui de France  
 „ eût cet avantage sur lui, & qu'il romproit tout commerce, &  
 „ toute communication avec les Députés des Etats, s'ils ne lui ren-  
 „ doient les mêmes honneurs que celui de France se faisoit rendre.

1651.

*main sur eux.*  
 Pr. LXXII.  
 p. 345.

*L'Ambassa-  
 deur d'Espagne  
 prétend les mê-  
 mes avantages.*  
 Pr. LXXIII.  
 p. 347.

C'étoit aussi l'avis de la Hollande, & les personnes qui avoient été  
 employées à cette négociation avec Bellièvre n'ayant pas réussi, les  
 Etats lui firent dire par le Greffier dont ils se servoient pour faire les  
 allées & venues, „ que leurs Députés n'avoient point fait de difficulté  
 „ de lui céder la main & le pas pendant qu'il avoit été défrayé & logé  
 „ aux dépens de l'Etat, parce qu'ils confideroient l'Ambassadeur  
 „ comme leur hôte, & qu'ils croyoient devoir faire les honneurs  
 „ de la maison ; quoique celui d'Espagne en eût usé tout autre-  
 „ ment, même pendant que l'Etat le faisoit traiter. Que depuis  
 „ son audience il s'étoit accommodé avec le Concierge de l'Hô-  
 „ tel pour son logement, de sorte qu'étant logé chez lui, ils pré-  
 „ tendoient qu'il rendît à leurs Députés les honneurs qui sont dus  
 „ à la grandeur & à la dignité de l'Etat. Que s'il ne s'y pou-  
 „ voit pas résoudre, il falloit qu'il souffrît que les Conférences se  
 „ tinssent dans une de leurs Antichambres, où ils ne feroient point  
 „ de difficulté de faire les honneurs de la maison." Bellièvre s'en  
 „ défendit par l'exemple de ceux qui l'avoient précédé en cet em-  
 „ ploi, & répondit, „ que puisque les Etats vouloient changer quel-  
 „ que chose dans ce qui avoit été pratiqué jusqu'alors, ils de-  
 „ voient l'en avoir fait avertir avant qu'il partit de la Cour de  
 „ France, afin que le différend y fût ajusté avec leur Ambassadeur ;  
 „ mais qu'il ne vouloit pas faire la planche, & qu'il ne seroit point  
 „ dit, que Pomponne de Bellièvre eût fait ce tort à la grandeur  
 „ de la Couronne de France." Il est vrai que M. Gaspar Cognet de  
 la Thuillerie, qui avoit précédé Bellièvre dans l'Ambassade d'Hol-  
 lande, étoit demeuré en la possession où les Ambassadeurs de

*Avis de la  
 Hollande.*  
 Pr. LXXIV.  
 p. 347.

*On fait dire à  
 Bellièvre qu'il  
 faut qu'il cède  
 la main.*  
 Pr. LXXV.  
 p. 348.

*il ne veut  
 point y consen-  
 tir.*  
 La même.

1651.

France étoient, de prendre chez eux tous les avantages que l'on refusoit de laisser à celui-ci. Mais les affaires avoient bien changé depuis la Paix de Munster, & dans les Assemblées qui s'y étoient tenues les Ambassadeurs de France avoient renoncé à cette prérogative. Et depuis ce tems-là elle n'avoit point eu d'Ambassadeur à la Haye; tellement que les Etats ne pouvoient pas se persuader que celui qui y devoit venir leur voulût contester un droit que les Ambassadeurs de France leur avoient cédé de l'ordre exprès de leur Cour.

*Sa Négociation.*

Pr. LXXVI.

P. 349.

*La Médiation de l'Etat.*

Pr. LXXVII.

P. 350.

*On résout de se plaindre à Bellièvre des*

*Déprédations.*

Pr. LXXVIII.

P. 352.

Pour ce qui est de la Négociation de Bellièvre l'on n'en avoit vu autre chose, sinon un Compliment sur la mort du Prince d'Orange, & sur la naissance de son fils posthume; comme aussi quelques ouvertures pour la Médiation de l'Etat entre les deux Couronnes aux conditions que la France le désiroit.

Les déprédations continuelles & insupportables dont les François incommodoient le commerce des habitans de ces Provinces, dont on lui representa l'importance, & les mauvaises suites, faisoient haïr la Nation, & les désordres dont la Cour étoit agitée, & la foiblesse du Premier Ministre faisoient perdre tout le respect que l'on avoit eu pour elle. On faisoit tous les jours de nouvelles plaintes à l'Ambassadeur, qui de son côté faisoit tous les jours de nouvelles difficultés, & se rendoit de plus en plus incapable de négocier. De sorte que voyant qu'il n'y avoit rien à faire ici pour lui, les Députés des Etats refusant d'entrer en conférence avec lui, jusqu'à ce que le différend que l'on avoit pour le rang fût réglé, il se fit rappeler, & résolut de partir. Il y avoit encore une autre raison particulière qui lui fit prendre cette résolution; c'est que lorsqu'il accepta cette Ambassade il se trouvoit appuyé à la Cour de l'autorité de Châteauneuf, à qui la Reine Régente avoit donné les Sceaux pendant la prison du Prince de Condé. Mais au commencement d'Avril de cette année elle les lui ôta pour les donner à Mathieu Molé, Premier Président au Parlement de Paris, qui les remit entre les mains de la Reine au bout de dix jours; & après cela ils furent rendus à Pierre Seguier, Chancelier de France. Ainsi Bellièvre n'ayant plus personne à la Cour qui le pût protéger, & voyant que la Reine en divisant les deux cabales du Prince & de la Fronde, alloit perdre l'une & l'autre, il voulut s'en retourner pour aider à soutenir la dernière, dont il étoit un principaux appuis, avec le Coadjuteur de l'Archevêque de Paris, & Châteauneuf.

*Il part.*

Il prit son Audience de congé au commencement de Mai, après n'avoir demeuré à la Haye qu'environ deux mois; mais trop longtems pour n'avoir pas seulement commencé à parler d'affaires. Il en faut attribuer la cause en partie au mauvais état de celles de France, qui étoit en ce tems-là si agitée des guerres Civiles que son Ambassadeur, qui n'avoit presque rien à négocier, ne pouvoit pas se faire considérer ici, quand même d'ailleurs on n'auroit pas eu sujet d'en être extrêmement mécontent.

*Ambassadeurs Extraordinaires d'Angleterre.*

Quelques jours après la première audience de Bellièvre on eut avis, que le Parlement de la République d'Angleterre (c'est ainsi que l'on nommoit le Parti Dominant) alloit envoyer à la Haye une Ambassade solennelle, pour rechercher l'amitié de cet Etat.

La



La Hollande qui avoit son Ministre à Londres, & un grand penchant de ce côté-là, comme de l'autre côté elle ne pouvoit pas aimer la France qui l'incommodoit extrêmement en son commerce, vouloit que Bellièvre sortit de l'Hôtel des Ambassadeurs pour faire place à ces nouveaux Hôtes, & fit des instances d'autant plus grandes pour cela qu'elle avoit fait résoudre quelque tems auparavant: „ Que les Ambassadeurs Etrangers ne seroient plus „ logés aux dépens de l'Etat. ” Mais d'autant qu'en l'an 1647 on n'avoit pas fait déloger les Ambassadeurs de Moscovie pour loger le Comte de Servient, & que l'Ambassadeur d'Espagne, quoiqu'Ordinaire, n'avoit pas laissé d'occuper l'Hôtel longtems après son audience, Bellièvre refusa d'en déloger, & s'y opiniâtra si bien qu'il eût été impossible de l'y forcer sans faire quelque sorte de violence & d'outrage au Roi, son Maître, aussi bien qu'au caractère & à la personne de son Ambassadeur. A l'égard des déprédations, celui qui étoit de la part de l'Etat à Paris y faisoit des plaintes & des instances continuelles, & il y obtenoit de tems en tems des Arrêts du Conseil, des Lettres de Cachet & de Jussion, & des Ordres assés forts pour la main-levée des navires déprédés. Mais les Gouverneurs des Villes maritimes qui participoient au butin, & qui en faisoient part aux Ministres mêmes, recevoient les ordres de la Cour avec mépris; personne n'obéissoit, & toute la France manquoit universellement au respect qu'elle devoit au Roi, & à ses commandemens.

La Cour de son côté n'étoit pas fâchée de voir le commerce des Provinces Unies troublé & incommodé, parcequ'elle étoit bien aise de leur faire sentir les mauvais effets de la paix séparée que l'on avoit faite à Munster, laquelle elle considéroit comme la cause de toutes les disgraces, & de toutes les désolations du Royaume. Tellement que les Etats se trouvant obligés de chercher en eux-mêmes le remède qu'ils ne trouvoient point dans la foiblesse, ou dans la malice de quelques-uns des Ministres de France, résolurent de faire un armement extraordinaire de trente six Vaisseaux de guerre, & d'en employer douze, avec trois Frégates, à nettoyer la Mer Méditerranée, sous la conduite du Lieutenant-Amiral Tromp, & de George Catz, Contr'Amiral. On ordonna aux Chefs de se pourvoir de vivres pour quinze mois, & de se trouver au plutôt au rendez-vous devant Cadix. On commanda aussi à l'Amiral, „ de se présenter devant Toulon avec son Escadre, „ & d'y demander la restitution des navires qui avoient été pris „ sur les habitans de ces Provinces. D'aborder, & de prendre „ tous les Vaisseaux François & Savoyards montés de plus de quarante hommes, & armés en guerre, & de s'en prendre à eux „ des déprédations faites par des Vaisseaux équipés dans les ports „ de France. D'attaquer aussi tous les Vaisseaux qui avoient été „ armés en la Côte de Barbarie sans la Commission du Grand „ Seigneur, à la réserve de ceux de Salé, avec lesquels on avoit „ fait un Traité d'amitié & de liberté de commerce au commencement de la même année 1651. ” Mais comme cette Résolution ne put pas être exécutée au même tems, parcequ'elle ne fut prise que vers la fin de l'Eté, il survint depuis des affaires qui obligèrent l'Etat à prendre d'autres mesures; à armer par mer

*La Hollande veut faire déloger Bellièvre.*  
Pr. LXXIX.  
p. 353.

*Les Etats n'ont cessé de se plaindre.*  
Pr. LXXX.  
p. 354.

*Plaintes de l'Ambassadeur des Etats à Paris.*

*Mécontentement de la Cour de France.*

*Les Etats résolvent un armement extraordinaire.*  
Pr. LXXXI.  
p. 355.

1651. contre de plus puissans voisins, & d'y employer toutes leurs forces maritimes.

*Deux Négocians offrent de nettoyer la mer.*

Pr. LXXXII.  
p. 360.

Cependant le commerce dépérissoit de jour en jour ; de sorte que les Marchands voyant que la ruine de la Navigation seroit inévitable , si on n'y donnoit ordre , il s'en trouva deux à Amsterdam qui offrirent, de mettre une puissante armée en mer, & de la nettoyer de Pirates, à leurs risques, & dépens. Ils méritent bien que l'Histoire fasse connoître leurs noms à la postérité, & que les Etrangers sachent que ce Pays ne manque pas de gens assés zélés & assés résolus pour entreprendre la conservation de l'Etat sous les auspices de leurs Souverains. Ils s'appelloient Adrien Albertson Snoek, & Jaques Thierry, & après avoir concerté leurs idées avec d'autres Intereffés, ils osèrent le 22. Mai, faire une offre aux Etats Généraux que l'on n'attendoit pas de deux particuliers, savoir : „ Que dans le premier de Juin ils met-  
„ troient en état, & prêts à faire voiles, 20. bons & grands Vais-  
„ seaux de guerre, montés de 30. & 50. pièces de canon, & de sol-  
„ dats & de matelots à proportion. Qu'au premier de Juillet ils met-  
„ troient de nouveau en mer pareil nombre de Vaisseaux, & 20. cha-  
„ que premier jour des mois suivans, jusqu'au nombre de 100,  
„ s'il étoit nécessaire. Qu'ils en feroient les avances, pour en être  
„ remboursés par les Etats dans le tems dont on demeureroit  
„ d'accord, en argent comptant, en Obligations, ou en Consti-  
„ tutions de rente à fonds perdu, ou rachetables au denier 20 :  
„ les Vaisseaux montés de 30. pièces de canon à raison de 4400  
„ florins ; ceux de 40. à raison de 5200 ; & ceux de 50. pièces à  
„ raison de 6800. florins par mois.” Ces offres de deux particu-  
liers réveillèrent les soins des Etats d'Hollande, qui en prirent occasion de presser les autres Provinces, de travailler avec eux à la conservation du commerce, & à la sûreté de la navigation. Mais comme presque toutes les délibérations qui se font dans les Provinces sont sujettes à de grandes longueurs, on y employa une bonne partie de l'Eté ; de sorte que la saison se trouvant trop avancée pour faire un armement considérable devant l'Hyver, les Marchands qui avoient fait ces offres s'en désistèrent, & l'Etat prit la Résolution dont nous venons de parler, d'armer une flotte de 36. Vaisseaux, pour être employée contre les Corsaires de la Mer Méditerranée. Toutefois quelque diligence qu'on y apportât ils ne purent faire voiles qu'au Mois de Novembre ; encor au lieu de 36. n'en fit-on partir que 15.

*Situation de la Ville de Salé.*

On n'avoit pas seulement à se garder dans la Mer Méditerranée des Déprédations des François ; mais l'on y avoit aussi à combattre les Corsaires d'Alger, de Tunis, & de Tripoli, & ceux de Salé incommodoient la navigation auprès du Détroit de Gibraltar. La Ville de Salé est située sur la côte de la Grand' Mer, en la Province de Temesne, qui fait partie du Royaume de Fez, sur le bord, & presque à l'embouchure de la Rivière de Buragrag. C'étoit autrefois la Capitale de tout le Royaume ; mais aujourd'hui elle a son Gouverneur particulier, & ne reconnoit la Souveraineté du Roi de Fez que d'un tribut fort médiocre. Elle est divisée par la même Rivière de Buragrag en Vieille & Nouvelle Ville, dont la dernière connue sous le nom de Rabat, a été bâtie par Almanzor, Roi de Maroc, qui l'a embellie de plusieurs

Pa-



Palais & Bâtimens publics. Les Morisques que le Roi d'Espagne chassa en l'an 1610, font la meilleure partie de ses habitans, qui ne subsistent pour la plûpart que de pirateries, qu'ils n'exerçoient d'abord que contre les Espagnols, leurs ennemis, & qu'ils exerçèrent ensuite contre tous les Chrétiens indistinctement. Leur licence se trouvoit un peu bridée depuis que les Etats des Provinces Unies, employoient en ces quartiers-là une Escadre de 4. Vaisseaux, qui après avoir fait quelques prises sur eux les obligea enfin à conclure un Traité avec Gédéon de Wildt, qui commandoit cette Escadre. Il se fit aux conditions suivantes: „ Que tous les esclaves „ qui seroient pris en des Vaisseaux de ces Pays, seroient mis en „ liberté, en payant leur rançon sur le pié du prix de leur première acquisition. Que tous les Armateurs devant que de sortir du port donneroient caution, de ne point offenser les navires des habitans des Provinces Unies. Que ceux qui sont sujets ou habitans des mêmes Provinces, & qui seroient trouvés en des navires d'autres pays, seroient mis en liberté. Que les Corsaires des autres havres de la Côte de Barbarie ne pourroient vendre à Salé les marchandises déprédées sur les Hollandois. Que les Marchands de ces Provinces qui voudroient s'établir à Salé, ou seulement y aller pour le fait de leur commerce, y seroient reçus, & bien traités. Que leurs marchandises ne seroient pas sujettes à payer de plus grands droits que celles des habitans du lieu payent. Que ceux de Salé ne pourroient pas enlever des navires Hollandois les passagers qui s'y trouveroient, de quelque nation qu'ils pussent être. Le tout sans préjudice du Traité que cet Etat avoit fait avec le Roi de Maroc, le 24. Décembre 1610: ” quoique ce ne fût proprement qu'un Traité d'amitié & de bonne correspondance.

*Les Etats traitent avec ceux de Salé.*  
Pr. LXXXIII.  
p. 361.

Celles d'entre les Provinces Unies qui avoient peu d'intérêt au commerce, & beaucoup de déference pour la Cour d'Angleterre, avoient empêché, même avec quelque violence, qu'on ne donnât audience au Ministre du Parlement pendant la vie du feu Prince d'Orange. Mais incontinent après son décès il n'y en eut pas une qui ne témoignât de l'inclination à reconnoître cette nouvelle République. Le Roi d'Espagne qui pouvoit bien mieux se passer de l'amitié des Anglois que cet Etat, avoit été néanmoins le premier à reconnoître pour Souverains ceux qui venoient de faire mourir le Roi, son beau-frere. Don Alonso de Cardenas ayant pris audience en plein Parlement, au commencement de l'année 1651, y dit „ que le Roi, son Maître, vouloit bien reconnoître le premier „ l'Etat de la République d'Angleterre, dont l'autorité & la Souveraineté résidoient dans le Parlement, & lui faire offre de son amitié. Il y ajouta, que le Roi Catholique avoit fait informer fort rigoureusement du meurtre commis en la personne d'Antoine Asham, Résident du Parlement d'Angleterre, (qui avoit été assassiné à Madrid comme Dorellas l'avoit été à la Haye) & qu'il n'avoit pas tenu à lui que les complices n'eussent été sévèrement punis. Que les Vaisseaux du Parlement seroient toujours bien reçus dans les ports d'Espagne, & des autres Royaumes de son obéissance: & qu'au contraire l'on n'y recevroit point ceux du Prince Palatin Robert, qui étoient en mer sous le Pavillon des ennemis du Parlement.”

*L'Espagne reconnoît la République d'Angleterre.*  
Pr. LXXXIV.  
p. 365.

1651.

*La Hollande  
est de même  
avis.*

*La même, &  
encor Preuve  
LXXXV.  
P. 366.*

*La plupart des  
Provinces y con-  
sentent.*

*La même.*

*Avis de la  
Zéelande, de la  
Frise, & des  
Etats Géné-  
raux.*

*Pr. LXXXVI.  
P. 367. Pr.  
LXXXVII.  
P. 368. & Pr.  
LXXXVIII.  
P. 369.*

*Plaintes des  
Anglois.  
Pr. LXXXIX.  
P. 370.*

*Déprédations  
du Gouverneur  
des Sorlingues.*

*Les Etats s'y  
opposent, & le  
Parlement en  
prend ombrage.  
Pr. XC. p.  
371.*

Les Provinces Unies à qui les ports & les rades d'Angleterre sont nécessaires, pouvoient bien suivre l'exemple du Roi d'Espagne. Il y avoit longtems que la Hollande avoit jugé qu'il falloit reconnoître la République, & avoit eu sur ce sujet de grands démêlés avec les autres Provinces. Macdowel, Résident du Roi d'Angleterre, fit de puissans devoirs pour tâcher de l'empêcher, & même que l'on ne reconnût point le Parlement en cette qualité. Mais il ne se trouvoit plus appuyé de sa Cour, & de celle du Prince défunt, laquelle étant morte avec lui, il n'y eut plus moyen d'empêcher les Provinces de se déclarer. Toutefois pour ne point passer d'une extrémité à l'autre, la Zéelande, & quelques autres Provinces furent d'avis: "Qu'il suffisoit de reconnoître la République, de lui donner les titres & les qualités qu'elle se vouloit faire donner, & de rendre à ses Ministres les mêmes honneurs que l'on accoutumé de rendre aux Ministres des autres Princes & Etats Souverains; mais qu'il n'étoit pas nécessaire de la rechercher d'abord par une Ambassade, après avoir si opiniâtrément refusé d'admettre ses Ministres." La Frise fut aussi d'avis de reconnoître la nouvelle République. La Hollande lui avoit envoyé un Commissaire dès l'année passée, & vouloit prévenir la rupture dont le Parlement sembloit menacer cet Etat, qui se disposa enfin, du consentement unanime de toutes les Provinces, à reconnoître la nouvelle République, & elles la reconnurent en effet à l'instance particulière des Députés de Zéelande, qui en sommèrent ceux des autres Provinces.

Le Parlement témoignoit une grande fierté dans toute sa conduite, & un grand ressentiment de l'assassinat commis en la personne d'Isaac Dorellas, son Ministre, dont la recherche, quoique très exacte, ne le contentoit pas. Il se souvenoit encor du mépris que les Etats Généraux avoient fait de ses Ministres, pendant qu'au préjudice de la neutralité ils avoient admis ceux du Roi. Il se plaignoit de ce que durant les guerres Civiles le Roi avoit tiré des secours très considérables de ces Pays; quoiqu'il n'ignorât pas que c'étoit le Prince d'Orange qui avoit secouru le feu Roi d'armes, de munitions, & d'argent, & non pas l'Etat. Il se plaignoit aussi de l'Ambassade Extraordinaire que l'on avoit envoyé en Angleterre pour tâcher de sauver la vie au Roi; & parloit mal de la peine que les Etats se donnoient de vouloir nettoyer la mer de ceux qui l'écumoient avec Commission des ennemis du Parlement.

Le Gouverneur des Isles Sylley, que l'on appelle ordinairement les Sorlingues, qui s'étoit déclaré pour le Roi d'Angleterre, avoit fait armer quelques Bâtimens, qui prenoient tout ce qu'ils rencontroient de Vaisseaux. Le Roi étoit à Bréda lorsqu'il lui en fit expédier les Commissions, & il y en a qui ont écrit, que ce fut de concert avec le Prince d'Orange, qui en vouloit particulièrement à la Hollande, tant parce qu'elle s'opposoit à ses sentimens, ainsi qu'il a été dit au Livre précédent, que parce qu'elle avoit reconnu la République en envoyant un Commissaire à Londres. Pour s'opposer à ces pirateries les Etats faisoient tenir Tromp, leur Lieutenant-Amiral, auprès de ces Isles, avec ordre d'en occuper toutes les avenues, & de prendre les Vaisseaux des Corsaires. Le Parlement en prit ombrage, & en fit faire des plaintes, comme si l'intention



tion de l'Etat eût été de se saisir de ce poste dépendant de l'Angleterre, & qui la pouvoit incommoder étant entre des mains étrangères.

1651.

Le Parlement de son côté incommodoit le commerce par les défenses qu'il avoit faites de trafiquer aux Caraïbes. Willoughby que le feu Roi d'Angleterre y avoit établi en qualité de Gouverneur, n'osant ouvertement se déclarer pour le Successeur, qui n'étoit pas en état de le soutenir, & ne voulant pas prendre le parti du Parlement qu'il haïssoit, avoit permis à tous les étrangers indistinctement, de trafiquer dans tous les lieux de son Gouvernement, esperant pouvoir trouver dans le commerce de quoi se fortifier contre ses ennemis. Les habitans des Provinces Unies attentifs à profiter de ces sortes d'occasions, & qui y avoient envoyé quantité de navires, furent bien étonnés de se voir privés de cette commodité par ce nouveau Règlement du Parlement, qui défendoit d'y trafiquer, à peine de confiscation des navires. Ce procédé fut trouvé d'autant plus violent que les navires mêmes qui étoient partis devant la publication de ces défenses, & qui n'en pouvoient pas avoir été avertis, n'en étoient pas exemts. Sur quoi les Etats d'Hollande crurent devoir interposer leurs bons offices.

*Il défend le commerce des Caraïbes.*  
Pr. XCI. p. 372.

*Offices de la Hollande.*  
Pr. XCII. p. 373.

Les Anglois troubloient aussi le commerce sous prétexte du démêlé qu'ils avoient avec les Portugais, qui donnoient retraite dans leurs ports aux Vaisseaux du Prince Palatin Robert, qui commandoit une Escadre pour le Roi d'Angleterre, & arrêtoit, & visitoit les navires qu'il rencontroit sur la route de ce pays-là. Les Anglois prenoient aussi les navires Hollandois, sous prétexte des Réprefailles accordées à des particuliers contre le Roi de France & ses Sujets, & visitoient même les Vaisseaux de guerre de l'Etat, qui transportoient, à ce qu'ils disoient, l'or & l'argent hors de l'Angleterre.

*Les Anglois incommodent le commerce.*  
Pr. XCIII. p. 374. & Pr. XCIV. p. 376.

C'est en cette disposition où se trouvoient les esprits & les affaires lorsque MM. Olivier Saint John, & Walter Strickland, le premier Chef Justicier ou Président de la Cour de Justice, & l'autre Membre du Parlement, arrivèrent à Rotterdam vers la fin du mois de Mars. Ils y furent, complimentés, traités, & ensuite reçus à leur Entrée à la Haye avec les mêmes cérémonies & civilités que l'on a accoutumé de faire aux Ambassadeurs des Têtes Couronnées. Bellièvre, Ambassadeur de France, occupoit l'Hôtel des Extraordinaires, & refusoit d'en sortir. Ainsi on fut obligé de les loger dans une Maison particulière, où leurs Gentilshommes ne pouvant trouver place, furent logés dans le voisinage, où ils étoient exposés à l'insolence de la populace de la Haye, toujours emportée, mais alors extraordinairement animée contre les ennemis du Roi d'Angleterre, parent du Prince d'Orange. S. John parlant la langue de son pays, dit, dans l'audience que la Grande Assemblée leur donna: „Que le Parlement faisant réflexion sur „les Traités qui avoient de tout tems uni l'Angleterre & ces Pro- „vinces, & considérant que la même nécessité de la sûreté du „Commerce & de la Navigation, qui les avoit uni autrefois, „se trouvoit aujourd'hui plus pressante que jamais, à cause de „l'intérêt commun de la Religion, & de la Liberté des deux Ré- „publiques, il jugeoit qu'il importoit à l'une & à l'autre de faire „entr'elles une Alliance perpétuelle & indissoluble. Que la situa- „tion des deux Etats, posés comme en vue l'un de l'autre, ren-

*Les Ambassadeurs du Parlement arrivent à la Haye.*  
Pr. XCV. p. 377.

*Leur audience.*  
Pr. XCVI. p. 379.

1651. „ doit presque palpable la nécessité qui les obligeoit à vivre en  
 „ bonne amitié & correspondance ; quand même l'expérience ne  
 „ leur auroit pas fait connoître , que la mauvaise intelligence étoit  
 „ également nuisible à l'Angleterre & à cet Etat. Que la Hollan-  
 „ de , qui en envoyant un Député en Angleterre , avoit fait les  
 „ premières avances pour en rechercher l'amitié , faisoit espérer  
 „ que les deux Nations en feroient une que le tems ne pourroit  
 „ pas alterer. Que pour cela (quoiqu'on lui eût donné sujet d'en  
 „ user autrement) & pour faire une Alliance très étroite entre  
 „ les deux Républiques, celle d'Angleterre avoit résolu d'envoyer  
 „ ici une Ambassade Extraordinaire à l'occasion de la Grande  
 „ Assemblée , qui sans doute avoit été convoquée pour les plus  
 „ importantes affaires de l'Etat , & à cause d'un accident impré-  
 „ vu & extraordinaire , (ce qui se devoit entendre de la mort du  
 „ Prince d'Orange) dans un tems où l'état présent de l'Angle-  
 „ terre se trouvoit si bien établi , & où les deux Etats n'avoient  
 „ point d'ennemis étrangers. Que les Révolutions qui arrivent  
 „ dans les Etats, quelques justes & légitimes qu'elles foyent , ne  
 „ laissent pas d'être accompagnées , ou suivies de plusieurs rencon-  
 „ tres fâcheuses. Mais qu'ils ne croyoient pas en devoir entrete-  
 „ nir l'Assemblée , puisqu'elle étoit composée de personnes qui ne  
 „ pouvoient pas ignorer ce qui s'étoit passé à Utrecht en l'an 1579,  
 „ & au même lieu où ils parloient en 1581. Que les changemens qui  
 „ étoient arrivés ici n'avoient point altéré l'affection que les Anglois  
 „ avoient toujours eu pour ces peuples ; de sorte que l'on avoit sujet  
 „ d'espérer & de croire que les Révolutions de l'Angleterre n'alté-  
 „ roient point non plus la bonne volonté des habitans de ces Pro-  
 „ vinces envers les Anglois. Qu'eux Ambassadeurs en jugeroient par  
 „ les preuves qu'on leur en donneroit dans la promptitude avec la-  
 „ quelle les Etats agréeroient & accepteroient ces offres.” Il acheva  
 „ son Discours en protestant de son affection particulière , & de celle  
 „ de son Collègue pour le bien de l'Etat , & demanda des Com-  
 „ missaires avec qui ils pussent entrer en Conference.

*Le Roi d'Es-  
 pagne demande à  
 être compris au  
 Traité entre l'  
 Angleterre &  
 les Etats.* L'Espagne considérant que l'union de ces deux Républiques fe-  
 roit de la dernière importance pour tout le reste de l'Europe ,  
 son Ambassadeur vouloit faire comprendre le Roi, son Maître , au  
 Traité qui se feroit entre l'Angleterre & les Etats, ou du moins  
 lui faire réserver une place pour l'occuper lorsqu'il le jugeroit à  
 propos. C'est pourquoi il envoya complimenter les Ambassadeurs  
 Anglois dès qu'il les scût arrivés à Rotterdam ; il leur faisoit con-  
 tinuellement toutes les civilités imaginables , & faisoit scrupuleuse-  
 ment observer toutes leurs démarches. Il les voyoit fort souvent ,  
 aussi bien que les Députés des Etats qui travailloient avec eux , fai-  
 sant tous ses efforts pour persuader les uns & les autres de la bonne  
 volonté & de la sincérité des intentions du Roi, son Maître.

*Première pro-  
 position des Am-  
 bassadeurs An-  
 glois.* Mais les soins de le Brun furent d'autant plus inutiles qu'incon-  
 tinent après les premières Conferences les Ambassadeurs Anglois  
 ne purent plus dissimuler les véritables intentions de la nouvelle  
 République. Ils demandèrent d'abord que la négociation se fit  
 par écrit , & protestèrent que les Articles dont ils demeureroient  
 d'accord ne les obligeroient pas jusqu'à ce que le Traité fût en-  
 tièrement conclu. Ils dirent : „ Que leur République désiroit de  
 „ re-



„renouveler l'amitié avec cet Etat, par une Alliance étroite & 1651.  
 „indissoluble, & qu'elle y étoit conviée par l'intérêt commun de  
 „la Religion, de la Liberté, & de la sûreté du commerce, qui  
 „devoient animer l'une & l'autre à leur conservation commune.  
 „Qu'en Angleterre les Protestans étoient exposés à la discrétion  
 „du Pape, & en France à celle du Roi; tellement qu'il n'y avoit  
 „d'autre sûreté & d'autre azile pour eux que dans une très étroite  
 „Alliance des deux Républiques.”

Les Etats firent une réponse générale à ces offres générales, *Les Etats y  
répondent.*  
 en se servant à peu près des mêmes termes que les Ambassadeurs *Pr. XCVIII  
p. 391.*  
 avoient employé dans leur Proposition, & dirent „qu'ils étoient prêts  
 „aussi à donner des assurances d'une amitié réciproque & invio-  
 „lable, & de leur inclination à la cultiver, & à l'affermir par une  
 „Alliance étroite & perpétuelle entre les deux Nations.”

Mais les Ambassadeurs Anglois qui croyoient que l'on enchériroit *Les Ambassa-  
deurs n'en sont  
pas satisfaits.  
Pr. XCIX.  
p. 392.*  
 sur leurs offres, se fâchoient de ce que l'on ne devinoit pas, ou qu'on  
 ne vouloit pas pénétrer leur pensée, qui ne tendoit qu'à faire un seul  
 & même Etat des deux Républiques; ainsi que Cromwel s'en ex-  
 pliqua depuis en l'an 1653, en donnant à cette Union le nom de  
*Coalition.* Ils trouvoient le pouvoir que les Etats avoient donné  
 à leurs Députés trop général, & vouloient qu'on leur donnât or-  
 dre de traiter une plus étroite & plus intime Alliance & Union  
 qu'il n'y en avoit eu jusqu'alors entre les deux Nations, pour l'in-  
 térêt commun de l'une & de l'autre. Mais voyant que les Etats *Ils demandent  
qu'on s'expli-  
que.  
Pr. C. p. 393.*  
 ne faisoient point d'autres avances, ils déclarèrent: „Qu'ils ne  
 „pouvoient pas se contenter de ces expressions générales, & que  
 „si dans peu de jours les Etats ne s'expliquoient pas autrement,  
 „ils seroient obligés d'en aller rendre compte au Parlement, qui  
 „n'entendoit pas qu'on l'amusât de cette manière.”

Ils ne vouloient traiter qu'à cette condition, & n'y trouvant pas *Le peuple ou-  
trage leurs do-  
mestiques;  
Pr. CI. p. 394.*  
 les esprits disposés, ils se servirent du prétexte des insultes que le  
 peuple de la Haye faisoit à leurs domestiques, pour en prendre oc-  
 casion de se retirer. Dès qu'ils furent arrivés à la Haye les do-  
 mestiques de la Princesse Royale, & de la Reine de Bohême,  
 comme aussi quelques Officiers Anglois & Ecois affectonnés  
 au parti du Roi d'Angleterre, mais sur tout le Duc d'Yorck,  
 & le Prince Palatin Edouard, qui s'imaginoient que leur nais- *Le Prince E-  
douard.  
Pr. CII. p.  
396.*  
 sance & leur rang les mettoient à couvert des recherches de  
 la Justice, lâchèrent tellement la bride à leurs gens, que ceux  
 des Ambassadeurs n'étant pas en sûreté, ni leur maison même é-  
 xemte d'outrages, les Etats d'Hollande, Souverains du lieu, fu-  
 rent obligés d'y faire poser un Corps de Garde, pendant que la *La Cour de  
Justice en in-  
forme.  
Pr. CIII. p.  
397.*  
 Cour Provinciale procédoit contre le Colonel Ashley, & contre  
 quelques autres, par des Ajournemens personnels, & des Décrets  
 de prise de Corps.

Ils renouvelèrent aussi les plaintes que le Parlement avoit fait es au *Les Ambassa-  
deurs se plai-  
gnent de l'expé-  
dition de Tromp.  
Pr. CIV. p.  
397.*  
 Commissaire d'Hollande au sujet de l'Escadre que cet Etat em-  
 ployoit contre les pirateries du Gouverneur des Sorlingues; com-  
 me si les Etats eussent porté leurs armes jusques dans le territoire  
 de la République sans sa permission & participation, à dessein  
 peut-être de se rendre maîtres de ces Isles, qui font partie du  
 Royaume d'Angleterre! Ils firent entendre qu'il y alloit de l'hon-

1651. neur & de l'interêt de leurs Committens, & vouloient qu'on les assurât qu'on n'entreprendroit rien au préjudice de l'un & de l'autre. On leur dit : „ Que l'intention de l'Etat étoit de forcer le „ Gouverneur, ennemi du Parlement, de restituer les navires dé- „ prédés sur les habitans de ces Provinces, & l'empêcher de con- „ tinuer ses pirateries. ”

*On leur donne satisfaction.*  
Pr. CV. p. 399.

Mais toutes ces diligences, & ces justifications ne satisfirent point les Ambassadeurs Anglois. Ils n'avoient pas été plus d'un mois à la Haye, où les affaires de cette nature ne peuvent pas se résoudre sans la participation, & le consentement des Provinces, qu'ils commencèrent à s'y ennuyer. Et néanmoins ils demeuroident toujours dans les termes de leurs offres générales, & vouloient „ qu'on leur fit des propositions capables de faire réussir „ cette négociation d'Alliance au contentement des deux Nations.”

*On leur répond dans les mêmes termes.*

Pr. CVI. p. 400.

On n'entendoit pas ce langage mystérieux, ou plutôt on ne vouloit pas l'entendre, & l'on demouroit toujours dans les mêmes termes de leur proposition générale, d'une étroite amitié & union. De sorte que le Parlement pour faire comprendre la nécessité de son amitié, donna ordre à ceux qui commandoient ses armées navales, de troubler la navigation & le commerce des habitans de de ces Provinces.

*Les Anglois troublent le commerce.*

Pr. CVII. p.

402.  
*Demande des Etats d'Hollande.*

La même.

Ils n'y manquèrent pas; car ils arrêterent en pleine mer neuf navires marchands qui alloient en Portugal. L'avis qu'on en reçut presqu'en même tems que ces Ambassadeurs faisoient ces belles offres d'amitié, alarma tellement la Hollande, qu'elle fit prier les Etats Généraux, d'ordonner à tous les Colléges de l'Amirauté, de faire partir leurs Députés à Lettre vuë, pour délibérer avec ceux de l'Etat des moyens d'assurer la navigation & le commerce: ce qu'elle disoit lui être d'une si grande importance, que si les autres Provinces n'appuyoient ses intérêts, & n'agissoient en conformité en cette conjoncture, & avec la même vigueur, elle s'appliqueroit seule à régler ses affaires & les intérêts de sa Province.

*Déclaration des Ambassadeurs Anglois pour une plus étroite Alliance.*

Pr. CVIII. p.

403.

C'étoit en effet une chose bien surprenante de voir les Ambassadeurs Anglois que la République avoit envoyé à la Haye de son propre mouvement, & sans en avoir été recherchée, y faire les offres spécieuses d'une Alliance très étroite, & demander que cet Etat fit des ouvertures & des avances que l'on attendoit d'elle. Mais on fut bien plus surpris lorsque trois jours après ces belles protestations ils firent dire aux Etats d'Hollande : „ Que puis- „ qu'on ne répondoit pas à leurs propositions en des termes qui „ pussent les contenter, ils alloient partir d'un lieu où leurs personnes n'étoient pas en sûreté, & où on ne punissoit point les violences qu'on leur faisoit tous les jours.” Ils marquoient particulièrement l'impunité du Prince Edouard, & de quelques Officiers Anglois; quoique l'on eût fait informer contr'eux, & qu'on leur fit leur procès par contumace. Toutefois pour ne pas trop effrayer les esprits, ils protestèrent en même tems: „ Que ce n'é- „ toit pas leur dessein de rompre la négociation, ni lorsqu'ils se- „ roient de retour en Angleterre d'y faire des rapports capables „ d'achever d'aigrir les esprits, qui étoient déjà fort émus. Mais „ qu'il étoit raisonnable que cet Etat qui venoit de recevoir l'hon- „ neur



„neur de cette première visite, la rendit à son tour à la République d'Angleterre." Pour les obliger à demeurer encore on leur représenta „ que les Etats d'Hollande avoient fait tout ce qu'on „ pouvoit légitimement désirer d'eux pour la satisfaction des Ambassadeurs; & que selon la constitution de cet Etat, où il ne se „ fait aucun Traité qui n'ait été communiqué auparavant à toutes les Provinces, il avoit été absolument impossible de faire „ plus de diligence que celle que l'on avoit faite. ”

On les assura aussi, que l'Etat répondroit parfaitement à l'inclination que la République témoignoit pour une plus étroite alliance; & que pour en donner des preuves il consentoit que dès à présent on entrât en Conference pour cela, & que l'on travaillât au Traité. On jugea qu'on ne lui pouvoit pas donner un plus solide fondement que le Traité qu'on appelle communément d'*Entrecours*, que Philippe le Bel, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, & Seigneur de la plupart de ces Provinces, fit en 1495 avec Henri VII. Roi d'Angleterre, & que pour l'accommoder à la constitution présente des affaires de l'un & de l'autre Etat on pourroit le changer en quelques endroits, & l'étendre, ou retrancher en d'autres, suivant qu'on le jugeroit à propos. Les Ambassadeurs demeurèrent fermes, en protestant pourtant, „ que c'étoit à regret qu'ils alloient partir; mais qu'ils avoient des ordres exprès de prendre congé: en sorte que leur Commission „ étant finie, il n'étoit plus en leur pouvoir d'entrer en matière, „ & de continuer leur négociation; puisqu'aussi bien le Parlement jugeoit que c'étoit lui-même qui recevoit tous les jours „ des affronts en leurs personnes. ”

*Les Etats font des ouvertures.*  
Pr. CIX.  
p. 404.

*Les Ambassadeurs se disent rappelés.*  
Pr. CX p. 406.  
& Pr. CXI.  
p. 408.

Les prétendus affronts n'étoient pas si grands que les Ambassadeurs le vouloient faire croire, & des personnes plus raisonnables qu'eux se feroient contentées des devoirs que les Etats d'Hollande avoient fait pour tâcher les empêcher, & de la satisfaction qu'ils leur en avoient donné.

*La même, & ci-dessus Pr. CI. CII. & CIII.*

Mais quelques jours après ils déclarèrent: Que le Parlement leur avoit permis de demeurer encore, & de renouer la négociation. Néanmoins ce ne fut que pour la rompre avec plus de violence dès qu'on l'eut recommencé, & pour se séparer avec plus de mécontentement de part & d'autre.

*Le Parlement leur permet de demeurer.*  
Pr. CXII. p. 409.

Dés le même jour que les Ambassadeurs déclarèrent qu'ils demeuroient, on entra en Conference avec eux, & ils y firent quelques propositions, qu'ils disoient avoir été tirées la plupart du Traité d'*Entrecours* de l'an 1495; demandant que l'Etat s'en expliquât dans peu de jours, & que de son côté il fit faire les propositions qu'il jugeroit pouvoir servir à l'avancement de la négociation. Ils y avoient fait couler quelques Articles qui obligeoient les Etats, non seulement de refuser retraite aux ennemis & aux rebelles de la République d'Angleterre, & sous ce nom au Roi, & à la Maison Royale, mais aussi à la secourir, & à se déclarer contre ces mêmes ennemis & rebelles, & même à défendre au Prince d'Orange, & à la Princesse Royale, sa mère, de donner à leurs parens les secours que la nature les obligeoit à leur donner dans leur infortune. Ces propositions devoient servir de fondement à ce bâtiment imaginaire de leur *très étroite Alliance*,

*Projet d'Articles des Anglois pour le Traité.*  
Pr. CXIII. p. 410.

à

1651. à laquelle les Anglois donnèrent depuis le nom de *Coalition des deux Républiques*.

Macdowel  
traverse la né-  
gociation.

Les Conférences continuelles que l'on eut sur ce sujet, l'empressement des Ambassadeurs, & les dispositions que l'on avoit ici à s'accommoder, allarmoient vivement les partisans du Roi d'Angleterre. Tellement que Macdowel, son Résident, craignant que l'on ne conclût, représenta aux Etats: „ Qu'en s'appli-  
„ quant avec tant de chaleur à cette négociation, ils détruisoient  
„ leurs propres intérêts. Que ceux qui se donnoient la qualité  
„ d'Ambassadeurs du Parlement d'Angleterre parloient bien de  
„ renouveler les anciennes Alliances & Traités qui avoient été faits  
„ autrefois entre les deux Nations pour la conservation & l'éten-  
„ due du commerce, & que la conformité de leur Religion, &  
„ la prospérité de l'un & de l'autre Etat, avec leur avantage com-  
„ mun d'avoir secoué le joug, l'un de la Royauté, l'autre de la tyrannie,  
„ donnoit d'abord dans la vue. Mais qu'il falloit considérer, que ces  
„ anciens Traités avoient été faits avec les Rois d'Angleterre, & non  
„ avec un Etat Anarchique, tel qu'étoit aujourd'hui celui de ce Pays-  
„ là. Que c'étoit les Rois d'Angleterre qui avoient autrefois secouru  
„ cet Etat, & y avoient fait fleurir le commerce. Qu'il n'y avoit  
„ plus de Religion en Angleterre, mais bien une cohue & une  
„ confusion de toutes sortes de Sectes & d'Hérésies. Que la pros-  
„ périté des armes du Parlement n'étoit que passagère; & accom-  
„ pagnée de plusieurs présages infailibles de sa ruine. Que les  
„ peuples des Provinces Unies avoient toujours été libres; & que  
„ le Roi d'Espagne les avoit reconnu pour tels; mais que les An-  
„ glois avoient toujours eu leurs Rois, & en avoient encor un  
„ présentement. Que les trente six Articles dont on prétendoit  
„ former un commencement de Traité, achevoient de ruiner les  
„ esperances que le Roi, son Maître, pouvoit avoir de son re-  
„ tour à la Couronne, jettoient cet Etat dans un précipice, &  
„ le conduisoient dans un labyrinthe de démêlés avec de nou-  
„ veaux ennemis qu'il se feroit de tous cotés. Que ces mêmes  
„ Articles donnoient de nouvelles forces aux ennemis du Roi,  
„ & étoient directement opposés aux Résolutions du 1. Novem-  
„ bre 1642, & 30. Septembre 1648, pour la neutralité entre les  
„ deux partis; à la Déclaration des Etats d'Hollande du 6. No-  
„ vembre 1649; & à tous les anciens Traités faits avec les Rois  
„ d'Angleterre, & particulièrement à celui d'*Entrecours*, qui ob-  
„ lige cet Etat à secourir les héritiers & successeurs du Roi Hen-  
„ ri VII. ”

Les Etats ne  
veulent pas se  
mêler des Af-  
faires d'Ecosse.  
Pr. CXIV.  
P. 414.

Mais toutes ces raisons n'auroient pas empêché la conclusion du Traité si les dispositions eussent été également bonnes de coté & d'autre. On demandoit ici la paix; mais les Anglois vouloient quelque chose de plus, & leurs Ambassadeurs prétendoient rendre tous les intérêts des deux Etats communs & indivisibles. C'étoit ce qu'ils ne pouvoient plus esperer depuis que les Etats avoient résolu, du consentement unanime de toutes les Provinces: „ Que  
„ quelque Traité que l'on fît avec la nouvelle République, on  
„ ne prendroit point de part au démêlé qu'elle avoit avec l'Ecosse.”  
C'est pourquoi ils firent naître tant de difficultés lorsqu'on com-  
mença à discuter les trente six Articles, que l'on perdit tout à  
fait



fait l'esperance de conclure le Traité. Tellement que voyant qu'ils ne pourroient pas faire réussir l'intention de leurs Maîtres, c'est à dire, former des deux Etats une seule République, au lieu d'entrer plus avant en matière, ils dirent: „ Qu'ils étoient „ venus jusqu'à la Haye offrir aux Etats l'amitié du Parlement, „ & qu'ils avoient fait mettre sur le papier quelques Propositions „ qui avoient été tirées presque toutes du Traité d'Entrecours, „ afin qu'après que les Etats les auroient agréés l'on eut pu passer „ à des choses de plus grande importance pour le bien des deux „ Républiques. Mais que puisque l'on avoit négligé de ménager „ le tems que le Parlement leur avoit donné pour cette négocia- „ tion, ils étoient obligés de déclarer, qu'ils avoient reçu de nou- „ veaux ordres, & que les Vaisseaux destinés pour leur transport „ étant arrivés, ils ne pouvoient pas se dispenser de partir, & de „ prendre leur audience de congé. ” Et de fait ils la demandè-  
 rent, & prirent le dernier jour de Juin, nonobstant les instantes prières qu'on leur fit, de différer encore leur voyage de quelques jours, jusqu'à ce qu'on eût achevé d'ajuster le Traité; ce qui se-  
 roit un ouvrage de fort peu d'heures.

*Défaite des  
Ambassadeurs.  
Pr. CXV.  
p. 415.*

*Ils demandent  
à prendre congé.  
Pr. CXVI. p.  
418.*

En effet les points les plus difficiles avoient été réglés, en sorte qu'il sembloit qu'il n'y avoit plus rien qui pût empêcher la conclusion du Traité, si les Anglois n'eussent pas entrepris de prescrire aux Etats le tems dans lequel ils vouloient que la négociation fût achevée, en prenant un empire sur un Etat Souverain; ce qui étoit sans exemple. On le fit représenter aux Ambassadeurs; mais ils y firent si peu d'attention qu'encore qu'ils eussent déclaré eux-mêmes que les commencemens de la négociation étoient bons, que l'on avoit déjà beaucoup avancé, & qu'ils ne pussent nier qu'on ne leur eût donné satisfaction sur toutes leurs propositions, ils ne laissèrent pas de redoubler leurs instances, & de faire dire que si l'Etat refusoit de leur envoyer ses carosses pour les conduire à l'audience de congé, ils se serviroient de ceux de leur suite, & se présenteroient à la porte de l'Assemblée pour la demander. Ils offrirent bien de faire une espèce de Traité préliminaire, qui seroit composé des Articles dont on étoit demeuré d'accord, & qui pourroit donner occasion à une Alliance plus particulière. Mais ce n'étoit pas l'intention de cet Etat, qui ne vouloit rien faire à demi, & insistoit à ce que l'on réglât le commerce, & qu'on fit en même tems une Alliance. Et d'autant qu'on n'y trouvoit aucune disposition, non plus qu'à leur faire différer leur voyage, on leur donna leur audience de congé.

*Les points les  
plus difficiles  
sont ajustés.  
Pr. CXVII.  
p. 419.*

*Les Ambassa-  
deurs offrent de  
faire un Traité  
Préliminaire.  
Pr. CXVIII.  
p. 424. & Pr.  
CXIX. p. 426.*

*Leur audience  
de congé.  
Pr. CXX.  
p. 428.*

On commença dès lors à avoir très mauvaise opinion de l'intention des Anglois, & toute la suite de leur procédé a bien fait connoître, que leur dessein étoit, ou de rendre les intérêts des deux Etats inséparables, ou de rompre. Il n'y avoit rien que les Etats ne fissent pour s'assurer de l'amitié du Parlement, & pour gagner celle des Ambassadeurs. On leur fit dire, que pour leur donner une marque de l'estime que l'on avoit pour leurs personnes, & du cas que l'on faisoit de celles de leurs Maîtres, on leur feroit à chacun un présent de la valeur de quatre mille écus. Mais il n'y avoit point de civilité, ni de complaisance qui pût les gagner. On sçut depuis que S. John étant de retour en Angleterre, y avoit

1651.

fait de très méchans rapports, & rendu de fort mauvais offices à cet Etat, ayant été en partie cause de l'Ordonnance ou Déclaration que l'on publia en Angleterre, au mois d'Octobre de la même année, & que l'on jugea en Hollande être si contraire à la liberté du Commerce, qu'on peut dire que c'est elle qui a achevé de fomentier les semences de la mauvaise intelligence que l'on va bientôt voir dégénérer en des hostilités déclarées entre les deux Nations.

*Acte pour l'Augmentation du Commerce des Anglois.*

Cette Déclaration, à laquelle les Anglois donnèrent le nom d'*Acte pour l'Augmentation du Commerce, & pour l'Encouragement de la Navigation*, faisoit des défenses générales à tous les étrangers, d'apporter en Angleterre des denrées ou des marchandises qui ne seroient point du cru, ou de la façon de leur Pays; & même toutes

*Lettres de Répresailles.*

fortes de poissons frais, secs, ou salés. Ce fut aussi à peu près en ce tems-là que les Conservateurs de la Liberté du Commerce de la République d'Angleterre donnèrent des Lettres de Répresailles aux héritiers de Robert, & Guillaumè Pawlet, qui prétendoient de la Compagnie des Indes Orientales de ces Pays, la somme de vingt neuf mille neuf cent septante Livres Sterlings; & sous ce prétexte plusieurs Armateurs Anglois se mirent en mer pour faire leurs affaires aux dépens des habitans de ces Provinces.

*Les Etats veulent envoyer Joachim en Angleterre.*

Cet Etat qui ne pouvoit pas ignorer que la retraite des Ambassadeurs étoit d'un très mauvais présage, résolut dès le mois de Juillet de conjurer la tempête dont il se voyoit menacé, en envoyant un Ministre à Londres. On jeta d'abord les yeux sur M. Albert Joachimi, qui y avoit résidé plusieurs années en qualité d'Ambassadeur Ordinaire. Mais comme il y avoit négocié du tems du feu Roi, & qu'à l'exemple des autres Ministres de cet Etat, qui étoient obligés de s'accommoder à l'inclination du Prince d'Orange, il avoit eu des attachemens assez particuliers & assez forts à la Cour, il remontra lui-même, „ qu'il ne seroit pas fort „ agréable au Parlement, tant pour cette considération, que parce „ que les Anglois ne trouveroient pas bon qu'après avoir „ voyé ici une Ambassade solennelle & Extraordinaire, on ne „ leur renvoyât qu'un Ambassadeur Ordinaire. Qu'ils feroient „ sans doute un très mauvais jugement de l'intention de ceux qui „ répondroient si mal aux avances que le Parlement avoit faites, „ & qu'ils feroient capables de s'imaginer, que l'on avoit ici dessein d'attendre le succès des Affaires d'Ecosse.” Ces raisons obligèrent les Etats à résoudre une Ambassade Extraordinaire.

*On résout une Ambassade Extraordinaire.*

Elle fut composée de M. Jacob Catz, qui après avoir résigné la Charge de Conseiller Pensionnaire d'Hollande, étoit demeuré Garde des Sceaux, & Lieutenant de la Cour des Fiefs de la même Province, de M. Gerard Schaep Pieterfon, Conseiller de la Ville d'Amsterdam, & Député au Collège de l'Amirauté de Zéelande, qui avoit été à Londres en qualité de Commissaire des Etats d'Hollande, & de M. Paul van der Peer, Conseiller, & Pensionnaire de la Ville de Middelbourg; tous trois députés pour cet effet à l'Assemblée des Etats Généraux de la part des Etats d'Hollande, & de Zéelande. On y avoit joint le susdit Joachimi, à qui on étoit bien aise de faire cet honneur, tant à cause des importans services qu'il avoit rendu dans son emploi, qu'à cause de la grande connoissance qu'il



qu'il avoit des affaires d'Angleterre, & il fit même le serment ordinaire des Ambassadeurs. Mais il se fit ensuite dispenser du voyage par la considération de son âge, qui passoit celui de 80 ans, & parce qu'il savoit que sa personne ne seroit pas fort agréable à ceux du présent Gouvernement. Il eut pourtant la satisfaction de voir avant son décès la paix conclue entre les deux Nations; car il ne mourut qu'en Avril 1654, peu de jours après la conclusion du Traité que l'on fit en cette année-là avec Olivier Cromwell.

Pour ce qui est de la guerre d'Ecosse elle fut presque aussitôt finie que commencée, ainsi que nous allons dire: Le Traité ayant été conclu à Bréda entre le Roi & les Commissaires Ecoſſois, nonobstant les prétentions opposées des deux factions des Ecclésiastiques & des Cavaliers, qui partageoient le Royaume, Charles II. vint à la Haye, & s'étant embarqué à Schéwelingen, il passa, & arriva heureusement en Ecosse, quoique l'armée du Parlement l'attendît au passage. Devant son couronnement, dont les cérémonies se firent en l'an 1650, on l'obligea à promettre par serment solennel d'observer le *Covenant*, de conserver la Religion du Pays dans sa pureté, & de protéger les Privilèges du Parlement & du Peuple. Le Roi étant sur le lieu ne fit point de difficulté de donner cette satisfaction au parti dominant, voulut bien acheter à ce prix une Couronne qui lui appartenoit par droit d'héritage & de succession, & se vit obligé de condamner tacitement la mémoire de son père, qui avoit détesté & considéré le *Covenant* comme la source de tous les maux dont sa Maison, & les deux Royaumes se trouvoient affligés. L'intention de Charles II. étoit de se servir de l'affection des Ecoſſois pour ménager celle des amis qu'il avoit encore en Angleterre, où il prétendoit entrer avec une puissante armée. Mais les Anglois qui s'y attendoient depuis qu'ils avoient appris son passage, le prévirent, en formant un Corps d'armée, dont ils donnèrent le commandement à Olivier Cromwell, qui succéda à cet emploi après avoir réglé les affaires d'Irlande, parce que Thomas Fairfax le refusa, à dessein de se retirer dans sa maison de Campagne. Cromwell entra en Ecosse, quoiqu'avec des forces bien inégales à celles des Ecoſſois. Leur armée étoit composée de plus de vingt mille hommes, & campée fort avantageusement; au lieu que celle de Cromwell n'étoit que de douze milles, dont les maladies, & les autres incommodités de la saison diminueoient tous les jours le nombre. Les Ecoſſois s'étoient si bien campés qu'il ne leur étoit pas difficile de subsister, pendant qu'ils faisoient périr de faim les Anglois; tellement que Cromwell ne voyant point d'apparence de pouvoir faire sortir les ennemis de leur poste, & craignant que son armée n'achevât de se ruiner, il fit mine de vouloir se retirer, & par ce stratagème attira les Ecoſſois à un combat, qui se donna auprès de Dumbarton, le 13 Septembre de la même année 1650. L'armée Ecoſſoise y fut entièrement défaite, toute l'Infanterie fut taillée en pièces, ou demeura prisonnière, & tout le canon avec le bagage resta au pouvoir des Anglois, qui n'y perdirent que 40 hommes, entre lesquels on ne comptoit que deux Officiers. Cromwell prit ensuite la Ville & le Château d'Edimbourg, Leith, & quelques autres Places fortes en Ecosse.

*Affaires d'Ecosse.*

*Le Roi prétend entrer en Angleterre.*

*Les Anglois le préviennent.*

1651.

*Le Roi entre en Angleterre.**Cromwell le suit, & le défait.*

Ces pertes ayant contraint les deux factions d'Ecosse de se réunir pour leur mutuelle conservation, elles mirent sur pié une armée de 16000 Fantassins, & de 6000 chevaux, commandée par Lesly & Middleton, Lieutenans Généraux sous le Roi, qui y étoit en personne. Plusieurs partis s'étoient formés, & déclarés pour lui en Angleterre, & pour les joindre il fit, vers le milieu du mois d'Août 1651, avancer son armée, & marchant à grandes journées il arriva jusques dans la Province de Westmorland, où il se fit proclamer Roi d'Angleterre & d'Ecosse. Cromwell ayant laissé George Monck avec 7000 hommes en Ecosse, se mit à la poursuite du Roi, le serra de près, & l'incommoda si fort dans sa marche qu'il fut obligé de s'arrêter à Worcester. La partie étoit inégale; l'armée Ecossoise n'étoit que d'environ 12000 Combattans, parceque le Comte d'Argyll, Chef des Consistoriaux ou Ecclésiastiques, se servant du prétexte de la nécessité de garder le Royaume contre Monck que Cromwell y avoit laissé, avoit refusé de se joindre à l'armée Royale, & étoit demeuré en Ecosse avec une partie des troupes. Cromwell avoit de son côté tout ce qui pouvoit l'assurer de la victoire, & une armée de 40000 soldats, qui avoient presque toujours été heureux dans toutes les rencontres, & commandés par des Chefs de réputation; en sorte qu'on peut dire qu'il ne leur manquoit autre chose, que l'avantage de la bonne cause, qui bien souvent n'en donne pas beaucoup à son parti. La bataille se donna auprès de la rivière de Saverne, & celui qui s'y distingua le plus fut certainement le Roi, qui ne se retira qu'après avoir eu deux chevaux tués sous lui, & après avoir donné les dernières preuves de son courage déterminé & tout à fait intrépide. Il y perdit avec son armée tout ce qu'il avoit, excepté l'honneur, la vie, & l'esperance d'une meilleure fortune, & eut toutes les peines imaginables à se sauver des mains de ses ennemis, auxquels il n'échapa que par une espèce de miracle. Les Anglois avoient occupé tous les passages de la rivière, & tellement étendu leurs Quartiers, qu'il étoit presque impossible que le Roi les évitât tous. Le Parlement promit des sommes considérables à ceux qui le découvroient, & menaça du supplice de Haute Trahison ceux qui lui donneroient retraite. De sorte que ne sachant à qui se fier, il se travestit, & s'abandonna à la conduite d'une Demoiselle, qui le conduisit avec une hardiesse, & un bonheur incroyable jusqu'à Bristol, où il s'embarqua pour passer en France vers la fin d'Octobre. Les particularités de ce voyage qui tiennent beaucoup du Roman, & sont en effet fort extraordinaires, feront un jour partie de l'Histoire d'Angleterre. C'est pourquoi nous dirons seulement pour l'éclaircissement de la Nôtre, que cette horrible défaite acheva d'établir l'autorité de Cromwell, & celle de la nouvelle République. De 16000 hommes dont l'armée Ecossoise avoit été composée, Lambert, Sergeant de Bataille de celle d'Angleterre, en avoit défait 4000, que John Brown commandoit; & dans la rencontre de Worcester il en périt 4000, & 7000 furent faits prisonniers. La déroute de la Cavalerie ne fut pas moindre que celle de l'Infanterie, & afin qu'il ne manquât rien à la victoire, Monck ayant pris, presque au même tems, dans la petite Ville d'Ellet un grand nombre de

Sci-



Seigneurs, & de Gentilshommes Ecoissois, qui s'y étoient assemblés avec plusieurs Pasteurs pour les affaires du Royaume, il les fit embarquer, & passer en Angleterre.

1651.

Tel étoit l'état des affaires dans ce Royaume, lorsqu'on résolut à la Haye d'y envoyer une Ambassade Extraordinaire, ainsi que nous avons dit, & dont nous réservons le succès pour le Livre suivant, afin de pouvoir parler en celui-ci de la petite guerre que l'Electeur de Brandebourg, & le Duc de Neubourg se firent en ce tems-là, c'est à dire en la même année 1651. Cet Etat y fut en quelque façon mêlé, tant à cause de voisinage, que pour d'autres intérêts.

Jean Guillaume, Duc de Juliers, Cleves, & Berg, Comte de la Marck, & Ravensberg, & Seigneur de Ravestein, étant dé- *Guerre de Brandebourg & de Neubourg.* cédé sans enfans, le 29 Mars 1609, presque toute l'Europe prit parti pour les Princes qui prétendoient à cette riche succession. L'Empereur Rodolphe II, qui regnoit alors, prétendoit qu'elle étoit dévolue à l'Empire, faute d'hoirs mâles, & envoya l'Archiduc Leopold, son Cousin germain, dans la Ville de Juliers, pour *Un Commissaire Impérial se saisit de Juliers.* en prendre possession comme son Commissaire. Les Princes de la Maison de Saxe la prétendoient en vertu d'une ancienne Investiture, qu'ils avoient obtenue de l'Empereur Charles Quint, en faveur du mariage de Sybille, tante de Jean Guillaume, laquelle épousa en 1527 Jean Frédéric, Electeur de Saxe, tige des Ducs d'Altenbourg, de Weymar, & de Gotha. Mais Jean Sigismond, Electeur de Brandebourg, & Philippe Louis de Bavière, Comte Palatin, & Duc de Neubourg, avoient des prétentions mieux fondées, & trouvèrent de meilleurs amis. Le premier avoit épousé Anne, fille d'Albert de Brandebourg, Duc de Prusse, & de Marie Eléonor, sœur aînée du dernier Duc de Juliers; & l'autre étoit Mari d'Anne, sœur puînée du même Duc. La France, l'Angleterre, & les Provinces Unies qui ne pouvoient pas souffrir que la Maison d'Autriche, dont la puissance n'étoit déjà que trop redoutable, fit encor cette importante acquisition sur les frontières des Pays Bas, appuyèrent les prétentions des deux Princes, & les aidèrent à faire sortir la Garnison Impériale de la Ville & Citadelle de Juliers. L'Electeur, & le Duc, qui faisoient tous deux profession de la Religion Protestante, n'eurent pas de peine à convenir entre eux de l'exercice de la Religion, dans le Traité qu'ils firent ensemble à Dortmond. Mais Wolfgang Guillaume, fils du Duc, s'étant fait Catholique Romain, au mois de Mai 1614, pour se rendre l'Espagne & la Maison d'Autriche favorables, & Philippe Louis, son père, étant décédé, on commença à craindre que le fils ne changeât aussi les points dont on étoit convenu touchant la Religion. Pour tranquilliser les Princes intéressés dans cette affaire, & particulièrement l'Electeur de Brandebourg, Wolfgang Guillaume déclara, en la même année, qu'il n'innoveroit rien au sujet de la Religion, & que son intention étoit de la laisser en l'état où elle avoit été mise par le Traité de Dormond. Celui qui se fit à Santen, le 12 Novembre 1614, par l'entremise *Le Traité de Santen.* de la France, de l'Angleterre, & de cet Etat, qui en demeura garant, confirma ce qui avoit été promis par l'autre. Mais le zèle *Les Protestans de Juliers mal traités.* du Duc de Neubourg, ou la passion des Gens d'Eglise qui gouvernoient

1651.

*S'en plaignent  
aux Etats Gé-  
néraux.*

*Qui les pro-  
tégent.*

vernoient sa conscience, ne lui permit pas de demeurer longtems dans la même modération, & bientôt il fit connoître ses véritables sentimens par la chaleur avec laquelle il persécutoit ceux que l'Eglise Romaine appelle Hérétiques, parce que l'intérêt y faisoit trouver du mérite. Il s'opposoit aux dévotions des Protestans, il maltraitoit leurs Pasteurs, disgracioit, & éloignoit de toutes sortes d'emplois ceux qui n'étoient pas de sa Religion. Les Etats, garants du Traité, en recevoient souvent des plaintes, & les portoient de tems en tems au Duc de Neubourg, qui au lieu d'y mettre ordre, en prenoit occasion de persécuter les Protestans avec plus d'animosité qu'auparavant. Le V. Article de la Paix de Westphalie règle les affaires de la Religion, & ordonne qu'elles seront remises au même état qu'elles étoient le 1. Janvier 1624; & le Duc faisant son profit de ce Règlement, prétendoit s'en servir pour se dispenser de l'exécution de tous les Traités particuliers qu'il avoit faits avec l'Electeur de Brandebourg pour le fait de la Religion; bien que toute la Succession fût encor litigieuse, qu'il ne fût encore en possession que d'une partie seulement par provision, & jusqu'à ce que leurs differends eussent été réglés par la Justice. Des habitans Protestans des Duchés de Juliers & de Berg, qui étoient du partage du Duc, en demandèrent réparation aux Etats Généraux, en conséquence de la garantie des Traités qui assuroient la liberté & l'exercice de leur Religion. Et les Etats ne pouvant pas en tirer raison, avoient ordonné aux Gouverneurs de Rhinberg & d'Orfoi, de faire prendre quelques Curés, & autres Gens d'Eglise dans les deux Duchés, & de les garder jusqu'à ce que le Duc eût révoqué les Déclarations qu'il avoit fait publier contre ses Sujets Protestans. La protection que l'Etat leur donna acheva d'irriter le Duc, qui fit faire des défenses bien rigoureuses à tous ses Sujets, de réclamer le secours des Provinces Unies contre ses Ordonnances, & au préjudice des Constitutions de l'Empire, qui n'admettent point l'entremise des Souverains Etrangers en ces sortes d'affaires. Il commanda ensuite à ses Baillifs d'assembler tout ce qu'il y avoit de Pasteurs, tant Luthériens, que Réformés, & de leur déclarer, „ que si dans trois semaines ils ne „ faisoient mettre en liberté tous les Curés & Gens d'Eglise, que „ l'on détenoit dans les prisons de Rhinberg, d'Orfoi, & des au- „ tres Places de l'Etat, il s'en prendroit à eux, comme aussi aux „ personnes, & aux biens de tous ses Sujets Protestans. ” Ce fut au commencement de la même année 1651 que les Etats entrèrent en contestation pour cette affaire avec le Duc; bien que les Députés d'Hollande n'approuvassent pas toutes les Résolutions que l'Assemblée des Etats Généraux prenoit sur ce sujet, parce qu'ils vouloient éviter toutes les occasions qui les pouvoient engager dans une nouvelle guerre. La même considération les porta à s'opposer à la Résolution que les Etats Généraux prirent, presqu'au même tems, d'envoyer des Sauvegardes au Pays de Cleves contre les Lorrains, qui y vouloient prendre leurs Quartiers: à quoi l'Etat se trouva insensiblement engagé, tant parce qu'il lui imporde n'avoir point de ces hôtes dans le voisinage, que parce qu'il s'y étoit obligé par un Acte de Garantie du 13 Décembre 1614.

*Cause ou pré-* Au reste cette persécution des Protestans fut une des causes, ou des



1651.

des prétextes qui armèrent l'Electeur de Brandebourg contre le Duc de Neubourg au commencement de cette année. Spaar commandoit son armée ; mais comme elle n'étoit composée que de <sup>texte de la guerre de Brandebourg.</sup> 4000 hommes, il ne pouvoit pas faire de fort grandes exécutions.

Le Château d'Angermonde , situé au Pays de Berg, auprès de Keyserfweert, fut la seule conquête de cette Campagne, qui ne dura qu'environ deux mois. Le Duc de Neubourg qui se trouvoit défarmé au commencement de cette invasion, se vit bientôt appuyé de l'autorité de l'Empereur, qui ne trouvoit pas bon qu'on troublât le repos de l'Empire, qui ne faisoit que sortir d'une guerre de trente ans ; de la faveur de l'Archiduc Leopold Guillaume, qui commandoit les armes du Roi d'Espagne aux Pays Bas, & du secours du Duc de Lorraine, qui lui envoya des troupes, & lui prêta de l'argent. D'un autre coté les Etats des Provinces Unies qui prenoient ombrage de tous les armemens de leurs voisins, étoient inquiets de celui que l'Electeur avoit fait sans leur en avoir donné avis. Il y en avoit même qui faisoient accroire que dès l'année passée ce dessein avoit été concerté avec le feu Prince d'Orange, duquel l'intention avoit été de se servir de ces levées contre la Province d'Hollande. Ils renforcèrent les garnisons qu'ils avoient sur le Rhin, sur la Meuse, & sur l'Yssel ; ils refusèrent à l'Electeur les 150 hommes qu'il leur demanda pour la garde de sa personne, & lui firent connoître qu'ils trouvoient mauvais que le Comte Maurice de Nassau eût envoyé sans leur permission 45 soldats de la garnison de Wésel à Cleves. Tellement que l'Electeur étant seul de son parti, & n'ayant pas assez de troupes, ni les fonds nécessaires pour continuer la guerre, il fut bientôt contraint de retirer celles qui étoient à Angeroort, & ensuite de rechercher le Duc, qu'il convia à une entrevue.

*L'Electeur s'en ennuye.*

Cependant les Etats de Juliers, & des autres Provinces de la Succession, s'étant assemblés à Wésel, se plaignoient des incommodités que les Gens de guerre, qui étoient entrés dans le Pays au préjudice des Traités, & particulièrement de celui que les Princes avoient fait entr'eux en 1649, leur faisoient souffrir. Ils demandèrent aussi la protection des Etats Généraux, leur voisins, comme conservateurs de leurs Privilèges, & garants du Traité de Santen.

*Les Etats de Juliers s'en plaignent.*

Les Etats intéressés à maintenir le repos dans le voisinage, qui alloit être troublé par des Troupes étrangères, envoyèrent des Députés aux deux Princes, avec les offres de leur Médiation pour l'accommodement de leurs differends. M. Jean de Gent, Seigneur d'Oosterwéde, M. Jacob de Wassenauer, Seigneur d'Obdam, M. Antoine Parmentier de Haeswyck, & M. van der Beeck, Députés à l'Assemblée des Etats Généraux de la part des Etats de Gueldre, d'Hollande, d'Utrecht, & d'Overijssel, firent cet office ; mais ils furent reçus avec froideur du Duc, qui depuis quelques années vivoit assez mal avec cet Etat. L'Electeur même ne leur fit pas grand accueil, tant parce que les Etats lui avoient refusé tout ce qu'il avoit demandé depuis le commencement de cette guerre, que parce qu'il avoit reconnu que depuis le décès du Prince d'Orange sa personne, & ses intérêts n'étoient plus considérés comme ils l'avoient été auparavant.

*Les Etats Généraux offrent leur Médiation.*

C'est pourquoi croyant pouvoir faire régler les differends sans l'Electeur l'en-

1651. l'entremise de l'Etat, il écrivit au Duc, que nonobstant l'avantage que ses armes lui avoient donné, il offroit d'aller s'aboucher avec lui auprès de Dusseldorp; s'en remettant à lui du lieu, & de la manière de l'entrevue.

*convie le Duc  
à une entrevue.*

*Réponse du  
Duc.*

Le Duc répondit: Qu'il avoit été bien facile à l'Electeur de prendre quelque avantage sur lui, en entrant avec une armée dans son pays avant que de lui avoir déclaré la guerre; mais qu'il y avoit apparence qu'à l'avenir il n'auroit pas beaucoup de sujet de s'en vanter. Toutefois que puisqu'il changeoit de conduite, & qu'il lui offroit son amitié, il ne refuseroit pas de s'aboucher avec lui au Pays de Cleves, & en pleine Campagne, après que l'Electeur auroit remis les affaires en l'état où elles étoient avant cette invasion, & qu'il auroit retiré ses Troupes du Pays de Berg: quoique d'ailleurs il pourroit bien se dispenser de cette entrevue après les Manifestes & les Déclarations que l'Electeur avoit publié à son préjudice.

*Ils s'accordent.*

Néanmoins après ces difficultés, & quelques contestations les deux Princes se rendirent auprès d'Angeroort, le 19. d'Août. On y avoit dressé trois tentes, l'une pour les Conférences, & les deux autres pour les deux Princes. Les Députés des Etats Généraux s'y trouvèrent aussi, non sans quelque répugnance de la part du Duc de Neubourg, & firent résoudre une suspension d'armes, au commencement de laquelle les places prises seroient restituées de part & d'autre, & chacun retireroit ses Troupes pour les faire subsister en son Pays. George Frédéric, Comte de Waldeck, y faisoit les allées & venues, & se rendit par là si agréable à l'Electeur, qui vouloit sortir d'affaire, que ce Prince le mit bientôt à la tête de ses Conseils, & faisant d'un Capitaine de Chevaux-légers son Premier Ministre, il lui confia un emploi, qu'il occupa pendant plusieurs années avec la réputation que l'on acquiert ordinairement dans un poste où l'on est exposé à la vue & au jugement de tout le monde. On demeura d'accord que pendant la Trêve les Ministres des Princes intéressés s'assembleroient à Essen, petite Ville du Duché de Berg, dont l'Abbesse, qui est de l'Ordre de St. Benoît, mais séculière, est Princesse de l'Empire, pour y faire régler les différends par l'entremise des Commissaires de l'Empereur. Ils les réglèrent en effet par un Traité qui fut conclu le 11 Octobre suivant. L'Electeur qui avoit pris les armes pour l'intérêt de la Religion, à ce qu'on disoit, consentit à ce que le différend que les deux Princes avoient sur cela fût réglé & décidé par les Commissaires que l'Empereur avoit nommé, auxquels l'on en joindroit deux autres de la part de chacun des Intéressés. Le Duc insista bien à ce que l'Electeur réparât le dommage que cette invasion avoit faite à ses Sujets, & qu'il lui donnât assurance qu'à l'avenir il ne seroit plus inquiété. Mais il se relâcha enfin, & se contenta du premier de ces deux points. Les Etats n'eurent point de part à ce Traité, quoiqu'ils fussent garants de celui de Santen; & que les deux Princes leur fussent redevables de ce qu'ils possédoient de la Succession de Juliers.

*Les Etats n'y  
ont point de  
part.*

*Le Cardinal  
Mazarin leve  
un Régiment,  
& le fait passer*

Telle fut la fin de cette petite guerre, & les deux Princes licencièrent leurs Troupes vers la fin de l'an 1651. Le Cardinal Mazarin, qui étoit à Bruel, dans le Diocèse de Cologne, & qui se



se disposoit à retourner en France, vouloit se faire accompagner d'un Corps d'Armée, tant pour la sûreté de sa personne, que pour fortifier le parti de la Cour contre celui de la Fronde. De sorte qu'il accorda avec un Officier qui avoit servi longtems les Etats, pour la levée d'un Régiment de 1000 hommes. Cet Officier, qui se nommoit Pierre van Zeil, ayant fait embarquer ses Soldats sur le Rhin, au dessus de Wésel, les fit descendre jusqu'en Hollande, à dessein de les faire passer par mer à Dunkerque. Le Magistrat de Rotterdam voyant un jour ce Régiment sur la Meuse, aux portes de la Ville, fut bien étonné de la négligence de ceux qui commandoient les Garnisons qui sont sur le Rhin & sur la Meuse, qui avoient laissé passer des gens de guerre jusques dans le cœur de la Hollande, & contre l'intention de l'Etat. La Province d'Hollande qui croyoit y avoir suffisamment pourvu par les Résolutions qu'elle avoit fait prendre dans la Grande Assemblée sur ce sujet, fit arrêter le Colonel, qui fut envoyé prisonnier à la Haye ; & dissipa par ce moyen en un moment toute cette nouvelle levée. Il demeura longtems en prison, & eut bien de la peine à éviter les effets du ressentiment des Etats de cette Province, qui n'ayant pas perdu le souvenir de l'affaire d'Amsterdam de l'année précédente, étoient extrêmement délicats sur ces sortes de choses. Ils censurèrent bien sévèrement le Commandant, & le Major de Wésel, qui avoient négligé de s'opposer au passage de ces Troupes.

1651.

*par la Hollande.**Le Colonel arrêté, & le Régiment dissipé.*

Cet Etat avoit aussi un démêlé particulier avec le Duc de Neubourg pour la Seigneurie de Ravestein, qui faisoit partie de la succession de Juliers. Elle est située en Brabant, & les Etats prétendoient que c'étoit une Dépendance de la Mairie de Bois-lé-Duc, dont la Souveraineté leur avoit été cédée par le Roi d'Espagne dans le Traité de Munster. En conséquence ils avoient fait sommer le Duc d'en venir faire hommage au Conseil de Brabant, qui réside à la Haye, comme d'un Fief de la dite Province. Le Duc avoit répondu, que la Cour Féodale de Brusselles l'ayant fait ajourner pour le même effet, il n'étoit pas obligé d'obéir à l'un ou à l'autre des deux Seigneurs qui prétendoient la Seigneurie directe d'une Terre que le différend ne fût réglé entre eux, parce que le Vassal ne peut raisonnablement reconnoître un des prétendans au préjudice de l'autre. C'étoit le Duc lui-même qui s'étoit fait donner assignation à Brusselles, à dessein d'embarasser les Etats, qui n'ont pas encore pu faire régler le différend. Mais comme ils avoient garnison dans la Place, & que l'Electeur de Brandebourg, & le Duc de Neubourg prétendent tous deux, que c'est une Seigneurie Libre, & qui n'a plus reconnu les Ducs de Brabant depuis que les Princes de la Maison de Juliers l'ont acquise, sinon comme Seigneurs du Fief, & non comme Souverains, ce sera une affaire que l'on aura de la peine à ajuster ; comme les deux Princes en auront de leur côté à vérifier leur Indépendance.

*Démêlé avec le Duc de Neubourg pour Ravestein.*

J'estime devoir ajouter ici, à l'occasion de la petite guerre dont je viens de parler, qu'au même tems que l'accommodement entre les deux Princes fut conclu, il arriva à la Haye un Ministre de la part du Duc de Curlande, beaufrère de l'Electeur de Brandebourg, avec ordre d'y proposer une Alliance pour la conservation

*Envoyé du Duc de Curlande à la Haye.*

1651.

des Droits de la Duchesse, sa femme. Elle étoit sœur aînée de l'Electeur, & en cette qualité, faite d'enfans, héritière présomptive de cette partie de la succession de Juliers dont son frère étoit en possession. Ce procédé fut trouvé d'autant plus étrange, qu'outre que toutes les stipulations qui se font pour la succession d'une personne vivante sont odieuses, & en quelque façon criminelles, le Duc n'osoit espérer de pouvoir survivre à un Prince qui étoit plus jeune que lui, qui d'ailleurs étoit marié, & pouvoit dès ce tems-là se promettre cette illustre postérité qui éloigne beaucoup le Duc de Curlande de l'esperance de cette succession.

*Qualités du  
Duc de Cur-  
lande.*

Il ne sera pas hors de propos de se servir de cette occasion pour faire connoître la Maison, & la personne de Jaques, Duc de Curlande, parce que ce Prince n'ayant rien à eu démêler avec cet Etat, & ne s'étant fait connoître que par les procès qu'il a avec des particuliers pour des intérêts Marchands, il ne pourra pas revenir dans une Histoire qui ne parle des affaires étrangères qu'autant qu'elles ont quelque connexion avec celles du Pays, & que l'on n'aura pas occasion d'en parler ailleurs. Il y a environ 500 ans que quelques Seigneurs & Gentilshommes Allemans se croisèrent, par une espèce de dévotion assés ordinaire en ce tems-là, pour aller à la Conquête de la Prusse & de la Livonie, qui étoient encore alors toutes Payennes. La plupart des Chefs de ces Expéditions étoient des Chevaliers de l'Ordre Teutonique, & d'un autre Ordre qui avoit été institué presqu'en même tems, sous le nom de Porte-Glaive: quoique bien souvent ces deux Ordres n'ayent eu qu'un seul & même Grand Maître, jusqu'à ce que Gauthier de Plettenberg, Maître Provincial de l'Ordre Teutonique en Livonie, se délivra de cette sujettion, moyennant une bonne somme d'argent qu'il donna à Albert de Brandebourg, Grand Maître de l'Ordre Teutonique en ce tems-là. En 1561 Gothard de Ketler, qui avoit succédé à Guillaume de Furstenberg dans la Maîtrise de Livonie, ne la pouvant pas défendre seul contre les Moscovites, & contre les Rois de Suède & de Pologne qui l'attaquoient en même tems, & vouloient s'emparer d'une Province qui étoit à leur bienséance, & frontière de leurs Etats, s'en accommoda avec le Roi de Pologne. C'étoit Sigismond Auguste, fils de Sigismond, qui avoit chassé de la Prusse l'Ordre Teutonique, & annexé cette Province à la Couronne de Pologne. Il traita de la Livonie, & s'en accommoda avec Gothard de Ketler, en lui laissant les deux petites Provinces de Curlande & de Semigall, dont Ketler demeura Seigneur Héréditaire, sous la souveraineté de la Couronne de Pologne. Gothard qui étoit un Gentilhomme originaire de Westphalie, épousa Anne, fille d'Albert, Duc de Mecklenbourg, & d'Elizabeth de Suède, & en eut, entr'autres enfans, Frédéric, qui lui succéda en Curlande l'an 1587, & Guillaume. Celui-ci succéda à son frère, qui n'eut point d'enfans. Mais le Roi & la République de Pologne lui ôtèrent son Duché par une Résolution formelle des Etats du Royaume, & il n'y fut rétabli qu'en 1610, par l'intercession de plusieurs Princes Voisins, & après un exil de 18 ans. Jaques, son fils, qui vit aujourd'hui, est un Prince d'esprit & de cœur; mais on peut dire qu'il en a trop pour la petite étendue de ses Etats. Il s'est flatté qu'il pourroit attirer  
une



une bonne partie du commerce de l'Europe dans un coin de la Livonie ; & c'est dans cette vue qu'il a voulu faire des établissemens sur la Rivière de Gambya, en la Côte d'Afrique, & dans l'Île de Tabago aux Indes Occidentales. Il a fait venir de Paris des Tapissiers, dans le dessein d'établir une Manufacture des Gobelins à Mittaw. Il est entré en marché pour la terre du Cussac, sur la Dordogne, en Guyenne, où il prétendoit faire des magasins de vin & de sel, pour en trafiquer sur les Côtes de la Mer Baltique, & à fait bâtir des Vaisseaux, dont il prétendoit traiter avec la France, pour les vendre, ou pour profiter du Frêt. En un mot il a voulu entreprendre de faire réussir dans le Nord ce que des siècles entiers ont eu de la peine à donner à la Ville d'Amsterdam. Mais de toutes ces entrepises pas une ne lui a réussi, parce qu'il se mêloit d'un métier qu'il n'entendoit pas, & que voulant faire le Marchand il payoit en Banqueroutier. De cette inclination qu'il avoit au commerce procédoient les plaintes qu'il faisoit de tems en tems du Traité que cet Etat avoit conclu en 1649 avec le Roi de Danemarck, pour la *Rédemption*, ou le *Forfait* du Péage du Sund. Celles qu'il fit faire dans le tems dont nous parlons, furent accompagnées d'un Mémoire, qui marquoit le dessein qu'il avoit d'envoyer des Vaisseaux aux Indes Orientales. Il vouloit que les Etats permissent aux habitans de ces Provinces, d'aller aider & servir aux établissemens qu'il prétendoit faire dans ces Quartiers-là. Il disoit qu'il n'empêcheroit pas que les Hollandois n'y trafiquassent, moyennant une reconnoissance, dont on conviendrait. Les Etats lui répondirent : Que les vexations que l'on faisoit aux navires de ces Pays dans le Sund avoit obligé à les en délivrer par le Traité avec le Roi de Danemarck, & que le Duc n'avoit pas raison de s'en plaindre, puisque la condition de ses Sujets n'étoit pas plus mauvaise que celle des Marchands & des navires de ces Provinces. Pour ce qui est du commerce des Indes, que cet Etat ne pouvoit pas favoriser celui que le Duc y vouloit établir, au préjudice du Privilège que l'on avoit donné à la Compagnie, en laquelle un très grand nombre d'habitans se trouvoit intéressé. Mais aussi qu'on ne l'empêcheroit pas de faire de son chef tout ce qu'il jugeroit à propos pour l'avancement de son commerce dans les Indes Orientales.

Celui des Provinces Unies étoit incommodé des droits que le Comte d'Oldenbourg faisoit lever sur le Wéser, du consentement de l'Empereur, & du Collège Electoral. La ville de Breme (a) en avoit empêché l'exécution depuis l'an 1623 ; mais ne pouvant pas s'opposer seule à tant de Princes qui s'étoient déclarés pour le Comte, elle tâchoit de tirer quelque secours de cet Etat, qui y étoit fort intéressé. La Hollande avoit d'abord été d'avis que l'on envoyât deux Vaisseaux de guerre sur le Wéser, afin d'empêcher le Comte d'y lever le Péage, & qu'on lui fit dire en même tems : „ Que l'Etat seroit bien aisé qu'il renonçât à sa prétention, ou bien „ qu'il s'en accommodât avec la Ville de Breme.” Les Provinces de Gueldre, d'Utrecht, & de Frise donnoient dans les mêmes sentimens. Mais la Zéelande, éloignée du commerce du Wéser, étoit d'avis, que devant que d'en venir à cette extrémité on fit exhorter le Comte de faire cesser ces vexations, & de porter

*Le Comte d'Oldenbourg leve des droits sur le Wéser.*

(a) Voy. Liv. II. p. 125, & suiv.

1651.

l'affaire à un accommodement. La Hollande jugeoit : " Que cette affaire ne se pouvoit pas résoudre à la pluralité, parce qu'elle pouvoit mettre l'Etat aux mains avec l'Empire. " De sorte qu'il fallut que la Ville de Breme se contentât des bons offices que les Etats offrirent de faire pour elle par des Députés. Il y employèrent MM. Keyser, & Olinga, Députés à l'Assemblée des Etats Généraux de la part de la Hollande, & de la Frise, qui après avoir travaillé inutilement à l'ajustement de quelques différends, en passant par l'Oostfrise, ne furent pas plus heureux avec le Comte d'Oldenbourg, en qui ils rencontrèrent une résistance si opiniâtre à toutes leurs raisons qu'ils furent obligés de revenir sans avoir rien fait. Il est vrai que quelque tems après le Comte envoya à la Haye Othon d'Omteda & Bernard Heylerfig, ses Conseillers, qui tâchèrent de justifier le procédé de leur Maître à l'égard des Députés que l'Etat lui avoit envoyé. Mais comme pour ce qui regardoit le fond de l'affaire ils ne disoient rien que ce qui avoit été dit vingt fois, on les renvoya avec cette réponse : „ Que les Etats Généraux auroient été bien aises de voir le différend que le Comte d'Oldenbourg avoit avec la Ville de Breme, pour le Péage du Wéser, accommodé à des conditions que ceux qui y avoient intérêt eussent pu agréer dans un tems dont on seroit devenu d'accord. Que l'on ne pouvoit pas comprendre comment les droits qui se leveroient sur le Wéser serviroient à la conservation du commerce, & à celle de son Comté, comme le Comte le vouloit faire accroire, vu qu'au contraire ils l'incommodoient. D'ailleurs que le Comte avoit tellement enrichi son Pays depuis qu'il en étoit le maître, qu'il pourroit bien se passer de vexer ses voisins par de nouvelles impositions, pendant qu'aux dépens de ses Sujets il s'étoit exempté des incommodités de la guerre dont toute l'Allemagne avoit été affligée. Que l'Empereur, & les Electeurs ne pouvoient pas lui donner l'Investiture d'une chose qui étoit litigieuse, au préjudice de la partie intéressée. Que le Comte alléguoit bien plusieurs choses en sa faveur, & pour ce qui regardoit ce nouveau droit ; mais qu'il n'en prouvoit pas une. Toutefois que s'il vouloit s'employer à faire consentir ceux qui, à ce qu'il disoit, étoient intéressés dans la même affaire, à un bon accommodement, il obligerait l'Etat ; qui au reste prendroit ses mesures sur la réplique que ses Ministres feroient à cette réponse. " Ils ne répliquèrent rien, & se retirèrent.

*Terribles  
inondations.*

On ne peut parler des événemens de cette année que l'on ne remarque le prodigieux débordement de presque toutes les rivières de l'Europe, & particulièrement de celles qui se déchargent dans la Mer Océane aux environs de ces Pays. La Wistule inonda la Prusse ; la Seine, la Loire, la Saone, & le Rhône inondèrent la France ; le Pô, & le Tybre l'Italie ; le Danube l'Autriche, & la Hongrie ; & le Rhin sortant de son lit entre Rhenen & Waggeningen, & en même tems la Lecque, & le Wahal forçant les digues qui sont sur leurs rivages, couvrirent une bonne partie de la Gueldre, de la Province d'Utrecht, & de l'Overysfel. Mais ces défordres ne furent rien au prix de ceux que la mer fit la nuit du 4. au 5. Mars. La Lune étoit dans son plein, & le vent du Nord-west qui souffloit

extra-



extraordinairement, & chassoit contre la Côte d'Hollande, la menaçoit d'un déluge inévitable, sans les peines continuelles, & le courage infatigable de ceux qui s'opposèrent à la fureur de la mer. Elle avoit déjà commencé à ébranler les digues qui couvrent le Pays, & en quelques endroits elle avoit passé par dessus celles qu'elle n'avoit pu renverser. La Ville d'Amsterdam en fut extrêmement incommodée. La mer avoit rempli non seulement la plupart des caves, mais aussi les maisons, & les magasins, & gâta une si grande quantité de marchandises que la perte en fut jugée inestimable.

Il me semble qu'on peut placer dans le rang des choses extraordinaires la résolution déterminée & comme désespérée que prit un serrurier d'Amsterdam de se tailler lui-même de la pierre, au hazard de s'en guerir, ou de mourir dans l'opération. Il ne communiqua son dessein à personne, & ayant envoyé sa femme au Marché, il se fit une incision, avec un couteau ordinaire, à l'endroit où il rencontra la pierre, & faisant un effort de reins, il la fit sortir par l'ouverture qu'il s'étoit faite. Ensuite ils envoyèrent chercher des Chirurgiens, qui étonnés d'une opération qu'ils n'avoient pas voulu entreprendre, mirent l'appareil à la playe, laquelle s'étant fermée en peu de jours, le Serrurier fut délivré de ses douleurs aiguës & insupportables.

*Un Serrurier  
se tailla de la  
pierre.*



# HISTOIRE

## DES

### PROVINCES UNIES.

#### LIVRE SIXIEME.

##### SOMMAIRE.

*Vision de trois Pêcheurs. Déprédations des Anglois. Ambassadeurs des Etats au Parlement. Leur Harangue. Le Parlement donne des Lettres de Répression. Les Etats arment. Les Anglois s'en offensent. Ordre à Tromp de saluer leur Pavillon. Combat naval. Les Etats envoient un quatrième Ambassadeur à Londres. Ils rappellent leurs Ambassadeurs. Les Anglois prennent plusieurs Vaisseaux. Et dissipent les Pêcheurs du Harang. Manifeste des Etats. Celui des Anglois. Affaire d'Amboine. Tromp disgracié. De Ruyter Amiral. Combat. Sédition des Matelots à Amsterdam. Combat. Tromp rétabli Amiral. Combat. Expédition de Catz dans la Méditerranée. Combat de van Galen. Déprédations des François. Troubles & désordres en France. Combat du Fauxbourg S. Antoine. Victoires des Espagnols. Gravelines & Dunquerk offertes aux Etats. Qui refusent une Alliance avec le Roi d'Angleterre. Négociation de van Beuningen à Stockholm. Et de Keyser en Danemarck. Dont le Roi se déclare contre les Anglois. Mouvements en faveur du Prince d'Orange dans les Provinces Unies. Députation des Etats d'Hollande à ceux de Zéelande. Apologie de la Hollande. Pasteurs séditieux. Démêlé avec le Portugal pour le Bresil. Assemblée des des Députés du Roi d'Espagne & des Etats Généraux à Malines. Restitution du Château de Bevergern à l'Evêque de Munster.*

1651.



Etat avoit été en paix, ou, pour mieux dire, il avoit été sans guerre déclarée depuis la Paix de Munster. Ceux qui ont quelque connoissance des affaires de ces Pays, ou qui en ont lu l'Histoire avec attention, doivent y avoir remarqué, que depuis plusieurs siècles les guerres dont leur repos a été interrompu de tems en tems, en font la meilleure partie, comme elle la feront encore de la Nôtre, & de ce qui se lira dans les Livres suivans.

*Présentiment  
de la Guerre  
d'Angleterre.*

Je commencerai celui-ci par la Guerre d'Angleterre, qui avoit été si bien prévue après le mauvais succès de la Négociation de St. John & de Strickland, & qui avoit été si bien pronostiquée par une Vision qui parut dans l'air vers la fin de l'année 1651, qu'on n'en pouvoit presque point douter. Je ferois difficulté d'en parler, parce que je fais qu'on la jugera d'autant plus incroyable que ne pouvant être rapportée à aucune cause naturelle à laquelle l'esprit humain puisse acquiescer, il semblera peut-être que je veux décrire un de ces faux miracles ou prodiges dont quelques uns des meilleurs Historiens, tant Anciens, que Modernes, ont pris plaisir de remplir



plir leurs Ouvrages, n'étoit que je crois devoir en faire le récit après la déposition formelle qui en a été faite devant le Magistrat de Maeslandsluys, par trois hommes de bons sens que l'on ne peut dire avoir été prévenus de préjugé, ou de superstition. Ce Bourg, qui est situé sur la Meuse, vis à vis de Briel, est peuplé d'un grand nombre de gens qui ne vivent que de la pêche. Trois habitans de ce Bourg étant allé pêcher en pleine mer le 2. Decembre 1651, & se trouvant le lendemain à environ 12. lieues de l'embouchure de la Rivière, le Patron qui, à son tour, étoit le matin au gouvernail, vit, presqu'en même tems que le Soleil parut sur l'Horison, quelque chose de ressemblant à une vaste campagne, couverte de plusieurs troupes de Cavalerie & d'Infanterie, qui venoient du côté du Nord, & Nord-Est. Etonné de ce spectacle il appella ses gens, qui s'étoient allé reposer; mais devant qu'ils fussent bien éveillés cette première Vision disparut. Presqu'au même tems ils virent tous trois fort distinctement une armée navale venant du côté du Nord, & comme le Ciel étoit fort sérein, ils reconnurent parfaitement bien qu'elle étoit composée d'un grand nombre de toutes sortes de Vaisseaux, dont les uns voguoient à pleines voiles, & les autres les avoient ferlées ou déferlées. Il remarquèrent, entr'autres choses, qu'un de ces Vaisseaux perdit incontinent son mât de Hune, mais qu'il fut remplacé aussitôt; & que le même Vaisseau s'approcha de si près de la barque des Pêcheurs, que l'Enseigne du Château de derrière sembloit les toucher presqu'au visage. Après cela il parut vers le Sud-Est une autre armée navale, composée de toutes sortes de Vaisseaux; & ces deux flottes étant en présence, on vit la mer se couvrir d'une vapeur fort épaisse, semblable à la fumée que produit la décharge d'une grande quantité d'Artillerie; ce qui ôta aux Pêcheurs presque toute la vue des deux armées navales. Cette fumée ayant été dissipée, la première armée parut encor distinctement, & de si près que l'on en pouvoit distinguer & compter les cordages, & elle demeura en cet état plus d'une heure. Après cela tous ces Vaisseaux disparurent. Mais ce ne fut que pour revenir un moment après, & pour paroître encor plus distinctement & plus parfaitement qu'ils n'avoient fait, en sorte qu'il sembloit qu'ils voulussent aborder la barque des Pêcheurs. Parmi les Vaisseaux ils en apperçurent un d'une grandeur extraordinaire, dont le Château d'avant étoit enfoncé dans la mer, & la poupe élevée dans l'air; & encore un Vaisseau qui passa à pleines voiles auprès de leur barque. Ils virent encore vers l'Est Nord-Est un grand Lion, accompagné de plusieurs autres animaux, qui se métamorphosèrent les uns après les autres en Vaisseaux. Cette Vision, qui dura plus de trois heures, c'est à dire depuis les huit heures & demie du matin jusqu'à midi, étonna tellement ces bonnes gens, qu'ils eurent de la peine à se remettre de leur frayeur. Le Lecteur en fera le jugement qu'il lui plaira; mais il ne pourra pas trouver mauvais que l'on en ait parlé ici, à cause des suites que l'on en vit en l'an 1652, & après les preuves publiques & authentiques que l'on en trouve dans les Archives de Maeslandsluys.

On avoit remarqué dans la première Harangue des Ambassadeurs Anglois des termes qui détruisoient tout ce qu'ils vouloient faire

*Mécontentement  
des Anglois.*

1651. faire croire des bonnes intentions de leurs Maîtres. Ils y dirent : Que bien que la République d'Angleterre eût des sujets de mécontentement qui eussent pu lui faire perdre la pensée d'envoyer à la Haye une Ambassade solennelle, elle avoit bien voulu néanmoins passer par dessus ces considérations, non par nécessité, ni par contrainte, mais par un mouvement d'affection pour le bien commun, & en considération des intérêts importans de l'un & de l'autre Etat. Ils y avoient mêlé quelques paroles de ressentiment du meurtre commis en la personne du Docteur Dorellas, & insinuoient, tant dans leurs discours, que dans leurs Mémoires, que si les offres d'amitié qu'ils étoient venus faire n'étoient pas agréablement reçues, la République d'Angleterre auroit toujours cette satisfaction, qu'elle auroit fait ce qu'elle avoit jugé devoir faire pour la conservation de la Religion Réformée, & pour l'intérêt des deux Nations. Ils avoient bien fait connoître que leurs Principaux ne manqueroient pas de se ressentir du refus que les Etats en feroient. Les Anglois vouloient que les Provinces Unies n'eussent point d'autre intérêt particulier, mais qu'elles épousassent tous ceux de la nouvelle République, & entraissent aveuglément dans leurs sentimens. Le Parlement avoit trouvé mauvais qu'en 1644 cet Etat eût envoyé en Angleterre MM. Guillaume Boreel, & Jean de Reeden, Seigneur de Renswoude, & qu'au lieu de prendre parti contre S. M. ils eussent travaillé à la raccommoder avec la faction contraire. Ils ne craignoient point de dire que de tous les étrangers cet Etat étoit celui qui avoit fait le plus de mal au Parlement pendant les Guerres Civiles d'Angleterre. Tellement que leurs Ambassadeurs voyant les Etats résolus de ne rien faire au préjudice des Alliances qu'ils avoient avec les autres Rois & Etats voisins, & à ne se point déclarer contre le Roi d'Angleterre, & contre les Ecoissois, pour ne point violer la neutralité qu'ils avoient promise aux deux partis, ils commencèrent à s'en expliquer, & à ne plus dissimuler qu'il ne falloit pas esperer que le Traité se fit à la Haye.

*Les Anglois  
continuent  
leurs Dépréda-  
tions.*

Cependant les Vaisseaux Anglois continuoient leurs déprédations. Le Parlement permettoit qu'on fassit les navires Hollandois dans ses ports, & faisoit faire des actes d'hostilité qui ne se font que dans le tems des guerres déclarées. Il n'apprehendoit plus rien, parce qu'il n'y avoit point d'apparence que le Roi pût relever son parti en Ecosse, ni en Angleterre, après la perte de la Bataille de Worcester, où l'armée Ecoissoise avoit été entièrement défaite.

*Départ des  
Ambassadeurs  
des Etats pour  
Londres.*

De l'autre coté on considéroit la rupture entre l'Angleterre & les Etats comme la ruine du commerce des habitans de ces Provinces. C'est pourquoi on jugea qu'il ne falloit plus différer de faire partir les trois Ambassadeurs, qui avoient été nommés dès l'année précédente 1651. Ils partirent au mois de Décembre, & étant arrivés à Gravesend le 25, le Maître des Cérémonies les y vint prendre, & les conduisit à Londres dans les Barques de la République. Ils y furent reçus à leur Entrée avec civilité, & défrayés jusqu'au jour de leur première audience, où ils furent accompagnés par le Comte de Salisbury, & deux autres Députés du Parlement, avec le Maître des Cérémonies, passant au travers d'une double, haye que le Régiment des Gardes avoit fai-

te



te depuis l'Hôtel des Ambassadeurs jusqu'à la porte de Westminster. 1651.

L'intention de l'Etat étoit de faire conclure à Londres un Traité sur le pié des trente six Articles dont on étoit comme convenu à la Haye avec les Ambassadeurs du Parlement. De stipuler par le même Traité les mêmes avantages que l'on avoit obtenu pour les habitans de ces Provinces dans celui qu'on avoit fait pour la Marine, en 1650, avec le Roi d'Espagne, & d'y faire ajoûter ceux que l'on prétendoit se faire accorder par la France, afin de le faire servir de Règlement pour la Navigation & le commerce des deux Nations. De rétablir l'ancienne amitié, & la bonne correspondance entre les deux Etats; & de prendre garde exactement à ce que la France, l'Espagne, & le Portugal faisoient négocier à Londres. Mais ce qu'on avoit le plus particulièrement recommandé aux Ambassadeurs c'étoit de tâcher de faire révoquer la Déclaration que le Parlement avoit fait publier, au mois d'Octobre 1651, touchant l'augmentation du Commerce & de la Navigation des Anglois; ou du moins d'en faire surseoir l'exécution jusqu'à ce qu'on vît le succès de leur Négociation: parce que les Etats jugeoient que cette Déclaration étoit incompatible avec la bonne intelligence que l'on prétendoit renouer entre les deux Républiques.

*Leur Institution.*

*Déclaration des Anglois.*

Catz, qui étoit le premier des Ambassadeurs, & qui dans ses Emplois avoit acquis une grande facilité de parler en public, fit un Discours Latin, dans lequel il s'étendit d'abord sur les lieux communs de la nécessité des Alliances; & sur les avantages que les Etats & les Républiques tirent de la bonne correspondance qui fait le repos de deux voisins. Il parla ensuite de plusieurs choses qu'il croyoit devoir être agréables au Parlement; comme des commencemens de la forme du Gouvernement, de la Religion, de la Liberté, & de l'intérêt du commerce des deux Etats. Mais comme de tout tems ses Harangues avoient été peu animées, que les fleurs, & quelques passages des Poëtes en faisoient la meilleure partie, & que le peu de feu qu'il avoit eu sa jeunesse avoit été consumé & éteint par l'âge, bien loin que son Discours fit quelque impression sur l'esprit de l'Assemblée, plusieurs Membres du Parlement trouvèrent la plupart de ses expressions foibles, & même ridicules. Ils y remarquèrent, que pour flatter les Anglois, il dit: „ Que „ l'on voyoit dans les deux Républiques les mêmes principes, & „ la même forme de Gouvernement, puisque l'une & l'autre avoient abjuré leur Monarque, & que toutes deux tenoient leur Liberté de la main de Dieu par des moyens admirables, & „ comme miraculeux. ” Flatterie, qui fut trouvée d'autant plus scandaleuse que l'Abjuration que l'on avoit faite ici, en 1581, du Roi d'Espagne, Duc, Comte, ou Seigneur de ces Provinces, n'avoit rien de commun avec le meurtre commis en la personne du Roi d'Angleterre. Comme d'ailleurs on n'approuvoit pas la comparaison qu'il fit des Eglises de ces Pays avec la confusion des Sectes & des Hérésies de l'Angleterre.

*Harangue de Catz.*

*Remarques sur cette Harangue.*

L'Orateur répondit: „ Que le Parlement examineroit la proposition des Ambassadeurs, & leur Lettre de Créance, pour en délibérer. ” Et au bout de quelques jours on les renvoya au Conseil d'Etat, qui leur donna des Commissaires.

Dans les premières Conférences qu'ils eurent avec eux, ils redoublèrent

1652.

doublèrent les instances qu'ils avoient déjà faites pour la révocation du Règlement que l'on avoit fait en Angleterre pour l'augmentation du Commerce, & en firent de nouvelles pour la restitution des navires que les Anglois avoient pris, & continuoient de prendre quand ils en trouvoient l'occasion.

*Le Parlement  
donne des Let-  
tres de Répre-  
sailles.*

Les Lettres de Répresailles que le Parlement avoit fait expédier contre les François, & contre les habitans de ces Provinces, servoient de prétexte à leurs Pirateries, & le Parlement les avoit accordé avant qu'il eût fait faire des plaintes à la Haye du tort que les Anglois prétendoient leur avoir été fait, & devant que les Etats eussent refusé, ou différé de rendre justice: & même il les faisoit exécuter avant que les Lettres de Marque eussent été signifiées aux Intereffés; en sorte que les Armateurs Anglois avoient déjà pris plus de trente vaisseaux lorsque les Ambassadeurs arrivèrent à Londres. Et bien que selon la coutume, que l'on doit considérer comme une espèce de *Droit des Gens*, particulièrement depuis qu'elle est confirmée par des Loix, & par le consentement de plusieurs Peuples, l'Amirauté doive juger: „ Si les navires, avec les marchandises dont ils sont chargés, ont été bien, ou mal pris, ” les Armateurs en avoient disposé sans connoissance de cause, & les marchandises avoient été distraites, & dissipées, sans avoir ouï les Parties, & sans aucune procédure précédente. Dès le mois d'Août 1651 ils avoient pris à la rade de Cadix un navire Zélandois fort chargé de plusieurs marchandises de grand prix, & entr'autres de 150000 écus en argent monnoyé. Au mois de Septembre suivant le Parlement avoit permis qu'on fît dans un des ports d'Angleterre un vaisseau de guerre de cet Etat, à l'instance particulière d'un Marchand, qui prétendoit que lorsqu'en l'an 1639 l'armée navale d'Espagne, commandée par Don Antonio d'Oquendo, fut battue & défaite aux Côtes d'Angleterre, les Vaisseaux de cet Etat l'avoient empêché de porter à bord d'un Vaisseau Espagnol des munitions de guerre, dont les Anglois affectoient de secourir les Espagnols dans la chaleur du combat. En un mot les Anglois ne demandoient qu'un prétexte, quelque mauvais qu'il fût, pour incommoder le commerce, & pour prendre sur les Marchands de ces Pays tous les navires qu'ils rencontroient indistinctement.

*St. John &  
Strickland re-  
fusent les pré-  
sents des Etats.*

Les Ambassadeurs n'eurent pas plutôt commencé leur négociation qu'ils eurent occasion de reconnoître quelle en seroit la fin. L'Etat les avoit chargé de deux bassins, & aiguières d'or massif, de la valeur de 10000 florins chacun, pour en faire présent à S. John & Strickland, comme une reconnoissance que les Rois & Etats ont accoutumé de faire aux Ambassadeurs pour leur témoigner la satisfaction que l'on a de leur conduite. Mais ils refusèrent de les recevoir, & temoignèrent par leur refus le peu d'inclination & d'envie qu'ils avoient d'obliger cet Etat, puisqu'ils ne vouloient pas lui être obligés.

*Libelles contre  
les Etats.*

On retrancha du nombre des Commissaires que l'on avoit donné aux Ambassadeurs ceux en qui on avoit reconnu quelque disposition à un accommodement; & on ne vouloit pas que les Ambassadeurs entretinssent les autres Membres du Parlement au sujet de



de leur négociation. La Ville de Londres étoit remplie de Li-  
bélles, & les Temples ne résonnoient que d'invectives contre cet  
Etat, & ses habitans. Il n'y avoit plus de justice pour les  
Hollandois, & il suffisoit qu'un navire le fût pour être confisqué,  
& vendu. Le Parlement fit revivre l'affaire d'Amboine, où le  
Général Hollandois avoit fait exécuter quelques Anglois. Il di-  
soit que cette prétention avoit été négligée sous le dernier Règne  
par les artifices de quelques Intereffés & flatteurs, qui avoient  
empêché le Roi d'en prendre connoissance, ou d'en témoi-  
gner du ressentiment. On parloit encor de plusieurs autres  
prétentions que la Compagnie des Indes Orientales d'Angle-  
terre disoit avoir contre celle d'Hollande, & que l'on faisoit  
monter à plus de vingt millions de florins, sans les interêts, qui  
passoient la somme principale; & sans la valeur de l'Île que les  
Indiens nomment Bularon, & nous Puleron. Les Anglois di-  
soient aussi que la Compagnie des Indes Occidentales leur devoit plus  
de quarante mille livres Sterlings. Ils en prétendoient vingt mil-  
le des Marchands Hollandois qui trafiquoient en Moscovie, &  
environ autant de la Compagnie de Groenland, qui avoit été éri-  
gée pour la Pêche de la Baleine: le tout avec les interêts depuis  
l'an 1618. Ils demandoient encore avec cela le dédomagement de  
plusieurs insultes qu'ils prétendoient leur avoir été faites, & dont  
ils disoient avoir porté leurs plaintes dès l'an 1645.

*Prétentions  
des Anglois.*

Ils reprochèrent par écrit aux Ambassadeurs (ce qu'ils publi-  
rent depuis dans leur Manifeste) la conduite de Boreel & de  
Renswoude, qui, à ce qu'ils disoient, au lieu de travailler à l'ac-  
commodement entre le Roi & le Parlement, avoient achevé d'âi-  
grir les esprits, & de porter les Parties aux dernières extrémités.  
Que les États avoient refusé de donner audience à Strickland;  
pendant qu'ils la donnoient à Macdowel, Ministre de l'ennemi dé-  
claré de la République. Que de tous les assassins de Doreflaus pas-  
un n'avoit été pris, ni puni; & que l'on avoit laissé évader le  
Prince Edouard, fils de la Reine de Bohême, & le Colonel  
Ashley, auteurs, & complices de plusieurs affronts que l'on avoit  
faits aux Ambassadeurs du Parlement à la Haye. Ils disoient en-  
core: Qu'ils pouvoient demander le dixième Haran de ceux que  
que les Hollandois avoient pêché le long de leurs Côtes depuis  
40 ans. Qu'on ne pouvoit pas leur refuser le remboursement de  
l'argent qui étoit dû à la Couronne d'Angleterre depuis le prêt  
que la Reine Elizabeth en avoit fait aux États, & dont ils n'a-  
voient remboursé qu'une partie au Roi Jaques, qui en retirant ses  
Garnisons des Villes de Briel, de Vlissingen, & du Fort de  
Rammekens, leur avoit bien quitté le surplus, mais qu'il n'avoit  
pu leur remettre, sans l'autorité du Parlement, une somme qui  
étoit due à sa Couronne. On se plaignoit aussi de ce qu'en Hol-  
lande les Pasteurs dénigroient en leurs Sermons les actions du Par-  
lement, & y parloient contre sa réputation. Enfin on demandoit  
réparation d'une insulte qu'un Capitaine Hollandois avoit fait à un  
Capitaine Anglois, en l'emmenant prisonnier avec son Vaisseau.

*Reproches du  
Parlement aux  
Ambassadeurs.*

Tout cela faisoit juger, ou que St. John & Strickland n'avoient  
point eu d'ordre de conclure à la Haye, ou que la difficulté qu'on  
avoit faite ici d'entrer indistinctement dans tous les interêts du

*Le Conseil d'  
Etat s'en expli-  
que.*

1652.

*Refuse de révoquer la Déclaration.*

*Justifie les Répresailles.*

Parlement avoit extrêmement irrité les Anglois, & les avoit rendu irréconciliables. Mais les Ambassadeurs ne furent que trop tôt persuadés qu'il ne leur seroit pas facile de faire un Traité d'Alliance & de Commerce, après la réponse que le Conseil d'Etat leur fit donner le 19 Janvier 1652. Il y disoit: „ Que la République ne pouvoit pas faire réflexion sur la négociation que ses Ambassadeurs avoient commencée à la Haye, puisque de tous les Articles qui avoient été mis sur le tapis pas un n'avoit été arrêté, ni conclu. Que le Parlement avoit cru être obligé de chercher l'avantage de la Nation Angloise, & de favoriser son commerce, en faisant publier la Déclaration touchant l'augmentation du commerce & de la navigation; & que jusqu'ici les Ambassadeurs n'avoient pas allégué une seule raison qui le pût obliger à la révoquer. Que la Veuve Pawlet n'ayant pu obtenir en Hollande la restitution du navire qui avoit été déprédé sur son mari, avec les Marchandises dont il étoit chargé, la République n'avoit pu lui refuser des Lettres de Répresailles. Que tout ce que le Parlement avoit pu faire, depuis que les Ambassadeurs étoient arrivés en Angleterre, avoit été d'ordonner que l'on n'exécutât plus ces Lettres; quoique l'on eût plutôt sujet d'en faire expédier de nouvelles à cause des nouvelles violences que les Hollandois continuoient de faire.” Il est vrai que le Conseil d'Etat ordonna que l'on feroit surseoir pendant quelque tems les procédures, commencées par devant l'Amirauté, pour quelques navires que les Armateurs vouloient faire confisquer. Mais les Intéressés ne purent pas jouir de ce bénéfice, tant à cause de l'imprudente chaleur de quelques Patrons Hollandois, qui poursuivoient la Sentence, que parce que l'Amirauté même refusoit de respecter les ordres du Conseil d'Etat.

Cependant on ne parloit plus du Traité, & les Anglois qui avoient souffert avec tant d'impatience le séjour d'un mois que leurs Ambassadeurs avoient fait à la Haye, c'est à dire dans un Etat où il est impossible de résoudre les affaires de cette nature sans le consentement non seulement de toutes les Provinces, mais aussi de toutes les Villes des mêmes Provinces, traînèrent les Ambassadeurs Hollandois plus de quatre mois devant que d'entrer en matière; quoique le Parlement eût la disposition absolue de toutes les affaires, & que la plupart eussent déjà été débattues, & presque réglées en Hollande. Ce ne fut que le 13 Mai qu'on commença à parler des trente six Articles qui avoient été proposés à la Haye, pour voir si on pourroit les convertir en un Traité d'Alliance, & de Commerce, capable de réunir les deux Nations. Mais les Commissaires Anglois formèrent tant de difficultés sur chaque Article, que les Ambassadeurs ne pouvoient plus douter que celles qu'ils rencontreroient dans la suite de leur négociation ne fussent tout à fait invincibles; puisqu'à la réserve de quelques Articles qui ne parloient que de la bonne intelligence entre les deux Etats, ils ne purent pas tomber d'accord d'un seul des autres. L'intention des Anglois étoit de se donner la liberté d'imposer, & de lever des droits sur toutes sortes de marchandises à l'entrée, & à la sortie de leurs ports & havres, ainsi qu'ils le jugeroient à propos; & pour cet effet de faire observer les Loix

&



& les Ordonnances qu'ils avoient faites sur ce sujet. Les Ambassadeurs disoient au contraire; Que l'intention de leurs Maîtres étoit de stipuler, que leurs Sujets jouiroient des mêmes droits, libertés, & franchises en Angleterre que l'on accordoit aux Anglois en Hollande, & de faire en sorte que cet avantage fût réciproque.

Les Anglois en réglant la qualité des marchandises prétendoient faire comprendre parmi celles de contrebande le blé, les légumes, & autres vivres. Les Hollandois s'y opposoient, & disoient, que c'étoit des marchandises dont le transport devoit être permis indistinctement à tout le monde, pourvu qu'on ne les voulût pas faire entrer dans des Places investies, ou formellement assiégées. Les Anglois vouloient qu'il leur fût permis de visiter les navires de ces Pays. Les Ambassadeurs ne le vouloient pas souffrir, & avoient ordre de s'y opposer fortement. Les Ambassadeurs vouloient conserver aux habitans de ces Provinces la liberté du commerce des Caribes, & les Commissaires les en vouloient exclure, aussi bien que toutes les autres Nations de l'Europe. Les uns soutenoient, que la mer hors la portée du Canon étoit libre & commune à tout le monde, & vouloient se maintenir dans la possession où ils étoient depuis plus de 150 ans, en vertu du XVIII. Article du Traité d'*Entrecours*, de pêcher aux Côtes de l'un & de l'autre Pays, sans trouble & sans empêchement. Les autres protestoient au contraire, que c'étoit un droit acquis de tout tems à l'Angleterre. Que le Roi Henri VII. avoit fait le Traité d'*Entrecours* pendant les troubles & les désordres du Royaume. Qu'il n'avoit pu obliger à l'exécution d'un Traité, qui aliénoit les droits de la Couronne, les Rois ses successeurs, qui avoient souvent protesté, qu'ils n'en pouvoient pas être dépossédés par qui que ce soit; & même que le Roi Jaques avoit autrefois soutenu que ces droits lui appartenoient à cause de son Royaume d'Ecosse, dont Henri VII. n'avoit pas pu disposer. Que le Traité d'*Entrecours* avoit été fait avec le Roi d'Espagne, aux droits duquel les Etats ne pouvoient pas prétendre d'avoir succédé. Ils ne purent pas non plus convenir du salut du Pavillon, que les Anglois vouloient faire rendre à la République par devoir & comme une soumission; & les Hollandois soutenoient, que ce n'étoit qu'une civilité, qui ne peut être exigée, & que l'on ne rend que de bonne volonté, & de gré à gré.

Les Ambassadeurs firent ouverture de quelques moyens dont ils croyoient qu'on pourroit se servir pour assurer la navigation & le commerce, par la jonction des forces maritimes des deux Etats. Mais les Anglois répondirent: Qu'ils se chargeroient bien seuls de ce soin & de cette dépense, & qu'ils vouloient que les Etats leur eussent cette obligation particulière. Mais leur véritable intention étoit d'empêcher les Etats d'armer par mer, & en faisant accroire qu'ils assureroient la liberté du commerce des Hollandois, ils prétendoient en demeurer les maîtres absolus, puisqu'ils le seroient de la mer, où on ne verroit plus que leur Pavillon. Ils vouloient encor se donner la liberté d'arrêter en pleine mer, & de visiter, non seulement les navires Marchands, mais même les Vaisseaux de guerre de l'Etat. Et les Hollandois bien loin d'y acquiescer, vouloient au contraire que non seulement leurs Vais-

Forme plusieurs autres difficultés.  
Touchant les Marchandises de Contrebande.

Commerce des Caribes.

La Pêche.

Les Anglois veulent seuls armer.

1652. feaux ne fussent point visités, mais même que leurs navires, comme étant francs, rendissent aussi franches toutes les marchandises dont ils se trouveroient chargés. Les Commissaires s'opiniâtroient d'un côté, & les Ambassadeurs protestoient de l'autre qu'ils avoient des ordres si exprès sur tous ces points qu'ils ne pouvoient se relâcher sur aucun. Leur Instruction étoit en effet claire & précise sur ce texte, & M. Guillaume Nieuwpoort leur avoit apporté de nouveaux ordres qu'ils ne pouvoient excéder.

*Nieuwpoort  
envoyé en An-  
gleterre.*

Il étoit Receveur du Domaine en Nordhollande, & avoit de grandes habitudes en Angleterre, particulièrement parmi ceux du Parlement. Les Ambassadeurs n'y en avoient aucune, & s'accordoient si mal entr'eux, qu'ils étoient devenu l'objet de la raillerie du Peuple, qui ne parloit que des trois Ambassadeurs désunis des Provinces Unies. Ils avoient d'ailleurs des contestations continuelles & inévitables avec les Commissaires du Parlement; de sorte que devant qu'ils eussent réglé un seul Article du Traité, il arriva un accident qui acheva de faire tomber toute leur négociation.

*Défenses aux  
Matelots de  
servir d'autres  
Princes.*

Toute la conduite des Anglois faisoit juger qu'il seroit impossible de s'empêcher d'en venir à de plus grandes extrémités avec eux. C'est pourquoi dès le commencement de l'année 1652 les Etats avoient fait faire défenses aux Matelots, & à tous ceux de cette profession, de préférer le service des Princes Etrangers à celui de l'Etat, & ordonné à l'Amirauté de ne point permettre que l'on transportât hors du Pays de l'artillerie, de quelque calibre qu'elle pût être, du salpêtre, de la poudre à canon, des cables, ancres, cordages, & autres matériaux servant à la construction des navires, & à la navigation, comme aussi toutes sortes d'armes offensives, & défensives, & de révoquer tous les passeports qui pouvoient avoir été accordés ou expédiés pour cela.

*Armement de  
50 Vaisseaux.*

Les Etats d'Hollande qui considéroient que le commerce, qui est comme l'ame & la subsistance, non seulement de leur Province, mais aussi de tout l'Etat, y étoit extrêmement intéressé, firent faire défenses aux navires de sortir des ports du Pays avant le 1. Avril, auquel tems ils esperoient être en état de les faire escorter par un bon nombre de Vaisseaux de guerre. Ils firent aussi résoudre dans l'Assemblée des Etats Généraux: „ Que par provision „ on armeroit 50 Vaisseaux de guerre; & que pour cette fois „ seulement, & sans préjudice de l'équipage que chaque Collège „ de l'Amirauté est obligé de faire ordinairement, la Hollande en „ armeroit 38, la Zélande 9, la Frise 2, & Groningue 1.”

*Et encor de  
100.*

Ce furent eux aussi qui firent proposer aux Députés de Zélande, & ensuite résoudre dans l'Assemblée des Etats Généraux, l'armement de 100 Vaisseaux de guerre, outre les 50 premiers, & sans les autres qui étoient déjà en état. Que le plus petit de ces 150 Vaisseaux auroit 120, ou 125 piés de quille, sur 27 à 28 de largeur, & seroit monté de 28 ou 30 pièces de canon de fer, de 12 à 18 livres de balle, & de 4 de fonte de 24 livres. Qu'on les prendroit dans les Arsenaux de l'Etat, ou bien dans les Magasins des deux Compagnies des Indes; & que l'équipage seroit composé de 85 matelots, & de 25 Soldats, qui ne seroient point pris dans les Compagnies ordinaires, mais expressément enrôlés pour



pour cela. Ce que j'ai cru devoir remarquer pour faire voir la différence de l'équipage de ce tems-là avec celui qu'on a fait pendant la dernière guerre d'Angleterre, où la plus chetive monture de la flotte pouvoit être mise en paralelle avec le Vaisseau Amiral que Tromp commandoit dans la première.

On parloit de mettre en mer 150 Vaisseaux, & cependant l'Etat n'en avoit presque point, parce que la Paix avoit jetté l'Amirauté dans une si profonde sécurité, que croyant que l'on n'auroit jamais de guerres, elle avoit vendu une partie de ses meilleurs bâtimens. Tellement que l'on fut contraint de lui ordonner d'en prendre à frêt de quelques particuliers pour 4 mois, ou pour plus lontems, si l'Etat en avoit besoin. On fit un Règlement pour les conditions du frêt des Vaisseaux, pour les appointemens & gages des Officiers, Soldats, & Matelots, comme aussi pour les vivres. On ordonna que le frètement se feroit par quelques-uns des plus notables Bourgeois des Villes où les armemens se feroient, à la nomination des Bourguemaîtres, qui leur en confieroient la direction; & que ces Directeurs rendroient ce service au public par un mouvement de zèle, & sans esperance de gages, ou de recompense.

Il fut aussi résolu: Que l'on feroit bâtir 30 Vaisseaux neufs, & que pour cet effet les Provinces feroient un fonds de deux millions, qui fut après cela augmenté de pareille somme. Mais les Etats d'Hollande ne consentirent à la levée de ce dernier fonds qu'à condition, qu'on préleveroit huit cent mille florins sur cette somme, pour être employés sur l'Etat de la guerre, au profit de l'Amirauté. Que toutes les marchandises & denrées payeroient deux pour cent à la sortie, & un pour cent à l'entrée; & que les navires, à la réserve de ceux qui iroient au Nord, ou qui seroient employés à la Grande Pêche, payeroient 5 sous par tonneau à l'entrée, & 10 à la sortie, dont la recette se feroit par des Directeurs, en la même manière qu'il avoit été autrefois pratiqué, particulièrement en 1643. On prétendoit affecter le revenu de ces droits au remboursement des sommes considérables que l'on étoit obligé de prendre à intérêt; & d'autant que les Villes employèrent leur credit pour trouver de l'argent, l'Etat en général, & toutes les Provinces en particulier promirent de les garantir & dédommager.

La Hollande pour trouver un fonds proportionné à cette grande dépense, dont elle étoit obligée de supporter la plus grande partie, obligea la Chambre des Comptes du Domaine à fournir une somme de six cent mille florins; & pour achever celle de cent seize mille six cent quatrevingt huit florins dix sous, faisant sa part des deux millions, elle obligea ses Villes à avancer le reste sur leur crédit. Elle ordonna que l'Abbaye de Berne, que la Paix de Munster avoit réunie à la Souveraineté de cette Province, seroit vendue; & fit lever le deux-centième denier de la valeur du bien que ses habitans possédoient, & que les Villes avancèrent aussi. Les nonvaleurs des années passées, & particulièrement des années 1645, & 1646, furent exactement recherchées. On obligea les Hôpitaux à payer tous les ans les mêmes droits dont les maisons, & autres immeubles sont chargés, & l'on augmenta ces droits d'un tiers. Le Prince d'Orange, Frédéric Henri, & le

1652.

*Les particuliers suppléent à l'armement.*

*30 Vaisseaux neufs. Fonds de quatre millions.*

*Fonds de la Hollande.*

*Qui vend l'Abbaye de Berne, & leve le deux-centième denier.*

*Dans la Seinde.*

1652. Seigneur de Bréderode; son beaufrere, avoient fait jusqu'alors exempter les habitans d'Ysselstein, de Leerdam, & de Vianen, leurs Vassaux, du paiement du deux-centième denier, que ceux des autres Villes payoient. On abolit cette exemption à leur égard, aussi bien qu'à celui des Villages du Pays d'Altena, du Ressort de la Ville d'Heusden, des six Villages de la Sud-Hollande & de Sevenbergen, que l'on avoit ci-devant épargné à cause des contributions qu'ils avoient été contraints de payer aux ennemis pendant la guerre.

*Les Anglois  
prétendent l'  
Empire de la  
Mer.*

Nous avons vu que les Ambassadeurs Hollandois négocioient à Londres sans apparence de succès. Les Commissaires leur avoient dit dans les Conférences, que leur République auroit soin de nettoyer la mer, qu'elle se chargeroit seule de cette dépense, & qu'il n'étoit pas nécessaire que cet Etat en fit en armant un nombre de Vaisseaux de guerre. Mais ils ne demeurèrent pas longtems dans ces termes de civilité. Dès qu'ils virent que l'intention de cet Etat étoit d'armer quand ses voisins seroient armés, ils déclarèrent : „ Que leur République ne le souffriroit pas. Que c'étoit un droit „ qui lui étoit acquis, à l'exclusion de toutes les autres Nations. „ Que l'Empire de la mer lui appartenoit, & que les Anglois ne „ souffriroient pas qu'aucun autre Pavillon y parût que celui de „ leur République. ” Ils vouloient aussi obliger les navires des habitans de ces Provinces, & même les Vaisseaux de l'Etat, à souffrir la visite, pour voir s'ils n'étoient pas chargés de marchan-

*Les Ambassa-  
deurs ont ordre  
de s'y opposer.*

dises de contrebande, ou qui appartenoint à leurs ennemis. Nieuwpoort, en passant en Angleterre, y avoit porté aux Ambassadeurs les prétentions de la Compagnie des Indes Orientales de ce Pays, dont on vouloit faire une compensation avec celles de la Compagnie Angloise, & aussi les dernières intentions de l'Etat, avec un ordre positif de s'opposer à cet Empire que les Anglois entreprenoient d'étendre sur toutes les mers, & à l'autorité qu'ils vouloient se donner de visiter les navires, & les marchandises. La France en faisant un Règlement pour le commerce, en 1646, avoit permis aux habitans de ces Provinces, de charger leurs navires de marchandises ennemies, nonobstant la disposition des anciennes Ordonnances du Royaume, pourvu que ces marchandises ne fussent pas de contrebande; & le Traité de Marine que l'on avoit fait en 1650 avec l'Espagne disoit la même chose en termes exprès. C'est pourquoi les Etats ne vouloient, & ne pouvoient pas permettre que les Anglois fissent en pleine mer une visite qui leur acquéreroit un droit de supériorité insupportable, & qui incommoderoit si fort la navigation & le commerce, qu'il ne se pouvoit qu'il ne fût entièrement ruiné en très peu de tems. Aussi avoient-ils ordonné bien expressément à leur Amiral, d'employer les armes qu'il commandoit au secours des navires de ces Pays que les Anglois entreprendroient d'arrêter, & de visiter; & c'étoit principalement pour cet effet qu'ils résolurent d'armer 50 Vaisseaux de guerre.

*Les Etats font  
savoir au Par-  
lement qu'ils  
arment.*

*Et aux au-*

Ils donnèrent avis de leur armement au Parlement d'Angleterre, & le firent assurer en même tems : „ Que ce n'étoit pas leur intention „ d'offenser personne, mais seulement de protéger leurs Sujets contre les violences qu'on leur voudroit faire. ” Ils firent donner les



les mêmes assurances aux autres Puissances voisines, afin de lever 1652.  
l'ombrage qu'elles eussent pu prendre d'un armement si extra-  
ordinaire.

*tres Princes.*

Cette civilité fut bien reçue par tout, excepté en Angleterre, où cette Déclaration acheva d'aigrir tellement les esprits que quand même il y auroit eu quelque disposition à l'accommodement, elle auroit été capable de les détruire. Les Anglois la prenoient pour une menace, & se persuadoient que cet armement ne se faisoit que contre eux, & pour leur contester l'Empire de la mer; qu'ils prétendoient leur appartenir. Les sentimens des deux Nations étoient si éloignés, & il y avoit encor tant de differends à ajuster que l'on n'espéroit plus de pouvoir conclure le Traité, lorsqu'une rencontre imprévue jetta les deux Etats dans une rupture formelle.

*Les Anglois s'en offensent.*

Les Anglois avoient fait partir leur armée navale dès qu'ils furent informés du puissant armement qu'on avoit résolu en Hollande: quoiqu'il ne fût considérable en effet que par le grand nombre de Vaisseaux dont il étoit composé. J'estime devoir ajouter, que d'autant que l'on ne pouvoit pas douter en Hollande des mauvaises intentions des Anglois, on y résolut avec tant de précipitation l'armement des cent Vaisseaux, outre celui des cinquante qui avoit déjà été arrêté auparavant, que les Députés de quelques-unes des Villes de la Province dont les Etats étoient composés, étant allé chez eux vers la fin de la semaine, comme ceux des Villes les plus voisines de la Haye ont accoutumé de faire, ceux qui étoient demeuré ne laissèrent pas de résoudre l'armement, avec le fonds de deux millions, & d'ordonner au Conseiller Pensionnaire, de former la Résolution en l'absence des autres Députés: quoique pour des affaires de cette nature le consentement positif, & unanime de tous les Membres de la Province soit absolument nécessaire & indispensablement requis. Les Députés absens étant revenu, ceux qui avoient pris cette Résolution contre les formes & les maximes fondamentales de l'Etat, ne laissèrent pas de la faire agréer par l'Assemblée, en représentant, „ que la difficulté que les autres Provinces avoient „ faite de consentir à un seul des points que la Hollande avoit „ jugé nécessaires pour la conservation de l'Etat, leur avoit fait „ croire qu'il y auroit du danger si elle ne résolvoit promptement „ l'armement de cent Vaisseaux; & que cette considération ne „ leur avoit pas permis d'attendre le retour des absens. ” En effet ceux d'Hollande étoient obligés de saisir le moment favorable du consentement unanime des six autres Provinces, tant pour les mêmes Equipages, que pour le fonds, & pour les défenses que l'on fit aux navires de sortir des ports; ensorte qu'ils auroient manqué aux intérêts de leur Province s'ils avoient différé de prendre cette importante Résolution. Mais comme dans ce procédé il y avoit quelque chose d'irrégulier, il ne fut approuvé par une Résolution formelle qu'avec cette clause expresse: „ Que cette action „ ne tireroit point à conséquence pour l'avenir. ”

*Irrégularité dans la Résolution des Etats d'Hollande.*

*Elle est confirmée.*

Cependant les Etats Généraux, & particulièrement ceux d'Hollande, pour se mettre à couvert des surprises dont on menaçoit leurs ports & leurs Villes maritimes, firent réparer les fortifica-

*On fortifie les frontières.*

1652.

*On renforce  
les Garnisons.**Rendez-vous  
de l'armée na-  
vale des Etats.**Ordre à Tromp  
de saluer le  
Pavillon.**Il s'approche  
des Côtes d'An-  
gleterre.**Rencontre des  
deux armées  
navales.*

tions de Briele, en firent faire de nouvelles à l'entrée du Texel, & de Vlie, & à Helvoet. Ils renforçèrent les Garnisons des Villes d'Hollande & de Zéelande, auxquelles les Anglois, qui faisoient aussi avancer des troupes vers leurs places maritimes, eussent pu faire insulte.

L'armée navale des Etats avoit son rendez-vous à travers le Village de Schéwelingen, qui n'est presque un Hameau, à une demie lieue de la Haye, entre le Texel & la Meuse. Elle n'étoit d'abord composée que de quarante deux Vaisseaux de guerre, & de quelques Brulots & Galioles, sous le commandement de Martin Harpertson Tromp, Lieutenant-Amiral d'Hollande, grand Capitaine de mer, & le plus capable de tous ceux qui ont occupé ce poste avant lui, & qui l'occuperont à l'avenir. Avant que de s'embarquer il voulut savoir, comment les Etats vouloient qu'il en usât avec les Anglois à l'égard du salut du Pavillon. On lui demanda comment il en avoit usé du tems du feu Roi d'Angleterre, & sur ce qu'il répondit, que les Vaisseaux de cet Etat lorsqu'ils rencontroient ceux du Roi dans la Manche, ou sur les Côtes d'Angleterre, avoient accoutumé de les saluer de leur artillerie, & en baissant Pavillon, particulièrement lorsque les Anglois se trouvoient les plus forts, on se contenta de lui donner l'ordre général, d'en user avec prudence; mais de ne rien faire au préjudice de l'honneur de l'Etat. Et afin d'éviter la rencontre des Anglois, on lui défendit de s'approcher des Côtes d'Angleterre.

Mais comme l'armée navale n'étoit pas en sûreté en demeurant sur les fers à Schéwelingen à cause du vent du Nord & de Nord-Est qui regnoit & chassoit contre la Côte, il alla gagner celle de Flandre, où il rencontra la même incommodité. Tellement que n'osant se fier à ses ancres & à ses cables parmi les bancs qui couvrent cette Côte, & la tempête dont ses Vaisseaux étoient battus l'incommodant extrêmement, il s'en éloigna pour se mettre à l'abri de la Côte d'Angleterre. En approchant des Dunes il détacha deux Vaisseaux, avec ordre d'aller saluer de sa part le Major Bourn, que l'Amiral Blake y avoit laissé avec une Escadre de 8 à 10 Vaisseaux, pendant qu'il étoit allé vers le Ponant de l'Angleterre. Tromp fit dire à Bourn, que le vent contraire l'ayant forcé d'éviter la Côte de Flandre, où il avoit perdu plusieurs ancres & cables, il venoit chercher sous celle d'Angleterre une bonne rade où il pût radoubier ses Vaisseaux; & qu'il avoit bien voulu l'en avertir afin de prévenir l'ombrage qu'il en pourroit prendre. Les Capitaines qui furent employés à cette Commission furent reçus avec civilité; mais on ne laissa pas de leur faire entendre, que l'on seroit bien aise que Tromp s'éloignât des Côtes d'Angleterre.

Il se retiroit en effet vers celle de Calais, quand un Capitaine de navire Hollandois vint lui donner avis, que le jour précédent il avoit laissé auprès de Firlex sept navires marchands, que lui, & un autre Capitaine avoient escorté depuis la mer Méditerranée. Qu'ils étoient richement chargés. Que douze Vaisseaux de guerre Anglois les visitoient, & qu'il y avoit lieu de craindre qu'ils ne les emmenassent. Sur cet avis Tromp changeant de route à dessein d'aller promptement dégager ces navires marchands, ren-  
contra,



contra, le 29 Mai, l'Amiral Blake à la tête d'une Escadre de quinze Vaisseaux. Dans la Lettre que Tromp écrivit aux Etats Généraux, & aux Ambassadeurs qui étoient de leur part à Londres, au sujet de cette rencontre, il disoit : „ Qu'en approchant de la Flotte Angloise il se mit aussitôt en état de saluer le Pavillon du Parlement. Qu'il faisoit ferler le sien pour l'abatre, & qu'il alloit faire mettre sa chaloupe en mer pour envoyer faire civilité à l'Amiral Anglois; mais que celui-ci cherchant querelle ne lui enavoit pas donné le loisir, & lui avoit fait tirer trois coups de canon. Et enfin que lui Tromp ayant répondu au troisième, Blake lui avoit tiré sa batterie toute entière.”

Toutes les Relations de ces Pays, & la déposition uniforme des Capitaines de la Flotte de Tromp disent la même chose, & rejettent sur Blake la cause de la rupture. Les Anglois au contraire disent, „ que Tromp refusant de saluer le Pavillon de la République, & d'abatre le sien, Blake lui tira trois coups de canon. Que Tromp répondit au troisième de toute sa batterie, & arbora en même tems l'Enseigne rouge; de sorte que ce fut lui qui commença le combat, & occasionna la guerre entre les deux Nations. Blake ajoutoit : Que l'armée Hollandoise ayant aperçu celle du Parlement, avoit changé de route, & que Tromp s'étant mis à la tête étoit venu droit à lui. Qu'au lieu de baisser Pavillon, après en avoir été averti par trois coups de canon, il avoit tiré droit au Vaisseau qui portoit le Pavillon de la République, & qu'immédiatement après il l'avoit chargé de toute sa batterie, & en arborant Pavillon rouge avoit donné le signal du combat.” Il est certain que Tromp avoit ordre d'éviter toutes les occasions qui le pourroient engager avec les Anglois; & il n'y a point d'apparence que son intention fût de les offenser puisqu'il lui étoit facile de ruiner l'Escadre de Bourn dans les Dunes, & qu'il pouvoit combattre Blake avec avantage avant que de donner à son autre Escadre le loisir de le joindre. Elle s'étoit avancée au bruit des premières canonades; de sorte que l'avantage que Tromp avoit à cause du nombre se trouva bien balancé par la qualité, la grandeur, l'équipage, & la monture des Vaisseaux Anglois. La nuit finit le combat, & sépara les deux armées; l'une & l'autre s'éloignant d'un lieu qui leur devoit montrer les tristes suites de cette fâcheuse journée. Les Hollandois y perdirent deux Vaisseaux que les Anglois avoient coupé, & dont l'un étoit en si mauvais état qu'ils furent contraints de l'abandonner. Le Vaisseau de Blake avoit été mis hors de combat, l'artillerie de Tromp lui ayant brisé le mât de Misène, mis ses voiles en lambeaux, & coupé la plupart de ses cordages. Le lendemain l'Amiral Hollandois se trouva à la radé de S. Jean, auprès de Boulogne, où il comptoit de rencontrer les navires marchands qui venoient de la Méditerranée, & Blake se retira aux Côtes d'Angleterre.

Les deux Amiraux tâchèrent de justifier leur action, de prévenir l'esprit de leurs Maîtres, & de charger chacun son ennemi de la haine de la première agression. Les premiers avis du combat ayant été portés à la Haye y causèrent de l'étonnement. Mais ils firent à Londres un effet tout contraire, parce qu'il y avoit déjà longtems que les Anglois ne donnoient que trop de marques

*Les deux Chefs ne sont pas d'accord de l'agression.*

*Particularités du combat.*

*Dont la nouvelle surprend les Etats.*

*Et irrité l'Angleterre.*

1652.

*Le Parlement  
donne des Gar-  
des aux Am-  
bassadeurs.*

de leur mauvaise intention. Ils confideroient & traitoient les Hollandois comme des ennemis, puisqu'ils venoient de contraindre trois Vaisseaux de guerre, qu'ils avoient rencontré dans la Manche, servant d'escorte à quelques navires marchands, de baisser pavillon, après les avoir combattu près de trois heures. Dès que le Parlement eut appris les particularités du combat par les Lettres de Blake, il résolut d'armer, de mettre en mer, & même de remorquer pour cet effet tout ce qu'il y avoit de Vaisseaux dans les ports du Royaume. Blake eut ordre de rentrer en mer, & Cromwell alla avec une partie des troupes dans la Province de Kent pour l'assurer contre les décentes. Le Parlement envoya en même tems quelques-uns de ses Gardes à Chelsey, sous prétexte de la sureté des Ambassadeurs Hollandois, que le peuple menaçoit d'un affront, & leur Hôtel du pillage. Il en vouloit, disoit-il, conserver les personnes, & les préserver de violence; mais sa véritable intention étoit de faire observer leurs démarches, & de les empêcher d'avoir aucun commerce avec ses ennemis, puisque lorsque le Maître des Cérémonies les voulut conduire à l'audience après cette action, l'Officier qui commandoit la Garde fit difficulté de les lui laisser, & en effet ne les quitta qu'après qu'on lui eût fait voir un Ordre du Conseil d'Etat.

*Les Ambassa-  
deurs justifient  
l'intention des  
Etats.*

Cependant les Anglois faisoient tous les navires Hollandois qui se trouvoient dans leur ports, & prenoient tous ceux qu'ils rencontroient sur mer; ils faisoient travailler jour & nuit à l'armement de leurs Vaisseaux, & dispoisoient toutes choses à une rupture formelle. Les Ambassadeurs voulant la prévenir, demandèrent dans leur audience copie de l'Information que Blake avoit envoyé, avec permission de la communiquer aux Etats, afin de la pouvoir confronter avec celle de Tromp. Ils promirent de justifier son procédé, & prièrent le Parlement de laisser en attendant les affaires en l'état où elles étoient, & de faire continuer les Conférences & la négociation. Ils ne voulurent pas d'abord justifier l'action de Tromp, mais seulement l'intention de leurs Maîtres. Pour cet effet ils communiquèrent les ordres qu'on lui avoit donné de ne point approcher des Côtes d'Angleterre, & de se tenir auprès d'Ostende & de Nieuwpoort. Ils représentèrent qu'il ne s'étoit éloigné des Côtes d'Hollande & de Flandre que par nécessité, & pour prévenir la perte d'une infinité de ses Vaisseaux qui alloient échouer. Qu'il falloit confronter & examiner les deux Relations, qui se trouvoient bien différentes, & que si on pouvoit vérifier que Tromp fût l'agresseur, l'Etat satisferoit le Parlement, non seulement en défavouant l'action, mais aussi en punissant sévèrement l'auteur de l'aggression.

*Le Parlement  
s'en moque.*

Mais il n'y avoit plus de mesures à prendre pour empêcher la rupture formelle entre les deux Etats. Le Parlement qui l'avoit résolue depuis le refus que les Etats avoient fait d'entrer aveuglément dans tous les intérêts de la nouvelle République, & de s'unir indissolublement avec elle, ne cherchoit plus qu'un prétexte pour la colorer. Il répondit: „ Qu'il vouloit bien croire charitable-  
„ ment ce que les Ambassadeurs disoient des bonnes intentions  
„ de leurs Maîtres; mais que leurs actions ne répondoient pas  
„ aux protestations de leurs Ministres. Que cette agression faite  
„ dans



„ dans le tems même que les Ambassadeurs de cet Etat pressoient  
 „ leur négociation avec chaleur, & l'armement extraordinaire  
 „ qu'on avoit fait en ces Pays en tems de paix & sans nécessité,  
 „ faisoient assés juger que dès ce tems-là on avoit dessein de fai-  
 „ re à la nouvelle République l'insulte qu'elle venoit de recevoir.  
 „ Qu'il étoit persuadé que l'intention des Etats étoit de ravir à  
 „ l'Angleterre les droits & les prérogatives qu'elle possédoit dé-  
 „ puis plusieurs siècles, & de ruiner ensuite une République dans  
 „ le tems qu'elle étoit à peine formée. Ainsi qu'elle pouvoit avec  
 „ justice demander réparation pour le passé, & assurance que cela  
 „ ne se feroit plus à l'avenir.”

Les nouvelles de la rencontre qui étoit arrivée le 29 Mai en-  
 tre Blake & Tromp, ne furent portées à la Haye que le 3 Juin à  
 10 heures du soir. En même tems les Etats Généraux envoyè-  
 rent ordre à tous les Collèges de l'Amirauté, de faire achever l'ar-  
 mement des 150 Vaisseaux extraordinaires. Ils ne pouvoient pas  
 douter que les Anglois, qui même devant ce combat avoient com-  
 mis plusieurs violences, ne se déclarassent, & n'en prissent occa-  
 sion de se ressentir du mauvais succès de la négociation de leurs  
 Ambassadeurs. Les Conseillers Députés d'Hollande convoqué-  
 rent aussitôt les Etats de la Province, & les Deputés Ordinaires  
 des autres Provinces prièrent leurs Committens, de les fortifier de  
 quelques Députés Extraordinaires, munis de plein-pouvoirs & d'au-  
 torité pour résoudre les plus importantes affaires, & pour exécute-  
 ter les Résolutions que l'on ne pouvoit pas différer de prendre  
 selon les conjonctures présentes.

Les trois Ambassadeurs qui étoient de la part de l'Etat à Lon-  
 dres n'y avoient pas acquis beaucoup de crédit ni de réputation,  
 à cause de leurs divisions, & Nieuwpoort qui n'étoit pas défa-  
 grable à quelques Membres du Parlement, n'avoit point de ca-  
 ractère, n'y ayant été envoyé que pour porter les dernières in-  
 tentions des Etats touchant les trente six Articles. De sorte que  
 sur l'ouverture que les Etats d'Hollande firent d'une Ambassade  
 Extraordinaire au Parlement de la République d'Angleterre, les  
 Etats Généraux résolurent de donner cet Emploi à M. Adrien Paw,  
 Seigneur d'Heemstede, Conseiller Pensionnaire de cette Provin-  
 ce, qui l'avoit nommé. C'étoit sans doute un personnage fort  
 propre pour cette négociation, tant à cause de ses qualités natu-  
 relles, que de celles qu'il avoit acquises par une expérience con-  
 sommée dans plusieurs autres Députations & Ambassades. Cette  
 Résolution fut prise le 13 Juin, & on employa la nuit suivante à  
 faire les Dépêches de l'Ambassadeur, afin de le pouvoir faire par-  
 tir dès le lendemain.

Afin de ne pas aigrir d'avantage les Anglois, les Etats écrivi-  
 rent à Tromp: „ Qu'à l'égard du salut du Pavillon dont on s'é-  
 „ toit rapporté à sa discretion, & qui avoit donné occasion au  
 „ scandale, il fit à celui de la République les mêmes honneurs  
 „ que l'on avoit fait ci-devant à celui du Roi d'Angleterre, &  
 „ qu'il la traitât de la même manière.” On lui ordonna encore,  
 de ne point chercher, ni attaquer la Flotte Angloise; mais que  
 si elle l'attaquoit il eût à se défendre, & même qu'il devoit sortir  
 des termes d'une défense nécessaire pour l'offenser & la détruire,

*Les Etats font  
hâter l'arme-  
ment.*

*Et résolvent  
d'envoyer à  
Londres un  
Ambassadeur  
Extraordinaire.*

*Qui est, le S.  
d'Heemstede.*

*Ordre à Tromp  
de saluer le Pa-  
villon.*

1652. s'il pouvoit, d'envoyer les Vaisseaux qu'il prendroit aux Colléges de l'Amirauté, & de traiter les prisonniers avec discretion & civilité.

*Heemstede arrive à Londres.*

*Sa première audience.*

Heemstede en arrivant le 18 Juin à Gravesende, y rencontra Nieuwpoort, qui après avoir exécuté sa Commission voyant qu'il n'y avoit rien à faire avec les Anglois, retournoit en Hollande. Mais l'Ambassadeur le ramena à Londres, à dessein de se servir de ses conseils & de ses habitudes dans la suite de la négociation. Il eut sa première audience au Parlement le 21 du même mois, & le lendemain au Conseil d'Etat. Il y dit: „ Que „ les Etats, ses Maîtres, n'avoient rien fait, ni fait faire dont le „ Parlement se pût raisonnablement offenser. Qu'ainsi il jugeoit „ qu'il n'y avoit rien qui dût, ou pût altérer l'amitié qu'ils prétendoient entretenir avec la République d'Angleterre avec „ toute la sincérité & la fidélité imaginable. Que les Etats bien „ loin d'avoir empêché Tromp de rendre au Pavillon d'Angleterre le salut qu'ils reconnoissoient être dû à la première République de l'Europe, ou que Tromp eut refusé d'obéir à ces „ ordres, l'on pouvoit vérifier qu'il s'étoit mis effectivement „ en devoir de mettre Pavillon bas, & qu'il envoyoit ses gens à „ bord de Blake pour lui faire les civilités qu'il croyoit lui „ être dues, lorsque celui-ci lui avoit lâché toute sa bordée. Qu'ils „ ne manqueroient pas cependant de donner satisfaction au Parlement, soit en justifiant l'action de leur Lieutenant-Amiral, s'il „ étoit innocent, soit en la punissant avec tant de sévérité, si on „ le pouvoit convaincre d'avoir été l'agresseur, qu'il serviroit à „ jamais d'exemple à ceux qui oseroient à l'avenir entreprendre „ de troubler le repos public, & d'altérer la bonne intelligence „ entre les deux Etats. Enfin qu'il jugeoit que c'étoit là tout ce „ ce que la République d'Angleterre pouvoit légitimement désirer de celle des Provinces Unies.”

*Il n'a point de pouvoir.*

*Les trois Ambassadeurs promettent de le faire avouer.*

Heemstede avoit été obligé de précipiter tellement son voyage qu'il avoit oublié, ou négligé de se charger d'un Pouvoir pour négocier. De sorte que dès la première Conference qu'il eut avec les Commissaires du Conseil ils firent difficulté de négocier avec lui, puisqu'il ne pouvoit point produire de Pouvoir; & refusèrent de continuer les Conferences jusqu'à ce que les trois Ambassadeurs eussent promis au Parlement, & se fussent engagés par écrit, de faire exécuter ponctuellement tout ce dont on conviendrait avec lui. Sur cette assurance on continua les Conferences; mais sans esperance, ni apparence de succès.

*Il demande le jugement de quelques personnes désintéressées.*

Dans celle qu'il eut le 24 du même mois, il representa aux Commissaires: „ Que puisque l'on n'étoit pas d'accord des „ particularités de la rencontre du 29 Mai, & que la Relation de „ Blake se trouvoit directement opposée à la Déclaration de „ Tromp & des Officiers de sa flotte, il seroit à propos, pour le „ repos des deux Nations, qu'on ne parlât plus du passé. Que si „ néanmoins le Parlement jugeoit qu'il fût nécessaire d'éclaircir „ le fait, il faudroit faire examiner les deux Relations par des amis „ communs, & par des personnes désintéressées. Que cela étoit „ d'autant plus juste que comme les Etats ne vouloient pas être „ juges de leurs propres intérêts, ils esperoient aussi que le Parle- „ ment



„ ment ne le voudroit pas être des siens; & que dans deux dé-  
 „ positions absolument contraires un tiers étoit nécessaire pour  
 „ l'éclaircissement de la vérité. Que tout ce que l'on pouvoit  
 „ désirer des Etats, ses Maîtres, c'étoit de défavouer Tromp,  
 „ s'il étoit l'agresseur, & de le faire punir, s'il étoit coupable.  
 „ Que quand même il seroit coupable, les Etats qui ne lui avoient  
 „ point donné d'ordre, & qui défavouoient l'aggression, n'en pou-  
 „ voient pas être responsables; & que leurs Sujets n'en pouvant  
 „ pas souffrir, il étoit juste & nécessaire de faire cesser les violen-  
 „ ces & les déprédations que l'on continuoit de faire sur les ha-  
 „ bitans de ces Provinces. De faire restituer les navires qui avoient  
 „ été pris sur eux en mer, ou saisis dans les ports d'Angleterre,  
 „ aussi bien que les marchandises dont ils étoient chargés. Et cepen-  
 „ dant de continuer les Conférences & la négociation, pour par-  
 „ venir à l'établissement d'une bonne amitié, & pour la sûreté  
 „ du commerce.”

„ Cinq jours après le Conseil d'Etat fit réponse: „ Qu'il ne se  
 „ pouvoit que le Sr. d'Heemstede n'eût vu celle que le Parle-  
 „ ment avoit faite ci-devant aux autres Ambassadeurs sur le mê-  
 „ me sujet. Que depuis ce tems-là il n'étoit rien arrivé qui pût  
 „ l'obliger à changer de sentiment. Que le Parlement que l'on  
 „ avoit voulu surprendre en attaquant sa flotte, ne pouvoit pas  
 „ se résoudre à s'exposer au hazard d'une perte inévitable; mais  
 „ qu'il employeroit les remèdes qu'il jugeroit convenables & né-  
 „ cessaires pour la prévenir. Qu'il ne pouvoit pas oublier ce qui  
 „ venoit d'arriver, ni s'amuser à examiner & éplucher les Réla-  
 „ tions que l'on en avoit faites de part & d'autre, ni reprendre le  
 „ fil d'une négociation dont on ne pouvoit pas se promettre une  
 „ bonne Alliance, parceque la playe que l'on venoit de recevoir  
 „ saignoit encore, & qu'il étoit impossible d'y porter la main sans  
 „ aggraver le mal. Qu'il falloit donc que les Etats réparassent l'in-  
 „ sulte faite par Tromp. Qu'ils remboursassent le Parlement des  
 „ fraix qu'il avoit été contraint de faire à cause du formidable  
 „ armement que l'on avoit fait en Hollande, & qu'ils l'assurassent  
 „ qu'il n'auroit rien de semblable à craindre pour l'avenir. Que  
 „ cette assurance se trouveroit dans une très étroite union qui  
 „ rendroit les intérêts de l'un & de l'autre Etat communs, & que  
 „ dès que l'on seroit d'accord des deux premiers points, c'est à  
 „ dire de la réparation de l'affront, & de la somme pour le dé-  
 „ dommagement, & le remboursement, le Parlement feroit ces-  
 „ ser les hostilités.”

*Réponse des  
Anglois.*

*Fières deman-  
des Anglois.*

Il est vrai que l'animosité étoit encore si grande, même du côté  
 de la Nation Hollandoise, qu'il n'y avoit point de disposition à la  
 réconciliation. Les premiers en donnèrent des preuves dans une  
 recontre de deux Vaisseaux Anglois avec autant d'Hollandois. Car  
 l'un de ceux-ci ayant été coulé à fond, les Anglois affommèrent  
 & massacrèrent de sang froid ceux qui tâchoient de se sauver à  
 la nage.

*Leur inhumani-  
té.*

Les Etats en avoient usé avec une grande modération pendant  
 qu'ils esperoient que le Parlement se satisferoit des preuves que  
 leurs Ambassadeurs s'efforçoient de lui donner de la sincérité de  
 leurs intentions, & avoient en conséquence donné à leur Amiral  
 &

*Les Etats rap-  
pellent leurs  
Ambassadeurs.*

1652. & à ses Officiers les ordres dont nous venons de parler. Mais voyant que leur modération, & la recherche qu'ils faisoient de l'amitié des Anglois produisoient un effet tout contraire, & ne faisoient que redoubler leur fierté, ils ordonnèrent, vers la fin de Juin, à leurs Ambassadeurs, „ de tirer une réponse positive & „ cathégorique du Parlement. De le sommer de faire cesser les hostilités; & que si en effet il ne les faisoit cesser dans trois jours; „ & s'il ne remettait les prisonniers en liberté, s'il ne restituoit „ les navires pris sur mer, ou saisis dans les ports & havres d'Angleterre, particulièrement depuis la rencontre du 29 Mai; ils „ eussent à prendre leur audience de congé, & à s'en venir aussitôt.”

*Ordres à Tromp.*

*Ordres redoublés aux Ambassadeurs de revenir.*

*Les raisons qui y obligent les Etats.*

Ils commandèrent en même tems à Tromp, d'attaquer la flotte Angloise dans les Dunes, & par tout ailleurs où il le pourroit faire avec avantage. On redoubla ces ordres au commencement de Juillet par trois Couriers exprès que l'on envoya aux Ambassadeurs, en leur enjoignant de partir incessamment, quelques espérances que le Parlement leur fit donner si elles se trouvoient destituées de leurs effets réels & présens: & devant que de recevoir ces derniers ordres on ne leur avoit effectivement rien accordé de tout ce qu'on leur avoit ordonné de demander à la nouvelle République. Les Etats s'y portèrent avec tant d'empressement parce qu'ils avoient eu avis que le Parlement avoit donné ordre à Blake, d'aller ruiner la Pêche du Haran, de dissiper & de prendre les vaisseaux qui y étoient employés, ou qui les escortoient; & d'aller au devant de ceux qu'on attendoit dans cette saison des Indes Orientales.

*Les Ambassadeurs reviennent.*

De sorte que les Ambassadeurs étant obligés d'obéir à des ordres si précis, & considérant d'ailleurs qu'après ces exploits la guerre étoit infaillible, ils prirent leur audience de congé le 9. Juillet. Le Parlement leur fit la civilité de leur accorder pour le transport de leurs personnes & de leurs bagages deux vaisseaux de guerre qui avoient été pris sur cet Etat, & autant des leurs de ceux qui avoient été saisis dans les ports d'Angleterre.

*Les Anglois dissipent une flotte Marchande.*

Les Anglois étoient persuadés, ou vouloient faire croire qu'ils l'étoient, qu'il y avoit eu un dessein formé de faire insulte à la République, & que c'étoit de l'ordre de l'Etat que Tromp avoit attaqué Blake, en sorte que l'honneur de la Nation les obligeoit à en témoigner du ressentiment. Ils le témoignèrent en effet, & continuoient leurs Déprédations pendant que les Ambassadeurs continuoient de négocier. George Ascuë dissipa dans la Manche près de soixante navires marchands, avec les vaisseaux de guerre qui les escortoient, & quelque tems après l'Amiral Blake ruina, ainsi que nous le dirons dans un moment, toute la pêche du Haran sur les Côtes d'Ecosse, en sorte que de douze vaisseaux de guerre qui gardoient les Pêcheurs il en prit onze, le douzième ayant bien eu de la peine de se sauver dans la Meuse.

*Et la Pêche du Haran.*

*Les Etats ne veulent pas la guerre.*

Néanmoins toutes ces hostilités ne purent pas encore obliger les Etats à déclarer la guerre à l'Angleterre. Ils se contentoient de permettre, & même d'ordonner aux habitans de ces Provinces, d'attaquer & de prendre les vaisseaux Anglois, Marchands & autres, par forme de représailles, ou, comme l'on appelle ici, par



par forme de rétorsion. Mais comme sous le nom de Répresailles on faisoit des hostilités formelles qui ne différoient en rien d'une guerre déclarée, les Etats pour faire voir que c'étoit avec violence qu'on les y entraînoit, & pour justifier leur procédé, tant auprès des peuples de ces Provinces, leurs Sujets, afin de les obliger à contribuer sans répugnance aux dépenses nécessaires à l'Etat, qu'auprès des Alliés que les Traités obligeoient de les secourir contre les agresseurs, & particulièrement auprès de ceux qui faisant profession d'une même Religion, exhortoient les uns & les autres d'éviter la rupture, comme un écueil capable de les faire périr tous deux, ils publièrent dans une espèce de Manifeste les raisons suivantes. „ Qu'il ne suffit pas que les Souverains s'appli-

*Leur Manifeste.*

„ quent à conserver la paix & le repos chez eux; mais qu'ils „ doivent aussi s'efforcer de vivre en amitié & en bonne intelligence avec leurs voisins. Néanmoins que si ceux-ci n'y veulent „ pas consentir, & sont trop difficiles, ils doivent employer les „ moyens que Dieu leur a mis entre les mains pour faire réparer „ l'injustice & la violence que l'on a fait à ceux dont la conservation leur est confiée, & à qui ils sont obligés de donner leur „ protection. Pour eux, que leurs Sujets leur donnoient des marques continuelles de la satisfaction qu'ils avoient de la conduite „ de leurs Supérieurs. Et que pour ce qui regardoit les Anglois, „ leurs Voisins, ils avoient fait tout ce qu'on pouvoit légitimement désirer d'eux pour aquerir, & conserver l'amitié de cette „ Nation. Que non contents d'être demeuré dans les termes d'une „ parfaite neutralité pendant que ces peuples avoient été affligés „ d'une très-cruelle guerre Civile, & de travailler avec soin à la „ réunion des esprits aigris, & divisés en plusieurs factions, ils „ avoient bien voulu aider d'un secours considérable quelques- „ uns d'entr'eux, que ces guerres fatales avoient particulièrement „ incommodé. Que leur intention avoit été d'envoyer une Ambassade Extraordinaire en Angleterre après la Révolution, pour „ tâcher de prévenir les différends qui pouvoient naître entre les „ deux Nations à cause du commerce, lorsque le Parlement les „ voulut bien prévenir en faisant passer à la Haye le Lord St. „ John & le Sr. Strikland. Que ces deux Ambassadeurs avoient „ été reçus & traités avec des honneurs & des civilités qui marquoient bien la passion que l'on avoit ici de traiter avec la nouvelle République. Qu'on étoit en effet entré en négociation, „ & qu'on l'avoit pressée & avancée autant que la constitution „ de cet Etat pouvoit le permettre. Mais qu'à peine avoit-elle été „ commencée que les deux Ambassadeurs firent connoître qu'ils „ avoient ordre de se retirer, à dessein de rompre la négociation; „ & que quelque tems après ils se retirèrent en effet. Qu'incontinent après qu'ils furent retournés en Angleterre on y avoit „ publié un Règlement pour l'augmentation de la navigation & „ du commerce, qui détruisoit celui des habitans de ces Provinces. Que nonobstant cette Déclaration l'Etat n'avoit pas laissé „ d'envoyer une Ambassade solennelle en Angleterre, parce- „ qu'il étoit bien aise de faire continuer, & achever la négociation que les Ambassadeurs Anglois avoient commencée à la „ Haye. Que ceux de l'Etat avoient eu ordre, de demander au

1652.

„ Parlement la restitution des navires que les Vaisseaux de guer-  
 „ re, & les Armateurs Anglois avoient pris, & continuoient de  
 „ prendre en vertu de certaines Lettres de Répresailles, que l'on  
 „ faisoit servir de prétexte aux Déprédations dont ils troubloient  
 „ & ruinoient tout le commerce. Que tous les devoirs & toutes  
 „ les instances des Ambassadeurs n'avoient pu faire cesser ces dé-  
 „ fiances, & avoient été inutiles, n'ayant pu obtenir ni la restitution  
 „ des navires, ni aucune autre satisfaction. Que néanmoins ces véxa-  
 „ tions continuelles n'avoient pu obliger les Etats à accorder des  
 „ Lettres de Répresailles à leurs Sujets, que les Anglois avoient si  
 „ fort maltraité. Qu'aucontraire ils avoient bien expressément  
 „ ordonné à ceux qui commandent leurs armées navales de se  
 „ tenir sur la défensive, & de ne point faire d'hostilités, s'ils n'y  
 „ étoient provoqués, & contraints. Qu'ayant été obligés de fai-  
 „ re un armement extraordinaire pour la sûreté de la navigation  
 „ de leurs Sujets, afin de s'opposer aux pirateries dont elle étoit  
 „ infestée, & pour faire escorter les flottes marchandes, ils avoient  
 „ bien voulu en donner avis au Parlement, & qu'ils l'avoient fait  
 „ assurer en même tems de la sincérité de leurs intentions. Mais  
 „ que le Parlement au lieu d'approuver leur procédé, en avoit  
 „ pris prétexte pour rompre, & avoit fait attaquer les forces ma-  
 „ ritimes de cet Etat, parceque celui qui les commandoit n'avoit  
 „ pas baissé son pavillon dans une distance assez éloignée, selon  
 „ le caprice de l'Amiral Anglois. Que Tromp avoit des forces  
 „ capables d'humilier l'orgueil de Blake, en ruinant son Escadre  
 „ avant que celle de Bourn l'eût joint; mais qu'il s'étoit conten-  
 „ té de se défendre, & de se retirer du combat, qu'il pouvoit  
 „ continuer, & finir avec avantage. Que les Anglois avoient  
 „ bien voulu se servir de cette occasion pour faire accroire au  
 „ Public que l'Amiral Hollandois les avoit attaqué le premier,  
 „ afin de donner quelque couleur aux hostilités qu'ils avoient des-  
 „ sein de faire, & pour avoir un prétexte de rompre brusque-  
 „ ment la négociation qui se faisoit à Londres, devant que d'  
 „ demandé réparation du prétendu outrage qu'ils disoient avoir  
 „ reçu. Que les Etats avoient bien voulu envoyer le Sr. d'Heem-  
 „ stede en Angleterre, quoiqu'ils y eussent déjà trois Ministres,  
 „ exprès pour justifier l'action de Tromp par des preuves auten-  
 „ tiques & convaincantes, & pour réitérer les offres qu'ils avoient  
 „ fait faire, tant à la Haye qu'à Londres, d'une plus étroite Al-  
 „ liance qu'ils étoient prêts de faire avec la nouvelle République.  
 „ Mais que les Anglois les avoient rejetées, & continué d'insister,  
 „ à ce qu'on leur fit réparation d'une injure qu'ils avoient faite  
 „ eux-mêmes, comme s'ils l'eussent reçue, & que nonobstant  
 „ les sincères protestations qu'on leur avoit faites, que ce n'avoit  
 „ pas été l'intention de l'Etat de refuser au Pavillon d'Angleterre  
 „ l'honneur que le Parlement vouloit qu'on lui rendît comme à  
 „ la première République de l'Europe, ils demandoient des as-  
 „ surances que l'on ne pouvoit pas leur donner, & que l'on n'a  
 „ pas accoutumé d'exiger d'un Souverain. Que l'Etat croyoit  
 „ avoir satisfait à ce que l'on pouvoit désirer de lui, en faisant  
 „ offrir, comme il l'offroit encore, de faire examiner par des Com-  
 „ missaires déintéressés, qui seroient nommés de part & d'autre,  
 „ les



„ les circonstances de la rencontre du 29 Mai. Mais qu'on avoit  
 „ cru aussi qu'il étoit juste que la négociation fût continuée, que  
 „ les Anglois restituassent les Vaisseaux qu'ils avoient pris sur les  
 „ Marchands de ces pays, & sur l'Etat même, & qu'ils remissent  
 „ en liberté les Capitaines & les Matelots dont ils avoient été  
 „ montés, & qu'on ne laissoit pas de retenir prisonniers, quoi-  
 „ qu'il n'y eût point de rupture, puisqu'il n'y avoit point de Dé-  
 „ claration de guerre. Que toutes les avances que les Etats avoient  
 „ faites avoient été inutiles auprès de gens, qui convenant en leur  
 „ conscience de l'injustice de leur procédé, ne vouloient pas que le Pu-  
 „ blic decouvrit la vérité de ce qui s'étoit passé dans la rencontre du  
 „ 29 Mai, afin de pouvoir continuer leurs déprédations & leurs  
 „ hostilités sous un prétexte si plausible. Au reste que les Anglois  
 „ faisant des propositions qui n'étoient ni justes ni raisonnables en  
 „ elles-mêmes, ni compatibles avec la grandeur & la réputation  
 „ de cet Etat, il avoit été enfin contraint de révoquer ses  
 „ Ambassadeurs. Que ne pouvant plus souffrir, ni dissimu-  
 „ ler les excès des Anglois, qui continuoient de prendre sur  
 „ mer, & d'arrêter dans leurs ports & rades les Vaisseaux Hollan-  
 „ dois, il avoit été contraint, pour ne point manquer à la pro-  
 „ tection qu'il devoit à ses Sujets, & s'acquitter de cette o-  
 „ bligation naturelle, d'armer, & de se servir des moyens  
 „ que Dieu lui avoit mis entre les mains; & qu'il les employeroit  
 „ dans la suite pour la sûreté de la navigation & du commerce,  
 „ puisque les Anglois ennivrés de la prospérité qui avoit toujours  
 „ accompagné leurs armes en leur pays, étoient incapables de prê-  
 „ ter l'oreille à la raison. Que cette nécessité lui avoit mis les  
 „ armes à la main pour assurer le commerce, & pour se faire fai-  
 „ re la réparation qu'on n'espéroit plus d'obtenir des Anglois  
 „ par un mouvement de justice; sans pourtant qu'on prétendit ici  
 „ sortir pour cela de ce qu'on croyoit pouvoir faire par forme de  
 „ Répresailles.”

Les Anglois ne manquèrent pas de leur côté de justifier leurs *Manifeste des*  
 actions, & de publier les raisons qui les avoient obligé d'en venir *Anglois.*  
 à ces extrémités. Ils disoient à l'entrée de leur Manifeste: „ Que  
 „ cet Etat ayant depuis le commencement de son établissement  
 „ tiré des secours si considérables de l'Angleterre, il ne se pouvoit  
 „ que sa méconnoissance ne surprît tout le Monde. Qu'au plus  
 „ fort des mouvemens de l'Angleterre, les Etats y avoient en-  
 „ voyé les Sieurs Boreel & Joachimi, qui au lieu d'aider à jeter  
 „ les fondemens de la République, qu'on érigeoit alors, & qu'on  
 „ avoit établi depuis, s'étoient comme déclarés pour le Roi, leur en-  
 „ nemi, avoient porté ses intérêts, & avoient même entretenu cor-  
 „ respondance avec lui; ce dont ils avoient été récompensés avec li-  
 „ beralité. Qu'après que les armes victorieuses d'une poignée de  
 „ gens eurent achevé d'établir la République, les Provinces U-  
 „ nies avoient tâché d'y semer la division, en faisant passer en Eco-  
 „ se l'ennemi déclaré de leur repos & de leur liberté. Qu'Elles l'a-  
 „ voient secouru d'armes & de munitions, à la considération, &  
 „ pour l'intérêt du Prince d'Orange, pendant que le même Prince  
 „ travailloit à ruiner la liberté des susdites Provinces, & à les rejeter  
 „ dans leur premier esclavage par la surprise de la Ville d'Am-

1652. „ Amsterdam. Que le Parlement d'Angleterre nonobstant le juste res-  
 „ sentiment qu'il pouvoit avoir de la sanglante & cruelle execu-  
 „ tion que l'on avoit faite de plusieurs Anglois à Amboïne, en  
 „ considération de la bonne disposition qu'il avoit rencontrée dans  
 „ quelques-uns de ceux qui ont part au Gouvernement de ces Pro-  
 „ vinces, & à cause de l'intérêt commun de la Religion, & de la  
 „ Liberté des deux Etats, n'avoit pas laissé d'envoyer un Résident  
 „ à la Haye; mais que les Etats Généraux ne l'avoient pas voulu  
 „ admettre, ni reconnoître. Que celui qui y avoit été envoyé  
 „ quelque tems auparavant, avoit été inhumainement massacré  
 „ aux yeux des mêmes Etats. Que le Parlement après avoir  
 „ donné la paix & le repos aux trois Royaumes en sorte qu'il  
 „ pouvoit se passer du secours & de l'amitié de ses voisins, n'a-  
 „ voit pas changé de principes, & avoit bien voulu donner des  
 „ marques de son affection aux susdites Provinces, en envoyant  
 „ aux Etats une Ambassade solennelle, avec des offres de faire  
 „ une Alliance si étroite qu'elle pût servir de preuve à la sincéri-  
 „ té de ses intentions; mais que les personnes de ses Ambassa-  
 „ deurs n'avoient pas été en sûreté à la Haye. Qu'on leur avoit  
 „ fait des outrages insupportables; & que leur négociation ayant  
 „ été rendue infructueuse & inutile par des longueurs affectées,  
 „ le Parlement n'avoit pu souffrir plus longtems les indignités qu'on  
 „ lui faisoit en leurs personnes, & les avoit rappelés. Que ce n'a-  
 „ voit été qu'après la bataille de Worcester, c'est à dire, après  
 „ la défaite entière du parti du Roi, que les Etats avoient résolu  
 „ d'envoyer des Ambassadeurs en Angleterre; mais avec un pou-  
 „ voir si limité qu'il avoit été impossible d'ajuster avec eux les  
 „ points les plus essentiels du Traité. Que cependant ils avoient  
 „ tellement affecté de traîner la négociation, sous prétexte d'at-  
 „ tendre des ordres plus particuliers de leurs Principaux, que les  
 „ Etats ayant eu le loisir de résoudre l'armement de cent cinquante  
 „ Vaisseaux de guerre, sans ceux qu'ils avoient déjà en mer,  
 „ les Ambassadeurs au lieu de conclure le Traité, déclarèrent au  
 „ Parlement: Que leurs Principaux alloient couvrir la mer d'un  
 „ si effroyable nombre de Vaisseaux. Que ce procédé n'avoit  
 „ pas empêché le Parlement de faire ce qui étoit juste & raison-  
 „ nable; résolu de se tenir sur la défensive pendant que les Etats  
 „ continuoient de faire travailler à leur armement. Qu'un de leurs  
 „ Chefs avoit opiniâtrément refusé de rendre à la République  
 „ l'honneur qui lui est dû, non seulement par respect & par dé-  
 „ ferenza, mais aussi comme à une supériorité qu'elle a dans les  
 „ mers voisines, même de l'aveu, & du consentement des autres  
 „ Princes. Que les affaires étoient en cet état lorsque Blake & Tromp  
 „ se rencontrèrent. Que l'on devoit considérer cette rencontre  
 „ comme une preuve infallible de la fierté & de l'injustice des  
 „ Hollandois, qui non contents de refuser à la République un  
 „ droit qu'on ne peut lui disputer, l'avoient provoquée en l'attaquant,  
 „ & en poursuivant ses Vaisseaux jusques dans les mers, & rades  
 „ d'Angleterre. Que leur Ambassadeur en avoit parlé comme  
 „ d'une rencontre arrivée sans dessein & par hazard, & qu'il dé-  
 „ favouoit l'action en apparence, tandis que ses Maîtres ne lais-  
 „ soient pas de mettre à la tête de leurs forces navales celui qui  
 „ l'a-



„ l'avoit faite. Que bien qu'il fût indubitable que c'étoit un des-  
 „ sein formé, puisque Tromp étoit venu chercher l'armée du Par-  
 „ lement jusqu'aux Côtes d'Angleterre, & que l'on ne pût dou-  
 „ ter qu'il étoit l'agresseur, l'Ambassadeur n'avoit pas laissé de  
 „ faire instance, à ce que l'on s'engageât en d'autres recherches  
 „ & en de nouvelles informations; à dessein d'embarasser l'affaire,  
 „ & de donner aux Etats le loisir d'achever les armemens dont  
 „ ils menaçoient la République. Et même que ce dernier Am-  
 „ bassadeur étoit venu sans Pouvoir de traiter, & de conclure  
 „ avec le Parlement. Que nonobstant cela on n'avoit pas laissé  
 „ de continuer de traiter avec lui. Que l'on avoit réduit  
 „ toute la négociation à ces deux points, de satisfaction pour le  
 „ passé, & d'assurance pour l'avenir; & que l'on avoit offert  
 „ de faire cesser les hostilités dès qu'on seroit d'accord du pre-  
 „ mier. Que les Ambassadeurs au lieu de conclure sur ces offres,  
 „ avoient demandé leur audience de congé, dans laquelle bien  
 „ loin de dire un seul mot de la satisfaction que la République  
 „ prétend lui être due, ils avoient fait instance à ce que le Par-  
 „ lement leur fit rendre les navires qu'il avoit fait prendre en mer,  
 „ ou saisir dans ses ports. Mais que le Parlement n'y avoit point  
 „ fait d'autre réponse que celle que le Conseil d'Etat leur avoit  
 „ déjà faite. En un mot que puisque la rupture avoit commencé  
 „ de la part des Etats, qui avoient fait attaquer l'armée Angloise,  
 „ & que dans le combat plusieurs personnes avoient été tuées, ou  
 „ blessées, la raison, l'honneur, & l'intérêt obligeoient le Parle-  
 „ ment à demander satisfaction pour le passé, & assurance pour  
 „ l'avenir, & à se faire donner l'une & l'autre par les armes,  
 „ puisque les autres moyens n'étoient pas capables de les lui faire  
 „ obtenir. ” C'est ainsi que de part & d'autre on tâchoit de ju-  
 „ stifier ses armes, & de charger son ennemi de la haine de la rup-  
 „ ture. Mais les Etats qui n'étoient pas d'accord du prétendu Em-  
 „ pire que les Anglois s'attribuoient sur la mer, qui s'y étoient op-  
 „ posés, même du tems des Rois d'Angleterre, & qui vouloient  
 „ se conserver la liberté de la navigation & de la pêche, ne re-  
 „ connoissoient point du tout cette supériorité. Ils se défendoient  
 „ aussi de l'aggression dont les Anglois les accusoient, & en char-  
 „ geoient Blake, & les autres Officiers de l'armée navale d'Angle-  
 „ terre, qui même devant la rencontre du 29 Mai avoient atta-  
 „ qué & arrêté les navires marchands de ces Pays. De sorte que  
 „ jugeant que c'étoit à eux à demander réparation des violences que  
 „ les Anglois avoient faites aux habitans de ces Provinces, leurs Am-  
 „ bassadeurs n'avoient garde de promettre la satisfaction, ni l'assuran-  
 „ ce qu'on leur demandoit. La nouvelle République qui ne faisoit  
 „ que de naître, & qui n'avoit point d'engagement avec ses voisins,  
 „ vouloit que les Etats entraissent aveuglément dans tous ses in-  
 „ térêts, & qu'ils se déclarassent pour elle contre tout le reste de  
 „ l'Europe, au préjudice des Traités & des Alliances qu'ils avoient  
 „ faites avec les autres Princes, & qu'ils préférassent cette nouvelle  
 „ amitié à toutes les anciennes. La répugnance qu'elle y trouva fut donc  
 „ sinon la seule, du moins la principale cause de tous les défordres dont  
 „ cette rupture, sans guerre déclarée, fut une suite continuelle.

*Cause de la  
 mésintelligence  
 des deux Na-  
 tions.*

Pour ce qui est de l'Affaire d'Amboine, que les Anglois ont fait

*L'affaire  
 d'Amboine.*

1652.

*Origine de la  
Compagnie des  
Indes Orienta-  
les.*

*Conquête  
d'Amboïne.*

*Traité entre  
les Compagnies  
Angloïse &  
Hollandoïse.*

*Les Angloïse  
veulent enlever  
Amboïne à la  
Compagnie.*

fait entrer dans tous les démêlés qu'ils ont eu avec cet Etat, & dont ils ont fait un de leurs prétextes quand ils lui ont voulu faire la guerre, il est nécessaire d'en dire ici quelques particularités, tirées des Procès Verbaux faits sur les lieux, parce qu'elles donneront beaucoup de lumière à ce qu'il faudra dire sur ce sujet dans la

Origine de la suite de cette Histoire. Vers la fin du dernier siècle quelques Marchands Hollandois, & Zéelandois, la plupart originaires de Brabant, & de Flandre, ne pouvant pas faire leur commerce en Espagne, & en Portugal à cause des guerres Civiles qui les en excluoient, résolurent d'aller chercher jusques dans les Indes Orientales les richesses dont les Espagnols, & les Portugais remplissoient tous les magasins de la Chrétienté. Ce fut là la véritable intention de ces Marchands, plutôt que le dessein d'affoiblir les forces du Roi d'Espagne, ou de travailler à la propagation de la Religion Réformée, quand ils formèrent une Compagnie pour les Indes Orientales, sous les auspices & la protection des Etats Généraux, qui furent bien aises d'y trouver une occasion de faire une puissante diversion aux armes du Roi d'Espagne dans les autres Parties du Monde. Ce ne fut pourtant qu'au commencement de ce siècle, & après plusieurs voyages, que l'Amiral Etienne van der Hagen prit, le 21 Fevrier 1605, le Château d'Amboïne. La Compagnie souffrit d'abord que les Anglois y fissent aussi leur commerce, & qu'ils y eussent leur magasin & leur bureau. Et même les deux Nations firent, en 1619, un Traité entre elles pour l'entière expulsion des Espagnols, & des Portugais de ces Quartiers-là. Par ce Traité les Anglois s'obligèrent d'entretenir continuellement dans les Indes dix Vaisseaux de guerre, & de s'opposer au commerce que les Castillans faisoient aux Manilles & aux Moluques. Mais ils y manquèrent d'abord, & ne se mirent pas même en état d'exécuter le Traité. De sorte que les forces des Hollandois, qui avoient compté sur le secours des Anglois, n'étant pas assez considérables en ces Quartiers-là, ceux de Ternate qui avoient traité avec la Compagnie dès l'an 1606, eurent du mépris pour son alliance, y renoncèrent hautement, traitèrent avec le Roi de Tifidore, & firent une suspension d'armes avec les Espagnols, tous deux ennemis de la Compagnie. Cette infidélité ayant réussi aux Ternatiens, ils attaquèrent quelques Isles dépendantes du Gouvernement Hollandois d'Amboïne, & s'en rendirent les maîtres. Ensuite ils prirent ouvertement les armes, & formèrent même une entreprise sur la Citadelle. Le Gouverneur fut averti qu'on en parloit en plusieurs endroits, non comme d'une chose qui devoit se faire, mais qui étoit déjà faite; & même que les Anglois entretenoient une très secrète intelligence avec les habitans de Lochoc, & de Combelle, qui s'étoient soulevés contre la Compagnie. De sorte que faisant scrupuleusement observer toutes leurs actions, il découvrit les particularités de la Conspiration, en Fevrier 1623.

La Garnison de la place étoit composée de plusieurs sortes de Nations, & entr'autres de quelques Japonois, de l'esprit inquiet desquels les Anglois se servirent en cette occasion. Il y avoit un soldat de cette Nation qu'on avoit vu plusieurs fois sur les remparts d'Amboïne à une heure indue, parler aux sentinelles & à ceux



1652.

ceux qui étoient de garde, pour s'informer de l'état de la place, & de quelle manière on y faisoit la garde. Le Gouverneur en ayant été averti, fit arrêter cet espion, qui confessa que lui & quelques autres Soldats de sa Nation avoient formé une entreprise sur la Citadelle d'Amboïne. Que c'étoit les Anglois qui en avoient eu la première pensée, & que les Indiens la devoient exécuter. Après qu'on eût défarmé, & arrêté tous les Japonois, un Chirurgien Anglois qui étoit prisonnier pour d'autres crimes, avoua toutes les circonstances de la Conspiration, nomma tous les complices, & entr'autres le Commis du Bureau des Anglois. Ce fut sur ces dépositions du Japonois, & du Chirurgien, qui nomma ensuite plusieurs autres Anglois, que le Gouverneur fit arrêter tous ceux de cette Nation, & garder le Commis dans sa Maison. Tous les complices confessèrent le crime, & signèrent leurs confessions, les uns volontairement, les autres après avoir été appliqués à la torture. Leurs dépositions portoient, que le Commis Anglois ayant fait assembler tous les Conjurés dans sa maison, au commencement de l'année, (qui étoit celle de 1623) & leur ayant fait faire serment sur les SS. Evangiles, de ne point révéler le secret dont il vouloit leur faire part, leur avoit dit: „ Qu'a-  
„ près avoir gagné l'affection des Japonois qui étoient au service  
„ des Hollandois, il ne seroit pas difficile de surprendre la gar-  
„ nison d'Amboïne, en se servant de l'occasion de l'absence du  
„ Gouverneur, ou bien en le faisant tuer.”

Ce fut sur cette confession de tant de criminels, qu'on les exécuta le 7 Mars de la même année. Les Anglois en ont toujours parlé comme d'une action tyrannique, barbare, & inhumaine, parceque ceux de leur Nation n'en avoient rien confessé que dans l'extrême douleur des tourmens, & ils disoient que leur supplice n'avoit été qu'un meurtre & un assassinat. Aussi n'ont-ils pas cessé d'en demander réparation, jusqu'à ce qu'ils l'aient enfin obtenue de la manière qu'il sera dit ailleurs. Ceux qui ont de la peine à faire un mauvais jugement du naturel des Hollandois, suspendent le leur en cette rencontre, & n'oseroient prononcer contre eux si on ne leur pouvoit reprocher avec justice ce qui s'est passé depuis à la Haye le 20 Août 1672. *Il s'ont exécutés.*

Mais retournons aux Ambassadeurs qui étoient de la part de l'Etat en Angleterre. En repassant la mer ils rencontrèrent sur leur route l'armée navale de l'Etat, & Hemsteede en s'abouchant avec Tromp l'avertit, qu'Ascue s'étant retiré aux Dunes avec 21 Vaisseaux, il y avoit apparence qu'il n'auroit pas beaucoup de peine à le ruiner. Tromp avoit ordre de suivre Blake, qui étoit allé avec 41 Vaisseaux, & 18 Brulots vers les Côtes d'Ecosse. Mais il ne laissa pas de prendre le parti qu'Hemsteede lui avoit proposé, tant parceque les Etats en lui envoyant cet ordre y avoient ajouté la clause ordinaire, „ de faire ce qu'il jugeroit à propos pour  
„ le service de l'Etat sur les principes de sa profession,” que parceque les Amirautes avoient manqué de lui envoyer les brulots qui lui étoient nécessaires pour l'exécution de son ordre; ne pouvant sans cela attaquer les grands Vaisseaux dont l'armée de Blake étoit composée. Pour faire réussir son expédition il divisa sa flotte en trois Escadres, & il l'alloit exécuter lors que le vent cessant *Le dessein de Tromp contre Ascue Manque.*

1652. cessant tout à coup, le calme rompit ses mesures, & fit échouer son dessein. Après ce contretems le vent contraire le contraignit de s'éloigner des Côtes d'Angleterre; de sorte que changeant de route il suivit celle de Blake, mais trop tard. Car le même jour que Tromp partit des Dunes, Blake surprit, & dissippa les Pêcheurs de Haran, avec les Vaisseaux de guerre qui les escortoient. Exemple remarquable pour ceux qui trahissent leurs propres sentimens pour suivre ceux d'une profession contraire, & qui préfèrent les conseils d'un ignorant aux ordres de leurs Maîtres!

*Invention de  
saler le Haran.*

Je dirai ici, en passant, que l'invention de saler, & d'encaquer le Haran est fort moderne, n'ayant pas été connue avant le XV siècle après la Naissance de N. Seigneur. Ceux qui croient avoir une parfaite connoissance de l'état des affaires de ces Pays, posent comme une chose très certaine, que la Province d'Hollande employe plus de 3000 navires à cette Pêche, & qu'elle débite tous les ans plus de trois cent mille Lest, ou trois millions six cent mille caques d'Harans. De sorte que l'avantage que le Pays en tire étant très considérable en ce qu'il fait subsister plus de cent cinquante mille personnes, il ne se pouvoit que cette perte des navires ne fût très sensible, puisqu'il n'y en eut qu'un seul de toute cette flotte qui échapa; le reste ayant été pris, brulé, ou coulé à fond.

*L'orage dissipe  
les armées  
navales.*

Tromp apprit ce désastre vers la fin de Juillet; & au commencement du mois suivant les deux armées navales se trouvèrent en présence, & si près l'une de l'autre qu'il y avoit grande apparence qu'elles ne se sépareroient pas sans combat. Mais à l'entrée de la nuit suivante un furieux orage les sépara, & jetta l'armée Hollandoise au milieu des rochers & des écueils de l'Ile de Schetland, où plusieurs de ses Vaisseaux échouèrent & se perdirent. Tromp après avoir formé une petite flotte de ce que la tempête n'avoit pas entièrement dissipé, revint le 19 Août aux Côtes d'Hollande, avec environ 40 voiles, en ayant laissé plus de 50 en divers ports de ces Iles, hors d'état de tenir la mer.

*Les Etats s'en  
prennent à  
Tromp.*

Les Etats ne furent point du tout satisfaits de la conduite de Tromp, parcequ'il avoit perdu l'occasion de combattre, quoiqu'ayant un ordre général, & croyant faire le service de l'Etat, il avoit voulu attaquer Ascue dans les Dunes, & n'en avoit été empêché que par le calme; comme la tempête l'avoit empêché de combattre Blake.

*Le peuple crie  
contre sa con-  
duite.*

*Et accuse  
Hemsteede.*

Neanmoins la perte de tant de Vaisseaux de guerre étoit sensible à l'Etat, & la dissipation de la Pêche faisoit crier le peuple, & particulièrement les Intereffés, qui ne parloient pas seulement contre la désobéissance de Tromp, mais aussi contre Hemsteede, que l'on disoit avoir intimidé l'Amiral, & empêché de suivre Blake. La médifance qui regne aussi puissamment en ce pays qu'en aucune autre partie du Monde, l'obligea à se justifier publiquement, & à se faire justifier par une Déclaration formelle des Etats d'Hollande, qui le prirent en leur protection particulière contre les calomnies dont on tâchoit de noircir sa réputation, & contre les désordres & violences dont le peuple menaçoit, sa personne, sa maison, & sa famille.

*Que les Etats  
d'Hollande ju-  
stifient.*

*On lui le com-*

Tromp n'en fortit pas si bien, parcequ'il avoit plus de mérite, &



& moins d'amis. L'Etat même s'en prenoit à lui, & le chargeoit de tous les malheurs dont on entendoit faire tous les jours de nouvelles plaintes, parcequ'il n'y avoit personne qui s'opposât aux déprédations, & aux ravages qu'Ascue faisoit dans la Manche. De sorte qu'on parloit de lui faire son procès, de lui donner des Juges, de confronter son Instruction & ses ordres avec sa conduite, & on ne voulut plus lui confier le commandement de l'armée. Mais comme toutes ses actions avoient toujours été accompagnées de prudence, & qu'il avoit eu à combattre le Ciel & les Elémens plutôt que les ennemis, il n'eut point de peine à se justifier, & à nécessiter même ses plus grands ennemis de condamner le jugement qu'ils en avoient fait, & à approuver une action que le Ciel avoit empêché de réussir.

Pendant cette petite disgrâce les Etats donnèrent le commandement de la Flotte que Tromp avoit ramené, à Michel Adrien de Ruyter, personnage que la fortune & le mérite ont tiré, à l'envi l'un de l'autre, de la bassesse d'une naissance assez obscure pour le mettre à la tête de toutes les forces maritimes de l'Etat, après l'avoir fait passer par tous les emplois de la Marine, depuis celui de Page jusqu'à celui de Lieutenant-Amiral. Il avoit été plusieurs années au service particulier de deux frères, dont le puîné, nommé Corneille Lampsaëus, a été plusieurs fois Bourguemaître de Vlissingen, & Député à l'Assemblée des Etats Généraux de la part de la Province de Zéelande, d'où il sortit pour entrer, non sans beaucoup de répugnance, à celui des Etats d'Hollande, & au serment des Etats Généraux. On lui commanda d'abord d'escorter une flotte marchande par la Manche jusques dans la mer d'Espagne; & comme il a toujours été heureux dans toutes ses expéditions, il le fut encor dans celle-ci. Car en cinglant le long des Côtes d'Angleterre il découvrit auprès de Plymouth cette partie de l'armée Angloise qu'Ascue commandoit.

Les deux Flottes se trouvant en presence, le 26 Août, elles commencèrent sur les sixheures du soir à se saluer de leur artillerie, de sorte que pendant que tous les Vaisseaux Anglois étoient occupés au combat, les navires Marchands Hollandois profitèrent de l'occasion pour poursuivre leur voyage. Le succès de ce combat fit connoître aux Anglois que les armes du Parlement n'étoient pas invincibles. Ascue y perdit trois de ses meilleurs Vaisseaux qui furent coulés à fond, avec plus de treize cents hommes; tant Soldats que matelots, & il eut bien de la peine à se sauver dans le Port de Plymouth; pendant que de Ruyter qui n'y perdit qu'environ cent vingt hommes, continua de tenir la mer dont il demeura le maître. Le seul désavantage qu'il y eut fut que les Anglois ayant le dessus du vent il lui fut impossible de leur couper la retraite, qui leur fut très favorable.

L'Histoire doit conserver à la postérité la mémoire d'un Capitaine, qui se signala si fort dans cette rencontre que son action peut être mise en comparaison avec la plus forte & la plus illustre des Grands Hommes de l'Antiquité. Il s'appelloit Douwe Aukes, étoit natif de Frise, & commandoit le Vaisseau, l'*Autruche*, que l'Amirauté avoit emprunté de la Compagnie des Indes Orientales. Dès le commencement du combat il se trouva tellement

*mandement à Tromp.*

*Pour le donner à de Ruyter.*

*Combat entre les deux Flottes.*

*Action mémorable d'un Capitaine.*

1652. engagé au milieu de l'armée Angloise, que ses Matelots ne voyant point d'esperance de secours, voulurent le contraindre de se rendre. Mais ce brave homme se presentant à la porte de la Gardienne, la mèche à la main, jura qu'il mettroit le feu aux poudres si l'équipage persistoit dans cette lâche résolution. De sorte que la bravoure & l'exemple du Chef, ou plutôt la crainte d'une mort certaine les determina à faire une vigoureuse résistance, & ils se servirent si heureusement de leur artillerie qu'ayant coulé à fond deux Vaisseaux Anglois, dans lesquels périrent plus de neuf cents hommes, ils traitèrent si mal un troisième qu'après avoir été contraint de se mettre en carène, il eut bien de la peine à arriver au premier port d'Angleterre.

*Sédition des  
Matelots.*

Quelque tems après une partie des Vaisseaux de la Flotte que Tromp avoit commandé, & que nous avons dit avoir été jettés sur les Côtes des Isles de Schetland, ayant trouvé le moyen de s'en retirer, se rendit heureusement dans les ports des Provinces Unies. Aussitôt les Etats firent faire défenses aux Matelots d'en sortir, parcequ'ils comptoient de les renvoyer à la mer dès qu'on leur auroit porté les rafraichissemens nécessaires; & pour les engager à bien servir ils ordonnèrent qu'on leur comptât deux mois de gages, afin qu'ils eussent de quoi s'habiller & se couvrir contre les incommodités de la saison où on alloit entrer. Mais ces sortes de gens toujours brutaux & très souvent insolens, n'eurent aucun respect pour les ordres des Etats; ils descendirent à terre, refusèrent l'argent qu'on leur offroit, demandèrent leur congé avec tout ce qui leur étoit dû, & quelques-uns s'attroupèrent dans le dessein d'insulter les Directeurs, qui étoient assemblés pour leurs affaires, & leurs décomptes. De sorte que les Bourguemaîtres d'Amsterdam firent avancer un bon nombre de Soldats jusqu'auprès de la Maison de la Compagnie des Indes Occidentales où les Directeurs étoient assemblés, & leur ordonnèrent de charger ceux qui se mettoient en état de faire violence. La nuit ayant fait retirer cette canaille, le Magistrat fit arrêter deux Matelots qu'on avoit reconnu pour les plus mutins, & qui pour avoir commis des insolences insupportables, furent condamnés au bout de deux jours à être pendus.

*Punie.*

Le Magistrat appréhendant que l'exécution ne fût troublée par un nouveau soulèvement, avoit fait tendre les chaînes, & poster quelques Compagnies sur les avenues du lieu où elle se devoit faire. Mais quelque précaution qu'on prît on ne pût pas empêcher que par la terreur panique de quelques-uns, & par le zèle étourdi & précipité de quelques autres, & particulièrement de deux ou trois Officiers qui firent tirer mal à propos, il n'y eût sept ou huit hommes de tués. Cependant l'exécution ne laissa pas de se faire.

*Le Magistrat  
d'Amsterdam  
fait publier une  
Amnistie.*

Incontinent après cette punition exemplaire le Magistrat fit publier un pardon général ou une espèce d'Amnistie pour tous les complices, dont la plupart avoient péché par contagion & par emportement plutôt que par inclination. Aussi en devinrent-ils plus dociles, & se rembarquèrent sans résistance.

*Les Etats d'  
Hollande le  
trouvent man-  
ais.*

Mais comme le pardon général ou particulier ne peut être l'effet que d'une Puissance Souveraine, les Etats d'Hollande jugeant que le Magistrat d'Amsterdam avoit donné une atteinte à la leur  
par



par cette action, demandèrent qu'il leur en fit réparation. Le 1652. Magistrat n'en fit aucune difficulté, & dit pour excuse: Qu'il y avoit été contraint par une nécessité indispensable qui ne lui avoit pas donné le loisir de recourir au remède ordinaire; promettant en même tems qu'à l'avenir il en useroit autrement, & qu'il laisseroit la dispensation de ces sortes de graces au Souverain. Toute fois cette réparation ne se fit que l'année suivante, c'est à dire en 1653.

Cependant le Parlement d'Angleterre ayant sçu le désordre & la retraite d'Ascue, en donna avis à Blake, & ordre de le venir joindre. Mais le vent lui étant contraire, il ne put empêcher la

*Le Magistrat en fait réparation.*

jonction du Vice-Amiral Corneille Witte & de de Ruyter, qui firent par ce moyen une armée de soixante trois voiles. Celle de Blake étoit de soixante sept ou soixante huit Vaisseaux, & comme les deux Chefs se cherchoient, ils n'eurent pas de peine à se trouver. Ils se rencontrèrent le 8. Octobre à l'entrée de la Manche, entre Douvres & Calais. Le combat commença à trois heures après midi, & se démêla à grands coups de canon, qui fit un plus grand ravage parmi les gens de l'armée Angloise, & un plus grand dégât dans les voiles & les cordages des Vaisseaux Hollandois. L'obscurité de la nuit obligea les uns & les autres à s'éloigner, dans l'intention pourtant de se rapprocher, & de recommencer le combat dès que le jour & le vent le permettoient.

*Combat.*

L'armée Angloise avoit été renforcée pendant la nuit de vingt deux Vaisseaux frais, & au contraire celle des Hollandois avoit été affoiblie de vingt voiles, par la lâcheté d'autant de Capitaines qui s'étoient retirés à la faveur de la nuit. Tellement que Witte voyant que même une partie de ceux qui étoient demeurés se tenoient à l'écart pour être spectateurs d'un combat auquel ils ne vouloient pas prendre part, & ne pouvant s'assurer au plus que de quinze Vaisseaux, il fut contraint de prendre le seul parti qui lui restoit, qui étoit celui de la retraite; enragé de dépit de se voir abandonné dans une occasion où il esperoit acquérir une gloire immortelle pour lui, & un avantage incomparable pour sa patrie.

*Lâcheté de quelques Capitaines Hollandois.*

*Witte forcé de se retirer.*

La réputation des armes de l'Etat en souffrit beaucoup, & l'infamie des fuyards fut d'autant plus grande qu'en cette rencontre il n'y eut pas un seul Vaisseau de pris ou de perdu. Il y en avoit bien un qui avoit été assés maltraité puis qu'il avoit perdu ses mâts dans le combat; mais il ne laissa pas de se sauver dans la Meuse. Ce Vice-Amiral ne se faisoit pas aimer dans l'Armée navale à cause de sa manière de commander, qui étoit rude, fâcheuse, & presque brutale. Mais ce défaut, qui est très grand dans un Chef, ne doit pas excuser la lâcheté de ceux qui manquent à leur honneur, & à leur serment, en abandonnant leur Amiral & le Pavillon de l'Etat. D'ailleurs cette imperfection étoit en quelque manière réparée par le courage intrépide & déterminé qui accompagnait toutes les actions de ce Grand Capitaine. On voulut rechercher les criminels, & on commença à instruire leur procès. Mais soit que le nombre en fût trop grand, ou que ceux qui étoient le plus dans leur tort trouvaient le plus de protecteurs, leur crime demeura impuni. Ce qui n'est que trop ordinaire dans

*Impunité.*

1652. les Etats Démocratiques, où il n'y a gueres de recompense pour le mérite, ni desuppliee pour le crime des partisans de la faveur. Il n'y a que l'amitié, ou l'aversion qui fasse la fortune des uns, & le malheur des autres.

*On rend le  
commande-  
ment à Tromp.*

Après tant de mauvaises rencontres on recommença à jeter les yeux sur Tromp, comme sur la personne de tout le Pays qui étoit la plus capable de commander une armée navale. On n'en étoit pas satisfait; mais on avoit tort, & on ne pouvoit pas se passer de lui. Jean Evertson, Witte, & Pierre Florisson devoient commander l'armée navale sous lui, les deux premiers en qualité de Vice-Amiraux, & le troisième comme Contr'Amiral ou Chef d'Escadre. L'armée navale partit des Côtes de ces Pays, auprès de Goerede, le 1. Décembre. Elle étoit composée de soixante & dix Vaisseaux de guerre de l'Etat, & de trois de la Compagnie des Indes Orientales, sans les Brulots, & les autres petits bâtimens, & elle escortoit sous son Pavillon environ trois cent navires marchands, que Tromp avoit ordre de conduire jusqu'au Cap Lezard, vers l'extrémité de l'Angleterre, du côté de l'Espagne. Le 10 du même mois il rencontra Blake à l'entrée de la Manche, entre Douvres & Calais. Les deux armées navales s'affrontèrent; mais l'engagement ne fut pas grand, sinon que dans un combat de deux Vaisseaux Anglois avec autant d'Hollandois, les deux premiers furent pris, & emmenés. L'Amiral Anglois qui y commandoit avec Ascue, n'acquies pas grande réputation dans cette rencontre, puis qu'il se retira dans la Tamise, & laissa le passage libre à la flotte marchande Hollandoise, qui ne trouva plus d'obstacle après la retraite des Anglois. Ceux-ci avoient eu assés d'autres avantages pour pouvoir se consoler de cette petite disgrâce; au lieu que les habitans de ces Provinces avoient été affligés de plusieurs malheurs, & avoient fait des pertes inestimables.

*Ordres pour  
l'armée nava-  
le.*

Cependant Tromp ayant nettoiyé la mer, & en étant demeuré le maître, fit passage à la flotte marchande, qui alla vers l'Isle de Ré, en la Côte de Xaintonge, où les navires qui venoient du Ponant, ou qui avoient chargé du vin & du sel en ces quartiers-là, avoient ordre de s'assembler sous le Fort S. Martin, & de repasser la Manche sous l'escorte de l'armée navale. On faisoit état de la renforcer de trente Vaisseaux, dont l'Amirauté d'Amsterdam en devoit fournir douze, les Directeurs de la même Ville sept, l'Amirauté de la Meuse trois, & les autres Colléges les huit autres; & on avoit dessein d'envoyer un Corps de cent Vaisseaux à l'embouchure de la Rivière de Londres. C'étoit l'ordre que l'on avoit envoyé au Lieutenant-Amiral, afin d'empêcher la sortie, & la jonction des Escadres d'Angleterre, que l'on avoit radoubées & armées en plusieurs endroits du Royaume. On lui avoit ordonné de détacher de tems en tems dix ou douze Vaisseaux, de ceux qui auroient besoin d'être radoubés, calfeutrés, ou rafraîchis de vivres, & de les envoyer dans les ports, havres, & rades les plus proches & les plus commodes de France, mais de ne point diminuer le nombre de ses Vaisseaux si cela n'étoit absolument nécessaire.

Les Etats avoient aussi résolu de former une petite Escadre de six Vaisseaux, qui seroit employée contre les Armateurs Anglois qui



1652,  
& suiv.

qui incommodoient la navigation vers le Nord, & une autre de douze des meilleurs Vaisseaux qui croiseroient dans la Manche, pour la sûreté des navires marchands, que l'on feroit escorter jusques là par les autres Vaisseaux restant tant de l'armement extraordinaire des cent cinquante, que de ceux que l'Amirauté arme, & entretient de son revenu, dont elle disposeroit; & que cependant Tromp commanderoit l'armée navale. Cet ordre de s'aller poster à l'embouchure de la Tamise, qui ne lui fut rendu que deux mois après qu'il eut été résolu, étoit fondé sur l'avis que l'on avoit eu ici, que les Vaisseaux Anglois étoient en assez mauvais état. Que dans leurs magasins il n'y avoit ni cordages, ni poix, ni goudron, ni chanvre. Que les matelots s'étoient mutinés à Rochester, où ils avoient tué deux de leurs Capitaines, & que leurs bàteliers refusoient de servir dans l'armée navale. On avoit aussi avis que Monck devoit faire décente dans une des Isles qui couvrent la Hollande, vers la Meuse, & dans la Rivière même, & que l'on devoit employer à l'exécution de ce dessein six à sept mille hommes, & cinquante barques à fond plat, que l'on bâtissoit en Angleterre. Mais ce dernier avis ne servit en effet qu'à faire redoubler le soin avec lequel les Etats, & particulièrement ceux d'Hollande s'appliquoient déjà à la garde de ces Isles, en faisant réparer les fortifications de Briele & en en faisant faire de nouvelles à Goerede, & à Helvoet, & en mettant sur pié un petit Corps de Cavalerie & d'Infanterie pour la conservation de la Côte & de la Province.

Mais les Anglois firent bientôt connoître qu'ils avoient tout autre dessein, & que leur véritable intention étoit d'aller au devant de l'armée Hollandoise. Car Tromp étant parti des environs de l'Isle de Ré, vers la fin de Février, & se trouvant le dernier jour du même mois à travers de Portland, bien avant dans la Manche il découvrit le Pavillon d'Angleterre & toute son armée navale, sous le commandement de Blake, de Deare, de Monk, de Penn, & de Lawfon.

*Les Anglois vont au devant de Tromp.*

Dès que les deux flottes furent à la portée du Canon, Tromp alla choisir Blake, & après avoir essuyé la première décharge de son artillerie, il lui en donna trois, coup sur coup, qui le mirent en si mauvais état qu'il n'osa plus combattre que de loin, & en retraite. Le combat fut furieux & opiniâtre, en sorte que plusieurs Vaisseaux furent maltraités & coulés à fond, & il n'en fut pris qu'un seul.

*Et le combat.*

Sur les quatre heures après midi Tromp voyant que vingt six de ses Capitaines (au moins si on doit donner ce nom à des gens qui n'ont point de sentiment d'honneur, ni la moindre affection pour leur Patrie) se servoient de l'avantage du vent pour s'éloigner de la mêlée, & que quelques-unes des meilleures Frégates Angloises alloient investir les navires marchands qu'il escortoit, & qui auroient été ruinés en fort peu de tems, il alla les dégager, & en faisant retirer les Frégates Angloises il fit cesser le combat de la première journée.

*Autre lâcheté de quelques Capitaines Hollandois.*

Le lendemain, 1. jour de Mars 1653, les deux armées navales recommencerent à se canonner sur les dix heures du matin. Les Anglois qui avoient l'avantage du vent, ne pouvoient pas cependant

*Autre combat.*

1652,

&amp; suiv.

dant se résoudre à accrocher un seul Vaisseau Hollandois. Tromp n'avoit fait qu'un seul Corps d'armée des soixante & dix Vaisseaux qu'il commandoit, & l'ayant rangé en forme de Croissant, que les Anglois tâchèrent de percer jusqu'à six fois, à dessein d'en couper quelque Vaisseau, dont la perte eût été infaillible; mais ils n'y réussirent point. De sorte qu'après y avoir travaillé jusqu'à quatre heures après midi & toujours inutilement, ils se retirèrent sur leurs Côtes.

*Bravoure de Tromp.*

En cette dernière rencontre quelques-uns des Capitaines réparèrent si bien la faute qu'ils avoient faite le jour précédent, & firent si bien leur devoir, que les Anglois n'eurent point d'autre avantage ce jour-là sinon que la nuit suivante quelques-unes de leurs Frégates se trouvant mêlées avec les navires marchands Hollandois, en prirent dix ou douze. La plupart des Capitaines Hollandois commençant à manquer de poudre, Tromp leur ordonna de se tenir auprès des navires marchands, & de faire bonne mine, comme s'ils y étoient pour les garder, & ne laissa pas de s'engager encore au combat le 2. Mars, quoiqu'il ne se trouvât accompagné que de vingt cinq Vaisseaux, à qui il restoit encore quelques munitions.

*Les Anglois se retirent.*

Avec ce petit Corps il fit front à toute l'armée navale d'Angleterre, qui après avoir fait mine sur le soir de vouloir faire encore une attaque, se retira dans les ports d'Angleterre; les deux armées se trouvant alors à travers d'Etaples, en la Côte de Picardie.

*Perte.*

Pendant ces trois jours les Anglois coulèrent à fond cinq Vaisseaux de guerre Hollandois, & en prirent quatre, avec quarante trois navires marchands. De leur côté ils en perdirent six, dont cinq furent coulés à fond, & le sixième pris par de Ruyter. Il est certain aussi qu'outre cela plusieurs autres de leurs Vaisseaux furent tellement désarmés qu'ils ne s'en purent servir depuis, & qu'ils perdirent dans ce combat environ deux mille hommes, tant soldats que Matelots, & entr'autres six Capitaines: au lieu que les Hollandois y eurent huit Capitaines, & cinq à six cents hommes de tués. Ceux-ci ne laissèrent pas de mettre tout l'avantage de la bataille de leur côté, ou de le partager du moins avec l'ennemi, puisque leur perte n'étoit pas fort considérable, & que Tromp avoit heureusement exécuté les premiers ordres de l'Etat, en conduisant la plupart des navires marchands à bon port.

*Punition.*

Aussi en rendit-on de solennelles actions de Graces à Dieu par toutes les Provinces Unies, aussi bien qu'en Angleterre, comme d'un avantage qui n'étoit qu'imaginaire, sinon en ce que l'on n'avoit pas tout perdu. Les Etats d'un côté témoignèrent la satisfaction qu'ils avoient du service que les Chefs de l'armée avoient rendu en cette occasion, & firent punir de l'autre la lâcheté de quelques-uns de ceux qui avoient manqué à leur devoir dans le premier combat.

Le Parlement fit condamner quelques-uns de ses Officiers à des amendes pécuniaires; mais cela ne justifioit pas si bien les Chefs que le peuple ne témoignât beaucoup de mécontentement de la conduite de Blake. Afcue que l'on a vu prisonnier de guerre en Hollandé devant la Paix de Bréda, la décrioit par tout, & voyant qu'on n'y faisoit point d'attention, il refusa de servir sous un homme



me du mérite & du courage duquel il n'étoit pas fort persuadé, 1652.  
& quitta son emploi.

Devant que l'on apprehendât ici la rupture de la part de l'Angleterre, ou du moins devant qu'on la considérât comme un mal inévitable, on sentoît les pirateries que les François exerçoient dans la Mer Méditerranée comme un mal pressant, & extrêmement dangereux. C'est pourquoi on avoit résolu d'y opposer les principales forces de l'Etat, & d'en donner le commandement au Lieutenant-Amiral Tromp comme à celui qui en étoit le plus capable, & aussi parce que le commerce du Levant est un des plus importans du Pays. Mais dès que l'on reconnut l'intention des Anglois qui ne troubloient pas seulement le commerce, mais qui le pouvoient même ruiner, on résolut de faire commander l'armée navale qui seroit employée contre eux dans l'Océan par le Lieutenant-Amiral, parce qu'on étoit obligé de les considérer comme des ennemis certains, & qui alloient se déclarer.

Après cela on mit en délibération, à qui on donneroit le commandement des Vaisseaux qui étoient demeurés en la Mer Méditerranée, & il fut résolu qu'on le laisseroit au Commandeur Catz, qui y étoit déjà. Mais comme sa conduite n'étoit pas fort réglée à cause de son humeur bouillante & emportée, il ne put pas se conserver longtems dans ce poste. On lui avoit donné ordre d'attaquer tous les Vaisseaux François qui faisoient, ou qui avoient fait des déprédations sur les habitans de ces Provinces, s'il en rencontroit dans sa route. Au lieu de demeurer dans les termes de ce commandement il alla se présenter avec son Escadre devant le port de Toulon, où il fit le fanfaron, ou plutôt le fou & l'extravagant, en envoyant menacer & défier le Chevalier de la Ferrière, celui de tous les Capitaines François qui avoit le plus incommodé les Hollandois par ses armemens. Ensuite il fit quelque chose d'approchant à Livourne, où il voulut attaquer trois Vaisseaux Anglois dans le havre, & le fit déclarer au Gouverneur.

Le Grand Duc de Toscane s'en sentit tellement offensé qu'il en fit porter ses plaintes aux Etats Généraux, se servant pour cela du Ministère d'un Marchand Italien qui faisoit ses Affaires à Amsterdam. Ce Ministre nouveau & neuf ayant demandé audience, & présenté ses Lettres de créance, se contenta de se rendre dans la Salle de l'Assemblée, de la saluer, & de s'asseoir dans la place affectée aux Ministres publics, de se couvrir, & de parler par la bouche d'une personne qui se tenoit de bout derrière sa chaise. On ne fit pas beaucoup de difficulté de satisfaire le Grand Duc, parce que devant qu'il eût fait ses plaintes on avoit déjà ôté le commandement de cette petite Flotte à Catz, pour le donner à Jean van Galen, qui avoit acquis beaucoup de réputation en plusieurs rencontres, où il avoit donné des preuves d'un courage & d'une conduite d'un Grand Capitaine.

Catz avoit voulu obliger le Gouverneur de Livourne à empêcher les Anglois d'y décharger leurs navires marchands, qui étoient arrivés depuis quelques jours sous l'escorte de leurs Vaisseaux de guerre. Mais Van Galen étant arrivé par terre à Livourne, au mois

*Déprédations  
des François.*

*Catz commandant  
dans la Méditerranée.*

*Et en usage mal.*

*Le Grand Duc  
en fait des  
plaintes.*

*Il est révoqué.*

*Van Galen lui  
succède.*

*Combat.*

1652. mois d'Août, trouva au commencement de Septembre une belle occasion d'emporter un glorieux avantage, auprès de l'Isle d'Elbe, sur huit Vaisseaux Anglois, dont une partie étoient armés en guerre, & les autres étoient marchands, venant du Levant, fort richement chargés, & bien montés.

Van Galen en avoit dix; mais le calme, & le mouvement de la mer en ayant fait éloigner quatre pendant la nuit, il ne put se dédire du combat qui avoit commencé la veille, quoiqu'il y eût du désavantage. Le gros canon dont les Vaisseaux Anglois étoient montés empêcha Van Galen de les accrocher; mais il ne laissa pas d'en prendre un, & de contraindre leur Amiral de se sauver dans le havre de Portolongone. Les Navires marchands avoient cependant profité de la nuit pour s'y retirer. Van Galen les y suivit; mais n'osant pas les attaquer sous le canon de la place, ni hazarder une action dont il pourroit être désavoué, quelque succès qu'elle eût, il les y tint bloqués, en attendant les ordres qu'il envoya demander aux Etats. Ils ne furent pas fort satisfaits de cette modération, & eussent mieux aimé que dans la chaleur du combat Van Galen eût poursuivi les ennemis, & que de son propre mouvement il eût rendu cet important service, sans engager l'Etat. Au mois d'Octobre on lui envoya un Pouvoir pour attaquer les Anglois dans la Baye de Portolongone; mais avec cette réserve expresse de ne pas offenser les Espagnols, & de ne point tirer contre la place, quand même le Gouverneur feroit tirer sur lui. Cet ordre embarrassant rendit l'exécution impossible, parce que Van Galen considérant qu'il ne pouvoit pas attaquer les Anglois sous le canon de la place sans manquer à ce qu'il devoit aux Espagnols, & sans leur donner sujet de s'offenser, il se retira.

*Les Anglois  
surprennent le  
jeune Tromp.*

Les Anglois n'avoient pas le même respect pour les Princes neutres, & pour leurs places. Corneille Tromp, fils du Lieutenant-Amiral, se trouvant environ ce tems-là à la rade de Livourne, où il croyoit être en sûreté, & que l'autorité & la protection du Grand Duc étoient assez puissantes pour le défendre d'insulte de la part de ses ennemis, y reçut un échec. Deux Capitaines Anglois qui étoient sur les fers auprès de lui, & qui avoient promis de ne point faire d'hostilités, se servirent néanmoins de l'occasion de la bonne chère que Tromp avoit faite avec ses amis, le jour de S. André, parce qu'il avoit pris sur les Anglois un navire chargé de morues, embarquèrent environ cent hommes dans deux Chaloupes, entrèrent à la faveur de la nuit dans le Vaisseau que Tromp commandoit, coupèrent les cables, tuèrent les soldats, & emmenèrent le Vaisseau à Naples. Tromp se défendit quelque tems dans sa Chambre; mais voyant qu'il ne pouvoit pas éviter d'y être forcé, il se jeta par une des canonières de la poupe dans la mer, & gagna à la nage une des chaloupes des autres Vaisseaux de guerre Hollandois, qui étoient à l'ancre dans la même rade. Le Grand Duc se plaignit de cette supercherie, & en demanda réparation au Parlement d'Angleterre. Mais ces nouveaux Républicains qui méprisoient tous les autres Princes & Etats, même leurs voisins, ne crurent pas devoir avoir beaucoup de respect pour un Prince si éloigné, & qui ne pouvoit pas faire considérer ses forces maritimes dans l'Océan. Les Etats & le Grand Duc avoient



voient d'autant plus de sujet d'être offensés de l'action des Anglois, qu'Appleton qui commandoit leur Escadre, se trouvant enfermé dans le port de Livourne par le Commandeur Catz, avoit donné sa parole qu'il ne feroit point d'hostilités en ces quartiers-là, & n'y étoit demeuré en sûreté que sur cette promesse. Le Grand Duc avoit fait presser le Parlement de restituer le Vaisseau de Tromp, & de faire réparer l'insulte qu'on avoit faite aux Hollandois dans son port. Mais Van Galen écrivit aux Etats, que tout étoit inutile; & qu'il n'y avoit pas de satisfaction à esperer s'ils ne se la faisoient faire eux mêmes, en lui ordonnant d'attaquer les Anglois dans le port, & sous le canon de Livourne. Dès qu'il en eût la permission il fit connoître au Grand Duc, qu'il ne pouvoit pas avoir de considération pour celui qui refusoit de lui faire restituer un Vaisseau de cet Etat, qui étant en sa protection & dans sa rade, avoit néanmoins été pris par les Anglois, contre la parole qu'ils avoient donnée. De sorte que le Grand Duc craignant qu'on ne perdît le respect qu'il prétendoit lui être dû; & dont il n'étoit pas moins jaloux que de ses Etats mêmes, fit dire à Appleton, qui depuis huit mois étoit assiégé dans le port de Livourne: Qu'il eût à restituer le Vaisseau qui avoit été pris, ou à sortir de son havre.

L'Isle d'Elbe est située entre la Terre-ferme & l'Isle de Corse, à dix mille de la Côte de Toscane, & servoit de retraite à une autre Escadre de Vaisseaux Anglois, composée de huit grands, & d'un Brulot, commandée par Bodley, qui promit à Appleton de favoriser sa retraite à la faveur d'une diversion qu'il feroit aux Hollandois. Dès que Bodley parut à la distance de quatre ou cinq lieues, Van Galen fit appareiller, & mit à la voile, rasant la Côte; non tant à dessein d'aller au devant de Bodley qui étoit encore trop éloigné, que d'attaquer Appleton qui sortoit du havre de Livourne. Dès que Van Galen l'aperçut en pleine mer, il fit tourner la proue vers lui, & engagea le combat avant que Bodley le pût renforcer. Le commencement en fut si heureux que le premier coup qu'il fit tirer donna dans la Chambre de la S. Barbe du Vaisseau nommé *Bonaventure*, monté de quarante six pièces de canon, & ayant mis le feu aux poudres, le fit sauter avec cent quatre vingts hommes dont son équipage étoit composé. Cet accident étonna tellement les Anglois des autres Vaisseaux qu'il ne fut pas fort difficile à Van Galen de défaire toute l'Escadre. Un autre Vaisseau fut coulé à fond, aussi bien que le Brulot, & les trois autres Vaisseaux furent pris. Le sixième eut le bonheur de se sauver sous le Pavillon de Bodley, qui s'étoit contenté de regarder de loin le combat, & qui au lieu d'attaquer les seize Vaisseaux Hollandois, avoit jugé plus à propos de prendre sa route vers le Détroit de Gibraltar, & d'aller porter lui-même en Angleterre les nouvelles de cette défaite; & du mauvais état où étoient les affaires des Anglois dans la mer Méditerranée. Les Capitaines Hollandois se mirent fort bien dans l'esprit du Grand Duc par cette action, & Corneille Tromp qui y commandoit un Vaisseau, se vengea bien de l'insulte que les Anglois lui avoient faite quelque tems auparavant. Mais il faut avouer que toute la gloire que les armes de l'Etat acquirent en cette journée, étoit due à Van Galen.

*Victoire de Van  
Galen sur Appleton.*

1652,

&amp; suiv.

*Van Galen y  
est blessé.**Sa mort.*

Il y eut une jambe emportée d'un coup de canon dès la première charge, & se l'étant fait couper en même tems au dessus du genou, il se fit porter en cet état sur le Pont, afin d'assurer ses gens par son exemple, & par ses paroles à poursuivre la victoire. S'il eût survécu l'Etat n'auroit pas manqué de l'avancer aux premiers emplois de la Marine. Mais il mourut six jours après le combat, extrêmement regretté, & estimé de tous ceux qui le connoissoient, & qui savoient bien que l'Etat perdoit par sa mort un de ses meilleurs Officiers. La perte du Vaisseau *Bonaventure* étonna les Anglois, & ce fut la première cause de leur disgrâce; mais la lâcheté de Bodley acheva de faire périr Appleton, qui fit en cette occasion tout ce que l'on pouvoit attendre d'un homme de cœur, jusqu'à vouloir mettre le feu aux poudres s'il n'en eût pas été empêché par ses Matelots, qui le forcèrent à se rendre aux Hollandois avec son Vaisseau.

*Le Boer lui  
succéda.*

Jacob le Boer qui avoit fort bien fait dans le combat, succéda à Van Galen au commandement de l'Escadre de la Mer Méditerranée. Mais quelque tems après on lui envoya ordre d'assembler ce qu'il y avoit de Vaisseaux de guerre en ces quartiers-là, & de venir le long des Côtes d'Italie & d'Espagne à Cadix, prendre les navires marchands, dont quelques-uns étoient chargés des richesses de la Flotte du Perou, & de les escorter jusqu'au Pays. On ne laissa dans la Méditerranée que quelques navires marchands que l'Amirauté avoit fait armer en guerre, sous le commandement d'Herman Founes, avec le Vaisseau *Léopard*, pris sur les Anglois.

*On n'est pas  
assuré de la  
France.*

Pour ce qui est des Espagnols on ne les vouloit pas offenser en violant leurs ports & rades à Portolongone, tant parce que les Hollandois avoient toujours eu une grande aversion pour tout ce qui pouvoit alterer cette nouvelle Alliance, que parce que l'Etat ne vouloit pas se faire de nouveaux ennemis dans un tems où l'on n'en avoit d'ailleurs que trop. L'on n'étoit pas trop bien assuré de la France, qui continuoit à ruiner le commerce des habitans de ces Provinces dans la Méditerranée. C'est pourquoi sur les plaintes que le Brun, Ambassadeur d'Espagne, qui en ce tems-là avoit fait un voyage en Flandre, fit aux États Généraux, quelques jours devant le combat de Van Galen, qu'en Zéelande on préparoit du secours pour les places de Gravelines & de Dunkerque, que les armes du Roi, son Maître, tenoient assiegées ou investies, les Etats protestèrent: „ Que si en Zéelande „ de il se faisoit quelque chose au préjudice du Traité de Munster, ils n'y prendroient point de part, & le désavoueroient. ”

*Les Etats se  
plaignent des  
Déprédations  
de la France.*

Ce n'étoit pas que les Etats favorisassent la France. Car ils étoient si ennuyés des déprédations que les François faisoient continuellement, qu'ils ordonnèrent à leur Ambassadeur, de déclarer aux Ministres de la Cour de France, avant la rencontre de Blake & de Tromp: „ Que de peur que la postérité ne leur reprochat „ un jour d'avoir manqué à ce qu'ils devoient à leurs Sujets & à „ eux-mêmes, ils alloient armer un grand nombre de Vaisseaux, „ & que leur intention étoit de les faire servir à assurer le commerce, & à nettoyer la mer. Pour cet effet que leurs Officiers avoient ordre d'attaquer indifferemment tous ceux qui „ in-



1652,

&amp; suiv.

*Le Roi s'en of-*  
*fense.*

„ incommoderoient la navigation par leurs déprédations. ”

Le Roi se trouvant offensé du discours de l'Ambassadeur, aussi bien que de l'insolence que le Commandeur Catz avoit faite à Toulon, en fit faire des plaintes par son Résident, qui dit: „ Que

„ le Roi, son Maître, ne pouvoit pas se persuader que l'inten-

„ tion de cet Etat fût de faire entreprendre sur ses Vaisseaux.

„ Qu'il ne le pourroit pas souffrir, & qu'il seroit obligé de s'en ressen-

„ tir. Il ajouta, que les prises qui se faisoient en la Mer Méditerranée

„ procédoient principalement des fraudes & des malverfa-

„ tions des Marchands & des Patrons de navires de ces Pays, qui

„ portoient toutes sortes de munitions de guerre & de bouche

„ aux ennemis de la France, & prêtoient leurs noms aux Eспа-

„ gnols dans le transport de leurs marchandises d'un des ports de

„ l'Espagne à l'autre. Qu'il en avoit fait souvent des plaintes;

„ mais qu'on n'avoit pas daigné y faire attention: au lieu que sur

„ les premières Lettres que l'Ambassadeur d'Espagne avoit écri-

„ tes de Brusselles, au sujet de quelques préparatifs & embarque-

„ mens chimériques & imaginaires, qui, à ce qu'il prétendoit, se

„ faisoient en Zéelande, on s'étoit mis en devoir de l'empêcher.”

Il dit encor: „ Que le Premier Ministre des Etats d'Hollande lui

„ avoit déclaré, Que l'Etat avoit été contraint d'ordonner à ses

„ Capitaines de Vaisseaux d'attaquer, & de tâcher de prendre les

„ Vaisseaux François qui avoient fait, ou feroient des prises sur

„ les habitans de ces Provinces, puisque les désordres du Royau-

„ me ne permettoient pas au Roi d'empêcher ces pirateries, &

„ que son autorité ne se trouvoit pas assés établie pour punir la

„ désobéissance, & la rébellion de ceux qui refusoient absolument

„ d'obeïr à ses commandemens, & d'exécuter les Arrêts de son Par-

„ lement & de son Grand Conseil; & avoit ajouté, que les Etats en

„ s'opposant aux violences des pirates, aïderoient à maintenir l'auto-

„ rité du Roi, que ses Sujets tâchoient de détruire. Mais que ce pro-

„ cédé étoit extrêmement offensant, & que la raison dont on

„ l'appuyoit étoit encore plus outrageante. Que c'étoit décrier

„ les affaires du Roi, son Maître, & exposer à la vue de tout le

„ monde ce qu'il y avoit de foible dans le Royaume.” Il se plai-

„ gnoit aussi de ce que Chrétien Ulric Guldenleeuw, fils naturel

„ du Roi de Danemarck, faisoit des levées en Hollande pour le ser-

„ vice du Roi d'Espagne. Il fit en même tems instance, à ce que l'on

„ payât une bonne somme d'argent qu'il disoit être due à la France par

„ l'Etat. Dans la Réponse que le Roi avoit fait donner à Bour-

„ deaux à l'Ambassadeur des Etats, en 1650, il avoit demandé avec

„ empressement le paiement de cette somme, bien qu'en ce tems-

„ là le terme ne fût pas encore échu. Car le Traité qui fut fait à

„ Compiègne, en 1624, entre la France & les Provinces-Unies,

„ portoit bien expressément: Que le Roi leur fourniroit dans la

„ même année, par forme de prêt, la somme de cent vingt mille

„ Livres, & pour les deux années suivantes un million, à condi-

„ tion qu'elles commenceroient à l'en rembourser trois ans après

„ qu'elles auroient conclu un Traité de Paix ou de Trêves avec les

„ Espagnols: & que ce remboursement se feroit en sorte qu'elles

„ acquitteroient tous les ans la moitié du prêt d'une année, afin

„ que la dette fut acquittée & éteinte dans neuf ans après la conclu-

„ sion

*Il fait deman-*  
*der une dette.*

1652,

&amp; suiv.

fion de la Paix. Le Traité ayant donc été conclu à Munster, le Roi de France croyoit pouvoir demander son remboursement dans la nécessité où les guerres Civiles l'avoient jetté., Le Roi, „ son Maître, disoit le Résident; ne pouvoit se persuader, que „ les Etats fussent assés ingrats pour lui refuser cette justice dans „ une conjoncture où, même sans cette considération, ils ne pou- „ voient pas manquer de le secourir sans se faire un tort irrépa- „ rable, puisque de sa conservation & de celle de son Royaume „ dépendoit celle de cet Etat. ”

*Raisons des E-  
tats pour ne la  
point payer.*

On savoit bien qu'il importoit à ces Provinces de ne point laisser périr la France. Mais on ne jugeoit point qu'elle fût dans un si mauvais état qu'on le dût appréhender. D'ailleurs on ne croyoit pas être obligé au remboursement que le Roi demandoit. On disoit que l'Etat avoit des prétentions qu'on pouvoit compenser avec celle que la France formoit en vertu du Traité de Compiègne. Que le Traité qui fut fait à Paris, le 28 Août 1627, n'avoit pas été ratifié, & que celui qui fut fait à la Haye, le 17. Juin 1630, dit bien expressément: Que le subside d'un million par an que le Roi promet de fournir, & de continuer tous les ans, à commencer du 1. Janvier 1627, (c'est à dire depuis l'expiration du Traité de Compiègne) n'est pas un prêt, mais un subside dont le Roi faisoit un pur don à l'Etat, & dont il n'avoit demandé d'autre reconnoissance, non plus que des autres faveurs qu'il avoit faites à l'Etat, sinon que ces Provinces l'assistassent de la moitié de la somme qu'ils recevoient tous les ans de la France, en argent, en hommes, ou en Vaisseaux, lorsqu'il seroit assailli ou attaqué dans son Royaume. Que l'on n'auroit pas refusé de secourir la France si elle avoit été attaquée. Mais qu'elle ne l'étoit pas; & que l'on n'étoit pas ici en état de rien faire pour elle dans un tems où l'on alloit rompre avec l'Angleterre. Le Résident fit cette proposition devant que la rencontre des deux armées navales découvrit bien mieux l'inclination que les Princes voisins avoient pour cet Etat.

*Affaires de  
France.*

La France avoit fort désiré dans les défordres de ses guerres Civiles, que les Etats ménageassent son accommodement avec l'Espagne; & ceux-ci avoient témoigné qu'ils s'y employeroient volontiers, & qu'ils aideroient à éteindre le feu qui s'étoit allumé en presque toutes les Provinces du Royaume. Mais dans le tems dont nous parlons elle ne faisoit plus faire d'instances pour l'un, & rejettoit absolument l'autre. La Ville de Paris s'ennuyoit extrêmement de la guerre Civile, & tout le reste du Royaume soupiroit après la paix. La Cour étoit tout à fait disposée à un accommodement, & le Ministre qui avoit trouvé le moyen de diviser les Princes & la Fronde, & qui ne pouvoit plus douter qu'il ne fût dans la puissance de la Cour de perdre les uns & les autres, ne vouloit plus de réconciliation avec les Princes, qui de leur coté n'osoient se fier à la Reine, & à son Conseil. Elle ne vouloit pas que les étrangers se mêlassent de leurs différends, parce que c'étoit une affaire purement domestique, & du Roi à ses Sujets. D'ailleurs elle considéroit que la France ne pouvoit pas espérer un grand secours de cet Etat tant qu'il seroit aux mains avec les Anglois; quand même les Espagnols ne refuseroient

pas



1652,

et suiv.

pas de faire la paix à des conditions raisonnables. On avoit ici la même opinion de la France, & l'on croyoit qu'au sortir de la guerre Civile elle ne feroit pas en état de faire une diversion à l'Angleterre. C'est pourquoi on ordonna à l'Ambassadeur: De ne parler que du Traité de Marine, & qu'il continuât de le négocier, afin de faire cesser les déprédations des François. On ajouta: Qu'il pouvoit témoigner aux Ministres de la Cour de France, qu'on n'auroit point de répugnance ici pour une plus étroite Alliance, si ces Ministres lui en parloient dans la suite de la négociation.

*Les Etats ordonnent à Boirel de négocier un Traité de Marine.*

Le Roi avant que d'aller au Parlement pour se faire déclarer Majeur, (ce qu'il se peut faire en France, & se fait ordinairement le premier jour de la quatorzième année du Monarque) y avoit envoyé un Acte qui fut enrégistré au Greffe. S. M. y déclaroit: „ Qu'elle avoit éloigné le Cardinal Mazarin, & ses parens; par-  
„ ce que contre la disposition des Loix du Royaume ce Ministre  
„ avoit fait emprisonner les Officiers du Parlement: Chassé ses  
„ bons & fidels Sujets d'auprès de sa personne: Dissipé & transféré  
„ porté les Finances pour les convertir à son profit: Fomenté &  
„ entretenu les troubles entre les Princes Chrétiens, afin de se  
„ rendre nécessaire: Nourri les mauvaises dispositions des ennemis  
„ mis de la Couronne, & éludé les bonnes intentions que le Roi  
„ avoit pour la paix. Que par la Déprédation de plusieurs Vaisseaux  
„ en laquelle il avoit part, & par sa mauvaise conduite il  
„ avoit excité les plaintes de ses Sujets, & la haine & l'aversion  
„ des Voisins & Alliés contre le Roi & le Royaume. ”

*Déclaration contre le Cardinal Mazarin.*

Au mois de Décembre suivant le Parlement fit supplier le Roi, d'éloigner d'auprès de lui toutes les créatures du Cardinal, & de faire entendre par ses Ambassadeurs à tous les Princes Etrangers les raisons qui l'avoient obligé à faire retirer ce Ministre, & à le faire sortir du Royaume, avec tous ses parens, conformément à sa susdite Déclaration du Mois de Septembre. Le Parlement y avoit ajouté des défenses au Cardinal, & à ses parens, & adhérens, de rentrer dans le Royaume, & avoit ordonné qu'on prendroit sur ses biens la somme de cent cinquante mille livres, qui seroit consignée au profit de celui qui le représenteroit mort, ou vif. Les Parlemens de Toulouse, de Bourdeaux, & de Rouen confirmèrent cet Arrêt avec la même ardeur. Mais le Cardinal méprisant l'impuissance de ces foudres, & étant bien assuré de l'affection du Roi, & de la Reine, ne laissa pas de retourner en France. Le Prince de Condé qui avoit pris des engagements fort étroits avec l'Espagne, étoit sorti de Paris, & le Parlement qui savoit les mesures que ce Prince avoit prises, ne put pas refuser de faire enrégistrer les Lettres par lesquelles le Roi le déclaroit criminel de leze-majesté, pour avoir traité avec les ennemis de la Couronne. Cependant le Coadjuteur, Chef de la Fronde, qui avoit été gagné par la promesse d'un Chapeau de Cardinal, ne s'opposoit plus ouvertement au retour du Premier Ministre.

Le Cardinal étoit arrivé à Sedan le jour de Noël, avant que le Parlement eût mis sa tête à prix, & Fabert, Gouverneur de la place, & sa créature, le reçut parfaitement bien. Les Maré-

*Qui revient en Cour.*

1652,  
& suiv.

chaux de la Ferte-Seneterre, & de la Mothe-Hocquincourt, & Navailles, Manicamp, & Broglio, Officiers Généraux, le joignirent bientôt avec de bonnes troupes, pour le conduire à Poitiers, où la Cour s'étoit rendue au commencement de l'année 1652. Il s'y étoit fait d'étranges intrigues en l'absence de Mazarin. Hugues de Lionne, Secrétaire des Commandemens de la Reine, & qui servoit aussi de Secrétaire au Cardinal, tâchoit de faire éloigner Michelle Tellier, Secrétaire d'Etat, à dessein d'occuper son emploi, & s'étoit servi pour cela des blancs-signés que le Cardinal lui avoit laissés. Mais son infidélité fut découverte, & la Reine lui en témoigna son indignation. D'un autre côté Nicolas de Villeroy, Maréchal de France, qui avoit été Gouverneur du Roi pendant sa Minorité, & qui à cause de cela parloit avec quelque autorité dans le Conseil, avoit voulu persuader la Reine, que le retour du Cardinal ruineroit entièrement ses affaires. Mais comme ce conseil étoit intéressé, il se rendit bientôt suspect, & perdit la confiance de la Reine. Il avoit celle de la Duchesse de Chevreuse, du Coadjuteur, du Duc de Beaufort, & du Président de Bellièvre, & il étoit proche parent de Châteauneuf, qui s'étoit mis à la tête de la Fronde, & des ennemis jurés de Mazarin. Villeroy se foutint néanmoins par l'affection que le Roi avoit pour lui; mais tous les autres furent éloignés de la Cour & des affaires, & le Coadjuteur, qui avoit été fait Cardinal au commencement de l'année, fut arrêté sur la fin au Louvre, & envoyé prisonnier au Château de Vincennes.

*Le Cardinal  
de Retz prison-  
nier.*

*Le Parlement  
de Paris fait le  
procès au Prin-  
ce de Condé.*

La Cour étant partie de Poitiers pour se rapprocher de Paris, s'arrêta quelque tems à Saumur, à dessein de négocier la réduction du Pont de Cé, & du Château d'Angers, dont Chabot, Duc de Rohan par sa femme, s'étoit saisi, en apparence pour le Prince de Condé, mais en effet afin de pouvoir mieux faire ses affaires en le remettant au Roi. Le Duc de Nemours, de la Maison de Savoye, étoit cependant entré dans le Royaume de la part du Prince, avec une armée qu'il étoit allé prendre dans les Pays-Bas; de sorte que le Parlement qui n'avoit pas moins de passion pour la conservation de l'autorité Royale, & pour le repos du Royaume, qu'il en avoit témoigné pour l'éloignement du Cardinal Mazarin, ne pouvant pas approuver la conduite du Prince, ne fit point de difficulté de travailler à l'instruction de son procès, & commença à s'éloigner des sentimens du Duc d'Orleans, qui s'intéressoit pour les Ducs de Nemours & de Beaufort, dont le dernier, en qualité de Lieutenant Général, commandoit les troupes qui s'avoient du Roi, & qui servoient effectivement les Princes.

*Qui revient à  
Paris.*

Le Prince de Condé étoit encore à Bourdeaux lorsque Bouthillier de Chavigny, Secrétaire d'Etat sous le Ministère du Cardinal de Richelieu, lui représenta le peril où l'armée se trouvoit de se ruiner par la division des deux beaux-frères les Ducs de Nemours & de Beaufort, pendant que les Maréchaux de Turenne & d'Hocquincourt, qui commandoient les troupes du Roi, l'incommodoient dans sa marche & dans ses Quartiers, & l'obligea à quitter la Guyenne, où il avoit d'ailleurs bien de la peine à subsister. Il prit la route de Paris, accompagné de fort peu de personnes, afin de

cou-



couvrir sa marche, & défit auprès de Gien quelques troupes de l'Avantgarde de l'armée du Roi, commandée par le Maréchal d'Hocquincourt. Il fut bien reçu, même du Parlement qui l'avoit déclaré criminel de leze-majesté, & y prit séance, aussi bien qu'à la Chambre des Comptes, & à l'Hôtel de Ville.

Cette nouvelle surprit le Roi, l'obligea à se rapprocher de Paris, & à se saisir de toutes les avenues par où cette grande Ville pouvoit recevoir des vivres, en mettant garnison dans Corbeil, Melun, Lagni, & dans plusieurs autres postes sur la Seine, & sur la Marne, & il alla loger avec toute sa Cour à S. Germain en Laye. Le Prince de Condé qui défendoit contre le Roi la Capitale qu'il avoit autrefois assiégée pour lui, avoit fait abattre les ponts de Neuilli, de S. Cloud, & de Charenton; & le Duc d'Orleans avoit fait avancer jusqu'à Villeneuve-S. George le Duc de Lorraine, son beau-frère, avec les troupes qu'il commandoit en Flandre, qui vivoient par tout à discretion, & incommodoient plus le Parlement que le parti contraire. Il se faisoit cependant des allées & venues du Parlement à la Cour, & l'on faisoit des instances continuelles pour l'éloignement du Cardinal, dont on faisoit dépendre le rétablissement du repos du Royaume, & la Fronde vouloit faire croire que ce seroit la fin de la guerre Civile. La Cour disoit, que ce n'étoit qu'un prétexte, & qu'elle ne l'auroit pas sitôt levé que les Princes en feroient naître dix autres. Qu'elle avoit ci-devant permis au Cardinal de se retirer hors du Royaume; mais que sa retraite bien loin de faire cesser les désordres, les avoit augmenté. Que le Roi ne pourroit se résoudre à donner un emploi éloigné au Cardinal, & que sachant que le Prince de Condé avoit fait son Traité avec l'Espagne pendant que le Cardinal étoit en Allemagne, S. M. vouloit que les Princes lui donnassent des assurances réelles de l'effet des offres qu'ils faisoient de faire cesser les troubles. Que pour cet effet il falloit qu'ils renonçassent à toutes les Ligues qu'ils avoient faites avec les Etrangers, & à toutes les Associations qu'ils avoient dans le Royaume. Qu'ils promissent de ne point produire de nouvelles prétentions après cela. De se rendre à la Cour. De renvoyer les Etrangers, & de les faire sortir des places de France où ils les avoient fait entrer. Les Princes s'obligeoient à tout ce que le Roi demandoit d'eux, pourvu qu'on éloignât le Cardinal. Mais ils ne trouvoient plus de sûreté en France. Le Duc de Lorraine toujours changeant & infidel, avoit pris l'argent de la Cour, & trompa à son ordinaire ceux qui l'avoient fait venir à leur secours. Il refusa de combattre, & voyant que les esprits se disposoient à la paix, il reprit le chemin de Flandre, après avoir ruiné les Quartiers où il avoit logé, & les avoir tellement ravagé qu'il étoit impossible d'y subsister.

*Le Roi se saisit  
des avenues de  
Paris.*

*Conduite in-  
fidelle du Duc  
de Lorraine.*

Le parti du Prince de Condé n'étoit plus composé que de gens attachés à sa personne par des considérations particulières, ou ennemis de la Cour & du Cardinal pour des mécontentemens personnels. La plus saine partie du Parlement, & les principaux Bourgeois de Paris détrompés des préjugés qui les avoient si longtemps retenu dans les intérêts du Prince, condamnoient les liaisons qu'il avoit prises avec les Espagnols, & ne vouloient point avoir de

*L'armée du  
Roi attaque cel-  
le du Prince.*

1652,  
& suiv.

de part à des engagemens si criminels. Son armée étoit campée à S. Cloud & à Surenne ; mais ayant sçu que le Maréchal de Turenne avoit fait faire un pont sur la Seine, auprès d'Epinay, ne se croyant pas en sûreté dans ses Quartiers, il crut en devoir décamper. La Cour qui en fut bientôt avertie, fit attaquer ses troupes dans le tems qu'elles filoient le long des murailles de la Ville de Paris, pour changer de Quartiers, & le contraignit de combattre dans le Fauxbourg S. Antoine avec désavantage, parce qu'il eut à peine le loisir de les ranger en bataille. Ceux de Paris lui avoient refusé l'entrée de la Ville lorsqu'il se presenta à la Porte de la Conférence ; de sorte qu'il auroit péri avec toute son armée sans la résolution de la fille aînée du Duc d'Orleans, appelée ordinairement, Mademoiselle d'Orleans-Montpensier, qui entra dans la Bastille, & fit tirer le Canon sur l'armée du Roi. Turenne qui la commandoit voyant que le parti qui s'étoit formé dans Paris pour la Cour n'étoit pas assés fort, ou manquoit de résolution, fit sonner la retraite ; presqu'au même tems que les Bourgeois ouvroient la porte S. Antoine, à la prière du Duc d'Orleans & de Mademoiselle, pour y faire entrer le bagage, & ensuite toute l'armée du Prince, bien délabrée par la mort, ou les blessures de la plupart de ses Chefs, & d'un grand nombre de ses soldats. Le Prince qui avoit fait des merveilles dans tous les combats où il s'étoit trouvé, en fit plus en cette journée qu'il n'en avoit fait dans toutes les autres. Jusqu'alors il n'avoit combattu que pour la gloire, & pour le service du Roi, son Souverain ; mais en cette occasion il avoit été contraint de combattre pour la conservation de sa personne & de sa fortune.

*Qui se venge  
des Parisiens.*

Et comme ceux qui lui avoient fermé la Porte S. Antoine l'exposèrent à perdre l'une & l'autre, il forma dès lors le dessein de s'en venger cruellement. Il en vouloit non seulement à ceux qui lui avoient fait cet affront ; mais aussi à tous ceux qui refusoient d'épouser aveuglément ses interêts, & de faire avec le Duc d'Orleans une Union qui auroit rendu la Ville de Paris irréconcilable avec la Cour. Il trouva bientôt l'occasion de se venger ; car ayant fait convoquer dans l'Hôtel de Ville près de quatre cent personnes, Présidents, Maîtres des Requêtes, Conseillers, Maîtres aux Comptes, Curés, Notables Bourgeois, & Marchands ; & voyant qu'il n'y avoit point de disposition à faire réussir la prétendue Union, parceque tout le monde étoit ennuyé de la guerre Civile, & des désordres que les gens de guerre commettoient à la campagne, il dit en sortant que l'Assemblée n'étoit composée que de Mazarins. C'étoit le nom que les Frondeurs avoient donné aux partisans de la Cour, & il ne falloit point d'autre signal pour faire attaquer l'Hôtel de Ville. La Grève étoit remplie de toutes sortes de gens, parmi lesquels se trouvoient mêlés plusieurs Soldats, que le Prince de Condé & le Duc de Beaufort avoient fait venir exprès pour augmenter le désordre. Ils tirèrent aussitôt aux fenêtres, mirent le feu aux portes, & tuèrent un Maître des Requêtes, un Conseiller au Parlement, un Maître aux Comptes, un Marchand de fer, & plus de vingt cinq autres Bourgeois qui vouloient se sauver ; en sorte qu'on commença à croire que le massacre seroit général, & qu'on feroit mou-



mourir tous les partisans de la Cour. Ils en couroient risque, 1652,  
 lorsque les Princes qui y avoient quelques-uns de leurs amis qu'ils & suiv.  
 vouloient tirer de la mêlée, y firent aller Mademoiselle & le Duc  
 de Beaufort sur les dix heures du soir, qui vinrent à bout de faire  
 cesser le désordre.

Cette violence effaça toute la gloire que le Prince avoit acquise *Négociation*  
 à la journée du Fauxbourg S. Antoine, & acheva de détruire dans *entre la Cour*  
 l'esprit du peuple les bons sentimens qu'il conservoit encore pour *& le Prince.*  
 lui. Cependant il se faisoit des négociations continuelles avec la  
 Cour par l'entremise du Duc de la Rochefoucault, de Chavigni,  
 de Gourlet, de Gourville, & autres. Le Duc d'Orleans y procé-  
 doit de bonne foi, & pressoit l'éloignement du Cardinal Maza-  
 rin; mais le Prince n'y insistoit que foiblement, ne cherchant  
 plus qu'à sauver les apparences, & étant même bien aise d'avoir  
 un prétexte de mécontentement qui justifîât les engagements qu'il  
 avoit pris avec les Espagnols. Il étoit obligé de demander l'é-  
 loignement du Cardinal, parce qu'en ne le demandant plus il se  
 rendoit suspect & odieux à la Ville de Paris, dont la plupart des  
 habitans étoient prévenus d'une haine brutale contre Mazarin; &  
 en l'obtenant il s'ôtoit le prétexte de demeurer armé. C'est pour-  
 quoi le Roi afin de ne lui en laisser aucun, promit de faire sortir  
 le Cardinal hors du Royaume dès que le Prince auroit renoncé aux  
 Lignes qu'il avoit faites devant que le Cardinal fût revenu en France.

Mais de part & d'autre on s'étoit porté à des extrémités dont *Déclaration*  
 il n'étoit pas facile de revenir. Le Prince ne pouvoit plus trou- *du Parlement*  
 ver sa sûreté dans l'accommodement. Avant qu'il allât en Guyen- *en faveur des*  
 ne il savoit que Lionne s'étoit abouché avec les Frondeurs chez *rébelles.*  
 le Comte de Montrésor, où on avoit proposé de l'arrêter encore;  
 & le Roi qui l'accusoit d'avoir voulu partager son Royaume avec  
 le Duc d'Orleans, vouloit bien que tout le monde sçût le juge-  
 ment qu'il faisoit des intentions du Prince. Ces raisons obligé-  
 rent l'un & l'autre, résolus qu'ils étoient à la guerre Civile, de  
 faire déclarer par le Parlement, qui n'étoit plus en effet qu'une  
 cohue, & où on ne voyoit plus rien de cette gravité, ni de cette  
 probité, ou de cet ordre digne de la première Compagnie du  
 Royaume, & peut-être de l'Europe: „ Que le Roi n'étoit plus en  
 „ liberté. Que le Duc d'Orleans seroit prié d'employer l'autorité  
 „ Royale, & la sienne pour faire donner une entière liberté à S.  
 „ M. De prendre pour cet effet la qualité de Lieutenant Géné-  
 „ ral par tout le Royaume. Et que le Prince seroit prié de se  
 „ charger de la conduite & du commandement des armées sous  
 „ le même Duc. ” Les Princes firent ce qu'ils vouloient que le  
 Parlement désirât d'eux, & après cela le Duc de Beaufort ac-  
 cepta le Gouvernement de Paris & de l'Isle de France, dont on  
 déposséda le Maréchal de l'Hôpital, & on donna à Broussel, Con-  
 seiller au Parlement, la Charge de Prevôt des Marchands, qui est  
 le premier Magistrat de Police de la Ville. On forma ensuite un  
 Conseil, où Pierre Seguier, Chancelier de France, devoit prési-  
 der. Il n'étoit point satisfait de la Cour, parce qu'on lui avoit  
 ôté les Sceaux pour les donner à Mathieu Molé, Premier Prési-  
 dent au Parlement de Paris; mais il ne laissa pas de la bien servir  
 sous main, jusqu'à ce que voyant les affaires de la Ville dans la der-

1652, nière confusion, & ne se trouvant pas en fureté dans sa maison, & fuiv. il en sortit de nuit pour se retirer à S. Germain. Le désordre augmenta encore par la taxe que le Parlement mit sur les maisons pour faire une somme de huit cent mille livres, dont on avoit besoin pour faire subsister les gens de guerre; les habitans trouvèrent mauvais que le Parlement disposât de leurs bourses, & refusèrent de payer cette taxe.

*Le Roi permit  
au Cardinal de  
se retirer.*

*Les Princes dé-  
clarent qu'ils  
posent les ar-  
mes.*

*Amnistie pour  
la ville de Pa-  
ris*

*La Ville dé-  
pute au Roi.*

La Cour les fortifioit dans ces sentimens, & afin d'ôter tout prétexte aux Princes de demeurer armés, le Roi permit au Cardinal de se retirer hors du Royaume. Mais en y consentant il en parloit dans d'autres termes qu'en sa Déclaration du 5. Septembre de l'année 1652. Cette retraite de Mazarin acheva de déconcerter toutes les mesures des Princes. Il est vrai qu'ils allèrent au Parlement protester qu'ils étoient prêts de poser les armes; mais ils vouloient que le Roi leur accordât auparavant une Amnistie générale: & la Cour qui sentoît ses forces, & qui favoit l'état de la Ville, s'opiniâtra à ne point entrer en commerce avec les Princes qu'ils n'eussent auparavant renoncé aux Traités qu'ils avoient faits avec les Espagnols, ennemis déclarés de la Couronne, & qu'ils n'eussent renvoyé toutes les troupes étrangères hors du Royaume. Sans attendre leur Réponse le Roi fit publier une Amnistie pour la Ville de Paris; mais le Parlement refusa de l'entériner parce qu'elle n'étoit pas générale.

Le Cardinal étoit à la vérité sorti du Royaume; mais il s'étoit arrêté à Bouillon, sur les frontières de Champagne, & dans le Diocèse de Liège. Il avoit choisi cet endroit parce que le Prince de Condé le lui avoit marqué dans les propositions d'accommodement qu'il lui avoit envoyé. Mais de là il ne laissoit pas de regner à la Cour par le Ministère de Servient, le Tellier, & Lionne, ses créatures, qui ne faisoient rien sans son avis, & sans ses ordres. Les Princes qui ne pouvoient pas ignorer ce que tout le monde favoit, n'avoient pas envie de désarmer. Mais ils ne purent pas empêcher que la Ville de Paris, dont la patience étoit épuisée & qui ne pouvoit plus souffrir les calamités dont elle étoit affligée depuis plusieurs années, ne résolût de secouer le joug d'une autorité usurpée, & infiniment plus insupportable que n'avoit été la légitime.

*Le Roi revient  
à Paris.*

*Le Prince se*

Le Clergé & l'Hôtel de Ville résolurent d'envoyer leurs Députés à la Cour, pour y faire des protestations de leur obéissance, & de leur affection pour le service du Roi; & les personnes de qualité, comme aussi les principaux Bourgeois faisoient publiquement des Assemblées, où on déliberoit des moyens de faire revenir le Roi, & de chasser les étrangers, auteurs de la rébellion. Et de fait l'Hôtel de Ville & le Corps des Marchands envoyèrent des Députés à S. Germain, où ils firent leurs soumissions. Le Duc de Beaufort se démit du Gouvernement de Paris entre les mains du Duc d'Orleans, & Broussel de sa Charge de Prevôt des Marchands; de sorte que les anciens Officiers étant rentrés dans les fonctions de leurs Charges, & la Ville dans les sentimens de respect, & d'obéissance le Roi résolut d'y revenir, & y arriva le 24 Octobre 1652. Mais devant que d'y entrer il en fit sortir le Duc d'Orleans, à qui il permit de se retirer à Blois, qui étoit de son Appanage. Le Prince de



de Condé en étoit parti huit jours auparavant, & avoit emmené 1652, ce qu'il y avoit de gens de guerre de son parti, se déclarant ouvertement ennemi de la France, & s'abandonnant à toutes les rébellions & hostilités que pouvoit produire l'ame irritée de ce Grand Prince, qui ne pouvant plus trouver de sûreté en France après une déclaration si criminelle, acheva de se jeter entre les bras des Espagnols, & se retira à Brusselles, où il leur a rendu de très importants services.

Ces guerres Civiles avoient fait naître au Roi d'Espagne l'occasion de faire agir ses armes avec plus de succès qu'elles n'avoient fait depuis quelques années. L'Archiduc Guillaume Leopold, Gouverneur des Pays Bas, avoit repris Gravelines & Dunkerque, les deux plus importantes places de la Côte de Flandre, avec les autres Villes & Forts du voisinage, comme Furnes, Berg-S. Vinox, & Dixmude. Don Juan d'Autriche avoit réduit Barcelonne, Capitale de la Catalogne, avec presque toutes les autres places de la Province. Le Duc de Mantoue avoit fait sortir la garnison Françoisise de Casal, & des autres places du Montferrat; & le Prince de Condé, se retirant en Flandre, avoit pris en passant Rhétel & Château-Porcien, en Champagne.

Lorsqu'on faisoit en Flandre des préparatifs foibles & languissans pour le siège de Gravelines & de Dunkerque, la France tâchoit de les faire secourir du côté de la Zéelande, & faisoit traiter pour cela avec quelques particuliers. L'Ambassadeur d'Espagne s'en plaignit aux Etats, & on y donna ordre. Mais ayant appris que la France désespérant de pouvoir conserver ces deux places les avoit offert à cet Etat, il protesta, que le Roi, son Maître, qui avoit résolu de les assiéger, & qui espiroit de venir à bout de les réunir à sa Couronne ou par la force des armes, ou par un Traité de paix, prendroit pour une rupture formelle la convention que les Etats en pourroient faire avec la France. L'Assemblée des Etats Généraux étoit partagée sur cette affaire. Les uns jugeoient que l'on ne devoit pas laisser échapper une si belle occasion de faire un établissement aussi avantageux sur les Côtes de Flandre, où il seroit facile de conserver deux Villes, qui seroient autant de Citadelles contre les entreprises des Princes voisins. Qu'il falloit ménager les momens, & faire cette importante acquisition avant que les Ministres d'Espagne pussent découvrir les intentions de l'Etat. Mais ceux qui vouloient prévenir tout ce qui pouvoit le brouiller avec cette Couronne, sçurent si bien faire traîner toutes les délibérations que l'on ne pouvoit plus résoudre l'affaire qu'en rompant avec elle.

Cependant Gravelines se rendit le jour de la Pentecôte, & Dunkerque bien qu'elle ne fût que foiblement attaquée, ne pouvant pas se défendre, parce que dans le soulèvement presque universel du Royaume la Cour avoit négligé de rafraîchir la place de vivres, de munitions, d'hommes, & d'argent, quelques instances que le Comte d'Estrades, qui y commandoit, eût faites pour cela auprès des Ministres, fut contrainte de capituler le 10 Décembre, & se rendit le 16. Le Duc de Vendôme, Amiral de France, avoit fait mettre en mer une Escadre de huit Vaisseaux de guerre, & de six Brulots, où il avoit fait embarquer à la rade de

1652,  
& suiv.

*Hostilités de  
l'Amiral An-  
glois contre les  
Français.*

Calais quinze cent soldats, avec quelques munitions; & ces forces suffisoient pour faire lever le siège, parce que les Espagnols n'avoient point d'armée navale qui s'y pût opposer.

Mais Blake qui commandoit celle d'Angleterre, ayant eu avis que les Vaisseaux François approchoient à dessein de se mettre à la voile à l'entrée de la nuit, à la faveur de laquelle ils prétendoient entrer dans le port de Dunkerque, les attendit au passage, les attaqua, & les prit presque tous après une légère résistance. Il en emmena onze à Douvres, où les Officiers François demeurèrent prisonniers, mais les Soldats furent renvoyés. Quelques Marchands de Londres offrirent de secourir la Ville à leurs risques, moyennant vingt mille écus; mais la foiblesse de la France étoit si grande qu'on ne les pût fournir, ni se ressentir de l'insulte des Anglois. La Ville de Paris occupoit tellement l'attention des Ministres, qu'ils ne purent mettre ordre à celle de Dunkerque, d'où il sortit environ douze cents hommes, tant sains que malades.

*Inexécution  
du Traité de  
Munster.*

L'Espagne faisoit faire des plaintes continuelles à la Haye des contraventions & inexécutions du Traité de Munster. En même tems elle flattoit le Parlement d'Angleterre, lui faisoit faire les dernières soumissions par Don Alonso Cardenas, son Ambassadeur, & lui faisoit offrir de plus grands avantages qu'elle n'avoit envie de lui faire, & qu'elle ne lui pouvoit faire en effet; pendant qu'elle travailloit à exciter & à entretenir l'animosité des Anglois contre cet Etat.

*L'Espagne a-  
nime les An-  
glois.*

*L'Ordre Teu-  
tonique récla-  
me la Com-  
manderie de  
Gemert.*

D'un autre coté les Députés des Electeurs de l'Empire, qui étoient assemblés à Francfort sur le Meyn, croyant, à leur ordinaire, devoir profiter de la rupture de l'Angleterre, envoyèrent à la Haye une personne Militaire, savoir un Aide-Major Général des armées de l'Empereur, pour réclamer la Commanderie de Gemert, que les Etats possédoient comme une dépendance de la Mairie de Bois-le Duc, & que le Grand Maître de l'Ordre Teutonique en Allemagne, qui est Prince de l'Empire, prétendoit lui appartenir comme un membre de son Ordre, dépendant immédiatement de l'Empire. Il ne rapporta pas grande satisfaction de son voyage. C'est pourquoi les mêmes Députés lui en firent faire un second, & lui ordonnèrent de parler plus haut, ne doutant point que les disgraces continuelles qui accompagnoient alors les armes de cet Etat, n'en eussent abbatu le courage, & ne l'obligeassent à restituer la Commanderie. Mais l'Adjudant y trouva la même fermeté, & les Etats toujours résolus de conserver ce qu'ils croyoient leur appartenir, jusqu'à ce que leur droit eût été examiné par les Cours de Justice.

*Le Roi d'An-  
gleterre veut  
engager les E-  
tats.*

Le Roi d'Angleterre qui étoit en ce tems-là en France, croyoit devoir, & pouvoir profiter du mauvais procédé du Parlement à l'égard de ces Provinces, aussi bien que de la Résolution que l'on avoit prise à la Haye, d'opposer toutes les forces de l'Etat aux violences des Anglois. En conséquence il fit dire à l'Ambassadeur d'Hollande: Qu'il avoit plusieurs bons Vaisseaux de guerre à son service & bien montés, qui avoient ordre d'attaquer ses Sujets. Qu'il esperoit que les Etats ne feroient point de difficulté de donner retraite à ses gens, & de permettre à ses Vaisseaux de se servir de la commodité des ports & des rades de ces pays pour



y débiter leurs prises & leur butin ; & qu'il envoyeroit un Ambassadeur à la Haye dès qu'il sauroit qu'il seroit agréable aux États. 1652, & suiv.

Le Duc de Lorraine quoiqu'indigné du mauvais traitement qu'il prétendoit avoir été fait à quelques-uns de ses Officiers en Zéelande, où on les avoit empêché de passer en Irlande pour le service du Roi d'Angleterre, fit entendre qu'il donneroit volontiers son ressentiment aux intérêts du Roi d'Angleterre, & qu'il l'aideroit de dix mille hommes, qu'il entretiendrait à ses propres dépens, pour le rétablir sur le trône, si les États le vouloient accommoder de leurs Vaisseaux pour le transport de ses troupes. Mais on ne répondit point aux délirs du Roi, & on fit dire au Duc : Que l'on ne pouvoit pas séparer l'armée navale, ni en détacher des Vaisseaux pour un intérêt étranger. On ne pouvoit pas faire sa cause de celle du Roi d'Angleterre dans l'état où étoient les choses, ni s'engager dans une guerre qui n'auroit pu finir que par une Révolution, à laquelle on ne voyoit point encore d'apparence, & qui n'est arrivée que lorsqu'il il y en avoit le moins.

Les deux Couronnes du Nord se faisoient fort considérer dans cette conjoncture, tant parcequ'elles mettoient tout l'avantage du côté du parti pour lequel elles se déclareroient, que parceque ni l'Angleterre, ni ces Provinces ne pouvoient construire, ou équiper des Vaisseaux sans le bois, le chanvre, la poix, & le goudron de ces Pays-là. Pour se les acquérir toutes deux les États résolurent d'abord d'y envoyer une Ambassade solennelle, & en attendant que les Provinces nommassent les personnes dont elle devoit être composée, de faire partir MM. Conrad van Beuningen, Conseiller Pensionnaire d'Amsterdam, & Nanning Keyser, Bourguemaître d'Hoorn, en qualité de Députés Extraordinaires. Van Beuningen qui avoit l'esprit assez bien orné & une connoissance plus que médiocre de la Philosophie & des Belles Lettres, n'eut point de peine à se rendre agréable à la Reine Christine de Suede, qui ne les haïssoit pas encore en ce tems-là, & qui s'en est dégoûtée depuis. Mais il y trouva des dispositions fort opposées aux intentions de ses Maîtres.

Il avoit ordre de représenter en Suede : Que les Anglois en faisant la guerre à cet Etat la faisoient indirectement à tout le reste de l'Europe, parce qu'il leur seroit bien facile après avoir ruiné le commerce des habitans de ces Provinces, de se rendre maîtres absolus de la mer, & d'en exclure toutes les autres Nations. Que cet intérêt commun devoit convier la Suede de joindre ses armes à celles de cet Etat. Que la Reine y étoit particulièrement obligée par les Traités de 1640, & 1645, qui n'avoient été faits que pour la conservation du commerce, que le Parlement d'Angleterre tâchoit de ruiner. Que l'on ne trouvoit pas mauvais que la Reine, si elle le jugeoit à propos, envoyât en Angleterre pour tâcher d'y porter les esprits à un accommodement raisonnable, devant qu'elle se déclarât. Mais qu'elle ne pouvoit pas se dispenser d'assister les États dès à présent d'un secours de quatre mille hommes, ou effectifs, ou en argent, ou en munitions, puisque les mêmes Traités le portoient bien expressément : ou du moins qu'elle ne pouvoit pas refuser de faire des Défenses à ses Sujets,

1652,

de suiv.

*Il arrive à Stockholm.*

de porter aux ennemis de cet Etat des marchandises de contrebande, c'est à dire toutes celles qui peuvent servir à la construction des Vaisseaux, à leur monture, & armement.

Van Beuningen partit de la Haye au mois d'Août, & ne fut pas si tôt arrivé à Stokholm, qu'il reconnut que la Reine n'étoit point satisfaite des Etats, particulièrement depuis les deux Traités qui avoient été faits à la Haye avec le Roi de Danemarc en 1649, par l'entremise de Corwitz d'Ulefeld. Elle avoit aussi témoigné être offensée du peu de satisfaction qu'elle recevoit sur les plaintes assez pressantes qu'elle avoit fait faire touchant quelques affaires particulières où elle prétendoit avoir été assez maltraitée. Ainsi on crut qu'elle alloit s'en ressentir lorsqu'on apprit qu'elle avoit donné ordre d'armer quelques Vaisseaux de guerre. Mais on sçut bientôt que ce n'étoit qu'une grimace. Car faisant de la dépense en toutes les choses où elle vouloit imiter la magnificence des autres Cours de l'Europe, & plus que ses fonds ne le pouvoient permettre, elle ne se trouvoit pas en état de faire un armement fort considerable.

*Pendant de la Reine pour l'Angleterre.**Les Anglois lui offrent des avantages.*

Mais dès qu'elle fut informée de la rencontre du 29 Mai, elle affecta de s'y appliquer avec plus d'empressement qu'elle n'avoit fait jusqu'alors, & elle n'eut plus tant de répugnance à écouter les propositions du Parlement d'Angleterre, qui avoit été autrefois l'objet de son horreur & de son aversion. Les Anglois lui faisoient esperer que ses Sujets seroient traités en Angleterre de la même manière que les Anglois naturels y étoient traités, & que l'on accorderoit aux Suedois les mêmes franchises & exemptions dont ils jouissoient.

*La Reine refuse de secourir les Etats.**Elle offre sa Médiation.*

Les Ministres de Suede, & particulièrement les deux Comtes d'Oxenstiern, père & fils, eurent si peu de consideration pour les Traités qui avoient été faits entre la Couronne & les Etats, qu'ils ne craignirent point de dire, que l'on n'auroit point d'égard à ce qui avoit été réglé par ces Traités, & que la Reine prendroit ses mesures sur la constitution presente des affaires. De sorte que tout ce que Van Beuningen pût faire ce fut de faire convertir en une Déclaration formelle l'inclination extérieure & apparente qu'on lui témoigna pour la Neutralité entre les deux Républiques, avec des offres de la Médiation de la Reine pour l'accommodement de leurs differends. On ne fit point de difficulté de lui soutenir: Que le Traité de 1640 n'obligeoit pas la Suede à rompre avec l'Angleterre, ni même à secourir les Etats contre le Parlement. Que ce Traité n'avoit eu pour but que la guerre de Danemarc, & que les Etats au lieu d'y secourir la Suede, s'étoient contenté de mettre en mer une armée navale pour la sureté de leur commerce, & de faire partir leurs Ambassadeurs, avec ordre de travailler à la paix entre les deux Couronnes. Qu'en ce tems-là les Etats ne s'étoient point déclarés; qu'ils n'avoient point fait défendre le transport des marchandises de contrebande, & qu'ils n'avoient point secouru la Suede. Qu'elle n'y pouvoit pas être obligée en vertu du Traité de 1645, parce qu'il avoit été manifestement violé par celui que les Etats avoient fait en 1649 avec le Roi de Danemarc. Que la Reine ne pouvoit pas défendre le transport des marchandises, que l'on appelloit en Hollande, de contrebande,



trebande, sans faire un tort irréparable à ses Sujets, qui n'avoient point d'autre revenu, ni d'autre commerce. Enfin les Ministres de Suede déclarèrent assez franchement à celui de France, & à tous ceux qui parloient pour les intérêts de la Hollande : Que tout ce que Van Beuningen pouvoit esperer c'étoit la Médiation. Et ils ne dissimulèrent point que la Suede tâcheroit de faire son profit de cette favorable conjoncture pour l'établissement de son Commerce, & de favoriser les Anglois en tout ce qu'elle pourroit.

Suivant ce système la Reine fit faire de grands efforts à Coppenhague pour empêcher le Roi de Danemarck de s'engager avec cet Etat. Elle fit défendre le transport du Canon de fer hors du Royaume, parcequ'elle savoit que les Etats en avoient fait acheter une grande quantité, & fit connoître dans toute la suite de la Guerre d'Angleterre, que bien loin de vouloir secourir l'Etat, & de s'acquitter par ce moyen des obligations que la Suede lui avoit, aussi bien qu'au Traité, elle ne manqueroit pas de lui nuire si elle en trouvoit l'occasion. Elle fit même emprisonner, par forme de représailles, quelques Hollandois, dont elle fit saisir & annoter le bien, & celui de tous les autres Marchands de cette Nation qui étoient à Stockholm.

*Elle veut empêcher le Danemarck de s'engager.*

*Et maltraiter les Marchands Hollandois.*

Le Parlement n'étoit point content de la France, & n'avoit pas manqué de le témoigner fort souvent, & particulièrement en prenant les Vaisseaux de guerre qui alloient au secours de Dunkerque. La Reine de Suede avoit offert de s'employer pour leur accommodement, & la France ayant agréé ses offres, on étoit persuadé à Stockholm qu'on ne les oseroit plus rejeter à la Haye. En conséquence la Reine voulut obliger les Intéressés à envoyer leurs Députés à Gottenbourg, comme au lieu le plus propre pour cette Assemblée, puisque, selon les apparences, ni les uns ni les autres ne voudroient pas s'assembler pour cela en France, ou en Flandre, & que les Anglois ne voudroient pas traiter à la Haye, ni les Hollandois à Londres. Mais pas une des Parties ne voulut donner cet avantage à la Suede. Les Etats qui n'avoient pas envie d'admettre la Médiation de la Reine, qui, à ce qu'ils disoient, renonçoit aux Traités qu'elle avoit fait, répondirent au Ministre qui leur en fit la proposition : Qu'ils s'en expliqueroient quand ils fauroient de quelle façon le Parlement l'auroit reçu. Les Anglois la rejettèrent absolument, tant parce qu'ils ne pouvoient pas s'assurer des Suedois, que parce qu'ils se flattoient toujours de pouvoir faire réussir la prétendue Union ou, comme ils parloient, la Coalition des deux Républiques d'Angleterre & des Provinces Unies.

*Les Etats refusent sa Médiation.*

Les affaires étoient tout autrement disposées à Coppenhague. Corwitz d'Ulefeld avoit obligé le Roi, son Maître, par le Traité de 1649, à secourir cet Etat contre tous ceux qui l'attaqueroient par terre, ou qui troubleroient son commerce par mer. Ce secours devoit être de quatre mille hommes effectifs, ou en argent à raison de seize mille écus par mois, ou en Vaisseaux, vivres, munitions, ou autres choses dont l'Attaqué auroit besoin. Et ce secours devoit être fourni dans trois mois après qu'on auroit été averti de l'aggression de la part des Etats.

*Disposition du Danemarck, obligé à secourir les Etats.  
Voy. Liv. III. Preuve CXXII. p. 639. & suiv.*

Après

1652,  
 & suiv.

Après la rencontre du 29 Mai ils ordonnèrent à leur Ambassadeur d'y représenter: Que la négociation des Ambassadeurs que le Parlement d'Angleterre leur avoit envoyé, n'ayant point réüssi, ils avoient bien voulu en envoyer de leur part à Londres pour la faire renouer, afin de prévenir tout ce qui pouvoit troubler le commerce, & la bonne correspondance entre les deux Nations. Que leurs Ambassadeurs avoient eu ordre en traitant avec les Anglois, d'avoir égard à l'interêt commun de la Couronne de Danemarc & de cet Etat. Mais que pendant la négociation le Parlement avoit donné des Lettres de Répresailles contre les habitans de ces Provinces, & même qu'on avoit pris leurs navires sous le prétexte des Lettres qu'on avoit donné contre les François. Qu'enfin l'armée navale de la République d'Angleterre avoit attaqué celle de cet Etat, qui auroit pu ruiner celle d'Angleterre sans la considération que l'Amiral Hollandois avoit eu pour le Traité qui se négocioit à Londres. Que nonobstant cela, & les offres qu'on y avoit fait faire, de soumettre la décision de la rencontre à des Juges désintéressés, ou à des amis communs, les Anglois le chargeoient de la haine de l'aggression, arrêtoient, & attaquoient indistinctement les Vaisseaux de guerre, & les navires Marchands de ce Pays. Que le Roi de Danemarc devoit considérer, que les susdits Anglois qui faisoient connoître dans tout leur procédé, que leur intention étoit de ruiner le commerce de ces Provinces, ne feroient point satisfaits quand ils y auroient réüssi; mais qu'ils entreprendroient aussi sur les autres Nations, & avec d'autant plus d'avantage qu'après cela il n'y auroit plus de Puissance qui leur pût contester la Seigneurie de la Mer. Que de tous les Princes celui de Danemarc étoit celui qui avoit le plus de sujet de l'appréhender, non seulement comme Roi, & en cette qualité ennemi de ceux qui avoient déclaré la guerre à la Royauté; mais aussi comme un Prince qui ne pouvoit manquer de détester l'action de ceux qui avoient fait mourir leur Souverain; son cousin germain, par la main du Bourreau, & qui avoit un intérêt commun avec tous les Rois du Monde, d'extirper des gens qui venoient de donner un si cruel exemple aux Sujets d'attenter par une voye si barbare & inouïe à la vie de leur Prince. Et enfin: Que l'Etat se trouvant troublé en son commerce, le Roi étoit obligé de le secourir, en vertu du Traité de l'an 1649.

*Le Roi de Danemarc a de la peine à se déclarer.*

Le Roi de Danemarc pouvoit extrêmement incommoder les Anglois, en empêchant un nombre considérable de navires qui venoient de la Mer Baltique, chargés de toutes sortes de matériaux propres à construire des navires, de repasser le Sund, ou bien en les arrêtant. C'est à quoi cet Etat tâchoit de le disposer, & de le persuader de se saisir de ces marchandises, comme s'il en avoit besoin, en lui promettant les sommes nécessaires pour les payer, & de le garantir de ce qui lui pourroit arriver à cause de cette saisie. Le Roi demuroit bien d'accord, qu'il ne pourroit pas se dispenser de secourir cet Etat, en vertu du V. Article du Traité d'Alliance, & il considéroit bien que les Anglois ne pourroient pas ruiner le commerce de ces Provinces sans intéresser & incommoder celui que leurs habitans font en Danemarc & en Norwégue, & sans lui rendre le passage du Sund tout à fait inutile. Il craignoit



gnoit même que cet Etat ne préférât l'amitié de la Suede à la sienne, & pour lui en donner de la jalousie il le faisoit avertir par ses Ministres, que depuis la rencontre du 29 Mai la Reine faisoit travailler avec plus de chaleur à l'armement de ses Vaisseaux, & à des levées de gens de guerre. Néanmoins le Roi de Danemarc avoit de la peine à se déterminer, & à prendre une résolution qui pouvoit lui attirer sur les bras une Puissance, d'autant plus redoutable que la recherche que la première Couronne de la Chrétienté faisoit de son amitié, étoit accompagnée de bassesses honteuses qui rendoient ces nouveaux Républiquains fiers & insupportables. Il craignoit la jonction des forces d'Espagne, d'Angleterre, & de Suede, & la dernière lui donnoit de grandes inquiétudes. On faisoit courir le bruit à Coppenhague que Corwitz d'Ulefeld, qui étoit sorti du Royaume, & qui s'étoit retiré en Suede, offroit à la Reine deux millions & quatre cent mil-  
*Ulefeld se ré-  
 fuge en Suede.*

le écus pour l'aider à soutenir les fraix de la guerre, si elle vouloit la déclarer au Roi de Danemarc. Et quoique l'on trouvât en effet que ce n'étoit qu'une vision, puisqu'Ulefeld n'avoit pas une somme si considerable, ni même rien d'approchant, on ne laissa pas de s'en allarmer à Coppenhague, ou du moins on en fit semblant.

Le Roi de Danemarc avoit envoyé en Angleterre Eric Rosen-  
*Avantages  
 que le Parle-  
 ment offre au  
 Roi de Dane-  
 marc.*  
 crantz & Pierre Reetz, qui y trouvèrent des dispositions très fa-  
 vorables, & une forte inclination à faire une très étroite liaison. Le  
 Parlement offrit de très grands avantages, comme de faire une Al-  
 liance offensive & défensive avec le Roi, leur Maître, & d'agréer  
 sa Médiation pour l'ajustement des différends que la République  
 avoit avec les Provinces Unies. Mais voyant que les Ambassa-  
 deurs n'avoient point d'ordre d'écouter ces propositions, & ayant  
 sçu qu'à Coppenhague on ne vouloit point relâcher les navires  
 Marchands que l'on y avoit arrêté, il changea de conduite, fit  
 saisir quelques navires Danois, & une partie du bagage des Am-  
 bassadeurs, & auroit même arrêté leurs personnes sans l'interven-  
 tion des Marchands Anglois qui étoient intéressés aux navires.

Le Ministre d'Espagne qui étoit en Danemarc tâchoit d'in-  
*L'Espagne est  
 Angloise.*  
 timider le Roi, en le menaçant des armes de Suede, s'il se réso-  
 voit à prendre parti contre les Anglois. Mais le Roi de Dane-  
 marc étoit compris dans la Paix de l'Empire; de sorte qu'on ne  
 pouvoit l'attaquer sans la violer. D'ailleurs la Suede n'avoit point  
 point d'armée sur pié, point de Vaisseaux en mer, ni d'argent  
 pour armer, & les Anglois n'étoient pas en état de lui donner des  
 subides. La Reine elle-même n'aimoit ni la guerre, ni les affai-  
 res, & n'étoit pas bien assurée de la Pologne.

Nous venons de dire que les Etats voulurent obliger le Roi de  
 Danemarc à faire arrêter quelques Vaisseaux Anglois; & il les fit  
 effectivement arrêter au Détroit du Sund. De sorte qu'ayant fait  
*Le Roi de Da-  
 nemarc fait  
 saisir quelques  
 navires An-  
 glois.*  
 une démarche d'où il ne pouvoit plus retourner sur ses pas, son  
 Conseil ne pouvoit plus douter de la mauvaise intention du Par-  
 lement; & ce fut une des raisons & des plus fortes qui l'obligé-  
 rent enfin à se rendre aux instances des Etats, qui étoient ap-  
 puyées de quelque chose de plus engageant que tout le raisonne-  
 ment de leur Ministre.

Pour l'obliger à les secourir contre les violences du Parlement  
 ils

1652,

&amp; suiv.

*de Keyser à  
Copenhague.*

ils lui avoient envoyé Nanning Keyser en qualité de Député Extraordinaire, ainsi qu'il a été dit ci-dessus. Leur intention étoit de faire déclarer le Roi, ou du moins de se faire secourir d'un bon nombre de Vaisseaux de guerre, par forme de prêt, ou bien de les fréter pour deux mois, à dessein de les employer contre les Anglois vers le Sund, avec quelques autres Vaisseaux qu'ils y joindroient. Keyser étant arrivé à Copenhague trouva les Vaisseaux Danois hors d'état d'agir, & les Ministres de cette Cour-là si mal intentionnés, que les Etats lui ordonnèrent de ne plus parler de prêt, ni du frêt des Vaisseaux, mais de travailler à faire déclarer le Roi de Danemarck, ou du moins de le presser de secourir l'Etat des forces qu'il étoit obligé de fournir en vertu du Traité de 1649. Pour lui faire voir qu'il n'y avoit pas plus de danger pour lui à se déclarer qu'à envoyer du secours, on lui fit remonter: Qu'il pouvoit armer, & faire subsister pendant sept mois, des subsides qu'il devoit à l'Etat, quinze Vaisseaux de guerre, dont il ne pouvoit pas se dispenser de les secourir, à moins que de manquer à l'Alliance. Qu'après avoir pris la résolution d'envoyer ces Vaisseaux à l'Etat, il étoit obligé d'armer aussi pour sa propre défense, & que pour la sûreté de ses ports & rades il avoit besoin de cinq Vaisseaux pour le moins. De sorte qu'en mettant en mer vingt Vaisseaux de guerre, qui étoient tout le secours qu'on lui demandoit (au moins en apparence) la dépense qu'il feroit au delà des subsides qu'il devoit ne monteroit pas à cent quatre vingt mille florins. Qu'en armant par mer, ce dont il ne pouvoit pas se dispenser après avoir fait arrêter plusieurs navires Anglois dans le Sund, s'il ne vouloit renoncer à l'amitié de cet Etat, & à sa sûreté propre, il y trouveroit cet avantage, qu'il n'offenseroit pas plus les Anglois qu'il les avoit déjà offensé, ou qu'il les offenseroit par le secours. Que cet armement le rendroit infiniment considérable, & qu'il employeroit au profit de ses Sujets l'argent & les munitions qu'il seroit obligé d'envoyer en Hollande s'il prétendoit exécuter le Traité au pié de la lettre. On lui offrit de faire faire l'armement en ces Pays, ou de lui en avancer les deniers (si l'état de ses finances ne lui permettoit pas de le faire) en déduction de ce qui pourroit lui être dû, ou lui revenir en vertu du Traité de Rédemption. Le Roi de Danemarck vouloit bien exécuter le Traité d'Alliance, & son intention étoit pure pour cet Etat. Il ne pouvoit pas nier que les offres qu'on lui faisoit ne fussent raisonnables, & il considéroit bien, qu'il étoit impossible qu'il se reconciliât avec les Anglois. Mais il vouloit profiter de la conjoncture. C'est pourquoi il se servoit d'un côté du prétexte de son impuissance, & de l'autre il représentait le péril où il s'exposoit en se déclarant, ayant sujet de craindre que l'Espagne ne se déclarât pour l'Angleterre, & que la Suede ne lui suscitât de mauvaises affaires. Il avoit dessein de se faire donner des subsides. Les Etats n'y consentoient qu'avec une grande répugnance, tant par une inclination naturelle qu'on y a pour le ménage, que parce que la guerre d'Espagne dont on venoit de sortir, avoit tout à fait épuisé les finances, particulièrement celles de la Province d'Hollande. Et néanmoins comme il importoit d'empêcher que les Anglois ne tiraient point leurs matériaux



tériaux de la Mer Baltique, & que le Roi de Danemarck n'en vouloit défendre le passage ou le transport qu'au mois de Février 1653, ils ordonnèrent à Keyser de faire comprendre, comme de son propre mouvement, que si le Roi vouloit faire faire presentement ces défenses, il tâcheroit aussi de disposer ses Maîtres à donner quelques subsides à S. M.

Pour ce qui est des navires Anglois qui avoient été arrêtés au Détroit du Sund, les partisans du Parlement ont toujours dit, que le procédé de la Cour de Danemarck avoit été extraordinaire & irrégulier à cet égard. Que les Ministres Danois avoient fait entendre aux Patrons de ces navires, que s'ils repassoient le Sund ils ne pourroient pas éviter de tomber entre les mains des Vaisseaux de guerre Hollandois; mais que s'ils faisoient prier le Roi de leur permettre de se retirer dans le port de Coppenhague il ne le leur refuseroit pas, & qu'ils y seroient en sureté. Que sur cette assurance, & ensuite par la permission du Roi, ils y étoient entré. Mais qu'on s'étoit servi de cent défaites pour les empêcher d'en sortir. Et de fait lorsque le Parlement y envoya vingt deux Vaisseaux de guerre pour les escorter & ramener dans les ports d'Angleterre, le Roi, au lieu de leur permettre de sortir, se plaignit de ce qu'on envoyoit un si grand nombre de Vaisseaux de guerre à ses rades, sans sa permission, sans l'en avoir averti, & même sans en avoir parlé aux Ambassadeurs qui étoient de sa part à Londres. Il trouva mauvais aussi que celui qui commandoit cette flotte ne lui apportât point de Lettres de créance, & que le Parlement ne le remerciât point du service qu'il venoit de de lui rendre. De sorte que les Vaisseaux de guerre étant de retour en Angleterre, & le Chef ayant fait rapport de l'état où il avoit laissé les affaires à Coppenhague, on y saisit les effets des Danois, & les Ambassadeurs même eurent bien de la peine à obtenir permission de partir.

Dés qu'ils furent arrivés en Danemarck le Roi résolut de se déclarer pour les Provinces Unies, s'il pouvoit le faire avec avantage. Il étoit obligé de les secourir en vertu du Traité de 1649, & d'autant qu'il ne l'avoit pas fait depuis que les Etats l'en avoient fait sommer, conformément au Traité, il se trouvoit que depuis ce tems-là il leur devoit quatre vingt douze mille écus de subsides. Mais il voulut qu'il n'en fût plus parlé, & qu'outre cela on lui donnât trois cent mille écus par an, tant que la guerre dureroit, & qu'on le mît à couvert des prétentions des Anglois, qui pourroient un jour demander la restitution des navires & des marchandises qu'il avoit fait saisir à l'instance des Etats. Bradshaw, parent de celui qui avoit présidé au jugement de mort de Charles I., & Résident du Parlement à Hambourg, eut ordre d'aller réclamer ces navires. Mais le Roi ayant sçu le jour qu'il devoit arriver à Coppenhague, en sortit sous prétexte d'une partie de chasse; soit qu'il n'eût pas l'assurance de refuser la restitution des navires qui étoient venus se réfugier à ses rades, comme dans un lieu neutre, & qui étoient entré dans le port de Coppenhague sur sa parole Royale, du moins à ce que disoient les Anglois, soit qu'il voulût complaire à cet Etat en traitant avec tant de mépris le Ministre de leurs ennemis. Quoiqu'il en soit, tout ce que Bradshaw put

*Prétente du Roi de Danemarck pour retenir les navires Anglois.*

*Le Roi se déclare.*

*Les Anglois réclament les navires.*

1652,  
& suiv.

obtenir ce fut une audience de cinq Senateurs du Royaume, qui commirent pour traiter avec lui Othon Kraay, Secrétaire d'Etat, & Henri Rosewingue, qui avoit résidé pour le Roi en Angleterre. Il leur demanda la restitution des vingt deux navires chargés de marchandises propres à la construction des Vaisseaux, pour le compte de quelques Négocians Anglois. Les Commissaires répondirent, que les Patrons de ces navires avoient prié le Roi de les protéger contre les Hollandois; & qu'il l'avoit fait avec plaisir. Mais que le Parlement au lieu de reconnoître cette faveur & de l'en remercier, avoit envoyé un grand nombre de Vaisseaux de guerre sur ses Côtes, comme pour lui extorquer une chose qu'il auroit faite de son propre mouvement sans ce procédé déshonorable. Ils ajoutèrent, que le Parlement ayant fait saisir en Angleterre plusieurs Vaisseaux Danois, le Roi ne feroit pas seulement mettre en délibération la main-levée des navires Anglois que l'on n'eût restitué auparavant ceux des Marchands Danois. Ce fut avec cette réponse qu'on renvoya Bradshaw, qui pendant le séjour qu'il fit en Danemarck, ne put pas seulement obtenir la permission de faire la révérence au Roi.

*Ruses du Conseil de Coppenhague.*

Mais le Conseil de Coppenhague bien qu'il ne gardât plus de mesures avec les Anglois, ne laissoit pas de tirer avantage de la Commission de Bradshaw, en faisant entendre au Ministre des Etats, que ce n'étoit que la considération de ses Principaux qui obligeoit le Roi à retenir les navires & les marchandises des Anglois. Qu'il ne pourroit pas refuser enfin de les restituer, afin d'obtenir la restitution de neuf ou dix navires Danois que l'on avoit arrêté en Angleterre, & pour se conserver la navigation de l'Yslande, qui seroit sans doute incommodée par les Anglois. Au reste qu'il n'y avoit point de prétexte dont on pût couvrir le refus de la restitution de ces navires; & que le Roi ne se pourroit pas justifier auprès de ses Sujets, de s'être engagé témérairement dans une guerre qu'il pouvoit facilement éviter, puisque les Anglois lui avoient offert la liberté de la navigation & du commerce. C'est ce qu'on disoit à Keyser; mais la véritable intention des Danois étoit de se faire acheter, & de faire garantir le Roi de tout ce qui lui pourroit arriver pour n'avoir pas voulu restituer les navires Anglois. Le Roi ne laissoit pas de considérer, qu'il ne pouvoit pas sans reproche violer la foi publique, ni retenir sans prétexte, & contre le *Droit des Gens* des navires neutres qui étoient venu se jeter entre ses bras pour réclamer sa protection. C'est pourquoi ce Prince qui vouloit sauver les apparences, disoit, qu'il ne refusoit point de restituer les navires; mais qu'il ne pouvoit pas souffrir que le Parlement le vint braver, & qu'il envoyât une armée navale pour les lui arracher. Défaite d'autant plus mauvaise qu'il étoit impossible aux navires Anglois de partir de Coppenhague sans escorte tandis que les Vaisseaux de guerre Hollandois les observoient, & étoient à leur vue! Ils pouvoient encor moins mettre à la voile puisqu'on avoit congédié tous leurs équipages, & que l'on ne pouvoit pas faire revenir les Matelots d'Angleterre sans que les Hollandois n'en fussent avertis, & n'eussent la facilité d'attendre ces navires au passage.

Ce-



Cependant les Etats assurèrent le Roi de leur garantie, & il n'eut pas sitôt la parole de leur Ministre, qu'il vendit les marchandises à son profit : quoique ce ne fût pas l'intention des Etats de les laisser distraire pour en remplir les coffres du Roi. Après cela il ne fit point de difficulté de se déclarer, & de faire pour cet effet le Traité dont il sera parlé ci-après.

Les peuples de ces Provinces ne sachant à qui s'en prendre des incommodités que l'interruption du commerce leur apportoit, & des disgraces dont on avoit vu une suite continuelle depuis la première rencontre, s'imaginoient que pour y remédier tout d'un coup il suffisoit de faire un Capitaine Général & un Gouverneur de Province, pourvu qu'on le prît dans la Maison d'Orange. Il y a longtems qu'ils sont infatués de cette fausse & sottise opinion : Que tout le bonheur & le salut de l'Etat dépendent de la nomination d'un Chef, quand même il ne seroit qu'imaginaire, & incapable d'agir. L'on a eu le loisir de s'en détromper depuis l'an 1672.

L'affaire ayant été mise en délibération dans l'Assemblée des Etats de Gueldre, en Septembre 1652, les Députés du Quartier de Nimégue furent d'avis, „ qu'avant toutes choses il falloit former une Instruction pour celui que l'Etat honoreroit de „ cette éminente Charge, & ce du consentement unanime de tous „ les Alliés, & qu'après cela on délibéreroit en la même manière „ avec les autres Provinces, & non à la pluralité : Si dans l'état où „ étoient les affaires, il étoit nécessaire de procéder présentement „ à la nomination ou désignation d'un Capitaine Général. ” La Noblesse du Quartier de Zutphen jugea : „ Qu'il étoit absolument „ nécessaire d'en nommer un présentement, & la Ville fut de „ même avis : ce qui fut trouvé d'autant plus étonnant que ses „ Députés soutenoient que l'on ne pourroit pas remédier aux désordres de l'Etat, ni guerir le mécontentement des Gens de la „ Marine si l'on n'y employoit l'autorité d'un Capitaine & Amiral Général. Que ce seroit lui qui assureroit la liberté du commerce ; qui rétablirait la réputation que les armées navales de „ l'Etat avoient acquise autrefois ; qui donneroit de la terreur „ aux ennemis, & qui les empêcheroit de rien entreprendre. ” Comme si le seul nom d'un enfant qui étoit encore au berceau eût été capable de réparer toutes les pertes que l'on venoit de faire, & de changer la face des affaires ! Les autres Villes du Comté de Zutphen s'opposèrent à ce sentiment, comme la Ville d'Arnhem s'opposa à ceux de la Noblesse de son Quartier, qui travailloit fort pour les intérêts du jeune Prince d'Orange ; quoiqu'à la Grande Assemblée de 1651 les Députés de Gueldre eussent été les premiers à opiner : „ Que puisqu'on n'avoit point de guerre il „ n'étoit pas nécessaire d'avoir un Capitaine Général. ” Il est vrai que le démêlé qu'on avoit avec les Anglois ressembloit fort à une guerre déclarée ; mais on ne mettoit point d'armée étoit en campagne, & celui qui commandoit les forces maritimes tellement aimé & réveré des Gens de la Marine, qu'on ne leur pouvoit pas donner un Chef plus capable, ni plus autorisé.

La même affaire fit plus de bruit en Zéelande. Le Magistrat

1652, de Middelbourg en envoyant des Députés à l'Assemblée des Etats de la Province, le 22 Août, leur ordonna d'y représenter : „ Que  
 & suiv. la Zéelande. „ le seul remède capable de guerir le mal dont l'Etat se trouvoit  
 „ affligé, & de prévenir celui qu'on avoit encore sujet de craindre,  
 „ étoit, à leur avis, de donner la conduite des affaires de la mer,  
 „ & le commandement des armes par terre à un Chef de considéra-  
 Qui veut faire le Prince d'Orange Capitaine Général. „ tion, avec la qualité de Capitaine & Amiral Général. Que l'on  
 „ étoit si fort obligé aux services que les Princes de la Maison  
 „ d'Orange avoient rendu, que l'on ne pouvoit pas se dispenser  
 „ de donner l'une & l'autre Charge au Prince, leur successeur ;  
 „ & qu'on le pourroit faire avec avantage pour l'Etat en lui don-  
 „ nant pour Lieutenant une personne sage, entendue, & vail-  
 „ lante, de la Maison de Nassau, & proche parent du Prince,  
 „ pour en faire les fonctions jusqu'à ce que le jeune Prince en fût  
 „ capable : & cependant qu'on le feroit instruire dans la Religion  
 „ Réformée, & dans la connoissance des affaires du Pays.” Le  
 même Magistrat leur ordonna encore, de faire instance à ce que  
 les Etats de la Province envoyassent des Députés Extraordinaires  
 à l'Assemblée des Etats Généraux, qui tâchassent avec les Ordi-  
 naires de faire entrer les autres Provinces dans les mêmes senti-  
 mens.

La Hollande s'y oppose. Dès que les Etats d'Hollande, qui étoient assemblés en ce tems-  
 là, en furent avertis, & que l'Avis de Middelbourg avoit été por-  
 té à l'Assemblée des Etats de Zéelande, ils résolurent d'y envoyer  
 quatre Députés, & de tâcher de faire éluder l'exécution des sen-  
 timens qui étoient directement opposés aux intérêts de leur Provin-  
 ce. Ils donnèrent cette Commission à MM. Jean de Witt, qui étoit  
 Et y envoie des Députés. en ce tems-là Pensionnaire de la Ville de Dordrecht, & fut bien-  
 tôt après fait Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & West-  
 frise, Jean Huydekooper, Seigneur de Maerseeven, Bourguemaître  
 d'Amsterdam, Jacob Nieuwstadt ; Echevin d'Alckmaer, & Fran-  
 çois Ryccen, Pensionnaire de Purmerend, depuis Conseiller au  
 Grand Conseil d'Hollande. Mais pour couvrir le véritable sujet  
 de leur voyage, on les chargea de plusieurs autres petites Com-  
 missions, comme de prier les Etats de Zéelande de se joindre à  
 ceux d'Hollande, & de seconder leurs intentions pour le Régle-  
 ment de l'Etat de la guerre, tant à l'égard du passé que pour l'a-  
 venir. De nommer une personne de leur part aux Ambassades de  
 Danemarck & de Suede ; comme aussi un Député à la Chambre  
 Mi-partie, & un autre pour la Conference de Malines, où on de-  
 voit ajuster quelques différens avec les Ministres d'Espagne.

Il y sont en pé- ril. Les quatre Députés d'Hollande étant arrivé à Middelbourg y  
 trouvèrent que les Etats de la Province s'étoient séparés, & ne  
 reviendroient pas de neuf à dix jours. De sorte qu'ils furent ob-  
 ligés de prier les Conseillers Députés de les convoquer extraor-  
 dinairement. Pendant qu'ils attendoient le retour des Etats le  
 peuple de Middelbourg qui étoit prévenu d'une très mauvaise im-  
 pression contre la Province d'Hollande, aussi bien que contre les  
 personnes des Députés, que l'on pouvoit dire être des plus décla-  
 rés partisans de la Liberté, fit du bruit, s'attroupa en divers pe-  
 lottons auprès de la maison où les Députés étoient logés, les  
 menaça de les tuer, & de piller l'Hôtellerie. Le soulèvement  
 fut



fut si grand qu'un des Bourguemaîtres de la Ville vint dire aux Députés : Qu'il n'étoit pas en la puissance du Magistrat de défendre & de protéger leurs personnes contre l'insolence & l'emportement du peuple, & qu'il les prioit de se retirer incontinent, afin de sauver la Province du reproche qu'on lui pourroit faire un jour d'avoir trempé ses mains dans le sang des Ambassadeurs de ses meilleurs & plus anciens Alliés. Les Députés en délibérèrent, & il y en eut dont la fermeté auroit été en quelque façon ébranlée sans la résolution des autres, qui représentèrent si bien à leurs Collègues le préjudice qu'ils feroient à leurs Principaux, & la honte dont ils se chargeroient eux-mêmes en se laissant intimider par un Magistrat foible & irrésolu, & en se retirant sans exécuter leur Commission, que les autres se remirent de leur première épouvante. Le peuple de la Ville de Vere où ils avoient débarqué, & celui de Vlissingen où ils avoient fait un petit voyage pendant le séjour qu'ils avoient fait à Middelbourg en attendant le retour des Etats, s'étoient aussi fort emportés, & l'on craignoit qu'à l'occasion du jour de Marché qui a accoutumé d'attirer quantité de gens de la campagne à Middelbourg, la canaille des deux autres Villes, dont le Domaine appartient au Prince d'Orange, ne vint faire insulte aux Députés. C'est pourquoi ceux d'entre eux que la honte avoit empêché de partir, représentèrent aux autres le peu d'apparence qu'il y avoit d'obtenir l'effet de leur Commission. Que leur présence ne feroit qu'achever d'irriter le peuple, & quelques-uns du Magistrat, qui n'avoient déjà que trop donné de marques de leur mauvaise intention; & déclarèrent qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre que celui de la retraite. Toutefois touchés par l'exemple de M. de Witt, qui protesta qu'il exécuteroit seul les ordres des Etats d'Hollande, leurs Principaux, quand même les autres l'abandonneroient, fortifia tellement leur courage, qu'ils résolurent tous de demeurer, & de prendre audience dans l'Assemblée des Etats de la Province.

Le Magistrat de Middelbourg voyant les Députés dans cette résolution, leur fit dire : Qu'il croyoit pouvoir répondre de leurs personnes après l'ordre qu'il avoit donné aux Ministres Prédicants de se rendre dans la Cour de l'Abbaye (qui est le lieu ordinaire de l'Assemblée des Etats de Zéelande) & d'exhorter le peuple de demeurer dans le respect qui est dû au Magistrat, & à des personnes publiques envoyées de la part de leurs Alliés. Mais les Députés qui ne trouvoient point leur sûreté dans une si mince & si indigne protection que l'on mendoit de gens qu'on devoit le plus appréhender, firent venir des garnisons voisines quelques Capitaines du Département de la Province d'Hollande, accompagnés de quelques Officiers, & suivis chacun de quatre Soldats, tous gens de main & d'exécution, & armés de pistolets de poche. Fortifiés de ce secours ils allèrent à l'audience le jour qu'on leur avoit assigné, après avoir donné ordre aux Officiers & Soldats de se tenir serrés auprès d'eux, de se rendre maîtres des portes de l'Abbaye, d'en laisser sortir ceux qui voudroient se retirer, & de s'opposer vigoureusement à la canaille qui y voudroit entrer. Au sortir de l'audience ils passèrent avec résolution & fierté au travers du peuple, qui s'étoit assemblé en grand nombre

*Fermeté des  
Députés.*

*Courage de de  
Witt.*

1652, bre dans la Cour de l'Abbaye avec une tres méchante intention ;  
 & suiv. mais personne ne branla.

*Audience des  
Députés.*

Dans leur audience ils n'insistèrent pas fortement sur les autres points de leur Commission ; mais ils représenterent particulièrement, que les Traités de 1575 & 1579 ayant uni inséparablement les deux Provinces, leur intention étoit de les faire considerer toutes deux comme le Corps d'une seule République, ou d'une seule Ville : & que les Etats de Zéelande ayant promis en l'an 1651, qu'ils ne disposeroient point du Gouvernement de leur Province sans la participation de ceux d'Hollande, ils ne devoient pas résoudre une affaire de si grande importance que l'étoit celle d'un Capitaine Général & Amiral, sans en avoir fait part à leurs Alliés.

*Réponse de la  
Zéelande.*

On leur répondit au bout de deux jours : Que l'on communiqueroit leur proposition aux Magistrats des Villes, & qu'après la clôture de la première Assemblée, qui devoit être ouverte la semaine suivante, ils feroient savoir leur dernière résolution aux Etats d'Hollande.

*Ils partent.*

Tellement que les Députés voyant qu'il n'y avoit plus rien à faire, partirent incontinent, traversèrent à pié la Ville de Middelbourg, & s'embarquèrent à Vere en plein jour, nonobstant les avis qu'on leur avoit donné du péril qu'ils couroient dans l'une & l'autre Ville.

*Les Etats de  
Zéelande persi-  
stent.*

Les Etats de Zéelande bien loin de faire réflexion sur les raisons des Députés d'Hollande, écoutèrent les propositions de ceux de Middelbourg, que les Pasteurs appuyoient dans leurs Prêches, & dans les conversations particulières qu'ils avoient avec leurs confidens, & déclarèrent par une Résolution formelle : „ Que „ pour sortir du désordre & de la confusion que l'on remarquoit „ dans les affaires, & pour prévenir les maux dont l'Etat étoit „ inévitablement menacé, il étoit nécessaire de nommer dès à „ présent le Prince d'Orange Capitaine Général par mer & par „ terre, & de lui donner pour Lieutenant Général dans l'une & „ l'autre Charge le Comte de Nassau, Gouverneur de Frise. Que „ c'étoit le meilleur, & presque le seul moyen de faire réunir „ toutes les délibérations, sans obstacle, & avec plus de succès, „ & de ménager le secret, qui est l'ame des grandes affaires. „ Qu'en cela ils ne considéroient pas moins la naissance du Prin- „ ce d'Orange que le mérite de ses prédécesseurs, dont la con- „ duite & la valeur avoient tiré l'Etat d'un esclavage insupporta- „ ble, pour le mettre en possession de la précieuse liberté dont il „ jouissoit presentement.”

*Ils tâchent de  
gagner les au-  
tres Provinces.*

*Et le Peuple.*

L'intention des Etats de Zéelande étoit de sonder celle des autres Provinces, & de faire travailler à l'Instruction du Capitaine Général, & de son Lieutenant, si elles y étoient disposées. Mais au lieu de faire porter leur Résolution à l'Assemblée des Etats Généraux, ils se contentèrent de la faire imprimer, & exposer en vente par tout, afin de voir quel effet elle feroit sur l'esprit du peuple. Etrange aveuglement, & dont on n'a pu se guerir, même après que l'on a vu l'Etat presque abîmé, sa Souveraineté & sa précieuse Liberté confiées à la conduite du même Prince d'Orange, à qui on demandoit des miracles pendant qu'il étoit encore au ber-  
 ceau,



ceau, & qui ne pouvoit répondre aux esperances que l'on fondeoit sur quelques-uns de ses ancêtres, & sur les qualités imaginaires que l'on vouloit déjà faire trouver en sa personne. 1652, & suiv.

Les Etats d'Hollande qui confideroient de leur coté la conséquence de cette Proposition, & ce qu'elle pourroit produire tant dans le Pays qu'en Angleterre, appréhendoient qu'elle ne ruinât absolument la négociation que l'on y vouloit faire faire, parce que le rétablissement du Prince d'Orange auroit engagé l'Etat avec le Roi, ennemi irréconciliable du Parlement. Ils jugeoient aussi que la Zéelande contrevenoit en quelque façon à l'*Union*, & manquoit à ce qu'elle devoit à la Hollande en prenant une Résolution de cette importance sans lui en rien communiquer. Il est vrai que la Résolution de la Zéelande n'étoit pas si entière en toutes ses parties que deux Villes de la même Province ne fissent instance à ce que l'on y réformât quelques mots qui ne leur plaisoient pas. Aussi leurs Députés Ordinaires n'en parlèrent-ils point du tout pendant toute la semaine que leur Province présidoit; mais ils se contentèrent d'en entretenir ceux des autres Provinces dans les discours familiers & particuliers, & même avec tant de froideur & d'indifférence, qu'il y avoit sujet de croire que ceux qui parloient avec le plus d'ostentation pour le Prince d'Orange n'avoient point du tout de zèle pour ses véritables intérêts. *Ils paroissent se refroidir.*

Néanmoins les Etats d'Hollande ayant appris que ceux de Gueldre, qui étoient assemblés, avoient mis l'affaire en délibération, ainsi que nous venons de dire; qu'il y avoit de l'apparence que ceux d'Overyffel, qui alloient s'assembler, en parleroient aussi, & sachant que les Ministres Prédicants de Zéelande entretenoient leurs correspondances dans les autres Provinces pour faire réussir leur intention, trouvèrent bon de faire déclarer par écrit: „ Qu'incontinent après le décès du feu Prince d'Orange les Etats de „ Zéelande avoient résolu, conjointement avec ceux d'Hollande; „ qu'à l'égard des Charges de Capitaine Général & de Gouverneur de Province il n'en seroit point disposé sinon du concert, „ & du consentement des deux Provinces. Qu'incontinent après „ l'ouverture de la Grande Assemblée les Députés de Gueldre „ avoient avisé les premiers, que la Charge de Capitaine Général étoit inutile pendant la paix. Que ceux de Zéelande n'en „ avoient jamais parlé qu'en des conférences particulières, & „ comme d'une chose indifférente. Que les Députés d'Utrecht „ & d'Overyffel avoient jugé, que l'on pouvoit travailler à l'In- „ struction d'un Capitaine Général, & même que l'on pouvoit le „ nommer en cas de nécessité; ou autrement, pourvu que cela se „ fit du consentement unanime de tous les Alliés, ou du moins „ de l'avis de cinq Provinces. Que les Etats de Zéelande disoient bien en leur Résolution du 21 Septembre, que c'étoit „ pour ramener l'ancienne coutume, & rétablir l'ancienne forme „ du Gouvernement qu'ils nommeroient le Prince d'Orange à la „ Charge de Capitaine Général. Mais qu'ils avoient péché contre les formes, en prenant de leur chef une Résolution de cette nature sans la participation de leurs Alliés, qui y étant également intéressés avec eux, il auroit fallu leur faire goûter les raisons qui les pouvoient convier à procéder conjointement avec eux à la nomination d'un Capitaine Général. Pour eux; qu'ils „ n'é- *Opposition de la Hollande, & son Apologie.*

1652,  
 & suiv.

„ n'étoient pas encore assez éclairés pour pouvoir juger que ce fut  
 „ une chose nécessaire, ni que depuis l'Arrêté de la Grande As-  
 „ semblée il fût arrivé des Révolutions qui pussent y obliger l'E-  
 „ tat en Général, & la Province d'Hollande en particulier. Que  
 „ puisqu'il n'y avoit point d'armée en campagne l'on ne pouvoit  
 „ pas donner de l'emploi à un Capitaine Général; & qu'un A-  
 „ miral qui ne va jamais en mer & qui ne commande  
 „ jamais en personne, ne pouvoit servir de rien: comme il étoit  
 „ inutile de lui donner un Lieutenant qui n'auroit point de fon-  
 „ ctions. Qu'ils ne pouvoient pas comprendre de quels désor-  
 „ dres & de quelle confusion MM. de Zéelande vouloient par-  
 „ ler; mais qu'ils vouloient bien qu'on sçût que cette manière  
 „ d'agir irrégulière & informelle étoit fort capable d'en remplir  
 „ tout l'Etat. Que l'âge du Prince d'Orange le rendoit incapa-  
 „ ble de servir la République en quoique ce soit, & même que  
 „ l'on ne pouvoit pas juger encore s'il auroit un jour les qualités  
 „ nécessaires pour cela. Que ces raisons avoient obligé les Etats  
 „ d'Hollande à prendre des Résolutions formelles contre les Sur-  
 „ vivances, & particulièrement contre celle de la Charge de Ca-  
 „ pitaine Général, parceque le service de l'Etat devoit être la seu-  
 „ le vue de tous les gens de bien. Qu'il importoit de faire con-  
 „ noître aux Ministres de cette qualité, que c'est à la bonté des  
 „ Etats, & non à la succession de leurs pères qu'ils sont redeva-  
 „ bles de leurs emplois, & que le Prince d'Orange ne le sauroit  
 „ jamais s'il se trouvoit revêtu de ces Charges avec les premiers  
 „ Caractères du Christianisme, & devant qu'il eût l'âge de rai-  
 „ son. Qu'ils ne pourroient pas disposer de cette Charge sans  
 „ faire tort à la postérité, qui auroit sujet de se plaindre de la  
 „ violence que l'on auroit faite à la faculté qu'elle a, & doit avoir  
 „ de disposer en son tems des choses de cette nature, ainsi qu'  
 „ elle le jugera à propos pour le bien de l'Etat. Que ce seroit  
 „ une nouveauté qui n'auroit point d'exemple, ni en ces Pays,  
 „ ni en aucune autre République Libre, que de donner la Char-  
 „ ge de Capitaine Général d'une armée à un enfant qui est encore  
 „ au maillot. Que la création de la Charge de Lieutenant Gé-  
 „ neral seroit une autre nouveauté aussi dangereuse que la pre-  
 „ mière, non seulement pour l'Etat, mais même pour la per-  
 „ sonne du Prince d'Orange, parce que le Comte de Nassau  
 „ qui avoit de grandes qualités pourroit former un parti pendant  
 „ la Minorité, & s'établir tellement dans son poste qu'il ne seroit  
 „ pas en la puissance du Prince, ni de l'Etat même de le déposé-  
 „ r. Que les jalousies entre les deux Branches de la  
 „ Maison de Nassau n'étoient pas une chose nouvelle, puisqu'on  
 „ en avoit vu les effets entre le père de l'un & l'ayeul de l'autre.  
 „ Qu'il ne se pouvoit que le Comte ne se souvint du tour que le  
 „ Prince Frédéric-Henri lui joua après la mort du Comte Guil-  
 „ laume, en se faisant donner le Gouvernement de Groningue,  
 „ avec la Survivance de celui de Frise, & que l'on devoit croire  
 „ qu'il ne perdrait pas l'occasion de s'en ressentir quand il pour-  
 „ roit le faire avec avantage. Que l'on ne pouvoit pas donner  
 „ le Commandement des armes de l'Etat au Comte de Nassau  
 „ sans faire un affront sanglant & irréparable au Seigneur de Bre-  
 „ derode,



„ derode, dont les illustres Prédécesseurs avoient rendu des ser- 1652,  
 „ vices trop importants à l'Etat pour se voir indignement traités & suiv.  
 „ en leur postérité, en l'empêchant de faire les fonctions de sa  
 „ Charge de Maréchal de Camp, dont tous les Alliés l'avoient  
 „ honoré. Que l'on ne pouvoit pas donner un Lieutenant à l'A-  
 „ miral en Chef, puisque cette Charge étoit possédée & effecti-  
 „ vement exercée par Tromp, du consentement, & avec l'ap-  
 „ plaudissement de toutes les Provinces.” Les Etats d'Hollande  
 n'y parloient point du tout de l'aversion particulière qu'ils avoient  
 pour le Comte de Nassau, parce qu'ils croyoient ne devoir point  
 parler des affaires de l'an 1650, ni de l'entreprise & du Siège d'  
 Amstérdaïn dont il avoit eu toute la conduite, avec la confiden-  
 ce du Prince défunt, parce qu'ils étoient bien aises que l'on crût  
 qu'ils en avoient perdu le souvenir & le ressentiment.

Quelques Prédicateurs se mêlant bien avant dans cette intrigue *Prédicateurs*  
 employoient une partie de leurs Sermons à décrier les actions des *séditieux.*  
 Etats d'Hollande, & à prêcher la nécessité de l'Election d'un Ca-  
 pitaine Général, & d'un Gouverneur de Province. Mais il n'y en *Jacob Ster-*  
 avoit point qui prêchât la sédition avec plus d'effronterie & d'ob- *mont.*  
 stination que Jacob Stermont, un des Pasteurs de l'Eglise de la Haye.  
 Dès l'an 1649 le Consistoire de ce lieu se donna la liberté de faire une *Les Pasteurs*  
 Députation particulière au Roi d'Angleterre pour lui faire des com- *prétendent fai-*  
 plimens de condoléance sur la mort tragique du Roi, son père; ce qu'il *re corps.*  
 ne fit qu'à la considération du Prince d'Orange, son beaufrere. Mais les  
 Etats d'Hollande ne pouvant souffrir que cette Assemblée qui n'a  
 point d'autre autorité que celle de prêcher la Parole de Dieu dans les  
 Temples, de consoler les malades dans les maisons particulières, &  
 de subvenir aux besoins des pauvres, s'érigeât en un Corps qui  
 pût se faire considérer dans l'Etat, lui en temoignèrent leur indigna-  
 tion, & lui firent des défenses bien expressees de voir des Prin-  
 ces étrangers par forme de Députation, sous quelque prétexte  
 que ce fût; d'entretenir des correspondances hors du Pays, &  
 de parler en Chaire des Affaires d'Etat. Stermont qui devoit ser-  
 vir d'exemple de moderation & d'obéissance à son troupeau, &  
 exécuter ponctuellement les ordres de ses Supérieurs, se servant  
 au contraire de l'occasion des grandes contestations qu'il voyoit,  
 en l'an 1650, entre les Etats d'Hollande & le Prince d'Orange au  
 sujet de l'Etat de la guerre, ne craignit point de déclamer contre  
 la conduite des premiers, de les taxer d'ingratitude, tant à l'égard  
 de la Maison d'Orange, que pour les gens de guerre, & de les  
 accuser publiquement d'avoir violé l'*Union*. Dans tous les Libel-  
 les qu'il composoit, & dans ses conversations il disoit, que par-  
 mi les Magistrats de la Province il y en avoit qui entretenoient cor-  
 respondance particulière avec l'Ambassadeur d'Espagne, & qui  
 en prenoient de l'argent. Ses calomnies & ses impudences lui at-  
 tirèrent alors une forte réprimande, que les Etats d'Hollande lui  
 firent faire par leur Conseiller Pensionnaire.

Après la mort du Prince d'Orange il continua de prêcher sé-  
 ditieusement, faisant en ses Sermons des digressions très odieuses  
 & impertinentes, jusqu'à dire que cette mort étoit un présage  
 de la ruine de l'Etat. Il passa même à un tel point d'extravagan-  
 ce que lui, & quelques-uns de ses Collègues affectoient dans leurs

1652,  
& suiv.

Prières publiques, de recommander à Dieu la personne & la Maison du Prince d'Orange, & n'y parloient point des Etats d'Hollande, leurs Souverains, apparemment parce qu'ils ne les reconnoissoient point pour tels. Stermont en son particulier employoit son talent à faire des Libelles qui servoient de Panegyriques au Prince défunt, & qui justifioient hautement des actions que les Etats d'Hollande condamnoient, & que la Princesse Douairière & les autres parens de la Maison de Nassau tâchoient d'excuser, mais qu'ils n'approuvoient point; comme l'emprisonnement des Députés des Etats d'Hollande, & le Siège d'Amsterdam. Les Conseillers Députés l'en censurèrent sévèrement. Mais cet esprit ambitieux, orgueilleux, & incorrigible lâchant la bride à sa passion, s'échappa encore étant en Chaire le 10 Mai de l'année 1652, & parla des auteurs de la Paix de Munster en des termes qui faisoient connoître qu'il avoit perdu tout respect pour eux, & qu'il ne craignoit point de donner du scandale à l'Eglise, comme ses Libelles offensoient tous les gens d'honneur. On commença enfin à s'en lasser; de sorte que ce Ministre s'étant rendu insupportable, les Etats d'Hollande se trouvèrent nécessités de lui interdire la Chaire. Il n'y a rien qui ramène si tôt ces sortes d'esprits de leurs égaremens que le retranchement de leurs gages. Il voulut d'abord se justifier par de méchantes raisons; mais comme on ne s'en paya point, il fut contraint de confesser ses fautes passées, & de promettre plus de retenue à l'avenir. Il s'est tû depuis; mais son silence l'a consumé, parceque ne pouvant pas se défaire de ses sentimens naturels, cette obéissance forcée le fit mourir au bout de quelques années. Je ne parlerois point d'une personne particulière, qui ne mérite pas qu'on s'en souvienne dans l'Histoire, n'étoit que je me trouve obligé de faire connoître en la sienne l'esprit de presque tous les autres, qui animés par leur intérêt plutôt que par un véritable zèle; vendoient, & vendent encore leur langue & leur plume pour porter le peuple à la révolte, & à embrasser aveuglément les intérêts de la Maison d'Orange, même contre ceux de l'Etat.

*Affaires de  
Portugal.*

C'est ce qui a fait à peu près les succès de l'année 1652, & bien que ce ne soit pas mon intention de composer des Annales, j'estime pourtant devoir ajouter à ce Livre un mot des démêles que l'on avoit avec le Roi de Portugal. Son Ambassadeur étoit parti de la Haye dès l'année 1651, & cette Couronne-là n'y ayant plus de Ministre, la Cour de Lisbonne fit quelque ouverture d'accommodement au Consul qui y résidoit de la part des Etats pour la protection des Marchands. Mais elles ne furent pas agréées, tant parce qu'on jugeoit qu'elles n'avoient pas été faites dans les formes, puisque ceux qui les avoient faites pouvoient être défavoués, que parceque les Portugais bien loin d'offrir la restitution de ce qu'ils avoient pris sur la Compagnie, demandoient ce qu'elle possédoit encore au Bresil. On disoit, que cette Proposition blessait l'honneur & la réputation de la République. Cependant pour ne point rompre avec les Portugais tandis que l'on étoit en rupture avec l'Angleterre, on jugeoit que si le Roi de Portugal avoit envie de s'accommoder, on pourroit se relâcher jusqu'à lui céder tout ce que les Portugais possédoient déjà dans la Capitanie de Fernambouc, en réservant à la Compagnie le Récif, & la Ville Maurice,



ce, avec leur Banlieue ou territoire, que l'on étendroit jusqu'à la portée du canon, ou bien jusqu'à une lieue à la ronde. Que moyennant cela le Roi de Portugal payeroit à la Compagnie une somme dont on conviendrait, & laisseroit aux Hollandois les Capitannies de Tamarica, de Paraïba, de Rio-Grande, & de Siara, qui n'étoient pas fort peuplées de Portugais. Que les Sujets de cet Etat pourroient disposer des terres qui leur appartenoient dans les Capitannies de Fernambouc, y pourroient faire leur trafic, & y auroient la liberté de conscience. Que les Portugais pourroient se servir du port du Récif, & que le Roi de Portugal payeroit tous les ans une certaine somme pour l'entretien de la Garnison.

1652,  
& suiv.

On ne croyoit pas que le Roi de Portugal dût rejeter ces conditions, parce qu'il s'étoit toujours excusé, & avoit dit qu'il ne pouvoit pas restituer la Capitannie de Fernambouc à cause de la difficulté ou plutôt de l'impossibilité qu'il y auroit d'y faire consentir les habitans. On croyoit à la Haye qu'il y avoit beaucoup de sincérité dans le procédé des Portugais, & on se flattoit d'une fausse opinion que l'on avoit de l'état de leurs affaires. Tellement qu'on ne doutoit point que le Roi de Portugal ne fit tout ce qu'on désireroit de lui. Cependant on ne pouvoit pas dissimuler l'impatience qu'on avoit pour l'accommodement, & dans cette impatience les Etats renvoyèrent le Consul à Lisbonne, avec ordre de sonder l'intention du Roi, & ils lui ordonnèrent qu'en cas qu'il trouvât cette Cour-là disposée à l'accommodement, de tâcher de la faire consentir que les Députés de part & d'autre se trouvassent à Nantes, ou à la Rochelle. Mais cette Commission ne fut exécutée que l'année suivante, & l'on joignit au Consul Gisbert Rodolfi de Nydeck, alors Avocat de la Compagnie des Indes Occidentales, depuis Pensionnaire de la Ville de Rotterdam, & Conseiller au Grand Conseil d'Hollande.

Nous avons dit que le Duc de Lorraine avoit offert de se-  
courir le Roi d'Angleterre de dix mille hommes, & de faire une  
diversion en Irlande, si les Etats vouloient les y faire passer dans  
leurs Vaisseaux. C'étoit un artifice où les Espagnols se mêloient  
pour rendre les Hollandois odieux & irréconciliables avec l'An-  
gleterre. Aussi les Etats ne voulurent-ils pas permettre que le Duc  
se servît de leurs ports pour la facilité de l'embarquement, & pour  
le transport des troupes qu'il faisoit mine de vouloir faire passer  
en Irlande. De sorte que le Duc ayant résolu d'y envoyer quel-  
ques Officiers pour se mettre à la tête des Irlandois qu'ils trouve-  
roient à la décente, en fit filer environ deux cent, qui passèrent  
par l'Ecluse en Zéelande, où il leur envoya aussi des munitions  
& des armes, à dessein de les y faire embarquer. Mais les ha-  
bitans de la Ville de Middelbourg surpris de voir faire un grand  
amas d'armes, & que les rues étoient remplies de visages incon-  
nus, se mirent en devoir de piller les armes, & de se jeter sur  
les Officiers. Le Magistrat l'empêcha, & renvoya ces étrangers  
en Flandre. Les Etats qui vouloient s'en faire un mérite auprès  
du Parlement, ordonnèrent à leurs Ambassadeurs, qui étoient encore  
à Londres alors, d'y faire savoir le service qu'ils venoient de ren-  
dre à la République, en empêchant les Lorrains de passer en Ir-  
lande: bien que leur propre intérêt les eût obligé à renvoyer ces

offres du Duc  
de Lorraine.

Ses Officiers  
chassés de Mid-  
delbourg.

1652, Gens de guerre entrés dans le Pays sans permission, & qui pou-  
& suiv. voient leur donner de l'ombrage.

*Plaintes des  
Espagnols.*

*L'Archiduc  
demande Gé-  
mert.*

*Plaintes des  
Etats.*

L'Ambassadeur d'Espagne ne cessoit point de faire des plaintes de l'inexécution du Traité de Munster, & l'on voyoit à la Haye plusieurs autres Ministres du même Roi chargés des poursuites d'une infinité d'affaires étrangères. L'Archiduc, Gouverneur des Pays Bas, y en avoit un qui poursuivoit la restitution de la Com-manderie de Gémert, comme dépendante de l'Ordre Teutoni-que, dont il étoit Grand Maître.

Les Etats de leur coté se plaignoient des Gens de guerre que les Espagnols logeoient dans les Pays d'Outremeuse, bien qu'ils ap-partinssent à l'Etat, en vertu du III. Article du Traité de Munster, qui laissoit les Pays & les Places de ces Quartiers-là à ceux qui les possé-doient lors de la signature du Traité. Les uns & les autres ju-geoient l'érection de la Chambre Mi-partie très nécessaire, en é-xécution du XXI. Article du même Traité; mais on n'entendoit pas qu'elle décidât les differends que l'on pouvoit avoir pour l'ex-plication, ou pour l'exécution des III. VIII. IX. XII. LXVII. & LXXI. Articles du même Traité, qui parlent des trois Pays d'Ou-tremeuse; de l'exemption de certains droits & impositions; de l'échange du Haut Quartier de Gueldre; de la séparation des li-mites de Flandre, & de la levée ou digue qui bouche la rivière de Zoute.

*Assemblée de  
Malines.*

Pour régler ces differends, & quelques autres, il se fit, au commencement de Septembre, une Assemblée à Malines, pour l'exécution du XV. Article du Traité de Munster, touchant le régallement des droits qui se levent dans les ports de Flandre avec ceux qui se levent sur l'Escaut. De la part du Roi d'Espagne s'y trouvèrent le Surintendant des Finances, le Président de la Cour de Justice de Brabant, & deux autres personnes de qualité. Les Etats y envoyèrent MM. Aertsbergen, de Wimmenum, de Huy-berth, van Halewyn, & Verbolt. Mais les Députés de l'Archiduc re-fusèrent de traiter avec eux si on n'égaloit le nombre de part & d'autre. Ils n'avoient point de pouvoir suffisant non plus; de for-te que l'on n'y fit rien. D'ailleurs les Espagnols tâchoient de divertir le commerce qui se fait sur la Meuse par les Pays de Na-mur, de Liège, & de Brabant; & la Ville de Malines commençant à être infectée de peste, on y refusoit la Terre, que l'on appelle *Sainte*, aux domestiques des Réformés, & les Gens d'Eglise in-quiétoient les malades des Députés d'Hollande.

*Les Etats font  
bâtir une Salle  
pour leur As-  
semblée.*

Je dois remarquer que la dépense extraordinaire que la Pro-vince d'Hollande fut obligée de faire cette année, ne l'empêcha pas de trouver un fonds extraordinaire pour le bâtiment de la belle Salle où les Etats de cette Province s'assemblent depuis quelques années. Elle est de l'ordonnance de l'Architecte Post, qui en fit les premiers projets en ce tems-là, & qui l'acheva sous la dire-ction du Seigneur de Wimmenum.

*L'Evêque de  
Munster ob-  
tient la restitu-  
tion du Châ-  
teau de Bever-  
gern.*

Kniphuysen qui commandoit les armes de la Couronne de Suc-de en Westphalie après le décès du Roi Gustave Adolphe, en qualité de Maréchal de Camp, avoit pris, en 1633, le Château de Bevergern, qui est du Domaine de l'Evêque de Munster, & le céda l'année suivante au Prince d'Orange, qui le retint tant qu'il vécut.

Son



Son fils l'avoit possédé après son décès, quoique l'Electeur de Cologne, qui étoit aussi alors Evêque de Munster, en eût demandé de tems en tems la restitution. Il étoit à la bienséance du Prince à cause de sa Terre de Lingen, & il n'étoit pas facile de lui arracher ce qu'il ne vouloit pas rendre volontairement. Mais la paix étant faite en Allemagne, & le Prince Guillaume, son fils, étant décédé, Christophle Bernard Van Galen, élu Evêque de Munster depuis quelques mois, envoya à la Haye, au mois de Janvier 1653, le Colonel Wilich, qui en demanda & obtint la restitution, moyennant le remboursement de quelques deniers.

1652,

&amp; suiv.



THE HISTORY OF THE  
CITY OF BOSTON  
FROM THE FIRST SETTLEMENT  
TO THE PRESENT TIME  
IN TWO VOLUMES  
BY NATHANIEL BENTLEY  
OF THE BARR





# HISTOIRE

## DES

### PROVINCES UNIES.

#### LIVRE SEPTIEME.

##### SOMMAIRE.

*Lettre de la Hollande au Parlement. Qui la rend publique. Révolution à Londres. Les Etats résolvent d'y envoyer une Députation. Combat naval. Troupes de Frise en Nord-Hollande. Séditions en Hollande. Intrigues en faveur du Prince d'Orange. Combat. Mort & éloge de Tromp. D'Obdam Amiral. Le Roi d'Angleterre empêché de venir à la Haye. Négociation pour la Paix. Cromwell propose la Coalition des deux Républiques. Est fait Protecteur. Exclusion du Prince d'Orange des Hautes Charges de la République. Paix de Londres. Négociation avec le Danemarck. Avec la Suède. Les Etats Médiateurs à Lubeck entre la Pologne & la Suède. Suite des Troubles en France. L'Ambassadeur de France cède la main aux Députés des Etats. Négociations avec l'Espagne. Chambre Mi-partie. Les Lorrains chargés dans la Mairie de Bois-le Duc. Négociation avec l'Evêque de Liège. Differend avec l'Empereur pour l'Isle d'Ameland. Négociations avec le Brandebourg. Avec le Portugal pour le Bresil. Mort du Conseiller-Pensionnaire d'Hemsteede. De Witt lui succède. Installation du Président de la Cour d'Hollande. Prétentions d'Amsterdam au sujet du Siège. Procès entre les Princesses d'Orange.*



Des succès des combats & des rencontres des deux armées navales d'Angleterre & de cet Etat, dont il a été parlé au Livre précédent, ne donnant point d'autre avantage à celui des deux partis à qui on ne le pouvoit pas disputer, sinon un peu de gloire, les deux Républiques commencèrent à considérer, que la continuation de la guerre seroit la ruine de l'une & de l'autre; & ainsi qu'il leur importoit d'en sortir bientôt par un accommodement. Le Parlement ne pouvoit plus fournir à la dépense. Les Domaines du Roi, & les revenus de l'Eglise avoient été aliénés; le fonds qui en étoit provenu avoit été absorbé, & on n'osoit plus charger le Peuple, qui étoit extrêmement ennuyé de la guerre Civile. Il étoit d'ailleurs fort incommodé parce que son commerce l'étoit dépuis que le Roi de Danemarck avoit fermé le passage du Sund, & qu'Appleton & Bodley avoient été chassés de la Mer Méditerranée par Van Galen. Néanmoins les Anglois étoient encore trop fiers pour faire la première ouverture d'une négociation; mais l'on n'étoit pas si difficile en Hollande.

Les Etats de cette Province se servoient de la Correspondance

Bbb

se-

1653.

*Les deux Etats se lassent de la guerre.*

*Les Etats d'*

1653.

*Hollande font  
faire la pre-  
mière ouvertu-  
re d'une négocia-  
tion.*

secrete d'un de leurs Officiers, nommé Doleman, Lieutenant Colonel d'un Régiment d'Infanterie, qui faisant de tems en tems des voyages en Angleterre comme pour ses affaires particulières, y apprenoit de George Monck, son ami & confident, la disposition des esprits de ces quartiers-là; & sur le rapport qu'il fit, qu'il n'y avoit point d'aversion pour la paix, ils voulurent bien témoigner qu'il n'y en avoit point non plus en Hollande. Pour en donner des preuves au Parlement ils firent rejeter par les Etats Généraux les propositions que le Roi d'Angleterre fit faire en ce tems-là à l'Ambassadeur qui étoit de leur part en France, que si les Etats vouloient joindre leurs Vaisseaux à ceux qui étoient en mer sous son Pavillon, il y hazarderoit sa personne Royale. Le Duc de Lorraine offroit de son côté de faire une puissante diversion en Irlande, ou en Angleterre, si les Etats le vouloient accommoder de quelques Vaisseaux pour le transport de ses troupes. Mais les Etats d'Hollande évitoient avec adresse tout ce qui pouvoit les engager avec le Roi, & rendre la guerre éternelle. Par la même raison, & afin de ne pas aigrir d'avantage les esprits, ils ne voulurent point recevoir les ouvertures que quelques Députés firent de réformer ou licencier les Régimens Anglois & Ecoissois, de la même façon qu'on l'a fait depuis pendant la guerre où on a été contraint d'entrer avec le Roi Charles II.

*Ils refusent de  
licencier les  
Régimens An-  
glois.*

*Disposition des  
Anglois.*

*Avis particu-  
lier de Leyde.*

Au contraire les Etats de cette Province étant assemblés le 18. Mai 1653, M. Jean de Witt, alors Pensionnaire de la Ville de Dordrecht, & le premier des Députés aux Affaires Secretes, après avoir fait faire un serment solennel à tous ceux de l'Assemblée, dit, „ que les avis de leurs correspondants, de la condui-  
„ te & fidélité desquels ils ne pouvoient pas douter, marquoient  
„ bien expressément, que depuis le dernier combat Naval on  
„ voyoit en Angleterre une si grande inclination à la paix, que  
„ plusieurs personnes de cet Etat-là des plus sages & des plus gens  
„ de bien, étoient d'avis qu'on envoyât quelqu'un qui en assurât  
„ les Etats: & que cette pensée n'avoit pas été exécutée parce  
„ qu'on y étoit persuadé que l'on ne trouveroit pas ici la même  
„ disposition, puisque c'étoit à dessein & de gayeté de cœur que  
„ cet Etat avoit rompu avec l'Angleterre. Qu'il prioit donc l'Assem-  
„ blée de considérer, si l'on ne pourroit pas, sans préjudice de la ré-  
„ putation & de la grandeur de cet Etat, rechercher les moyens  
„ d'effacer de l'esprit des Anglois ces dangereux préjugés, & é-  
„ crire une Lettre qui leur ôtât cette mauvaise impression.” De  
tous les Députés qui composoient l'Assemblée il n'y eut que ceux de la Ville de Leyde qui ne furent point d'avis que les Etats d'Hollande écrivissent en Angleterre sans la communication des autres Provinces. C'étoit bien le sentiment général de la Hollande, & elle y étoit en quelque façon obligée pour satisfaire à ce qu'elle devoit à l'*Union*. Mais elle craignoit que quelques Provinces qui dans l'intention qu'elles avoient de faire plaisir à la Maison d'Orange, n'étoient pas fort portées à la Paix, ne s'y opposassent; ou que dans l'Assemblée des Etats Généraux l'on ne ménagât pas bien le secret, qui étoit absolument nécessaire pour faire réussir la négociation.

*Les Etats d'* C'est pourquoi afin d'ôter aux Alliés tous les ombrages & toutes



tes les défiances qu'ils eussent pu prendre de ce procédé, les Etats d'Hollande ordonnèrent à leurs Conseillers Députés de ne leur en rien déguiser, s'ils le jugeoient nécessaire pour le bien de l'Etat; comme en effet ils se trouvèrent bientôt obligés d'en parler aux Députés des autres Provinces. Dans la Lettre même il n'y avoit rien de bas, ni de foible. Elle disoit seulement: „ Que les Etats d'Hollande jugeant que la continuation de la guerre étant également funeste aux deux Nations, aussi bien qu'à la Religion dont elles faisoient profession, ils esperoient que le Parlement d'Angleterre entreroit dans les mêmes sentimens, & songeroit avec eux aux moyens de faire cesser des animosités qui exposoient les uns & les autres à la risée de leurs ennemis communs, & au hazard de se perdre tous deux. Mais que si par aventure ils n'y rencontroient pas les mêmes dispositions, ils auroient du moins cette consolation, qu'ils pourroient dans un profond repos de conscience, & sans impatience attendre la fin de ces désordres & de ces confusions de la bénédiction du Ciel, & du succès de leurs armes.

Pour cacher la Lettre aux Provinces ils en firent porteur un des Clercs du Sr. d'Hemsteede, Conseiller Pensionnaire d'Hollande. Mais à peine avoit-elle été rendue au Parlement, & communiquée au Conseil d'Etat, qu'on la vit imprimée en Latin, & en Anglois, sous le titre de *Très humbles Supplications des Etats d'Hollande, qui supplient le Parlement d'Angleterre de leur donner la Paix.* Le Parlement qui avec les incommodités de la guerre avoit à combattre l'ambition d'Olivier Cromwell, & à s'opposer aux entreprises des Officiers de l'armée, se servit de l'occasion de cette Lettre pour témoigner le penchant qu'il avoit à la paix, & écrivit, tant aux Etats Généraux, qu'à ceux d'Hollande: „ Que toutes les hostilités qui avoient été faites de part & d'autre depuis la rupture de la négociation, n'avoient point altéré l'inclination qu'il avoit toujours eu à vivre en bonne intelligence avec les Provinces Unies. Qu'il n'ignoroit point les avantages que cette guerre donnoit aux ennemis de la Liberté de l'une & de l'autre Nation, & qu'il savoit bien que toutes les deux retiroient de très grands avantages de la paix, & d'une bonne correspondance. Ainsi qu'il seroit toujours prêt de renouer la négociation, & de la porter à une bonne conclusion sur le pied des propositions que l'on avoit faites au Sr. d'Hemsteede, à son dernier voyage d'Angleterre.

Ce procédé du Parlement, & cette dernière clause de sa Lettre déconcertèrent toutes les mesures des Etats d'Hollande. Le secret qui devoit être l'ame de cette affaire, avoit été éventé. Les Anglois vouloient faire croire que les Hollandois venoient mendier la paix, & qu'ils seroient trop heureux de la recevoir aux conditions qu'ils avoient voulu prescrire au Sr. d'Hemsteede, en obligeant les Etats à donner satisfaction pour le passé, & assurance pour l'avenir. Les autres Provinces n'étoient point satisfaites du procédé de la Hollande, & entr'autres les Députés de Groningue le condamnoient, & défavouoient la négociation qu'on avoit prétendu faire pour tous les Alliés sans leur consentement. La Hollande elle-même qui s'attendoit à toute autre réponse, jugeoit bien

1653.

que l'on ne pouvoit pas recommencer à négocier sur des propositions qui avoient fait rompre la dernière négociation, & elle ne vouloit point que l'on continuât les hostilités pendant qu'on négocieroit la paix.

*La Zéelande propose l'Alliance de la France.*

*Le Comte de Charôt demande du secours aux Etats.*

La Zéelande en prit occasion de proposer: Qu'il falloit se fortifier d'Alliances contre ces nouveaux Républicains, & surtout renouveler les anciens Traités que cet Etat avoit avec la France, afin de tâcher de l'obliger à rompre avec l'Angleterre. Mais la France ne s'étoit pas encore bien remise des incommodités de la Guerre Civile, & sa foiblesse étoit si grande que le Comte de Charôt-Bethune, Gouverneur de Calais, craignant que les Anglois n'attaquassent sa place, & n'espérant point de secours de sa Cour, pria les Etats de l'assister d'une somme de vingt mille écus, & d'envoyer leur armée navale sur les Côtes de Picardie. Les Etats d'Hollande au contraire qui confideroient qu'il n'y avoit rien à esperer du coté de la France, & qui vouloient fortir d'affaire avec les Anglois, ne jugeoient pas cette recherche fort nécessaire; mais croyoient qu'il valoit mieux suivre l'exemple du Cardinal Mazarin, qui faisoit négocier en Angleterre, & recherchoit l'amitié de Cromwell. Ils confideroient encore que le commerce ne pouvoit pas subsister avec la guerre, & que la continuation des hostilités releveroit le parti du Prince d'Orange: ce qu'ils vouloient empêcher, & en faisoient leur intérêt en ce tems-là.

*Les autres Provinces s'accroissent aux sentimens de la Hollande.*

Les Provinces qui n'entroient dans les sentimens du Roi d'Angleterre que par complaisance pour la Maison d'Orange, voyant la fermeté de la Hollande, & confiderant qu'elle alloit au véritable intérêt de l'Etat, ne laissèrent pas d'approuver enfin ses résolutions, & trouvèrent bon qu'on fit connoître à la Cour de France, que l'on seroit toujours prêt de renouveler avec elle les anciens Traités, pourvu qu'elle n'empêchât point l'Etat de conclure avec le Parlement d'Angleterre.

*Offices des Cantons Protestans.*

Les Cantons Suisses Protestans exhortoient les uns & les autres à faire la paix, & la Reine de Suede continuoit d'offrir sa Médiation. Mais les deux partis n'avoient pas besoin de Médiateurs, puisque leur inclination & leur propre intérêt les portoient à la paix. D'ailleurs on étoit si peu satisfait en Hollande de la conduite de la Suede que l'on ne vouloit point qu'elle s'en mêlat, ni même que les Ministres des deux Républiques s'assemblassent dans une Ville dépendante de cette Couronne, mais plutôt dans une des Villes Hanséatiques. C'est ce qu'on ordonna à Van Beuningen, qui étoit à Stockholm, d'y faire entendre.

*Les Etats Généraux écrivent au Parlement.*

La Hollande même quelque passion qu'elle eût pour la paix, jugeoit bien que l'on ne pouvoit pas renouer la négociation sur les propositions que l'on avoit faites à d'Hemsteede, & que la réputation de l'Etat ne permettroit pas qu'elle se fit ailleurs que dans un lieu neutre. C'est pourquoi elle n'eut point de peine à souffrir que les Etats Généraux récrivissent au Parlement: „ Que pour ne „ pas demeurer dans les termes d'une simple protestation de leur „ inclination à la paix, ils ne se contenteroient pas de confirmer „ ce que les Etats d'Hollande lui avoient fait entendre sur ce sujet; mais de plus qu'ils étoient prêts de nommer des Ambassadeurs „ Plénipotentiaires pour aller conclure le Traité, dès que le Parlement „



„ lement auroit marqué le tems, & le lieu du Congrès.”

Cette Lettre étoit du 9 Mai. Mais devant qu'elle eût été rendue il étoit arrivé un changement très remarquable en Angleterre, où Cromwell, General de l'armée, avoit fait séparer le Parlement, & s'étoit fait donner toute la direction des affaires. Il est vrai qu'il se servit du nom & de l'autorité du Conseil d'Etat; mais ce Conseil n'étoit composé que de dix personnes, toutes dépendantes de lui, & la plupart des Officiers de l'armée étoient ses créatures. Cette Révolution qui se fit sans bruit & sans opposition, fut approuvée par l'armée navale, & par tous ceux qui faisoient les Zélés pour la Religion, & qui s'étoient érigés en colonnes de l'Eglise, tant dans l'armée, que dans les Provinces. Cromwell se trouvant par ce moyen à la tête des affaires, répondit aux Etats Généraux, en y employant le nom du Conseil d'Etat: „ Que „ le changement qui s'étoit fait depuis quelques jours dans la Ré- „ publique d'Angleterre n'avoit point changé la passion avec laquel- „ le il embrasseroit toujours les occasions qui pourroient porter les „ esprits à un accommodement; & qu'il seroit toujours prêt d'en- „ trer en Conference avec les Plénipotentiaires que les Etats envoy- „ eroient pour négocier la paix sur les propositions qu'on avoit fai- „ tes l'année passée au Sr. d'Hemsteede, comme le moyen le plus „ propre pour y réussir. Mais qu'il jugeoit qu'elle ne pouvoit pas „ être commodément négociée dans un lieu neutre, parceque cela „ ne feroit qu'éloigner les desirs de l'un & de l'autre Etat.”

*Révolution  
en Angleterre  
en faveur de  
Cromwell.*

*Les Anglois  
refusent de  
traiter dans un  
lieu neutre.*

Les Etats voyant que le changement arrivé en Angleterre n'avoit point altéré l'inclination que l'on y avoit pour la paix, jugèrent qu'il ne falloit pas non plus que cet Etat changeât d'intérêt, ni que l'on s'éloignât de la Révolution que l'on avoit prise touchant le renouement de la négociation. Mais considérant d'ailleurs que les propositions sur lesquelles les Anglois vouloient traiter n'étoient ni justes, ni honnêtes, ils étoient d'avis que d'abord on envoyât quelques Députés en Angleterre, qui n'ayant point de caractère, pourroient déclarer à la République: Que cet Etat ne traiteroit point avec elle, & ne renoueroit jamais la négociation si elle s'opiniâtroit à faire les mêmes propositions qu'elle avoit faites l'année passée; & sonder en même tems, s'il y avoit de l'apparence de recommencer le Traité sans cela, & de conclure une bonne Alliance sur le pié des trente six Articles que l'on avoit proposé aux Ambassadeurs Anglois à la Haye: ou bien sur ceux que l'on avoit fait proposer à Londres. Ils étoient aussi d'avis qu'on leur donnât ordre de prendre congé, & de revenir si on continuoit de demander satisfaction & assurance.

*Les Etats ré-  
solvent une  
Députation.*

Cela ayant été ainsi réglé, & les Députés d'Hollande ayant fait un point de délibération touchant le nombre des personnes dont cette Députation seroit composée, ceux de Gueldre procédèrent aussitôt à la nomination, & en avisant à leur tour nommerent MM. van Beverningk, Mauregnault, & Hautbois, le premier d'Hollande, le second de Zéelande, & le troisième de Frise, qui sont les trois Provinces les plus intéressées au Commerce. Mais les Députés d'Hollande qui savoient que les deux derniers ne se- roient pas agréables en Angleterre à cause de l'attachement qu'ils avoient à la Maison d'Orange, & qui désiroient qu'on n'y envoyât

*La Gueldre  
nomme trois  
Députés.*

*La Hollande  
s'y oppose.*

1653.

ât qu'un Député, dirent, qu'en procédant dans les formes il falloit que les Etats des Provinces nommassent eux-mêmes les Députés, & que ce n'étoit pas à l'Assemblée des Etats Généraux à les nommer. Ce fut par ce moyen qu'ils rompirent cette délibération, même du consentement des Députés de Zéelande, qui en des affaires de cette nature attendoient volontiers les sentimens & les ordres exprès de leurs Principaux.

*La Frise change d'avis.*

Quelque tems après la Hollande nomma MM. Jérôme de Beverningk & Guillaume Nieuwpoort. La Zéelande y joignit M. Paul van der Peer, & la Frise qui s'étoit ci devant opposée avec obstination à toutes les négociations que les autres Provinces vouloient faire faire avec le Parlement, & qui n'avoit pas voulu faire trouver ses Députés aux Conférences que l'on eut en 1651 avec St. John & Strikland, nomma M. Alard Pierre Jongstal, premier Conseiller de la Cour de Justice de sa Province. Elle avoit changé d'avis par le conseil même du Comte de Nassau, son Gouverneur, pas tant parce qu'elle commençoit à croire que la paix étoit nécessaire, que parcequ'elle vouloit être particulièrement informée de ce qui se passeroit dans cette négociation, où il y avoit apparence qu'il seroit aussi parlé des intérêts du Prince d'Orange.

*Instruction des Députés.*

Les Députés avoient un ordre général, de demeurer dans les termes de l'Instruction que l'on avoit donné à ceux qui avoient été envoyés à Londres en 1651. On leur ordonna aussi de vivre en bonne amitié, & de faire confidence avec le Sr. Neuville-Bourdeaux, qui étoit en Angleterre de la part du Roi de France, & même de lui faire ouverture d'une Triple Alliance entre le Roi son Maître, l'Angleterre, & cet Etat. La Zéelande insistoit fort sur ce dernier point, & les autres Provinces s'accommodèrent à ce sentiment. Mais elles firent ôter du projet que l'on avoit dressé pour cela, les Articles qui engageoient cet Etat à une guerre offensive contre l'Angleterre, si on ne pouvoit pas convenir avec elle. La Hollande jugeoit qu'il n'étoit pas à propos d'en venir à ces extrémités, ni de découvrir les intentions de l'Etat sur ce sujet que l'on ne sçut celles des Anglois, & que l'on ne désespérât de pouvoir conclure avec eux. Et afin que le Roi de Danemarck qui, comme nous avons vu ailleurs, avoit rompu avec les Anglois, ne prît aucun ombrage de cette négociation, on lui communiqua l'Instruction des Députés.

*Révolution des affaires d'Angleterre.*

Devant que de parler de la suite & du succès de cette négociation, il sera nécessaire de dire les particularités de la Révolution des Affaires d'Angleterre, dont nous venons de toucher un mot. Olivier Cromwell dont les pensées ambitieuses avoient pour objet la Souveraineté, ne pouvant s'assurer de l'affection de quelques Députés du Parlement, qui n'avoient consenti à l'abolition de la Monarchie que dans le dessein de former un Etat Populaire; & sachant d'ailleurs qu'il y en avoit qui continuoient leurs correspondances avec le Roi, & avec ses Ministres, tant en France, qu'en Hollande, résolut de convoquer un Parlement à sa main & le de remplir de personnes de son humeur, faites à ses maximes, & dévouées à ses intérêts. Pour cet effet il avoit suborné quelques Officiers de l'armée, qui mirent à leur tête le Sergent de Bataille



taille ou Général Major Harisson, & eurent l'assurance de faire 1653.  
séparer le Parlement. Il fit sortir l'Orateur de sa place, & après  
avoir fait emporter la Masse d'argent par le Lieutenant Colonel  
Worshley, avec les Regîtres, il fit fermer la porte de la Salle de  
l'Assemblée.

Ce changement de théâtre n'empêcha pas les Acteurs d'ache- *Dont l'armée*  
ver leur rôle, & ne retarda point l'armement de leur armée na- *navale fait*  
vale, qui mit à la voile au commencement de Mai. Elle étoit *voiles.*  
composée de plus de quatre vingt Vaisseaux de guerre, & de  
quinze Brulots, montés de plus de seize mille hommes, tant Sol-  
dats que Matelots, & de près de quatre mille pièces de canon,  
sous le commandement de Monck & de Deane. Tromp com- *Aussi bien que*  
mandoit l'armée navale des Provinces Unies, & fit voiles le 14 du *Tromp.*  
même mois. Elle étoit de quatre vingt Vaisseaux de guer-  
re, sans les cinq que la Compagnie des Indes Orientales y avoit  
jointes. Devant que de s'embarquer il écrivit aux Etats Géné- *Mauvais état*  
raux, & à ceux d'Hollande en particulier: „ Qu'il ne pouvoit *de la Flotte*  
pas dissimuler que c'étoit avec regret qu'il alloit partir. Que *Hollandoise.*  
„ les meilleurs Vaisseaux avoient été brulés, ou coulés à fond dans  
„ les précédents combats, & que l'on avoit négligé de réparer  
„ ceux qui étoient en état de servir. Qu'on auroit pu prévenir  
„ ce désordre si on y eût fait travailler dès lors qu'il rentra dans  
„ les ports au mois de Mars; & qu'il n'avoit tenu qu'aux Etats  
„ de prendre de l'avantage sur l'Anglois. Qu'il ne laisseroit *Tromp ne*  
pas d'obéir à leurs ordres; mais que ce n'étoit qu'avec chagrin & ré- *commande qu'*  
„ pugnance qu'il se chargeoit du Commandement de l'armée *avec chagrin.*  
„ navale, & que ce seroit avec joye qu'il le verroit passer en  
„ d'autres mains. Il ajouta, qu'après ces remontrances on ne  
„ pourroit pas s'en prendre à lui des malheurs & des dis-  
„ graces auxquelles il s'attendoit infailliblement. ” On ne lui  
fit point de réponse au sujet de son déplaisir, qui étoit d'au-  
tant plus pardonnable qu'il alloit à la tête d'un grand nombre  
de méchants bâtimens, commandés la plupart par des gens lâches,  
& ignorans, hazarder avec sa vie la gloire & la réputation que  
ses grandes actions lui avoient acquis; mais on lui ordonna d'al-  
ler escorter vers le Nord environ cent quatre vingt navires Mar-  
chands, qui en prenant leur route par derrière l'Angleterre &  
l'Irlande, devoient aller en France & en Espagne, & de rame-  
ner dans les ports de ces Pays la Flotte Marchande qu'on atten-  
doit de ces Quartiers-là. Les Généraux Anglois qui étoient aver-  
tis du dessein de Tromp, & de la route qu'il devoit prendre, le  
suivirent, & passèrent le 13 & le 14 Mai le long des Côtes de Zée-  
lande; de sorte que le 15 les deux armées navales se trouvèrent  
comme en présence, à la distance de cinq lieues. Mais elles ne  
se rencontrèrent point, & par une semblable ou pour le moins  
aussi heureuse erreur la Flotte Marchande manqua de rencontrer  
l'une & l'autre, & arriva à bon port, composée de plus de trois  
cent navires, lors qu'on s'y attendoit le moins.

L'avis que Tromp en eut le fit revenir sur Nos Côtes vers la fin *Combat des*  
du mois, & il alla après cela aux Dunes, à dessein d'y surprendre *armées nava-*  
Ascuë. Mais n'y ayant pas réussi, il ramena l'armée navale de *les.*  
l'Etat sur les Côtes de Flandre, où il rencontra celle d'Angleter-  
re,

1653.

re, à travers d'Ostende. Il avoit alors sous son Pavillon quatre vingt cinq Vaisseaux de guerre, & six brulots, avec lesquels il s'engagea, le 12. Juin, sur les 2. heures après midi. Le combat dura jusqu'à la nuit, & coûta aux Hollandois deux Vaisseaux, dont l'un périt par son propre feu, & l'autre fut coulé à fond. Pendant la nuit Blake renforça l'armée navale de quelques Vaisseaux, & le lendemain sur les 8. heures du matin les Anglois se servant de l'avantage du vent, recommencèrent le combat, mais de loin, & seulement à coups de canon. D'abord toutes les apparences promettoient la victoire aux Hollandois, quand le vent cessant presque tout à coup, la fit pancher du côté des Anglois, qui remarquant la foiblesse de leurs ennemis, s'engagèrent tout de bon sur les onze heures, & les attaquèrent avec plus de vigueur qu'ils n'avoient encore fait; ce qui obligea Tromp de se tenir serré & sur la défensive, à dessein de se retirer, comme il fit, jusques devant Ostende. Le lendemain il se mit sur les fers devant Vlissingen, ayant perdu dans ce combat, qui avoit duré deux jours, neuf Vaisseaux. Celui sur lequel il étoit monté faisoit eau de tous côtés; de sorte que ne pouvant plus tenir la mer, il fut obligé de rentrer dans les ports. Cette perte fut en quelque façon compensée par celle des Anglois, qui ne prirent pas un seul Vaisseau Hollandois, & perdirent plusieurs Chefs de réputation, & entr'autres Richard Deane qui y commandoit après l'Amiral, & avoit été un des Juges du feu Roi.

*On en fait des  
feux de joye à  
Londres.*

*Celui de l'  
Ambassadeur  
de Portugal.*

On ne laissa pas de parler à Londres de cette rencontre comme de la plus forte action qui se fût faite depuis longtems, & comme du plus glorieux avantage que la République eût acquis depuis son établissement. Aussi y fit-on resonner les rues de chants de triomphes, & les Temples d'Actions de grâces. On y fit aussi des Feux de joye, entre lesquels on remarqua celui de l'Ambassadeur de Portugal, qui fut le seul de tous les Ministres Etrangers qui témoignât publiquement qu'il étoit ennemi de la prospérité de cet Etat. L'avantage que les Anglois en remportèrent parut particulièrement en ce qu'ils demeurèrent maîtres de la mer, & se vinrent poster à la vue du Texel, qu'ils tenoient par ce moyen comme investi, & empêchoient l'Escadre qu'on achevoit d'armer, de joindre les forces de l'Etat, qui étoient aux Wielingen.

*Troupes de  
Frise en Nord-  
hollande.*

Cependant les trois Ministres qui étoient de la part de l'Etat en Angleterre écrivirent, que l'on avoit embarqué quinze cent Soldats à Yarmouth, qui faisoient un Corps considérable avec ceux qui étoient déjà sur la Flotte, & menaçoient d'une décente les Isles qui couvrent la Hollande, comme le Texel & Vlie, ou même la Terre-ferme. Ils ajoutoient que les Anglois étoient persuadés qu'il leur seroit facile de prendre poste à Goerede, ou à Helvoet, & même de surprendre l'Ecluse, en Flandre. Le Seigneur de Noortwyck, du Corps de la Noblesse d'Hollande, & Colonel du Regiment de Nordhollande, qui commandoit dans l'Isle du Texel, eut ordre de pourvoir à la sûreté de cette Place, pendant que le Major Dorp veilleroit à la conservation de Briel, & de la Meuse. Mais les Conseillers Députés de Nordhollande allarmés des avis qui venoient d'Angleterre, prièrent les Etats de Frise, & le Comte de Nassau, Gouverneur de la même Province, d'en-  
voyer



voyer quelques-unes de leurs Troupes au Texel; quoiqu'il n'y eût personne plus capable de défendre un poste que le Seigneur de Noortwyck. Ceux de Frise y envoyèrent cents hommes des Gardes du Comte, deux autres Compagnies d'Infanterie, vingt cinq Mousquetaires commandés, & une Cornette de Cavalerie.

Les Etats d'Hollande qui étoient assemblés en ce tems-là, en furent bien surpris, & ayant un déplaisir très sensible de voir entrer des troupes étrangères, quoique de leurs Alliés, dans leur Province, sans leur consentement, & contre l'ordre de l'Etat; ils ordonnèrent aux Conseillers Députés de les renvoyer, à moins qu'elles ne fussent si nécessaires que sans ce secours l'Isle du Texel courût risque de se perdre.

*Les Etats d'Hollande s'en offensent.*

Le Comte de Nassau, qui ne savoit rien du mécontentement des Etats d'Hollande, ni des ordres qu'ils venoient de donner, passa en personne dans l'Isle; quoiqu'il jugeât bien que ce n'étoit pas le danger qui l'y appelloit, puisqu'il y mena sa femme comme à un voyage de divertissement. Il n'avoit point de caractère, ni de qualité en Hollande, & néanmoins les Habitans de l'Isle, la plupart pêcheurs, ou matelots, idolâtres & infatués du nom d'Orange & de Nassau, ne laissèrent pas de recevoir le Comte non seulement avec les honneurs que l'on a accoutumé de rendre au Gouverneur de la Province, mais avec des respects & des soumissions qui ne se rendent qu'au Souverain. Ils se mirent sous les armes, malgré les défenses des Conseillers Députés de Westfrise & de Nordhollande qui s'y trouvoient presens, & saluèrent le Comte de leurs Drapeaux. Les femmes furent au devant de lui & de la Comtesse, ayant la tête couverte de chapeaux de fleurs; & les cheveux flottans sur le dos & sur les épaules; les hommes & les femmes criant, qu'il falloit qu'il fût leur Prince, & parlant en termes fort scandaleux du Gouvernement des Etats de la Province. On fit informer de ce désordre comme d'une chose de très pernicieux exemple; mais comme là où tout le monde pêche on ne punit personne, on jugea qu'il valoit mieux dissimuler le mal que de l'aigrir en y appliquant le remède hors de saison.

*Sédition.*

Il sembloit que le mal fût contagieux, & même qu'il eût infecté plusieurs Villes d'Hollande, où le Peuple se souleva contre le Magistrat. Le désordre commença à la Haye à l'occasion d'une Parade que les Bourgeois y font tous les ans pendant la Foire ou Dédicace de leur Eglise. Les Etats de la Province avoient fait ôter des Drapeaux les armes du Prince d'Orange, que l'on y avoit souffertes pendant que ses prédécesseurs avoient été Gouverneurs d'Hollande, aussi bien que dans les Drapeaux des Gardes, & en la Cornette de la Grande Compagnie de Cavalerie, que Chrétien, Comte de Dohna, commandoit en ce tems-là. Les Bourgeois qui croient la plupart qu'il n'y a point de différence entre la Liberté & la brutalité, tiroient aux Drapeaux, qui furent déchirés à coups de mousquet, principalement devant l'Hôtel du Comte de Nassau, où ils s'étoient échauffés à boire, & en marchant ensuite par la Cour du Palais ils remplissoient l'air de leurs cris: VIVE ORANGE, VIVE NASSAU.

*Sédition à la Haye.*

A la Foire de Dordrecht il arriva quelque chose de semblable. Mais le Magistrat le dissimula, & l'on se contenta à la Haye de

*A Dordrecht.*

1653.

s'opposer à l'insolence de quelques jeunes garçons, qui cassèrent les vitres de la prison, & attaquoient par ce moyen indirectement la Justice. Le 7 & le 8 Août la sédition y fut bien plus grande. La Princesse Royale ayant ramené le jeune Prince d'Orange, son fils, de Breda, où les habitans, qui sont ses Vassaux, lui avoient fait hommage, & ayant apparemment quelque dessein d'animer le peuple contre le Magistrat & contre les Etats, le fit présenter à une fenêtre, pour le faire voir à un grand nombre de petits garçons qui s'étoient assemblés dans la Cour du Palais. L'Avocat Fiscal, qui fait aussi la fonction de Prévôt, les dissipa d'abord; mais quelques-uns de la dernière lie du peuple s'étant mêlé avec cette jeunesse, ils firent un effort pour piller sa maison, & en cassèrent les vitres, comme aussi celles du Substitut, du Bailli, & d'un des Bourguemâtres de la Haye, de MM. d'Amsterdam, & de M. Jacob de Witt, Député de la Ville de Dordrecht. On donna ordre aux Bourgeois de se mettre sous les armes; mais ils étoient mal intentionnés, & fomentoient même la sédition sous main. De sorte que l'on fut obligé de se servir de la Cavalerie qui y étoit en garnison, pour dissiper la canaille. Le lendemain on fit venir quelques Compagnies d'Infanterie, qui étoient logées dans les Villages voisins, & par ce moyen l'autorité de la Justice se trouvant appuyée des forces de l'Etat, on fit prendre & punir quelques-uns des plus mutins, & on contraignit les autres de s'enfuir. A Rotterdam, Alckmaer, Hoorn, Medenblick, & Vlaerdingen le peuple contraignit le Tambour qui battoit pour faire enrôler des Matelots, de faire les criées au nom du Prince d'Orange, en rompant la caillie de ceux qui refusoient de le faire, les outrageant, & les menaçant de les jeter dans l'eau.

*Sédition à  
Enckhuysen.*

Ce n'étoit que des emportemens; mais à Enckhuysen il y eut une rébellion formelle. Le menu peuple qui n'y vit que de la navigation & de la pêche du Haran, se voyant comme assiégé pendant que l'armée navale d'Angleterre tenoit les ports d'Hollande fermés, & étant animé par des gens qui ne trouvoient pas leur compte dans le repos de la Province, se mutina, & pilla la maison d'un Conseiller de la Ville, qu'il accusoit d'avoir fourni des armes de contrebande aux ennemis. Il se saisit de l'Arsenal, des Magazins, & des munitions, traîna le canon sur le rempart, fit tirer sur les Barques chargées de Soldats que l'on y envoyoit, changea le Magistrat, & empêcha le Seigr. de Brederode, Maréchal de Camp, d'entrer dans la Ville avec les Commissaires de la Cour de Justice, qui alloient informer contre les auteurs de ces défordres, & tâcher de les faire cesser. La Ville demeura en cet état jusqu'à ce qu'au bout de quelques mois on trouva moyen d'y faire entrer des gens de guerre, par l'adresse d'un Messager des Etats, qui étant allé à l'Hôtel de Ville à l'heure de midi, & ayant fait sonner la cloche, tout le peuple y accourut pour entendre ce qu'on alloit publier de la part des Etats, & pendant qu'il y marmottoit quelques paroles en lisant un papier qu'il tenoit à la main, on eut le tems de faire débarquer neuf Compagnies d'Infanterie, qui s'étant rendues maîtres des portes, du canon, des remparts, & des plus importans postes de la Ville, firent retirer le peuple, & envoyèrent quelques-uns des plus mutins prisonniers



1653.

sonniers à la Haye. Les plus criminels s'étoient sauvés; c'est pour-  
quoi on se contenta de condamner quelques-uns de ceux que l'on  
tenoit à des amendes pécuniaires, & on renvoya les autres, après  
les avoir exhorté d'être plus sages à l'avenir. C'est de cette ma-  
nière que l'on en a souvent usé en ces Pays, & avec succès, par-  
ceque les esprits s'y ramencent plus facilement par la douceur &  
par une correction fort médiocre que par une trop grande sévérité.

Pour y appliquer un remède plus fort & plus capable de pré-  
venir les maux de cette nature, on fit exhorter les Pasteurs, qui <sup>Précautions  
des Etats d'  
Hollande.</sup>  
ont une très grande autorité sur le peuple, de lui représenter l'o-  
béissance qu'il doit à ses Magistrats & à son Souverain, & on ordon-  
na aux Officiers de Justice d'informer des discours séditieux qui  
se font ordinairement dans les chariots & dans les barques, & avec  
plus de licence qu'en aucun autre lieu du monde.

La postérité aura peine à le croire, & néanmoins il est très vrai <sup>La Ville d'  
Haerlem a en-  
vie de parler  
pour le Prince  
d'Orange.</sup>  
que le Magistrat d'une des premières Villes d'Hollande eût pu se  
persuader que le seul nom du Prince d'Orange feroit cesser tou-  
tes ces séditions, & étoit capable de ramener tout le peuple à son  
devoir. Il étoit d'avis qu'il falloit donner cette satisfaction au peup-  
le, & jugeoit que si la Hollande en faisoit la première ouver-  
ture, elle auroit cet avantage que le Prince lui en auroit toute  
l'obligation, & que si elle ne le faisoit pas elle auroit le déplaisir  
de se voir extorquer par le peuple, ou par les autres Provinces ce  
qu'on ne lui pouvoit pas refuser. Le même Ministre d'Haerlem  
qui avoit été arrêté par le Prince défunt, en 1650, avec les autres  
Députés, & qui s'étoit fort bien remis avec lui, si tant est  
qu'il y fût mal lorsqu'il fut arrêté, en devoit faire la proposition  
dans les Etats d'Hollande, quand un autre Ministre plus réservé,  
& moins intéressé, l'en détourna, & l'obligea par des raisons con-  
vainquantes à représenter au Magistrat: Que ce remède pour n'être  
pas de saison, feroit trop dangereux, & ne feroit qu'aigrir le  
mal, en jettant dans la Province des semences de divisions dont  
le tems ne la pourroit pas guérir. La Ville même en revint, & <sup>Mais en re-  
vient.</sup>  
jugea qu'il n'en falloit point parler que l'on ne scût le succès de  
la négociation qui se faisoit en Angleterre: faisant bien connoître  
qu'elle n'étoit pas du sentiment de ceux qui en appelant le Prin-  
ce d'Orange aux Charges de ses Ancêtres, vouloient qu'on en fit  
faire les fonctions par un Lieutenant.

C'étoit le sentiment des Etats de Zéelande, qui avoient résolu, <sup>La Zéelande  
le propose.</sup>  
en Septembre 1652, qu'il seroit ordonné à leurs Députés d'en  
faire la proposition dans l'Assemblée des Etats Généraux, & d'y  
représenter la nécessité en laquelle l'Etat se trouvoit de faire un  
Capitaine Général & Amiral, & de nommer à cette Charge le  
Prince d'Orange; à condition que le Comte de Nassau, Gou-  
verneur de Frise, en feroit les fonctions pendant la Minorité, en  
qualité de Lieutenant Général. Ils n'en firent pourtant l'ouverture  
que le 28 Juillet 1653, pendant que cette Province y présidoit.

Les Députés de Frise & de Groningue qui avoient leur Capitaine <sup>La Frise &  
Groningue la  
secondent.</sup>  
Général, & qui d'ailleurs ne devoient pas s'intéresser dans les affai-  
res domestiques des autres Provinces, les en remercièrent. Mais  
la Hollande prévoyant le mal qui arriveroit infailliblement si la  
Zéelande faisoit encore entrer quelqu'autre Province dans ses sen-  
timens,

1653.

timens, & voulant, en conservant les droits de la Souveraineté de la Province, empêcher la division des autres, pria l'Assemblée de trouver bon que l'on différât pendant quelques jours de délibérer de cette affaire : ce qu'elle n'eut pas beaucoup de peine à obtenir de ceux de Gueldre, d'Utrecht, & d'Overijssel.

*Les Etats d'Hollande défendent aux Villes d'admettre des Députés.*

Elle craignoit aussi que les Etats de Zéelande n'envoyassent des Députés aux Villes d'Hollande, afin d'y faire des cabales pour l'élection d'un Capitaine Général. C'est pourquoi elle défendit aux Magistrats d'admettre aucune Députation, & de donner audience en leurs Conseils aux Députés des Etats Généraux, ou d'aucune autre Province, ni pour cette affaire, ni pour aucune autre : de peur de renouveler la mémoire des scandales de l'an 1650, dont on ressentoit encore les suites & les funestes effets. Les Députés de Leyde ne voulurent pas d'abord y consentir ; mais quelques jours après ils déclarèrent que leur Ville comprenoit bien qu'en l'état où étoient les affaires on ne pouvoit pas parler de l'Élection d'un Capitaine Général sans troubler en quelque façon le repos de l'État, & que par la même raison on ne devoit pas permettre que les Députés de Zéelande prissent audience dans les Conseils des Villes d'Hollande. Mais qu'on ne pouvoit pas faire un Règlement général sur ce sujet, & qui pût servir de loi à l'avenir, parce qu'il étoit nécessaire de le faire du consentement unanime de tous les Membres ; & qu'ainsi elle se réservoir la liberté d'en user à l'avenir comme elle le jugeroit à propos. Les autres soutinrent au contraire : Que c'étoit une affaire d'ordre, que l'Assemblée pouvoit régler à la pluralité des voix, à laquelle toutes les autres Villes étoient obligées de déferer. Et de fait les Etats d'Hollande ne laissèrent pas d'écrire aux Nobles & aux Magistrats des Villes de la Province, pour les exhorter de n'admettre plus dans leurs Conseils les Députés que les Etats Généraux ou les autres Provinces y pourroient envoyer pour des affaires qui regardent le Bien public, directement ou indirectement, „ parce que, „ disoient ils, ces Deputations ne peuvent servir qu'à diviser les „ Provinces, à faire violence à la liberté des suffrages dans les „ Assemblées Générales, & à blesser l'autorité & la Souveraineté „ de la Province.”

*Justification des Etats d'Hollande.*

Les Etats d'Hollande indignés de ce que ceux de Zéelande décrioient leur conduite, & que leur Résolution fortifioit les calomnies de ceux qui la condamnoient par des invectives & par des Libelles imprimés, firent voir de leur côté que ce procédé étoit d'autant plus dangereux & injuste, qu'en mettant sur le tapis une affaire de cette nature, on travailloit à diviser les Provinces, & à déchirer l'État sans retour & sans esperance de réconciliation, & cela dans un tems où l'on étoit aux mains avec le plus incommode & le plus redoutable ennemi que l'État eût jamais eu. Ils disoient qu'il n'y avoit point de nécessité du tout à faire un Capitaine Général, puisque le Capitaine Général n'ayant point de fonctions que lorsque l'armée est en campagne hors le territoire des Provinces Unies, ils ne pouvoient pas comprendre à quoi il pourroit servir dans un tems où il n'y avoit point de guerre qui pût obliger l'État à mettre une armée en campagne. Que d'ailleurs il n'y avoit rien qui les nécessitât de créer un Amiral en Chef, puis qu'on ne

l'a-



l'avoit jamais vu commander en personne , & qu'il y avoit un Lieutenant-Amiral qui avoit rendu de si grands services, & qui étoit si capable d'en rendre que l'on n'en pouvoit pas employer un autre sans lui faire tort, & sans causer le dernier préjudice à l'Etat.

Ils firent mettre ces raisons par écrit, & les envoyèrent aux Provinces que la Zéelande tâchoit de faire entrer dans ses sentimens. Ils y ajoutèrent, que la conduite que le Comte Guillaume avoit tenue, laquelle avoit failli de perdre toute la Province de Groningue, faisoit bien connoître que les Ministres ne travaillent jamais avec tant de succès à l'accommodement des differends qui brouillent & divisent les Provinces, que les Etats eux-mêmes quand ils veulent s'en donner la peine, & que ceux-là se trompoient qui prétendroient pouvoir persuader à gens même d'une médiocre capacité, qu'en supprimant les Charges de quelques Ministres, ou en faisant cesser leurs fonctions, on changeoit la forme du Gouvernement de l'Etat. Ils les firent aussi souvenir de la proposition qu'elles avoient faite sur ce sujet dans la Grande Assemblée, le 30 Janvier 1651, & conjurèrent les Provinces de se rendre à ces raisons, ou du moins de ne rien résoudre à cet égard qu'après en avoir communiqué avec les Députés de leur Province, & avoir bien examiné les raisons dont ils s'étoient déjà servi, ou qu'ils pourroient encore employer à l'avenir.

Cet Ecrit fit l'effet que l'on s'en étoit promis. Les plus sages qui considéroient que les Anglois profitoient de ces contestations, qui faisoient tort à la négociation de Londres, condamnoient la conduite de ceux de Zéelande; & les plus échauffés eurent le déplaisir de voir qu'ayant trop tôt & mal à propos découvert leurs intentions, ils avoient aidé à détruire les espérances du Prince d'Orange, en achevant d'irriter la Hollande, de laquelle seule il devoit apparemment attendre son avancement. Par ce moyen les Villes de Vere & de Vlissingen qui s'y étoient le plus opiniâtre, furent obligées de céder aux autres, & de souffrir qu'on ne parlât plus de cette affaire. *Fait son effet.*

Les Etats de Groningue écrivirent aux Etats de Gueldre au sujet de l'avancement du Prince d'Orange à la Charge de Capitaine Général. Mais l'opposition & les devoirs que la Hollande fit faire dans la susdite Province arrêterent les Délibérations que l'on y avoit commencé. *Groningue travaille inutilement pour le Prince d'Orange.*

Reprenons maintenant le narré des expéditions qui se firent en ce tems-là sur mer. Tromp qui avoit eu de la peine à se charger du Commandement d'un grand nombre de Vaisseaux mal construits & mal montés, eut encore bien plus de sujet de se plaindre après le dernier combat. Les autres Officiers Généraux & Chefs d'Escadre faisoient les mêmes plaintes, parce que la plupart des Vaisseaux n'avoient été construits que pour le Négoce, & étoient si peu propres pour la guerre que le meilleur de tous ne pouvoit pas attaquer avec avantage le moindre des Vaisseaux Anglois. De sorte qu'ils faisoient difficulté de servir si on ne leur en donnoit d'autres où leur vie & leur honneur ne courroient pas tant de risques. Ils demandoient aussi que deux navires chargés de trois mille quintaux de poudre, & d'un bon nombre de boulets, suivissent l'armée navale, avec quelques autres Vaisseaux chargés d'eau douce, de bierre, &

1653.

*La Flotte Angloise est incommodée.**Autre combat.**Tromp est tué.*

d'autres rafraîchissemens. Que l'on donnât un mois de gages aux Matelots avant que de les faire embarquer, & que tous les Collèges de l'Amirauté réglassent leurs gages sur le même pié, pour lever la jalousie qui les commettoit entre eux.

L'équipage de l'armée navale d'Angleterre étoit travaillé de maladies & d'autres incommodités, & ses Vaisseaux furent fort battus de la tempête pendant qu'elle demeura aux Côtes d'Hollande. Mais elle ne les quitta point parce qu'on lui envoyoit tous les jours les rafraîchissemens nécessaires d'Angleterre, & qu'on reparoit de tems en tems les pertes qu'elle faisoit. L'armée navale de cet Etat étoit toujours aux Côtes de Zélande, où elle se radouboit, & se dispoit à un autre combat. Après y avoir demeuré six semaines elle en partit le mardi, 5. Août, & le 8 elle passa à la vue de Schevelingen, au nombre de quatre vingt Vaisseaux de guerre, fort résolue d'aller chercher les Anglois, & de les obliger à s'éloigner du Texel, afin de donner passage à l'Escadre du Vice-Amiral Witte. Mais les Anglois vinrent au devant de Tromp, & le combattirent le même jour sur les 5. heures du soir. La bataille se donna les deux armées se trouvant à travers du Village de Petten, & dura jusqu'à 10. heures du soir. Les Anglois n'y eurent point d'avantage du tout, & les Hollandois n'y en eurent point d'autre sinon que ce combat fit sortir Witte. Car le bruit du canon se faisant aisément entendre au Texel il ne pouvoit pas douter que les deux armées ne fussent aux mains. C'est pourquoi s'aidant des lanternes & falots dont les Lamaneurs furent contraints de se servir durant l'obscurité de la nuit qui étoit fort noire, il fit remorquer ses Vaisseaux jusqu'à la pleine mer; de sorte que le lendemain sur les 5 heures après midi il joignit l'Amiral avec vingt sept Vaisseaux & quatre Brulots, presque à la vue des Anglois, qui ne purent pas empêcher cette jonction. Ce jour-là, 9. Août, le vent étant Nord-Ouest, les deux armées avoient été obligées de s'éloigner de la Côte, & ne purent pas se battre. Mais le 10 s'étant rencontré presque au même lieu où nous avons dit que les Pêcheurs de Maeslandsluys avoient vu dans l'air un combat naval vers la fin de l'an 1651, après avoir partagé le vent elles recommencèrent à se charger sur les cinq heures du matin. Mais le malheur voulut que Tromp, qui, à son ordinaire, s'étoit avancé jusqu'au milieu des Escadres ennemies, après avoir essuyé le feu du Contr'Amiral Anglois & des deux Frégates qui le secundoient, voulant descendre de la Dunette pour donner ordre au Canon, un coup de mousquet tiré de la dernière Fregate l'atteignit au dessous de la mammelle gauche, & lui perça le cœur. Il employa le moment qui lui resta de vie à exhorter ses Matelots à combattre avec courage, & à prier Dieu d'avoir pitié de son ame, & de ceux qui dépendoient de son commandement. Le Capitaine qui commandoit le Vaisseau Amiral sous Tromp, donna aussitôt le signal pour faire venir les Officiers Généraux à son bord. Ils ne témoignèrent point de consternation du tout de cet accident, & après avoir donné ordre au Capitaine de combattre vaillamment, & de continuer de porter le Pavillon afin de cacher la mort de l'Amiral aux ennemis, & même aux autres Officiers de l'armée, ils retournèrent chacun à leur



leur poste. Les Chefs de cette armée, qui méritent bien d'être nommés ici, Jean Evertsson, Vice Amiral de Zéelande, Witte Cornelisson Witte, Michel Adrien de Ruyter, & Pierre Florisson, donnerent après cela les dernières preuves de valeur, & du ressentiment qu'ils avoient de la perte qu'ils venoient de faire de leur Amiral, dont la mémoire est encore en vénération, non-seulement à ceux de sa profession, mais encore à tous ceux qui ont un véritable zèle pour la gloire & le bien du País. Le malheur voulut encore que le Vaisseau d'Evertsson qui succéda au commandement général après la mort de Tromp, fût mis hors de combat. De sorte que pour ne le pas laisser tomber au pouvoir des ennemis, il le fit remorquer jusqu'à Goerede à l'entrée de la Meuse, & celui du Vice-Amiral de Ruyter entra au même état dans l'autre embouchure de cette rivière. Le combat dura jusqu'au lendemain, & d'autant que le vent s'étoit mis Sud-Ouest, les deux armées avoient été insensiblement portées vers le Nord à travers du Texel, où elles se séparèrent.

Dans la Lettre que Monck écrivit au Parlement au sujet de cette bataille, il dit, entr'autres particularités, que des cinq Pavillons Généraux Hollandois il en avoit abbatu trois. Qu'il avoit poussé l'ennemi, qu'il l'avoit poursuivi jusqu'aux Côtes d'Hollande, & jusqu'à ce qu'il eût vu rentrer la flotte Hollandoise au Texel, à la clarté de plusieurs Lanternes que les Lamineurs avoient posé sur le derrière de leurs chaloupes. Il est vrai que l'on remarqua dans le combat, ce que l'on avoit vu dans presque tous les précédens, que plusieurs Capitaines avoient manqué à leur devoir. Witte dit dans son Rapport: Qu'il y en avoit eu trente-six qui avoient été spectateurs du combat, & qui se tenant éloignés des coups, avoient été cause de la perte de plusieurs honnêtes gens, qui s'exposent toujours les premiers. Mais il est vrai aussi, que Tromp devant même que de partir du rendez-vous, avoit jugé que parmi une si grande quantité de Vaisseaux il y en avoit qui étoient inutiles, & néanmoins qu'il étoit à propos de les mêler avec les autres pour faire nombre, & pour donner dans la vue; mais qu'ils ne devoient pas combattre, afin de ne pas augmenter la honte & la perte de l'Etat, aussi bien que la victoire des ennemis. Les Anglois prétendoient encore y avoir eu cet avantage qu'ils étoient demeuré maîtres de la mer, puisque Monck se retira le dernier. Il dit bien dans la Lettre qu'il écrivit au Parlement, qu'il avoit contraint l'armée Hollandoise de rentrer au Texel de la manière que l'Escadre de Witte en étoit sortie. Mais il y ajoutoit qu'il étoit à 18 lieues du Texel, où il étoit plus éloigné des Côtes d'Hollande que de celles d'Angleterre, de sorte qu'il n'en pouvoit rien savoir, que ce que les conducteurs des Galioles lui en avoient rapporté; & dès qu'il sut qu'elle étoit rentrée, il se retira en Angleterre.

La Lettre que Witte écrivit aux Etats marque, qu'il y avoit perdu quatorze Vaisseaux. Mais il est certain que l'Etat n'y en perdit que neuf, tant pris, que brulés, ou coulés à fond; quelques-uns de ceux que Witte croyoit perdus, ayant été amenés par Evertsson & Ruyter dans la Meuse, quoique demâtés & en assez mauvais état. La plupart des Officiers & des Matelots qui étoient

*Ce que les Anglois publient du combat.*

*La perte des Hollandois.*

1653.

sur les navires qui périrent, furent sauvés par les Anglois, qui par ce moyen firent plus de sept cent prisonniers. Pour ce qui est du reste, la perte fut à peu près égale. Il y eut environ six cents hommes de tués d'un côté, & autant de l'autre. Mais les Anglois y perdirent plus de Vaisseaux; & s'il faut croire ce que l'on en assuroit en ce tems-là, le Vice Amiral Witte auroit pu défaire toute l'armée Angloise s'il eût fait seulement bonne mine, & auroit fait retirer Monck si lui-même ne se fût retiré le premier. L'Etat y trouva cet avantage, que l'armée navale d'Angleterre ne pouvant plus tenir la mer après ce combat, fut contrainte de s'éloigner des Côtes d'Hollande, & des Ports qu'elle tenoit auparavant comme assiégés. En sorte que l'on peut dire en quelque manière, que les Anglois furent contraints de lever le piquet, & qu'ils n'avoient point d'autre sujet de joye que celui qu'ils trouvoient dans la mort de Tromp, Lieutenant-Amiral des Provinces Unies, qui firent en sa personne une perte inestimable, laquelle le tems, & l'admirable conduite de Michel de Ruyter, ont eu de la peine à faire oublier.

Caractère,  
& fortune de  
Tromp.

On peut dire de ce grand personnage, qu'il s'étoit fait lui-même, & qu'il s'étoit élevé jusqu'à cette éminente Charge par sa vertu & par son mérite, qui lui avoient tellement soumis la fortune, qu'elle ne l'osa jamais abandonner, sinon au dernier moment de sa vie: quoique l'on puisse dire que ce fut un de ses plus heureux momens, puisqu'il ne pouvoit pas finir plus glorieusement. Il n'étoit âgé que de 8 ans lorsqu'il commença à servir l'Etat sous Harpert Martensson Tromp, son père, qui commandoit une Frégate dans le combat de Gibraltar, où Jacob de Heemskerck qui commandoit l'armée navale, fut tué. Il n'avoit qu'onze ans lorsque son père perdit la vie dans un Combat qui se donna en la Côte de Guinée; & lui même fut pris par un fameux Corfaire Anglois qui avoit sa retraite à Salé. Après avoir servi deux ans & demi cet écumeur de mer, il trouva le moyen de sortir d'esclavage, & servit de Quartier-Maître dans un Vaisseau de guerre de son País. Depuis ce tems-là, & durant la Trêve de 1609, il fit plusieurs voyages servant de Contremaître dans un Navire Marchand, jusqu'à ce qu'en 1622 il fut fait Lieutenant d'un Vaisseau de guerre. Au mois de Juin 1624, le Prince Maurice de Nassau lui donna le commandement d'une petite Frégate montée de quarante hommes; & depuis ce tems-là il n'y a presque point eu de rencontre sur mer où Tromp ne se soit trouvé, & ne se soit signalé par quelque combat. Ses belles actions ne sont pas du sujet de cette Histoire, & méritent bien qu'on en fasse une particulière de sa vie & de ses merveilles. Mais j'estime que l'on ne peut passer sous silence, ou parler trop souvent de l'illustre victoire qu'il remporta en l'an 1639 sur l'armée navale d'Espagne, commandée par Don Antonio d'Ocquendo. Elle étoit composée de soixante sept Vaisseaux, la plupart fort grands, & parfaitement bien montés, & avoit ordre de débarquer à Dunquerque où ailleurs vingt cinq mille hommes de guerre; de sorte qu'elle approchoit de celle que l'on appelloit l'*Invincible*, & que l'on vit venir & périr sur ces Côtes en 1588. Tromp n'avoit d'abord que dix-sept Vaisseaux; mais se voyant renforcé de treize autres. quoique fort médiocres, il attaqua Don Antonio, la nuit du 18 au 19 Septembre,



1653.

tembre, & le contraignit de se retirer aux Dunes, où il l'allié-gea, le canonna, & le défit, au mois d'Octobre; de sorte que de toute cette puissante armée il n'arriva à Dunkerque que treize Vaisseaux. Il y en eut quarante pris, brulés, ou coulés à fond, & le reste fut dissipé. Après cette défaite des Espagnols le Prince Henri d'Orange qui comme Amiral en Chef disposoit de toutes les Charges qui dépendent de celle-là, fit expédier pour Tromp un Brevet pour la Charge de Lieutenant-Amiral, laquelle il exerçoit déjà depuis deux ans par Commission. Il faut avouer que jamais homme n'acquît une si haute reputation dans cet emploi ni ne la mérita avec tant de justice. De sorte qu'on peut dire qu'ayant été révééré pendant sa vie pour sa vertu, aimé à cause de sa bonté, estimé pour sa prudence, & redouté pour sa valeur, il ne cessera de vivre dans la mémoire de la postérité jusqu'à la consommation des Siècles.

Les Etats firent enterrer son corps à Delft dans le même Temple où l'on voit le Mausolée des quatre Princes d'Orange de la Maison de Nassau, derniers décédés, & l'accompagnèrent en Corps jusqu'au bateau qui le devoit transporter de la Haye à Delft, où quatre Compagnies de Bourgeois qui s'étoient mis sous les armes, le reçurent, & le conduisirent jusqu'au lieu de sa sepulture. Ils lui firent faire aussi une belle tombe aux dépens du Public.

Il avoit été proprement au service des Etats d'Hollande, & ne commandoit les forces maritimes de l'Etat qu'en vertu d'une Commission particulière, & comme par emprunt. Neanmoins comme il avoit été tué dans le service des Etats Généraux, & que c'étoit eux qui faisoient les fraix de ses funeraillies, ceux d'Hollande ne firent point de difficulté de céder en cette cérémonie la préséance aux Etats Généraux, ainsi, qu'ils avoient fait en d'autres rencontres semblables, & particulièrement aux enterremens des Princes d'Orange, Capitaines Généraux de l'Etat. Ils voulurent aussi reconnoître les services du défunt dans la personne d'un de ses fils, à qui ils donnèrent une Compagnie d'Infanterie.

Les Etats d'Hollande ne savoient pas comment ils rempliroient un poste qui venoit de vaquer par la mort d'un si Grand Homme. Le mérite des Chefs qui avoient commandé l'armée navale sous lui étoit bien loin au dessous de celui du défunt, & celui des Vice-Amiraux qui pouvoit avec le plus de justice aspirer à cette Charge, étoit d'une humeur si incommode & si impérieux en ses commandemens que l'on n'osoit le lui confier: comme de l'autre coté on ne lui pouvoit pas préférer un autre de la même qualité sans lui faire le dernier outrage, & sans le jeter dans le désespoir. C'est pourquoi ils résolurent de le donner à une personne dont la naissance accompagnée de valeur & d'autres bonnes qualités, pouvoit suppléer à ce qui lui manquoit du coté de l'expérience. Pour cet effet ils jettèrent les yeux sur Louis de Nassau, Seigneur de la Leck, de Beverweert, &c, Sergent de Bataille des armées de ces Provinces, dont le frère qui fut tué au Siège de Groll en 1628, avoit eu la même Charge, & sur Jacob de Wassenauer, Seigneur d'Obdam, Mestre de Camp de Cavalerie, & Gouverneur d'Heusden.

Mais le premier témoignant peu d'inclination pour cet emploi, D d d ils

1653.

Lieutenant A-  
miral.  
Ses préten-  
sions.

ils le donnèrent à l'autre le 22 Septembre 1653. Il fit d'abord le difficile, & demanda la qualité ou du moins le titre d'Amiral en Chef, laissant aux États tout le pouvoir & l'autorité suprême. Il demanda aussi qu'on lui laissât la disposition des Charges subalternes, du moins dans les occasions, & lorsque les armées navales feroient en mer; que l'on augmentât les gages & appointemens que le défunt avoit eu, parce qu'il feroit obligé de vivre avec plus de lustre; qu'on lui conservât ses Charges & son Gouvernement, & qu'on ne le rendit point responsable des fautes qu'il pourroit commettre par ignorance, du moins ailleurs que devant les juges compétens & naturels de la Justice ordinaire; & enfin qu'on eut quelque considération pour sa femme & pour ses enfans, en cas qu'il fût tué dans le combat. On étoit si fort pressé de donner un Chef à l'armée navale que la plupart des Villes étoient d'avis qu'il falloit lui accorder ce qu'il demandoit, & l'affaire alloit passer si on n'eût mis en délibération: „ Si elle étoit „ de la nature de celles qui peuvent être résolues à la pluralité „ des voix? ” Toute l'Assemblée demeura d'accord, que la Charge d'Amiral en Chef étant dévolue aux États d'Hollande, toutes les Villes avec la Noblesse qui forment la Souveraineté de la Province y avoient part, & droit d'en disposer, ce dont les unes ne pouvoient pas être dépossédées par les autres si elles ne le cédoient volontairement. Et ainsi l'opposition de celles qui ne vouloient point que cette Dignité sortît de la Maison d'Orange fut cause que d'Obdam ne put obtenir la qualité d'Amiral en Chef, ni la disposition des Charges. Ensuite de cette promotion les États Généraux lui donnèrent le commandement des forces navales de l'Etat pour toute l'année 1653, & par provision seulement.

Les États d'Hollande considérant l'exécution que le grand nombre d'Officiers Généraux peut faire dans une bataille, firent un Vice-Amiral, & un Contr' Amiral ou Chef d'Escadre pour chacun des trois Colléges de l'Amirauté de leur Province.

Le Roi d'An-  
gleterre veut  
venir à la  
Haye.

Les États  
d'Hollande  
l'empêchent.

Le Roi d'Angleterre s'imaginant que les offres qu'il avoit faites ci-devant, de joindre ses intérêts à ceux de l'Etat, & de le servir en personne contre le Parlement, seroient mieux reçues dans l'état où les affaires étoient réduites, écrivit à la Princesse Royale, sa sœur, que son intention étoit de venir à la Haye. Les États d'Hollande qui vouloient traiter avec le Parlement firent entendre à la Princesse: „ Que le voyage que le Roi feroit dans „ ces Pays ne feroit pas seulement préjudiciable à S. M. mais aussi „ très préjudiciable à l'Etat, à la Princesse, à sa famille, & au Roi „ même. Qu'elle feroit bien de le disposer à ne le pas faire pre- „ sentement, & même à ne le point faire du tout sans en avertir „ les États Généraux, aussi bien que ceux d'Hollande devant que „ d'entrer dans leur Province, afin que les uns & les autres pussent „ juger s'il pourroit y séjourner sans faire tort au service de l'Etat.” Et d'autant que le Roi d'Angleterre avoit témoigné en parlant de ce voyage, qu'il ne laisseroit pas de le faire si le Traité ne se concluait point entre les deux Républiques, les États d'Hollande jugèrent à propos de faire exécuter en leur Province leur Résolution du 4. Octobre 1651, par laquelle les Princes & Grands Seigneurs Etrangers étoient avertis de ne point entrer dans le Pais qu'ils



qu'ils n'en eussent donné avis à l'Etat ; & ils en firent part aux Ministres Etrangers qui se trouvoient à la Haye.

Les armées navales des deux Etats étoient cependant rentrées en mer, au commencement de Septembre, avec des forces presque égales, au moins à l'égard du nombre des Vaisseaux. Le Vice-Amiral Witte qui commandoit la flotte des Etats, composée de quarante neuf Vaisseaux, devoit escorter trois cent cinquante navires Marchands vers le Sund, & y réussit assez bien puisqu'il les conduisit, & ramena depuis la pointe de la Jutlande les navires qui revenoient des Indes Orientales, avec quelques autres Bâtimens qui s'étoient retirés en Norwégue, & à qui on avoit donné rendez-vous en ces quartiers-là. Mais à peine avoit-il fait cet exploit qu'étant sur les fers à la vue du Texel, en attendant la Marée qui pouvoit lui en faciliter l'entrée, que le vent de Nord-Ouest qui s'éleva la nuit du 9. au 10 Octobre fit échouer plusieurs de ses Vaisseaux sur la Côte, & en fit périr deux ou trois. Les autres furent dissipés, & si maltraités de cette tempête que dès qu'elle cessa il les fit entrer dans les ports pour leur donner le radoub. Les Anglois ne furent pas mieux traités de l'orage. Leur flotte composée de cinquante Vaisseaux, avoit pris sur ces Côtes quelques navires Marchands qui revenoient de France & de Portugal. Mais quelques jours après elle fut tellement battue des vents qu'elle fut contrainte de les quitter pour se retirer dans la Baye de Soutel, après avoir eu le déplaisir de voir engloutir par les vagues quelques-uns de ses Vaisseaux. Après cette disgrâce le Parlement envoya ordre de désarmer les plus grands, & Monck alla à Londres, où Cromwell avoit déjà projeté le changement dont nous parlerons incontinent. Ainsi ce fut la dernière hostilité ouverte qui se fit entre les deux Nations ; l'une & l'autre s'appliquant à la Paix à laquelle on travailloit fortement, & de la manière que nous allons dire.

Dés le commencement de Juin les Etats avoient résolu d'envoyer quatre Députés en Angleterre. Mais après le mauvais succès du second combat on résolut de faire partir en diligence un des Députés, en attendant que les autres fissent leurs équipages, pour sonder l'intention du Parlement touchant les trois propositions qu'on avoit faites au Sr. d'Hemsteede. On choisit pour cet effet le Sr. de Beverningk, Sénateur de Goude, qui arriva à Londres devant que le Parlement fût averti de sa venue. Trois jours après il eut audience au Conseil d'Etat, & y fut conduit dans une des Barques de la République par le Maître des Cérémonies, mais sans aucun cortège. Cette Assemblée étoit alors composée d'onze personnes, la plupart Officiers, & Cromwell qui y étoit présent, étoit assis à la gauche du Président, ayant après lui sept ou huit Généraux-Majors, ou Colonels, qui gouvernoient alors cette République. Beverningk les harangua en François, & les traitant de TRES ILLUSTRES SEIGNEURS, employa les mêmes raisons dont les Ambassadeurs Anglois s'étoient servis à la Haye, & leur représenta que la Religion & la Liberté faisant l'interêt commun des deux Nations, elles étoient obligées de s'unir inséparablement pour la conservation de l'un & de l'autre de ces incomparables avantages. Il presenta ensuite un Memoire particulier, con-

1653.

tenant quelques principes sur lesquels il jugeoit que le Traité d'Alliance & de Commerce pouvoit & devoit se faire : faisant en même tems remarquer qu'il n'y avoit point d'apparence de négocier sur les propositions que le Parlement avoit faites au Sr. d'Heemstede.

*Les autres Députés arrivent.*

Devant que le Conseil eut achevé de délibérer sur la réponse qu'il devoit faire, les autres Députés arrivèrent ; & quelques jours après on leur donna un Ecrit dans lequel les Anglois faisoient encore des plaintes de l'insulte qu'ils disoient avoir été faite par Tromp à leur armée navale, & redoubloient leurs instances pour la satisfaction & l'assurance qu'ils avoient déjà demandé, & sans lesquelles ils protestoient qu'il seroit inutile de parler d'un Traité d'Alliance. Les Députés soutenoient au contraire, que cette méintelligence avoit plus coûté aux Provinces Unies qu'à l'Angleterre, & qu'elles y avoient plus perdu & dépensé que les Anglois. Que l'armement qu'elles avoient fait contre les Pirateries qui se faisoient par tout, & particulièrement en la Mer Méditerranée, avoit été nécessaire ; & qu'il ne s'étoit pas encore vu qu'en cette sorte de rencontres les Souverains se donnassent satisfaction, ou demandassent du dédommagement. Pour ce qui étoit de l'assurance, que cet Etat n'en pouvoit point donner d'autre que celle qui se trouveroit dans la solidité d'une Alliance perpétuelle & indissoluble. Les Anglois faisoient entendre que la satisfaction qu'ils demandoient, quoique très juste, seroit si médiocre que les Députés n'auroient pas sujet de se plaindre, & que l'assurance sur laquelle ils insistoient ne seroit pas moins avantageuse à cet Etat qu'à l'Angleterre même, parce que dans l'une & l'autre République la Religion & la Liberté avoient leurs ennemis couverts, & déclarés, contre lesquels on ne pouvoit s'assurer par une simple Alliance, quelque étroite qu'elle pût être.

Les Etats qui considéroient qu'en accordant ces deux points aux Anglois ils mettoient tout le droit du côté du Parlement, se chargeoient de l'agression, & faisoient une espèce d'amende honorable, n'y voulurent point consentir, & ordonnèrent aux Députés de déclarer : Que pour continuer la négociation avec quelque apparence de succès il ne falloit plus parler de ce qui s'étoit passé le 29. Mai 1652, ni de satisfaction, par ce que si le Conseil d'Etat continuoit d'y insister, ils ne pourroient pas continuer de négocier, mais seroient obligés d'aller rendre compte de la disposition en laquelle ils avoient trouvé, & laissé les esprits en Angleterre.

*Cromwell parle de la Coalition.*

Deux jours après deux des Députés étant en Conference avec Cromwell au Parc S. James, il ne leur dissimula point, „ que la „ mauvaise intelligence que l'on voyoit entre les deux Nations „ procédoit principalement de l'avantage que les Hollandois possédoient & avoient au Commerce. Il leur dit, qu'il ne portoit „ point d'envie à leur industrie ; mais qu'il étoit juste aussi que „ les Anglois tirassent quelque profit de l'assiette avantageuse, du „ nombre de leurs ports & de leurs rades. Que les deux Nations „ pouvoient y trouver leur compte, & donner la loi à toutes les autres. „ Ces termes généraux cachotent un grand mystère, dont les Députés ne voulurent pas s'éclaircir alors ; mais  
ayant



ayant depuis pressé les Commissaires de s'en expliquer, le Conseil d'Etat leur déclara enfin: „ Que la République n'insisteroit „ plus tant sur la satisfaction pourvu que l'on réglât le point de „ l'assurance. Qu'elle jugeoit qu'il étoit impossible de la trouver „ ailleurs que dans une très étroite union des deux Nations. Qu'il „ feroit nécessaire de n'en faire qu'un peuple & qu'une Républi- „ que sous une seule Souveraineté, représentée par un certain „ nombre de personnes de part & d'autre; chacune des deux Na- „ tions continuant de jouir de ses propres droits, privilèges, im- „ munités, prérogatives, & prééminences, & de vivre selon les „ loix & les coutumes de son pays.”

Cette déclaration faite par des gens de guerre qui après avoir aboli la Monarchie en Angleterre, donnoient dans la vision, & s'imaginoient que rien ne leur étoit impossible, surprit extrêmement les Députés qui ne s'étoient jamais imaginé qu'on dût leur faire une proposition de cette nature, tout à fait extravagante, & chimérique. Néanmoins faisant mine de n'avoir pas bien compris l'intention des Anglois, ils dirent: „ Que celle de leurs Prin- „ cipaux étoit de faire une Alliance Union & Confédération si „ étroite avec la République d'Angleterre que toutes leurs for- „ ces unies étant employées à la conservation de la Religion & „ de la Liberté de l'un & de l'autre Etat, les deux Nations ne „ feroient en effet qu'un seul & même peuple & une même Ré- „ publique: les deux Etats ne laissant pas de demeurer Souverains „ & séparés par leur forme de Gouvernement différente, bien „ qu'unis d'intérêts. Que c'étoit là l'ordre qu'ils avoient, & qu'ils „ étoient dans l'impatience d'apprendre des Commissaires An- „ glois, ce qu'ils jugeoient qu'il faudroit faire pour conclure une „ si forte & si étroite Alliance.” Les Anglois répartirent: „ Qu'il „ n'y avoit point d'Alliance ni de Confédération qui pût entière- „ ment guerir leurs inquiétudes, si on ne réunissoit les deux Ré- „ publiques en un seul Corps d'Etat; & que c'étoit là leur in- „ tention.”

Les Députés répliquèrent: „ Que leurs Principaux n'avoient „ eu garde de les instruire sur une chose dont les Siècles passés „ n'avoient jamais oui parler, & qu'il n'y avoit point d'apparen- „ ce non plus de faire réussir, parce que les délibérations sur cet- „ te affaire feroient d'une longue haleine. Ainsi que les Anglois „ feroient bien de se contenter d'un Traité d'Alliance, d'amitié, „ de confédération, & d'union, à l'exemple de ceux qui avoient „ été faits ci-devant entre les deux Nations; ou bien d'une plus „ forte & plus étroite, si cela se pouvoit, pour la conservation „ & défense commune de l'une & de l'autre. Ils remontrèrent „ aussi, que la Souveraineté des Provinces n'étant pas unie dans „ un même Corps ou confondue en sorte qu'il n'y ait qu'une seu- „ le République à proprement parler, il ne feroit pas seulement „ extravagant, mais même impossible d'en faire une seule de ces „ deux Etats, peuplés d'habitans de différentes humeurs, gou- „ vernés par des loix, & par des coutumes presque contraires, „ & qui ont même plusieurs intérêts qui ne le sont pas moins.”

*Les Députés  
s'en défendent.*

Toutefois voyant que les Anglois ne se rendoient point à ces raisons, mais que leur opiniâtreté étoit invincible, & jugeant d'ail-

*Les Etats re-  
jetent cette  
Proposition.*

1653.

leurs qu'il seroit bien difficile de renouer la négociation si on l'avoit une fois rompue, ils résolurent entr'eux, de l'avis du Ministre de France, de renvoyer Nieuwpoort & Jongstal à la Haye, pour y faire rapport de l'état des affaires, & savoir l'intention de leurs Supérieurs sur cette importante proposition. Au reste la raison qui obligeoit les Anglois, & particulièrement les *Indépendans*, à insister si fort sur l'Union, ou, comme ils l'appelloient, *la Coalition* des deux Etats, étoit parce que tous ceux qui dans les Provinces Unies étoient amis, ou partisans de la Maison d'Orange étoient ennemis déclarés de la nouvelle République; & ils s'imaginoient qu'il n'y auroit jamais d'amitié ni de confiance entre les deux Nations, n'étoit que des deux l'on n'en fit qu'une. Il y en avoit même qui se persuadoient que c'étoit une grace que l'on faisoit aux Provinces Unies en leur faisant ces offres, & firent bien connoître que c'étoit là cet incomparable avantage que St. John & Strikland avoient tant prôné à la Haye, & dont ils avoient fait un si grand mystère lorsqu'ils y furent Ambassadeurs. Cependant les Etats ayant oui le rapport des Députés, rejetterent cette impertinente proposition, & renvoyèrent Nieuwpoort & Jongstal avec des ordres bien exprès, de ne point souffrir que l'on parlât encore de la *Coalition*, non plus que des deux points de satisfaction & d'assurance; mais de conclure, ou de rompre sur les 36 Articles.

L'Exclusion  
du Prince d'Orange.

Les Députés étant retourné à Londres, au commencement de Novembre, avec ces ordres, employèrent le reste de l'année 1653 à débattre les propositions des Anglois. Ils y trouvèrent le parti des Indépendans ou Anabaptistes qui prétendoient établir une forme de Gouvernement approchant de l'Anarchie, bien affoibli; de sorte que les autres Anglois qui étoient Républicains, mais moins zélés, voyant qu'il n'y avoit point d'apparence de réunir les deux Etats en un seul Corps, n'en firent plus d'instances. Cromwell même leur dit de la part du Conseil: „ Que bien que „ les Anglois eussent sujet de demander la satisfaction & l'assuran- „ ce dont il avoit été si souvent parlé, & encore que l'on reconnût „ que l'ouverture qu'ils avoient faite, quoiqu'à bonne intention, „ de réunir les deux Etats en un seul Corps, n'avoit pas été agréa- „ ble, ils vouloient bien passer par dessus ces considérations, & „ continuer la négociation; & qu'il y avoit grande apparence „ qu'on réussiroit si on régloit auparavant les droits de l'un & de „ l'autre Etat, & si on assuroit à l'Angleterre celui de la Pêche, „ & de la Seigneurie de la Mer.” Vers la fin de Novembre les Commissaires Anglois communiquèrent aux Députés un projet de Traité, & offrirent de le conclure sur ce piè-là, parcequ'ils croyoient y pouvoir trouver leur sûreté contre tout ce qu'ils pouvoient craindre des parens & des amis du Roi défunt. Le XII. Article de ce projet portoit entr'autres choses: „ Que le Prince „ d'Orange, petit-fils du feu Roi de Angleterre, & ses décen- „ dans seroient à perpétuité exclus des Charges de Capitaine, „ d'Amiral Général, & de Gouverneur de Province, que ses pré- „ décesseurs avoient possédées dans les Provinces Unies, & que „ tant l'Etat en général que les Provinces en particulier s'y obli- „ geroient.” Ce projet parloit encore de la satisfaction qui avoit été



été si souvent demandée, débattue, & rejetée; de leur prétendu Droit sur la pêche; de visiter les navires; & de régler le nombre des Vaisseaux que les Etats pourroient armer & mettre en mer, & lequel ils ne pourroient pas excéder sans le consentement exprès de la République d'Angleterre.

Les Députés répondirent: „ Que la disposition de la Charge  
 „ de Capitaine Général, ou de Gouverneur de Province étoit une  
 „ affaire domestique, & dépendoit absolument de la volonté des  
 „ Etats, à l'exclusion des autres Souverains; & que comme ce  
 „ n'étoit pas leur intention de se mêler des affaires domestiques  
 „ de l'Angleterre, aussi jugeoient-ils que la République ne devoit  
 „ pas s'ingérer en celles de leur Pays. Qu'il n'y avoit ni raison,  
 „ ni justice à demander satisfaction. Que les Etats ne souffriroient  
 „ pas que l'on visitât les navires, ni qu'on réglât le nombre des  
 „ Vaisseaux qu'ils jugeroient nécessaire de mettre en mer pour  
 „ leur sûreté, parceque cela marqueroit une supériorité qu'ils ne  
 „ pouvoient pas reconnoître. Qu'en prétendant lever un droit  
 „ sur la pêche du Haran on vouloit déposséder cet Etat de celui  
 „ dont il jouissoit depuis plusieurs siècles. Mais qu'il n'y avoit rien  
 „ de si insupportable que de vouloir l'assujettir à une servitude, en  
 „ lui imposant la nécessité de demander au Parlement la per-  
 „ mission d'armer au delà du nombre des Vaisseaux que l'on pré-  
 „ tendoit faire régler par le Traité. De sorte que si c'étoit là la  
 „ dernière intention du Parlement, il étoit inutile de continuer  
 „ les Conférences, vu qu'ils n'avoient qu'à déclarer qu'il n'y a-  
 „ voit rien à faire du tout; qu'ils n'avoient point d'Instructions  
 „ pour cela, & qu'ils n'en recevraient point. Ainsi que si le Con-  
 „ seil d'Etat ne s'expliquoit pas autrement, ils n'auroient qu'à  
 „ prendre leur audience de congé, pour aller rendre compte de  
 „ leur négociation à leurs Principaux.” Les Anglois s'opiniâtroient  
 de leur côté, & principalement sur le point du Prince d'Orange.  
 Ils disoient que de tous les ennemis de la République d'Angle-  
 terre le feu Prince Frederic Henri étoit celui qui lui avoit fait le  
 plus de mal. Que la grandeur à laquelle on élèveroit celui-ci ex-  
 citeroit son ambition, & réveilleroit en lui le souvenir & la mé-  
 moire de son ayeul. Au reste que cette proposition ne pouvoit  
 pas offenser un Etat qui en se ressouvenant des attentats de l'an-  
 née 1650, ne pouvoit pas ignorer qu'en Angleterre on ne pou-  
 voit pas prendre de trop grandes précautions contre ces Provinces.

Les Députés, & particulièrement ceux que la Zélande & la  
 Frise avoient nommé, ne pouvant donc pas demeurer d'accord  
 avec les Commissaires sur ce point, ni sur la Seigneurie de la Mer,  
 non plus que touchant la Pêche, ils résolurent, vers la mi-Sep-  
 tembre, de demander leur audience de congé, & de partir. Et  
 ils alloient partir en effet lorsque Cromwell les fit prier de diffe-  
 rer leur voyage de quelques jours, dans lesquels il faisoit espérer  
 que l'on trouveroit moyen de conclure le Traité avec satisfaction.

Et de fait sept ou huit jours après il arriva à Londres une Ré-  
 volution qui changea toute la face du Gouvernement de la nou-  
 velle République. Cromwell n'étant point satisfait du Parlement,  
 qui se donnoit une trop grande autorité, trouvoit, ou faisoit ac-  
 croire qu'il y avoit tant de confusion dans les Délibérations de  
 cette

*Réponse des  
Députés:*

*Les Députés  
restent à la  
prière de Crom-  
well.*

*Révolution  
des Affaires en  
Angleterre.*

1653.

cette Assemblée, tant de contrariété en ses avis, & tant de désunion en ses concerts, qu'il ressembloit à un monstre à plusieurs têtes plutôt qu'à un Corps composé de parties proportionnées & raisonnables; de sorte qu'il résolut avec ses créatures de le dissiper.

Cette résolution ayant été prise, & le Parlement étant assemblé le 22 Decembre, un des Députés se leva, & dit: „ Que le Parlement n'étant pas nécessaire pour le service de la République en l'état où elle se trouvoit, il étoit d'avis que l'on remit entre les mains du Général Cromwell l'autorité que le Parlement avoit reçue de lui.” Une partie de l'Assemblée suivit cet avis, & entr'autres l'Orateur, lequel s'étant levé avec ceux de sa cabale, alla avec eux à Whitehall, où il remit l'autorité du Parlement à Cromwell. Ceux qui n'approuvoient pas que l'on donnât cette grande puissance au Général, & qui néanmoins n'étoient pas allés forts pour l'empêcher, se retirèrent pour ne point ratifier par leur présence ce qu'ils avoient condamné par leur protestation. Les autres au contraire lui représentèrent: „ Que les irrégularités continuelles que l'on avoit remarqué dans toute la conduite du Parlement ayant fait connoître que ces sortes d'Assemblées n'étoient pas capables de digérer & de résoudre les affaires les plus importantes, il falloit y remédier devant que les Etrangers reconnoissent la foiblesse du Gouvernement présent; dont ils le prièrent de se charger à l'égard de l'Angleterre, de l'Ecosse, & de l'Irlande.” Et afin de lui sauver la peine de chercher de mauvais prétextes pour se défendre en apparence d'une chose qu'il désiroit avec passion, ces gens employèrent plusieurs passages de l'Ecriture pour prouver que c'étoit Dieu qui l'appelloit à cette Dignité, & qui ne lui permettoit pas de s'en dispenser. Comme si l'esprit de ceux qui ont écrit il y a tant de siècles eût songé à Olivier Cromwell! C'est ainsi qu'une poignée de gens déterminés fit cet homme Souverain des trois Royaumes par un Acte signé de leur main. Et lui cédant à cette agréable violence, souffrit que sous la qualité de Protecteur des trois Royaumes on le fit dépositaire de la Puissance Souveraine que les Rois de la Grande Bretagne y avoient eue, & que l'on fit de cette nouvelle République une Monarchie, que l'on avoit décriée comme tyrannique & que l'on avoit abolie sous un autre nom après la mort de Charles I. Les Cérémonies dont cette action fut accompagnée sont proprement de l'Histoire d'Angleterre. Je dirai seulement, que lorsqu'on le proclama Protecteur on lui mit entre les mains une Bourse, un Sceau, & une Epée, pour faire voir qu'on lui laissoit la disposition des Finances, de la Justice, & des Armes. Il est vrai que ce prétendu Parlement ordonna que le Protecteur seroit assisté d'un Conseil perpétuel. Que cette Dignité ne seroit pas héréditaire, & même qu'après sa mort elle seroit incompatible avec le commandement de l'armée; & qu'il seroit tenu de convoquer un Parlement tous les trois ans. Mais il a bien fait connoître depuis qu'il étoit le maître absolu des affaires; comme le seront toujours ceux qui seront les Ministres & les maîtres des armées d'une République.

*Cromwell Protecteur.*

*Il en fait avertir les Mi-*

Une des premières choses que fit Cromwell fut d'avertir les Ambassadeurs & les Ministres des Princes Etrangers, & particulièrement



lièrement les Députés des Etats Généraux: Qu'à l'avenir ils eussent à s'adresser à lui pour les affaires qu'ils auroient à négocier. Il confirma les Officiers Politiques & Militaires dans les Charges qu'ils possédoient, & forma un Conseil d'Etat composé de personnes qui étoient entièrement à sa dévotion. Il éloigna de sa confiance George Monck, qui a bien sçu s'en ressentir depuis; & le Colonel Harisson; Chef des Anabaptistes & des Indépendants, qui étoit celui de toute l'armée qui prêchoit le plus la guerre contre les Provinces Unies: ce qui fit juger que le nouveau Protecteur qui s'étoit fait assez d'ennemis dans le Royaume, commenceroit à songer sérieusement à en diminuer le nombre au dehors.

Les Ministres de cet Etat, dont l'un étoit décédé à Londres, y rencontroient de grandes difficultés, & voyoient si peu d'apparence d'y réussir qu'ils alloient demander leur audience de congé lorsque Cromwell les fit prier de ne la pas demander avec empressement, ainsi que nous venons de dire. Ils voulurent bien avoir cette complaisance pour lui; & trouvèrent en effet le moyen de faire lever les plus grands obstacles touchant la Seigneurie de la Mer, & la Pêche; en couchant les Articles qui en parloient en des termes qui satisfaisoient les uns, & n'offensoient point les autres. De sorte que dès les premières Conférences on auroit pu achever le Traité si les Anglois avoient voulu y comprendre le Roi de Danemarck. Ils étoient extrêmement animés contre ce Prince, non seulement à cause des vingt deux navires arrêtés au Sund contre le Droit des Gens, à ce qu'ils disoient; mais aussi à cause de plusieurs autres démêlés qu'ils avoient eu avec les Danois, & ils ne dissimuloient point qu'ils s'en vengeroient quand l'occasion s'en présenteroit.

*Les plus grandes difficultés sont levées.*

*Les Anglois refusent de comprendre le Roi de Danemarck au Traité.*

Les Députés de cet Etat qui en étoient bien avertis, & qui ne pouvoient pas abandonner le Roi de Danemarck, que les Etats ne vouloient pas exposer à l'indignation de ces gens-là, voyant le Protecteur inflexible sur ce point, résolurent de partir. Ils lui firent pourtant dire que leur négociation rencontrant un si puissant obstacle, ils étoient obligés d'en aller rendre compte aux Etats; toutefois qu'ils en useroient ainsi qu'il jugeroit à propos, & qu'ils partiroient tous, ou bien que l'un d'eux demeureroit à Londres afin de ne pas rompre entièrement le fil de la négociation. Cromwell ne voulut pas s'en expliquer; de sorte que les Députés jugeant que cela lui étoit indifférent, & l'ayant trouvé si entier dans la dernière Conférence qu'ils n'espéroient plus rien du succès de leur négociation; ils partirent tous. Mais à peine étoient-ils arrivés à Gravesend que Doleman, Lieutenant-Colonel d'un Regiment Anglois en Hollande, y arriva de la part du Protecteur. Ce ne fut apparence que pour leur faire civilité sur leur voyage, & il leur voulut faire croire que ce n'étoit que de son propre mouvement qu'il leur dit que le grand ouvrage pour lequel ils étoient venus en Angleterre, étoit trop avancé pour le laisser imparfait; qu'il n'en falloit pas demeurer là, mais achever promptement ce qu'ils avoient si heureusement commencé. Les Députés répondirent que les Etats avoient plus fait qu'on ne pouvoit légitimement désirer d'eux. Pour ce qui étoit de leurs personnes, qu'ils étoient encore sur les

*Les Députés partent.*

1654.

*Le Roi de Danemarck compris au Traité.*

lieux, & prêts de conclure à des conditions que les Anglois mêmes étoient obligés d'avouer être fort raisonnables. Mais qu'il seroit pas toujours en leur pouvoir de revenir quand ils seroient une fois arrivés au Pays. Qu'il y avoit lieu de craindre que de part & d'autre on ne se portât à des extrémités dont on ne pourroit pas revenir, & que les Etats voyant qu'ils ne pouvoient pas faire la paix, ne fissent la guerre avec plus de vigueur, & n'employassent des moyens dont ils n'avoient pas voulu se servir jusqu'ici. Doleman qui comprenoit bien que si les Ambassadeurs partoient mécontents, les Etats pourroient prêter l'oreille aux propositions que le Roi d'Angleterre leur avoit fait faire, & qui savoit bien que c'étoit là le sentiment du Protecteur, tira de sa poche un billet, signé de Thurloë, Secrétaire d'Etat, portant : Que si le Roi de Danemarck restituoit les navires qui avoient été détenus au Sund, & s'il remboursoit la valeur des marchandises qui en avoient été distraites, ou étoient déperies, on le comprendroit avec ses Royaumes & Etats dans l'Alliance & Confédération, comme ami commun, & que les Ambassadeurs qu'il voudroit envoyer en Angleterre pour l'ajustement des differends, y seroient reçus avec tous les honneurs & toutes les civilités que l'on pouvoit rendre aux Ministres d'un Roi ami & confédéré. Le même Doleman convia les Députés de retourner à Londres avec lui, afin de ménager une si belle occasion, & signer le Traité pendant que Cromwell étoit en humeur de conclure. Ils y seroient retournés en effet sans une seule difficulté qui les empêchoit de signer sans ordre exprès de leurs Principaux.

*L'Exclusion du Prince d'Orange fait toute la difficulté.*

C'étoit l'Exclusion du Prince d'Orange de toutes les Charges que ses ancêtres avoient possédés dans la République des Provinces Unies. C'a été une opinion commune ici, aussi bien qu'ailleurs, que la première ouverture de cette proposition avoit été faite par quelques-uns des Députés, & l'on en soupçonnoit Beverninck & Nieuwpoort, & cette opinion avoit été si universellement reçue qu'il sera très nécessaire de s'étendre un peu sur les particularités de cette affaire, après que j'aurai dit que je ne marquerai rien que je n'aye tiré des Originaux & des Minutes des Lettres que feu Mr. de Witt a laissé dans les Archives des Etats d'Hollande, d'où je les ai extrait avec toute la fidélité que je dois à la Postérité, & dont on trouve des preuves infaillibles dans toute la suite de cette Histoire.

*Cromwell en fait la première proposition.*

Il est certain que ce fut Cromwell qui en fit la première proposition, & même de très grandes instances à ce que l'on en fit un Article du Traité. Mais d'autant que les Députés la rejetterent d'abord comme une chose dont sans doute on ne voudroit pas ouïr parler en Hollande, & à laquelle les autres Provinces ne consentiroient jamais, il leur fit dire qu'on en pourroit faire un Article secret. Comme si l'on auroit pu faire un secret d'une affaire qui devoit être communiquée non seulement à toutes les Provinces, mais aussi à toutes les Villes des mêmes Provinces, qui ne l'auroient jamais ratifié ! Le Protecteur même le considéroit dans cette vue ; de sorte que dans la Conférence particulière que Beverningk eut seul avec lui, de l'aveu & même du consentement de ses deux Collègues, Cromwell lui dit, qu'il jugeoit bien que

*Et ne demandoit que le consentement de la Hollande.*



que l'on auroit de la peine à faire consentir toutes les Provinces à l'Exclusion, ou du moins qu'il faudroit employer bien du tems pour les y disposer; & que cela étant contraire à l'intention qu'il avoit de presser la conclusion du Traité, il se contenteroit de l'acquiescement particulier des Etats d'Hollande. Il y ajouta que les mêmes Etats d'Hollande avoient depuis quelque tems pris une vigoureuse Résolution sur ce sujet en faveur de la Liberté. Que s'ils vouloient l'assurer qu'ils la maintiendroient constamment, il ne feroit point de difficulté de signer le Traité; & que c'étoit là le seul & unique moyen de terminer toutes les affaires. Mais Beverningk lui répartit: Qu'il ne croyoit pas qu'une seule Province voulût se charger de la haine de cette Exclusion. Et ce fut là toute la difficulté qui obligea les Députés à s'embarquer le 6 Janvier 1654, contre le sentiment de Beverningk & de Nieuwpoort, qui étoient d'avis qu'ils retournassent à Londres, & qu'ils signassent le Traité. On leur avoit fait espérer qu'au lieu de l'Exclusion formelle du Prince d'Orange le Protecteur se contenteroit qu'on fit un Article, par lequel les Etats promettoient de faire jurer celui à qui ils conféreroient à l'avenir le commandement de leurs armes, tant par mer, que par terre, d'observer ponctuellement & religieusement le Traité qui se négocioit. C'est ce que les Députés ne faisoient point de difficulté d'accorder, & de signer le Traité sur ce pié. Mais Jongstal qui étoit employé de la part d'une Province qui haïssoit le Gouvernement present de l'Angleterre, aussi bien que celui de la Hollande, refusa de retourner à Londres.

*Les Députés  
s'embarquent.*

En arrivant à la Haye ils trouvèrent l'Assemblée des Etats assez disposée à agréer ce qu'ils avoient fait, & persuadée de la nécessité où on étoit de ménager la bonne humeur du Protecteur pendant qu'il avoit de l'inclination à signer le Traité. Mais d'autant qu'il ne pouvoit pas être ratifié sans le consentement exprès des Provinces, dont les Etats n'étoient pas pour lors assemblés, ceux d'Hollande qui y étoient le plus intéressés, & qui en considéroient mieux l'importance, renvoyèrent Beverningk en Angleterre sur la même Fregate qui l'avoit amené. Cette diligence que les autres Provinces disoient être une précipitation, ne servit qu'à les allarmer d'avantage; d'autant plus que dès l'année passée elles n'avoient pas approuvé que les Etats d'Hollande eussent écrit de leur chef & de leur propre mouvement au Parlement & au Conseil d'Etat d'Angleterre, pour faire la première ouverture de l'accommodement qu'ils alloient faire sans leurs Alliés. La Frise qui avoit crié dès ce tems-là, désavoua aussi leur procédé en cette rencontre, & ne voulut point que l'Etat reconnût Beverningk pour son Ministre, parcequ'il étoit parti sur l'ordre d'une seule Province.

*Les Etats  
d'Hollande ren-  
voyent Bever-  
ningk à Lon-  
dres.*

De l'autre coté Beverningk en arrivant à Londres y trouva d'autres dispositions que celles qu'il y avoit laissé. Cromwell étoit indigné de ce que les Députés s'étoient embarqués nonobstant les civilités qu'il leur avoit fait faire, & les assurances qu'il leur avoit fait donner de la signature du Traité. Il ne l'étoit pas moins de voir Beverningk qui avoit pris son audience de congé avec les autres Députés, revenir sans de nouvelles Lettres de créance, c'est à dire sans caractère, sans Pouvoir, & même sans ordre de lui fai-

*Il y trouve  
d'autres dispo-  
sitions.*

1654.

*Offres de  
l'Ambassadeur  
d'Espagne.*

re compliment sur sa nouvelle qualité de Protecteur. Plusieurs Prédicateurs séditieux, & particulièrement les Independants prêchoient la continuation de la guerre; une bonne partie du Conseil la vouloit, & D. Alonso de Cardenas, Ambassadeur d'Espagne, pour obliger Cromwell à achever de perdre les Provinces Unies, s'il pouvoit, & à rompre avec la France, lui faisoit des offres capables d'engager tout autre Politique que cet habile Usurpateur. Tantôt il lui faisoit espérer que le Roi, son Maître, mettroit entre les mains des Anglois Gravelines & Dunkerque; tantôt il le flattoit de la conquête de Calais, que les Anglois ont cru pendant quelques années être la Cléf de la France, & il lui promettoit que le Roi Catholique emploieroit à cela toutes les forces qu'il avoit aux Pays-Bas, si le Protecteur vouloit se déclarer contre le Roi Très-Chrétien. Il y ajoutoit des offres d'un million d'or en argent comptant, ou bien un subside de cent mille écus par mois, & de deux cent mille par avance, s'il vouloit continuer de faire la guerre aux Provinces Unies. Le Protecteur écouloit D. Alonso; mais ce n'étoit qu'à dessein de donner de la jalousie à la France, & plus d'envie aux Etats de conclure avec lui.

*Chanut Am-  
bassadeur de  
France à la  
Haye.*

Il savoit que le Roi d'Angleterre avoit des amis dans les Provinces Unies, & que de tous les voisins de l'Angleterre les Etats étoient ceux qui pouvoient le plus fortifier le parti qui lui étoit opposé, & qui étoit encore fort considerable dans le Royaume. Et néanmoins il couvroit si bien ses intentions, que le Roi de France ne pouvant pas savoir ce que ses Ministres feroient en Angleterre, s'avisa de renouer avec cet Etat, & envoya à la Haye, vers la fin de l'an 1653, M. Pierre Chanut avec la qualité d'Ambassadeur Ordinaire. On n'y avoit point vu d'Ambassadeur de France depuis la Paix de Munster, sinon le Président de Bellièvre, qui y vint en 1651, à l'occasion de la mort du Prince d'Orange, & de la Grande Assemblée; mais il n'y demeura que fort peu de semaines, & n'y négocia rien. Même devant le Traité de Munster le Roi n'y avoit envoyé pendant quelques années que des Ambassadeurs Extraordinaires, & un Résident. C'étoit le Sr. Brasser, qui avoit très utilement servi le Roi sous les Ambassadeurs, & dans les intervalles où il n'y en avoit point eu, premièrement en qualité de Secrétaire de M. de Baugy, pendant sa Residence de Brusselles, & son Ambassade à la Haye, & ensuite en celle de Secrétaire de l'Ambassade, & enfin comme Résident de France. Il étoit consommé dans les Affaires, & particulièrement dans celles d'Hollande, dont il a fait de très beaux Mémoires. De sorte que ne croyant pas pouvoir faire avec réputation sous un Ministre Ordinaire les mêmes fonctions qu'il avoit faites sous les Extraordinaires, il se servit du prétexte de ses incommodités, & de l'état de ses affaires domestiques pour demander son congé. Il l'obtint d'autant plus aisément qu'outre son âge, qui étoit fort avancé, il avoit tout à fait perdu la vue; quoique d'ailleurs il eût des lumières plus que suffisantes pour la conduite des affaires du Roi, son Maître.

*Les premiers  
ordres de Cha-  
nut.*

Chanut avoit d'abord des ordres exprès de s'employer pour les intérêts du Prince d'Orange, & de servir de son conseil les deux Princes Douairières. Pour y réussir il falloit faire continuer la guer-



guerre, qui pouvoit perdre le Protecteur, & diviser les Provinces Unies; & c'est à quoi il ne manqua pas de travailler dès qu'il fut arrivé: Mais comme c'étoit un homme fort raisonnable & très entendu, il comprit fort bien & bientôt, que ce n'étoit pas l'interêt de la France, & qu'il ne feroit pas le service du Roi, son Maître, en fortifiant les autres Provinces contre les interêts de la Hollande.

Il n'eut pas de peine à faire comprendre au Cardinal Mazarin, *On les change.* qui étoit celui qui l'avoit avancé, sur le rapport avantageux que Fouquet, Surintendant des Finances, lui en avoit fait, que s'il continuoît d'agir conformément aux ordres qu'il avoit emportés; il feroit infailliblement faire la paix entre l'Angleterre & cet Etat, à l'exclusion de la France; ce qui étoit une des choses que le Cardinal appréhendoit le plus. De sorte qu'on lui ordonna bientôt de changer de conduite, de se mettre bien avec les Ministres de la Province d'Hollande, & de faire en sorte que la France fût comprise au Traité.

Il fit de grandes instances pour cela, lorsqu'il apprit que les Députés qui avoient négocié en Angleterre y retournoient avec ordre d'achever le Traité. Il représenta aux Etats: „ Que la paix *Il demande que la France soit comprise au Traité.*  
 „ qu'ils feroient sans la France leur seroit inutile, parceque si le  
 „ Roi ne la faisoit pas en même tems avec Cromwell, ou s'il n'y  
 „ étoit point compris, le commerce ne laisseroit pas d'être trou-  
 „ blé & incommodé, & l'Etat seroit obligé de demeurer armé,  
 „ puisque la France & l'Angleterre seroient armées, & se feroient  
 „ la guerre. Que la France seroit perdue sans ressource si après  
 „ avoir soutenu seule pendant tant d'années tout le faix de la guer-  
 „ re contre l'Espagne, elle étoit encore obligée, au sortir d'une  
 „ guerre Civile, d'entrer dans une plus fâcheuse, & de se voir  
 „ attaquée par l'Angleterre d'un côté, pendant qu'elle étoit aux  
 „ mains avec l'Espagne de l'autre. Qu'après de si grandes ani-  
 „ mosités qui avoient paru en tous les combats de mer, la signa-  
 „ ture d'un Traité ne gueriroit pas ce qu'il y avoit de malin dans  
 „ les humeurs des deux Nations, sans cela assez contraires, & as-  
 „ sez incompatibles. Que la paix ne seroit pas capable de les pur-  
 „ ger, parceque l'une seroit toujours jalouse du commerce & de  
 „ la prospérité de l'autre, & qu'elle ne régleroit pas le différend  
 „ qui diviserait toujours les deux Etats au sujet de la Seigneurie  
 „ de la Mer, que les Anglois prétendoient avec la même opi-  
 „ niâtreté avec laquelle on refusoit ici de la reconnoître. Qu'a-  
 „ près les puissantes obligations que l'Etat avoit à la France il ne  
 „ pouvoit pas négliger les interêts du Roi T. C. quand même la  
 „ constitution présente de la République d'Angleterre, dont la  
 „ consistance ne dépendoit que de la vie d'un seul homme, ne  
 „ seroit pas menacée de révolutions, contre lesquelles toute la  
 „ prudence humaine ne pourroit pas se précautionner: comme  
 „ de l'autre côté il seroit impossible de s'assurer de l'exécution du  
 „ Traité si on ne rendoit les interêts de la France & de cet Etat  
 „ communs & inséparables.” C'étoit aussi le sentiment de quel-  
 „ ques-unes des Provinces, & particulièrement des Etats de Frise,  
 „ qui ne vouloient point consentir à la paix d'Angleterre si la Fran-  
 „ ce n'y étoit comprise.

1654.

*L'Espagne le  
demande aussi.*

L'Espagne qui faisoit faire instance à Londres pour la continuation de la guerre, voyant que le Traité étoit bien avancé, tâchoit de s'y faire comprendre, & l'auroit fait avec succès si le Protecteur en eût voulu faire la première ouverture. Il n'étoit pas encore mal avec l'Espagne; mais il considéroit qu'il ne pouvoit pas demander son inclusion, que cet Etat ne fît les mêmes devoirs pour la France, avec laquelle il avoit des démêlés qu'il vouloit faire régler devant que de déterminer auquel des deux Rois il donneroit son amitié.

*L'Ambassa-  
deur d'Espagne  
meurt.*

Les affaires que le Roi d'Espagne faisoit négocier avec les Etats avoient été maniées jusqu'alors par Antoine Brun, qui étant Ambassadeur à la Haye, y étoit décédé le 2 Janvier 1654. Quelques jours auparavant il avoit fait un voyage à Brusselles, où il avoit pris possession de la Charge de Chef des Finances, dont le Roi, son Maître, avoit recompensé ses services. Pendant qu'il y étoit il lui étoit échappé quelques paroles qui marquoient, qu'il ne dissimuleroit point les malversations de ceux qui avoient eu l'administration des Finances du Roi dans les Pays-Bas; & comme parmi ceux qui pouvoient craindre l'effet de ces menaces il y avoit des personnes de grande qualité, on a cru qu'on avoit aidé à avancer ses jours. Il est certain qu'il ne se porta pas bien depuis ce voyage; quoique l'on ne puisse pas nier que la mort de son épouse, qui étoit décédée quelque tems auparavant, ne lui eût été d'autant plus sensible que dans le nombre & l'âge de leurs enfans communs il ne trouvoit que matière d'affliction & de tristesse. Les importans services qu'il avoit rendus au Roi d'Espagne, premièrement comme Procureur Général au Parlement de Dole, en Franche Comté, sa patrie, & ensuite à Munster, & à la Haye, n'avoient pas été trop bien considérés ni recompensés. On pouvoit bien dire que la Paix étoit son ouvrage, quoique le Comte de Pegneranda s'en donnât toute la gloire, & qu'il n'avoit pas eu moins de soin de la conserver & de la fortifier qu'il avoit eu de peine à la produire. Il étoit fort éloquent, habile, d'une humeur ouverte, au moins en apparence, & d'un accès & d'une conversation facile & fort agréable. Il étoit d'ailleurs aussi jaloux d'entretenir la bonne intelligence entre l'Espagne & les Etats des Provinces Unies, que du propre intérêt du Roi, son Maître, & il avoit plusieurs autres bonnes qualités qui le faisoient aimer & considérer. Aussi avoit-il eu l'adresse de chasser bientôt de l'esprit de la plupart des habitans de ces Provinces l'horreur que l'on y avoit encore du souvenir de la Domination Espagnole, & bien que d'abord il ne pût pas faire aimer avec tendresse une Nation pour laquelle on avoit dans le Pays une aversion presque naturelle, on peut dire néanmoins qu'il avoit fait en sorte qu'on ne la haïssoit plus. Il avoit même acquis au Roi, son Maître, des amis, des créatures, & des habitudes, même parmi ceux qui avoient part au Gouvernement de l'Etat, qui ne lui ont pas été inutiles dans les occasions. Ce qui aida le plus à l'établir ce fut que les François faisoient de leur côté tout ce qu'ils pouvoient pour achever de détruire ce que l'on avoit encore d'affection pour eux, en continuant leurs déprédations sur les navires Marchands de ces Pays, au préjudice du commerce &



& particulièrement de celui de la Méditerranée.

Après le décès de Brun la Cour de Madrid chargea du soin de ses affaires le Sr. Vincent Rulard, Secrétaire du feu Ambassadeur, à qui le Roi d'Espagne donna la qualité de son Conseiller, & de Secrétaire de l'Ambassade, en laquelle il a servi longtemps sous Don Estevan de Gamarra, successeur de l'emploi, mais non du mérite de Brun. Rulard faisoit à la Haye les mêmes offices que l'Ambassadeur d'Espagne à Londres, pour l'inclusion de S. M. C. dans le Traité entre l'Angleterre & les Etats Généraux; mais l'un & l'autre fort inutilement. Pour se rendre agréable il communiqua un Acte de Neutralité, que le Roi d'Espagne avoit promis au Traité de Munster d'obtenir des Etats de l'Empire; mais on jugea qu'il n'avoit pas toutes les formalités nécessaires. C'est pourquoi on désira qu'il le fit changer sur le modele de celui que l'Empereur avoit fourni en 1648.

Devant que la negociation de Londres fût bien avancée les Etats avoient comme résolu, que l'on traiteroit avec la France & avec l'Angleterre en même tems, & qu'à mesure du progrès que l'on feroit dans l'une, on avanceroit aussi l'autre. On avoit fait pour cela des propositions & des projets en France, où l'on ne put pas réussir, parce que sous prétexte de la guerre d'Espagne on y faisoit visiter les navires Hollandois, pour les empêcher de porter des marchandises de contrebande aux Espagnols, & aux autres ennemis de cette Couronne-là, & pour faire subsister une ancienne Maxime, tirée des Ordonnances du Roi François I, portant, que *Robe d'ami confisque Robe d'ennemi*. Les François disoient, que ce n'étoit qu'à cause des démêlés qu'ils avoient avec les Anglois, & que dès qu'ils seroient ajustés on n'en parleroit plus, ou dès que le Roi seroit compris au Traité, parce qu'il n'étoit pas juste que les habitans de ces Provinces tirassent tout l'avantage du Traité que l'on prétendoit faire à Paris, en jouissant dans une profonde paix de toutes les commodités de la navigation & du commerce, pendant que la France auroit l'Espagne & l'Angleterre sur les bras. C'est ce que l'on ne pouvoit pas nier; mais il est vrai aussi que les François se trouvoient fort bien de leurs déprédations. Quelques-uns des Ministres y avoient bonne part, & par ce moyen la France armoit aux dépens de cet Etat: comme en effet elles ont commencé à y faire naître les premières pensées des puissans armemens qu'on y a fait depuis ce tems-là.

Il y avoit de l'apparence que le Protecteur ne feroit point de difficulté de traiter avec la France & avec cet Etat conjointement; vu qu'il n'y avoit point de rupture entre la France & l'Angleterre, mais seulement une mauvaise intelligence qui ne faisoit qu'incommoder le commerce des particuliers, & empêcher le Cardinal de prendre des mesures bien concertées. Le Protecteur souffroit que le Roi de France entretint un Ministre auprès de lui, & l'on ne doutoit pas qu'il ne souffrît aussi que cette Couronne fût comprise au Traité, puisqu'il permit bien enfin que l'on y fit entrer le Roi de Danemarck, qui étoit son aversion. Et néanmoins le Protecteur s'opiniâtra, & voulut traiter avec la France & les Provinces Unies séparément.

C'est pourquoi les Etats qui vouloient sortir d'affaire, ordonnèrent

*Triple Alliance.*

*Les Etats ordonnent à leurs Ministres de conclure sans la France.*

1654.

*Chanut chan-  
ge de conduite.*

rent à leurs Ministres; de continuer à rendre toutes sortes de bons offices à ceux de France; de travailler incessamment à l'accommodement de leurs différends, & de faire des devoirs pour l'inclusion de la France; mais de n'en pas faire une nécessité indispensable, ni une condition sans laquelle ils ne pussent pas conclure. Chanut qui voyoit bien qu'après ces ordres les offices des Ministres de cet Etat seroient languissans, inutiles, & capables peut-être de prostituer la réputation de la France, changea de langage, & dit: „ Que ce que le Roi, son Maître, en avoit fait jus-  
 „ qu'alors n'avoit eu pour but que le bien & l'avantage des Pro-  
 „ vinces Unies, la sûreté de la paix, la liberté du commerce, &  
 „ la réputation de cet Etat, dont le Roi seroit en quelque façon  
 „ demeuré garant, s'il avoit été compris au Traité. Mais que  
 „ puisque les Etats jugeoient qu'ils auroient plus de facilité à con-  
 „ clure avec l'Angleterre s'ils témoignaient avoir moins d'attache-  
 „ ment pour la France, le Roi qui n'y avoit considéré que l'inté-  
 „ rêt de ses Alliés, ne vouloit pas les empêcher de chercher, &  
 „ de prendre leurs avantages. Qu'il ne vouloit pas pénétrer jus-  
 „ qu'au plus profond des secrets de ses Amis; & même qu'il se-  
 „ roit bien aise qu'ils ôtassent de l'Instruction de leurs Ministres  
 „ quelques périodes qu'ils avoient cru devoir donner à la bien-  
 „ séance & à l'honnêteté, puisqu'elles ne pouvoient servir qu'à re-  
 „ tarder la conclusion du Traité. Que S. M. estimoit qu'en ces  
 „ sortes d'affaires les offices de compliment sont dangereux, & que  
 „ sa réputation ne permettoit pas qu'on employât des prières &  
 „ des intercessions pour lui. Qu'il étoit en état d'obliger ses en-  
 „ nemis à lui demander la paix, & de se faire craindre de tous  
 „ ses Voisins. Qu'il continueroit toujours de faire la guerre avec  
 „ avantage, & qu'il ne pouvoit pas demander la paix sans faire  
 „ tort à sa Dignité & à sa Grandeur. ” Ces raisons qui étoient  
 accompagnées d'une raillerie assez forte, ne firent point d'impres-  
 sion, non plus que les assurances que l'Ambassadeur donna au  
 Président de semaine des Etats Généraux, & au Conseiller Pen-  
 sionnaire des Etats d'Hollande: „ Que le Roi, son Maître, étoit  
 „ satisfait de la conduite des Etats, & qu'il ne trouvoit pas mau-  
 „ vais qu'ils donnassent ordre à leurs affaires ainsi qu'ils le juge-  
 „ roient à propos. ” La résolution en étoit prise, & c'est ce qui  
 inquiétoit beaucoup la France, qui appréhendoit fort le grand  
 armement du Protecteur, qui avoit auprès de l'Isle de Wight  
 cent grands Vaisseaux, chargés de munitions & de vivres pour  
 six mois.

*La qualité d'  
Ambassadeurs  
aux Députés  
des Etats.*

On vouloit faire honneur à Cromwell, & d'autant que la plû-  
 part des Articles du Traité étant ajustés on ne craignoit plus de  
 recevoir un affront en Angleterre, on avoit donné le Caractère  
 représentant, c'est à dire la qualité d'Ambassadeurs aux trois Dé-  
 putés des Provinces Unies. Mais Nieuwpoort & Jongstal voyant,  
 en arrivant à Londres, que le Protecteur refusoit de consentir à la  
 Suspension d'armes pour laquelle on avoit fait de grandes instances,  
 & qu'il avoit encore de la répugnance à faire comprendre le Roi  
 de Danemarc au Traité, ne faisoient qu'augmenter les ombrages  
 que l'on avoit ici du puissant armement des Anglois, & eurent  
 très mauvaise opinion du succès de la négociation. Le Protecteur



1654.

cteur avoit bien fait porter parole aux Ministres de cet Etat, qu'il souffriroit que le Roi de Danemarck fût compris au Traité, mais que ce ne seroit qu'à condition qu'il restitueroit les navires Anglois qui avoient été arrêtés au Sund; que cette restitution fût effective & presente, & qu'elle précédât l'Inclusion, de sorte qu'il entendoit que le Roi ne jouît point de l'effet de l'Inclusion, que les Intereffés ne fussent dédommagés & satisfaits. Ces difficultés ne faisoient que fortifier le soupçon dont on étoit bien fort prévenu en Hollande, que l'armée navale d'Angleterre qui avoit négligé de profiter du vent d'Est, qui avoit régné pendant quelque tems, n'en vouloit point à la France, mais que l'intention du Protecteur étoit de faire insulte au Roi de Danemarck, qu'il haïssoit plus, & qu'il ne craignoit pas tant que le Roi de France & les Etats des Provinces Unies.

Les Ambassadeurs croyant ne devoir pas exposer l'Etat à cet hazard; & voulant guerir l'esprit de leurs Principaux de ces inquiétudes, firent une chose bien hardie. Car bien qu'ils n'eussent point d'ordre ils chargèrent l'Etat du dédommagement des Marchands Anglois intereffés aux vingt deux navires qui avoient été arrêtés au Sund, & donnèrent caution Bourgeoise dans Londres jusqu'à la concurrence d'un million & quatre cent mille florins; les Anglois y comprenant non seulement les interêts de leur argent, mais aussi la perte qu'ils prétendoient avoir faite parce qu'ils n'avoient pas gagné.

*Qui chargent  
l'Etat du dé-  
dommagement  
des Anglois.*

Ce differend ayant été ainsi réglé il en restoit un qui étoit d'autant plus difficile que Beverningk & Nieuwpoort n'en osoient parler à leur Collègue, qui avoit des ordres directement contraires à ce que le Protecteur désiroit, parce que si on lui en eût communiqué la moindre chose on rompoit sans doute la négociation, & on rejettoit l'Etat dans une guerre dont il auroit eu de la peine à sortir. Parmi les vingt sept Articles que les Commissaires Anglois avoient proposé aux Ministres des Provinces Unies il y en avoit un qui excluait le Prince d'Orange, & sa postérité, des hautes Charges que ses ancêtres avoient possédé en ce pays. Cet Article avoit été contesté devant le voyage que les Députés avoient fait en Hollande; on leur avoit fait espérer que le Protecteur y apporteroit quelque temperament, & qu'il se contenteroit d'une promesse formelle par laquelle les Etats s'obligeroient de faire jurer solennellement ceux qu'ils appelleroient à ces hauts emplois: Qu'ils exécuteroient à leur égard ponctuellement & religieusement le Traité qui se feroit entre les deux Etats. On avoit agréé ce temperament, & les Etats avoient ordonné à leurs Députés de demeurer dans ces termes, & de n'en point sortir: Mais dès que Beverningk arriva en Angleterre il apprit de Thurlöë, Secrétaire d'Etat, que ceux qui lui avoient parlé de ce temperament n'étoient pas bien informés de l'intention du Protecteur, & que Beverningk se trompoit s'il croyoit de pouvoir conclure le Traité sans l'Exclusion formelle du Prince d'Orange, parce que ce devoit être le fondement sur lequel Cromwell prétendoit bâtir la bonne intelligence qui devoit être perpétuelle entre les deux Nations. Il ajouta même que sans cet Article arrêté on n'entreroit point en Conference avec lui. Que le Protecteur étoit persuadé,

*L'Exclusion  
du Prince d'O-  
range est le fon-  
dement du  
Traité.*

1654.

*Beverningk &  
Nieuwpoort se  
trouvent em-  
barassés.*

que ces grands emplois feroient capables de donner un jour assés de crédit à un Prince, petit fils du feu Roi, pour pouvoir produire des ombrages & des jalousies qui dégénéreroient avec le tems en des inimitiés déclarées. Que son intention étoit, d'assurer le repos de l'Angleterre, & la bonne intelligence avec les Provinces Unies, & qu'il ne pouvoit pas se la promettre sans l'Exclusion.

Cromwell & ses Ministres qui ne pouvoient pas ignorer que s'en expliquer de cette manière avec les Provinces Unies, & rompre la négociation étoit la même chose, en firent une intrigue particulière avec Beverningk & Nieuwpoort, les deux Ambassadeurs que la Province d'Hollande avoit nommé, parce qu'il considéroit que la même Province n'avoit pas beaucoup d'inclination pour l'avancement du Prince d'Orange. C'est pourquoi on leur fit entendre: Que le Protecteur considerant la peine que l'on auroit à faire consentir toutes les Provinces à l'Exclusion, se contenteroit de celle des Etats d'Hollande seuls, & de la parole que les deux Ambassadeurs donneroient pour cela.

Mais ces Ambassadeurs qui n'avoient pas prévu, à ce qu'ils disoient, qu'après le temperament dont on leur avoit parlé on leur dût faire encor une proposition de cette nature, ne s'étoient pas fait donner un Pouvoir particulier pour cela, & prévoyant d'abord qu'une Exclusion quoique particulière donneroit un grand mécontentement aux autres Provinces, n'y voulurent point consentir. Cependant comme ils savoient que la paix étoit très nécessaire à leur Province, qui avoit déjà donné l'exclusion en quelque façon au Prince d'Orange, & qu'ils voyoient de l'autre côté qu'il n'y avoit point d'apparence de conclure le Traité sans l'Exclusion formelle, ils en écrivirent en confidence à quelques-uns de ceux qui avoient le plus de part à la direction des affaires dans la Province d'Hollande, & sur la disposition qu'ils y trouvèrent ils engagèrent leur parole & promirent à Cromwell, qu'ils feroient toutes les diligences possibles pour disposer les Etats d'Hollande à promettre au plutôt, tant pour eux, que pour leur Province, de n'en donner jamais le Gouvernement, ni la Charge d'Amiral au Prince d'Orange, & de ne point consentir que les autres Provinces lui donnassent le Commandement Général des armes de l'Etat par mer ou par terre.

Après que le Protecteur eut tiré cette assurance des Ambassadeurs, ceux-ci demeurèrent d'accord avec lui, que le Traité seroit conclu & signé, & que l'Article de l'Exclusion du Prince d'Orange y seroit inséré avec le temperament dont nous venons de parler, conformément à leur dernière Instruction, & qu'après cela il seroit ratifié & publié: Cromwell protestant bien expressément, que sans cette assurance, & sans l'exécution effective de la parole que les deux Ambassadeurs venoient de lui donner, il ne feroit point la paix, quelqu'envie qu'il eût de la faire; & que quand même il l'auroit ratifié & fait publier, il ne l'observeroit pas si on lui manquoit de parole, parceque ce n'étoit que dans cette assurance qu'il trouvoit celle de la conservation du repos de l'Angleterre, & la sureté de sa personne. Les Commissaires Anglois y ajoutèrent ce que l'on avoit si souvent dit aux Ministres de ce Pays: Que le Protecteur avoit sujet d'appréhender à l'avenir  
de



de la part du Prince d'Orange les mêmes incommodités & les mêmes traverses que ses prédécesseurs lui avoient donné. Que ses desseins n'avoient point eu de plus fortes oppositions que celles qu'on lui avoit faites de leur part. Que c'étoit eux qui avoient fait répandre tant de sang en Angleterre, & qui avoient le plus travaillé à empêcher la Fondation de la République.

Le Traité ayant donc été signé le 15 Août 1654, les Ambassadeurs l'envoyèrent aussitôt aux Etats Généraux. Beverningk & Nieuwpoort y joignirent des Lettres particulières pour les Etats d'Hollande, comme c'est la coutume, & leur firent part de l'engagement qu'ils avoient été contraints de prendre avec le Protecteur pour l'Exclusion du Prince d'Orange des Charges de Capitaine Général, Amiral, & Gouverneur de Province. Ils ajoutèrent, qu'ils n'avoient pas jugé à propos d'en parler plutôt à l'Assemblée, parcequ'ils avoient toujours espéré, même jusqu'au moment de la signature du Traité, que Cromwell se laisseroit vaincre, & se relâcheroit de ses prétentions. Mais qu'ils l'avoient trouvé inflexible sur ce point, & qu'il avoit été impossible de rien obtenir de lui.

*Signature du  
Traité.*

Presque toute l'Assemblée des Etats d'Hollande étoit persuadée que Cromwell se contenteroit de ce temperament, & qu'il ne feroit point de difficulté de laisser aux Etats la faculté de disposer des hautes Charges en faveur du Prince d'Orange, en se réservant à lui la liberté de se dispenser de l'exécution lorsqu'il verroit ces emplois entre les mains d'un Prince qui lui seroit suspect; mais les Ambassadeurs l'en détrompèrent bien fort. Ils écrivirent qu'ils n'avoient pu vaincre l'opiniâtreté du Protecteur, & que même ils avoient été avertis par leurs amis, que si presentement ils perdoient l'occasion de signer le Traité ils auroient de la peine à la recouvrer à l'avenir, parceque Cromwell concluroit sans doute avec l'Ambassadeur d'Espagne, & ne renoueroit avec eux qu'à des conditions bien plus dures & plus fâcheuses; & que c'étoit là la raison pourquoi ils n'avoient pas osé différer de signer. La paix étoit nécessaire aux intérêts de Cromwell, & c'étoit des artifices de ses Ministres qui faisoient courir le bruit de l'apparente conclusion du Traité d'Espagne: & du côté de la Hollande il y en avoit qui n'auroient pas été marris de se voir violenter de la sorte s'ils eussent pu faire approuver leur procédé à leurs Principaux. Il y avoit déjà quelque tems que les Etats d'Hollande étoient assemblés pour délibérer, de ce qu'il faudroit faire au cas que la négociation de Londres n'eût pas le succès que l'on s'en promettoit, & pour donner ordre à l'armement des Vaisseaux, aussi bien qu'à la sûreté des Côtes de la Province. Cette Assemblée incommodoit ceux qui étoient d'intelligence avec les deux Ambassadeurs Hollandois, & qui avoient été avertis de la dernière résolution que le Protecteur avoit prise sur ce sujet, parce qu'ils favoient qu'il y auroit plus d'une Ville qui ne consentiroit point à l'Exclusion du Prince d'Orange, & qui ne ratifieroit point le Traité à cette condition. Ils considéroient aussi qu'il seroit impossible de tenir l'affaire secrète si les Lettres étoient lues publiquement dans l'Assemblée; tellement que dès que les autres Provinces en auroient connoissance, elles s'opposeroient infailliblement à

*Artifice de  
quelques Dé-  
putés des Etats  
d'Hollande.*

1654.

la ratification. C'est pourquoi ils se servirent de tout ce qu'ils avoient de crédit & d'adresse pour faire séparer l'Assemblée, en lui représentant, qu'il n'étoit pas nécessaire que les Etats fissent la dépense de la continuer après les assurances que les Ambassadeurs donnoient, qu'il n'y avoit plus rien qui pût empêcher la signature du Traité. Et par ce moyen ils séparèrent l'Assemblée, & firent retirer les Députés le même jour que le Traité fut signé à Londres.

*Traité de  
Londres.*

Ce Traité établissoit une ferme union, amitié & alliance entre les deux Nations; faisoit oublier & compenser les pertes & dommages; faisoit cesser les hostilités dans ces mers presentement, & dans les autres quartiers dans un certain tems; rendoit la liberté aux prisonniers de guerre de part & d'autre; obligeoit les deux Nations à défendre réciproquement la liberté l'une de l'autre contre tous ceux qui la voudroient violer; les empêchoit de donner retraite aux ennemis de l'une ou de l'autre, ou de secourir les rebelles de l'une des deux Républiques, d'armes, munitions; vivres, &c; établissoit la liberté du commerce, & donnoit aux Vaisseaux de guerre la permission d'entrer dans les ports & havres de l'une & de l'autre; régloit le salut que l'on vouloit faire rendre au Pavillon d'Angleterre; ôtoit la retraite aux Pirates & Armateurs; les obligeoit à se faire comprendre réciproquement dans les Traités que l'une ou l'autre République feroit avec des Princes Etrangers; & portoit: Que les violences des particuliers ne feroient point rompre le Traité général, mais qu'on en demanderoit justice. Il ordonnoit que les navires Marchands que la nécessité contraindrait d'entrer dans un des ports de l'une des deux Républiques, ne feroient point tenus de payer les droits d'entrée, s'ils ne rompoient leurs charges. Que les navires ne pourroient pas être saisis ou arrêtés en vertu d'un ordre général, mais seulement par les voyes ordinaires de la Justice. Il permettoit l'usage des armes offensives & défensives aux Marchands, à leurs Commissionnaires, Facteurs, & serviteurs. Il obligeoit les Vaisseaux de guerre d'escorter & de protéger les navires Marchands de l'une & de l'autre République. Il portoit aussi: Que les Commis à la recette des droits n'exigeroient que ce qui est porté par le Tarif. Que l'on ne donneroit point de Lettres de Répresailles sinon après un déni manifeste de justice, ou après un délai qui en approche. Que ceux qui armeroit en vertu d'une Commission de l'une des Républiques, donneroient caution suffisante de ne point offenser les Sujets de l'autre. Il régloit le nombre des Vaisseaux de guerre qui en cas de nécessité entreroient dans les ports de l'une ou de l'autre, aussi bien que le séjour qu'ils y pourroient faire. Il obligeoit les Etats Généraux à faire justice de l'Affaire d'Amboïne; à faire restituer les navires arrêtés dans le Sund, avec les marchandises qui y étoient chargées, & à dédommager les Propriétaires & les Intéressés, au jugement de quatre Arbitres que le Traité nommoit: moyennant quoi le Roi de Danemarck feroit compris au Traité. Que l'on nommeroit aussi des Commissaires de part & d'autre, qui régleroit les autres différends nés depuis l'an 1612 jusqu'au 28 Mai 1652, qui n'avoient pu être ajustés par ce Traité.

Ceux



Ceux qui en parloient sans intérêt y remarquoient, que le plus grand avantage que cet Etat en retirât étoit la cessation des hostilités qui interrompoient le cours du commerce, & que presque tous les autres avantages d'emeuroient à Cromwell & aux Anglois. Le Protecteur ne s'assuroit pas seulement que le Roi Charles II. ne trouveroit point de secours ni d'assistance dans les Provinces Unies, mais aussi que l'on n'y donneroit point de retraite au Prince Palatin Robert, ni aux autres ennemis de la République. Il permettoit bien le trafic de toutes sortes de marchandises & de denrées; mais en y faisant ajouter la clause, que ce seroit *sans préjudice des Loix, Ordonnances, & Coûtumes d'Angleterre*, il faisoit aussi subsister l'Acte fait pour l'augmentation de la navigation & du commerce, du 9. Octobre 1651. Il se réservoir en quelque façon; & avec beaucoup d'apparence la Seigneurie de la Mer, tant parceque par un Article exprès il obligeoit les Vaisseaux Hollandois à saluer le Pavillon d'Angleterre, & ne s'obligeoit pas à rendre le Salut, que parce qu'il ne vouloit pas renoncer au prétendu droit de pouvoir visiter les navires Hollandois, & qu'il refusoit de faire un Règlement pour la Grande Pêche. D'ailleurs le Traité parloit de l'Affaire d'Amboïne comme d'un meurtre & comme d'un assassinat. Et pour tout dire en un mot, il obtint en effet, quoique en d'autres termes, tout ce qu'on avoit demandé au Sr. d'Hemsteede, en l'an 1652, incontinent après la première rencontre de Tromp & de Blake, c'est à dire, satisfaction pour le passé, & assurance pour l'avenir. Il trouvoit la sûreté (du moins le vouloit-il faire croire) dans l'Exclusion du Prince d'Orange, & sa satisfaction dans la restitution des vingt deux navires arrêtés au Sund, au dédommagement des Intéressés, & aux sommes considérables qui furent quelque tems après payées à la Compagnie des Indes Orientales d'Angleterre, & aux parens de ceux que la Justice avoit fait mourir à Amboïne. Ces sommes se payèrent en exécution du Jugement des quatre Commissaires qui s'étoient de part & d'autre assemblés à Londres pour régler tous les différends & toutes les pertes que les Anglois prétendoient avoir faites depuis l'an 1612 jusqu'au 28 Mai 1652. Cependant il n'y avoit rien de réglé pour le commerce, pour lequel on devoit faire un Traité particulier de Marine. Il est vrai que la plupart des Articles dont le Traité étoit composé avoient été tirés des trente six Articles que les Etats avoient fait communiquer à St. John & Strikland deux ans auparavant. Mais les Anglois en avoient retranché les plus importans, & entr'autres l'XI, & le XII, qui parloient de la liberté de la navigation & du commerce des Caribes, & de la séparation des limites dans l'Amérique; le XIII touchant l'abord & l'entrée de tous les ports, rades; & havres, pour y décharger, & charger des marchandises sans empêchement; le XVII qui parloit des libertés & des exemptions que l'on désiroit de faire donner aux familles qui veulent changer de demeure d'Angleterre en ces Pays, ou de ces Pays en Angleterre; & les XVIII, XXI, & XXII qui traitoient de la liberté de la pêche; & de l'équipement d'une flotte pour la sûreté de la navigation. De sorte que tout le profit qui en revint à cet Etat fut qu'il n'avoit plus de guerre.

1654.

*Princes compris au Traité.*

En cette paix furent compris avec le Roi de Danemarck, qui fit quelque tems après un Traité particulier avec le Protecteur, les Cantons Protestans Suisses, le Duc d'Holstein-Gottorp, le Prince d'Anhalt, le Duc de Curlande, le Comte d'Oldenbourg, les Villes Hanseatiques, & nommément celles de Lubeck, Brême, & Hambourg.

*Négociation avec le Danemarck.*

Le Livre Huitième de cette Histoire dira les suites de cette paix, & de l'Exclusion du Prince d'Orange: & je continuerai de marquer ici, que les Etats dont les armes n'avoient point eu de désavantage au dernier combat, où la mort de l'Amiral avoit empêché, à ce qu'on disoit, & avec grande apparence, la défaite entière des Anglois, ne pouvant pas s'assurer de l'intention de Cromwell, tâchoient cependant de se fortifier d'Alliances, & faisoient travailler continuellement à de nouveaux Bâtimens, dont ils prétendoient couvrir la mer au Printems.

*Annulation du Traité de Rédemption.*

Le Roi de Danemarck ne pouvoit plus séparer ses intérêts de ceux des Provinces Unies, tant parce qu'il en tiroit de grands avantages en se faisant payer des sommes considérables pour le Péage du Sund, que parce qu'il avoit irrémédiablement offensé le Protecteur par la saisie des navires Anglois, qui avoit retardé son armement, & par le mépris qu'on avoit fait à Coppenhague du Ministre Anglois. On avoit persuadé d'ailleurs au Roi qu'il s'étoit fait un grand préjudice par le Traité de l'an 1649 pour le Forfait des Droits du Sund, parce qu'ils rendoient bien plus qu'il n'en tiroit en vertu du Traité. Il avoit de la peine à se faire payer par avance, & il défobligeoit tous les jours la Suede, dont l'amitié lui étoit nécessaire dans un tems où il alloit se déclarer contre l'Angleterre. C'est pourquoi il aimoit mieux se passer d'un profit qu'il ne croyoit pas être fort considérable que de défobliger la Reine de Suède, qui se plaignant sans cesse du préjudice qu'elle recevoit de ce Traité de Forfait ou de Rédemption, auroit pu en prendre sujet ou prétexte de s'allier plus étroitement avec l'Angleterre, qui faisoit rechercher son amitié. Les Etats avoient la même considération pour la Suede, & ne trouvoient pas mieux leur compte en ce Traité, particulièrement depuis que la guerre avoit si fort ruiné le commerce que le Péage du Sund ne rendoit presque plus rien; de sorte qu'ils ne pouvoient pas se rembourser de la moitié de la somme qu'ils étoient obligés de payer au Roi de Danemarck en vertu du Traité de 1649. Le Sr. Pierre Charilius, Résident de Danemarck, fit la première ouverture pour la révocation de ce Traité de Rédemption, dans l'audience qu'il prit pour cet effet le 15. Janvier 1653. Les Etats d'Hollande qui étoient alors assemblés, le prirent au mot, & résolurent dès le lendemain, qu'il falloit recevoir ses offres, & prier en même tems le Roi de Danemarck de ne point traiter du Péage du Sund à forfait avec qui que ce soit, & que s'il avoit dessein de le faire de préferer cet Etat: comme aussi de régler le remboursement de l'argent qu'on lui avoit avancé sur le Traité de Rédemption; & enfin de faire en sorte que les navires ne fussent pas longtems détenus au Sund quand ils y passeroient. Les autres Provinces qui n'y ont presque point d'intérêt, y acquiescèrent facilement. Mais le Roi s'étant ravisé quelque tems après, écrivit du 16 Avril,



vril, qu'il feroit bien aise de faire subsister le Traité de 1649. 1654.  
 Les Etats firent réponse: Que l'affaire n'étoit plus en son entier. Que c'étoit sur la proposition de Sr. Charisius, son Résident, qu'ils avoient pris d'autres mesures, de sorte qu'il n'avoient pas levé sur les navires qui étoient parti pour aller à la Mer Baltique, les droits qu'ils sont obligés de payer au **Passage** du Sund, parce qu'ils prétendoient les leur faire payer **sur** le pié du Traité de Bromsebro, puisque celui de 1649 ne subsistoit plus; & l'on en demeura là.

Tandis que cela se traitoit avec le Résident de Danemarc M. Nanning Keyser, dont il a été parlé ailleurs, négocioit un engagement plus fort à Coppenhague, parce que l'Etat vouloit s'assurer du Roi par un Traité plus particulier. Il se fit le 18. Fevrier, & portoit: Que le Roi de Danemarc qui étoit obligé, en vertu du Traité d'Alliance de 1649, de secourir les Provinces-Unies puisqu'elles étoient attaquées par les Anglois, & troublées en leur commerce, se trouvoit aussi offensé en son particulier de la manière d'agir du Parlement d'Angleterre. Que les Anglois envoyoit tous les jours dans la Mer Baltique des navires Marchands montés de plusieurs pièces de canon. Qu'ils avoient envoyé depuis quelque tems jusqu'à dix huit Vaisseaux de guerre sous le canon de ses Forts sans l'en avertir; en avoient fait saisir dans leurs ports & havres, & continuoient de faire prendre en mer les navires & les marchandises de ses Sujets. Qu'il avoit jugé devoir donner une plus grande étendue au Traité de 1649, & promettre pour cet effet qu'incontinent après la signature de celui-ci il feroit publier une Déclaration par laquelle il défendrait à tous les Vaisseaux Anglois, montés en guerre ou Marchands, d'entrer par l'Oresund, ou par le Belt dans la Mer Baltique **pendant** la presente guerre. Que pour l'exécution de ces défenses, & pour la conservation du commerce des Alliés dans la Mer Baltique & aux environs, il mettroit en mer, & entretiendrait depuis l'11 Avril jusqu'à l'11 Novembre, c'est à dire pendant sept mois, vingt bons Vaisseaux de guerre, du port & de la grandeur marquée dans un Mémoire qui avoit été communiqué au susdit Député des Provinces Unies. Qu'il emploieroit à l'armement, à la monture, & à la subsistance de ces vingt Vaisseaux les subsides qu'il étoit obligé de payer aux Etats en vertu du Traité d'Alliance de 1649, qui montoient à cent quatrevingt douze mille écus par an. Et que les mêmes Etats lui payeroient en trois termes, savoir les 11 Avril, 26 Juillet, & 3 Novembre, pareille somme de cent quatrevingt douze mille écus, ou quatre cent quatrevingt mille florins, tous les ans, tant que la guerre durerait. Que les Alliés se garantiroient réciproquement avec toutes leurs forces, par mer, & par terre, de tout ce qui pourroit leur arriver dans l'Europe à l'occasion de la presente guerre, & ne pourroient traiter séparément avec le Parlement sans la communication l'un de l'autre, ni conclure le Traité qu'ils n'y fussent compris tous deux. Un Article séparé disoit: Que le Roi permettroit aux Etats de nommer un Ministre autorisé pour prendre une connoissance exacte de l'état des Vaisseaux du Danemarc, de leur monture & de leur équipage, pour rabâtre sur les subsides **ce qui manqueroit à l'un ou à l'autre**, ou bien au tems que  
 l'ar-

*Le Traité de  
Danemarc.*

1654. l'armée navale étoit obligée de demeurer en mer.

*Le Roi de Danemarck refuse la jonction de sa flotte à celle des Etats.*

Le Roi de Danemarck ne s'obligeoit pas par le Traité à faire agir ailleurs que sur ses Côtes, & dans le voisinage de ses Royaumes les vingt Vaisseaux qu'il étoit tenu d'équiper & d'entretenir. De sorte que tout l'avantage que l'Etat tiroit de ce Traité ne consistoit proprement qu'à empêcher les Anglois de s'approcher du Sund, & en la retraite que les navires qui venoient des Indes, d'Espagne, & de France, trouvoient dans les ports & havres du Danemarck & de Norwégue, qui ne pouvant pas passer sûrement par la Manche, faisoient le plus souvent le tour de l'Irlande, de l'Ecosse, & de l'Angleterre. Les Etats en vouloient tirer quelque chose de plus, & obliger le Roi à joindre une partie de ses Vaisseaux à leur armée navale : & le Roi de son côté qui ne trouvoit pas sa sûreté en ce qu'il avoit stipulé par le dernier Traité, désiroit que non seulement les Etats ne traitassent point sans lui, mais aussi qu'ils se chargeassent du dédommagement que les Anglois demanderoient sans doute un jour à cause de tant de navires qui avoient été saisis dans le Sund, avec la restitution de ce qui se trouvoit encore en nature, & le provenu des marchandises qui avoient été distraites, ou que le Roi s'étoit approprié. On lui accorda tout, & ainsi on ne doutoit point que ce Prince n'eût aussi un peu de complaisance pour cet Etat. Au mois de Juillet on lui renvoya Keyser, qui étoit venu faire un voyage en Hollande après la signature du Traité, & on lui donna ordre d'agir de concert avec le Ministre Ordinaire, & de tâcher d'obliger le Roi de Danemarck à joindre quelques-uns de ses grands Vaisseaux à l'armée navale de l'Etat, qui lui envoyeroit quelques-uns de ses plus petits, s'il en avoit besoin pour la garde des Côtes de Danemarck & de Norwégue. Le Roi n'étoit pas à Coppenhague lorsque Keyser y arriva ; mais dès qu'il y fut revenu ses Commissaires déclarèrent : Que le Roi n'éloigneroit pas ses meilleurs Vaisseaux de ses Côtes, parce que la saison étoit trop avancée. Ce fut le prétexte du refus ; mais ce qui en empêcha le Roi en effet c'étoit la crainte qu'il avoit des Anglois. De sorte que Keyser voyant qu'il travailloit inutilement à se faire accorder cette jonction, parla du second point de son Instruction, & fit le 26. Septembre le Traité qui achevoit de casser & d'annuler celui qui avoit été fait pour le Forfait du Péage du Sund en 1649, & remettoit les affaires au même état où elles avoient été mises par les Traités des 13 Août 1645, & 12 Février 1647. Tout ce que Keyser put obtenir du Roi de Danemarck ce fut qu'il permit que quelques-uns de ses Vaisseaux de guerre escortassent les navires Marchands qui s'étoient mis à couvert dans les ports de ce Royaume & de Norwégue. C'est pourquoi Keyser voyant qu'il n'y avoit plus rien à négocier, prit congé de la Cour de Coppenhague, & s'en retourna en Hollande, où il arriva vers la fin d'Octobre.

*Disposition de la Suède.*

J'ai parlé ci-devant de la disposition que Van Beuningen avoit trouvé en Suède. La Reine considéroit sa personne ; mais devant qu'il y fut arrivé la Cour de Stockholm avoit résolu, de l'avis unanime de tous les Sénateurs : Que cette Couronne-là ne se mêleroit point de la querelle qui avoit armé les deux Républiques. La Reine même ne fit point de difficulté de faire connoître, qu'elle



qu'elle & les Princes voisins devoient être bien aises de les voir toutes deux s'affoiblir en se faisant la guerre: ce qu'elle disoit non seulement à cause de l'envie que les Princes ont ordinairement de la prospérité des Républiques, mais aussi par une aversion particulière qu'elle avoit pour l'une & pour l'autre.

Le Roi de Danemarck qui étoit résolu de s'engager avec les Etats, lui envoya des Ambassadeurs pour la prier de secourir les Provinces-Unies, & de défendre le transport des marchandises de contrebande, ou du moins d'assurer les Etats de la neutralité. La Reine répondit: Qu'elle ne pouvoit pas se résoudre à se commettre avec les Anglois. Que l'Angleterre étoit peuplée d'un grand nombre d'hommes de courage, & qu'elle avoit des vivres, des munitions, & des Vaisseaux en grande quantité. Que les finances des Hollandois étoient épuisées. Que leur Pays étoit peuplé de Nations étrangères, qui se trouvant surchargées d'impositions se révolteroient, ou se retireroient bientôt ailleurs, & par ce moyen y feroient cesser le commerce. Qu'ils avoient peu de Vaisseaux, & la plupart bâtis pour la marchandise plutôt que pour la guerre, de sorte qu'une seule bataille, ou une seule tempête pourroient achever de ruiner toutes leurs forces. Qu'il étoit à propos de laisser les deux Nations se consumer entr'elles, parce qu'elles vouloient toutes deux usurper seules tout le commerce, & en frustrer toutes les autres. Qu'il falloit songer aux moyens d'exclure les Anglois & les Hollandois de la Mer Baltique; & en un mot, qu'elle ne prendroit point de parti si elle n'y trouvoit des avantages capables de la rembourser de la dépense qu'elle feroit, & de compenser le péril où elle s'exposeroit. Qu'elle ne vouloit point de mal aux Hollandois; mais aussi qu'elle ne leur feroit point de bien; & qu'elle ne les pouvoit pas aimer quand ce ne feroit qu'à cause de l'Ordonnance par laquelle ils avoient défendu depuis peu à ses Sujets le commerce d'Angleterre, du moins indirectement. Ses Ministres non contents de demeurer dans ces termes, tâchoient d'empêcher les Danois de se déclarer pour les Etats. Le Comte d'Oxenstiern, fils du Chancelier, & le Chancelier lui-même ne craignoient point de dire, que les Traités n'obligeoient point sinon pendant que la bienfiance & l'état des affaires le permettoient; & ce avec des expressions que l'on n'attendoit pas de Ministres qui couvroient leur politique d'une si grande apparence de pitié.

La Reine étoit alors possédée par Don Antonio Pimentel, Envoyé Extraordinaire d'Espagne, qui après l'avoir tiré des mains de quelques gens de Lettres qui la gouvernoient absolument, avoit gâté son esprit qui ne s'étoit pas encore bien formé, & l'avoit jetté dans des sentimens directement contraires à ceux que le Chancelier & les Ministres du Roi, son père, avoient tâché de lui inspirer en sa première jeunesse. Elle commençoit même à avoir du dégoût pour les Belles Lettres, & pour ceux qui en faisoient profession. La Suede même, ses mœurs, sa Religion, & jusqu'à sa Couronne lui déplaisoient & lui faisoient tant d'horreur qu'elle résolut de tout quitter pour s'abandonner à la conduite de certaines gens, qui ne se pouvoient pas mieux venger des maux que le Grand Gustave Adolphe avoit fait à la Maison d'Autriche

*Pimentel gâta  
verne la Reine  
de Suède.*

1654.

qu'en faisant prendre à sa fille des résolutions si opposées à sa dignité & à sa naissance. Elle méditoit dès lors son abdication, & se mêloit fort peu des affaires de son Royaume, dont elle laissoit toute la direction aux Sénateurs, qui étoient toujours jaloux du Roi de Danemarck, & des Alliances dont il étoit obligé de se fortifier de tems en tems contre de si dangereux voisins.

*Pourquoi les  
Etats rejettent  
sa Médiation.*

Le Traité qu'il venoit de conclure avec les Provinces-Unies achevoit d'aigrir les Suedois, qui étoient déjà mécontents de ceux qu'Ulefeld avoit fait en Hollande en 1649, & leur donnoit une forte inclination à préférer l'amitié du Parlement d'Angleterre à celle de cet Etat autant qu'ils en étoient capables. La Reine avoit dit dès l'année passée à Van Beuningen, qu'elle ne vouloit pas pénétrer les véritables causes des hostilités qui s'exerçoient entre les deux Nations. Mais qu'elle s'en trouvoit incommodée, aussi bien que le reste de l'Europe, & que si son entremise étoit agréable, elle s'emploieroit volontiers à l'ajustement de leurs différends. Les Médiateurs ne font pas Arbitres; mais cela n'empêche pas que les Princes Intéressés ne soyent obligés d'avoir quelque déference pour eux. C'est pourquoi on a de la peine à les admettre quand on s'en peut passer; & on ne pouvoit pas approuver que la Reine de Suede fit cet office parce qu'il lui ôtoit la liberté de donner à l'Etat les secours que l'on prétendoit qu'elle lui devoit en vertu des Traités de 1640 & 1645. Il y avoit encore d'autres raisons qui empêchoient les Etats d'agréer la Médiation non seulement de la Reine de Suede, mais même celle de tous les autres Princes qui auroient voulu s'en mêler. Afin de refuser de bonne grace & avec justice les offres que Christine leur fit faire par le Sr. Harald Appelboom, son Résident, ils lui firent dire: Qu'ils étoient obligés à la Reine de sa bonne volonté; mais qu'ils ne pouvoient pas s'expliquer au sujet de la Médiation qu'ils ne sçussent comment elle seroit reçue en Angleterre, où elle avoit fait faire les mêmes offres par le Sr. Lagerfeld, qui ne réussit pas mieux à Londres qu'Appelboom à la Haye. Les Ministres de Suede parloient aussi d'une suspension d'armes; mais elle ne plaisoit pas aux Etats des Provinces Unies, parce qu'en faisant cesser les hostilités on ne faisoit pas cesser la dépense qu'il falloit continuer de faire, non plus que les levées de deniers, qui auroient trouvé de très grands obstacles pendant que l'armée navale n'auroit pas été en mer.

*Mécontentement des Suedois.*

La Cour de Stockholm avoit d'autres petits sujets de mécontentement du procédé des Etats. On s'y plaignoit que les Hollandois empêchoient les Suedois de faire leur commerce non seulement en Angleterre, en Ecosse, & en Irlande, mais aussi à Ostende, laquelle étant une place neutre, les denrées que les Suedois y portoient, & qui n'étant que des productions de leur terroir, ne pouvoient pas être regardées comme des marchandises de contrebande. Les Etats soutenoient de leur côté: Que la Reine étoit obligée, en vertu du VI Article du Traité de 1645, non seulement de ne pas permettre le transport des marchandises & des denrées qui peuvent servir à l'équipage, à la monture, & à l'armement des Vaisseaux, mais aussi de défendre à ses Sujets le commerce avec ceux de la République d'Angleterre, & ils lui firent dire, que le seul moyen de travailler avec succès à la paix

c'é-



c'étoit de faire agir ses armes de la même manière que cet Etat avoit fait en l'an 1644 lorsqu'il fit mettre une puissante armée navale en mer, & qu'il permit aux habitans des ces Provinces d'armer en faveur de la Suede, pendant qu'il s'employoit à faire réussir l'accommodement qui se négocioit entre les deux Couronnes. Mais ce n'étoit ni l'intention, ni l'interêt des Suedois. Ils prétendoient demeurer neutres, & comme tels établir, & continuer leur commerce par tout, aux dépens de celui des Anglois & des Hollandois.

La Reine voulant augmenter la jalousie qu'elle prenoit plaisir à donner aux Hollandois, envoya Shering Rosenhan en qualité d'Ambassadeur à Hambourg, pour y nouer une plus étroite correspondance avec les Villes Hanseatiques. Elle défendit le transport des canons & des boulets hors du Royaume, sous prétexte du besoin qu'elle en avoit pour l'armement de ses Vaisseaux, quoiqu'elle ne fût pas d'humeur, ni en état d'en faire. Même elle s'avisâ un jour, de son propre mouvement, & sans la communication de son Conseil, de faire saisir les livres & les effets des Marchands Hollandois, & même d'en faire mettre deux en prison. Ce fut par une espèce de Répresailles, parce qu'on avoit arrêté à Amsterdam par les formes ordinaires de la Justice, un Marchand Suedois, pour le différend qu'il avoit avec un autre particulier, & pour lequel il y avoit conflit de Jurisdiction entre la Justice de Suede & celle d'Hollande. L'on en avoit fait une affaire d'Etat à Stockholm, & ce fut en effet un des plus grands obstacles que Van Beuningen rencontra en sa négociation, ou du moins un grand prétexte dont on se servit pour en empêcher la conclusion.

*La Reine prend plaisir à mortifier les Etats.*

Ce n'est pas que les Anglois y trouvaissent plus de faveur. Car Whitloë qui y arriva au commencement de l'année suivante, n'y fit rien non plus que Van Beuningen. Aussi n'y apportoit t-il rien qui pût plaire à la Reine, ni aucune satisfaction touchant les navires Suedois que les Anglois avoient pris, & continuoient de prendre dans toutes les rencontres; & le Parlement rejettoit la Médiation de la Suede. De sorte que les Suedois ne pouvant pas se résoudre à s'engager avec cet Etat, dont ils étoient jaloux, ils ne vouloient pas non plus lier avec le Parlement d'Angleterre qu'ils n'aimoient point. Aussi considéroient-ils bien que la nouvelle République n'étoit pas encore si fort établie que l'on pût s'en promettre une longue durée, & ne point craindre une révolution qui la pût exposer à la discretion de ceux contre lesquels la Suede se feroit déclarée. A quoi il faut ajouter, que l'on n'y pouvoit pas faire un grand armement sans que l'on lui donnât des subides, & elle n'en pouvoit point esperer de Cromwell.

*Elle ne traite pas mieux les Anglois.*

Le Roi de Danemarc qui vivoit dans une défiance continuelle de ses Voisins, particulièrement depuis l'invasion surprenante que les Suedois firent dans son Pays, en l'an 1644, voulant s'assurer de ce côté-là, tâchoit de les faire entrer dans les interêts qu'il avoit pris. Mais on fit comprendre à ses Ministres qu'ils parloient trop tard, parce que les Danois ayant déjà pris parti, leur avis & leurs conseils n'étoient plus désintéressés, & que pour engager la Suede il ne falloit pas que le Roi de Danemarc s'engageât sans elle. Que devant cet engagement singulier les deux Couronnes du

1654.

*Différends de  
la Pologne &  
de la Suède.*

Nord eussent pu se rendre considérables par leur Alliance & donner de la réputation à leurs armes tant qu'elles auroient eu la liberté de les employer là où elles eussent voulu. Mais que la Reine n'avoit garde de se déclarer pour l'Etat des Provinces Unies, parce qu'elle le croyoit ruiné & perdu. Il importoit à cet Etat non seulement d'être bien avec les deux Couronnes du Nord, mais aussi de mettre ces deux Couronnes bien ensemble, vu qu'il ne pouvoit y avoir de guerre en ces quartiers là où l'Etat même ou bien le commerce de ses Sujets ne fût extrêmement intéressé. C'est pourquoi il voulut travailler à l'assoupissement des différends qui avoient déjà armé la Pologne & la Suède l'une contre l'autre. Nous nous trouvons donc obligés d'en dire ici le sujet.

Etienne Batory, Roi de Pologne, étant décédé le 13 Septembre 1586, les Polonois se divisèrent en deux factions, sous Zamoisky & Zborousky, qui firent faire deux Elections, dont l'une nomma, le 9 Août 1587, Sigismond, fils de Jean Roi de Suède, & l'autre donna, le 12 du même mois, son suffrage à Maximilien d'Autriche, frère de l'Empereur Rodolphe II. Ceux de la faction de Zamoisky qui avoient élu Sigismond, avoient bien fait réflexion sur son extraction, qu'il rapportoit à Jagellon, parce que Catherine, mère de Jean, Roi de Suède, étoit fille de Sigismond I, & sœur de Sigismond Auguste, Rois de Pologne. Mais ils considéroient principalement que par le moyen de cette Election on pourroit régler le différend que les deux Couronnes de Pologne & de Suède avoient pour cette partie de la Livonie que l'on appelle Esthonie. Les Ambassadeurs Suedois qui s'étoient trouvés à l'Election avoient promis: Que Sigismond feroit bâtir à ses dépens cinq Forts sur les frontières de Pologne & de Lithuanie. Qu'il entretiendrait une armée navale dans la Mer Baltique. Qu'il feroit rendre à la Couronne l'artillerie que les Moscovites avoient pris sur elle en Livonie, & qu'il y uniroit aussi le revenu que Catherine avoit au Royaume de Naples comme héritière de la Reine Bonne. Les Polonois prétendoient que la Livonie dépendoit de leur Couronne, & les Suedois soutenoient qu'elle leur appartenoit pour l'avoir reprise sur les Moscovites, qui l'avoient apparemment conquise sur la Pologne.

Sigismond appuyé de la faveur d'Anne, veuve d'Etienne, & sœur de Catherine, l'emporta enfin sur son compétiteur. Mais son Election au lieu de donner la Paix à la Pologne, la jeta dans une guerre dont on ne voyoit pas encore la fin au tems dont nous parlons. Car Sigismond s'étant fait couronner en Suède après la mort de son père, & ayant comme abandonné ce Royaume-là pour se donner entièrement à la Pologne, Charles, Duc de Sudermanie, son oncle paternel, se fit déclarer Roi de Suède au commencement de ce Siècle. Ils craignoient que les Polonois ne se saisissent de cette partie de la Livonie que nous avons dit avoir été prise par les Suédois sur les Moscovites, parceque Sigismond avoit promis de la restituer à la Couronne de Pologne lorsqu'il fit solliciter son Election. C'est pourquoi le Duc y conduisit lui-même une armée considérable, & non content de se tenir sur la défensive, n'ayant pas à faire à un puissant ennemi parceque les Po-



Polonois refusoient de contribuer aux fraix de la guerre, il conquiert aussi toute l'autre partie de la Livonie en 1655. Cette guerre pendant laquelle les Rois de Pologne continuoient de prendre le titre de Rois Héréditaires de Suède, avoit été interrompue par plusieurs Traités de Trêves & de Suspensions d'armes, que les autres Princes Chrétiens tâchoient de faire convertir en une Paix perpétuelle, & n'y pouvant pas réussir ils moyennèrent enfin entre les deux Rois une Trêve de vingt-six ans. Ce Traité s'étoit fait à Aumfsdorff, le 12 Septembre 1635, & de la part des Provinces Unies il y étoit intervenu MM. Rock van den Honert, premier Conseiller de la Cour Provinciale d'Hollande, André Bicker, Bourgeois d'Amsterdam, & Joachim Andrée, Conseiller en la Cour de Justice de Frise. Cette Trêve devoit expirer l'11. Juillet 1661; de sorte que les amis communs appréhendant que le Roi de Pologne qui voyoit les armes Suédoises occupées contre la Maison d'Autriche en Allemagne, ne fit une invasion dans la Livonie, & la voulant prévenir, pressèrent les parties intéressées, aussi bien que les Médiateurs, de travailler à faire continuer la Trêve, ou bien à la faire convertir en une Paix perpétuelle entre les deux Rois & leurs Couronnes.

La Ville de Lubeck, première des Hanséatiques, située sur la Mer Baltique, fut jugée la plus propre pour ce Congrès. Dès l'année 1652 on avoit convié les uns & les autres d'y envoyer leurs Ambassadeurs & Plénipotentiaires; mais quelque tems après on les pria de différer jusqu'à l'année suivante, dont les affaires font la principale matière de ce Livre. Les Etats Généraux y envoyèrent MM. Jacob de Witt, & Antoine d'Oetgens de Waveren, le premier Bourguemaître de Dordrecht, & l'autre d'Amsterdam, avec ordre de tâcher de faire une bonne Paix, ou de faire prolonger le terme de la Trêve entre les deux Couronnes. Liewin Aitzema dit dans son Histoire, que les Etats donnèrent un ordre secret à leurs Ambassadeurs de faire tout le contraire, & d'empêcher l'une & l'autre, parceque l'on se défioit des Suédois, & que l'on craignoit qu'ils n'entraissent dans les intérêts du Parlement d'Angleterre. Mais d'autant que les Régîtres des Etats Généraux, & même ceux des Etats d'Hollande n'en disent rien, & que je ne trouve rien d'approchant dans les Dépêches des Ministres de ce tems-là, je ne vois pas que cet Auteur mérite une grande créance en cet endroit. Outre qu'on ne peut pas comprendre pourquoi les Etats en auroient usé de mauvaise foi, vu que la Trêve qui n'étoit pas expirée, & qui devoit encore durer longtems, ne pouvoit pas empêcher la Suède de se déclarer contre cet Etat, puisqu'il ne tenoit qu'à elle de la faire continuer, & que c'étoit une fausse allarme que l'on s'étoit donné des intentions du Roi de Pologne.

On a publié le contenu des Dépêches de Pierre Chanut, qui étoit à Lubeck de la part du Roi de France comme premier Médiateur. Mais il ne dit pas un mot de ces prétendus ordres secrets, qu'il auroit sans doute pénétré, & dont il n'auroit pas manqué de faire part à sa Cour; puisqu'il y marque bien deux fautes grossières que les mêmes Ambassadeurs firent en arrivant.

Au lieu de faire avertir tous les Ministres qu'ils étoient arrivés, ils

1654.

se contentèrent d'en faire part aux Chefs des Ambassades, & négligèrent les autres Ambassadeurs. Chanut leur fit remarquer, & réparer cette première faute; mais l'autre qu'ils firent contre la civilité étoit irréparable. En faisant savoir aux autres Ambassadeurs qu'ils étoient arrivés, ils y firent ajouter, que de quelques jours ils ne seroient pas en état de recevoir leur visite. Comme s'il étoit nécessaire d'avertir les autres Ministres de ce qu'ils doivent aux derniers venus; au lieu de leur faire faire une civilité qui auroit été bien reçue, mais dont les autres n'auroient pas pu profiter!

*Les Etats négligent les Villes Hanseatiques.*

Les Etats avoient aussi résolu d'envoyer des Députés aux Villes Hanseatiques, pour leur demander l'exécution des Traités d'Alliance que les Provinces Unies avoient avec elles depuis 1613 & 1615. Mais on considéra depuis qu'il n'y avoit rien à espérer de celles qui au lieu de secourir ces Provinces tâchoient de profiter de la ruine de son commerce. La Ville d'Hambourg en profitoit en son particulier, & envoyoit par Lubeck à Dantzic, & de là en Pologne les draps d'Angleterre que les navires Hollandois avoient coutume d'y porter, & secouroit les Anglois; & mêmes leurs armées navales de toutes sortes de munitions de guerre. De sorte que l'on jugea qu'il seroit inutile de rechercher l'amitié de ces Villes, qui seront toujours jalouses de la prospérité de cet Etat, & toujours prêtes à se déclarer contre leurs ennemis, pourvu qu'elles en puissent tirer de l'avantage.

*Révolution des affaires de France.*

Il étoit arrivé un grand changement aux Affaires de France. Le Roi étoit à Paris; le Duc d'Orléans étoit retiré ou exilé dans son Apanage à Blois, & le Prince de Condé étoit allé se joindre aux Espagnols à Brusselles. Dès que la Reine vit l'autorité Royale rétablie dans la Capitale du Royaume, elle résolut d'y faire revenir le Cardinal Mazarin, qui étoit au Pays de Liège, & avoit fait agir avec succès au plus fort de l'hiver les armes du Roi sur les frontières de Champagne. Il arriva à Paris le 3. Février. Le Roi, Monsieur, & toute la Cour allèrent au devant de lui jusqu'à deux lieues de la Ville, & ramenèrent comme en triomphe le même Ministre que le Parlement avoit proscrit, & dont le nom avoit été en exécration aux Parisiens & à tous les habitans du Royaume. Il n'y avoit plus que la petite Ville de Seurre ou de Bellegarde, en Bourgogne, dont Bouteville-Montmorenci étoit Gouverneur sous le Prince de Condé & avec sa Commission, qui osât faire résistance. Mais le Duc d'Epéron à qui on avoit donné le Gouvernement de cette Province, la prit, après un siège de treize jours.

*Le Cardinal revient à Paris.*

*Etat de la Guyenne.*

La Guyenne n'étoit pas encore revenue à son devoir. Le Prince de Conti, la Princesse de Condé, & la Duchesse de Longueville, assistés du Comte de Marfin, qui avoit commandé l'armée du Roi en Catalogne sous le Prince de Condé, le Comte de Fiesque, qui avoit négocié les affaires du Prince à Madrid, & Lainé, qui étoit Procureur Général au Parlement de Bourgogne, fomentoient à Bourdeaux l'esprit de sédition dans les uns, & contraignoient les autres de suivre leurs dérèglemens. Le Roi y envoya le Duc de Vendôme, Amiral de France, avec quelques Vaisseaux, pour s'opposer au secours que les Espagnols y vouloient faire



faire entrer, & pour prévenir celui que le Prince faisoit solliciter en Angleterre. Le Duc de Candale, fils du Duc d'Epernon, avoit la qualité de Général, & commandoit l'armée; mais le Comte d'Estrades, un des plus habiles, & des plus honnêtes hommes de France, qui avoit la confiance du Cardinal, qui venoit de lui donner le Gouvernement de la Rochelle & de Brouage, étoit ce que l'on appelle en France, *l'homme du Roi*, agissoit dans l'armée, & y faisoit les mêmes fonctions que l'ame fait dans le corps humain.

Aussi fut-ce à lui principalement que le Roi fut redevable de la prise de Bourg, que la faction avoit mise entre les mains de Don Joseph de Vera, Capitaine Espagnol, de la réduction de Livourne, & enfin de celle de Bourdeaux même. Elle commença par une Suspension d'armes, pendant laquelle le Marquis de Sainte Croix parut dans la Rivière avec un bon nombre de Vaisseaux de guerre Espagnols. Mais ayant appris que la Ville capituloit, & considérant que le Duc de Vendôme pourroit le venir attaquer avec avantage, il prit le parti de remettre à la voile pour l'Espagne.

*Réduction de  
Bourdeaux.*

La Ville s'étant rendue, le Prince de Conti se retira à Cadillac, & pendant qu'il y séjourna il fit négocier sa reconciliation avec la Cour, & une étroite Alliance avec le Cardinal Mazarin, en épousant Mademoiselle Martinozzi, sa nièce, l'honneur de sa maison, & de son sexe. La Duchesse de Longueville se retira dans un Convent à Moulins, où elle commença à vivre plus régulièrement qu'elle n'avoit fait jusqu'alors, & la Princesse de Condé obtint la permission d'aller, avec le Duc d'Enghien, son fils, trouver le Prince, son époux, à Brusselles. Mais ne voulant pas demeurer dans une Cour étrangère où elle ne pouvoit pas paroître avec l'éclat d'une première Princesse du Sang de France, elle se retira à Malines, pendant que le Prince parut à la tête d'une armée ennemie dans le Royaume, ravageant la Picardie jusqu'aux portes de Roye, & de Noyon, & jusqu'à la rivière d'Oise. Turenne & Seneterre en défendoient le passage; mais ils ne purent pas empêcher le perte de Rocroi, que les Espagnols laissèrent au Prince, pendant que les deux Maréchaux de France prirent Rhetel & Mouzon, & le Maréchal du Plessis-Prâlin Sainte Menehoud en Champagne.

*Le Prince de  
Conti fait sa  
Paix.*

Les efforts que les armes du Roi faisoient en Catalogne sous le Maréchal d'Hocquincourt étoient languissans, aussi bien qu'en Italie sous le Maréchal de Grancey, parce que la rébellion avoit épuisé ou dissipé les finances, & avoit obligé le Roi à employer à la conservation du cœur ce qui auroit pu être utilement employé à la conservation des parties extérieures. Mais comme le Royaume alloit se rétablir, & que de l'autre côté on ne savoit pas à la Haye ce qu'on devoit se promettre des Anglois, qui demandoient des conditions impossibles, ou fâcheuses, on voulut aussi entrer en négociation avec la France, & on donna ordre à l'Ambassadeur de travailler à une Alliance, s'il y trouvoit la Cour disposée.

*Les Etats  
veulent re-  
nouer avec la  
France.*

J'estime devoir faire remarquer, que ce fut en ce tems-là que le Roi T. C. fit quelque changement en ce qui avoit été pratiqué

*Le Roi de  
France traite*

tiqué

1654.

les Electeurs de  
Freres.Sous quelles  
conditions.L'Ambassa-  
deur de France  
cède la main  
à le pas aux  
Membres des  
Etats.

riqué jusqu'alors touchant les Electeurs de l'Empire. Il ne les traitoit auparavant que de Cousins, c'est à dire d'égal non seulement avec les autres Princes, mais aussi avec les Comtes d'Allemagne, & même avec les Maréchaux de France, ses Sujets. L'Electeur de Brandebourg fâché de se voir en paralelle avec des personnes qui lui sont inférieures dans une si grande distance, en avoit témoigné son déplaisir dès l'an 1646, lorsqu'il envoya au Roi Fabien, Comte de Dohna. Mais la négociation n'ayant pas bien réussi ni pour cela, ni pour ses autres affaires, le Ministre Ordinaire qui la reprit au bout de deux ans, fut assez heureux pour obtenir de la Reine Régente & du Roi même des Lettres où ils traitoient l'Electeur de Brandebourg de Frere. Mais comme cela s'étoit fait pendant la Minorité, & que ce n'étoit qu'un Secrétaire du Cabinet qui les avoit écrites & non un Secrétaire d'Etat, l'Electeur fit si bien presser la Cour que le Roi donna cette année à tous les Electeurs la qualité de *Frere*, au lieu de celle *Cousin*; avec cette différence pourtant que l'on ne feroit pas cet honneur aux Electeurs Ecclésiastiques qui ne seroient pas fils, freres, ou Cousins Germains d'Electeurs Seculiers: le tout à condition que les Electeurs donneroient au Roi le titre de Majesté, au lieu de celui de Dignité Royale qu'ils lui donnoient auparavant. Il n'y eut que l'Electeur de Saxe qui refusa de changer de stile, & qui ne croyoit pas devoir mendier une nouvelle qualité. Et d'autant que ce changement en pouvoit faire au rang que les Ministres de cet Etat tenoient dans cette Cour-là, on ordonna à l'Ambassadeur de conserver à cette République celui qu'elle y tenoit depuis le regne du Roi Henri IV, & de suivre immédiatement l'Ambassadeur de Venise. Cependant cela n'a pu être si bien réglé jusqu'ici que l'on n'ait vu l'Ambassadeur de Savoye disputer le rang à celui des Provinces Unies, & l'emporter de force sur lui par la faveur de la Cour, & par je ne fais quelle négligence ou lâcheté de l'Ambassadeur Hollandois.

Chanut étant arrivé à la Haye le 24. Novembre 1653, on craignoit qu'il ne voulût faire la même difficulté que Bellièvre avoit fait touchant les civilités. Il avoit eu la même qualité d'Ambassadeur en Suede, où il étoit allé d'abord comme Secrétaire de M. de la Thuillerie-Coignet, qui étoit son parent. Son mérite lui fit donner la qualité de Résident après que son Maître fut parti, & enfin le Caractère d'Ambassadeur, qu'il eut aussi à l'Assemblée de Lubeck. C'étoit un homme de savoir & de jugement, & il avoit acquis une grande réputation de probité. Le Roi l'avoit fait partir sur quelques propositions que l'Ambassadeur de cet Etat avoit faites à Paris d'un renouvellement d'Alliance. Mais on lui ordonna particulièrement d'observer ce qu'on négocioit à Londres avec Cromwell, & de tâcher de faire comprendre le Roi au Traité plutôt que pour en faire un avec cet Etat, dont on n'étoit point satisfait en France. Aussi se contenta t-il de ne parler que de civilités dans sa première audience, & ne toucha point du tout aux affaires. Il se rendit d'abord agréable en faisant connoître qu'il ne seroit point si difficile au sujet des Cérémonies que le Président de Bellièvre l'avoit été. Et de fait il fit savoir dès son Entrée, qu'il avoit ordre du Roi, son Maître, de céder la

la



la main & le pas aux Députés que les Etats envoyeroient chez lui, & après cela il reçut à la portière du carosse ceux qui lui firent le premier compliment le jour qu'il arriva à la Haye, & voulut qu'ils entraissent les premiers dans la Salle, souffrant néanmoins qu'on lui donnât la première place à table, parce que c'étoit aux dépens de l'Etat qu'on le traitoit. Les Ambassadeurs de France n'ont point fait de difficulté depuis ce tems-là de faire chez eux l'honneur de la maison quand les Députés de l'Etat y alloient en cette qualité; & ce à l'exemple de l'Ambassadeur d'Espagne, qui l'avoit déjà fait quelque tems auparavant. Chanut ne parla point d'affaires, & on ne lui en vouloit pas parler non plus, parce que le Comte de Brienne avoit fait connoître, que la France ne changeroit point son ancienne maxime, que *Robe d'ami confisque Robe d'ennemi*, & que pour cela on continueroit de visiter les navires Hollandois. Ce qui fut si mal reçu en Hollande, que sans la Réduction de la Guyenne, & sans la retraite du Prince de Condé on auroit fait un Traité avec la Ville de Bourdeaux pour la liberté du commerce. C'est ce que la Cour n'ignoroit point; & elle en avoit le ressentiment qu'on devoit avoir d'une pensée si désobligeante.

Antoine Brun, Ambassadeur d'Espagne, que nous avons dit être décédé le 2. Janvier 1654, n'avoit point cessé depuis la Paix de Munster de faire des plaintes de l'inexécution du Traité. Il avoit présenté, au commencement de l'an 1653, un Mémoire où il se plaignoit que l'on ôtoit aux Gens d'Eglise, Sujets du Roi d'Espagne, la liberté de venir & de séjourner en ces Pays, au préjudice des II. IV. & XI. Articles du Traité, & qu'au lieu de les laisser jouir de la liberté qui leur devoit être commune avec tous les autres Sujets du Roi Catholique, on les mettoit en prison, & on les rançonnoit comme en tems de guerre. Il demandoit que l'Exercice de la Religion Catholique Romaine fût rétabli à Sevenbergen & à Lingue, suivant les Traités faits avec les Princes d'Orange en 1582, & les Lettres qu'on leur avoit octroyé en 1546, 1548, & 1578. Il disoit: Que les Plénipotentiaires qui étoient de la part de cet Etat à Munster avoient formellement promis à ceux d'Espagne, que les habitans du Pays de Cuyk, du Marquisat de Berg-op zoom, & de la Baronie de Breda, qui font profession de la Religion Catholique Romaine ne seroient pas autrement traités qu'ils l'avoient été pendant la guerre, & que la condition des habitans de la Mairie de Bois-le Duc ne seroit pas pire qu'elle avoit été auparavant. Que plusieurs Villages des Provinces de Brabant, de Flandre, & de Namur, quoique notoirement dépendants de la Souveraineté du Roi d'Espagne, avoient été usurpés par cet Etat. Il y ajoûtoit l'interêt de plusieurs particuliers que l'on empêchoit de jouir de l'effet du Traité, ou à l'égard desquels on avoit fait des hostilités depuis la paix. Qu'on ne laissoit pas d'exécuter des Represailles au Pays de Limbourg. Qu'on ne songeoit pas seulement à l'exécution de l'Article VII, qui parle de la démolition de quelques Forts de part & d'autre. Qu'au lieu d'égaliser les droits qui se levent sur les rivières, conformément au Traité, les Etats les avoient haussé de leur coté. Que le Gouverneur de Maestricht donnoit retraite aux François

*Plaintes des  
Espagnols de l'  
inexécution du  
Traité de Mun-  
ster.*



1654.

des Garnisons de Thionville, de Rocroi, & de Damvilliers, qui sur cette assurance ravageoient les Provinces du Roi d'Espagne. Que cet Etat refusoit de restituer la Commanderie de Gemert à l'Ordre Teutonique, dont le Roi d'Espagne étoit Protecteur, comme Duc de Brabant. Qu'au préjudice du VI. Article du même Traité les habitans de ces Provinces ne laissoient pas de trafiquer aux Indes Occidentales. Que l'on avoit intercepté les Dépêches que les Ministres du Roi d'Espagne envoyoient de Londres à Brusselles. Que l'on troubloit le commerce que les Places Maritimes de Flandre avoient avec les Villes Hanseatiques. Que les Etats de Zéelande ne payoient pas les rentes affectées aux Droits & Péages qu'ils levent; & particulièrement qu'au Pays d'Outremeuse il se commettoit des désordres auxquels il étoit impossible de remédier si on n'établissoit la Chambre Mi-partie, que les Plénipotentiaires de cet Etat avoient les premiers proposée, & avoient même voulu que ce fût un des principaux Articles du Traité de Munster, dont il demandoit l'exécution avec chaleur, & que l'Etat fit réparer le passé.

*Plaintes des  
Etats.*

Mais c'étoit des choses dont la discussion n'étoit pas fort facile; & les Etats de leur coté ne manquoient point de sujets ou de prétextes de plaintes, & demandoient qu'on leur fit restitution & réparation de ce qui avoit été fait au préjudice du Traité en plusieurs rencontres. Ils avoient pour cet effet envoyé dès l'année passée leurs Députés à Malines, qui après avoir eu quelques Conférences avec ceux de l'Archiduc pour tâcher d'accommoder les différends les plus importants, avoient été obligés de

*Ils offrent de  
faire le partage  
du Pays d'Outre-  
meuse.*

rompre la négociation, & de s'en revenir à la Haye. Néanmoins les Etats pour donner quelque satisfaction à l'Ambassadeur, lui firent offrir par des Députés de faire le partage des Pays d'Outremeuse, & de laisser au Roi d'Espagne les Quartiers de Rolduc & de Dalhem, & l'échange des Abbayes de Postel & de Huiberg, de la Commanderie de Gemert, & de quelques autres places dont la possession ou la propriété étoient litigieuses, & qu'ils garderoient Fauquemont. Mais l'Ambassadeur qui prétendoit qu'on ne pouvoit pas disputer la possession au Roi, son Maître, s'en excusa, & dit qu'il n'avoit point de Pouvoir pour cela.

*Résolvent l'é-  
tablissement de  
la Chambre  
Mi-partie.*

La Chambre Mi-partie étoit celle qui devoit régler la plupart des différends de cette nature, & la plupart des Provinces en jugeoient l'établissement nécessaire. De sorte qu'après avoir vaincu les difficultés que les autres faisoient à ce sujet les Etats résolurent enfin l'établissement de la Chambre Mi-partie. Que l'ouverture s'en feroit le 1<sup>er</sup> Decembre. Qu'elle seroit composée de seize Députés, dont le Roi d'Espagne nommeroit la moitié, & les Etats nommeroit l'autre; & qu'elle auroit séance à Malines & à Dordrecht alternativement, par tour, & de trois ans en trois ans. L'Archiduc prit dans les Cours de Brabant, de Flandre, & de Gueldre les plus savans & les plus habiles Jurisconsultes; & les Etats des Provinces-Unies se contentèrent de faire un mélange de Politiques & de Jurisconsultes, parce que la plupart des affaires devoient être décidées par le bon sens & par l'autorité des Juges plutôt que par celle des Loix Romaines. Les Etats de Gueldre nommèrent M. Jean de Gent, Seigneur d'Oosterwede, Député de



la même Province aux Etats Généraux. La Hollande y députa 1654. MM. Doubleth & Ricxen, dont le premier étoit Conseiller au Grand Conseil, & l'autre Pensionnaire de la Ville de Purmerend. La Zéelande nomma M. Girard Crommon, Conseiller en la Cour Provinciale; Utrecht M. Antoine Parmentier, Seigneur de Haefwyck, Chanoine de l'Eglise Cathédrale de la même Ville; la Frise M. Jacob Boeritius; Overysel M. Pierre Oor; Seigneur de Saleik, & Groningue avec les Ommelanden députa M. Lucas Clarit. Mais tout cela fut changé depuis, & quelque diligence que l'on pût faire de part & d'autre il fut impossible de faire l'ouverture de la Chambre au jour nommé, ni dans la même année. Ces difficultés firent juger dès ce tems-là, comme on l'a trouvé depuis en effet, qu'elle ne serviroit qu'à charger le Roi d'Espagne & cet Etat d'une dépense inutile, parce que les intérêts differens ou contraires ne manqueroient pas de partager les avis des Juges.

Une des choses dont on se plaignoit le plus ici c'étoit la liberté que les Espagnols donnoient au Duc de Lorraine de loger en des Quartiers que les Etats prétendoient leur appartenir. Il avoit donné son affection à la Maison d'Autriche, & suivoit les inclinations du Duc de Bavière, son parent, dès le tems que Gustave Adolphe, Roi de Suede, entra en Allemagne avec une armée; & comme cette invasion des Suedois se fit de concert avec la France, elle avoit souvent exhorté le Duc à changer de conduite. Mais n'en pouvant, rien obtenir le Roi se mit en possession de toute la Lorraine. Le Duc se voyant sans Etats, & à la tête d'un petit Corps d'armée, se donna avec ses troupes au Roi d'Espagne. Il ne le servoit pourtant que pendant les cinq ou six mois de Campagne, & s'étoit obligé par sa Capitulation de chercher ses Quartiers d'hiver dans le voisinage, pour tâcher de faire subsister ses troupes aux dépens d'autrui. Il ne se passoit point d'année qu'il ne menaçât tantôt le Pays de Cleves, tantôt celui de Liège, rançonnant l'un pendant qu'il prenoit ses Quartiers dans l'autre, ou bien prenant de l'argent de l'un & de l'autre pour aller loger dans les terres de l'Empire, ou en quelques-unes de celles qui étoient litigieuses entre le Roi d'Espagne & les Provinces Unies. Au commencement de l'année il avoit logé une partie de ses troupes dans la Commanderie de Gemert & dans la Mairie de Bois-le Duc, & d'autant que sur les reproches que les Etats lui en firent il désavoua l'Officier qui les commandoit, on lui fit savoir que puisque ses troupes y logeoient sans ordre on les traiteroit comme des gens sans aveu.

Et de fait le Seigneur de Brederode, Maréchal de Camp, ayant fait assembler mille hommes commandés, tirés des Garnisons voisines de Heusden, Bois-le Duc, Grave, & Ravestein, il fit, la nuit du 12 au 13 Février, charger le Colonel Clauw, qui étoit logé dans le Village de Liefel. Il fut trouvé dans son lit, & fait prisonnier avec deux autres Officiers, & environ cent soixante chevaux, de sorte que tout le Régiment fut défait. On voulut bien le faire savoir à l'Ambassadeur d'Espagne, qui dit, que le Roi, son Maître ne pouvoit pas répondre des actions du Duc de Lorraine, qui étant Prince Souverain avoit la disposition

*Le Duc de Lorraine prend des Quartiers dans la Mairie de Bois-le Duc.*

*On charge ses Troupes.*

1654. absolue de ses troupes. Il approuva le procédé des Etats, parce qu'en le condamnant il ne pouvoit pas le faire réparer : quoiqu'il n'eût pas grand sujet de s'en réjouir, puisque c'étoit des troupes sans lesquelles le Roi d'Espagne ne pouvoit pas bien conserver les Pays-Bas.

Le Duc envoya à la Haye M. Rousselot d'Herival, Secrétaire de ses Commandemens, qui dit que Clauw avoit eu ordre de payer sa dépense ; & en se contredisant en même tems il ajouta que le Duc, son Maître, ne favoit pas que le Village de Lieffel fût de la Mairie de Bois-le Duc. Qu'il croyoit aussi que ce n'étoit pas de l'ordre des Etats, mais une chaleur militaire qui avoit fait maltraiter ses troupes ; & ainsi qu'il esperoit que l'on ne feroit point de difficulté de lui renvoyer ses Officiers, avec leurs chevaux & leur bagage. Il fit en même tems redoubler les offres qu'il avoit déjà faites de faire une diversion en Irlande, pourvu que les Etats voulussent l'accommoder de leurs Vaisseaux pour le transport de ses troupes. On l'en remercia, & on lui renvoya ses Officiers, après que Rousselot eut promis que le Duc les feroit châtier. Mais pour les chevaux & pour le bagage on jugea qu'ayant été bien pris, & ensuite vendus, on ne pouvoit pas, & on ne devoit pas les rendre.

*Autre Colonel  
Lorrain défait.*

Quelque tems après Snetter, autre Colonel Lorrain, au lieu de faire son profit de la disgrâce de Clauw, alla loger avec cent trente chevaux à Meckelen, Village proche de Maestricht, où le Rhingrave avoit fait bâtir une maison pour la commodité de la Chasse. Le Rhingrave le fit charger dans son Quartier, où après un combat fort opiniâtre où Snetter fut tué, on força & on défit entièrement cette troupe. De sorte que les Colonels Jeger & Bassompierre qui avoient ordre de loger à Megen & à Gemert, ayant été avertis que les Etats ne le trouveroient pas bon, & qu'ils y devoient attendre le même traitement, prirent d'autres Quartiers, sur l'ordre que le Comte de Ligneville, Maréchal de Camp du Duc, leur envoya.

*L'Electeur de  
Cologne fait  
proposer une  
Alliance Défensive à la  
Haye.*

Les allarmes continuelles que les Lorrains donnoient à l'Electeur de Cologne, comme Evêque & Prince de Liège, l'obligèrent à rechercher l'amitié de ses voisins par la considération de leurs interêts communs. Pour cet effet il fit proposer à la Haye une Alliance Défensive, où il prétendoit faire entrer quelques autres Princes, & Etats du Cercle de Westphalie. Il se fit ensuite au mois de Novembre un projet de Traité par lequel les Alliés devoient s'obliger à lever quinze cent chevaux, & trois mille hommes de pié, les deux tiers aux dépens des Provinces Unies, & l'autre tiers devoit être fourni par les Etats de Liège, pour être employés à la défense de cet Evêché, & des frontières des Provinces Unies, particulièrement à celles de Brabant, de Gueldre, & des Pays d'Outremeuse ; & cette alliance ne devoit durer que jusqu'à la fin de Mai, après lequel on pourroit la proroger ou renouveler. Mais cela n'eut point d'effet, tant parce que les Etats vouloient y faire entrer d'autres Princes, & nommément l'Electeur de Brandebourg, que parce que les Liégeois témoignèrent qu'ils ne vouloient pas se mêler des différends que les Etats avoient avec l'Angleterre, non plus que de ceux qu'ils pourroient un jour avoir avec l'Espagne. Ce qui fit connoître que  
l'in-



l'intention des Liégeois étoit, de tâcher de tirer du secours de cet Etat contre le Duc de Lorraine, mais qu'ils n'avoient pas envie de lui en donner contre ses ennemis lorsqu'il en auroit besoin. D'ailleurs comme les affaires de cette nature ne peuvent pas se résoudre sans le consentement exprès de toutes les Provinces, on ne put pas prendre une dernière résolution touchant cette Alliance, que lorsqu'on reconnut qu'elle n'étoit plus nécessaire; parce que l'on commençoit à être persuadé que le Protecteur vouloit faire la Paix, & qu'il la désiroit avec la même passion que l'on avoit pour cela en Hollande: comme elle fut en effet conclüe, de la manière que nous l'avons dit ci-dessus.

Pour dire la vérité, il n'y avoit rien à espérer du côté de l'Empire, où les intérêts de l'Empereur étoient inséparables de ceux de l'Espagne, & plusieurs Princes Catholiques ne s'étoient pas encore détachés de ceux de la France. Il y en avoit qui avoient à démêler avec cet Etat; & on peut poser qu'il n'y en avoit pas un qui ne fut indifférent, ou qui ne tâchât de profiter de la guerre d'Angleterre. Les Princes & les autres Etats du Cercle de Westphalie s'assemblerent à Essen, Ville du Duché de Berg, où ils résolurent de former un Corps de douze-cents chevaux, & de deux-mille huit-cents hommes de pied; ce qui ne pouvoit pas manquer de donner quelque jalousie à cet Etat. L'Empereur avoit donné l'Investiture de l'Ameland, qui est une des Isles qui couvrent la Province de Frise, à un nommé Ernest Zuhm, & avoit envoyé à la Haye George de Plettenberg, pour réquerir les Etats de souffrir qu'il en prît possession. Ils avoient témoigné autrefois, qu'ils ne souffriroient point que l'Empereur étendît son pouvoir jusques dans une Isle qui est si considérable, & qui fait partie d'une des plus importantes des Provinces Unies. Et comme Plettenberg n'avoit point de Lettres de Créance, mais seulement une espèce de Passeport, on se servit de ce prétexte pour le renvoyer, sans faire aucune réflexion sur les instances qu'il fit pour cet effet, non plus que sur la réparation qu'il demanda, de ce que les Vaisseaux de cet Etat attaquoient les Navires Anglois sur l'Elbe.

Le véritable intérêt de l'Electeur de Brandebourg l'obligeoit à être bien avec les Provinces Unies, qui seules sont capables de l'aider à conserver ses Pays de Cleves, qu'il n'a conquis, & dont il ne se peut assurer la possession, que par leur moyen. Cette Alliance le faisoit considérer dans l'Empire, & lui étoit d'ailleurs très-avantageuse; mais il vouloit les engager à la protection des autres Provinces qu'il possède, même de celles qu'il a au milieu & aux dernières extrémités de l'Allemagne. Quelques-unes des Provinces-Unies qui le considéroient comme l'Oncle du Prince d'Orange, & comme celui qui avoit témoigné le plus de zèle pour cette Maison, vouloient que le Traité comprit l'Electeur avec tout ce qu'il possédoit, ou du moins avec les Provinces de la succession de Juliers, la Poméranie, & la Prusse, parce que ces deux dernières étoient situées sur la Mer Baltique, & pouvoient avoir quelque communauté d'intérêt avec cet Etat pour le Commerce. Les autres Provinces jugeoient au contraire que leurs intérêts ne permettoient pas que l'Etat portât ses armes en des

*Différend  
avec l'Empe-  
reur.*

*Négociation  
avec le Bran-  
debourg.*

1654.

Pays si éloignés, & refusoient de contribuer à la grandeur d'un Prince qu'ils regardoient comme ennemi de leur Liberté. Aussi n'en fit-on rien pendant l'année 1653. On se contenta de gagner du tems, & de l'amuser, pour l'empêcher de se jeter dans des intérêts contraires; quoiqu'on ne dût pas craindre qu'il s'alliât avec le Parlement d'Angleterre, après les engagements qu'il avoit pris avec le Roi.

*Les Etats députent en Portugal.*

Il n'y avoit point de Ministre de Portugal à la Haye en ce tems-là. Mais sur les ouvertures d'un accommodement qui avoient été faites à Lisbonne au Consul Hollandois, on résolut d'y envoyer Gisbert Rudolphi de Nidek, Avocat de la Compagnie des Indes Occidentales, & de comprendre dans la Commission le même Consul Gauthier van den Houwe. Ils partirent au commencement de Mai, & revinrent vers la fin de l'année, ayant fait un voyage inutile, parce qu'ils n'avoient rien pu obtenir du Conseil de Portugal. L'Etat ne demandoit pas la restitution des Forts; & vouloit bien laisser tout le Pays aux Portugais, & même la Côte depuis Seregippé del Rey jusqu'à Rio Langlada en la Capitanie de Fernambouc, avec tous les droits & revenus; & ce moyennant une somme dont on conviendrait: & que le Récif, la Ville Maurice, & les Forts qui en dépendent, avec les Villes d'Olinde & de Fernambouc demeureroient à la Compagnie, & depuis Rio Langlada vers le Nord jusqu'à Certan, comprenant les Capitannies de Hamerna, Gayonna, Paraíba, Rio Grande, & Siarra. Que les Hollandois qui avoient des *Ingenios*, ou moulins à sucre, dans la Capitanie de Fernambouc, en pourroient jouir & disposer, y pourroient faire leur trafic, & y auroient la liberté de conscience, comme ils l'avoient en Portugal. Le Conseil de Lisbonne vouloit traiter pour les Indes Orientales aussi bien que pour le Brésil; mais les Députés n'avoient ni ordres, ni pouvoir pour cela. Ainsi ils ne purent rien conclure.

*Mais inutilement.*

*Affaires du Brésil.*

Les affaires du Brésil étoient cependant dans un très-déplorable état. Le Conseil qui y avoit la direction des affaires, & qui étoit composé de gens ignorans, ou intéressés, avoit envoyé représenter aux Etats, & à la Compagnie, l'extrême misère que l'on y souffroit déjà, & dont on étoit menacé pour l'avenir. Le Sr. Michel van Gogh, que le Conseil avoit député pour cela, remontra en Hollande: Qu'au Brésil on ne manquoit pas seulement de tout ce qui étoit nécessaire pour repousser les efforts que les Portugais y alloient faire par le moyen de l'armement de trente Vaisseaux qui se faisoit à Lisbonne, mais aussi des moyens ordinaires, sans lesquels il étoit impossible de subsister, & de vivre. La guerre d'Angleterre occupoit toutes les forces de l'Etat; la Compagnie n'en avoit point qu'elle pût opposer aux Portugais, & ne pouvoit pas seule entreprendre le puissant armement sans lequel le Brésil alloit se perdre infailliblement, & se perdit bientôt en effet.

*Hemsteede meurt.*

*Les Etats d'Hollande précèdent les Etats Généraux.*

Nous avons parlé plus d'une fois d'Adrien Pauw, Seigneur de Hemsteede, Conseiller Pensionnaire d'Hollande & Westfrise. Il mourut le 21 Février 1653, & on remarqua à son enterrement, que les Députés des Etats d'Hollande, comme Souverains de la Province, & Seigneurs du Territoire, y prirent rang devant les Etats

tats



tats Généraux dans les Cérémonies qui se faisoient pour les obsèques de leur Ministre, qui n'étoit pas au service de l'Etat en général. Il étoit fils de Regnier Pauw, qui étant Bourguemaître d'Amsterdam avoit eu beaucoup de part aux intrigues de 1618, & de 1619, & avoit bien contribué à la mort violente de Jean d'Olden-Barneveld, premier Ministre de la Province. Le fils avoit passé par les plus grandes Charges & les plus importants emplois de la Province & de l'Etat. Il com-<sup>Les charges d'Heemstedes</sup> mença par celle de Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, laquelle lui donnant entrée dans l'Assemblée des Etats d'Hollande, lui ouvrit aussi la porte aux plus importants emplois où on se servit depuis de lui, comme à plusieurs Ambassades en France, en Angleterre, & à Munster; à la Chambre des Comptes du Domaine d'Hollande, d'où il fut tiré en 1631 pour occuper le poste de Conseiller Pensionnaire. Il résigna cet emploi entre les mains de ses Maîtres en 1636, étant alors Ambassadeur en France. Car ayant un ordre bien précis de n'en point revenir sans permission expresse, & croyant ne la pouvoir obtenir que par la démission de sa charge de Conseiller Pensionnaire, où il s'étoit fait tant d'envieux, de jaloux, & d'ennemis, il résolut de s'en défaire, & reprit en la Chambre des Comptes sa place qu'il s'étoit réservé. Mais après la résignation volontaire de Jacob Catz, & dans l'incertitude où on étoit de ce que deviendrait l'affaire d'Angleterre, les Etats d'Hollande le prièrent, en 1651, de se charger de la direction de leur Assemblée, & l'y convièrent par de si grands avantages qu'il ne crut pas devoir s'en défendre.

Immédiatement après son décès les Etats d'Hollande jet-<sup>J. de Witt Conf. Pensionnaire d'Hollande.</sup> tèrent les yeux sur M. Jean de Witt, pour faire les fonctions de cette Charge par provision & en attendant qu'ils en disposassent du consentement unanime de toute l'Assemblée. On lui devoit cette justice parce qu'il étoit Pensionnaire de la première Ville de la Province; mais ils y considéroient bien autant le mérite de sa personne, qui n'a jamais été plus éminent en aucun Ministre du Pays. C'est pourquoi ils le jugèrent digne de cet important emploi, & l'y confirmèrent par une Résolution formelle du 24 Juillet de la même année. Le Magistrat de Dordrecht le dispensa de son serment, & lui permit d'entrer au service des Etats de la Province pour cinq ans; de sorte qu'il en fit le serment, & commença en même tems à en faire les fonctions. Ceux qui voudront se donner la peine de lire cette Histoire jugeront de quelle manière il s'en est acquitté, & s'en acquitte encore présentement que j'écris ceci, le même jour qu'au bout de quinze années de services les Etats d'Hollande le convient de les leur continuer, & l'y obligent par de plus grands avantages & par de plus glorieuses marques de reconnoissance que ses prédécesseurs aient jamais obtenus, & que peu de ses successeurs mériteront.

Il est fils de M. Jacob de Witt, qui après avoir été arrêté en 1650, & envoyé prisonnier au Château de Loevestein avec

1654. les autres Députés, contre les Priviléges du Pays & au préjudice de la fureté qui est due aux Etats, mérita de sa Ville l'illustre Eloge dont il a été parlé ailleurs, & qui après avoir passé par les plus grands emplois que la Ville de Dordrecht pouvoit lui donner, tant chez elle que pour les affaires de la Province dans l'Assemblée des Etats Généraux, & dans les Ambassades, a eu une place dans la Chambre des Comptes du Domaine, qui est la retraite la plus honorable qu'un Ministre puisse faire en ces Pays.

*Avantages  
que les Etats  
d'Hollande font  
à Jean de Witt.*

Les prérogatives qu'on accorda à son fils, avec sa Commission, furent que les Etats d'Hollande lui donnèrent séance après ses cinq années de service, ou bien plutôt, s'il vouloit être déchargé de son emploi devant ce tems, en qualité de Conseiller dans celle des deux Cours de Justice qu'il voudroit choisir, & d'y prendre son rang de réception du jour de cette Résolution. Ils jugèrent aussi qu'ils ne pouvoient pas lui refuser un Acte d'indemnité semblable à celui qu'ils avoient donné au Sr d'Heemsteede, & lui permirent encore d'ouvrir & de lire les Lettres qu'on lui apporteroit pour les Etats d'Hollande pendant qu'ils ne seroient pas assemblés.

*La Cour  
d'Hollande fait  
le procès à son  
Président.*

Les mêmes Etats d'Hollande avoient permis, en 1650, que la Cour Provinciale d'Hollande procédât contre son Président, que l'on accusoit de corruption, crime dont sa femme avoit été convaincue. On interdit le Président de sa Charge, & les Etats d'Hollande ne laissèrent pas de maintenir la Sentence, nonobstant les remontrances des Etats de Zéelande, qui l'avoient nommé à cette Charge. Il mourut pendant ces contestations, & en cette année les Etats d'Hollande pourvurent de cet Office Maître Jean Dedel, Doyen des Conseillers. Sa réception se fit avec des cérémonies assez remarquables, & d'autant qu'il n'en sera point parlé ailleurs, il ne sera pas hors de propos d'en dire ici les particularités.

*Réception  
d'un nouveau  
Président.*

Après que le Conseiller Pensionnaire les eut toutes ajusté avec les Députés de Zéelande, & qu'ils eurent arrêté pour cela le 28 jour d'Octobre, il se rendit sur les huit à neuf heures du matin avec MM: d'Obdam & van der Myl, qui étoient du Corps de la Noblesse de la Province, dans une des antichambres de la Salle de l'Assemblée, & ayant été avertis que MM. Veth, van der Nieffe, & Lucas, Députés de Zéelande, alloient arriver, van der Myl & de Witt les allèrent recevoir au pied de la montée, & leur cédèrent la main & le pas en les conduisant. Les uns & les autres étant entrés dans la Chambre, M. d'Obdam après avoir dit un mot de civilité à la compagnie, prit place au haut bout de la table, & après lui du côté de la cheminée les Députés d'Hollande, avec le Secrétaire qui y étoit pour signer l'Acte de serment que le Président devoit faire. Les Députés de Zéelande s'affirent de l'autre côté de la table. Après cela de Witt demanda à ces Députés, s'ils vouloient qu'on lût & qu'on collationnât la Commission & l'Instruction; ce qui n'ayant pas été jugé nécessaire, il demanda s'il ne seroit pas à propos de faire faire serment au Président, non seulement sur son Instruction, mais aussi sur l'ampliation.



pliation faite en 1644 contre les presens & les corruptions. Les Députés de Zéelande dirent qu'ils ne doutoient point que l'intention de leurs Principaux ne fût conforme à celle des Etats d'Hollande ; mais que d'autant que cette ampliation étoit l'ouvrage de la Hollande où la Zéelande n'avoit point eu de part, ils ne prétendoient pas en prendre connoissance. Cela fait on fit entrer Dedel, que l'on fit asseoir sur un siège à dos derrière les Députés de Zéelande, où on lui fit faire le serment, dont le Secrétaire fit lecture, & ensuite il donna la main à tous les Députés, qui lui firent civilité sur sa nouvelle Dignité. Après cela d'Obdam & van der Myl ayant pris le Président au milieu d'eux, sortirent, les autres Députés les suivant deux à deux, savoir de Witt avec Veth, & Van der Nieffe avec Lucas. Au bas de la montée les trois Députés d'Hollande entrèrent avec le Président dans un carrosse, & les Députés de Zéelande dans un autre. Etant arrivés à l'escalier de la Grande Salle, tous les Députés mirent pié à terre, & conduisirent le Président en la même manière jusqu'à la porte de la Chambre du Conseil, où tous les Députés entrèrent les premiers & le Président après eux. En entrant dans la Chambre ils trouvèrent les Conseillers de la Cour assis du côté gauche de la table, afin que les Députés pussent occuper les sièges qui étoient posés du côté droit, en laissant la première place du même côté vuide pour le Président, qui se tenoit cependant dans le respect au bout de la table, du côté de la Buvette, sans s'asseoir. Il y demeura jusqu'à ce que tous les Députés fussent assis, & jusqu'à ce que de Witt eût dit : „ Que les Etats d'Hollande avoient jugé à propos, du consentement de ceux de „ Zéelande, de remplir la Charge de Président, vacante par le „ décès du dernier Président, de la personne de Maître Jean „ Dedel. ” Le Doyen des Conseillers répondit après que le Président eut remercié les Etats de sa nouvelle Dignité, & les Députés de la peine qu'ils avoient prise. Alors tout le monde se leva, & les Députés sortirent, conduits par les quatre plus anciens Conseillers jusqu'au degré par lequel on descend dans la Salle, que les Députés traversèrent, marchant deux à deux jusqu'au bas du degré qui conduit à l'antichambre des Etats d'Hollande, où les Députés cédèrent encore la place d'honneur à ceux de Zéelande. Ils ne demeurèrent dans l'antichambre qu'autant de tems qu'il en falloit pour se dire qu'il ne s'étoit rien passé dans cette cérémonie qui ne fût dans l'ordre, ce dont les uns & les autres avoient sujet d'être satisfaits. Et après que les Députés d'Hollande eurent reconduit ceux de Zéelande jusqu'en bas, ils se séparèrent tous.

Il avoit été arrêté dans la Grande Assemblée de 1651, qu'en suite de l'Amnistie générale, sans laquelle les Députés de Frise a-  
voient refusé de consentir à la clôture de l'Assemblée, & aux *La Hollande réveille les affaires de 1650.*  
Résolutions qui y avoient été prises, on ôteroit des Régîtres du Greffe des Etats Généraux non seulement les Résolutions des 5. & 6. Juin 1650, par lesquelles le feu Prince d'Orange avoit voulu justifier ce qui s'étoit passé à l'égard des Députés qui furent emmenés au Château de Loevestein, & du Siège d'Amsterdam, mais aussi toutes les autres Résolutions qui avoient été prises en suite de celles-là, & particulièrement celle du 18 Août de la même

1654.

*La Ville d'  
Amsterdam  
prétend d'être  
dédommagé.*

*Le procédé du  
Prince d'Oran-  
ge censuré.*

*Les Etats de  
Frise licencient  
leurs Troupes.*

me année. Lorsque la Ville d'Amsterdam fut assiégée, bloquée, ou investie, le Magistrat promit de s'accommoder au sentiment des autres Provinces à l'égard de l'Etat de la guerre, & du licenciement des troupes. Et après cela les Provinces arrêterent par la Résolution dont je viens de parler, prise du consentement de tous les Alliés; Que l'Etat de la guerre ainsi qu'il avoit été dressé par le Conseil d'Etat, de l'avis du Prince d'Orange, & du Comte de Nassau, Gouverneur de Frise, seroit reçu, de sorte que les Etats des Provinces particulières ne pourroient pas licencier ou réformer les troupes de leur autorité particulière, ni par une Résolution Provinciale, & que les différends qui naistroient à l'avenir dans, ou entre les Provinces sur ce sujet, seroient réglés par les Gouverneurs. La Hollande prétendoit que son acquiescement lui avoit été extorqué par la force des armes, & que c'étoit une violence qu'on avoit faite à sa liberté. C'est pourquoi elle vouloit que toutes ces Résolutions fussent biffées & ôtées des Régîtres des Etats Généraux. Elle faisoit faire des instances continuelles pour cela; mais elles étoient éludées par les artifices de quelques-uns des Députés des autres Provinces, qui couvroient leur refus & leurs remises d'un assez mauvais prétexte, en faisant accroire que cela ne se pouvoit pas faire sans les ordres exprès des autres Provinces. De sorte que ceux d'Hollande ennuyés de ce procédé, protestèrent le 7 Mars; Que si les autres Provinces ne satisfaisoient à cette condition, ils prétendoient n'être pas obligés de demeurer dans les termes de l'Amnistie. Non contents de cette Déclaration ils prirent, le 30 Mai, une Résolution qui en effet n'effaçoit pas la mémoire de celles qu'ils vouloient faire ôter des Régîtres, mais au contraire les flétrissoit d'une marque indélébile afin que la postérité ne pût jamais douter de leurs sentimens. Le Magistrat d'Amsterdam avoit souvent porté à l'Assemblée des Etats de la Province les plaintes de ce que la Ville avoit souffert en 1650, & comme elle soutenoit qu'elle n'étoit entré en contestation avec le feu Prince d'Orange que pour le Bien Public & pour la conservation de la Liberté de la Province, elle prétendoit être dédommagée de la perte qu'elle y avoit faite, & qu'on la remboursât de la dépense qu'elle avoit été contrainte de faire pendant la Sièges. Et les Etats d'Hollande jugeant qu'elle avoit raison, déclarèrent: „ Qu'ils reconnoissoient, qu'en effet le Ma-  
„ gistrat d'Amsterdam en se mettant en devoir de défendre la  
„ Ville, avoit rendu un très important service à l'Etat, & qu'il  
„ méritoit qu'on l'en remboursât; le priant par une autre Résolu-  
„ tion, du 26 Juin, de faire des Cahiers de fraix pour en être  
„ remboursé après qu'on les auroit vu & qu'ils auroient été éxa-  
„ minés par l'Assemblée. ” On ne pouvoit pas plus solennelle-  
ment condamner le procédé du Prince d'Orange & sa mémoire,  
ni faire voir plus évidemment aux autres Provinces, que la Hol-  
lande chercheroit à se faire justice elle-même si elle ne la pou-  
voit pas obtenir de ses Alliés.

Il arriva cette année une chose qui justifia bien fort ce que les Etats d'Hollande avoient fait en 1650, en soutenant: Que de leur autorité particulière ils pouvoient discontinuer de payer les troupes, & décharger leurs finances. Dès l'année passée les Etats Généraux avoient



avoient résolu, du consentement unanime de toutes les Provinces : 1654.  
 Que toutes les Compagnies d'Infanterie seroient renforcées de vingt-cinq hommes. Les États de Frise firent cette recrue comme les autres; mais ils les licencièrent au bout de l'an. Les autres Provinces s'en plaignirent; mais la Hollande dit, que ceux de Frise n'avoient péché que contre les formes. Que si ils n'avoient point consenti à cette nouvelle levée, ou s'ils n'y avoient consenti que pour quelque tems, il falloit qu'ils fissent savoir leurs intentions aux Alliés, afin que sur leurs remontrances l'Etat les eût déchargé; & que faute de cela ils auroient pu cesser de payer les vingt-cinq hommes. C'est ainsi que les États de Frise firent en 1654 ce qu'en 1650 ils avoient condamné en ceux d'Hollande.

Il sembloit que tout contribuât à la ruine de la Maison d'Orange. Les deux Princesses, la veuve, & la mère du Prince défunt, plaidoient pour la tutele du jeune Prince, l'une & l'autre aux dépens du pupille. L'Electeur de Brandebourg qui appuyoit les prétentions de sa belle-mère contre celles de la Princesse Royale, avoit des amis en Hollande, & la fortune du Roi de la Grande Bretagne n'y en ayant point, elle ne se faisoit pas fort considérer. Mais la Princesse Royale ne laissa pas de trouver de la protection à la Cour Provinciale, qui lui adjugea, par sa Sentence du 30 Janvier, les quinze-mille livres Sterlings de revenu que le Prince lui avoit laissé par son testament & par son codicile, pour lui tenir lieu de Douaire, affectant au payement de cette somme les terres & les domaines qui y sont exprimés, & la Cour lui donna la disposition de tous les Offices & Bénéfices qui en dépendent. Mais cette dernière clause fut réformée depuis par le Grand Conseil, auquel la Princesse Douairière appella de la Sentence de la Cour Provinciale.

*Contestation  
entre les deux  
Princesses d'Orange.*



# HISTOIRE

## DES

### PROVINCES UNIES.

#### LIVRE HUITIEME.

##### SOMMAIRE.

*Suites de l'Exclusion du Prince d'Orange en Hollande, & dans les Provinces. Députation aux Princesses d'Orange. Lettre de Cromwell. Apologie de la Hollande. Les Etats dédommagent les Anglois pour le Roi de Danemarck. Et la Compagnie Angloise. Les Etats veulent rouvrir l'Escaut. Troubles en Overysse. Le Prince d'Orange nommé Gouverneur de cette Province, & le Comte de Nassau son Lieutenant. Les Hollandois chassés du Bresil par les Portugais. Procès de Schonenbourg, Haes, & Schoppe. Le Roi de Portugal traite avec Cromwell. Qui fait trancher la tête au frère de l'Ambassadeur de cette Couronne. Abdication de la Reine Christine. Proscription du Prince de Condé. Charles-Gustave Roi de Suède. Siège de Brême. En faveur de laquelle les Etats envoient des Députés au Congrès de Staden. Traité entre la Suède & Brême. Le Duc de Lorraine arrêté. Négociation avec la Pologne. Ministre du Czar à la Haye. Incendie du Magasin à poudre à Delft, & ses terribles effets. Cromwell fait la guerre à l'Espagne. Il se ligue avec la France. Victoires des François en Flandre. Reproches & menace de l'Ambassadeur de France à la Haye. Droit de Frêt établi en France.*

1654.

*Suites de l'  
Exclusion du  
Prince d'Oran-  
ge.*



Exclusion du Prince d'Orange faisant une des premières conditions du Traité de Londres, & ayant été négociée séparément par Cromwell avec les deux Ambassadeurs Hollandois, sans la participation de celui que la Frise avoit nommé à l'Ambassade, Beverningk & Nieuwpoort se trouvèrent fort en peine. Ils savoient que les autres Provinces n'y consentiroient jamais, & que ce ne seroit pas sans grande difficulté qu'ils justifieroient leur procédé dans l'Assemblée d'Hollande. Cette Province vouloit sortir de la guerre en toutes les façons; mais toutes les Villes ne savoient pas à qu'elles conditions on en sortoit. Il n'y avoit que peu de confidens à qui le secret eut été communiqué. Néanmoins comme ce qui paroïssoit du Traité étoit conforme aux intentions, & aux sentimens de tous, l'Assemblée fit de si grandes instances auprès des Etats Généraux, qu'ils le ratifièrent dès le lendemain qu'il leur fut communiqué, justement huit jours après qu'il eût été signé à Londres. Il avoit été résolu dès le mois de Février, que sur l'avis que les Ambassadeurs donneroient par un Exprès de la signature du Traité les Etats Généraux le ratifieroient incontinent, sans qu'on le communiquât aux Provinces.

*Ratification  
du Traité de  
Londres.*

Les



Les Conseillers Députés d'Hollande avoient convoqué les Etats de leur Province exprès pour cela, & ceux-ci étant partis de chez eux à Lettre vue, ratifièrent le Traité dès qu'ils furent arrivés à la Haye, & eurent soin d'envoyer leur Ratification en Angleterre avec la même diligence, avant que le secret de l'Exclusion pût être éventé. Dès qu'ils furent assemblés il fallut parler de l'affaire importante pour laquelle on les avoit convoqué extraordinairement.

*Précaution de quelques Députés des Etats d'Hollande.*

Après l'ouverture le Conseiller Pensionnaire convia tous les Députés de faire un serment exprès & solennel, non seulement de ne point révéler le secret qu'il avoit à leur communiquer, mais même de ne point dire à personne qu'on les eût obligé à faire un serment particulier, à cause de l'importance de l'affaire. Le serment étant fait, de Witt dit, que l'on avoit la Paix, mais avec la condition expresse de l'Exclusion du Prince d'Orange & de toute sa postérité des Hautes Charges que ses prédécesseurs avoient possédé dans l'Etat. Toute l'Assemblée témoigna d'en être surprise, & ceux qui y avoient eu le plus de part firent le plus les étonnés. Lorsqu'on vint à opiner, ceux qui savoient l'intention de leurs Principaux, ou qui ne pouvoient pas douter qu'ils ne les disposassent à ce qu'ils désiroient, opinèrent résolument pour l'Exclusion. Mais d'autant que le nombre de ceux-ci étoit bien petit, & que la plupart des autres Députés ne pouvoient pas répondre de la volonté & de l'intention de leurs Principaux sur cette affaire, il fut trouvé bon qu'ils feroient un tour dans leurs Villes, pour y aller prendre les derniers ordres, & que devant que de partir ils promettoient de garder le secret, en sorte que l'ouverture ne fût communiquée qu'aux Bourguemaitres, & à ceux sans qui on ne pouvoit pas absolument prendre une si importante résolution.

*On fait ouverture de l'Exclusion dans l'Assemblée des Etats d'Hollande.*

Les Députés revinrent au bout de quelques jours, mais avec des sentimens bien differens. Les uns approuvèrent absolument tout ce que les Ambassadeurs avoient fait, & consentirent à l'Exclusion; les autres s'y opposèrent directement, & il y en eut qui déclarèrent qu'ils ne feroient point de difficulté d'acquiescer à l'Exclusion, pourvu que la Résolution en fût prise du consentement unanime des Nobles de la Province & de toutes les Villes, sans en excepter une seule. Ces contestations occupèrent & consumèrent plusieurs séances, & alloient détruire le grand ouvrage de la Paix, si ceux qui avoient le plus de zèle pour la Liberté n'eussent fait résoudre, à la pluralité des voix, quatorze étant pour l'Exclusion, & cinq s'y opposant: Que l'Acte d'Exclusion seroit expédié. Il le fut en même tems, & avant que l'Assemblée fut levée; mais en des termes qui devoient apparemment contenter le Protecteur, & ne faisoient point de préjudice à la Souveraineté, ni à la Liberté de la Province d'Hollande & Westfrise. Cet Acte portoit: „ Que les Etats d'Hollande & Westfrise ex-  
„ cluoient pour jamais le Prince d'Orange de la Charge de Gou-  
„ verneur de cette Province, & promettoient qu'ils ne l'aide-  
„ roient, & ne l'appuyeroient point de leur suffrage pour obtenir  
„ celle de Capitaine Général des armées des Provinces Unies, ou  
„ d'Amiral de la Mer.” On l'envoya aussitôt en Angleterre; mais

*Differens sentimens des Etats d'Hollande.*

*On envoie l'Acte d'Exclusion en Angleterre.*

1654. on ordonna aux deux Ambassadeurs de n'en parler à personne, de ne pas faire connoître qu'ils l'eussent, & de s'employer auprès de Cromwell à ce qu'il se contentât du Temperament qui faisoit le dernier Article du Traité.

*Sentimens de  
la Ville d'Haer-  
lem.*

Les Députés d'Haerlem qui s'étoient faits Chefs du parti contre l'Exclusion, se servirent de la bouche de M. Albert Ruyl, leur Pensionnaire, l'un des six Députés qui avoient été arrêtés en 1650, & déclarèrent, „ Que les deux Ambassadeurs avoient affecté de  
„ faire un secret de cette affaire aux Etats de la Province, bien  
„ qu'incontinent après qu'ils furent retournés en Angleterre ils  
„ ne pussent plus ignorer l'intention du Protecteur. Qu'il falloit  
„ leur faire rendre compte de cette action après qu'ils seroient  
„ revenus. Pour eux; qu'ils jugeoient que bien loin d'être obli-  
„ gés par le serment qu'ils avoient fait, ils ne pouvoient pas se  
„ dispenser d'en faire part aux Provinces Alliées. Que l'Acte  
„ d'Exclusion qu'on alloit faire partir, blessait la Liberté de l'E-  
„ tat & la mémoire des Princes d'Orange, prédécesseurs de ce-  
„ lui-ci. Qu'il étoit injurieux à l'Etat, & qu'il seroit sans doute  
„ considéré & condamné comme tel de tout le monde. Que leur  
„ Ville n'y consentiroit point, mais qu'elle prétendoit aviser avec  
„ les autres Membres de la Province & de l'Union à ce qu'ils  
„ auroient à faire dans cette conjoncture; & qu'ils ne croyoient  
„ pas être tenus de garder le secret pour lequel on leur avoit fait  
„ faire le serment. Au reste qu'il valoit bien mieux sans compa-  
„ raison continuer de faire la guerre, que d'acheter la paix à ce  
„ prix-là, & à des conditions si honteuses.”

*De Leyde.*

Le Magistrat de Leyde avoit résolu tout d'une voix, que ses Députés auroient ordre de s'opposer à la Résolution que les Etats d'Hollande pourroient prendre pour l'Exclusion, parce qu'il jugeoit, qu'elle étoit préjudiciable à la Liberté & à la Grandeur de l'Etat en général & à celles de la Province d'Hollande en particulier.

En toute la Zuyd-Hollande il n'y eut que ces deux Villes qui se déclarèrent formellement contre l'Exclusion.

*D'Alckmaer.*

Dans la Nord-Hollande les Députés d'Alckmaer dirent, que l'Acte d'Exclusion étant couché dans les termes que l'on prétendoit y faire entrer, pourroit produire de grands désordres dans la Province & dans l'Etat, & étoit préjudiciable à la liberté de l'une & de l'autre.

*D'Enckhuysen.*

Ceux d'Enckhuysen protestèrent, qu'ils ne consentiroient point à l'Exclusion, mais qu'ils se tenoient au Temperament.

*D'Edam.*

Les Députés d'Edam déclarèrent, qu'ils ne feroient point de difficulté d'acquiescer à ce qu'on résoudroit pour, ou contre l'Exclusion, & de suivre l'exemple & le sentiment des autres Membres de l'Assemblée s'ils y voyoient un consentement général & unanime. Mais que puisqu'il n'y étoit pas, & que les Villes n'étoient pas d'accord entre elles, ils n'y pouvoient pas consentir non plus. On remarqua dans l'avis de cette petite Ville, que dans une affaire qu'elle jugeoit elle-même indifférente, elle aimait mieux entrer dans les sentimens de quatre Villes, que de suivre ceux du reste de la Province. Ces cinq Villes soutenoient qu'il en falloit avertir les autres Provinces, encore qu'à la réserve de  
Leyde



Leyde elles jugeassent toutes, que c'étoit une affaire domestique, & qui regardoit particulièrement la Hollande, de sorte qu'elle pouvoit en disposer sans la participation des autres Alliés. Il y eut cela de particulier dans l'avis de la Ville d'Alckmaer, que ses Députés opinèrent: Qu'il valoit mieux prendre une Résolution générale, qu'à l'avenir on ne feroit plus de Gouverneur de Province du tout, que de la restreindre au Prince d'Orange, & de faire un si cruel outrage à cette Illustre Maison. Comme si on ne faisoit pas un plus grand préjudice à la Province d'Hollande en lui demandant l'Exclusion, qu'en la donnant à la Maison d'Orange!

Les Députés d'Haerlem & de Leyde soutenoient aussi, que cette affaire ne pouvoit pas être réglée à la pluralité des voix, & que le Conseiller Pensionnaire ne la pouvoit pas conclure sans le consentement unanime de tous les Membres, qui y étoit absolument nécessaire, à moins que de manquer à ce qu'il devoit à son Instruction. Ils se fondoient pourtant les uns & les autres sur des principes bien différens, puisque ceux d'Haerlem disoient qu'il étoit question ici de changer la forme du Gouvernement de l'Etat, & ceux de Leyde alléguoient l'Article X. de l'*Union d'Utrecht*, qui porte que la pluralité des voix n'a point lieu quand on délibère de faire la paix ou la guerre. Mais ces deux avis mal fondés ne furent point suivis du tout, & on ne laissa pas de conclure.

Je crois devoir toucher ici en passant une chose fort remarquable. Quelques-unes des Villes qui consentirent à l'Exclusion, prétendant que leur complaisance devoit tenir lieu de mérite, en voulurent tirer de l'avantage. Celles de Schiedam, de Schoonhove, & de Briele qui n'ont toutes trois ensemble qu'un Député au Collège des Conseillers-Députés qui font le Conseil d'Etat, en sorte que ce Député roule, c'est à dire que ces trois Villes n'y en envoient qu'un, de deux en deux ans, & par tour, firent instance à ce qu'on leur permit d'y envoyer chacune un Député qui y eût séance pendant trois ans, comme ceux des autres Villes d'Hollande l'ont dans ce Collège, & que par provision celui de Briele qui avoit achevé ses deux années, fût encore continué pour la troisième avec les Députés des deux autres Villes, à qui on permettroit d'y prendre séance.

La Noblesse prétendoit aussi une place perpétuelle dans la Chambre des Comptes des Provinces Unies, comme elle en a une dans l'Assemblée des Etats Généraux, & au Conseil d'Etat. Et la Ville de Gornighem demandoit qu'on lui permît de députer à l'Assemblée des Etats Généraux, à l'exemple des Villes qui la précèdent dans la même Province. Mais on n'y voulut pas toucher, & l'Assemblée remit cette délibération à une autrefois: témoignant par là que son intention étoit de n'accorder aux Villes d'autres avantages que ceux qu'elles avoient déjà.

On ne pouvoit plus espérer après l'opposition formelle des cinq Villes dont je viens de parler, que l'affaire pût demeurer secrète. Il y eut même des avis différens parmi la Noblesse, quoique le Seigneur de Brederode qui avoit épousé une sœur de la Princesse Douairière, & que par ce moyen il fût grand-oncle du

Prin-

1654.

Prince d'Orange; fût le premier à opiner pour son Exclusion. Ceux qui avoient eu affés de crédit dans les cinq Villes pour y faire prendre des résolutions directement opposées aux sentimens des autres, & qui avoient protesté qu'ils n'étoient plus obligés au secret, avoient leurs intrigues & leurs interêts avec les deux Princesses Douairières, qui sçurent aussitôt tout ce qui s'étoit fait dans l'Assemblée. Les partisans de l'Exclusion appréhendoient que les Bourgeois de la Haye, qui au commencement du mois de Mai se mettent sous les armes à l'occasion de la Foire, ne fissent quelqu'insolence ou désordre. C'est pourquoi les Etats d'Hollande avoient résolu d'y faire entrer quelques Compagnies de Cavalerie & d'Infanterie. Mais elles furent contremandées sur l'assurance que les Capitaines, & autres Officiers de la Bourgeoisie donnèrent, que l'on demeureroit dans le respect & l'obéissance, & qu'il ne se passeroit rien qui pût troubler le repos public.

*Le Député de  
Frise proteste  
contre l'Exclu-  
sion.*

Il est vrai que le peuple ne sçut presque rien de cette intrigue pendant les trois ou quatre premiers jours, & qu'il n'en parloit que par conjecture, & confusément, faisant courir le bruit qu'on alloit faire sortir le Prince d'Orange du Pays; jusqu'à ce que M. Hautbois, Bourguemaître de Snéeck en Frise, Député à l'Assemblée des Etats Généraux de la part de cette Province-là, & Créature de la Maison d'Orange, se trouvant sans Collègue, & n'ayant point d'ordre de ses Principaux, s'avisât de protester en leur nom, de tout ce que les Ambassadeurs Hollandois avoient négocié séparément avec le Protecteur, & fit insérer sa Protestation aux Régîtres du Greffe. Il y disoit: „ Que l'Exclusion-é-  
„ toit une chose contraire à la Liberté & à l'*Union* d'un coté,  
„ & de l'autre très préjudiciable à la personne du Prince d'Oran-  
„ ge, & à l'honneur de l'Etat, à qui la postérité & tous les au-  
„ tres Princes de l'Europe auroient un jour sujet de reprocher  
„ l'injustice de ce procédé. Qu'il déclaroit nulle & de nulle va-  
„ leur toute la négociation particulière des deux Ambassadeurs  
„ Hollandois, & qu'il ne prétendoit pas qu'ils y eussent pu en-  
„ gager, ou intéresser le droit, l'autorité, ou la Souveraineté de  
„ sa Province; mais qu'elle se réservoir de faire pour le main-  
„ tien & pour la conservation de l'*Union* ce qu'elle jugeroit à  
„ propos & nécessaire. Qu'il importoit de faire revenir les Am-  
„ bassadeurs pour leur faire rendre compte de leurs actions. ”

Hautbois n'avoit point d'ordres pour cela. C'étoit un esprit si violent qu'il suivoit toujours, pour ainsi dire, son instinct, sans jamais se captiver à consulter la raison. Il dépendoit entièrement du Comte de Nassau, Gouverneur de Frise, & il s'attachoit aux conseils & aux sentimens d'une personne de qualité, qui ayant couru risque de la vie, en l'an 1651, pour avoir eu trop de part à ce qui avoit pensé perdre la Hollande l'année précédente, vouloit se venger de ceux qui avoient été d'avis qu'on le mît entre les mains de la Justice, & qu'on lui fit son procès. Il en témoignoit son ressentiment assez ouvertement. Il prêtoit son logis aux partisans de la Maison d'Orange, dont quelques-uns s'y assembloient pour faire leurs cabales, & pour délibérer des moyens de renverser la Résolution des Etats d'Hollande, & le Gouvernement present de la République.



1654.

Il y avoit des Députés dans l'Assemblée des Etats Généraux qui en usoient avec plus de modération. Ceux de Gueldre & d'Utrecht dirent : „ Qu'ils se réservoient de dire leur avis lors qu'ils sauroient l'intention de leurs Principaux, qui s'expliqueroient „ après que la Hollande auroit fait connoître la sienne. „ Les Députés de Zéelande dirent, „ Qu'ils jugeoient bien que ce qui s'étoit passé dans cette affaire n'étoit pas conforme aux sentimens „ des Etats de leur Province ; mais qu'ils s'en expliqueroient „ plus amplement lors qu'ils auroient reçu les ordres de leurs „ Principaux sur ce sujet. „ Il n'y eut que les Députés de Groningue, Province du Gouvernement du Comte de Nassau, qui déclarèrent, à l'exemple d'Hautbois : „ Que l'Exclusion du Prince d'Orange ayant été proposée, & ensuite rejetée unanimement par toutes les Provinces, il s'ensuivoit que la négociation „ particulière que les deux Ambassadeurs Hollandois avoient faite pour cela, sans nécessité, à l'insçu & sans le consentement „ des autres Provinces, étoit nulle comme contraire à l'Union, „ & opposée aux ordres exprès que l'on avoit donné aux trois „ Ambassadeurs. „

*Sentimens des  
Députés de  
Gueldre & d'  
Utrecht.  
De Zéelande.*

*De Groningue.*

Après cela les deux Princesses Douairières représentèrent, tant aux Etats Généraux, qu'à ceux d'Hollande : „ Qu'elles avoient „ de la peine à se persuader que le bruit qui couroit de la Résolution que ceux-ci avoient prise touchant l'Exclusion du „ Prince d'Orange, fût véritable. Que les services des Princes de „ cette Maison, l'âge tendre & innocent de celui qui en étoit „ seul resté, l'affection que les Etats avoient toujours eu pour „ ses prédécesseurs, & l'intérêt que le Prince d'à présent avoit à „ la conservation de l'Etat en général, & à celle de la Hollande en particulier, les empêchoient de croire que celle-ci fût „ capable de prendre une si étrange Résolution : priant les Etats „ d'Hollande, en cas qu'ils l'eussent prise en effet, de la révoquer, „ & d'en empêcher l'exécution. Elles prioient aussi les Etats „ Généraux de s'employer pour cela auprès des Etats d'Hollande. „ Mais ni les remontrances des Princesses, ni les Déclarations des Provinces ne produisirent autre chose, sinon que les Etats d'Hollande redoublèrent les ordres qu'ils avoient déjà donné aux deux Ambassadeurs, de continuer leurs instances auprès du Protecteur, & de tâcher de lui persuader de se contenter du Temperament.

*Remontrances  
des deux Princesses  
d'Orange.*

Il y en avoit qui croyoient, & ils y en a encore qui font semblant de croire, que l'Exclusion étoit l'ouvrage de quelques Députés & Ministres d'Hollande, qui avoient sujet de n'être pas fort satisfaits de la conduite du dernier Prince d'Orange, & que le Protecteur qui ne pouvoit pas craindre celui-ci de plus de vingt ans, n'y avoit consenti & insisté que pour faire plaisir à ceux qui pouvoient le servir en cette Province. Le Gouverneur de Frise ne craignoit pas de le dire hautement ; & sur ce principe les partisans de la Maison d'Orange produisirent encore d'autres Députés de la même Province, qui bien que sans ordre de leurs Principaux, s'assurant de l'aveu & de la protection du Gouverneur, qui étoit tout-puissant, firent enrégistrer une seconde Déclaration, sans comparaison plus aigre & plus offensante que la première.

*L'opinion que  
l'on a de ceux  
qui ont négocié  
l'Exclusion.*

*Les Députés  
de Frise font  
enrégistrer une  
seconde Déclaration.*

1654.

Ils y disoient, „ Que les Etats d'Hollande avoient violé l'Union, „ & qu'ils avoient attenté à la Souveraineté & à la Liberté des „ Délibérations des autres Provinces. . Qu'elle agissoit directe- „ ment contre le Traité particulier qu'elle avoit avec la Zéelande, „ contre les Déclarations qu'elle avoit faites dans la Grande As- „ semblée, en 1651, & contre la Résolution qu'elle avoit prise „ avec les autres Alliés le 19 Fevrier dernier. Que les Etats „ d'Hollande eux-mêmes n'avoient point eu de connoissance de cet- „ te affaire, mais que c'étoit la production de l'esprit de quelques- „ uns, qui s'étoient servis de Beverningk & de Nieuwpoort, & „ avoient pris pour prétexte une illusion & une nécessité imagi- „ naire. Que c'étoit une marque de la dernière ingratitude que „ l'on avoit pour la Maison d'Orange, & d'une grande infidélité „ à l'égard du jeune Prince, à qui la Hollande devoit sa prote- „ ction comme à son Pupile, à son Sujet, au premier de ses ha- „ bitans & au Filleul, de l'Etat. Que ceux qui avoient eu cette „ basse complaisance pour le Protecteur, seroient aussi capables de „ lui céder la Souveraineté de l'Etat, & d'en trahir la Liberté. „ Que c'étoit aux Etats Généraux à disposer de la Charge de „ Capitaine Général, & non à ceux d'Hollande. Enfin qu'ils espe- „ roient que les autres Provinces seconderoient le zèle que la „ Frise avoit pour la conservation de l'Union.”

*Les Etats d'Hollande veulent obliger les Députés de Frise à retirer leur Déclaration.*

*Leur réponse à la Déclaration.*

Les Etats d'Hollande qui savoient que cette Pièce avoit été forgée dans la Boutique qui avoit fourni de si dangereux conseils en 1650, ne voulurent pas s'arrêter aux incongruités dont cette protestation étoit remplie, & se contentèrent de prier les Députés de Frise de la retirer du Greffe, afin qu'il n'y en restât point de mémoire dans les Régîtres. Mais ils n'en remportèrent qu'un refus, qui les obligea à y répondre. Ils disoient dans leur Réponse: „ Que ce n'étoit pas leur dessein d'entrer en contestation avec les Députés de Frise, après la manière désobligeante & incivile dont ils en avoient usé en remplissant leur Ecrit d'injures, d'invectives, de faussetés, & d'impudentes calomnies, mais incapables de faire impression dans l'esprit des personnes raisonnables. Que pour donner quelque satisfaction aux autres Alliés, ils se contenteroient de protester, qu'ils ne savoient pas, & ne croyoient pas non plus que les Etats d'Hollande eussent fait négocier en Angleterre quoique ce soit où l'Etat en général se trouvât intéressé.”

*Ils en écrivent aux Etats de Frise.*

Les Etats d'Hollande non contents d'avoir témoigné leur ressentiment sur ce sujet dans l'Assemblée des Etats Généraux, écrivirent à ceux de Frise, & se plaignirent de leurs Députés, aussi bien que des termes qu'ils avoient employé en leur Ecrit, qu'ils disoient être indignes de personnes de cette qualité, & de l'illustre Assemblée où ils avoient été prononcés. Qu'on les accusoit d'avoir violé l'Union, & de vouloir empiéter sur la Souveraineté des autres Provinces. Mais que leur intention étoit d'observer religieusement l'une, & d'aider de toutes leurs forces à conserver l'autre.

*Qui n'approuvent pas le procédé de Hautbois.*

Cependant Hautbois étant allé en Frise n'y put pas faire approuver la précipitation avec laquelle il avoit prostitué sa Province avant qu'il fût assuré de la jonction & des sentimens des autres.



tres. Il n'y réussit pas non plus aux devoirs qu'il y fit pour faire revivre la proposition que les Etats de Frise avoient fait faire autrefois, & particulièrement à la Grande Assemblée, pour la nomination d'un Capitaine Général. Ce n'est pas qu'ils approuvassent l'Exclusion du Prince d'Orange, ou la manière d'agir des Ministres d'Hollande. Au contraire ils louoient les sentimens de leur Député, & ne blâmoient que ce qu'il y avoit eu de précipité & d'irrégulier dans sa conduite.

Car ils avoient fait dire dans l'Assemblée des Etats Généraux, qu'il falloit obliger ceux d'Hollande à y faire ouverture de ce qu'ils avoient fait négocier en Angleterre, & faire revenir les Ambassadeurs afin qu'ils en rendissent compte eux-mêmes. Et en écrivant aux Etats de Gueldre pour les convier d'appuyer ces sentimens de l'avis de leur Province, ils avouèrent leur Député, & ne craignirent pas de dire, qu'il n'y avoit point de nécessité ni d'extrémité si grande qui pût forcer l'Etat de faire un Traité qui fit le moindre préjudice à la Maison d'Orange.

Ils en vouloient principalement à De Witt, Conseiller Pensionnaire d'Hollande, parce qu'il n'y avoit personne qui parlât, & agit avec plus de vigueur pour les intérêts de sa Province, & qui fit entrer plus de probité & d'honnêteté en toutes ses actions. C'est lui qu'ils soupçonnoient d'avoir le plus contribué à l'Exclusion; c'est pourquoi ils lui reprochèrent d'avoir menacé & maltraité un de leurs Députés en pleine Assemblée, & d'avoir ensuite tacitement désavoué par Ecrit ce qu'il avoit auparavant dit de bouche. Mais il se justifia si bien de l'un & de l'autre par la déposition uniforme de tous ceux qui y avoient été presens, que ses ennemis n'en remportèrent que de la confusion.

*On en veut à de Witt.*

Les Etats d'Hollande ne faisoient point de difficulté d'informer les Députés des autres Provinces de tout l'état de l'affaire. Mais comme ils la jugeoient Provinciale, particulière, & domestique, ils ne la vouloient pas porter à l'Assemblée des Etats Généraux, de peur que l'on ne crût que c'étoit par obligation & qu'on pouvoit les obliger d'en rendre compte. Les autres Provinces au contraire, à la réserve de celle d'Utrecht, continuoient leurs instances pour faire revenir les Ambassadeurs, & firent enfin résoudre, qu'on leur écriroit, qu'ils eussent à envoyer à la Généralité une copie de l'Acte d'Exclusion, avec les particularités de tout ce qui s'étoit passé en cette négociation; & cela sans aucune considération de ce que la Hollande disoit, que les Ambassadeurs n'étoient obligés de rendre compte aux Etats Généraux que de ce qu'ils avoient négocié pour l'Etat en général, & non point de ce qu'ils avoient fait pour l'intérêt particulier des Provinces qui les avoient nommés.

*Les Etats d'Hollande jugent l'affaire de l'Exclusion une affaire domestique.*

L'Acte d'Exclusion étoit encore entre les mains de Beverningk & de Nieuwpoort, à qui les Etats d'Hollande recommandoient continuellement le secret, & de redoubler leurs devoirs pour tâcher de disposer le Protecteur à se contenter du Temperament. Mais les Etats d'Hollande se sentant pressés par les autres Provinces, voyoient bien qu'ils n'en seroient pas longtems les Maîtres, & que les Ambassadeurs ne pourroient plus refuser de bonne grace de remettre entre les mains du Protecteur un Acte que l'on

*Prudence des Etats d'Hollande.*

1654.

savoit être entre les leurs depuis quelque tems: ce que l'on ne pouvoit pas ignorer en Angleterre. Ils considéroient aussi que l'on savoit à Londres toutes ces contestations & les animosités qui divisoient les Provinces, & qu'on pouvoit s'y ressouvenir que les mêmes Provinces qui s'opposoient presentement à l'Exclusion du Prince d'Orange, étoient celles qui s'étoient autrefois opposé avec tant de passion à la négociation des Ministres du Parlement, & qui avoient empêché qu'on ne leur donnât audience. C'est pourquoi ceux d'Hollande firent encore dire & représenter aux Etats Généraux, qu'ils n'avoient fait difficulté de dire tout ce qui s'étoit passé dans cette affaire, & de donner copie de l'Acte, que parce qu'ils faisoient encore travailler auprès du Protecteur pour le disposer à se contenter du Temperament; & qu'ils y travailleroient en vain si on en publioit la Copie. Outre que l'Affaire étant purement Provinciale ils n'étoient pas obligés d'en rendre compte à qui que ce soit; mais qu'ils seroient toujours prêts à en faire ouverture dès que cette cause viendrait à cesser: le tout sans préjudice de la Souveraineté de leur Province, & sans que pour cela ils prétendissent soumettre l'affaire au jugement d'autrui.

*Ordre aux  
deux Ambas-  
sadeurs de dé-  
livrer l'Acte  
d'Exclusion.*

C'étoit là le sentiment de toute la Province d'Hollande, si on en excepte la seule Ville de Leyde. Mais d'autant que les quatre Provinces, la Zélande, la Frise, l'Overyssel, (au moins cette partie de la Province qui s'étoit séparée de la Ville de Déventer,) & Groningue persistoient à demander l'ouverture, & que la Gueldre, qui présidoit, conclut: Qu'on écrirait aux Ambassadeurs pour cela, les Députés d'Hollande déclarèrent, „ qu'ils n'avoient plus „ de mesures à garder puisque l'Assemblée ne vouloit pas se don- „ ner la patience d'attendre l'effet de la négociation qu'elle con- „ tinuoit de faire faire.” Et ne voulant pas commettre les deux Ambassadeurs avec tout l'Etat par le refus qu'ils pourroient faire d'envoyer la copie, l'Assemblée d'Hollande leur ordonna de sortir de cette affaire, après qu'ils auroient fait un dernier effort pour tâcher de faire agréer le Temperament au Protecteur, & que s'ils n'y pouvoient pas réussir, de lui mettre l'Acte d'Exclusion entre les mains, afin de pouvoir après en envoyer une Copie aux Etats Généraux. Il y avoit des personnes qui jugeoient que les Ambassadeurs auroient pu s'en dispenser, & qu'il n'y avoit point d'apparence que le Protecteur pût, ou voulût rompre un Traité signé, ratifié, & publié, pour un différend qu'il avoit avec une seule Province, parce qu'il n'auroit pas pu justifier la rupture auprès de tous les autres Princes de l'Europe. Mais les Etats d'Hollande qui savoit que Cromwell ne s'arrêtoit point à ces petites considérations, ne vouloient rien hazarder. La paix leur étoit trop précieuse, & ils ne croyoient pas être fort obligés de s'exposer pour les intérêts du Prince d'Orange. Cromwell n'avoit signé & ratifié le Traité que sur les assurances que les deux Ambassadeurs lui avoient donné de l'Exclusion du Prince. Il étoit homme à se ressentir d'un manquement de parole, & il avoit fait voir qu'il ne se mettoit pas fort en peine du jugement que le Monde pourroit faire de ses actions, pourvu qu'elles fussent grandes & éclatantes.

*Les Etats d'  
Hollande dé-  
putent aux*

Dès que l'on sçut que l'Acte d'Exclusion ou de Séclusion, comme on l'appelle en ces Pays, avoit été effectivement délivré au Pro-



Protecteur, il n'y eût presque personne qui ne se donnât la licence de déclamer contre la Hollande. Elle envoya une Députation solennelle aux deux Princesses, dont le Seigneur d'Obdam étoit <sup>deux Princesses au sujet de l'Exclusion.</sup> chef. Le Conseiller Pensionnaire qui porta la parole, leur dit :

„ Que l'Exclusion du Prince d'Orange n'étoit pas une marque de  
 „ l'aversion que les Etats d'Hollande eussent pour sa personne, ou  
 „ pour sa Maison, mais que c'étoit un effet de la nécessité indis-  
 „ pensable de l'état des affaires presentes. Qu'il falloit s'en pren-  
 „ dre en partie à l'empressement importun des autres Provinces,  
 „ qui avoient forcé celle d'Hollande à faire mettre l'Acte entre  
 „ les mains du Protecteur lorsqu'on ne désespéroit pas encore en-  
 „ tièrement du succès de la négociation qu'elle faisoit faire pour  
 „ tâcher de l'obliger à demeurer dans les termes du Tempera-  
 „ ment ; & que ces Provinces en continuant d'insister de la sorte,  
 „ acheveroit de ruiner la Maison d'Orange.” Les Princesses  
 demeurèrent persuadées de la sincérité des intentions des Etats  
 d'Hollande, ou du moins elles firent semblant de l'être, parce-  
 qu'il n'y avoit point de remède.

Mais le Comte Guillaume de Nassau étant arrivé à la Haye quel-  
 que tems après, lui & ses émissaires remuèrent tout pour obliger les  
 autres Provinces à se déclarer pour le Prince d'Orange. Il n'étoit <sup>Intrigues du Comte de Nassau.</sup> pas fort difficile. Celles de Frise & de Groningue s'en étoient  
 déjà expliqué. Les Elus, & la Noblesse, c'est à dire les deux  
 premiers Ordres des Etats de la Province d'Utrecht, étoient d'avis  
 que l'on désavouât, & qu'on fit revenir les Ambassadeurs ; mais la  
 Ville Capitale, qui fait le troisième Membre de la Province, s'y  
 opposa, & empêcha que la Résolution ne passât. Le Prince avoit  
 beaucoup d'amis en Gueldre, & en Overysse, & des créatures  
 en Zéelande. Mais la Gueldre étoit assez modérée & l'Overysse  
 étoit tellement affligée & déchirée de factions & de divisions  
 domestiques, qu'elle étoit presque insensible à tout ce qui regardoit  
 l'Etat en général.

La Zéelande où le Prince d'Orange étoit puissant en biens, &  
 en amis, jusques là même que la plupart des personnes de qualité  
 avoient pour le nom d'Orange une vénération qui dans les autres  
 Provinces n'étoit gueres particulière qu'au petit peuple, profitoit  
 de l'opposition des cinq Villes d'Hollande, & en prenoit occasion  
 de blâmer toute la Province, condamnant l'Exclusion comme une  
 chose directement contraire à l'Union. Elle disoit „ Que le Trai-  
 „ té que l'on venoit de conclure avec le Protecteur étoit un ou-  
 „ vrage de l'Etat en général, qui étoit seul capable de traiter de  
 „ la paix, à l'exclusion des Provinces dont il est composé. Elle  
 „ y ajoutoit, que l'Exclusion étoit contraire à la Déclaration que  
 „ les Etats d'Hollande avoient faite dans la Grande Assemblée  
 „ pour la promotion du Prince d'Orange à la Charge de Capitai-  
 „ ne Général. Qu'elle étoit encore contraire à l'Instruction que  
 „ l'on avoit donné aux Ambassadeurs le 19 Février dernier. Qu'el-  
 „ le marquoit une grande foiblesse dans la conduite des affaires,  
 „ & une ingratitude inexcusable pour la Maison d'Orange, en ce  
 „ que l'on ôtoit au Prince des avantages qui étoient en quelque  
 „ façon dus à sa naissance, & que toutes les Provinces étoient obli-  
 „ gées de lui conserver. Que cette Exclusion ôtoit aux Etats

1654.

„ d'Hollande la liberté d'opiner dans l'Assemblée pour le bien &  
 „ pour le service de l'Etat. Que Beverningk & Nieuwpoort  
 „ étoient au serment des Etats Généraux, & ne devoient pas obeir  
 „ aux ordres particuliers des Etats d'Hollande. Que l'on ne pou-  
 „ voit pas même dire qu'il y eût eu aucune nécessité en cela, puis-  
 „ que le Traité avoit été signé & ratifié devant que l'Exclusion  
 „ eût été résolue : si ce n'est qu'il y eût quelque engagement  
 „ secret entre le Protecteur & les Etats d'Hollande devant ce  
 „ tems-là. Qu'elle étoit d'une conséquence d'autant plus dange-  
 „ reuse que Cromwell en pourroit prendre occasion de deman-  
 „ der quelque chose de plus fort au désavantage de quelques au-  
 „ tres personnes. Qu'elle offensoit tous les Rois & tous les Prin-  
 „ ces qui avoient quelque liaison de sang ou d'alliance avec la  
 „ Maison d'Orange : ce qui étoit expressément défendu par le XVII.  
 „ Article de l'*Union* d'Utrecht. Que cela caufoit une grande di-  
 „ vision dans l'Etat, & qu'on avoit trompé les Alliés en les amu-  
 „ sant du prétendu Temperament, comme s'il avoit été proposé  
 „ par les Anglois. En quoi la Hollande avoit violé le Traité d'Al-  
 „ liance plus étroite, fait entre les deux Provinces en l'an 1576,  
 „ par lequel elles s'obligent de ne rien faire en ces sortes d'affai-  
 „ res sans la participation l'une de l'autre. Ainsi qu'ils désaprou-  
 „ voient ce que les Ambassadeurs Hollandois avoient fait en cette  
 „ rencontre.

*Déclaration  
des Etats de  
Frise.*

Quelques jours après on lut dans l'Assemblée des Etats Gé-  
 „ néraux la Déclaration formelle par laquelle „ les Etats de Frise  
 „ désavouoient, désaprouvoient, & déclaroient nul & de nulle  
 „ valeur tout ce que la Hollande avoit fait négocier séparément,  
 „ & à l'insçu des Alliés, & particulièrement l'Acte d'Exclusion  
 „ du 4 Mai, & ordonnoient à leurs Députés de concerter avec  
 „ ceux des autres Provinces les moyens qu'ils jugeroient les plus  
 „ propres pour obliger la Hollande à réparer le passé, & de fai-  
 „ re en sorte que de pareils attentats, capables de diviser les Pro-  
 „ vinces, ne fussent plus commis à l'avenir. Qu'ils entendoient  
 „ que le Prince d'Orange fût dès à présent nommé aux Charges  
 „ de Capitaine Général & d'Amiral. Que Beverningk & Nieuw-  
 „ poort fussent exclus de toutes les Assemblées, & de tous les  
 „ Colléges de la Généralité, jusqu'à ce qu'ils se fussent justifiés.  
 „ Ils les y traitoient de criminels, & suspendoient le suffrage qu'ils  
 „ avoient donné pour l'avancement de Beverningk à la Charge  
 „ de Trésorier Général; & prioient les Etats Généraux de se  
 „ charger de l'éducation du jeune Prince d'Orange, conjointement  
 „ avec les deux Princesses.

*Qui veulent  
exclure Bever-  
ningk &  
Nieuwpoort  
des Assemblées.*

*Les sentimens  
des Etats de  
Gueldre, d'U-  
trecht, d'Over-  
yssel, de Zée-  
lande, de Frise,  
& de Gronin-  
gue.*

Les Deputés de Gueldre, d'Utrecht & de ceux des Etats d'O-  
 „ veryssel qui étoient assemblés à Déventer, étoient d'avis, que l'on  
 „ ôtât des Régîtres, & que de part & d'autre on supprimât ces  
 „ Ecrits aîgres & offensans. Mais ceux des Provinces de Zéelan-  
 „ de, de Frise, & de Groningue qui avoient entrepris de faire dé-  
 „ dire la Hollande, & qui esperoient d'y réussir, bien loin de reti-  
 „ rer les leurs, firent courir une feuille volante, sous le titre, d'*In-  
 „ struction pour la conduite des Provinces intéressées à l'égard de  
 „ l'Exclusion*. On y disoit : „ Qu'il falloit désavouer tout ce que  
 „ Beverningk & Nieuwpoort avoient fait, & le faire déclarer  
 nul,



„ nul, comme étant contraire à l'ordre & à l'Instruction de l'E-  
 „ tat, à la Résolution du 19 Fevrier, & au Traité même;  
 „ comme aussi à plusieurs Articles de l'Union d'Utrecht. Qu'il  
 „ faudroit que les Députés des Provinces se rendissent en grand  
 „ nombre à l'Assemblée des Etats d'Hollande; qu'ils y témoi-  
 „ gnassent leur mécontentement, & qu'ils en demandassent répa-  
 „ ration. Que chaque Province le fit en particulier, & qu'en-  
 „ suite elles demandassent toutes ensemble audience pour cela.  
 „ Que ces diligences ne produisant pas l'effet que l'on avoit sujet  
 „ de s'en promettre, il faudroit aviser avec les autres Provinces,  
 „ sur ce que l'on auroit à faire, & si l'on ne pourroit pas les dispo-  
 „ ser à nommer dès à présent le Prince d'Orange aux Charges  
 „ de ses ancêtres, en lui donnant un Lieutenant. Qu'il faudroit  
 „ en faire part au Protecteur par une Ambassade Extraordinaire,  
 „ & l'assurer que les Etats tiendroient la main à ce que le Prince  
 „ exécutât ponctuellement les trente-six Articles du Traité. Ce-  
 „ pendant qu'on désavoueroit les autres Ambassadeurs, & qu'on  
 „ les feroit revenir.”

Tous ces Ecrits qui étoient la plupart copiés les uns des autres, s'imprimoient, & se débitoient à dessein de faire soulever le peuple; car ils ne pouvoient servir qu'à cela. Cependant le bruit de ces contestations étant parvenu jusqu'aux oreilles de Cromwell, il écrivit aux Etats de Zéelande: „ Qu'ayant appris qu'il y avoit  
 „ des personnes dans leur Province qui donnoient une mauvaïse  
 „ explication aux bonnes intentions des Etats d'Hollande, & aux  
 „ devoirs qu'ils avoient faits pour mettre les affaires des deux Ré-  
 „ publiques en l'état où la paix les avoit mises, il se trouvoit obli-  
 „ gé de leur représenter les mauvais effets que cette division pou-  
 „ voit produire. Qu'une nouvelle rupture acheveroit de ruiner  
 „ le commerce, & seroit du dernier préjudice à la Religion & à  
 „ la Liberté de l'une & de l'autre Nation. Qu'il seroit bien aïse  
 „ qu'ils suivissent des conseils capables de maintenir la paix, qui  
 „ ne pourroit pas subsister longtems si elle n'étoit religieusement  
 „ observée, & fidèlement exécutée.”

Les Etats de Zéelande qui étoient persuadés, ou qui vouloient faire accroire qu'ils l'étoient, que ceux d'Hollande après avoir obligé le Protecteur à demander l'Exclusion du Prince d'Orange, l'avoient aussi convié d'écrire cette Lettre, y répondirent: „ Qu'ils connoissoient fort bien la nécessité, & les avantages de  
 „ la paix. Que comme pour l'obtenir ils avoient acquiescé à tout  
 „ ce que l'on avoit jugé nécessaire pour cela, aussi feroient-ils tout  
 „ ce qu'on pourroit légitimement désirer d'eux pour se conserver  
 „ un si précieux don du Ciel. Que ceux qui avoient voulu lui  
 „ faire accroire le contraire, ou ne savoient pas l'état des affaires  
 „ du Pays, ou les lui déguisoient malicieusement. Que les dé-  
 „ mêlés qui étoient entre les Provinces n'intéressoient point les  
 „ Etrangers, & que leurs différends ne leur feroient jamais rien  
 „ faire qui pût alterer l'amitié qui venoit d'être renouvelée entre  
 „ les deux Nations.”

Les Etats de Zéelande en faisant communiquer ces Lettres à l'Assemblée des Etats Généraux, leur firent dire: „ Que comme  
 „ en tout leur procédé on remarqueroit toujours une très grande  
 „ sincé-

*Cromwell é-  
crit aux Etats  
de Zéelande.*

*Réponse des  
Etats de Zée-  
lande.*

*Déguisement  
des Etats de  
Zéelande.*

1654.

Découvert  
par ceux d'Hol-  
lande.

Réplique de  
Cromwell.

La Hollande  
justifie son pro-  
cédé.

Que ce n'est  
que par néces-  
sité qu'elle a  
consenti à  
l'Exclusion.

Qu'en vertu  
de sa souverai-  
neté elle l'a pu  
faire.

A l'exemple  
de la Frise &  
de Groningue.  
Qu'elle a sou-  
levé abjuré le Roi  
d'Espagne en  
1581.

N'a plus re-

„ sincérité, aussi ne vouloient-ils point avoir de commerce sépa-  
„ ré ni particulier hors de l'Etat sans en faire part à leurs Alliés.”  
Mais les Députés d'Hollande qui voyoient fort bien que c'étoit à  
eux que ce discours s'adressoit, répartirent: „ Que les Etats de  
„ Zéelande n'avoient pas beaucoup de sujet de se faire honneur  
„ d'une action qui n'avoit pas grand mérite, puisqu'ils ne com-  
„ muniquoient qu'au mois d'Août la Lettre du Protecteur qu'ils  
„ avoient reçue dès le mois de Juin, & dont ils ne produisoient  
„ la réponse que lorsqu'ils savoient qu'elle avoit été effectivement  
„ rendue entre les mains de Cromwell.”

Le Protecteur répliqua à cette Réponse, quoiqu'un peu tard;  
& dit: „ Qu'il n'avoit eu d'autre intention dans sa première Let-  
„ tre que de se plaindre de l'Ecrit que les Etats de Zéelande a-  
„ voient publié contre la Hollande, quoique celle-ci n'eut eu en  
„ tout son procédé d'autre objet que l'avancement & la conser-  
„ vation de la Paix. Que la Liberté & le repos des deux Etats  
„ avoient des ennemis communs, qui ne manqueroient pas d'in-  
„ spirer des conseils capables de troubler l'un, & de faire perdre  
„ l'autre si on les écoutoit. Mais qu'il se promettoit toute autre  
„ chose de leur prudence & de leur conduite; & que le meilleur  
„ conseil qu'il pût leur donner, comme à ses meilleurs amis, c'é-  
„ toit de vivre en bonne amitié & en bonne intelligence avec la  
„ Hollande.”

Cette Province étoit fort résolue de maintenir ce qu'elle avoit  
fait. De sorte que se trouvant extrêmement pressée par les au-  
tres Alliés, elle trouva à propos de justifier son procédé dans  
une Apologie, qu'elle fit imprimer sous le titre de *Déduction*, &  
elle la fit distribuer dans toutes les Provinces. Elle y disoit: „ Qu'il  
„ n'y avoit point de devoirs que les deux Ambassadeurs n'eussent  
„ fait pour tâcher de disposer le Protecteur à se désister de de-  
„ mander l'*Exclusion*; & que la Hollande n'y avoit consenti qu'a-  
„ près avoir reconnu que tous les efforts qu'elle continueroit de  
„ faire pour cela seroient inutiles. De sorte que c'étoit par une  
„ dernière nécessité qu'elle avoit pris ce parti, afin de se dégager  
„ d'une guerre dont la dépense étoit insupportable, & la conti-  
„ nuation impossible. Que les Etats d'Hollande, comme Sou-  
„ verains & indépendans, avoient un pouvoir absolu de disposer  
des affaires de leur Province, sans faire tort à leurs Alliés; &  
„ ainsi qu'à l'égard du Gouvernement ils avoient pu prendre une  
„ Résolution négative, puisque les autres Provinces en avoient bien  
„ pris une affirmative sur le même sujet sans leur participation.  
„ Que les Etats d'Hollande qui possèdent les mêmes Droits dont  
„ les Comtes de la Province avoient joui autrefois, & au même  
„ degré, pouvoient donner un Gouverneur à leur Province, ou  
„ ne lui en point donner, & cela sans la communication de leurs  
„ Alliés & à l'exemple de ceux de Frise & de Groningue. Qu'au  
„ mois de Janvier 1581 la Hollande avoit seule abjuré le Roi  
d'Espagne, sans la Zéelande, & sans que les autres Provinces  
„ eussent seulement songé à lui faire le moindre reproche à cause  
„ de cela, bien que par ce moyen elle s'engageât, aussi bien que  
„ ses Alliés, dans une guerre éternelle, sans espérance de récon-  
„ ciliation. Qu'au mois d'Août 1583 les mêmes Etats d'Hollan-  
„ de



1654.

„ de déclarèrent à Guillaume, Prince d'Orange, qu'ils ne recon-  
 „ noissoient plus l'autorité du Duc d'Alençon, après qu'il eût  
 „ voulu surprendre Anvers; encore que plusieurs autres Provin-  
 „ ces fussent d'avis qu'on se reconciliât avec lui; & néanmoins  
 „ qu'on ne leur avoit jamais reproché qu'ils eussent violé l'*Union*  
 „ pour cela. Qu'ils n'avoient rien dit, ni fait pendant la Grande  
 „ Assemblée de 1651, qui les engageât envers le Prince d'Oran-  
 „ ge, ou qui lui donnât la moindre esperance d'avancement. Que  
 „ les Députés de Zéelande qui vouloient le faire accroire, de-  
 „ vroient avoir une très parfaite connoissance du contraire, puis-  
 „ que c'étoit avec eux principalement que ceux d'Hollande a-  
 „ voient eu plusieurs Conférences sur ce sujet. Que c'étoit une  
 „ chose assez surprenante de voir ceux de Zéelande soutenir dans  
 „ un même Ecrit, que par le moyen de l'*Exclusion* les Etats  
 „ d'Hollande s'ôtent la liberté de dire leur avis dans l'Assemblée  
 „ des Etats Généraux, & dire en même tems, que toutes les  
 „ Provinces ne l'ont plus depuis la Grande Assemblée. Qu'ils  
 „ avoient bien que l'étroite Alliance qui est entre les deux Pro-  
 „ vinces les devoit obliger à n'agir que de concert dans les cho-  
 „ ses qui regardent l'intérêt commun de l'une & de l'autre. Mais  
 „ que la Zéelande avoit fait voir la première de quelle façon on pou-  
 „ voit en user, puisque dès le 21 Septembre 1652 elle avoit arrêté  
 „ dans sa Province, & tâché ensuite de persuader aux Etats Gé-  
 „ neraux, qu'il falloit nommer le Prince d'Orange aux Charges  
 „ de Capitaine Général & Amiral de l'*Union*. Que la Hollande  
 „ au contraire demeure dans les termes d'une simple négative, &  
 „ à l'égard de la Province seulement. Qu'ils n'avoient pas com-  
 „ muniqué leur intention aux Etats de Zéelande, tant parceque  
 „ l'empressement avec lequel Beverningk & Nieuwpoort avoient  
 „ demandé leur Résolution, ne leur en avoit pas donné le loisir,  
 „ que parce qu'ils jugeoient qu'il auroit été inutile de conférer  
 „ avec ceux qui avoient déjà pris une Résolution contraire sur ce  
 „ même sujet, sans la participation de la Hollande. Que c'étoit  
 „ de la même façon que la Zéelande avoit résolu, en 1584, d'of-  
 „ frir la Souveraineté de leur Province au Roi de France, sans  
 „ en dire un seul mot aux Etats d'Hollande, quoiqu'elle sçût  
 „ que ceux-ci avoient plus d'inclination pour la Reine d'Angle-  
 „ terre, à cause de la conformité de leur Religion. Qu'ils n'a-  
 „ voient rien fait contre le X. Article de l'*Union d'Utrecht*, puis-  
 „ qu'il ne parle que d'Alliances & de Confédérations qui peuvent  
 „ engager les Alliés indirectement, & non de Traités ni de Con-  
 „ tracts qui n'obligent que ceux qui les font. Que les Etats des  
 „ Provinces peuvent faire négocier leurs affaires particulières par  
 „ leurs Ministres. Qu'incontinent après que l'*Union* fut formée  
 „ ceux d'Hollande envoyèrent des Députés en Danemarck pour  
 „ leurs affaires particulières. Que dès l'année suivante presque  
 „ toutes les Provinces prirent des partis differens. Que le Bra-  
 „ bant, la Flandre, Malines, la Frise, & les Ommelanden se don-  
 „ nèrent au Duc d'Alençon. Que la Gueldre, Tournai, Utrecht,  
 „ & l'Overyffel refusèrent de le reconnoître; & que la Hollande  
 „ & la Zéelande ne le reconnurent qu'à des conditions qui leur  
 „ promettoient la conservation de leur liberté. Et néanmoins

*connu le Duc  
d'Alençon.*

*Contradiction  
de ceux de Zée-  
lande.*

*Pourquoi  
ceux d'Hollan-  
de n'ont pas  
communiqué  
leur intention.*

*Qu'ils n'ont  
point péché  
contre l'Union.*

1654.

*Que c'est une  
affaire dome-  
stique.*

*Ils contredi-  
sent ceux de  
Zéelande.*

*Knuyt traite  
avec les Mini-  
stres d'Espagne  
pour le Prince  
d'Orange.*

*Les Provinces  
affectionnées  
au Prince d'  
Orange sont en-  
nemies de l'Etat*

„ que ces Provinces ne s'étoient jamais reproché les unes aux autres  
„ d'avoir violé l'*Union*. Au contraire que la Gueldre revint bien-  
„ tôt, & prit pour cela une Résolution particulière & Provincia-  
„ le, & qu'à son exemple quelques autres Provinces traitèrent  
„ aussi avec le Duc, de leur chef, & sans la participation des  
„ autres. Que les Etats d'Hollande auroient été bien imprudens  
„ s'ils eussent porté à l'Assemblée des Etats Généraux une affaire  
„ purement Provinciale, & dont ils n'eurent la première con-  
„ noissance que par les Lettres qui accompagnoient le Traité,  
„ & qui en pressoient la Ratification, puisqu'ils ne voyoient que  
„ trop dès ce tems-là, que c'eût été le vrai moyen de replonger  
„ l'Etat dans la guerre dont ils vouloient sortir en toutes façons.  
„ Que bien loin de se repentir d'en avoir usé comme ils avoient  
„ fait, ils louoient Dieu de ce qu'il leur avoit inspiré une pensée  
„ qui leur avoit conservé la paix. Que Beverningk & Nieuw-  
„ poort bien qu'Ambassadeurs de l'Etat en Général, avoient pu  
„ faire des affaires particulières pour cette Province; vu qu'il n'y  
„ a ni Loi, ni Coutume qui le défendent, & que l'on en a tout  
„ plein d'exemples. Que l'on n'avoit pas défendu aux Ambassa-  
„ deurs de pareilles négociations, non pas même depuis la Con-  
„ clusion de la Paix, ni même à l'égard de l'*Exclusion*. Que les  
„ Etats de Zéelande le posoient bien dans leur Ecrit; mais que  
„ cela étoit contraire à la vérité; & qu'ils avoient d'ailleurs mau-  
„ vaise grace de condamner en ceux d'Hollande ce qu'ils avoient  
„ approuvé en un Ministre de leur Province, qui étant Ambassa-  
„ deur Plénipotentiaire à Munster, ne laissa pas de faire un Trai-  
„ té particulier pour les intérêts du Prince d'Orange avec l'enne-  
„ mi déclaré de l'Etat: quoique par son Instruction on lui eût dé-  
„ fendu bien expressément, aussi bien qu'à ses Collègues, de se  
„ mêler d'autres affaires que de celles de l'Etat. Que c'étoit hors  
„ de propos qu'on leur reprochoit d'avoir contrevenu au IX. Ar-  
„ ticle de l'*Union d'Utrecht*, qui défend aux Alliés de traiter de  
„ Paix les uns sans les autres; vu qu'il n'empêche pas chaque Pro-  
„ vince en particulier de la faciliter, après que tous les Alliés  
„ ont résolu ensemble de la faire négocier. Qu'il ne se trouve-  
„ roit point que les Etats d'Hollande eussent ordonné aux Am-  
„ bassadeurs de rien faire au préjudice de la Résolution du 19 Fe-  
„ vrier au sujet du *Temperament*. Au contraire qu'il se trouvoit  
„ inferé de mot à mot au Traité, & que même après avoir ré-  
„ solu & fait expédier l'Acte d'*Exclusion*, ils n'avoient pas laissé  
„ de leur ordonner continuellement, de tâcher de détourner le  
„ Protecteur de cette pensée. Que la Résolution qu'ils avoient  
„ prise sur ce sujet les remettoit en possession de la Liberté du  
„ commerce, & n'étoit pas plus préjudiciable à la Liberté de l'E-  
„ tat que l'*Union* même, qui empêche bien les Provinces dont  
„ elle est composée de disposer de plusieurs choses dont elles au-  
„ roient une disposition libre & absolue sans cela; mais sans que l'on  
„ puisse néanmoins dire, que l'Union qui a été faite pour la con-  
„ servation de la Liberté de l'Etat, la ruine. Que ceux qui par-  
„ loient avec tant d'ostentation de la Liberté de l'Etat étoient ceux  
„ qui forgoient les fers de son esclavage, en soutenant: Que c'est  
„ la naissance qui donne les hautes Charges au Prince d'Orange.  
„ Que



„ Que les rendre héréditaires n'étoit autre chose que met- 1654.  
 „ tre la Souveraineté entre les mains de ceux qui les possèdent  
 „ par droit de succession. Que c'étoit par miracle que ces Pro-  
 „ vinces étoient encore libres après avoir confié si longtems le com-  
 „ mandement de leurs armes à des Princes d'une même Maison.  
 „ Que l'on en étoit obligé à l'accident qui en arracha l'occasion  
 „ à Guillaume, Prince d'Orange, en l'an 1584, & à l'obscurité *La mort du Prince d'Orange conserve la liberté.*  
 „ extraordinaire & presque miraculeuse qui avoit confondu, en  
 „ 1650, le dessein que le feu Prince avoit formé sur la Ville d'Am-  
 „ sterdam; après avoir faisoit arrêter six Députés des Etats d'Hol- *Attentats du Prince d'Orange.*  
 „ lande, ses Maîtres. Que Dieu ne fait pas des miracles tous les  
 „ jours. Pour eux, qu'ils estimoient avoir affermi la Liberté en  
 „ faisant connoître qu'ils entendent : Qu'il n'y a personne dans  
 „ l'Etat qui puisse prétendre aux hautes Charges par le droit de sa  
 „ naissance, bien loin de l'avoir abolie. Que ceux qui pronotent *Lâcheté de quelques Provinces.*  
 „ tant le zèle qu'ils ont pour la Liberté, devoient donc en avoir  
 „ donné de véritables preuves, lorsqu'un Sujet & Ministre des Etats  
 „ de la Province d'Hollande arrêta, en 1650, les Députés de l'As-  
 „ semblée, & tourna les armes de ses Maîtres contre eux-mê-  
 „ mes, & contre la plus puissante Ville de la Province. Mais  
 „ que ces prétendus Zélés ne firent alors que travailler à jeter les  
 „ fondemens de la servitude, non seulement en approuvant,  
 „ avouant, & louant les attentats du Prince d'Orange; mais encore  
 „ en l'animant à les continuer. Que ce n'étoit pas une marque  
 „ de foiblesse, mais de courage que la vigueur avec laquelle l'Etat  
 „ agissoit pour la conservation de la liberté. Que les Rois de  
 „ France, d'Espagne, & de Danemarck, c'est à dire les plus pro-  
 „ ches parens du Roi d'Angleterre, & les plus puissans Monarques  
 „ de la Chrétienté, recherchoient l'amitié du Protecteur, & se-  
 „ roient peut être obligés de l'acheter bien plus cher qu'au prix  
 „ d'une Exclusion. Que les désordres dont on les menaçoit ne  
 „ leur faisoient pas peur; encore que l'on n'eût pas manqué de  
 „ gens qui avoient fait tous les efforts imaginables pour faire sou-  
 „ lever les peuples contre les Magistrats; & que si les Provinces se  
 „ divisoient à cette occasion il faudroit s'en prendre à ceux qui en se-  
 „ roient la cause par les mauvaises impressions qu'ils tâchoient de  
 „ donner aux peuples de la prétendue méchante conduite de leurs  
 „ Supérieurs, & non aux Etats d'Hollande qui n'avoient pour objet  
 „ que le repos de l'Etat & la bonne intelligence qui doit unir tous les  
 „ Alliés indissolublement. Que pour ce qui est de l'ingratitude *Les Princes d'Orange ont été libéralement recom- pensés.*  
 „ pour la Maison d'Orange, & pour la personne du Prince, qu'ils  
 „ avoient de quoi se justifier, & qu'ils pouvoient faire voir, que  
 „ depuis le décès de Guillaume, qui fut assassiné en 1584, jusqu'à  
 „ la mort du Prince Frederic Henri; la Maison d'Orange avoit tiré  
 „ de l'Etat près de vingt-millions de florins, sans les autres avan-  
 „ tages qui ont fait la grandeur de ces Princes, & qui les ont fait  
 „ considérer par toute l'Europe. Mais que ceux qui chargoient la  
 „ Province d'Hollande de cette calomnie donnoient dans des con-  
 „ tradictions, en ce qu'ils prétendoient récompenser en la person-  
 „ ne du Prince d'aujourd'hui les services de ses ancêtres d'un em-  
 „ ploi qui leur ayant été à charge, à ce qu'on vouloit faire accroi-  
 „ re, le feroit bien plus à celui-ci à l'âge où il étoit; & si c'est une

1654.

La Frise a  
disposé du Gouver-  
nement de  
sa Province.

Groningue  
aussi.

Les Etats d'  
Hollande por-  
tent leur Apo-  
logie à l'As-  
semblée des E-  
tats Généraux.

Aviz de la  
Gueldre.

„ reconnoissance & une gratuité en sorte qu'elle doive servir en ef-  
„ fet au successeur de récompense des services que ses prédéces-  
„ seurs ont rendu, il faut nécessairement que cela ait aussi son rap-  
„ port à eux; & ainsi qu'on ne pouvoit pas demander à l'Etat la  
„ récompense d'une chose que les Princes d'Orange ont possédée  
„ comme un bienfait & comme une gratitude dont on honoroit  
„ leur mérite, & dont on reconnoissoit leurs services. Qu'ils ne  
„ pouvoient pas assez s'étonner de l'imprudencce avec laquelle les  
„ Etats de Frise & de Groningue parloient de l'*Exclusion*, vu  
„ que les uns au lieu de donner le Gouvernement de leur Pro-  
„ vince incontinent, après la mort du Prince Guillaume, qui avoit  
„ jetté les fondemens de la Liberté, & qui venoit de les arroser  
„ de son sang, à Maurice, son fils, qui étoit déjà capable de servir,  
„ le donnèrent à Louis Guillaume de Nassau, son parent; pour fai-  
„ re voir de quelle façon les Provinces en peuvent user quand elles  
„ veulent, non seulement en donnant l'*Exclusion* au Prince Mau-  
„ rice, mais même en lui ôtant effectivement & à sa postérité le  
„ Gouvernement & la Charge de Capitaine Général de leur Pro-  
„ vince. Que sur cet exemple les Etats de Groningue, qui dé-  
„ clamoient aujourd'hui si fort contre l'*Exclusion*, avoient effecti-  
„ vement ôté au Prince d'Orange d'aujourd'hui le Gouvernement  
„ de leur Province, pour le donner au Comte Guillaume, Gou-  
„ verneur de Frise, & cependant ne pouvoient pas souffrir que  
„ les Etats d'Hollande pour donner la paix à l'Etat, protestent  
„ qu'ils ne donneront pas le Gouvernement de leur Province au  
„ même Prince.”

C'est ainsi que les Etats d'Hollande justifièrent l'*Exclusion*, se contentant de faire voir ce qu'ils pouvoient faire comme Souverains, & ce qu'ils devoient faire comme Pères de la Patrie, Zélateurs du repos, & Protecteurs de la Liberté de l'Etat. Ils ne voulurent pas parler de l'assassinat commis en la personne de Dorrelas, ni des outrages qu'on avoit fait aux Ambassadeurs du Parlement d'Angleterre en 1651, dont les auteurs avoient trouvé leur impunité dans l'autorité du Prince & des Princesses d'Orange: non plus que de l'opiniâtreté avec laquelle le Protecteur persécutoit toute la Maison de Stuart, jusques-là que le Roi de France fut obligé de faire retirer le Roi d'Angleterre, & les Princes, ses frères, même devant qu'il en fût pressé, afin de n'avoir pas le déplaisir de s'y voir contraint par un Traité formel. Les Etats d'Hollande ayant résolu de communiquer cet Ecrit à leurs Alliés, furent pour cet effet en Corps à l'Assemblée des Etats Généraux, où ils le firent lire. Ensuite ils le firent imprimer, & l'envoyèrent aux Etats des autres Provinces. Mais il y trouva des esprits si préoccupés qu'il n'y fit point d'impression du tout.

Au contraire les Etats de Gueldre après avoir approuvé tout ce que leurs Députés avoient fait sur ce sujet, déclarèrent: „ Que  
„ l'Acte d'*Exclusion* étoit contraire à l'*Union* faite en 1579, &  
„ à la Résolution du 19 Fevrier, & qu'au lieu de dégoûter le  
„ jeune Prince par une *Exclusion*, il falloit que dès à présent il  
„ fût désigné Capitaine Général & Amiral, du consentement des  
„ autres Provinces, pour en faire les fonctions lorsqu'il seroit en  
„ âge; & que cependant on mît auprès de lui des personnes ca-  
„ pables



„ pables de l'élever dans la profession de la Religion Réformée, 1654.  
 „ & de lui inspirer des sentimens dignes de sa naissance." Tou-  
 tefois les trois Villes du Quartier de Nimegue se contentèrent de  
 dire: „ Que l'Acte du 4. Mai étoit contraire au Temperament  
 „ dont il avoit été parlé; & qu'en tout cas il ne pouvoit pas o-  
 „ bliger la Gueldre à consentir à l'Exclusion." Les Députés de la  
 Ville d'Arnheim dirent: „ Qu'ils jugeoient que le Prince d'Oran-  
 „ ge devoit être préféré dans l'emploi de Capitaine Général &  
 „ Amiral, si lorsqu'il seroit en âge il étoit capable de servir l'E-  
 „ tat, & si on jugeoit que pour le bien & le service de la Répu-  
 „ blique il en fallût faire un."

Les Etats de Frise bien loin d'acquiescer au raisonnement de ceux d'Hollande, ordonnèrent qu'aux Prières publiques on fe-  
 roit aussi mention nommément du Prince d'Orange, au lieu que  
 jusqu'alors on n'avoit prié Dieu dans leurs Temples que pour le  
 Gouverneur de la Province. Nous aurons ci-après occasion de  
 parler plus amplement de cette matière; ainsi nous nous conten-  
 terons de dire ici, qu'il n'y avoit point de Province qui eût fait  
 tant de bruit au sujet de l'Exclusion; mais quand elle vit paroître  
 la *Déduction* des Etats d'Hollande elle revint bien de sa fierté.

Car les Etats de cette Province-là ne craignirent point d'avouer,  
 quoique ce fût bien tard, savoir au mois de Mars de l'année suivante,  
 „ que c'étoit avec douleur & déplaisir qu'ils voyoient dans cette  
 „ *Déduction* la foiblesse de l'Etat exposée aux yeux de tout le  
 „ monde. Qu'ils n'avoient garde de suivre cet exemple, ni d'en-  
 „ treprendre d'y répondre mot à mot, pour ne pas tomber dans  
 „ la même faute.

„ Toutefois qu'afin que leur silence ne fit point de préjudice à  
 „ la vérité, & que l'on ne crût point qu'en se taisant ils voulus-  
 „ sent acquiescer aux raisons & aux sentimens des Etats d'Hol-  
 „ lande, ils croyoient devoir désavouer la *Déduction*, comme un  
 „ Ecrit rempli d'inductions dangereuses, de maximes contraires  
 „ aux Loix fondamentales de l'Etat, qui en devoit appréhender  
 „ sa ruïne, de contradictions fréquentes, & d'injures outragean-  
 „ tes, dont les Alliés, & particulièrement les Etats de Frise se sen-  
 „ toient fort offensés. Que l'on y donnoit un faux jour aux a-  
 „ ctions illustres de ceux qui avoient jetté les premiers fondemens de  
 „ cette République, & que l'on expliquoit mal leurs bonnes in-  
 „ tentions, afin de donner & de trouver quelque couleur à ce  
 „ que l'on avoit fait touchant l'Exclusion. Que l'on y alléguoit  
 „ plusieurs exemples hors de propos, & qu'on les appliquoit  
 „ contre leur véritable intention; mais que l'on ne pouvoit pas  
 „ sans horreur y remarquer l'ingratitude inouïe que l'on y avoit  
 „ pour la mémoire de Guillaume, Prince d'Orange, qui étoit  
 „ celui qui avoit délivré la République de l'insupportable servi-  
 „ tude dont elle étoit inévitablement menacée, & qui pour sau-  
 „ ver l'Etat avoit prodigé ses biens, hazardé son honneur, & per-  
 „ du la vie."

Les Protecteurs de l'Exclusion disoient, que tous ces discours  
 généraux ne signifioient rien, & ne détruisoient pas une seule  
 des raisons dont toute la *Déduction* étoit remplie. Que sa for-  
 ce ne cédoit point à de si foibles attaques, & qu'il falloit quel-

1654.

*La Ville d'Amsterdam pourroit à sa sûreté.*

que chose de plus que des sophismes pour combattre des argumens si solides & si concluans.

La Déduction des Etats d'Hollande n'empêcha pas non plus qu'il ne se fit des intrigues & des cabales pour troubler le repos de l'Etat, & particulièrement celui de la Hollande, dont on menaçoit les Ministres & les principaux Membres d'une violence qu'ils auroient bien de la peine à prévenir. Le peuple qui étoit dans le transport de la joye que les premières nouvelles de la paix lui donnèrent, & qui esperoit de jouir bientôt d'une entière liberté du commerce, n'étoit pas alors si fort susceptible des mauvaises impressions qu'on lui vouloit donner contre ses Supérieurs, particulièrement en Hollande où il n'est pas toujours crédule. Néanmoins la Ville d'Amsterdam se souvenant de ce qui s'étoit passé en 1650, & voulant éviter les surprises qu'elle croyoit avoir sujet de craindre, ne laissa pas de prendre les mesures nécessaires pour sa sûreté. Elle renforça les quatre Compagnies de sa Garnison Ordinaire de quatre-vingts hommes chacune, & le Magistrat fit faire des Corps de Garde & poser des sentielles à des postes avancés hors de la Ville, & tenir des Vaisseaux de guerre du côté du havre, & des Barques armées sur la rivière. Les Etats d'Hollande firent sortir de la Ville de Dordrecht la Compagnie du Comte Guillaume de Nassau, d'autant qu'elle leur étoit suspecte. Ils se défioient aussi de celle des Gardes, dont les Officiers avoient donné en 1650 trop de preuves de l'attachement qu'ils avoient à la Maison d'Orange. C'est pourquoi ils en firent quatre Compagnies, en y mêlant des Soldats tirés d'autres troupes, & en ôtèrent les Officiers & les Soldats que l'on savoit être dans quelque dépendance du Prince, pour leur donner des personnes dont les Etats se pouvoient assurer. Les Députés de Frise jugeant que l'on pouvoit trop loin cette défiance, en firent reproche à ceux d'Hollande, qui avouèrent qu'ils en avoient, & qu'ils avoient sujet d'en avoir. Ils disoient qu'ils ne vouloient point donner d'ombrage; mais que l'on ne pouvoit pas trouver mauvais qu'ils prissent toutes les précautions nécessaires contre tout ce qui leur en pouvoit donner, & qu'ils prissent leurs mesures pour leur sûreté, & pour leur conservation.

*La Ville d'Utrecht court risque d'être surprise.*

Ils avertirent aussi le Magistrat d'Utrecht de la Résolution que les cinq autres Provinces avoient prise, en l'absence du Député de cette Ville, d'en renforcer la Garnison, afin de l'obliger d'entrer dans les sentimens que les Elus & les Nobles de la même Province témoignent pour la Maison d'Orange.

*Ordre aux Pasteurs de prêcher l'obéissance.*

Mais ils eurent un soin tout particulier de faire ordonner aux Prédicateurs, par les Commissaires Politiques qui se trouvoient de la part des Etats de la Province au Synode, de recommander aux peuples l'obéissance indispensable qu'ils doivent eux-mêmes aux Etats, leurs Souverains, & de faire comprendre à leurs Auditeurs la sincérité de la conduite des Magistrats, qui n'avoient pour objet de toutes leurs Délibérations que le bien de l'Etat & de ses habitans.

*Quelques Provinces font instances pour le rappel des*

Le rappel des Ambassadeurs qui étoient en Angleterre étoit une des choses pour laquelle quelques Provinces avoient le plus fait d'instances. On leur représenta que ces Ambassadeurs étoient né-



nécessaires à Londres pour achever d'y ajuster le Traité de Marine, pour faire régler les prétentions de la Compagnie des Indes Orientales, avec le dédommagement de ceux qui étoient intéressés aux navires arrêtés dans le Sund, & particulièrement pour aider à conclure le Traité entre la France & l'Angleterre. Celui que cet Etat venoit de faire ne servoit de rien sans l'autre, parce que les Anglois en arrêtant & visitant les navires Marchands, sous prétexte de la recherche des marchandises de contrebande, ne laissoient pas de troubler le commerce tout de même qu'ils faisoient devant la Paix. Ces raisons furent trouvées si justes & si fortes par ceux-mêmes qui pressoient le plus le rappel des Ambassadeurs, qu'ils demeurèrent d'accord, qu'il falloit qu'il y en eût. Mais ils vouloient qu'on y en envoyât d'autres, ou que ceux qui y étoient dépendissent absolument de la volonté des Etats Généraux, & fussent obligés de leur rendre compte de leur conduite. Mais ce n'étoit pas l'intention des Etats d'Hollande, qui soutenoient : Que les Ministres que les Etats de quelque Province présentent aux Etats Généraux pour être employés au service de l'Etat en général, ne doivent être responsables de leurs actions qu'à leurs Souverains, c'est à dire aux Etats de la Province qui les présentent, & non aux Etats Généraux, qui n'ont ni territoire, ni juridiction qu'aux Pays & sur les habitans immédiatement Sujets de l'Etat en général. C'est une question qui a été longtems agitée, & souvent débattue entre les Provinces. Mais la Hollande a enfin fait passer son sentiment, & en donna une forte preuve dans une autre affaire dont il sera parlé dans ce même Livre.

Pour ce qui est du différend touchant les vingt deux navires que le Roi de Danemarck avoit fait arrêter au Sund, en l'an 1652, il a été dit que le Protecteur avoit promis de faire comprendre ce Prince au Traité, à condition qu'ils seroient restitués, avec les marchandises qui y étoient chargées. Les Ambassadeurs de cet Etat en étoient demeurés d'accord, & avoient consenti que l'Article fût couché en ces termes-là, afin que le Roi pût jouir de l'effet du Traité incontinent après la signature. Mais ce n'étoit pas ce que les Anglois demandoient. Leur intention étoit de continuer les hostilités contre les Danois jusqu'à la restitution effective, ou du moins jusqu'à ce qu'ils fussent assurés de leur dédommagement, & qu'on leur eut donné de bonnes cautions Bourgeoises dans Londres.

Les Intéressés faisoient monter la valeur de leur marchandises, y compris leur dédommagement, jusqu'à un million & six cent mille livres, & les Ambassadeurs, pour achever de conclure, souffrirent que l'on en fit le XXVIII Article du Traité, & disposèrent quelques Marchands Hollandois, établis à Londres, à s'engager pour cela, sous la garantie des Etats & d'eux Ambassadeurs. Ils nommèrent ensuite deux Arbitres, & les Anglois en nommèrent autant de leur côté pour régler le différend, & pour faire une juste estimation des navires, de leurs cargaisons, & du dédommagement. Les Arbitres après avoir examiné l'affaire, réglèrent enfin les prétentions des Anglois Intéressés à quatre vingt dix sept mille neuf cent soixante & treize livres Sterlings, & dix deniers,

1654.  
*Ambassadeurs.**Différend entre les Anglois & les Danois.**Dédommagement des Anglois.*

1654. deniers, faisant environ neuf cent soixante & dix neuf mille sept cent trente florins, monnoye d'Hollande. Le Roi de Danemarck avoit promis de restituer les navires avec leurs chargeaisons, & de payer le provenu des marchandises qui avoient été vendues ou distraites. Mais lorsque les Etats l'en pressèrent, il répondit : Qu'il prétendoit être satisfait touchant les navires que les Anglois avoient pris sur ses Sujets, & être dédommagé de ses pertes. On ne s'en contenta pas, mais on lui fit dire, que les Etats qui ne s'étoient obligés qu'à le défendre & à le protéger contre les violences que les Anglois lui pourroient faire à cause de la saisie de ces navires, s'étoient aussi obligés avec le Protecteur, sur la parole que le Roi leur avoit donné qu'il restitueroit ce qui se trouvoit encore en nature, avec la valeur des marchandises qui auroient été aliénées, & que sur cette parole ils s'étoient engagés au dédommagement des Intereffés. Tellement qu'ils s'en promettoient l'effet, & l'exécution de la parole de S. M. Mais ils n'en tirèrent rien, & ne purent se dispenser de contenter les Anglois.

*Differends des  
Compagnies  
des Indes.*

Les prétentions que les Anglois avoient à démêler avec les Compagnies des deux Indes de ce Pays étoient moins liquidés, & plus vastes. C'est pourquoi il fut convenu par le XXX Article du Traité : Que de part & d'autre on nomméroit quatre Commissaires qui les examineroient, & les régleroient toutes : à condition que si cela ne se faisoit dans trois mois, on soumettroit ces differends à l'arbitrage & à la décision des Cantons Suisses Protestans.

*Réglés.*

Les Commissaires les réglèrent en ordonnant, que la Compagnie des Indes Orientales de ces Pays restitueroit à celle d'Angleterre l'Île de Pouléron en l'état où elle étoit, à la réserve de l'artillerie, des munitions, des marchandises, & des meubles, & lui payeroit encore la somme de quatre vingt mille livres Sterlings, la moitié au 1. Janvier de l'année suivante, & l'autre moitié au dernier jour de Mars de la même année. Moyennant quoi la Compagnie Angloise renonceroit à toutes ses prétentions, & ne pourroit à l'avenir rien exiger de la Compagnie Hollandoise, sous prétexte des droits d'entrée & de sortie d'Ormuz, ou autrement. Ils adjugèrent aussi aux héritiers de quelques-uns de ceux qui avoient été exécutés à Amboïne, en 1622, une somme de trois mille six cent & quinze livres Sterlings. Et par ce moyen toutes les autres prétentions furent compensées, annulées, & éteintes, sans qu'on les pût faire revivre pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce fût. Il n'y eut que quelques affaires dont la Justice avoit déjà pris connoissance, & dont on permettoit de continuer la poursuite, qui furent exceptées.

*Les Ambassa-  
deurs d'Hol-  
lande revien-  
nent.*

Le Traité de Marine, & l'Alliance qui se négocioit entre la France & l'Angleterre étoient d'une autre nature, & des ouvrages plus grands & plus difficiles. C'est pourquoi les Ambassadeurs qui n'y avançoient rien, commençant à s'ennuyer à Londres, demandèrent, & obtinrent permission de revenir. Jongstal disoit qu'il faisoit le voyage pour ses affaires particulières, & Beverningk, à qui on le permit ensuite, avoit été nommé à la Charge de Trésorier Général, du consentement des Députés de toutes les Provinces, après la mort de M. Godefroi Braßer, qui n'y avoit pas acquis une



une fort grande réputation. La Paix étoit l'ouvrage de Beverningk, & cette belle Charge en devoit être la recompense; mais l'Exclusion du Prince d'Orange lui avoit fait une affaire. Car dès que l'on sçut à la Haye ce qui s'étoit passé à Londres sur ce sujet, les Provinces les plus animées s'en dédirent, & s'opposèrent à l'expédition de sa Commission. De sorte que voyant qu'il étoit inutile en Angleterre, où il n'y avoit plus rien à faire avec le Protecteur, & que ses affaires ne se faisoient point en Hollande, il y revint du consentement de ses Supérieurs.

Il étoit encore en Angleterre lorsque quelques Négocians de Londres qui étoient persuadés que le XVII. Article du Traité permettoit aux Anglois de trafiquer indistinctement par tout, chargèrent deux navires, à dessein de les envoyer droit par l'Escaut à Anvers. La guerre que l'Espagne & les Provinces Unies avoient faite avec grande animosité, avoit fait fermer ce passage; en sorte que ceux qui vouloient porter des marchandises à Anvers par eau, ce qui ne se faisoit qu'avec des passeports, étoient obligés de s'arrêter au Fort de Lillo, & d'y changer de barques pour les transporter de là à Anvers. Après la Paix de Munster ceux de Zéelande qui prétendoient faire un grand trafic en ces quartiers-là, obtinrent de l'Etat l'ouverture de ce passage. Mais voyant que les Anglois vouloient s'en servir, ils firent instance à ce qu'il fût refermé. Les Etats d'Hollande s'opposèrent à cette nouvelle demande des Zéelandois, & se contentèrent de se joindre aux autres Provinces, qui trouvèrent bon de faire représenter au Protecteur: Que les navires Etrangers étoient obligés d'aborder dans les ports d'Hollande & de Zéelande, d'y rompre leurs Charges, d'y payer les droits d'entrée, & de faire charger leurs marchandises sur d'autres bâtimens. Que les Commissaires Anglois en expliquant l'Article qui parle de la Liberté du commerce, y avoient fait ajouter: Que cette Liberté étoit reserrée dans les limites des Loix, Coûtumes, & Ordonnances des deux Etats. Que la Zéelande étoit de tout-tems en possession du Droit d'Etapes pour toutes sortes de marchandises, même à l'égard des autres Provinces-Unies, en telle sorte que tous les Alliés qui font comme un même Corps avec la Zéelande, sont obligés d'y payer les droits d'entrée & de sortie. Que ce Droit dont la conservation fait un si notable intérêt de l'Etat, lui avoit été confirmé par une Résolution formelle, prise du consentement de toutes les Provinces dès le 13 Janvier 1609. Qu'au Traité de Trêve conclu la même année avec le Roi d'Espagne & avec les Archiducs il n'en fut point du tout parlé, parceque ce Droit n'avoit jamais été disputé à la Province de Zéelande; mais que depuis que l'on eut résolu d'écouter les ouvertures que les Espagnols faisoient pour une Paix perpétuelle, il fut jugé nécessaire par toutes les Provinces d'ordonner dans l'Instruction, que l'on arrêta le 28. Octobre 1645, pour les Ambassadeurs Plénipotentiaires qui devoient aller à Munster, que l'on stipulât, comme une chose très importante à l'Etat: Qu'il lui seroit permis de tenir les passages de l'Escaut, du Sas de Gand, & de la Soute, en Flandre, fermés, & que cela avoit été converti en un Article exprès au Traité qui fut fait avec le Roi d'Espagne à Munster. Tellement qu'il

1654. n'y avoit point d'apparence d'excuser les Anglois seuls de cette sujettion.

*Le Protecteur  
y acquiesce.*

Le Protecteur y acquiesça, & des deux navires que les Anglois avoient prétendu envoyer à Anvers, l'un fut déchargé, & l'autre prit une autre route. A cette occasion les Députés de Zéelande firent de grandes instances à ce que le passage de l'Escaut fut encore bouché, & que l'on fit arrêter les marchandises à Lillo pour les faire changer de barques. Les autres Provinces y avoient fort peu d'intérêt, & la plupart n'y en avoient point du tout. C'est pourquoi elles y consentirent, & il y eut une Résolution prise pour cela. Mais lors qu'il la fallut faire exécuter les Etats d'Hollande s'y opposèrent; quoique ceux de Zéelande redoublassent de tems en tems leurs instances.

*Differends de  
l'Overyffel.*

Il a été dit ci-dessus un mot, en passant, des divisions de la Province d'Overyffel. Les Etats de cette Province avoient été convoqués à Déventer au mois d'Avril 1654. Plusieurs affaires très importantes y devoient faire le sujet de leurs Délibérations, tant à l'égard de la République, que de leur Province en particulier. Elle n'avoit pas encore dit son sentiment sur l'Etat de la guerre, ni touchant les deux millions que le Conseil d'Etat avoit demandé, outre les six millions que les Provinces avoient déjà accordé, tant pour l'armement & la subsistance de l'armée navale, que pour la construction de trente Vaisseaux neufs. Elle devoit aussi donner ordre au paiement des subsides qui étoient dus au Roi de Danemarck; nommer un Député qui représentât la Province dans la Chambre Mi-partie; délibérer sur le Rapport fait par les Ministres qui avoient été en Portugal; touchant les considérations qui empêchoient le Conseil d'Etat de recevoir la nouvelle Instruction que la Grande Assemblée avoit arrêtée en 1651, & enfin sur les suites de la Paix d'Angleterre. Mais ces Messieurs au lieu de faire leur occupation de ces affaires pour lesquelles ils étoient assemblés, se divisèrent sur un intérêt particulier qui faillit à perdre toute la Province. La Charge de Drossart ou Bailli de Twente étoit vacante; M. Rudiger de Harfolte, créature de la Maison d'Orange, & son serviteur particulier comme son Bailli à Lingen, la briguoit pour lui, & comme il avoit quantité de parens & d'amis dans l'Assemblée il ne pouvoit pas douter que la pluralité des voix ne la lui donnât s'il pouvoit s'assurer de celles des Villes. Pour se les acquérir il laissa la disposition de sa Charge de Receveur du Quartier de Salland aux Villes de Campen & de Zwoll, tellement qu'il n'eut pas beaucoup de peine à obtenir ce Bailliage, qui lui donnoit une grande autorité dans la Province. Mais plusieurs Gentilshommes se joignant à la Ville de Déventer, s'opposèrent à sa réception, & avec tant de chaleur que ses partisans n'osant entreprendre de l'établir par la force, sortirent de Déventer, où le Magistrat dispoisoit de la Garnison qui étoit dans la Ville, & se retirèrent à Campen. Ils s'assemblèrent depuis à Zwoll, pendant que ceux du parti contraire continuoient de s'assembler à Déventer, où les Etats avoient été légitimement convoqués, & où, suivant l'ordre, l'Assemblée devoit se tenir cette année.

*Ils font des*

Les animosités étoient si grandes de part & d'autre que l'on com-



commença à battre la Caisse pour faire des levées de gens de guerre, & on vouloit se servir de ceux qui étoient en garnison dans les Villes à l'exécution de la passion de quelques particuliers. Mais les Etats d'Hollande les prévirent, en faisant des défenses expressees aux Officiers des troupes qu'ils payoient, de se mêler de ces querelles domestiques, & d'obeir aux commandemens que les uns ou les autres pourroient faire pour les porter à des exécutions violentes, jusqu'à ce que les Etats de la Province se fussent réunis dans un seul Corps. Les Etats Généraux suivirent cet exemple, en faisant faire les mêmes défenses à tous les autres Officiers, & déclarèrent en même tems aux deux partis, que l'on n'auroit point d'égards à leurs Lettres particulières, & qu'on les supprimerait. Il y avoit en cela quelque chose de bien extraordinaire, & tout à fait contraire à ce qui avoit été réglé par la Grande Assemblée, qui donne aux Etats des Provinces la disposition des Gens de guerre qui y sont en garnison : ce que les Députés de Zéelande, de Frise, & de Groningue ne manquèrent pas de faire remarquer, & ceux de Frise protestèrent particulièrement contre la Résolution qui défendoit aux troupes de se déclarer. Mais on pouvoit dire pour la justification des Etats d'Hollande, qu'il n'y avoit point d'Etats en Overijssel, parceque là où il y a plus d'un Souverain il n'y en a point du tout. C'est pourquoi les Alliés qui vouloient éviter de plus grands désordres, jugeoient qu'il étoit nécessaire de désarmer les deux partis, ou du moins de ne leur pas prêter des armes dont ils pouvoient se couper la gorge. En conséquence ils prièrent les uns & les autres de licentier leurs nouvelles levées, & offrirent leur entremise pour l'accommodement de ces fâcheux démêlés.

Mais elle fut rejetée, & les Députés qui se trouvoient à Zwoll se servant de cette occasion comme si les Etats de la Province n'étoient divisés que parce qu'il n'y avoit personne qui eût assez d'autorité pour l'empêcher, & faisant accroire que le seul moyen de rendre la paix à la Province étoit de faire un Gouverneur, nommèrent, le 14 Octobre, le Prince d'Orange à cette Charge. Toutefois pour ne pas se rendre tout à fait ridicules en mettant la décision de leurs différends entre les mains d'un enfant, ils s'aviserent de lui donner un Lieutenant pour en faire les fonctions pendant sa Minorité, & d'honorer de cette qualité le Comte de Nassau, Gouverneur de Frise & de Groningue. Les Gentilshommes, & les Députés des Villes qui étoient assemblés à Zwoll, avoient convié les Magistrats d'Hasselt & de Steenwyck d'y envoyer aussi leurs Députés, afin d'autoriser cette grande action de leur présence. Mais lorsque ceux-ci y arrivèrent l'affaire étoit faite, de sorte qu'ils s'en retournèrent chez eux si mal satisfaits qu'ils protestèrent contre cette Election, qui produisit bientôt d'assez mauvais effets, & fit tort au Comte de Nassau. Jusqu'ici je ne lui ai donné que cette qualité ; mais à l'avenir il paroîtra en cette Histoire sous celle de Prince, parcequ'en ce tems-là il l'obtint de l'Empereur, qui voulut bien distinguer les Comtes de Nassau des Branches de Dillenbourg, de Siegen, & d'Hademâr.

Le nouveau Prince de Nassau fit son Entrée solennelle à Cam-  
pen, & prit possession du Gouvernement de la Province sous le

*Ceux de Zwoll  
donnent le Gouver-  
nement de  
la Province au  
Prince d'Orange.*

*Ils lui donnent  
un Lieutenant.*

*Le Comte de  
Nassau est fait  
Prince.*

*Le Prince de  
Nassau Lieutenant.*

1654.  
nant du Prince  
d'Orange en O-  
veryffel.

Affaires du  
Bresil.

Prince d'Orange. Mais la Ville de Déventer, & une partie de la Noblesse appuyées de l'autorité des Etats d'Hollande, s'y opposèrent, & avec tant de vigueur que quelque tems après il fut obligé de renoncer au Gouvernement, de la manière qu'il fera dit ci-dessous.

Une des mauvaises suites de la funeste guerre d'Angleterre fut la malheureuse perte du Récif, de Fernambouc & de tout ce que la Compagnie des Indes Occidentales possédoit encore au Bresil. Il y avoit longtems que la Compagnie ne subsistoit plus que par le moyen des subsides dont l'Etat la soulageoit de tems en tems; mais ces subsides étoient si foibles, si languissans, & si tardifs qu'ils étoient incapables de la sauver. Il étoit impossible de les continuer pendant la guerre d'Angleterre, & les offres spécieuses que l'Ambassadeur de Portugal faisoit, & qu'on ne croyoit que trop, étoient cause que l'on négligeoit les instances pressantes de la Compagnie, à laquelle on ne donnoit plus de subsides du tout, ou on lui en donnoit de si chetifs qu'elle n'en pouvoit pas retirer la moindre utilité. Le nombre des gens de guerre qu'elle entretenoit au Bresil ne suffisoit pas pour la garde de la moitié des Places qu'elle y possédoit encore, & ceux qui y étoient restés étoient extrêmement mécontents, & presque désespérés à cause du peu d'ordre que l'on donnoit pour leur nourriture, & pour leur paiement. Il n'y avoit point de Vaisseaux sur la Côte, point de munitions dans les Magasins, les fortifications des Places étoient ruinées, & la plupart des Forts manquoient d'eau fraîche. Si bien que comme les Chefs ne pourvoyoit point à la subsistance des soldats, les soldats n'avoient pas pour les ordres des Chefs le respect ni l'obéissance qu'ils s'en devoient promettre. On n'en étoit que trop bien informé en Portugal, où on considéroit le Bresil comme un des principaux fleurons de la Couronne, lequel le Roi tâchoit d'y réunir par toutes sortes de moyens: comme il auroit fait un des plus importans commerces des Provinces-Unies si ce riche Pays eût été entre les mains de gens qui eussent eu assez d'esprit pour le considérer, & assez de conduite & de probité pour le conserver.

Description  
du Récif.

Il a été dit ailleurs de quelle façon les Portugais s'y étoient pris pour en faire soulever les habitans, & pour se faciliter la réduction de la Ville de Fernambouc. Don Francisco Baretto, qui faisoit la Charge de Mestre de Camp Général au Bresil pour le Roi de Portugal, parut vers la fin de l'année 1653 sur ces Côtes-là, avec une armée navale composée de soixante huit voiles, & capable d'exécuter les ordres qu'il avoit d'achever cette illustre conquête par celle du Récif. Cette place est dans une assiette si avantageuse que l'on peut dire que c'est la plus forte de toutes les deux Indes, comme elle est sans doute la plus importante de tout le Bresil. Elle est située à huit degrés au delà de la Ligne Equinoctiale, ayant la mer vers le Levant, & vers le Ponant la terreferme; Olinde, Guayana, Paraïba &c. vers le Nord; & le Cap de S. Augustin, avec la rivière de S. Francisco vers le Midi. Toute la Côte du Bresil est comme ceinte de rochers, que l'on ne voit point lorsque la Marée est haute, mais le Reflux les découvre, avec quelques ouvertures qui donnent passage aux navires,



res, & les conduisent à des ports & à des bayes que la nature y a formé à certaines distances. Le Récif a été bâti sur la pointe d'une Péninsule, ou Langue de terre, que l'on n'appelleroit pas improprement une digue; levée, ou chaussée naturelle, d'une lieue de longueur sur deux cent pas de large, & s'étend depuis la Terre-ferme entre deux eaux jusqu'au pié de la montagne d'Olinde à laquelle elle tient par un pont de bois. A la tête de cette digue du coté d'Olinde les Hollandois avoient fait faire une Redoute, que les Portugais prirent par la trahison de ceux qui la gardoient. Après cela voulant ôter aux Hollandois l'eau fraîche, & incommoder les deux Forts, & l'Hôpital fortifié qui couvroient le Récif, ils firent deux autres Forts sur la Digue. Le Récif est à l'autre bout de la même Digue, sur la pointe, où un autre pont de bois le joint à une Isle, que la mer y forme d'une lieue de tour, ou environ, dans laquelle Jean Maurice, Comte de Nassau, étant Gouverneur & Capitaine Général du Brésil, avoit fait bâtir une Ville des ruines de celle d'Olinde, & lui avoit donné son nom. Elle étoit fort bien fortifiée, & accompagnée d'un Fort à cinq Bastions, que l'on appelloit le Cloître, parceque c'avoit été autrefois un Convent de Cordeliers. Il y avoit outre cela un Fort à trois Bastions, deux autres, dont l'un étoit à cinq, & l'autre à quatre Bastions, encore un autre Fort nommé los Affogados, à six Bastions, & enfin le Fort de Baretto à quatre.

MM. Walter ou Gauthier Schonenbourg, & Henri de Haes <sup>Perte de Bre-  
sil.</sup> y avoient le direction des affaires générales, avec la qualité de Conseillers, & Sigismond Schoppe commandoit sous eux les armes de la Compagnie comme Lieutenant Général. Les Officiers qui étoient en garnison dans les Forts voyant paroître l'armée Portugaise, firent instances à ce que l'on réparât promptement ce qui manquoit aux fortifications de leurs postes, & demandoient de l'argent, des vivres, des munitions, & des habits pour leurs soldats qui étoient presque nus, &, comme je viens de dire, fort mécontents, parcequ'on les avoit retenus malgré eux dans ce fâcheux climat plusieurs années au delà de leur engagement; mais ils n'obtinrent que des reproches & des injures. Cette mauvaise disposition donna un si mauvais pli aux affaires, que les Portugais qui n'avoient rien fait depuis le 20 Décembre qu'ils étoient arrivés, résolurent, le 5. Janvier 1654, de faire un essai de leurs armes. Ils prirent le premier Fort à la première attaque, & presque sans résistance, parceque les assiégés furent contraints de se rendre faute d'eau douce. La facilité de cette conquête confirma Don Baretto dans l'opinion qu'il avoit déjà du mauvais état où les affaires de la Compagnie étoient dans le Brésil. Il n'en fut bientôt que trop assuré, & il ne put plus douter du succès de son entreprise après que le Conseil eut fait mettre le feu au Fort qui défendoit le havre. La garnison du Fort d'Altena se mutina, & se rendit aux Portugais, parceque dans cette extrémité Schonenbourg & Haes vouloient encore diminuer ou retrancher les Rations aux soldats, bien que les Magasins, où il n'y avoit point d'autres munitions, fussent remplis de vivres. La perte de ces deux Forts, & le Siège du troisième que les Portugais attaquèrent en même tems, acheva d'abatre le courage des deux Di-  
recteurs,

1654.

*On procède  
contre les au-  
teurs.*

*Les Etats d'  
Hollande s'y  
opposent.*

*On arrête les  
deux Dire-  
cteurs, & le  
Lieutenant Gé-  
néral.*

recteurs, qui ne pouvant pas dissimuler qu'ils vouloient se rendre, demandèrent une Suspension d'armes pour trois jours, pendant laquelle ils firent leur Capitulation. Ils promirent de rendre non seulement le Récif avec tous les Forts voisins, mais aussi l'Isle de Ferdinand Norogua, Tamarica, Paraïba, Rio Grande, où le Colonel Haultin qui pouvoit aisément défendre le Fort S. Marguerite, abandonna tout pour se rendre aux Indes de l'obéissance du Roi d'Espagne. C'est ainsi que par la foiblesse, l'incapacité, & la lâcheté de deux ou trois hommes, & par le peu de soin & de moyens que l'on avoit en Hollande de les secourir, l'Etat & la Compagnie des Indes Occidentales perdirent ce grand & beau Pays, qui étoit de la dernière importance pour le commerce que l'on y faisoit déjà, & qui auroit été bien plus considérable à l'avenir.

Schonenbourg, Haes, & Schoppe étant arrivés en Hollande s'y trouvèrent exposés aux cris & aux plaintes de quantité de personnes qui avoient perdu leurs parens, leurs maris, ou leurs biens en ces quartiers-là, & plusieurs veuves & orphelins qui avoient tout perdu, firent tant de bruit que les Etats Généraux renvoyèrent la connoissance de l'affaire au Conseil d'Etat, & donnèrent ordre au Fiscal d'informer, & de faire procéder criminellement contre les auteurs de cette perte.

Le Conseiller Pensionnaire d'Hollande qui est le conservateur des Libertés & des Privilèges de la Province, (selon son Instruction qui le lui recommande bien expressément, & sur laquelle il fait serment à son Installation) n'étoit pas dans l'Assemblée lorsque cette Résolution fut prise. Considérant que les autres Provinces pourroient tirer avantage de cet exemple, il fit connoître, que ce n'étoit ni l'intérêt, ni l'intention de ses Principaux, que les Etats Généraux qui n'ont ni territoire, ni juridiction en Hollande, se donnassent cette autorité. Il est vrai qu'il n'y avoit rien de semblable à ce qui s'étoit fait en l'an 1618, lorsque les Etats Généraux donnèrent des Juges délégués à des Ministres qui étoient Sujets, & au serment particulier des Etats de la Province d'Hollande. Mais en cette occasion les Etats Généraux prétendoient pouvoir donner des Juges à des personnes Politiques qui étoient au service de l'Etat en général, & qui avoient pris Commission des Etats Généraux. Cela avoit quelque réflexion sur Beverningk & Nieuwpoort, que les Etats d'Hollande ne vouloient pas abandonner aux Etats Généraux, mais ils entendoient qu'ils ne rendissent compte de leurs actions qu'à leur Province. Pour faire réussir l'intention de ses Maîtres le Pensionnaire fit d'abord comprendre, que pour juger les criminels il falloit nécessairement distinguer entre les Magistrats Politiques & les Officiers Militaires, en faisant juger les uns par les Juges Ordinaires, & les autres par le Conseil de Guerre. A quoi il ne trouva point de répugnance du tout.

De sorte que les Etats Généraux ayant prié les Conseillers-Députés d'Hollande de leur prêter un Officier & quelques Soldats de leurs Gardes, ils firent arrêter le Lieutenant Colonel Schoppe dans l'auberge où il étoit logé. Ils voulurent s'assurer de la même manière des deux Conseillers. Mais les Députés d'Hollande leur représentèrent, que Schonenbourg étant Sujet des Etats de Groningue, ils ne souffriroient pas qu'on entreprît dans leur



leur Province sur la juridiction de celle-là sans le consentement des Députés qui étoient de sa part à l'Assemblée des Etats Généraux, & qu'après cela ils ne le feroient qu'en vertu du droit de territoire, & dans l'intention seulement de remettre le prisonnier entre les mains de ceux qui le demanderoient de la part des Etats de Groningue, & à condition que les Alliés ne leur reprocheroient jamais d'avoir attenté sur le droit des autres Provinces par cette capture. Ils disoient à l'égard de Haes, que pas une des autres Provinces ne pouvoit le réclamer, & que se trouvant présentement en Hollande, ils s'en feroient.

Les Députés de Groningue qui ne pénétoient point la véritable intention des Etats d'Hollande, & qui ne faisoient point de réflexion sur l'intérêt de leurs Principaux, ni sur la conséquence de l'action qu'ils alloient faire, ne s'y opposèrent pas; & les autres Provinces souffrirent que les Etats d'Hollande fissent arrêter & garder par six Messagers de leur Province les deux Conseillers dans les auberges où ils étoient logés. Elles s'en repentirent presque au même tems, parceque la Hollande qui tenoit son prisonnier, renvoya la connoissance de son affaire par devant la Cour Provinciale. Cette Cour avoit avisé que la connoissance lui en appartenoit, bien qu'entre ses Conseillers & des plus savants il y en eût qui croyoient, que c'étoit aux Etats Généraux à juger Schoonbourg & Haes, ou à leur donner les Juges qu'il leur plairoit.

*Consentement  
des Députés de  
Groningue.*

Ceux qui étoient de cet avis fondoient leur raisonnement sur le supposé, que les Etats Généraux ont une Souveraineté distincte & séparée de celle qui réside aux Provinces & de celle qu'ils ont comme représentant les Souverains, & les Seigneurs communs des Pays Conquis & Associés, & que comme tels ils ne peuvent pas être sans juridiction & sans territoire. Qu'ils font effectivement faire justice par le Conseil de guerre, par le Conseil d'Etat, & par les Collèges de l'Amirauté, & que par l'Instruction qu'ils ont faite pour le Conseil d'Etat ils se réservent toutes les affaires dont ils n'attribuent pas la connoissance à ce Conseil. Que ceux qui se mettent au service & au serment d'un Souverain, s'assujettissent aussi à sa justice & à sa juridiction, particulièrement pour ce qui regarde le fait de leur Commission, & sur tout quand le délict a été commis dans le Ressort de la juridiction de ce Souverain. Qu'étant de retour du lieu où ils ont été employés ils sont dans le même état jusqu'à ce qu'ils aient fait leur Rapport, & qu'ils aient été déchargés de leur Commission. Que la Haye n'est pas une Ville d'Hollande, mais du Ressort de la Généralité pour les affaires qui regardent l'Etat en général. Sur ces principes ils disoient: Qu'une Souveraineté sans juridiction étoit un corps sans ame, qui n'en peut être séparée sans la destruction de l'un & de l'autre; & ils s'aideroient pour cela d'exemples qui en effet sont si fréquens dans l'Histoire du Pays, & même dans la mémoire des hommes qui vivent aujourd'hui, que la pratique ne justifie que trop, sinon le droit, du moins la possession des Etats Généraux.

*Conflit de  
Jurisdiction.*

Ils en marquoient plusieurs du dernier siècle, mais qui ne faisoient pas tous pour l'intention de ceux qui vouloient s'en aider. En 1607 les Etats Généraux avoient condamné Gaspar Goutveld, Député au

*Exemples pour  
celle des Etats  
Généraux.*

Col-

1654.

Collège de l'Amirauté d'Amsterdam. En 1608 ils donnèrent Sentence contre Sebastien Cornelisson, qui avoit dit avoir vu M. de Barneveld à la Messe. En 1611 ils avoient été Juges entre les Villes d'Anvers & de Goude. En 1621 ils avoient donné des Juges délégués à N. Botberg & N. Einhauts, accusés de trahison; & en 1624 à Jean Carpentier & Gervais Helling, habitans de Dordrecht. En 1625 & 1626 ils avoient fait procéder contre quelques Députés de l'Amirauté de Rotterdam. En 1626 le Conseil d'Etat avoit procédé contre ceux qui ne s'étoient pas acquittés de leur devoir dans la Baye de Todos los Santos. En 1627 le Fiscal avoit intenté procès contre le Réceveur du même Collège, & en la même année ils nommèrent des Juges pour l'affaire d'Amboïne. En 1633 ils jugèrent les Capitaines qui avoient servi sous l'Amiral Pater, & en 1635 ceux qui avoient manqué à leur devoir devant Dunkerque; en 1639 sous l'Amiral Jol dans les Indes Occidentales, & en 1636 le Conseil d'Etat avoit condamné M. de Renesse. Ils marquoient encore plusieurs Graces & Pardons que les Etats Généraux avoient fait expédier, & ils alléguoient particulièrement les Résolutions des 4 & 29 Juin, des 4, 8, 16, 20, 30, & 31 Juillet, & des 12 & 14 Août 1637; quelques Lettres de l'Amirauté d'Amsterdam, des Etats de Zéelande, & du Prince d'Orange, de la même année.

*Exemples en  
faveur des E-  
tats des Pro-  
vinces.*

De l'autre côté on ne manquoit point d'exemples, même en des rencontres toutes sensibles, où les Etats Généraux n'avoient point fait de difficulté d'abandonner leurs Officiers & Ministres à la Judicature du Magistrat du lieu, & les Etats d'Hollande disoient, que si quelquefois la Généralité en avoit usé autrement, c'avoit été du consentement des Provinces, ou de leurs Etats, & moyennant un Acte de non-préjudicier; & que s'ils ne l'avoient pas fait ils avoient péché contre la forme du Gouvernement, & contre la Souveraineté de la Province où ils avoient exercé leur juridiction. Mais que les Etats d'Hollande qui ne reconnoissent point d'autre Souveraineté dans l'Etat que celle qui réside dans les Etats particuliers de chacune des Provinces-Unies, soutenoient que les Etats Généraux n'ont point de juridiction, si ce n'est sur les gens de guerre, & ce par prévention seulement dans l'étendue des Provinces-Unies, à qui l'Union n'ôte pas la Souveraineté, & par conséquent non plus la juridiction qu'ils ont naturellement sur leurs Sujets; comme elle n'ôte pas aux Sujets l'avantage de n'être obligés de répondre que devant le Juge compétent & ordinaire du lieu, surtout quand ils se trouvent dans un lieu où un autre Souverain n'a ni droit de capture, ni aucune autre juridiction. Tellement que détruisant par ce moyen les principes contraires, ils renversoient tout le bâtiment que les autres avoient élevé sur ces fondemens.

*On remet les  
prisonniers en  
liberté.*

Toutefois ni le Conseil de guerre, ni la Cour Provinciale ne firent rien d'éclatant dans une affaire de cette importance, & pour laquelle on avoit fait tant de bruit. Les prisonniers que l'on ne pouvoit pas convaincre de lâcheté, ni de trahison, & qui aussi ne pouvoient pas se justifier entièrement, furent remis en liberté au bout de quelques mois. Tout ce qu'ils purent dire pour leur innocence ce fut de vérifier, que dès l'année passée ils avoient fait  
partir



partir un des Conseillers d'Etat du Bresil, pour remontrer aux Etats Généraux le déplorable état des affaires, & la nécessité d'un secours, sans lequel il étoit impossible de sauver le Pays. Il est vrai que les subides & les secours que l'on donnoit depuis quelques années à la Compagnie n'étoient pas capables de conserver le Bresil. Mais il est vrai aussi que des gens qui eussent eu plus de conduite, & peut-être plus de probité & de désintéressement que ceux que la Compagnie employoit, l'auroient sinon sauvé, du moins empêché qu'il ne se fût perdu avec tant de précipitation & avec tant d'infamie.

Le Roi de Portugal faisant son profit de la guerre dont l'Angleterre incommodoit cet Etat, entreprenoit cependant la Conquête du Bresil contre la foi des Traités, & faisoit négocier à Londres avec le Protecteur, pour tâcher de se mettre à couvert du ressentiment que les Etats témoigneroient après qu'ils auroient fait la paix. Le Comte de Penaguyon, de la Maison de Sa, y conclut un Traité le 10 Juillet de cette année 1654. Il donnoit aux Anglois, entr'autres avantages, la faculté de trafiquer de toutes sortes de marchandises de Portugal au Bresil, & du Bresil en Portugal, sinon d'huile de poisson, de farine, de vin, & de bois de Bresil, & en tous les ports, havres, rades, & places que les Portugais possédoient aux Indes Orientales, & en la Côte de Guinée, sans réserve: la liberté de l'Exercice de la Religion Protestante dans les maisons, & dans les Vaisseaux des Anglois; un lieu particulier pour l'enterrement de leurs morts, & sur tout la franchise des marchandises que les Anglois chargeroient dans leurs navires, quand même elles appartiendroient aux ennemis du Roi de Portugal. Ce Traité fut signé & conclu presque au même tems que le Protecteur fit trancher la tête à Don Pantaleon de Sa, frère de l'Ambassadeur.

*Traité entre  
le Portugal &  
l'Angleterre.*

Ce jeune Gentilhomme, qui étoit Chevalier de Malte, transporté d'une colere furieuse étoit allé, au mois de Novembre de l'année passée, à dessein, & sans sujet dans un lieu qui sert de jour aux Assemblées des Marchands, & sur le soir à la promenade des Bourgeois de Londres, que l'on y appelle le Nouveau Change, où il attaqua & outragea plusieurs personnes de différentes qualités. Comme on l'empêcha ce jour-là d'exécuter tout le mal qu'il avoit envie de faire, il y retourna le lendemain, suivi d'une partie du train de son frère, & d'un carosse rempli de pistolets, de grenades, & d'autres armes à feu, attaqua indistinctement toutes sortes de personnes, & blessa & tua plusieurs innocens avec lesquels il n'avoit point eu de démêlé. Toute la Ville en fut tellement alarmée que le Protecteur fut contraint d'y envoyer ses Gardes, qui eurent de la peine à faire cesser le tumulte, & à faire retirer les Portugais. Mais ils ne furent pas sitôt rentrés dans l'Hôtel de l'Ambassadeur que Cromwell le fit investir, & en fit tirer entre les autres auteurs de ces violences le frère de l'Ambassadeur, à qu'il fit faire le procès. Douze Pairs, moitié François, moitié Anglois, le jugèrent, & le condamnèrent à avoir la tête tranchée. Le Protecteur fit exécuter la Sentence nonobstant les puissantes intercessions de tous les Ministres Etrangers, qui furent bien scandalisés de la violence que l'on avoit faite à

*Exécution du  
frère de l'Ambassadeur de  
Portugal.*

1654.

l'Hôtel de l'Ambassadeur, que tout autre Prince que cet Usurpateur auroit respecté. L'Ambassadeur d'Espagne quoiqu'il n'eût point de commerce du tout avec celui de Portugal, & que le Roi, son Maître, considérât les Portugais comme des rebelles, ne laissa pas de joindre ses offices à ceux des autres Ministres, parcequ'il jugeoit que le *Droit des Gens* y étoit intéressé. Mais lui & eux avoient tort de croire que le Protecteur y voulût avoir égard, après avoir mis la main sur l'Oint du Seigneur, & fait mourir publiquement son Souverain. Le Comte de Penaguyon se hâta de signer le Traité, afin de pouvoir se retirer & d'achever cette Comédie devant que l'on commençât la Tragédie de son frère.

On propose de  
déclarer la  
guerre aux  
Portugais.

On n'avoit pas encore eu avis de la perte du Bresil lorsque les Etats de Zéelande firent ouverture à ceux d'Hollande des moyens qu'ils jugeoient propres pour le rétablissement des Affaires de la Compagnie des Indes Occidentales. Ceux de Zéelande croyoient pouvoir y intéresser le Protecteur contre les Portugais, & ceux d'Hollande étoient bien persuadés qu'il n'y avoit rien de raisonnable à espérer du Roi de Portugal; mais ils ne pouvoient pas trouver bon qu'on en parlât au Protecteur, tant parceque le Traité d'Angleterre n'avoit pas encore sa dernière perfection, que parceque l'on savoit qu'on étoit sur le point de conclure avec l'Ambassadeur de Portugal à Londres. On proposa dès ce tems-là d'envoyer une armée navale de vingt-cinq à trente Vaisseaux sur la Rivière de Lisbonne, & d'en donner le Commandement à une personne de qualité, avec ordre d'offrir la paix au Roi de Portugal à des conditions équitables, & de lui déclarer la guerre s'il les rejettoit. On destinoit à cet emploi Mr. d'Obdam, Lieutenant Amiral d'Hollande; mais il falloit donner à l'Etat le loisir de se remettre des incommodités de la guerre d'Angleterre, dont il lui étoit resté une foiblesse qui ne lui permettoit pas de s'appliquer à une si forte entreprise, & l'obligea à en remettre l'exécution à un autre tems, dont il fera parlé ci-après.

La Reine Chri-  
stine outrage le  
Roi de Portu-  
gal.

Le Roi de Portugal avoit aussi un Ministre à Stockholm, où on l'avoit admis depuis quelques années, pendant que la Reine Christine souffroit encore la France & les François, qui avoient favorisé le soulèvement du Portugal. Ce Ministre, qui étoit du second Ordre, y négocioit une Alliance, & avec beaucoup d'apparence de succès, lorsque la Reine possédée par Don Antonio de Pimentel, Ministre d'Espagne, & voulant lui donner une marque de l'estime qu'elle faisoit de l'amitié du Roi, son Maître, & de la sienne, fit dire au Résident de Portugal: Qu'elle ne connoissoit point d'autre Roi de Portugal que Philippe IV, Roi d'Espagne. Que le Duc de Bragance avoit injustement usurpé cette Couronne-là, & que le Prince Palatin, successeur présomptif de celle de Suede, ayant les mêmes sentimens qu'elle sur ce sujet, ne souffriroit point de Ministre Portugais à sa Cour; de sorte qu'il n'avoit qu'à se retirer, quoiqu'elle pût l'assurer qu'il étoit en sûreté en Suede, puisqu'il y étoit venu sur la foi publique.

Elle résigne sa  
Couronne.

La Reine avoit résolu de résigner sa Couronne, comme elle la résigna en effet peu de tems après; & ayant traversé le Danemarck, & une partie de l'Allemagne *incognito*, & travestie, elle



elle se rendit à Bruffelles, où elle ne dissimula plus ses véritables sentimens, & fit éclater des interêts personnels bien opposés à ceux que le Roi, son pere, lui avoit laissé, & que le Grand Axel, Comte d'Oxenstiern, avoit tâché de lui inspirer dans sa première jeunesse. Je me suis un peu étendu, quoique dans une digression de fort peu de lignes; sur une affaire qui semble n'avoir rien de commun avec l'Histoire de ce Pays. Mais outre que l'on verra dans la suite qu'elle y a beaucoup de rapport, on ne peut pas nier que ce ne soit un si bel endroit qu'il ne défigure rien, quelque place qu'il occupe.

La Reine Christine arriva en Brabant presqu'au même tems que l'on y eut des nouvelles de la défaite des Espagnols, qui avoient été contraints de lever le siège d'Arras. Ils l'avoient assiégé le 29 Juillet, & ne croyoient pas que le Roi de France, dont les armes étoient occupées devant Stenay, fût en état de secourir cette importante Ville, Capitale de l'Artois, qui servoit comme de Citadelle à toutes les conquêtes que la France avoit faites en Flandre. L'Archiduc Léopold, le Prince de Condé, François, Duc de Lorraine, & Don Francisco de Solis, Chef de réputation, avoient la conduite du siège, & ne doutoient point du succès, puisqu'on leur donna le loisir de faire leur circonvallation; & de pousser leurs attaques jusques dans le fossé du corps de la Place. Mais le zèle & la vigueur du Prince de Condé n'étoient pas bien secondés par les autres Chefs. Les Espagnols manquoient de munitions & de canons; & les vivres commençoient à devenir rares, surtout depuis que le Maréchal de Turenne étoit venu se poster entre le camp des Assiégés & Douây, dont l'armée Espagnole tiroit toute sa subsistance. De sorte que l'on donna à la Garnison le tems qu'il lui falloit pour se défendre; & à l'armée Française le moyen de la secourir après la réduction de Stenay. Chamilli qui commandoit dans la Citadelle pour le Prince de Condé, & Colbrant qui gardoit la Ville pour le Roi d'Espagne, capitulèrent, & rendirent la place le 6. Août; & le 25 du même mois les François attaquèrent & forcèrent les Lignes devant Arras. Le Prince de Condé y acquit bien autant de gloire qu'il auroit pu faire dans l'avantage d'une bataille, puis qu'en faisant la retraite avec les troupes que la première attaque n'avoit pas mis en déroute il sauva les débris de l'armée Espagnole, qui étoit entièrement perdue sans cela. Après cet avantage le Maréchal de Turenne & celui de la Ferté-Seneterre qui avoit eu le plus de part à cette action, se séparèrent pour d'autres desseins. Le premier alla assiéger le Quesnoi, en Artois; & l'autre Clermont, en Argonne, & tous deux avec le succès qu'ils pouvoient désirer.

*Les Espagnols  
assiégent Arras.*

*Les François  
les forcent dans  
leur Camp.*

*Et font d'au-  
tres conquêtes.*

Toutes ces disgraces redoublèrent le ressentiment que les Espagnols devoient avoir de la perte que la Maison d'Autriche venoit de faire en la personne de Ferdinand, Roi des Romains, fils aîné de l'Empereur Ferdinand III. Ce Prince mourut le 9. Juillet, à l'âge de vingt ans, & la nouvelle que la Reine Christine en eut lui fut une étrange mortification. Elle étoit déjà Espagnole déclarée & elle avoit une estime très particulière pour le Prince de Condé, tant à cause de son mérite personnel, dont

*Mort du Roi  
des Romains.*

*Le Prince de  
Condé est mal  
satisfait de la  
Reine Christine.*

1654.

on ne peut pas assez dignement parler, que parce qu'elle le trouva dans un parti qu'elle venoit de prendre. Néanmoins elle se brouilla bientôt avec lui sur les civilités qu'elle refusoit de lui faire, & que le Prince croyoit lui être dues, parce qu'elle les avoit déjà accordé à l'Archiduc, Gouverneur des Pays-Bas pour le Roi d'Espagne. Elle n'en auroit pas fait de difficulté à Stockholm étant encore Reine; mais elle croyoit qu'elle ne devoit rien faire à Brusseles qui pût faire connoître qu'elle ne l'étoit plus. Le Prince la vit *incognito*, & n'eut point de peine à se défaire de la grande opinion qu'il avoit eue d'abord de son esprit, & de sa conduite.

La réputation  
du Prince sau-  
ve les Pays Bas.

Le Parlement  
le condamne.

Il étoit à la tête d'une armée disgraciée & ruinée, de sorte qu'on pouvoit dire que sa seule réputation sauva cette année les Pays-Bas au Roi d'Espagne, qui en doit la conservation à la valeur du Prince, & au crédit qu'il avoit auprès des gens de guerre. Cependant le Roi de France, son Souverain, le déclara criminel, & le Parlement de Paris le condamna comme tel. On y remarqua que le Duc de Guise qui à la réserve de ce qu'il y avoit de Romanesque dans sa vie, étoit certainement un véritable Héros, & qui ne prétendoit céder en générosité & en honnêteté à personne, fut des plus échauffés à opiner à la mort. Le Duc qui avoit soutenu la révolte de Naples, y avoit été fait prisonnier, & emmené en Espagne, & couroit risque d'y mourir en prison, ou du moins de n'en sortir qu'à la paix générale, lorsque le Prince de Condé qui l'estimoit, & qui s'en vouloit faire un ami, se trouvant dans un poste où il rendoit des services très considérables à l'Espagne, obtint sa liberté, & lui donna les moyens de revenir à la Cour. La première reconnaissance qu'il en tira fut le mauvais office que le Duc lui rendit au Parlement; bien que comme parent il eût pu se défendre de se trouver au jugement du procès. Les armes du Prince de Condé furent biffées de dessus la porte de son Hôtel, & ses Gouvernemens donnés à des personnes dépendantes du Premier Ministre. Thomas de Savoye, Prince de Carignan, eut la Charge de Grand Maître de la Maison du Roi, & son bien fut mis en séquestre, afin que du revenu on contentât ses créanciers avant que le Roi en pût disposer. Le Prince de Conti, son frère, commandoit l'armée du Roi en Catalogne, où il prit Puicerda, Urgel, & quelques autres bicoques, & étoit bien à la Cour depuis son mariage avec Mademoiselle de Martinuzzi, nièce du Cardinal Mazarin.

Entreprise du  
Duc de Guise  
sur Naples.

Le Duc de Guise fit une entreprise sur le Royaume de Naples, s'imaginant pouvoir conquérir ce qu'il n'avoit pu garder. Il se flattoit d'y avoir de grandes intelligences, quoiqu'il n'y en eût point du tout. Castelmare, méchant Château, fut toute sa conquête, qu'il fut contraint d'abandonner en même tems, & de se retirer dans les ports de Provence avec l'armée navale qui devoit servir à l'exécution de son dessein.

La cause de la  
Résignation de  
la Reine Chris-  
tine.

Je ne sortirai point de la Sphère de mon sujet en parlant des causes qui obligèrent la Reine Christine à résigner la Couronne de Suède, puisqu'elles le furent aussi de plusieurs Révolutions, où cet Etat eut si bonne part qu'elles rempliront presque quelques-uns des Livres suivans. Il y en a qui veulent faire croire que cet

te



te action fut une des irrégularités de sa vie, dont on avoit remarqué une infinité dans sa conduite pendant son regne. D'autres croient qu'elle s'ennuyoit de regner depuis que les Finances du Royaume qu'elle avoit épuisées, ne pouvoient plus fournir de matière à sa prodigalité, & à la vanité avec laquelle elle affectoit de paroître le plus ce qu'elle étoit le moins. Il est certain que depuis qu'elle s'étoit dégoûtée du Comte de la Gardie elle ne pouvoit plus souffrir les Suedois, dont l'humeur & la conversation étoient son aversion, & qu'elle n'avoit l'esprit rempli que des idées que Don Pimentel & les autres Etrangers y avoient imprimées. La Religion & la manière de vivre de Rome en étoient le seul objet, & de la résolution qu'elle prit de faire passer la Couronne de Suede sur la tête de Charles Gustave de Bavière, son cousin germain, qui fera bien parler de lui dans la suite de cette Histoire.

Van Beuningen qui avoit été auprès de la Reine, premièrement comme Ministre du second ordre, & ensuite avec le Caractère d'Ambassadeur Extraordinaire de cet Etat, avoit pris congé d'elle devant son abdication, & n'en remporta que des protestations inutiles & presque ridicules de l'affection qu'elle disoit avoir pour le bien de ces Provinces, quoi qu'elle n'en eût point du tout. Whiteloë, Ministre du Parlement, qui étoit arrivé au commencement de cette année à Stockholm, y conclut un Traité. Le Protecteur lui continua la qualité d'Ambassadeur que le Parlement lui avoit donnée, avoua sa négociation, & ratifia le Traité qui avoit été signé à Stockholm l'11 Avril, devant que la Reine pût avoir avis de celui qui avoit été conclu avec les Provinces-Unies.

*Van Beuningen ne négocie rien avec la Reine de Suède.*

*Traité entre l'Angleterre & la Suède.*

Christine étant à Anvers fit temoigner à Chanut, Ambassadeur de France à la Haye, qu'elle seroit bien aise de le voir. Il étoit un des premiers à qui elle avoit découvert les sentimens qu'elle avoit pour la Religion Romaine, & lui avoit fait confidence de la pensée qu'elle avoit de résigner sa Couronne; de sorte qu'en le conviant de s'aboucher avec elle on pouvoit croire que c'étoit un effet de l'estime qu'elle avoit pour lui. Mais comme il ne pouvoit pas quitter son poste sans la permission du Roi, ni aller trouver une Princesse qui n'avoit que trop fait éclatter l'inclination qu'elle avoit pour l'Espagne, il communiqua les Lettres de la Reine à sa Cour, qui lui permit néanmoins de l'aller voir. Il se préparoit pour ce voyage, & les Etats avoient déjà donné ordre pour la réception de la Reine à Breda, où l'entrevue se devoit faire, & pour lui faire rendre les honneurs convenables, supposé qu'elle y eût voulu paroître avec sa qualité qu'elle venoit de résigner, lorsque les fâcheuses nouvelles de la levée du siège d'Arras l'obligèrent de prendre d'autres mesures. Elle fit courir le bruit que Chanut l'avoit voulu engager de se rendre à Breda afin de la pouvoir entretenir de la paix que le Roi T. C. vouloit faire négocier avec le Roi d'Espagne par son entremise; mais qu'elle n'avoit garde de s'en mêler jusqu'à ce que l'affront que les armes du Roi C. venoient de recevoir devant Arras fût suffisamment réparé par des avantages qui pussent convier les Espagnols à faire la paix sans chagrin & sans répugnance. Elle désavoua le bruit qu'elle faisoit courir; mais ce désaveu ne laissoit pas d'être désoobligeant pour

*La Reine Christine tâche de surprendre Chanut.*

1654.

*Charles Gustave, Roi de Suède.*

la France, puisqu'elle la chargeoit de la haine de la continuation de la guerre, & l'accusoit d'orgueil & d'opiniâtreté dans le refus qu'elle faisoit de faire la paix.

Le Sceptre de Suede étoit cependant passé en des mains bien plus capables de le manier. Charles Gustave qui avoit commandé les armes de la Couronne en Allemagne, bien qu'elles n'y eussent pas fait de fort grands progrès sous ses ordres, avoit toutes les inclinations guerrières, & ne fut pas plutôt parvenu à la Couronne qu'il fit connoître, que le repos n'étoit pas son élément. Tout le voisinage s'en allarma, & surtout l'Empire, où les Etats qui étoient assemblés en Diette à Ratisbonne, résolurent que les Cercles armeraient, & se mettroient en état de défense. L'Electeur de Brandebourg qui n'a presque point de Pays dont les frontières ne soient contigues à celles des Suedois, fit une Alliance défensive avec l'Electeur de Cologne, & avec les Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg, & fit faire ouverture d'un Traité avec la République des Provinces-Unies, qui ne fut pourtant conclu que l'année suivante.

*Préparatifs pour le siège de Brême.*

Dés devant l'abdication de la Reine Christine, & au commencement de cette année 1654, le Comte de Königsmarck, qui commandoit les armes de Suede en Allemagne, avoit fait des préparatifs pour le siège de Brême. Cette Ville étoit demeurée à la Couronne de Suede par la Paix de Westphalie, à condition qu'on lui conserveroit les mêmes privilèges, exemptions, & franchises dont elle jouissoit lorsqu'elle avoit encore son Archevêque. Il y avoit long-tems que la Ville soutenoit qu'elle dépendoit immédiatement de l'Empire, & qu'elle ne devoit au Seigneur du Diocèse d'autres honneurs & avantages que ceux que les Villes ont accoutumé de rendre aux Princes qui ont le droit de Protection ou d'Avoyerie dans les Villes Impériales. La Couronne de Suede prétendoit au contraire que la Ville de Brême étoit Municipale, & Sujette, & qu'elle devoit reconnoître le Roi en qualité de Souverain, comme les autres Villes de l'Archevêché. Le différend n'étoit pas réglé, & les Suédois ne vouloient pas que l'Empereur ou l'Empire le décidât, parcequ'ils considéroient l'un & l'autre comme parties intéressées. Cependant le Comte de Königsmarck se servant de l'occasion de la guerre d'Angleterre, qui occupoit les armes des Provinces-Unies, entreprit le siège de Brême, & ce avec d'autant plus de facilité que la Ville avoit été proscrite & mise au ban de l'Empire quelque tems auparavant, parcequ'elle s'opposoit avec fermeté au Péage que le Comte d'Oldembourg vouloit établir sur le Wéser.

*Que Königsmarck forme.*

*Les assiégés demandent du secours à l'Empereur.*

*Aux Etats.*

Les Suedois s'étoient saisis dans le voisinage de la Ville de plusieurs postes qui l'incommodoient extrêmement. Les assiégés envoyèrent demander du secours à l'Empereur, aux autres Villes Hanseatiques, & aux Etats des Provinces-Unies. L'Empereur les renvoya aux Princes Directeurs des Cercles de Westphalie & de la Basse Saxe. Les Villes Hanseatiques qui craignoient la Suede, s'en excusèrent sur leur impuissance, & les Etats qui n'étoient pas fort disposés à recommencer la guerre pour les intérêts d'autrui, quoique la conservation de cette Ville ne pût pas leur être indifférente, & que même les Provinces voisines comme la Guel-

dre,



dre, la Frise, l'Overyffel, & Groningue fussent d'avis qu'il ne falloit pas abandonner la Ville de Brême, se contentèrent de résoudre: Qu'on travailleroit à porter les parties à un accommodement. Le sentiment de la Hollande prévalut, parceque ceux-là mêmes qui jugeoient que l'intérêt obligeoit l'Etat à la secourir, ne vouloient pas qu'en la secourant on offensât les Princes dont l'amitié pouvoit être nécessaire à cette République. On confideroit qu'en Suede un Roi vigoureux & belliqueux avoit succédé à la foiblesse d'une femme. Que la Hollande se trouvoit embarrassée du démêlé qu'elle avoit avec les autres Provinces pour l'Exclusion du Prince d'Orange; de sorte qu'il ne lui falloit point d'autres affaires. Que l'Empereur abandonnoit Brême, & que la Province d'Overyffel divisée en elle-même n'étoit pas en état de la secourir. Outre qu'on étoit bien assuré que l'on y feroit entrer du secours si le Comte de Königsmark, dont l'armée n'étoit composée que de neuf mille hommes, ou environ, & qui ne l'avoit assiégée que d'un côté, faisoit le difficile; la rivière rendant le secours infailible. Ils employèrent à cette négociation MM. Van Beuningen, revenu depuis quelque tems de l'Ambassade de Stockholm, Epo Bootsma, & Kniphuysen de Luisbourg, Députés de Frise & de Groningue à l'Assemblée des Etats Généraux, qui leur donna ordre de travailler à l'accommodement, & d'y agir de concert avec les Villes Hanséatiques. Shering Rosenhaven étoit à Staden de la part de la Couronne de Suede, avec la qualité d'Ambassadeur Plénipotentiaire, & de Légat en Allemagne. Les Députés des Etats offrirent leur Médiation, mais Rosenhaven dit, qu'il n'avoit point d'ordre de l'accepter, & même il ne fit pas à leurs personnes les civilités qu'ils prétendoient leur être dues.

*Qui envoient  
des Députés  
à Staden.*

On leur avoit donné la qualité de Députés Extraordinaires, que l'on ne connoissoit qu'en Hollande, où l'on s'étoit donné la liberté de donner à ces Ministres un caractère que l'on ignoroit dans les autres Cours de l'Europe. Rosenhaven ne le respecta point du tout, prit la main & le pas sur les Députés, & se fit donner un fauteuil, pendant qu'il ne leur faisoit présenter qu'une chaise à dos. Ils s'en plainquirent, & dirent qu'étant du Corps de l'Assemblée des Etats Généraux on devoit les considérer & traiter tout autrement, puisqu'en Suede même tous les Ambassadeurs avoient fait à Van Beuningen toutes les civilités entières, & l'avoient traité presque d'égal à eux. Rosenhaven repartit, qu'il n'y avoit que le Caractère d'Ambassadeur qu'il fût obligé de considérer chez lui. Que toutes les autres qualités devoient lui céder la place d'honneur par tout, & que lorsque les Députés l'avoient obtenue de leurs Principaux il ne manqueroit pas à ce qu'il devoit aux Ministres d'une si puissante République.

*Député Extraordinaire,  
qualité nouvelle.*

Autrefois on donnoit la qualité d'Ambassadeur à tous ceux qu'un Souverain envoyoit à un autre Souverain (sous quelque nom qu'il le fût) pour ses affaires. Celle de Résident est fort moderne. Suriano que la République de Venise employoit en Hollande il y a environ cinquante ans, a été le premier; & ce n'est que depuis fort peu d'années qu'on parle d'Envoyés Extraordinaires. L'Allemagne où les Princes ne se servent point d'Ambassadeurs, a trouvé le mot d'*Abgesanter*, approchant de celui qui signifie *Ambassadeur*.

*Comme aussi  
celle de Résident.*

1654.

Le Comte de  
W. cède à l'  
Envoyé de  
France en lieu  
tiers.

Les Agents ne  
font que Pro-  
cureurs.

Il n'y a rien  
de réglé en  
Hollande pour  
le Cérémoniel.

deur en leur langue, mais qui en effet a une signification qui en est bien éloignée. Leurs Ministres ont été les premiers qui ont voulu s'ériger en Ambassadeurs, parcequ'ils ne distinguoient point entre les Représentans & ceux du second Ordre. Ils voyoient que leurs Princes, je n'en excepte pas même les Electeurs, traitoient les Ministres Etrangers, & particulièrement ceux des Têtes Couronnées également, leur faisant des honneurs qui ne sont dus qu'au Caractère, à l'exclusion de toutes les autres qualités, & cédant même la place d'honneur chez eux à de simples porteurs de Lettres; ce qui a donné à quelques-uns de ces Ministres la hardiesse de prendre la main sur des Princes en lieu tiers. J'ai vu depuis quelques jours un Comte de l'Empire, qui d'ailleurs n'a que trop de vanité & trop bonne opinion de sa personne, céder sans contestation à un Ministre du second Ordre en lieu tiers; quoique le Maître de ce Ministre traite le Comte de *Cousin* en toutes ses Lettres, & qu'on ne lui puisse pas refuser le titre d'*Excellence*, qui est dû à sa personne & à son emploi. La foiblesse des Princes qui le souffrent n'est pas pardonnable. Toutes les actions du Roi Louis XIV sont extrêmement judicieuses, & c'est avec grande raison qu'il a déclaré, qu'il n'entend point qu'on fasse de distinction entre les Ministres du second Ordre, quelque qualité qu'ils ayent. Je ne parle point des Agents, qui ne sont proprement que des Procureurs ou Solliciteurs d'affaires, & il ne permet point que ses Envoyés Extraordinaires prétendent d'autres honneurs que ceux que l'on rend aux Résidents, défendant à ses Ambassadeurs de les distinguer dans les Cours où ils résident. Les Ambassadeurs de Venise n'en ont jamais usé autrement, & si ceux des Couronnes ont fait quelquefois des honneurs extraordinaires à des Envoyés, ils l'ont fait ou pour des raisons personnelles, ou parcequ'ils ne savoient pas leur métier. Il est vrai que depuis quelque tems les Ministres de la Cour de France, qui ne considèrent pas même beaucoup les Princes du Sang, ont dans leur fierté si peu d'égards pour les Princes Etrangers, qu'ils veulent que les Envoyés du Roi précèdent en lieu tiers les puînés d'Allemagne; pendant que ceux de la Maison de Savoye ne font pas honneur chez eux aux Ambassadeurs de France.

J'ai été obligé de faire cette digression parceque la foiblesse des Princes, ou de ceux qui négocient sous leur autorité d'un côté, & l'orgueil de quelques Ministres ignorans & présomptueux de l'autre, leur fait commettre tant de fautes en ces rencontres, qu'il sera nécessaire qu'un jour on règle ces cérémonies & civilités, du consentement de tous les Princes & Potentats de la Chrétienté, puisqu'elles sont aujourd'hui une des principales parties de la fonction & de l'emploi de Ministres Publics. Les Etats des Provinces-Unies ont souvent eu la pensée de faire un Règlement pour cette sorte de Cérémonies, comme aussi pour les Civilités que l'on fait dans les Lettres que l'on écrit aux Rois, Princes, & Etats Etrangers, & ils ont souvent nommé des Commissaires pour cela. Mais jusqu'ici ils n'y ont pas réussi, parceque ce n'est pas le fait de tout le monde, & qu'à la réserve de quelque peu de personnes qui s'y sont appliquées dans leurs Ambassades, ils n'en ont point qui l'entendent.



Il y avoit dans la Ville de Brême plus de cinq-mille hommes de combat, & on y en pouvoit faire entrer à toute heure par la rivière, aussi bien que du côté de la terre. Et d'autant que le Comte de Königsmarck ne tiroit point de secours ni d'hommes ni d'argent de Suede, tout ce qu'il pouvoit faire c'étoit d'incommoder la Ville; mais il lui étoit impossible de la forcer, ou de la réduire à la nécessité de capituler. De sorte que Rosenhaven & lui consentirent enfin à un accommodement, qui fit éloigner les troupes Suedoises de devant la Ville, & remettre la décision du différend à une autre occasion. Le Traité se fit vers la fin du mois de Novembre, & la Couronne de Suede se contenta de la promesse que la Ville lui fit, de lui faire hommage en la même manière qu'elle l'avoit fait à son dernier Archevêque, en 1637; sans préjudice des droits des Parties.

Nous avons parlé ailleurs du Duc de Lorraine & des Quartiers d'hyver qu'il cherchoit par tout où il en trouvoit à sa bienséance. Il en prenoit souvent au Pays de Liège, & incommodoit si fort l'Electeur de Cologne, Seigneur Temporel & Spirituel du Diocèse, que ce Prince quoiqu'il n'aimât point les Provinces Unies avoit souvent fait faire instance à la Haye pour une Ligue Défensive, qui le pût mettre à couvert de ces persécutions. On avoit fait plusieurs propositions pour cela, & on étoit même convenu de la qualité du secours que les Alliés se donneroient réciproquement. Mais les Etats vouloient faire entrer dans cette Alliance l'Electeur de Brandebourg, & quelques autres Princes du Voisinage, & devant que l'on pût prendre toutes les mesures nécessaires pour cela il arriva un incident qui en fit prendre d'autres à l'Electeur de Cologne.

Le Roi de France se servant du prétexte de l'observation de la Paix de Munster, à l'exécution de laquelle il se disoit être particulièrement obligé, ordonna à Fabert, Gouverneur de Sedan, de marcher avec un bon Corps de Cavalerie & d'Infanterie, pour faire déloger les troupes du Duc de Lorraine, & du Prince de Condé, qui en prenant leurs Quartiers au Pays de Liège, troubloient la paix de l'Empire. L'Electeur de Cologne qui n'avoit pas demandé ce secours, en fut étonné, parce qu'il appréhendoit qu'au lieu de nourrir une armée, il ne fût obligé de mettre la nape pour deux. Le Comte de Fuenfaldaigne qui entretenoit correspondance avec la Cour de France, & qui avoit seul la confidence de celle de Madrid, communiqua à l'Archiduc les ordres secrets qu'il avoit de se saisir de la personne du Duc de Lorraine. Il y avoit longtems que les Espagnols n'étoient point satisfaits de la conduite de ce Prince, & depuis le Traité qu'il avoit fait avec la France, l'an 1652, toutes ses actions leur étoient suspectes.

Lui de son côté ne dissimuloit pas le mécontentement qu'il avoit des avantages que le Prince de Condé avoit stipulé & obtenu du Roi d'Espagne, qui lui laissoit en propre toutes les conquêtes que ses armes feroient en France, & le Duc vouloit que le Prince lui cédât une des trois places de Stenay, de Dun, ou de Clermont, ou qu'on lui fit part des conquêtes que ses armes aïderoient à faire. Et de fait il empêcha le Chevalier de Guise d'assiéger Guise, & au siège de Rocroy il logea ses troupes en des Quartiers où elles

1654.

*Les Suédois  
levant le siege  
de Brême.**Le Duc de  
Lorraine prend  
ses Quartiers  
au Pays de  
Liège.**Le Roi de  
France envoie  
des Troupes au  
Pays de Liège.**La Maison d'  
Autriche prend  
ombrage du  
Duc de Lorrain-  
ne.**Qui est ar-  
rête prisonnier.*

étoient absolument inutiles. L'Empereur en prenoit ombrage, & le Prince François de Lorraine, frère du Duc, fâché de le voir engagé avec la Comtesse de Cantecroix, & craignant que la passion qu'il avoit pour cette belle Dame & pour les enfans qu'il en avoit procréés, ne l'emportât jusqu'à l'épouser, comme il fit depuis, nonobstant les défenses du Pape, consentit à son emprisonnement. Le Duc faisoit tous les jours de nouvelles affaires aux Espagnols, qui soupçonnoient, ou croyoient en effet qu'il étoit d'accord avec la Cour de France, & qu'il avoit promis de joindre son armée à celle de Fabert, pour ruiner les troupes du Prince de Condé. Le Comte de Garcie, Gouverneur de Cambray, l'arrêta le 18 Fevrier, sur les 5. heures du soir, dans l'antichambre de l'Archiduc. Le lendemain on le conduisit à la Citadelle d'Anvers, & quelque tems après on le fit embarquer à Ostende, pour le conduire en Espagne, où il demeura enfermé au Château de Toledé, jusqu'à ce qu'il fut remis en liberté, la veille de la conclusion du Traité des Pyrenées, en l'an 1659. On arrêta en même tems son Secrétaire & son Argentier. On se saisit de son argent & de ses pierreries, & on tâcha de s'assurer des troupes, dont on laissa le commandement au Comte de Ligneville, sous l'autorité du Prince François de Lorraine, que l'on fit venir exprès de Vienne à Brusselles. Mais le Roi d'Espagne n'en tira pas grand service, parceque ces troupes indignées de voir leur Général prisonnier, & étant d'ailleurs mal payées, & ne jouissant plus des bons Quartiers que le Duc leur donnoit, se dégoûtèrent si bien que le Cardinal Mazarin n'eut pas de peine à les débaucher au bout de l'année, & même de faire passer le Prince François au service de la France. Il est certain que le Prince de Condé favoit le dessein que les Espagnols avoient pris d'arrêter le Duc, & il y en avoit même qui croyoient, & avec beaucoup d'apparence, qu'il l'avoit conseillé, & que c'étoit lui qui par les habitudes qu'il avoit à la Cour de France avoit découvert les intrigues que le Duc y faisoit faire. Il est vrai aussi que le Duc jaloux de la considération que les Ministres d'Espagne avoient pour ce Prince, lui rendoit de très mauvais offices, & que l'on étoit persuadé qu'il avoit promis à la Cour de France de se saisir de la personne.

*L'Archiduc en publie les raisons.*

Quoiqu'il en soit, l'Archiduc en voulant justifier cette action par une espèce de Manifeste qu'il publia, accusoit le Duc non seulement d'avoir permis à ses Officiers & Soldats de voler, & de commettre toutes sortes de violences, jusqu'aux incendies, sacrilèges, & autres crimes atroces, mais aussi d'en avoir profité lui-même. D'avoir eu des intelligences secrètes avec les ennemis. D'avoir formé des desseins très préjudiciables au service du Roi Catholique, & d'avoir offensé tous les Princes & Etats Voisins, afin de lui susciter de nouveaux ennemis; de sorte que S. M. n'avoit pu différer de se saisir de sa personne. Les soupçons qu'on avoit de lui n'étoient pas sans fondement, puisque la France prit trop de part à son malheur pour n'en avoir pas eu à ses conseils.

*L'Electeur de Cologne, & l'Archiduc s'accroissent.*

Sa disgrâce ne déplut pas aux Etats, parce qu'à son occasion l'on n'avoit eu que trop souvent des démêlés avec les Ministres qui étoient de la part du Roi d'Espagne aux Pays-Bas, avec qui

on



on vouloit être bien, & avec qui on étoit assez bien en effet. Incontinent après l'emprisonnement du Duc de Lorraine l'Electeur de Cologne & l'Archiduc, qui appréhendoient tous deux également la marche des troupes de France, n'eurent point de peine à faire leur accommodement, puisque la considération du Duc de Lorraine ne le pouvoit plus empêcher. Leur Traité se fit à Tillemont, moyennant deux cent mille écus que l'Archiduc promit de payer à l'Electeur, pour le dédommager des Quartiers que les Lorrains avoient pris dans l'Evêché de Liège; & pour l'assurance du paiement il le mit en possession de la Terre de Kerpen, & de Lommerken, que le Roi d'Espagne avoit engagée à la Duchesse de Chevreuse, lorsque dans sa disgrâce elle fut obligée de se retirer à Bruxelles, sous le Ministère du Cardinal de Richelieu, & à cause de son retour en France on la déposséda de cette Terre qui lui étoit hypothéquée. Après que l'Electeur de Cologne eut conclu ce Traité il ne parla plus de l'Alliance qu'il avoit fait proposer à la Haye. Mais vers la fin de l'année ses Ministres en signèrent une autre avec l'Electeur de Trèves, l'Evêque de Munster, & le Duc de Neubourg. Cette Alliance n'étoit que pour deux ans, & purement Défensive, contre ceux qui incommoderoient les Alliés de passages, ou de logemens de gens de guerre; & pour cet effet ils devoient mettre sur pié mille neuf cent soixante & dix chevaux, & sept mille huit cent cinquante neuf Fantassins.

Dés l'année passée il s'étoit fait ouverture à la Haye d'un Traité d'Alliance qui devoit se faire avec le Roi & la République de Pologne, & elle avoit été agréablement reçue de ceux qui en ces Pays avoient la principale direction des affaires, tant parce que l'on étoit bien aise d'inquiéter la Suede, que parceque Nicolas de Bie, Résident de Pologne, faisoit espérer, que le Roi, son Maître, agréeroit toutes les conditions qu'on lui proposeroit. On en fit un projet de Traité, qu'on mit entre les mains du Résident, mais avec cette réserve expresse, que ce n'étoit en effet qu'un projet par lequel l'Etat ne prétendoit pas s'engager. Néanmoins le Résident voulut bien être le porteur lui-même de ce projet, & faire le voyage pour le faire agréer à la Diète du Royaume. Il n'y fit rien pourtant, & à son retour il dit pour toute excuse, qu'il étoit arrivé trop tard en Pologne, parceque l'Assemblée dont les Etats du Royaume étoient composés, n'avoit pas été instruite sur cette affaire, dont il n'avoit pas été parlé lorsqu'elle fut convoquée. Mais ce fut en effet parce que ce projet de Traité qui mettoit tous les avantages du coté des Etats, & n'en laissoit presque point à la Pologne, n'y pouvoit pas être agréable. Aussi en demeura t-on là. Les Etats qui voyoient que les affaires se dispoient à un accommodement avec l'Angleterre, ne s'en mettoient pas fort en peine, & la Pologne qui étoit travaillée de divisions domestiques, étoit obligée d'appliquer tous ses moyens à sa propre conservation. Les Cosaques s'étoient révoltés, & avoient défait les troupes Polonoises que l'on devoit employer pour prévenir leur rébellion. Le Czar lui avoit déclaré la guerre, & le Roi de Suede qui vouloit établir sa réputation au commencement de son regne, l'en menaçoit visiblement. De sorte qu'il n'y avoit point d'apparence que cet Etat entrât dans

*La Pologne  
fait proposer  
une Alliance à  
la Haye.*

*Mais inutile-  
ment.*

1654.

les interets, & il ne pouvoit rien contribuer au soulagement des affaires de ce Royaume.

*Manifeste du  
Czar.*

*Libéralité i-  
maginaire du  
Czar.*

Le Czar, ou Grand Duc de Moscovie, voulant justifier ses armes, avoit fait faire un Manifeste en Langue Polonoise, qu'il envoya à presque tous les Rois & Etats de la Chrétienté. On envit deux à la Haye, que les Etats firent traduire, à la réquisition du Gentilhomme qui les presenta dans une audience particulière. Cette Pièce étoit accompagnée d'un Mémoire du Czar, qui demandoit qu'on lui permit d'acheter, & faire sortir du Pays vingt mille mousquets, & six-mille six-cent soixante-six quintaux de poudre à canon & de plomb. Pour obliger les Etats à lui accorder cette faveur, il dit: Qu'en 1629, & 1630, cet Etat étant encore en guerre avec le Roi d'Espagne, avoit demandé permission au Czar, de faire acheter une certaine quantité de salpêtre en Moscovie, & que l'on n'en permit pas seulement le transport, mais aussi que le Czar fit un present aux Etats de deux-mille quintaux de poudre, dont la valeur montoit à dix-neuf-mille livres. Que dans le même tems il leur avoit permis de tirer du pays une certaine quantité de blés, qu'ils avoient demandé, & le commerce par le Nord à Archangel. L'Assemblée fut surprise de ce que ce Gentilhomme disoit de la grande libéralité du Czar, & en fit faire recherche dans les Régîtres; mais il n'y en fut pas trouvé le moindre vestige. Aussi ne fut-ce pas en cette considération qu'on lui accorda ce qu'il demandoit, mais on voulut bien favoriser le commerce, & décharger le Pays d'une quantité de marchandises dont on n'avoit plus besoin; puisqu'on n'avoit garde d'avoir de la complaisance pour un Prince qui venoit de chasser les Marchands Hollandois de la Ville de Moscow. Il étoit venu en la Compagnie de ses deux Ministres; un troisième, qui ne s'arrêta point à la Haye sinon pour se faire expédier un passeport, qui le pût sûrement conduire en France.

*Remarques en  
faveur de ce  
Prince.*

Je ne crois pas devoir parler de l'origine & du progrès de cette guerre de Moscovie & de Pologne, parceque cet Etat n'y a point eu de part. Je ne dirai rien non plus de la réception qu'on fit à ces Ministres, parcequ'on fait à ceux du Grand Duc les mêmes honneurs & les mêmes civilités que l'on fait à ceux des autres Têtes Couronnées, & même quelque chose de plus, puisque les Etats les défrayent pendant le séjour qu'ils font dans ce Pays, logeant ses Ambassadeurs dans l'Hôtel des Extraordinaires; & les Ministres du second Ordre dans une Hôtellerie; tant à cause du commerce qui se fait en Moscovie, & qui est fort considerable, que parceque le Czar défraye aussi tous les Ministres Etrangers qu'on lui envoie. Il y avoit longtems qu'il faisoit des préparatifs pour la guerre de Pologne, non seulement en faisant acheter des armes & des munitions par tout, mais aussi en attirant à son service un très grand nombre d'Officiers Etrangers, qui faisoient faire l'exercice aux Moscovites, & les accoutumoient si bien aux fonctions Militaires qu'il pouvoit s'en promettre de grands services dans les occasions. Il en fit une armée de deux cent-mille combattans; avec lesquels il attaqua les Polonois, assiégea Smolensko sur le Boristhene, courut jusqu'aux portes de Wilna, Capitale de la Lithuanie, & pénétra si avant dans le Pays,

que



que le Roi de Suède craignant qu'il n'entrât aussi dans la Livonie, y fit passer des troupes, & donna ordre que les fortifications de Revel & de Riga fussent mises en état de défense. Ce fut là le commencement de la guerre du Nord, dont nous parlerons dans quelques-uns des Livres suivans. Mais avant que de nous y engager nous dirons encore un mot de l'état où se trouvoient les affaires de la République vers la fin de l'année 1654, & au commencement de la suivante 1655.

Nous marquerons auparavant deux incendies horribles qui arrivèrent cette année en Hollande. L'une prit son commencement dans un moulin à chanvre, au Village de Ryp, le plus grand & le plus riche de toute la Nordhollande. Le feu parut à 7 heures du soir, & comme la plupart des maisons y sont bâties de planches goudronnées, poissées, & couvertes de chaume, la flamme étant poussée par un vent furieux, & trouvant de la nourriture, consuma, en moins de trois heures, plus de six-cent maisons, qui faisoient environ les deux tiers de ce beau Village. La perte fut estimée à plus de deux millions de florins.

*Incendie de Ryp, en Nord-Hollande.*

L'autre embrasement tua tout d'un coup en un moment dans la Ville de Delft, en plein jour, entre 10 & 11 heures du matin, cinquante-quatre personnes, renversa, & accabla plusieurs bâtimens publics & particuliers, coupa les plus gros arbres à fleur de terre, en arracha une quantité d'autres, ruina plus de deux-cent maisons, & il n'y en eut presque point dans la Ville dont le toit ne fût enlevé, & dont les vitres ne fussent fracassées. Les maisons de la Haye en furent ébranlées, & presque toutes les Villes de la Province ouïrent, ou ressentirent l'effet de ce terrible coup. On le prit d'abord pour un tremblement de terre; mais on sçut bien tôt que le feu avoit enlevé le magasin où les Etats d'Hollande faisoient enfermer leur poudre à canon dans la Ville de Delft. Le Commis qui en avoit la garde y étoit entré pour prendre de la poudre à tirer au gibier; mais de dire comment l'accident arriva c'est ce qui est impossible, puisque celui qui en pouvoit dire les particularités y périt le premier, en sorte que l'on n'a jamais pu recouvrer la moindre partie de son corps. Le fossé qui ceignoit le magasin devant l'embrasement étoit rempli d'eau; mais au lieu de cela on n'y trouva plus qu'une mare à l'endroit où étoient auparavant les fondemens du bâtiment. Les Etats d'Hollande ont depuis fait faire un autre magasin hors de la même Ville, & à la portée du canon de Delft, sur le canal qui conduit à Rotterdam, enfermé d'un double fossé, sous la garde d'une Escouade de Soldats, qui se relève de tems en tems. Ceux qui disent que ces accidens sont des présages de malheurs, parlent fort improprement, à mon avis; ce ne sont pas des présages mais bien des malheurs & des plus grands: quoique la guerre & les autres fleaux de cette nature aient quelque chose de plus funeste en leur suite & en leur durée.

La paix d'Angleterre étoit bien quelque chose. Elle donnoit un peu de liberté au commerce; l'Etat n'étoit plus obligé de charger ses habitans de taxes continuelles pour fournir à la dépense des armemens extraordinaires, & on ne voyoit plus l'Océan couvert de flottes formidables, ni ses eaux teintes du sang d'une in-

*On n'est pas encore bien avec l'Angleterre.*

1655. finité de Chrétiens qui y périssoient tous les jours. Mais cet Etat ne jouissoit pas encore d'un profond repos pour cela. Il n'y avoit rien de réglé pour le fait de la Marine, & la navigation ne laissoit pas d'être troublée & incommodée. Les Anglois qui n'avoient pas encore conclu leur Traité avec la France au commencement de 1655, & qui rompirent avec l'Espagne vers la fin de la même année, continuoient de visiter les navires Hollandois, les emmenaient, & les arrêtoient dans leurs ports. Ils faisoient subsister leur Ordonnance du mois d'Octobre 1651, aussi bien que leurs défenses de trafiquer aux Caribes; & par les Traités qu'ils avoient fait avec le Portugal & la Suede, & même avec le Roi de Danemarck, qui leur avoit été un ennemi irréconciliable, ils avoient accordé à ces peuples des avantages qu'ils refusoient aux habitans de ces Provinces. Les Vaisseaux Danois & Suedois qui viendroient échouer sur les Côtes d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, devoient être restitués aux propriétaires, en payant le droit de Sauvement. Il leur suffisoit de montrer leurs passeports ou Lettres de Mer pour s'exempter d'être visités, & même l'Ambassadeur de Portugal avoit stipulé: Que le navire franc affranchiroit toute sa Cargaison. Les differends que les deux Compagnies des Indes Orientales avoient entr'elles n'avoient été réglés qu'en partie, & l'on avoit de la peine à demeurer d'accord des termes de la Quit-tance que la Compagnie Angloise donneroit des sommes qu'elle devoit toucher, & qui lui avoient été adjudgées par les Arbitres. Tout ce que l'on put obtenir ce fut de faire consentir le Protec-teur, à ce que les differends qui n'avoient pu être ajustés à Lon-dres par des Commissaires dans le tems porté par le Traité, le fussent par les mêmes Commissaires, qui se rendroient pour cet effet à Amsterdam, dans le 20 Juillet, & seroient obligés de les terminer dans trois mois. Mais cela n'eut point de suite, parce-que les Commissaires Anglois ne voulurent point se mettre en chemin qu'ils ne sçussent, qui payeroit les fraix de leur voyage, & du séjour qu'ils feroient en Hollande; & les Marchands refusant d'y fournir, il fallut amortir toutes ces vieilles prétentions. Il ne fut pas parlé non plus du Règlement qui se devoit faire pour le fait de la Marine, pour lequel Nieuwpoort qui étoit demeuré à Londres pour cela, faisoit de tems en tems des instances fort pressantes, mais inutiles. Le Protecteur n'étoit pas jaloux des établissemens que les Danois & les Suedois pouvoient faire, par-cequ'ils ne pouvoient pas être fort considerables. Il ne craignoit point que les Portugais secourussent les Espagnols, qui alloient être ses ennemis déclarés. Au contraire il savoit que les Hollandois voudroient profiter de cette mésintelligence; qu'ils ne manque-roient pas de continuer leur commerce en Espagne pendant que celui des Anglois en seroit banni, & même que les Espagnols & les Flamans continueroient de se servir des navires Hollandois pour le transport de leurs marchandises. C'est pourquoi il diffé-roit d'accorder aux habitans de ces Provinces les avantages dont il étoit si prodigue envers les autres Nations. D'ailleurs ses finan-ces étoient épuisées, & il étoit obligé de demeurer encore armé dans les trois Royaumes, où la dernière guerre maritime avoit achevé de consumer, avec les Biens d'Eglise, & le Domaine du  
Roi,



Roi, tout ce qu'il avoit pu retirer de la confiscation des biens des partisans de la Maison Royale, que l'on appelloit *Malignans*.

C'est ce qui le fit résoudre d'aller jusqu'à la source de l'or & de l'argent, & d'attaquer le Roi d'Espagne dans les Indes Occidentales. Il disoit : Que les Espagnols les avoient usurpées sur les Seigneurs naturels & légitimes du Pays. Que le droit qu'ils prétendent y avoir, & qu'ils fondent sur le titre que le Pape leur a donné, est ridicule. Qu'ils empêchent les autres Nations d'y trafiquer, & que sur cette seule raison elles devoient les considérer comme des ennemis communs, & s'y établir par force. Au reste que les Anglois le pouvoient faire avec d'autant plus de justice qu'ils ne pouvoient pas ne se point ressentir d'une infinité de cruautés & d'outrages que les Espagnols leur avoient fait en ces quartiers-là ; où par ce moyen on ne feroit que continuer les hostilités que les Espagnols y avoient commencé sous les Regnes de la Reine Elizabeth, & des deux derniers Rois d'Angleterre. Il confia l'exécution de ce grand dessein à Penn & à Venable, & ce dernier ayant fait une descente dans l'Isle d'Hispaniola, il y attaqua la Ville de S. Domingo, Capitale de l'Isle. Mais ayant été repoullé, il alla à l'Isle de la Jamaïque, distante de l'autre de vingt lieues, & s'en rendit le maître. Les Anglois l'avoient cidevant prise, en 1596, sous la conduite d'Antoine Sherley ; mais ils l'abandonnèrent presqu'en même tems, quoique l'air y soit fort sain, & que ce soit la plus fertile des Isles de ces Quartiers-là. Ils en savent fort bien faire leur profit presentement ; puisqu'ils en ont fait comme une Placé d'armes, d'où ils font souvent des courses & des descentes sur les terres du Roi d'Espagne, & incommodent fort les Espagnols, qui sont obligés de passer à leur vue, par manière de dire, en allant & revenant avec leurs trésors à la Havana, dans l'Isle de Cuba, qui n'est éloignée de celle de la Jamaïque que de vingt lieues. C'est là où la Flotte Espagnole a son rendez-vous quand elle repasse en Europe, chargée des richesses du Perou.

Sur les premiers avis que l'on en eut en Espagne on saisit les navires, & les effets des Anglois. On en fit autant en Flandre, & ce fut là le commencement de la rupture entre les deux Nations ; quoique les Espagnols ne le fissent que par forme de Répresailles.

Nous avons parlé ailleurs des grands avantages que Don Alonso de Cardenas avoit offert au Protecteur, pour l'obliger à se déclarer contre la France. Au commencement de l'année 1655 le Roi d'Espagne avoit fait passer en Angleterre le Marquis de Leyde, Amiral de Flandre, & Gouverneur de Dunquerque, pour appuyer & seconder la négociation de Don Alonso ; mais son voyage ne servit qu'à faire hâter la conclusion du Traité avec la France. Car Neufville-Bourdeaux, Ministre du Roi de France, voyant les diligences que les Espagnols faisoient pour faire entrer les Anglois dans leurs intérêts, redoubla les siennes, & y réussit. Le Protecteur de son côté ne se contentoit pas de la part que le Roi d'Espagne vouloit bien lui faire de ses trésors ; il avoit envie de les avoir tous, ou du moins le moyen de les aller prendre sur les lieux, & d'en faire lui-même le partage.

Et

1655.

*Fait retirer  
l'Ambassadeur  
d'Espagne.*

Et d'autant que les Espagnols témoignaient être assez sensibles à ces hostilités, qui se faisaient sans déclaration de guerre, le Protecteur se fâcha de leur ressentiment, & envoya ordre à l'Ambassadeur d'Espagne de sortir du Royaume, refusant même de l'admettre à la dernière audience: quoique Don Alonso eût été le premier de tous les Ministres Etrangers qui eût reconnu la nouvelle République après la mort du Roi. Le Protecteur lui envoya un passeport; mais Don Alonso ne le trouvant pas couché dans les termes qu'il désiroit, voulut qu'on le réformât. Le Protecteur le fit changer, mais il lui fit dire en même tems, qu'il espiroit que dans quatre jours l'Ambassadeur ne seroit plus à Londres.

*Raisons qui  
engagent le  
Protecteur à  
conclure avec  
la France.*

La retraite de l'Ambassadeur d'Espagne, & les apparences d'une rupture dont on voyoit déjà les commencemens, jettèrent le Protecteur dans la nécessité indispensable de conclure avec la France. Il y étoit déjà tout disposé, non tant à cause de la liberté de conscience que le Roi T. C. donne aux Réformés de son Royaume, ce qu'il n'y avoit pas d'apparence de croire de Cromwell qui agissoit sur d'autres principes, que parce qu'en France on considéroit si peu les intérêts du Roi d'Angleterre qu'on ne se fit pas de scrupule de le faire sortir du Royaume, avec les Princes, ses frères, & les Seigneurs de leurs Cours qui étoient l'aversion du Protecteur. Avec cela le Cardinal Mazarin lui faisoit espérer dès ce tems-là la conquête de Dunquerque; & Cromwell considéroit qu'en faisant la paix avec la France il n'y avoit rien qui le pût empêcher d'aller chercher jusques dans les Indes l'argent d'Espagne, dont il avoit besoin, parceque toutes les sources qui lui en avoient fourni en Angleterre étoient taries.

*Egalité remarquable.*

Le Traité de la France avec le Protecteur fut signé le 3 Novembre 1655, & avec quelque égalité pour les civilités, puisque dans l'Instrument que l'Ambassadeur fournit, & signa seul, la France précédoit bien; mais dans l'autre que les Commissaires Anglois signèrent seuls, l'Angleterre étoit toujours nommée devant la France. Ce Traité se négocia entre l'Ambassadeur de France & les Commissaires Anglois que Cromwell avoit nommé, & qui avoient leur Pouvoir de lui, de sorte qu'on pouvoit dire en quelque façon, qu'il se fit entre le Roi & le Protecteur. Mais on remarque dans tout le Traité qu'il n'y est parlé que du Royaume & de la République, à laquelle on voulut bien faire un honneur que l'on ne pouvoit pas faire au Protecteur. Le Sr. Aitzema dit dans son Histoire de la République des Provinces-Unies, que le Roi de France en écrivant à Cromwell lui donnoit la qualité de *Frère*. Mais c'est ce qu'il faut ajouter à ce qu'il y a d'apochryphe en ce grand Ouvrage, étant certain qu'il ne se trouvera point que le Roi lui ait donné d'autre qualité que celle de, *Monsieur le Protecteur*.

*Erreur d'Aitzema.*

*Les Etats sont  
compris au  
Traité.*

Les Provinces-Unies furent comprises en ce Traité, & leur Ambassadeur y avoit beaucoup contribué. Mais ce qui l'avoit fait conclure fut le succès des armes de France, & la foiblesse de celles d'Espagne, qui avoit particulièrement paru en Flandre. Le Siège d'Arras que les François avoient fait lever l'année passée, avoit fort relevé la réputation de leurs armes, & avoit au contraire fort décrié la conduite des Espagnols, qui n'avoient pas

scu



ſçu profiter des défordres de la guerre Civile, qui devoit ſelon toutes les apparences abimer la France, & l'auroit abymé en effet ſ'ils euſſent pu mettre à leur tête au commencement des troubles le Prince qui ſ'alla rendre à eux vèrs la fin, & lorsqu'il n'avoit plus en France les amis qui pouvoient favoriſer les intentions des Eſpagnols. Ils avoient répris Gravelines, Dunquerque, & Barcelone, & avoient fait fortir la Garniſon Françoisſe de Caſal; mais parcequ'ils n'avoient pas ſçu profiter des faveurs de la fortune, elle leur tourna le dos.

François, Prince de Lorraine, ne trouvant pas dans leur impuiſſance la ſatisfaction qu'ils lui avoient fait eſperer, & voyant languir des Troupes qui avoient ſoutenu la fortune du Duc, ſon frère, & qui devoient faire la ſienne, ſ'ennuya d'un ſervice où il n'y avoit rien à gagner pour lui, & qui faiſoit déſerter ſes Soldats. De forte qu'il écouta les propositions que la France lui fit faire, & fit paſſer la plûpart de ſes Régimens au ſervice de cette Couronne. Le Cardinal promit une meilleure paye aux Officiers & aux Soldats; mais ſon intention étoit de faire périr ces Troupes mal diſciplinées, & trop attachées au ſervice du Duc Charles.

*Le Prince François de Lorraine quitte le parti de l'Eſpagne.*

Cependant l'armée de France ſ'en trouvant renforcée, ouvrit la campagne en Flandre par le Siège de Landrecies, ſous la conduite des Marêchaux de Turenne & de la Ferté-Seneterre, qui après la réduction de cette place, prirent encore Condé & S. Guislain, poſtes fort avancés dans le Haynaut, & très importants: tandis que le Prince de Conti prit le Cap de Quiers, & quelques autres petites places en Catalogne. Il eſt vrai que Thomas de Savoye, Prince de Carignan, qui avoit formé un deſſein plus vaſte, & qui aſſiégea Pavie, dans le cœur du Milanés, fut contraint de lever le ſiège, de peur de ſe voir aſſiégé lui-même dans ſon camp. Mais la France n'employoit ſes armes en ces Quartiers-là que pour occuper & faire diverſion à celles d'Eſpagne. De forte que la Cour ne fut pas fort touchée de cette diſgrace, non plus que de la perte qu'elle fit de ce Prince, qui mourut quelque tems après à Turin, ou de chagrin du mauvais ſuccès de tous ſes deſſeins, ou des fatigues qu'il avoit ſouffertes pendant la campagne.

*Les François prennent Landrecies,*

*Condé, & S. Guislain,*

*Et le Cap de Quiers.*

Le Roi de France n'eut pas ſitôt conclu ſon Traité avec le Protecteur, qu'il rappella Chanut, ſon Ambaſſadeur, qui bien qu'Ordinaire n'avoit négocié à la Haye que depuis l'année paſſée 1654. Il avoit tâché d'empêcher les Etats de conclure avec Cromwell, ou du moins de faire comprendre le Roi au Traité, non comme ami commun, mais comme Partie principale, & il avoit fait connoître qu'après cela on n'auroit point de répugnance à renouveler l'ancienne amitié, & même à faire une bonne Alliance avec la République des Provinces-Unies. Mais ne trouvant pas grande diſpoſition ni à l'un ni à l'autre, on jugeoit en France que le Traité qu'il feroit à la Haye ſeroit fort inutile, ſur tout depuis que l'Etat n'avoit plus rien à craindre du côté de l'Angleterre.

*Chanut rappelé.*

En prenant ſon audience de congé il y employa des termes offenſans, accuſant les Etats d'ingratitude, & ne diſſimulant point que le Roi, ſon Maître, en auroit du reſſentiment: témoignant au reſte d'être fort ſatisfait des civilités qu'on avoit faites à ſa perſonne.

*Ses reproches & ſes menaces.*

1655.

sonne. Il ne le fut pas moins de son rappel, parce qu'il favoit que Fouquet, Surintendant des Finances, & le plus confident Ministre sous le Premier, le vouloit rapprocher de lui. Il y avoit près de vingt ans qu'ils se connoissoient, puisqu'ils avoient été associés dans le commerce des Indes Occidentales. Fouquet s'étoit servi de lui pour s'informer en Hollande comment on s'y gouvernoit pour le trafic, qui étoit bien la passion de Fouquet mais non son talent.

*Plaintes des  
excès des Fran-  
çois.*

*Le Droit de  
Fret.*

Chanut partit de la Haye, le 22. Novembre, chargé d'une infinité de plaintes que les États Généraux lui avoient fait porter. Les Armateurs de la Rochelle & de la Rivière de Charante troubloient la navigation de la Manche, & ceux de Calais étoient en mer avec des chaloupes renforcées, dont ils se servoient avec succès pour empêcher le commerce de Zélande en Flandre. On avoit eu aussi avis qu'à Rouen & ailleurs on levoit de nouveaux droits sur le Harang, & autres poissons salés. Ce fut encore en ce tems là que le Conseil du Roi, sous prétexte de favoriser le commerce des Négocians François, proposa d'imposer un écu par tonneau sur tous les navires étrangers qui chargent, ou déchargent dans les ports du Royaume. Et comme les habitans des Provinces-Unies étoient certainement ceux qui en devoient être le plus incommodés, les Etats ordonnèrent à leur Ambassadeur, de s'opposer à l'établissement de ce Droit, que l'on appella depuis le *Droit de Fret*.

*Les Hollan-  
dois ne font que  
les Facteurs  
des autres Na-  
tions.*

Mais les Ministres de la Cour de France qui dès ce tems-là formoient un grand dessein pour le commerce, qu'ils ne croyoient pouvoir établir que sur les ruines de celui de ces Pays, n'avoient garde d'abolir une vexation qui chagrinoit les Négocians Hollandois, & faisoit venir de l'argent à l'Epargne : quoique ceux-ci ne foyent que les Facteurs & les Commissionnaires des autres Nations, dont ils portent, & débitent les denrées dans toutes les autres Parties du Monde, sans autre profit que celui qu'ils tirent du grand nombre de leurs navires, & sans autre industrie que celle qu'ils trouvent dans leur humeur ménagère, & dans un travail infatigable.





# HISTOIRE

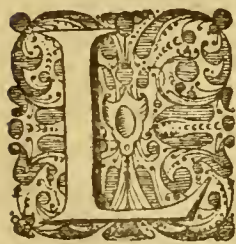
## DES

### PROVINCES UNIES.

#### LIVRE NEUVIEME.

##### SOMMAIRE.

*Les Etats forment deux Armées d'Observation. Guerre de la Suède & de la Pologne. Histoire de Radziensky. Alliance des Etats avec le Brandebourg. Plaintes de la Suède. Fuite du Roi & de la Reine de Pologne. Siège de Dantzic. Armement naval pour la secourir. Traité avec Salé. Défection de l'Electeur de Brandebourg. Règlement pour les Appointemens des Ambassadeurs. Installation du Président au Grand Conseil. Contestations pour l'éducation du Prince d'Orange. Suites de l'Affaire de l'Exclusion. Serment de Beverningk. Divisions en Gueldre, Utrecht, Frise, Overysse, & Groningue. Accomodées. Mort du Seigneur de Brederode. Charge de Maréchal de Camp supprimée. Infidélité du Premier Commis du Pensionnaire. Réduction des Rentes. Persécution des Vaudois. Pour lesquels les Etats intercédent. Et Cromwell. Guerre Civile en Suisse. Present à Genève. Differend de Boreel avec l'Ambassadeur de Venise. De la Hollande avec la Zélande pour la Cour de Justice. Ruse de la Princesse Douarière. Ambassade de la Compagnie à la Chine. Justification de l'Electeur de Brandebourg. Ambassadeurs des Etats retenus à Louwenbourg. Succès du Roi de Pologne. Reproches du Brandebourg aux Etats. Ambassade en Danemarck. Traité. D'obdam fait voiles pour le secours de Dantzic. Négociation pour un Traité de Marine avec le Protecteur. Résistance de Ruyter contre les Anglois. Pirateries des François. Négociation pour la Paix entre la France & l'Espagne.. Guerre des Pays Bas. Négociation avec la France. Avec l'Espagne. L'Electeur de Cologne offre une Alliance.*



LE Livre précédent a fait sortir l'Etat d'une fâcheuse guerre. Celui-ci le fera entrer dans une autre, où il sera obligé de prendre part pour les raisons que nous venons de toucher, & celles que nous marquerons à la suite de cette Rélation.

Nous avons vu qu'elle étoit la conjoncture des affaires dans le voisinage. Les Provinces-Unies n'étoient point du tout assurées de la France, & elles n'avoient point de Règlement pour le Commerce avec l'Angleterre, lorsqu'elles eurent avis des préparatifs que l'on faisoit en Suede pour une nouvelle guerre. Il ne se pouvoit qu'elle ne leur fût extrêmement incommode, parceque le commerce qui se fait dans le Nord & dans la Mer Baltique est l'ame & le fondement de celui qui se fait en toutes les autres Parties du Monde, non tant à cause de la quantité des marchandises qui s'y débitent, que parce qu'on rapporte de ces Quartiers là, outre une très grande quantité de bled, les matériaux dont on bâtit, & dont on entretient les navires; de

1655.

forte que sans cela il n'y auroit point de navigation. Le Roi de Suede faisoit faire des levées en son Royaume, & armer des Vaisseaux pour le transport de ses troupes ; pendant que les Comtes de Witteberg & de Königsmarck en assembloient d'autres, le premier en Pomeranie, & le second en la Principauté de Brême. On reconnut bientôt qu'il en vouloit à la Pologne, & particulièrement à la Prusse, qui auroit achevé de le rendre maître de toute la Mer Baltique.

*Les Etats font  
deux Corps d'  
armée.*

C'est pourquoi les Etats pour ne point manquer à la Maxime qui ne permet pas à un Prince de demeurer défarmé pendant que son Voisin arme, résolurent de mettre deux petits Corps d'armée en campagne, l'un de trente Cornettes de Cavalerie, & de cinquante huit Compagnies d'Infanterie, sous le commandement du Seigneur de Brederode, Maréchal de Camp, & l'autre d'onze Cornettes de Cavalerie, & de quarante Compagnies de Gens de pied, sous le Prince de Nassau, Gouverneur de Frise. On logea le premier sur la rivière d'Yssel, & aux environs, & l'autre eut ordre de couvrir Delfziel, Boertangen, Coeworden, & même la Ville d'Embden, & le Fort de Lieroort en Oostfrise. Mais dès que l'on sut que le Comte de Königsmark avoit passé l'Elbe pour aller joindre Witteberg en Pomeranie, on changea ces ordres, & on fit rentrer les troupes dans leurs Garnisons.

*Cause de la  
guerre de Po-  
logne & de  
Suede.*

Nous avons eu ci-devant occasion de parler des causes des premières guerres de Pologne & de Suede. Au commencement de ce Siècle le differend étoit personnel entre les deux Rois, parceque le Neveu se plaignoit d'avoir été détroné par l'Oncle avec injustice & violence. Mais comme il n'étoit pas en état de recouvrer la Couronne de Suede par la force sans le secours de ses nouveaux Sujets, la guerre qui n'étoit d'abord que de Roi à Roi, se fit bientôt de Couronne à Couronne. Gustave Adolphe qui avoit succédé aux sentimens & aux interêts de Charles, son Père, non content d'avoir détaché toute la Livonie de la Couronne de Pologne, en vouloit aussi arracher la Prusse, & former par ce moyen un très puissant établissement dans le Nord. Mais les oppositions qu'il y rencontra, & les apparences qu'il voyoit de mieux réussir en Allemagne, où la plupart des Princes Protestans, & les offres avantageuses de la France l'appelloient, l'obligèrent d'accorder une Trêve à la Pologne, en l'an 1627. Avant que de passer en Allemagne il avoit fait reconnoître pour Héritière présumptive de la Couronne de Suede la Princesse Christine, sa fille unique, qui n'avoit que cinq ans lorsqu'il fut tué en 1632. Après cette mort les affaires de Suede se trouvèrent en assez mauvais état, & depuis encore plus après la Bataille de Nortlingen, que Bernard Duc de Saxe-Weymar hazarda avec un peu trop de précipitation, & perdit en 1634. C'est pourquoi les Sénateurs qui avoient la direction des affaires pendant la Minorité de la Reine, jugèrent nécessaire de continuer la Trêve avec la Pologne pour 26 ans. Ce Traité se fit en 1635 avec Ladislas, qui avoit depuis quelques années succédé à Sigismond, son père. Les Cosaques, peuples qui demeurent deçà & delà le Boristhène, & qui font profession de la Religion Grecque, se révoltèrent vers la fin du regne de Ladislas, qui étant décédé en 1648, le Czar qui avoit ref-

*Trêve.*



respecté la valeur de ce Prince pendant sa vie, & qui en avoit senti les effets, se servant de l'occasion de ce soulèvement, engagea à son service un grand nombre d'Officiers étrangers, la plupart François & Allemands, qui rendirent les Soldats Moscovites aucunement capables de discipline, & firent quelques exploits, que Chmielnisky, Général des Cosaques, favorisoit publiquement : l'Empereur n'étant pas marri des disgraces d'un Royaume où une Reine Française avoit fait changer l'affection que l'on y avoit eu autrefois pour la Maison d'Autriche. Ce fut en la même année que la Reine Christine résigna la Couronne de Suede à Charles Gustave, de la Maison des Deux-ponts, dont le père avoit épousé la sœur de Gustave Adolphe. Devant que de faire place à son cousin elle avoit tellement aliéné le revenu, & même le Domaine de la Couronne, qu'en se réservant une somme de deux cent mille écus de revenu sur le plus beau & le plus clair du Domaine de la Pomeranie, qu'elle devoit toucher par ses mains, elle laissoit à peine à son Successeur de quoi faire subsister sa Cour, & sa table. Cette nécessité, & l'humeur fière de ce Prince, accompagnée d'une ambition démesurée, qui fait la première vertu de quelques Princes, ne lui permirent pas de demeurer longtems en repos. La Noblesse de Suede accoutumée au luxe par l'argent qu'elle avoit dissipé, entra facilement dans les sentimens du Roi, & approuva le dessein qu'il avoit de faire la guerre. Il avoit auprès de lui Jérôme Radzieusky, Vice-Chancelier de Pologne, qui ayant été contraint de sortir du Royaume vouloit se venger contre sa patrie de sa disgrâce, quoique la Cour seule en fût la cause.

Peu de personnes savent son Histoire ; c'est pourquoi je me persuade que l'on me permettra bien de faire ici une petite digression sur ce sujet, où l'on verra que les fautes personnelles des Princes sont bien souvent cause des malheurs & des bouleversemens entiers des Etats & des Royaumes. En 1651 Casimir, Roi de Pologne, allant commander en personne l'armée que l'on employoit contre les Tartares & les Cosaques, passa par une des maisons de Radzieusky, & comme on savoit qu'il ne haïssoit pas le beau sexe il y eut un Gentilhomme qui se voulant rendre agréable au Roi, fit en sorte que la femme de Radzieusky lui permit de le voir en particulier. Ce premier engagement obligea le Roi d'y faire quelque séjour, tant en allant à l'armée, qu'en revenant de son expédition. Cependant la Reine découvrit bientôt cette nouvelle intrigue, & ayant appris que la Dame qui croyoit déjà posséder le Roi & sa faveur, avoit tenu des discours qui l'offensoient cruellement, en fit des reproches sanglans au Roi, son mari, & fit avertir adroitement le Vice-Chancelier de la mauvaise conduite de sa femme. Radzieusky qui étoit naturellement bisarre & impérieux, fit si bien observer sa femme qu'en ayant appris plus qu'il n'en vouloit savoir, il la fit enfermer dans une maison de campagne, & témoigna un si cruel ressentiment contre le Courtier de ces amourettes, que le Roi résolut de le perdre. Il voulut l'obliger de résigner sa Charge de Vice-Chancelier, & promit de lui donner celle de Châtelain de Cracovie ; qui est la première Dignité Séculière, avec la Starostie de Lublin ; qui

*Histoire de  
Radzieusky.*

1655. vaut cinquante mille livres de rente. Mais Radzieusky rejettâ ces avantages, & protesta qu'il ne recevrait point de récompenses qui pussent faire croire qu'il eût mérité une disgrâce qui l'éloignât de la Cour. Quelque tems après deux Gentilshommes de la Maison de Slusga, frères de la femme de Radzieusky, voulant se venger des mauvais traitemens qu'on faisoit à leur sœur, ou croyant faire plaisir au Roi, attaquèrent leur beau-frère dans un Château où il s'étoit retiré à la campagne. Radzieusky y vivoit en grand Seigneur, & comme il avoit sujet de se défier du Roi, il se faisoit si bien accompagner qu'il repoussa ses beaux-frères, qui y perdirent même quelques-uns de leurs gens. C'est un crime capital en Pologne que de faire des violences dans le voisinage de la Cour, c'est à dire dans la distance de trois lieues. Et d'autant qu'il n'y eut personne de tué du côté de Radzieusky, on voulut faire passer cette défense nécessaire pour une aggrèsion, & le rendre criminel. Le Roi qui vouloit se débarrasser d'un homme qu'il avoit irrémédiablement offensé, donna ordre au Comte Opalinsky, Maréchal de la Cour, de lui faire faire son procès par des Commissaires, à qui on promit son bien avant qu'il fût condamné. Les agresseurs furent condamnés à tenir prison un an & six semaines, & Radzieusky à avoir la tête tranchée. Le Roi fit grâce aux premiers; mais l'autre ne pouvant pas l'obtenir, & n'osant demeurer dans un Royaume où il n'étoit pas aimé à cause de son orgueil insupportable, & où le premier venu peut tuer impunément un condamné à mort, se retira à Vienne, emportant avec lui le Sceau du Royaume. Il pouvoit bien brouiller les affaires par ce moyen, & d'autant qu'on le craignoit, & que la Reine lui conservoit toujours sa protection, on lui fit offrir sa grâce, & la même récompense qu'on lui avoit offerte autrefois. Mais Radzieusky au lieu de l'accepter, prit des engagemens avec les ennemis de la Couronne, d'abord avec les Cosaques, & avec les Tartares, & ensuite avec les Moscovites, & enfin avec les Suedois. Il devint ensuite suspect aux derniers, qui le firent arrêter, & quelque tems après la conclusion de la Paix d'Olivâ, qui se fit en 1661, la Reine obtint son abolition. En 1663 il se fit séparer de sa femme pour se faire d'Eglise. Au commencement de 1667 il fut envoyé Ambassadeur à la Porte, & au mois d'Août de la même année il mourut à Andrinople, où il avoit suivi le Grand Seigneur. Le Roi de Pologne a ressenti des remords de conscience de l'injustice qu'il lui avoit faite, & en a fait pénitence, aussi bien qu'Opalinsky, qui devant que de mourir lui a restitué la partie de la confiscation qu'on lui avoit donnée.

*Radzieusky  
porte le Roi de  
Suède à la  
guerre de Po-  
logne.*

Radzieusky étant à Stockholm sçut si bien représenter au Roi de Suède les désordres du Royaume de Pologne, l'importance de la Révolte des Cosaques, celle de la guerre de Moscovie, qui occupoit seule toutes les forces du Royaume, & la disposition au soulèvement qu'il rencontreroit en toutes les Provinces, dont il faisoit la conquête infaillible & si facile, que le Roi qui avoit déjà un grand penchant de ce côté-là, prit un grand plaisir à l'entendre. C'est le langage ordinaire des exilés & des disgraciés; mais parmi les exagérations de Radzieusky il y avoit tant de choses véritables que le Roi n'eut point de peine à se résoudre; quoi-

qu'il



qu'il tâchât de cacher son véritable dessein pendant qu'il faisoit les préparatifs par mer & par terre. La Trêve n'expiroit qu'en 1661 ; mais elle n'assuroit point l'esprit du Roi de Pologne, qui savoit bien que Radzieusky ne manqueroit pas de lui rendre de très méchans services. C'est pourquoi il envoya un Ambassadeur afin de tâcher de conjurer l'orage dont il se voyoit menacé. Ce Ministre fut fort bien reçu ; mais le Roi s'excusant sur la nécessité de son embarquement pour lequel il se disoit fort pressé, ne voulut pas entrer en matière avec lui, mais il lui donna jour pour se rendre à Stetin, où il disoit qu'il l'attendroit.

Les premières démarches du Roi de Suède étoient également suspectes à la République des Provinces Unies, & à l'Electeur de Brandebourg, qui ne devoient pas seulement appréhender l'invasion, mais même le voisinage de ce Prince entreprenant & ambitieux. Les intérêts communs de cet Etat & de l'Electeur firent remettre sur le tapis les propositions qui avoient été faites de tems en tems d'une Alliance Défensive. Il y avoit des Provinces qui n'avoient pas été de cet avis, & qui n'avoient pas témoigné une grande inclination pour cela, tant par d'autres considérations qui regardoient l'intérêt du Prince d'Orange, que parce qu'on ne vouloit comprendre dans l'Alliance que les Provinces de la Succession de Juliers, qui avoient fait la première liaison entre cet Etat & l'Electeur. Mais presentement d'autres raisons faisoient prendre d'autres mesures. Le Roi de Suède en se rendant maître de la Prusse l'auroit été de toute la Mer Baltique, & les Etats avoient intérêt de l'empêcher. Mais ils ne le pouvoient sans violer les Traités qu'ils avoient fait avec la Couronne de Suède, & ils n'avoient garde d'y songer avant qu'ils fussent assurés du Roi de Danemarck ; quoique ces Traités n'eussent pas été exécutés pendant la guerre d'Angleterre de la part de la Suède. Il leur importoit aussi de savoir l'intention du Roi de France, qui depuis quelques années étoit fort étroitement uni à la Suède ; & on ne pouvoit pas négliger le Protecteur qui avoit de la considération pour elle. C'est pourquoi ils lui voulurent opposer l'Electeur de Brandebourg, qui étant obligé d'agir pour sa propre conservation, devoit être bien aise de trouver pour cela un puissant secours étranger.

On n'eut donc pas grand' peine à demeurer d'accord de ce que les uns & les autres désiroient. De sorte que le Traité fut signé le 27 Juillet 1655 : quoiqu'il y en eût qui étoient persuadés, & avec grand fondement, qu'il se faisoit déjà entre le Roi de Suède & l'Electeur des intrigues fort contraires à cette nouvelle Alliance. Elle portoit : Que les Etats Généraux défendroient l'Electeur non seulement dans ses Provinces de la Succession de Juliers, qu'il possédoit alors, ou pourroit acquérir à l'avenir, contre ceux qui l'attaqueroient, ou qui entreprendroient d'y troubler par la force l'Exercice de la Religion Réformée ; mais aussi en tous les Ports, Havres, & en toutes les Places qu'il avoit en la Côte de la Mer Baltique. Et que l'Electeur de son coté défendrait les Etats contre tous ceux qui les attaqueroient dans les Provinces Unies, dans les Pays Associés, ou Conquis, & dans les Places occupées par leurs Garnisons, & même contre ceux qui troubleroient, ou incommoderoient la navigation & le commerce en la

*Le Roi de Suède  
de donne l'al-  
larme à ses  
voisins.*

*Les Etats  
traitent avec  
l'Electeur de  
Brandebourg.*

1655.

Mer Baltique. Il y fut particulièrement convenu qu'en cas d'attaque ou de trouble l'Electeur assisteroit les Etats de deux mille hommes de pied, & que les Etats secoureroient l'Electeur de trois mille; ou en hommes effectifs, ou bien en armes, munitions, ou en argent: mille hommes estimés à quatre cents écus par mois; n'étoit que l'Electeur fut attaqué dans la Mer Baltique, auquel cas les Etats seroient obligés de le secourir de quatre mille hommes, & même d'un plus grand nombre si celui-ci ne suffisoit pas; mais à des conditions dont on conviendrait de part & d'autre.

*Contestation  
pour le rang.*

Cette Alliance ne se fit que pour huit ans, & les Alliés devoient faire des devoirs pour y faire entrer le Protecteur, & quelques Princes du Cercle de Westphalie. Pendant la négociation qui s'étoit faite pour ce Traité, on avoit fort contesté pour le rang que les Ministres prendroient en signant. Anciennement les Députés des Etats le cédoient à ceux de l'Electeur; mais les Etats prétendoient depuis quelquetems que la préséance leur appartenoit, tant parceque cet Etat suit immédiatement la République de Venise, qui ne la cède qu'aux Couronnes, que parceque depuis la Paix de Munster il n'y avoit plus personne qui lui contestât la Souveraineté. Les Etats s'y vouloient maintenir; mais considérant l'utilité, ou plutôt la nécessité de faire cette Alliance, ils voulurent bien permettre que les Ministres de l'Electeur signassent les premiers, & au lieu d'honneur, l'Instrument qu'ils fourniroient, & que leurs Députés en useroient de la même manière dans leur Copie: sans préjudice toutefois de leur droit, & en protestant, que ce n'étoit pas leur intention de reconnoître aucune égalité entre eux & l'Electeur.

*Cette Allian-  
ce déplait au  
Roi de Suède.*

Le Roi de Suede qui étoit bien averti de cette Alliance, aussi bien que de l'armement qui se faisoit en ces Provinces, & qui ne pouvoit pas douter que cet armement ne se fit contre lui, ordonna à son Résident de dire aux Etats, qu'il en prenoit ombrage, & qu'il ne pouvoit pas comprendre pourquoi on en vouloit à lui puisqu'il exécutoit fidèlement les Traités qu'il avoit avec cet Etat, & qu'il ne faisoit rien dont on eût sujet de se plaindre; comme les Etats ne s'en plaignoient pas en effet. Il envoya encore expressément à la Haye, Gustave Spar, Baron de Caronberg, seulement pour assurer les Etats de l'affection qu'il avoit pour le bien de leurs intérêts, & pour demander la continuation de la leur. Mais ce ne fut qu'un compliment qui ne fit pas grande impression.

*Progrès des  
armes de Sué-  
de en Pologne.*

La marche de l'armée Suedoise en fit une bien plus forte. Le Roi de Suede étant arrivé en Pomeranie fit avancer & entrer en Pologne le Comte de Witteberg, son Maréchal de Camp, qui avoit sous lui Würtz & Mülher en qualité de Sergens de Bataille, le premier de Cavalerie, & l'autre d'Infanterie. Il ne trouva point de résistance dans sa marche, sinon qu'étant avancé jusqu'à la rivière de Nostitz il y rencontra les Palatins de Kalisch & de Pofnanie, qui firent mine de vouloir s'opposer à son passage. Mais Radzieusky qui étoit avec lui, les scût si bien haranguer qu'ils se déclarèrent aussitôt pour le Roi de Suede, & firent aussi déclarer leurs Palatinats. Witteberg charmé de ces grands commencemens, & ne doutant plus de la conquête de tout le

Roy-



Royaume de Pologne, envoya Würtz au Roi pour le conjurer de ne pas manquer une si belle occasion, mais de le venir joindre afin d'achever ce grand ouvrage. Ce n'étoit pas l'intention du Roi de Suede, qui avoit pris la Prusse pour l'objet de ses armes. C'est pourquoi il ne se rendit pas aux premières instances de Wittebérge; mais il ne put pas résister aux esperances presque infailibles dont ses Officiers flattoient son ambition. Il souffrit donc qu'on le détournât du dessein qu'il avoit sur la Prusse, parcequ'il croyoit qu'il lui feroit bien facile de la conquérir après qu'il se seroit rendu maître du Royaume de Pologne.

Quelqu'aisée qu'on lui eût fait cette conquête il la trouva encore plus facile qu'il ne s'étoit imaginé, puisqu'on peut dire qu'il n'y employa pas plus de tems qu'il lui en auroit fallu pour traverser le Royaume en voyageant à journées réglées. Varsovie & Cracovie se rendirent d'abord, & après la prise de ces deux Villes, qui sont les premières du Royaume, le Roi & la Reine de Pologne se retirèrent par les montagnes d'Hongrie en Silésie, où la Reine possédoit les Duchés d'Oppeln & de Ratibor par Engagement. Je dirai ici en passant que ce fut en ce lieu, & en ce tems-là que ces deux illustres personnes faisant une réflexion sérieuse sur les révolutions des affaires du monde, firent une espèce de vœu en se promettant réciproquement, qu'après le décès de l'un des deux le survivant sortiroit du monde & se dédieroit le reste de ses jours à Dieu dans un Convent, ou dans quelque autre retraite. Nous en avons vu l'accomplissement depuis quelques années en la résignation que le Roi a faite de sa Couronne après le décès de la Reine, nonobstant les efforts que les Rois & les Princes, ses amis, ont fait pour l'en dissuader. Si dans sa retraite il a entièrement renoncé au monde, & s'il s'est tout à fait adonné à la piété, c'est ce dont on ne peut rien dire, non plus que de son regne, où l'on ne peut pas faire remarquer une seule grande action.

Le Roi de Pologne ne fut pas plutôt sorti du Royaume que la plupart des Provinces se déclarèrent pour le Roi de Suede, qui envoya des Lettres Circulaires aux Palatins & à la Noblesse, pour les exhorter de venir à Varsovie lui prêter le serment de fidélité, puisque ses armes l'avoient fait devenir leur légitime Souverain. Mais comme il ne lui étoit pas fort facile de conserver la Pologne sans la Prusse, & que d'ailleurs il lui importoit bien plus de conquérir l'une que de conserver l'autre, il résolut de ramener son armée de ce côté-là, afin de tâcher de vaincre la fermeté de la Ville de Dantzic, qui refusoit avec fierté les avantages qu'il lui faisoit offrir. L'intérêt de cette Ville ne lui permettoit pas de se donner à un Roi qui étant plus puissant sur mer que celui de Pologne, pouvoit entreprendre sur sa liberté. D'ailleurs en acceptant la neutralité elle ne pouvoit plus esperer de secours de ses amis, & elle abandonnoit la Pologne qui la faisoit subsister, & dont elle est un Membre inséparable.

Il importoit aux Etats des Provinces-Unies qu'elle demeurât dans ces bons sentimens, & ils avoient beaucoup d'inclination à la secourir. Mais ils vouloient qu'elle fit quelques avances pour cela afin qu'on pût s'assurer de ses intentions. De l'autre côté

*Le Roi & la Reine de Pologne sortent du Royaume.*

*Leur vœu.*

*La Ville de Dantzic s'oppose aux desseins du Roi de Suede.*

*L'Electeur de Brandebourg veut mettre garnison dans les Villes de Prusse.*

1655.

*Conseils du  
Comte de Wal-  
deck.*

l'Electeur de Brandebourg qui venoit de faire Alliance avec cet Etat, avoit trouvé le moyen de lever un bon Corps d'armée, travailloit à faire une Ligue entre les Villes de la Prusse Royale, & tâchoit de leur persuader qu'il étoit nécessaire qu'elles reçussent les Garnisons qu'il leur vouloit envoyer. La plupart de ces Villes étoient gouvernées par des Magistrats Luthériens, qui ne voulant pas se mettre entre les mains d'un Prince Calviniste, reçurent Garnison Suédoise par le mouvement d'un zèle déréglé. Comme si la Religion pouvoit autoriser l'infidélité, & dispenser les Sujets de l'obéissance qu'ils doivent à leur Souverain! Elbing, Thorn, & Graudentz donnèrent l'exemple aux autres. Dès que le Roi fut arrivé en Prusse, l'Electeur se retira à Königsberg, où il se laissa bientôt aller aux conseils de ceux qui le firent changer de parti, & entrer dans les intérêts du Roi de Suede. Il en étoit principalement obligé à George Frederic, Comte de Waldeck, qui l'avoit fait sortir, en 1651, avec désavantage de la guerre de Neubourg, & qui le fit entrer avec peu de réputation dans ces nouveaux intérêts.

*Le Roi de Sué-  
de incommodé  
Dantzic.*

La Ville de Dantzic témoignoit cependant une fermeté inébranlable nonobstant les efforts continuels que le Roi de Suede faisoit pour la gagner, ou pour la réduire. Trente deux Vaisseaux de guerre Suédois qui étoient à sa Rade, empêchoient son Commerce, & elle n'avoit plus de communication avec la Pologne, ni avec les autres Villes de la Prusse, à cause des Garnisons que le Roi de Suede y tenoit. Le Roi fit aussi attaquer Mariembourg & Patzko; mais ces deux places se défendirent, & firent voir ce que les autres auroient pu faire si elles eussent eu le même courage & la même fidélité.

*Les armes de  
Suède donnent  
de la jalousie à  
l'Empereur.*

Ces merveilleux succès des armes de Suede étonnèrent tout le monde. L'Empereur qui n'étoit pas marri de voir la Pologne affligée, & qui néanmoins ne pouvoit pas consentir à sa perte, fit faire de nouvelles levées, renforça les Garnisons des Places frontières de la Pologne, & fit tout ce que doit faire un Prince qui voit dans son voisinage un Conquerant qui ne fonde la justice de ses armes que sur son ambition & sur leur prospérité. Le Czar jaloux de ces progrès, & de la protection que les Suédois donnoient à quelques Places de la Lithuanie, où il s'étoit rendu maître de Wilna, résolut de rompre avec eux, & de les attaquer dans la Livonie. Le Roi de Danemarck qui avoit été maltraité des Suédois en 1644, & qui esperoit pouvoir profiter de cette conjoncture, écoutoit les propositions qu'on lui faisoit de la part de ceux qui avoient intérêt de s'opposer au progrès des armes de Suede. Le Pape en écrivant sur ce sujet aux Rois & Princes Catholiques, leur representa le péril où cette invasion exposoit toute la Chrétienté, & la conséquence de voir entre les mains d'un Prince, ennemi de la Religion Romaine, un Royaume qui depuis plusieurs siècles servoit de boulevard contre les Infidels.

*Le Pape s'y  
intéresse.*

*Les Polonois se  
soulevèrent con-  
tre le Roi de  
Suède.*

Presque dans le même tems le Clergé & la Noblesse de Pologne faisant réflexion sur cette monstrueuse Révolution qui alloit changer l'état de la Religion dans le Royaume, laquelle demeurait à la disposition d'un Roi qui les gouverneroit avec une verge de fer, & qui se feroit bien rendre le respect qu'ils n'avoient pas

pas



pas toujours eu pour le Roi Casimir, & pour ses prédécesseurs, 1655.  
 rentrèrent dans leurs premiers sentimens, & dans leur devoir naturel. Les Colaques eux-mêmes, ne pouvoient pas ignorer qu'ils ne devoient attendre de Charles Gustave qu'une sujétion dure & perpétuelle, & une punition proportionnée aux désobéissances & aux rébellions dont ils troubloient continuellement le Royaume.

Les Etats des Provinces-Unies, à qui il importoit de faire balancer les forces des deux Rois du Nord, qui partagent en quelque façon entre eux l'Empire de la Mer Baltique, furent ceux qui s'appliquèrent avec le plus de chaleur à arrêter le cours des armes victorieuses du Roi de Suede. Ils ne se contenterent pas de former deux petits Corps d'armée pour la sûreté de leurs Frontières, ainsi que nous avons dit ailleurs; de faire une Alliance défensive avec l'Electeur de Brandebourg, & de rechercher celle du Roi de Danemarck; mais ils armerent aussi quelques Vaisseaux, qu'ils envoyèrent au Sund, & résolurent de faire un armement fort considérable, sous la conduite du Seigneur d'Obdam, leur Lieutenant-Amiral. Toutefois, la saison se trouvant trop avancée, on résolut de le différer jusqu'au Printems de l'année suivante 1656. On fit même revenir quelques Vaisseaux qui étoient dans le Sund sous le commandement de Tromp; & pour la même raison on contremanda, vers la fin de l'année, le Vice-Amiral de Ruyter, que l'on avoit envoyé avec une Escadre vers le Détroit de Gibraltar, & auprès de Salé, où il renouvela le Traité avec Abdalla Ben-Mahummed Ben-Abubeker, Seigneur du lieu.

On travailloit cependant à entretenir l'Electeur de Brandebourg dans de bons sentimens, tandis que de son côté il tâchoit de profiter de la conjoncture des affaires, & de soulager ses Finances, qui ont souvent été incommodées, & qui le seront toujours tant qu'elles seront gouvernées par des Ministres trop peu versés dans les affaires, & consumées par le grand nombre de Princes, de Généraux d'armée, & d'autres Officiers de guerre, ou de domestiques inutiles, dont les Cours sont remplies. En effet ses Ministres n'eurent pas sitôt signé le Traité de la Haye, qu'ils demandèrent l'exécution de l'article qui lui promettoit des Subsidés, puisqu'il avoit le choix de prendre le secours en hommes, ou en argent. L'Electeur prétendant que le Roi de Suede l'avoit attaqué en s'approchant de Königsberg avec son armée, voulut même qu'on lui prêtât une somme de deux cent mille écus par dessus l'ordinaire. On ne fit point de difficulté de lui faire compter quarante-huit-mille écus par avance, & on entra en négociation avec ses Ministres pour le prêt des deux-cent-mille. Cet Etat avoit, en 1616, prêté cent-mille écus à Jean Sigismond, ayeul de l'Electeur, & cette dette qui montoit avec les intérêts, & les intérêts des intérêts, à une somme immense, n'avoit pas encore été acquittée lors qu'il demandoit de nouveau à en emprunter deux-cent-mille. C'est pourquoi les Etats d'Hollande qui offroient d'en faire l'avance, demandoient les cautions nécessaires pour la sûreté du remboursement, & que pour cet effet l'Electeur engageât à l'Etat les Droits d'entrée & de sortie de Memel & de Pilaw, avec le Domaine & la Souveraineté

*Les Etats en prennent ombrage.*

*Et arment par mer.*

*Traité avec Salé.*

*L'Electeur de Brandebourg se fait payer les Subsidés par avance.*

*Et veut emprunter 200000 écus.*

*On lui demande caution.*

1655.

des Villes de Cleves. Qu'il permit que les Etats missent Garnisons dans Mémel & dans Pilaw, & qu'elles y demeurassent jusqu'à l'entier remboursement, avec les intérêts au dénier seize. Que ces Garnisons fussent payées par les Etats pendant tout le tems qu'ils seroient obligés de secourir l'Electeur, en vertu du Traité, & que ces Garnisons fissent partie du secours, & qu'après cela elles y fussent entretenues aux dépens de l'Electeur, qui seroit tenu d'employer une partie de cette somme à la levée des deux-mille hommes qui seroient joints aux quatre-mille hommes du secours, pour aider à faciliter leur passage.

*L'Electeur fait  
un accommodement avec la  
Suede.*

Il y avoit apparence que l'Electeur qui avoit besoin d'argent, & qui en vouloit absolument avoir, auroit agréé la plupart de ces conditions, s'il se fût donné le loisir de les examiner. Mais il précipita son accommodement avec le Roi de Suede, plutôt par le conseil de ceux qui avoient sa confiance, que par choix, ou par la disposition de ses affaires. Daniel Weyman & Jean Copes étoient alors ses Ministres à la Haye. C'étoit eux qui avoient conclu, & signé le Traité, qui en avoient échangé les Ratifications, & qui avoient touché le premier terme des Subsidés, ou du moins en partie. De sorte qu'ils étoient contraints d'essuyer à toute heure les reproches qu'on leur faisoit de l'inconstance de leur Maître, & de répondre à l'empressement avec lequel les Etats faisoient demander la restitution de la somme qu'ils avoient touchée mal à propos, & dans le tems où ils devoient savoir que l'Electeur traitoit avec la Suede. Mais Weyman qui étoit Avocat, & par-là capable d'entreprendre de justifier même des actions plus injustes, eut l'assurance de soutenir, que cette somme étoit due à son Maître, & qu'il l'avoit bien méritée. On n'avoit déjà que très-mauvaise opinion de la Négociation avant ce changement. Il y en avoit plusieurs à qui on n'avoit jamais pu persuader que cette Alliance fût utile à l'Etat, parce qu'ils croyoient, qu'on s'en serviroit à fortifier les intérêts du Prince d'Orange, Neveu de l'Electeur; & la Princesse Royale, avec ses amis, appréhendoit que le crédit de l'Electeur n'appuyât celui de la Princesse Douairière, au préjudice du droit & des prétentions de la Mere. De sorte qu'ils avoient tâché d'empêcher la conclusion du Traité; & celui qu'il fit avec le Roi de Suede confirma le pronostic qu'ils en avoient fait auparavant. Les Provinces avoient résolu de lui envoyer une Ambassade, & avoient même nommé les Ambassadeurs. Mais après le changement de l'Electeur, elles changerent aussi de résolution, & se contenterent de régler celles que l'on devoit envoyer en Danemarc & en Suede.

*Les Etats envoient van  
Beuningen en  
Danemarc.*

Le Roi de Suede faisoit prier & presser celui de Danemarc, de ne point permettre que des Vaisseaux de guerre étrangers passassent dans la Mer Baltique; d'imposer de nouveaux Droits sur les Marchandises en tous les Ports & Havres de ces Quartiers-là, & de faire une Alliance, où on convieroit le Protecteur & les Provinces-Unies d'entrer. Et d'autant qu'il importoit à l'Etat de s'assurer du Roi de Danemarc, que celui de Suede faisoit presser, on lui envoya M. Conrad van Beuningen, Pensionnaire d'Amsterdam, qui avoit déjà négocié à la Cour de Suede dans



la même qualité de Député Extraordinaire, qu'on lui donna non-obstant la rencontre qu'il avoit eue avec Rotenhaven. On lui ordonna de représenter à la Cour de Coppenhague : Qu'il y alloit de la réputation, & même de la sûreté du Roi de Danemarck d'être armé, parce qu'il lui seroit impossible d'empêcher que celui qui seroit le maître de presque toute la Côte de la Mer Baltique ; comme le Roi de Suede le seroit après la conquête de la Prusse ; qui joindroit la Pomeranie à la Livonie, ne fût aussi bientôt maître de son Royaume. Il eut ordre aussi de lui offrir les forces maritimes de ces Provinces, & de l'assurer qu'elles agiroient pour sa conservation avec la même vigueur que si on les employoit pour le service & le salut de la République. Surquoy il étoit nécessaire de fonder son intention, & de savoir ce qu'il voudroit faire pour l'intérêt commun de l'un & de l'autre Etat.

On nomma à l'Ambassade de Suede MM. Godefroi de Slingelandt, Pensionnaire de Dordrecht, Frederic van Dorp ; Seigneur de Maesdam, Conseiller en la Cour de Justice, & Jean Yfbrants, qui furent pour cet effet députés par les Provinces d'Hollande, de Zéelande & de Groningue à l'Assemblée des Etats Généraux. A l'occasion de cette nomination la Noblesse d'Hollande prétendit que le Sr. de Maesdam, qui n'étoit pas de leur Corps ; mais étoit pourtant Gentilhomme ; & avoit été nommé par leur Ordre à la Charge de Conseiller de la Cour Provinciale, devoit précéder Van Slingelandt. Mais toutes les Villes s'y opposèrent, & dirent qu'il ne s'étoit jamais vu qu'un Conseiller de la Cour eût précédé un des Députés de l'Assemblée des Etats d'Hollande, qui représente la Souveraineté, sous laquelle la Cour Provinciale n'est qu'un Collège subalterne ; & qu'il avoit été ainsi réglé par une Résolution du 9. Novembre 1618. De sorte qu'il ne s'y fit point de changement, & le rang fut conservé à Van Slingelandt.

*Et des Ambassadeurs en Suede.*

Il se fit en ce tems-là un Règlement pour la dépense des Ambassadeurs Extraordinaires, & bien qu'il n'ayt pas été ponctuellement observé, & qu'au contraire il ayt été alteré en plusieurs occasions, je ne laisserai pas de marquer ici ce qu'on voulut alors faire passer pour une Règle perpétuelle. Il accordoit aux Ambassadeurs, en cas que l'Ambassade fût composée de deux personnes, quatre-vingt florins par jour pour leur table ; quatre vingt quinze florins s'ils étoient trois, & cent dix florins pour quatre ; douze florins pour le logement ; vingt deux pour l'Ecurie, c'est à dire pour deux carosses, l'un à six chevaux, l'autre à quatre ; dix-sept florins dix sous par jour pour les domestiques, où l'on ne comprenoit ni le Maître d'Hôtel ni le Secrétaire, auxquels on donnoit quatre-cent florins par tête pour tout le voyage ; pourvu que l'Ambassade ne durât que six mois, & on ne payoit pour chaque Ambassade que quatre Valets de pié, à quarante florins pour chacun ; cent florins par mois au Pasteur, & à chaque Ambassadeur huit-cent une fois payés pour son équipage. Avec cela on leur permettoit de prendre dans le Garde-meubles de la République, ou bien d'acheter la Vaisselle d'argent, les meubles, les chevaux, & les carosses dont ils auroient besoin. Les Etats d'Hollande résolurent en même tems, que lorsqu'un Noble de

*Règlement pour la dépense des Ambassadeurs.*

1655.

*Instruction  
pour l'Amiral  
d'Obdam.*

leur Province seroit employé à quelque Ambassade ou Commission, ils ne s'arrêteroient point à ce Règlement, mais le traiteroient avec une plus grande libéralité.

Toutefois cette Ambassade n'eut son effet que l'année suivante; comme on fit aussi cesser l'armement, & il fut résolu, que d'Obdam n'iroit point en mer dans cette saison trop avancée. Son Instruction, qui avoit été faite dès le mois d'Août, portoit. Qu'il se tiendrait avec l'armée navale de l'Etat auprès des Isles & ports du Roi de Danemarck, pour la faire agir sur ses Ordres & ceux de son Conseil. Qu'il entretiendrait bonne correspondance avec les Ministres qui seroient de la part des Etats dans ces Quartiers-là. Qu'il veilleroit à la sûreté de la Navigation des habitans de ces Provinces, & du Commerce qu'ils feroient en la Mer Baltique, & que pour cet effet il ne s'éloigneroit point, s'il n'y étoit obligé pour la sûreté des navires Marchands. On lui donnoit ordre d'attaquer ceux qui entreprendroient de troubler le Commerce, & de défendre les Places & Havres du Roi de Danemarck contre les violences étrangères sans qu'il fût besoin qu'il attendît d'autres commandemens pour cela.

*Députés de  
Zéelande à la  
Haye.*

Vers la fin du mois d'Avril arrivèrent à la Haye des Députés de Zéelande, & en assez grand nombre pour représenter le Corps des Etats de leur Province. Ils avoient ordre de régler plusieurs affaires qui regardoient les intérêts communs de la leur & de la Hollande, & particulièrement pour remplir la place de Président du Grand Conseil, vacante par le décès de Corneille Haga, que l'on avoit recompensé de cette Charge au retour de son Ambassade de Constantinople, où il avoit été plusieurs années en qualité d'Orateur. Les Députés de Zéelande avant que d'entrer dans l'Assemblée des Etats d'Hollande prétendoient prendre place devant ceux de Westfrise; mais il y rencontrèrent une très forte opposition. Ceux d'Hollande disoient, qu'outre que l'on en avoit usé autrement en l'an 1598, ils ne pouvoient admettre ce changement sans troubler tout l'ordre de leur séance, parce qu'en ce cas les Villes d'Edam, de Munickedam, & de Purmerend, qui cèdent aux trois Villes de Westfrise, les précéderoient. De sorte que pour prévenir de plus grandes contestations on convint, que sans préjudice des droits & des prétentions des Etats de Zéelande, on mettroit dans la Salle de l'Assemblée Ordinaire des Etats d'Hollande une table pour les Députés de Zéelande auprès de celle des Nobles. Que les deux Pensionnaires recueilleroient chacun dans un plat ou dans une écuelle les suffrages des Députés de sa Province, qui les écrieroient dans un billet au nom de chaque Membre de l'Assemblée. Que ces billets ayant été mis dans un chapeau, & mêlés ensemble, seroient mis en confusion sur la table des Nobles, où le Pensionnaire de Zéelande les prendroit pour les présenter à celui d'Hollande, qui les liroit, & que sur la lecture le Secrétaire marqueroit, & compteroit les suffrages. Ce qui ayant été ponctuellement exécuté, il se trouva que la pluralité avoit nommé à la Charge de Président Regnier Paw, Seigneur de van der Horst, Doyen des Conseillers. L'un des Nobles d'Hollande, accompagné d'un des Députés de Dordrecht, d'Haerlem, de Leyde, d'Alckmaer, & d'Hoorn, fut au devant des

*Contestation  
entre eux &  
les Députés de  
Westfrise pour  
le rang.*



des Députés de Zéelande, & les reconduisit de la même manière. 1655.

Nous avons parlé ci-devant de ce qui se passa deux ans auparavant à la Réception du Président de la Cour Provinciale, & l'Hi-  
Cérémonies  
de l'Installation  
du Président  
au Grand Con-  
seil.
 stoire seroit imparfaite si on ne marquoit ici les particularités de celle-ci, qui furent bien différentes de celles-là. Après que les Etats d'Hollande eurent nommé six Députés pour cette Cérémonie, ceux de Zéelande nommerent pour le même effet les Députés ordinaires qui étoient de la part de leur Province dans l'Assemblée des Etats Généraux, qui étoient en ce tems-là MM. Veth, van der Nieffe, & Vryberg. Le jour pris pour la Cérémonie les Députés d'Hollande, qui s'étoient rendu dès les huit heures du matin dans une des antichambres de leur appartement d'en haut, en attendant ceux de Zéelande, les firent recevoir & complimenter au bas de l'escalier par trois Députés d'Hollande, qui les conduisirent à la Chambre, où ceux de Zéelande entre-  
 rent les premiers. Après que le Seigneur de Noortwyk, qui étoit à la tête de la Députation d'Hollande, eut pris sa place au haut bout de la table, & que les autres Députés se furent placés du coté de la cheminée, qui étoit la place d'honneur, les Députés de Zéelande occuperent l'autre coté de la table. Dès qu'ils furent d'accord de la forme du Serment que le nouveau Président devoit prêter, on le fit entrer, & asseoir sur un siège à dos, derrière les Députés de Zéelande. Le Conseiller Pensionnaire d'Hollande lui fit faire le Serment, qui fut ensuite couché au dos des Commissions des deux Provinces, par le Secrétaire des Etats d'Hollande, que l'on avoit fait venir exprès pour cela. Après cette action, le Président sortit le premier, & seul, pour aller attendre les Députés dans la Chambre du Conseil. Les Députés de Zéelande le suivirent, reconduits de la même façon qu'ils avoient été reçus, & enfin ceux d'Hollande partirent les derniers. Il y a des deux cotés de la Chambre du Conseil une Antichambre, où les Députés des deux Provinces s'étant rendu séparément, ils en sortirent en même tems, & furent conduits à leurs places, auprès de la table, par des Conseillers qui les étoient allé prendre. Après que les uns & les autres furent assis, ceux d'Hollande du coté droit, & ceux de Zéelande du coté gauche, & les Conseillers après eux des deux cotés, le Greffier lut les Commissions des deux Provinces, & cette lecture fut suivie d'un petit Discours que le Conseiller Pensionnaire fit, & il convia le Président de prendre sa place dans la Chaise Présidiale, que l'on avoit laissé vuide au bout de la Table. Cela fait, & le Pensionnaire ayant ajouté un autre petit Discours, par lequel il exhortoit les Conseillers de respecter en la personne du Président la qualité que les deux Provinces venoient de lui donner, & le Doyen des Conseillers y ayant répondu, les Députés se retirèrent de la même manière qu'ils étoient venus, & se séparèrent dans les deux Antichambres pour s'en aller chez eux.

Les Députés Extraordinaires de Zéelande proposerent en ce tems là, qu'il seroit nécessaire de mettre auprès du Prince d'Orange un Ministre Prédicateur, ou Théologien, qui lui enseignât les principes de la Religion Chrétienne Réformée, & une autre personne entendue qui lui apprît la langue, & les affaires du Pays.

*La Hollande  
ne veut pas per-  
mettre que les  
autres Provin-  
ces se mêlent  
de l'Education  
du Prince d'O-  
range.*

1655. Ils en parloient de tems en tems aux Députés des autres Provinces, qu'ils tâchoient de faire entrer dans leur sentiment. Mais les Etats d'Hollande leur firent connoître, qu'ils ne souffriroient pas que les autres Alliés se mêlassent de l'éducation du Prince, leur Vassal, & leur Sujet; puisque même en qualité de Parains, ils ne se devoient point charger de ce soin, sinon au cas que ses Tuteurs le négligeassent; & que lorsque les Tuteurs manqueroient à leur devoir, les Parains pouvoient s'en plaindre au Souverain, ou au Magistrat, Tuteur naturel de tous les Orphelins.

*Disposition  
des Villes de  
Zéelande.*

Il y avoit en Zéelande des gens qui avoient rendu des services très-considérables aux deux derniers Princes d'Orange, & qui cabaloient continuellement pour les intérêts de sa Maison. Ces cabales produisirent leur effet, particulièrement en la Ville de Goes, où le Magistrat insistoit à ce que dans la première Assemblée des Etats de la Province, on résolut de faire le Prince d'Orange Gouverneur & Capitaine Général de Zéelande quand il seroit en âge de discretion. Mais les Conseillers-Députés firent difficulté d'en faire la proposition aux Villes; & on remarqua même que celles de Middelbourg, de Ziriczee, & de Tolen, dont la première en avoit fait l'ouverture, il n'y avoit pas longtems, avoient des sentimens bien éloignés de ceux de trois autres Villes qui se déclaroient pour le Prince d'Orange.

*Les Députés  
de Frise font  
revivre l'Affaire  
de l'Exclusion.*

L'affaire de l'Exclusion tenoit encore au cœur de quelques-uns. Le 7 Janvier 1655 les Députés de Frise firent instances à ce qu'on fit revenir Nieupoort de l'Ambassade d'Angleterre, & que l'on envoyât ordre à Jongstal de se rendre à la Haye, pour faire rapport conjointement avec van Beverningk, de ce qui s'étoit passé dans l'affaire de l'Exclusion, qu'ils disoient être une pièce faite à

*Beverningk se  
purgé par ser-  
ment.*

plaisir, & une production du terroir d'Hollande. Van Beverningk voyant qu'on soupçonnoit sa fidélité, demanda à être ouï dans l'Assemblée des Etats de la Province; où s'étant rendu le 20 Janvier, il déclara, & confirma sa déclaration par serment, que ni lui, ni aucun autre qu'il sçut, n'avoit jamais fait ouverture, ni directement ni indirectement, ni communiqué, ou donné occasion au Protecteur de demander l'Exclusion du Prince d'Orange, ni rien dit, ou fait qui lui en pût faire venir la pensée; mais que tout ce qu'il en avoit fait, étoit procédé du Protecteur, ou de son Conseil. Les Etats d'Hollande jugeoient que cette Déclaration justifioit suffisamment van Beverningk, & qu'ainsi on devoit tirer des Régîtres du Greffe les Résolutions que l'on avoit prises depuis quelque tems au préjudice de celle qui lui avoit donné la Charge de Trésorier-Général, du consentement unanime de tous les Alliés. Mais c'est à quoi les autres Provinces ne voulurent point consentir. De sorte que Van Beverningk, au lieu de marquer de la fermeté pour appuyer ce qu'il venoit de déclarer, alloit abandonner ses sollicitations, si le Conseiller Pensionnaire de Witt, & ses autres amis, ne l'en eussent empêché, & n'eussent obligé les Etats d'Hollande à déclarer: Qu'il y alloit de leur réputation & de leur intérêt à le maintenir. Pour lui donner le courage qu'il n'avoit point voulu montrer, & pour le mettre dans un poste où il pût morguer ses ennemis, & aller de pair avec eux en observant leurs actions & leur conduite, ils lui firent expédier une

*Et est nommé  
Député aux  
Etats Géné-  
raux.*



une Commission pour, en qualité de leur Député, comparoître dans l'Assemblée des Etats Généraux jusqu'à ce qu'il eût été effectivement établi en la fonction de sa Charge de Trésorier Général. Les Députés de Leyde qui ne s'étoient point rendu non plus au Serment de Beverningk, s'opposèrent aussi à cette Résolution, comme à une chose contraire à l'intention de leur Ville, & à la Constitution de l'Etat, parceque suivant l'ordre du Gouvernement les Villes n'y peuvent députer qu'à leur tour, & le nombre des Députés est réglé. Mais on ne laissa pas de passer outre. Après cela les Etats d'Hollande écrivirent aux Etats de Zéelande, de Frise, & de Groningue au sujet de Van Beverningk, que leur constante intention & ferme résolution étoit de ne point souffrir que leurs Sujets fussent jugés par des Juges délégués, ou par des Cours de Justice d'une autre Province, ni qu'ils fussent responsables de leurs actions à d'autres qu'à leurs Souverains, c'est à dire à eux Etats d'Hollande. Les Députés de Leyde n'étoient pas les seuls en Hollande qui n'approuvoient pas la conduite que l'on avoit tenue à l'égard de l'Exclusion. Il y en avoit encore d'autres; mais lorsque ceux des autres Provinces vouloient s'en mêler ils se rejoignoient tous contre ceux qui vouloient s'ingerer dans une affaire domestique.

*Ceux de Leyde s'y opposent.*

Les autres Provinces étoient travaillées de très-fâcheuses divisions. En Gueldre la Ville d'Arnhem prétendoit avoir seule autant de pouvoir & d'autorité en la disposition des Charges & Offices que toutes les petites Villes du Quartier de Veluwe ensemble; mais celles-ci n'en demeuroient pas d'accord. La Cour de Justice qui en l'absence des Etats à la même autorité que les Conseillers-Députés ont dans les Provinces, craignant qu'il n'en arrivât du désordre, ordonna, ensuite d'une Résolution précédente des Etats, que l'on prendroit deux Conseillers dans chacune des Cours de Justice d'Hollande, d'Utrecht, & de Frise, qui régleroient le différend avec quelques-uns de la Cour de Justice de Gueldre qui ne seroient point suspects aux parties. Mais les petites Villes refusèrent de s'y soumettre, & ne voulurent point reconnoître d'autres juges que les Etats de la Province.

*Divisions dans les Provinces. La Gueldre au Quartier d'Arnhem.*

Le même démêlé divisoit les Villes du Quartier de Zutphen. Le Magistrat de la Ville d'Utrecht avoit enjoint aux Chapitres de contribuer une somme considérable pour aider à la subsistance des Pasteurs, comme d'un bien affecté à des Oeuvres de cette nature, & leur fit dire qu'il les feroit exécuter, s'ils ne payoient pas. Les Elus que l'on y prend dans les Chapitres, y représentent le Clergé, & font le premier des trois Ordres des Etats de la Province; de sorte qu'il y eut de très grandes contestations entre eux & la Ville. Toutes les Villes de Frise dépendoient des volontés du Gouverneur, & suivoient ses sentimens en tout, quoiqu'il y eût des Gentilshommes, & même des plus considérables de la Province, qui ne les approuvoient pas, & qui se déclaroient pour la liberté. Mais les deux Provinces d'Overijssel & de Groningue étoient dans un état très pitoyable. Il y avoit dans la première deux Assemblées d'Etats qui se disoient toutes deux le Souverain de la Province, & dans l'autre on voyoit une pure Anarchie. Les divisions de la Noblesse & des autres Députés du

*Au Quartier de Zutphen. A Utrecht.*

*En Frise.*

*Overijssel & Groningue.*

Plat

1655.

Plat Pays empêchant même les délibérations de la Ville, laquelle ne faisant qu'un des deux Membres des Etats de la Province, elle ne pouvoit pas agir seule. On appelle le Plat pays *Ommelanden*, c'est à dire *Pays circonvoisin*, & il s'étend entre les Rivières d'Ems & de Leuwers. Il s'y étoit formé deux partis à cause de l'exclusion qu'on avoit donné à deux Gentilshommes que l'on empêchoit d'entrer dans l'Assemblée des Etats du Quartier. Ils avoient été interdits dès l'année passée 1654, dans une Assemblée que leurs partisans disoient n'avoir pas été légitime; de sorte que lorsqu'on voulut les faire sortir de celle qui avoit été convoquée cette année ils ne bougèrent de leurs places, & sur leur refus l'Assemblée se sépara en confusion.

*Le Prince de Nassau forme les divisions à Groningue.*

Le Prince Gouverneur s'étoit employé à leur accommodement; mais ils disoient qu'il avoit pris parti contre ceux qui étant auparavant de ses amis l'avoient prié de les protéger contre leurs ennemis, & ainsi qu'ils avoient été obligés de prendre d'autres mesures. Le Prince de son côté se déclara pour le parti contraire, & lui prêta le Capitaine de ses Gardes, & son Secrétaire, qui s'étant postés avec quelques Soldats à la porte de la maison où les Etats ont coutume de s'assembler, se mirent, en état de faire violence à ceux qui y voudroient entrer par force & malgré eux, ou y faire entrer Aldringa & Ringers, qui étoient ceux à qui on avoit interdit l'Assemblée: les Soldats présentant la pointe de leurs demi-piques, compassant leurs mèches, & portant le bout de leurs mousquets dans l'estomach de ceux qui faisoient mine de vouloir entrer. Les Députés en firent leurs plaintes, & dirent que ceux qui avoient employé les armes de l'Etat contre l'Etat même avoient violé la paix publique, & commis un crime de léze-majesté. Cette division étoit d'une très-fâcheuse suite, surtout dans un tems où le voisinage des armes de Suede, & le sujet que l'on avoit de les apprehender, rendoient l'union très nécessaire.

*Les Etats Généraux accommodent ces différends.*

C'est pourquoi les Etats Généraux en ayant été avertis par le Prince de Nassau, Gouverneur de la Province, par les Conseillers-Députés, & par le Magistrat de la Ville de Groningue, y envoyèrent huit Députés, avec ordre de travailler à l'ajustement de ces différends, conjointement avec le Prince, parce qu'ils retardoient & déconcertoient toutes les Résolutions de l'Etat, & empêchoient l'administration de la Justice. Ils arrivèrent à Groningue le 19 Mai, & le 4 Juin ils firent un Accord entre les Parties, lequel l'on convertit le 8 Juillet en un Règlement, accompagné d'une Amnistie de tout le passé. Ce Règlement se fit à la Haye, & par un Accommodement à l'amiable, parce que par la Capitulation qui fut faite lorsque la Ville de Groningue fut réduite, & réunie au Corps des autres Alliés on soumit bien au jugement des Etats Généraux la connoissance des différends que la Ville auroit avec le Plat Pays, puisque ce sont deux Membres d'une même Province, indépendants l'un de l'autre, qui ont chacun la direction & la disposition absolue de leurs finances, de leurs Loix, & de leur ordre politique; mais les Etats Généraux ne se peuvent pas mêler des différends d'un des Membres, comme étant une affaire domestique, si ce n'est de son



son consentement. On ne peut pas nier que de Witt, Conseiller Pensionnaire d'Hollande, le plus jeune de tous les Députés qui travaillèrent à cet accommodement, ne fût celui qui y eut le plus de part, & qu'il n'ait fait voir en cette rencontre, que les Alliés sont pour le moins aussi propres que les Gouverneurs de Provinces à accommoder cette sorte de différends.

1655.

*A quoi de  
Witt contribue  
le plus.*

On en étoit venu à de si grandes extrémités en Overysse que les esprits y étoient devenus presque irréconciliables. Le parti qui avoit nommé le Prince d'Orange au Gouvernement de la Province ne pouvoit pas honnêtement s'en dédire, & le parti contraire ne vouloit pas seulement ouïr parler d'accommodement que les affaires ne fussent remises en l'état où elles étoient avant cette nomination. Ceux qui l'avoient faite envoyèrent, au mois de Mai, représenter aux États d'Hollande : Que la Noblesse & les trois Villes faisoient la Souveraineté de la Province. Qu'il y avoit soixante-neuf Gentilshommes qui avoient séance aux États, où toutes les affaires se résolvent à la pluralité des voix. Que cette pluralité se forme par la jonction d'un seul Gentilhomme aux trois Villes, ou de vingt-quatre Gentilshommes à deux de ces Villes, ou par la jonction de quarante-sept Gentilshommes à une seule Ville ; & qu'ainsi puisqu'il n'y avoit que dix-sept ou dix-huit Gentilshommes qui s'opposoient avec la Ville de Deventer à la réception du Sr. de Harfotte, les États d'Hollande leur feroient justice s'il leur plaisoit de déclarer par une Résolution formelle, que c'étoit eux, & non la Ville de Deventer, qui représentoient la Souveraineté de la Province, jusqu'à ce qu'ils fussent tous réunis en un Corps. Ils demandoient aussi qu'on les rétablît en la possession de la Jurisdiction du Quartier de Twente, & que pour cet effet les États d'Hollande s'employassent auprès des États Généraux, à ce qu'on se servît des moyens nécessaires pour cela, & particulièrement qu'on supprimât les Résolutions que ceux-là avoient prises le 18 Septembre, & ceux-ci le 15 Octobre de l'année passée, par lesquelles les uns & les autres défendoient aux Officiers d'obéir aux ordres que ceux de Deventer, ou ceux de Zwoll pourroient leur donner à dessein de s'en servir à l'exécution de leurs volontés. Ces desseins avoient été prévenus par ceux de Deventer, qui avoient dès le mois de Mars demandé du secours aux États d'Hollande contre le prétendu Gouverneur, que le parti contraire vouloit leur donner, nonobstant leur opposition, qui étoit d'autant plus légitime que les États avoient entendu par leur Résolution du 19 Septembre 1653 : Que cela ne se devoit, ni ne se pouvoit faire, sinon du consentement unanime de toute la Noblesse & des Villes. Les Nobles d'Hollande, & les deux premières Villes Dordrecht & Haerlem, opinèrent d'abord : Qu'il falloit secourir ceux de Deventer en cas qu'on voulût les forcer à recevoir le Gouverneur, & peu de jours après Amsterdam, Gouda, Schiedam, Briel, Medenblick, Munnikendam, & Purmerend s'y joignirent. Mais on jugea ensuite qu'il valoit mieux porter l'affaire à un accommodement. L'Assemblée de Deventer accusoit celle de Zwoll d'avoir fait schisme, & de s'être séparée en procédant seule, & sans leur participation à l'Élection d'un Gouverneur de Province, nonobstant l'opposition des Villes d'Hasselt

*Différends d'  
Overysse.*

1655.

& de Steenwyck, qui y avoient bien été appellées, mais on n'avoit pas laissé de passer outre sans attendre ou demander leurs avis. De sorte que l'Élection même étoit informe, illégitime & irrégulière, puisqu'il y a dès droits attachés à la Charge du Gouverneur qui ne peuvent être cédés que du consentement volontaire, & unanime de tous les États de la Province. Ceux de Zwoll disoient : Que l'Assemblée de Déventer formoit un État dans l'État, en faisant faire un Sceau nouveau, en nommant un Greffier pour leur Assemblée, & en licenciant quelques Officiers & gens de guerre de leur autorité privée. Les États d'Hollande furent d'avis : Que l'on remît les affaires en leur premier état. Mais les États Généraux résolurent vers la fin de Septembre : Qu'il falloit faire partir des Députés qui ajusteroient le différend sur les lieux. Ceux d'Hollande qui ne pouvoient pas douter que cette Députation ne servît à fortifier le parti du Prince d'Orange, s'y opposèrent, & l'Assemblée de Déventer protesta qu'elle ne l'admettroit point, & qu'on n'entreroit point en Conférence avec ceux qui viendroient de la part des États Généraux ; & ce pour la même raison pour laquelle les États d'Hollande avoient autrefois défendu aux Villes de leur Province de leur donner audience.

*Mort du Seigneur de Bré-  
derode.*

Les Députés de Zwoll qui étoient appuyés du crédit du Prince de Nassau, & qui lui avoient fait donner la Lieutenance Générale de leur Province, tâchoient aussi de lui faire donner la Charge de Maréchal de Camp de l'État. Elle venoit de vaquer par la mort de Wolfhard Seigneur de Bréderode, qui l'avoit exercée depuis quelques années, & qui devoit en cette qualité commander l'un des petits Corps d'armée que les États avoient mis sur pié contre les Suedois. Mais sa maladie l'ayant obligé à quitter cet emploi pour aller chercher du soulagement dans les Eaux Médicinales, au lieu d'y trouver du remède il y rencontra la mort. Car à peine étoit-il arrivé à Spa que sentant que les Eaux faisoient un effet contraire à ses espérances, il se fit porter au Château de Petersheim, auprès de Maestricht, où il mourut le 3 Septembre. Cette Histoire ne commence qu'avec la Paix de Munster. C'est pourquoi il seroit hors de propos de parler ici des actions Militaires qui ont relevé le lustre de la naissance du défunt. Mais nous ne pouvons nous dispenser sans lui faire injustice de remarquer, que comme il étoit le premier du Corps de la Noblesse d'Hollande, il a été aussi le premier à donner l'exemple d'obéissance pour les ordres des États de la Province, & de zèle pour la liberté de l'État, même sans aucune considération de la Maison d'Orange, & de la Princesse Douarière, qui étoit sœur de sa femme. Il y en avoit qui croyoient que ce fut de concert avec la Princesse qu'il en usa ainsi, afin d'avoir plus de moyens de servir le jeune Prince en s'établissant dans une fausse confiance. Mais ceux qui en faisoient ce jugement ne connoissoient ni lui, ni elle. La Princesse étoit trop fière pour consentir à une si fine dissimulation, & le Seigneur de Bréderode en étoit incapable ; ayant d'ailleurs assez d'esprit pour considérer qu'il ne pouvoit se maintenir, ni rétablir les affaires de sa Maison, qui étoient en très mauvais état, qu'en se conservant l'amitié de ceux qui avoient en quelque façon succédé à l'autorité que les Princes d'O-



1655.

d'Orange avoient autrefois dans la Province.

En 1651 les Députés d'Hollande s'opposèrent avec vigueur dans la Grande Assemblée à la nomination que quelques Provinces vouloient faire d'un Capitaine Général, & marquèrent pour une des plus fortes raisons de leur opposition, que l'Etat étoit en paix, & que les Gens de guerre avoient un Chef, c'est à dire un Maréchal de Camp, capable de les commander en tems de guerre. Depuis le décès du Seigr. de Brederode ils n'en avoient plus; la plupart des Provinces croyoient qu'il en falloit un, & vouloient faire croire qu'il étoit très nécessaire de procéder à sa nomination. Les deux Princes de Nassau, Guillaume-Frederic Gouverneur de Frise, & Jean-Maurice prétendoient tous deux à cette charge; & recommandoient leurs personnes & leur mérite en sollicitant avec grande animosité l'un contre l'autre, jusques là que Maurice ayant demandé & obtenu audience dans l'Assemblée des Etats Généraux, y représenta les services qu'il avoit rendu à l'Etat depuis 1618 en toutes les fonctions Militaires, par où il avoit passé devant que de parvenir à l'emploi dans lequel il se trouvoit alors, & ajouta qu'il croyoit qu'on devoit considérer d'un côté son âge plus avancé que celui de son compétiteur, & de l'autre l'avantage d'être sorti d'une Branche aînée de la Maison. Toutefois comme ce Prince a toujours été bon & facile, il céda enfin à Guillaume, & dit qu'il ne feroit point de difficulté d'obéir à ses ordres si on lui donnoit à lui la Charge de Général de la Cavalerie: encore que peu de jours auparavant il eût écrit des Lettres aux Etats de quelques-unes des Provinces où il exagéroit fort l'affaire de 1650, qu'il reprochoit à son Compétiteur, qu'il disoit en avoir été le principal Architecte. Mais les Etats d'Hollande qui n'aimoient point le Prince Guillaume, tant à cause de l'entreprise d'Amsterdam dont il avoit eu en effet toute la conduite, que parce qu'il s'étoit déclaré avec trop de chaleur contre l'Exclusion, & aussi parce qu'il avoit souffert qu'on lui eût donné la Lieutenance Générale au Gouvernement de l'Overyssel, y avoient pourvu. Ils savoient qu'il l'emporteroit s'ils permettoient qu'il en fût disposé à la pluralité des voix des Provinces; c'est pourquoi ils avoient arrêté durant la maladie de M. de Brederode, que l'on ne pouvoit pas douter être mortelle, puisque c'étoit une hydropisie formée: Qu'après son décès l'on supprimeroit la Charge de Maréchal de Camp. Ils jugeoient que non seulement il n'étoit pas nécessaire, mais qu'il étoit même dangereux, & très préjudiciable à la Liberté, de donner un Chef perpétuel aux troupes, principalement lorsque la Paix le rendoit inutile; & qu'en tems de Guerre il suffiroit de faire un Général pour l'occasion présente seulement, ou pour une seule Expédition. Ils étoient fort résolus de faire connoître aux autres Provinces, que si elles ne laissoient pas de passer outre à la nomination d'un Maréchal de Camp ils ne souffriroient pas qu'il commandât les gens de guerre que cette Province payoit. Cette vigoureuse résolution, & la fermeté des Etats d'Hollande ruinèrent toutes les intrigues & les cabales qui se faisoient dans les Provinces, qui n'étoient pas également favorables aux deux Candidats; de sorte que les Etats Généraux voulant tâcher de les ramener toutes à un même sentiment, y firent travailler par quel-

*Prétendants à  
la Charge de  
Maréchal de  
Camp.*

*La Hollande  
veut qu'on la  
supprime.*

1655.

*Avis des Députés.*

ques Députés, qui formèrent, le 3. Octobre, un Avis très important, & qu'ils ne croyoient pas devoir être désagréable aux Alliés. Cet Avis portoit : Que pour rétablir la confiance entre les Provinces, il faudroit, ensuite de l'Amnistie de 1651, ôter des Régîtres des Etats Généraux, & de ceux des Etats particuliers des Provinces tout ce qui s'étoit passé en 1650, & particulièrement la Résolution du 10 Août, que le Prince d'Orange, dernier décédé, avoit extorqué aux Etats Généraux touchant le licenciement des troupes ; comme aussi ce que l'on y avoit fait mettre depuis quelque tems au sujet de l'Exclusion. Qu'il étoit à propos d'en demeurer à ce qui avoit été fait pour cela, & qu'il n'en falloit plus parler à l'avenir, parce que c'étoit une affaire domestique de la Hollande, & pour laquelle les autres Provinces ne témoigneroient point de ressentiment puisqu'elles n'y avoient point d'intérêt. Que les Etats Généraux prieroient le Prince de Nassau de renoncer à la Lieutenance Générale de l'Overyssel, & déclareroient, que les Charges de Maréchal de Camp, de Capitaine Général, & de Gouverneur de Province seroient incompatibles en une même personne ; en dispensant pour cette seule fois le Prince de Nassau de la rigueur de cette Résolution, puisqu'on ne pouvoit pas lui ôter les Gouvernemens de Frise & de Groningue qu'il possédoit déjà. Que le Maréchal de Camp feroit serment d'observer ponctuellement à son égard tous les Traités que l'on avoit fait avec les Voisins, & particulièrement celui qui avoit été conclu l'année passée avec le Protecteur. Qu'il falloit laisser les affaires de la guerre & ce qui en dépendoit en l'état où les Résolutions de la Grande Assemblée les avoient mises ; & qu'après que tout ce qui vient d'être dit seroit arrêté par les Alliés, on procéderoit à la nomination d'un Maréchal de Camp, & qu'on feroit pour lui une nouvelle Instruction.

*La Hollande l'approuve.**Les autres Provinces font les difficiles.**Diversité dans les sentimens des Etats d'Hollande.*

Les Etats d'Hollande acquiescèrent à cet Avis, & les Députés des autres Provinces en demandèrent copie pour le communiquer à leurs Principaux. Mais ceux de Zélande le rejetèrent absolument, comme peu conforme aux sentimens de leur Province. Toutes les autres firent les difficiles, & cependant la Hollande ne laissa pas de faire réussir ses intentions. On ne fit point de Maréchal de Camp, & il ne fut plus parlé de l'Exclusion ; de sorte qu'elle obtint en effet ce qu'on auroit pu lui accorder de la bonne manière. Je ne puis m'empêcher de faire ici une digression, & d'admirer la diversité & même l'opposition qui se rencontre dans les sentimens de l'Assemblée des Etats d'Hollande, qui devoient toujours être uniformes, puisqu'elle agit, ou du moins devoit agir sur les mêmes principes. Dans le tems dont il est parlé ici ils jugent que l'on ne doit & ne peut donner un Chef perpétuel aux Gens de guerre sans faire un préjudice irréparable à la Liberté. Ils considèrent avec les plus sages Politiques, que celui qui dispose des armes d'un Etat est aussi maître de la Liberté, & est le Souverain en effet. C'est en cette vue qu'eux, & les Etats des autres Provinces jugent, qu'il ne faut donner le commandement de l'armée au Prince d'Orange que pour une seule Expédition, & ils lui donnent des Députés pour régler la conduite qu'il ne pouvoit pas avoir, faute d'âge & d'expérience. L'Assemblée

semblée



semblée des Etats d'Hollande avoit mis alors à la tête des affaires Jean de Witt, qui n'a péché que parce qu'il avoit un zèle trop désintéressé pour la Liberté de sa Province, qui étoit le seul objet des délibérations de l'Assemblée. Mais le soulèvement de la canaille, a fait fouler aux pieds cette précieuse Liberté, que l'on a presque sacrifiée avec la vie de ce Grand Ministre, à l'insolence de cette populace émuë, à l'impuissance de la Justice, & à la lâche connivence d'un nombre de Députés, qui ont bien plus fait de mal à la Province que ses ennemis déclarés, qui en ont bien menacé les frontières, mais qui n'ont pas osé, ou voulu y entrer pour pousser leurs conquêtes. La première chose que firent les Etats d'Hollande, ce fut de se dispenser du Serment solennel qu'ils avoient tous fait, de ne point souffrir que l'on donnât à une même personne les deux Charges de Gouverneur de Province & de Capitaine Général de l'Etat. Le Prince d'Orange avoit fait le même Serment, & avoit promis qu'il n'accepteroit point ces deux Charges, quand même on les lui offriroit. On l'en dispense, parce que l'on juge que les Etats d'Hollande peuvent absoudre d'un Serment solennel; [on a vu du depuis dans d'autres rencontres, qu'ils en ont incontestablement le droit.] Ensuite, on porte l'Assemblée à un attentat qui doit faire murmurer la postérité. Si les Rois & les Souverains, quelque absolus qu'ils soyent, ne sont qu'usufruitiers de leurs Etats, en sorte qu'ils n'en peuvent aliéner les Droits ni le Domaine au préjudice de leurs Successeurs; qu'est ce que l'on doit dire de quelques Régents, qui n'étant qu'Administrateurs, & ce pour le tems de leur Régence seulement, sont obligés de rendre compte de leur administration, & de résigner à leurs Successeurs la Liberté aussi entière qu'ils l'ont reçue de leurs prédécesseurs? Quel jugement doit on faire de gens qui disposent d'un bien qui ne leur appartient point, & qui convertissent en hérédité le Gouvernement de la Province, dont la postérité peut, & doit disposer, aussi bien que des autres Droits que la Liberté leur avoit laissés, & que la violence leur a ravis? Pour tout dire, ils déclarent le Prince d'Orange Gouverneur héréditaire, ou plutôt sous un autre nom, Souverain de la Province. Revenons maintenant à la suite des affaires, que j'ai cru pouvoir interrompre par cette digression, pour faire sentir au Lecteur, qu'une Populace effrénée peut extorquer de ses Magistrats, les choses les plus extravagantes & les plus à son désavantage, quand elle se met en tête de remédier aux inconvéniens qu'elle s'imagine voir dans le Gouvernement.

Le Prince de Nassau, qui en vouloit particulièrement au Conseiller Pensionnaire, parce que c'étoit lui principalement qui se déclaroit le plus fortement pour la Liberté, & qui s'opposoit avec vigueur à tous les attentats que l'on faisoit pour la détruire, avoit trouvé moyen de corrompre la fidélité du premier Clerc ou Commis que les Etats d'Hollande employoient sous ce Ministre. Il s'appelloit Jean van Messen; & d'autant que l'on ne doutoit point de sa fidélité, on lui avoit confié le chiffre, & on ne faisoit point de difficulté de lui communiquer les affaires les plus

*Infidélité du  
Commis de de  
Witt punie.*

1655.

secrètes & les plus importantes. Le Prince se servit pour cette intrigue, de Theodore van Ruyven, qui faisoit ses affaires à la Haye; & sa curiosité alloit principalement à découvrir ce qui se passoit en 1654 en Angleterre, dans la Négociation qui s'y faisoit pour l'Exclusion du Prince d'Orange. Ces gens-là ne se contenterent pas de communiquer au Prince de Nassau, les Extraits des Lettres que le Premier Ministre écrivoit & recevoit; mais ils forgerent aussi plusieurs avis notoirement faux; & en publièrent des choses, qui devoient le faire périr, si elles eussent été véritables. Ils disoient entr'autres choses: Que de Witt avoit voulu disposer le Protecteur, par le moyen de van Beverningk & de Nieupoort, à envoyer ses forces navales sur les Côtes de Zéelande; pour contraindre cette Province d'acquiescer à ce que la Hollande avoit fait touchant l'Exclusion. Qu'après cela on feroit entrer des Troupes étrangères dans la Hollande même; sous un Général Anglois. Que l'on feroit défendre en Angleterre le Fil qui se fait à Haerlem; & plusieurs autres choses aussi odieuses que celles-là. Ces deux compagnons formèrent des desseins fort dangereux; comme, de faire intercepter les Lettres du Premier Ministre; de faire enlever de chez lui un coffre de très-grande importance, à cause des Papiers & des Mémoires qui y étoient renfermés; & il y avoit même, dit on, des desseins formés contre sa vie. La Cour Provinciale déclara l'un perfide & infame, le condamna à un bannissement perpétuel; & se contenta de bannir l'autre des Provinces de son Ressort pour dix ans. On n'a pas trouvé cette peine bien proportionnée au crime du premier, qui par tout ailleurs auroit été condamné à la mort irremissiblement.

*Wynbergen  
Gouverneur de  
Bois-le-Duc.*

La mort de M. de Brederode, fit aussi vaquer le Gouvernement de Bois-le-duc, un des plus importants de tout le Pays. La Hollande avoit intérêt d'y voir établir une personne de confiance; tant parceque cette place la couvre, & lui sert de Bastion & de Citadelle de ce côté-là, que parce qu'elle lui est tellement frontitière, que le Fort d'Engelen, qui fait partie des fortifications de la Ville, est sur le territoire de cette Province. Elle désiroit qu'on en donnât le Gouvernement au Seigr. de Noortwyck, de la Maison de van der Does, & tâchoit de gagner pour cet effet les Députés de Zéelande; mais elle n'en obtint rien. Au contraire les Députés de Zéelande le firent donner à Jean de Wynbergen, Seigr. d'Oldenaller, Colonel d'un Régiment d'Infanterie, & Gouverneur de l'Ecluse, dont le Gouvernement fut donné à M. de Noortwyck. La Hollande en fut aucunement satisfaite, parceque Wynbergen ne promettoit pas une longue vie, à cause de son âge avancé & de l'état de sa santé, & elle s'assuroit qu'après sa mort on y feroit succéder une personne qui lui seroit agréable. Comme en effet Louis de Nassau, Seigneur de la Leck & de Beverweert, l'obtint au bout de quelques années. Après sa mort, la Hollande le fit donner au Prince de Tarente, qui étoit fort attaché aux intérêts de cette Province, lorsqu'elle lui procura cet avantage.

*Le Seigneur  
de Brederode  
n'est pas Comte.*

Je me trouve obligé de dire ici en passant, que les Seigneurs de Brederode, dont le dernier mourut en 1679, prétendoient être issus des anciens Comtes d'Hollande. Les Histoires le disent, & cette



cette opinion commune seroit assez bien établie si l'Auteur qui en a fait un Traité particulier ne l'affoiblissoit lui-même. En faisant profession de donner cette extraction comme une chose certaine, il ne produit pas une seule Preuve, c'est à dire pas un seul passage d'Auteur contemporain, ni un seul Contrat de mariage, ou Testament qui puisse servir à son intention. Aussi les Etats d'Hollande n'ont jamais donné la qualité de Comtes aux Seigneurs de Bréderode. Au contraire lorsque la Veuve ou les Fils du défunt l'ont voulu prétendre & prendre, ils leur ont fait dire, que Brederode n'étoit pas une Comté, & qu'ils ne reconnoissoient point les Seigneurs de Bréderode pour Comtes. Ils en pourroient bien dire autant de quelques autres qui n'ont pas la naissance si illustre que les Seigneurs de Brederode, & qui se donnent la qualité de Comtes parce qu'ils n'en ont point d'autre.

Ce fut quelques jours avant le décès du Maréchal de Camp que les Etats d'Hollande résolurent de réduire les rentes, & les intérêts des sommes que la Province devoit, du denier 20 au denier 25. *Le Pensionnaire de Wit fait réduire les intérêts au denier 25.* Le Ministre qui avoit alors la principale direction des affaires, considérant que le ménage & la bonne administration des finances est une des premières parties du Gouvernement, & qu'elle fait principalement subsister les Etats, jugea qu'il n'y avoit rien qui pût donner plus de réputation à celui-ci que la Réduction des intérêts, dans un tems où on avoit résolu un armement extraordinaire, qui ne se pouvant faire sans des contributions extraordinaires, il sembloit qu'on ne pouvoit pas y obliger ceux dont on alloit retrancher le revenu d'un cinquième par le moyen de cette réduction. On en fit la première ouverture le 10 de Mars, mais avec peu d'apparence de succès, puisque les Députés de Leyde, de Gorcum, de Schoonhove, d'Alckmaer, d'Enckhuysen, & d'Edam s'y opposèrent, & ceux de Delft, de Goude, de Rotterdam, de Hoorn, & de Purmerend étoient d'avis, que l'on réduisit les rentes au denier vingt-deux & demi, ou à quatre & demi pour cent. Mais à la réserve des Députés de Leyde & d'Alckmaer, qui jugeoient que les dettes de la Province seroient bien plus facilement acquittées si on faisoit ponctuellement exécuter les Réglemens qui avoient été faits pour la levée des Droits qui étoient déjà imposés, que par la réduction, qui, à ce qu'ils disoient, faisoit tort indirectement à l'Etat, puisque ceux qui vivent de leur revenu le voyant si notablement diminué par le moyen de cette Réduction, diminueroient aussi leur dépense, toutes les Villes revinrent à un même avis, & résolurent enfin, que la Réduction commenceroit à avoir lieu le 1. Octobre 1655. Ce fut après qu'on leur eût remontré que la Province y profitoit d'un million & quatre-cent-mille florins tous les ans, c'est à dire en effet d'un fonds de vingt-huit-millions de florins; outre cela qu'elle se déchargeoit tous les ans des intérêts d'une somme si considérable qui serviroient à l'acquit de la somme principale. Et de fait les Villes de Leyde & d'Alckmaer ne laissèrent pas d'en profiter.

Les Etats Généraux mêmes prenant avantage de cet exemple, réduisirent aussi leurs intérêts au denier vingt-cinq: quoiqu'ils n'eussent pas le même crédit que ceux d'Hollande, qui pouvoient *Les Etats Généraux suivent cet exemple.*

rem-

1655.

rembourser ceux qui eussent voulu retirer leurs fonds. Les mêmes Etats d'Hollande qui font une si considérable partie de tout l'Etat, voulant ménager les Finances de la Généralité aussi-bien que celles de leur Province, avoient fait proposer plusieurs fois dans l'Assemblée des Etats Généraux cette réduction des Interêts au dernier vingt-cinq, jusqu'à ce qu'il y fut enfin résolu sur leurs instances, qu'à l'avenir, à commencer du 1. Septembre 1656 le Receveur Général, & ceux de l'Amirauté, & de tous les Bureaux du Ressort de la Généralité, ne payeroient les rentes & les interêts que sur ce pié-là; & on leur ordonna d'employer les Deniers de la réduction au rachât des rentes, ou à l'acquit des Sommes principales, afin que l'Etat pût en profiter, & que ses Finances en fussent soulagées. D'un autre coté on permit aux propriétaires des rentes, & à ceux qui avoient fait des prêts de retirer leurs fonds, s'ils croyoient les pouvoir mieux faire valoir ailleurs.

*La Hollande retrace les appointemens de l'Etat Major.*

*Et accorde une exemption à la Ville de Delft.*

La Hollande devint encore ménagère en d'autres choses. Elle ordonna que les Colonels, tant d'Infanterie que de Cavalerie, comme aussi tous les autres Hauts Officiers des Régimens qui seroient faits à l'avenir, seroient tenus de se contenter des gages & des appointemens dont ils jouissoient alors, & qu'ils ne prétendroient point ceux qu'on leur paye en tems de guerre. Cette humeur ménagère ne les empêcha pas d'accorder à la Ville de Delft, en considération de l'embrasement qui en avoit ruiné une partie l'année passée, l'exemption des droits qui se levent sur toutes les maisons de la Province. Cette exemption étoit générale pour quatre ans, mais particulière pour quatorze ans à l'égard de celles qui avoient été détruites en sorte qu'elles n'étoient plus habitables. On leur remit aussi le quarantième dénier qui se leve sur les Immeubles qu'on aliène; ou engage, comme encore les Droits que payent les matériaux propres à bâtir.

*Origine des Vaudois.*

Cet Etat n'engagea pour les Vaudois que son intercession. Mais d'autant qu'il prit bonne part à leurs malheurs, le massacre qui se fit cette année, au mois d'Avril, des habitans des Vallées du Piémont, nous oblige à faire connoître ces gens, & à dire un mot des persécutions qu'ils ont souffertes de la part de leurs voisins. Ce fut environ l'an 1170, & du tems de S. Bernard, que quelques personnes dévotes & zélées se mirent à décrier les abus & les superstitions de la Cour de Rome, aussi bien que la vie & les mœurs des Gens d'Eglise. Sous le règne de Louis VII, dit le Jeune, Roi de France, Pierre de Bruys, & ensuite un Moine nommé Henri, & après eux Valdo, riche Bourgeois de Lyon, commencèrent à faire des Disciples, & à faire écouter leur doctrine. C'est de ce Valdo qu'ils ont encore aujourd'hui le nom de Vaudois, & d'autant qu'ils parurent au Diocèse d'Albi, en Languedoc, sous la protection de Roger, Seigneur du lieu, on les appella aussi Albigeois, bien qu'en effet il y ayt quelque différence entre les Vaudois & les Albigeois. Au commencement du XIII Siecle, & sous le regne de Philipppe le Conquerant, à qui Paul Emile, qui a écrit l'Histoire de France avec plus de politesse & de fidélité qu'aucun de ceux qui s'en sont mêlés devant lui, a donné le surnom d'Auguste, le Pape Innocent III. fit prêcher la Croi-



Croisade contre les Albigeois, & contre Raymond, Comte de Toulouse, qui les protégeoit. Il se trouve des Auteurs qui disent, quoiqu'avec peu d'apparence, que le nombre des Croisés passoit celui de cinq-cent-mille hommes, parmi lesquels il y en avoit quinze-mille à la solde du Roi de France. Raymond en fut tellement étonné qu'il alla trouver le Légat qui étoit à Valence, en Dauphiné, mit entre ses mains cinq de ses meilleures places, & souffrit qu'on le fustigeât publiquement à la porte de l'Eglise Cathédrale. Cette armée effroyable de Croisés prit d'abord la Ville de Beziers, où on dit qu'il fut tué plus de soixante-mille hommes, sans distinction d'âge, ni de sexe. Simon, Comte de Montfort, qui s'étoit mis à leur tête, prit ensuite Carcassonne, avec plus de cent Châteaux fortifiés, & acheva de réduire tout le Languedoc.

Ce fut pendant ces persécutions que les Vaudois se retirèrent dans les Vallées du Dauphiné & de Piémont, où on les avoit soufferts pendant quelques Siècles, parce qu'ils avoient pour leurs Souverains tout le respect, & toute l'obéissance que l'on pouvoit désirer d'eux. Mais vers la fin de l'année 1654 la Cour de Turin s'avisa de leur ordonner de changer de Religion dans vingt jours, ou de vider le pays. Il n'étoit pas bien facile de les y forcer, parceque le Pays n'est pas fort accessible, tant à cause des montagnes escarpées qui les enferment, qu'à cause des Forts qu'ils avoient fait sur les avenues. Mais le Duc de Savoye qui étoit armé à cause de la guerre qui se faisoit entre la France & l'Espagne, & qui avoit dans son armée quelques troupes Françoises auxiliaires, ou gagées, employa les unes & les autres à l'exécution de l'ordre qu'il avoit fait publier au mois de Décembre de la même année. Le Marquis de Pianese, Premier Ministre du Duc, considérant la peine qu'il auroit à forcer les passages des Alpes, envoya dire aux habitans des Vallées, que la Cour leur conserveroit la Liberté de Conscience dont ils avoient joui jusqu'alors; mais qu'il désiroit d'eux une marque de leur obéissance, savoir qu'ils donnassent des Quartiers à quelques Régimens pour s'y rafraîchir; & pour lui, qu'il engageoit sa parole, & celle du Duc, son Maître, qu'il ne leur feroit point fait de déplaisir. Mais dès qu'il fut entré dans le Pays avec six Régimens François, & deux Savoyards & Irlandois, il abandonna ces pauvres gens à toutes les cruautés & à toutes les insolences dont la Barbarie même se pourroit aviser dans une place prise de force. Les violemens, les meurtres, & les incendies, qui sont des maux communs & des suites inséparables de la guerre, étoient accompagnés de circonstances qui relevoient l'horreur de la brutalité de ces gens, qui fut si grande, qu'elle ne peut pas trouver place dans l'Histoire. Les Religionnaires de Dauphiné, de Languedoc, & du Vivarais, touchés de l'affliction de leurs frères, en avertirent les Cantons Suisses Protestans, qui en firent part au Protecteur, & aux Etats Généraux, comme faisant profession d'une même Religion avec ces pauvres misérables, dont les restes qui s'étoient retirés hors du pays, ou en des rochers & des cavernes tout à fait inaccessibles, y mourroient de faim & de miseres.

*On leur ordonne de changer de Religion.*

*Le Marquis de Pianese les trompe.*

*Et les traite avec la dernière barbarie.*

Les Etats de ces Provinces qui en avoient eu avis d'ailleurs,

1655. écrivirent au Duc de Savoye, pour le prier de faire cesser ces cruelles persécutions, de prendre lui-même connoissance des plaintes de ses Sujets, & de ne les point renvoyer à ceux de la Congregation de la *Propaganda Fide*, leurs ennemis déclarés: mais de permettre qu'ils retournassent dans leurs maisons, pour y vivre en repos sous la Protection de leur Souverain. Ils en écrivirent aussi au Protecteur, & aux Cantons Protestans, mais particulièrement au Roi de France, afin qu'il fit instances auprès du Duc pour le rappel des exilés, & pour la liberté des Pasteurs & des Anciens que l'on détenoit prisonniers à Turin. Ils insistèrent particulièrement à ce qu'il donnât sa protection à ces pauvres gens, & qu'il fit punir les Officiers de guerre, ses Sujets, qui s'étoient laissé employer à ce massacre, sans ordre de S. M. & sans doute contre son intention.

Envoyent un  
Député en  
Suisse.

Et font faire  
une Collecte.

Mais ces Lettres ne produisant rien parce que c'étoit une affaire domestique, & de Religion, dont le Roi de France ne vouloit pas se mêler, les Etats résolurent d'envoyer un Député de leur Assemblée sur le lieu, convièrent le Protecteur d'en faire autant de son côté, & firent faire une Collecte fort considerable pour le soulagement de ces Réformés persécutés. Les Cantons Suisses Catholiques & Protestans qui étoient divisés entr'eux à cause de quelques habitans du Canton de Schwitz, que l'on avoit mis en prison pour avoir changé de Religion. Le Nonce fomentoit ces divisions, & faisoit espérer du secours aux Cantons Catholiques; ce qui faisoit craindre que l'on ne fit de cette querelle une affaire de Religion. On se défioit aussi du Duc de Savoye, & on apprehendoit qu'il ne se servît de cette occasion pour achever de détruire les Vaudois, tandis que les Cantons Protestans étant aux mains avec les Catholiques, ne feroient pas en état de les secourir. Le Duc avoit accordé à ses Sujets Vaudois une espèce d'Amnistie; mais on remarquoit néanmoins qu'il continuoit de fortifier les postes qu'il avoit occupé, & les avenues dont il s'étoit saisi, & qu'il ne laissoit pas de faire de nouvelles levées. Les Etats compatissoient bien à leurs afflictions; mais c'étoit tout ce qu'ils pouvoient faire; car de secourir les Cantons de subsides, ou de prendre les armes en leur faveur, c'étoit deux choses impossibles. Ils y voulurent bien contribuer de leurs bons offices, & exercer leur charité envers les Vaudois, à qui ils firent compter à Genève le provenu de la Collecte qu'ils avoient fait faire pour eux. Mais ils ne vouloient rien faire qui pût les engager, ou qui pût déplaire à la France, où on faisoit mine de ne point approuver l'action, & on ordonna à Servient Ambassadeur de cette Couronne-là à Turin, de tâcher de porter les esprits à la douceur. Mais on ne laissa pas de défendre en même tems au Duc de Lesdiguières, Gouverneur de Dauphiné, de permettre que les Religionnaires de son Gouvernement allassent au secours des habitans des Vallées. On en vouloit particulièrement à ceux des Vallées de Perouse & de S. Martin, qui étant rebutés des violences que l'on continuoit d'y faire, commençoient à se laisser aller aux mouvemens que la Nature inspire à tous les animaux pour leur conservation, ou pour leur vengeance, & ils s'en prenoient non seulement aux Soldats, mais aussi aux Gens d'Eglise, &



& à tous les Catholiques Romains du Voisinage.

L'intention des États étoit d'y envoyer quelqu'un, & ils y employèrent le Sr. van Ommeren, Député de la Province de Gueldre à l'Assemblée des États Généraux. Il avoit ordre de passer en Suisse, & de là en Savoye, afin d'y travailler de concert avec les Ministres que le Protecteur & les Cantons y avoient envoyés, au rétablissement des Protestans dans les Vallées de Piémont.

1655.

*Van Ommeren  
Député pour  
l'affaire des  
Vaudois.*

Mais devant qu'il y arrivât, les quatre Cantons Protestans, Zurich, Berne, Bâle, & Schaffhouse, avoient déjà envoyé leurs Députés à Turin, où ils souffrirent que le Comte de Servient, Ambassadeur de France, fit un accommodement avec beaucoup de précipitation, afin de prévenir les Ministres d'Angleterre & des Provinces-Unies que l'on y attendoit. Servient avoit tellement intimidé les Vaudois & même les Ambassadeurs Suisses, qu'ils consentirent au Traité sans l'examiner. Ce n'étoit qu'une Déclaration du Duc, qui leur accordoit une Amnistie, mais à des conditions dures & insupportables. On les obligea même à signer des Lettres, dont le Secrétaire de Servient avoit dressé la Minute, par lesquelles ils remercioient le Protecteur & les États des grâces que le Duc leur avoit accordées à cause de l'intercession de ces deux Puissances, quoiqu'en effet ces grâces ne fussent qu'imaginaires.

*La Cour de  
Turin les obli-  
ge d'accepter  
une Déclara-  
tion.*

Van Ommeren étant arrivé en Suisse, y apprit aussitôt ce qui s'étoit fait à Turin; que ce qu'on avoit accordé aux Vaudois étoit leur ruine, & que le Cardinal Mazarin étoit celui qui avoit le plus aidé à les tromper. Il avoit ordre, comme je viens de dire, d'aller à Turin avec le Ministre du Protecteur; d'y faire des plaintes des cruautés que l'on avoit exercées contre ces innocens; & de demander qu'on en punit les auteurs & les complices; qu'on rétablît les Vaudois en la possession de leurs terres & de leurs maisons, & qu'on leur conservât les Libertés & les Privilèges dont ils jouissoient depuis plusieurs Siècles. Mais ces deux Ministres ayant appris ce qui s'étoit passé à la Cour de Savoye, jugèrent bien que le voyage qu'ils pourroient y faire, seroit inutile.

*Ce qui empê-  
che van Om-  
meren d'aller  
à Turin.*

George Downing, qui étoit auprès des Cantons de la part du Protecteur, en fut même empêché par l'ordre qu'on lui envoya de revenir en Angleterre pour y faire rapport de bouche de l'état des affaires. On soupçonna d'abord les Ambassadeurs Suisses d'avoir manqué non seulement de zèle, mais aussi de fidélité en cette rencontre: Mais ils s'en justifièrent si bien dans l'Assemblée de Payerne, où Van Ommeren se trouva, qu'ils furent remerciés des bons Offices qu'ils avoient rendus aux Vaudois. Ces Ambassadeurs chargèrent du mauvais succès de leur Négociation, un des Barbets (c'est ainsi que les Vaudois appellent leurs Pasteurs) nommé le Sr. Jean Léger, qui par ses discours passionnés & emportés avoit fait grand tort à ceux de son parti. On l'a vu depuis Ministre de l'Eglise Wallone à Leyde, & c'est à lui qu'on est redevable de la méchante *Histoire des Eglises Vaudoises*, écrite sans jugement & sans esprit. La Résolution que les Cantons Protestans prirent à Payerne, n'alloit qu'à une intercession qu'ils employèrent auprès du Roi de France, & ne parloit point du tout de ce qu'ils feroient pour les Vaudois si le Roi ne faisoit rien

*Downing en  
Suisse de la part  
du Protecteur.*

*Les Cantons  
négligent l'in-  
térêt des Vau-  
dois.*



1655. pour eux. Ce qui morfondit aussi le zèle du Protecteur, qui n'en avoit que l'apparence, & qui ne vouloit pas intercéder auprès du Duc de Savoye, qu'il ne sçût ce que les Cantons feroient en cas que son intercession ne produisit pas l'effet qu'il pouvoit s'en promettre. Ils ne s'en expliquèrent point à Payerne, & devant qu'ils pussent prendre une plus forte résolution, ils se trouvèrent tellement brouillés avec les Cantons Catholiques, que bien loin d'être en état de secourir les Vaudois, ils se virent obligés de demander du secours ailleurs.

*La cause de  
la guerre de  
Suisse.*

Trente-cinq personnes du Canton de Schwitz, qui est tout à fait Catholique Romain, avoient fait profession de la Religion Protestante à Zurich, & avoient demandé la protection de ce Canton. Ceux de Schwitz demandèrent qu'on les leur renvoyât, & mirent quelques autres personnes en prison, parce qu'on les soupçonnoit d'être dans les mêmes sentimens. Les autres Cantons tâchèrent bien d'accommoder ceux-ci; mais comme la Religion qui ne devoit inspirer que des sentimens de charité, remplit souvent l'ame d'animosités & de haines irréconciliables, leur dessein les porta à la rupture. Berne se déclara pour Zurich, & la Ville de Geneve promit de s'y joindre. De l'autre côté, les cinq petits Cantons qui de tout tems sont particulièrement ligüés ensemble, firent entr'eux une liaison plus étroite. Bâle, Fribourg, Soleurre, Schafhouse & Glaris refusèrent de prendre parti. Les Catholiques trouvoient des amis dans le voisinage. Le Nonce les animoit par un puissant secours d'hommes & d'argent. Le Duc de Savoye avoit fait avancer quelques Escadrons sur la frontière, & le Marquis de Caracene, Gouverneur de Milan, favorisoit aussi les Catholiques. On disoit aussi que le Sr. de la Barde, Ambassadeur de France, travailloit pour leurs intérêts contre ceux du Roi son Maître; & ils firent revenir leurs troupes qui étoient au service des autres Princes.

*Les Cantons  
Protestans de-  
mandent du  
secours aux  
Etats.*

Les Cantons Protestans demandèrent du secours à ceux de leur Religion. Mais cet Etat étoit lui-même fort incommodé en ses finances; tous les fonds, tant ordinaires qu'extraordinaires, ayant été absorbés par les dépenses nécessaires, tellement que l'on avoit de la peine à acquitter les dettes les plus pressantes, outre que les Etats ne vouloient pas s'engager à des secours que l'on auroit été obligé de continuer à des amis éloignés, & qui jusqu'alors n'avoient secouru l'Etat que de vœux inutiles, & de leurs offices indifferens. Le Protecteur ne répondoit à leurs instances qu'en des termes généraux & qui ne signifioient rien. Tellement que les Cantons Protestans voyant qu'ils ne devoient s'attendre à aucun secours étranger, ils consentirent d'abord à une Suspension d'armes, & ensuite à l'Accommodement. Le Sr. Vertmüller qui commandoit les troupes de Zurich, ayant, au mois de Janvier 1656, assiégé sans succès Raperschwyl, Ville située sur le lac de Zurich, & appartenante aux quatre Cantons d'Uri, Schwitz, Underwald, & Glaris, & le secours de Berne qui devoit le joindre, s'étant rebuté de la première mauvaise rencontre, les Cantons neutres eurent le loisir de disposer les parties à la paix. Le Traité qui fut conclu le 7. Mars 1656, abolissoit la mémoire du passé, renvoyoit aux Arbitres que les Cantons neutres

*Ils font la  
paix entre eux.*

nom-



nommeroient, la connoissance des pertes dont on pourroit demander la compensation ou le dédommagement; ordonnoit que les places seroient restituées, & les nouvelles fortifications démolies de part & d'autre; conservoit la Souveraineté à chaque Canton; lui laissoit la disposition absoluë de la Religion; & permettoit à ceux qui voudroient sortir d'un Canton pour aller dans un autre, d'en user comme l'on avoit fait jusqu'alors.

Après cela Van Ommeren se trouva à l'Assemblée que tous les Cantons avoient convoquée à Bade. Mais il n'y reçut pas grande satisfaction; puisque de tous les Cantons Catholiques, il n'y eut que celui d'Uri qui lui fit faire compliment; & même il ne visita point les Ambassadeurs de France & de Savoye, qui ne voulurent point lui céder la main & le pas dans leurs Maisons, parce qu'ils ne croyoient pas devoir faire cet honneur à un Ministre du second Ordre. En quoi il y avoit d'autant plus de justice; que Van Ommeren passant depuis à Paris, l'Ambassadeur d'Hollande prit chez lui les mêmes avantages sur ce Député, d'une manière dont tout autre auroit été extrêmement offensé.

*Van Ommeren à la Diète de Bade.*

*Est traité par les Ambassadeurs comme Ministre du second Ordre.*

La paix étant faite avec les Cantons, & le Duc de Savoye ayant remis les intérêts qu'il avoit à démêler avec les Vaudois entre les mains du Roi de France, qui en demeura le maître par ce moyen, Van Ommeren voyant qu'il n'y avoit plus rien à négocier, demanda, & obtint son congé. Sur le rapport qu'il fit des civilités que les Cantons Protestans lui avoient faites, & particulièrement de celles qu'il avoit reçues à Geneve, les Etats accordèrent à cette petite République un subsidé de trente-mille florins, pour aider à la réparation des Fortifications de la Ville. L'intention des Etats étoit d'y entretenir un Ministre Ordinaire, à cause de l'étroite Alliance qu'elle a avec les Cantons du Zurich & de Berne; mais ils désiroient que ce fût quelqu'un du Magistrat de la Ville, ou de ses habitans, qui fit cette fonction. Sur quoi la Ville ayant représenté, qu'elle ne pourroit pas rendre à un de ses Citoyens le respect qui seroit dû au Ministre d'une si puissante République, & les Etats ne voulant pas faire de la dépense pour une chose qui ne donneroit pas grande réputation à ses affaires, & qui rapporteroit encore moins d'utilité, on n'en parla plus, & il n'en a plus été parlé depuis.

*Les Etats donnent un subsidé à la République de Geneve.*

La difficulté que le Sr. Van Ommeren rencontra auprès des Ambassadeurs de France & de Savoye, ne me permet pas de passer sous silence celle que l'Ambassadeur de Venise fit en ce tems-là, de donner le titre d'*Excellence* à l'Ambassadeur qui étoit de la part des Etats à Paris. Il n'y a point de Ministres qui soyent si pontificals, ou pour mieux dire si superstitieux sur cet Article que ceux de Venise. Ils ont cette coutume entr'eux que celui qui revient & acheve son Ambassade, ne sort point de son emploi qu'il n'ait donné à son Successeur les Instructions convenables & nécessaires pour sa conduite, & particulièrement au sujet des cérémonies, qui font bien souvent la principale partie des Ambassades Venise. Sagredo après avoir achevé la sienne, dit à Justiniani, son successeur, qu'il n'avoit jamais traité d'*Excellence* l'Ambassadeur des Provinces-Unies; de sorte que le dernier agissant sur ce faux principe en usoit de la même manière. L'Ambassa-

*L'Ambassadeur de Venise refuse le titre d'Excellence à celui des Etats.*

1656.

*Les Etats d'  
Hollande font  
un Règlement  
pour les titres.*

deur d'Hollande s'en plaignit, & refusa de voir Justiniani; qui ayant appris de ceux qui avoient été longtems employés à la Cour de France sous les Ambassadeurs de Venise, que Sagredo en avoit usé tout autrement, & que son prédécesseur l'avoit mal informé, à dessein de lui faire faire une bévue, la répara, en fit des excuses, & suivit l'exemple de ses prédécesseurs, qui n'avoient point fait de difficulté après les Ambassadeurs de France & d'Espagne, de répondre aux Civilités des Ministres de cet Etat dans les mêmes termes, particulièrement depuis la Paix de Munster. On n'est pas si difficile dans le Nord, où les Ministres de cet Etat qui n'étoient que des Députés, se sont fait rendre les honneurs qui ne sont dûs qu'au Caractere Representant: quoiqu'ils y aient rencontré quelquefois des Ministres, qui ayant appris les Cérémonies dans des Cours mieux réglées, & qui sachant mieux leur métier, l'ont bien appris à ceux qui ne le savoient pas, ou qui ne le vouloient pas savoir. Devant que de sortir de cette matière, nous ajoûterons que les Etats d'Hollande qui s'employoient continuellement & avec application à la conservation de leurs Droits & des Prééminences qui sont dûes à la Souveraineté de leur Province, ne pouvoient pas souffrir que les Princes Etrangers négligeassent par mépris ou par ignorance, de leur donner les qualités qu'on ne peut pas refuser aux Souverains sans les outrager. La plupart des Princes & des Villes d'Allemagne leur donnoient les mêmes qualités & les mêmes titres que l'on y a accoutumé de donner aux Conseillers des Princes. Les Secrétaires de la Chancellerie de l'Empereur les avoient traités d'AME'S ET FE'AUX, c'est à dire, comme des Sujets de l'Empereur ou de l'Empire. C'est pourquoi ils firent dire aux Ministres Etrangers qui étoient en ce tems-là à la Haye, qu'ils prétendoient que les Princes en écrivant aux Etats d'Hollande & Westfrise, leur donnassent dans leurs Lettres la qualité de, NOBLES, GRANDS ET PUISSANS SEIGNEURS, & que dans les suscriptions ils n'en prissent pas de moins respectueuses que celles de, BONS AMIS, VOISINS ET ALLIE'S. C'est pourquoi il y a lieu de s'étonner que les mêmes Etats d'Hollande qui prétendent, & avec justice, une si grande égalité avec les Princes Souverains Etrangers, souffrent que le Prince d'Orange qui ne les gouverne pas au nom d'un Souverain, mais qui est leur Lieutenant, leur Officier, leur Vassal, & leur Sujet, les traite avec tant de familiarité, & croye leur faire honneur en se donnant la qualité de leur AMI, pendant qu'il a honte de se dire leur SERVITEUR, quoi qu'il le soit en effet, ou du moins qu'il doive l'être.

*Et refusent de  
payer une Or-  
donnance des  
Etats Géné-  
raux.*

Ils le témoignèrent bien au tems dont nous parlons. Ils avoient souffert que dès l'année 1653 le Magistrat d'Amsterdam demandât d'être dédommagé des incommodités du Siège que le défunt Prince avoit mis devant la Ville en 1650. Ils avoient jugé que les prétentions de la Ville étoient légitimes, & avoient ordonné aux Conseillers Députés de les voir, non pour en examiner la justice, mais pour les régler, & pour songer aux moyens de leur dédommagement. Ils en firent leur Rapport presqu'en même tems que le Conseil du Prince d'Orange avoit obtenu une Résolution des Etats Généraux, & ensuite une Ordonnance du Conseil



feil d'Etat pour le payement d'une somme d'environ quinze-mille florins, qui étoit dûe, à ce que l'on disoit, aux Voituriers & Chartiers, qui en 1650 avoient mené le Prince & les Députés des Etats Généraux en la plûpart des Villes de cette Province. Mais les Etats d'Hollande qui avoient protesté contre cette Députation, & qui en parloient comme d'un attentat fait à leur Souveraineté, renvoyèrent l'Ordonnance, ne croyant pas devoir payer une dépense qui avoit été faite pour préparer le Siège d'Amsterdam, pendant qu'ils entendoient que cette Ville devoit être dédommagée, & qu'ils se chargeoient de son dédommagement.

La jalousie que les Etats d'Hollande avoient pour la conservation des Droits de leurs Souveraineté, leur fit une affaire avec ceux de Zéelande, qui se plaignoient du refus que la Cour Provinciale faisoit de tems en tems de déferer à leurs ordres. Ils prièrent les Etats d'Hollande de tenir la main à ce qu'on les respectât à l'avenir, & qu'on eut quelque considération pour les Accords & Traités que les deux Provinces avoient fait entr'elles pour l'administration de la Justice. Les Etats d'Hollande répondirent : Que les Accords qu'ils avoient fait avec la Zéelande ne les avoient pas dépossédé des Droits ni du Pouvoir qu'ils ont comme Souverains de la Province sur la Cour de Justice, établie sur leur territoire; de lui commander & de lui défendre tout ce qu'ils jugeroient à propos, pourvu qu'en ces commandemens & en ces défenses il n'y eût rien qui fût contraire aux Traités faits avec la Zéelande, dont les habitans ne sont obligés à l'exécution des Ordonnances d'Hollande, qu'après que ceux de Zéelande les ont approuvé, & qu'ils s'y sont volontairement soumis. Mais aussi que ceux-ci n'ont point l'autorité d'ordonner ou de défendre quoique ce soit qui puisse alterer le respect qui est dû à la Cour de Justice, ou restreindre sa Jurisdiction. Que la Hollande ayant eu la bonté de souffrir que la Zéelande y joignît un certain nombre de Conseillers à ceux de sa Province qui administroient aussi conjointement la Justice avec les autres, les Etats d'Hollande ne pouvoient pas prêter la main à ce que tous les commandemens des Etats de Zéelande fussent indistinctement exécutés par la Cour de Justice, dont la Hollande étoit obligée de maintenir le respect & la Jurisdiction, que sa première institution, son Instruction, & les Accords que les deux Provinces ont fait entr'elles, lui donnent. Ils représenterent encore à ceux de Zéelande : Que suivant le XXVI. Article de l'Accord provisionnel fait en 1607, lequel à ce qu'ils disoient, l'autorité du Prince Maurice de Nassau, alors Gouverneur des deux Provinces, avoit arraché à la Hollande pour faire plaisir à la Zéelande, on étoit obligé de venir en Conférence sur les plaintes de l'une ou de l'autre, & que si elles ne pouvoient pas tomber d'accord, on remettroit les affaires dans l'état où elles étoient avant cet Accord. Qu'ils avoient juste sujet de se plaindre, & de demander que les habitans de Zéelande fussent sujets à la Jurisdiction de la Cour en première instance, aussi bien que ceux d'Hollande. Que le nombre des Conseillers fût fixé suivant le Règlement que Marie de Bourgogne, dernière Comtesse d'Hollande, avoit fait, & que la nomination du President & des autres Officiers de la Cour, se fit sur le Règlement fait pour  
le

*Differend avec la Zéelande pour la Cour de Justice.*

1656.

le Grand Conseil le 14 Mai 1655. Les Etats d'Hollande prirent cette Résolution l'11 Août: ce que nous avons cru devoir remarquer, parce qu'il en sera parlé plus d'une fois. Les Etats de Zéelande ne furent pas fort satisfaits de cette réponse, & prirent une Résolution contraire le 22 Mars de l'année suivante 1656. Mais ceux d'Hollande ne croyoient pas être obligés d'avoir beaucoup de complaisance pour ceux qui s'opposoient à leurs sentimens & à leur satisfaction.

*La Princesse  
Douairière  
veut engager  
les Etats  
d' Hollande.*

*Qui s'en dé-  
fendent.*

*Ambassade de  
la Compagnie  
à la Chine.*

La Princesse Douairière d'Orange avoit quelque tems auparavant prié les Etats d'Hollande de nommer quelques-uns de leur Assemblée & de la Cour de Justice, ou bien de permettre qu'elle leur présentât quelques-uns, qui lui pussent donner leur avis touchant la conduite qu'elle avoit à tenir en l'éducation du jeune Prince d'Orange, son petit-fils. Son intention étoit de se faire des amis par là, & d'engager dans les intérêts de sa Maison des personnes capables de la servir dans l'Etat & dans la Cour Provinciale. Mais on pénétra son intention, & les Etats lui firent répondre: Que leur Résolution du 14 Janvier 1651 ne permettoit pas aux Députés de leur Assemblée de se mêler des affaires du Prince d'Orange; & que l'Instruction de la Cour défendoit aux Conseillers de se charger de l'administration du bien des Orphelins.

Le récit des affaires d'Hollande m'ayant fait insensiblement sortir de celles de Pologne & de Suède, qui doivent faire le plus important sujet de ce Livre, il est juste que je les reprenne. Mais devant que d'y rentrer, il sera nécessaire de parler de l'Ambassade solennelle que l'on envoya en 1655 au nom des Etats, au Cham de Tartarie. Il n'y a que le Commerce qui fasse considérer ou valoir les Indes Orientales, & de tout le Négoce qui se fait en ces Quartiers-là, celui de la Chine est le plus riche & le plus important. C'est pourquoi la Compagnie a toujours recherché les occasions qui y pouvoient servir à son établissement; à l'exemple des Portugais qui y font un trafic admirable dans la Ville de Macao. Jean Maatzuyker, Gouverneur Général de tout ce que la Compagnie possède dans les Indes, y avoit fort travaillé; mais inutilement, parce que l'envie des Portugais, aussi bien que la superstition & la jalousie des Chinois qui n'aiment point les étrangers, & qui sont prévenus d'une opinion, que leur Empire doit être détruit par les Blancs, y formoient un puissant obstacle. Un Prince Tartare avoit depuis quelques années conquis ce vaste Royaume de la Chine sur les Princes de la Maisons de Tauninga, & le Conseil des Indes croyoit que cette Révolution y donneroit entrée à la Compagnie. Il n'en doutoit même plus, depuis que le Jésuite Martin Martinius, qui y avoit demeuré plusieurs années, & qui étoit venu de Macassar à Batavia, en eut donné des assurances au Général Hollandois. Sur ce qu'il dit que le Cham avoit permis à tous les Etrangers de faire leur Commerce dans la Ville de Canton, le Chef ou Commis de Taiovan, qui est le poste le plus avancé de ce coté là, y envoya quelqu'un, qui trouva les Tartares en si bonne humeur, que non obstant les mauvais Offices des Portugais & des Philosophes Chinois, le Viceroi du lieu lui permit d'y ouvrir un Bureau pour le commerce, qui eut un si beau commencement par ce moyen, que l'on ne pouvoit plus douter



ter du succès. Mais quelque tems après, le même Viceroy fit dire à ce Commis, que la permission qu'il pourroit lui donner de faire son Commerce, seroit inutile s'il ne l'obtenoit du Cham même. Qu'ainsi il feroit bien de s'en retourner chez lui, & d'y faire rapport de l'état où il avoit laissé les affaires de la Chine; afin que l'on envoyât à la Cour de Peking une Ambassade solennelle & digne de la Majesté d'un si grand Monarque. Suivant cet avis le Conseil établi dans les Indes, résolut d'envoyer une Ambassade au Cham, & en fit assurer le Viceroy de Quantung par deux Députés, dont celui qui avoit fait le premier voyage étoit l'un. Mais les Chinois leur reprochèrent, que, contre l'avis qu'on leur avoit donné, ils étoient venus sans Lettres de Créance, & sans les Présens qu'ils devoient faire à l'Empereur, & les renvoyèrent sans leur permettre de faire la reverence au Viceroy. Après ce second voyage, le Collège des Directeurs qui avoit été convoqué à Amsterdam, ordonna au Gouverneur Général d'envoyer une Ambassade magnifique au Cham jusques dans la Capitale de la Chine. Les Srs. Pierre de Joyer, & Jacob de Keyser qui en étoient les chefs, partirent pour cet effet de Batavia le 4 Juin 1655, avec un train répondant aucunement à la grandeur du Prince qu'ils alloient trouver, & à la puissance de la Compagnie à laquelle ils devoient faire honneur. Leur suite étoit composée de deux personnes qui devoient tenir lieu de deux Gentilshommes-suivans; d'un Maître d'Hôtel, de six Gardes, & de plusieurs autres Officiers & domestiques. Ils arrivèrent à Canton, Ville Capitale de la Province de Zuantung, le 4 Septembre, & furent obligés d'y attendre six mois après l'ordre qui leur étoit nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à Peking. Le Cham leur permit enfin d'y aller avec une suite de vingt personnes, & leur accorda la Liberté du Commerce. Je ne crois pas devoir m'amuser au récit des particularités de leur voyage, & du séjour qu'ils firent à Peking, non plus qu'à la description de cette monstrueuse Ville & la superbe Cour du Cham, tant parceque l'on en a fait des volumes entiers, où l'on peut se satisfaire, que parceque, pour dire la vérité, on n'en peut parler que comme d'un intérêt marchand où l'Etat n'a point de part, sinon indirectement. Je dirai seulement que les Ambassadeurs étant partis de Canton le 17 Mars 1656, arrivèrent à Peking le 17 Juillet. Ils y furent bien traités & fort considérés, & leurs présens furent agréablement reçus. Il y avoit apparence que le succès de leur Négociation répondroit à ces agréables commencemens; mais les méchants offices d'un Jésuite, nommé Adam Scaliger, & les présens que les Portugais firent aux Mandarins, changèrent bientôt cette bonne inclination. Ce Père étoit de Cologne, & en dit tant, du soulèvement des Hollandois, de la manière qu'ils avoient traité le Roi d'Espagne, leur Souverain, & des artifices dont ils s'étoient aidés pour s'établir dans les Indes, qu'il le persuada facilement aux principaux Ministres. Néanmoins comme il n'y a point de civilité si fine sur laquelle les Chinois n'encherissent, & que les Mandarins savoient qu'ils ne porteroient jamais le Cham à rebuter des gens qui l'étoient venu chercher de l'autre extrémité du Monde; ils lui conseillèrent de les renvoyer satisfaits, & de les remercier de la pei-

1656.

ne qu'ils avoient prise de le venir saluer de si loin. Ils lui représenterent en même-tems, que le respect que les Hollandois venoient rendre à son Trône, ne leur devoit pas tant coûter, que ce leur feroit une grande fatigue s'ils y revenoient tous les ans; qu'ils pourroient être satisfaits s'ils y revenoient de cinq en cinq ans, & que lorsqu'ils feroient le voyage ils y pourroient faire aussi leur Commerce. Le Cham dit qu'il considèroit que tout ce que les Députés pourroient faire, ce seroit d'aller de Peking en Hollande, & de revenir d'Hollande à Peking en cinq ans, à moins d'y employer aussi les nuits: Qu'il ne vouloit pas qu'ils s'exposassent à toutes ces incommodités, & qu'il suffisoit qu'ils fissent le voyage tous les huit ans. Je ne fais si ce fut une adresse du Prince Tartare, ou si c'étoit effectivement son intention de faire plaisir aux Hollandois. Mais il est bien certain qu'il n'en fit point à la Compagnie, & que les Ambassadeurs auroient bien voulu détromper l'Empereur Chinois, & faire changer cette Résolution, si les Décrets du Cham n'eussent pas été irrévocables; de sorte qu'il fallut se retirer & partir. Ils sortirent de Peking le 16 Octobre, arrivèrent à Canton le 28 Janvier 1657, s'embarquèrent le 21 Fevrier, & arrivèrent à Batavia le dernier jour de Mars. Ils ne remportèrent de cette Ambassade, dont la dépense montoit à près de cent-mille florins, que la permission d'y faire un voyage tous les huit ans, & l'esperance d'établir un jour leur Commerce à la Chine. Pour y réussir il étoit nécessaire de persuader au Cham que le secours des Hollandois ne lui seroit pas inutile s'il les employoit contre Coxingo, Mandarin Chinois, qui ne pouvant pas se résoudre à demeurer sous la domination d'un conquérant étranger, s'étoit rendu fort considérable sur la Mer & incommodoit extrêmement les Provinces maritimes de la Chine, aussi bien que les Isles voisines, dont on verra une fâcheuse preuve dans la suite de cette Histoire.

*Conquête de  
Colombo.*

Cette perte, si on peut appeller ainsi celle de l'occasion de faire un puissant établissement, fut bien réparée alors par la Conquête de la Ville de Colombo. C'étoit la seule place que les Portugais tenoient encore dans l'Isle de Ceylon, qui est la plus importante Isle de toutes les Indes-Orientales, tant à cause de sa situation à la pointe de la Presqu'Isle qui forme les Côtes de Malabar & de Coromandel, que parce qu'entre les autres marchandises, elle produit seule la Cannelle dont on se sert dans toutes les autres Parties du Monde. Le S. Gerard Hulft, d'une famille Patricienne d'Amsterdam, que le Zèle qu'il avoit pour sa Patrie avoit obligé d'aller aux Indes, où les premiers emplois ne pouvoient manquer à sa qualité & à son mérite, se chargea de l'exécution de cette entreprise. Il assiégea la Ville, & fut tué dans une attaque qui fut si vigoureusement repoussée par ses gens après sa mort, qu'ils contraignirent la Garnison Portugaise de capituler, & de se rendre.

Retournons maintenant dans les Parties les plus Septentrionales de notre Europe, où les Etats se trouvèrent enfin obligés d'appuyer la Négociation de leurs Ministres de la force de leurs armes. Les progrès que celle du Roi de Suede continuoient de faire dans la Prusse-Royale, où la Ville d'Elbing s'étoit rendue

dès



dès le mois de Décembre 1655, & l'apprehension que l'on avoit en Hollande que cette Conquête ne fût suivie de celle de Dantzic, occupoient toutes les Délibérations des deux Assemblées des Etats Généraux & de ceux d'Hollande. Mais il n'y avoit rien qui les inquietât plus, que le peu d'assurance qu'ils trouvoient au Traité qu'ils avoient fait avec l'Electeur de Brandebourg au mois de Juillet de l'année précédente. Son Conseil étoit composé de Ministres, dont les uns étoient peu résolus, & les autres fort interressés. Le Prince même qui dans ce tems-là avoit plus de bonté que de fermeté, & pas toute la connoissance de ses véritables intérêts qui lui étoit nécessaire, suivoit aveuglément les conseils, & les avis de ceux qui s'étoient établis dans sa confiance par des services ou peu honnêtes, ou de peu d'importance. Les Etats reconnurent bientôt que la jalousie qu'ils prenoient de sa conduite n'étoit que trop légitime. Le Roi de Suède après avoir réglé ses affaires dans la Prusse-Royale, entra avec son armée dans la Ducalé, & s'approcha de Königsberg. L'Electeur étoit dans la Ville avec une armée de vingt-trois-mille hommes qui étoit accompagnée d'une très-belle artillerie; de sorte que le Roi qui ne pouvoit pas faire subsister son armée en ces Quartiers-là, se retira à Friedland, & envoya le Comte d'Oxenstiern, son Chancelier, à Königsberg. Les deux Princes agissoient de concert, de sorte que la retraite du Roi ne fit point de préjudice à la Négociation du Chancelier, qui conclut son Traité avec l'Electeur.

Quelques jours avant que ce Traité fût signé, le Sr. Appelboom Résident du Roi de Suède, ne craignoit point de faire entendre aux Etats, que les affaires du Roi son Maître, ne pouvoient pas être en meilleur état qu'elles étoient. Qu'une partie de la Prusse-Royale avoit été conquise; que l'autre alloit s'accommoder; & qu'il ne s'étoit rien passé entre le Roi & l'Electeur qui pût faire douter que ces deux Princes ne fussent en très-bonne intelligence. Qu'il y vouloit bien ajouter que sans les mauvais offices de quelques voisins, ennemis du repos de l'Etat; aussi bien que de l'Electeur, le Traité qui rendoit tous les intérêts communs, seroit déjà conclu. Et afin que l'on sçût, qui étoient ces Voisins & ces Ennemis du repos de l'Etat dont il vouloit parler, il disoit, que c'étoit ceux qui faisoient courir le bruit, qu'on se préparoit en Hollande à envoyer une armée navale dans la Mer Baltique, & à mettre aussi une armée en campagne. Que les auteurs de ces bruits faisoient entrer l'Electeur dans un labyrinthe dont ils ne pourroient pas le faire sortir quand ils voudroient. C'étoit s'en expliquer bien nettement. Car on ne pouvoit pas douter que son intention ne fût de dire, que si ceux qui faisoient courir ces bruits étoient ennemis du repos de l'Etat, on devoit nécessairement faire le même jugement de ceux qui par leurs Conseils & par leurs Résolutions ne rendoient ces bruits que trop véritables. Néanmoins les Etats qui auroient été bien aises de s'en éclaircir par la bouche du Résident même, le voulurent faire parler, ou pour l'engager, ou pour pénétrer les véritables intentions de l'Electeur. Mais le Ministre de Suède refusa de sortir des termes généraux dont il s'étoit servi, & s'en remit du sur-

*Procédé du  
Ministre de  
Suède.*

1656. plus à l'Electeur, qui s'en fit bientôt lui-même l'interprete.

*Mauvaises  
excuses des Mi-  
nistres de l'E-  
lecteur.*

On apprit dès le mois de Février, qu'il avoit fait son Traité avec le Roi de Suede. On n'en parloit d'abord qu'avec une grande incertitude, & les Ministres de Brandebourg, qui avec toute leur impudence n'osoient pas nier une chose dont on ne pouvoit pas manquer d'être éclairci dans fort-peu de jours, publioient que l'Electeur leur Maître, bien-loin d'avoir rien fait dont l'Etat eût sujet de s'offenser, ou qui fut contraire au Traité du 27 Juillet, croyoit au contraire lui avoir fait plaisir, en le déchargeant de l'obligation où le premier Traité l'avoit fait entrer, de le secourir d'hommes & de subsides. Que c'étoit une marque de la prudence de l'Electeur, qui avoit voulu preferer une Paix tolerable, à une Guerre incertaine en ses succès, & ruineuse en ses suites; & qu'il avoit jugé devoir mettre ses Sujets à couvert d'une insulte dont le secours tardif & éloigné des Etats ne pouvoit pas les défendre. Qu'il avoit été contraint d'armer lorsqu'il n'avoit pu obtenir ni la paix, ni la neutralité; mais qu'il croyoit présentement que ce seroit une imprudence à lui de rejeter les conditions raisonnables, qui ne conservoient pas seulement ses Etats, mais les fortifioient aussi, & en étendoient les frontières; & ce dans le tems où son armée manquoit de fourages, & où il n'étoit pas fort assuré de l'affection des habitans de Königsberg, Luthériens zélés, & passionnés pour le Roi de Suède. Que puisque le Roi de Pologne même avoit cédé aux armes victorieuses de son ennemi, ç'auroit été une témérité à lui de s'y opposer; & que se trouvant abandonné de son Seigneur d'un côté, & de ses Alliés de la Prusse-Royale de l'autre, on ne pouvoit pas trouver mauvais qu'il cherchât son salut dans un Traité qu'il n'avoit pu refuser aux larmes de ses Sujets, & aux instances des Etats de son Pays. Weyman qui se plaisoit à traiter toutes les affaires problematiquement, tâchoit de donner de la force à ces raisons; pendant qu'au plus fort de la Négociation qui se faisoit entre le Roi & l'Electeur, il pressoit les Etats de payer les subsides qu'ils avoient promis par le Traité du 27 Juillet. Ce qu'il fit avec tant de chaleur & d'importunité, qu'au mois de Janvier on lui paya par avance ce qu'on n'étoit tenu de lui payer qu'en Mars.

*L'Electeur  
manque à ce  
qu'il avoit pro-  
mis aux Etats.*

L'Electeur avoit promis par le même Traité, qu'il ne feroit rien contre les interêts de ces Provinces & contre les intentions des Etats. Au Traité qu'il fit avec le Roi de Suede au mois de Janvier 1656, devant que les six mois après la signature du premier Traité fussent expirés, il ne se contenta pas de faire tout le contraire de ce qu'il avoit promis à cet Etat; mais il voulut bien aussi se faire reprocher qu'il avoit manqué à la fidélité qu'il devoit au Roi de Pologne, son Souverain. Dans ce dernier Traité il renonça à tous les droits de Vasselage qu'il avoit au Roi & à la République de Pologne; il promit, pour lui & pour ses Successeurs, qu'à l'avenir il ne tiendrait la Prusse que de la Couronne de Suède; d'en prendre l'Investiture dans un an, ou en personne, ou bien par Procureur, & que les Princes ses Successeurs, feroient l'homage dans l'an & jour après le décès de leur Prédécesseur, en payant pour tous droits à chaque relief, cent Ducats; de secourir à ses dépens le Roi de Suède en toutes ses guerres dé-

*Teneur de son  
Traité avec la  
Suède.*



défensives de mille hommes de pied, & de cinq-cent chevaux; de donner passage aux Troupes & aux Vaisseaux du Roi de Suede. Que les Vaisseaux Suédois pourroient entrer dans tous les Ports de Prusse, qui seroient toujours ouverts à ses armées navales, & fermés à celles de ses ennemis. Que l'Electeur n'armeroit point de Vaisseaux de guerre dans la Mer Baltique sans le consentement du Roi. Que les Droits qui seroient imposés sur les Marchandises dans les Ports des deux Prusses, seroient également partagés entre le Roi & l'Electeur; & que celui-ci retireroit ses Troupes de la Prusse-Royale. Qu'il renonceroit à tous les Traités qu'il avoit fait contre les interêts, & contre les intentions du Roi de Suede. Qu'il payeroit les Soldats Polonois qui étoient en garnison dans la Prusse-Royale; & qu'il ne feroit rien au préjudice de la Couronne de Suede. Moyennant-quoi le Roi promit qu'en cas que l'Electeur vint à mourir sans laisser des enfans mâles, il laisseroit la Prusse-Ducalé dans le même état où elle étoit lorsque l'Electeur avoit pris la dernière Investiture. Qu'il seroit dès à présent cesser toutes les hostilités. Qu'il maintiendrait l'Electeur dans la paisible possession de la Prusse. Qu'il le feroit décharger des cinq-mille écus que la Prusse payoit tous les ans à la Couronne de Pologne. Qu'il lui permettroit d'y établir une Cour de Justice, qui jugeroit les appellations qui relevoient auparavant à la Cour de Varsovie. Et qu'il le protégeroit contre le Roi Casimir, & contre tous ceux qui voudroient le troubler ou inquiéter à cause ou à l'occasion de ce Traité.

On n'eut d'abord qu'une connoissance générale, & confuse de ce qui avoit été traité entre les deux Princes. Toutefois on en apprit assez pour juger qu'il falloit prendre d'autres mesures avec l'Electeur. Il avoit été résolu dès l'année passée 1655, que l'on enverroient une Ambassade Extraordinaire au Roi de Suede, une autre au Roi de Danemarck, & une troisième à l'Electeur de Brandebourg. Mais dès qu'on sçut qu'il avoit conclu son Traité avec le Roi de Suede, les Etats d'Hollande qui ne le consideroient plus comme un ami en qui on pût se fier, jugèrent que cette dernière Ambassade seroit inutile, puisqu'elle n'avoit eu pour objet que l'exécution de l'Alliance que l'Electeur venoit de détruire. De sorte que l'on ordonna aux Sieurs Vogelsang, Pensionnaire d'Amsterdam, & Yselmuyde, Député d'Overysseel à l'Assemblée de la Généralité, qui avoient été nommés pour cela, de licentier leur train & de faire cesser leur équipage. Tout ce que les amis que l'alliance de la Maison d'Orange avoit acquis à l'Electeur, purent obtenir, fut, que l'on permit aux Ambassadeurs que l'on envoyoit au Roi de Suede, de lui faire civilité s'ils étoient obligés de passer par son Pays & s'ils le rencontroient en lieu propre pour cela. Les premiers ordres que l'on donna aux Ambassadeurs, que nous avons nommé ailleurs, dont l'un est presentement Secrétaire du Conseil d'Etat, & l'autre Pensionnaire de Zéelande, leur enjoignoient de tâcher de faire la Paix entre la Pologne & la Suede, & d'offrir leur Médiation pour cela; de recommander les interêts de l'Electeur de Brandebourg; de travailler à faire une forte liaison entre les Etats des deux Prusses; & de se plaindre des exactions que les Vaisseaux Suédois faisoient à la rade de

*Instruction des  
Ambassadeurs  
que les Etats  
envoient au  
Roi de Suède.*

1656. Dantzig. Mais dès qu'on scût le changement de l'Electeur, on changea aussi leur Instruction, & on leur ordonna, de faire civilité au Roi de Suede sur son avenement à la Couronne, & sur la naissance du Prince son fils, & de faire avec lui un Traité pour la Liberté & pour la Sureté du Commerce. Ils partirent au commencement du mois de Mars, à dessein & avec ordre d'aller droit à Dantzig, tant parceque la conservation de cette Ville étoit de la dernière importance aux Provinces-Unies, que parceque le Roi de Suede étoit encore en Pologne. Il y étoit allé dès qu'il se fut assuré de l'Electeur de Brandebourg, & sur l'avis que le Roi Casimir assembloit un puissant Corps d'armée.

*Derniers efforts des armes de Suede en Pologne.*

Celui de Suede passa la Vistule le 18 Fevrier auprès de Casimir, & rencontra auprès de Rodom Czarnetsky à la tête de quatre-vingt Cornettes de Cavalerie, qu'il poussa & défit, remportant douze Etendarts dans cette rencontre. La Ville de Lublin se rendit après cette déroute, aussi bien que Jaroslau, & la Noblesse du Palatinat lui fit le serment de fidélité.

*Le Noblesse de Pologne quitte le Roi de Suede.*

Ce furent les dernières conquêtes que les armes de Suede firent en Pologne. La Noblesse de ce Royaume qui avoit pris parti avec le Roi de Suede, devant que de se donner le loisir de se reconnoître, le quitta, & ne pouvant se résoudre à vivre sous la domination d'un Roi étranger & Hétérodoxe, déclara: Qu'il leur avoit manqué de parole, & qu'il avoit converti sa protection en tyrannie; & elle retourna auprès de son Roi légitime & naturel, aussi brusquement qu'elle l'avoit quitté quelque tems auparavant. Witteberg & Douglas, Généraux Suedois, furent défaits, & le Roi même fut contraint de lever le siège de Samose. Ensuite pensant prendre poste à Jaroslau qu'il avoit dessein de fortifier, il trouva que les Polonois l'avoient prévenu, & qu'ils s'étoient déjà rendu maîtres de la place. Il y apprit aussi que le Marquis de Bade-Dourlach qui lui amenoit trois-mille hommes, avoit été défait; de sorte que ne trouvant point de retraite, il prit poste sur la rivière de Zaen, où il se retrancha, pendant que les Polonois le tenoient si étroitement assiégé ou investi, que ne pouvant pas faire savoir de ses nouvelles, on le croyoit mort, & son armée ruinée. Mais le 30 Mars il passa la rivière de Wieper, & ayant fait rassembler quelques bateaux, il y embarqua ses troupes, & arriva le 28 Avril à Varsovie, où il laissa Witteberg, & alla avec une partie de sa Cavalerie en Prusse. Il arriva à Thorn le 1. Mai, & le 7 à Elbing; son armée étant dans un si mauvais état que sans le secours de l'Electeur de Brandebourg, il auroit été contraint d'abandonner ses conquêtes dès ce tems-là.

*SA retraite.*

*Les Ambassadeurs des Etats sont arrêtés.*

Cependant les Ambassadeurs des Etats étant arrivés le 14 Avril à Louwenbourg, petite Ville de la Pomeranie-Ducale, où les Suedois avoient garnison, le Gouverneur de la Place fit difficulté de les laisser passer, s'excusant sur un ordre général qu'il disoit avoir, de ne laisser passer personne. C'étoit en effet un ordre particulier que la Chancelier lui avoit donné au sujet des Ambassadeurs, parce qu'il vouloit qu'ils vissent le Roi devant que d'aller à Dantzig. Ils protestèrent de la violence qu'on faisoit à leurs personnes & à leur Caractere, contre le *Droit des Gens*, & sur les plaintes qu'ils en firent, ils obtinrent au bout de huit jours la

*Et se plaignent à tort.*



liberté de pourfuivre leur route, comme ils firent, & arrivèrent à Dantzic le 24 du même mois. Ces Ministres qui n'avoient pas encore fait connoître leur qualité au Roi de Suede, qui n'étoit pas obligé de leur donner passage dans les Places où il avoit garnison, & qui étoient frontières de ses ennemis, avoient tort de se plaindre de la violence qu'ils disoient qu'on faisoit au *Droit des Gens*, vû que ce Droit n'étoit blessé en aucune manière, & que le Roi de Suede n'étoit point obligé de respecter un Caractère qu'on ne lui avoit point fait connoître.

Pendant que ce Prince étoit en Prusse, le Roi de Pologne qui avoit fait un dernier effort pour mettre une puissante armée en campagne, partit de Leopold, & étant entré plus-avant dans le Royaume, reprit le 1. Juillet la Ville de Varsovie d'assaut. Il avoit accordé des conditions assez honorables & avantageuses à Witteberg qui y commandoit, & qui s'étoit retiré dans le Château. Mais la Noblesse Polonoise viola la Capitulation, & arrêta Witteberg, qui fut emmené dans une place de la Russie-Blanche, où il mourut quelque tems après. Les Polonois ne jouirent pas longtems de cet avantage. Car le Roi de Suede qui avoit de puissans amis dans le Conseil de l'Electeur de Brandebourg, & entr'autres le Colonel Weyman, que l'on ne connoissoit pas si bien que l'on a appris à le connoître depuis, trouva le moyen de le gagner, en sorte que l'Electeur non content de lui prêter son armée, voulut bien se mettre à la tête pour aller combattre les Polonois.

Devant que les Etats des Provinces-Unies eussent une Copie du Traité de ces deux Princes, les Ministres de l'Electeur tenoient les discours dont j'ai parlé ci-dessus. L'Electeur eut bien l'assurance de leur faire dire la même chose par un Gentilhomme qu'il leur envoya exprès pour cela. Cet Envoyé ne craignit point de déclarer dans l'audience qu'on lui donna: Qu'au Traité que l'Electeur venoit de conclure, il n'y avoit rien qui fût contraire à celui du 27 Juillet. Que l'Electeur n'avoit pas voulu permettre qu'on augmentât les Droits d'entrée & de sortie à Pillaw. Que le Roi de Suede l'en pressoit encore; mais que l'Electeur ne le souffriroit point, & qu'il prioit les Etats de l'assister de leurs bons conseils, aussi bien que de leur secours en cette rencontre. Il produisit d'abord deux Articles qu'il disoit être les plus importants, & ensuite une copie simple & non figurée du Traité, dont on ne fut pas fort satisfait. Il offrit aussi la Médiation de l'Electeur son Maître, pour l'accommodement des differends que cet Etat pouvoit avoir avec le Roi de Suede; faisant esperer que cet Etat auroit sujet d'en être content. Il y ajouta: Que l'Electeur croyoit avoir satisfait à l'obligation en laquelle il s'étoit constitué envers les Provinces, & qu'il pouvoit se servir de leur exemple & les imiter, puisque non-obstant les promesses solennelles & répétées qu'ils avoient faites à la France, ils n'avoient pas laissé de traiter avec l'Espagne sans le consentement de cette Couronne Alliée, lors qu'ils croyoient qu'elle devoit se contenter des offres qu'on lui faisoit de la part du Roi Catholique. Ce Ministre qui savoit bien qu'il ne persuaderoit pas ce qu'il avoit dit, n'attendit point la réponse, & partit. Les Etats firent bien voir qu'ils n'en étoient pas persuadés

*Le Roi de Pologne reprend Varsovie.*

*Capitulation enfreinte.*

*L'Electeur tâche de se justifier.*

*Et fait des reproches aux Etats.*

1656.

en effet, & ils firent dire aux deux Ministres de Brandebourg qui étoient demeurés à la Haye: Qu'ils ne souffriroient point qu'on levât de nouveaux Droits dans les Ports de Prusse, ou qu'on augmentât les anciens; & que si l'Electeur le faisoit, ou souffroit qu'un autre le fît, il ne pourroit pas se disculper d'avoir violé le Traité, qui ne lui permettoit pas non-plus de prêter ses Ports & ses Havres au Roi de Suede afin qu'il y trouvât une retraite assurée pour ses armées navales. Ils y ajoutèrent, que ces mêmes Ministres ayant toujours protesté que l'Electeur leur Maître, ne feroit jamais rien au préjudice du Traité du 27 Juillet, ils s'assuroient qu'il ne feroit rien qui pût lui attirer un juste reproche, puisque de leur côté ils l'avoient exécuté avec plus de ponctualité qu'on ne pouvoit légitimement désirer d'eux. C'est ainsi que les Etats s'en expliquoient; mais au fond ils en avoient une très-méchante opinion, & ils apprehendoient tout de la part d'un Prince qui venoit de manquer à deux Traités, aussi bien qu'au serment qu'il avoit fait au Roi & à la République de Pologne.

*Défaite de  
l'armée Polo-  
noise.*

*L'Electeur  
écrit aux  
Etats.*

Et de fait l'Electeur n'en demeura pas là. Il ne se contenta pas de se tenir dans les termes de la Neutralité, il alla lui-même trouver le Roi de Suede, prit une très-forte amitié pour lui, & joignit même ses forces à l'armée Suedoise, pour aider à détruire celle de Pologne. Cette jonction se fit à Nowodvord, & à Sacrotoskin entre la rivière de Bug & la Wistule, le 28 Juillet; & les deux jours suivans se donna la bataille où le Roi de Pologne, qui avoit renforcé son armée d'un grand nombre de Tartares, fut défait. L'Electeur de Brandebourg qui ne pouvoit pas ignorer que cette jonction scandaliseroit tout le monde, & particulièrement que les Etats des Provinces-Unies en feroient un mauvais jugement, leur écrivit quelques jours avant le combat:

„ Qu'il n'avoit pu se dispenser de cette jonction, parceque les Po-  
 „ lonois avoient fierement rejeté les propositions qu'il leur avoit  
 „ autrefois faites touchant l'accommodement qu'ils pouvoient faire  
 „ avec les Cosaques. Que c'étoit eux qui étoient cause de la guer-  
 „ re, puisque c'étoit eux qui avoient violé la Trêve avec la Sue-  
 „ de, de sorte que si le Roi de Suede n'étoit pas entré en Po-  
 „ logne, les Barbares s'en feroient rendus maîtres. Que lui &  
 „ ses prédécesseurs avoient été si indignement traités par les Po-  
 „ lonois, qu'il n'étoit pas obligé d'hazarder sa personne pour l'a-  
 „ mour d'eux. Que passant par dessus cette considération, il n'a-  
 „ voit pas laissé de lever des troupes qu'il avoit bien voulu en-  
 „ voyer à leur secours; mais qu'elles avoient été maltraitées par  
 „ les Polonois. Que Czarnetsky avoit eu ordre de le considérer  
 „ comme ennemi, & qu'il avoit fait une irruption dans la Po-  
 „ meranie. Que le Roi de Pologne avoit lui-même abandonné  
 „ le Royaume; & qu'une partie des Senateurs avoit suivi son  
 „ exemple, & que l'autre s'étoit mise en la protection du Roi  
 „ de Suede. Qu'à cause des Suedois, les Polonois avoient conçu  
 „ une haine implacable contre les Protestans, dont ils avoient don-  
 „ né une sanglante preuve dans la Ville de Lesnow.” Ce fut par  
 ces raisons que l'Electeur voulut donner de la couleur à une ac-  
 tion qui en avoit pris une assez forte pour effacer toute autre  
 teinture. Il sembloit qu'il ne fut pas lui-même bien persuadé de  
 leur

*L'Electeur  
tâche de se dé-  
gager d'avec le  
Roi de Suede.*



1656.

leur force & de leur vérité. En joignant ses armes à celles de Suede, & en voulant bien aider de sa personne au succès de la Bataille de Varsovie, il avoit rendu au Roi de Suede un très-signalé service, & avoit relevé la réputation de ses affaires, qui avoit reçu une très-fâcheuse atteinte en Pologne, & il voyoit de l'autre côté toutes les Puissances voisines s'armer, & conspirer contre le Roi de Suede. Le Czar étoit entré en Livonie, où il avoit pris Duenbourg, & alloit assiéger Riga. Les Provinces-Unies avoient une Armée navale assez considérable à la rade de Dantzic. L'Empereur ne pouvoit pas consentir à la perte de la Pologne; ni les Princes Catholiques, tant d'Allemagne, que d'Italie, à celle que leur Religion feroit dans ces Quartiers-là; & le Roi de Danemarck toujours jaloux & ennemi de celui de Suede, surtout depuis l'an 1645, vouloit se ressentir de l'insulte que les Suedois avoient faite au Roi son Père, en ce tems-là, & étoit dans l'impatience de retrouver l'occasion qui lui pût faire recouvrer les Provinces qu'il avoit été contraint de laisser à la Suede par engagement. L'Electeur qui avoit intérêt que le Roi de Suede, dont le voisinage ne lui étoit déjà que trop incommode tant dans l'Empire qu'en Prusse, ne devint trop puissant, ne trouvoit point de sûreté du tout dans son Alliance. Ses Ministres, & sur-tout Daniel Weyman qui étoit fort propre à jouer toutes sortes de personages, en firent confidence à quelques-uns du Gouvernement à la Haye, où ils firent connoître que leur Maître avoit pour le moins autant d'envie de sortir de cette société léonine, qui ne servoit qu'à fortifier l'ambition de cet importun ami, que les Etats avoient d'intérêt de l'en détacher.

Le Roi de Danemarck étoit celui de tous les Princes de ces Quartiers-là dont l'amitié fut le plus universellement recherchée. Le Roi de Suede, le Grand Duc de Moscovie, & l'Electeur de Brandebourg avoient leurs Ministres à Coppenhague. Le premier pressoit fort le Roi de conclure avec lui. Le Czar au contraire le faisoit assurer qu'il entreroit avec une puissante armée en Livonie, ensuite du Traité qu'il venoit de faire avec le Roi de Pologne qui avoit son Ambassadeur en cette Cour-là. Ewald Cleyft, Ministre de Brandebourg, prioit le Roi de Danemarck de s'employer pour l'accommodement des deux Rois de Suede & de Pologne, & tâchoit de lui persuader que son intérêt l'obligeoit à se joindre à l'Electeur son Maître, & au Roi de Suede, plutôt qu'aux Provinces-Unies. Il vouloit que le Roi de Danemarck crut que quelque Traité qui se fit entre les deux Rois de Pologne & de Suede, celui-ci ne restituerait jamais la Prusse, qui étoit la chose du monde que l'Electeur devoit craindre le plus, & qui contribueroit, & devoit contribuer le plus à faire déclarer le Roi de Danemarck contre celui de Suede. Aussi fut ce une des plus fortes raisons qui firent rentrer l'Electeur dans ses véritables intérêts, & qui le détacherent de ceux de ce dangereux voisin.

Les Etats avoient nommé à l'Ambassade de Danemarck les Sieurs Conrad van Beuningen, alors Pensionnaire, & après Premier Bourguemaître d'Amsterdam, Godard de Reeden d'Amerongen, de l'Ordre des Nobles d'Utrecht, & Mathias Vierfen, Conseiller.

*Ambassadeurs  
des Etats en  
Danemarck.*

1656.  
*Leur Instru-  
ction.*

en la Cour de Justice de Frise. Leur Instruction portoit: Qu'ils remerciéroient le Roi de Danemarc de ce qu'il avoit fait pour l'Etat pendant la dernière guerre d'Angleterre, puisqu'il avoit beaucoup contribué à la faire terminer avec quelque avantage & quelque gloire pour cette République. Qu'ils représenteroient à S. M. l'état des affaires du Nord, & lui feroient connoître le péril où ses Etats & ses Royaumes se trouvoient exposés. Qu'ils lui parleroient de l'intention que l'on avoit ici, & des Résolutions qu'on y avoit prises sur ce sujet; de la considération que l'on y avoit pour ses intérêts, que l'on jugeoit tellement inséparables de ceux des Provinces-Unies que c'étoit principalement pour la conservation de ses places que l'on avoit envoyé l'année passée une armée navale dans la Mer Baltique. Mais ce qu'on leur recommanda plus particulièrement, ce fut de pénétrer l'intention du Roi de Danemarc & les sentimens de ses Ministres. De les porter à quelque ressentiment des exactions que les Vaisseaux de guerre Suédois faisoient à la Rade de Dantzig. A envoyer une Ambassade solennelle au Roi de Suede pour l'exhorter de les faire cesser. De les disposer à une Triple Alliance entre le Danemarc, l'Angleterre, & les Etats Généraux, & pour tout dire, à se déclarer contre la Suede, s'il étoit besoin, en faveur de la liberté du Commerce de la Mer Baltique. Pour cet effet, à armer par mer & par terre, & à faire Alliance avec les autres Princes & Etats que l'intérêt commun obligeoit à s'opposer à la puissance du Roi de Suede.

*Inclination de  
la Cour de Da-  
nemarc.*

Les Ambassadeurs des Provinces-Unies n'eurent pas de peine à reconnoître, que non seulement la Cour de Coppenhague vouloit bien entrer dans les sentimens des Etats, mais aussi que ses Ministres avoient envie de se servir de cette occasion pour rendre à la Suede ce qu'elle avoit fait au Danemarc depuis plusieurs années. Après les premières Conférences un des principaux asura les Ambassadeurs, que le Roi leur Maître ne traiteroit point avec le Roi de Suede sinon de l'avis & avec la participation des Etats Généraux; faisant esperer en même tems, que pourvu que l'on changeât quelques Articles, on pourroit renouveler le Traité du 9 Octobre 1649. Les Ministres jugeoient que le secours de quatre-mille hommes que l'on avoit stipulé par ce Traité, n'étoit pas suffisant, & qu'il falloit pour le moins doubler le nombre, laissant au Roi l'option de les prendre effectifs, ou en argent. Ils disoient aussi que le Roi ne trouvoit pas sa sûreté au VII Article du même Traité, qui n'obligeoit les Alliés à le secourir sinon au bout de trois mois après l'attaque. Qu'il désiroit qu'on lui fit le même avantage qu'on avoit fait à l'Electeur de Brandebourg: que s'il n'y avoit point d'apparence que l'accommodement pût se faire dans trois mois entre l'Aggresseur & celui des Alliés qui seroit attaqué, ou que d'ailleurs le préjudice que l'Attaqué souffriroit, fût irréparable, en sorte que l'on ne pût pas différer d'envoyer le secours, celui des Alliés qui ne seroit point attaqué seroit obligé de secourir l'autre incontinent & sans délai: comme aussi si le secours qui auroit été stipulé par le Traité ne fût pas suffisant, qu'en ce cas-là le non-Attaqué assisteroit l'Attaqué d'un secours capable de repousser la violence de l'Attaquant, & à des condi-  
tions



tions dont on conviendrait par des Articles séparés. Les Etats acquiescèrent à tout cela ; de sorte que le Traité fut conclu le 16 Août 1656, contre la violence de ceux, qui à l'occasion de la guerre qui étoit allumée entre la Pologne & la Suède, incommodoient ou troubloient la Navigation & le Commerce de la Mer Baltique, & particulièrement celui de la Ville de Dantzic ; comme aussi contre les dangereux desseins de ceux qui étant Agresseurs en la présente guerre, en vouloient à cette Ville-là ; les deux Alliés promettant de la secourir de toutes leurs forces maritimes, & de se garantir réciproquement de tout ce qui leur pourroit arriver à cause du secours.

Ce Traité fut conclu nonobstant les devoirs que le Ministre de Brandebourg fit pour l'empêcher, & pour faire renouer la Négociation entre les deux Couronnes du Nord, qu'il croyoit ne devoir pas faire les difficiles, parce qu'il promettoit que les Hollandois y trouveroient leur compte & leur satisfaction. Les Ministres de Danemarck disoient : Que la Négociation qu'ils avoient commencé avec la Suède, n'avoit été interrompue que parce que le Roi leur Maître ne pouvoit pas traiter sans les Provinces-Unies, & qu'après qu'on les auroit satisfait, le Roi s'accommoderoit aussi. Que les Offices de l'Electeur seroient agréablement reçus ; & qu'il ne devoit pas douter qu'on ne considérât ses intérêts. Que par les Passe-ports que les Suedois donnoient à toutes sortes de personnes, ils diminueoient les Droits qui lui étoient dûs au Passage du Sund ; & qu'ils devoient lui restituer les Places & les Provinces qui étoient demeurées à la Suède par forme d'Engagement par & en vertu du Traité de Bronsbroo. Les mêmes Ministres Danois prièrent les Ambassadeurs des Etats, de faire en sorte que leurs Maîtres ne réglassent rien avec la Suède qu'elle n'eût donné cette satisfaction au Roi leur Maître. L'intention de la Cour de Danemarck étoit de n'en pas demeurer-là. Le Roi ne se contentoit pas d'un secours limité ; il fit parler aux Ambassadeurs d'une Alliance plus étroite qui rendît tous les intérêts des Allies communs. Les Ambassadeurs n'avoient point d'ordres pour cela ; mais ils ne laissoient pas d'écouter les ouvertures qu'on leur faisoit, de peur qu'en les rejetant ils n'obligeassent les Danois à s'engager avec la Suede & avec l'Electeur, qui avoient encore leurs Ministres à Coppenhague. Le Traité n'empêcha pas les Ambassadeurs Hollandois de presser le Roi de Danemarck de supprimer la Compagnie qui avoit été érigée depuis quelque-tems pour le Commerce du Sel, au préjudice du Traité de 1645, & de révoquer les Déclarations qui avoient été faites touchant quelques Droits qui se levoient en Norvegue, contre le Traité de 1647. Ils demandèrent aussi la valeur des navires Anglois chargés de chanvre, de goudron, & d'autres matériaux, que le Roi avoit fait saisir dans le Sund en 1652 ; & les intérêts des sommes que les Etats avoient payé par avance sur le Traité de Rédemption qui avoit été supprimé. Ils se plaignoient encore des Droits extraordinaires qui se levoient en Norvegue sous prétexte que les navires n'avoient pas été bien jautés & mesurés en Hollande ; comme aussi des vingt-quatre deniers ou six liards par Lest que l'on faisoit payer pour le Fanal de Heuse, taxe dont les Anglois étoient

1656.

*Traité entre  
le Roi de Dane-  
marc & les  
Etats.*

*Le Ministre de  
Brandebourg  
tâche de l'em-  
pêcher.*

*Prétentions  
des Danois.*

*Demandes des  
Ambassadeurs  
des Etats.*

1656. étoient exempts. Mais les Ambassadeurs n'insistoient que foiblement sur tout cela, & seulement pour faire connoître que l'on avoit Droit de le demander, & que peut-être on le demanderoit un jour.

*L'Amiral  
d'Obdam en  
Danemarc.*

Le Roi de Danemarc de son coté fit prier les Etats, que leur Armée navale hyvernât dans ses Ports; mais on s'en défendit. Le Seigneur d'Obdam, Lieutenant-Amiral d'Hollande, qui la commandoit avec une Commission des Etats Généraux, n'avoit que trois Vaisseaux lorsqu'il arriva à la vue du Château de Cronembourg, le 25 Juin. Mais il y trouva de Ruyter, qui en avoit vingt-huit, & il y en avoit trois à la rade de Coppenhague. Il fit la reverence au Roi de Danemarc, & alla à Dantzig, où il fut renforcé de neuf Vaisseaux Danois.

*Le Czar as-  
siège Riga.*

Le Roi de Suede consideroit, qu'il lui étoit presque impossible de se conserver la Pologne, où il n'avoit pas une seule place forte, & où il étoit l'aversion du Peuple, comme il en étoit le fleau. Que le Moscovite étoit entré dans la Livonie, où il avoit pris Duncnbourg, Derpt, Kakenhausen, & le Fort Terkic, & assiégé Riga le 16 Août. Qu'il n'étoit pas assuré de l'Empereur. Qu'il avoit lieu de craindre une puissante diversion du coté du Roi de Danemarc, & que la Flotte Hollandoise qui étoit à la rade de Dantzig, l'empêchoit de se rendre maître de cette Ville dont la conquête lui pouvoit seule assurer le reste de la Prusse, qu'il ne pouvoit pas garder sans cela. C'est pourquoi il caressoit fort les Ambassadeurs Hollandois, & leur faisoit esperer tous les avantages qu'ils se pouvoient promettre d'un bon Traité. Le Roi de Danemarc même étoit d'avis, qu'il falloit conclure avec lui, & en parloit aux Ambassadeurs en ces termes. Cet Etat avoit intérêt d'assurer la Navigation & la liberté du Commerce de la Mer Baltique, & les Ambassadeurs jugeoient que cette sureté se rencontroit dans les conditions que le Roi de Suede leur of-

*Traité d'El-  
bing.*

froit. De sorte que voyant que ses offres étoient conformes à l'intention de leurs Maîtres, & que c'étoit tout ce qu'ils pouvoient désirer en vertu de leur Instruction, ils ne firent point de difficulté de signer le Traité le 11 Novembre. C'est le Traité d'Elbing, dont on a dit un mot ci-devant, & dont il sera encore parlé dans les Livres suivans. Ce n'étoit proprement qu'un renouvellement des Traités que l'Etat avoit fait avec la Suede en 1640 & 1645. C'est pourquoi les Députés des Etats qui l'examinèrent à la Haye, rapportèrent à l'Assemblée des Etats Généraux: „Qu'ils n'y avoient rien „ trouvé qui ne fût conforme à l'Instruction des Ambassadeurs, & „ aux ordres qu'on leur avoit envoyé depuis qu'ils étoient partis.”

*Conforme à  
l'Instruction des  
Ambassadeurs.*

*Dantzig com-  
prise au Traité.*

On y avoit compris le Roi de Danemarc, le Protecteur, l'Electeur de Brandebourg, & plus particulièrement la Ville de Dantzig. Les Ambassadeurs avoient ordre d'y comprendre cette Ville quand même elle ne voudroit pas y être comprise, parce qu'on jugeoit qu'il falloit la conserver en toutes les façons. Les Etats croyoient qu'ils pouvoient la secourir sans faire violence aux Traités qu'ils avoient avec la Suede, non seulement parceque le Roi avoit été assez imprudent pour déclarer qu'il n'avoit point de Traités avec cet Etat, mais aussi parceque celui de 1640 étoit purement défensif & n'obligeoit les Etats que contre ceux qui at-  
taqueroient



taqueroient la Couronne de Suede, ou qui troubleroient la Navigation de la Mer Baltique ; mais il ne les empêchoit pas de défendre ceux que la Suede attaqueroit. Au contraire l'interêt commun & la liaison que les Etats avoient avec les Villes Hanſéatiques, dont Dantzig eſt une des premières, juſtifieroient leur procédé, & la Réſolution qu'ils avoient priſe de la ſécourir. Outre qu'ils y étoient en quelque façon obligés, puisqu'elle avoit été comprise au Traité que les deux Couronnes du Nord avoient fait à Bronsbroo en 1645 par leur entremiſe. La Friſe alloit plus loin, & fit propoſer dans l'Assemblée des Etats Généraux : „ Qu'il fal-  
 „ loit aſſurer la liberté de la Navigation de la Viſtule, même au  
 „ deſſus de Dantzig juſqu'à Thorn.” Le Prince de Naſſau, Gouverneur de la Province, employa tout ſon crédit, pour empêcher qu'on n'y prît cette Réſolution, qui ne pouvoit pas plaire à l'Electeur de Brandebourg ſon beaufrère, mais celui de ſes amis & de ſes créatures ſe trouva trop court. Toutefois les Etats Généraux jugèrent, qu'il y auroit de l'imprudence & même de la témérité de pouſſer leurs armes ſi avant dans la Pruſſe.

La Ville de Dantzig refuſa d'être comprise au Traité, tant parce qu'en s'obligeant à vivre en bonne amitié avec le Roi de Suede, on la vouloit faire conſentir à ce qu'au préjudice de la fidélité qu'elle devoit au Roi de Pologne on la débauchât des intérêts de cette Couronne-là, que parceque le Traité ne lui accordoit pas la même neutralité, ni les mêmes avantages que le Roi de Suede lui avoit offert lorsqu'il n'y avoit qu'elle qui s'oppoſât au progrès de ſes armes. Ring & de Huybert, deux des Ambaſſadeurs Hollandois, y firent un voyage exprès pour perſuader au Magiſtrat de ſouffrir que la Ville fût comprise au Traité. Ils lui repréſentèrent que Dantzig s'acqueroit un avantage incomparable par ce Traité où les Etats demeuroient aucunement garands de ſa ſureté, au lieu qu'auparavant elle ne pouvoit la chercher qu'en la ſeule parole du Roi de Suede. Ils offroient d'ôter du Traité ces termes choquants d'*amitié* & de *bonne-intelligence* avec la Couronne de Suede. Mais toutes ces remontrances furent inutiles, & la Ville refuſa avec fermeté d'être comprise au Traité. Elle avoit rejeté & mépriſé, par manière de dire, les offres du Roi de Suede lors même que les affaires de Pologne étoient deſeſpérées. Et de fait il n'étoit pas bien poſſible qu'elle ſe ſeparât de la Pologne, parce que ce ſont les Rivières de ce Royaume qui ſont tout ſon Commerce & ſa Subſiſtance. Elle jouiſſoit ſous la protection du Roi & de la République, de la liberté qu'elle ne pouvoit pas eſperer ſous le Gouvernement deſpotique des Suedois ; & elle ne pouvoit pas accepter la Neutralité ſans manquer à ce qu'elle devoit à la Pologne. Il eſt certain auſſi que la Ville de Dantzig en perdant ſa Liberté perdoit auſſi tout ſon Commerce, & devenoit non ſeulement inutile, mais même formidable à cet Etat, & achevoit de rendre le Roi de Suede maître abſolu de la Mer Baltique & de toute la Pruſſe. C'eſt pourquoi celles des Provinces-Unies qui ſont le plus intéreſſées au Commerce du Nord, étoient d'avis qu'il ne falloit pas l'abandonner ; quoique les autres qui ont le fort de leur Négoce dans la Manche & vers l'Oueſt, vouluſſent, qu'à l'exemple de la France & de l'An-

*Elle refuſe d'y  
être comprise.*

*Ses raiſons.*

1656.

*Résolutions  
des Etats en fa-  
veur de Dant-  
zig.*

*Le Roi de Sué-  
de déclare qu'il  
ne l'assiégera.*

*Traité avec  
la Pologne &  
Dantzic.*

*Ordre à d'Ob-  
dam de secourir  
cette ville.*

*Le Roi de Da-  
nemarc se  
plaint du Trai-  
té d'Elbing.*

gleterre on ne se mêlat point des affaires de Pologne, & qu'on laissât agir le Roi de Suede selon son intérêt & son inclination. Mais les Députés d'Hollande & de Frise, qui attirèrent ceux du Quartier de Zutphen dans leur sentiment, firent résoudre le secours de Dantzic, nonobstant la contradiction des Députés de Zéelande: le silence des autres Quartiers de Gueldre ne pouvant pas empêcher que l'on ne prît cette Résolution dans l'absence de la Province d'Overyssel, qui en ce tems-là n'avoit point de Députés à la Haye.

Les Ministres de Suede avoient déclaré aux Etats, comme aussi à la Cour de Danemarc, que le Roi leur Maître alloit assiéger la Ville de Dantzic, & qu'il ne doutoit pas que les Etats n'exécutassent ponctuellement le Traité de 1640, qui les empêchoit de secourir la Ville, & leurs Sujets d'y continuer le Commerce pendant le siège. Mais cette Déclaration, que les Commissaires du Roi de Suede confirmoient dans les Conférences qu'ils avoient avec les Ambassadeurs Hollandois, au lieu de produire l'effet que le Roi s'en promettoit, fut cause que l'on donna ordre au Lieutenant-Amiral d'Obdam, d'aller avec l'Armée navale à la rade de Dantzic, & fit hâter la Résolution que l'on prit à la Haye le 7 Juillet de cette année 1656, aussi bien que le Traité que l'on conclut ensuite avec les Sieurs Chrétien Schroder, Envoyé de Dantzic, & Nicolas de Bie, Résident de Pologne. On leur promit que le Roi de Danemarc & cet Etat assisteroient la Ville, à condition que les Sujets de ces Provinces qui voudroient s'y établir ou faire leur Commerce, ne feroient pas obligés d'y payer d'autres Droits que ceux que les habitans de la Ville payent. C'est ce que les Ministres promirent, & qu'ils le feroient ratifier par le Roi & la République de Pologne: quoique ni l'un ni l'autre n'eussent pas le pouvoir de conclure, & bien moins celui de faire ratifier.

Cependant ce défaut n'empêcha pas les Etats d'exécuter ce qu'ils avoient promis, & d'ordonner à leur Amiral d'aller à la Rade de Dantzic, ainsi que nous venons de dire. Dès devant la conclusion de ce Traité, qui n'engageoit point la Pologne ni la Ville, on avoit déjà promis au Député, que l'Etat feroit faire des offices pressans & efficaces pour la conservation de ses Privilèges & de ses Libertés, tant auprès du Roi de Pologne qu'auprès de celui de Suede, & même qu'il la secoureroit si, nonobstant son intercession, le Roi de Suede entreprenoit de l'assiéger, ou bloquer, & d'incommoder son Commerce. L'Amiral Hollandois étoit encore à sa rade lorsque le Traité d'Elbing fut conclu, & on peut dire qu'il y contribua beaucoup.

Nous venons de dire que ce n'étoit proprement qu'une confirmation des Traités de 1640 & 1645, qui y furent en effet confirmés & renouvelés comme s'ils y eussent été inferés de mot à mot. Et d'autant qu'ils obligeoient les Alliés à un certain secours limité, en cas que l'un des deux fût attaqué par un troisième, on prévoyoit bien que le Roi de Suede prétendrait que cet Etat le secourût contre le Moscovite qui étoit entré en Livonie, où il avoit assiégé Riga; quoique le Roi eût déclaré lui-même que ces deux Traités ne regardoient que le Roi de Danemarc, & que le Mos-



Moscovite eût rompu devant la signature du Traité d'Elbing. 1656.  
Cela ne laissoit pas d'embarasser les États, qui avoient d'ailleurs les oreilles battues des reproches & des plaintes que le Roi de Danemarck & les autres Princes intéressés faisoient de la précipitation avec laquelle ils avoient conclu le Traité ; bien qu'il n'y eût aucune justice en ces reproches. Les Ministres de Danemarck étoient ceux qui en avoient le plus pressé la signature ; & présentement qu'il étoit conclu, ils vouloient en empêcher la Ratification, & faire croire que ce n'étoit que pour l'amour des États que le Roi leur Maître avoit refusé de conclure avec le Roi de Suede. Mais il y avoit une très-grande différence en leur manière d'agir. Le Traité d'Elbing donnoit un avantage au Roi de Danemarck, à qui on avoit fait part de la Négociation, & il avoit été signé, sinon du consentement de ce Prince, du moins avec sa participation, au lieu qu'il avoit fait négocier sans celle des États un Traité qui leur étoit du dernier préjudice, & qui n'étoit pas encore conclu comme celui d'Elbing.

Les États ne pouvoient pas désavouer leurs Ambassadeurs qui avoient ponctuellement suivi leur Instruction, & qui après leur emploi avoient part au Gouvernement de la Republique. Et cependant ne pouvant pas permettre que le Roi de Suede fit un établissement si considérable en Prusse, ils ne pouvoient pas se résoudre à agréer ce qu'ils ne pouvoient pas désapprouver sans condamner le procédé de leurs Ambassadeurs. Leur véritable intention étoit de faire faire la paix entre les Rois de Pologne & de Suede ; de faire renoncer le premier aux prétentions qu'il avoit sur la Couronne de Suede ; de renvoyer l'autre dans son Royaume, & de remettre l'Electeur de Brandebourg dans l'état où il étoit devant la guerre.

La France fit faire d'autres ouvertures, & vouloit que la paix se fit aux dépens de l'Electeur, qu'elle vouloit obliger de céder la Ville de Memel & le Fort de Pillaw au Roi de Suede, en prenant recompense en argent ou autrement. Mais c'étoit le perdre ; à quoi cet Etat ne pouvoit pas consentir. Pour sortir de cet embarras, & afin de se donner un prétexte bon ou mauvais de différer la Ratification d'un Traité qui avoit été fait par des Ministres autorisés, qui avoient communiqué leur plein-pouvoir, & agi selon leurs ordres, on s'avisâ de demander l'explication de quelques termes qui, à ce qu'on disoit, chagrinoient quelques Villes d'Hollande, qui sont la plûpart intéressées au Commerce du Nord. Elles remarquèrent particulièrement le mot de *Circiter*, (environ, à peu près) que l'on avoit fait couler dans l'Article qui parle du Règlement des Droits d'entrée & de sortie qui se levât en Suede sur les Marchandises & sur les Denrées, & elles jugerent que le Traité donnoit trop d'étendue à l'exécution de ces Droits que le Roi de Suede prétendoit, & accordoit à des Compagnies, & à de certaines personnes privilégiées. Le Roi de Suede qui n'étoit pas en état de tirer au bâton avec ces Messieurs qui lui faisoient une querelle mal à propos, & qui croyoit & ne craignoit pas de dire que le parchemin & la cire étoient des étoffes trop-foibles pour pouvoir obliger les Princes contre leurs intérêts, n'auroit pas fait grande difficulté de s'accommoder

*La véritable  
intention des  
États.*

*Projets de la  
France pour la  
paix du Nord.*

*Prétexte des  
États pour ne  
point ratifier le  
Traité d'El-  
bing.*

1656.

commoder à l'injuste volonté des Etats, s'ils eussent voulu promettre de ratifier le Traité après qu'il lui auroit donné la favorable explication qu'ils pouvoient prétendre. Mais c'est ce qu'ils ne voulurent pas faire, & aimèrent mieux s'exposer au hazard de rompre avec le Roi de Suede, que de ne point s'opposer aux progrès que ses armes pouvoient faire en Prusse & en Pologne. De sorte que les affaires demeurèrent en cet état le reste de l'année 1656. Car les Etats qui pretendoient n'avoir point de Traité avec le Roi de Suede, ne laissèrent pas de secourir la Ville de Dantzic, en y faisant débarquer quinze-cents hommes, lorsque l'Etat jugea à propos de faire revenir la plupart des Vaisseaux avec le Lieutenant Amiral, à cause de la saison avancée, & ensuite tous les autres, sous le conduite de Tromp, Contr'Amiral d'Hollande. Perceval, Maréchal-Général des Logis des armées des Etats Généraux, eut le commandement de ces troupes, qui étant composées de Soldats tirés de plusieurs differens Corps, lui donnèrent bien de la peine au commencement, par le refus qu'elles firent de prêter le serment de fidélité au Magistrat, à qui sans cela elles étoient inutiles & mêmes incommodes.

*Qui laissent  
1500 hommes  
à Dantzic.*

*Le Roi de Po-  
logne arrive à  
Dantzic.*

Le Roi de Pologne qui étoit revenu de son premier étourdissement, & à qui la déclaration de tant de Potentats avoit fait jour & passage, étoit rentré dans son Royaume, & le traversa sans obstacle jusqu'à Dantzic. Cette révolution fit venir d'autres pensées à l'Electeur de Brandebourg, qui étoit entré dans les intérêts du Roi de Suede comme par force, y ayant été entraîné par les conseils du Comte de Weyman. Il fit réflexion sur l'incommodité que lui apporteroit le voisinage d'un Prince dont la puissance ne lui étoit déjà que trop redoutable, & considérant qu'il pourroit demeurer seul à la discretion de ses ennemis, si la fortune se laissoit de suivre & de favoriser la Suede, il changea de parti, & prit une Résolution plus conforme à son inclination qui à toujours eu beaucoup de rapport à ses intérêts, dont des gens passionnés ou infideles lui ont souvent dérobé la véritable connoissance.

*Politique des  
Etats.*

Les Etats des Provinces-Unies en faisant cette démarche à l'égard du Roi de Suede, ménageoient cependant fort la France & l'Angleterre, & tâchoient sur tout de s'assurer de l'intention du Protecteur. Tout ce que l'on en peut dire, c'est que l'on n'étoit pas tout à fait mal avec lui; mais on n'y étoit pas bien non plus.

*Sentimens de  
Cromwell.*

Les Vaisseaux Anglois continuoient d'arrêter en pleine mer, & de visiter les Navires marchands des Provinces-Unies. Le Roi de Suede recherchoit son amitié, & comme Cromwell avoit cela de particulier avec plusieurs autres Impositeurs, qu'il vouloit faire croire que la Religion Protestante, & les Princes qui en faisoient profession, faisoient tout son intérêt & toute sa gloire, il protesta à l'Ambassadeur des Etats: Qu'il ne concluroit rien avec le Roi de Suede à leur préjudice, & qu'il ne feroit point de Traité particulier avec lui où ils ne fussent compris. Mais il y ajouta: Qu'il seroit bien aise que l'on n'empêchât point le Roi de Suede de pousser ses conquêtes en Pologne. Le Protecteur ne vouloit rien faire qui pût déplaire à la France, qui convoitait à toutes les entreprises du Roi de Suede, quoiqu'avec quelque répugnance,

par-



parceque la Conquête d'un Royaume où la Religion Romaine étoit la Dominante, & dont on confideroit le Roi & la Reine, n'y pouvoit pas être agréable. On faisoit bien courir le bruit qu'outre le Traité que Neuville-Bourdeaux avoit fait à Londres; on étoit demeuré d'accord de quelques Articles secrets & bien plus importans que ceux que l'on faisoit paroître. Mais ce ne fut qu'un bruit en effet dont on fut détrompé par la raison & par le tems. On disoit que la France avoit promis de payer au Protecteur douze millions; en huit ans, pour le remboursement & les intérêts des quatre millions que la Reine Elizabeth avoit autrefois prêté au Roi Henri IV. Ce qui n'étoit qu'une vision; aussi bien que ce qu'on disoit des Anglois, qui avoient promis six Vaisseaux de guerre dans la Méditerranée, & autant dans la Manche. On parloit aussi d'une Ligue Offensive, & avec plus d'apparence des desseins que l'on formoit contre les Villes maritimes de Flandre, dont la conquête devoit se faire à fraix communs. On marquoit particulièrement Gravelines, Dunkerque, Nieuwpoort, & Ostende, dont les deux premières devoient demeurer à la France, & les autres à l'Angleterre. On disoit encore, que le Protecteur avoit obtenu de très-grands avantages pour les Religionnaires de France. Mais on sçut bientôt qu'il n'en étoit rien, qu'il n'en avoit pas obtenu, ni même demandé un seul, parceque ce n'étoit pas le zèle de la Maison de Dieu qui le rongeoit, ni l'intérêt de la Religion qui l'inquiétoit le plus.

Nieuwpoort, Ambassadeur d'Hollande; qui étoit demeuré à Londres depuis la conclusion du Traité, & qui voyoit assez souvent & assez familièrement le Protecteur, le pressoit avec beaucoup de chaleur, de consentir à un Règlement de commerce. Mais il n'en remportoit que de grandes protestations & fort generales de l'affection qu'il disoit avoir pour les Etats, & de son inclination à assurer le Commerce des habitans de ces Provinces; pendant que ses Vaisseaux arrêtoient & emmenaient bien souvent les Navires marchands de ces Pays, & même ne respectoient pas toujours les Vaisseaux de guerre de l'Etat. Une de ses Escadres, composée de sept Vaisseaux, ayant rencontré, le 29 Avril, le Vice-Amiral de Ruyter qui escortoit quelques Navires marchands venant de Cadix, chargés d'une partie des richesses du Perou, voulut les emmener. De Ruyter dit qu'il ne fortiroit point de sa route, & que si on se mettoit en devoir de lui faire violence, il sauroit bien se mettre en état de défense. Cette réponse obligea les Anglois à se retirer. Mais une autre flotte marchande qui n'étoit pas si considerable, & qui n'avoit pas de Ruyter pour escorte, fut emmenée. Cela fit redoubler les plaintes que l'on n'avoit déjà que trop sujet de faire de cette sorte d'excès. De sorte que les Anglois importunés des instances continuelles de l'Ambassadeur, firent enfin un projet de Traité de Marine, dans lequel ils croyoient avoir fait entrer tout ce qu'on pouvoit légitimement désirer d'eux.

*Sollicitations  
inutiles de  
Nieuwpoort  
pour un Régle-  
ment de Com-  
merce avec  
l'Angleterre.*

*Les Anglois  
veulent emme-  
ner de Ruyter.*

*Sa réponse.*

*Plaintes de  
Nieuwpoort.  
Projet d'un  
Traité de  
Marine.*

Ils se plaignoient de leur côté: Que les habitans de ces Provinces prêtoient ou louoient leurs Navires aux Espagnols leurs ennemis, qui les faisoient servir au transport de leurs marchandises, même de celles de contrebande. C'est ce dont on se défendoit

*Plaintes des  
Anglois.*

1656.

*Leur jalousie  
& leur inju-  
stice.*

*Demandes des  
Etats.*

d'autant plus foiblement que cela se faisoit trop publiquement, & que même au plus fort de la guerre d'Espagne, les Marchands & les Patrons des Navires Hollandois & Zéelandois, sans en excepter plusieurs de ceux qui avoient part au Gouvernement, en faisoient métier, & ne s'en cachotent pas. Les Anglois disoient encore : Qu'on souffroit que les Espagnols emmenassent leurs prises dans les Ports de ces Pays. Mais il n'y avoit point d'Article au Traité de 1654 qui en pût empêcher les Hollandois, & même il n'y avoit point d'apparence que l'on en fit un autre Traité de Marine qui défendît aux amis de cet Etat qui seroient en guerre avec les Anglois, d'entrer dans les Ports de ces Provinces, & que tout ce qu'on pourroit faire ce seroit de les empêcher d'y décharger & d'y vendre leur butin. Ils témoignèrent bien pourtant que ce n'étoit pas leur intention de faire un Règlement qui pût assurer le Commerce des Hollandois, puisqu'ils continuoient de refuser à cet Etat les avantages qu'ils avoient accordé aux François & aux Portugais, pendant que l'on se relâchoit ici de ceux que l'Espagne avoit accordé & que la France accorda depuis. Les Etats soutenoient : Qu'il falloit qu'un Navire franc affranchît aussi sa Charge. Que sans cela il n'y avoit point de liberté dans le commerce; & qu'on ne le pouvoit pas refuser aux habitans de ces Provinces, puisque cet Etat ayant été compris au Traité qui avoit été fait entre la France & l'Angleterre au mois de Novembre dernier, il devoit jouir de tous les avantages que les principaux Traitans avoient stipulé pour eux. On vouloit bien promettre que les navires de ces Pays ne chargeroient plus de marchandises pour les ennemis de l'Angleterre; pourvu que les Anglois promissent de leur coté qu'ils ne visiteroient point les Navires marchands, du moins ceux qui se trouveroient sous l'escorte des Vaisseaux de guerre de l'Etat. Mais ce n'étoit pas là l'intérêt des Anglois. Ils ne pouvoient pas faire leur Commerce en Espagne pendant la guerre, & ils ne pouvoient pas souffrir que les Hollandois en profitassent. C'est pourquoi ils avoient fait un Projet que l'on ne pouvoit pas approuver en Hollande, puisqu'il ne remédioit point aux désordres dont on se plaignoit depuis tant de tems. Les Anglois disoient : Qu'on nommeroit de part & d'autre des Conservateurs du Commerce, qui y mettroient ordre. Mais c'étoit une chose qui ne pouvoit pas être pratiquée en Hollande, où l'Amirauté est divisée en plusieurs Colléges. A quoi on ajoutoit : Qu'il étoit inutile de nommer des Juges avant qu'il y eût des Loix sur lesquelles ils devoient prononcer. Qu'il falloit auparavant régler : Si les Marchandises d'un ennemi qui se trouvent dans le Navire d'un ami, doivent être confisquées ou non ? Et si les Capitaines des Vaisseaux de guerre, ou les Armateurs de l'un des Alliés, pourront arrêter en pleine mer les Navires des Sujets de l'autre, pour les visiter, & forcer les Patrons de faire voir l'état de toute leur cargaison ? Que si on ne levoit pas cette difficulté on ne pourroit pas entrer en discussion des autres Articles du Projet; à l'égard desquels les Etats auroient quelque complaisance pour le Protecteur, s'il vouloit bien qu'on passât les autres. Mais que s'il ne pouvoit pas s'y résoudre, il n'y avoit rien qui pût empêcher que l'on n'en vint à des extrémités dont les sui-

res



tes feroient aussi fâcheuses que celle de la rupture même. Au 1656.  
reste qu'ils ne pouvoient pas s'imaginer que l'intention des Anglois fût d'empêcher que l'on vendit à leurs ennemis toutes sortes de bâtimens, quand même ils ne feroient pas propres pour la guerre. Qu'il n'y avoit point d'apparence de comprendre parmi les marchandises de contrebande, les matériaux propres à bâtir ou à armer les navires, non plus que l'argent monnoyé. Qu'en cas de confiscation on ne devoit l'étendre que sur les marchandises de contrebande seules, & non aux marchandises de ceux qui les auroient chargé; & au pis-aller, à la part que le Patron auroit au navire, s'il avoit consenti que l'on y chargeât des marchandises de contrebande.

Le Traité de Marine ne se faisoit pas pendant toutes ces contestations, & le désordre continuoit toujours. De sorte que l'Amirauté d'Amsterdam ordonna enfin au Commandeur Gedeon de Wilde, & à tous les Chefs de son Escadre, de faire toutes les civilités imaginables au Pavillon d'Angleterre quand ils le rencontreroient, en abbatant le leur, & en amenant toutes leurs Hui-  
nières; mais de ne point souffrir que les Anglois visitaient les Navires marchands qui se trouveroient sous leur escorte; de tâcher de les en empêcher, & en cas de violence d'opposer la force à la force. Les Etats Généraux désavouèrent cet ordre, & vouloient que l'Amirauté le révoquât. Elle le fit en apparence; mais elle fit dire sous-main au Vice-Amiral de Ruyter, qu'il exécutât ce qu'elle avoit résolu; & cependant elle fit savoir qu'elle ne pouvoit pas faire ce qu'on désiroit d'elle. Ce refus fut assez généralement condamné, sur tout par les Députés de Zéelande. Mais ceux d'Hollande l'approuvèrent, & firent exécuter leur intention.

*Ordre de saluer le Pavillon d'Angleterre.*

*Et Défense de souffrir la visite des navires Hollandois.*

*Les Etats Généraux désapprouvent les ordres de l'Amirauté d'Amsterdam.*

On avoit un démêlé presque semblable avec la France dès le commencement du mois de Février de cette année 1656. On avoit fait ordonner aux Chefs d'Escadres & aux Capitaines de Vaisseaux, de prendre, & d'amener dans les Ports des Provinces-Unies, ceux qui attaqueroient, dépréderoient ou prendroient les Navires des Sujets des Etats; & ce en vertu d'une Résolution qui avoit été prise en l'an 1651, & qui fut renouvelée en celle-ci, à l'occasion des Pirateries que les Armateurs de Calais exerçoient sur les Côtes de Flandre. Le Comte de Charôt-Bethunes, Gouverneur de Calais, avoit pendant plusieurs années, & particulièrement pendant les Guerres Civiles, témoigné avoir beaucoup de considération pour cet Etat, où il avoit autrefois porté les armes. Mais soit que ce fût par intérêt, dont pourtant il n'est pas fort possédé, soit par complaisance pour la Cour où quelques uns des Ministres prenoient part aux Déprédations, il se laissa bientôt aller à leur exemple, & à autoriser le désordre. Car dès que la France eut achevé son Traité avec le Protecteur, elle commença non seulement à négliger, mais même à offenser les Provinces-Unies, & ne demandoit qu'à se lier plus étroitement avec l'Angleterre pour l'exécution des desseins qu'elle formoit contre les Pays-Bas Catholiques de l'obéissance du Roi d'Espagne.

*Démêlé avec la France.*

*Le Gouverneur de Calais arme par mer.*

*La France n'a plus d'affection pour les Provinces-Unies.*

Les deux Couronnes étoient plus éloignées que jamais de la paix; quoique les Ministres de France voulussent faire croire à

*Sa Politique.*

1656.

*Offres du Roi  
de Portugal.*

toute l'Europe, & particulièrement à la Cour de Rome, qu'elle la désiroit avec passion. La Reine qui avoit dès lors la pensée de marier le Roi son fils, avec l'Infante d'Espagne sa nièce, y travailloit continuellement, & rejeta pour cet effet les offres que le Roi de Portugal lui fit faire par l'Archevêque de Goa. Ce Prélat qui étoit Moine de l'Ordre des Carmes, parloit d'une dote de huit millions de livres si le Roi vouloit épouser la Princesse de Portugal & les intérêts de cette Couronne, & protestoit que le Roi son Maître, entretiendrait pendant six ans trente Vaisseaux de guerre, dont la France disposeroit absolument. Mais la Reine de France qui avoit d'autres vues, ainsi que nous venons de dire, se servit en ce tems-là de l'occasion de Don Gaspar de Boniface, qui en passant par Paris pour aller de Flandre en Espagne, eut la permission de lui faire la reverence, & prit la liberté de lui dire que si elle pouvoit se résoudre à envoyer une personne de confiance à Madrid, cette Cour-là lui feroit faire des ouvertures qui produiroient infailliblement la paix. Le Cardinal Mazarin qui ne vouloit pas qu'elle se traitât à Rome, afin d'en ôter la gloire au Pape qu'il n'aimoit pas, & qui d'ailleurs étoit obligé d'avoir de la complaisance pour les desirs de la Reine, fit trouver bon que l'on envoyât en Espagne le Sr. Augustin de Lionne, Secrétaire des Commandemens de la Reine, & qui faisoit les Expéditions les plus importantes de l'Etat sous les ordres de Son Eminence, même au préjudice du Comte de Brienne, un des quatre Secrétaires d'Etat, qui avoit le Département des Affaires Etrangères.

*De Lionne va  
en Espagne.**La Négocia-  
tion.**Rompue.*

Ce fut le Roi lui-même qui écrivit & signa le plein-pouvoir & qui le mit entre les mains de Lionne, en présence de Don Gaspar de Boniface, à qui il dit : Qu'il pouvoit assurer le Roi son Maître, que sa plus forte passion étoit de faire la Paix, & qu'il étoit très-disposé à la conclure en peu de jours. Lionne arriva à Madrid avant que l'on sçût qu'il étoit parti de Paris. On le conduisit secrètement au Palais de Buen-retiro, où il traita immédiatement avec Don Louis de Haro, Chef des Conseils du Roi d'Espagne, suivant les ordres exprès qu'il en avoit emporté. Il y trouva d'abord d'assez bonnes dispositions; Don Louis demeurant d'accord que les deux Premiers Ministres de France & d'Espagne pourroient s'assembler sur les frontières des deux Royaumes. Mais les Espagnols insistoient à ce que cela se fit au Printems, devant que les armées se missent en Campagne, & que l'on fit une Suspension d'armes. Ce n'étoit pas l'intention des François, qui disoient que la dépense de la Campagne étoit déjà faite, que les desseins étoient formés, & que les Espagnols n'en avoient point d'autres que d'amuser la France, puisqu'ils faisoient déjà naître des difficultés qui deviendroient invincibles si la fortune se déclaroit pour eux. Après que Lionne eût été pendant trois jours renfermé à Buen-retiro, la Négociation fut rompue sur les intérêts du Prince de Condé, quoique les Espagnols parlent tout autrement sur les causes de cette rupture. Ils disent entr'autres choses, que Lionne voyant que le mariage de l'Infante, dont il avoit été parlé comme de la chose que le Roi desiroit le plus fortement, ne pouvoit pas se conclure, se

retira :



retira : parceque ses raisons, ni ses artifices ne purent pas guerir le Conseil d'Espagne de la crainte qu'il avoit que les deux Couronnes ne tombassent un jour sur la tête d'un seul Monarque. Il en a été guéri depuis, & l'on a vu, qu'en 1659 on fallit encore de rompre pour l'affaire du Prince de Condé. Le Roi consentoit qu'il rentrât en la possession de tous ses biens qui avoient été confisqués. Mais les Espagnols vouloient quelque chose de plus, parceque Don Louis de Haro lui avoit promis que l'on ne traiteroit point avec la France qu'il ne fût rétabli en ses Dignités, Charges, & Gouvernemens. De sorte que l'on peut dire, que si ce ne fut pas-là la véritable cause de la rupture de cette Négociation, ce fut du moins la plus apparente.

Les Généraux François ne furent pas plus heureux que les Ministres. Les Maréchaux de Turenne & de la Ferté qui commandoient une des plus grandes armées que le Roi eût jamais employée en Flandre, après avoir donné par leurs fausses démarches de la jalousie à plusieurs Villes de ces Quartiers-là, parurent enfin tout à coup devant Valenciennes. Elle n'est qu'à deux lieues de Condé, à sept de Mons, de Tournai, & de Cambrai, & sa réduction coupoit tellement Cambrai & Bouchain qu'il étoit impossible de les rejoindre au Corps de ce que le Roi Catholique possédoit dans les Pays-Bas. La rivière d'Écaut qui passe par la Ville, obligea les François à former deux Camps, qui se communiquoient par une petite digue ou levée si étroite, qu'elle fut en partie cause de la défaite qui les obligea à lever le siège. L'Archiduc Leopold-Guillaume qui avoit pendant quelques années gouverné les Pays-Bas, & obtenu son congé, s'étoit retiré dès qu'il sçut que Don Juan d'Autriche, fils naturel du Roi d'Espagne, qui lui devoit succéder, étoit arrivé à Ruremonde. On disoit qu'il étoit fils naturel d'une Comédienne ; mais je fais que lorsqu'il passa par Paris pour s'en retourner en Espagne, la Reine de France qui le voulut voir dans le Couvent du Val de Grace, & qui le regala de plusieurs riches presens, lui demanda, s'il savoit bien qui étoit sa mère ; & qu'il répondit qu'il ne la connoissoit pas, mais que l'on l'avoit assuré, que c'étoit une Dame de qualité. La Reine repartit, qu'il étoit vrai, qu'elle étoit sa parente, & qu'elle étoit morte Religieuse.

*Les François  
assiégent Valen-  
ciennes.*

*D. Juan  
d'Autriche  
Gouverneur  
des Pays-Bas.*

*Sa naissance.*

Don Juan apporta aux Pays-Bas, avec l'avantage de sa naissance, la gloire qu'il avoit acquise à la réduction de Naples & de Barcelone, & amena avec lui le Marquis de Caracene, Capitaine de réputation, qui devoit commander l'armée sous lui. Les deux Princes se rencontrèrent entre Dieft & Montaigu, où ils confèrent & dînèrent ensemble, & après dîner l'Archiduc prit le chemin d'Aix-la Chapelle, & D. Juan celui de Brusselles, où il arriva l'11 Mai. Il s'appliqua aussitôt à signaler les commencemens de son Gouvernement par une action d'éclat ; le siège de Valenciennes lui en offroit l'occasion, & il résolut de le faire lever. Le Prince de Condé qui eut bonne part à cette résolution, aussi bien qu'à l'exécution, jugeoit que l'on n'hazardoit rien, puisque les assiégés en fermant leurs écluses avoient fait dégorger la Rivière sur une partie de la Campagne voisine, de sorte que les assiégeans ne pouvant pousser leurs Lignes de circonvallation jusques sur le

*Son entrevue  
avec l'Archiduc.*

*Il force les  
Lignes de la  
Ferté, & le  
fait prisonnier.*

1656.

*Et fait lever  
le Siège de Va-  
lenciennes.*

bord de la Rivière, les assiégés en rouvrant leurs écluses, & en faisant rentrer la Rivière dans son lit naturel, faisoient une ouverture par laquelle plusieurs Escadrons pouvoient entrer de front dans le Camp des François. Les Espagnols y réussirent sans peine, attaquèrent le Quartier du Maréchal de la Ferté, défirent son armée, & le firent prisonnier. Turenne se retira avec le reste de ses Troupes; mais toute l'artillerie, les vivres, & munitions demeurèrent aux Espagnols. Don Estevan de Gamarra, Ambassadeur d'Espagne à la Haye, perdit son fils unique dans cette action, mais il ne laissa pas de faire des Feux-de-joye, parce qu'il vouloit bien qu'on sçût qu'il étoit pour le moins aussi bon Espagnol que bon père.

*Il prend Condé.*

*Et attaque  
S. Guislain sans  
succès.*

*Turenne prend  
la Capelle.*

*Le Duc de  
Modene prend  
Valence.*

Neanmoins cette victoire n'eut point de suites. A la vérité les Espagnols prirent Condé, qui n'étoit pas grand' chose en ce tems-là; mais ils attaquèrent S. Guislain sans succès. Turenne au contraire ayant assemblé un petit Corps d'armée reprit la Capelle, dont les contributions valoient tous les ans cinquante-mille livres au Prince de Condé. Le Duc de Modene qui venoit de se déclarer pour la France, & qui commandoit l'armée du Roi en Italie, sous la confidence & la conduite du Comte d'Estrades, présentement Maréchal de France, & premier Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire au Congrès de Nimegue, assiégea & prit Valence, ville forte dans le Duché de Milan. Cette Conquête compensoit bien la perte que l'on venoit de faire à Valenciennes; & néanmoins le mauvais succès de ce siège fit un si grand effet en Espagne, que D. Louis de Haro se rendit si difficile, qu'on peut dire, que ce fut une des causes qui fit rompre la Négociation de Lionne. Le premier Ministre ne voulut point qu'en traitant on parlât de l'affaire du Portugal: il demanda la restitution de toute la Lorraine, & refusa de se relâcher sur les intérêts du Prince de Condé. Ce qui empêcha la paix en ce tems-là. Mais Lionne ne laissa pas d'ébaucher ce grand ouvrage pendant le séjour qu'il fit à Madrid; il reçut sa dernière perfection en 1659.

*Déprédations  
des François.*

C'étoit là l'état des affaires de France à l'égard de l'Espagne. Pour ce qui est des Provinces-Unies, le Roi croyoit n'avoir plus de Traité avec elles depuis la Paix de Munster. Celui que l'on avoit fait pour la Marine en 1646, étoit expiré il y avoit longtems; de sorte qu'il n'y avoit point de licence que les Armateurs ne se donnaient, tant dans la Manche & aux Côtes de Flandre, qu'en la Méditerranée. Ils prenoient tous les Vaisseaux Hollandois indistinctement, & ils accompagnoient souvent leurs insolences de cruautés que l'on auroit condamné dans une guerre déclarée. Il fut vérifié qu'ils avoient assassiné un Maître de navire, pendant qu'il ouvroit son coffre pour en tirer les Charte-parties & les Connoissemens, & qu'ils ne respectoient ni Lettres de Mer, ni Passeports. Ce qui fut cause que les Amirautés ordonnèrent à tous les Capitaines & Officiers de Marine, de se saisir de tous les Vaisseaux qui prenoient ou déprédoient les Navires Hollandois. Les Ministres de la Cour de France disoient, qu'il étoit impossible de prévenir ces désordres, ou d'y remédier, si on ne faisoit un bon Traité. L'Ambassadeur des États disoit la même chose, & ajoûtoit que tous ces malheurs n'arrivoient que parce qu'on ne té-

*Nécessité de  
l'Alliance avec  
la France.*



témoignoît pas assez de chaleur pour l'Alliance que l'on avoit dessein de faire. La plupart des Provinces jugeoient bien, qu'elle étoit nécessaire, parceque l'Etat y trouveroit son repos, & même Mr. de Witt dit le 4 Juillet, dans l'Assemblée des Etats Généraux: Que l'on ne pouvoit pas se dispenser de renouveler l'amitié avec la France & l'Angleterre, à la veille de la rupture où l'on alloit entrer avec la Suede. Mais il y avoit des Députés qui sou-<sup>L'étendue qu'on veut lui donner.</sup>tenoient, que ce Traité ne devoit pas avoir moins de rapport à la sûreté du commerce qu'à l'interêt des deux Etats, qui ne pouvoient pas se résoudre à un si grand engagement. La France vouloit, & c'étoit aussi le sentiment du Protecteur, que les Etats promissent qu'ils romproient avec l'Espagne incontinent après la signature du Traité, ou du moins après que la Paix que l'on auroit faite avec elle seroit violée par une nouvelle rupture. Que l'on n'y comprendroit pas seulement le Royaume de France, mais aussi toutes les Conquêtes que le Roi avoit faites; ou pourroit faire encore en Italie ou en Catalogne; aussi bien que la Lorraine. Que cette Alliance fut Offensive & Défensive; & que l'on ne traitât point avec l'ennemi commun, sinon du consentement de tous les Alliés.

L'intention des Etats étoit bien éloignée de celle-là. Ils n'a-<sup>L'intention des Etats.</sup>voient fait le Traité de Munster, & ne s'étoient séparés de la France que pour sortir de cette sorte d'engagement. Ils vouloient que l'Alliance fût purement défensive. Que le secours que les Alliés seroient obligés de se donner seroit limité, & sans obligation de rupture. Que l'Alliance n'auroit son effet, que lorsqu'un quatrième attaqueroit un des trois Alliés, ou le troubleroit en sa Navigation & en son Commerce; ou en la jouissance de ses droits, franchises, & immunités; ou bien lorsqu'un des Alliés donneroit cette incommodité à un autre des Alliés. Que l'Alliance ne s'étendrait qu'au Royaume de France; & aux Conquêtes que le Roi avoit faites ou pourroit faire dans les Pays-Bas. Que les Alliés devant que de faire partir le secours, dont le Traité parleroit, pourroient travailler à l'accommodement des différends qui les auroient obligé à prendre les armes. Que l'on fixât un certain terme pour cela; & qu'il fût permis à l'un des Alliés de traiter sans le consentement des autres, pourvu qu'il les fit comprendre au Traité.

Les Etats d'Hollande prirent depuis une Résolution plus forte. <sup>Celle des Etats d'Hollande.</sup> Ils vouloient bien qu'au lieu de secours on consentît à la rupture, & que l'on y entrât incontinent après l'attaque. Que l'on comprît indistinctement au Traité tout ce que le Roi possédoit, ou posséderoit lorsqu'il seroit attaqué; & même de ne point faire la paix que l'Attaqué ne fût remis dans l'état où il étoit avant l'attaque. Mais le tout à condition que l'on fit un bon Règlement pour le Commerce & la Navigation. Cependant, que devant que de s'en expliquer, il falloit savoir l'intention du Roi & du Protecteur. Boréel écrivit, que la Cour de France avoit de l'inclination pour cela; mais Cromwell n'en parloit qu'à son ordinaire, c'est à dire, en des termes généraux, qui ne l'engageoient point & qui n'étoient pas capables non plus d'engager cet Etat. La France & l'Angleterre qui étoient en rupture avec l'Espagne, vou-  
loient

1656.

*La Cour de France fait éclater sa haine contre les Hollandois.*

loient que les Etats y entraissent avec eux. Mais ce n'étoit ni leur intention, ni leur intérêt; & même la Zélande & la Frise ne vouloient point consentir que l'on rompît incontinent après l'attaque. Aussi ordonna t-on à Nieuwpoort de déclarer au Protecteur: Que les Etats ne prétendoient pas rompre avec l'Espagne en vertu de l'Alliance dont on parloit, mais seulement lorsqu'après la Paix qu'elle pourroit faire avec la France & avec l'Angleterre, elle viendrait à rompre avec l'une ou avec l'autre. De sorte que les pensées se trouvant dans cette distance, sans apparence de pouvoir les faire rapprocher, les Armateurs François ne laissoient pas de courir la mer & de continuer leurs pirateries, non seulement avec permission de la Cour, mais même aussi de l'ordre du Roi & avec ses Commissions; jusques-là que le 30 Octobre le Conseil ordonna par Arrêt aux Capitaines de la Mer de Provence, de ne point prétendre de confiscations sur les Anglois, Venitiens, & Gênois, ni sur les habitans des Villes Hanséatiques, quand même leurs marchandises se trouveroient mêlées avec celles des ennemis; mais qu'à l'égard des Hollandois ils exécutoient ponctuellement & rigoureusement l'Ordonnance qui fait confisquer la Robe d'ami quand elle se rencontre dans un même navire avec celle de l'ennemi. Les Anglois en étoient d'accord avec les François; & les Portugais, ennemis des Espagnols, déclarèrent aussi: Que leur intention étoit d'arrêter, & de fouiller les navires Hollandois.

*Leurs navires saisis à Toulon.*

Au mois de Mars on avoit saisi ceux qui étoient dans le Port de Toulon, de l'Ordre du Duc de Vandôme, Amiral de France, parceque les Marchands de la Nation s'étoient emportés à quelques paroles de ressentiment contre les Armateurs à qui on donnoit retraite dans cette Ville-là. La Cour désavoua le procédé du Duc, & fit donner la main-levée de tous les navires. Mais d'un autre coté elle imposa à Bourdeaux deux écus sur chaque tonneau de vin que l'on feroit descendre par la Garonne. Toutes ces avanies se faisoient parce qu'on vouloit empêcher les Hollandois de trafiquer en Espagne, pendant que les François mêmes ne laissoient pas d'y faire leur commerce pendant la guerre. On ne voyoit en la Côte de Biscaye que des navires Normans & Bretons, qui y débitoient leurs toiles, & qui y portoient même des Toiles Marinales, c'est à dire, des marchandises de contrebande, défendues par tous les Traités & par toutes les Ordonnances. Les Etats voulant néanmoins s'opposer aux Armateurs François, résolurent d'armer douze Vaisseaux pour la Méditerranée, & six pour la Manche.

*L'Ambassadeur d'Espagne s'allarme.*

Don Gamarra, Ambassadeur d'Espagne, qui n'étoit pas tout à fait si réservé que son prédécesseur l'avoit été, s'imaginant qu'on alloit conclure cette Alliance Offensive & Défensive, dont on avoit à peine fait les premières ouvertures, prit feu, & presenta aux Etats Généraux un Memoire, où il disoit: „ Que cette Al-

*Il offre une Alliance Défensive.*

„ liance ne pouvoit pas se faire sans violer le Traité de Munster; offrant de faire une Ligue Défensive pour la conservation „ de toutes les Provinces de Flandre.” Il donna en même tems avis d'un Traité qu'il disoit avoir été fait entre l'Angleterre & la Suede contre le Roi de Danemarck. On ne fit pas grande atten-

tion



1656.

tion sur ses avis ni sur ses remontrances. Les Etats lui firent dire, que c'étoit une fausse allarme qu'on lui avoit donné du bruit de la prétendue Alliance Offensive & Défensive; & que bien loin d'être en état de la conclure, ils pouvoient dire, qu'ils n'en avoient pas oui parler. Ils ne firent point de réponse touchant les offres qu'il avoit faites d'une Alliance Défensive; mais au lieu de cela ils le firent prier par des Députés de vouloir entrer en Conférence pour l'échange du Haut Quartier de Gueldre, suivant le XII Article du Traité de Munster.

*Les Etats demandent l'échange du Haut Quartier de Gueldre.*

La Déclaration de guerre embarassoit bien le Roi d'Espagne; qui en étoit pour le moins aussi incommodé que des armes de France, qui n'avoient pour objet que quelques Provinces ou Places de Flandre; mais les Anglois formoient des desseins sur les Flottes des Indes, qui faisoient encore considérer ce Monarque, & qui contribuoient le plus à la subsistance de sa Monarchie. Dès le mois de Mars le Protecteur avoit fait partir plusieurs grands Vaisseaux sous le commandement de Blake; qui parut à la vue de Cadix au commencement d'Avril. Mais ceux d'Espagne étoient allés au devant des Gallions dès le 10 Mars, & les avoient ramenés le 21. Ensuite de cette démarche on défendit en Espagne & en Flandre le débit de toutes les Marchandises d'Angleterre; & aux Navires Anglois, d'y faire leur Commerce. D. Juan d'Autriche fit aussi ouvrir tous les Ports de Flandre aux Armateurs qui étoient en mer avec les Commissions du Roi d'Angleterre qui étoit en ce tems-là à Bruges, où il tâchoit d'assembler quelques troupes de sa Nation pour le secours des Espagnols, & pour fortifier & encourager les correspondances qu'il avoit dans ses Royaumes.

*On défend en Espagne le Commerce d'Angleterre.*

Pendant que les Etats étoient ainsi aux mains avec le Roi de Suede, peu assurés avec le Protecteur, plutôt mal que bien avec la France, & à la veille de rompre avec le Roi de Portugal, parce qu'ils avoient accordé des Lettres de Répresailles à la Compagnie des Indes Occidentales contre les Portugais, on vouloit encore leur donner ombrage des intentions de leurs voisins. Le Prince Maurice de Nassau, Gouverneur de Wetel, leur écrivit: Que plusieurs Princes Catholiques de ces Quartiers-là levoient une armée de dix-huit-mille hommes. Qu'ils faisoient de grands magasins de vivres & de munitions à Dorsten, & qu'ils faisoient réparer les Fortifications & les palissades de cette place. Quelques jours après il récrivit: Que les mêmes Princes avoient dessein sur Rhinberg, & il l'avoit si bien persuadé au Prince Frederic de Nassau, son frère, qui y commandoit, qu'il pria les Etats de renforcer sa Garnison de quelques Compagnies. Ces avis ne firent pas grande impression, parceque l'on n'avoit pas grande opinion de ceux qui les donnoient. Il est vrai que l'Evêque de Munster qui est un des Directeurs du Cercle de Westphalie, s'étoit plaint de ce que les Etats avoient mis garnison dans le Château de Lith que l'Evêque prétendoit être du Diocèse de Liège; mais il n'en temoigna point d'autre ressentiment. Il est vrai aussi que l'Electeur de Brandebourg faisoit faire quelques levées, & que le Duc de Neubourg faisoit travailler aux fortifications de Dusseldorp. Mais ce n'étoit que parceque l'Electeur lui avoit écrit, que s'il ne lui faisoit raison de la Succession de Juliers & de Cleves il seroit obligé d'employer

*Le Prince Maurice de Nassau donne de faux avis aux Etats.*

1656. ployer la force pour se faire donner satisfaction. L'Electeur étoit puissamment armé, & l'Alliance qu'il avoit avec le Roi de Suede lui donnoit une fierté qui pouvoit le rendre suspect à tous les Princes Catholiques d'Allemagne.

*L'Electeur de  
Cologne offre  
une Alliance.*

L'Electeur de Cologne se justifia fort bien du soupçon que l'on avoit pris de lui mal à propos. Car au lieu d'entreprendre sur Rhinberg, il offrit de faire Alliance avec cet Etat pour la Liberté de la navigation & du commerce qui se fait sur les rivières. Les Etats lui firent répondre: Qu'on y travailleroit quand il voudroit; & même qu'ils feroient bien aises d'y faire entrer les Electeurs de Mayence & de Treves, l'Evêque de Munster, le Duc de Neubourg, & les Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg. Mais lorsqu'on voulut mettre l'affaire sur le tapis, les Députés de Zéelande & de Frise dirent, qu'ils n'avoient point d'ordres pour cela. Néanmoins on n'au roit pas laissé d'entrer en Négociation sans le désordre qui arriva à Rhinberg, où on tira du Corps du Magistrat un Echevin & un Sècretaire qui étoient Catholiques Romains, pour mettre deux Réformés en leurs places. Les Etats désavouèrent l'action, & la firent réparer. Mais l'Electeur ne laissa pas de s'en fâcher si-fort, qu'il ne voulut point que l'on parlat encore de l'Alliance, & revoqua son Ministre.





# HISTOIRE

## DES

### PROVINCES-UNIES.

#### LIVRE DIXIEME.

##### SOMMAIRE.

*Pacification de l'Overyffel. Divisions entre les Provinces au sujet de la Charge de Maréchal de Camp. Instruction pour le Général des Troupes d'Hollande. Apologie de cette Province. Siege de Munster. Les Etats obligent l'Evêque de le lever. Projet pour unir son Diocese à la République. Négociations pour une Alliance avec les trois Electeurs Ecclesiastiques & le Duc de Neubourg. De Ruyter arrête deux vaisseaux du Roi de France. Differend à ce sujet. Reproches de l'Ambassadeur des Etats. Négociation avec de Thou à la Haye. Accommodement. Ambassade de France à Francfort. La Guerre déclarée au Portugal. Hostilités du Danemarc contre la Suede. Défaite des Danois. Differend des Etats avec le Roi de Suede au sujet de son Résident. Ils cèdent le Roi de Danemarc. Victoires & Conquêtes du Roi de Suede en Danemarc. Paix de Roschild. Entrevue des deux Rois. La Suede rompt la Paix. Siege de Coppenhague. Négociation des Etats avec la Suede pour l'Eclaircissement du Traité d'Elbing. D'Obdam combat la Flotte Suedoise. Les Etats envoient un nouveau secours en Danemarc. Soulèvement à Goes. Sédition à Groningue. Affaires de la Compagnie des Indes Orientales. Ambassade au Japon.*



La guerre du Nord occupoit tellement les Etats, 1657.

qu'ils n'avoient pas besoin qu'on leur fit des affaires d'ailleurs; & néanmoins il y avoit des Provinces qui prenoient tant de plaisir à en faire tous les jours de nouvelles, que c'est presque par miracle que l'Etat a pu subsister parmi les divisions qui le déchiroient. Il y avoit longtems que

la Province d'Overyffel en étoit tellement travaillée que les esprits étant devenus irréconciliables il n'y avoit plus d'espérance d'accommodement. Et de fait on ne s'y attendoit plus, lorsque les deux partis qui faisoient leurs Assemblées d'Etats séparément s'aviserent de soumettre leurs differends à la décision des Etats Généraux. Ils les prièrent de trouver-bon qu'ils nommassent eux-mêmes les personnes qu'ils jugeroient propres à les régler sous l'autorité de l'Assemblée des Etats Généraux. Ils proposèrent le Prince de Nassau, Gouverneur de Frise, & M. Jean de Witt, Con-

*Accommodement des differends de l'Overyffel.*

*Par l'arbitrage du Prince de Nassau & du Pensionnaire de Witt.*

1657.

d'Orange. Mais il avoit fait connoître dès l'an 1655, que pour le bien de la paix, & le repos de la Province il y renonceroit volontiers. De sorte que les autres qui avoient été pourvu des Offices pendant le Schisme, ayant honte de s'opiniâtrer après cet exemple, les deux Arbitres n'eurent pas beaucoup de peine à faire comprendre aux Intéressés, qu'il n'y avoit point d'autre moyen de reconcilier les esprits, qu'en ôtant la première cause de leur méintelligence, & ordonnèrent que toutes les affaires seroient remises en l'état où elles étoient devant le 8 Avril 1654. Que pour la nomination qui avoit été faite du Prince de Nassau à la Lieutenance du Gouvernement de la Province, il en seroit usé ainsi qu'il avoit été réglé par le Projet d'Harmonie qui avoit été fourni le 3 Octobre 1655. Que les Officiers qui avoient été licentiés seroient rétablis. Que le Sr. d'Harfolte resigneroit la Charge de Droffart de Twente. Que les Priviléges des Villes d'Hasselt & de Steenwyck leur seroient conservés; & que tout ce qui s'étoit passé seroit enseveli dans un profond & éternel oubli: sans préjudice de l'honneur de ceux qui de part & d'autre avoient eu part à ces affaires.

*Mais cet accommodement n'est pas agréé.*

C'est ainsi que ces différends furent terminés, ou plutôt plâtrés pour quelques tems par la facilité du Prince de Nassau & par la prudence du Conseiller Pensionnaire, & non par la bonne disposition des esprits qui avoient brouillé la Province. Les Députés qui étoient de la part des Etats d'Overysse! dans l'Assemblée des Etats Généraux, demeurèrent satisfaits du Règlement, & promirent de faire leurs devoirs pour le faire ratifier par leurs Principaux. Cet Accommodement se fit en 1656, mais on ne put pas le faire agréer dans la Province. Néanmoins on y étoit si las des contestations continuelles, qui incommodoient les particuliers & ruinoient le public, qu'on s'avisa enfin de part & d'autre, de s'en remettre aux Etats d'Hollande & Westfrise. Il y avoit des Députés dans l'Assemblée d'Hollande qui eussent mieux aimé qu'on en eût usé autrement, parce qu'ils craignoient que cette Soumission n'offensât les Provinces qui avoient favorisé l'un des partis

*Les Etats d'Hollande réglent ces différends.*

*Par l'arbitrage de de Graef & de de Witt.*

contre les sentimens de la Hollande. Mais ils en demeurèrent enfin d'accord, & nommerent pour cet effet les Sieurs Corneille de Graef, Seigneur de Zuydpoelsbroek, & leur Conseiller Pensionnaire, qui y avoit déjà inutilement travaillé. Les différends furent bientôt réglés sur le même pied qu'ils l'avoient été par le dernier Accord. L'Amnistie de tout ce qui s'étoit passé de part & d'autre contre l'ordre de l'Etat en faisoit le premier Article, & on réparoit ce qui s'étoit fait contre les Droits, Priviléges, & Prérogatives de la Province. Il fut dit que l'Election d'un Gouverneur seroit réservée à ceux qui pourroient y prendre part lorsque le Prince d'Orange seroit en âge. Que le Prince de Nassau resigneroit la Charge de Lieutenant-Général, & le Droffart de Lingen, celle de Droffart de Twente. Que les Officiers qui avoient été démis de leurs Charges seroient rétablis. Que de cinq ans on ne rempliroit point les Offices vacans. On fit aussi un Règlement si exact pour l'Election des Officiers & des Députés, & touchant les qualités qui seroient requises aux personnes que l'on voudroit avancer à des Offices, ou employer en des Commissions; touchant la conduite & l'administration



ministration des affaires de la Province, & pour l'Instruction de ceux qui composent le Collège des Etats Députés, comme aussi pour celle des Droffarts, Trésoriers, Réceveurs, & Députés Extraordinaires à l'administration du Domaine, & des Biens recelés, aliénés, & hypothéqués, qu'il sembloit qu'il n'y avoit plus rien qui pût désormais altérer le repos de l'Overyffel. Cet Accommodement se fit le 8 Août 1657. Mais le mal étoit trop opiniâtre pour céder à des remèdes de cette nature.

Il y avoit près de quinze mois que l'on n'avoit pas parlé dans l'Assemblée des Etats Généraux de la Charge de Maréchal de Camp, lors qu'au commencement de l'année 1657, le Sr. Mulert qui présidoit à son tour de semaine, comme Député de la Province d'Overyffel, dit: Que les Etats ses Principaux, consentoient que le Sr. Van Beverningk prît possession de la Charge de Trésorier Général, & qu'il en fit les fonctions, conformément à la Résolution qui avoit été prise le 20 Décembre précédent, & nonobstant l'opposition formelle des Députés de Frise, qui ne pouvoient pas encore se rendre. Mulert n'étoit pas seulement tout à fait dévoué à la Maison d'Orange, mais il étoit aussi comme le Chef du parti qui s'étoit déclaré contre la Hollande en Overyffel; de sorte qu'on ne pouvoit pas pénétrer la cause de cette faillie. Mais on la découvrit bientôt, & on apprit qu'il agissoit de concert avec la Princesse Douairière d'Orange, qui n'étoit qu'artifice quand il étoit question des intérêts du Prince son petit-fils. Car Mulert n'eut pas sitôt achevé de conclure, que le S. Epo Bootfma, qui avoit été autrefois domestique du Prince d'Orange, & après Capitaine, & qui étoit alors Député à l'Assemblée de la part des Etats de Frise, prit la parole & dit comme par forme de discours: Que c'étoit une chose assez extraordinaire de voir conclure une affaire de cette nature par la pluralité des voix, pendant qu'on faisoit difficulté de disposer en la même manière de la Charge de Maréchal de Camp, qui étoit vacante depuis la mort du Seigneur de Bréderode. Le Président qui reçut ce discours comme une proposition formelle, la fit mettre en délibération. La cabale se servit de l'absence du Conseiller Pensionnaire & de la plupart des Députés d'Hollande. Ceux de la même Province qui étoient présents, prièrent l'Assemblée de différer de prendre une Résolution touchant cette affaire, jusqu'à ce que les Etats d'Hollande, leurs Principaux, qui avoient été convoqués, fussent arrivés. Les Députés d'Utrecht refusèrent d'opiner sur une affaire de cette importance sans ordre de leurs Principaux. Ceux de Gueldre furent d'avis, qu'il falloit donner le loisir à ceux d'Hollande d'apprendre le sentiment de leurs Principaux. Mais ceux de Frise & de Groningue furent si ardens, quoiqu'ayant dans leurs Provinces un Gouverneur & Capitaine Général indépendant des Etats des autres Provinces, qui se feroient bien passés de cet emportement, qu'ils obligèrent le Président, qui y étoit tout disposé, à conclure. Les personnes les plus désintéressées y remarquoient, que bien que la confusion de la Province d'Overyffel fût si grande que les Etats divisés en deux factions opposées n'avoient point d'autorité sur les gens de guerre qui étoient en Garnison dans leurs Villes, que néanmoins Mulert eût l'audace

*Nouvelles  
brouilleries au  
sujet de la  
Charge de  
Maréchal de  
Camp.*

*On conclut à  
la pluralité.*

1657. ce d'oser entreprendre de donner à tous les Alliés un Chef qui commandât leur armée. Les Députés d'Hollande protestèrent formellement de l'injustice & de la nullité de cette Conclusion ; mais tout ce qu'ils purent obtenir, ce fut qu'on demeurât d'accord, Que cette Résolution ne seroit absolument arrêtée que dans quinze jours. Les Députés d'Hollande qui ne pouvoient pas se satisfaire de ce procédé, & de cette réserve, protestèrent encore contre cette dernière Résolution. Les États de Zéelande qui étoient assemblés en ce tems-là, approuvèrent ce que leurs Députés avoient fait à la Haye, conformément aux sentimens des États de Frise & de Groningue ; & se servant de l'inclination qu'ils voyoient en ces deux Provinces ; ils nommèrent le Prince de Nassau Gouverneur de Frise, à la Charge de Maréchal de Camp. Leurs Députés firent leur Déclaration sur ce sujet dans l'Assemblée des États Généraux, le 25 Février, c'est à dire, deux jours après que les États d'Hollande eurent supprimé cette Charge par une Résolution formelle & unanime. Ceux d'Hollande écrivirent aux autres Provinces : Que la nomination d'un Maréchal de Camp ne pouvoit se faire sinon de concert avec les autres Alliés & avec leur consentement exprès, à moins d'attenter à la Souveraineté de ceux qui n'y auroient pas consenti, ou qui ne seroient pas du sentiment des autres, puisqu'il n'y a que celles qui payent les troupes qui puissent leur donner un Chef qui les commande. Ils y ajoutèrent, qu'ils jugeoient que non seulement il n'étoit pas nécessaire de faire un Maréchal de Camp en la présente conjoncture ; mais au contraire qu'il étoit très-nécessaire de supprimer cette Charge, & de ne jamais donner le Commandement de l'armée en Chef à qui que ce soit sinon pour une seule Expedition, ou pour une Campagne. Qu'ils étoient prêts d'entrer pour cela en Conférence, où ils rendroient cette nécessité démonstrative & palpable. Qu'ils feroient voir à l'œil que ce n'est pas aux États des Provinces, & bien moins à ceux qui sont de leur part Députés à l'Assemblée des États Généraux, à donner un Chef aux troupes que la Hollande paye, sans son consentement. Mais que si nonobstant cela ils ne laissoient pas de passer outre à la nomination d'un Maréchal de Camp, elle se mettroit en état de conserver sa Liberté & sa Souveraineté, & que pour cet effet elle employeroit les moyens que Dieu & la Nature lui fourniroient pour le maintien de l'une & de l'autre.

*Instruction pour le Général de ses Troupes.* Et de fait, les États d'Hollande noncontens d'avoir supprimé la Charge de Maréchal de Camp, firent travailler à une Instruction qui serviroit au Chef à qui ils prétendoient donner le Commandement des troupes que leur Province payoit, en cas que les autres Provinces se donnassent un Maréchal de Camp. Cette Instruction portoit : Que celui qui commanderoit leurs Troupes en Chef, ne pourroit pas avoir la qualité de Gouverneur, ou de Capitaine Général dans les autres Provinces, ni être au service d'aucun Prince Etranger, ni aspirer à la Charge de Gouverneur d'Hollande. Que son emploi ne seroit que pour un an, ou pour deux au plus, après l'expiration des quels il ne pourroit pas être continué, pour quelque cause ou occasion que ce fût, sinon après  
un



un intervalle de deux autres années. Je ne m'amuserai point à 1657.  
parler des autres conditions qu'ils y ajoutèrent, tant parce qu'elles font partie de l'*Edit perpetuel* dont il sera parlé ailleurs, que parceque le zèle emporté des autres Provinces se morfondant bientôt, tous ces projets ne produisirent rien en ce tems-là.

Les Etats de Frise firent une Réponse à la Lettre Circulaire de ceux d'Hollande, où ils disoient: Qu'il avoit été arrêté dans la Grande Assemblée de 1651, même de l'Avis des Députés d'Hollande, que la disposition des Charges Militaires auxquelles les Etats Généraux avoient accoutumé de pourvoir, leur demeurerait. Et ainsi qu'ils pouvoient aussi disposer de celle de Maréchal de Camp, comme ils avoient fait en la personne du Sieur de Villiers, d'Ernest Casimir Comte de Nassau, & du Seigneur de Bréderode. Que puisque les mêmes Etats pouvoient résoudre toutes choses par la pluralité des Voix, à l'exception des cas réservés par l'*Union*, il étoit juste que la Hollande s'accommodât au sentiment des autres Provinces, & nommât avec elles le Prince Gouverneur de leur Province, à la Charge de Maréchal de Camp.

*La Frise répond à la Lettre de la Hollande.*

Les Etats d'Hollande se sentant pressés de tous cotés, & craignant que les Etats Généraux ne procédassent enfin à la nomination d'un Maréchal de Camp en dépit d'eux, & à la pluralité des voix, publièrent, au mois de Mai, une Déclaration, en forme de Manifeste, où après avoir posé pour fondement: „ Que „ les Provinces dont l'*Union* est composée ayant été de tout-tems „ indépendantes les unes des autres, tant sous les Princes des „ Maisons de Bourgogne & d'Autriche, que depuis l'Abjuration „ du Roi d'Espagne, chaque Province jouit de ses Droits & de „ sa Souveraineté, pleinement & absolument; ils disoient: Que „ le plus beau fleuron de ces Droits & le plus éminent est celui „ de pouvoir commander aux gens de guerre. Que pas une des „ Provinces n'y a renoncé, quoiqu'elles aient déferé aux Etats „ Généraux & au Conseil d'Etat le pouvoir de délibérer des „ moyens de défendre la République. Au contraire qu'elles ont „ voulu demeurer en la possession de pouvoir faire des levées de „ gens de guerre, & qu'elles ont soutenu, que ceux qu'elles payent „ & qui sont en Garnison dans la Province qui les paye, ne sont „ tenus de faire le serment de fidélité sinon aux Etats de la même Province, & non aux Etats Généraux, que seulement lorsqu'ils sortent de la Province du consentement des Etats qui les payent, ils passent au service de l'*Union*. Que c'est en vertu de ce Droit que les Etats particuliers des Provinces disposent des Gouvernemens, & de toutes les Charges Militaires de leur Ressort; aussi bien que du Commandement des gens de guerre qu'ils payent; jusques-là que sans le consentement, & même sans la participation des autres Provinces Alliées, ils se donnent un Gouverneur, & un Capitaine Général. Que ce Droit de commander aux gens de guerre a une si grande étendue, que les Officiers sont obligés de déferer aux ordres des Etats de la Province qui les paye, même quand ils sont ailleurs; à la réserve d'un seul cas, savoir lorsque les Officiers sont en Garnison dans une des Provinces-Unies, aux Etats de laquelle ils sont tenus de faire le serment de fidélité, & de préférer „ leur

*Manifeste de la Hollande.*

1657.

*Fermeté &  
menaces de la  
Hollande.*

„ leur ordre à celui qu'ils pourroient recevoir des Etats qui les  
 „ payent. Que les Princes d'Orange avoient bien disposé des  
 „ Charges Militaires lorsque l'Armée étoit en Campagne; & de  
 „ celles des Troupes Etrangères en tout-tems; mais qu'ils n'ont  
 „ pas exercé cette faculté en qualité de Capitaines Généraux  
 „ de l'Etat en général, mais comme Gouverneurs ou Capitai-  
 „ nes Généraux de quelque Province particulière; vu qu'ils ne  
 „ l'ont jamais exercé à l'égard des Compagnies, ou des Régi-  
 „ mens payés par des Provinces qui avoient leur Gouverneur ou  
 „ Capitaine Général en leur particulier, comme en Frise & Gro-  
 „ ningue, où les Etats s'y sont toujours opposés quand les Prin-  
 „ ces l'ont voulu entreprendre, même après que le Prince Hen-  
 „ ri Frederic eût été déclaré Capitaine Général de tout l'E-  
 „ tat.” Pour tout dire en un mot, les Etats d'Hollande prétendoient  
 qu'ils devoient pour le moins jouir des mêmes droits & des mê-  
 mes avantages dans leur Province, que les Etats de Frise & de  
 Groningue avoient chez eux; & ils firent bien connoître que si  
 les Etats Généraux prétendoient disposer, & dispoient de la  
 Charge de Maréchal de Camp, sans aucune considération pour  
 leur opposition, ils donneroient le Commandement de leurs Trou-  
 pes à une personne qui peut-être ne seroit pas agréable aux au-  
 tres Provinces. Cette vigoureuse résolution obligea les autres  
 Provinces à en user avec plus de modération. Le Prince de  
 Nassau même qui n'étoit pas fort bien avec la Hollande, ne se la  
 vouloit pas rendre irréconciliable, & aima mieux attendre du  
 tems ce qu'il ne pouvoit pas se promettre de la conjoncture pre-  
 sente, plutôt que de se commettre avec cette puissante Provin-  
 ce. Il y a de l'apparence que sa manière d'agir accommodante  
 l'auroit fait réussir, sans le coup funeste qui le fit mourir il y a  
 quelques années, après avoir commandé avec succès les armes de  
 la République en Oostfrise, dont nous aurons occasion de parler  
 ci-après, & de faire voir, qu'il n'y a que les ames basses & lâ-  
 ches qui soyent capables de porter la haine & le ressentiment jus-  
 qu'à la dernière extrémité.

*Differend de  
la Ville de  
Munster avec  
son Evêque.*

Celui qui nous fera naître cette occasion nous oblige à dire ici,  
 que Christophle van Galen ayant été élu Evêque de Munster, eut  
 dès le premier jour de son Election plusieurs démêlés tant avec  
 la Ville de Munster, qu'avec le Doyen qui étoit son oncle, & a-  
 vec le Chapitre de l'Eglise Cathédrale. On ne peut nier que la  
 Ville ne soit immédiatement sujette à l'Evêque, qui en est Sei-  
 gneur Temporel & Spirituel. Mais cette sujettion étoit accom-  
 pagnée de plusieurs Droits, Privilèges, Exemptions, & Libertés  
 dont jouissent en Allemagne plusieurs autres Villes, & particuliè-  
 rement celles que l'on nomme *Hanseatiques*. Du moins le Ma-  
 gistrat prétendoit avoir le Droit de Garnison, la Garde des por-  
 tes, la faculté de donner le Mot ou l'Ordre, & quelques autres.  
 Même l'Accord qui s'étoit fait en 1655 entre la Ville & l'Evêque,  
 portoit, que les gens de guerre que l'Evêque y fit entrer alors, n'y  
 demeureroient que jusqu'à ce que la première Assemblée des Etats  
 du Pays auroit jugé, s'ils y étoient nécessaires, ou non; & qu'el-  
 le avoit prononcé en faveur de la Ville, & avoit dit que l'Evêque  
 en feroit sortir la Garnison. Après cela le Magistrat avoit sup-  
 plié



plié l'Empereur de maintenir la Ville en ses Droits; mais tout ce qu'elle put obtenir ce fut qu'on lui accorda six mois, dans lesquels elle devoit mieux vérifier ses prétentions qu'elle n'avoit fait jusqu'alors. De sorte que ne pouvant pas douter que l'Evêque ne continuât de la persécuter après que les six mois seroient expirés, elle pria les Etats Généraux des Provinces-Unies de la comprendre au Traité qu'ils avoient fait en 1646 avec les Villes Hanſéatiques, & de ne point permettre qu'il y eut rien dans celui qu'on négocioit à la Haye avec quelques Electeurs & Princes d'Allemagne, qui pût faire préjudice à la liberté de son Commerce. Le Magistrat de Munſter au lieu de prendre d'autres engagements après cette démarche dont l'Evêque fut offensé, négligea de prendre ses mesures avec ses voisins, dont il ne rechercha l'amitié que lorsque l'Evêque commençoit déjà à faire des préparatifs pour le ſiège. De l'autre coté les Etats au lieu d'embrasser cette occasion avec chaleur, répondirent d'abord: Que c'étoit une affaire qu'ils ne pouvoient pas résoudre sans la communication des Provinces, & qu'en attendant leur sentiment ils feroient tout ce qu'ils jugeroient pouvoir contribuer à l'affermissement de la bonne correspondance & du commerce qu'ils prétendoient entretenir entre les habitans de ces Provinces & ceux de la Ville de Munſter. Cependant l'Evêque qui favoit que ces fortes de délibérations sont fort longues en ces Pays, ayant fait quelques levées d'Infanterie & de Cavalerie, investit & assiégea la Ville dans l'esperance de la réduire avant que les Etats pussent la ſecourir. Les deux Electeurs qui comme Vicaires avoient la direction des affaires de l'Empire pendant l'Interregne après le décès de Ferdinand III. mort le 2 Avril 1657, l'exhortèrent de faire retirer ses troupes; & la Noblesse du Pays lui fit faire des rémontrances, le priant de ne point incommoder le Diocèse de ses gens de guerre qu'il faisoit lever ou venir d'ailleurs, & de ne rien innover jusqu'à ce que le differend eût été jugé au Conseil Aulique de l'Empereur, & protesta en même tems des inconvéniens qui pourroient arriver de la continuation des hostilités.

*L'Evêque assiege la Ville.*

Les Etats des Provinces-Unies qui confideroient la conséquence de la réduction de la Ville de Munſter, tant pour leur propre intérêt que pour celui de la Religion que l'on fait entrer dans tous les prétextes, comme aussi parce qu'ils appréhendoient que les Princes qui avoient prêté leurs troupes à l'Evêque, & d'autres, mêmes des Protestans, ne se servissent de cet exemple pour se rendre redoutables, & mettre sous leur puissance toutes les grandes Villes d'Allemagne, offrirent leur entremise, & firent prier l'Evêque de faire cesser les hostilités. Ce Prince qui ne vouloit pas entendre parler de Médiation, dit que c'étoit une affaire domestique: Que c'étoit à la Noblesse à démêler les differends qu'il pouvoit avoir avec ses autres Sujets; & fit bien connoître que les offices des Etats ne lui étoient pas agréables. La Ville au contraire accepta les offres des Etats sans répugnance, & les fit prier de faire partir leurs Députés incontinent.

*Les Etats offrent leur Médiation.*

*L'Evêque la rejette.*

*La ville l'accepte.*

Les refus de l'Evêque ne rebutèrent point les Etats, qui firent partir Henri de la Capelle de Ryffel, & Abraham de Beveren Seigneur de Barendrecht, Députés à l'Assemblée des Etats Gé-

*Les Etats y envoient des Députés.*

1657.

*Et y font  
avancer des  
Troupes.*

*Leur Décla-  
ration.*

*Violence de  
l'Evêque.*

*Qui prétend  
que ce différend  
est une affaire  
domestique.*

*Il ne veut pas  
laisser entrer les  
Députés des  
Etats dans la  
Ville.*

*Avis des Etats  
d'Hollande.*

néraux de la part des Provinces de Gueldre & d'Hollande; & prirent dans le Conseil d'Etat le Sr. Jacob van der Hogue, qui s'étoit donné depuis quelque tems le surnom de Borfelle, quoi-qu'il y ait plus de trois Siècles qu'on croyoit cette Illustre Famille éteinte. Et afin que cette Députation se fit avec plus de lustre & produisît l'effet que l'on s'en promettoit, les Etats envoyèrent quelques troupes, tant d'Infanterie que de Cavalerie, dans les Villes frontières du coté de Munster. Ils firent en même tems assurer les Ministres qui négocioient à la Haye de la part des trois Electeurs Ecclésiastiques, de l'Evêque de Munster & du Duc de Neubourg: Que ce n'étoit pas leur intention de troubler le repos de l'Empire, ni d'y porter leurs armes; mais qu'ils croyoient être obligés d'aider à éteindre le feu qui s'y allumoit & qui alloit embraser tout le voisinage. Ils firent plus particulièrement favoir leur intention à l'Evêque & à la Ville de Munster; mais le Trompette qui portoit les Lettres étant arrivé au Camp, on le contraignit de rendre aussi celles qu'il portoit à la Ville, où on ne lui voulut pas permettre d'entrer, mais on ouvrit les Lettres & on les lui remit entre les mains. Les correspondances que l'Evêque avoit à la Haye lui avoient fait croire que les Etats se contenteroient de faire de bons offices pour l'accommodement, & qu'ils en demeureroient là; c'est pourquoi il ne craignit point de rejeter avec opiniâtreté les offres de leur Médiation.

Cependant l'Evêque traita les Députés des Etats avec grande civilité, les reçut au bas de l'escalier, & leur céda la main & le pas par-tout. Mais dès qu'ils voulurent lui parler de la Médiation, il leur dit, qu'il étoit bien obligé aux Etats de leurs bons sentimens, & de la peine qu'ils prenoient d'offrir leur entremise pour l'ajustement des différends qu'il avoit avec la Ville. Qu'il espéroit qu'ils considéreroient que c'étoit une affaire domestique, & un démêlé qu'il avoit avec ses Sujets, qui ne pouvoit être réglé que par les Etats du Pays ou par les Electeurs & les Princes de l'Empire, & qu'il y en avoit dans le voisinage dont il ne pouvoit refuser la Médiation, tant à cause des Traités qu'il avoit avec eux, que parce qu'ils lui avoient envoyé du secours contre la Ville; de sorte qu'il ne pouvoit pas sans leur participation admettre une Médiation Etrangère qui leur feroit préjudiciable. Il ne voulut pas même permettre que les Députés entraissent dans la Ville, où on les attendoit avec impatience. Les Etats furent tellement indignés de cette manière d'agir, que ceux d'Hollande que l'on convoqua expressément sur ce sujet, dirent dans leur Assemblée: Qu'il falloit considérer que, quoique la Ville de Munster fût sujette à l'Evêque, ce que l'on ne pouvoit pas nier, elle ne l'étoit pas absolument, & qu'elle avoit des Privilèges dont elle avoit raison d'être jalouse. Que les offices que la Noblesse du Pays pouvoient faire en cette rencontre ne devoient, ni ne pouvoient pas empêcher la Médiation de cet Etat & que les Ministres qui étoient de la part des Princes à la Haye, avoient déclaré, que le secours que leurs Maîtres donnoient à l'Evêque ne serviroit qu'à lui aider à se faire obéir. Que c'étoit aussi l'intention de cet Etat mais qu'ils n'entendoient pas que cette obéissance fût aveugle ou sans bornes; & qu'ils étoient d'avis, que pour se ressentir du ré-

fus



fus que l'Evêque faisoit d'admettre la Médiation il falloit fécourir la Ville. Les Députés de Dordrecht, de Schiedam, & de Brielle, & principalement ceux d'Amsterdam, s'opposèrent à cette Résolution; mais on ne laissa pas de l'arrêter. Après cela les Etats Généraux résolurent, le 20 Octobre: Que les Députés redoubleroient leurs instances auprès de l'Evêque, & le presseroient d'accepter la Médiation, & de faire cesser les hostilités. Qu'ils iroient faire les mêmes offices dans la Ville, & afin qu'on ne les empêchât point d'y entrer, qu'on les feroit escorter par de bonnes troupes d'Infanterie & de Cavalerie commandées par Frederic Magnus, Rhingrave, Gouverneur de Maestricht & Commissaire-Général de la Cavalerie, à qui on donna ordre de ne point faire d'hostilités, mais aussi de repousser celles qu'on lui feroit, & de passer sur le ventre à tout ce qui s'opposeroit à son passage. On donna cet emploi au Rhingrave non que l'on eut meilleure opinion de lui que du Prince Maurice de Nassau, qui étoit Lieutenant Général de la Cavalerie, & qui avoit bien autant d'habileté & de zèle pour le bien de l'Etat que le Rhingrave, mais parceque le Prince étant éloigné il n'étoit pas en état de rendre un service dont le succès dépendoit de la promptitude de l'exécution. Cette Résolution fut prise avec tant de chaleur, que les Ordres & les Routes pour les troupes, pour les munitions, & pour le charoi partirent encore le même jour.

Toute l'armée de l'Evêque ne faisoit qu'environ mille chevaux, & trois-mille hommes de pied; son camp n'étoit point retranché, & quand il l'auroit été il n'avoit pas de quoi garnir ses Lignes. Les troupes auxiliaires que les Princes voisins lui avoient prêté, avoient ordre de ne point combattre celles de cet Etat, & les Villes de Cologne, Brême, & Embden avoient fait défense de lui vendre des vivres & des munitions. De sorte que sur l'avis qu'il reçut le 22 de la Résolution qui avoit été prise le 20, il jugea qu'il en falloit prévenir l'exécution. Il s'appliquoit continuellement aux feux d'artifices, & avoit fort incommodé la Ville de ses bombes; mais dès qu'il eut appris de ses amis, que les Etats d'Hollande avoient été convoqués, & qu'ils ne manqueroient pas de prendre une Résolution vigoureuse, il souffrit qu'on fit quelque ouverture de Négociation avec la Ville, & fit conclure le Traité avant que l'on y pût avoir avis de ce qui s'étoit fait en Hollande, de peur qu'en le différant de quelques heures, on ne le contraignit de le faire à des conditions moins avantageuses, ou de lever honteusement le Siège & de souffrir qu'il y entrât garnison Etrangère. La Noblesse de ces Quartiers-là ne voulant pas que le Pays servît de théâtre à la guerre, fit précipiter l'accommodement encore qu'elle n'approuvât pas le procédé de son Evêque. D'abord on proposa des conditions assez dures à la Ville, & on voulut l'obliger sur tout à ne point prendre de liaisons ni d'engagemens avec d'autres Princes ou Etats voisins; mais elle s'en défendit, & obtint des conditions assez raisonnables. Il importoit à l'Evêque de faire rétirer les troupes Hollandoises, & à cause de cela il dissimula le chagrin que lui donnoient les avantages qu'il accordoit à la Ville. Il a bien fait connoître depuis en recommençant la guerre avec le succès qu'il pouvoit désirer, qu'ils

*Résolution des  
Etats Géné-  
raux.*

*L'Evêque se  
dépêche de fai-  
re son accom-  
modement avec  
la Ville.*

1657. lui avoient été extorqués, & que son intention n'avoit jamais été de partager en aucune manière avec le Magistrat, ou avec la Ville, l'autorité qu'il croyoit devoir lui être due toute entière. Dès que le Traité fut conclu il en donna avis aux Députés des Etats, qui furent aussi salués de la part de la Ville, & conviés d'y entrer afin qu'ils pussent mieux juger de l'état où ils trouveroient les affaires. C'étoit l'ordre qu'ils avoient, & il n'est pas bien facile d'exprimer la joye des habitans & la satisfaction qu'ils témoignèrent aux Anges de leur salut & aux auteurs de leur délivrance.

*Projet pour  
l'union du Dio-  
cèse de Munster  
à la Républi-  
que.*

*L'Evêque a  
des Espions à  
la Haye.*

*Et des intel-  
ligences.*

On ne peut nier que la Hollande n'eût quelque pensée en ce tems-là de mettre le Pays de l'Evêque de Munster en la Protection de cet Etat, à condition de contribuer tous les ans une certaine somme, & qu'il seroit aussi sujet à toutes les impositions & levées extraordinaires, en lui conservant & à ses Etats tous les Droits de Souveraineté sans exception. Mais cela n'eut point de suite, tant parceque l'on considéroit l'opposition qui s'y formeroit de la part de tout l'Empire, que parce qu'on favoit que tout le parti Catholique y prendroit intérêt. On jugeoit bien qu'il ne seroit pas fort difficile de conserver cette importante Conquête sur les frontières de cet Etat; mais on craignoit que le Roi de France qui étoit comme le garant des Traités de Westphalie, & le prétendu Gardien du repos de l'Allemagne, ne se servît de ce prétexte pour faire une querelle aux Etats, & ne s'y opposât aussi bien que le Protecteur, quelque avantage que la Religion y rencontrât. On étoit aussi obligé de faire réflexion sur les Affaires du Nord, & d'y employer une partie des forces qui auroient été nécessaires pour la conservation de cette Conquête, supposé qu'on l'eût faite. L'Evêque qui avoit ses gens qui lui communiquoit toutes les Délibérations de l'Assemblée des Etats, où ils avoient des habitudes toutes particulières, aussi bien que dans plusieurs Villes d'Hollande, ne pouvoit pas ignorer ce qui se passoit sur ce sujet, & n'a pas manqué de s'en ressentir. L'animosité avec laquelle il s'est déclaré contre cet Etat en toutes les occasions, & dont on verra plus d'une preuve en la suite de cette Histoire, me contraint de me plaindre ici de la conduite d'un Hollandois dénaturé, qui ayant d'ailleurs de l'esprit & beaucoup de zèle pour le bien de l'Etat, manqua au serment qu'il lui avoit, & à ce qu'il devoit à sa patrie, en communiquant à l'Evêque la Résolution du 20 Octobre. Brabeck, Doyen de Munster, qui avoit fait plusieurs voyages à la Haye, l'avoit gagné & corrompu, en sorte qu'on peut le considérer comme la première cause des ravages que les troupes de l'Evêque ont faites pendant quelques années dans les Provinces de Gueldre, d'Overysfel, & de Groningue, & je ne fais si on ne peut pas dire qu'il a attiré les armes étrangères dans le cœur du Pays en 1672. Sans cet Avis l'Evêque se seroit apparemment opiniâtré au siège de la Ville, & l'auroit forcée à se jeter entre les bras de cet Etat, qui en y mettant garnison auroit bien empêché ce Prélat de s'engager avec l'Angleterre pendant la première guerre que l'on eut avec le Roi de la Grande-Bretagne, & il n'auroit eu ni l'envie, ni le moyen de favoriser les armes de France, comme il a fait depuis.

Theo-



Theodore Philippe de Wylig, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, étoit à la Haye de la part de l'Evêque & y avoit fait ouverture d'une Alliance Défensive, dans laquelle on devoit faire entrer les trois Electeurs Ecclesiastiques, avec le Duc de Neubourg. Les trois Electeurs avoient pour cet effet envoyé en Hollande Othon de Herselles, Conseiller de l'Electeur de Mayence, & le Baron de Virnemont y négocioit de la part du Duc de Neubourg. Ces Ministres y travailloient avec grande application. Mais toutes les Provinces n'y étoient pas également bien disposées. Les Députés de Zéelande & de Frise qui considéroient dans toutes leurs Délibérations les intérêts du Prince d'Orange, ne vouloient point qu'on conclût avec eux sans l'Electeur de Brandebourg; & ceux d'Hollande insistoient à ce qu'en faisant cette Alliance on fit en même tems un Traité pour le Commerce, sur le pied des Propositions que l'Electeur de Cologne avoit fait faire l'année précédente. Leur intention étoit aussi d'obliger ces Princes à secourir l'Etat, même lorsque l'Empereur & l'Empire l'attaqueroient, & vouloient que le secours fût de trois-mille hommes de pied & de quinze-cent chevaux effectifs, sans qu'il fût au choix de l'Attaqué de le demander en argent; à condition que si l'Attaqué demandoit un plus grand secours, on pourroit le lui accorder à de nouvelles conditions dont on conviendrait. Que l'Alliance se feroit pour six ans, & que si on jugeoit à propos de la proroger, on le pourroit faire devant la dernière des six années. Devant que tout cela se pût ajuster, on se trouva engagé de part & d'autre dans la guerre de Munster. Quelques-uns de ces prétendus Alliés envoyèrent du secours à l'Evêque, & les Etats se déclarèrent pour la Ville. Il arriva aussi que les Etats firent connoître au mois d'Août: Qu'ils entendoient que la Ville & Seigneurie de Ravenstein, que le Duc de Neubourg possédoit comme une Dépendance de la Succession de Juliers & en vertu du Traité particulier qu'il avoit fait avec l'Electeur de Brandebourg, étoit située dans la Mairie de Bois-le-Duc; c'est à dire dans le territoire & sous la Souveraineté des Etats Généraux. D'ailleurs les Ministres & les Députés que les Princes d'Allemagne avoient envoyé à Franckfort tâchoient d'empêcher qu'il n'y fût rien innové, & empêcherent en effet que l'on n'y réformât la Religion, & que l'on n'y changeât le Magistrat. Ce qui fut cause que l'on se dégouta petit à petit de cette Alliance & que l'on en éloigna la conclusion; avec d'autant plus de préjudice pour cet Etat, que ces Princes n'ayant pu réussir dans la recherche qu'ils avoient faite de son amitié, donnèrent la leur à la France, où elle fut agréablement reçue. Ce furent là les fondemens sur lesquels on bâtit quelque tems après l'Alliance du Rhin, qui a donné un très-grand crédit & une très-haute réputation aux affaires du Roi en Allemagne; au lieu que cet Etat en auroit retiré des avantages incomparables, particulièrement dans la conjoncture de l'invasion que les armes de France firent dans les Pays-Bas en 1667. L'Evêque de Munster qui n'a jamais aimé cet Etat, & qui n'avoit pas grand sujet de l'aimer, ne faisoit négocier à la Haye que par complaisance pour ses voisins. C'est pourquoi il fut le premier qui rappella son Ministre, & les autres

*Négociation  
inutile avec  
quelques Prin-  
ces de l'Empire.*

*Par l'impru-  
dence des Etats.*

1657.

Princes voyant qu'il n'y avoit rien à faire, à cause de l'opposition des deux Provinces, firent aussi revenir les leurs sans qu'ils prissent congé de l'Assemblée.

*L'Alliance du Rhin en 1658.*

Pour ce qui régarde l'Alliance du Rhin dont il faut dire ici un mot, elle ne fut conclüe à Franckfort que le 24 Août 1658. Dans ce Traité entrèrent d'abord Jean-Philippe, Charles-Gaspar, & Maximilien-Henri, Archevêques & Electeurs de Mayence, Treves, & Cologne; Christophle-Bernard, Evêque & Prince de Munster; Philippe-Guillaume de Bavière, Duc de Neubourg; le Roi de Suede comme Prince de Brême & Verden, Duc de Poméranie, Seigneur de Wismar; Auguste Duc de Brunswich-Wolfenbüttel; & Guillaume Landgrave de Hesse-Cassel; qui prirent pour prétexte le repos de l'Empire, & l'exécution des Traités de Westphalie.

*Les déprédations des François continuent.*

Les Etats devant que de s'engager au secours de la Ville de Munster, étoient sortis d'un grand démêlé qu'ils avoient eu avec la France, à cause des déprédations, ou pour mieux dire des pirateries continuelles que les Armateurs François faisoient dans les deux Mers, mais principalement dans la Méditerranée. On disoit en Hollande qu'ils avoient pris plus de trois-cent navires, de compte fait; qu'ils avoient pillé, ou confisqué sans forme ni figure de procès. Que l'indulgence de la Cour, & l'état du Gouvernement qui marquoit une dernière foiblesse sous un Ministre Etranger, & la part que le même Ministre & quelques autres avoient aux Déprédations, fortifioient l'audace des Pirates, qui avoient perdu le respect qu'ils devoient aux ordres du Roi, si les Intéressés en obtenoient quelque fois, quoi que cela arrivât fort rarement pour la restitution des navires, lorsqu'on ne pouvoit pas les retenir sans une injustice & une violence manifeste. Que les Capitaines jettoient & déchiroient les Lettres de Cachet, & qu'il n'y avoit point d'Huissier assez hardi pour leur signifier un ordre du Conseil. De sorte que les Etats voyant que toutes les plaintes qu'ils faisoient faire au sujet de ces Déprédations continuelles, étoient inutiles, & craignant que leur patience ne fût trop préjudiciable à leurs Sujets, ordonnerent à de Ruyter, leur Vice-Amiral, qui commandoit une Escadre dans la Méditerranée, de prendre indistinctement tous les Vaisseaux qui avoient déprédé ou qui se mettroient en devoir de dépréder, ou de prendre les navires marchands des habitans de ces Provinces.

*Ordre à de Ruyter de courir sur les Armateurs François.*

*Il saisit 2. Vaisseaux de guerre François.*

De Ruyter se trouvant avec ces ordres précis aux environs de Livourne, y rencontra le dernier jour de Février 1657, deux Vaisseaux de guerre François commandés par les Srs. Chevalier de la Lande & d'Aligna, & les prit tous deux. Il dit dans la Lettre qu'il écrivit aux Etats sur ce sujet, que le jour précédent ou la veille de cette rencontre, ces deux Vaisseaux avoient pris un Navire Hollandois, & que lors qu'il les prit ils donnoient la chasse à un autre. Mais les François en parloient tout autrement. Ils disoient: Que ces deux Vaisseaux étoient effectivement au service du Roi. Qu'ils avoient servi au transport des gens de guerre qu'ils avoient débarqué à Via-Reggia, pour être employés dans l'armée que le Duc de Modene commandoit en Italie. Qu'ils en alloient encore prendre d'autres à Toulon, & que dans tout leur voyage



voyage ils n'avoient point vu d'autres bâtimens Hollandois que ceux qui les avoient pris. Que de Ruyter avoit premièrement arboré le Pavillon d'Angleterre; & ne lui avoit substitué le Pavillon d'Hollande qu'après les avoir joint de si près qu'ils ne pouvoient plus se retirer. Que sous prétexte de l'amitié qu'il avoit faite autrefois avec le Chevalier de la Lande, il l'avoit convié de passer sur son bord, où la Lande avoit déjà envoyé son Lieutenant, & que lorsqu'il y fut, de Ruyter lui avoit dit qu'il le retiendrait prisonnier; & qu'il falloit que les deux Vaisseaux se rendissent. Ce que les François disoient du transport des gens de guerre, & de la Lettre que de Ruyter avoit écrite au Chevalier de la Lande, étoit vrai. Il est vrai aussi que les deux Vaisseaux dont l'un s'appelloit *la Reine* & l'autre *le Chasseur*, étoient au Roi de France. Mais les François étoient obligés de demeurer d'accord qu'ils avoient été armés aux dépens de quelques particuliers, & que la Lande & d'Aligna avec leurs Participans en avoient fait la dépense, à dessein d'aller en course; ce dont la Lande s'étoit bien trouvé, puisqu'il avoit fait plusieurs prises sur les Hollandois. Ce qui est bien constant; comme aussi qu'il étoit du nombre de ces Armateurs qui avoient été condamnés par plusieurs Arrêts du Conseil à restituer les navires qu'ils avoient pris. De sorte que de Ruyter en se saisissant de ces deux Vaisseaux étoit bien demeuré dans les termes de ses Ordres & de sa Commission, au moins si la Relation qu'en ont faite les François étoit véritable. Il fit encore une faute en ce qu'il vendit un de ces deux Vaisseaux à Cadix, après en avoir enlevé l'artillerie, & qu'il mit à terre en Catalogne trois-cent-cinquante François, qui par ce moyen se trouvèrent exposés à la discrétion de leurs ennemis.

Ce procédé fut si mal reçu à la Cour de France, que sur le premier avis que l'on en eut on tint Conseil exprès pour délibérer de ce qu'il y avoit à faire dans une rencontre si extraordinaire. Parmi les Ministres il n'y en avoit point qui dépendit plus des volontés du Cardinal Mazarin, qu'Abel Comte de Servient toujours chaud & emporté dans ses Conseils, ennemi de cet Etat, & de la Province d'Hollande en particulier, à cause de ce qui s'étoit passé en la Négociation de Munster; outre qu'il étoit fort intéressé aux armemens qui se faisoient depuis quelques années en Provence. Ce Ministre représenta au Conseil, que de Ruyter en arborant un Pavillon étranger avoit fait une action de Pirate, & en prenant les Vaisseaux du Roi un outrage à Sa Majesté qui ne pouvoit être expié que par le sang de cet Officier, ni réparé que par un ressentiment proportionné à l'offense; & que pour cet effet il falloit rompre avec les Hollandois. Le Chancelier, le Maréchal Duc de Villeroi, & le Comte de Brienne, plus modérés, & nourris dans les anciennes Maximes de cette Couronne, & qui n'avoient point de part aux pirateries des Armateurs, s'opposèrent à cet emportement, & n'eurent pas grand' peine à empêcher le rupture, parceque la Reine & le Cardinal entrèrent dans les mêmes sentimens. Mais ils ne purent pas empêcher que l'on n'envoyât saisir dans tous les Ports & Gouvernemens du Royaume les Navires, Marchandises, Dettes, & autres Effets des Marchands Hollandois. Les Lettres qui donnoient avis de cette

*Mécontentement de la France.*

*On saisit les Navires Hollandois, & les effets Marchands.*

faisie

1657.

*Le Roi se  
plaint aux  
Etats.*

faillie générale, surprirent d'autant plus les Etats qu'ils ne s'attendoient pas à la précipitation, & moins encore à la violence avec laquelle elle se fit en plusieurs Provinces du Royaume. Et de fait on fut fort scandalisé des termes que l'on avoit employés dans la Lettre que le Roi écrivit aux Etats; où il marquoit: „Qu'il ne pouvoit pas croire que ce fût de leur ordre que „ de Ruiter avoit obligé les Vaisseaux François à amener leurs „ voiles; qu'il les avoit visité, & fait passer les Capitaines François „ dans son bord; qu'il les avoit pris & emmenés:” parceque l'on disoit que le Roi qui jugeoit que les Etats n'avoient point de part à l'action de de Ruiter, ne devoit pas s'en prendre à toute la République, & en faire souffrir les habitans. Qu'il n'en avoit point fait de plaintes, de sorte qu'il ne devoit pas se plaindre non plus qu'on ne lui eût pas fait raison. Il ne leur avoit pas donné le loisir d'avouer ou de désavouer leur Vice-Amiral, & cependant il se faisoit justice à lui-même, & ne vouloit point que les Etats se la fissent après avoir pendant tant d'années porté leurs légitimes plaintes aux oreilles du Roi & de ses Ministres.

*Avis des Etats  
d'Hollande.*

*Celui des E-  
tats Généraux.*

Les Etats d'Hollande quoiqu'extrêmement intéressés au Commerce de France, étoient d'avis, qu'on le défendit en ces Pays, & qu'on fâist aussi tous les effets des François. Mais comme toutes les Provinces n'étoient pas également sensibles à ce qui se passoit en France, & que d'abord on ne put pas les faire entrer dans les mêmes sentimens, tout ce que l'on en put obtenir; ce fut qu'on obligea les Etats Généraux de faire venir à la Haye des Députés de tous les Colléges de l'Amirauté, afin de délibérer de l'armement de quarante-huit Vaisseaux de guerre, & d'avertir les Marchands & les Patrons des Navires d'éviter les Havres de France. Ils ordonnèrent aussi à leur Ambassadeur de représenter à la Cour l'injustice de son procédé, & la nécessité indispensable où on se trouvoit en ce Pays, de protéger les habitans contre les violences & les pirateries continuelles qui incommodoient & ruinoient la Navigation & le Commerce. Ils lui avoient envoyé les avis tels que de Ruiter les leur avoit communiqué, & sur ce principe il exécuta les ordres qu'on lui avoit donné. Il le fit avec

*Qui ordon-  
nent à leur  
Ambassadeur  
de faire des  
plaintes.*

*Son Audience.*

beaucoup de vigueur, &, pour dire la vérité, avec audace; parceque par cette action hardie il vouloit se remettre aux bonnes grâces des Etats d'Hollande qu'il n'avoit pas bien possédées comme Partisan passionné de la Maison d'Orange. Mais d'autant qu'il donna grande satisfaction aux Etats ses Maîtres, aussi de l'autre coté, il offensa irréconciliablement la Cour de France. Elle étoit extrêmement nombreuse le jour que le Roi donna Audience à l'Ambassadeur d'Hollande, parce qu'il recevoit à ce moment le Duc d'Orleans, qui étoit revenu de sa retraite où il avoit demeuré cinq ans, ce qui attira au Louvre tout ce qu'il y avoit de Seigneurs à Paris qui étoient curieux de se trouver à cette première entrevue. Tout le monde étoit encore dans la chambre du Roi quand l'Ambassadeur prit Audience. Il s'y étoit préparé, & comme il se possédoit, il fit un Discours très-fort, mais dont les expressions étoient si peu ménagées que le Cardinal Mazarin ne put souffrir qu'il lui reprochât la foiblesse du Conseil du Roi dont il étoit le Chef, & le mépris que l'on avoit pour l'autorité Royale.



le dont il étoit le dépositaire. Il l'interrompît plusieurs fois, quoique l'Ambassadeur ne s'en étonnât point, & lui dit, qu'il avoit l'honneur de parler au Roi. Le Cardinal le traita mal au sortir de l'Audience, & lui dit des injures indignes de l'un & de l'autre. Il descendit même par un escalier dérobé dans l'Appartement de la Reine, & l'obligea à faire dire à l'Ambassadeur, Qu'il n'étoit pas nécessaire qu'il la vît puis qu'elle savoit ce qu'il venoit de dire au Roi. Ce Prince qui n'étoit pas encore fait aux affaires, dont en ce tems-là il laissoit la conduite à la Reine & au Cardinal, écouta l'Ambassadeur avec assez de patience. Mais au lieu de lui donner satisfaction sur les plaintes qu'il lui faisoit, il lui dit qu'il avoit envoyé ordre à son Ambassadeur qui venoit de partir, de presser les Etats de réparer l'affront que de Ruyter venoit de lui faire.

Cet Ambassadeur étoit Jaques Auguste de Thou, Conseiller au Parlement de Paris, & Président par commission à la Première Chambre des Enquêtes. Il avoit été destiné à être d'Eglise pendant la vie de François Auguste, son frère aîné, qui fut sacrifié en 1642 à l'aversion que le Cardinal de Richelieu avoit pour tous ceux qui n'étoient pas dans ses intérêts. Après la mort de ce frère qui n'étoit pas encore marié, ses parens firent consentir Jaques au mariage, & l'obligèrent à acheter une Charge de Président. Il étoit d'une humeur brusque & assez précipitée, & comme il n'étoit pas fort accommodé en ses affaires domestiques, il se jeta dans le parti des Frondeurs où il esperoit pouvoir profiter de la Révolution dont la France étoit menacée au plus fort des guerres Civiles depuis 1649 jusqu'en 1652; & il y fit tant de bruit que le Roi voulut qu'il fût exclus de l'Amnistie accordée à la Ville de Paris & à ses habitans lorsqu'ils rentrèrent dans leur devoir. Pomponne de Bellièvre, Premier Président au Parlement de Paris, qui étoit son proche parent, fit sa paix avec le Cardinal, & lui fit donner cette Ambassade où il prétendoit ménager quelque chose. L'Histoire de son père, la dignité de son ayeul, le mérite de son frère aîné, & les alliances que sa famille avoit prises dans plusieurs illustres Maisons du Royaume, lui donnoient une haute réputation & un très-grand avantage s'il eût sçu le soutenir par sa propre vertu. Il arriva à la Haye le 25 Avril, & dans sa première Audience, qu'il eut le 28, il demanda, que les deux Vaisseaux de guerre du Roi son Maître fussent restitués; que de Ruyter qui les avoit pris, fut puni exemplairement, & que les Etats ordonnassent à leur Ambassadeur d'en user avec plus de modération, & d'avoir plus de respect pour le Roi qu'il n'en avoit temoigné dans sa dernière Audience. Il ajouta, qu'il avoit ordre exprès de ne point parler d'autres affaires, & de ne recevoir aucunes ouvertures ou propositions, que les deux Vaisseaux ne fussent effectivement restitués & rammenés dans un des Ports de France.

Les Etats d'Hollande qui avoient résolu dès le 26, qu'on ne donneroit point cette satisfaction au Roi, s'étant rendus en corps à l'Assemblée des Etats Généraux, y dirent: Que le Roi T. C. ne faisoit faire ces plaintes par son Ambassadeur, que pour prévenir celles que les Etats avoient juste sujet de faire, tant des Pirateries que les François avoient impunément exercé pendant plu-

*De Thou Ambassadeur de France à la Haye.*

*Ses demandes.*

*Rémontrances des Etats d'Hollande aux Etats Généraux.*

1657.

lieurs années, que de la faisie générale dont on troubloit & incommodoit le Commerce. Que les deux Vaisseaux n'avoient été attaqués & pris qu'après que l'on avoit vu qu'il n'y avoit point de satisfaction, ni de réparation à espérer en France. Que c'étoit au Roi à donner aux Etats la satisfaction qu'il leur faisoit demander; à faire exécuter les Arrêts de son Conseil; à faire restituer un très-grand nombre de Navires Hollandois qui avoient été déprédés & pris avec injustice & violence; à faire juger promptement les procès qui étoient entre les mains de ses Maîtres des Requêtes; & à faire donner main-levée des navires & des marchandises qu'il venoit de faire saisir contre le *Droit des Gens*. Qu'après cela on pourroit faire un bon Traité pour la Navigation & le Commerce, & que lorsqu'on auroit obtenu la main-levée, la restitution, & le Règlement, on rendroit les deux Vaisseaux. Que pour obtenir l'un & l'autre, & en attendant que cela se fit, il étoit nécessaire pour obliger le Roi à donner la main-levée des Navires qui avoient été saisis dans les Ports de France, de défendre toutes les Denrées & les Marchandises du cru & de la façon du Royaume; de faire saisir dans ce Pays celles que l'on pourroit trouver appartenir aux François; de faire prendre & emmener tous les Navires de cette Nation que l'on rencontreroit en mer, ou qui se trouveroient dans les Ports des Provinces-Unies. Que pour cet effet il faudroit renforcer de douze autres Vaisseaux de guerre l'Armement que l'on avoit résolu de faire.

*Les Etats  
d'Hollande font  
saisir les effets  
Marchands des  
Francois.*

*Serment con-  
tre les corrup-  
tions.*

*De Thou se  
relâche.*

Et de fait les Etats d'Hollande firent saisir dans l'étendue de leur Province, & de leur Souveraineté toutes les Lettres de Change, Marchandises, Dettes, & autres Effets de France. Or comme on savoit que l'Ambassadeur travailloit à diviser les Provinces, en intéressant quelques particuliers par les avantages qu'il leur faisoit espérer, les Etats d'Hollande résolurent, le 5 Mai: Qu'on envoyeroit à toutes les Provinces une forme de serment par lequel les Magistrats promettoient qu'en opinant dans l'Affaire de la France, ils n'auroient point d'égard au profit ou à l'avantage qu'on pourroit leur faire espérer pour leurs Provinces, pour leurs Villes, pour leurs personnes, ou pour leurs amis, directement, ni indirectement.

Deux jours après les Etats Généraux firent porter à l'Ambassadeur une Résolution conforme aux sentimens des Etats d'Hollande. De Thou protesta qu'il ne pouvoit pas s'en contenter; mais voyant que les Etats d'Hollande refusoient absolument de commencer la Négociation par la restitution des deux Vaisseaux, & que cette Résolution s'opposoit à toutes ses opérations, il en donna avis à sa Cour par un Exprès. Après cela il fit espérer que le Roi son Maître consentiroit à la main-levée, non pas lorsque les deux Vaisseaux auroient été effectivement restitués, mais dès qu'ils seroient arrivés aux Côtes de Picardie. Et qu'après cela on pourroit, sous le bon plaisir du Roi, commencer à parler du renouvellement de l'Alliance & d'un Règlement pour le fait de la Marine. La Cour vouloit que cet Etat fit le premier pas, & c'étoit en ces termes qu'elle en parloit, pendant que l'Ambassadeur se tuoit pour faire réussir l'intention des Ministres. Mais il avoit à faire à des gens qui connoissoient leur propre intérêt, & son foible.

Les



Les Conférences que les Etats font tenir avec les Ambassadeurs 1657.

font ordinairement composées de huit personnes; chaque Province y envoyant un Député, & la Hollande deux. Mais d'autant que les Conférences devenoient trop fréquentes, on pria M. *De Gent & de Wilt négocient avec lui.*

de Gent, premier Député des Etats de Gueldre à l'Assemblée des Etats Généraux, qui possédoit parfaitement la Langue & les affaires, & le Conseiller Pensionnaire d'Hollande, de voir l'Ambassadeur de tems en tems, & de tâcher d'ajuster les differends avec lui. C'étoit un esprit difficile & irrésolu, qui n'avoit jamais manié des affaires de cette nature, & qui prenoit souvent avis de gens mal informés & encore plus mal intentionnés. Et dans cette rencontre il avoit des ordres si exprès de ménager la réputation du Roi son Maître que ses propres Ministres & Sujets avoient si fort prostituée, qu'il ne faisoit point de démarches qu'en tremblant. De l'autre coté les Députés qui négocioient avec lui étoient si résolus & si fermes qu'il étoit impossible de gagner le moindre avantage sur eux, au préjudice de l'interêt & de la réputation de l'Etat.

Les Députés Ordinaires qui étoient de la part de la Zéelande dans l'Assemblée des Etats Généraux, n'avoient pas voulu permettre que l'on convertît en une Résolution générale de l'Etat celle que les Etats d'Hollande avoient prise dans leur Assemblée, dès le commencement du mois de Mai, „ de défendre les Marchandises & les Manufactures de France, & de saisir les Navires & les Effets des François tant sur mer que dans le Pays. ” Mais ils ne purent pas empêcher qu'elle ne passât le 14 Juin. Les Etats d'Hollande obligèrent les autres Provinces à y consentir, & firent ordonner: „ Qu'on tâcheroit de fermer les Ports & les embouchures de toutes les Rivières de France, ” parce qu'ils étoient persuadés que l'intention de l'Ambassadeur étoit de traîner l'affaire en longueur & jusqu'à ce que la Zéelande pût faire quelque chose en sa faveur lorsqu'elle présideroit à son tour de semaine, ou jusqu'à ce que la saison plus avancée empêchât l'Armée navale de se mettre en mer. De sorte que pour éviter ces extrémités qui entraînoient après elles une rupture infaillible, l'Ambassadeur promit enfin, le 16 Juin, par écrit: „ Qu'il feroit donner la main-levée de tous les Navires & de toutes les Marchandises que l'on avoit saisies en France, dès que les Etats auroient promis la restitution des deux Vaisseaux, & dès qu'ils auroient fait expédier les ordres nécessaires pour cela. ” Il n'en vint là qu'après de très-fortes contestations, & après avoir fait voir aux Députés un ordre exprès qui lui défendoit de faire cette démarche, parceque les Ministres de France en faisoient un point d'honneur. *Opposition inutile de la Zéelande.*

On ne pouvoit pas douter qu'il n'eût un ordre secret puisqu'il franchit cette barrière, bien qu'il n'eût point d'assurance formelle de la part des Etats de ce qu'ils feroient de leur coté, mais seulement la parole d'une personne particulière qui pouvoit bien savoir leur intention, mais qui en ce tems-là n'avoit point de part aux affaires. L'Ambassadeur y ajouta dans le même Mémoire: „ Qu'incontinent après la restitution des deux Vaisseaux, & après la main-levée générale, on travailleroit à un Règlement pour *Ses offres avantageuses.*

1657.

„ la Marine, & qu'en attendant qu'il fût achevé on feroit jouir  
 „ les habitans de ces Provinces de tous les Privilèges & de tous  
 „ les avantages que le Roi avoit accordé aux Villes Hanſéatiques  
 „ par le Traité du mois de Mai 1655 ; & que ſi celui d'Alliance  
 „ & de Marine n'étoit point conclu dans trois mois, qui étoit le  
 „ tems que l'on donnoit aux Hollandois pour la jouiſſance de ces  
 „ Droits & Privilèges, le terme ſeroit prorogé juſqu'à ce qu'il en  
 „ fût autrement convenu entre les parties. Que les Arrêts du  
 „ Conſeil & les Ordres du Roi ſeroient ponctuellement exécutés  
 „ à l'égard des Navires dont la reſtitution avoit été adjudgée aux  
 „ propriétaires, & que les procès qui n'étoient pas encore jugés,  
 „ le ſeroient promptement.

L'Accommo-  
 dement avan-  
 tageux aux  
 Etats.

C'étoit tout ce que les Etats pouvoient deſirer, & plus qu'ils  
 n'avoient demandé dans la Réponſe qu'ils avoient faite au premier  
 Mémoire de l'Ambaſſadeur, où il avoit proteſté, „ Qu'il ne re-  
 „ cevroit point de propositions ni d'ouverture de la part de l'E-  
 „ tat, que les deux Navires François n'euffent été effectivement  
 „ reſtitués.” Comme d'ailleurs ſ'il eut perſiſté à n'offrir que la  
 continuation du Traité que les Srs. de Liere d'Ooſterwyck, &  
 Jean Reynſt avoient fait en 1646, on auroit été obligé de ſ'en  
 contenter. Mais ils ſ'en relâcha, & promit l'effet du Traité des  
 Villes Hanſéatiques, qui étoit ſans comparaifon plus avantageux  
 & plus favorable au commerce. De ſorte que les Etats qui ſau-  
 voient leur réputation, & qui avoient ſujet d'être ſatisfaits de ce  
 qu'ils avoient fait pour l'intérêt des habitans de ces Provinces,  
 réſolurent le 20 Juin, „ Qu'il ſeroit ordonné à de Ruyter, d'en-  
 „ voyer incontinent le Vaifſeau *le Chaffeur* dans un des Ports de  
 „ France ; de faire ſes diligences pour tâcher de rétirer *la Reine*  
 „ des mains des Eſpagnols qui l'avoient acheté d'un Marchand  
 „ Flamand à Cadix ; ou que l'Etat en payeroit la valeur ſi cette  
 „ reſtitution ne ſe faisoit pas dans trois mois ; & enfin que les  
 „ Officiers de ces deux Vaifſeaux, qui étoient priſonniers à Am-  
 „ ſterdam, ſeroient remis en liberté & amenés à l'Ambaſſadeur.”  
 Cet accommodement fut d'autant plus glorieux à l'Etat qu'il l'a-  
 voit fait les armes à la main, & qu'il l'avoit comme extorqué à  
 l'Ambaſſadeur de France par la vigoureuſe Réſolution qu'il prit  
 le 14 Août, de faire arrêter en mer, & amener tous les Vaifſeaux  
 François, même ceux que l'on ne pouvoit pas douter être au  
 Roi.

La Cour re-  
 fuſe de le rati-  
 fier.

L'Ambaſſadeur eut de la peine à faire agréer à ſa Cour ce qu'il  
 avoit promis, parce qu'il n'en avoit pas trop-bien ménagé la ré-  
 putation, ni les intérêts. De ſorte que devant que le Traité fut  
 ratifiée on eut avis en Hollande, que de Ruyter ayant rencontré  
 en mer cinq Vaifſeaux François commandés par le Sr. de Fricam-  
 baut qui eſcortoit quatre Navires Marchands, du nombre de ceux  
 qui avoient été ſaiſis dans les Ports de France, chargés de ſeize-  
 cent Soldats qu'ils transportoient à Via Reggia auprès de Livour-  
 ne, avoit pris un des derniers, & contraint les autres de ſe ſau-  
 ver dans le Golfe de la Spezza, où il les tenoit aſſiégés. Le Col-  
 lège de l'Amirauté d'Amſterdam approuva le procédé de de Rui-  
 ter, & lui envoya ordre de tenir les Vaifſeaux François ſi bien  
 enfermés qu'il n'en échappât pas un. Mais les Etats firent révo-  
 quer



1657.

quer cet ordre, jugeant qu'il ne falloit pas aigrir les affaires, pendant que la France ne refusoit pas ouvertement de ratifier & d'exécuter le Traité. Elle n'avoit pas été moins incommodée de la faisie générale, que l'on en avoit été fâché en Hollande. Le Parlement de Bourdeaux extrêmement intéressé au Commerce avoit refusé de la faire exécuter dans l'étendue de son Ressort. On avoit saisi ici les Lettres de Change & les autres effets des Marchands François. Les Fermiers des Gabelles du Grand Parti ne pouvoient pas se passer des Navires Hollandois, dont ils se servoient pour transporter le Sel aux rivières de Loire, de Seine, & de Somme; & ceux de la Traite Foraine vouloient renoncer à leur Bail puisqu'il n'y avoit point de Commerce. Ce ne fut pourtant qu'au mois d'Août que le Roi ratifia solennellement ce que son Ambassadeur avoit conclu à la Haye; ne témoignant que trop par ses délais & ses remises, que l'on ne ratifioit qu'avec peine & répugnance ce que l'on avoit accordé par contrainte & par force.

*Ratification.*

L'Ambassadeur ne laissa pas de déclarer ensuite de la ratification, qu'il étoit prêt d'ouïr & de recevoir les ouvertures qu'on voudroit lui faire pour le renouvellement de l'Alliance & pour un Règlement de Marine. Sur quoi on lui parla d'une Triple Alliance, qui pourroit se faire entre la France, l'Angleterre, & la République des Provinces-Unies. Le Protecteur témoignoit qu'elle ne lui seroit pas désagréable. Mais la France qui depuis la Paix de Munster avoit perdu tous les bons sentimens qu'elle avoit eu pour cette République lorsque leurs intérêts étoient mêlés & communs, n'y étoit point du tout disposée, & se contentoit d'être bien avec l'Angleterre. De sorte que lorsque les Etats pressèrent l'Ambassadeur de venir en Conférence pour cet effet, il répondit: Qu'il n'avoit point encore reçu de Plein-pouvoir, mais qu'il l'attendoit. Ceux qui avoient alors la principale direction des affaires en Hollande, étoient fort d'opinion que cette sorte de Traité étoit capable de sauver la République; quoiqu'ils n'en ayent point fait avec aucun de leurs Voisins qui n'ait fait un méchant effet & qui n'ait eu de très-mauvaises suites. Je ne fais si ceux qu'ils ont fait avec la France & l'Angleterre depuis 1662 & 1668, ont été capables de les détromper après 1672.

*Les Etats proposent une Triple Alliance.**Froidueur de la France,*

La France bien-loin de faire un Traité de Commerce & d'Alliance, continuoit de vexer & de persécuter les Hollandois qui s'étoient établis dans le Royaume. On les exécutoit pour les taxes qu'on levoit sur les Etrangers; quoique depuis les premiers Traités que cet Etat avoit fait avec le Roi Henri IV. on eût considéré ceux qui étoient nés en France comme Régnicoles, & qu'on les eût exempté du Droit d'*Aubaine*. Il avoit été aussi stipulé par le dernier Accommodement: Qu'ils jouiroient des mêmes avantages qui avoient été accordés aux Villes Hanseatiques. Mais on exemptoit les Allemans aussi bien que les Anglois de ces taxes, quoique la France fût obligée d'avoir quelque considération pour cet Etat, & qu'elle ne pût pas l'offenser impunément, pendant qu'elle faisoit encore la guerre à l'Espagne. Il est vrai que la même guerre, l'amitié que l'on commençoit à avoir ici pour les Espagnols, & les grands avantages qu'on rétiroit du

*Qui continuë de vexer les Négocians Hollandois.*

1657.

*Traité entre  
la France &  
l'Angleterre  
contre l'Es-  
pagne.*

Commerce de ces quartiers-là, où celui des Indes étoit bien-fort mêlé, faisoient le mécontentement de la France, & l'indifférence qu'elle avoit pour cette République.

Vers la fin de l'année 1655 il s'étoit fait un Traité d'amitié entre la France & le Protecteur; mais le 23 Mars 1657 il s'en fit un plus particulier entre le Comte de Brienne & de Lionne pour la France d'un coté, & Lockhart pour le Protecteur, de l'autre. Il portoit: Que pour forcer le Roi d'Espagne de faire la paix, la France & l'Angleterre joindroient leurs armes, & assiégeroient Gravelines, Mardyck, & Dunquerque, à condition que la première de ces places demeureroit à la France, & qu'on donneroit les deux autres aux Anglois, qui seroient tenus d'y laisser la Religion Catholique en l'état où elle y étoit lorsque le Traité fut conclu. Que cette Alliance ne seroit que pour un an, pendant lequel les Alliés ne pourroient pas traiter avec l'Espagne sans le consentement de l'un & de l'autre. Mais ce Traité n'ayant pu être exécuté la même année, on fut obligé de le renouveler l'année suivante, en laquelle il produisit le merveilleux effet dont nous parlerons bientôt. Cependant les armes de France furent plus heureusement employées au siège de Montmedy, dans le Duché de Luxembourg, de Mardyck, de St. Venant, & de quelques autres places de Flandre de moindre importance. Les Espagnols de leur coté reprirent Condé & S. Guislain dans le Comté d'Haynaut, & firent lever le siège d'Alexandrie, dans le Milanais, que le Duc de Modene & le Prince de Conti, Généraux de l'armée de France, avoient assiégé.

*La France en-  
voje une Am-  
bassade en Al-  
lemagne pour  
faire sortir  
l'Empereur de la  
Maison d'Aut-  
riche.*

Ce fut vers ce tems-là que les Ministres de France donnèrent toutes leurs pensées aux Affaires d'Allemagne, où ils prétendoient faire leur profit de l'Interregne, parce que l'Empereur Ferdinand qui avoit traîné pendant quelque tems une vie fort languissante, n'avoit laissé en mourant, le lendemain de Pâques, à l'âge de quarante-trois ans, qu'un fils, incapable de succéder à la Dignité Impériale à cause de sa jeunesse. Le Cardinal de Mazarin qui n'avoit qu'une connoissance fort-imparfaite & très-confuse des affaires d'Allemagne, & qui espéroit qu'il feroit le Roi son Maître, Empereur, ou du moins qu'il obligeroit les Electeurs à en prendre un parmi les autres Princes de l'Empire, hors de la Maison d'Autriche, bâtoit tous ses desseins sur de faux fondemens, & sur les intelligences qu'il prétendoit avoir avec la plupart des Electeurs; quoiqu'en effet il ne fût pas assuré d'un seul. Il employa à cette importante Négociation le Maréchal de Grammont, & le Sr. de Lionne, Ministre & Secrétaire d'Etat, auxquels S. M. T. C. donna la qualité de ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires dans toute l'étendue de l'Empire & des trois Royaumes du Nord. Le Maréchal qui avoit la réputation d'être un des plus adroits & des plus accomplis courtisans de son tems, ayant été fait prisonnier à la Bataille de Nortlingen, au mois d'Août 1645, avoit été conduit à la Cour de l'Electeur de Bavière, où il avoit eu occasion en ce tems-là de servir utilement le Roi son Maître, d'y contracter d'assez bonnes habitudes, & d'y jeter les premiers fondemens de la bonne-intelligence dont la France a sçu tirer depuis des avantages considérables.

Le



Le Maréchal se trouvant donc à Franckfort, à l'occasion de l'Élection que l'on faisoit tirer en longueur parceque le Roi d'Hongrie & de Boheme que l'on vouloit élire Empereur, n'avoit pas encore l'âge de dixhuit ans, on lui fit faire le voyage de Munich *incognito*, sous prétexte d'une visite qu'il alloit rendre à ses anciens amis qui lui avoient fait mille civilités pendant le séjour qu'il y avoit fait autrefois. Le Comte Curtz qui avoit été son hôte au premier voyage, le logea encore, & ce fut à lui qu'il communiqua le premier le sujet de son second voyage, en lui offrant le crédit du Roi son Maître, qui promettoit à l'Électeur de le faire élire Empereur, s'il vouloit s'aider, ou bien y consentir seulement. Adelaïde de Savoye femme de l'Électeur, secondoit puissamment les offices du Maréchal auprès de l'Électeur son mari; mais la mère de l'Électeur qui étoit sœur de l'Empereur défunt, & le Comte Curtz même avec qui Grammont avoit fait confidence, lui firent voir qu'en l'état où étoient les affaires, l'Électeur de Bavière ne pouvoit pas aspirer à la Couronne Impériale. La mère qui avoit beaucoup travaillé à faire entrer feu l'Électeur son mari, dans les intérêts de la France pour conserver ceux de ses enfans, contre l'intention de l'Empereur; ne vouloit pas commettre le Prince son fils, avec les partisans de la Maison d'Autriche. Tous les autres Électeurs, à la réserve du Roi de Boheme, étoient ou d'Eglise, ou Protestans, & par conséquent inéligibles. Hors le Collège Electoral, & dans l'Empire il n'y avoit point de Prince qui ne fût ou Protestant, ou incapable de soutenir cette éminente Dignité, qui se trouve destituée de tout revenu; & il n'y avoit point d'apparence que les Électeurs allassent chercher un Empereur en France, ou en Italie, pendant qu'ils avoient en Allemagne des sujets revêtus de toutes les qualités nécessaires pour remplir dignement le Trône de l'Empire. De sorte que le Maréchal n'ayant rien fait à Munich, non plus que de Lionne à Franckfort, parceque les autres Électeurs avoient peu de complaisance & d'inclination pour les désirs du Cardinal Mazarin, les Ambassadeurs Plenipotentiaires prirent d'autres mesures, & voulurent obliger les Électeurs à retarder l'Élection jusqu'à ce que la Paix fût faite entre les Couronnes de France & d'Espagne. Mais comme cette Négociation n'avoit rien de commun avec l'Élection, ni avec les autres affaires de l'Empire, les Électeurs ne voulurent pas différer de lui donner un Chef; ainsi que nous dirons après que nous aurons achevé de parler de ce qui regarde directement ces Provinces.

Dès le mois de Janvier 1657 devant que l'on pût prévoir le differend que l'on eut depuis avec la France, on avoit comme résolu d'employer les forces maritimes de l'Etat contre les Portugais, en suite des desseins qui avoient été formés en 1649 & 1650 en vertu des Résolutions qui avoient été prises en ce tems-là, afin de se ressentir des trahisons & des infidélités que quelques uns de ces gens-là avoit faites dans le Bresil. Ces desseins auroient été exécutés dès ce tems là, parce que toutes les choses y étoient disposées, en sorte qu'il n'y manquoit rien sinon que l'on nommât un Commissaire que l'on pût faire partir avec l'Armée navale. Mais on en fut empêché par le démêlé que les Etats d'Hollande eurent avec le Prin-

*Suite du démêlé avec le Portugal.*

1657.

*Les Etats y  
envoient des  
Députés.*

*Leur Instruc-  
tion.*

ce d'Orange pour le licenciement & la réforme des troupes. Dans l'année dont nous décrivons les événemens on avoit été obligé d'armer par mer, à cause des Déprédations continuelles que les François faisoient en la Méditerranée, & depuis la faillie générale on avoit tellement renforcé l'armement, que pour ne pas le laisser tout à fait inutile il fut trouvé bon de le faire servir à l'exécution des desseins que nous venons de marquer. On étoit résolu d'obliger les Portugais à accepter les conditions que l'on avoit offertes à l'Ambassadeur en ce tems-là, ou de leur déclarer la guerre. On voulut donner cette Commission aux Sieurs Marc du Tour, & Michel van den Hove, & on y joignit le Sr. Gisbert de Witt, qui devoit leur servir de Secrétaire, à quoi il étoit fort propre, à cause du séjour qu'il avoit fait au Bresil où il avoit appris la Langue Portugaise, & à connoître l'humeur de cette Nation. Du Tour s'en excusa, tant sur son indisposition & sur l'état de ses affaires domestiques, que parce qu'il jugeoit cet emploi dangereux & au dessous de lui; de sorte que l'on y envoya les deux autres sous l'escorte de quatorze Vaisseaux, commandés par le Lieutenant-Amiral & par Pierre Florisson Vice-Amiral. Le Vice-Amiral de Ruyter qui étoit demeuré dans la Mer Méditerranée depuis la rencontre qu'il avoit eue avec les François, & le Commandeur de Wilde devoient les joindre avec seize Vaisseaux à l'embouchure de la Rivière de Lisbonne, ou ailleurs sur les Côtes de Portugal. L'Ambassadeur de France qui étoit à la Haye offroit la médiation du Roi son Maître, pour l'ajustement des différends que les Etats avoient avec les Portugais, & on l'accepta; mais sans préjudice de la Résolution qui avoit été prise le 2 Août de cette année 1657, & de l'Instruction que l'on avoit donné au Lieutenant-Amiral, portant ordre de rompre, si les Portugais refusoient de donner la satisfaction qu'on leur demandoit. On se contenta de confier cette réserve aux Commissaires, à qui on ordonna aussi, de ne point réjetter la Médiation de l'Ambassadeur de France qu'ils trouveroient à Lisbonne, pourvu qu'elle n'empêchât point l'exécution des ordres qu'ils emportoient. Toutefois comme le Roi de France & le Protecteur, qui se servoient des Portugais pour divertir les armes du Roi d'Espagne leur ennemi commun, pouvoient appréhender que l'Armée navale de cet Etat ne facilitât l'exécution des entreprises que les Espagnols faisoient continuellement sur les Portugais, ou du moins qu'elle n'empêchât la Couronne de Portugal d'agir contre celle d'Espagne, les Etats firent assurer la France & l'Angleterre: Qu'ils n'y envoyeroient leur Flotte que pour appuyer la Négociation de leurs Commissaires, qui n'avoient d'autres ordres sinon de demander la restitution des places que les Portugais avoient prises dans le Bresil, en pleine paix, & le dédommagement que la Compagnie des Indes Occidentales de ce Pays croyoit lui être dû. Que bien-loin de favoriser les armes du Roi d'Espagne, ils n'avoient pas voulu faire embarquer des troupes qui auroient pu faire detcente, ou donner de l'ombrage; mais au contraire qu'ils avoient expressément défendu à leur Lieutenant-Amiral d'avoir aucun commerce avec les Espagnols, & commandé absolument de prendre sur les Côtes d'Espagne tous les Armateurs qui



qui avoient leur retraite dans les Ports de Biscaye, & qui avoient ci-devant troublé le Commerce des habitants de ces Provinces. Ils leur firent dire aussi, qu'ils seroient bien aises que le Roi de France & le Protecteur disposassent le Roi de Portugal à donner à la Compagnie cette satisfaction qu'elle pouvoit légitimement prétendre. Pour ce qui est de l'ordre que l'on avoit donné au Lieutenant-Amiral au sujet des Armateurs de Biscaye, les États avoient souvent fait des plaintes de leurs Déprédations; tant à la Cour de Madrid, qu'à l'Ambassadeur d'Espagne; mais voyant qu'on ne leur en faisoit pas raison ils résolurent de se la faire eux-mêmes, & de remédier à ces désordres par des moyens plus forts & plus efficaces.

L'Armée navale sortit de la Meuse le 5 Septembre, & arriva le 25 à Cascaïs, à l'embouchure de la rivière de Lisbonne. Les Commissaires eurent Audience le 29, & y furent conduits dans cinq carosses, parmi lesquels étoit celui du Roi, tous à six chevaux. Après qu'ils eurent fait leur Compliment sur la mort de Jean IV, & sur l'avènement d'Alphonse VI à la Couronne, ils dirent: „ Qu'il y avoit plusieurs „ années que les États des Provinces-Unies s'attendoient à ce „ que les Portugais réparassent les dommages & les injures qu'ils „ avoient fait à la Compagnie des Indes-Occidentales dans le Bre- „ sil, dans Angola, & S. Thomé. Mais que nonobstant les pro- „ messes que les Ambassadeurs de Portugal leur avoient fait de „ tems en tems, les Portugais bien-loin de leur donner cette sa- „ tisfaction, avoient continué leurs violences & avoient assiégé & „ pris le Fort du Récif. Qu'encore que le *Droit de la Nature* „ aussi bien que celui *des Gens* permit aux États de s'en ressen- „ tir, & d'employer pour cela leurs armes, ils avoient pourtant „ mieux aimé faire encore un dernier effort, & porter les affai- „ res à un accommodement, en l'envoyant offrir aux conditions „ que l'Ambassadeur de Portugal avoit agréé en 1648. Que l'E- „ tat désiroit que l'on restituât à la Compagnie les Pays, Capi- „ tanies, Provinces, Places, & Forts qui sont depuis la Rivière „ de S. François jusqu'à Siarra, comme aussi toute l'Artillerie & „ toutes les Munitions que les Portugais avoient trouvé au Récif, „ & dans toutes les autres Places du Brésil; & que l'on rendit „ aux particuliers les terres, maisons, & héritages qui leur ap- „ partenoient lorsque le Pays s'est soulevé. Que les Portugais „ donnassent à la Compagnie dans six ans mille bœufs pour le „ charroi, autant de vaches, & trois-cent chevaux. Qu'ils payas- „ sent toutes leurs dettes avec les arrérages & les intérêts; six- „ cent-mille florins argent comptant, dans sept mois, & treize- „ mille caisses de sucre en treize ans. Comme aussi qu'on resti- „ tuât à la Compagnie toutes les Villes, Plages & Ports de la côte „ d'Afrique depuis le quatrième Degré jusqu'au treizième inclu- „ sivement; aussi-bien que l'Île de S. Thomé, avec les Forts & les „ Places de la Côte Septentrionale d'Afrique, que les Portugais a- „ voient bâti depuis 1642.” C'est ce que les Commissaires avoient or- „ dre de dire à la Reine de Portugal, & de la supplier de s'en expliquer „ dans quinze jours, parce qu'on leur avoit commandé de se reti- „ rer après ce tems-là. Les Ministres de la Cour de Lisbonne a-

Leur Négocia-  
tion & leurs  
Demandes.

Frayeur de la  
Cour de Portu-  
gal.

1657. que les Vaisseaux de guerre de la Couronne fussent mis en état, ordonnèrent au Magistrat de Lisbonne de faire doubler la garde de la Ville, & envoyèrent quelqu'Infanterie à Cascaïs pour observer la Flotté Hollandoise. Don Pedro Viera de Sylva Secrétaire d'Etat, ne dissimula point aux Commissaires, qu'on ne pouvoit pas seulement entrer en Conférence sur leurs Propositions, puisqu'ils n'avoient point de pouvoir de modérer la dureté des conditions de l'an 1648; de sorte qu'il seroit inutile de négocier avec eux. Et de fait les Seigneurs Portugais qui se trouverent présens à l'audience, en furent tellement indignés qu'il fallut que la Reine employât toute son autorité pour les empêcher d'outrager les Commissaires, qui à ce qu'ils disoient, ne sachant pas ce qui est dû aux Têtes Couronnées n'avoient pas parlé avec assez de respect à

*La Reine fait  
saisir les Na-  
vires Hollan-  
dois.*

*Réponse des  
Portugais.*

*Réplique des  
Hollandois.*

une Reine de Portugal. Le ressentiment qu'on y eut du procédé des Etats & de la liberté de leurs Ministres, fut cause que tous les Navires Hollandois qui étoient à Lisbonne, à Setuval & dans les autres Ports du Royaume, furent saisis. Les Commissaires qui avoient ordre de ne demeurer que quinze jours, ou trois semaines au plus, dans cette Cour, virent bien dès la première Conférence qu'ils eurent avec les Comtes de Mira & de Cantagueda, & avec Don Pedro Viera de Sylva, Ministres de Portugal, qu'ils n'y feroient rien. Ces Seigneurs leur dirent d'abord, „ qu'ils savoient que le Roi de France avoit fait offrir sa Médiation „ aux Etats Généraux, & puisque nonobstant cela ils ne laissoient pas „ de leur faire des Propositions que le Roi de Portugal ne pouvoit „ pas leur accorder, & de les appuyer d'une puissante Flotte, on en „ devoit juger que les offres de Médiation que le Roi de France „ leur faisoit faire ne leur étoient pas agréables. Que les Com- „ missaires venoient offrir la paix le poignard à la main, & qu'il „ y avoit lieu de croire qu'ils n'étoient à Lisbonne que pour ob- „ server l'état des affaires & de leurs forces maritimes. Au res- „ te qu'il n'étoit pas en la puissance du Roi de Portugal de faire „ la restitution que les Etats demandoient; mais que si les Com- „ missaires vouloient entrer en Négociation pour un équivalent, „ qu'il y auroit moyen de les satisfaire. Que le Bresil appartenoit „ originairement à la Couronne de Portugal. Que dans les Ca- „ pitanies Septentrionales de ces Quartiers-là il y avoit plus de „ six-mille habitans, & plus de deux-mille hommes capables de „ porter les armes, qui ne souffriroient jamais qu'on les assujétît „ au Gouvernement d'un Etat Populaire, & que si on entrepre- „ noit de les y forcer ils se jetteroient entre les bras du Roi d'E- „ spagne. Qu'il étoit impossible de contraindre tant de gens d'a- „ bandonner leurs biens, & d'assujétir à une Puissance Etrangé- „ re des gens dont l'humeur & la Religion étoit incompatibles „ avec la leur.” Les Commissaires répartirent: „ Que le Bresil „ avoit été conquis sur le Roi d'Espagne, ennemi de cet Etat, „ même de l'aveu du Roi Jean IV, qui en demeura d'accord lors- „ qu'on fit le Traité pour la Trêve de dix ans. Qu'il n'y avoit „ pas quatre-cent Portugais capables de porter les armes. Que „ l'intention des Etats Généraux étoit de les laisser en la paissi- „ ble possession de leurs biens; & que le Roi de Portugal avoit, „ ou devoit avoir assez d'autorité sur ses Sujets pour les obliger

„ à



„ à acquiescer à la raison, & à ce qu'il jugeoit nécessaire pour le 1657.  
 „ bien de son Royaume.”

Le Comte de Comminges Ambassadeur de France, qui disoit *Offices de l'Ambassadeur de France.* avoir reçu ordre du Roi son Maître de travailler à cet accommodement, fit plusieurs ouvertures pour cela. Il proposa que les affaires demeurant en l'état où elles étoient, le Roi de Portugal envoyât un Ambassadeur à la Haye, ou que le Roi & les Etats Généraux envoyassent leurs Plénipotentiaires en quelque Ville de France; & qu'ils soumissent leurs différends au Roi son Maître, & au Protecteur, ou seulement à l'un des deux. Les Commissaires représentèrent, que cette Députation & soumission ne *Réponse des Commissaires Hollandois.* serviroient de rien; puisque leurs Maîtres demandoient la restitution du Bresil; & que tout ce qu'ils pourroient faire seroit de laisser Angola & S. Thomé à la Couronne de Portugal. Les Portugais protestèrent de leur côté, que la réputation du Royaume & l'intérêt de la Religion ne leur permettoient pas de restituer ce qu'ils possédoient au Bresil; & dirent en un mot qu'ils ne restitueront pas un pouce de terre, & que tout ce qu'ils pourroient faire, seroit de se soumettre au jugement du Roi de France & du Protecteur pour l'estimation de l'équivalent. Les *Dernière déclaration des Portugais.* Commissaires ne pouvant plus continuer les Conférences après cette Déclaration, ne songèrent plus qu'à exécuter le second point de leur Instruction en déclarant formellement la guerre au Roi de Portugal. Leur intention étoit de le faire par Écrit, & de le mettre entre les mains de la Reine Régente lorsqu'ils prendroient leur Audience de congé. Mais soit que l'on s'en doutât à la Cour, ou que les Commissaires eux-mêmes en eussent témoigné quelque chose, la Reine fit la malade, & sous ce prétexte s'excusa de leur donner Audience. Ce refus leur ôtant le moyen d'exécuter leurs ordres avec la dernière ponctualité, ils s'avisèrent de mettre la Déclaration par écrit & de l'enfermer dans un paquet qu'ils adressèrent à Don Pedro de Sylva, en le priant de le rendre à la Reine en mains propres. En même tems ils s'embarquèrent pour aller par mer à la Rochelle, & de là par terre à la Haye, où ils arrivèrent le 12 Novembre. Le Lieutenant-Amiral demeura cependant aux Côtes de Portugal, où il prit vingt-&-un navires Portugais d'une flotte de trente qui revenoit du Bresil. *D'Obdam prend 21 Navires Portugais.*

La Province de Frise ne prend point de part aux intérêts de la Compagnie des Indes-Occidentales. C'est pourquoi ses Députés ne voulurent point consentir qu'on fit cette Déclaration de guerre au Roi de Portugal, & croyoient même avoir droit de s'y opposer, parce que selon l'*Union* l'Etat ne peut pas entrer en guerre sans le consentement unanime de tous les Alliés. Mais les autres Provinces dirent: Qu'il n'étoit pas au choix de la Frise d'y consentir ou de n'y point consentir, parce qu'à moins de manquer à l'*Union* elle ne pouvoit pas refuser de secourir l'Etat contre ceux qui l'attaquoient, comme les Portugais l'avoient attaqué au Bresil. Les Députés de Frise firent connoître qu'ils ne faisoient les difficiles que parce qu'il n'y avoit que la Compagnie qui pût profiter de cette guerre; mais que si les Conquêtes se faisoient au profit de l'Etat, leur Province ne manqueroit pas de faire ce que les Alliés pourroient désirer d'elle. *La Frise s'oppose à ce qu'on déclare la guerre au Portugal.*

1657.

*Nieuwpoort  
négoce à Lon-  
dres sans succès.*

*Il revient.*

*Affaires du  
Nord.*

*Dispositions  
des Puissances  
de l'Europe.*

*Du Roi de Da-  
nemarc.*

*Du Czar.  
Du Roi de  
Pologne.  
Et de l'Empe-  
reur.*

Nous venons de dire que les Etats en prenant cette Résolution de rompre avec le Roi de Portugal, voulurent bien en même tems lever les ombrages que le Protecteur auroit pu en prendre, & ordonnèrent à leur Ambassadeur de l'assurer qu'ils ne se mêleroient point des affaires du Roi d'Espagne, directement, ni indirectement. Ils y ajoutèrent un autre ordre, de faire instance auprès du Protecteur à ce qu'il révoquât la Déclaration qui avoit été faite au mois d'Octobre 1651 pour l'Augmentation de la Navigation des Anglois. L'Ambassadeur y remontra: „ Que „ c'étoit une nouveauté incompatible avec la bonne intelligence „ qui devoit unir des voisins, & qu'elle avoit été en partie cau- „ se de la dernière rupture. Que ses Principaux jugeoient que „ puisque la Paix étoit faite, il falloit ôter la cause de la Guerre, „ & remettre les choses en l'état où elles étoient lorsque les Am- „ bassadeurs du Parlement offrirent à la Haye un Traité d'Allian- „ ce & de Commerce; & que puisqu'en Hollande on avoit tant „ de complaisance pour les Marchands Avanturiers d'Angleterre, „ il étoit bien juste que l'on en eût aussi en Angleterre pour les „ Negocians Hollandois.” Mais toutes ces remontrances furent inutiles, & le Protecteur n'y voulut rien changer. De sorte que Nieuwpoort qui n'étoit demeuré à Londres que pour tâcher d'y faire un Traité pour le fait de la Marine, voyant qu'il n'y avançoit rien & qu'il n'y avoit point d'apparence de conclure au contentement de ses Principaux, leur demanda permission de faire un voyage au Pays, pour y donner ordre à ses affaires domestiques.

De toutes les dispositions qui se voyoient dans les affaires de l'Europe, il n'y en avoit point de plus fâcheuse pour les Etats, ni qui les intéressât plus sensiblement que la guerre que le Roi de Suede faisoit en Pologne & en Prusse. Il y avoit eu de si grands avantages au commencement que l'on ne doutoit point que les suites n'y répondissent parfaitement; & néanmoins il y rencontra des obstacles qui ne le firent pas seulement désespérer de la Conquête de ce vaste Royaume, mais qui faisoient aussi douter de la conservation de ce qu'il avoit conquis dans le voisinage. L'Armement du Roi de Danemarc, & la diversion que l'on alloit faire à la Suede de ce côté-là, l'inquiétoient extrêmement. Car outre la haine réciproque que l'on remarque ordinairement entre les Voisins, & qui a toujours été très-forte entre les Danois & les Suedois, le Roi de Danemarc nourrissoit un ressentiment particulier contre la Suede, & ne pouvoit pas oublier l'insulte que celle-ci lui avoit faite en 1644, après laquelle elle contraignit le Roi défunt de lui céder quelques-unes de ses plus considérables Provinces. Il croyoit devoir profiter de l'occasion, & pouvoir insulter avec avantage, & comme impunément le Roi de Suede, pendant que ses armes étoient occupées en Pologne. Le Czar l'avoit attaqué en Livonie; quoique sans succès. Le Roi de Pologne avoit conclu son Traité avec l'Empereur, lorsqu'il n'étoit encore que Roi d'Hongrie, pour un secours considérable que l'Archiduc Leopold, qui avoit l'administration de l'Autriche pendant la Minorité du Roi son neveu, fit entrer en Pologne au mois de Mai, composé de neuf-mille sept-cents hommes de pied, & de huit-mille cinq-cent-cinquante chevaux. Les Etats des Pro-

vinces-



1657.

vinces-Unies faisoient connoître assez ouvertement, qu'ils s'opposeroient à l'établissement que le Roi de Suede vouloit faire en Prusse; & l'Electeur de Brandebourg qui avoit bien autant de sujet de craindre ce puissant & agissant voisin, écoutoit les Propositions que l'Empereur, les Rois de Pologne & de Danemarck, le Czar, & les Etats Généraux lui faisoient faire pour tâcher de le mettre hors des interêts de la Suede. La France n'approuvoit point la guerre de Pologne, tant à cause de la Religion Catholique qui y souffroit, & parce qu'elle avoit de la considération pour le Roi & la Reine de Pologne qui en avoient beaucoup pour elle, que parce qu'on auroit mieux aimé en France que les armes du Roi de Suede eussent été employées dans les Pays Héréditaires de l'Empereur, afin de l'empêcher de secourir le Roi d'Espagne en Italie & ailleurs. C'est pourquoi le Cardinal Mazarin qui ne contraignoit pas fort son humeur quand il ménageoit, ne secouroit le Roi de Suede que de sommes très-médiocres, qui étoient bien capables de le faire subsister & rouler, mais qui ne pouvoient pas l'aider à faire de grandes conquêtes. Le Protecteur qui faisoit le zélé pour sa Religion, ne favorisoit pourtant le Roi de Suede, Prince Protestant, que des vœux qu'il faisoit pour la prospérité de ses armes. Il lui permit bien de faire quelques levées en Ecosse; mais ces troupes désarmées, & mal disciplinées ne lui fournissoient qu'un secours foible & languissant & inutile. Il n'y eût que George Ragotsky, Prince de Transylvanie, qui s'engagea avec le Roi de Suede, & se perdit pour lui. Son père avoit eu autrefois quelques pensées pour la Couronne de Pologne, & comme il croyoit avoir bien autant de mérite qu'Etienne Battory qui fut élu après la retraite d'Henri de Valois, il voulut profiter de la Révolution des Cosaques, aussi bien que de la Révolution que l'on voyoit en Pologne depuis que les armes de Suede y étoient entré. Le Roi Casimir avoit fait tout ce qu'il avoit pu pour le gagner, & afin de l'obliger à le secourir tant contre les rebelles, que contre les ennemis, il lui avoit envoyé le Seigneur Albert Pramorsky, alors Référéndaire, & depuis Chancelier du Royaume, qui lui promit, que le Roi son Maître, qui n'avoit point de fils, adopteroit le sien, & tâcheroit de le faire élire dans l'Interregne. L'Empereur fit aussi faire office pour l'empêcher de prendre parti avec le Roi de Suede. Mais Ragotsky vouloit quelque chose de plus assuré & de plus présent, de sorte que s'étant rendu trop-difficile, Pramorsky se retira & fit place au Ministre de Suede, qui conclut avec ce Prince en faisant avec lui le partage d'une Conquête imaginaire & d'un Royaume où ils n'eurent point de part ni l'un ni l'autre.

*Des Etats Généraux.**De l'Electeur de Brandebourg.**De la France.**Du Protecteur.**De Ragotsky.**Qui prend parti avec le Roi de Suede.**Et lui mène du secours.**De la Porte, & du Cham.*

En exécution de son Traité le Prince de Transylvanie fit entrer Bagos Gabor, son Maréchal de Camp, avec une partie de l'armée en Pologne vers la fin de l'an 1656, & le 8 de Janvier de l'année suivante il marcha en personne avec le reste de l'armée, qui étoit bien aussi forte que la première, & avec une artillerie de trente pièces de canon. La Porte le fit exhorter de ne point prendre de parti, & le Cham des Tartares s'opposoit à son entreprise. Mais Ragotsky après avoir grossi ses troupes d'un bon nombre de Cosaques rebelles joignit le Roi de Suede le 13 Avril

1657.

*Défaite de  
l'armée de Ka-  
gotsky.*

*Il est dépourvu  
de sa Principauté.*

*Sages représen-  
tations des  
Etats au Roi  
de Danemarc.*

auprès de Zavichost, après qu'il se fut abouché à Cracovie avec le Velt-Maréchal Wurtz, à qui il laissa mille Fantassins. Son armée étoit composée de gens qui ne connoissoient ni ordre ni discipline, & qui étoient armés en Payfans plutôt qu'en Soldats. De sorte que ne pouvant subsister dans le Pays après la retraite du Roi de Suede, ils furent contraints de s'en retourner sur leurs pas. Les Polonois les cotoyoient toujours jusqu'à un défilé, où Ragotsky voyant qu'il ne pouvoit pas éviter la déroute entière, eût recours aux prières & aux soumissions, promit de réparer le mal qu'il avoit fait en Pologne, s'obligea à donner de grandes sommes d'argent, & donna des otages pour l'assurance du paiement. Mais devant qu'il pût sortir du Royaume, les Tartares le serrèrent de si près, que de peur de tomber entre leurs mains il se détacha avec trois-cent chevaux, & abandonna le reste de son armée qui fut bientôt après taillée en pièces. Etant arrivé en Transylvanie dans ce méchant état le Grand Seigneur le contraignit de résigner sa Principauté.

L'Entreprise du Roi de Danemarc ne fut guères plus heureuse quoiqu'elle fut un peu mieux concertée que celle de Ragotsky, toutefois pas si bien qu'on pût dire que le succès en seroit infail-  
lible. On ne peut nier qu'il n'y fit entrer beaucoup de passion, & que le Conseil de quelques Ministres Etrangers, & l'interêt de ses confidens n'y eussent bien autant de part qu'il en donnoit à la raison. Il n'avoit qu'une Alliance Défensive avec les Etats des Provinces-Unies, & n'avoit point de Traité du tout avec les Princes Voisins, qui ayant presque tous un même interêt que lui, n'auroient point fait de difficulté sans doute de prendre un même engagement s'il s'en fût ouvert à eux de bonne-heure. Au commencement de l'an 1657 il se faisoit encore quelque Négociation entre les deux Rois du Nord. Rosewing étoit en Prusse de la part du Roi de Danemarc, & Durel étoit à Coppenhague pour le Roi de Suede. Les Etats Généraux n'étoient point d'avis que le Roi de Danemarc rompit, & lui avoit fait représenter, que c'étoit avec sa participation qu'on s'étoit engagé dans une Négociation avec la Suede. Que cette Négociation étant déjà fort avancée, il avoit déclaré aux Ambassadeurs Hollandois qu'il falloit la conclure. Que même après la conclusion & après la signature du Traité, les Etats avoient bien voulu avoir la complaisance pour lui d'en différer la ratification, & de demander un Eclaircissement au Roi de Suede, directement contre les règles de la bien-  
séance & de l'honnêteté, ou pour parler plus correctement; contre les règles de la bonne-foi. Comme de fait les Princes & les Etats ne peuvent pas se dispenser de ratifier ce que leurs Ambassadeurs & Ministres ont négocié & conclu en vertu d'un Plein-pouvoir en bonne forme, quand même ces Ministres auroient excédé les ordres portés par leur Instruction, parceque l'on communique l'un, & que l'autre est une pièce secrète: Le Roi de Danemarc n'avoit pas seulement souffert que les Etats conclussent leur Traité avec le Roi de Suede, mais il les avoit exhorté & pressé de le conclure, se contentant de n'y point stipuler d'autres conditions pour lui sinon, Qu'il fût compris au Traité. Que les avantages qu'ils obtiendroient pour les habitans de ces Provinces  
leur



leur feroient communs avec ses Sujets. Et que l'on y ménageroit la liberté de la Ville de Dantzic. Le Roi couvroit ses sentimens d'une profonde dissimulation ; & afin de fortifier les ombrages que l'on en pouvoit prendre , il faisoit continuer la Négociation avec la Suede. De sorte que les Etats qui en étoient jaloux lui firent dire , que si c'étoit son intention de traiter , que ce fût du moins avec leur participation , & sans préjudice de leurs intérêts. Mais le Roi de Danemarck avoit en effet des pensées si éloignées de cela ; qu'il ne songeoit qu'à l'exécution des desseins qu'il prétendoit faire réussir en Schonen en Norvegue , & en Allemagne en même tems.

Il en fit connoître quelque chose aux Ambassadeurs des Provinces-Unies , & envoya à la Haye le Sr. Celio Marcellis qui y fit des offres fort spécieuses , demandant que les Etats secondassent ses grands desseins , ou du moins qu'ils ne ratifiasent point le Traité d'Elbing. Le seul objet de l'application & de toutes les délibérations des Etats étoit la paix du Nord. Ils considéroient que les événemens de la guerre sont aussi incertains que les incommodités & les dépenses qui l'accompagnent sont inévitables. Que les forces du Roi de Danemarck n'étoient pas égales à celles du Roi de Suede. Que les Officiers de celui-ci étoient bien meilleurs , & ses Soldats mieux disciplinés que ceux de l'autre ; & que le Roi de Danemarck n'avoit pas les fonds nécessaires pour une si haute entreprise. Que les finances de cet Etat étoient épuisées , & qu'ils ne pouvoient pas sans s'incommoder autant que de la guerre même , donner des subsides au Roi de Danemarck , qui feroit bien quelque diversion , mais qui au fond n'agiroit que pour ses propres intérêts. Que quelques-unes des Provinces qui avoient ratifié le Traité d'Elbing par avance , hors de saison & mal à propos , faisoient bien connoître leurs intentions. Au reste qu'il importoit à l'honneur & à la réputation de l'Etat , de ratifier & de donner la dernière perfection au Traité , si le Roi de Suede acquiesçoit à tous les points dont on lui avoit demandé l'éclaircissement. Pour ce qui est des finances de cet Etat , afin qu'on sache en quel état elles étoient en ce tems-là , je marquerai que l'Etat en général devoit huit-millions trois-cent-cinquante-cinq-mille deux-cent-quatre-vingt-deux florins cinq sous & un gros pour prêts en deniers comptants , dont il payoit tous les ans trois-cent-trente-quatre-mille deux-cent-onze florins cinq sous & cinq gros d'intérêt ; sans les dettes courantes que l'on étoit obligé de payer tous les jours.

Toutes ces difficultés que le Roi de Danemarck ne pouvoit pas ignorer , ne purent pas l'empêcher de se déclarer ; mais il vouloit faire traîner la Négociation jusqu'à ce qu'il fût en état de mettre une armée en campagne. Ses Sujets ne trouvoient pas mauvais qu'il armât , & considéroient bien qu'il y étoit obligé par la guerre qui se faisoit dans le voisinage , & parce qu'ils avoient sujet de craindre que le Roi de Suede ne témoignât son ressentiment du Traité que celui de Danemarck avoit fait avec les Etats pour la conservation de la Ville de Dantzic. Aussi en obtint-il d'abord un subside de cinq-cent-mille écus. Quelques Gentilshommes le

*Demandes du  
Roi de Dan-  
marck aux  
Etats.*

*Leurs considé-  
rations.*

*Etats des Fi-  
nances de la  
République.*

*Le Roi de Da-  
nemark obtient  
un Subside des  
Etats de son  
Royaume.*

*Il leve une  
armée.*

de

1657.

*Et rejette la  
Médiation du  
Duc d'Holftein.*

*Il fait arrêter  
trois Navires  
Suedois.*

*Sa Lettre aux  
Etats Géné-  
raux, & ses  
prétextes con-  
tre la Suede.*

de pied, & ses autres levées réussirent si bien qu'il eut incontinent une armée considérable sur pied dans le Pays d'Holftein. Il n'y faisoit pas trop considérer le Duc de Gottorp son parent, qui l'avoit fait prier de lui accorder la neutralité, & qui avoit même offert sa Médiation pour l'accommodement des différends qui faisoient entrer les deux Rois en guerre. Mais ses offices étant suspects, tant à cause des liaisons qu'il avoit prises avec la Suede, qu'à cause de l'Alliance particulière qu'il avoit avec le Roi, qui avoit épousé sa fille. Le Ministre de Suede voyant que tous les dévoirs qu'il faisoit pour tâcher de faire rapprocher les esprits, étoient inutiles, prit congé & partit de Coppenhague le 21. Mai. Il ne fut pas si-tôt parti que le Roi de Danemarc leva le masque, & commença à se déclarer, en faisant arrêter au Détroit du Sund trois navires Suedois chargés de sel, qui est une denrée dont on a d'autant plus besoin en Suede que le Pays n'en produit point, & n'en a point d'autre que celui qu'on envoie chercher en France & en Portugal. Il écrivit en même tems aux Etats Généraux, qu'il étoit résolu à la guerre, & de s'opposer aux violences que le Roi de Suede faisoit au préjudice de la sûreté de la Navigation & du Commerce de la Mer Baltique. Les Etats n'étoient pas marries de voir augmenter tous les jours le nombre des ennemis du Roi de Suede; mais ils vouloient qu'il servît à finir la guerre, & non à la rendre éternelle. C'est pourquoi ils donnèrent aussitôt ordre à leurs Ambassadeurs, de travailler à l'assoupissement des mécontentemens qui alloient commettre les deux Rois du Nord, & sur tout d'empêcher le Roi de Danemarc de prendre des engagemens avec d'autres Princes qui le pussent empêcher de faire la paix avec le Roi de Suede lorsqu'on lui feroit trouver son compte particulier dans l'accommodement. La France tâchoit aussi de prévenir cette rupture, & fit aller pour cet effet à Coppenhague le Ministre qui résidoit de sa part à Hambourg; & l'Electeur de Brandebourg qui ne s'étoit pas entièrement séparé des intérêts du Roi de Suede, y faisoit travailler; mais l'un & l'autre inutilement. C'étoit en effet beaucoup entreprendre. Le Roi de Suede qui étoit fier, & qui avoit une fermeté qui approchoit de l'obstination, étoit résolu de ne rien restituer de tout ce qui étoit demeuré à sa Couronne par manière d'Engagement en vertu du Traité de Bronsbroo. Et celui de Danemarc croyoit être en état de l'y forcer, & de faire abolir l'exemption dont les Navires Suedois jouissoient au passage du Sund. Ce fut là le véritable sujet de la rupture qui incommoda fort le Roi de Suede, mais qui faillit à abîmer le Roi de Danemarc. Il est vrai que celui-ci prit plusieurs autres prétextes, qui deviennent bien souvent causes dans l'esprit des Princes. Il se plaignoit de la protection que l'on donnoit en Suede à Corwitz Ulefeld, qui étant Grand-Maitre de Danemarc avoit été accusé d'avoir attenté à la vie du Roi. Il est certain que son humeur altière & superbe l'avoit fait manquer au respect qu'il devoit à l'autorité royale, & qu'il rendoit à sa patrie d'aussi mauvais offices, que Radzieusky en avoit rendu à la Pologne; quoique celui-ci eût bien plus de sujet de se plaindre de son Roi que l'autre.



1657.

Bilde, Maréchal de Camp de l'armée de Danemarc, commandoit l'armée Danoise qui étoit accompagnée d'un équipage composé de vingt-quatre pièces de batterie, de quatre mortiers, & de douze pièces de campagne. Ces troupes après avoir logé quelque tems dans cette partie du Holstein qui est du partage du Duc de Gottorp, passèrent l'Elbe, le 25 Juin, & entrèrent dans la Principauté de Breme, où elles prirent, sans beaucoup de résistance, plusieurs Places & Forts, & entr'autres celui de Bremerworde, qui étoit en ce tems-là un des plus importants du Pays. Il y a de l'apparence que l'armée auroit achevé de conquérir dans peu de jours tout le Duché, que le Roi de Danemarc avoit possédé devant son avènement à la Couronne comme Archevêque de Brême, si l'ennemi ne l'eût obligé de repasser la Riviere.

*Invasion des  
Danois dans le  
Duché de Brême.*

Ce fut presque dans le même tems où Bilde prit Bremerworde, que le Roi de Suede entra dans le Holstein pour le secours du Duc de Holstein-Gottorp son beaupère, & pour faire une diversion aux armes du Roi de Danemarc. Celles qui avoient été employées au Duché d'Holstein n'en faisoient qu'une partie. De sorte que Bilde voyant qu'il ne pouvoit pas tenir la campagne dans le voisinage du Roi de Suede, se jeta dans Friderichsode, & abandonna tout le Pays à la discretion de l'ennemi, aussi bien que ses nouvelles conquêtes de Breme. Le Roi de Suede qui par ce moyen demouroit maître de la campagne, donna ordre à Charles-Gustave Wrangel de passer l'Elbe, & de nettoyer le Pays de Breme de ce qui y restoit de Danois: comme il le fit sans peine & avec bien plus de facilité que Bilde n'y en avoit trouvé. Les Expéditions que les uns & les autres firent en Schonen, & sur les frontières de Norvegue ne furent pas fort considérables, & la rencontre qu'eurent les deux Armées Navales ne méritoit pas qu'on en parle. Mais le 4 Novembre Wrangel, qui comme nous venons de dire, avoit reconquis en peu de jours toutes les places de la Principauté de Breme, & qui étoit rentré dans le Holstein, trouva moyen de surprendre plus de cinq-mille hommes que Bilde commandoit dans Friderichsode. C'est une place située sur le Détroit de la Mer Baltique que les Danois appellent *Middelford-Sund*, qui sépare l'Isle de Funen de la Terre-ferme de la Jutlande; de sorte que c'est comme le passage ordinaire de l'Isle. C'est pourquoi le Roi de Danemarc qui le considéroit comme un poste très-important, l'avoit fait fortifier de quelques Bastions, qui n'étoient pas encore en état de défense lorsque la Ville fut surprise. Toute la Garnison y demeura prisonnière, avec cent-treize Officiers, parmi lesquels se trouva Bilde, qui n'ayant pu agir en Capitaine, y voulut mourir en Soldat, se faisant bleffer en sorte qu'il ne pût survivre longtems à cette disgrâce. Les Suedois y gagnèrent quarante-trois pièces de fonte & cinquante-deux de fer, avec trente-trois Drapeaux, & quantité de Vivres & de Munitions. Ce revêrs de fortune renversa tous les desseins du Roi de Danemarc, & ne le rendit pas seulement inutile, mais même incommode à ceux qui s'étoient déclarés contre le Roi de Suede, parce qu'étant réduit à la Défensive & contraint d'employer toutes ses forces à la défense & à la conservation de son

*Invasion du  
Roi de Suede  
dans le Hol-  
stein.*

*Défaite d'un  
corps de Da-  
nois.*

1657. propre Royaume, il ne faisoit diversion que foiblement à celles du Roi de Suede, pendant qu'il lui ouvroit la voye à des Conquêtes bien plus importantes que celles qu'il pouvoit faire en Pologne.

*Les Ambassadeurs des Etats passent par dessus leurs offices.*

En attendant que nous puissions parler plus à propos des fâcheuses suites de ce désastre; nous estimons devoir dire ici, que les Ambassadeurs de cet Etat, & principalement Van Beuningen avoient beaucoup contribué à cette rupture, bien que sans ordre & contre l'intention de leurs Principaux, qui jugeoient que le Roi de Suede avoit tant d'ennemis, même sans le Roi de Danemarck, qu'ils étoient bien capables d'arrêter le progrès de ses armées. Ils vouloient seulement empêcher que la Ville de Dantzic ne tombât entre ses mains, & cela suffisoit, parceque sans cela le Roi de Suede n'acqueroit rien sur la Mer Baltique, & ne pouvoit pas se rendre maître du Commerce de ces Quartiers-là; ni conserver sans peine, sans une grande dépense, & sans une perpétuelle jalousie les autres Conquêtes de la Prusse. C'est pour cela qu'ils y avoient envoyé Perceval avec quinze-cent Mousquetaires commandés. Le Roi de Suede qui après cela ne pouvoit plus espérer de réduire la Ville par les armes; entreprit d'en ruiner le Commerce, en détournant le cours de la Vistule, à dessein de la rendre plus navigable auprès d'Elbing, dont il prétendoit faire ce que Dantzic étoit déjà. Mais ces entreprises qu'on peut appeller des attentats contre la Nature, puisqu'on lui fait violence, ne réussissent que fort-rarement. Dès que la rivière commença à charier, les glaces entraînérent les Navires que le Roi de Suede y avoit fait enfoncer, & forcerent les pieux qui devoient les défendre contre la rapidité du Courant.

*Le Roi de Suede veut détourner le cours de la Vistule.*

*Ouverture pour la Paix entre les Rois de Suede & de Pologne.*

Les trois Ambassadeurs de cet Etat qui étoient demeurés auprès du Roi de Suede continuoient cependant leurs Offices pour porter les affaires à un accommodement. Mais ni leurs personnes ni leurs devoirs n'étoient pas agréables à cause du refus que les Etats faisoient de ratifier le Traité d'Elbing, & d'autant qu'en toute leur conduite on remarquoit un grand penchant pour le Roi de Danemarck, celui de Suede ne vouloit pas admettre leurs Médiation. Avec tout cela ce Prince témoignoit que ce seroit sans répugnance qu'il donneroit la paix au Roi de Pologne, pourvu qu'on lui laissât la Prusse-Royale, ou du moins les Villes d'Elbing & de Marienbourg, & qu'on lui donnât une bonne somme d'argent dont il pût se rembourser des fraix de la guerre. Le Roi de Pologne jugeoit que tout ce que celui de Suede pouvoit prétendre, c'étoit qu'on ne lui demandât rien & qu'on ne l'obligeât point à réparer le mal qu'il avoit fait en Pologne & en Prusse sans y avoir été provoqué. C'étoit aussi l'intention & l'intérêt des Etats, qui ne désiroient autre chose sinon de voir les affaires remises au premier état, & la liberté du commerce rétablie en ces quartiers-là. Le Roi de Suede qui n'avoit que trop d'ennemis sur les bras, & qui vouloit empêcher les Etats d'en augmenter le nombre, souffrit qu'on éclaircît les points du Traité d'Elbing, qui en empêchoient la Ratification, en sorte qu'ils fussent satisfaits; tellement que sans un autre démêlé qu'on eût avec lui, il y avoit apparence que l'on auroit achevé de conclure en ce tems-là.

Le



Le S. Appelboom Résident, & depuis Envoyé Extraordinaire de Suede, qui servoit le Roi son Maître avec beaucoup de zèle, lui avoit écrit plusieurs choses dont les Etats avoient sujet de s'offenser, puisqu'il n'avoit pas fort ménagé la réputation de quelques Députés de leur Assemblée qu'il disoit avoir été corrompus. Les Lettres d'Appelboom avoient été interceptées en Danemarck, & renvoyées à la Haye, où elles firent grand bruit. Les Etats sans considérer qu'ils avoient à faire à un Prince qui ne savoit ce que c'étoit que complaisance, & qui n'avoit pas grand sujet d'en avoir pour eux, résolurent : Que le Roi de Suede seroit prié de révoquer son Ministre, puisqu'à l'avenir il seroit inutile au Roi son Maître, & incapable d'entretenir l'amitié & la bonne correspondance entre sa Majesté & cet Etat. Ils prétendoient aussi faire punir ce Ministre, & ordonnèrent qu'après un mois, dans lequel on espéroit qu'il seroit révoqué, on ne recevrait plus ses Mémoires, & on ne négocieroit plus avec lui. Mais le Roi de Suede qui savoit ce qu'il se devoit & ce que l'honneur l'obligeoit de faire pour son Ministre, bien-loin de le révoquer ou de le désavouer, approuva ce qu'il avoit fait, promit de le maintenir & de le protéger, & refusa de donner Audience aux Ambassadeurs qui étoient de la part des Etats auprès de lui, jusqu'à ce que son Résident eût été rétabli en la fonction de son emploi. C'étoit bien le prendre d'hauteur ; mais il faut avouer qu'il n'y a rien qui intéresse & qui choque plus la Dignité d'un Prince que la considération & le mépris que l'on a pour son Ministre, & il n'en sauroit trop faire quand on offense le caractère dont il l'a honoré. Les Ambassadeurs Hollandois n'avoient point offensé le Roi de Suede & il ne s'étoit point plaint de leur conduite. Appelboom au contraire avoit fort sensiblement offensé les Etats, en parlant de leur Assemblée comme d'un corps gangrené, & tout rempli de corruption. Les uns avoient le Caractère Représentant au premier Degré ; & l'autre n'étoit qu'un Ministre du second Ordre. Le Roi de Suede en refusant de donner Audience aux Ambassadeurs des Etats, témoignoit que l'amitié de la République lui étoit indifférente, & qu'il ne se soucioit point de rompre avec des ennemis couverts ; au lieu que les Etats en ne révoquant point leurs Ambassadeurs, faisoient connoître que l'amitié du Roi leur étoit nécessaire. Le Roi de Suede opposoit à toutes leurs raisons celle qu'il avoit de maintenir un Ministre qui le servoit à sa mode, & qui lui avoit découvert plusieurs secrets dont il pouvoit se servir utilement ; de sorte qu'il ne croyoit pas être obligé de le révoquer à l'appétit de ceux dont il n'avoit pas sujet d'être fort satisfait, & qui formoient seuls les obstacles qui l'empêchoient de poursuivre ses conquêtes. La vérité est que dès qu'on sut que le Roi de Suede avoit refusé Audience aux Ambassadeurs, il y eut des Villes d'Hollande qui furent d'avis qu'il falloit les faire revenir. Mais on trouva moyen de modérer cette première chaleur & de ménager les esprits, en sorte qu'on n'en vint pas à ces extrémités. Cependant la fermeté du Roi de Suede mit tout l'avantage de son côté. Car les Ambassadeurs ne laissèrent pas de demeurer, & n'eurent point d'Audience qu'après avoir déclaré Que les Etats le faisoient lui-même juge des actions de son Mini-

*Cause de la méintelligence entre le Roi de Suede & les Etats.*

*Les Etats sont obligés d'avoir de la complaisance pour le Roi de Suede.*

1657.

ltre, & que s'il croyoit pouvoir l'absoudre on continueroit de négocier avec lui, & on l'admettroit à toutes les fonctions de son emploi: comme il y fut admis en effet. Avec tout cela les Etats ne craignirent pas de dire & déclarer, que ce n'étoit point leur intention d'abandonner le Roi de Danemarc, & ils voyoient avec joye qu'on travailloit heureusement à faire sortir l'Electeur de Brandebourg du parti & des interêts du Roi de Suede.

*L'Electeur de  
Brandebourg  
quitte le parti  
de la Suede.*

*Déclaration  
des Etats en  
faveur du Da-  
nemarc.*

*On lui prése-  
de l'argent.*

*Ses instances  
pour empêcher  
la Ratification  
du Traité d'El-  
bing.*

*Ruse du Roi de  
Suede.*

Le Roi d'Hongrie employoit pour cet effet auprès de lui le Baron de Lifola, que l'on a vu négocier dans presque toutes les Cours de la Chrétienté, & qui en assurant l'Electeur que son Maître demeureroit garant de tout ce que le Roi de Pologne lui promettroit, & en lui faisant voir qu'il pouvoit sortir avec avantage d'un engagement où il étoit entré contre son inclination & comme par force, le disposa à changer de parti, & à faire la déclaration dont nous aurons occasion de parler incontinent. Les Etats de leur côté ne vouloient pas se lier les mains, mais se réserver la liberté d'empêcher le Roi de Suede de se rendre maître du passage du Sund, & déclarèrent bien formellement: Qu'ils entendoient que le Traité d'Elbing n'auroit point lieu, si non du jour que l'on feroit l'échange des Ratifications de tous les Points d'Eclaircissement, (à qui quelques Ministres d'Hollande fort industrieux à inventer des noms barbares, donnerent le nom d'*E-lucidation*) & seulement contre tous ceux qui attaqueroient le Roi de Suede après ce jour-là, & non contre le Roi de Danemarc qui l'avoit attaqué auparavant. Cette chicane étoit indigne d'un puissant Etat; mais ceux qui y avoient la principale direction des affaires ne pouvoient pas se défaire des habitudes qu'ils avoient contractées au Bureau, & il à été presque impossible de les guérir de ces sortes de foibleesses qui les empêchoient d'être les premiers hommes du monde, comme ils l'étoient de l'Etat. Ces Provinces prêtoient cependant de l'argent au Roi de Danemarc pour le rendre d'autant plus capable de mettre son Royaume à couvert des insultes du Roi de Suede. Le Sr. Rosewing qui vint à la Haye vers la fin de l'an 1657, fit instances à ce qu'on prêtât au Roi son Maître quatre-cent-mille écus. Il en obtint deux-cent-quarante-mille, que les Etats d'Hollande lui firent avancer par le Receveur de l'Amirauté d'Amsterdam, & on l'assura que leur intention étoit d'employer tout ce qu'ils avoient de forces pour la conservation du Royaume de Danemarc, & de se ressentir du mépris que le Roi de Suede faisoit de leur Médiation. Rosewing fit aussi instance à ce qu'on différât de ratifier le Traité d'Elbing. Mais on lui répondit, que les Etats ne pourroient pas refuser, ou différer de le ratifier si le Roi de Suede leur donnoit la satisfaction qu'ils lui avoient fait demander sur ce sujet. Le Roi de Suede de son côté ne laissoit pas de se servir de l'avantage qu'il avoit eu à Friderichsode au progrès de ses armes, dans le dessein de les porter jusques dans le cœur du Royaume de Danemarc. Mais comme il n'étoit pas bien assuré du succès qu'elles pourroient avoir, il s'y prit d'une autre manière. Il fit dire à quelques-uns des Etats, comme en confidence, qu'il avoit appris, qu'on avoit avancé des sommes fort-considérables au Roi de Danemarc & qu'on lui en alloit encore prêter d'autres (étant vrai qu'ou-



qu'outre les six-cent-mille florins que Rosewing avoit touché, on parloit de lui en avancer encore quatre-cent-mille.) Mais qu'il jugeoit que cet argent pouvoit être employé bien plus utilement ailleurs, puisque si on pouvoit se résoudre à le dédommager en quelque façon & à le rembourser de la dépense qu'il avoit été obligé de faire depuis le commencement de cette guerre, il se laisseroit disposer à la Paix aux conditions que l'on pourroit désirer, c'est à dire, à restituer aux Rois de Danemarc & de Pologne les Places qu'il avoit conquises depuis qu'il y avoit porté ses armes. Il y étoit l'agresseur, de sorte qu'il ne pouvoit pas se plaindre du Roi de Pologne, & cette guerre avoit donné sujet ou prétexte au Roi de Danemarc de rompre, par l'espérance qu'il avoit de profiter de la conjoncture, & de l'absence du Roi de Suede pour recouvrer les Provinces que son prédécesseur avoit été obligé de céder par le Traité de Bronsbroo, & le Roi de Suede pouvoit craindre l'inconstance de la fortune qui avoit commencé à lui en donner des preuves en Pologne. C'est pourquoi cette ouverture fit impression, & comme l'on considéroit ici que la dépense que l'on feroit à un puissant armement, ne produiroit peut-être pas l'effet que l'on s'en promettoit, le Conseiller Pensionnaire d'Hollande à qui on avoit rapporté de bonne part que le Roi de Suede se contenteroit d'une somme de six-cent-mille florins, après avoir fondé l'intention de ceux qui avoient le plus de part aux affaires, en voulut bien faire la proposition au Ministre de Danemarc, puisqu'aussi bien la France offroit de l'argent aux Suedois à sortir de Pologne. Mais les Danois irrités de leur dernière perte plutôt que mortifiés, ne voulurent point entendre parler de paix; de sorte que leur opiniâtreté contraignit en quelque façon le Roi de Suede de pousser ses conquêtes. Il donna la liberté à un des cinq Sénateurs qui avoient été faits prisonniers dans Friderichsode, & le fit aller à Coppenhague pour y faire quelques ouvertures d'accommodement, pendant qu'il se préparoit à une nouvelle attaque. Ses gens faisoient courir le bruit qu'il alloit assiéger Krempe, Rensbourg, ou Gluckstadt, dans le Pays d'Holstein, & n'eurent point de peine à le faire croire, parceque ces places assuroient leurs Quartiers d'hiver, & qu'on ne pouvoit pas seulement s'imaginer qu'il songeât à porter ses armes de delà la mer dans une saison qui rendoit son passage comme impossible. Et néanmoins lors qu'il sembloit qu'on le devoit le moins craindre, on eut avis que le Roi de Suede avoit passé dans l'Isle de Funen, & qu'il en étoit le maître. C'est la plus grande, & j'ose dire, la plus fertile Isle de toute la Mer Baltique, après la Séelande, ayant 18 lieues de long, sur 7 à 8 de large, elle n'est séparée de la Jutlande que par un bras de Mer qui est fort-étroit. Elle contient avec la Ville d'Odense qui en est la Capitale, & le Siège de l'Evêque, les Villes de Neubourg ou Nybourg, Schwinberg, Assens, Boens, Middelfar, & Kerteminde sur le bord de la mer, quatre Maisons Royales, deux-cent-soixante quatre Paroisses, & six Couvents. Un bras de mer, comme nous venons dire, la sépare de la terre-ferme, & il y avoit dans l'Isle trois-mille sept-cent chevaux Danois, & un peu plus de deux-mille hommes de pied, tant Soldats que Paysans,

*Ouverture de  
de Witt pour  
pacifier le Nord.*

*Mauvaise foi  
du Roi de Suede.*

*Son invasion  
dans l'Isle de  
Funen.*

1658.

sous la conduite de Guldenleeuw, Lieutenant Général de l'armée du Roi de Danemarck. On peut dire que tout autre Chef que le Roi de Suede auroit trouvé l'entreprise très-difficile, principalement dans une saison où les troupes ont accoutumé de se délasser des fatigues de la Campagne. On a remarqué en toutes les actions de ce Prince, que sa Fermeté & son Courage redoubloient à mesure que des Obstacles presque invincibles & les plus éminens Périls s'opposoient à l'exécution de ses grands desseins. La gelée l'empêchoit de faire embarquer son armée & le fit résoudre à la faire passer sur la glace. Il le voulut hasarder parceque personne ne l'avoit jamais hasardé avant lui, & le succès répondit à la pensée d'une si hardie entreprise. Il s'étoit servi de l'adresse de quelques Officiers, qui s'étant travestis en Soldats & en Matelots, avoient accompagné le Corps du Velt-Maréchal Bilde, qui étoit mort de ses blessures à Friderichsode, & que le Roi avoit renvoyé. Sur le rapport que ces espions lui firent, il prit ses mesures, & après avoir fait passer plusieurs petits partis d'Infanterie & de Cavalerie pour essayer la force de la glace, & prendre langue de l'ennemi, il fit marcher son armée au commencement de Février. Elle étoit composée de cinq-mille chevaux, d'onze-mille Dragons ou Mousquetaires à cheval, & de deux-mille Fantassins, qui combattirent avec d'autant plus de péril, que dans la chaleur de la première attaque la glace qui étoit fendue & entr'ouverte en plusieurs endroits, ce qui avoit rendu le passage dangereux, se rompant tout à fait sous les Régimens de Waldeck & de Königsmarck, fit noyer deux Compagnies du premier. Mais cette perte fut facilement réparée par la facilité avec laquelle le Roi entra dans l'Isle dont il se rendit le maître presque sans résistance. Car bien que les troupes Danoises eussent été renforcées d'onze-cent chevaux qui y arrivèrent de Laland, elles plièrent d'abord & furent défaites presque sans combat. Cette Victoire fut d'autant plus complete que les Officiers Danois y furent faits prisonniers, avec cinq Sénateurs du Royaume, & que plus de soixante pièces de canon demeurèrent au pouvoir du Roi de Suede. Les Relations les plus fidelles disent, qu'il n'y eut que deux-cents hommes qui se sauvèrent de cette déroute pour en aller porter la nouvelle à la Cour. Wrangel eut bonne part à la gloire de cette action, qui fut suivie de la Conquête des Isles de Langeland, Laland, & Falster, qui se fit avec d'autant plus de précipitation que les habitans de Laland contraignirent le Gouverneur du Fort de Nascow de se rendre au Roi de Suede, à qui ils enseignèrent le moyen de passer en Scélande. Le bras de mer qui sépare ces deux Isles, & que l'on appelle *le petit Belt*, étoit gelé; de sorte que quelques Danois qui s'y sauvèrent par dessus la glace, en montrèrent le chemin au Roi de Suede.

Conquête de  
Funen.

De Langeland,  
Laland & Fal-  
ster.

Le Roi de Suc-  
de passe en Scé-  
lande.

Il passa en Scélande avec son armée dix jours après la conquête de Funen, & alla droit à Coppenhague. Wrangel lui conseilla de l'attaquer & d'achever par la réduction de cette Ville la conquête de tout le Royaume. Mais soit que le Roi qui a témoigné dans plus d'une rencontre, que Wrangel qui avoit l'ame grande, étoit capable de lui donner de la jalousie, ne voulût pas se servir de ses généreux conseils afin de n'être pas obligé d'en



d'en partager la gloire avec lui, ou soit qu'il crût en effet que la garnison étoit trop-forte, & que les habitans étoient trop-animés par la présence & par le péril de leur Roi, pour pouvoir espérer qu'une armée de quinze à seize-mille hommes pût forcer la Capitale du Royaume, il ne voulut pas l'entreprendre. Outre qu'il n'avoit point d'artillerie, & que dans la Ville il y avoit une armée assez nombreuse pour combattre celle du Roi de Suede en rase campagne. De l'autre coté le Roi de Danemarc étonné de la perte de Funen, aussi bien que de l'infidélité & de la froideur qu'il remarquoit en quelques-uns de ceux qui approchoient le plus près de sa personne, eut recours aux soumissions, & pria le Sr. Philippe Meadows Ministre d'Angleterre, d'aller trouver son ennemi, de faire son accommodement, & de sauver une partie de son Royaume, qui sans cela achevoit de se perdre. Meadows y trouva d'abord une grande résistance. Le Roi de Suede se plaignoit de l'insulte que le Roi de Danemarc lui avoit faite pendant qu'il étoit en Pologne, & demanda des choses que celui de Danemarc ne pouvoit pas accorder, ni même exécuter après qu'il les auroit promises. Mais il s'en relâcha & souffrit qu'on fit un projet d'Articles dont on forma ensuite le Traité qui fut concerté à Tosttrup & enfin conclu le 8 Mars à Roschild, en présence & par l'entremise du Chevalier de Terlon & de l'Envoyé d'Angleterre. Ces deux Ministres ne manquèrent pas d'y établir les intérêts du Roi de Suede, de détacher celui de Danemarc du parti des Alliés, & de faire exclure les Vaisseaux de guerre Hollandois de la Mer Baltique. Les deux Rois s'obligeoient par ce Traité à ne point faire d'Alliance au préjudice, ni même sans la participation de l'un & de l'autre: D'empêcher les Vaisseaux de guerre Etrangers d'entrer dans la Mer Baltique; & d'exécuter le Traité de Bronsbroo en tous ses Articles, sinon en ce que l'on y dérogeoit par celui-ci. Le Roi de Danemarc en renonçant aux Alliances qu'il avoit faites au préjudice du Roi de Suede, s'y obligeoit particulièrement de laisser au Roi & à la Couronne de Suede en propre les Provinces de Haland, Bleking, & Schonen en la Terre-ferme, avec les Villes & forteresses de Malmoe, Lantscron, Christianople, Elsinborg, Christianstadt, Loholm, Halmstadt, & Warbourg, l'Isle de Bornholm, & le Château & Bailliage d'Ahus, & la Ville & Bailliage de Drontheim en Norvegue; & de restituer le Fort de Bremerworde avec tout le Jempterland, qu'il avoit pris sur lui l'année précédente. De faire régler dans un certain tems les différends qu'il avoit avec le Duc d'Holstein-Gottorp, beau-père du Roi de Suede. D'exempter les Navires Suédois des Droits qui se payent au Détroit du Sund, & de la recherche des fraudes que les Patrons y commettent. De rétablir Corwitz Ulefeld, cidevant Grand Maître de Danemarc, en ses biens, honneurs & dignités. De licencier deux-mille chevaux & autant de Fantassins pour les faire passer au service du Roi de Suede. Les Articles secrets obligeoient le Roi de Danemarc à supprimer son Manifeste, & à faire ôter d'une tenture de tapisserie ce qu'il y avoit d'injurieux pour la Nation Suedoise. Moyennant quoi le Roi de Suede promettoit de restituer à la Couronne de Danemarc tout ce qu'il avoit

*Le Roi de Danemarc a recours à la Négociation.*

*Traité de Roschild.*

*Sa teneur.*

1658. avoit conquis sur elle en Danemarc & en Holstein; & de retirer ses troupes de l'Isle de Séeclande dès que les deux-mille chevaux seroient entrés à son service; des Isles de Falster, Langeland, & Laland le 4. Avril; & de l'unen, Holstein, & Jutlande dès que la saison le permettroit, ou au plûtard dans le premier jour de Mai.

*Entrevuë des  
deux Rois.*

La postérité sera sans doute surprise de lire dans l'Histoire les particularités de l'entrevuë qui se fit entre les deux Rois après la conclusion du Traité de Roschild. Ce fut à Friderichsbourg où le Roi & la Reine de Danemarc reçurent le Roi de Suede, non comme le Conquérant d'une partie du Royaume, ni comme un Prince qui sous le nom de Traité venoit de leur donner la loi, mais avec les mêmes honneurs & avec la même chère qu'ils auroient pu faire à un Roi ami qui seroit venu à leur secours, & qui les auroit tiré des mains du Roi de Suede. Il fallut même y faire venir le Prince Heritier présomptif de la Couronne, & mettre en la puissance & à la discretion de cet entreprenant & ambitieux Conquerant leur plus chère espérance & ce que le Royaume de Danemarc avoit de plus important & de plus précieux.

*Commence-  
ment d'une  
nouvelle rup-  
ture.*

Incontinent après cette entrevuë le Roi de Suede passa en Schonen, où il prit possession de ses nouvelles Conquêtes, dont il tenoit déjà une partie par forme d'Engagement, en vertu de la Paix de Bronsbroo, & il mit garnison dans les Places qui pouvoient lui en assurer la conservation. Ses troupes demeuroient cependant dans leurs premiers Quartiers, nonobstant les offices que les Ambassadeurs de France & des Provinces-Unies aussi bien que le Ministre du Protecteur faisoient pour les faire déloger, & il ne restituoit rien, tant parceque ses gens de guerre ne pouvoient pas subsister ailleurs, que parce qu'il avoit quelque sujet de se défier d'un Prince qui ne pouvoit manquer d'avoir du ressentiment du mauvais traitement qu'il venoit de recevoir, & ne pas songer sans cesse au recouvrement de tant de grandes Provinces qu'on l'avoit obligé de céder. Le Roi de Suede se plaignoit aussi de ce que le Roi de Danemarc, au lieu de faire passer à son service les quatre-mille hommes qu'il lui avoit promis, ne lui en fournissoit que la moitié; que ceux qu'il lui avoit donné étoient mal armés, & désertoient tous les jours, de sorte qu'il ne lui en restoit presque point du tout; & de ce qu'il ne donnoit point de satisfaction au Duc d'Holstein-Gottorp.

*Le Roi de Sue-  
de résout de  
continuer la  
guerre.*

Les Etats de Suede avoient été convoqués à Gottenbourg au mois de Mai. La Reine y étoit arrivée, & le Roi y fit résoudre la continuation de la guerre qu'il avoit dessein de faire au Roi de Danemarc: quoiqu'il ne s'en expliquât point. Pour endormir son ennemi il envoya à Coppenhague Steno Bielke, & Pierre Jules Coyet, avec ordre de presser le Roi de Danemarc d'exécuter le Traité de Roschild: De sortir d'affaires avec le Duc d'Holstein-Gottorp; & de proposer une Alliance Offensive & Défensive. Le Roi de Danemarc avoit eu le loisir de revenir de sa première frayeur. Van Beuningen lui représentoit le tort qu'il avoit fait à ses Alliés, & à lui-même en faisant exclure de la Mer Baltique le secours qu'il ne pouvoit espérer que des Vaisseaux de guerre de ses Voisins; & lui avoit fait voir que le Traité qu'il venoit de conclure



conclure détruisoit entièrement celui qu'il avoit fait avec les Etats, & que l'Alliance que le Roi de Suede lui faisoit proposer, alloit achever de le détacher de tous ses amis. C'est pourquoi le Roi refusa d'entrer dans une pareille Alliance, & même d'étendre la Défensive jusqu'aux Provinces que le Roi de Suede possédoit de deçà la Mer en Allemagne, pour ne pas se compromettre avec l'Empire. Il faisoit au reste tout ce qu'il pouvoit pour se défaire de cet hôte importun, & pour faire voir que son intention étoit d'exécuter ponctuellement le Traité de Roschild. Il donna satisfaction au Duc d'Holstein-Gottorp; il céda aux Suedois l'Isle de Ween, parce qu'ils la prétendoient comme une Dépendance de la Province de Schonen, quoiqu'elle dépendît effectivement de l'Isle de Séelande, tant pour le Temporel que pour le Spirituel; & il promit de payer quatre-cent-mille écus pour la réparation de la perte que la Compagnie Africaine de Suede avoit fait en la Côte de Guinée.

Le Roi de Suede après avoir réglé ses affaires avec les Etats de son Royaume, qui n'approuvoient pas fort cette guerre, parce qu'ils craignoient qu'il ne voulût réduire la Suede en Province, & en faire une dépendance du Royaume de Danemarc, étoit venu de Gottenbourg à Wismar, & de là auprès de son

beau-père en Holstein. Ses Officiers continuoient cependant de faire des recrues & des nouvelles levées; on cuisoit du pain & du biscuit en plusieurs Villes du Holstein, & on mettoit en état de servir plusieurs Vaisseaux, & bon nombre de bâtimens propres à transporter des troupes. Tout le monde croyoit que ces Préparatifs menaçoient la Pologne; ou l'Electeur de Brandebourg qui avoit changé de parti; ou bien la Ville de Dantzic, parce-que personne ne pouvoit s'imaginer que le Roi de Suede voulût encore rompre avec le Roi de Danemarc après le Traité qu'il venoit de lui extorquer, & après avoir annexé à sa Couronne tout ce que celle de Danemarc possédoit de delà la Mer. De sorte

*Ses préparatifs.*

*Il fait une seconde invasion en Séelande.*

que l'on fut bien étonné d'apprendre que le Roi de Suede qui avoit fait embarquer son armée à Kiel, l'avoit fait débarquer à Corfor, dans l'Isle de Séelande, & qu'il marchoit droit à Coppenhague, pendant que Bielke y continuoit sa Négociation. Le dessein du Roi de Suede étoit de débarquer à Köge, à trois lieues de Coppenhague, afin de surprendre plus facilement cette Ville, & de la prendre d'emblée. Mais le vent n'étant pas favorable il fut obligé de descendre à Corfor. Ce fut le bonheur du Roi de Danemarc, qui eût le loisir de rassembler ses troupes, qui étoient dispersées dans l'Isle, & de s'en servir à renforcer la Garnison de sa Capitale. Et de fait, le Roi de Suede y trouva une si vigou-

*Siège de Coppenhague.*

reuse résistance, que son attaque ne lui ayant pas réussi, il fut contraint de la convertir en siège formé ou plutôt en Blocus, faisant cependant un grand Détachement pour le siège de Cronembourg, dont il donna la conduite à Wrangel. Ce Château est situé sur le Détroit du Sund, auquel il sert comme de Citadelle, aussi bien qu'à l'Isle de Séelande. Presqu'au même tems que le Roi de Suede arriva devant Coppenhague, les troupes qu'il avoit laissées en Holstein formèrent des desseins sur Krempe, Glukstadt, & sur d'autres Places, & surprirent & défirent

*Avantages des Suedois en Holstein.*

1658. le Régiment d'Eberstein dans son Quartier.

*Plaintes des  
deux Rois.*

Le Roi de Danemarck se plaignit de cette seconde invasion, & insistoit sur l'exécution du Traité de Roschild. Le Roi de Suede tâchoit au contraire de la justifier, en accusant son ennemi de n'avoir pas exécuté ce Traité. Il disoit, que le Roi de Danemarck ne lui avoit pas donné satisfaction sur l'affaire de Guinée, puisqu'il n'avoit voulu donner caution des quatre-cent-mille écus: comme en effet il n'étoit pas en sa puissance de la lui donner; & qu'en refusant de faire une Alliance Offensive & Défensive avec lui, il n'avoit pu couvrir une défiance qui étoit incompatible avec l'amitié qu'il lui avoit promise, & qu'il avoit prétendu contracter avec lui. Il lui reprochoit encore le refus qu'il avoit fait de lui prêter des Navires pour le transport de ses troupes; de ne lui avoir pas donné les quatre-mille hommes qu'il lui avoit promis; & de n'avoir pas contenté le Duc d'Holstein. Que les intelligences que le Roi de Danemarck continuoit d'entretenir en Hollande avec ses ennemis, l'avoient empêché d'exécuter les grands & importants desseins qu'il avoit formé ailleurs. Qu'il étoit cause de l'invasion que le Grand Duc de Moscovie avoit faite en Livonie; de la jonction du Roi de Pologne & de l'Electeur de Brandebourg; & même de la précipitation avec laquelle on avoit procédé à l'Election d'un Empereur à Franckfort. Que ces raisons l'obligeoient à porter ses armes là où sa bonne fortune, & la mauvaise foi de ses ennemis l'appelloient.

*Prise de Cronenbourg.*

Le Siège de Cronenbourg ne dura que fort peu de jours, depuis le 26 Août jusqu'au 16 Septembre. La Garnison n'étoit que de cinq-cents hommes, dont une partie ayant été tué, & l'autre rendue inutile dans les sorties continuelles, il étoit impossible d'en faire encore pour empêcher les assiégeans d'avancer leurs travaux. De sorte que l'artillerie ayant ruiné deux Bastions qui regardoient la Campagne, & qui n'étoient pas achevés, en sorte que leurs ruines ayant rempli le fossé si bien qu'il n'y avoit rien qui pût empêcher les Suedois de monter à l'assaut, les Soldats ne voulurent plus combattre, & contraignirent Christophle de Bille, Gouverneur du Château, de capituler; à des conditions très-honorables pour une place qui ne se pouvoit plus défendre, mais très-glorieuses pour celui qui y avoit donné une infinité de preuves de son courage & de sa conduite. Après la prise de Cronenbourg il n'y avoit plus rien à conquérir que la seule Ville de Coppenhague, de la conservation ou de la conquête de laquelle dépendoit le salut ou la perte de tout le reste du Royaume. Le Roi de Suede y fit donc joindre toutes ses forces qui étoient dans l'Isle, & sachant quelle jalousie la perte de Cronenbourg donneroit aux Etats Généraux à cause du passage du Détroit du Sund, & qu'il n'y avoit qu'eux qui pussent sauver Coppenhague, il les fit assurer que ni le Chateau qu'il avoit pris, ni la Ville qu'il pourroit prendre un jour n'empêcheroient point le Passage du Sund, & n'incommoderoient point le Commerce. Voyons maintenant devant que de sortir de cette matière, & devant que de finir ce Livre, la part que les Etats prenoient aux affaires du Nord, & si ces protestations d'un Roi Conquérant qui alloit se rendre maître de toute la Mer Baltique, étoient capables de guérir leurs inquiétudes.

*Déclaration  
du Roi de Suede  
aux Etats.*

De-



1658.

*Offices des  
Etats.**Négociation  
entre la Suede  
& les Etats.*

Devant que tous ces défordres fussent arrivés, c'est à dire devant que le Roi de Suede fût passé dans l'Isle de Funen, les Etats avoient ordonné à leurs Ambassadeurs de travailler à l'accommodement des deux Rois, & d'offrir leur Mediation à l'un & à l'autre. Le Roi de Suede la refusa, & ne voulut pas s'expliquer touchant les difficultés que l'on faisoit sur le Traité d'Elbing, jusques-là même qu'il voulut se dédire des favorables explications qu'il lui avoit donné à Thorn, puisque les Etats différoient d'échanger les Ratifications d'un Traité conclu dans les formes, & sur leurs ordres. C'étoit un prétexte, & sa véritable intention étoit de se venger du Roi de Danemarc, qui ne pouvoit pas nier d'avoir été l'agresseur & de l'avoir empêché de pousser ses conquêtes & ses autres avantages en Pologne & en Prusse, & il vouloit, s'il pouvoit, se rendre maître de tout le Royaume de Danemarc. Il souhaitoit que les Provinces-Unies l'approuvassent, & afin de les y intéresser il les convia de se joindre à lui, & de ne point consentir qu'on traitât si on ne faisoit supprimer les Droits que le Roi de Danemarc faisoit payer au Passage du Sund. Dans une autre conjoncture on auroit prêté l'oreille à cette proposition, & même on auroit soutenu, qu'il étoit nécessaire de faire exécuter un ancien Décret ou Arrêt de la Chambre de Spire, qui ordonne: Que les Vaisseaux qui passeront par le Sund sans rompre leurs charges, ne payeront qu'une simple reconnoissance d'un Noble à la Rose (qui en ce tems-là ne valoit que cinquante sols) pour chaque Navire. Mais les Etats jugerent qu'il n'y falloit pas toucher en l'état où étoient les affaires. Les Ambassadeurs disoient, que c'étoit un Droit de Régale, & un fleuron de la Couronne de Danemarc, d'où on ne pouvoit l'arracher sans la défigurer. Mais ce n'étoit pas ce qui faisoit le véritable intérêt de leurs Maîtres. Ceux-ci n'avoient garde d'y consentir, & de contrevenir aux Traités qui les obligeoient à conserver & à défendre les droits de la Couronne de Danemarc, & à secourir le Roi contre tous ceux qui se mettroient en devoir de l'en dépouiller. Pour dire la vérité, la justice & l'honneur obligeoient aussi les Etats à ratifier ce qui avoit été conclu à Elbing, & de faire l'échange des Ratifications dans le tems porté par le Traité. Mais il y en avoit qui doutoient si c'avoit été prudence de conclure un Traité dont on fût obligé de se dédire, au préjudice de l'honneur de l'Etat, & de la réputation de ceux qui avoient la principale direction des affaires. Il est certain aussi que le Roi de Danemarc qui esperoit profiter du refus des Etats, & qui avoit fait de grandes instances à ce que la Ratification & son échange ne se fissent point, se seroit fort bien trouvé de l'un & de l'autre. C'étoit l'avis de quelques-uns des Ministres, & particulièrement du Premier Ministre d'Hollande. Mais puisque l'on avoit déjà commencé à demander l'Eclaircissement, on ne pouvoit plus consentir à l'échange des Ratifications, principalement après la rupture du Danemarc. On considéroit aussi que le Traité d'Elbing engageoit les Etats nonseulement à ne point secourir le Roi de Danemarc, mais qu'il obligeoit aussi à secourir le Roi de Suede contre le même Roi de Danemarc; ce qui étoit incompatible avec les intérêts de cet Etat. Ce fut là la raison pourquoi ils fi-

*Avis de  
de Witt.*

1658.

rent déclarer bien expressement au Roi de Suede: Qu'ils entendoient que le Traité d'Elbing n'auroit lieu, & ne les obligerait à quoique ce soit sinon du jour de l'Echange des Ratifications & des Points de l'*Eclaircissement* ou *Elucidation*. Le Roi de Suede au contraire prétendoit s'en servir pour obliger les Etats à le secourir contre le Roi de Danemarck puisqu'il étoit l'agresseur, ou du moins à ne point secourir ce Prince: ce qui étoit en effet la même chose. De sorte que dans des pensées si éloignées les parties n'ayant garde de s'entendre, & les Ambassadeurs voyant qu'ils négocioient sans apparence de succès, commencèrent à s'en-  
*Les Ambassadeurs des Etats se retirent.* nuyer, & firent instance à ce qu'on leur permît de revenir. Le Sr. de Huybert ayant obtenu cette permission le premier, partit aussi le premier d'auprès du Roi de Suede, qui lui dit dans la dernière Audience qu'il lui donna; que quoiqu'il eût sujet de demander avec empressement l'Echange des Ratifications du Traité d'Elbing, il vouloit bien néanmoins se donner un peu de patience si les Etats en la faisant expédier vouloient témoigner que leur intention étoit de conclure avec lui: ce dont tout le Monde avoit sujet de douter; comme lui de son côté ne pouvoit pas s'en assurer. Qu'il consentiroit que les Ambassadeurs en demeurassent saisis jusqu'à ce qu'il leur eût donné satisfaction sur tous les points de l'*Eclaircissement*; & qu'après cela il ne feroit plus tant de difficultés sur la Médiation, & qu'il s'accommoderoit aussi pour le tems de l'exécution du Traité d'Elbing. Les autres Ambassadeurs voyant le Roi de Suede engagé en Danemarck où l'Etat avoit ses Ministres, se séparèrent. Le Sr. Dorp de Maesdam suivit le Roi jusqu'à Wismar, d'où il alla à Hambourg, & le Sr. Ysbrants eut ordre d'aller trouver l'Electeur de Brandebourg à Berlin. Mais sa présence n'y étant pas nécessaire parce que l'Electeur n'étoit déjà que trop-engagé avec les ennemis du Roi de Suede, il alla vers la fin d'Avril à Posnanie, afin d'apprendre de la bouche du Roi de Pologne les sentimens que ses Ministres apporteroient à Braunsberg, où l'on devoit s'assembler pour tacher d'accommoder les deux Rois de Pologne & de Suede. Je dirai ici en passant que cette Assemblée ne se fit point, tant parceque le Roi d'Hongrie (c'est ainsi qu'on appelloit Leopold devant son Election à l'Empire) avec lequel le Roi de Pologne étoit bien avant engagé, ne voulut pas permettre que le Sr. de l'Ombre Ambassadeur de France y intervint comme Médiateur, encore que celui-ci promît qu'il ne se mêleroit point des intérêts de la Maison d'Autriche, que parce qu'on étoit persuadé en Pologne que le Roi de Suede ne vouloit faire négocier que pour gagner du tems & se donner le loisir d'achever ses conquêtes en Danemarck, dont celle de Pologne auroit été une suite inséparable. On y avoit aussi avis qu'il traitoit avec le Grand Duc de Moscovie, & qu'il faisoit négocier avec le Roi d'Hongrie à qui il faisoit offrir de partager le Royaume de Pologne; & il prétendoit d'ailleurs une grande satisfaction touchant laquelle il faisoit difficulté de s'expliquer. Ysbrants après avoir fait le voyage de Pologne, suivit la Reine à  
*Voyage de la Reine de Pologne à Berlin.* Berlin, où elle arriva le 28 Juin. Elle y trouva des Députés que le Collège Electoral avoit envoyé à l'Electeur pour l'exhorter à se raccommo-  
point



point attaquer dans l'Empire, de peur d'y rallumer une nouvelle guerre. Ysbrants s'étant acquitté de sa Commission à Berlin alla rejoindre Dorp de Maesdam, son Collègue, à Wismar. Les Etats d'Hollande avoient été d'abord d'avis qu'il falloit secourir le Roi de Danemarc de toutes les Forces Maritimes de l'Etat, & même de tâcher de faire diversion par terre. Et il ne faut point douter qu'ils n'y eussent aussi disposé les autres Provinces, lorsqu'on apprit que le Roi avoit fait le Traité de Roschild à des conditions qui détruisoient les Traités qu'il avoit avec cet Etat; & qui renversoient les Résolutions qui avoient été prises pour son avantage. Van Beuningen qui ne manqua jamais de zèle ni d'esprit; n'avoit pas manqué d'y agir en Ministre habile, en tâchant d'empêcher la conclusion d'un Traité qui étoit si préjudiciable à la cause commune. Mais il falloit faire justice au Roi de Danemarc, & on ne pouvoit pas trouver mauvais qu'un Prince qui croyoit avoir conquis tout ce que l'ennemi ne prenoit pas sur lui, & qui ne pouvoit pas espérer dans l'hyver l'effet des grandes promesses que Van Beuningen lui avoit faites, ne considérât pas beaucoup les intérêts de ses amis, pendant qu'il étoit contraint de prostituer & d'abandonner les siens propres. Dans l'extrémité où il se trouvoit il avoit suivi sans repugnance les conseils & les sentimens du Chevalier de Terlon, Ambassadeur de France, & de Meadows Ministre d'Angleterre. Terlon étoit Chevalier de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem, fils d'un Praticien ou Solliciteur de procès au Parlement de Paris, qui avoit été mis auprès du Cardinal Mazarin en qualité de Gentilhomme, & avoit quelque tems auparavant porté au Roi de Suede le présent du Roi, d'un service d'argent de vermeil doré & ciselé & de quelques autres précieux meubles. Le Roi de Suede qui se plaisoit à son humeur plus qu'enjouée & qui s'en divertissoit, lui fit donner le caractère d'Ambassadeur après la mort de Mr. d'Avaujour, & contraignit le Cardinal Mazarin d'y consentir. Mais ce premier Ministre ne pouvoit se lasser de se plaindre de la violence qu'il disoit qu'on lui avoit faite en l'obligeant de donner la qualité d'Ambassadeur à un homme qui n'avoit ni mérite ni naissance. C'est lui qui fut le principal entremetteur de cet accommodement, dans lequel le vaincu fut obligé de recevoir la loi que le vainqueur voulut lui donner. Mais quand on sçut en Hollande de quelle manière les Ministres de Suede négocioient à Coppenhague, où ils faisoient tous les jours de nouvelles demandes, pendant qu'ils protestoient que le Roi leur Maître ne retireroit pas ses troupes de Funen, de l'Holstein, ni de la Jutlande, que le Roi de Danemarc n'eût acquiescé à ses desirs, & particulièrement qu'il n'eût consenti que les Vaisseaux de guerre étrangers fussent exclus de la Mer Baltique, on commença à y avoir d'autres pensées, & à prendre d'autres mesures.

Les Etats furent d'abord fort étonnés & fâchés de cette seconde invasion que le Roi de Suede avoit fait en Danemarc. Ils considéroient que si on irritoit encore le mal il deviendroit incurable. Que le Roi de Suede étant dans le cœur du Royaume; en étoit comme le maître. Que quand même on auroit une Armée Navale toute prête à faire voiles, il y avoit de l'apparence

*Inclination des  
Etats d'Hol-  
lande pour le  
Roi de Dane-  
marc.*

*Raisons de ce  
Prince pour  
conclure le  
Traité de  
Roschild.*

*Considérations  
des Etats.*

1658.

qu'elle n'empêcheroit pas le Roi de Suede de conquérir tout le Royaume. Si cet Etat en se déclarant lui fournissoit un prétexte aussi plausible pour l'entreprendre. On considéroit encore, que l'on n'étoit pas bien assuré de l'intention du Roi de France, ni de celle du Protecteur. Que cet Etat n'avoit point d'Amis ni d'Alliés dont il pût s'assurer. Au contraire que depuis la Paix de Munster les Etats étoient dans une continuelle défiance de la France, qui n'en avoit donné que trop de sujet, & trop de preuves de sa mauvaise volonté dans les Pirateries qui avoient bien plus incommodé le Commerce des habitans de ces Provinces qu'il ne l'avoit été durant les quatre-vingts années de la guerre d'Espagne. La France vivoit en bonne intelligence avec l'Angleterre; elle étoit jalouse du Commerce & de la prospérité des habitans de ces Provinces, & elle avoit traité avec le Portugal à qui on avoit déclaré la guerre. Et ce qui méritoit bien une attention toute particulière, ce fut que la complaisance que l'on avoit eue pour le Roi de Danemarc, de différer la Ratification du Traité d'Elbing, avoit failli de le perdre & l'Etat avec lui; à quoi on ne manqueroit pas en prenant un parti hors de saison, & qu'en faisant un effort pour la conservation on s'engageroit à une rupture inévitable, & on irriteroit ces deux grandes Puissances qui avoient intérêt d'empêcher la ruine de la Suede. Outre cela l'Etat sentoit chez lui d'autres incommodités, dont il sera parlé incontinent. Il y avoit plus d'une Province qui vouloient qu'on ratifiât le Traité d'Elbing sans réserve. La Gueldre, la Zéelande, & la Frise consentoient bien au Secours que les autres Provinces vouloient envoyer au Roi de Danemarc; mais elles faisoient instance en même tems à ce qu'on créât un Maréchal de Camp, & dans la Hollande même il y avoit des Villes qui donnoient dans ces sentimens. Il est vrai qu'il y en avoit de plus considérables & en plus grand nombre, qui s'y opposoient & qui en empêchoient l'effet; mais ces propositions ne laissoient pas d'embarasser les Délibérations, & de retarder les Résolutions.

Quoique la Pologne ne fût pas tout à fait indifférente à la Cour de France, celle-ci ne laissoit pas d'être tout à fait Suedoise à l'égard du Roi de Danemarc, dont elle ne désiroit que foiblement la conservation. Avec cela le Ministre qui étoit de la part du Roi de Danemarc à la Haye ne voyoit point l'Ambassadeur de France, à cause d'un démêlé que son prédécesseur avoit eu avec le Sr. Chanut prédécesseur du Sr. de Thou. Le Ministre Danois qui avoit une inclination particulière pour la Cour de Madrid où il avoit résidé plusieurs années, visital'Ambassadeur d'Espagne devant que de voir celui de France. Ce n'est pas seulement un solécisme dans l'Ecole des Cérémonies, mais les François en font un crime irrémissible. De sorte qu'il n'y avoit point de commerce

*Les Etats se-  
courent le Roi  
de Danemarc.*

entre ces deux Ministres; quoique cette froideur ne fit rien au fond de l'affaire. Le Roi de Suede fit bientôt connoître qu'il ne manquoit point de prétextes, & qu'il n'avoit que trop de sujet de recommencer la guerre en Danemarc, & les Etats reconnurent en même tems qu'il ne falloit pas seulement délibérer si leur intérêt les obligeoit ou non à sauver le Royaume. Le Roi de Suede fit imprimer un Manifeste; mais ce qu'il y disoit, & ce que  
son



son Ministre déclara aux Etats, ne pouvoient pas justifier cette seconde irruption, ni empêcher les Princes & Potentats intéressés de faire agir leurs armes contre lui. Les Etats des Provinces-Unies écrivirent à Dorp de Maesdam & à Ysbrants, qui étoient encore en Allemagne, de n'insister plus tant sur l'exécution des ordres qu'on leur avoit donné il n'y avoit pas longtems, de travailler avec l'Electeur à l'accommodement des deux Rois de Danemarck & de Suede, parce qu'ils savoient qu'en la conjoncture présente il étoit impossible de le faire sans que l'un des deux n'en reçût un préjudice irréparable. Ils résolurent en même tems d'envoyer au Roi de Danemarck un secours de trente-huit Compagnies d'Infanterie sous le Commandement du Colonel Pugler, Gouverneur du Fort de Schenck, & qu'au plutôt on mettroit en mer une Armée Navale très-considérable. Mais ils eurent bien de la peine à exécuter cette Résolution, parce qu'une partie de leurs Vaisseaux étoient employés contre les Armateurs qui étoient en mer avec des Commissions du Roi de Portugal, & qui incommodoient le Commerce sur les côtes de France; & de Ruyter étoit avec une Escadre dans la Mer Méditerranée. De sorte que le mois de Septembre étoit déjà fort avancé lorsqu'on embarqua cette infanterie, qui à cause des vents contraires demeura encore dans les Ports jusqu'au 18 Octobre. Pugler avoit ordre de jeter une partie de ses troupes dans Coppenhague, & l'autre partie dans Cronembourg. Mais il y avoit un mois que Cronembourg étoit pris, & les Suedois étant maîtres de ce Poste, l'étoient aussi du Passage du Sund, où ils avoient une Armée Navale aussi forte que celle des Etats. Elle pouvoit combattre sous la faveur des batteries de Cronembourg, & il étoit impossible de secourir le Roi de Danemarck si on ne passoit, par manière de dire, sur le ventre aux Vaisseaux Suedois qui s'y opposeroient. Charles Wrangel, Amiral de Suede avoit sous son pavillon quarante-huit Vaisseaux Suedois parmi lesquels il y en avoit dixhuit de haut-bord, & sous lui commandoient les Vice-Amiraux Bilkenstiern & Gardlon.

Jacob de Waffenaer Comte d'Obdam faisoit en cette occasion la Charge d'Amiral des Provinces-Unies, & les Vice-Amiraux Witte & Pierre Florisson commandoient l'Armée Navale, qui étoit composée de trente-cinq Vaisseaux de guerre, tels qu'ils étoient en ce tems-là, de six Fustes armées en guerre & montées de vingt à vingt-quatre pièces de canon, de quatre Brûlots, & de six Barques renforcées ou Pataches. Les ordres que l'on avoit donné à Obdam portoient: Qu'il eût à protéger les habitans de ces Provinces, & leur Commerce en la Mer Baltique. De défendre avec toute la vigueur possible le Roi de Danemarck contre les violences de celui de Suede. D'escorter le secours que les Etats envoyoient au Roi de Danemarck. De le secourir là où il en auroit le plus de besoin. De demeurer dans le Détroit du Sund, & même aux Côtes du Royaume de Danemarck après le débarquement des troupes, quand même Cronembourg & Coppenhague viendroient à se perdre. Et d'investir par mer les places que le Roi de Danemarck voudroit attaquer. On lui donna encore un Ordre secret, de ruiner la Flotte Suedoise, s'il le pouvoit,

*Combat naval peu favorable aux Suedois.*

1658. voit, même après la perte de Coppenhague, & en tout cas de demeurer avec ses vaisseaux en ces quartiers-là, afin de pouvoir faire un Traité avantageux avec le Roi de Suede sous la faveur des armes. La Flotte Hollandoise après avoir lutté plus de trois semaines avec la mer & les vents contraires, se trouva enfin le 8 Octobre dans le Sund, en présence & incontinent après aux prises avec l'armée Suedoise. Le combat qui se donna à la vuë du Roi de Suede, fut très-rude & très-opiniâtre, les Suedois s'attachant principalement aux Chefs, & particulièrement à l'Amiral Hollandois, dans l'espérance de dissiper aisément le reste de la Flotte après qu'ils se seroient défaits de ceux qui les commandoient. Ils y réussirent en partie, les deux Vice-Amiraux y furent tués, & le Vaisseau de Witte coulé à fond. Mais d'Obdam nonobstant les douleurs de la goutte dont il étoit fort incommodé n'avoit pas laissé de se faire porter dans une chaise auprès du grand mât, & rendit tous leurs efforts inutiles. Sept grands Vaisseaux Suedois l'attaquèrent, & s'opiniâtrèrent à le combattre quatre heures durant, de sorte que six ou sept pieds d'eau étant entré par les ouvertures que l'artillerie des ennemis avoit faites, & le feu s'étant mis à la prouë de son Vaisseau, il couroit risque d'être brûlé ou noyé, & même de tomber entre les mains des Suedois, puisque soixante hommes de son équipage avoient été tués, & plus de cent mis hors de combat par leurs blessures. Mais il répara la perte de ses Officiers par sa prudente conduite, & il combattit avec tant de valeur, de courage & de bonheur, que sans la lâcheté de quelques Capitaines dont il fut très-mal secondé il auroit remporté une victoire entière. Les Suedois se retirèrent pourtant les premiers, & trouvèrent leur sureté dans le Port de Landskron ; & on ne peut pas nier que leur retraite ne se fit avec quelque confusion. Les Relations qui ordinairement expriment mieux les passions de ceux qui les composent qu'elles ne représentent au naturel la vérité & les particularités des Batailles, parlent fort diversement de la perte que firent les Suedois. Ceux qui la font bien grande la font monter à quatorze Vaisseaux, & à quinze ou seize-cents hommes. Les autres assurent qu'ils n'y perdirent que six ou sept Vaisseaux ; & le Capitaine de Liefde écrivit en ce tems-là, que l'on avoit pris trois Vaisseaux Suedois, qu'il y en avoit autant de coulés à fond, & qu'il y en étoit bien autant échoué aux Côtes de Schonen. Il est bien certain que de toute l'armée Hollandoise les Suedois ne prirent que le seul Vaisseau de Witte, qui avoit reçu tant de coups à fleur d'eau qu'il coula à fond avant que les Suedois le pussent faire entrer dans un de leurs Havres, & qu'il ne se perdit qu'environ trois-cents hommes, la plupart Matelots. Les Etats Généraux, aussi bien que les Etats d'Hollande furent fort-satisfaits de la conduite que l'Amiral avoient tenuë dans le combat, & le remercièrent de l'important service qu'il avoit rendu à l'Etat. Toutefois cette satisfaction n'eut pas une grande étendue, puisqu'à son retour on épulcha toutes ses autres actions fort-scrupuleusement, & que les Députés d'Amsterdam insistèrent fort à ce qu'on les censurât à la dernière rigueur. Ce que nous allons dire fera juger si on lui faisoit justice.

L'A-



L'Amiral Hollandois ayant appris le lendemain de la bataille, 1658. que l'Armée Navale de Suede paroïssoit encore aux Côtes de Schonen, monta sur un autre Vaisseau, parceque le sien n'étoit plus en état de combattre ainsi que je viens de dire, & alla pour sui- <sup>Mauvais succès de la flotte Hollandoise.</sup> vre les ennemis, qui s'étant retirés dans Landskron lui donnèrent le loisir d'aller à Coppenhague, où il reçut en personne les complimens du Roi de Danemarc sur une action dont dépendoit la conservation de son Royaume & de sa Maison Royale. Après cela il fut résolu au Conseil du Roi de Danemarc que l'on iroit alliéger la Flotte Suedoise dans Landskron, en faisant enfoncer à l'entrée quelques Navires massonés, parceque l'on croyoit que par ce moyen elle seroit bouchée enforte que les Suedois dont les bâtimens n'en pourroient point sortir y periroient. Cela s'exécuta d'abord si heureusement que l'Amiral écrivit aux Etats, que l'on ne pouvoit pas douter que cette entreprise ne réussit. Il n'en eut pas la conduite parce qu'étant malade à Coppenhague il la laissa à Bielke, Amiral de Danemarc, qui apprit bientôt aux dépens de sa réputation, qu'il n'est pas bien facile de mettre un caveçon aux chevaux de Neptune. Les premiers vents & les premiers coups de mer firent ouverture aux Suedois, qui en tirèrent cet avantage, que pendant qu'ils radouboient leurs Vaisseaux & qu'ils les rafraîchissoient de vivres, les Vaisseaux Danois & Hollandois consumoient les leurs, enforte qu'après y avoir demeuré quelque tems inutilement ils eurent de la peine à regagner Coppenhague avant la gelée.

Le Traité qui avoit été fait en 1649 entre le Roi de Danemarc & les Etats les obligeoient à se secourir réciproquement de quatre-mille hommes. Le Colonel Pugler n'en avoit amené qu'environ deux-mille; & d'autant que dans l'état où étoient les affaires le Roi avoit besoin d'un plus grand secours, on résolut de lui envoyer le surplus, & d'y ajouter deux-mille hommes par dessus le secours ordinaire. L'extraordinaire devoit se faire aux dépens du Roi de Danemarc, & le Colonel Killegrew le devoit commander jusqu'à ce qu'il eût joint Pugler, qui étoit son ancien. On vouloit demander au Roi assurance pour le remboursement des fraix que l'on faisoit en faisant partir les deux-mille hommes surnuméraires, & il y avoit des Députés dans l'Assemblée qui étoient d'avis qu'on lui demandât Glukstادت par forme d'Engagement. Mais comme dans cette Assemblée il se trouvoit d'autres membres qui n'étoient pas de cet Avis, on y représenta que cet Engagement donneroit de la jalousie aux Voisins, & particulièrement aux Anglois, qui ne pourroient pas souffrir que cet Etat occupât un poste si important sur l'Elbe. De sorte que l'on suivit le sentiment le plus généreux & on se contenta de la parole du Roi & d'une Obligation en forme. Cependant la gelée ayant empêché le secours de partir, on fut contraint de débarquer les troupes, & de les loger dans les Villes les plus proches en Northollande & en Frise, en attendant que la saison permît de les rembarquer. On en eût d'autant moins de chagrin qu'on comptoit que la Ville de Coppenhague fût en état de se défendre pendant l'hyver, & ce principalement à cause des ordres que les Etats avoient donné à leur Amiral de demeurer en ces quartiers-là.

1658.

Quelque tems auparavant on lui avoit ordonné de n'y laisser que quinze ou seize Vaisseaux, dont on prétendoit donner le commandement à de Ruyter. Mais cet ordre fut changé sur l'avis que l'on eut de l'armement qui se faisoit en Angleterre, dont les Etats prenoient ombrage, de sorte que donnant dans de nouvelles inquiétudes, ils ordonnèrent à d'Obdam de redoubler ses soins pour la conservation du Royaume. On lui ordonna aussi de tâcher d'empêcher la jonction des troupes que le Prince Palatin de Sultzbach amenoit au Roi de Suede. De s'opposer au transport de celles que le même Roi voudroit faire passer en Holstein, où l'Empereur, le Roi de Pologne, & l'Electeur de Brandebourg devoient faire entrer leurs armées: comme de l'autre côté on lui avoit commandé de faciliter le transport des troupes de Brandebourg d'Holstein en Séelande. De concerter ses mouvemens & ses actions avec le même Electeur & avec le Sr. Ysbrants, qui étoit de leur part en ces Quartiers-là, & de suivre les ordres du Roi de Danemarck. Je marquerai dans le Livre suivant de quelle façon le procédé généreux des Etats fut reçu en Angleterre, quand j'aurai dit devant que de finir celui-ci, que si les affaires du Nord occupoient les délibérations de l'Etat en général, la constitution de quelques Provinces fut assez altérée par les soulèvemens qui troubloient le repos de leurs Villes.

*Soulèvement  
à Goes.*

Celle de Goes, Capitale de l'Isle de Zuyd-Beveland, en Zéelande, a le Privilège par dessus toutes les autres de sa Province, que le Gouverneur ou Lieutenant-Général n'y a point de part à la Création du Magistrat; de sorte que l'on ne croyoit pas que la mort du Prince d'Orange y dût apporter la moindre altération. Néanmoins on y avoit apperçu dès l'an 1653 que la Maison d'Orange y avoit des amis, & que l'intention d'une partie du Magistrat étoit de remplir l'Hôtel de Ville de ses Partisans à dessein de se joindre aux Villes de Tolen, de Vlissingen, & de Vere qui étoient dans les mêmes sentimens & dans les mêmes intérêts. L'année suivante il y eut dans la Ville de très-grands défordres dont les particularités sont assez remarquables. En ce tems-là le Magistrat étoit composé de deux Bourguemaîtres, de neuf Echevins, & du Baillif; desquels un Bourguemaître & quatre Echevins fortoient de fonction tous les ans par tour & alternativement. Lorsqu'il fallut remplir les places vacantes de cette année-là, le Bourguemaître & les deux Echevins qui demeuroient en fonctions d'un côté, & les deux Echevins avec le Baillif de l'autre, se trouvèrent partagés sur le choix des personnes dont on devoit suppléer le Magistrat. Sur cela le Baillif s'étant retiré dans sa maison, quelques amis & partisans du Bourguemaître allèrent le trouver, & l'emmenèrent dans un lieu où les Bourgeois ont accoutumé de s'assembler pour s'exercer à tirer de l'arc & pour boire, & là le tenant ils le désarmèrent, & l'obligèrent à se démettre de son Office. Ses amis en ayant été avertis s'assemblèrent dans la maison d'un des Echevins qui étoit allé à la Campagne, & comme cette assemblée ne se pouvoit pas faire sans bruit, le Bourguemaître fit mettre deux Compagnies de Bourgeois sous les armes, qui investirent la maison de l'Echevin absent. Tout cela se fit avec tant de confusion, que le Capitaine de l'une des deux Com-



Compagnies & un Bourgeois furent tués, & un autre Bourgeois fut blessé à la mort des coups qui à ce que l'on disoit, avoient été tirés de la maison. Ce qui irrita tellement la populace que s'étant rendu maître de la porte, on pilla la maison & on la démolit si bien qu'il n'en resta de bout que les quatre murailles. Le maître du logis qui revint le lendemain d'une maison qu'il avoit à la campagne, courut risque d'être assassiné par la canaille, & ne fut sauvé de leurs mains que par le Magistrat, qui sous prétexte de le mener prisonnier, le conduisit à l'Hôtel de Ville. Deux Conseillers de la Cour Provinciale de la Haye furent députés pour en informer, & pour faire le procès aux coupables. Ils firent arrêter un des domestiques de l'Echevin dont la maison avoit été pillée, & un Maître de Navire qui s'y étoit renfermé pendant le tumulte. On les appliqua à la torture, & quoiqu'ils ne confessassent rien, mais au contraire qu'ils persistassent à soutenir qu'il n'avoit pas été tiré un seul coup de la maison, où ils disoient qu'il n'y avoit point d'armes à feu ni de munitions, on ne laissa pas de les condamner à avoir la tête tranchée. On les auroit exécuté en effet si les Pasteurs dont on a accoutumé de se servir pour consoler ceux qui sont en cet état, & pour les disposer à la mort, n'eussent refusé de les y préparer parce qu'ils s'imaginoient que ces hommes ne l'avoient pas méritée. Ce n'est pas mon dessein de justifier ni de blâmer cette procédure. Mais on peut dire que s'il est permis aux Ministres Prédicants de contrôler les Sentences de la Cour quand-même elles seroient notoirement injustes, ils se donneront bien aussi l'autorité de s'opposer à l'exécution des plus justes, & de mépriser celle du Magistrat, qui est le leur aussi bien que celui du dernier des habitans. Leur hardiesse fut pourtant heureuse en cette rencontre, parceque plusieurs personnes indifférentes ayant déposé que les coups avoient été tirés dans la rue & non de la maison, on commua la peine de mort en celle du fouet.

Cependant la Magistrat de Goes voulant prévenir les tumultes qui pourroient incommoder la Ville, pria les Etats de la Province de régler les Elections en sorte qu'il n'en pût plus arriver de scandale. On le composa de quatre Bourguemaîtres, de sept Echevins, & du Baillif, & de ce nombre il en sort de fonction une année trois & l'autre année quatre Echevins avec deux Bourguemaîtres alternativement. Par ce moyen deux Bourguemaîtres deviennent Echevins après deux années de fonction, & le Baillif étant obligé de s'accommoder avec les Echevins qui demeurent en fonction, les uns ne peuvent jamais faire une Election qui déplaît aux autres, parceque ceux-ci ont toujours la pluralité des suffrages. Et de fait la Ville de Goes a joui depuis ce tems-là d'un profond repos, aussi bien que de l'effet de ses Privilèges que les autres Villes ont imprudemment & témérairement abandonné au Gouverneur de la Province.

Ce fut presque en même tems que la Ville de Groningue se trouva dans un semblable désordre. Les dix-huit Corps de Métiers dont la Bourgeoisie y est composée, & qui y ont une très-grande autorité, pressèrent les Bourguemaîtres & le Conseil avec un peu trop de chaleur de procéder à l'Election du nouveau Ma-

1658.

giltrat, que le peuple prétendoit faire à son caprice. Le jour de l'Election étant venu le Conseil s'assembla; mais les Conseillers ne pouvant pas convenir du choix des personnes, ils se séparèrent pour aller dîner, à dessein d'achever l'Election après midi. Le peuple qui ne savoit pas leur intention, ni ce qui s'étoit passé à l'Hôtel de Ville, prit tumultueusement les armes, & courut en fureur à la maison du Bourguemaître Tiaffens, qui fut pillée avec une autre d'un Conseiller. Il n'en seroit pas demeuré là sans le Prince de Nassau, Gouverneur de la Province, qui se trouvant par hazard dans la Ville, fit cesser la sédition, & pour achever d'appaiser le peuple il fit faire l'Election des Magistrats au contentement des Corps de Métiers.

*Etat des affaires des Indes.*

*Situation de Batavia.*

*Guerre avec le Roi de Bantam.*

Nous aurons occasion de parler plus d'une fois des démêlés que cet Etat a eu avec les Anglois pour les Intérêts de la Compagnie des Indes Orientales, qui fait comme un Etat particulier dans l'Etat des Provinces-Unies. C'est pourquoi devant que de nous engager en la suite des Affaires du Nord nous dirons un mot de celles de ces Quartiers-là, après ce que nous avons dit de l'Ambassade de la Chine qui a fait la fin du Livre précédent. La Ville de Jacatra, que les Hollandois appellent aujourd'hui Batavia, & qui est le siège du Gouverneur-Général & du Conseil des Indes, est située entre deux grands Royaumes, ayant vers le Ponant celui de Bantam, & vers le Levant le Son Konkoumang Mataram, qui se donne la qualité d'Empereur de l'Isle de Java. Ce dernier tenoit ses Ports fermés depuis deux ans, & empêchoit la traite du Ris, & des autres Vivres, à dessein d'affamer la Ville de Batavia. Les Hollandois en furent fort-incommodés jusqu'à ce que le Gouverneur en eût fait venir de Bengale, d'Aracam, de Siam, & d'ailleurs. De sorte que le Mataram n'ayant point réussi parce qu'on se passoit des Vivres de son pays, rouvrit le Commerce, dont il tiroit tous les ans des sommes très-considérables. En l'an 1645 la Compagnie avoit fait un Traité avec le Roi de Bantam pour dix ans, & bien que ce Prince ne l'eut pas exécuté fort fidèlement, ou ne laissa pas de le renouveler en 1655. Mais le Roi ayant souffert que l'on eut impunément pris & pillé sur la rivière de Bantam le Navire d'un Bourgeois de Batavia, dont les Indiens tuèrent les Matelots, le Résident de la Compagnie qui après cette action n'étoit pas en fureté dans la Ville, se retira à Batavia; & quelque tems après, le Roi de Bantam arma, fit des levées, & au mois de Juin 1656 il entra dans le Pays de la Compagnie, où il mit le feu aux cannes & aux moulins à sucre. Cette invasion obligea le Gouverneur nonseulement à se mettre sur la défensive, mais aussi à porter ses armes jusques devant Bantam, qu'il assiégea avec une Escadre d'onze Vaisseaux de guerre. Celui qui la commandoit avoit ordre de faire descente, & de l'attaquer du côté de la terre. Mais les Indiens qui approchèrent dans le même tems avec une puissante armée à la vuë de Batavia, le contraignirent de rappeler ses gens de guerre; ses Vaisseaux continuant de tenir la Ville investie du côté de la mer. On en avertit le Président des Anglois qui étoit dans la Ville, afin qu'il mît à couvert les effets de ses Maîtres, & ce Président faisant son profit de l'avis, s'embarqua avec



1658.

avec ce qu'il put assembler de marchandises, & se retira en la côte de Coromandel. Mais il retourna à Bantam au bout de trois ou quatre mois, & mettant pied à terre à Anger il voulut obliger le Patron du Navire Anglois qui l'y avoit amené, à y décharger la poudre à canon qu'il avoit acheté en la Côte. Le Patron Anglois au lieu de laisser la poudre aux Indiens, alla à Batavia, où il la troqua pour d'autres marchandises, & prit de là la route d'Angleterre. Les Anglois que l'on n'empêcha pas de faire entrer trois de leurs Navires dans Bantam, prêtèrent cependant leurs Canoniers au Roi, qui les employa à ses batteries, & les fit tirer aux Vaisseaux Hollandois. Ceux des Anglois voulurent après cela sortir de la rivière, mais ils furent arrêtés par les Hollandois, qui les emmenèrent à Batavia, & les firent déclarer de bonne prise. La rétraite des Anglois disposa les Indiens à la paix, laquelle ils demandèrent incontinent, & firent bien connoître qu'ils l'auroient demandé plutôt sans le secours des Anglois. Elle ne fut pourtant conclüe qu'en 1658, & a toujours été assez mal observée de la part du Roi de Bantam.

Nous avons parlé ci-devant de Gerard Hulft, qui étant Secrétaire de la Ville d'Amsterdam, résigna volontairement sa charge pour aller aux Indes, où il croyoit pouvoir servir plus utilement sa patrie. Ce n'étoit pas l'incommodité de ses affaires domestiques, mais le zèle qu'il avoit pour le Service du Pays qui lui faisoit faire le voyage. De sorte que la Compagnie qui connoissoit son mérite extraordinaire, & qui prétendoit en faire son Premier Ministre en ces Quartiers-là, lui donna une Commission secrète & indépendante de celle du Général. A peine étoit-il arrivé à Batavia qu'on y proposa dans le Conseil le siège de Colombo, dans l'Isle de Ceylon. L'entreprise étoit si difficile que personne ne voulut se charger de l'exécution. La qualité de Directeur permettoit à Hulft de s'en excuser aussi; mais ne consultant que son zèle & son courage, il se chargea de la conduite de ce dessein & du commandement de l'armée qui devoit y être employée. Il y fut tué, ce dont les Officiers de Batavia qui connoissoient son Mérite, & à qui sa Vertu faisoit ombrage, n'eurent pas moins de joye que du succès des armes de la Compagnie. La Ville ayant été obligée de se rendre, le Radia Singa, Seigneur d'une partie de l'Isle, vouloit qu'on le mît en possession de la Ville. Le refus qu'on en fit le porta à la violence. Il s'empara des avenues de Colombo, & les occupa si bien que la Garnison Hollandoise ayant de la peine à subsister fut contrainte de faire une sortie en laquelle le Radia perdit son bagage & son artillerie. On lui rendit l'un & l'autre, & cette civilité le fit consentir à la Paix, & même à ce que la Ville de Colombo demeurât à la Compagnie jusqu'à ce qu'elle eût été remboursée des fraix qu'elle avoit fait au siège, & elle s'obligea à faire la guerre aux ennemis que le Radia avoit dans l'Isle. Il n'y a personne qui ne fache que les comptes que l'on a accoutumé de faire quand il faut restituer les places, sont ordinairement fort enflés, & on ne pouvoit pas douter que la Compagnie, qui est toute composée de gens qui entendent parfaitement le calcul, ne fit des parties dans les formes. L'année suivante on acheva

*Que les Anglois favorisent contre les Hollandois.*

*G. d'Hulft  
Premier Ministre de la Compagnie.*

*Est tué au siège de Colombo.*

*Cette Ville demeure à la Compagnie.*

1658

*Réduction de  
Ceylon.**Ambassade  
au Japon.**Mission de S.  
François Xa-  
vier.**Succession des  
Empereurs du  
Japon.*

de chasser les Portugais de l'Isle de Ceylon par la Réduction de Jassenapatnam, dont il y aura occasion de parler ailleurs.

Ensuite de ce qui a été dit ci-dessus de l'Ambassadeur que la Compagnie envoya à la Chine, on ne se peut dispenser de toucher un mot de celle qu'elle envoya à l'Empereur du Japon. Il est certain qu'il y a si longtems que les Chinois y font leur commerce qu'il y a des personnes qui ont voulu faire croire que le Japon est une Colonie Chinoise. Mais on ne peut pas dire en quel tems les Européens en ont fait la découverte. En 1547 un jeune Japonois, nommé Auger, ne se trouvant pas en sureté dans son pays, se retira à Malacca, & de là à Goa, où vivoit alors François Xavier que la dévotion du tems a fait canoniser depuis. Ce Jésuite qui travailloit sans cesse à faire des Profelytes, & à la propagation de la Religion Chrétienne, ou, pour mieux dire à l'établissement de la Religion Catholique Romaine, s'étant fait instruire de l'état des affaires & des richesses du Japon, y alla en 1549 avec deux de ses Compagnons, & arriva le 15 Août à Cangoxima, lieu de la naissance d'Auger, qui s'étoit fait bâtifier sous le nom de *Paul de Sainte Foi*. En ce tems-là le Japon étoit gouverné par un Prince à qui on donnoit la qualité de Dairo, dont la grandeur & même la sainteté étoient dans une si haute réputation que l'on jugeoit que même les rayons du soleil n'étoient pas dignes de le toucher, que la terre même profanoit ses pieds, & qu'il n'y avoit point de ciseaux dont on pût se servir sans sacrilège à lui couper les cheveux & les ongles. Mais bientôt après, savoir en 1550 il arriva au Japon une Révolution qui y changea toute la constitution du Gouvernement. Le Dairo qui régnoit alors, avoit deux fils, dont le puîné, suivant la coutume du Pays, commandoit aux Gens de guerre comme leur Général. La mère qui étoit jalouse de l'autorité que le commandement de l'armée donnoit au cadet, disposa le Dairo à souffrir que le commandement fut partagé, & alternatif entre les deux frères de trois en trois ans. Et d'autant que le puîné ne pouvoit pas se résoudre à résigner le commandement à son aîné, le père mit une armée en campagne, & défit son fils en bataille rangée. Ce Prince ayant été tué dans le combat, & le père étant décédé quelque tems après, celui qui avoit eu le commandement de l'armée sous le Dairo défunt voulut se maintenir contre le Prince héritier, qui le fit périr. Mais il ne put pas détruire Cubo, qui se trouvant à la tête de l'armée trouva aussi le moyen de dépouiller le Prince de l'Autorité Souveraine dont il ne lui laissa qu'une partie, avec un grand revenu & un grand respect apparent & imaginaire. Cette usurpation fut cause d'une guerre civile très-cruelle, dont le succès fut fort favorable à Cubo; mais il ne put pas se maintenir longtems, car il fut tué en 1565 par un nommé Mioxindons, qui fut tué à son tour par Canedono Vojacata, frère puîné de Cubo, qui se fit Général de l'armée & Empereur du Japon, par le moyen d'un nommé Nobunanga. L'important service que celui-ci venoit de rendre lui donnant trop de présomption, Vojacata voulut s'en défaire; mais Nobunanga le prévint, & se fit Empereur en 1573. Après la mort de Nobunanga, qui fut tué auprès de Meaco avec son fils aîné, par Xinguen, Roi

ou



ou Viceroy de la Province de Cainochuno, un nommé Toxiquiro, homme de fortune, se saisit de la conduite des affaires, sous la qualité de Tuteur du jeune fils de Nobunanga. Au bout de quelque tems Toxiquiro prit le titre de *Cambucundo*, c'est à dire *Puissant Seigneur*, & en 1584 il se fit appeller *Taïcosamaca* ou *Grand Empereur du Japon*. Celui-ci en mourant le 16 Février 1598 recommanda l'éducation de Frideri son fils; qui étoit encore fort-jeune, aux soins d'Ogoschio, Roi de huit Provinces, & le pria de se charger de l'administration des affaires de l'Empire pendant la Minorité du Prince. Ogoschio ne put pas souffrir que son autorité fût partagée avec les Ministres que l'Empereur défunt avoit nommé pour cela; il en vint aux mains avec eux, & après plusieurs victoires demeura paisible possesseur de l'Empire du Japon sous le nom de *Daïfusamma*; prenant ensuite celui de *Goïssiosamma*. Frideri avoit épousé la fille d'Ogoschio, mais la considération de cette étroite alliance n'empêcha pas Goïssiosamma de l'attaquer & de le forcer dans le Château d'Osava, où il fit mettre le feu; & périr son gendre avec sa fille. C'est ce Goïssiosamma ou Daïfusamma qui réunit en un seul Corps d'Empire toutes les Provinces du Japon, où plusieurs Rois & Seigneurs s'étoient faits Souverains dans les désordres des guerres Civiles dont nous venons de parler. C'est sous lui aussi qu'il se fit de si horribles cruautés contre les Chrétiens en 1613, au moins si on doit honorer de ce saint nom un très-grand nombre de Payens que les Jésuites avoient bâtifiés, quoiqu'il n'eussent point de connoissance du tout du Christianisme, & que leur Religion; même au dire de quelques-uns de leurs meilleurs Auteurs, ne consistât qu'à bien faire le Signe de la Croix, & à assister aux Mystères qu'ils n'entendoient ni ne comprenoient point. Quoi qu'il en soit, on ne peut nier que les supplices que l'on fit souffrir à ces misérables ne fussent inouïs, inhumains, & détestables. Les causes de ces horribles persécutions furent premièrement l'impression que l'on avoit donné à l'Empereur du Japon du puissant établissement que le Roi d'Espagne avoit dans les deux Indes, parce qu'on lui avoit persuadé que les Prêtres Espagnols & Portugais étoient autant d'Emisaires, qui sous prétexte d'enseigner les élémens de la Religion Chrétienne, débauchent les Sujets de la fidélité qu'ils doivent à leurs Souverains, & leur prêchoient qu'en abandonnant la Religion Payenne, ils devoient se donner à un Prince Chrétien qui les protégeât. Il avoit aussi quelque connoissance de la pensée que le Roi d'Espagne pouvoit avoir en ce tems-là pour la Monarchie Universelle, & on lui avoit rapporté qu'un Pilote Espagnol avoit fondé la profondeur de la Mer sur les Côtes du Japon; & que les Prêtres ne laissoient pas au travers de leur dévotion & de leur charité de tirer des sommes immenses de leurs Disciples & de leurs Dévots, jusques-là qu'on disoit qu'ils transportent tous les ans plus de dix millions hors de cet Empire. Ce fut à Goïssiosamma que Jacob Speck & Pierre Seger son furent envoyés en 1611. Et après cela le Général & le Conseil des Indes qui est établi à Batavia, ont envoyé de tems en tems saluer l'Empereur du Japon jusqu'à Jedo, qui en est la Capitale. Ainsi François Caron & Henri Hagenauer furent envoyés à Toxogunfamma, qui avoit

1658.

*Z. Wagenaer  
a Audience de  
l'Empereur.*

avoit succédé en 1631 dans l'Empire à Combosamma son frère, qui étoit fils de Daïfusamma. En 1649 on y envoya André de Vries & Antoine Bronchorst; & en 1657 Zacharie Wagenaer, qui partit de Nangesaqui le 9 Janvier, arriva à Jedo le 16 Février, & eut Audience de l'Empereur le 27 du même mois. Le 2 Mars le feu prit à quelques maisons, & en consuma plus de cent-mille en deux jours, & entr'autres le Palais Impérial. Il périt dans cet embrasement plus de cent-soixante-mille personnes. Les Relations que la Compagnie des Indes Orientales a fait donner aux Etats Généraux, marquent ce nombre, & ajoûtent que pendant un fort-longtems l'Empereur faisoit distribuer tous les jours cent-cinquante-mille livres pour subvenir à la pressante nécessité des pauvres. Elle ne laissa pas d'être si grande que le menu peuple n'ayant pas de quoi subsister, prenoit par force tout ce qu'il croyoit pouvoir soulager sa misère qui étoit extrême. C'est pour-quoi Wagenaer ne se trouvant pas en sûreté à Jedo en partit le 9 Mars pour retourner à Nangesaqui, où la Compagnie a son Bureau & ses Magasins, ou du moins dans l'Isle de Desma, qui n'en est séparé que par un petit fossé, depuis que l'on a fait déloger ses Facteurs & ses Officiers de l'Isle de Firando, où ils demeuroient auparavant.

*Et est obligé  
de se retirer.*















